

# INDEX ANALYTIQUE

DES

## DÉBATS

DE LA

### DEUXIÈME SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT

DE LA

### PUISSANCE DU CANADA

**8 MARS 1906 — 13 JUILLET 1906**

*IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT*



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE  
MAJESTÉ LE ROI

1906

## MODE D'EMPLOI.

L'Index analytique des Débats de la Chambre des Communes contient trois parties :—

- 1° Index par séances,
- 2° Index par sujets,
- 3° Index par députés.

A l'aide de ces trois Index on peut se procurer tous les renseignements possibles sur le travail de la session.

L'*Index par députés* contient le travail accompli par chaque député et renvoie pour l'analyse du travail fait à l'Index par sujets.

L'*Index par sujets* donne le résumé analytique de la discussion et renvoie : pour le texte complet, aux Débats de la Chambre des Communes dont la page est indiquée ; et, pour le volume des Débats ainsi que la date de la séance, à l'*Index par séances* qui complète le cycle d'informations nécessaires pour reconstituer promptement tout le débat sur n'importe quelle matière.

# TABLE DES SÉANCES

## Deuxième Session — Dixième Parlement

### VOLUME I.

Séance.	
N° 1—pages	1 à 12— 8 mars 1906.
N° 2—pages	12 à 15— 9 mars 1906.
N° 3—pages	15 à 130—12 mars 1906.
N° 4—pages	130 à 167—13 mars 1906.
N° 5—pages	167 à 221—14 mars 1906.
N° 6—pages	221 à 258—15 mars 1906.
N° 7—pages	258 à 326—16 mars 1906.
N° 8—pages	326 à 362—19 mars 1906.
N° 9—pages	362 à 432—20 mars 1906.
N° 10—pages	432 à 460—21 mars 1906.
N° 11—pages	460 à 502—22 mars 1906.
N° 12—pages	502 à 577—23 mars 1906.
N° 13—pages	577 à 679—26 mars 1906.
N° 14—pages	679 à 768—27 mars 1906.
N° 15—pages	768 à 858—28 mars 1906.
N° 16—pages	858 à 921—29 mars 1906.
N° 17—pages	921 à 1002—30 mars 1906.
N° 18—pages	1002 à 1034— 2 avril 1906.
N° 19—pages	1034 à 1135— 3 avril 1906.
N° 20—pages	1135 à 1190— 4 avril 1906.
N° 21—pages	1190 à 1299— 5 avril 1906.
N° 22—pages	1299 à 1414— 6 avril 1906.
N° 23—pages	1414 à 1517— 9 avril 1906.
N° 24—pages	1517 à 1615—10 avril 1906.
N° 25—pages	1615 à 1629—11 avril 1906.
N° 26—pages	1629 à 1723—17 avril 1906.
N° 27—pages	1723 à 1800—18 avril 1906.
N° 28—pages	1800 à 1807—19 avril 1906.
N° 29—pages	1807 à 1896—20 avril 1906.
N° 30—pages	1896 à 1999—23 avril 1906.
N° 31—pages	1999 à 2081—24 avril 1906.

### VOLUME II.

N° 32—pages	2081 à 2137—25 avril 1906.
N° 33—pages	2137 à 2218—26 avril 1906.
N° 34—pages	2218 à 2294—27 avril 1906.
N° 35—pages	2294 à 2384—30 avril 1906.
N° 36—pages	2384 à 2512—1er mai 1906.
N° 37—pages	2512 à 2607— 2 mai 1906.
N° 38—pages	2607 à 2689— 3 mai 1906.
N° 39—pages	2689 à 2769— 4 mai 1906.
N° 40—pages	2769 à 2880— 7 mai 1906.
N° 41—pages	2880 à 3000— 8 mai 1906.
N° 42—pages	3000 à 3139— 9 mai 1906.
N° 43—pages	3139 à 3228—10 mai 1906.
N° 44—pages	3228 à 3314—11 mai 1906.
N° 45—pages	3314 à 3399—14 mai 1906.
N° 46—pages	3399 à 3492—15 mai 1906.

### VOLUME II.

Séance.	
N° 47—pages	3492 à 3592—16 mai 1906.
N° 48—pages	3592 à 3713—17 mai 1906.
N° 49—pages	3713 à 3806—18 mai 1906.
N° 50—pages	3806 à 3890—21 mai 1906.
N° 51—pages	3890 à 4001—22 mai 1906.
N° 52—pages	4001 à 4050—23 mai 1906.
N° 53—pages	4050 à 4130—28 mai 1906.

### VOLUME III.

N° 54—pages	4133 à 4259—29 mai 1906.
N° 55—pages	4259 à 4354—30 mai 1906.
N° 56—pages	4354 à 4458—31 mai 1906.
N° 57—pages	4458 à 4558—1er juin 1906.
N° 58—pages	4558 à 4677— 4 juin 1906.
N° 59—pages	4677 à 4812— 5 juin 1906.
N° 60—pages	4812 à 4904— 6 juin 1906.
N° 61—pages	4904 à 5014— 7 juin 1906.
N° 62—pages	5014 à 5113— 8 juin 1906.
N° 63—pages	5113 à 5206—11 juin 1906.
N° 64—pages	5206 à 5309—12 juin 1906.
N° 65—pages	5309 à 5399—13 juin 1906.
N° 66—pages	5399 à 5497—14 juin 1906.
N° 67—pages	5497 à 5570—15 juin 1906.
N° 68—pages	5570 à 5665—18 juin 1906.
N° 69—pages	5665 à 5752—19 juin 1906.
N° 70—pages	5752 à 5894—20 juin 1906.
N° 71—pages	5894 à 6032—21 juin 1906.
N° 72—pages	6032 à 6143—22 juin 1906.
N° 73—pages	6143 à 6287—25 juin 1906.

### VOLUME IV.

N° 74—pages	6289 à 6414—26 juin 1906.
N° 75—pages	6414 à 6546—27 juin 1906.
N° 76—pages	6546 à 6718—28 juin 1906.
N° 77—pages	6718 à 6862—29 juin 1906.
N° 78—pages	6863 à 6980—30 juin 1906.
N° 79—pages	6981 à 7122— 3 juillet 1906.
N° 80—pages	7122 à 7250— 4 juillet 1906.
N° 81—pages	7250 à 7384— 5 juillet 1906.
N° 82—pages	7384 à 7562— 6 juillet 1906.
N° 83—pages	7562 à 7668— 7 juillet 1906.
N° 84—pages	7668 à 7781— 9 juillet 1906.
N° 85—pages	7781 à 7855—10 juillet 1906.
N° 86—pages	7855 à 7912—11 juillet 1906.
N° 87—pages	7912 à 7917—12 juillet 1906.
N° 88—pages	7917 à 7924—13 juillet 1906.

# INDEX ANALYTIQUE DES DÉBATS

DEUXIEME SESSION — DIXIEME PARLEMENT

## AJOURNEMENTS.

INTERPELLATIONS ET INCIDENTS.

### COMITE DES TELEPHONES.

M. W. F. Maclean—Sur motion d'ajournement final demande si le comité spécial des téléphones de la dernière session continuera à siéger et à s'occuper de cette question ? —130.

Sir W. Laurier—Le comité a cessé d'exister 130.

### DEMANDE DE DOCUMENTS.

Hon. Geo. Foster—Sur motion d'ajournement final de sir W. Laurier, demande un état des quais construits, des revenus, etc.—220.

M. R. L. Borden—Demande le rapport de la commission des transports—220.

M. R. L. Borden—Demande le rapport de la commission du Transcontinental—220.

### ENQUETE DES COMPAGNIES D'ASSURANCES.

M. R. L. Borden—Sur motion d'ajournement final, demande si la Chambre aura au jour le jour le rapport sténographié des séances ?—326.

Hon. Fitzpatrick—Copies seront fournies aussi vite que possible: une au Gouvernement, l'autre à la Chambre—326; M. Butcher, de Toronto, a charge du travail—326.

### RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL—COMMISSION DES ASSURANCES.

M. R. L. Borden—Sur motion d'ajournement final de sir W. Laurier, demande quand sera déposé le rapport de l'auditeur général—7; la session aurait dû s'ouvrir normalement en janvier, aurait-il fallu attendre le rapport tout ce temps ?—8; demande communication des instructions aux commissaires des assurances—8; le Gouvernement paiera-t-il les services d'un conseil sans lequel l'enquête n'aboutirait pas à calmer les esprits—8.

Sir W. Laurier—Le rapport de l'auditeur sera déposé dans le délai fixé par la loi—8; le Parlement a été convoqué aussitôt les travaux de la commission du tarif terminés—9; la maladie de l'hon. M. Fielding a empêché de présenter la révision du tarif à cette session—9; une session aura lieu en novembre pour délibérer sur la révision du tarif spécialement—10; l'année financière à l'avenir datera d'avril au lieu de juillet—10; le texte des instructions aux commissaires des assurances sera déposé immédiatement—10; M. Shepley a été retenu par le Gouvernement comme juriste auprès de la commission des assurances—10; il peut s'adjoindre un conseil et toute l'aide nécessaire—10.

### RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL—Suite.

M. W. F. Maclean—Le Gouvernement a enlevé au Parlement le droit de nommer les commissaires—11; un comité parlementaire, comme dans l'Etat de New-York, aurait mieux atteint le but—11; l'initiative du cabinet mérite censure—11.

Motion d'ajournement adoptée—11.

### RETARD DE PRODUCTION DE DOCUMENTS.

Hon. Geo. Foster—Sur motion d'ajournement final, demande quand seront prêts les documents ordonnés le printemps dernier ?—12; ne considère pas comme valable l'excuse que l'auditeur général a un certain délai pour produire son rapport—14; avec un nouvel auditeur général, les choses devraient être améliorées—14.

M. R. L. Borden—On devrait avoir au commencement de chaque session une liste des documents demandés à la session précédente et non déposés—13; l'auditeur général n'aura que sept mois pour préparer son rapport à la prochaine session, il devra se presser plus qu'il ne le fait—15.

Sir W. Laurier—Il vaut mieux que chaque député s'occupe de ses propres demandes—13; le Gouvernement n'a aucune autorité sur l'auditeur général, qui est employé du Parlement—13; ignore quel système adoptera le nouvel auditeur—15.

M. T. S. Sproule—Demande que les documents soient déposés dans le cours de la session où il sont demandés—14.

Motion d'ajournement adoptée—15.

### VISITE DU PRINCE ARTHUR DE CONNAUGHT.

M. R. L. Borden—(avant ajournement) annonce arrivée du prince de Connaught sur terre canadienne—767; exprime bienvenue du parlement canadien—768.

Hon. Paterson—Appuie souhaits de bienvenue—768.

## MOTIONS DU GOUVERNEMENT.

### ANNIVERSAIRE DE LA CONFEDERATION.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne du vendredi au mardi pour fête Confédération, adopté—6718.

### FETE DE PAQUES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne le mercredi 11 avril jusqu'au 17—1301; adopté—1301.

## FETE VICTORIA.

Hon. L. P. Brodeur—Propose, pour sir W. Laurier, que lorsque la Chambre s'ajournera le 23 mai, elle reste ajournée au 23 pour fête Victoria—3890.

M. Bergeron—Demande si l'ajournement se fera à 6 heures—3891.

Motion adoptée—3891.

## RECEPTION DE S.A.R. LE PRINCE DE CONNAUGHT.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne pour permettre aux députés d'aller présenter leurs hommages à S. A. R. le prince de Connaught—1806; adopté—1806.

## MOTIONS PAR LES DEPUTES.

## DRAPEAU SUR LA TOUR DU PARLEMENT.

M. P. Elson—Eloge du 7e fusiliers de London—7385; pas de drapeau au parlement—7385; veut savoir pourquoi—7386.

Hon. Hyman—Réglementairement le drapeau doit être arboré le 1er juillet, pas le 2 juillet—7386; observation trop stricte du règlement—7386; malentendu regrettable—7386.

M. A. C. Macdonell—Voudrait voir drapeau arboré toute la session—7386.

Hon. Foster—Excellente idée éducatrice—7386.

Hon. Hyman—On ne distinguera plus les fêtes—7387.

Motion d'ajournement rejetée—7387.

## MARINE MARCHANDE DU CANADA.

M. Lewis—Le "Herald" de North-Sydney et le déclin de la marine marchande du Canada—1201; l'industrie maritime intéresse la classe agricole et ouvrière—1202; le Canada est mieux situé qu'aucun pays du monde pour augmenter sa marine marchande—1202; le Canada protège toutes ses industries à l'exception de l'industrie maritime—1203; les navires américains des lacs sont si bien aménagés qu'en neuf mois ils transportent ce que les navires océaniques portent en douze mois—1203; la route fluviale de la mer au fond du lac Supérieur a 2,384 milles, nous n'en utilisons pas la moitié—1204; notre marine marchande est moitié moindre qu'elle était en 1878—1204; nous importons de vieux navires de Suède—1204; on défend l'importation d'immigrants débiles, pourquoi laisser importer de vieux navires—1204; nous n'avons pas de marins parce que le Gouvernement ne protège pas l'industrie maritime—1204; en une heure il passe à Détroit et à Windsor plus de trafic qu'en nul autre point du globe dans le même laps de temps—1206; le plus puissant facteur de notre commerce extérieur, c'est le navire canadien—1206; dans cinq ans les Etats-Unis ne produiront pas assez de grain pour leur propre consommation—1207; le Canada a un rôle à jouer dans la lutte pour la suprématie commerciale—1208; rapport de la commission de la marine marchande américaine—1210; l'importance de la marine anglaise—1210; il faut, pour l'accroissement de notre marine marchande, non seulement des primes, mais

## MARINE MARCHANDE DU CANADA—Suite.

M. Lewis—Suite.

l'amélioration de nos voies navigables—1211; conclusions du rapport américain—1211; nombreux extraits du rapport—1212-1213-1214; pourquoi ne dirions-nous pas que le Pacifique est une mer canadienne?—1214; l'Angleterre a payé des subventions au montant de \$250,000,000 pour la protection de ses chantiers maritimes—1216; le cinquantenaire du canal du Sault-Sainte-Marie—1216; le progrès des transports par eau ne nuit pas à celui des transports par chemin de fer—1218; le danger des chalands non inspectés—1218; les petits caboteurs construits en Nouvelle-Ecosse devraient être protégés contre les accapareurs—1219; c'est le "Plimsoll Act" de 1878 qui a fait disparaître notre marine—1219; nos vaisseaux ont été enregistrés en Suède et en Norvège pour l'éviter—1219; les matelots veulent avoir le quart alternatif sur la haute mer—1220; la ligne Plimsoll devrait être imposée à tout vaisseau naviguant sur les grands lacs—1219; la loi doit fixer le nombre des matelots suivant le tonnage des vaisseaux—1220; la cause des naufrages, différence de rigueur des accidents suivant la valeur des matelots—1221; le gouvernement allemand donne une subvention à une ligne pour faire naviguer des vaisseaux écoles—1223; les grands steamers américains des lacs—1224; le seul moyen d'abaisser le fret est d'avoir de bons navires faisant des voyages fréquents—1224; un navire ne rapporte de l'argent que quand il navigue—1224; nous avons une industrie dans l'enfance à nourrir—1225; si le minéral manque, nous pouvons le faire venir—1295; s'il faut emprunter de l'argent en Angleterre, nous devrions le faire—1226; la protection accordée par les lois des Etats-Unis à la navigation sur les grands lacs a assuré à ce pays 98 pour 100 du trafic des lacs—1229; si l'on applique de l'argent et des terres au développement des voies ferrées pour le bénéfice du cultivateur, pourquoi n'appliquerait-on pas de l'argent au développement d'entreprises de navigation qui complèteraient le réseau des voies de communication et mettraient ainsi le cultivateur à même de vendre son grain plus cher—1230; les frais de transport sur les grands lacs sont moins élevés qu'en aucun autre pays du monde—1231; le succès dépend du mode de réception et de déchargement, opinion de R. Brown—1232; la construction des navires aux Etats-Unis—1233-1234; il n'existe pas aux Etats-Unis de protection sur les navires, mais M. Gallaher vient de présenter au Congrès un bill pour combler la lacune—1235; le chantier de construction est un foyer, un atelier central—1236; le système des primes aux pêcheurs a augmenté le nombre des pêcheurs des provinces maritimes, en cinq ans, de 55,000 à 77,000—1237; pourquoi le service des phares n'est-il pas réservé comme retraite aux anciens matelots?—1238; l'assistance sous forme de subventions postales—1238; les mêmes navires ne peuvent pas faire la navigation sur l'océan, le lac et le canal—1240; le trafic des canaux—1242; si le Canada améliore ses voies navigables du fond du lac Supérieur jus-

MARINE MARCHANDE DU CANADA—*Suite.*M. Lewis—*Suite.*

qu'au Saint-Laurent, il aura trouvé la clef qui lui ouvrira la porte du trafic de tout le continent américain—1244; un tiers du trafic de marchandises des grands lacs à destination de l'est est exporté à l'étranger, le reste est distribué dans le pays—1244; les navires construits à Collingwood et ailleurs sur les lacs sont préférables à ceux construits en Angleterre—1245; Froude et "Les marins anglais au XVIIe siècle"—1246; il importe que les navires canadiens soient manœuvrés par des Canadiens—1247. Propose l'ajournement de la Chambre—1247.

Hon. L. P. Brodeur—Tout le monde est d'accord que l'on ne doit rien ménager pour étendre les chantiers maritimes du Canada—1247; de 1879 à 1896, régime conservateur, le tonnage canadien a baissé de 100,000 tonneaux à 16,000 tonneaux; de 1896 à 1904, régime libéral, il a remonté de 16,000 à 43,000—1248; l'inspection des chalands augmenterait les charges de la marine marchande et, par suite, le coût des transports—1248; la question d'assistance pour la construction des navires sera étudiée par la commission de révision du tarif—1249.

Motion d'ajournement rejetée—1249.

## LA PLUIE ARTIFICIELLE AU YUKON.

Hon. G. Foster—Propose l'ajournement de la Chambre—578; cite article du "Daily News" de Dawson, 1er mars 1906, au sujet de Hatfield, faiseur de pluie—579; le Conseil du Yukon pourrait être partial dans la distribution de la pluie—580; complications possibles—580; les météorologistes américains disent que Hatfield est un charlatan—581; Gouvernement peut-il renseigner sur contrat?—582.

Sir W. Laurier—A lu article, mais pas attaché d'importance—582; M. Foster en cas de succès pourrait avoir une douche d'eau pure qu'il aimait tant autrefois, mais aujourd'hui!...—582; approuve le contrat, mais ignore s'il existe réellement—582.

M. R. L. Borden—Conseil du Yukon est sous la dépendance du gouvernement fédéral—582; il y a peut-être violation de la loi des aubains—582; absurde de s'engager dans pareil contrat—583; le gouvernement nomme la majorité des membres du Conseil du Yukon, le président est nommé par lui—583; devrait savoir—583.

Hon. F. Oliver—Le chef de l'opposition raisonne en conservateur—583; le Conseil du Yukon est autonome—583; le Gouvernement ne doit pas exercer de pression même sur les membres qu'il nomme—584; que le Conseil du Yukon ait été bien ou mal inspiré, le Gouvernement n'a rien à y voir—584; l'opposition n'a qu'à télégraphier ses observations au Conseil du Yukon—584.

Hon. G. Foster—Le Conseil du Yukon ne pourra avoir la disposition absolue de ses fonds que quand il sera électif—584.

Motion d'ajournement rejetée—585.

LA PLUIE ARTIFICIELLE AU YUKON—*Suite.*

Hon. G. Foster—Demande si des mesures ont été prises pour obtenir le texte de l'arrêté du Conseil du Yukon au sujet de Hatfield?—1044.

Hon. F. Oliver—Le ministre de l'Intérieur n'a aucun contrôle sur l'initiative du Conseil du Yukon en matières locales—1044.

## PONT DE QUEBEC.

M. J. E. Armstrong—Propose l'ajournement de la Chambre—224; cite article "Canadian Engineer" exposant que grands steamers ne pourront pas passer sous pont de Québec—224; article Roewade, texte—225; dans dix ans les exportations canadiennes seront de \$500,000,000 les plus grands steamers devront venir à Montréal—226.

M. E. D. Smith—Le port de Montréal doit être rendu plus sûr et meilleur marché qu'aucun port de ce continent—227; le commerce paie actuellement \$500,000 ou un million, pour aider Montréal, de plus qu'il ne paierait par les lignes américaines—228; Montréal, doit être rendu aussi sûr que possible—228.

Hon. Emmerson—Lit l'opinion de l'ingénieur Kennedy dans la "Gazette", Montréal—229; steamers 40,000 tonneaux seront empêchés pour longtemps encore remonter à Montréal, non à cause pont de Québec, mais à cause manque d'eau dans chenal—229.

M. Armstrong—Est d'avis que tout argent consacré à creusage et élargissement chenal maritime sera bien employé—230; les barrages construits dans le Danube ont considérablement accru les facilités de navigation de ce fleuve—231.

Hon. L. P. Brodeur—Le Gouvernement a fait son devoir quant aux travaux du Saint-Laurent—231; le chenal a 30 pieds, franc—231; les accidents survenus ne tiennent pas à la profondeur du chenal—232; le Gouvernement ne négligera rien pour faire du chenal du Saint-Laurent la meilleure voie du monde—232.

Motion rejetée—232.

## QUESTION DES TELEPHONES.

M. Maclean—Lit lettre de M. Wilson demandant déclaration du Gouvernement au sujet des téléphones—359; propose ajournement de la Chambre—361.

Sir W. Laurier—Question sera traitée dans le bill à déposer pour modifier loi des chemins de fer—361.

Motion rejetée—361.

## TRAVAUX DU PHARE DE MAGNETAWAN.

M. Bennett—Rappelle discussion relative à \$60 pour location d'un bateau appartenant au député de Parry-Sound—6985; opinion de sir John Thompson relative aux accusations contre députés—6985; envoi d'un agent du département de la Marine pour tenir enquête—6985; demande témoignages—6986; falsification des chiffres—6986; déclaration Fowler—6986; échantillon des changements opérés—6987; une partie des matériaux a été vendue par les employés—6987; matière de l'administration personnelle du ministre—6988; propose l'ajournement de la séance—6988.

TRAVAUX DU PHARE DE MAGNETAWAN—  
*Suite.*

Hon. L. P. Brodeur—Intervention du député de Muskoka avait pour objet d'accélérer les travaux—6988; M. Bennett a refusé de donner les noms des personnes pouvant renseigner le département—6988; une enquête a été faite—6989; travail en dedans et autour du phare—6989; deux feuilles de paie séparées—6990; ont été additionnées par les employés du ministère—6990; ni ratures ni surcharges, addition simplement—6990; pas de temps perdu—6992; député de Parry-Sound a déclaré n'avoir pas reçu un sou pour cette affaire—6992.

Motion Bennett pour ajournement rejetée—6992.

**BILLS.**

BILLS DU GOUVERNEMENT.

Sanctionnés :

LOI D'AFFRANCHISSEMENT DE J. W. LEWIS.

Hon. Oliver—Dépose Bill (n° 85) ayant pour objet l'affranchissement de J. W. Lewis, du groupe morave indien de la Thames—1190.

1re lecture—1190.

2e lecture—2897.

En comité—2897.

Hon. Oliver—Exposé de motifs—2898.

M. Cockshutt—Croit que ce précédent causera beaucoup de demandes—2898.

Hon. Oliver—Pas de précédent, mais exception—2898.

M. Cockshutt—Le gouvernement actuel a eu tort d'enlever aux Indiens leur droit de vote—2898; si un Indien quitte sa réserve, il perd tous ses droits—2898; celui-ci aura sa part de droits politiques et sa part de droits de la réserve—2898; on devrait faire une loi générale et accorder les droits politiques à tous les Indiens qui répondront à des exigences déterminées—2899.

Sir W. Laurier—Il ne s'agit pas de droits politiques, mais de droits civils—2899; cet indien a droit à ce qu'il demande par la loi, il en avait fait la demande, un commis a négligé des formalités essentielles, de là la nécessité d'une loi spéciale—2899.

Hon. Paterson—Le gouvernement actuel a retiré le droit de vote aux sauvages parce qu'on leur concédait ainsi le privilège des blancs, sans leur en imposer les obligations—2902; actuellement n'importe quel sauvage peut être émancipé et avoir droit de vote—2902.

M. Stockton—Cet indien a le droit d'obtenir ce qu'il demande—2902; ce bill a seulement pour but de supprimer tout retard—2902.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2902.

Sanctionné—6331.

LOI DES CHEMINS DE FER, 1903 (AMENDEMENTS).

Hon. Emmerson—Dépose projet de loi, Bill (n° 62) pour modifier la Loi des chemins de fer, 1903—770; l'objet est d'amplifier

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

les articles ayant trait au fonctionnement de la commission des chemins de fer et de remédier aux abus dans le service des téléphones—770; pas de changement radical, améliorations—770; article 1 a trait aux appels à la cour suprême sur questions de compétence—770; article 2 permet de recevoir dépositions par affidavits—771; article 3 permet aux directeurs de déclarer des dividendes sans l'assentiment des actionnaires—771; article 4 soumet toute déviation au tracé, proposée par la commission, à l'approbation du ministre—772; un article donne pouvoirs plus étendus aux compagnies de chemin de fer pour occuper les terrains nécessaires à l'exploitation—772; article 8 s'occupe de la création de toute énergie motrice développée au moyen de l'eau—772; un article accroît la sûreté du public en étendant les pouvoirs de réglementation de la commission quant à l'exploitation des voies ferrées—772; article 10 oblige les compagnies à renseigner la commission sur les accidents survenus—773; article 11 vise au mouvement des trains—773; article 12 oblige les compagnies à fournir des statistiques bien faites—773; article 13 a trait aux compensations pour téléphones placés dans les locaux de compagnies de chemin de fer—773; article 14 définit les compagnies de téléphone—773; article 15 pourvoit à la réglementation des tarifs de téléphone par commission—774; article 16 permet de se relier à un réseau téléphonique pour communication directe—774; article 17 règle tarifs conjoints—774; article 18 a trait à l'affichage des tarifs de téléphone—774; article 19 traite des contrats entre compagnies de téléphones—774.

Hon. Haggart—La nouvelle loi permettra virtuellement au ministre de tracer un chemin de fer à sa guise—778.

Hon. Fitzpatrick—Le seul changement consiste à permettre au ministre d'accepter un tracé par section au lieu d'ensemble—776; le bill a pour objet de donner à la commission les mêmes pouvoirs sur les tarifs des téléphones que sur ceux des chemins de fer—777.

M. W. F. Maclean—Le Gouvernement ne mérite aucune félicitation pour ce qu'il fait pour les téléphones—777; sir W. Mulock avait promis la nationalisation des téléphones—777; l'avocat de la nationalisation des téléphones a été remplacé par le champion de la compagnie de téléphone Bell—778; le ministre des Postes a dit que la nationalisation était une calamité—778; une conversion s'est opérée 779; on a attendu pour faire des changements que la compagnie Bell eût solidement établi son monopole—779; elle va porter son capital à 50 millions—780; sir W. Mulock voulait nationaliser aussi les télégraphes—780; le Pacifique Canadien contrôle toutes les nouvelles lignes de l'ouest—780; le G.T.P. demande à construire un télégraphe, il veut contrôler aussi les informations—780; citation de

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

L' "Everybody's Magazine" au sujet de la nationalisation en Suède, Norvège, Suisse—782; le ministère et le parlement prennent tous les moyens pour consolider les monopoles—782.

M. Ingram—Demande qu'on ajoute un paragraphe obligeant la commission des chemins de fer à faire un rapport régulier—783.

M. R. L. Borden—Insiste sur cette demande—784; du moment où le Gouvernement n'adoptait pas la nationalisation, il devait soumettre, comme il le fait, les compagnies de téléphone à une stricte surveillance—784.

M. R. Blain—Demande que la commission ait la haute main sur les tarifs du Chemin de fer Intercolonial—784.

Hon. Fitzpatrick—Le Gouvernement entend ajouter une clause obligeant la commission à faire rapport tous les ans—784; M. Blain ne croit pas à la nationalisation puisqu'il veut faire surveiller les tarifs du Chemin de fer Intercolonial par un corps étranger au Gouvernement—785; le régime de l'exploitation privée utilement réglementée par l'Etat est ce qu'il y a de mieux—786.

1re Lecture—786.

2e lecture—1637.

En comité—1637.

Art. 1—(relatif aux appels)—1638.

M. R. L. Borden—Propose modification de rédaction—1638  
Adopté—1638.

Art. 2—(permettant les affidavits)—1638.

M. R. L. Borden—Considère que ce pouvoir existait déjà dans la loi—1638.

M. Lennox—Il peut être dangereux de permettre à la commission de recevoir une preuve sous forme de déclaration assermentée sans le gré de la partie adverse—1639; c'est la priver de l'avantage du contre-interrogatoire—1639.

Hon. Emmerson—Ces pouvoirs sont demandés par la commission—1639; l'admission des affidavits est à l'avantage du public ayant affaire à la commission—1639; la commission aura la discrétion d'accorder cette admission—1639; c'est un haut tribunal, il n'y a pas lieu de croire qu'il en abusera—1640.

M. Lennox—Considère la disposition comme dangereuse—1641; ne présente pas les protections de la loi ordinaire—1642; ces déclarations ainsi admises peuvent avoir un effet décisif—1641.

Hon. Emmerson—Les commissaires seront toujours guidés par esprit de justice et équité—1642.

Art. 3—(permettant aux directeurs de fixer les dividendes)—1642.

Hon. Emmerson—Cette clause permet aux directeurs de déclarer des dividendes sans consulter les actionnaires—1643; c'est ce que se fait dans la pratique—1643.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Maclean—Demande si le Gouvernement va obliger le chemin de fer Canadien du Pacifique, au lieu de vendre ses actions au pair à ses actionnaires, à les mettre sur le marché et à toucher les primes résultantes—1644; ces primes pourraient servir à diminuer les taxes sur le public—1644.

Hon. Emmerson—Si ces compagnies vendaient ainsi leurs actions, les primes tomberaient au trésor de la compagnie et seraient partagées en dividendes aux actionnaires, ce qui reviendrait au même—1644; les primes appartiennent aux actionnaires qui ont risqué leurs capitaux et qui ont droit à la plus-value que ceux-ci rapportent—1645.

M. Maclean—Cette doctrine est la justification de la majoration des actions—1645; la "Consumers Gas" de Toronto, vend ses actions à primes, les primes tombent dans l'actif et contribuent à diminuer le prix du gaz—1645; cite le cas du Pacifique Canadien, le cas des tramways de Toronto, le cas de la Compagnie de développement d'énergie électrique des chutes de Niagara—1646; le Gouvernement devrait passer une loi prescrivant que dans le cas d'émission d'actions, si celles-ci sont vendues à prime, les primes doivent tomber dans l'actif et diminuer les droits imposés sur le peuple—1646; le public a le droit de participer aux avantages provenant des concessions faites aux grandes compagnies—1646; les tarifs actuels du chemin de fer Canadien du Pacifique sont arrêtés de façon à rapporter un intérêt sur ces actions vendues à 176, bien qu'on les ait données pour rien à l'origine—1648; il faut faire disparaître ce mal—1648.

Art. 4—(permettant au ministre d'approuver une partie du tracé)—1648.

Hon. Emmerson—Il y a actuellement des doutes pour savoir si le ministre peut accepter une partie de la carte ou du tracé, ou est tenu d'accepter la totalité—1648.

Hon. Haggart—Se plaint que cette clause permette au ministre des Chemins de fer de modifier un tracé à son gré—1649.

M. Bergeron—Le Parlement s'est départi de ses pouvoirs en faveur de la commission des chemins de fer, maintenant le ministre cherche à rattraper ces pouvoirs, mais pour lui seul—1649.

Hon. M. Haggart—La commission des chemins de fer ou le ministre des Chemins de fer devraient avoir le droit d'empêcher les compagnies de modifier à leur gré le tracé dans des circonstances spéciales, mais il n'est pas sage d'accorder un pouvoir général au ministre quant au tracé d'une voie ferrée—1652; l'intérêt du Gouvernement demande que cela ne soit pas fait—1652.

Hon. M. Emmerson—Le ministre en ce qui regarde les cartes et les tracés qu'on lui demande d'approuver suit les instructions du comité de la Chambre et agit comme juge et non comme administrateur—1652.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. R. L. Borden—Il est impossible que le ministre puisse mettre à exécution les désirs du comité des chemins de fer, puisqu'il n'en reste plus trace une fois la Chambre prorogée—1653; à moins que ces vues ne figurent dans le statut, le ministre ne peut être considéré comme l'exécuteur des desseins du comité des chemins de fer—1653; le Conseil privé n'a plus de pouvoirs judiciaires—1653; le pouvoir que demande le ministre dans cette clause devrait incomber à la commission—1653; le ministre sera fatalement exposé à subir les influences politiques—1654.

Hon. M. Fitzpatrick—L'attribution du ministre des Chemins de fer est plutôt politique que judiciaire—1654; le ministre veille à l'exécution des instructions du Parlement relativement au tracé de la ligne—1654; lorsque le ministre a donné sa sanction à la carte, la question passe de la direction politique du ministre à l'autorité judiciaire de la commission—1654; texte de l'article 122 de la loi des chemins de fer—1655; l'objet de l'amendement est d'autoriser le ministre à faire ce que l'application pratique de la loi l'a forcé de faire—1655; quand le ministre approuve la carte du tracé, il ne peut plus y être fait de modification essentielle—1656; mais c'est aux commissaires de déterminer les détails de construction—1656;

M. R. L. Borden—Il n'y a pas d'opposition à l'amendement pourvu que le ministre puisse convenablement et légitimement exercer ce pouvoir—1657; insiste pour que la commission ait le soin de se prononcer sur le tracé en dehors de toute influence politique—1658.

Hon. M. Foster—Il est impossible que le ministre en rendant sa décision ne soit pas entraîné à céder aux considérations politiques—1659.

Hon. M. Fitzpatrick—La loi des chemins de fer veut que le ministre exerce une juridiction politique en ce sens qu'il en doit compte au Parlement—1660.

Sir W. Laurier—Cette question a été discutée lors de la refonte de la loi des chemins de fer—1662; il a été alors décidé que les pouvoirs maintenant en discussion appartiendraient au ministre des Chemins de fer—1663; la clause en question tend seulement à perfectionner le texte de la loi—1663; on a accordé au ministre le droit de surveillance comme protecteur du public qui est aussi intéressé que la compagnie à la valeur du tracé—1663; le chef de l'opposition voudrait écarter la loi passée, il y a trois ans, et remettre cette surveillance à la commission—1664; si on donnait ces pouvoirs à la commission, il n'y aurait plus moyen d'interjeter appel—1664; le ministre est plus à même de comprendre la portée de l'opinion publique qui se prononce pour un tracé, et la crainte de la censure du Parlement l'oblige à se conformer à l'intérêt public—1665; il n'y a rien qui se soit produit pour infirmer la décision en 1903 de confier le pouvoir d'approuver le tracé au ministre et non à la commission—1665.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Maclean—Il importe que le public puisse se faire entendre pour la détermination du tracé—1666; il est à propos que le ministre ait un pouvoir discrétionnaire—1666; la responsabilité ministérielle est la base de notre politique—1666.

Sir W. Laurier—Le ministre serait certainement enchanté de se décharger des cas que comporta l'approbation des cartes de tracé—1666; il n'est pas sage de se départir de la politique adoptée en 1903; le public et la compagnie auront toujours plus de satisfaction du ministre décidant sous sa responsabilité ministérielle—1667.

M. S. Hughes—Dans le cas de la station de Battleford sur le Canadian-Northern, si le ministre eût été investi du pouvoir discrétionnaire, les parties intéressées n'auraient pas été traitées avec autant de justice que par la commission—1667.

Hon. M. Fitzpatrick—Si une injustice est commise, il y a toujours appel effectif à la commission—1667; actuellement, le ministre continue à exercer les pouvoirs que lui conférerait l'ancienne loi et la commission exerce ceux de l'ancien comité des chemins de fer du Conseil privé—1668.

M. R. L. Borden—Nous avons l'anomalie d'un ministre responsable au peuple dont les décisions peuvent être infirmées par une commission non responsable—1669.

Hon. M. Fitzpatrick—Mais il y a toujours appel des décisions de la commission au Gouverneur général en conseil—1669.

M. Lennox—On devrait insérer dans la loi une disposition forçant une compagnie de chemin de fer sollicitant une charte de définir exactement ce qu'elle entend faire et la restreignant strictement aux conditions posées par le Parlement—1671.

Hon. M. Emmerson—Dit qu'il reçoit tous les jours des propositions d'amendement à son bill qui pourraient être soumises au comité spécial chargé d'examiner la clause ayant trait aux téléphones—1673; le ministre des Chemins de fer a le pouvoir, en tout temps, d'exiger de quiconque demande l'approbation d'un plan de tracé, de faire produire comme renseignements requis par le ministère le plan ou copie du plan dont le comité des chemins de fer s'est servi—1674.

M. Lennox—Demande que l'original de ce plan soit déposé au ministère—1674.

Art. 4 et 5 réservés—1674.

Art. 6—(pourvoyant à l'expropriation pour accroître les facilités)—1675.

Hon. M. Emmerson—Lorsque la compagnie de chemin de fer aura à déterminer un chemin public ou à substituer un chemin public à un autre, elle pourra exproprier le terrain nécessaire lorsque cette diversion ou cette substitution aura été ordonnée par la commission—1676.

Art. 7—(ordonnant le paiement à la cour au lieu des banques des sommes provenant de litiges)—1677.

Hon. M. Fitzpatrick—Les paiements seront faits à la cour au crédit des parties en cause et seront sous la juridiction du juge qui émet le mandat—1678.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Art. 8—(relatif à la transmission de l'énergie)—1668.

M. Lennox—L'article est excellent—1678.

Art. 9—(prescrivant que les locomotives seront chauffées à la houille et non au bois)—1678.

M. Lennox—La commission a le pouvoir d'accorder ou de refuser l'ordre si la population avoisinante s'y oppose—1678.

Art. 10—(prescrivant que rapport doit être fait de tous les accidents, sans exception de gravité)—1679.

M. Kemp—Demande si le Gouvernement s'est occupé de nommer un fonctionnaire chargé d'établir une enquête sur tous les accidents—1679; promesse de 1903—1679; en 1904 il y a eu 448 pertes de vie sur les chemins de fer du Canada, et en 1905, 524, et 2,249 et 2,653 blessés respectivement—1679.

Hon. M. Emmerson—Un amendement est préparé donnant ces pouvoirs à la commission qui pourra confier ce soin à un de ses employés—1682.

M. Kemp—Demande le rapport des enquêtes faites par MM. Duval et Lalonde, de la commission des chemins de fer—1682.

Art. 11—(étendant la liste des employés des chemins de fer passibles de peines pour ivresse dans le service)—1682.

Hon. M. Emmerson—On fait remarquer que la peine d'emprisonnement de 10 ans est trop forte et que les jurys hésiteront à appliquer la loi, ce qui reviendrait à l'éluider—1682.

Hon. M. Foster—Propose qu'on supprime la liste des catégories d'employés et qu'on applique la loi à tout le monde—1682.

M. Ingram—Généralement, les compagnies renvoient le coupable, ce qui est une autre punition—1682; pour la première offense, on pourrait se contenter de l'amende—1682.

M. Lennox—Demande qu'on modifie la loi quant à l'amende pour celui qui procure les liqueurs enivrantes—1683; l'amende devrait être réservée aux cas de vente faite sciemment à des employés—1683.

Art. 12—(permettant de modifier les formules de statistiques exigées)—1683.

Hon. M. Foster—Craint que le ministre ne puisse s'ériger en inquisiteur—1684; si des changements sont nécessaires, le Parlement peut les faire—1685; le Parlement doit conserver cette prérogative—1685.

Hon. M. Emmerson—Il n'y a pas de danger de s'en rapporter au département pour ce qui intéresse le public—1685.

M. Pringle—Considère qu'il vaut mieux que les formules soient annexées à la loi—1686; un ministre pourrait trop demander ou trop peu—1686; l'amendement proposé laisse tout au bon plaisir du ministre—1687.

Art. 12 adopté—1688.

Art. 13—(imposant certains rapports à la commission des chemins de fer)—1689.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. M. Haggart—La commission, si l'on ne passe pas une loi, peut se dispenser de faire un rapport—1689; un corps inamovible, qu'on ne peut abolir que par voie d'accusation, peut ne pas tenir compte des ordres de la Chambre—1689.

Art. 13 adopté—1689.

Hon. M. Emmerson—Propose que le comité se lève, fasse rapport de l'état de ses délibérations et demande permission de siéger de nouveau—1690; annonce qu'il proposera que les articles laissés en discussion et les articles relatifs aux téléphones soient soumis à des comités spéciaux—1690.

Reprise du comité—2629.

Hon. M. Emmerson—Se propose de faire adopter les articles se rapportant exclusivement aux chemins de fer et de renvoyer à un comité spécial les articles relatifs au téléphone—2629; ce même comité pourra étudier ce qui concerne les télégraphes et les messageries—2630; le bill en discussion ne contient rien pour donner à la commission des chemins de fer le pouvoir de régler le tarif de l'Intercolonial—2630; le Gouvernement est responsable de l'administration de l'Intercolonial, d'ailleurs, les tarifs ont été augmentés—2631.

M. Barker—L'exception de l'Intercolonial du contrôle de la commission est une injustice à l'égard des compagnies de chemins de fer indépendantes—2632; il devrait y avoir uniformité de tarif dans le Canada—2633; il n'y a pas de raison pour supposer que le ministre des Chemins de fer et ses fonctionnaires s'y entendent mieux que des directeurs de chemins de fer pour préparer des tarifs et pour les exempter de la révision pour la commission des chemins de fer—2634.

Art. 4—(permettant l'adoption partielle des plans et devis) adopté—2634.

Art. 5—(soumettant au ministre les déviations de plus de quinze milles) adopté—2635.

Art. 11—(relatif à la punition des employés coupables d'ivresse, détails du changement)—2637.

M. Lancaster—Il ne faut pas que le pays soit induit à croire que les employés de chemin de fer se conduisent de façon à nécessiter des mesures aussi rigoureuses—2638; les accidents n'arrivent pas par l'ivresse spiritueuse des employés, mais par l'ivresse de lucre des directeurs—2638; c'est aux têtes dirigeantes qu'il faut s'en prendre—2638; à ceux qui imposent de trop longues heures de travail—2638; le désastre de Wanstead avait pour cause l'emploi d'un télégraphiste trop jeune pour ce travail—2639; n'a jamais constaté qu'un employé de chemin de fer, en service, fût sous l'influence de la boisson—2640; demande que l'effet de l'acte s'applique seulement à l'employé en état d'ivresse, dans le service—2640.

Hon. M. Emmerson—Reconnaît que les employés de l'Intercolonial ont une excellente conduite—2640; quand la loi fut passée, c'était sous l'impression d'un acci-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

dent fatal sur l'Intercolonial en 1902 où un mécanicien, un serre-frein et un chauffeur avaient été trouvés ivres à bord d'une locomotive—2640; l'imposition de la peine est laissée, en vertu d'un nouvel amendement, entièrement à la discrétion du tribunal—2641.

M. Ingram—Les compagnies enfreignent elles-mêmes les règlements relatifs à la marche des trains; elles ne conserveraient pas à leur service un employé qui ne les violerait pas—2642.

M. M. S. McCarthy—Il y a d'autres personnes auxquelles on confie des responsabilités tout aussi considérables sans punir les infractions d'une façon aussi sévère—2644.

M. Alcorn—Propose de ne faire aucune désignation d'employé responsable, de mettre un terme général, comme "tout employé"—2645.

Article adopté—2645.

Hon. M. Emmerson—Propose articles nouveaux relatifs à la juridiction et aux pouvoirs nouveaux de la commission des chemins de fer suggérés par le président de la commission—2646; lecture des articles—2646-2652.

M. W. F. Maclean—L'article forçant les compagnies de chemins de fer à se raccorder dans l'intérêt des expéditeurs est excellent—2653.

Art. 26—(relatif aux commodités à accorder aux voyageurs)—2656.

M. W. F. Maclean—Demande "lorsqu'une ligne a sa voie obstruée" qu'elle soit tenue de faire continuer aux voyageurs leur trajet sur une autre ligne—2656.

M. Reid—Se plaint que les compagnies accordent des préférences quant à la vente des billets de chars-dortoirs—2688; qu'elles refusent de vendre à l'avance des billets de lit d'en haut aux députés porteurs de permis de circulation—2688.

M. Henderson—Dit n'avoir jamais eu de difficultés à cet égard—2658.

M. Kemp—Préférerait voir annuler les permis de circulation que d'exposer les députés à un refus de ce genre—2660.

Hon. M. Emmerson—Dit que c'est une illégalité—2660.

M. Lefurgey—Cite expérience personnelle—2660.

M. Sproule—Demande que les compagnies soient tenues de faire payer moins cher pour les lits d'en haut que pour les lits d'en bas—2661.

Hon. M. Emmerson—Recommande de n'être pas trop exigeant à l'égard des compagnies si on veut qu'elles puissent faire leur service convenablement—2664; propose que le comité lève sa séance—2664; proposera que le bill soit renvoyé à un comité spécial—2664.

F. Barr—Demande qu'on permette aux téléphones municipaux de croiser les voies ferrées—2666.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Demande que le bill soit réimprimé—2666.

Le comité lève sa séance—2666.

Discussion reprise—4170.

Hon. M. Emmerson—Propose art. 7a pour autoriser la commission des chemins de fer à accorder à une compagnie le droit de circulation sur la voie d'une autre compagnie—4171.

Hon. M. Haggart—L'ancien article était suffisant et accordait tout le pouvoir nécessaire—4173.

M. R. L. Borden—Cet article donne un pouvoir équivalent à celui de l'expropriation—4174.

M. W. F. Maclean—L'amendement est excellent, c'est le commencement de l'unification de nos chemins de fer—4174; de cette façon les lignes pourraient s'entraider au lieu de se ruiner à se chicaner—4174.

M. Lancaster—Redoute que l'on ne donne à la commission des chemins de fer des pouvoirs qui annuleront finalement ceux du Parlement—4176; ces questions pourraient être décidées par le comité des chemins de fer—4176; ce serait donner à la commission un pouvoir quasi législatif que de lui laisser décider que telle ligne pourra construire ou passer sur la ligne de ses voisins—4177; qu'on limite le pouvoir, par exemple, au cas où les conditions topographiques peuvent empêcher deux chemins de fer de passer au même endroit—4178.

Amendement réservé—4179.

Hon. M. Emmerson—Lit art. 29 ayant trait aux téléphones—4181; propose que le comité se lève et demande à siéger de nouveau—4181.

Hon. M. Emmerson—Propose que ces modifications soient soumises à un comité spécial composé de : sir F. Borden, MM. Emmerson, Geoffrion, Johnson, Monk, Ross (Yale-Caribou), Alcorn, Ingram, Maclean (York), Bureau et Zimmerman, adopté—4181.

Discussion reprise—6245.

Hon. M. Emmerson—Propose art. 22 modifiant art. 193 de la loi des chemins de fer relatif à la compensation en cas de raccordement dans une gare de chemin de fer—6246; la compagnie de téléphone qui jouissait d'un privilège exclusif aura son recours contre la compagnie de chemin de fer—6246.

M. Connee—Cet article ne change pas la situation des téléphones municipaux à Fort-William et Port-Arthur, l'ancienne difficulté subsiste—6248; donne le texte de l'amendement qui, à son avis, aurait dû être fait—6248.

M. Sproule—Il devrait être décidé que toutes les compagnies de téléphone auront des droits égaux dans les gares de chemin de fer—6249; le Parlement avait parfaitement le droit de changer la nature du contrat passé avec la compagnie Bell en lui accordant sa charte—6250; cela s'est fait pour le contrat du chemin de fer Cana-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Sproule—*Suite.*

dien du Pacifique quand a été construite la ligne de la Passe du Nid-de-Corbeau—6250.

M. W. F. Maclean—Propose de refaire l'art. 193 en éliminant tout ce qui a trait à la compensation—6250.

M. R. L. Borden—Croît qu'il est nécessaire de pourvoir à une compensation—6251; la loi devrait dire que toutes les compagnies seront admises aux mêmes conditions et sans distinction—6251.

Hon. M. Emmerson—La commission des chemins de fer imposera des conditions équitables—6252; toutes les compagnies ne peuvent pas être "sur un pied d'égalité"—6252; il y en a de plus importantes qui causeront plus de dérangement—6252.

M. Sproule—Les statuts paraissent être préparés de façon à prêter à toutes les constatations possibles—6253.

Hon. M. Emmerson—La commission des chemins de fer est jugée capable de régler équitablement les raccordements de voies ferrées, pourquoi ne réglerait-elle pas d'une façon aussi satisfaisante les raccordements téléphoniques—6254.

M. Conmee—Pourquoi laisser subsister la question de compensation—6254; il n'y a au Canada aucune compagnie de chemin de fer qui touche aucune compensation pour recevoir un raccordement téléphonique—6254.

M. Bristol—Propose que le raccordement ne soit pas facultatif mais obligatoire—6255; propose de supprimer partout le mot compensation—6255; propose d'ajouter que "tous les postulants seront traités sur un pied d'égalité et sans préférence"—6255.

Hon. M. Emmerson—Si l'on veut amender l'article 193 de cette façon, il va falloir le laisser en suspens—6256.

Art. 24—(réglementation des taux de téléphone)—6256.

M. Conmee—Demande si une compagnie pourra demander moins que le taux fixé par la commission pour écraser des compagnies rivales—6256.

M. Bergeron—La commission serait toujours là pour empêcher la compagnie victorieuse de relever indûment les prix, puisqu'elle limite les tarifs—6256.

M. W. F. Maclean—La commission pourrait obliger la compagnie à donner dans les autres villes le tarif au prix réduit qu'elle aurait établi en certain endroit—6257.

Art. 24 adopté—6257.

Art. 25—(permettant à la commission d'accorder le raccordement et l'échange des services téléphoniques)—6257.

Hon. M. Emmerson—Propose un amendement pour excepter le raccordement entre compagnies locales ou de grande distance concurrentes dans la même localité ou sur le même parcours—6258.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Cet amendement annule l'article proposé—6258; la compagnie Bell accorde déjà le raccordement à certaines lignes de cette nature, pourquoi ne serait-elle pas tenue de l'accorder à toutes—6260; la compagnie Bell ne peut pas perdre d'argent en échangeant avec de petites lignes si elle fait payer un prix raisonnable pour l'échange—6260.

Hon. M. Hyman—Avec l'échange obligatoire une petite compagnie pourra à moitié prix offrir les avantages des grandes sans courir de risques—6260.

M. Sproule—Ceci a été autorisé pour les télégraphes—6261; il n'y a aucune différence entre une petite et une grande compagnie, si la grande compagnie reçoit une rémunération raisonnable pour le service qu'on lui demande—6261.

Hon. M. Fisher—Il n'y a pas de comparaison avec les télégraphes—6261; un étranger communiquant sur une ligne téléphonique occupe toute la ligne, au détriment des abonnés—6261; plus il y a de communications sur une ligne téléphonique, plus le service est dispendieux—6261; il faudra dépenser plus d'argent pour donner le même service aux abonnés—6262; il faudra une augmentation de capital proportionnée au surcroît de communications—6262; le service de la grande compagnie deviendra plus onéreux—6262; le prix des abonnements s'élèvera—6262; c'est une injustice envers les abonnés de la grande compagnie—6263; propose que: là où il y a deux compagnies locales rivales, il n'y ait pas raccordement obligatoire; s'il n'y a pas de communication à grande distance, le raccordement soit accordé avec une ligne de grande distance—6264.

M. W. F. Maclean—Cite les demandes des cultivateurs devant le comité des téléphones—6264.

M. Campbell—On légifère pour l'avantage de la compagnie Bell, sans s'occuper des compagnies rivales indépendantes—6265.

M. M. S. Schell—Cite le cas d'Ingersoll—6266.

Hon. M. Foster—La concurrence dont on parle disparaîtra avant cinq ans; il y aura alors fusion des lignes indépendantes—6267; on ne peut pas obliger tous ces groupes à avoir une ligne-mère, quand une seule pourrait fort bien suffire à plusieurs—6268; on parle d'engorgement; quand il se produira, de nouvelles lignes-mères se construiront par la force des choses—6268; la compagnie Bell a reçu des avantages du Parlement, on peut lui imposer des obligations—6268; l'adjonction des communications des petites lignes et de leurs abonnés serait une source de recettes et d'avantages au point de vue de l'accommodation pour les anciens abonnés—6268; il est inutile de songer à abolir la concurrence par décret—6268.

M. Conmee—On pourrait augmenter les pouvoirs de la commission quant aux considérations à peser avant d'accorder le raccordement et au prix; par exemple: longueur des lignes et nombre des abonnés à desservir—6270.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bureau—La compagnie Bell est un tout, elle fait non seulement de la téléphonie à longue distance, mais de la téléphonie locale—6270; ses recettes des divers réseaux vont dans la même caisse—6271; si les abonnés locaux qu'elle a, à cause de son service à longue distance, peuvent avoir le même service par une compagnie locale à bon marché, la compagnie Bell perdra ses abonnés locaux—6271; la compagnie locale concurrente aura tous les avantages sans rien risquer—6271; le cas des compagnies de chemin de fer faisant l'échange porte à faux, un train de chemin de fer n'occupe pas une ligne d'un bout à l'autre, tandis qu'une communication téléphonique occupe toute la ligne—6273.

M. W. F. Maclean—La loi est amendée simplement pour l'avantage de la compagnie Bell—6274.

M. Sproule—La compagnie Bell serait payée par message proportionnellement au travail qu'au dérangement qui lui incombe—6274.

M. Zimmerman—Cite les témoignages de M. Winfeld quant aux raccordements existant en Nouvelle-Ecosse—6275; M. Sise, pour la compagnie Bell, s'est déclaré prêt à accorder l'échange à une compagnie employant des instruments d'un type convenable, pourvu que ce ne soit pas une compagnie concurrente—6276.

M. Campbell—Lit les deux paragraphes de l'art. 25 du bill tel qu'imprimé—6277; le contenu de cet article répondait à tout—6277; on l'annule complètement avec l'amendement ministériel—6278.

Hon. M. Hyman—Lit l'amendement accepté par le comité des chemins de fer—6278; l'amendement du Gouvernement ne va pas aussi loin—6278; le raccordement aux lignes à grande distance est une proposition toute différente du raccordement des lignes concurrentes locales—6279; propose remise de la discussion—6279; adopté—6279.

Hon. M. Emmerson—Propose article 21a relatif aux compagnies de messagerie—6350.

M. Alcorn—Félicite le ministre d'avoir conservé l'idée de son bill, s'il n'en a pas conservé les termes—6352.

Hon. M. Emmerson—L'article proposé a pour objet de donner à la commission des chemins de fer juridiction sur le trafic des messageries seulement quand une partie au moins du trafic se fait par voie ferrée—6354; les transports uniquement par eau ne rentrent pas dans cette catégorie—6354; énonce amendements—6354; l'expression compagnie dans le bill s'applique uniquement aux compagnies de chemin de fer faisant trafic de messagerie—6356; le bill ne reconnaît pas les compagnies de messagerie—6356; la compagnie de chemin de fer est tenue par la loi responsable—6356; le projet du Gouvernement a une étendue plus vaste que celui de M. Alcorn—6358.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—C'est un bon commencement, l'année prochaine, en continuant, nous aurons le contrôle sur les wagons-lits et les téléphones—6358.

Art. 21 modifié, adopté—6361.

Art. 10—(relatif au passage aérien ou souterrain pour pouvoir ou exploitation croisant lignes de chemin de fer)—6362

M. Gallihier—Propose ajouter tunnels pour exploitation minière, adopté—6362.

Art. 15—6363.

M. Knowles—Demande d'ajouter clause donnant à la commission pouvoir de régler questions d'apprentissage sur lignes de chemin de fer—6363.

Hon. M. Emmerson—Des règlements existent sur l'Intercolonial—6363; propose un amendement général, adopté—6364.

M. Sproule—Propose qu'on oblige les tramways, dans toutes les villes, à arrêter du même côté des rues transversales—6364.

Hon. M. Emmerson—Les tramways ont des chartes municipales—6364.

Art. 16—(pour faciliter l'emploi en certaines circonstances de trains non aménagés conformément aux règlements—6364.

Hon. M. Emmerson—Soumet amendement communiqué et demandé par des compagnies pour permettre la construction de garages sans formalité en cas d'entente avec le propriétaire du terrain—6366; croit pour sa part que si la question est laissée uniquement à la compagnie et au propriétaire du terrain, l'intérêt public pourra en souffrir—6366.

Hon. M. Emmerson—Propose amender art. 137 de la loi des chemins de fer—6366; relatif à l'usage des facilités d'une compagnie par une autre, aux termes fixés par la commission; adopté—6367.

Hon. M. Emmerson—Propose nouvel article pour régler le taux des voies de garage et de raccordement entre deux compagnies dans une même ville—6367.

Hon. M. Hyman—Cite le cas de London, le Pacifique Canadien et le Grand-Tronc—6367; adopté—6368.

Hon. M. Emmerson—Propose amendement à art. 159 relativement aux avis aux absents en cas d'expropriation, annonces dans les journaux—6369; adopté—6369.

Hon. M. Emmerson—Propose nouvelle rédaction, art. 276, quant aux messageries mixtes, adopté—6369.

Hon. M. Emmerson—Soumet nouvelle rédaction de l'art. 22 relatif au conditions d'installation des téléphones dans les gares—6370; propose de mettre que la commission décidera des conditions "de compensation ou autres" qui pourront être accordées—6370.

M. Lancaster—Approuve maintien du terme "compensation"—6371.

Art. 25 repris—Pour ordre de raccordement téléphonique—6372.

Hon. M. Emmerson—Propose nouvelle rédaction—6372; en cas de lignes concurrentes limite l'échange de communications aux communications interurbaines—6372.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—C'est une demi-mesure qui ne satisfera pas le public—6374.

Hon. M. Hyman—Le Gouvernement accorde au public l'accès des téléphones aux gares de chemin de fer—6375; il donne aux petites lignes l'accès aux lignes mères que demandait l'hon. M. Foster—6375; on dit que tout cela n'est rien maintenant qu'on l'a obtenu—6375; on peut bien attendre l'effet de ces concessions avant d'aller plus loin—6376.

M. D. Ross—Rien dans les témoignages donnés devant le comité spécial des téléphones ne justifie les demandes de M. Maclean—6379; l'opinion des experts—6380; étendre l'amendement serait ruiner en Colombie-Anglaise les diverses lignes indépendantes qui donnent un bon service et sur lesquelles viendraient se greffer une légion de petites lignes qui les étoufferaient—6381; exemples en Colombie-Anglaise—6382.

M. Sproule—Ne croit pas que le public sera satisfait—6384; les besoins des cultivateurs—6386.

M. Pringle—Le comité ne voulait pas aller aussi loin que va le ministre—6386; l'amendement dépossède la compagnie Bell d'un bien acquis par son travail et son argent—6386; il confisque virtuellement la ligne interurbaine—6386; les progrès des téléphones—6386; jamais une législation de ce genre n'a passé et ne passera aux Etats-Unis—6386; la compagnie ne sera plus à même d'assurer à ses abonnés une communication instantanée—6387; propositions faites au comité—6389; l'amendement du ministre des Chemins de fer est mauvais, il consacre une spoliation—6390.

M. Campbell—Approuve l'amendement—6390; les raccordements prescrits seront avantageux au public—6390; on parle comme d'une Arche Sainte de cette compagnie qui saigne le public—6392; si l'amendement est adopté, la population d'Ontario en remerciera le Gouvernement—6392.

M. W. F. Maclean—Tout le monde devant le comité a demandé le raccordement—6392; l'opinion de Québec—6392; si la compagnie Bell refuse, Ontario la taxera en conséquence—6393.

M. Galliher—Discute la position en Colombie-Anglaise—6394; discute la concurrence locale—6394.

M. Barr—Les besoins du comté de Dufferin—6395.

M. M. Schell—Demande si le bill pourvoit à la réciprocité d'échange aussi bien pour la ligne qui demande le raccordement que pour celle à qui elle est imposée—6396; la compagnie Bell pourra-t-elle être tenue de transmettre aux compagnies raccordées les messages qu'on lui transmettra pour celles-ci—6347.

Hon. M. Emmerson—La commission des chemins de fer fixe les conditions d'échange—6398; les tribunaux décideront—6398.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bergeron—On est très injuste à l'égard de la compagnie Bell—6398; on traite les directeurs en malfaiteurs—6398; il ne s'agit plus seulement de relier des réseaux provinciaux et municipaux, mais encore d'imposer le raccordement pour tout réseau indépendant—6398; ce n'est pas légiférer pour le public, mais pour les intérêts particuliers—6398; si la compagnie Bell fait des bénéfices, c'est une garantie de bon service pour le public—6400; en multipliant les raccordements on nuit au service donné au public—6401.

M. Bourassa—Avant longtemps, l'administration des téléphones comme celle des télégraphes devra relever de l'Etat—6401; la compagnie Bell et le comté de Labelle—6402; la compagnie ne doit pas être laissée en position de priver une région de communications téléphoniques quand elle ne trouve pas son intérêt à donner ces communications—6402.

M. W. F. Maclean—Propose en amendement de biffer la restriction des raccordements aux lignes de grand parcours—6402.

M. Monk—M. Bourassa perd de vue la question d'indemnité—6402; le pays n'est pas mûr pour la nationalisation—6402; à Montréal le public est bien traité par la compagnie Bell—6403.

M. R. L. Borden—Demande sur quoi on va se baser pour déterminer le taux à payer pour que la grande compagnie trouve un bénéfice à laisser accaparer son réseau par les petites—6407.

M. Zimmerman—En 1881 on a accordé à la compagnie Bell une charte imprudente—6408; maintenant on verse dans l'excès inverse en voulant confisquer la propriété de la compagnie Bell—6408; le bill du Gouvernement est un moyen terme sans confiscation—6408.

M. Sproule—Demande au ministre de la Justice de dire un mot pour les cultivateurs—6409; l'incident de Stouffville—6410.

Hon. M. Aylesworth—Le meilleur ami du cultivateur n'est pas celui qui parle, mais celui qui agit—6410; le ministre lui aussi a été élevé sur une ferme—6410.

M. E. M. Macdonald—Le ministre a fait mieux que parler, il a donné une loi pour les cultivateurs—6410.

Amendement Maclean rejeté—52 contre 20—6410.

Amendement Emerson adopté—6410.

M. Alcorn—Propose amendement accordant privilège de raccordement à des réseaux ruraux appartenant à des particuliers—6410.

Hon. M. Fielding—Une compagnie de cette nature peut obtenir ces privilèges en se faisant constituer en corporation—6410.

M. Miller—C'est pour éviter aux associations d'agriculteurs l'ennui de se faire incorporer—6413.

Amendement Alcorn rejeté, 36 à 21—6413.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—Propose que le comité se lève et fasse rapport de l'état de la question—6414; le bill sera réimprimé pour la 3e lecture—6414.

Discussion remise—6414.

Discussion reprise, en comité—7262.

Hon. M. Emmerson—Tous les articles ont été maintenant délibérés et adoptés—7262; la parole est à M. Lancaster au sujet de la question soulevée par le bill n° 8 (vitesse des trains)—7262.

M. Lancaster—Propose d'ajouter art. 20a relatif à vitesse des trains en traversant la partie peuplée de ville ou village—7263; a été adopté par le comité spécial—7263; compagnie doit se soumettre à la décision de la commission des chemins de fer quant à la vitesse maximum—7263; sans clôture et sans permission spéciale, vitesse maximum permise: 10 milles à l'heure—7264.

Hon. M. Emmerson—Propose laisser à commission de fixer la date d'application de cet article—7264.

M. Lancaster—Accepte la date du 1er janvier 1908.

Hon. M. Emmerson—Pour la clause des messageries propose d'imposer l'obligation de soumettre les contrats et tarifs à la commission à partir du 1er novembre prochain et de permettre à la commission d'accorder délai d'application sur présentation de bonnes raisons—7265.

Proposition adoptée—7267.

Hon. M. Emmerson—Propose sur demande des ouvriers de supprimer art. 18 donnant à la commission le pouvoir de réglementer "les aptitudes et le nombre d'heures de travail des hommes employés"—7267.

Radiation adoptée—7267.

Retour aux articles relatifs aux téléphones—7268.

M. Lancaster—Se plaint que l'article tel que rédigé ne protège pas, relativement à la pose des poteaux, les villages non organisés ni les municipalités de townships—7268.

Hon. M. Emmerson—Serait disposé à enlever toute limitation et à protéger tout chemin ou place publique sans désigner "cité, ville ou village"—7270.

M. Pringle—Le comité a décidé de laisser à la compagnie Bell le privilège de poser ses fils dans les endroits ruraux—7270; le mot village comprend aussi les villages non organisés—7270.

M. Cochrane—Demande qu'on protège les endroits ruraux comme les autres—7270.

M. D. Ross—Il y a en Colombie-Anglaise des municipalités plus vastes qu'une province du Canada; s'il faut demander leur consentement une ligne ne s'établira jamais—7273.

M. Fowler—On fait déjà aux défenseurs des droits municipaux d'assez grandes concessions en disant qu'on devra consulter toutes les cités, villes et villages constitués en corporation avant de construire le téléphone—7275.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Kemp—L'intention du comité a toujours été de protéger les villages "constitués en corporation ou non"—7276; on pourrait même ajouter ces mots—7276.

M. Connée—Ne voit pas comment on peut obtenir le consentement d'un village non constitué—7276.

M. Bureau—Pourquoi ne pas mettre "village ou hameau", cela couvrirait tout—7276.

M. Alcorn—Tous les intérêts sont protégés par la définition du terme "municipalité" au début de la loi—7278.

M. R. L. Borden—Le terme "village" n'implique aucune personnalité civile—7279.

M. Bureau—Si on exigeait le consentement de toutes municipalités quelconques avant de construire une ligne de téléphone, ces lignes seraient plus mal partagées que les chemins de fer qui peuvent exproprier s'ils n'obtiennent pas le consentement—7279.

M. Lancaster—En cas de refus, les compagnies de téléphone peuvent s'adresser à la commission des chemins de fer—7279.

M. Monk—Dangers d'exiger le consentement des conseils de comté—7282; frais d'avocats—7283; embarras et difficultés aux municipalités rurales—7283.

M. Blain—Proteste contre le renvoi de ces bills à des comités spéciaux—7283; tous les députés devraient être appelés à délibérer et non à accepter du travail tout fait—7286.

M. G. H. McIntyre—Demande que les municipalités aient un recours et puissent, elles aussi, s'adresser à la commission des chemins de fer—7286.

Hon. M. Emmerson—Le bill contient des dispositions à cet effet—7286.

M. T. Martin—Nous protégeons toutes les corporations, nous devons protéger les municipalités rurales—7287.

M. Bourassa—Ne croit pas qu'on doive faire de distinction entre municipalité de ville et village et municipalité rurale—7287; exemple de Québec à Sainte-Anne de Beauré—7287; il n'est pas exact que le peuple soit réfractaire aux modes de communication nouveaux—7286.

M. A. A. Wright—Le consentement des municipalités ne serait pas difficile à obtenir, tout le monde veut le téléphone—7287.

M. Stockton—En faveur de l'amendement Emmerson—7289.

M. Barr—Veut que les municipalités aient même droit que villes et villages—7290.

Amendement Emmerson mis aux voix, adopté, 56 contre 23—7290.

Amendement Lancaster rejeté, 61 contre 27—7291.

M. Staples—Propose amender art. 29 pour donner aux provinces le droit d'exproprier les téléphones—7291; rapport du comité nommé par le Gouvernement du Manitoba—7292; les tentatives de M. Roche—7293; texte de l'amendement—7293.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Le téléphone dans le Royaume-Uni est la propriété du peuple—7293; le peuple du Canada est en faveur de la nationalisation—7295; si c'est une confiscation, elle est parfaitement de mise—7295; pas de dépenses pour le Dominion: une province se charge de l'essai, les autres pourront suivre si l'essai réussit—7295.

M. Stockton—Le Gouvernement du Manitoba peut parfaitement constituer une compagnie si cela lui plaît—7296; de quel droit le Manitoba détruirait-il le réseau continu qui existe de l'est à l'ouest?—7296.

Hon. Aylesworth—M. Maclean aura beau faire, le collectivisme prendra du temps à être à l'ordre du jour en Canada—7296; le Manitoba ne peut pas espérer avoir pour rien la ligne Bell, il ferait mieux de construire sa propre ligne—7297; on demande au parlement fédéral de conférer à une des législatures provinciales un des pouvoirs de juridiction que lui confère en propre l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—7297; de cette façon le parlement fédéral pourrait annuler la constitution en se dessaisissant un à un de tous ses pouvoirs—7297; c'est absurde, jamais le pouvoir royal n'approuverait une telle loi—7297; une province pourrait aussi bien demander le droit d'exproprier le morceau du chemin de fer Canadien du Pacifique qui la traverse et de l'exploiter à son profit—7298.

M. W. F. Maclean—Le Manitoba veut créer un monopole provincial de tout le téléphone—7298; argument du ministre de la justice subtilité technique simplement—7298; le peuple d'York-nord est en faveur du principe du collectivisme—7298.

M. Lancaster—L'amendement s'applique à toutes les provinces—7299; la compagnie serait payée pour son abandon—7299; les législatures provinciales seraient consultées sur l'à propos d'exproprier, donc il y aurait autorité donnée et pas de crime de violation—7299; il est bien plus *ultra vires* d'enlever aux municipalités le contrôle des grandes routes et de le donner à la compagnie Bell—7299; après tout, on fait tous les jours de l'expropriation, mais on ne dit rien quand ce sont les particuliers qui sont déposés, on crie quand ce sont les corporations—7302.

M. R. L. Borden—Cet article peut se discuter sans débattre la question de l'acquisition des lignes téléphoniques par l'Etat—7302; cette loi ne va plus loin à l'encontre de la Constitution que la loi du dimanche décrétant que l'exécution d'un acte sera criminel sauf dans la mesure où les chambres provinciales décideront qu'il ne le sera pas—7302; c'est une délégation de pouvoir analogue—7302.

Amendement Staples rejeté—7304.

Bill rapporté—7304.

Hon. Emmerson—Propose troisième lecture—7304.

M. W. F. Maclean—Propose renvoi au comité pour insérer transport à 2 cents du mille—7304; depuis un demi-siècle on n'a

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

pas abaissé le tarif des transports au Canada—7304; discours de M. Sulzer au Congrès—7306; il faut établir un prix maximum—7306.

Hon. Emmerson—Le chemin de fer Canadien du Pacifique serait exempt de cette limitation par son contrat spécial—7306; les conditions diffèrent suivant les lignes—7307; n'importe qui peut soumettre cette question à la commission des chemins de fer—7307.

M. Sproule—Consentirait à imposer cette limitation aux compagnies où les recettes des voyageurs dépassent \$3,000 par mille—7308.

M. Taylor—C'est une motion de mise en scène théâtrale—7308; M. Maclean veut pouvoir chanter ses louanges dans son journal—7308; les agriculteurs souffriraient de ce changement: on relèverait le prix du transport des marchandises—7309; le Grand-Tronc et le Pacifique Canadien seraient exempts, alors, à quoi bon cet amendement?—7309.

M. S. Hughes—Pas un chemin de fer en Amérique ne transporte des voyageurs à moins de 2 cents du mille—7309; les électeurs du comté de Victoria repoussent cette réforme—7310; il n'y aurait plus d'excursions à prix réduit—7310.

M. John Herron—Proteste contre le prix des transports—7311; se plaint des tarifs sur la compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta—7311.

M. T. R. Lalor—La limitation à 2 cents a donné l'essor aux transports sur le New-York Central—7312; les compagnies de chemin de fer bénéficieraient d'un abaissement du taux des transports—7314.

M. E. D. Smith—Trois raisons pour voter contre cette motion: 1° parlement a délégué ses pouvoirs à la commission des chemins de fer; 2° impossible réduire tarifs pour toutes compagnies sans distinction; 3° en cas d'insuffisance des recettes, les taux sur marchandises seraient relevés—7314.

Amendement Maclean mis aux voix—7314.

Rejeté par 8 pour, 105 contre—7314.

M. T. S. Sproule—Propose amendement pour renvoyer bill au comité et rayer mots "à grande distance" dans la clause relative aux raccordements téléphoniques—7316; le but de l'amendement est de forcer les raccordements quels qu'ils soient—7316.

M. W. F. Maclean—Refuse de renoncer à ce que M. Hughes appelle "ses toquades"—7316.

M. S. Hughes—N'a aucune raison de retirer le terme "toqué", appliqué à M. Maclean—7316.

Amendement Sproule mis aux voix—7316.

Rejeté par 21 pour à 86 contre—7317.

Bill lu 3e fois et adopté—7317.

Amendements faits au Sénat appelés—7785. Sir W. Laurier—On ne discutera pas en l'absence chef d'opposition, remis—7786.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Emmerson—Propose amendements du Sénat—7857; l'amendement important relatif à la protection du public aux passages à niveau, applicable en 1908 a été rejeté par le Sénat—7858; trop tard pour refuser de suivre décision du Sénat, mais le Gouvernement se considère tenu à protéger public et examinera pendant vacance—7858.

M. Elson—Demande protection du public dans townships et municipalités rurales—7858.

M. R. L. Borden—Fait l'historique de la mesure adoptée comme compromis, proposition Lancaster—7861; elle ne devrait pas être rayée sur simple caprice du Sénat—7862.

Motion Emmerson pour accepter la radiation de cet amendement par le Sénat, mis aux voix—7863.

Adoptée, 64 pour, 24 contre—7864.

Sanctionné—7921.

## CODE CRIMINEL DE 1892 (AMENDEMENT).

Hon. C. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 155) pour modifier Code criminel, 1892—2513; pour autoriser l'examen par commission rogatoire en vertu de l'Acte des convictions sommaires des témoins éloignés du pays, assignés dans les procès contre les personnes poursuivies par voie de mise en accusation—2513.

1re lecture—2513.

2e lecture—3176.

En comité—3176.

Hon. Fitzpatrick—L'accusé devra être représenté devant la commission rogatoire—3176; il y a la garantie qu'il faudra le consentement du procureur général pour l'émission de cette commission—3177.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3178.

Sanctionné—6332.

## CODE CRIMINEL DE 1892 (AMENDEMENT).

2e lecture proposée du Bill (n° 209) du Sénat amendant le Code criminel au sujet des loteries—7877.

En comité—7877.

Hon. Fielding—En voulant supprimer les fausses loteries d'art à Montréal, on a été trop loin—7877; l'Art Union de Londres est une vraie entreprise artistique—7877; tout l'argent est appliqué à la vulgarisation du sentiment artistique—7877; ce bill ne permettra pas introduction entreprises malhonnêtes—7878.

M. Fowler—Loterie pure et simple—7879; aussi pernicieuse que les loteries d'églises—7879.

M. Stockton—Opposé aux loteries en principe—7880; l'"Art Union of Ireland" a cependant procuré de beaux tableaux à Saint-Jean—7880.

M. Henderson—On devrait d'abord éduquer l'opinion publique à la loterie—7880.

M. R. L. Borden—Personne ne retire un sou de bénéfice particulier de ces loteries—7881; pas plus vicieux que courses de chevaux ou concours de labour—7881.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Sproule—Si ce moyen est bon, ne comprend pas qu'on en prive les associations artistiques du Canada—7881.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7881.

Sanctionné—7921.

## LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE MONTREAL (AMENDEMENT).

Hon. Brodeur—Dépose Bill (n° 124) concernant les commissaires du port de Montréal—1725; les chambres de commerce et parties intéressées demandent réforme—1725; nécessaire de changer commission pour pousser travaux—1725; bill annule les clauses relatives au choix des anciens commissaires—1725; pourvoit à la nomination de trois commissaires par le Gouverneur en conseil, nommés durant bon plaisir—1725; c'est un pas de fait vers la réalisation de l'idée de port national—1726; les appointements seront payés à même les revenus du port—1726; ne contient aucune disposition relative à la dette actuelle qui reste dans l'état présent—1726; les appointements seront déterminés par le Gouverneur en conseil—1726.

M. Stockton—Demande si le Gouvernement entend créer d'autres ports nationaux?—1726.

Hon. Brodeur—A l'étude—1726.

M. Daniel—Demande si Montréal devient port libre?—1726.

Hon. Brodeur—Non, port national seulement—1726.

2e lecture—2251.

En comité—2251.

Art. 1—2251.

M. Monk—Demande que bill reste devant comité jusqu'à semaine suivante—2252; les commissaires actuels n'ont jamais pu s'entendre, il en est résulté des retards—2252; la présente mesure remplace une commission par une autre commission, c'est un expédient—2252; le Gouvernement aura pouvoir discrétionnaire—2252; l'argent perçu dans le port n'appartient pas à l'Etat—2252; ne croit pas que Montréal désire être reconnu comme seul et unique port national—2253; tous nos ports devraient être administrés sur un plan unique—2253; aux Etats-Unis les principaux ports sont sous le contrôle du ministère de la guerre—2253; Port-Arthur et Port-William devraient être nationalisés comme Duluth et Superior—2253; le Gouvernement devrait avoir une politique de transport, supprimer les dépenses de clocher—2253; une commission coûtera \$75,000 par année—2254; la réforme aurait du être plus complète—2254; entre Québec et Montréal le creusement du chenal est trop lent—2255; si le dragage peut se faire convenablement à l'entreprise, ce serait le meilleur moyen—2255; les dragues du Gouvernement sont le plus souvent au radoub—2255; il serait regrettable que le choix des commissaires ne fût pas acceptable à la ville de Montréal—2255; déclarations électorales de Maisonneuve, menaces contredites—2256; le candidat du

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Monk—*Suite.*

Gouvernement était impopulaire et on ne peut pas violenter l'opinion—2256; la dernière élection paraît avoir découragé le ministre, son projet d'amélioration n'est que partiel—2256; veut savoir quel salaire sera payé aux commissaires et dans quels rangs ils seront choisis—2258.

Hon. Brodeur—Constata avec plaisir M. Monk pas hostile au principe du bill—2267; hon. Tarte avait réussi à faire décider un plan de construction pour port de Montréal—2267; son énergie et son activité contribuèrent à hâter l'exécution—2267; depuis ce temps, construction de hangars permanents décidée, mais n'avance pas—2267; inutile de discuter les raisons, le public demande changement—2268; résolutions Board of Trade et Chambre de commerce—2268; opinion Henri Bulmer, conservateur—2269; trop grand nombre de commissaires et modicité de rémunération ont empêché entente et progrès—2269; le traitement nouveau des commissaires sera probablement \$5,000 ou plus—2270; ce serait œuvre coupable de soulever jalousie entre ports du Canada—2271; tous les ports ont droit à l'assistance du Gouvernement dans la mesure de leurs besoins—2271; le port de Boston est administré absolument suivant le plan proposé par le Gouvernement pour le port de Montréal—2271; à New-York, Philadelphie, situation à peu près la même—2272; France seul pays où les ports relèvent directement de l'Etat—2273; la drague "Tarte" a recommencé à fonctionner régulièrement—2273; drague nouvelle achetée à la Nouvelle-Orléans, partie pour Québec ce même jour, 27 avril 1906—2274; drague à eau profonde, prix \$150,000—2274; peut servir jusqu'à 45 pieds—2274.

M. Bergeron—Demande comment une drague à eau profonde pouvait servir dans Mississippi—2274.

Hon. Brodeur—Servait à l'embouchure du Mississippi—2274; les libéraux ont connu un temps où ils ne pouvaient pas mettre un candidat dans Maisonneuve—2275; les conservateurs n'ont pas même pu, cette fois-ci, trouver un porte-étendard—2275; M. Verville a été élu parce qu'il s'est dit libéral et plus libéral que M. Grothé—2275; coût commission année dernière—2276.

M. Bergeron—Félicite hon. Brodeur de sa décision, mais ne va pas assez loin—2276; proposition présente amélioration mais pense que commission devrait être sous le contrôle absolu du Gouvernement—2276; l'histoire des travaux du port et de la remise du cautionnement de \$50,000 aux entrepreneurs sont choses connues à Montréal—2276; M. Tarte a fait ce qu'il a pu—2277; avec trois commissaires il y aura moins de chances de querelle qu'avec plus grand nombre—2277; espère que les commissaires seront hommes pratiques et de bonne volonté—2270; espère que tout le port sera bientôt sous juridiction ministérielle responsable—2278; jamais à Montréal on n'a assisté avec autant de plaisir à des

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bergeron—*Suite.*

funérailles qu'à celles de l'ancienne commission—2278; la presse n'a pas même été invitée à la levée du corps—2278; les conservateurs avaient un candidat dans Maisonneuve, c'est par égard pour les ouvriers qu'ils l'ont retiré—2278; si les libéraux avaient accepté le candidat ouvrier, ils partageraient avec les conservateurs l'honneur de l'avoir élu—2279; en faisant de Montréal le port national on ne nuit à aucun port—2279.

Hon. Fisher—Il est maintenant admis que les ouvriers de Maisonneuve avaient si peu confiance dans le programme conservateur qu'ils ne voulaient pas être compromis en laissant les orateurs conservateurs parler pour leur candidat—2280; les conservateurs admettent que l'impopularité personnelle de M. Grothé a seule causé la défaite—2280; admet que la commission n'a pas travaillé d'une façon aussi efficace qu'on l'aurait voulu—2280; les commissaires avaient bien d'autres choses à s'occuper que de la commission—2281; n'est pas en faveur de spécialiser les commissaires, mais de prendre des hommes d'affaires purement et simplement—2282.

M. Bergeron—Maisonneuve avait donné 3,000 de majorité à M. Préfontaine et a donné 1,000 à M. Verville qui combattait le Gouvernement—2282.

Hon. Brodeur—M. Verville n'a jamais dit un mot contre le parti libéral—2283.

M. Bergeron—Le candidat conservateur aurait été M. Bumbray—2285; le nom de Laurier était dans toutes les bouches à la fin de la campagne—2286.

Hon. Brodeur—C'est mieux que d'être prié de ne pas parler—2287.

M. Stockton—Est heureux de voir le Gouvernement prendre de bon cœur sa défaite—2285; demande que la drague nouvelle soit envoyée à Saint-Jean, N.-B.—2285; le gouvernement américain dépense des sommes considérables pour des ports qui ne sont pas la propriété de l'Etat—2285; les citoyens de Saint-Jean sont prêts à favoriser l'aménagement de Montréal—2286; les gens de Saint-Jean appellent port national un port possédé et administré et dont les dépenses sont supportées par le gouvernement fédéral—2286; la commission des transports conseille que Montréal, Québec, Saint-Jean et Halifax soient déclarés ports nationaux—2286; nous devrions nous entendre pour mettre nos ports de l'Atlantique et du Pacifique en état au moins de soutenir la concurrence des ports de mer des Etats-Unis—2286.

Hon. Brodeur—Un port national est un port administré par l'Etat—2286.

M. Armstrong—Se réjouit que la commission soit réorganisée—2288; demande un relevé minutieux de tout le chenal—2288; les deniers affectés à l'amélioration des ports et à la construction des chemins de fer sortent de la poche des habitants de l'ouest du Canada aussi bien que de celle

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Armstrong—*Suite.*

des gens de l'est—2288; on construit maintenant des vaisseaux de plus de 25,000 tonnes qui ne pourront pas passer sous le pont de Québec—2288; on ne peut pas abaisser les mâts de télégraphie sans fil—2289; voudrait que les plus grands navires pussent remonter jusqu'à Montréal—2289; c'est un désavantage pour Ontario, s'il faut conduire jusqu'à Québec les exportations—2290; en 1904, l'ouest a payé \$1,000,000 de plus qu'il n'aurait dû, pour ne pas envoyer par voie américaine—2290.

M. Monk—Le ministre de la Marine n'a discuté aucun des points de la question et n'a pas donné d'informations—2292; la dépense actuelle de la commission est de \$70,000 par année, et sera doublée par la nomination de ces trois commissaires—2292.

Hon. Brodeur—L'augmentation de dépense sera de quelques milliers de dollars seulement, mais amplement compensée par les avantages acquis—2293; le Gouvernement n'entend pas nommer des députés ou des sénateurs membres de cette commission—2293.

M. Monk—Le Gouvernement aura un jour ou l'autre à se charger de la dette de la commission du port de Montréal—2294; il vaudrait mieux le faire maintenant que le remettre à plus tard—2294.

En comité—2693.

M. Ames—Cette question intéresse le tiers du commerce du pays et 2,000,000 tonnes de fret—2693; situation actuelle pas satisfaisante—2694; le ministre a plu à tout le monde en présentant un projet de loi—2694; avant 1896, pendant 40 ans, la commission a bien fonctionné—2695; la commission, après l'avènement du présent gouvernement, a cru bien faire en acceptant l'argent à 3 pour 100 qu'il offrait, au lieu de payer, comme avant, 4 pour 100 au public—2696; le Gouvernement a alors posé ses conditions et imposé pour les travaux "son consentement et son approbation" 2696; le "concours" s'est changé en "dictature"—2696; les commissaires se sont dégoûtés d'être contre-carrés—2697; l'attitude du Board of Trade de Montréal—2697; l'hon. M. Tarte et le plan n° 6—2697; l'hon. M. Tarte et l'éleveur Jamieson—2698; l'hon. M. Tarte et les hangars permanents—2699; M. Tarte et M. Vautelet, les plans de \$50,000—2699; intérim de 1902 à 1904, calme et travail—2699; arrivée de l'hon. M. Préfontaine aux travaux du havre; Jéroboam de l'Écriture Sainte—2700; M. St. Georges, ingénieur du Gouvernement—2700; les tiraillements entre ingénieur du gouvernement et ingénieur de la commission—2700; les plaintes et lamentations du "Witness"—2701; on a fait tirer les marrons du feu à la commission, il est injuste de lui faire porter la responsabilité de la faillite—2702; demande que le Gouvernement ait à l'avenir la responsabilité de l'administration du port de Montréal—2702; le gouvernement actuel n'a pas fait un choix judicieux de commissaires—2703; les commissaires nommés par le Gouver-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Ames—*Suite.*

nement ont retiré plus d'honoraires que les autres—2703; l'opinion de la "Gazette" à ce sujet—2703; le chef de la commission devrait avoir des pouvoirs effectifs sur les employés—2704; le "Witness" et le patronage de la commission—2704; les deux causes de désarroi ont été l'intervention du Gouvernement et le favoritisme politique—2705; il n'est pas nécessaire que tous les commissaires soient pris à Montréal—2705; ils ne devraient pas nécessairement être intéressés dans les diverses questions que la commission du port aura à traiter—2706; pas de politique dans les nominations—2706; le ministre a le désir de bien faire, il comprend les erreurs du passé—2707; l'occasion est belle pour se distinguer—2707; si le commerce de Montréal continue à payer pour l'utilisation du port il aura le droit d'exiger d'être représenté. Sinon, si le Gouvernement fait un port franc, cette prétention n'aura pas de raison d'être—2207; la déclaration du Board of Trade, 31 janvier 1905—2707; le rapport de la commission des transports—2708; tout le monde dans le Dominion est intéressé à ce que Montréal soit port libre—2708; espère voir luire une ère de progrès—2709.

Hon. L. P. Brodeur—Heureux de voir bill bien accueilli par M. Ames—2709; l'avis général à Montréal paraît être que ce bill est excellent—2709; avant 1896, la commission du port n'avait pas pu mal faire parce qu'elle n'avait rien fait ou presque rien—2709; de 1887 à 1896, la commission n'a rien fait de ce qu'elle était tenue de faire dans l'intérieur du port en échange de la responsabilité prise par le Gouvernement du creusage du chenal—2709; c'est ce qui a nécessité l'intervention du Gouvernement—2709; au lieu de blâmer M. Tarte d'être intervenu activement, on devrait l'en féliciter—2710; on ne discute pas le mérite des plans qu'il a enfin fait adopter après tant d'inactivité—2710; le prêt à 3 pour 100 fut fait sans arrière-pensée, uniquement pour aider Montréal 2710; lorsque le Gouvernement intervint dans l'affaire des élévateurs, c'était dans l'intérêt de Montréal parce que des rapports précis faisaient douter de la solidité des travaux projetés—2711; le Gouvernement intervint quant aux hangars lorsqu'il fut constaté que les plans de la commission comportaient trop de poteaux 2712; ce n'est pas le ministère qui est à blâmer à cet égard, c'est la commission—2712; historique de la difficulté des hangars—2713; la présente mesure est pour hâter l'exécution des travaux—2713; M. Ames est dans son rôle en critiquant, c'est sa raison d'être en Chambre—2714; puisqu'il accepte le bill, sa critique peut être pardonnée—2714; si le Gouvernement avait observé l'inactivité d'avant 1896, le port serait dans une triste posture—2714; progrès accomplis depuis dix ans—2714; le Gouvernement ne nommera pas des politiciens, mais des gens d'affaires qui rempliront leur devoir de la manière la plus satisfaisante—2714.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bennett—Demande si \$50,000 ont été payés à M. Vautelet pour des plans ?—2715.

Hon. Lemieux—M. Vautelet a demandé la permission d'intenter une action pour ce montant, et elle lui a été accordée—2716.

M. Bennett—Demande pourquoi la compagnie Woolvin a cessé de faire de Montréal sa tête de ligne ?—2716.

Sir W. Laurier—La compagnie Woolvin n'a jamais fait le service des grands lacs à Montréal ; elle avait songé à aller à Québec mais a changé d'idée et ne fera plus la navigation du Saint-Laurent—2716.

M. Derbyshire—S'oppose à ce qu'on parle du "port de Montréal", on doit dire "port du Dominion"—2716; il faut placer le port national dans les meilleures conditions possibles—2717.

Hon. L. P. Brodeur—Il y a 7 drageurs à l'œuvre entre Montréal et Bastican—2717; le 1er octobre prochain le chenal aura une profondeur uniforme de 30 pieds—2717; aucun des accidents survenus dans le chenal n'est dû à l'état du chenal—2717.

M. Kemp—Demande ce qui a été fait pour réorganiser le corps des pilotes du Saint-Laurent—2717.

Hon. L. P. Brodeur—Le Gouvernement les a pris tous sous sa direction—2718; ils ont tous été examinés—2718.

M. Bennett—Demande comment le Gouvernement vient d'acheter un dragueur aux Etats-Unis, quand il empêche les soumissionnaires aux travaux publics d'en acheter aux Etats-Unis pour concourir à l'adjudication—2718; demande si le projet d'importer un dragueur de la Nouvelle-Orléans a été soumis au Gouverneur général en conseil—2718.

Hon. L. P. Brodeur—Raconte conditions et circonstances de l'achat—2719.

Hon. Fisher—En exécutant les travaux cette année au lieu d'attendre qu'un dragueur soit construit, le Gouvernement aura l'approbation de tous ceux qui s'occupent du commerce de transport du Canada—2720.

M. Kemp—Considère que le Gouvernement encourt une grave responsabilité en prenant à sa charge de faire venir à ses soins le dragueur du golfe du Mexique au Saint-Laurent—2721.

M. Bennett—Se plaint qu'on ne protège pas les constructeurs de dragueurs canadiens en achetant des dragueurs aux Etats-Unis—2723.

Hon. Fisher—Il ne s'agissait pas de protéger les constructeurs de dragueurs, mais le commerce général du Canada à Montréal—2723.

Hon. Fisher—La grande cause d'embaras dans la commission était que les représentants de certains intérêts pensaient que le souci de ces intérêts devait passer avant toute autre chose—2725; il faut que les nouveaux commissaires soient à l'abri de ces conflits—2725; il faut qu'ils soient simplement des hommes d'affaires sans idées préconçues et disposés à écouter le bon sens et à suivre le raisonnement—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

2725; la décision du Gouvernement ne comporte aucun blâme et ne déprécie pas l'ancienne commission—2726.

M. Kemp—Ontario a un intérêt vital au port de Montréal—2727; le Gouvernement est responsable de la dette du port et ne contrôle pas l'emploi des deniers—2727; les dépenses sous le nouveau régime devaient être vérifiées par le parlement et l'auditeur général—2727; on parle de décharger Montréal de sa dette et de l'attribuer au trésor, alors on ne saurait surveiller la dépense de trop près—2727.

Hon. Brodeur—Tant que la commission fera comme maintenant et paiera l'intérêt de sa dette, il vaut mieux la laisser libre d'ordonner ses propres dépenses—2728.

M. Sproule—Lorsque le gouvernement actuel changea la composition de la commission, il fut prévenu du danger par l'opposition, mais il s'en moqua—2728; l'exécution de travaux supplémentaires est toujours le moyen pour extorquer du Gouvernement de l'argent auquel on n'a pas droit—2730; avec le système qu'on propose les commissaires seront les agents directs du ministre—2731; le nouveau système ne vaudra pas mieux que l'ancien—2732.

Bill rapporté, lu une troisième fois, adopté—2732.

Sanctionné—4470.

## LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE MONTREAL.

Hon. Brodeur—Dépose Bill (n° 222) relatif aux commissaires du port de Montréal pour prêt de \$250,000—6894; Ire lecture—6894.

2e lecture—7039.

En comité—7039.

M. Monk—Demande ce qui retarde la réorganisation de la commission—7040.

Hon. Brodeur—Affaires de la session—7041; relevé des obligations émises par la commission—7041.

M. Kemp—A constaté retard des travaux de quais de Montréal—7042.

Hon. Brodeur—S'exécutent avec toute célérité possible—7042.

M. Monk—Demande si le Gouvernement a étudié ce que cela coûtera pour créer un port libre à Montréal—7045.

M. Macdonell—Demande si le Gouvernement va prêter de l'argent à 3 pour 100 à toutes les commissions de ports pour racheter leurs dettes—7045.

Hon. Fielding—Il ne serait pas sage de tracer ainsi à l'avance la conduite du Gouvernement—7046.

Hon. Brodeur—Les dépenses d'administration du port de Montréal pour 1904, dépenses ordinaires, ont été de \$139,879.50—7047.

Bill rapporté, lu 3e fois—7047.

Sanctionné—7920.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE MONTREAL.

Hon. L. P. Brodeur—Dépose Bill (n° 55) concernant la commission du port de Montréal, pour permettre que la statue de John Young pour laquelle \$6,000 ont été souscrits par la commission soit érigée en dehors des limites des terrains de la commission—680.

M. R. L. Borden—Demande si l'expulsion des journalistes des séances de la commission a été décidée sur les instances ou avec l'autorisation du ministre—681.

Hon. Brodeur—Cette décision relève des attributions de la commission du port et le ministre de la Marine et des Pêcheries y est absolument étranger—681.

2e lecture—2251.

En comité, rapporté, 3e lecture—2251.

Sanctionné—4471.

## LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE QUEBEC.

Hon. Brodeur—Dépose Bill (n° 174) relatif aux commissaires du port de Québec, prêt de \$150,000—4031.

1re et 2e lectures—4031.

Hon. Fielding—Bill pas distribué—4031.

Discussion remise—4031.

En comité—4920.

Hon. Brodeur—Loi de 1890 autorise encore une avance de \$362,000 aux commissaires du port de Québec—4920; un accident à la jetée Louise a nécessité dépense de \$506,472; il faut pouvoir emprunter \$150,000 de plus—4920.

Art. 2—4920.

M. Monk—Demande si ces travaux sont recommandés par la commission des transports—4921; lit rapport en ce qui a trait au port de Québec—4921.

Hon. Brodeur—Contrat signé 26 juillet 1905 avant publication du rapport de la commission—4922; la somme demandée reste dans les limites des estimations des travaux—4922.

M. Monk—Demande si un bassin de radoub sera construit à Montréal comme suggère le rapport—4924.

M. Lennox—Craint que le Gouvernement fasse du replâtrage au lieu de s'attacher à accomplir une œuvre complète—4924.

Hon. Brodeur—Cette dépense est pour réparer des travaux exécutés en 1886 et 1887 par M. McGreevy—4924.

M. A. A. Wright—Le Parlement est prêt à voter tout l'argent nécessaire pour faire vite et bien les travaux nécessaires pour l'aménagement du port de Québec et de Montréal—4926.

M. R. L. Borden—Cependant avant d'obtenir des crédits, le Gouvernement devra exposer sa politique et dire s'il entend suivre en tout ou en partie les conclusions du rapport—4926.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4928.

Sanctionné—7918.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DES CONCESSIONS DE TERRES AUX MILICIEUX AYANT SERVI AU NORD-OUEST.

Hon. Oliver—Dépose Bill (n° 177) relatif aux concessions de terres aux miliciens ayant été en activité de service dans le Nord-Ouest, 1re lecture—4261.

2e lecture proposée—4918.

Adoptée par permission—4918.

En comité—4919.

Hon. Oliver—Concession faite aux volontaires de 1885, 320 acres de terres, un homestead et une préemption gratuite—4919; scrips émis, délai pour choix expiré et prolongé à différentes reprises—4919; nouveau délai nécessaire jusqu'au 31 décembre 1908—4919; il n'y a que cinq ou six réclamations devant le Gouvernement 4919.

Hon. Foster—Voudrait savoir combien il existe de scrips non rachetés et combien de terrain est couvert par ces scrips—4920.

Bill rapporté—4920.

Hon. Oliver—Propose 3e lecture—5014; 1,307 scrips ont été émis—5015; il en reste 44 en circulation—5015.

3e lecture adoptée—5015.

Sanctionné—6332.

## LOI DE LA COUR D'APPEL DE MANITOBA.

Hon. Aylesworth—Dépose Bill (n° 195) concernant la cour d'appel de Manitoba—1re lecture—5207.

2e lecture—5692.

En comité—5692.

Hon. Aylesworth—La cour d'appel aura juridiction exclusive en matière d'élections contestées au Manitoba—5692.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5692.

Sanctionnée—7919.

## LOI DE LA COUR D'ECHIQUIER (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 156) pour amender l'Acte de l'échiquier—3615.

2e lecture du bill—3615.

En comité—3615.

Hon. Fitzpatrick—L'objet du bill est de rendre le jugement de la cour d'échiquier final en ce qui a trait à la responsabilité—3615; si dans une cause contre le Gouvernement en réclamation, la cour d'échiquier décide qu'il n'y a pas de responsabilité, cette décision pourra immédiatement être portée en appel sans encourir des frais de preuve du montant de dommage et d'arbitrage et si la non responsabilité est maintenue, la cause en restera là—3616; sinon on procédera à établir les dommages—3616.

M. L. McCarthy—L'état est évidemment favorisé—3616; il pourra traîner le plaignant de juridiction en juridiction jusqu'à ce que ses chances de faire sa preuve soient épuisées—3616.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—L'objet est de sauvegarder l'intérêt de l'Etat en évitant de gros frais comme par le passé—3617.

M. R. L. Borden—Il faut choisir entre deux maux—3618.

M. German—Les entrepreneurs se trouveront dans la position où est actuellement tout contracteur plaidant contre une compagnie de chemin de fer—3619; les entrepreneurs sauront bien se protéger—3620.

Lu 3e fois, adopté—3620.

Sanctionné—6332.

## LOI DE LA COUR SUPREME ET DE L'ECHIQUIER (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 67) pour modifier la loi des cours suprême et de l'échiquier—921.

1re lecture—921.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Propose deuxième lecture—1308; l'objet est de faire disparaître un doute: la cour suprême ayant exprimé l'opinion qu'elle est seulement une cour d'appel et apte seulement à juger des causes dont appel est interjeté d'un autre tribunal—1308; la cour suprême consultée au sujet du projet de loi d'observance du dimanche, avait des doutes si elle pouvait émettre une opinion sur un projet de loi—1308; bill présenté pour dissiper doute—1308.

2e lecture—1309.

En comité—1309.

Hon. Fitzpatrick—Comme cour d'archives on fait de la cour suprême une cour de première instance—1310.

M. Bergeron—Signale le fait que si on nomme un juge *ad hoc* à la cour suprême il faudra qu'il soit de langue française—1311; ne pourrait-on pas permettre au juge en chef, en cas de besoin, de choisir un juge *ad hoc*—1311.

Hon. Fitzpatrick—Etudie la question, mais ne peut se prononcer avant d'avoir consulté le juge en chef—1312; lorsqu'il y a appel, l'appelant devrait avoir virtuellement le droit de connaître l'opinion des juges dissidents—1312.

Bill rapporté—1313.

Bill revenu appelé—2220; remis—2220.

Hon. Fitzpatrick—Propose que le bill soit renvoyé en comité pour permettre à M. Bristol de faire quelques remarques—3596.

M. E. Bristol—Remercie hon. M. Fitzpatrick de sa courtoisie—3596; croit la loi soumise un empiètement sur l'autonomie provinciale et les droits des individus—3596; art. 101 de la constitution sur lequel est basée la loi proposée—3597; rien dans la constitution ne permet d'établir ce qui est virtuellement une cour de juridiction spéciale en matières constitutionnelles—3597; le discours de l'hon. Fournier en déposant le projet de loi constituant la cour suprême—3598; opinion de sir John Macdonald, même sujet—3599; hon. M. Mills, même sujet—3599; hon. M. Cameron, même sujet—3600; la seule juridiction qu'on voulait conférer à la cour suprême était une

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bristol—*Suite.*

juridiction de cour d'appel—3600; résolution de M. E. Blake en 1890—3600; projet de loi de sir John Thompson, 1891—3602; la cour suprême a émis récemment l'avis qu'elle n'avait pas à donner d'opinion sur des questions hypothétiques, mais seulement sur des lois existantes—3602; la nouvelle loi permettra de demander l'opinion de la cour sur des lois à l'état de projet—3603; opinion de sir Elzéar Taschereau sur loi, 1901—3603; opinions exprimées au sujet du factum soumis pour la loi sur l'observance du dimanche—3606; opinion du juge Iddington—3606; le Conseil privé et les questions hypothétiques—3607; opinions des juges Osler et Moss—3608; notes de l'appel au Conseil privé—3608; renvoi de la pétition—3609; le Conseil privé ne veut pas s'occuper de questions hypothétiques—3610; mieux vaudrait laisser la loi dans l'état actuel—3610.

Hon. Fitzpatrick—Il s'agit d'amener la cour suprême à comprendre qu'elle doit s'occuper des questions soumises non par condescendance, mais par devoir—3610; art. 101 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—3610; loi de 1875, opinion de sir John Macdonald—3611; il s'agit de décider que la cour suprême ne sera pas seulement cour d'appel, mais aussi cour de première instance, suivant art. 101 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord "pour la meilleure administration des lois du Canada"—3611; les juges n'ont pas refusé de répondre aux questions posées, ils sont d'avis que nous ne nous sommes pas assez clairement exprimés; dans la loi, nous y remédions—3612; une question soumise sous la forme théorique et décidée peut toujours être reprise sous la forme concrète et le Conseil privé pourra toujours se prononcer sur la validité de l'acte passé—3614; la loi supprime simplement le refus de la cour suprême d'en connaître des causes qui ne lui viennent pas d'un tribunal de première instance—3614.

M. Sproule—Suppose le cas où des juges auraient été députés et auraient à se prononcer sur la validité de lois passées par eux-mêmes—3614.

Hon. Fitzpatrick—Personne ne peut se soustraire à l'influence du passé—3614.

M. W. F. Maclean—Si la cour suprême est un tribunal de première instance, qui revisera les jugements?—3614.

Hon. Fitzpatrick—Les mêmes juges peuvent faire partie d'un tribunal de première instance et d'une cour d'appel—3614.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3615.

Sanctionné—6332.

## LOI DE LA COUR SUPREME DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Hon. Aylesworth—Dépose Bill (n° 224) concernant la cour suprême du Nouveau-Brunswick—6981; nouvelle loi provinciale adoptée par la législature du Nouveau-Brunswick abolissant l'ancienne cour su-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

prême et créant une nouvelle cour—6981; ce bill prescrit simplement que tout dans l'ancienne loi s'appliquant à la cour supérieure s'appliquera à la nouvelle cour—6982.

Hon. Foster—Demande si la loi qui abolit le tribunal abolit aussi les juges—6982; s'il va falloir en nommer de nouveaux—6982.

Hon. Aylesworth—Ceci n'a rien à voir avec le projet de loi—6983; la législature du Nouveau-Brunswick avait parfaitement le droit d'abolir cette cour et d'en créer une nouvelle—6983; il n'est pas probable qu'il se soulevé de difficultés, le Gouvernement entend constituer la nouvelle cour avec les juges des cours supprimées—6983; le nombre des juges est le même dans les deux cas—6983.

1re lecture—6983.

2e lecture—7343.

En comité—7343.

M. Stockton—Le seul but de la législature du Nouveau-Brunswick en passant cette loi est de se débarrasser des juges actuels—7344; si le Gouvernement en nomme de nouveaux, il ne peut pas abolir les anciens, il faudra payer double—7344; c'est une atteinte à l'indépendance de la magistrature—7344.

Hon. Aylesworth—La loi est passée et le parlement fédéral n'a pas juridiction sur cette loi—7345; si la législature avait eu les intentions indiquées, ce parlement ne pourrait y donner effet qu'en votant de nouveaux traitements, aucune demande n'est faite à cette fin, les soupçons ne sont donc pas fondés—7346; la nomination des juges est indépendante de l'acceptation de ce bill—7346; même si ce bill ne passe pas, lorsque la proclamation du lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick mettra en vigueur la loi provinciale, le gouvernement fédéral sera bien tenu de nommer des juges—7346.

M. R. L. Borden—Il y a une différence entre le droit strict et le droit constitutionnel—7347; à ce compte-là, le Nouveau-Brunswick pourrait abolir la cour tous les ans pour avoir de nouveaux juges—7348; c'est mettre la magistrature à la merci directe de l'Exécutif—7348.

M. Fowler—Le ministre de la Justice devrait donner l'assurance que les juges actuels seront renommés et qu'ils conserveront leur rang—7348.

Hon. Aylesworth—Impossible, avec ces changements—7349; Gouvernement étudie question de séniorité—7349.

Hon. Foster—S'il n'y a en vue que la question de distribution du travail, le ministre pourrait donner l'assurance demandée—7353.

M. R. L. Borden—Sans l'assurance demandée toute législature provinciale pourra avec la connivence de l'Exécutif révoquer tous les juges—7354; c'est la conclusion de la situation actuelle—7354.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Stockton—On devrait décréter qu'aucune loi de cette nature ne devrait être passée par une législature provinciale sans le consentement du ministre de la Justice et du Gouvernement du Canada—7355.

M. L. G. McCarthy—On ne doit pas demander des engagements préalables au Gouvernement—7356; on doit lui faire crédit et lui laisser étudier la question—7356; le Gouvernement est responsable de ce qu'il fera—7356; il est inconvenant de demander au ministre qui il recommandera pour la position—7356.

M. Stockton—Demande si le ministre a lu la loi provinciale pour recommander ou désapprouver sa mise en vigueur—7359.

Hon. Aylesworth—Le Gouvernement a un an pour cela—7359.

M. Fowler—Le Gouvernement serait en curieuse posture s'il désapprouvait cet acte provincial après avoir passé une loi fédérale le confirmant—7360.

Hon. Aylesworth—Ce n'est pas à ce parlement qu'il incombe de désavouer une loi provinciale—7360; il ne s'agit pas de passer de loi confirmant l'acte provincial—7360.

Bill rapporté—7360.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—7388.

Hon. Foster—Demande promesse que lors de la répartition des commissions on tiendra compte de l'ancienneté—7388.

M. Stockton—Demande assurance que le projet de loi n'accomplira pas les dessein que l'on prête communément à ceux qui l'ont inspiré—7389.

Sir W. Laurier—N'a rien à ajouter à ce qu'a dit ou fait le ministre de la Justice—7390; le cabinet n'a pas à dévoiler sa ligne de conduite quant au choix des juges—7390; repousse toute idée de complot—7390.

M. R. L. Borden—Le besoin du changement ne se faisait pas sentir au Nouveau-Brunswick—7391; le Gouvernement ne doit pas se prêter à un stratagème—7392; proteste contre l'intention du Gouvernement d'agir à sa guise dans nominations—7392.

Hon. Fielding—A l'égard de toute nomination à faire le Gouvernement usera de la discrétion que lui accordent les lois du pays et sera responsable envers le Parlement de l'exercice de cette discrétion—7393.

Bill lu 3e fois, adopté—7393.

Sanctionné—7920.

## LOI DE L'EXERCICE FINANCIER.

Hon. Fielding—Dépose Bill (n° 162) relatif à l'exercice financier—3140—pour fixer le commencement de l'exercice au 1er avril de chaque année—3140.

1re lecture—3140.

2e lecture—5219.

En comité—5219.

Art. 2—Changeant les dates, adopté—5219.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Art. 3—Réservé pour examiner rédaction de clause permettant au Gouverneur en conseil de modifier l'acte quant à la date de la présentation des rapports—5220; objet-té qu'un ordre en conseil ne peut pas modifier une loi—5220.

Sur art. 5—5222.

Hon. Foster—Demande s'il ne serait pas possible de fixer une date invariable pour la rentrée des Chambres—5222; ce serait le seul moyen de tirer le plein parti du changement fixant la session en novembre—5223; à maintes reprises la convocation est retardée à cause d'un ou deux ministres paresseux—5223; ceci n'aurait pas lieu si la date de la convocation était invariable—5224; on prendrait ses mesures en conséquence, 5224.

Hon. Fielding—Si l'on fixe une date déterminée pour la convocation, on devrait également avoir date déterminée pour la prorogation—5225; espère qu'avec un peu d'entraînement, la session pourrait se faire en quatre mois—5225.

M. R. L. Borden—Les deux incertitudes quant à la convocation et quant à la prorogation sont embarrassantes—5226; ce serait déjà quelque chose d'en supprimer une—5226.

M. Sproule—Il peut se présenter des inconvénients avec la convocation à date fixe—5227; un parlement peut expirer sans avoir voté les subsides, le Gouvernement peut tomber, comment fera-t-on pour faire marcher les affaires s'il faut attendre une date fixe pour faire voter un budget ? 5227; après des élections générales, un gouvernement serait peut-être obligé d'attendre huit ou neuf mois avant de savoir s'il a ou non la majorité—5227; ce changement ne peut pas se faire sans renoncer au régime et à la procédure parlementaires—5227.

M. German—Est en faveur d'une date déterminée pour les élections générales à l'exception de celles résultant de la défaite d'un ministère avant la fin de la législature—5228.

Discussion remise—5228.

En comité—5695.

Hon. Fielding—Donne texte nouveau pour autoriser le Gouverneur général à modifier certaines dates, adopté—5696.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5696.

Sanctionné—7918.

## LOI DES FINANCES.

Hon. Paterson—Dépose Bill (n° 56) pour accorder à Sa Majesté la somme de \$161,000.—737.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—737.

Sanctionné—768.

## LOI DES FINANCES.

Hon. W. Fielding—Est convaincu que le Parlement sera heureux de participer au soulagement des infortunes des citoyens éprouvés par la catastrophe de San-Fran-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

cisco—1807; soumettra un message de Son Excellence le Gouverneur général recommandant à la Chambre de souscrire \$100,000 au nom de la population du Canada pour venir en aide aux sinistrés de San-Francisco—1807.

M. R. L. Borden—Aucun député ne refusera de souscrire—1807; population des Etats-Unis a donné assez de preuves de sympathies dans nos infortunes—1807.

M. l'Orateur—Donne lecture du message du Gouverneur général transmettant un budget supplémentaire—1808.

Hon. W. F. Fielding—Propose que le budget supplémentaire soit envoyé au comité de subsides, adopté—1808.

En suspens—1808.

Hon. Fielding—D'après informations reçues, depuis premier refus, Gouvernement considère à propos envoyer argent comme projeté—4458; s'informe actuellement à qui vaudrait mieux envoyer l'argent—4459; propose que la Chambre adopte rapport du comité de subsides du 8 mai relatif à l'article des \$100,000 pour sinistrés de San-Francisco—4459; adopté—4459; propose que la Chambre se forme en comité de voies et moyens sur ce subside—4459; adopté—4460.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—4460.

Bill déposé, projet de loi de finance (n° 178) lu 1re et 2e fois, comité, lu 3e fois, adopté—4460.

Sanctionné—4471.

## LOI DES FINANCES.

Hon. Fielding—Présente Bill (n° 225) pour accorder certaines sommes à Sa Majesté pour 1906 et 1907—7854.

Bill lu 1re et 2e fois—7854.

3e lecture, adopté—7807.

Sanctionné—7821.

## LOI DES GRAINS DU MANITOBA (AMENDEMENT).

Hon. Fisher—Dépose Bill (n° 206) pour modifier la loi de 1900 relative aux grains du Manitoba—5752.

1re lecture—5752.

2e lecture—6050.

En comité—6050.

Hon. Fisher—Le bill pourvoit à l'abus des demandes de wagons en plus grand nombre que nécessaire—6051; on ne pourra demander de nouveaux wagons qu'au fur et à mesure que les anciens seront remplis—6053; les règlements s'appliqueront de la même façon aux envois vers l'est ou vers l'ouest—6053.

Bill rapporté, 3e lecture ajournée—6053.

Hon. Fisher—Propose 3e lecture—6289.

M. Henderson—aurait voulu proposer un amendement à l'Acte de l'inspection, présenté en même temps que celui-ci—6289; il y a eu erreur, l'Acte d'inspection a été adopté et celui-ci réservé—6289; n'a rien à dire sur celui-ci—6289.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Sproule—Se plaint du pesage des cultivateurs—6290 ; à la fin de la saison, il reste une grande quantité de blé aux cultivateurs au détriment des cultivateurs—6290.

Hon. Fisher—La commission qui sera nommée pendant la vacance s'occupera de cette question—6290.

Bill lu 3e troisième fois, adopté—6290.

Sanctionné—7919.

## LOI DE L'IMMIGRATION (AMENDEMENT).

Hon. F. Oliver—Dépose Bill (n° 170) pour modifier la loi sur l'immigration—3806; pour donner plus de pouvoir pour le renvoi d'immigrants inacceptables—3806; loi préparée l'année dernière—3807.

2e lecture—5325.

En comité—5325.

Hon. Oliver—C'est une confirmation de la loi actuelle avec modification pour mieux surveiller l'immigration et écarter les mauvais immigrants—5326; différence entre "stow-a-way" et "work-a-way"—5327.

Hon. Foster—Se plaint que la loi assimile à des immigrants et soumette aux mêmes obligations tous ceux qui voyagent en seconde classe—5329; considérer comme immigrants tous les passagers de deuxième classe dans les statistiques d'immigration serait tromper le peuple—5332.

M. Ames—Donne connaissance de la loi américaine—5332.

Hon. Oliver—Le ministre de l'Intérieur s'occupera à l'avenir du service de l'admission des immigrants, appartenant autrefois à l'Agriculture—5333; Gouvernement en pourparlers avec compagnies de navigation pour que celles-ci capturent à leurs frais les rats-de-cale, si on leur en donne le pouvoir—5333.

Art. 3—5335.

Hon. Oliver—La loi projetée prescrit que du moment où une personne est reconnue par le ministre comme agent d'immigration, le ministre devient responsable de ses actes en cette qualité—5335.

Art. 4—Permettant au ministre d'établir des bureaux d'immigration où il veut et pour le temps qu'il veut—5335.

Hon. M. Foster—Pouvoir trop étendu pour le ministre—5335; il y a trop d'agences actuellement—5336; une fois une agence établie il faut payer et le Parlement n'a plus rien à dire—5336; le ministre est bien responsable au Parlement, mais, en pratique, il l'est à son parti d'abord—5336.

M. R. L. Borden—Demande que le Gouverneur en conseil ait seul le droit d'établir de nouveaux bureaux d'immigration—5336.

Hon. Oliver—N'a pas d'opposition à ce changement—5336; de fait, la loi a pour objet de réglementer l'immigration et de la restreindre plutôt que de l'étendre—5336.

Art. 5 et 6—Relative aux nominations de fonctionnaires—5339.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Foster—Désire savoir si judiciairement l'expression "peut nommer" veut dire "doit nommer"—5341.

M. Henderson—Se plaint qu'il n'y ait pas de ministre avocat pour seconder le ministre de l'Intérieur dans la discussion de son bill—5341; tous les ministres devraient se tenir à la disposition de la Chambre—5342.

Hon. Fielding—Les ministres n'ont pas que leurs devoirs parlementaires à remplir—5342; ils ont aussi des travaux internes aussi avantageux pour le pays—5342.

Hon. Oliver—Considère que "peut nommer" est facultatif—5343; si le Gouverneur en conseil ne nomme pas, le ministre nommera—5343.

M. Guthrie—On veut évidemment différencier la nomination des employés en chef des employés subalternes, donner la première au Gouverneur en conseil et la seconde au ministre—5343.

M. R. L. Borden—Propose d'ajouter amendement laissant au Gouverneur en conseil le pouvoir de nommer les fonctionnaires qu'il décidera—5344; adopté—5344.

Art. 7—Fonctionnaires secondaires à nommer en cas d'urgence—5344.

Hon. Foster—Le Gouverneur en conseil peut nommer tous les fonctionnaires nécessaires, le ministre aussi, les agents aussi—5344.

M. Monk—Il se peut que les employés voient urgence lorsqu'il il n'y en aura pas—5347; il vaudrait mieux que l'agent fût mis en mesure d'agir sans y être autorisé législativement—5347.

Hon. Oliver—Le seul objet est de confirmer la responsabilité du ministre dans ce que fait son agent—5348.

M. Ames—Propose d'ajouter un article limitant la durée d'emploi des fonctionnaires subalternes ainsi nommés, par exemple, limiter à vingt-quatre heures—5349.

Hon. Oliver—Accepte, en disant quarante-huit heures—5350; ajoute: "cet emploi ne durera pas plus de quarante-huit heures, sans la sanction du ministre"—5350; adopté—5350.

Hon. Oliver—Propose nouvelle rédaction d'article 6 au sujet d'employés secondaires, non désignés comme nommés par le Gouverneur en conseil, adopté—5350.

Art. 11—Permettant d'imposer par règlement paiement d'une taxe de \$2 sur immigrant venant par navire, ou par chemin de fer, avec remboursement pour immigrant en transit—5350.

Hon. Foster—Se plaint qu'un règlement de ce genre atteindrait les immigrants britanniques—5351; il ne faut pas laisser au Gouvernement le soin de décider cette importante question par règlement—5351.

Hon. Oliver—Ce pouvoir existe depuis nombre d'années—5352.

M. U. Wilson—Voudrait une taxe de \$5, comme aux Etats-Unis, au lieu de \$2—5352.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. R. L. Borden—La loi américaine nouvelle exempte le Canada, le moins que l'on pourrait faire serait de rendre aux Etats-Unis la pareille—5352.
- Hon. Oliver—Les Etats-Unis ayant imposé une lourde taxe qui va détourner vers le Canada la partie de l'immigration la moins riche, le Canada veut avoir comme arme cette taxe de \$2 pour se protéger—5353.
- Reprise—5361.
- Hon. Oliver—Propose ajouter amendement exemptant les passagers de première classe et les Canadiens venant au pays—5361.
- M. Lennox—Se plaint que le bill soit négligemment rédigé—5362.
- M. Clarke—Est en faveur de la taxe—5362; mais en conséquence, il faut réduire les crédits de l'immigration—5362; il est inutile de faire de propagande si nous devons taxer les immigrants qui viennent—5363.
- M. Guthrie—Le pouvoir de taxer a toujours existé et n'a pas été appliqué—5363; il est inutile de le faire prescrire de nouveau—5363; si nous cessons de primer l'immigration, il sera toujours temps de réclamer ce pouvoir—5364.
- Hon. Oliver—Cette disposition est accessoire d'une politique d'immigration active—5364; le ministre a besoin d'une arme de défense en cas de nécessité—5364.
- M. German—Cette loi ne fonctionne pas avec succès aux Etats-Unis—5364; avec de la vigilance de la part des employés on peut parfaitement se protéger—5365.
- M. Monk—Plus les Etats-Unis ont augmenté la taxe, plus ils ont reçu d'immigrants—5365; les immigrants continueraient à venir au Canada, même si nous mettions obstacle à leur entrée—5366; désapprouve le principe de combler le pays quand même—5366.
- M. Ames—Croit le temps mal choisi pour demander un pouvoir de ce genre—5367; opposé à la taxe parce qu'elle pèsera indistinctement sur tout le monde—5367; propose d'attendre, pour discuter cette loi, que contrat de "N. A. Trading Co." ait pris fin—5368.
- M. German—Taxe américaine est odieuse—5368; demande bill soit remis à plus tard—5368.
- M. Osler—Cite cas particulier de l'effet vexatoire de la loi américaine—5368.
- M. Monk—La loi américaine a été imposée à bon escient—5369.
- M. W. Roche—La taxe de \$2 n'a pas amené plus de soin dans le choix des immigrants aux Etats-Unis—5370; l'examen à Halifax est aussi rigoureux pour les immigrants à destination du Canada que pour ceux à destination des Etats-Unis—5370; les malades de trachoma pénètrent aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada—5371.
- M. Sproule—Le défaut du système est le manque d'inspection des immigrants avant qu'ils s'embarquent pour le Canada—5371;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Sproule—*Suite.*
- la taxe de \$50 sur les Chinois ne les empêchait pas de venir, il a fallu l'augmenter—5371; on ne devrait cependant pas imposer la même taxe sur les immigrants britanniques ou français que sur les immigrants galiciens ou doukhobors—5372.
- Hon. Oliver—Le capitation ne s'appliquera pas à tout le monde—5372; ce n'est pas l'intention—5372; elle ne s'appliquerait pas aux immigrants pour lesquels nous payons des primes—5372; le Gouvernement prétendrait conserver sa discrétion—5373; c'est matière de rédaction de règlement—5373.
- M. Bickerdike—Insiste pour que l'inspection médicale se fasse de l'autre côté de l'océan—5374.
- Art. 11 réservé—5374.
- Art. 12—Relatif à l'observation du contrat passé par un immigrant et pour recouvrement des avances faites—5375.
- M. Monk—Cet article empêche sur les droits provinciaux, c'est matière de droit civil dans la province où s'établit l'immigrant—5375.
- Art. 13—Limitation du nombre d'immigrants par navires—5375.
- Hon. Oliver—Reproduction de l'ancienne loi—5375.
- M. W. Roche—Un passager par deux tonneaux de jauge brute, c'est exagéré—5376.
- Art. 16—Passagers quittant le navire avant d'arriver au port de débarquement—5378.
- Hon. Oliver—Il n'est pas payé de prime pour les immigrants ne se rendant pas à destination—5378.
- Art. 28—Passagers malades ne devant pas être débarqués—5379.
- M. Lennox—Demande que la surdité ne soit pas une cause d'empêchement au débarquement, adopté—5380.
- M. Monk—Il est bien difficile de se rendre compte de l'état mental des immigrants au moment du débarquement—5380; Shortis et Molloy avaient donné des signes de dérangement avant de s'embarquer pour le Canada—5380.
- Hon. Oliver—Une disposition dans le bill statue sur le cas des immigrants qui dans les deux ans de leur débarquement au Canada donnent des signes de dérangement mental—5380.
- Art. 30—Interdisant débarquement au vagabonds, nécessiteux, etc.—5381.
- M. Monk—N'aime pas disposition qui permet le renvoi d'un immigrant en bonne santé, mais qui n'a pas d'argent au moment de son débarquement—5382.
- M. Lennox—Il serait odieux de légiférer qu'un immigrant peut être déporté parce que deux ans après son arrivée au Canada il a perdu tout son argent et est alors à la charge de la collectivité—5382; s'il remplit les conditions à son arrivée, on n'a pas le droit de le tenir deux ans en surveillance—5383.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Hon. Oliver—C'est le précédent américain—5384; le Gouvernement peut user de discrétion—5384; les Etats-Unis mettent trois ans—5384.
- M. Wright—Les autres pays ne seraient pas disposés à reprendre leurs nationaux au bout de trois ans de séjour à l'étranger—5384.
- M. Monk—Ils n'ont pas perdu leur nationalité—5384.
- Art. 31—Proscrivant l'entrée des criminels—5385.
- M. Monk—Il est bien difficile d'établir la criminalité antérieure—5385; beaucoup de criminels affluent ainsi à Montréal—5385; ils devraient être tenus de fournir un casier judiciaire de leur pays d'origine—5385.
- Art. 32—Permettant au Gouverneur en conseil d'interdire par simple décret le débarquement au Canada de toute catégorie donnée d'immigrants—5385.
- Hon. Oliver—Disposition nouvelle—5385; surtout pour empêcher débarquement de bohémiens nomades—5386.
- M. Guthrie—Propose d'ajouter que les compagnies de transport devront d'abord, dans un certain délai préalable, être informées du décret—5386; amendé, adopté—5386.
- Art. 34—Déportation aux frais des compagnies—5387.
- Hon. Oliver—Au cas où un immigrant passant aux Etats-Unis par voie du Canada est ensuite renvoyé de ce pays en un point quelconque, le Canada devra payer sa déportation s'il tient à s'en débarrasser—5388.
- Art. 35—Pour déportation d'indigent aux frais des municipalités où ils sont tombés dans l'indigence—5388.
- M. Wright—C'est le fait de la politique d'immigration du Gouvernement: il n'y a pas de raison pour imposer une charge à la municipalité—5388.
- Hon. Oliver—On lui fournit le moyen de se débarrasser de sa charge—5388.
- M. R. Smith—Proteste contre la déportation de l'immigrant de bonne foi qui devient incapable de gagner sa vie—5388.
- Rayé—5388.
- M. Lennox—Un individu peut devenir criminel au Canada, nous n'avons pas le droit de le renvoyer pour cela—5389.
- M. Monk—Est en faveur de laisser la latitude au ministre—5389.
- Art. 42—Obligation pour les propriétaires d'hôtels et d'auberges d'afficher leurs prix, pas de réclamation pour pension au delà de \$5—5391.
- M. Lennox—Cet article empiète sur les droits provinciaux, c'est matière de contrat—5391; appliquez une amende—5391.
- Art. 46—Affichage des règlements d'immigration à bord des vaisseaux dans toutes les langues—5392.
- Hon. Oliver—L'article est trop général, propose de désigner les langues imposées—5392.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Articles relatifs aux amendes—Discutés, réduits et réservés—5393 à 5399.
- Reprise de la discussion.
- Hon. Oliver—Présente amendement à l'art. 2, exceptant passagers de 2e classe et Canadiens de naissance ou naturalisés, de la qualification d'immigrant—5542.
- Adopté—5542.
- Hon. Oliver—Propose rayer art. 11 et 12 relatifs à la taxe d'immigration—5543.
- M. U. Wilson—Insiste pour le maintien de la taxe—5543.
- Art. rayé—5543.
- Différents articles modifiés conformément à discussion en comité, adopté—5547.
- Art. 13—Relatif au nombre de passagers calculé sur le tonnage, réservé—5547.
- Hon. Oliver—Est prêt à insérer que ce sera un passager par tonne nette au lieu de tonne brute—5548.
- Bill rapporté, amendements lus 1re et 2e fois—5552.
- 3e lecture proposée—5670.
- Remise sur demande de M. Monk—5670.
- Reprise de la discussion—5699.
- M. Monk—Demande des règlements rigoureux pour empêcher un immigrant malade de prendre un passage de 2e et 1re classe pour éviter l'inspection—5700; la définition des pouvoirs du médecin chargé de l'inspection devrait faire l'objet d'un règlement et non de la loi—5700; demande qu'il soit dit explicitement que le Gouverneur en conseil nommera le médecin en chef—5701; demande que la mise en libération d'un immigrant détenu soit laissée au médecin seul—5701; cas de pression politique—5701; demande que le conseil d'enquête devant décider si un immigrant peut débarquer soit composé en majorité de médecins—5702; demande qu'il n'y ait appel qu'au médecin en chef seul—5702; soumet amendement—5702.
- Hon. Oliver—Demande une motion générale—5702.
- M. Monk—Propose que l'ordre pour troisième lecture soit rayé et que la Chambre se reforme en comité général—5703.
- Adopté—5703.
- En comité général—5704.
- M. Monk—Consent à donner au ministre la révision de l'appel des décisions du conseil d'enquête laissé au médecin en chef—5704.
- M. Bergeron—Insiste pour que les immigrants soient protégés contre les exploités—5704.
- Hon. Oliver—Le département fait une enquête—5705.
- M. Biekerdike—Insiste sur les avantages d'une inspection de l'autre côté de l'océan—5705; demande si le Gouvernement a étudié le prix—5705.
- Hon. Oliver—Le Gouvernement a le pouvoir de nommer des médecins de l'autre côté—5705; les dépenses seraient énormes—5705; promet d'étudier ce que font les Etats-Unis—5706.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5706.

Hon. Oliver—Soumet amendements passés par le Sénat—7317; amendement appliquant la loi aux immigrants venant par chemin de fer comme à ceux venant par bateau—7317; amendement prescrivant l'appel directement au ministre de la décision du commissaire hygiénique ou du commissaire d'immigration quant à l'admissibilité des immigrants, au lieu de par l'entremise du médecin en chef—7318; amendements lus 2e fois, adoptés—7318.

Sanctionné—7920.

## LOI DE L'INSPECTION DES GRAINS (AMENDEMENT).

Hon. Fisher—Dépose Bill (n° 207) relatif à l'inspection des grains—5752; 1re lecture—5752.

Hon. Fisher—Propose 2e lecture—6032; loi comporte une partie des points demandés par délégation présentée au comité d'agriculture par M. Lake—6032; ne s'appliquera qu'après prochaine récolte—6032; les autres points seront étudiés par la commission qui sera nommée après la session—6033; un crédit est demandé à cette fin—6033; article premier légalise le certificat des wagons signés par l'inspecteur en chef au lieu des certificats signés par l'inspecteur qui a visité les wagons—6035; art. 2 crée une nouvelle variété "blé d'hiver rouge d'Alberta"—6033; art. 3 supprime la classification de "blé extra dur du Manitoba"—6034; ce blé ne se produit nulle part ailleurs et recule d'un rang les autres blés du Manitoba, la classification est inutile—6034; à l'avenir il entrera plus de blé extra de Manitoba dans la classe du n° 1 dur du Manitoba—6034; tout le monde a été d'accord sur les points intéressants dans ce bill—6035.

M. T. Greenway—Expose l'importance de la culture du blé de l'ouest—6036; 125 millions de minots cet automne—6036; les résolutions de la législature de Saskatchewan—6037; le type adopté pour le Canada est trop élevé—6037; aux Etats-Unis le type est moins élevé et le Dakota de cette façon passe pour produire plus de blé dur que la Saskatchewan—6037; il faudrait un port d'expédition à Winnipeg où se ferait toute l'année l'examen du blé—6039.

M. S. Hughes—La diminution du volume du blé n° 1 est due au mélange aux éleveurs—6041; et aussi à la température—6042; au désir des acheteurs d'avoir la meilleure qualité de grain possible dans chacune des classes—6042.

2e lecture passée—6042.

En comité—6042.

Art. 2—Blé rouge d'Alberta—6043.

M. Armstrong—Se plaint qu'on fasse de la réclame à l'Alberta aux dépens de la Saskatchewan—6043.

M. S. McCarthy—Remercie M. Armstrong de sa sollicitude pour Saskatchewan—6043; l'historique de la culture du blé dans Alberta—6043; approuvé le ministre de l'Agriculture d'avoir adopté le nom de blé

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. M. S. McCarthy—*Suite.*

rouge d'Alberta—6044; résolution de l'association des cultivateurs de Cardstone—6044; opinion de la chambre de commerce de Chicago—6045; remercie le ministre de l'Agriculture du choix du nom—6046.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6050.

Sanctionné—7919.

## LOI D'INTERPRETATION (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 171) pour modifier la loi d'interprétation—4002; rapport du sous-ministre de la Justice exposant les raisons—4002.

1re lecture—4002.

2e lecture—5692.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5692.

Sanctionné—7918.

## LOI DES JUGES DES TRIBUNAUX PROVINCIAUX (AMENDEMENT).

Hon. C. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 3) pour modifier la loi sur les juges de tribunaux provinciaux—1135; pour remédier à une omission dans la loi de l'année précédente quant aux frais de déplacement des juges des cours de comté—1135.

1re lecture—1135.

2e lecture—1820.

En comité—1820.

Art. 1er—1820.

M. Galliher—Dans la Colombie-Anglaise, les dépenses réelles des juges de comté dépassent le maximum fixé—1821.

Hon. Fitzpatrick—L'objet de la loi est de faire disparaître la limite—1821.

M. Monk—Se plaint que les juges venant sur l'appel du juge en chef pour siéger hors de leur district sont encore tenus de produire un certificat du juge en chef qu'ils ont siégé—1821; leur lettre d'appel devrait suffire—1821.

Hon. Fitzpatrick—C'est une coutume établie—1821.

M. Fowler—Voudrait savoir pourquoi les juges des cours de district d'Ontario reçoivent une allocation additionnelle—1822.

M. Sproule—Ces juges sont obligés de voyager dans les districts nouveaux—1822; ils reçoivent \$500; cette allocation a été omise dans la loi l'année dernière—1822.

M. Boyce—Cette indemnité est justifiée—1822; ces juges ont la même juridiction que les juges de haute cour et leurs dépenses sont beaucoup plus fortes—1822; il est injuste de les mettre sur le même pied quant aux frais de voyage—1822.

M. Fowler—L'allocation est inutile—1822; il y a trop de juges de comté dans la province—1822; un seul gagne son salaire par comté—1822.

M. L. McCarthy—L'omission commise prive virtuellement les juges de district de l'augmentation qu'on jugeait à propos de leur donner l'année dernière—1823.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Fowler—Les juges de la cour suprême des provinces ont aussi perdu leur allocation—1823; considère que \$3,000 est un salaire plus élevé que la moyenne des revenus d'un avocat même dans Ontario—1823.
- M. Boyce—Si l'on admet que les fonctions des juges de district sont aussi importantes que celles des juges de comté on leur doit cette allocation—1824.
- M. A. C. Macdonell—L'allocation de \$500 couvre à peine les dépenses de voyage—1824; ce bill répare une omission et est juste—1824.
- M. Fowler—Les juges ne dépensent pas en frais de voyage la moitié de ce chiffre—1824.
- M. Ingram—Considère qu'on ne fait que rendre justice aux juges de district—1824; les juges de comté sont trop nombreux—1824; dans le comté d'Elgin un des deux juges s'occupe uniquement à jouer au golf et au curling—1825.
- Sir W. Laurier—S'il y a trop de juges de comté dans Ontario, c'est au gouvernement provincial d'en diminuer le nombre—1825.
- Hon. Fitzpatrick—Les juges de comté d'Ontario reçoivent encore des honoraires pour les procédures devant la cour de subrogation—1826.
- M. Monk—Un grave oubli a été fait au sujet des juges de la cour de circuit de Montréal qui n'ont pas obtenu d'augmentation—1826; ils sont occupés d'un bout de l'année à l'autre—1826; le nombre des juges de la province de Québec est insuffisant—1826.
- Hon. Fitzpatrick—La juridiction d'une cour de circuit à Montréal n'est pas aussi étendue que celle d'un juge de comté d'Ontario et le traitement est le même—1828.
- M. Fowler—On a supprimé les allocations aux juges de comté du Nouveau-Brunswick et pourtant ceux-ci ne touchent pas d'honoraires comme les juges d'Ontario—1829.
- M. A. C. Macdonell—On pourrait faire valser deux ou trois Nouveau-Brunswick dans un seul district comme Algoma—1830; les honoraires de subrogation sont payés par le gouvernement provincial—1830.
- M. Fowler—Le Nouveau-Brunswick compte par la qualité, non par la quantité—1830. Art. 2—1831.
- Hon. Fitzpatrick—Demande ratification du paiement fait pour 1905, de l'excès des dépenses de déplacement réelles des juges du Manitoba et la Colombie-Anglaise sur l'allocation épuisée—1831; à l'avenir, la loi suivra son cours—1832; les juges du Manitoba devraient recevoir une augmentation de traitement—1832.
- Bill rapporté—1832.
- Lu 3e fois et adopté—1832.
- Sanctionné—4470.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DES MARQUES DES COLIS DE FRUITS (AMENDEMENT).

- Hon. S. Fisher—Dépose Bill (n° 101) tendant à modifier la loi de 1901, sur les marques des colis de fruits—1415; la loi de 1901 a donné beaucoup de satisfaction—1415; changement et progrès dans commerce de fruits nécessitent dispositions nouvelles—1415; convention des horticulteurs-fruiliers à Ottawa—1415; reconnu utile de remplacer les marques "X" par chiffres arabes—1416; trop facile ajouter un X—1416; création de la marque "fancy"—1416; définition—1416; l'inspecteur prévient l'emballeur dans un délai de 24 heures qu'il a marqué colis "faussement marqués"—1417.
- 1re lecture du bill—1417.
- 2e lecture—2221.
- En comité—2221.
- Hon. Haggart—Demande que le bill soit remis à cause de l'absence de M. E. D. Smith, intéressé dans le bill—2222.
- M. Piché—Demande remise également parce que amendements—2221.
- Hon. Fisher—Propose que le bill soit examiné article par article avec promesse que la Chambre siègera encore en comité sur ce bill—2222.
- Hon. Fisher—La première loi était très modérée—2223; ces modifications la rendent un peu plus sévère—2223; elles reproduisent point par point les propositions de la Convention des arboriculteurs—2223; les changements proviennent du rédacteur des lois—2223.
- M. Henderson—Approuve la description de la qualité de "luxe"—2224; sous les nos 1 et 2 on ne devrait embariller que des fruits absolument sains—2224; c'est une fraude envers l'acheteur que d'admettre sous ce titre 10 pour 100 de pommes ayant des défauts—2225; d'ailleurs le producteur y perd, la présence de pommes gâtées peut pourrir tout le baril—2225; les désignations de "luxe", "1" et "2" devraient s'appliquer seulement à des fruits rigoureusement sains—2225; n° 3 s'appliquerait à pommes tachées—2225; aucun exportateur n'a intérêt que l'on puisse exporter autre chose que fruits sains—2225.
- Hon. Fisher—Restreindre l'exportation aux fruits absolument sains serait réduire de moitié l'exportation de fruits du Canada—2226; les expéditeurs désirent une désignation plus claire des qualités—2226; nous ne pouvons pas cultiver uniquement des fruits de luxe—2227; il faut trouver un débouché pour les fruits ayant quelques défauts—2227; la modification apportée à la loi satisfera le commerce et répondra au désir des arboriculteurs—2228.
- M. Henderson—La réduction dans nos exportations ne dépasserait pas 10 pour 100, si l'on n'acceptait que des pommes saines sauf dans la 3e catégorie—2229; il vaut mieux pour un arboriculteur n'expédier que peu de fruits, mais de première qua-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Henderson—*Suite.*

lité—2229; accepte les définitions du congrès d'arboriculture si le ministre de l'Agriculture ne les a pas modifiées—2230; on pourrait utiliser au pays pour certains usages les fruits qui ne peuvent pas être expédiés comme absolument sains—2231.

M. Lancaster—La loi ne s'applique pas seulement aux pommes, mais à tous les fruits vendus en colis fermés—2234; demande l'interprétation du terme "grosneur normale" et "grosneur moyenne"—2235; certains fruits d'une espèce sont plus petits dans certaines régions et n'en sont que plus succulents—2235; M. McKinnon, avocat-inspecteur—2235; les tracasseries font tort au commerce au lieu de l'aider et le soutenir—2236.

M. M. S. Schell—Ce sont surtout les horticulteurs de la Colombie-Anglaise qui pourrissent embariller ces catégories de luxe—2236; les horticulteurs d'Ontario ont bien du mal à recueillir des n° 1—2236; il n'y aura pas dans Ontario beaucoup de pommes marquées de "luxe"—2237; la question de grosneur doit être laissée au jugement de l'importateur—2237; on ne doit pas songer à expédier du Canada des pommes de qualité inférieure au n° 2 si élevée que soit cette qualité—2238; le silence de la loi permettrait autrefois aux expéditeurs sans scrupule d'expédier des pommes de rebut sous couvert du n° 2—2238.

M. Sproule—La classification devrait dépendre de la qualité générale des fruits cultivés dans un district en particulier—2240.

Discussion reprise—2240.

M. Armstrong—Propose un amendement à art. 4 pour que la qualité soit marquée en deux endroits en plus de l'extrémité, afin d'être visible une fois le colis ouvert—2240; pour protéger le public contre l'indécatesse des marchands détailliers—2241.

Hon. Fisher—Les emballageurs et négociants auxquels cette demande a été soumise la voient d'un mauvais œil—2242; à la convention la discussion en a été ajournée—2242; ce serait créer des embarras inutiles—2243; un amendement a été ajouté pour permettre de mettre le nom d'une compagnie aussi bien que celui d'un individu—2243; propose que le comité lève sa séance et rapporte l'état de ses délibérations—2243.

M. Lancaster—Considère que c'est un délai trop long que celui de 24 heures pour prévenir un expéditeur que son colis a reçu la marque "marqué ou emballé d'une manière frauduleuse"—2243; voudrait réduire délai à 8 ou 10 heures—2244; on dispose des marchandises d'un individu à son insu—2244.

M. Armstrong—Considère qu'au lieu de prévenir le délinquant par lettre, l'inspecteur devrait le prévenir par télégramme—2245.

Hon. Fisher—Propose que l'amendement soit discuté quand le bill reviendra—2247.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Lancaster—Propose d'ajouter le mot "promptement" pour l'envoi de l'avis—2247.

Reprise du comité—2612.

M. Armstrong—Demande d'amender la loi en ajoutant que la qualité doit être marquée sur les deux bouts du baril et sur les deux côtés de la boîte—2613.

Hon. Fisher—La conférence pomologique a trouvé que ce serait trop exiger—2613.

Amendement retiré—2613.

Art. 1 adopté—2614.

M. Armstrong—La marque de "luxe" a été demandée par les horticulteurs de la Colombie-Anglaise seulement—2614; propose nouvelle description de la catégorie de "luxe"—2614.

Art. 2 adopté—2615.

Art. 3—2615.

M. Piché—La loi devrait s'appliquer aux fruits sauvages—2615; les commerçants et consommateurs de Montréal se plaignent que les colis de fruits sauvages contiennent des objets étrangers—2615; propose d'amender la loi de manière seulement que le vendeur de fruits sauvages soit tenu d'apposer son nom et son adresse sur le colis—2616.

Hon. Fisher—Il est bon de protéger le consommateur, mais il est bon de songer que les fruits sauvages sont recueillis par des enfants et des femmes et que les erreurs sont souvent involontaires—2616; désire avoir l'opinion de la Chambre—2617; on avait dû déjà renoncer à imposer aux fruits sauvages les mêmes dispositions qu'aux autres fruits—2617; il ne faut pas agir à la légère—2617.

M. J. Girard—Cet amendement causerait un dommage considérable à ceux qui font la cueillette des fruits sauvages—2618; laissons les commerçants se protéger eux-mêmes contre les vendeurs avec qui ils font affaire—2618; il n'y a pas de loi de cette nature obligeant de mettre ces indications sur les colis de fromage qui sont bien autrement importants—2618; les fruits sauvages devraient être exemptés de l'application de la loi—2619.

M. J. Bureau—L'effet de l'amendement serait de mettre les gens qui vivent de la cueillette des bluets dans l'impossibilité de continuer leur commerce—2619; le mauvais emballage n'est pas la faute de ceux qui font la cueillette, mais des commerçants de Montréal et d'ailleurs—2620.

M. Piché—A déjà adouci sa proposition après en avoir conféré avec M. Girard—2619; il s'agit simplement de pouvoir retrouver ceux qui vendent des cailloux pour des bluets—2620; il faut pouvoir atteindre ceux qui font les paquets—2620.

M. Girard—L'inspection des boîtes se fait déjà par un inspecteur municipal—2620; les exigences de la loi décourageraient ceux qui se livrent à cette industrie—2620; il n'y aurait pas plus de protection qu'avant—2621; demande que ce commerce soit laissé libre—2621.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Piché—On a tort de faire des appels à la sympathie, c'est une question d'affaires—2621; ceux qui paient ont le droit d'être protégés—2622; on reçoit à Montréal jusqu'à 60,000 boîtes d'une seule place—2622; est prêt à ne demander l'application de cette loi qu'en 1907 seulement—2622.
- Hon. Fisher—Explique comment se fait actuellement le commerce des bluets et quel serait l'effet de la loi—2624.
- Hon. Fielding—Importance du commerce des bluets en Nouvelle-Ecosse—2624; en voulant réglementer ce commerce, on causera bien des embarras—2624.
- M. B. B. Law—De Yarmouth, il a été envoyé \$50,000 de fruits sauvages à Boston—2625; personne ne se plaint sérieusement—2625; le mieux est souvent l'ennemi du bien—2625.
- M. Girard—N'a aucune objection qu'on appose une marque sur les boîtes si le commerçant veut s'en charger—2625; les frais d'inspection municipale à Roberval sont remboursés aux commerçants par une taxe de 2 centins par boîte payés par le producteur—2626; il est impossible que les gens emportent dans la savane ce qu'il faut pour marquer les boîtes—2626.
- M. J. A. Dubeau—On doit encourager et non entraver le commerce des bluets—2627; on ne doit pas surcharger le colon—2627.
- M. Loggie—Si on veut faire une loi relative aux fruits sauvages, on devrait faire une loi spéciale—2627.
- M. Taylor—Demande si la loi s'appliquerait aux atocas en baril?—2627.
- Hon. Fisher—Les atocas restent exemptés de la loi comme ils le sont actuellement—2627; l'amendement a une portée plus considérable qu'il ne paraît à première vue—2628; demande de retirer l'amendement—2628; espère que grâce aux informations fournies, des modifications pourront être apportées, sans déranger commerce—2628.
- M. Piché—Serait disposé à retirer son amendement si ministre promettait de préparer une législation s'appliquant aux fruits sauvages—2628; on essaie d'opposer les intérêts de la ville à ceux de la campagne—2628; si le ministre ne peut promettre de faire quelque chose, sera tenu de pousser son amendement—2628.
- Hon. Fisher—Ne peut permettre que d'étudier le moyen de remédier aux inconvénients signalés—2629; les agriculteurs ne demandent qu'à contenter les acheteurs de la ville—2629.
- M. Piché retire son amendement—2629.
- Bill rapporté, 3e lecture, adopté—2629.
- Sanctionné—7918.

## LOI DE LA MILICE (AMENDEMENT).

- Sir Frederick Borden—Dépose projet de loi (n° 201) modifiant la loi sur la milice, 1re lecture—5321.
- 2e lecture—5673.
- En comité—5673.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Sir F. Borden—Il s'agit de permettre à un officier impérial de servir dans la milice canadienne sans être obligé de prendre une commission canadienne *et vice versa*—5674.
- Hon. Tisdale—Il ne faut pas mettre un officier sous les ordres d'un autre officier de grade inférieur—5674.
- Bill rapporté, 3e lecture, adopté—5674.
- Sanctionné—7919.

## LOI MINIERE APPLICABLE AUX PLACERS DU YUKON.

- Hon. F. Oliver—Dépose Bill (n° 153) concernant l'exploitation des placers—2513; l'objet est de faire de la loi régissant l'exploitation des placers une loi statutaire à la place de règlements—2513; loi rédigée dans les termes donnés par un comité du conseil du Yukon—2513; répond au désir de la population—2513.
- 1re lecture—2513.
- 2e lecture—3500.
- M. R. L. Borden—Demande explications—3500.
- Hon. F. Oliver—Les changements dans la situation du Yukon depuis 1897 demandent méthodes nouvelles—3561; chaque région aurifère diffère des autres—3561; il faut maintenant des conditions définies et fixes—3502; population du Yukon préfère statut du Parlement aux règlements même identiques qui ne présentent pas même stabilité—3502; le conseil du Yukon a confié à une commission le soin de préparer un code minier—3502; c'est le code qui est soumis au Parlement—3503.
- M. R. L. Borden—Considère sage d'avoir une loi que seul le Parlement peut amender—3503; demande si les exploitants de mines ont été consultés—3503.
- Hon. Oliver—Demande à M. Thompson qu'il a rédigé le bill, de bien vouloir fournir des informations—3504.
- M. A. Thompson—Expose travail de la commission—3504; bill publié dans les journaux du Yukon—3504; distribué en brochures—3504.
- Art. 12—Premiers droits à la surface au propriétaire de la mine, réservé—3505.
- Art. 12—Dimensions des claims—3505.
- Art. 15—Enregistrement des claims, registraire temporaire—3506.
- Hon. Oliver—La rédaction est un peu obscure, mais les mineurs sont satisfaits—3507.
- Art. 21—Claims marqués par procuration—3508.
- Hon. Oliver—Explique le système du "grub stake"—3507; permet au découvreur pauvre d'obtenir de l'assistance pour tirer parti de son claim—3508.
- Art. 23—Cumul de concessions, réservé—3508.
- Art. 27—Réservé.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Art. 29—Imposant amende à celui qui retarde la demande de renouvellement de sa concession qui est demandée par un autre—3509; les frais à payer seront les frais réels—3510; celui qui usurpe un claim et y fait des dépenses, les fait à ses propres risques—3510.

Art. 31—Travaux par copropriétaires—3510.

M. Thompson—Si un copropriétaire ne fait pas sa part de travaux, ses droits seront donnés au copropriétaire qui a maintenu le titre en vigueur—3510.

Art. 37—Réservé—3510.

Art. 39—Droits à l'eau qui coule sur un claim—3510.

Sir W. Laurier—L'inspecteur minier reçoit une délégation de droits considérable—3511.

Hon. Oliver—Il est soumis au registraire en cas de différend—3511.

Art. 40—Relatif aux concessions d'eau, si l'eau est détournée pour traverser un claim—3512.

Hon. Oliver—Le bill ne crée pas de nouvelles situations, il règle des questions de fait, dont la contestation est du ressort des inspecteurs—3512.

Art. 60—Permettant aux mineurs de régler entre eux leurs désaccords—3514.

Art. 63—Permettant au commissaire de faire exploiter la propriété minière d'une personne aliénée ou décédée—3515.

M. R. L. Borden—Si la propriété était mal administrée, il y aurait peut-être recours contre le gouvernement du Yukon—3515.

Réservé—3515.

Art. 72 et 90—Donnant des pouvoirs quant à la division du territoire et l'établissement des routes, au commissaire du Yukon seul—3516.

M. R. L. Borden—Considère qu'il serait plus conforme à nos institutions de donner ces pouvoirs au commissaire en conseil—3516.

M. Thompson—Le conseil se réunit deux fois seulement par année—3517; dans l'intervalle, il serait bon que le commissaire eût le pouvoir d'agir—3517.

Article réservé—3517.

Reprise en comité—4915.

Hon. Foster—Veut savoir pourquoi cette loi s'applique seulement aux placers—4915.

Hon. Oliver—Parce que l'industrie du quartz pas encore suffisamment assise—4915.

M. Thompson—Propose plusieurs amendements—4915.

Hon. Oliver—Pour le règlement des difficultés propose un mode d'arbitrage qui aura force de loi s'il est accepté—4916.

Art. 12—Propose que le conseil, au lieu du commissaire, puisse délimiter les districts miniers—4917; adopté—4918.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—4918.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Oliver—Propose amendements du Sénat—7020; amendement tend à protéger droits acquis tant que les tribunaux n'ont pas décidé sur la validité de l'annulation des concessions—7021; amendement rendant acte applicable seulement 1er août au lieu 1er juillet—7021.

Amendements adoptés—7021.

Sanctionné—7821.

## LOI DES MONNAIES (AMENDEMENT).

Hon. Fielding—Dépose Bill (n° 195) tendant à modifier la loi sur les monnaies—5207; pour permettre de retirer monnaie d'argent effacée par l'usage—5208; impossible retirer pièces percées, ce serait encourager fraudes—5208.

1re lecture—5208.

2e lecture—5693.

En comité—5693.

M. Sproule—Regrette qu'on ne décrète pas le rachat des pièces mutilées—5693.

Hon. Fielding—Ceux qui les reçoivent sont dans le même cas que ceux qui reçoivent des billets faux—5693; il est étrange de constater qu'un grand nombre vont aux troncs d'église—5694.

M. Bergeron—En général ce sont les innocents qui paient pour les coupables—5694; le Gouvernement devrait trouver un moyen de nous débarrasser des pièces percées—5694.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5695.

Sanctionné—7918.

## LOI DE L'OBSERVANCE DU JOUR DU SEIGNEUR.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 12) provoqué par la décision du Conseil privé dans la cause du procureur général d'Ontario contre la compagnie de tramways de Hamilton, déclarant inconstitutionnelle la loi d'Ontario contre la profanation du dimanche—20; loi proscriit ventes, négoes, amusements, excursions—20; les lois provinciales restent en vigueur—20.

1re lecture—20.

Hon. Fitzpatrick—Propose 2e lecture—1046; ce bill n'a été guère lu ou compris par ceux qui le commentent—1046; bill n'a aucune tendance religieuse—1046; liberté religieuse consacrée par statut—1046; établir jour de repos, pour tous, pour permettre consacrer un jour au Créateur—1046; intérêts commerciaux à sauvegarder—1046; demandera renvoi à comité spécial—1046; bill tend à accentuer respect pour observance du repos dominical—1047; le bill tend à empêcher l'exploitation du public par organisateurs d'excursions—1047; service des bateaux traversiers maintenu—1047; jeux sont permis à titre d'amusements et non d'affaires—1047; exposé des clauses du bill—1047; maintien de la permission des ventes à la criée le dimanche—1048; on devra continuer de permettre de passer des actes notariés le dimanche—1048; le grain comptera au nombre des articles périssables dont le transport sera privi-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—*Suite.*

légié—1049; clause relative au tir à la cible—1050; lois provinciales si elles sont plus rigoureuses sont maintenues—1050; les ministres du clergé ont comme tous les citoyens leur mot à dire pour la confection des lois—1050; l'opinion de l'évêque de Cantorbery sur les devoirs des immigrants étrangers—1051.

2e lecture—1051.

Hon. Fitzpatrick—Propose renvoi à comité spécial—1051; motion adoptée—1051.

Hon. Fitzpatrick—Propose comité composé de : MM. Daniel, Ames, Pringle, Roche, Macdonnell, Piché, Smith (Nanaimo), Miller, Geoffrion, Macdonald (Pictou), Sinclair et Fitzpatrick—1250.

Hon. Foster—Demande si dans le bill la clause qui permet aux trains chargés de bétail de continuer leur route jusqu'à leur destination, ce mot veut dire la destination du train ou du chargement—1250; un chrétien même pour respecter le dimanche ne doit pas exposer des animaux à des privations et à des souffrances—1250.

Hon. Fitzpatrick—Le comité y pourvoira ainsi qu'à la manipulation des marchandises une fois arrivées à leur destination—1251.

Motion pour composition du comité adoptée—1251.

Bill en comité général—5759.

Hon. Foster—Demande qu'on donne à la Chambre une idée du bill—5760.

Hon. Aylesworth—Bill destiné à assurer l'observance du dimanche chrétien en Canada—5760; les préceptes chrétiens font la base des lois du Canada et de celles de l'empire britannique—5760; projet soumis est le résultat des délibérations du comité spécial—5761; le bill prohibe tout travail du dimanche, puis pourvoit aux exceptions—5761; le bill ne contient aucune proposition définitive quant aux transports, mais soumet trois projets—5761; la circulation des tramways n'est affectée nulle part en Canada—5762; tout le pays sauf une partie de Québec demande une loi de ce genre—5762; question hérissée de difficultés—5762; il a fallu compromis et concession—5762; le Gouvernement, jugeant qu'il s'acquitte d'un devoir envers le peuple, a fait de la mesure un projet de loi ministériel—5762; le Gouvernement prend toute la responsabilité du bill et demande à la Chambre de l'adopter—5762.

M. W. Roche—Demande que le président du comité indique différence entre bill proposé et bill adopté par comité spécial—5763.

M. Daniel—Explique que le bill n'a pas reçu la dernière touche à cause de la nécessité de le présenter avant départ du ministre de la Justice, l'hon. Fitzpatrick—5764; pense que la Chambre révisera les clauses relatives aux transports—5764.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. H. Bourassa—Au point de vue de la morale, est d'accord avec ministre de la Justice—5764; le jour que tous les chrétiens reconnaissent comme consacré à Dieu, doit être déclaré tel par les lois—5764; mais en droit le bill est défectueux—5765; il est dangereux de dire au peuple en principe vous ne serez pas libre, puis d'ajouter: mais vous serez libre en tel ou tel cas—5765; c'est un bill calqué sur des lois vieilles de trois cents ans—5765; il n'y a rien de plus dangereux que de commencer par une défense générale, puis de faire des exceptions—5765; le dimanche est bien observé dans toutes les provinces du Canada, mais tout le monde ne l'observe pas de la même façon—5766; la loi suppose d'abord que le Canada n'est pas un pays chrétien—5766; le premier bill, basé sur ce principe, en arrivait à empêcher une foule de travaux d'absolue nécessité, mais oubliés dans les exceptions—5766; le flottage du bois était omis—5766; jamais projet plus absurde n'a été déposé devant le parlement—5767; les journaux du dimanche—5767; le tir à la cible—5767; la loi et le service domestique—5768; la responsabilité morale des maîtres à l'égard des serviteurs—5768; il faut distinguer entre travaux nécessaires autorisés et travaux urgents que n'autorise pas la loi—5770; on a fait une exception pour la fabrication des produits chimiques, pourquoi ne pas la faire pour le flottage du bois—5770; les parcs publics sont plus dangereux au point de vue de la morale que des endroits surveillés comme le Parc Sohmer—5770; rien n'oblige ceux qui n'aiment pas ces distractions à en profiter—5771; l'article 12 qui autorise les perquisitions domiciliaires est absolument odieux—5771; et on appelle cela une loi chrétienne!—5772; George Brown et le travail des journaux le dimanche—5772; l'ivresse à Toronto, le dimanche—5772; absurdité de la loi quant aux journaux du dimanche—5773; n'admet pas qu'on accorde aux Israélites des privilèges dont ne jouissent pas d'autres membres de la société—5773; si le Canada est un pays chrétien on ne doit pas permettre de profaner le dimanche—5773; tout prêt à condamner tout chrétien qui force un Juif à travailler le samedi, mais ne veut pas qu'un Juif puisse forcer un chrétien à travailler le dimanche—5774; on impose des amendes à deux millions de catholiques pour des actes que leur conscience ne leur interdit pas—5774; on restreint leur liberté et l'on fait ensuite des concessions aux Juifs pour gagner leurs votes—5774.

Sir W. Laurier—M. Bourassa pas aussi logique que de coutume—5774; si l'observance du dimanche n'est pas basée sur l'obligation du repos, sur quoi pourrait-elle être basée—5775; logiquement il faut déclarer d'abord qu'il ne doit pas être fait d'œuvre servile le dimanche, puis pourvoir aux exceptions nécessitées par les changements depuis Moïse—5775; tel est l'objet de la loi—5775; il faut donner la sanction civile, la sanction de la loi positive à la loi morale et à la loi divine—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

5776; dans la loi, il n'y a aucune atteinte à la liberté des gens, chacun est libre d'agir à sa guise le jour du Seigneur, la seule obligation imposée est de ne pas travailler—5776; loi n'est pas surannée. tous les pays du monde en ont de ce genre—5776; avait toujours pensé qu'il valait mieux laisser légiférer sur ces sujets par les parlements provinciaux—5776; le Conseil privé a décidé que, seul, le parlement fédéral avait qualité pour édicter une loi convenable et efficace—5776; la Révolution française décréta l'abrogation de la loi relative au jour du Seigneur et n'eut certes pas à se féliciter de cet acte—5777; actuellement le Sénat français discute un projet de loi destiné à arriver à l'observance du jour du Seigneur comme en Angleterre—5777; la loi ne prescrit pas que pendant vingt-quatre heures le serviteur échappera à la surveillance du maître, mais elle lui assure un repos s'il est obligé de travailler le dimanche—5778; n'est pas satisfait de l'article 7 proscrivant l'entrée aux parcs où il y aura un paiement à faire—5778; article devra être modifié, le paiement d'entrée ne change rien à la moralité ou à l'utilité des parcs—5778; le principe secondaire du bill, tout aussi important que le premier est d'assurer aux travailleurs un jour de repos par semaine—5779; a consulté les chefs des communions chrétiennes sur les amusements à permettre—5779; les autorités ecclésiastiques ne considèrent pas que les distractions du parc Sohmer élèvent la moralité populaire—5780.

Art. 1er—5780.

M. Sproule—Est en faveur du bill—5780; n'admet pas l'exception en faveur des Juifs—5780; ce serait pousser beaucoup de gens à violer la loi—5780; les opinions de M. Bourassa sont celles de bien peu de gens—5781.

Hon. Aylesworth—Propose de modifier art. 1er en disant que loi provinciale veut dire loi passée par les provinces avant ou après l'entrée dans la confédération—5782.

Art. 2—Défense générale—5781.

M. A. Lavergne—On avait promis à la 1re et 2e lectures qu'il ne s'agissait que d'accorder un jour de repos par semaine aux ouvriers—5782; le bill est toute autre chose—5782; il suffisait d'amender le Code criminel pour punir celui qui forçait un ouvrier à travailler le dimanche—5782; la loi ne dit pas cela—5782; votera contre la loi parce qu'elle tend à un but autre que celui qui lui est assigné—5782.

M. C. Piché—Le Conseil privé a décidé que la loi provinciale d'Ontario était *ultra vires*, ce bill touche à des questions qui sont exclusivement du ressort des législatures provinciales—5782; le parlement fédéral a le droit de réglementer le commerce, mais pas de légiférer sur les droits civils—5783; si l'on reconnaît les lois provinciales antérieures, pourquoi ne pas reconnaître aussi les lois postérieures—5784; propose en amendement, secondé par M. Beauparlant, d'inclure dans l'exception

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. C. Piché—*Suite.*

proposée les lois provinciales passées maintenant ou qui le seront à l'avenir—5784.

M. Henderson—Les représentants de langue française ont le droit de s'exprimer en français, mais demande faveur d'entendre explications en anglais—5784.

M. R. L. Borden—Veut savoir pour qui on a fait certaines exceptions énoncées dans l'article en discussion—5785.

M. Aylesworth—Pour répondre à un état de chose existant dans la province de Québec seule—5786; certaines transactions passées le dimanche sont licites et valides par loi de Québec—5786; on ne veut pas faire de changement radical qui contrecarre les vues des citoyens de Québec—5786; on veut avoir l'appui moral de la population—5786; ligne de démarcation dans les droits civils difficile à établir—5786; le parlement fédéral légifère sur le vol qui est une question de propriété—5787; il est possible que la constitutionnalité de la loi soit attaquée mais alors, ce sera à ceux qui attaquent la loi d'obtenir les définitions nécessaires des pouvoirs réciproques—5787; la motion de M. Piché détruirait tout le bon effet du bill—5787; ce serait laisser toute la question en suspens pour l'avenir—5788.

M. Gallihier—Demande si on pourrait insérer une clause disant que la loi ne viendra pas en vigueur dans une province avant d'y avoir été adoptée—5788.

Hon. Aylesworth—Ce serait possible, mais unique et inopportun—5788.

M. R. L. Borden—Ceci existe déjà dans le bill Roddick—5788; ce n'est pas le bill du "Lord's Day Alliance", c'est le bill du Gouvernement—5788; on prétend respecter le vœu des provinces quand il y a législation passée c'est bien—5788; mais l'absence de législation est aussi une expression d'opinion qui devrait être respectée—5789.

Hon. Aylesworth—Le bill reconnaît l'état de chose existant, il ne touche qu'au champ laissé libre en faisant certaines autres exceptions—5789.

M. Bourassa—Beaucoup d'actes légaux actuellement dans les provinces deviennent illégaux par ce bill—5790; si les provinces ne les ont pas légalisés c'est qu'elles ne s'attendaient pas que ce bill serait adopté—5789; on ne peut pas fermer la porte à toute législation de secours—5789; l'amendement de M. Piché est un bon amendement—5789; il veut seulement protéger les droits qu'ont les provinces de légiférer dans les limites de leurs attributions—5790; ne permettrait pas de légaliser des choses défendues par le bill, mais d'en autoriser certaines qui ne figurent pas dans les exceptions—5791; la ratification d'avance des lois provinciales en ce qui concerne les chemins de fer est prescrite par art. 16—5791.

Hon. Aylesworth—Cette clause devra être revue—5791.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Conmee—Demande si les provinces ne pourront même plus amender les lois du dimanche qu'elles ont passées—5792.
- M. Daniel—Désire savoir si cet article a pour objet de rendre applicable une loi provinciale sur le dimanche qui, avant, était *ultra vires*—5792; la loi du Nouveau-Brunswick sur la profanation du dimanche—5792.
- Hon. Aylesworth—Donne lecture de la rédaction nouvelle, article 16—5792.
- Sir Wilfrid Laurier—La constitution de 1867 met les droits civils sous la juridiction des provinces, mais attribue la loi criminelle au pouvoir fédéral—5793; dans l'exercice de ces attributions, le pouvoir fédéral doit souvent empiéter sur les droits civils, art. 255 du Code criminel—5793; le libelle est une affaire civile, mais tombe aussi sous la juridiction criminelle—5794; le principe fondamental du bill est qu'on ne doit pas travailler le dimanche—5794; de ceci découle l'observance du dimanche—5794; il faut donner à la loi morale la consécration d'une loi positive—5794; les provinces n'ont pas des pouvoirs assez étendus—5794; dans les nouvelles provinces, les législatures n'auraient pas l'autorité morale nécessaire—5794; nous ne changeons rien à l'état de chose qui existe actuellement dans chaque province—5795; les nouvelles provinces n'auront pas d'exceptions qui leur seront propres—5795; les lois d'intérêt spécial ne sont pas visées dans l'exception en faveur de législation provinciale existante—5796.
- M. Piché—Dit que les arguments du premier ministre viennent à l'appui des siens—5796; les exemples cités sont des cas où la législation fédérale vient à l'appui de la législation provinciale pour confirmer des droits civils—5796; la loi actuelle crée un droit nouveau qui n'a jamais été reconnu, qui n'est ni naturel ni civil—5796; refuse retirer amendement—5797.
- M. Bourassa—Ne veut pas priver Ontario des avantages de cette législation si c'est son désir—5797; Québec ne veut pas qu'on déclare criminel ce que la conscience de ses citoyens leur permet de faire—5797; la loi a pris les provinces par surprise, on doit les remettre dans la position qu'elles auraient occupée si elles avaient su que cette loi devait être passée—5797.
- Amendement Piché rejeté sur division—5798.
- Art. 3—Exceptions—5798.
- M. Bickerdike—Propose d'insérer le mot "travaux d'urgence" parmi les travaux permis—5799; cet amendement rencontrerait beaucoup d'objections soulevées—5799; le bill ne sera jamais utile s'il n'est pas populaire—5799.
- M. Miller—Croît que le plus populaire serait de rejeter le bill complètement—5800.
- Hon. Aylesworth—Considère qu'en ajoutant le mot "urgence" on pourrait faire sous ce prétexte tout ce qui est défendu par art. 2—5800.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Henderson—S'étonne de toutes ces exceptions—5800; quant à lui aucun des travaux exceptés ne lui paraît être des travaux de nécessité ou d'humanité—5800; s'oppose à les déclarer tels par une loi—5800; le bill tend plutôt à favoriser le travail du dimanche qu'à l'interdire—5801.
- M. W. Roche—Lorsque le troisième commandement a été donné, il n'y avait ni chemins de fer ni steamers—5803; le repos dominical a été fait pour l'homme et non l'homme pour le repos dominical—5803; il ne faut pas une loi trop puritaine, cependant le mot "urgence" est un peu élastique—5804; soumet addition ayant trait au transport des voyageurs, marchandises et dépêches le dimanche—5804.
- M. Barr—Considère que le bill a été tellement inutile et permet tant de choses qu'on ferait aussi bien de le rejeter—5805; un cultivateur qui se fait aider par son garçon de ferme une heure ou deux le dimanche n'a jamais songé à lui accorder pour cela vingt-quatre heures de congé de plus—5805; nulle part on n'observe mieux le dimanche qu'au Canada—5805; c'est porter atteinte à nos bonnes coutumes que de permettre aux Juifs de travailler le dimanche—5806.
- M. l'Orateur-suppléant—Propose de prendre les clauses d'exception paragraphe par paragraphe—5806.
- Paragraphe a—5806.
- M. Piché—Fait constater que le terme "urgence" avait constamment existé dans la clause tant qu'elle était devant le comité—5806.
- M. Daniel—A été rayé à l'adoption finale—5807.
- Paragraphe d—5807.
- M. Johnston—Demande de compléter en autorisant "tout travail industriel ou autre"—5807.
- M. Ralph Smith—Pense que ceci est couvert par "travaux de nécessité" de l'art. 3—5807.
- M. Conmee—L'amendement est nécessaire, si l'on prétend que les travaux de nécessité ne comprennent que ceux qu'on ne pourrait pas aussi bien faire exécuter un autre jour de la semaine—5809.
- Amendement Johnston adopté—5809.
- M. Aylesworth—Propose de rayer les trois dernières lignes permettant les travaux assurant sans danger un travail de six jours consécutifs—5809.
- M. R. L. Borden—Du moment où l'on entre dans les exceptions, on ne saurait pas être trop précis—5810.
- Hon. Aylesworth—Propose insérer paragraphe (d 2) autorisant l'allumage et l'entretien des feux nécessaires à la protection des biens—5812; ceci permettrait de faire fonctionner tous les appareils de ventilation—5813; accepte d'ajouter "nécessaires à la protection des biens, de la vie ou de la santé"—5814.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Johnston—Demande que les trois lignes soient maintenues pour assurer qu'il n'y aura pas de chômage, ni d'empêchement pour les ouvriers de faire leurs six jours d'ouvrage—5815.
- M. Daniel—Personne ne s'est opposé à ces trois lignes—5815; on ne donne aucune bonne raison pour les supprimer—5815.
- Hon. Aylesworth—Le maintien des trois lignes en question permettrait aux compagnies de remettre au dimanche les travaux nécessaires pour le fonctionnement régulier de l'usine et d'éviter ainsi simplement les frais de les faire exécuter dans la semaine—5816.
- Hon. Fielding—Le dimanche deviendra le jour de réparations ordinaire—5819.
- M. R. Smith—Dans toutes les industries le dimanche est le jour des réparations—5819.
- M. Bourassa—Avec la nouvelle loi, on fera perdre aux ouvriers une demi-journée tous les lundis—5820.
- M. Miller—On peut dire que c'est plus commode de faire les réparations le dimanche, mais cela n'est pas nécessaire—5820.
- Paragraphe d, réservé—5837.
- Paragraphe d 2 ajouté, adopté—5837.
- Paragraphe e—5838.
- M. Ames—Propose d'ajouter transport d'air frais ou froid, pour installations frigorifiques—5838.
- Adopté—5838.
- Paragraphe g—Acheminement vers leur destination des trains et navires en route le dimanche—5839.
- M. Pringle—Insiste sur la définition du mot "destination", en langage de chemin de fer, veut dire point prochain de changement de locomotive et non destination des passagers et marchandises en marche—5839.
- Hon. Aylesworth—Les tribunaux interpréteront—5839.
- Hon. Foster—Il est absurde de légiférer sans savoir ce que signifient les mots employés—5840.
- M. A. Lavergne—Demande si un train pourra partir pour sa destination le dimanche—5846.
- M. Pringle—Propose amendement permettant l'acheminement des marchandises déposées sur des trains ou sur des navires en route jusqu'à leur lieu de destination le jour du dimanche—5847.
- Hon. Aylesworth—Le statut protège les employés qui pourraient être inquiétés pour avoir travaillé en vue de faciliter l'acheminement des voyageurs le dimanche—5848; proposera d'ajouter à la fin du bill une disposition prescrivant que la commission des chemins de fer pourra permettre la circulation des trains le dimanche quand elle le jugera à propos—5848.
- M. Barker—Approuve rédaction d'amendement Pringle—5849.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Hon. Aylesworth—La Chambre est libre d'adopter cet amendement, mais il ne concorde pas avec l'esprit de la loi—5850; vaut mieux laisser question à la commission des chemins de fer—5850; le comité a décidé qu'il ne s'agissait pas d'acheminement de marchandises à destination, mais d'acheminement de trains, le Gouvernement doit s'en tenir aux conclusions du comité—5850.
- M. Miller—Si on veut amender le bill parce qu'il va déranger certain trafic ou causer des embarras monétaires à certaines personnes, il vaut autant abandonner tout le bill—5851; les règlements américains surmontent la difficulté, "Chicago and Northwestern Railway"—5851.
- M. Schaffner—Le comité a lui-même fait changer point divisionnaire en point de destination—5853; il n'avait donc pas l'intention que lui attribue le ministre de la Justice—5853.
- M. Daniel—On a renoncé dans le comité à arrêter les trains aux points divisionnaires le samedi soir à cause de l'encombrement qui résulterait—5854; lettre du Michigan Central—5854; l'intention du comité a été de laisser les trains continuer à la vraie destination des marchandises—5856.
- M. R. Smith—La destination d'un train de marchandises est celle des marchandises qu'il porte—5856.
- M. D. Ross—Si la loi passe, les marchandises canadiennes de l'ouest cesseront de prendre le chemin de fer Canadien du Pacifique et iront par les lignes américaines pour éviter ces entraves, alors il est inutile de s'inquiéter des effets de la loi—5859.
- M. Herron—Demande si l'on fait une distinction entre les articles périssables et le bétail sur pied—5859.
- M. Carvell—Si on adopte l'amendement de M. Pringle, aussi bien dire que la loi du dimanche ne s'appliquera pas aux chemins de fer—5859; il n'y a aucune raison pour qu'on n'oblige pas les compagnies de chemin de fer à remodeler leurs méthodes—5860.
- M. S. McCarthy—Si le mot destination veut dire point divisionnaire, les trains s'arrêteront là le samedi, les employés seront obligés d'y passer le dimanche sans avoir de train pour aller chez eux—5861.
- M. Jackson—L'article qui permet de soigner les bestiaux à bord des trains le dimanche est absurde, il permet de faire une chose dont l'omission serait criminelle—5862.
- M. Pringle—Démontre que sa motion réalise les vœux de l'Alliance—5864; rapport des délibérations de l'Alliance—5864; conclusions de M. Shearer—5866.
- Hon. Aylesworth—Il faut prendre les textes tels qu'ils sont—5866; si on veut que les marchandises s'acheminent à destination le dimanche et qu'on forme les trains nécessaires à cet effet, il faut passer l'amendement—5866; en le repoussant, on permet seulement les trains directs—5866.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Guthrie—Les éleveurs de Guelph sont satisfaits—5867; du moment où l'on peut soigner les animaux, le retard ne les gêne pas—5897.

Amendement Pringle rejeté—5867.

M. A. Lavergne—Dans une partie de la province de Québec on est privé de trains pendant deux jours par semaine, maintenant on sera privé pendant quatre jours—5868; propose amendement permettant la circulation des trains de voyageurs le dimanche—5868.

Amendement Lavergne rejeté—5868.

Paragraphe j—Relatif aux équipes de garage—5868.

M. Jackson—Proteste contre cet article immobilisant les trains sur les quais pendant quatorze heures—5869; lettre de protestation de l'association des facteurs de trains d'Ontario—5870.

M. S. Hughes—Propose la radiation de la suppression de travail des équipes de garage de six heures du matin à 8 heures du soir le dimanche—5870.

Hon. Aylesworth—Cet amendement va priver les hommes d'équipe du repos du dimanche—5870.

M. R. L. Borden—Comment se fait-il qu'un article spécial leur assure un repos de 24 heures—5871.

M. Pringle—La rédaction du bill a été imposée au comité par MM. Shearer et Macpherson—5872; ils ont fait de leur mieux pour donner la rédaction la plus convenable qu'ils pouvaient—5872; cela n'enlève pas aux députés le droit d'interpréter cette rédaction—5872.

M. Miller—Eloge de M. Macpherson—5872; nie que MM. Macpherson et Shearer aient imposé leur rédaction au comité—5872.

M. Piché—Les membres de l'Alliance sont les seuls qui aient été autorisés à formuler des propositions—5873; on a refusé d'entendre les représentants des chemins de fer quand ils proposèrent une nouvelle conférence—5873; le ministre de la Justice a fait faire un rapport anticipé du bill—5873; le rapport du comité ne porte que sur une partie du bill—5873.

M. Henderson—L'Alliance a déclaré que ce bill était son œuvre, déclaration de son propre organe—5874.

M. W. Chisolm—Ce n'est pas seulement l'Alliance qui demande le bill—5874; pétitions des évêques, du public—5874; le mérite est partagé—5875.

M. Pringle—Rend toute justice aux auteurs du bill, mais s'oppose à l'insertion d'articles ayant une portée différente de l'intention du comité—5875.

M. A. Lavergne—L'article 6 interdisant les plaisirs du dimanche trahit la main de l'Alliance—5875.

Paragraphe k—Relatif au déchargement des navires d'outre-mer—5875.

M. Conmee—Demande d'inclure les navires des lacs, réservé—5876.

Réservé—5876.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Paragraphe l—Soins aux animaux arrivant le dimanche—5876.

Hon. Aylesworth—Propose d'ajouter le soin du lait, du beurre et du fromage—5876.

M. Bourassa—La loi ne dit pas qu'il sera permis de soigner ses propres animaux le dimanche—5877.

M. R. L. Borden—Est en faveur d'une législation sur l'observance du dimanche, mais considère la loi telle que rédigée inacceptable—5877; ainsi pour harnacher son propre cheval le dimanche ou le faire harnacher, on peut être passible d'amende—5877.

Hon. Aylesworth—Il faudra encore beaucoup de réflexion et d'étude pour trouver tout ce qui a été omis—5877; le bill pourra être modifié à une autre session—5878; proposera que l'application en soit remise à une date ultérieure—5878.

Hon. Paterson—Il ne faut pas oublier que le juge aura l'interprétation de la loi pour les cas qui ne sont pas couverts par les exceptions—5878.

M. S. Hughes—Le rév. M. Sparling a déclaré qu'une loi du dimanche émanant de ministres du culte serait toujours un insuccès—5879.

M. Pringle—Le bill doit être étudié non parce qu'il vient d'un ministre du culte, mais sur son propre mérite—5880.

M. R. Smith—Il n'y a pas ici de loi de M. Shearer, mais une loi du Gouvernement—5880.

Paragraphe n—Autorisant le louage de chevaux et voitures pour usage personnel—5880.

M. Sloan—Propose d'ajouter le louage de chaloupes et d'embarcations pour les régions où c'est le mode de locomotion—5880.

Réservé—5882.

Paragraphe o—Autorisant le travail après 8 heures du soir le dimanche pour préparer le journal du lundi—5882.

M. D. Ross—Propose supprimer la limitation d'heure, pour permettre au personnel de rédaction de faire son travail avant l'ouverture de l'atelier—5882; il faut au moins que la loi soit raisonnable si on veut qu'elle soit observée—5883.

M. R. Smith—Le comité a cru ces heures convenables, mais si un journaliste déclare qu'elles ne le sont pas, on devrait s'en rapporter à lui pour cela—5884.

Hon. Aylesworth—Les journaux du dimanche seront supprimés—5884.

M. Bourassa—Vous permettez les journaux du lundi qui demandent beaucoup plus de travail du dimanche que ceux du dimanche même—5884.

Amendement Ross rejeté—5884.

Paragraphe o, adopté—5884.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. A. Lavergne—Propose paragraphe oo permettant l'impression, la vente et la distribution des journaux avant six heures le dimanche matin—5884; les Canadiens-français ne sont peut-être pas aussi parfaits que les affiliés de la " Dominion Alliance "—5884; ils ne voient pas de mal à lire un journal le dimanche—5884.
- M. Bourassa—On avait promis que la loi n'atteindrait pas les journaux du dimanche—5885.
- Hon. Aylesworth—C'est pour l'uniformité, pour donner aux imprimeurs un jour de congé comme aux autres ouvriers—5885.
- M. Bourassa—Il n'y a pas d'uniformité, les journaux du lundi imposent plus de travail dominical que ceux du dimanche—5885.
- M. A. Lavergne—Cette loi est une prime à l'ennui et à l'ivrognerie—5885.
- M. Pringle—Demande un congé pour les demoiselles du téléphone—5886.
- M. Galliher—En Colombie-Anglaise quatre journaux paraissent le dimanche et pas le lundi—5887; cela cause moins de travail le dimanche—5887; demande un amendement permettant la publication de l'édition régulière du dimanche d'un journal quotidien—5887; cela empêcherait les éditions spéciales—5887.
- M. D. Ross—Toutes les propositions raisonnables au sujet de ce bill sont rejetées invariablement—5887; la publication des journaux le dimanche s'est faite depuis 1859, sans plainte de personne—5888; est prêt à approuver l'interdiction de la vente le dimanche par petits garçons—5888.
- M. Miller—Cite résolutions de ministres de la Colombie-Anglaise qui condamnent les journaux du dimanche—5888.
- M. D. Ross—Propose qu'on prohibe la publication de plus de six numéros par semaine—5890.
- Proposition Lavergne rejetée—5890.
- Paragraphe p—Relatif aux boulangers, supprimé, rentrant dans travaux nécessités—5890.
- Remplacé par article relatif au transport des postes—5890.
- Art. nouveau—Permettant tous travaux par personnes au service de l'Etat sur ordres d'un ministère ou du gouvernement—5890.
- M. R. L. Borden—Demande si la loi permet aux hôtels de fonctionner le dimanche—5890; si elle permet de louer une voiture qu'on ne conduit pas soi-même—5890.
- Art. 9—Relatif à la livraison de la glace et du lait et travail des domestiques—5892.
- Hon. Aylesworth—Propose supprimer la "glace," les marchands n'y tiennent pas—5892; propose d'ajouter travail "des gardiens"—5892.
- M. Daniel—La loi provinciale du Nouveau-Brunswick fait exception pour la glace—5893.
- Amendements Aylesworth adoptés—5893.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Discussion ajournée—5893.
- Discussion reprise—5897.
- Art. 3, paragraphe r, relatif à la circulation des tramways électriques—5897.
- Réservé sur demande hon. Aylesworth—5897.
- M. S. Hughes—Propose renvoi du bill au comité général pour l'amender en établissant le principe de la liberté individuelle et de la défense de mauvaises actions—5897; énumération—5898; rejeté, le comité général pouvant seulement en référer à la Chambre sans prendre initiative de loi—5898.
- M. Bourassa—Propose ajouter deux paragraphes permettant le dimanche le flottage des billots et la rentrée des récoltes—5898; on fait des exceptions pour les compagnies puissantes, pas pour cultivateurs—5898; on peut invoquer clause de nécessité, mais ne veut pas s'en rapporter au sens commun des juges—5898; refuser cet amendement serait tuer l'industrie forestière—5899; le flottage doit se faire sans interruption jusqu'à la fin du travail—5899; l'engrangement des récoltes peut ne pas être considéré comme de nécessité absolue, le cultivateur ne périrait pas de famine, mais subirait des pertes considérables—5900.
- Amendement réservé—5900.
- M. Louis Lavergne—Propose amendement permettant la récolte de la sève des érables; dans la saison; on ne peut pas attendre—5900.
- Amendement réservé—5900.
- M. Roche—Présente amendement permettant le fonctionnement des canaux de l'Etat—5901.
- Sir W. Laurier—Déjà pourvu par la loi—5901.
- Art. 3 réservé—5901.
- Art. 4—Imposant l'obligation d'un congé de 24 heures aux employés auxquels on fera faire certains travaux—5901.
- Hon. Aylesworth—Propose d'amender la clause en supprimant certains travaux dont l'accomplissement le dimanche devait d'abord être compensé par un congé—5901.
- M. Ralph Smith—Approuve cet article—5901; l'objet est de poser en principe que l'ouvrier ne travaillera que six jours par semaine—5902; cela ne peut pas déranger les industries, si l'ouvrier ne travaille que six jours il ne sera payé que six jours—5902; les membres du personnel des trains de chemin de fer ont approuvé cet article—5902.
- M. Pringle—Affirme que dans la forme actuelle du bill, il n'y a rien à tirer de cet article—5903; il est impraticable—5904.
- M. Tisdale—Les compagnies pourraient s'arranger pour éluder cet article—5904.
- M. Bourassa—Propose de changer la loi en donnant à l'ouvrier dans la semaine autant d'heures de repos qu'il aura fait d'heures de travail le dimanche—5904.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Miller—Explique comment la chose peut se faire—5905; les compagnies donnent déjà une compensation monétaire pour travail du dimanche—5905; témoignage McNicholls—5905; témoignage T. C. Coffin—5906; pétition de l'Association des télégraphistes de chemin de fer—5906; mémoire de la Fraternité des employés—5906; le seul moyen d'éviter les accidents est de donner aux employés un jour de repos sur sept—5907.
- M. Ames—On devrait amender le bill pour que les 24 heures de repos consécutives imposées puissent être, partiellement au moins, prises sur le dimanche—5908.
- M. Bourassa—Ces vingt-quatre heures de repos devraient être prises sur un jour ouvrable de la semaine—5908.
- M. Pringle—Détaille comment le comité en est arrivé à la rédaction de l'article 4—5909; l'article a été préparé hâtivement—5909.
- Sir W. Laurier—On dit vingt-quatre heures, mais en somme le temps de travail que cela compense est moins que cela—5909; si un patron fait travailler un ouvrier le dimanche, il n'est ni injuste ni déraisonnable qu'il acquière par là droit à vingt-quatre heures de repos—5910.
- M. Pringle—Propose que les 24 heures de repos puissent être prises dans les sept jours au lieu de dans les six jours—5910.
- M. Cockshutt—Cet article encouragera les gens à travailler le dimanche—5910; approuve idée Bourassa, autant d'heures de repos dans les six autres jours que d'heures de travail le dimanche—5910.
- Hon. Aylesworth—On pourrait prescrire que l'article ne s'appliquera pas à un travail plus court qu'une certaine durée—5911; le bill crée une pénalité pour le patron qui fait travailler le dimanche—5911; il tend à diminuer le travail du dimanche—5912.
- M. Bourassa—Il est absurde que l'ouvrier qui travaille une heure acquière droit à 24 heures de repos comme celui qui a travaillé 12—5912; ce bill a été imposé au parlement et au gouvernement par son manque de courage—5912; c'est une prime à tous les vices—5913; on ne rend pas le peuple vertueux avec des lois—5913; les gens qui ont signé les pétitions ne les ont pas lues—5913; ce n'est pas M. Shearer que le peuple tiendra responsable de cette loi—5913; si un député propose un amendement qui a du bon sens, on répond que M. Shearer n'en veut pas—5914; propose en amendement qu'on donne aux ouvriers autant d'heures de repos en semaine qu'ils auront travaillé le dimanche—5914.
- M. Conmee—Propose de donner un nombre d'heures de repos double des heures de travail du dimanche—5914.
- M. D. Ross—Cet amendement n'améliore pas les choses—5915.
- M. Ralph Smith—Les associations ouvrières ont demandé cet article—5915.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Galliher—Cet article est inapplicable aux hauts-fourneaux—5917; les hommes travaillent par relève, comment leur donnerez-vous 24 heures consécutives de repos—5917.
- Hon. Tisdale—Tout le monde se contredit dans cette discussion—5918; le mélange des articles 3 et 4 crée une confusion—5917; si l'employé fait un travail qui est illégal en vertu de l'art. 3, il ne pourra pas par l'art. 4 réclamer de son employeur les 24 heures de repos—5918; l'article devrait être étudié de nouveau—5918.
- M. R. Smith—Propose que le repos ne soit imposé que si le travail fait a dépassé 2 heures—5919.
- M. Pringle—Discute le cas des serre-freins—5920; cite témoignage du représentant de l'Union des employés de chemin de fer—5920.
- M. Aylesworth—Propose amendement à l'énumération des travaux atteints par art. 4, adopté—5921.
- M. Bourassa—Propose amendement donnant des heures de repos équivalentes aux heures de travail du dimanche—5921.
- M. Cockshutt—Approuve amendement sans endosser les observations de M. Bourassa—5922; rien dans le Nouveau Testament ne dit que nous devons nous abstenir de tout travail le dimanche—5922; nous dépensons toute notre religion le premier jour de la semaine et nous ne gardons rien pour le reste de la semaine—5923; on ne doit pas chercher à avoir un jour de repos au détriment de ce qui est bon, juste et vrai—5924.
- M. Ralph Smith—N'approuve pas amendement Bourassa—5924; l'article tel que rédigé protège le dimanche comme dimanche et il n'y a pas d'équivalence à établir avec un jour de semaine—5925.
- M. Pringle—N'accepte aucun des amendements—5925; on ne doit pas obliger un homme à perdre une journée dans la semaine parce qu'il aura travaillé un peu le dimanche—5925; la compensation devrait être facultative pour l'ouvrier—5925.
- M. Bourassa—Est prêt à accepter l'amendement de M. Smith combiné avec le sien—5925.
- Hon. Foster—Nous avons le droit de dire à un patron: vous n'obligerez pas un ouvrier à travailler le dimanche sans lui accorder ample compensation—5926; mais nous n'avons pas le droit de dire à un ouvrier, si vous travaillez quelques heures le dimanche, il vous sera défendu de travailler vos six jours complets dans la semaine—5926; pour ce qui est de la compensation raisonnable, on doit laisser patron et employé débattre la chose—5927; à ce point de vue l'amendement Bourassa est inacceptable—5927; cette loi, si elle est adoptée ne sera pas appliquée, elle est contraire au bon sens—5927.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—L'ouvrier dans son jour de repos pourra travailler pour d'autres—5928; la loi n'empêche pas le patron de permettre à l'ouvrier de travailler ses six jours ensuite, elle défend au patron de le faire travailler le dimanche sans lui permettre ensuite de se reposer 24 heures—5928; demande réserver article—5929.

M. A. Martin—C'est une prime à la violation du dimanche, l'employeur fera travailler son ouvrier le dimanche entier—5929.

Article réservé—5929.

Art. 5—Interdisant jeux et spectacles—5930.

M. A. Lavergne—Demande si jouer une partie de carte le dimanche tombera sous le coup de la loi?—5930.

Hon. Aylesworth—Oui, si c'est un jeu pour profit, prix ou récompense—5930.

M. Rivet—Les jeux se divisent en deux classes, ceux sauvegardés par permis des autorités municipales et les autres non contrôlés—5931; le bill prétend avoir pour objet d'interdire ceux-ci—5931; les autres fournissent aux classes ouvrières des récréations légitimes—5931; les parcs devraient être laissés ouverts—5931; historique du parc Sohmer—5932; se demande s'il est à propos d'intervenir—5932; le Parlement n'a pas le devoir d'intervenir dans la façon dont le citoyen peut jouir du repos que la loi lui assure—5932; les autorités municipales sont les meilleurs juges—5932; propose d'ajouter en amendement "à moins que ces spectacles ne soient autorisés par les autorités provinciales ou municipales"—5932.

M. Taylor—Propose un amendement supprimant la restriction en vertu de laquelle la prohibition s'applique seulement aux jeux "pour profit, prix ou récompense"—5932; surpris que les autorités religieuses aient permis de présenter un bill en vertu duquel des personnes pourraient assister à des spectacles et des jeux pouvu qu'il n'y ait pas de rétribution—5933; cette mesure est pire que celle qui exempte les Juifs de l'observance du dimanche—5933; les Juifs et le respect du sabbat—5934.

M. Verville—Demande si une fois le bill adopté on pourra respirer l'air frais le dimanche—5935; le nombre des crimes à Montréal a diminué depuis l'ouverture des parcs—5935; il n'y a aucun inconvénient à laisser le parc Sohmer ouvert à Montréal le dimanche—5935; le bill permet de faire travailler bien d'autres employés que ceux du parc Sohmer—5935.

M. Gallihier—Ne voit pas pourquoi un spectacle est plus condamnable parce qu'on paie une rétribution—5936.

M. Cockshutt—Demande si les conférences où l'on remet son obole rentrent sous le coup de la loi—5936.

Hon. Aylesworth—Non, si la contribution est volontaire—5936.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Kennedy—Revendique l'honneur des membres de la "Lord's Day Alliance"—5936; lit lettre pastorale de Mgr Bruchési—5937.

M. Lavergne—Ne se couvre pas du manteau de la religion pour exprimer son opinion en Chambre—5938; la "Lord's Day Alliance" n'a pas le droit d'imposer un bill à la Chambre et de défendre de le discuter—5938; n'est pas une des outilles de Mgr Bruchési—5938; curieuse combinaison d'épiscopat et d'Alliance—5938.

M. Bourassa—Prêt à se conformer aux enseignements de Mgr Bruchési en matière de foi et morale—5938; conserve son droit de législateur hors de ces limites—5938; approuve les paroles de Mgr Bruchési à l'égard des amusements—5938; demande qu'on applique les engagements pris de respecter les droits des provinces—5939; prêt à accepter l'amendement de M. Taylor pour Ontario, si on veut accepter celui de M. Rivet pour Québec—5939; Mgr Bruchési ne s'y opposera pas pourvu que les autorités provinciales puissent se conformer à son désir à l'égard des amusements à proscrire—5939; la "Lord's Day Alliance" voudrait imposer à tout le Canada son étiage moral—5940; l'amendement Rivet est conforme aux déclarations du premier ministre sur les droits des provinces—5940.

Sir W. Laurier—La discussion ne montre pas que la loi est absurde mais combien il est difficile aux hommes de s'élever au-dessus des préjugés pour le bien commun—5940; le bill tel que présenté a été soumis aux autorités religieuses et accepté—5940; cet article en particulier n'a pas été modifié et a donc été approuvé par les différentes églises—5940; la proposition contenue dans cet article n'est peut-être pas conforme aux notions protestantes, mais tout le monde ne peut pas insister sur sa livre de chair—5941; s'il y a une conception différente de la liberté dans Ontario et dans Québec, il faut que le gouvernement central intervienne, sans quoi ce sera l'anarchie—5941; l'année dernière, on lui jetait à la figure le nom de Mgr Sbarretti, cette année-ci, on lui lance celui de M. Shearer—5941; personne ne s'oppose à la loi du dimanche, mais chacun la voudrait à sa façon—5941; comment le dimanche est compris dans Québec—5942; le bill se contente de défendre les jeux pour prix ou rétributions, mais les différentes sectes pourront, si elles le veulent, les défendre complètement—5942; les autres provinces font ce sacrifice à Québec—5942; on demande d'ouvrir le parc Sohmer le dimanche, les gens qui travaillent là ont droit au repos du dimanche, c'est le principe du bill—5942; n'accepte aucun des deux amendements Rivet, ni Taylor—5943.

M. Piché—Les musiciens devraient bien avoir le droit de gagner leur vie le dimanche—5943.

M. Bourassa—Il est certaines questions sur lesquelles il faut laisser libres les différents groupes—5943; sinon on crée des

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

disensions irréparables—5943 ; il n'y a aucune disposition d'imposer à Ontario un dimanche qui ne lui convient pas—5944 ; regretterait de voir le nom du premier ministre sur une loi qui est la négation de toute liberté—5944 ; on peut donner une preuve sincère de son admiration, en refusant de se rendre au désir du plus grand des hommes—5944 ; comprend son devoir envers son chef en lui disant nettement sa pensée s'il le voit circonvenu par des influences contraires au bien public—5944 ; le Gouvernement ne peut pas se décharger de sa responsabilité en invoquant le nom de Mgr Sbaretti, pas plus que celui de M. Shearer—5945 ; en rejetant l'amendement Rivet c'est forcer les partisans libéraux à renier les principes du libéralisme—4945 ; consentirait à laisser entraver sa liberté si elle empiétait sur celle des autres—5945 ; mais impossible d'imposer une conception commune de certaines questions—5945 ; vous manquez au devoir, si, confiants dans le prestige d'un chef, vous laissez à vos successeurs politiques un héritage de discorde—5946 ; vous allez à l'encontre de tout principe libéral en repoussant un amendement qui laisse à chacun sa liberté d'action—5946 ; personne n'a prouvé que ceci soit contre le principe du bill—5946.

M. T. Martin—Le "Lord's Day Alliance" a 618 succursales et compte 100,000 chrétiens—5947 ; c'est à leur demande que le Gouvernement a eu le courage de présenter cet admirable projet de loi—5948 ; l'Alliance a fait beaucoup de chemin pour se concilier ceux qui ne partagent pas ses vues—5948 ; donne lecture d'un amendement sur les jeux qu'il aurait proposé, mais qu'il ne proposera pas—5948 ; l'article soumis supprime du dimanche seulement l'idée de lucre—5949.

M. Pringle—Grande sympathie pour le Gouvernement dans sa difficulté avec ses partisans—5950 ; le trésorier du parc Grimmsby demande l'exception au nom de la Conférence de Guelph—5950 ; le comité a fait de son mieux et n'a pas voulu faire d'exceptions—5951.

M. Guthrie—La loi n'est pas une loi de sainteté, elle n'introduit aucune pratique pieuse—5951 ; le Canada est un pays chrétien et ce titre lui impose le repos du septième jour, aussi défend-il de travailler ce jour-là—5952 ; le bill est le résultat d'un compromis que tous les gens bien pensant devraient accepter—5952.

M. A. Lavergne—Ce bill n'est pas chrétien—5952 ; il s'applique aux pauvres gens sans déranger les riches—5952 ; les riches pourront se livrer à tous leurs plaisirs et les pauvres seront privés de tout—5952 ; il n'y a de sacrifice à demander à personne—5952 ; que ceux qui ne veulent pas s'amuser ne s'amusing pas—5953 ; on respecte bien les croyances des Juifs qui veulent travailler le dimanche—5953.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Barr—Reconnait la pureté d'intentions du comité—5953 ; il n'a pas fait de distinction entre riche et pauvre—5953.

M. Mackenzie—L'attitude du premier ministre est la seule logique, sans quoi impossible de passer la loi fédérale—5954.

Amendements Rivet et Taylor rejetés—5954. Art. 6—Défendant excursions—5954.

M. Conmee—Demande que l'article soit réservé—5954 ; à quoi bon laisser aller aux parcs si on défend les voyages à prix réduits ?—5954.

Hon. Aylesworth—Le bill défend seulement les excursions en groupe, pas les trains à prix réduit—5955.

M. Pringle—Le comité avait mis "excursions organisées"—5956.

M. Aylesworth—Le mot "organisées" a été enlevé pour éviter toute discussion si après le départ, les excursionnistes se séparaient et prétendaient ne pas tomber sous le coup de la loi—5956.

M. Bergeron—Cette loi profitera aux avocats—5956 ; demande si les bateaux de l'île Sainte-Hélène et les trains de banlieue seront interdits—5956.

Hon. Aylesworth—Non—5957.

M. Pringle—Explique comment le mot "excursions organisées" avait été mis à la demande de M. Shearer—5958.

M. German—Cite l'article de la loi d'Ontario—5958.

M. R. L. Borden—Permettre les trains spéciaux du dimanche, c'est ouvrir la porte à tous les abus des excursions—5958.

M. Bourassa—Si le Gouvernement avait songé à mettre un terme à des scandales, il aurait dû interdire la vente des boissons enivrantes sur les trains et les bateaux—5959 ; la loi provinciale ne les atteint pas—5960.

Hon. Paterson—C'est un empiètement sur la liberté individuelle comme ceux déjà dénoncés—5960.

Sir W. Laurier—Le meilleur moyen de réglementer les excursions est de les supprimer—5962 ; jusqu'à présent, pas de plainte de tapage sur les bateaux du Saint-Laurent—5962.

Art. 7 réservé—5962.

Discussion reprise—6420.

Art. 9—Tir à la cible défendu quand il dérange le culte public, amendé par l'hon. M. Aylesworth—6420.

M. Beuparlant—Discute phraséologie—6421 ; la clause interdit de fait la chasse—6421 ; propose d'amender pour défendre de tirer sur objet inanimé—6422.

Hon. Aylesworth—Accepte, le seul objet est de défendre tir à la cible—6422.

M. A. Lavergne—On permet de tirer sur certaines choses, mais pas de faire le même bruit sur des cibles, c'est absurde—6422 ; propose radiation art. 9—6422.

Amendement Beuparlant accepté—6422.

M. R. L. Borden—Demande en vertu de quel principe le tir à la cible est défendu et la chasse permise—6423.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—L'article ne permet rien—6423.

Sir W. Laurier—L'opposition est plus scrupuleuse observatrice du dimanche que la "Lord's Day Alliance"—6425; on demande d'empêcher toute espèce de tir, pourquoi aller plus loin que ceux qui ont à cœur la rigoureuse observation du dimanche—6425.

M. R. L. Borden—On parle de ce bill comme si c'était un bill d'intérêt privé intéressant seulement quelques personnes qui en ont demandé l'adoption—6425; on doit respecter les membres de la "Dominion Alliance", plus que ne l'ont fait MM. Bourassa et Lavergne—6425; mais l'avis de ces messieurs ne libère pas les députés de leur responsabilité—6426.

Sir W. Laurier—Le bill a été adopté en principe par toute la députation—6426; la seule objection soulevée a eu trait aux restrictions apportées aux libertés du peuple—6426.

M. S. Hughes—Et pas assez au crime—6426.

M. Gallihier—Propose d'ajouter une clause disant explicitement que la chasse n'est pas défendue—6427.

M. Bourassa—N'ayant pas reçu l'inspiration des lumineuses intelligences extérieures qui ont préparé ce bill, s'en tient à ses propres lumières—6427; ne voit pas en quoi il puisse être agréable au Seigneur qu'on batte les vallées et les broussailles le dimanche—6427; le fond du bill paraît être de savoir si on sera vu ou si on ne sera pas vu—6428; l'hypocrite ira tirer dans le fourré au lieu de tirer à la cible—6428; le bill n'a pas été soumis aux représentants des dénominations chrétiennes—6428; on les a simplement informés de ce qu'en entendait faire—6428; n'a pas accepté le bill, pour sa part—6428; a protesté dès le premier jour—6428; 99 pour 100 de ceux qui ont signé des pétitions pour le bill ne les ont jamais lus—6428; ils ont été influencés par de fausses représentations—6428; dans aucune province la majorité n'approuvera la portée de ce bill—6429; les membres du Gouvernement ne savent pas eux-mêmes ce que le bill veut dire—6429; le Gouvernement reçoit ses inspirations de la "Lord's Day Alliance" et renonce à son libre arbitre—6429; la circulaire de l'Alliance déclare que ce bill est son propre bill—6429; les citoyens libres doivent être convaincus en conscience qu'il est impossible que le Parlement se laisse conduire par aucun corps d'hommes, soit religieux, soit civil, dans une affaire qui est entièrement du ressort de la Chambre—6430; l'article devrait être rayé en entier—6430.

M. Gallihier—Insiste sur son amendement pour déclarer que l'article ne s'applique pas à la chasse le dimanche—6433; de cette façon, on ne la déclare pas légale, mais on ne la défend pas—6433.

M. W. F. Maclean—Veut discuter le principe du bill, protestation—6433.

M. l'Orateur-suppléant—Décide qu'il faut s'en tenir à la discussion de l'art. 9—6435.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Le Gouvernement aurait d'abord dû discuter cette question avec les autorités provinciales—6436; on aurait dû s'adresser au pouvoir impérial pour restituer aux autorités provinciales la juridiction qui leur incombe sur l'observance du dimanche—6436; il y a divergence d'opinion à cet égard non seulement entre les provinces, mais encore entre les villes d'une même province—6436; toutes les fois qu'il y a malentendu en parlement, c'est quand le Gouvernement touche aux intérêts culturels et nationaux—6436; la question du repos dominical doit s'appuyer sur des raisons d'hygiène publique qui sont du domaine législatif provincial—6437; on devrait insérer une disposition disant que le bill ne viendra en force qu'après qu'on aura consulté les provinces—6439.

M. Monk—N'approuve point la teneur générale du bill—6439; on pourrait faire disparaître les inconvénients du tir à la cible auprès des églises par amendement au Code criminel—6439.

M. S. Hughes—Propose un amendement défendant toute espèce de tir sauf pour subsistance—6440.

Amendement rejeté—6440.

Amendement Lavergne, rayant l'article, rejeté—6440.

M. R. L. Borden—Propose amendement prohibant toute espèce de tir pour profit troublant service divin—6440.

Hon. Aylesworth—Le Conseil privé n'a pas déclaré que les provinces sont inhabiles à légiférer sur l'observance du dimanche—6444; il a déclaré que la législation particulièrement soumise empêtait sur le terrain du Code criminel et outrepassait les pouvoirs des législatures provinciales—6444.

M. R. L. Borden—Donne nouvelle rédaction d'amendement—6444; pour empêcher de se servir de fusil dans le but de lucre—6445.

M. Piché—Fait insérer "fusil ou engin semblable" pour spécifier ce qui est défendu—6445.

Hon. Emmerson—On peut chasser le dimanche dans toutes les provinces à l'exception de la Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Ontario où les règlements municipaux la prohibent—6445.

Art. modifié, adopté—6445.

Art. 10—Importation et vente des journaux le dimanche—6445.

M. Bourassa—Lit protestation du gérant du comptoir des journaux de l'Hôtel King Edward, Toronto—6446; demande s'il sera permis de vendre des timbres-poste dans les hôtels—6446.

M. German—Article devrait être supprimé—6446; empêcherait vente journaux sur trains venant des Etats-Unis—6447.

M. Bole—Croît que ce serait une bonne chose de prohiber l'entrée des journaux du dimanche des Etats-Unis—6447.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. A. Lavergne—Si ces journaux sont si mauvais, la douane peut les arrêter à la frontière—6447.
- M. S. Hughes—Il y a aux Etats-Unis d'excellents journaux du dimanche—6448; les journaux du dimanche en Angleterre ne le leur cèdent en rien au point de vue du scandale—6448.
- M. D. Ross—Cette mesure est la conséquence logique de l'absurde décision d'interdire au Canada la publication de journaux respectables du dimanche—6448.
- M. A. C. Macdonell—Ne voit pas pourquoi on interdit la vente des journaux du dimanche—6450; ce jour-là les bibliothèques sont fermées, il vaut pourtant mieux que le peuple lise—6450.
- M. Miller—Lit lettre Blackburn, gérant du "Free Press", de London, demandant interdiction vente journaux étrangers—6451.
- M. Verville—Du moment où l'on empêche d'avoir les journaux canadiens, qu'on interdise les journaux étrangers—6451.
- Hon. Aylesworth—La vente des timbres-poste ne relève pas de cet article—6451.
- Art. 10—Adopté—6451.
- Art. 11—Exemption pour les Juifs de l'interdiction du travail du dimanche—6452.
- M. Bourassa—Ne veut pas de privilèges spéciaux pour les Juifs ni pour aucune classe—6452; ne veut pas permettre aux Juifs d'empêcher les chrétiens d'observer le jour du Seigneur—6452; exemple—6453; amendement proposé: si une personne observe scrupuleusement un jour autre que le dimanche et s'interdit tout travail au négoce, elle pourra se livrer aux œuvres serviles le dimanche à condition de ne déranger personne et de ne pas faire de négoce ce jour-là—6453; les Juifs ne doivent pas se plaindre d'être opprimés par cette loi, le fils de ce pays-ci le sont bien—6454; proposition soumise protège l'Israélite sincère qui observe le sabbat, mais pas celui qui veut exploiter—6455; propose amendement à ajouter relatif à la façon de compter la durée du repos du sabbat—6455; n'est pas d'avis qu'on doive encourager la venue de Juifs au Canada—6455.
- M. G. Smith—99 pour 100 des électeurs d'Oxford-nord approuvent le bill—6455; la même proportion désapprouve l'article soumis par le Gouvernement au sujet des Juifs—6455; opinion Jeremy Bentham—6456; les Juifs sont au Canada des étrangers volontaires—6456; le Gouvernement a admis le principe que nous vivons en pays chrétien—6456; pourquoi nous en départir pour les Juifs—6457; céder, ce serait admettre que la queue conduit la tête—6457; demande suppression de l'article—6457.
- M. Bickerdike—On ne doit pas froisser les susceptibilités religieuses d'un groupe quelconque de Canadiens quant à l'observance du jour de repos—6458; il y a au Canada 45,000 Israélites—6458; défend les droits de la minorité adventiste—6458; accepte proposition Bourassa—6459.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Macdonell—Tient à l'article adopté par le comité—6459; les Juifs ont toujours évité tout scandale en travaillant le dimanche—6459; la loi d'Ontario ne les empêche pas de travailler le dimanche—6459; en Angleterre quand l'Israélite s'abstient de travailler le samedi, il peut travailler le dimanche—6461; l'empêchement de travailler le dimanche priverait les Juifs de 117 heures de travail par année—6462; la constitution américaine et les Juifs—6462; la loi américaine a la même base que l'art. 11 qui devrait être adopté intégralement—6462.
- M. Kennedy—La loi doit être uniforme—6462; si un Juif fait le tour du monde, où se trouve-t-il avec son septième jour en revenant à son point de départ—6463; on oblige bien les Mormons à respecter nos lois—6463; un Juif gagne autant d'argent en cinq jours qu'un chrétien en six—6463.
- M. Barr—Proposition Bourassa constitue amélioration sur art. 11, mais inacceptable—6464; que les Juifs se soumettent—6464; propose rayer art. 11—6464.
- Hon. Aylesworth—Le principe fondamental de ce bill est chrétien—6464; le Gouvernement en prend la responsabilité—6465; détails sont perfectibles—6465; art. 11 n'existait pas dans le bill soumis par ministre de la Justice—6465; les membres du Gouvernement ne sont pas unanimes à cet égard—6465; comme avocat, trouve la présence de cet article dans bill une anomalie—6465; si on fait une exception pour une classe, la même exception devrait être faite pour toute autre quel que soit le nombre—6466; de cette façon le but auquel tend le bill ne serait pas atteint—6466; ce que seraient devenues nos lois somptuaires, loi Scott, loi contre la bigamie, si on eût fait des exceptions—6466; les Juifs cependant ne sont pas des étrangers au Canada—6467; depuis 250 ans, depuis George II, les Juifs venant en Angleterre et aux colonies britanniques sont tenus d'observer le dimanche—6467; votera contre toute exception—6467.
- M. A. Lavergne—Les Juifs doivent être traités comme des Canadiens—6467; les catholiques vont être privés de leurs droits par la "Lord's Day Alliance", mais ils ne veulent pas priver les autres—6468; cependant, cet article doit protéger les minorités quel qu'en soit le nombre—6468; l'art. 11 du bill est le seul qui soit animé d'un esprit libéral—6468; l'amendement Bourassa le libéralise encore—6468; article du "Lord's Day Alliance Advocate"—6468; les amendements de M. Bourassa font disparaître inconvénients relevés par la "Lord's Day Alliance"—6469.
- M. Bristol—Les Juifs ont plus de droits maintenant en pays anglais qu'il y a 250 ans—6470; lord Beaconsfield ne serait jamais devenu premier ministre d'Angleterre il y a 200 ans—6470; lord Beaconsfield et le repos du dimanche—6472; accepte l'article parce que seuls les Juifs et les

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Bristol—*Suite.*

adventistes ont demandé l'exemption—6472; si d'autres sectes l'eussent demandée, on l'aurait accordée également—6472.

M. Comtee—Puisque ce privilège ne dérange personne, pourquoi ne pas l'accorder à cette minorité—6474.

M. Bergeron—C'est une règle posée par le premier ministre d'accepter les rapports des comités—6474; les Juifs de Montréal sont des gens paisibles et généreux, même envers les institutions catholiques—6474; ils travaillent maintenant le dimanche sans déranger personne, pourquoi ne pas laisser les choses comme elles sont—6475.

M. Blain—Est opposé à tout ce qui a trait à l'art. 11—6475.

M. Miller—Aucun précédent n'autorise à introduire cet article dans ce bill—6475; John Burns a déclaré qu'en Angleterre l'exemption pour les femmes et les enfants juifs, a causé plus de tracas qu'elle n'a fait de bien—6476; d'après le recensement de 1901, il y avait au Canada 16,401 Juifs—6476; les députés qui prêchent cette exception ont des électeurs juifs dans leur circonscription électorale—6476; la population et le clergé du pays sont opposés à l'art. 11—6477.

M. Piché—Cette clause est le seul travail du comité, le seul changement qu'on lui ait permis—6479; on veut maintenant détruire toute l'œuvre du comité—6479.

M. Devlin—Il n'y a aucune relation entre la position des Juifs et les Mormons—6479; le parlement du Canada n'a pas le droit de dicter un jour du sabbat contraire à la conscience d'un sujet britannique—6480.

M. Monk—N'est pas en faveur de l'exemption, mais c'est un pas vers la liberté civile et religieuse—6480; l'amendement Bourassa ouvre la porte à toutes sortes de demandes—6480; l'observance du dimanche deviendrait un ballon politique à l'usage du plus fort—6480; les jardiniers des cimetières—6481; le dimanche est bien observé dans Québec—6481; cette législation est inutile—6481.

Sir W. Laurier—Les convictions soit faites quant aux Juifs dans l'esprit de chacun—6482; les discours n'y changeront rien—6482; ne blâme pas ceux qui diffèrent avec lui—6482; différence entre cas du Juif et du Mormon—6482; l'objet de ce bill n'est pas d'obliger à observer le sabbat de certaine façon—6483; l'objet est de créer un jour de repos—6483; l'article va peut-être plus loin qu'il ne devrait aller—6483; se propose voter pour amendement Bourassa—6484; on a exagéré la portée de la loi en mentionnant des cas hypothétiques de violation—6484.

Hon. Fielding—Propose article rédigé par lui—6484; la femme battue—6485; article soumis ne mentionne aucune croyance—6485; tout homme que sa foi oblige à ne pas travailler un jour autre que le dimanche, quel que soit ce jour, pourra travailler le dimanche—6486; n'insiste pas

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

sur son amendement, votera pour amendement Bourassa, inspiré du même esprit—6489.

Reprise—6500.

Hon. Fielding—Vient de constater que son amendement diffère de celui de M. Bourassa et qu'il est impossible de les faire concorder—6500; établit distinction entre travail à l'intérieur et à l'extérieur—6500; M. Bourassa refuse distinction—6500; proposera son amendement quand occasion se présentera—6500.

M. Lancaster—Tous les arguments contre l'art. 11 sont réellement des arguments contre le bill même—6501; si on veut que le public respecte la loi, elle ne doit comporter aucune exception—6502.

M. Ganong—Dans les fabriques juives, il n'y a que les gérants qui sont juifs, les travailleurs sont chrétiens—6502; si on permet aux Juifs de fermer le samedi en leur accordant le dimanche, ce sont les ouvriers chrétiens qui perdront une journée de salaire—6503; les manufactures de cigares ne travaillent le samedi que parce qu'elles ne peuvent pas maintenant travailler le dimanche—6503; pour permettre à 10 pour 100 d'ouvriers juifs de ne pas perdre une journée le samedi, on ferait perdre le samedi à 90 pour 100 d'ouvriers chrétiens—6504; pas d'exemptions—6504.

M. R. Smith—La Chambre doit se méfier de tous les amendements de M. Bourassa—6504; ils tendent tous à détruire le bill—6504; les Juifs ne se font pas scrupule de retirer leurs bénéfices sur les chrétiens qu'ils font travailler le samedi—6505; votera pour l'amendement Barr qui supprime l'article totalement—6506; ce sont surtout les Juifs qui sont cause que le dimanche n'est pas observé à Londres—6506; c'est parce qu'on leur permet de travailler le dimanche—6506.

Hon. Lemieux—Votera pour amendement Bourassa—6507; le Canada, pays de liberté—6507; l'institut Hirsch—6507; lord Minto et les Juifs—6508; Blake et les minorités—6508; appel aux réformistes—6508.

Hon. Paterson—On ne viole pas la conscience en passant une loi générale—6508; on n'empêche pas les gens de se reposer le jour qui leur plaît en plus du dimanche—6508.

M. Schaffner—Le principe du bill est bon—6509; mais il y a dedans des choses absurdes—6509; la population du Manitoba observe mieux le dimanche qu'aucune autre province—6510; est opposé à l'art. 11, pas d'exception—6510.

M. R. L. Borden—Il y a divergence entre l'hon. Aylesworth et l'hon. Fielding à propos de la conformité de l'art. 11 au principe du bill—6511; l'hon. Fielding n'accepte pas l'amendement Bourassa et l'hon. Lemieux l'adopte—6511; c'est déjà bien assez de reconnaître le samedi et le dimanche comme jours de repos religieux sans permettre aux autres religions d'effeuiller encore le calendrier—6512.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. G. H. McIntyre—Les Juifs auront le droit de faire, le samedi qui est leur dimanche, tout ce qu'on empêche aux chrétiens de faire leur propre dimanche—6514.
- Hon. Foster—L'amendement Bourassa crée une exception en faveur de tout particulier qui observe un jour de repos autre que le dimanche et désigné comme tel par la croyance religieuse à laquelle il appartient—6514; qu'est-ce qui constitue une croyance religieuse?—6514; il est inutile de multiplier les exceptions en dés—6515; permettre au Juif de travailler le dimanche dans des ateliers fermés serait faire perdre deux jours aux ouvriers chrétiens—6516; votera contre amendements Bourassa et Fielding—6516.
- Hon. Fisher—Proteste contre proposition Barr—6516; l'article proposé comporte toutes les précautions pour qu'aucun chrétien ne soit pas offensé—6518; votera contre tout amendement—6518.
- M. Mackenzie—Si ce sont les particuliers qui devront dénoncer les violateurs de la loi et les torts causés à leurs scrupules par l'action de leurs voisins, on créera un joli état de société—6518; la loi doit être telle qu'il n'y ait pas à porter de plainte contre ses voisins pour la faire respecter—6518.
- M. Sproule—Il serait impossible en vertu de l'acte de prouver que la conduite d'un Juif autorisé à travailler le dimanche porte atteinte à vos convictions—6519.
- M. Daniel—Aux termes de la loi, si le Juif fait fonctionner sa fabrique le samedi, il se prive du droit de l'exploiter le dimanche—6520.
- M. Ames—A Montréal, dans les fabriques juives, les Juifs forment 90 pour 100 du personnel—6521.
- M. Gallihier—Si les ateliers juifs sont fermés le samedi, il ne veut pas les priver d'ouvrir le dimanche—6522.
- M. Parmelee—Les adventistes du comté de Shefford—6522; si l'art. 11 était rejeté comme demande M. Barr, pourraient être poursuivis par n'importe quel fanatique—6523; ils ne s'effraient pas, leur foi est fécondée du sang des martyrs—6523.
- Hon. Emmerson—L'amendement Barr étant la négative de la proposition soumise est hors d'ordre—6524.
- M. l'Orateur-suppléant—L'amendement Barr est en contradiction au règlement—6524.
- Hon. Fisher—Propose adoption formelle de l'art. 11—6524.
- M. Lewis—Il n'est pas juste de permettre de travailler le dimanche dans les fabriques et d'empêcher de travailler dans les champs—6524; votera contre amendement Fielding—6524.
- M. Bourassa—Expose portée de son amendement—6625; empêcher patrons juifs de faire fonctionner leurs fabriques sept jours par semaine—6525; on parle d'exceptions, mais le bill en est plein, pour les compagnies, etc.—6527.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Demers—L'amendement Bourassa n'a pas l'effet que son auteur suppose—6529; l'ouvrier chrétien chez un juif se trouvera mis, au point de vue du travail le dimanche, entre la loi et son patron—6530.
- M. H. Gervais—Approuve art. 11, mais pas la mesure elle-même—6530; l'art. 11 n'accorde aux Juifs aucun droit nouveau, confirme droits acquis dans Québec—6530; luttes de M. Hart, député de Trois-Rivières—6530; privilèges accordés, statuts refondus, Bas-Canada—6530; proclamation 1830—6531; l'art. 11 reconnaît le droit fondamental des Juifs de pratiquer leur religion à leur idée—6532.
- M. l'Orateur-suppléant—Soumet amendement Bourassa—6532.
- Amendement Bourassa, rejeté, 94 à 43—6533.
- Hon. Fielding—Son amendement ne crée d'exception qu'à l'égard du travail qui se fait à l'intérieur—6434; ne signale pas les Juifs en particulier—6534; tous ceux qui consciencieusement observent un jour autre que le dimanche peuvent travailler ce jour-là à certaines conditions—6534; la proposition est peut-être illogique, mais c'est une concession—6535; le roi d'Angleterre a bien changé son jour de réception du soir par égard pour les Juifs—6536; texte amendement—6336.
- M. Carvell—Illogique de permettre le travail du dimanche à une classe et de l'interdire à une autre—6536; il faut une seule loi—6537; les Juifs qui viendront ici sauront à quoi s'en tenir et agiront en conséquence—6537.
- Amendement Fielding rejeté—6537.
- M. Ames—Propose amendement, reproduisant motion proposée mais restreignant privilège aux observateurs du septième jour—6538.
- Amendement Ames rejeté—6538.
- M. A. Lavergne—Propose amendement défendant à patron d'obliger un employé travailler le jour où celui-ci croit consciencieusement qu'il ne doit pas travailler—6538.
- Amendement rejeté.
- Art. 11 rejeté par 79 contre 57—6538.
- Art. 12—6538.
- Hon. Aylesworth—Propose suppression, adopté—6538.
- Art. 14—Punition du patron qui donne autorité ou instruction de faire chose prohibée—6538.
- M. Verville—Demande de punir le patron qui donne "permission à un employé de faire une chose"—6538; il y a des moyens de tourner la loi—6538.
- Art. 14, adopté—6538.
- Art. 15—Punition des corporations donnant autorité, instruction ou permission de travailler contrairement à la loi—6639.
- M. Gervais—La prescription pénale de trois mois pour délit serait trop longue—6539; proposera délai plus court—6639.
- Art. 16—Relatif à la circulation des tramways—6540.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Une fois la loi passée, les provinces ne pourront plus, si elles ne l'ont pas fait déjà, donner aux tramways le droit de circuler—6540; l'article ne change rien à l'état de choses existant—6540.

M. Clarke—Propose modification permettant circulation sur chemins de fer dépendant du pouvoir fédéral si pas interdite autrement, adoptée—6543.

Art. 17—Maintenant prescriptions en vigueur dans différentes provinces quant à l'observation du dimanche—6544.

M. Piché—Propose amendement appliquant l'article à toutes prescriptions provinciales relatives à l'observance du dimanche, même sans statut général spécial—6544. Adopté—6544.

M. Gervais—Propose prescription de quinze jours depuis date de la commission de l'offense—6544.

Sir W. Laurier—Propose trente jours—6544.

Adopté—6544.

Amendement adopté—6544.

M. Alcorn—L'amendement Piché s'applique à quelque loi que ce soit—6545; une législature pourra donc passer une loi qui amendera celle-ci—6545.

Hon. A. B. Aylesworth—Demande la reprise de l'amendement Piché à art. 17—6735; malentendu—6735.

M. l'Orateur-suppléant—Lit amendement Piché—6735; adopté—6735.

Art. 2—Remis en discussion (défense de vendre, faire affaire ou travail le dimanche—6736.

M. Piché—Cite deux déclarations du ministre de la Justice, reconnaissant formellement que les législatures provinciales ont juridiction en cette matière—6737; M. Monk et les discussions de race et de religion—6738; nous serions suffisamment protégés en laissant aux provinces le soin de régler ces questions—6738; propose un amendement affirmant l'application des lois actuellement en vigueur ou qui le deviendront par la suite, sur les matières du ressort exclusif des législatures provinciales—6738.

M. A. Lavergne—Cet amendement n'ajoute rien aux pouvoirs possédés par la constitution de 1867—6739; le bill conserve son caractère odieux—6739; propose, en amendement à l'art. 2, l'affirmation de l'application de toutes les lois provinciales—6739.

M. Piché—Sous-amendement hors d'ordre, répète amendement rejeté déjà—6740.

M. A. Lavergne—L'article est remis en discussion à neuf—6740; il n'y a rien de fait—6740.

M. l'Orateur-suppléant—Discussion complètement rouverte—6740; amendement dans l'ordre—6740.

Hon. Aylesworth—Le cas de louage de voiture de place le dimanche—6741; les droits des législatures provinciales, l'interprétation de ces pouvoirs—6742; serait heureux de les voir consacrer dans cette loi

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

par l'amendement en question—6742; désir d'uniformité dans l'application de la loi du dimanche—6742; cependant accepte toutes les définitions qui ne sont pas adverses au principe du bill—6743; accepte amendement Piché—6743.

M. Monk—L'amendement Piché ne garantit rien—6744; les législatures n'auront pas le pouvoir d'adopter de loi de la nature du présent bill—6743; il faudrait décréter que les législatures auront le droit de légiférer en matières criminelles relevant de la question du repos dominical, et, pour cela accepter amendement Lavergne—6744; exemples—6745; le bill donnera lieu à d'innombrables procès—6745.

M. Gervais—Avec cet amendement la loi est plus acceptable—6745; art. 92 loi constitutionnelle, 1867, pouvoirs des provinces—6746; certains édits passés par Ontario et Québec ont été reconnus valides par le Conseil privé: Hodge contre la Reine—6746; la cause de la compagnie de tramways d'Hamilton en 1903 qui a provoqué cette loi n'était qu'une consultation—6746; dans la cause des écoles du Manitoba le Conseil privé a rendu à deux années d'intervalle deux jugements contradictoires—6746; la constitution permet au parlement fédéral de déclarer crime ou délit tel acte qu'il lui plaît—6747; la Chambre consent à limiter ce pouvoir législatif aux attributions ressortant de l'Acte constitutionnel—6747; le parlement du Canada ne peut pas non plus déléguer ses pouvoirs à un agent, comme une législature provinciale—6747; mais dans l'intérêt de la concorde, il ne doit pas abuser de son pouvoir législatif—6748; le cas des notaires dans Québec—6748; aux termes de l'amendement, les législatures provinciales pourront réglementer le repos dominical au moyen de simples règlements de police—6749; la conservation de la moralité publique—6750; adopter le bill raisonnablement amendé est le seul moyen de pouvoir empêcher le parlement d'abuser de son autorité législative—6750.

M. T. Chisolm—Le principe du repos dominical est admis—6750; on diffère sur les détails—6750; l'article 2 est mal rédigé, il devrait avoir plus d'élasticité pour tenir compte des us et coutumes—6750; il devrait pouvoir s'adapter aux différentes provinces—6751; changements accomplis depuis 60 ans dans l'observation du repos dominical—6751; le bill devrait être coulé dans un moule convenant à tout le monde—6752; la stricte observance du dimanche entrave l'accumulation des capitaux et, à ce titre, doit être sanctionnée—6752; le repos du dimanche, nécessité physique—6753; la Révolution française—6753; le bill devrait être rédigé de nouveau—6754.

M. A. Lavergne—Avec l'amendement Piché un journal du dimanche publié même avec une charte provinciale tomberait sous le coup de la loi—6754; la loi décrit comme acte provincial seulement un acte d'intérêt général—6754; une chose absolument légale maintenant, devient un crime—6755.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Stockton—Demande si dans l'opinion du ministre de la Justice le parlement fédéral peut déléguer ses pouvoirs à une législature provinciale pour, à l'art. 11 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—6756.

Hon. Aylesworth—Non—6756.

M. Macdonald—Argumente que si le Parlement innocenté un acte, qui, une fois ainsi innocenté est déclaré licite par une législature, cet acte cesse d'être criminel—6758; cause du Roi contre Masson—6758.

M. Piché—La seule intention de l'amendement est de laisser les législatures libres de légiférer quant au dimanche pour les matières qui sont exclusivement de leur ressort—6760; il n'est pas question de laisser les législatures faire du bill ce qu'elles voudront—6760.

M. Macdonald—Proteste que dans son comté tout le monde demande le bill—6762; proteste contre le langage de MM. Lavergne et Bourassa qu'il qualifie d'incendiaire—6762; fatigué de les entendre se proclamer les dépositaires des grandes idées du libéralisme—6763; leur seul désir est de soulever des difficultés—6763.

M. R. L. Borden—Considère l'effet de l'amendement Piché comme nul—6764; il crée une exception de quelque chose qui est déjà excepté—6764.

M. L. P. Demers—Le champ d'opération du parlement fédéral et des législatures provinciales devrait être clairement défini—6764; on devrait mettre dans la loi d'abord tout ce qu'on désire pour tout le Canada, puis indiquer sur quoi les législatures provinciales pourront légiférer—6765.

M. A. Lavergne—Ne parle pas pour Québec seulement—6766; dans tous les cas, il est bien certain que, dans Québec, la loi est vue d'un mauvais œil—6766.

M. A. C. Macdonell—L'amendement donne aux législatures ce qu'elles ont déjà—6767; nous légiférons dans un cercle—6767; les provinces ayant le droit de retrancher au bill, dans les limites de leurs attributions exclusives, devraient avoir le droit d'y ajouter si elles le considèrent insuffisant—6768; le bill ne leur donne pas cette faculté—6769; nous allons avoir une loi bigarrée—6769.

M. Piché—Accepte de modifier amendement, au lieu des articles "sur lesquels les parlements provinciaux ont une juridiction exclusive", met "les sujets énumérés dans l'art. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord"—6770.

Amendement Lavergne rejeté—6770.

Hon. Aylesworth—En exceptant de la loi les sujets énumérés à l'art. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, ce n'est pas déléguer nos pouvoirs aux législatures provinciales—6771; si Québec autorise quelque chose dans ses pouvoirs, pourvu que ce ne soit pas une chose, même dans ses pouvoirs, interdite par cette loi, la chose deviendra licite—6772; la distinction est logique et raisonnable et la proposition sera acceptée par catholiques et protestants—6773.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. R. L. Borden—Cite article et amendement—6773; cet amendement rend l'exercice du pouvoir de faire des lois criminelles par le parlement fédéral subordonné à l'art. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—6773; énumération des pouvoirs ainsi donnés aux législatures provinciales, des changements qu'elles peuvent faire—6774; les 16 paragraphes de l'art. 92 touchent à tous les actes quotidiens de la vie—6775; si cet amendement passe on aura bien peu tenu compte de toutes les pétitions déposées—6775; tout le monde admet la nécessité d'un jour de repos—6776; aussitôt qu'on sort de là les divergences d'opinion s'accroissent—6776; l'observance religieuse du dimanche de Québec, grand exemple donné par les catholiques à l'heure des devoirs religieux—6776; l'après-midi la façon d'agir diffère—6777; avec cette loi, ce qui devrait être réglé par la loi fédérale sera réglé par la loi provinciale et *vice versa*—6777; à quoi bon des règles uniformes pour les jeux et les amusements—6777; les choses touchant aux convictions religieuses devraient être laissées aux provinces—6778; on ne fait pas de compromis avec les convictions religieuses—6778; le parlement fédéral devrait se borner au repos et à la cessation du travail—6778; quant à l'observation du dimanche comme jour de repos, cela devrait être laissé aux législatures provinciales—6778; propose de modifier l'amendement Piché qui omet des choses dont les provinces devraient s'occuper et qui inclut des choses qui peuvent créer conflit dans les provinces—6775.

Sir W. Laurier—Il est admis qu'il y a des questions sur lesquelles il est impossible aux provinces de légiférer—6779; la difficulté est de trouver la ligne de démarcation, exemple—6780; Ontario, suivant M. Macdonell, ne trouve rien à retrancher à la loi—6780; dans Québec, on désire certains adoucissements, ceci serait impossible sans l'amendement proposé—6780; on a beau faire toutes les lois possibles, elles ne seront pas appliquées si elles n'ont pas la sanction de l'opinion publique—6781.

Article modifié suivant amendement Piché—adopté—6781.

Art. 3, paragraphe d, travaux industriels nécessaires le dimanche—6782.

Hon. Aylesworth—Propose amendement pour empêcher de faire le dimanche les réparations qui peuvent se faire la semaine—6782; propose supprimer fin article—6782.

M. Conmee—Propose amendement relatif aux laminoirs—6784.

M. Johnston—Discute le cas des mines de charbon—6785.

Hon. Haggart—Les législatures provinciales pourront légiférer—6785; nous leur déléguons les neuf dixièmes de nos pouvoirs—6785.

Hon. Foster—Il faut légiférer bien ou pas du tout—6785; est-il raisonnable d'empêcher deux ou trois hommes de travailler le dimanche pour faire chômer tout l'ate-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

lier le lundi—6786; il est aussi raisonnable d'alimenter l'atelier le dimanche pour qu'il travaille la semaine que de nourrir l'ouvrier ce jour-là pour qu'il fasse sa semaine—6786.

Hon. Fielding—Suggère qu'on limite le nombre d'hommes qui pourraient être employés aux réparations le dimanche—6787.

Discussion reprise—6800.

Article 3, paragraphe d—6800.

Hon. Aylesworth—Propose d'amender, en supprimant le mot "procédé"—6800.

M. Bennett—Explique fonctionnement haut-fourneau—6801; article rédigé par l'hon. Chs. Fitzpatrick après longs pourparlers avec propriétaires de hauts-fourneaux, vaut mieux laisser intact—6802.

M. Kennedy—La nécessité du travail du dimanche n'existe que dans l'esprit des gens avides—6802; les jours de réparation, on a assez de travail à donner pour occuper les gens mariés—6802; les autres sont bien contents d'avoir un congé—6802.

Hon. Aylesworth—L'article couvre le cas des hauts-fourneaux sans la partie qu'on demande de supprimer—6803.

M. T. Martin—Les trois lignes en discussion ne sont nécessaires que pour permettre aux entreprises de gagner plus d'argent—6803; si nous n'observons pas le dimanche, qu'allons-nous devenir?—6805.

M. Galliher—Sans ces trois lignes l'article n'est pas suffisant pour assurer l'exploitation régulière des hauts-fourneaux—6805.

M. Zimmerman—Cite protestation des industriels de Hamilton contre amendement Aylesworth—6806.

M. T. Martin—Cite approbation industriels de Mount-Forest—6807.

M. D. Ross—On peut couvrir les feux le dimanche sans danger, mais alors on perd deux jours de travail pour leur redonner leur activité—6809; les hauts-fourneaux de Granby perdront de ce fait \$500,000 par année—6809.

Motion Aylesworth adoptée, 37 contre 27—6809.

M. R. L. Borden—Propose d'ajouter "procédé de fabrication" comme une des choses qui doivent être protégées contre tout préjudice—6810.

M. Sprodle—M. D. Ross a démontré que c'est simplement une question de lucre—6810.

M. D. Ross—Si on veut fermer tous les établissements industriels pour les empêcher de gagner de l'argent, c'est aussi bien de le dire—6810.

M. Conmee—Propose d'autoriser le fonctionnement des appareils pour mise à sec et ventilation de toute mine—6811.

M. Johnston—Le député de Lanark a dit que les législatures provinciales pourraient remédier—6812.

Paragraphe (d) (art. 3) adopté—6812.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Soumet paragraphe d 2, couvrant le cas indiqué par M. Conmee, adopté—6813.

Art. 3, paragraphe k—(déchargement de vaisseaux transocéaniques)—6813.

M. Pardee—Propose de supprimer "transocéanique"—6814; les bateaux des grands lacs sont exposés aux mêmes retards à la fin de la saison et exigent une manipulation immédiate—6814.

M. Henderson—Ce n'est pas œuvre de charité, ni de nécessité—6814.

Hon. Aylesworth—Les lacs du Canada sont des océans—6815.

M. Bennett—L'adoption de cet amendement annulerait la clause relative au transport occasionnel des grains le dimanche—6816; avec cette clause on pourrait charger du grain sur n'importe quel vaisseau et à n'importe quelle heure le dimanche—6817; aussi bien laisser marcher une scierie le dimanche de peur qu'il reste des billots à l'automne—6817.

M. Sinclair—Trois sortes de transports se font par eau: transport maritime, cabotage, transport fluvial—6818; injuste permettre transport fluvial et empêcher cabotage—6818.

M. Alcorn—On ne devrait pas entraver à l'automne, avant les glaces, le chargement et déchargement des vaisseaux de grain et de houille—6819.

M. Conmee—Avec la loi présente, les vaisseaux portant du minéral de fer de Terre-Neuve en Nouvelle-Ecosse peuvent décharger, mais pas ceux des grands lacs—6819.

Amendement Pardee retiré—6819.

M. D. Ross—Propose amendement permettant la circulation des vaisseaux sur les lacs de la Colombie-Anglaise—6819; ce sont en fait des raccords de chemin de fer—6820.

M. Henderson—Opposé à toute législation particulière pour province—6820; déplore la spécification du poids du sac de pommes de terre dans Québec—6820.

M. Sinclair—Couvert par autre article—6821. Amendement retiré—6821.

Paragraphe n—(louage de voitures)—6821.

Hon. Aylesworth—Propose ajouter bateaux à rames ou à voile—6822.

M. Henderson—Désire savoir si on peut emmener une amie en voiture—6823.

Hon. Aylesworth—Couvert par mots "usage personnel"—6823.

M. H. Gervais—Demande si cochers de place pourront rester à leur poste—6824.

Hon. Aylesworth—Rien n'indique où se fera le louage—6824; règlements municipaux—6824; propose changer encore terme pour permettre yachts à gazoline—6824; permet louage "petites embarcations"—6824.

Adopté—6824.

Paragraphe r—Circulation le dimanche d'un tramway électrique interprovincial ou international—6827.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- Hon. M. Aylesworth—Règle le cas du tramway d'Ottawa et Hull et Buffalo-Niagara—6825.
- Hon. Templeman—Propose commencer travail à six heures du soir le dimanche pour journal du lundi, adopté—6825.
- M. Bennett—Propose de prescrire que le chargement et déchargement du grain et minéral à partir de certaine date pourra se faire le dimanche avant 7 heures du matin et après neuf heures du soir—6826.
- M. Bole—Proteste contre suppression paragraphe s—6826.
- M. Conmee—Paragraphe s s'applique seulement aux chemins de fer—6826.
- Hon. Aylesworth—Le bill laisse cette question à la commission des chemins de fer 6829.
- M. Conmee—On devrait également lui laisser la question du chargement et du déchargement des vaisseaux—6830.
- M. Pringle—On avait promis au comité de préparer pour les navires un article analogue à l'art. s—6830; déclaration Fitzpatrick—6831; si on ne donne pas des facilités à nos vaisseaux des lacs, le grain prendra la route de Buffalo—6831.
- Hon. Hyman—Propose ajouter à paragraphe k "ou tout navire transportant du grain ou du minéral après le 5 septembre"—6832.
- M. Schaffner—Demande adoption paragraphe s—6833.
- M. Bennett—S'oppose à l'article tel que rédigé—6833; on doit donner un repos aux hommes d'élévateurs—6833; il s'agit simplement d'une question d'argent—6833.
- M. Alcorn—Propose d'ajouter "la houille"—6834.
- Hon. Hyman—Accepte addition—6834.
- Motion Bennett retirée—6834.
- Amendement Hyman adopté—6834.
- Hon. Aylesworth—Propose article additionnel exemptant travail accompli le dimanche pour service de Sa Majesté—6834; adopté—6835.
- Hon. Aylesworth—Propose amendement permettant faire préparatifs de pêche, dimanche après six heures—6835.
- M. Macpherson—Propose ajouter préparatifs et prise—6835; actuellement la pêche est interdite de 6 heures samedi à 6 heures dimanche—6835; cette loi interdit jusqu'à minuit—6835; il se fera plus de travail le dimanche dans les fabriques de conserves, voilà tout—6835.
- M. Kennedy—Eloge pêcheurs méthodistes de Terre-Neuve—6837.
- Hon. Aylesworth—Supprime ce qui a trait à préparatifs, laisse interdiction générale limitée de 6 à 6—6837.
- Paragraphe u—6838.
- Hon. Aylesworth—Propose de supprimer l'obligation d'unanimité pour les décisions de la commission des chemins de fer en ces matières—6838.
- Adopté—6838.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Bureau—Propose ajouter à clause 3, "pour transport et halage des billes et du bois équarri"—6838; on ne peut pas régler la crue des eaux—6838; l'action des courants—6838.
- M. Henderson—Propose qu'on fasse un article spécial sans inclure ces exceptions dans travaux d'humanité et de nécessité—6838.
- Hon. Fielding—Conseille de s'en tenir aux termes généraux de la loi—6839; on peut invoquer la nécessité dans les cas exceptionnels—6839.
- M. Bureau—Cela met les patrons à la merci des dénonciateurs—6840.
- Amendement Bureau rejeté—6840.
- M. D. Ross—Propose ajouter amendement permettant travaux pour sauver propriété—6840; pas travail de nécessité, nécessité veut dire pour pourvoir à l'existence—6840.
- Hon. Fielding—Les mots nécessité et humanité s'appliquent à ce cas—6841.
- Amendement Duncan Ross rejeté—13 contre 23—6841.
- M. Béland—Propose amendement permettant travail pour fabrication du sucre et du sirop d'érable dans la forêt—6841; saison courte, n'auront qu'à travailler un ou deux dimanches—6841.
- M. Henderson—Si c'est un travail de nécessité, inutile de le mentionner spécialement—6842.
- Sir W. Laurier—On a fait exception pour les pêcheurs, pourquoi pas pour les cultivateurs—6841; ils doivent être sur même pied, travaillent jour et nuit—6843.
- Amendement Béland adopté—6843.
- M. Bickerdike—Dépose amendement déclarant que ceux qui observent le quatrième commandement ne seront pas tenus de fermer leur boutique le dimanche—6844.
- M. l'Orateur-suppléant—Hors d'ordre—6844. Art. 4—6844.
- Hon. Aylesworth—Propose article déclarant que le repos de 24 heures en compensation du travail le dimanche s'applique aux travaux de nécessité se rattachant aux procédés de fabrication—6844; ceci ne s'applique pas aux domestiques—6848.
- M. D. Ross—Cet article ruine l'industrie du smeltage où l'on emploie des équipes—6847; on donne d'une main et l'on reprend de l'autre, on protège et l'on ruine—6847.
- Art. 7—Jardins d'agrément payants—6847.
- Hon. Aylesworth—Assemblée publique veut dire aussi service divin dans parc payant—6848; rien n'autorise à faire dérogation pour spectacles religieux du parc Grimsby—6848.
- M. Lancaster—Les droits acquis de Grimsby Park—6848; lettre Gripton—6850; lettre Griffin—6850; lettre Smith—6852; on chasse les gens du parc pour les forcer à se rendre à l'église—6852; lettre d'un citoyen d'Hamilton—6854.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—La seule ressource est de faire gratuitement les exercices religieux—6855.

M. Barr—La conférence méthodiste ne reconnaît pas cette entreprise—6855.

M. Lancaster—Propose d'ajouter à cet article la même dérogation qu'à article 2 au sujet de la juridiction provinciale—6855.

M. R. L. Borden—Doute que service divin puisse tomber sous désignation de spectacle ou assemblée publique—6858.

Art. 7 adopté—6859.

M. Gervais—Propose que le bill entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1907—6860; afin de permettre aux intéressés de prendre leurs mesures pour se conformer à la loi—6860.

M. R. L. Borden—On veut permettre aux législatures provinciales d'émasculer la loi—6860.

Bill rapporté—6862.

Hon. Aylesworth—Propose 3<sup>e</sup> lecture—7393.

M. D. Ross—Propose renvoi au comité pour insérer clause permettant travail inévitable pour empêcher perte de biens ou destruction—7393; pour permettre de travailler à arrêter les feux de forêts—7393.

M. Maclean—Cite "La vie de George Brown"—7396; Brown et Dorion—7396; le parti libéral s'écarte des principes tracés autrefois—7396; l'introduction d'un bill comme celui du dimanche tend à démembrer la confédération—7401; on doit laisser régler ces questions par les législatures locales—7402.

Hon. Aylesworth—L'obligation de légiférer relativement à l'observance du dimanche s'impose au Parlement—7403; admet que le bill n'est pas parfait et ne peut pas être parfait—7403; nous sommes tenus de faire usage de nos prérogatives et de passer une loi prêtant le moins possible le flanc à la critique—7403; examen de l'opportunité de l'amendement de M. Ross au point de vue légal et strict—7405; motifs de crainte—7405; congé nécessaire pour employés de téléphone—7405.

Propose que le bill soit renvoyé au comité général de la Chambre—7406.

Adopté—7406.

En comité sur le bill—7406.

M. D. Ross—Présente encore son amendement de sauvetage de biens—7406.

M. Bourassa—Constata qu'il ne protège pas le bois flottant—7408.

Article modifié, adopté—7408.

M. D. Ross—Propose que l'article instituant un repos obligatoire de vingt-quatre heures pour compenser travail le dimanche ne s'applique pas aux ouvriers ne travaillant que 8 heures par jour—7409; de cette façon le patron qui refuse la journée de huit heures perdra un jour de travail de ses ouvriers par semaine—7410.

M. Black—Les lois de l'hygiène—7410; il importe à l'aurore de notre carrière nationale que nous affirmions que le peuple doit jouir d'un jour de repos par semaine—7410; le Mikado et le repos du diman-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Black—*Suite.*

che—7411; pétition de l'association des médecins du comté de Hants—7413; tâchons d'avoir le dimanche tel qu'on l'observe en Angleterre—7415.

M. Stockton—Le Gouvernement fait preuve de regrettable hésitation—7416; le présent bill n'est que le fantôme de ce qu'il était—7416; la seule chose apparemment défendue est de se réunir le dimanche pour prier—7416.

Hon. Aylesworth—On pouvait bien s'attendre que le chef de l'opposition ne ménagerait pas ses sarcasmes au bill—7418.

M. R. L. Borden—Impossible de savoir où en est le ministre de la Justice—7418; tergiversations sur motion Piché—7418; il n'est pas à désirer que celui qui travaille huit heures par jour, soit au travail ce même temps, toute la semaine, y compris le dimanche—7421.

M. Bourassa—Si l'amendement passe, nous allons encourager les ouvriers à travailler tous les jours de l'année, même le dimanche—7421.

M. Guthrie—L'opposition devrait aider le Gouvernement à passer une loi acceptable—7424.

M. R. L. Borden—N'a jamais vu mesure aussi abandonnée par le Gouvernement—7425; le premier ministre vote contre son ministre de la Justice—7426.

Hon. Aylesworth—Seulement sur la question des Juifs—7426.

Hon. Fielding—L'opposition a aussi des responsabilités envers la Chambre—7426; elle doit avoir de la cohésion—7427; le chef de l'opposition est vice-président de la "Lord's Day Alliance"—7427; il est grand-père de ce bill—7427; pourquoi l'abandonne-t-il ainsi—7427; il devrait venir au secours de cet enfant—7427; au lieu de cela, il guette le moment et s'écrie qu'il n'y a pas unanimité dans le parti ministériel—7427.

Hon. Foster—Il doit exister unanimité au sein du cabinet sur toute question d'intérêt public—7428; le principe de la présentation du bill était de suppléer à l'impuissance des provinces dans les efforts tentés pour appliquer la loi—7429; maintenant on demande de laisser aux provinces le soin de légiférer—7431; on ne fait pas de concessions aux pêcheurs, mais on fait toutes les concessions aux cultivateurs du sucre d'érable—7433; les principes ne gênent pas le Gouvernement—7433; ce bill n'est pas celui proposé par l'Alliance—7433.

Amendement Ross adopté—7433.

M. T. Martin—Propose amendement défendant aux membres de clubs payant contribution annuelle de jouer le dimanche golf, criquet ou balle et à étrangers d'y assister—7435.

M. Bourassa—On empêche par ce bill aux ouvriers de jouer à des jeux sains dans leurs clubs—7437; mais on permet aux richards le dimanche de s'enivrer dans leurs cercles—7437.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. L. McCarthy—Se plaint qu'on soulève le pauvre contre le riche—7437.
- M. Taylor—Le premier ministre a déclaré qu'on ne pourrait pas se livrer aux jeux—7438; l'Acte de Charles II, texte—7438; voici qu'on veut substituer cette loi au bill à l'étude, en laissant la juridiction aux provinces—7439; il faudra de nouvelles décisions du Conseil privé pour faire accepter cet acte ancien—7440.
- Hon. Aylesworth—Le premier ministre n'a pas dit que la loi permet tous les jeux le dimanche sauf les cas où il y a lucre—7441; la loi du Haut-Canada qui empêche tous les jeux le dimanche, indépendamment même de l'idée de lucre, subsiste intégralement de par les dispositions de la présente loi—7441.
- M. Taylor—Donne lecture de l'opinion exprimée par le premier ministre—7442; le présent projet de loi est inacceptable, il est propre à créer des procès et des difficultés sans nombre—7444.
- M. W. F. Maclean—Au lieu d'une loi uniforme, il résultera de cette loi que certains actes seront criminels dans une province et ne le seront pas dans une autre—7445.
- M. Guthrie—Cet amendement permet que le golf qui n'est pas illégal dans Ontario le dimanche par l'acte George II, soit à l'avenir, c'est raisonnable—7446.
- M. S. Hughes—Propose que l'interdiction soit la même pour les affiliés des cercles ou non—7446.
- Sous-amendement Hughes rejeté—7446.
- Amendement Martin adopté par 52 à 42—7448.
- M. Monk—Propose amendement pour permettre circulation d'un tramway électrique "suburbain" aussi bien que interprovincial ou international—7449; a en vue le chemin de fer du Parc et de l'Île—7449.
- Hon. Aylesworth—La loi relative aux compagnies constituées par acte du parlement fédéral s'applique et permet l'exploitation le dimanche—7450.
- M. Monk—Retire son amendement—7450.
- M. Guthrie—Propose amendement pour soumettre aux lois des provinces quant au dimanche les chemins de fer de parcours entièrement provincial, même s'ils sont autorisés par acte fédéral—7453.
- Amendement rejeté—7455.
- M. Gallihier—Propose amendement permettant tout ouvrage qui, s'il n'est pas fait le dimanche, empêche un procédé d'être continué sans interruption et avec succès les six autres jours de la semaine—7455; sans cet amendement non seulement l'industrie métallurgique mais aussi l'industrie minière souffrira—7455; l'Alliance avait accepté cette clause qui a été rayée par le comité général—7456.
- Hon. Aylesworth—Ces lignes ont été rayées après discussion à fond—7458; il est inutile de recommencer—7458.
- Amendement rejeté—66 voix contre 24—7459.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Bourassa—Propose de rendre coupables d'infraction tous ceux qui boivent boissons alcooliques dans trains, gares, bateaux, etc., le dimanche—7460.
- Amendement repoussé—64 contre 42—7460.
- M. Pringle—Demande qu'il soit statué clairement que les marchandises sur les wagons en marche le dimanche pourront atteindre leur destination même en dépit des lois provinciales—7462.
- M. Pringle—L'intention du comité a toujours été de parler de la destination des marchandises et non des trains—7475; les compagnies de chemin de fer ne tiennent pas à travailler le dimanche—7478; le danger, c'est de perdre le trafic—7478.
- Hon. Aylesworth—Le paragraphe adopté signifie exactement ce que le comité voulait dire—7479.
- Amendement Pringle rejeté—7479.
- Bill rapporté, amendements lus 1re fois—7480.
- Hon. Aylesworth—Sur lecture amendement Martin relatif aux jeux, propose que le bill soit renvoyé au comité général pour qu'il supprime cet amendement—7480.
- M. Henderson—Motion irrégulière—7481; décision rendue pour amendement Lavergne dans le cas des Juifs—7481.
- M. l'Orateur—Déclare motion régulière—7481.
- Hon. Aylesworth—La loi actuelle a pour objet d'interdire les jeux pour de l'argent ou des prix—7482; quant aux autres jeux, c'est l'affaire des provinces—7482; l'amendement imposerait aux parties du pays qui n'interdisent pas certains jeux le dimanche une interdiction que la Chambre n'avait pas l'intention d'imposer—7482.
- M. Lavergne—Veut que le riche qui joue au golf dans son club soit privé de cette distraction comme le pauvre homme—7482.
- M. Pringle—Ne veut pas de loi de caste—7483; repos pour tous—7483; Ontario doit se scandaliser du golf le dimanche aussi bien que des spectacles payants—7483.
- Hon. Fielding—Pour un club d'hommes riches, il y en dix de pauvres gens—7484; il est faux que la loi soit à l'avantage du riche—7484.
- M. Barr—On présente cet amendement nouveau et on veut modifier l'article adopté pour permettre aux riches clubmen de s'amuser—7485.
- M. Sproule—Le Gouvernement a eu peur des richards, il a battu le rappel de ses partisans pour leur faire rejeter cette dispositif qui générerait ses amis—7485.
- M. T. Martin—Nie s'être absenté et être d'accord pour faire battre sa clause—7487.
- Motion Aylesworth pour retour au comité mise aux voix—7488.
- Adoptée, 79 pour, 42 contre—7489.
- La Chambre se reforme en comité général—7489.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. R. L. Borden—La raison du ministre de la Justice pour faire retrancher cette disposition c'est qu'elle atteindrait les clubs de baseball—7491; il n'y a aucun désir exprimé de jouer à ce jeu précisément le dimanche—7492; la Chambre devrait refuser de revenir sur sa décision—7492.

M. Pringle—Le bill entier est un chef-d'œuvre d'inconséquence—7494; l'amendement Martin ne défend pas aux jeunes gens de jouer au base ball le dimanche—7494; les lois des provinces maritimes—7494; si l'on défend les parcs aux pauvres, on doit empêcher aussi les riches de s'amuser—7494.

M. Bureau—L'amendement Martin atteint plutôt le pauvre que le riche—7495; il atteint les ouvriers qui se cotisent pour entretenir un petit terrain de jeu—7496.

Hon. Fielding—Aucune association spéciale du dimanche n'a demandé les restrictions qu'on veut imposer—7496.

Motion Aylesworth adoptée par 80 contre 80, amendement Martin supprimé—7498.

Amendements lus une première fois—7498.

Hon. Aylesworth—Propose deuxième lecture et adoption—7498.

M. Henderson—Signale absurdité de procédure suivie par laquelle un amendement adopté par le comité peut être biffé par ce même comité sans reconsidération—7498.

M. Porter—Veut présenter amendement relatif à l'exemption des ponts de péage de l'interdiction du travail du dimanche—

Sir W. Laurier—Objecte, amendement doit être fait sur 3e lecture—7499.

M. Sproule—Le bill est devant le comité général qui peut proposer amendement qui lui plaît—7500; Bourinot—7501.

M. l'Orateur—Ce cas ne diffère pas du cas précédent—7502; dans l'ordre—7502.

Amendement Porter rejeté—7503.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—7503.

M. Bourassa—Résume ses objections—7504; loi arbitraire dans sa définition du crime—7504; ce sera aux juges de décider si tel acte dont on accuse un citoyen est un crime—7504; aucune sauvegarde pour le citoyen, pas d'appel—7504; la loi crée un crime sans en donner de définition—7505; on ne songe pas à indemniser les parties lésées—7505; on devrait rappeler à l'Alliance le commandement qui dit: Tu ne voleras pas—7506; on a prétendu qu'il fallait légiférer sur l'observance du dimanche parce que les provinces n'avaient pas ce pouvoir et maintenant, on nous dit qu'elles ont plein pouvoir—7507; c'est la première fois que nous légiférons contre l'autonomie des provinces. C'est le premier pas—7507; tout le monde veut une loi du dimanche, mais la veut laissée aux provinces—7508; l'amendement Piché a été préparé dans un bon esprit—7509; mais il va faire renaître le vieux conflit de juridiction entre l'autorité fédérale et l'autorité provinciale—7509; cette loi va profiter aux avocats—7509; lettres de citoyens de Toronto, J. E. Thompson et autres sur la

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

"Lord's Day Alliance"—7512; la sincérité n'est pas une excuse suffisante pour créer d'interminables conflits sociaux, politiques et religieux—7512; interprétation personnelle de l'amendement Piché—7513.

M. Demers—Le commerce des petits magasins, la vente privée dans un magasin privé n'est pas chose fédérale—7515.

M. Bourassa—Le Conseil privé décide toujours en faveur du pouvoir fédéral en cas de contradiction avec le pouvoir provincial—7516; exemple du Manitoba—7517; se figure-t-on que l'Alliance ne va pas tout mettre en œuvre pour faire appliquer la loi dans toute sa rigueur—7518; opinion du "Witness"—7518; l'article 5 relatif aux réunions du dimanche est exempt de l'amendement Piché—7520; ces réunions que l'Eglise permet deviennent un crime—7520; le ministre de la Justice a déclaré que les exceptions doivent être prises au pied de la lettre—7522; la loi n'offre aucune certitude—7522; chacun devient juge de l'interpréter suivant ses préventions ou ses préjugés—7522; l'art. 5 met sous la gouverne immédiate du parlement le prélèvement du revenu des deux tiers des églises de Montréal et de Québec—7524; opinion du ministre de la Justice, les services religieux doivent être gratuits—7524; cette loi viole ce qu'a respecté John Colborne—7525.

M. Devlin—Un exercice religieux n'est pas une représentation—7527.

M. Bourassa—C'est l'interprétation du ministre de la Justice—7528; le ministre de la Justice avoue que le jugement du Conseil privé n'a jamais eu la portée qu'on lui a donnée—7528; toute la discussion a prouvé que le parlement fédéral n'était pas le lieu pour discuter une loi de cette nature—7529; propose que la loi ne vienne pas en force dans une province avant que la législature de cette province ait déclaré qu'elle devrait s'appliquer—7530; le ministre de la Justice a déclaré que le parlement fédéral pouvait décréter une disposition de ce genre—7530; cet amendement est basé sur principe de l'amendement Piché—7530; permet de donner à chaque province ce qu'elle demande—7533; résolutions de l'assemblée de Montréal—7534.

M. Ethier—Demande les noms du comité—7535.

M. Bourassa—Donne noms—7535; opinion du "Free Press" d'Ottawa sur amendement—7536; fait appel aux sentiments les plus équitables du premier ministre—7536; propose motion indiquée—7537.

Hon. Aylesworth—Dans tous les cas où les juges ont à étudier une question de fait, il leur incombe d'interpréter la loi—7537; c'est la voie ordinaire d'administration de la justice criminelle—7538; le droit général d'appel qui existe en vertu du Code criminel pour les délits existera certainement—7539; M. Bourassa demanderait aux législatures provinciales de décider si les lois qui s'appliquent aux transports,

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*Hon. Aylesworth—*Suite.*

matière essentiellement fédérale, devront venir en vigueur—7540; le cas du statut de 1845 ne s'applique pas au présent cas—7542; si ce bill eût été rédigé pour en passer par le désir de chaque province il eût été rédigé autrement—7542; on a fait des concessions de part et d'autre pour le rendre acceptable comme loi générale—7542.

M. A. Lavergne—Si Ontario trouve la loi insuffisante ne vaut-il pas mieux lui laisser faire la loi qu'il lui plaît—7543.

M. L. P. Demers—Démontre que les lois commerciales ne sont pas sous l'autorité exclusive du parlement fédéral—7543; jugements rendus—7544; art. 92 de la constitution—7543; le grand commerce relève seul du parlement fédéral—7544; Québec pourra légiférer sur le petit commerce—7544.

M. Beauparlant—Cite ses votes sur amendements Piché, Martin, Aylesworth—7547; résolutions ville Saint-Hyacinthe, ouvriers Saint-Hyacinthe, notaires Saint-Hyacinthe—7549; message des citoyens—toutes expressions des citoyens défavorables au bill—7550; aucune opinion favorable de la part du clergé—7550; la province de Québec ne demande qu'à être laissée tranquille—7551; la sincérité n'est pas une garantie de raison—7551; l'observation du dimanche doit venir de la persuasion, pas de la loi—7551; en faveur de toutes les libertés légitimes—7551; cette loi porte atteinte aux libertés, s'efforcera de l'écartier—7551.

M. A. Verville—La division de Maisonneuve ne veut pas de cette loi—7552; si les patrons voulaient sincèrement améliorer le sort des ouvriers, ils n'auraient pas besoin de loi pour cela—7552; la classe ouvrière veut un jour de repos, mais ne veut pas qu'on lui dicte comment elle prendra ce repos—7552; les ouvriers de Montréal travaillent treize heures par jour, ils ne peuvent pas se récréer le soir—7552; avant de les empêcher de s'amuser le dimanche, il fallait leur donner un demi-congé le samedi—7552; si les avocats ne s'entendent pas comment le public comprendra-t-il la loi?—7553; quant aux ouvriers, toutes les fois qu'ils s'adressent aux tribunaux, ils en reviennent toujours déconfits—7553; cite télégrammes et résolutions—7553.

Amendement Bourassa mis aux voix—7553.  
Amendement rejeté, 15 pour, 104 contre—7553.

M. F. D. Monk—Propose amendement reconnaissant sainteté du dimanche, besoin jour de repos, mais laissant aux provinces le soin de régler l'observance du dimanche conformément aux convictions religieuses de chacun et repoussant 2e lecture—7554; amendement Bourassa n'allait pas assez loin—7555; il vaut mieux éloigner complètement de l'arène fédérale la discussion d'une loi de cette sorte—7555; le fléau du dimanche est l'abus des boissons alcooliques, les provinces ont le pou-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

voir d'y remédier—7556; cette loi ouvre la porte sous forme de concessions à tous les empiètements sur le terrain couvert par les lois provinciales—7556; si cette loi n'est pas votée, Ontario a toujours sa loi du dimanche—7556; tous les abus à Montréal pourraient être supprimés par une législation provinciale—7556.

Amendement Monk mis aux voix—7557.

Rejeté—15 pour, 102 contre—7557.

M. R. L. Borden—A accepté vice-présidence de l'Alliance en conservant sa liberté de penser—7558; le bill sera une aubaine pour les avocats—7558; inconséquence de certaines dispositions—7558; on devrait préciser l'article relatif aux jeux et aux assemblées publiques—7560; propose amendement à art. 5 proscrivant sous réserve des dispositions provinciales, tous les jeux et excluant les assemblées du culte—7560.

Hon. Aylesworth—Art. 5 est un compromis, en échange de l'interdiction des jeux payants l'Alliance a promis de ne pas déranger davantage les usages de Québec et Québec a promis de pas demander d'autres exceptions—7561; peut pas accepter amendement—7562.

Amendement Borden mis aux voix—7561.

Rejeté par 39 pour et 77 contre—7562.

Bill lu 3e fois et adopté sur division—7562.

Hon. Aylesworth—Propose discussion amendements du Sénat à bill du dimanche—7882.

Hon. Aylesworth—Propose ne pas accepter amendement du Sénat changeant le titre de la loi de "Jour de Seigneur" en "Dimanche"—7881.

M. Daniel—Accepterait changement pour faciliter traduction—7883; le Français n'a pas équivalent pour "Jour du Seigneur"—7883.

M. Henderson—"Jour du Seigneur" plus sacré—7883. Refus d'accepter l'amendement adopté—7883.

Paragraphe g, art. 1—7883.

Hon. Aylesworth—Sénat a supprimé dans la clause d'interprétation du terme "lois provinciales" la restriction "toute loi (d'intérêt public)"—7884; propose rétablir ces termes et d'ajouter "et la charte de toute municipalité" parmi les lois provinciales maintenues—7885.

Adopté—7885.

Art. 2—7886.

Hon. Aylesworth—Accepte amendement du Sénat—7886.

M. R. L. Borden—C'est le rétablissement de l'amendement Piché que le Gouvernement avait refusé d'accepter—7886.

Amendements adoptés—7886.

Paragraphe g, art. 3—7886.

Hon. Aylesworth—Demande amendt. soit pas accepté parce qu'il permettrait aux compagnies de messageries de livrer et de prendre les articles le dimanche comme tous les autres jours—7887.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Refus de l'amendement adopté—7888.

Amendements aux paragraphes h, j et l, adoptés—7890.

M. Aylesworth—Les lois provinciales pourront accorder de plus amples dérogations aux chemins de fer provinciaux—7890.

Paragraphe 1—7891.

Hon. Aylesworth—Le Sénat a supprimé la restriction "bâtiments de mer" permettant à tous les vaisseaux de faire en certaines circonstances travaux défendus le dimanche—7891; inacceptable, contraire à l'esprit du bill—7892.

M. Conmee—Injuste de faire une distinction entre diverses parties, du Canada—7894; les aciéries de Sydney, C.-B., favorisées aux dépens de celles du Sault—7894; il faut laisser à la commission des chemins de fer de faire la distinction—7895.

M. Maclean—Le Gouvernement multiplie les querelles avec le Sénat pour pouvoir rejeter le bill et s'en laver les mains—7898; l'attaque contre les libertés provinciales a déjà avorté—7896; le Gouvernement a capitulé et veut abandonner la loi—7897.

Amendement adopté—7897.

Paragraphe m—7897.

Hon. Aylesworth—Le Sénat a ajouté les "soins du bétail", adopté—7898.

Paragraphe s.

Hon. Aylesworth—Propose qu'amendement ne soit pas adopté comme reconnaissant juridiction provinciale sur bac international—7900.

Amendement pas adopté—7901.

Amendements paragraphe x, adoptés—1902.  
Art. 4—7902.

Hon. Aylesworth—Le Sénat a substitué au mot "permettre" le mot "obliger" à l'égard des employés pour donner droit à vingt-quatre heures pour avoir travaillé le dimanche—7902; Sénat tient beaucoup à cet amendement—7902.

M. Gervais—Adopté—7902.

Art. 5 et 6—7903.

Hon. Aylesworth—Accepte addition réservant prescriptions de lois provinciales présentes ou futures—7903.

M. Bergeron—Que reste-t-il de la loi du dimanche?—7903.

Art. 12—7903.

Hon. Aylesworth—Sénat a supprimé le mot ou "permission" dans le cas de travail du dimanche pour la punition des patrons ou compagnies qui font travailler le dimanche—7903; c'était le seul moyen d'atteindre les corporations où l'on peut difficilement retracer qui a donné l'ordre, mais où on peut savoir si on a travaillé—7905.

Adopté—7905.

Art. 15—7905.

M. Aylesworth—Propose adopter amendement du Sénat prescrivant que poursuites ne pourront pas se faire sans autorisation du procureur général de la province où l'infraction est supposée avoir été commise—7905; pas d'objection—7905.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Sproule—Même disposition quant à la loi des aubains—7905.

M. R. L. Borden—Cet amendement paralyse l'effet de la loi—7906.

Sir W. Laurier—Sage mesure pour empêcher la persécution du peuple—7907; le seul moyen d'avoir une loi respectée, c'est d'avoir une loi sage—7907.

M. Bourassa—Le Sénat en cette circonstance s'est montré digne de l'esprit de la constitution—7907; félicite le Gouvernement d'accepter les amendements—7908; la loi ne peut mécontenter Québec parce qu'elle est lettre morte—7908.

Sir W. Laurier—Même disposition existe dans loi des chemins de fer—7909.

M. Macdonald—Il faudrait supposer un procureur général parjure à son serment pour ne pas tenir compte d'une plainte légitime—7910.

Hon. L. P. Brodeur—Cette disposition empêchera beaucoup de chantage—7910.

Amendement adopté—7911.

Hon. Aylesworth—L'amendement restant est celui qui porte prescription à 60 jours au lieu de 30 jours—7911; adopté—7911.

Hon. Aylesworth—La Chambre insiste pour que "Jour du Seigneur" soit employé au lieu de "dimanche"—7911; amendement du Sénat pas adopté—7911.

M. l'Orateur—Informe que le Sénat n'insiste pas sur les amendements désapprouvés et accepte amendement proposé relativement à l'addition du mot "charte de municipalité"—7916.

M. Aylesworth—Propose cet amendement, adopté—7916.

Sanctionné—7921.

## LOI DU PARC DES MONTAGNES ROCHEUSES (AMENDEMENT).

Hon. Oliver—Dépose Bill (n° 164) modifiant l'Acte du parc des Montagnes Rocheuses—3314; pour permettre la vente des terrains dans la ville de Cranmore—3314; pour permettre la vente des lots de ville dans Banff—3315.

1re lecture—3315.

2e lecture—4846.

En comité—4846.

Hon. Oliver—Le Gouvernement peut louer dans ce parc mais ne peut pas vendre—4846; avant d'être enclavée dans le parc, la ville de Cranmore était libre, les terrains pouvaient s'y vendre comme ailleurs—4846; à Banff on ne peut que louer les lots de ville, pas les acheter, cela n'encourage pas à construire des maisons convenables qui embelliraient le parc—4846; naturellement le Gouvernement pourrait régler les conditions de construction—4847.

Hon. Foster—Il y a à Toronto de très beaux édifices sur des emplacements tenus à bail—4847; le Gouvernement pourrait allonger la durée des baux—4848; en vendant maintenant, on tirerait peu de chose des lots de Banff qui plus tard auront

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

peut-être beaucoup de valeur—4848; en donnant seulement à bail, on se réserve de bénéficier de la plus-value—4848.

M. R. L. Borden—Fait remarquer que dans certaines circonstances, le Gouvernement peut louer pour le terme d'années qu'il veut, ce qui peut correspondre à une vente—4849; demande qu'à chaque session le Parlement soit mis au courant des ventes qui seront faites dans l'année—1750; demande que chaque règlement relatif à la vente expire avec chaque Parlement qui l'a passé et puisse être renouvelé ou non—4850.

Hon. Oliver—Ceux qui sont actuellement titulaires de baux pourraient continuer comme locataires ou acheter aux conditions et au prix que fixerait le Gouvernement par arbitrage—4852.

M. Herron—Toutes les ventes devraient se faire publiquement—4853.

M. McCarthy—Demande que les ventes se fassent à Cranmore comme à Banff, c'est-à-dire pour que les emplacements soient vendus aux enchères—4856.

Hon. Oliver—Craint que de cette façon les mineurs soient tenus de sortir jusqu'à leur dernier sou pour acheter un emplacement—4856; vaudrait mieux que les lots, fussent évalués et qu'ils pussent choisir ce qui leur conviendra à un prix raisonnable—4856; cependant est prêt à laisser faire si le député du comté le désire—4856.

Reprise de la discussion—4871.

M. R. L. Borden—Propose amendement soumettant adoption de règlements de vente à la sanction du Parlement—4871; adopté—4871.

M. M. S. McCarthy—Consent à prendre la responsabilité que les lots de Cranmore soient mis aux enchères—4872.

Bill rapporté avec modifications—4872.

3e lecture—4918.

Sanctionné—6332.

## LOI DES PECHERIES.

Hon. Brodeur—Dépose Bill (n° 222) loi sur les pêcheries—6895; 1re lecture—6895; licence pour pêcheurs de baleines dans les mers septentrionales—6895.

2e lecture—7047.

En comité—7048.

Hon. Brodeur—Un nouveau vaisseau, le "Rouville" fera respecter la loi—7048.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7049.

Sanctionné—7920.

## LOI DES PENITENCIERS.

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 176) relatif aux pénitenciers—4187; 1re lecture—4187.

2e lecture—5522.

En comité—5522.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—C'est l'application de la résolution relative aux salaires passée par le Parlement avec une refonte de la loi—5522; peu de changements—5522.

Art. 5—5523.

Hon. Aylesworth—Fait passer le pénitencier d'Alberta sous l'application de la loi—5523.

Art. 10—5524.

Hon. Aylesworth—Déclare les rues, voies publiques et bateaux où travaillent des détenus partie du pénitencier—5524.

Art. 2—5525.

Hon. Aylesworth—A l'avenir le rapport des inspecteurs se fera le 1er septembre au lieu du 1er décembre—5525.

Art. 26—5526.

Hon. Aylesworth—Permet de nommer un agent de libération provisoire—5526; M. Bergeron a mal interprété une réponse relative à la libération provisoire—5526; il y a eu en six ans 1,082 libérations provisoires, 100 ont été annulées, mais 24 seulement pour nouvelles condamnations, les autres, pour non observation de prescriptions—5527.

Art. 27—5527.

Hon. Aylesworth—Sous l'ancienne loi le directeur était autorisé à nommer les sous-surveillants, gardes, etc., à l'avenir, ce sera le ministre qui fera ces nominations—5527.

Hon. Foster—La discipline en souffrira—5528; le directeur est responsable de la conduite du pénitencier—5528; son influence sur les prisonniers sera diminuée si ceux-ci savent qu'il y a un pouvoir au-dessus de lui capable de destituer les gardes, etc.—5528.

Art. 29—5528.

Hon. Aylesworth—A l'avenir le chiffre du cautionnement sera déterminé par le ministre, ainsi que la compagnie qui doit le fournir—5529.

Art. 34—5529.

Hon. Aylesworth—L'alternance ici permise de l'acceptation du poste d'aumônier protestant par des ministres des diverses confessions est propre au pénitencier de Dorchester—5529.

Art. 36—5530.

Hon. Aylesworth—Prescrit qu'un fonctionnaire que ses fonctions obligent de demeurer au pénitencier soit logé gratuitement—5531; décide qu'un directeur ou sous-directeur peut faire soigner par les détenus un jardin d'agrément, mais pas un jardin de rapport—5531.

M. Alcorn—Propose d'ajouter l'eau aux allocations gratuites—5531.

Art. 42—5531.

Hon. Aylesworth—Supprime le droit d'entrée permanent aux pénitenciers aux membres de la législature provinciale et aux conseils du Roi—5532.

Art. 53—5533.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Le ministre pourra instituer un quartier spécial pour les aliénés—5533.

M. Stockton—D'un bout à l'autre du bill on donne au ministre des droits qui étaient réservés au Gouverneur en conseil—5534.

Art. 60—5534.

M. Alcorn—Demande que la loi prescrive que le détenu aura droit à des "ustensiles" pour prendre sa nourriture et au tabac—5534.

Hon. Aylesworth—Sans refuser le tabac, considère qu'il vaut mieux que cela ne figure pas dans la loi—5534.

Art. 61—5537.

M. Alcorn—Considère qu'une journée de travail de 8 heures au lieu de 10 serait suffisante—5537.

Art. 63—5538.

M. Alcorn—Considère qu'il est sévère de supprimer au libéré conditionnel qui est repris, la rémission de peine qu'il pouvait avoir gagnée avant sa libération conditionnelle—5538.

Hon. Aylesworth—On ne saurait trop aggraver les conséquences pour le libéré conditionnel de sa rechute—5538.

Art. 70—5539.

M. Alcorn—Propose de supprimer le paragraphe qui maintient jusqu'à son départ sous la surveillance du directeur le détenu qui a accepté de l'argent de frais de route pour se rendre à un endroit déterminé—5540.

Amendement rejeté—5540.

Art. 13—5541.

M. Alcorn—Propose que les enquêtes sur les détenus morts dans un pénitencier ne soient pas faites par un jury du dehors, mais qu'un rapport soit simplement fait au ministre de la Justice—5541.

Hon. Aylesworth—Il n'y a pas de sauvegarde comparable au jury—5542.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5542.

Hon. Aylesworth—Propose adoption amendement du Sénat—7010; radiation clause fixant que les diverses sectes protestantes pourront à tour de rôle occuper les fonctions d'aumônier—7010; adopté—7010.

Sanctionné—7920.

## LOI DES PENSIONS A CERTAINS CONSEILLERS PRIVES.

Hon. W. F. Fielding—Dépose projet de loi (n° 220) abrogeant les pensions à certains conseillers privés—6721; le public a critiqué les lois de la dernière session; particulièrement celle-ci—6721; abrogée pour faire disparaître un grief du public—6722; croit principe sage d'accorder une pension raisonnable à un citoyen qui s'est consacré au service du public—6723; croit que la Chambre y reviendra—6723; en ce moment la loi était en avance sur l'opinion publique—6723.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Foster—Demande si le Gouvernement a tenu compte des droits acquis—6723; des engagements que les bénéficiaires ont pu contracter—6723.

Hon. Fielding—Le Parlement n'a pas créé de droits acquis—6723.

1re lecture—6723.

Bill appelé pour 2e lecture—7786.

Hon. Fielding—Demande remise à cause de l'absence du chef de l'opposition—7786.

Bill remis—7786.

2e lecture—7786.

En comité—7836.

Art. 1er—7836.

M. Turriff—Propose remise à prochaine session—7837; serait en faveur de pension après 8 ans de service et 55 ans d'âge—7838.

M. H. S. Clements—Accusé d'avoir voté pour le bill, l'année dernière, n'était pas présent au vote—7838; aurait voté contre le bill accordant les pensions indistinctement—7839.

Préambule—7839.

Hon. Foster—Toutes ces questions ont été discutées et examinées par les ministres et les intéressés à la dernière session aussi longuement qu'il convenait—7839; la population a mal compris le principe des pensions—7840; les devoirs et les obligations du ministre—7842; impossible de veiller à ses affaires pour en assurer le succès—7842; l'augmentation du traitement des ministres ne serait pas une solution—7842; à la fin ils n'auraient pas davantage—7842; le pays ne peut pas vouloir voir ses anciens ministres réduits à la misère—7844.

Sir W. Laurier—Le principe est admis, la question est de savoir jusqu'où aller dans ce sens—7844; l'opinion publique semble s'être élevée contre le fait qu'on n'établissait pas de différence—7844; la loi soumise condamne seulement le mode appliqué l'année dernière—7845; le système anglais inacceptable—7846; prêt à soumettre question à l'examen du pays—7846; après tout le peuple du Canada doit être prêt à récompenser ceux qui se dévouent à son service—7846.

M. Kemp—Question devrait être laissée en suspens jusqu'à prochaine session—7847.

M. Pringle—Principe des pensions posé première fois en 1834—7847; Gladstone en 1869—7847; il serait bon d'ajourner étude du bill—7848.

M. Sproule—Bill présenté trop tard l'année dernière, pas assez de monde—7849; pas hostile au principe des pensions—7849; conditions fixées l'année dernière prêtent à critique—7849; question devrait être abordée au début de la session—7850.

M. Taylor—Loi soumise devrait ne s'appliquer que premier janvier prochain pour avoir expression d'opinion—7850; si une erreur commise l'année dernière, adoption de ce bill en causerait une autre cette année—7850; le système des pensions ne devrait pas se limiter aux ministres d'Etat—7851.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Blain—Approuve le bill—7851; espère que mesure pourra être trouvée satisfaisante par corps électoral—7851.

M. R. L. Borden—Regrette que cette mesure soit présentée si tard, a tout fait pour l'avoir plus tôt—7851; on ne doit pas donner au principe des pensions trop d'éten- due—7852; rien n'empêche de discuter ce bill bien qu'il aurait mieux valu le pré- senter au commencement de la session— 7853.

M. U. Wilson—Est en faveur de payer une ré- muneración suffisante aux ministres—7853.

Bill rapporté—7853.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—7867.

Hon. Foster—Hostilité du parlement impé- rial à la révocation de mesures financiè- res de la nature d'une promesse—7867; M. Goschen—7867.

Hon. Aylesworth—Admire attitude coura- geuse de M. Foster—7869; regrette que ceux qui sont comme lui en faveur des pensions ne soient pas aussi courageux— 7869; tout système de pension en ce qui regarde les ministres de la couronne est contraire à l'intérêt public—7869; ministres pensionnés n'ont pas plus de pro- messe que les ministres actuels ayant déjà fait une partie du temps requis— 7870; les seuls ministres qui pourraient réclamer compensation sont ceux entrés en fonctions après l'adoption de la loi— 7870; pension accordée était simple don comme un père pourrait faire à son en- fant—7871.

M. P. Elson—Approuve augmentation traite- ment du premier ministre—7872; ap- prouve traitement du chef de l'opposi- tion—7872; opposé aux systèmes des pen- sions—7873; pour être justes, il faudrait en donner aux cultivateurs—7874; augmen- tation des juges trop forte—7874; l'aboli- tion du Sénat—7875.

Hon. Fielding—Si le principe des pensions est admis, les ex-ministres y ont droit autant que les serviteurs publics—7875; le bill n'est pas rappelé comme mauvais, mais parce qu'il devance l'opinion publi- que—7876.

M. H. Bourassa—Pension votée l'année der- nière, pas simple don du Gouvernement— 7876; le Gouvernement n'a pas le droit de mettre des personnes dans une position embarrassante en vertu de son acte—7874; espère que le Gouvernement renverra la loi à la prochaine session—7876.

Bill lu 3e fois, adopté—7877.

Sanctionné—7921.

## LOI DES PENSIONS MILITAIRES (AMEN- DEMENTS).

Sir Fred. Borden—Dépose projet de loi (n° 200) amendant la loi de 1901 sur les pen- sions militaires—5320.

1re lecture—5320.

2e lecture—5670.

En comité—5670.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Sir F. Borden—Fournit état des officiers et hommes des garnisons d'Halifax et d'Es- quimalt passés dans la troupe permanente du Canada—5670; donne le détail du sys- tème des pensions en Angleterre et au Canada—5671; chaque année le montant de pension impériale gagné après dix ans de service sera porté au crédit de l'offi- cier et sera ensuite versé au gouverne- ment canadien quand l'officier aura acquis ses droits à la pension canadienne—5672.

M. R. L. Borden—A reçu des lettres disant qu'il est difficile de combler les vides cau- sés dans les corps permanents pour rem- plir les garnisons d'Halifax et d'Esquimalt —5672.

Sir F. Borden—La chose est vraie—5672; le prix payé pour la main-d'œuvre en Ca- nada est tellement élevé qu'il est difficile de trouver du monde pour entrer dans les troupes permanentes—5672; espère cepen- dant remplir les cadres—5672.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5672.

Sanctionné—7919.

## LOI DU POINÇONNAGE DE L'OR ET DE L'ARGENT.

Hon. W. F. Fielding—Propose 2e lecture du Bill du Sénat (n° 211) prescrivant le poinçonnage des objets d'or et d'argent mis en vente—6419; adopté—6419.

Propose que le bill soit renvoyé au comité des banques et du commerce, adopté—6419.

En comité général—7782.

Hon. Fielding—Bill technique pour empê- cher marque frauduleuse objets or et ar- gent—7782; examiné par comités—7782; demandé par associations manufacturiè- res—7782; adopté par le Sénat, examiné par le comité des banques et du commer- ce des Communes—7782; sera mis en vi- gueur dans un an seulement—7783.

Hon. Foster—Approuve mesure—7782; loi sera distribuée et appliquée dans un an seulement—7783; si des plaintes se pro- duisent erreurs pourront être rectifiées— 7784.

M. Kemp—Cette loi devrait être depuis longtemps aux statuts—7784.

M. Sproule—Se plaint mesure présentée trop tard—7785.

M. Henderson—Accepte le bill comme pro- tection aux consommateurs—7785.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—7785.

Sanctionné—7920.

## LOI DU PORT DE SYDNEY.

Hon. L. P. Brodeur—Dépose Bill (n° 74) relatif au port de Sydney, N.-E.—1002; pour emprunter \$6,000 afin de payer ba- lance emprunt \$4,000 fait, il y a quelques années et avoir \$4,000 de plus—1003.

1re lecture—1003.

2e lecture, comité, 3e lecture—225.

Sanctionné—6332.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DE LA PREUVE EN CANADA (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 68) pour modifier la loi de la preuve en Canada, 1re lecture—921.

2e lecture—1313.

En comité—1313.

Hon. C. Fitzpatrick—Dans un jugement dans la cause du Roi contre Gosselin, il a été décidé qu'un mari peut être forcé de témoigner contre sa femme dans une cause criminelle—1313; l'objet du bill est de prescrire que le mari et la femme peuvent être témoins compétents, mais ne peuvent pas être tenus de divulguer ce qui s'est passé pendant le mariage—1313; présente un amendement pour qu'en aucun cas il ne puisse être fait allusion au refus de témoigner ainsi au cours du procès—1313.

M. Lancaster—Demande si l'acte s'appliquera aussi aux personnes qui veulent avoir un procès sans jury—1313.

Hon. Fitzpatrick—Certainement—1313; un témoin qui voudrait témoigner en faveur de la poursuite en est empêché par le bill—1314; mari et femme ne sont pas compétents à témoigner l'un contre l'autre en Angleterre—1315; dans les causes civiles, on doit donner toute la latitude possible pour découvrir la vérité—1315; dans les causes criminelles, on doit protéger le plus possible les relations entre mari et femme—1315.

M. R. L. Borden—Demande remise de l'examen du bill—1316.

Comité fait rapport état de la question—1316.

En comité—1809.

Art. 1er—1809.

Hon. Fitzpatrick—L'amendement empêche toute remarque de quelque nature au sujet de l'incompétence de l'un des conjoints à témoigner—1810.

M. R. L. Borden—Tout l'amendement est rétrograde—1810.

Hon. Fitzpatrick—En vertu de l'amendement, le mari et la femme sont compétents à témoigner pour la poursuite et il n'est pas sage d'aller au delà—1811.

M. R. L. Borden—Le mari et la femme devraient être compétents, mais non contraignables à témoigner l'un contre l'autre—1811.

Hon. Fitzpatrick—La cause de la Reine contre Gosselin où il a été décidé que le mari ou la femme sont témoins contraignables l'un contre l'autre, nécessite cet amendement—1812.

Art. 4—1812.

M. E. M. Macdonald—Demande si on ne devrait pas adopter disposition de la loi anglaise empêchant de contre-interroger un témoin sur son casier judiciaire—1812; loi anglaise—1812; l'innocence ou la culpabilité du prévenu doivent découler uniquement de la preuve faite sur l'accusation particulière portée contre lui—1813; cette

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. E. M. Macdonald—*Suite.*

preuve des antécédents ne devrait être permise à la couronne qu'une fois la culpabilité établie—1813; demande que la couronne ait le droit de contre-interroger le prévenu sur des aveux faits, admis comme preuve par la couronne puis rejetés par le tribunal comme pas faits volontairement—1814; on permettrait ainsi à l'inculpé de s'expliquer sur la nature des aveux—1814.

M. Fowler—Si ces aveux ne sont pas admissibles devant le tribunal, comment pourrait-on s'en servir devant le jury?—1815; dans aucun cas on ne devrait contraindre le mari ou la femme à témoigner—1815.

Hon. Fitzpatrick—Quant au casier judiciaire, un accusé qui se présente au banc des témoins ne doit avoir aucun privilège spécial, son interrogatoire doit comporter la même latitude—1815.

Hon. Fitzpatrick—Si l'amendement est passé, le mari ou la femme pourra être témoins à décharge, mais non contraignables—1816; le chef de l'opposition veut que le mari et la femme soient témoins compétents à charge et à décharge—1816; la logique est complètement absente de notre code pénal—1817; ce n'est qu'un ensemble de décrets votés séparément au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir—1817; le but du présent bill est de laisser substituer la loi de 1901, sauf une disposition inutile et cruelle dont la portée a été révélée dans la cause de la Reine contre Gosselin—1818; notre intention est d'assimiler notre loi à celle d'Angleterre et en agissant ainsi nous avançons dans la bonne direction—1818.

M. Clarke—Demande ce que devient la loi dans les causes d'assaut, si la femme ne pourra plus témoigner contre son mari—1819.

Hon. Fitzpatrick—Il n'y a pas de changement à cet égard, ces causes relèvent du droit coutumier—1820; il y a bien longtemps que la compétence d'une femme ou du mari dans une cause d'assaut est universellement reconnue—1820.

Bill rapporté—1820.

3e lecture—2220.

Sanctionné—4470.

## LOI DES RESERVES FORESTIERES.

Hon. F. Oliver—Dépose Bill (n° 47) relatif à l'établissement de réserves forestières—577; pour préserver les forêts et l'existence des cours d'eau—577; constitueront aussi des réserves de chasse—577.

1re lecture—577.

2e lecture—2902.

En comité—2902.

Hon. Oliver—Expose objet du bill—2902; réserves forestières déjà établies par le Gouvernement par règlements ou ordonnances—2902; liste des réserves existantes 2902; Gouvernement autorisé à soustraire de la vente et occupation les terrains qui relèvent de lui et sont propres à l'exploita-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

tion forestière—2903; coutume date de 1893—2903; le présent bill permet au Gouvernement de prendre la haute main sur terrains ne relevant pas de lui—2903; le bill décrit aussi exactement que possible réserves à créer—2904; explication de la situation et dimensions des réserves existantes—2904.

M. Lake—Demande ce que les compagnies de chemin de fer qui verront retirer des terres mises de côté pour leur choix de subvention pourront demander en échange—2906.

Hon. Oliver—Les lots mis de côté pour le choix des terres de subventions sont suffisamment étendus pour qu'il leur en reste encore à choisir—2409; du fait que ces terres boisées sont mises de côté, il ne s'en suit pas que la coupe du bois y est défendue—2907.

M. Monk—Insiste que le Gouvernement s'expose à des réclamations de la part des compagnies de chemin de fer, dont le choix sera restreint—2908.

Sir W. Laurier—La loi répond au désir de la Convention forestière récemment tenue à Ottawa—2909; c'est pour créer, par statut, comme en France et en Allemagne, des réserves forestières qui ne pourront plus être touchées—2910.

M. Lake—Demande que le Gouvernement prenne clairement des mesures pour éviter toute réclamation ultérieure des compagnies de chemin de fer—2910.

M. Osler—Le principe du bill est un pas de fait dans la voie du progrès—2910; demande renseignements complets sur études et démarches faites—2911.

M. Turriff—Avec l'ancien système les colons réussissaient toujours à envahir les terres réservées—2912; par favoritisme ou occupation ils obtenaient la concession des terrains—2912; le département ne pouvait pas conserver la haute main—2912; l'arrivée du colon était le signal de la destruction—2912; on a accordé en somme bien peu de permis de coupe—2912.

Hon. Haggart—Croit qu'il n'y a dans toute cette partie du pays, pas une seule terre à bois qui ne soit affermée—2913.

Sir W. Laurier—S'il est vrai que toute cette région est louée à des marchands de bois, cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas conserver en forêt cette étendue de terrain dans l'intérêt public—2914; bien qu'il y ait ici et là quelques terres arables, il vaut mieux faire de cette région une réserve forestière—2914.

M. Fowler—Se plaint que le bill ne permette pas de créer de plus grandes réserves forestières—2915; ce sont les chercheurs d'or et non les colons qui incendient la forêt—2916.

M. R. L. Borden—Les délibérations de la Convention forestière—2916; si l'on continue à accorder des permis de coupe suivant l'ancienne méthode on n'obtiendra aucun des résultats auxquels sont arrivés les

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

pays européens—2916; il faut protéger contre le feu, réglementer les coupes, exiger un loyer raisonnable—2916; nous devons connaître les droits des détenteurs de permis et des compagnies de chemin de fer—2917.

M. J. W. Roche—Rapport Young sur la réserve forestière de Riding-Mountain—2918; les colons scandinaves d'Eau-Claire—2919; rapport de l'inspecteur James White—2920; les terres des colons sont confisquées au bénéfice des métis—2921; les incertitudes des colons du township 19, rang 19—2922.

Hon. Oliver—Les faits cités prouvent que la loi est nécessaire—2922; le département n'avait aucun droit absolu de régler ces questions, ce qui causait les retards—2922; le seul objet de cette loi est de permettre au Gouvernement de sortir des difficultés inextricables qui ont existé jusqu'à maintenant—2922; le Gouvernement tout en laissant subsister les permis de coupe de bois peut en modifier le système—2923; actuellement, il ne s'agit pas de produire des rapports pour savoir ce qui a été fait autrefois, il s'agit de savoir s'il est sage de faire ce que le Gouvernement entend faire, et comment il doit le faire—2924; la loi ne s'applique pas aux parties les plus boisées de la Colombie-Anglaise—2924.

Hon. Haggart—Le Gouvernement n'est pas tenu de réserver une zone quatre ou cinq fois plus étendue que celle que les compagnies auraient pu obtenir et d'immobiliser ces terrains en réserve pour le bénéfice des compagnies—2924; il est important de savoir jusqu'à quel point nous intervenons dans les droits qu'ont les concessionnaires de coupes de bois en établissant ces réserves forestières—2925; la loi pourvoit au paiement d'indemnités pour les gens lésés, nous devrions savoir à quoi nous nous engageons—2925.

Hon. Oliver—La loi n'est pas pour faire intervenir le Gouvernement mais pour lui donner le pouvoir d'intervenir si c'est nécessaire—2925; les concessionnaires de permis ont des obligations à remplir, si un concessionnaire a enlevé tout le bois marchand, on peut mettre fin à la concession—2926; il n'importe pas que le terrain des réserves forestières se trouve ou non dans la partie réservée aux chemins de fer—2926; ceux-ci peuvent choisir leurs terres dans un terrain ou un autre—2926; le Gouvernement ne veut sûrement déposséder personne—2927; il désire avoir l'administration continue des terres de la réserve forestière—2927; il demande le simple pouvoir d'acquiescer les droits de ceux qui seraient établis sur la réserve et de les faire partir—2927; si l'on refusait systématiquement d'en venir à composition avec le Gouvernement, celui-ci demanderait des pouvoirs d'expropriation qu'il ne demande pas maintenant—2928.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Fowler—On devrait obliger les concessionnaires de permis à participer aux frais de protection contre les incendies—2929; les forêts américaines sont ruinées par le vandalisme—2930.
- M. Schaffner—S'informe de la situation où se trouvent les squatters de la réserve de la Montagne de la Tortue—2930.
- Hon. Oliver—Expose comment il entend opérer, préfère ne pas inclure le bien du squatter dans la réserve s'il est sur la bordure—2931.
- M. Turriff—Les squatters de la réserve de la Montagne de la Tortue ont été prévenus qu'il ne leur serait pas délivré de titres de homesteads—2931.
- Hon. Oliver—Les colons ne pourront pas s'établir sur les réserves créées par cette loi—2932; le Gouvernement n'a pas tenu à inclure dans le bill le pouvoir d'expropriation, mais si la Chambre le désire, il est prêt à le faire—2933; il vaut mieux attendre le bill à l'œuvre et voir, l'année prochaine—2933.
- Art. 4—Pouvoirs du surintendant de la sylviculture—2933.
- M. M. S. McCarthy—Demande quels règlements le ministre veut adopter, s'ils seront aussi sévères que dans les Adirondaks—2934.
- Hon. Oliver—Avant de faire les règlements, il faut passer la loi—2934; les concessionnaires de coupes de bois continueront à abattre le bois, mais en se conformant aux nouveaux règlements—2934.
- M. Henderson—Il faudra un personnel nombreux si l'on ne veut pas que les règlements restent lettre morte—2935; l'objet recherché par le Gouvernement est louable—2935.
- Hon. Oliver—Il y aura un seul surintendant de la sylviculture avec résidence à Ottawa—2936.
- M. S. Hughes—Demande pourquoi on englobe dans la réserve forestière les terres de la montagne du Canard et de la montagne du Dauphin qui ont de bonnes terres arables et qui seraient mieux exploitées en culture qu'en forêt—2937.
- Hon. Oliver—C'est en raison de leur altitude pour réglementer le système des eaux—2938.
- M. Perley—Les règlements sont toujours généralement bons, la difficulté est de les appliquer—2938; le cas de Québec et d'Ontario—2938; les propriétaires de concessions contenues dans les limites de ces réserves verront leur situation s'améliorer—2938; si les règlements sont observés l'exploitation d'une concession peut se faire à perpétuité—2939; l'exemple d'une concession en Allemagne—2939.
- M. S. M. McCarthy—Veut connaître le sens des règlements que le Gouvernement entend faire adopter—2940.
- M. R. L. Borden—Demande que le ministre de la justice donne son avis si un permis est un traité révocable chaque année ou qui subsiste d'année en année au bénéfice du concessionnaire—2942; la Chambre a le

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- droit de connaître sinon les règlements à intervenir, du moins, le sens dans lequel ils seront faits—2942.
- Hon. Oliver—Propose qu'on continue à étudier le projet jusqu'au bout, en promettant qu'il reviendra devant le comité—2943.
- M. Roche—Considère que le Gouvernement ne veut pas se faire autoriser à déposséder les colons galliciens pour conserver la prépondérance politique—2945.
- Hon. Oliver—Les règlements devront être différents en Colombie-Anglaise—2945.
- Art. 7—2945.
- Hon. Oliver—Cet article a en vue les terres de la compagnie de la baie d'Hudson—2946; il faut pouvoir en débarrasser les réserves—2946.
- M. Fowler—On devrait spécifier que l'article est pour les terres de la baie d'Hudson seulement—2946; sinon le propriétaire d'un morceau de terre sans valeur pourra s'en procurer un meilleur—2946.
- M. Osler—La superficie des terres des réserves forestières est de 2,500,000 acres—2948; la compagnie de la baie d'Hudson possède un vingtième, cela fait 125,000 acres, si la compagnie de la baie d'Hudson demande 5 l'acre, cela fera à payer \$675,000—2948; on demandera le même prix pour les terres des écoles—2948.
- Art. 9—Relatif aux chemins—2948.
- Hon. Oliver—L'entretien des chemins sera à la charge du gouvernement fédéral—2949; si le chemin existe déjà, le gouvernement fédéral n'assumera pas de responsabilité—2950; les gouvernements paieront pour l'entretien de leurs chemins respectifs—2950.
- Art. 10—Protection contre l'incendie pendant la construction des chemins de fer, les compagnies paieront la moitié des frais—2951.
- M. Fowler—Demande que les compagnies paient la totalité des frais—2951.
- M. Lake—S'oppose à ce que le même garde-forestier assigne la compagnie, détermine si l'infraction a été commise et impose l'amende—2951; est adverse au système qui donne aux officiers de la gendarmerie à cheval les fonctions de magistrat—2951.
- Hon. Oliver—Cette disposition est nécessaire par l'éloignement des endroits où se passeront les faits—2952.
- Art. 11—Permettant au Gouvernement d'acquérir des particuliers les pouvoirs nécessaires pour appliquer la loi—2953.
- Hon. Oliver—L'acquisition du titre complet pourrait coûter cher—2953; le Gouvernement désire simplement pouvoir appliquer ses règlements pour la protection des forêts et du gibier—2954.
- Art. 12—Portant que la loi ne doit s'appliquer qu'aux terres que le Gouvernement peut acquérir sur ces réserves et dont la couronne ne possède pas le titre dans le moment—2954.
- Art. 13—Pénalités—2955.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite*.

M. R. L. Borden—Il ne serait peut-être pas à propos de donner ces pouvoirs au garde-forestier agissant comme juge de paix—2955.

Hon. Oliver—Propose amendements à la description de certaines réserves—2956.

Rapport fait de l'état de la question—2958.

Discussion reprise—3403.

Hon. Oliver—Donne superficie des réserves projetées—3403; liste des concessions forestières existantes, réserve par réserve—3405; conditions des concessions—3409; le concessionnaire est obligé d'exploiter sa concession—3409; les incendies de forêts—3410; le bail ne donne pas de droits aux pâturages—3411.

M. Sproule—Désirerait savoir combien il y a de scieries sur ces concessions—3411; l'obligation d'ériger une scierie a servi à écarter des gens qui demandaient des concessions et d'autres en ont eues sans se conformer à cette obligation—3412; la facilité de renouvellement chaque année tant qu'il y a du bois marchand correspond à une concession à perpétuité—3412; autant mettre le locataire en pleine possession du sol—3412; le système est radicalement faux—3412; les erreurs commises dans Ontario, l'Etat n'a pas retiré le profit qu'il aurait dû retirer de ses concessions forestières—3414; on rétablit maintenant le même système faux dans un territoire nouveau—3414.

M. Osler—Demande un état des modifications apportées au décret de 1898 qui régit les concessions forestières—3414.

Sir W. Laurier—Ces règlements sont évidemment modelés sur ceux des anciennes provinces—3416; estime que les porteurs de permis ne devraient pas être les seuls à profiter des plus-values—3416; le ministre de la Justice doit être consulté pour savoir si le Gouvernement peut résilier les baux qui assuraient virtuellement la perpétuité aux porteurs—3416.

M. R. L. Borden—S'il n'y a pas de changements au système actuel, ce n'est pas une réserve de l'Etat qu'on créera, mais une réserve de particuliers—3416; sur ces réserves, il y aurait 500 milles carrés appartenant à des particuliers sous la protection de l'Etat—3416; demande à connaître l'opinion du ministre de la Justice—3418.

Sir W. Laurier—Désire en arriver à une exploitation systématique de la forêt comme cela se fait en France, Allemagne, etc.—3418; le bois ne doit pas être conservé, il doit être coupé, mais la forêt doit être protégée—3418.

Hon. M. Haggart—Les réserves ne peuvent pas être assujetties à un double contrôle—3419; le gouvernement a toujours le droit d'exproprier en indemnisant—3419; approuve l'établissement de réserves forestières à condition que l'Etat ait la pleine propriété des forêts—3419.

M. Osler—Si on établissait les réserves sans élever les droits de coupe, les concessionnaires auraient à perpétuité la jouissance de nos réserves—3419.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite*.

M. W. J. Roche—Le Gouvernement n'est pas autorisé par ce bill à déposséder ni à exproprier ceux qui ont acheté des terres des compagnies de chemin de fer—3420; c'est d'eux que viendra le péril d'incendie—3422; le Gouvernement devra non-seulement se faire autoriser à annuler les permis de coupe mais encore à déposséder les gens établis dans les limites de la réserve forestière—3422.

M. Lake—Demande quelle sorte de rapports le ministre reçoit des gardes-forestiers chargés de veiller aux incendies—3424.

M. Roche—Se plaint que les gardes sont négligents—3428.

Sir Wilfrid Laurier—Les salaires des gardes-forestiers sont payés moitié par le Gouvernement et moitié par les porteurs de permis, si des gardes ne faisaient pas leur devoir, ils seraient vite dénoncés—3424.

M. Ames—Désire savoir si la compagnie de chemin de fer du Canadian-Northern à laquelle on enlèvera des terres aura le droit de faire le choix de terres meilleures dans d'autres parties du Nord-Ouest—3426.

Hon. M. Oliver—On ne peut pas obliger la compagnie à accepter, en échange, des terres moins bonnes que celles auxquelles elle a droit actuellement—3428; ce bill n'est pas basé sur un rapport du surintendant des forêts, c'est le résultat des efforts du surintendant et du Département pour donner un corps aux idées exprimées à la Convention forestière—3428.

Hon. M. Haggart—Demande si le gouvernement est tenu de faire une réserve de terres où les compagnies de chemins de fer peuvent choisir leurs subventions—3431; sinon, nous ne leur devons aucune compensation en soustrayant des terres de ces réserves constituées sans obligation—3430; elles n'ont qu'à choisir dans ce qui reste—3431; à son avis, les compagnies n'ont aucun droit, ni moral, ni légal—3431.

Sir Wilfrid Laurier—Si cela était, la question serait vite simplifiée—3432; il faudrait à cet égard consulter le ministre de la Justice—3432; en tout cas, la compagnie si elle peut ne pas accepter des terres de valeur inférieure doit être tenue d'accepter des terres de valeur égale—3432.

Hon. Oliver—Propose d'amender l'art. 10 pour faire entendre que les réserves seront soumises aux prescriptions des lois provinciales quant à cet article—3434.

Adopté—3434.

Discussion remise—3434.

Discussion remise—3561.

Discussion reprise en comité—3620.

Art. 4—Contrôle, administration, règlements—3620.

M. R. L. Borden—Demande quel sera l'esprit des règlements: le maintien des concessions forestières ou la main-mise par l'Etat?—3620.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Oliver—L'Etat veut mettre la main sur autant qu'il pourra des réserves forestières, sans s'exposer à des frais trop considérables—3620.

M. R. L. Borden—L'embarras existant provient des modifications introduites à l'ancien règlement conservateur dont la portion relative à la révision annuelle du loyer a été éliminée par M. Sifton—3622; si la formule ancienne avait subsisté on pourrait faire payer aux concessionnaires une partie des frais de protection—3622; avec la clause supprimée le Gouvernement est à la merci des concessionnaires—3622; rien ne peut justifier la modification faite—3623.

Hon. Oliver—Quand ces règlements ont été modifiés on ne songeait pas au bill actuel—3624; l'objet était d'encourager l'exploitation du bois, l'érection de scieries—3624.

M. R. L. Borden—L'établissement des réserves forestières va augmenter la valeur des concessions et grâce à ce règlement de 1903, nous ne pourrions tirer aucun profit de la plus-value—3624; on ne peut pas nous demander l'adoption de cette loi sur des notions aussi vagues de l'intention du ministre que celles que nous possédons—3625; si nous n'accordons pas d'indemnité aux concessionnaires pour nous en débarrasser, ceux-ci s'indemniseront eux-mêmes grâce au renchérissement de leur propriété—3625.

M. W. F. Maclean—Le Parlement doit s'efforcer de faire rentrer le Gouvernement en possession de toutes les terres aliénées, par cession, par subvention, par cadeau à la baie d'Hudson—3626.

M. Osler—Attend l'opinion promise du ministre de la Justice sur la responsabilité qu'encourrait l'Etat aux termes du projet de loi—3626; les conditions des anciens permis—3626; le Gouvernement a abandonné toutes ses prérogatives—3627; son but paraît avoir été de pouvoir rendre ses amis excessivement riches—3628; le résultat des nouveaux règlements n'est pas de faire exploiter les coupes, mais de laisser le concessionnaire se croiser les bras et d'attendre que la colonisation ou les chemins de fer aient donné de la valeur à sa propriété—3628; mesures prises par le nouveau gouvernement d'Ontario pour tirer parti des richesses forestières—3628; les résultats—3629; approuve le projet mais désire savoir ce qu'il coûtera au pays—3629; cela coûtera des millions pour désintéresser la compagnie de la baie d'Hudson et les colons qu'elle a mis sur ses terres—3630; il faut un rapport complet du ministre de la Justice sur les obligations encourues—3630.

Hon. Oliver—Pour donner une idée exacte de ce que coûtera le rachat, il faudrait visiter une à une toutes les réserves existantes—3631; si M. Osler n'a pas confiance dans le Gouvernement pour exécuter le bill, il fait aussi bien de dire qu'il est opposé au principe du bill—3632; il est bien certain que si les exigences des détenteurs de concessions sont trop élevées, il

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

faudra changer les limites données dans ce bill pour les réserves à créer—3632.

M. R. L. Borden—Alors, il ne faut pas passer une loi qui donne aux détenteurs des droits acquis—3632.

M. W. F. Maclean—Nous vendons au Nord-Ouest le bois 50 cents le mille pieds, Ontario le vend \$7.50—3634; le Gouvernement a enrichi les concessionnaires et veut les enrichir encore davantage—3634.

Sir Wilfrid Laurier—Il y a trente-cinq ans qu'on a donné des pouvoirs au Gouvernement pour l'administration du domaine public—3634; ce bill les enlève au Gouvernement pour les donner au Parlement—3635; le présent bill ne change rien à nos obligations envers les concessionnaires ni aux droits que ceux-ci ont actuellement—3635; le ministre de la Justice déclare que nous ne pouvons pas les déposséder—3636; le ministre demande le pouvoir de faire avec eux les meilleurs arrangements possibles—3636; l'opposition voudrait même aller plus loin, elle voudrait exproprier, alors pourquoi s'oppose-t-on au bill?—3636; nous demandons qu'à l'avenir le Gouvernement ne puisse pas aliéner ces réserves—3636.

M. R. L. Borden—Vaudrait qu'il fût décrété que l'adoption de ce bill ne nous obligera pas à payer aux concessionnaires une indemnité plus forte que nous aurions à payer sans ce bill—3636.

Sir Wilfrid Laurier—Est prêt à ajouter un "caveat" que rien du fait de ce bill ne donnera au concessionnaire le droit de soumettre une réclamation plus forte—3637.

M. Sproule—On a voulu favoriser des amis en modifiant les termes des baux—3638; le principe du bill est bon, mais le Gouvernement doit d'abord se substituer aux concessionnaires—3638; liste des concessions existantes et noms des concessionnaires—3640; l'Etat n'était que fiduciaire des terres du peuple, il n'avait pas le droit de se défaire du domaine public—3642; il ne fait aucun tort aux locataires en reprenant ses terres et en indemnisant ceux-ci des dépenses faites—3642.

Hon. M. Oliver—Le Gouvernement n'administre pas le domaine public dans l'intérêt du revenu, ceci est la méthode tory—3644; le gouvernement libéral administre les terres et forêts pour servir et subvenir aux besoins du peuple—3644; il est faux que les changements aux règlements aient eu en vue l'avantage pécuniaire des concessionnaires—3644; les changements annuels au prix des redevances dans des contrées comme le Nord-Ouest où le bois est peu abondant, où il est difficile de répondre au commerce local, entraveraient l'exploitation forestière et empêcheraient de satisfaire les besoins locaux—3645; la seule chose qui sauvait les anciens règlements c'est qu'ils n'ont jamais été mis en vigueur—3645; tant qu'ils existaient, personne au Nord-Ouest n'a voulu se livrer à l'exploitation du bois—3645; ce qu'il faut au Nord-Ouest c'est beaucoup d'ex-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

ploitation au moyen de règlements faciles pour assurer l'avantage de la concurrence—3646; dans la liste des concessions fournies à la Chambre, il n'y en a que 2 ou 3 où l'on n'ait pas coupé de bois; depuis 1896, cela fait des millions de pieds de bois fournis au Nord-Ouest—3646; en comparant d'après les résultats obtenus nos règlements actuels et les anciens, on voit que le Nord-Ouest approuve les nouveaux règlements—3646; si on veut faire de cela une question politique qu'on s'adresse à la population du Nord-Ouest—3647; on parle de grands avantages qui découleront de ce bill pour les concessionnaires actuels, mais on n'en signale aucun—3647; la protection contre les incendies? Mais le Gouvernement la donne actuellement en payant la moitié des frais—3647; peut s'engager que rien ne sera changé à cet égard si le bill devient loi—3647; en vertu du bill nous avons le droit d'imposer aux concessionnaires les obligations, quant à la coupe, qui nous paraîtront nécessaires pour sauvegarder les intérêts que nous prétendons devoir maintenir sur ces réserves—3648; ceci ne sera pas un avantage pour les détenteurs—3648; il n'est pas contraire à la doctrine du Gouvernement qu'un concessionnaire de coupe fasse de l'argent, pourvu que ce soit honnêtement—3648; on nous demande de prélever des droits élevés sur le bois du Nord-Ouest parce qu'on prélève des droits élevés sur celui d'Ontario—3648; c'est le public qui paie ces droits—3648; est-ce là ce que l'on veut établir dans le Nord-Ouest?—3648; le peuple ne le veut pas—3648; ce ne serait pas de bonne politique d'augmenter les droits maintenant—3649; les clauses du bill relatives à la protection contre les incendies ont été demandées par la convention forestière—3649; ne va-t-on pas protéger les forêts de peur que quelques individus en profitent—3649.

M. R. L. Borden—Les méthodes que l'on qualifie de tyranniques sous l'ancien régime sont celles qui ont été implantées en Nouvelle-Ecosse par les amis de l'hon. M. Fielding pour l'exploitation des mines—3651; les changements effectués en 1903 l'ont été dans l'intérêt des spéculateurs—3652; curieux arrangement commercial—3652.

M. Osler—Dit que si l'on réduisait la taxe sur le bois en Ontario le peuple ne paierait pas le bois un sou moins cher—3653; avantages pour les concessionnaires en vertu du règlement modifié—3654; le consommateur ne bénéficie pas pour un sou des avantages accordés—3654.

M. Turriff—Les vertus de l'ancien régime n'existent que dans l'imagination de M. Osler—3655; les concessionnaires autrefois se syndiquaient et détenaient toute l'étendue de bois qu'il leur plaisait; exemple—3656; les concessionnaires ne payaient aucune prime pour la coupe de bois—3656; c'était gratuit sous les conservateurs—3656.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Sproule—S'il y a encore des conservateurs qui détiennent des concessions obtenues du gouvernement conservateur dans ces conditions, on devrait les leur enlever—3657.

M. Crawford—Les conservateurs ont accordé sans adjudication, ni concurrence, ni permis 23,850 milles carrés de bois au Nord-Ouest—3657; noms donnés, tous politiques en vue—3688; sous le présent gouvernement toutes les concessions sont soumises à l'adjudication—3659; les concessions conservatrices de Boyd et d'Harison subsistant dans les réserves à créer par ce bill ont été accordées sans adjudication de prime—3660.

M. Perley—Son nom figure parmi les concessionnaires cités, péché de jeunesse—3660; si la mesure prise par le Gouvernement à l'égard des concessionnaires de l'ouest était prise à l'égard des détenteurs d'Ontario et de Québec cela leur ferait beaucoup de bien—3662; paierait lui-même bien cher pour être l'objet d'une telle faveur—3662; mécanisme des deux règlements, l'ancien et le nouveau—3661; le nouveau règlement a été préparé par un homme bien au courant du commerce de bois—3664; rien n'autorisait pareil décret, aucun besoin public—3665; si ce bill est adopté la valeur des concessions augmentera—3665; tout ce qui peut éloigner le colon ou le chasseur augmente la valeur d'une concession forestière—3665; avec ce bill, si le règlement actuel n'est pas annulé, les concessions forestières doubleront de valeur—3666.

M. R. L. Borden—Demande que les parties des réserves que le Gouvernement doit créer et qui sont enclavées dans des concessions existantes ne soient pas délimitées par la loi et ne fassent partie des réserves que sur décret de l'Exécutif—3666; après examen du bill insiste sur l'amendement à l'effet que l'indemnité en cas d'achat du Gouvernement ne pourra pas être augmentée du fait de la plus-value donnée à la concession par la présente loi—3668.

Hon. M. Oliver—Accepte amendement, bien qu'inutile à son avis—3668; en laisse paternité à M. Borden—3668.

Sir W. Laurier—Ne voit pas l'opportunité de retirer virtuellement les 500 milles déjà concédés de l'effet de la loi—3669; le Gouvernement n'a pas l'intention de continuer ce système de baux—3669; avec ce bill, il faudra substituer de nouveaux règlements à ceux qu'on juge défectueux—3669; le Gouvernement se réserve d'étudier la proposition de M. Borden—3670.

M. Ingram—Dénonce le mécanisme d'adjudication des concessions forestières—3670; dit que le nombre de jours entre la publication de l'annonce et l'ouverture des soumissions devrait être fixe—3670; c'est trop de pouvoir pour un fonctionnaire d'adjuger seul—3671.

Hon. Oliver—Est prêt à recevoir toute plainte d'abus ayant résulté de ce système—3671.

Article 4 adopté—3671.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Ames—Demande production de l'original de certaines concessions, original demandé par M. Foster—3672.

Article 12—Mettant hors de cause les concessions déjà accordées—3674.

Hon. Oliver—Les concessions que M. Borden demande d'exclure le sont de ce fait et pourront être atteintes par loi spéciale—3674; cet amendement a été préparé par le ministre de la Justice—3674.

M. R. L. Borden—M. Fitzpatrick a plus obtenu que je ne demandais—3674.

Sir Wilfrid Laurier—Demande de réserver l'article—3675.

Art. 13—Punissant de trois mois d'emprisonnement en plus de responsabilité civile celui qui met le feu à réserve forestière—3675.

Hon. Oliver—Accepté demande de M. McCarthy de mettre six mois—3675.

Rapport fait à la Chambre de l'état de la question—3675.

Reprise en comité—5556.

Hon. Oliver—Soumet amendements conformes aux suggestions faites en comité antérieurement—5558.

Plusieurs amendements adoptés—5558.

Ordre donné de réimprimer le bill—5558.

Reprise en comité—5674.

Hon. Oliver—Propose amendement demandé par M. Borden à article 12 pour l'évaluation des permis de coupe ou baux concédés dans réserves forestières quand Gouvernement achète à fonds perdu—5674; ne voit aucune objection à reconnaître qu'un concessionnaire ayant des forêts dans les limites d'une réserve ne doit pas prétendre à une indemnité spéciale à cause de la création de cette réserve—5675.

Hon. Foster—Ne voit pas ce qui permet au Gouvernement d'acheter les concessions—5678.

Hon. Oliver—Articles 7 et 11—5678.

Hon. Foster—Ces articles donnent un pouvoir détourné, peut donner prise au favoritisme—5679.

M. Turriff—On semble croire que le Gouvernement veut exproprier à grand frais quelques-uns des concessionnaires—5680; mais alors le Gouvernement serait obligé d'exploiter la forêt et de la protéger—5680; il tient à laisser ce soin aux porteurs de licence actuels—5680.

M. Burrows—Serait enchanté de voir le Gouvernement privé du droit de racheter les concessions forestières—5681; ne tient pas à vendre les siennes—5681.

M. Schaffner—Demande quelle sera l'attitude du Gouvernement au sujet des squatters et de la cueillette du bois mort—5683.

Hon. M. Foster—Il est important que le ministre puisse se débarrasser des squatters, des colons individuels et des compagnies de chemin de fer—5685; il faut maintenir l'article 7—5685.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Henderson—Accuse le ministre de l'Intérieur de mettre de la mauvaise volonté à déposer un état demandé indiquant les concessions forestières sollicitées et concédées à des conservateurs de 1880 à 1896—5686; on a porté des accusations absurdes et lu des listes ridicules—5685.

M. Sproule—Dans l'intérêt des personnes accusées ces documents devraient être produits sans délai—5688.

M. R. L. Borden—Si l'on ne peut pas se procurer ces documents en quelques heures, il est temps d'instituer une enquête sur le fonctionnement du département de l'Intérieur—5689; propose nouvel amendement pour substituer à celui proposé par le ministre—5689; c'est un avertissement que si le Gouvernement se décidait à acheter les coupes de bois, le Parlement ne consentira pas à payer d'indemnité en raison de l'existence de la réserve—5690.

Hon. Oliver—Propose amendement final—5691.

Adopté—5692.

Bill rapporté, lu 3e fois, passé—5692.

Sanctionné—7920.

## LOI DES RESERVES DE GIBIER (AMENDEMENT).

Hon. Oliver—Dépose Bill (n° 154) modifiant la loi de 1904 sur les réserves de gibier dans les territoires non organisés, 1re lecture—2512.

2e lecture—2896.

En comité—2896.

Hon. F. Oliver—Le bill a pour objet de protéger le buffalo—2896; décrète que le buffalo ne pourra pas être tué jusqu'au 1er janvier 1912; cette loi ne s'applique pas aux provinces—2896; il y a un ou deux troupeaux de buffalos à Salt-River, 60e degré de latitude—2896.

M. Fowler—Demande qu'on s'entende avec le gouvernement d'Alberta pour protéger ces troupeaux—2897.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—2897.

Sanctionné—4471.

## LOI DES ROUTES DANS LA SASKATCHEWAN.

Hon. F. Oliver—Dépose Bill (n° 202) relatif aux routes publiques dans la province de Saskatchewan—5498; le but est de modifier la loi passée à la dernière session, non en principe, mais quant à quelques détails—5498; modifications demandées par provinces—5498; 1re lecture—5498.

2e lecture—5696.

En comité—5696.

Hon. Oliver—On a jugé à propos d'enlever à la province le droit aux mines gisant sous quelque partie d'un chemin—5699.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5699.

Sanctionné—7919.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DES SAUVAGES (AMENDEMENT).

Hon. F. Oliver—Dépose projet de loi (n° 194) pour modifier la loi sur les Indiens—5113.

2e lecture—5558.

En comité—5558.

Hon. Oliver—Objet du bill est de changer montant à payer immédiatement et directement aux Indiens pour obtenir abandon de leurs terres—5558; actuellement, versement de 10 pour 100, porté à 50 pour 100—5558; les Indiens détiennent actuellement dans Alberta et Saskatchewan 2,171,114 acres de plus qu'ils n'ont droit d'après les traités—5559; expose comment les Indiens sont venus en possession de ce surplus—5561; déclarations majorées—5562; mode de vente actuel—5563.

M. Henderson—Pense que tant que les terres ne sont pas trop rares dans l'Ouest, il faudrait mieux les laisser fructifier—5563; si on vend les terres maintenant qu'elles ne valent pas grand'chose, plus tard il faudra sortir du bon argent du trésor pour satisfaire aux obligations à l'égard des Indiens—5564.

M. S. Hughes—Le seul moyen de civiliser les Indiens est de les obliger à se choisir des fermes sur les réserves et de permettre aux blancs de s'établir dans le voisinage—5564.

M. Boyce—Demande quelle est la coutume dans le cas d'expropriation de réserves indiennes par des compagnies de chemin de fer—5565; discute l'expropriation de l'île du Poisson Blanc dans les eaux du lac Supérieur—5565.

Hon. Oliver—C'est le Parlement qui a donné aux compagnies de chemin de fer le pouvoir d'exproprier—5567.

M. Dymont—Les Indiens ont accepté d'autres terres ailleurs—5567.

M. Lake—Insiste que lorsque les Indiens abandonnent des terres, celles-ci devraient être mises à l'enchère avec la plus grande publicité possible—5568.

Hon. Oliver—La somme payée aux Indiens directement n'est pas donnée en argent—5569; le département achète pour eux des objets utiles, machines, etc.—5569.

M. Lake—Propose qu'une partie de l'argent ainsi obtenu soit consacré aux maisons d'écoles et à l'entretien d'institution charitables—5570.

Bill rapporté—5570.

3e lecture, adopté—5670.

Hon. Oliver—Propose adoption amendements du Sénat—7021; corrections de détail—7021.

Adopté—7021.

Sanctionné—7018.

## LOI DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES (AMENDEMENT).

Hon. Chs. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 10) dans le même sens que le bill de M. Borden, mais procède par amendement à la loi du Sénat et des Communes au lieu d'amendement au code pénal—19; disposé à le soumettre à un comité—19.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

1re lecture—19.

2e lecture—364.

Hon. C. Fitzpatrick—Demande que la loi soit référée au comité nommé pour étudier les lois concernant Sénat et Communes, adopté—364.

Discussion en comité—7866.

Art. 1er—7866.

M. R. L. Borden—Propose amendement grammatical—7866.

Hon. Aylesworth—La loi s'applique aux associés et aux affaires d'administration départementale—7866.

M. R. L. Borden—Dans une autre session, un autre bill sera présenté pour faire un pas de plus dans bonne direction—7866.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7867.

Amendement du Sénat—7915.

Hon. Aylesworth—Sénat a supprimé privation droits politiques pour infraction à la loi et laisse subsister amende—7915; la constitution ne permet pas de priver directement un sénateur de ses droits politiques—7915.

M. R. L. Borden—Il aurait fallu déclarer l'infraction un crime—7915.

Amendement adopté—7915.

Sanctionné—7920.

## LOI DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES (AMENDEMENT).

Hon. Chs. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 97) tendant à modifier la loi sur le Sénat et la Chambre des communes—1300; a pour objet de permettre le paiement de l'indemnité sessionnelle aux membres dans l'impossibilité pour raison de santé d'assister aux séances—1300.

1re lecture—1300.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose 2e lecture—1833.

M. G. McIntyre—Certaines personnes ont cru que l'omission du paiement de l'indemnité en cas de maladie était intentionnelle comme la suppression de l'indemnité de transport—1833; souhaite que la loi soit rappelée—1834; dans la circonscription de Perth-sud on désapprouve la modification à la loi de l'indemnité faite à la dernière session—1834; le Gouvernement devrait prendre les devants—1835.

M. H. Miller—Croit que la Chambre n'a pas accordé une indemnité trop élevée—1835.

M. Sproule—Proteste contre cette discussion quand deux projets de loi portant directement sur ce point sont au feuillet—1836.

M. l'Orateur—La discussion est irrégulière—1836.

M. Miller—L'augmentation de l'indemnité permet d'obtenir les services de meilleurs représentants—1836; l'abaissement de l'indemnité amènerait plus de gens riches en Parlement, ce n'est pas dans l'intérêt du peuple—1837; les députés à bon marché ne sont pas les meilleurs—1838; les frais d'élection, de souscrip-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*M. Miller—*Suite.*

tion, etc., mangent l'indemnité—1838; l'indemnité n'est pas payée pour six mois de l'année—1839; un membre de la législature d'Ontario recevant \$1,000 d'indemnité est payé plus cher qu'un député fédéral avec \$2,500—1840; on critique plus la façon dont l'indemnité a été accordée que le chiffre—1840; Goldwin Smith a tort de dire que l'indemnité a été accordée pour faire voter les députés dans le sens favorable à une certaine mesure—1840; l'emploi d'un round-robin pour répartir sur tout le monde la responsabilité n'a rien de déshonorant—1841; soumettre la question au corps électoral eût été jeter les élections sur un terrain mesquin de considérations personnelles—1841; si l'augmentation d'indemnité n'était pas juste, le fait de la rendre applicable au Parlement suivant ne l'aurait pas rendue plus juste—1842; il est injuste de dire que la loi n'a pas été discutée comme elle aurait dû l'être—1842; ne croit pas qu'il soit juste qu'un député qui voyage gratuitement se fasse payer en même temps une indemnité de parcours—1842; on ne pourrait nulle part trouver 214 hommes d'affaires réunis se conduisant mieux que la députation d'Ottawa—1843; beaucoup de députés sont exposés à tomber malades—1844; les séances de nuit sont pernicieuses—1844; la ventilation est pitoyable—1844; riep n'exige qu'on change le bill de la dernière session—1844.

M. R. L. Borden—La critique la plus forte contre le bill de la dernière session est qu'il a passé à la fin de la session—1844; aurait espéré que deux bills privés déposés relativement à cette question subiraient leur deuxième lecture avant celui-ci—1844; un malheur de famille l'a empêché—1844; les auteurs de ces bills devront s'arranger pour ne pas en retarder la discussion—1844; la presse n'a pas été toujours juste dans son appréciation des bills d'indemnité et de pension—1845; il faut la plus complète discussion—1845.

Sir W. Laurier—Quatre ou cinq fois déjà le bill de M. Maclean aurait pu être proposé pour la deuxième lecture—1845; n'est pas d'avis que ces bills soient mis au rang des bills du Gouvernement—1845; si le proposeur du bill ne le pousse pas qu'il l'abandonne—1845; le Gouvernement doit avoir toute la responsabilité de ce qu'il fera—1846; quel que soit le chiffre de l'indemnité, il est juste que les malades accidentels y aient droit—1846; il y aura une autre discussion et il importe qu'elle ait lieu le plus tôt possible—1846.

M. Henderson—Avait compris l'omission de l'année dernière intentionnelle et a ainsi expliqué la loi à ses électeurs—1846; aurait préféré qu'on laissât fonctionner le bill tel quel pour voir s'il faisait naître injustice—1846; considère que le bill devrait s'appliquer même à ceux qui ne peuvent pas assister au premier jour de la session—1847.

2e lecture adoptée—1848.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Annonce deux modifications: la première pour permettre aux députés malades de toucher l'indemnité même s'ils ne peuvent pas se présenter à l'ouverture de la session—1847; pour les députés résidant à plus de 400 milles d'Ottawa, une allocation de \$8 de frais de voyage par jour réel de voyage sera accordée pour éviter de tenir de comptes—1848.

M. Gallier—Demande que l'allocation soit de \$15, chiffre égal au montant déduit par jour d'absence—1849.

Hon. Fitzpatrick—Propose autres changements à la déclaration statutaire—1850. Discussion remise—1850.

En comité—7318.

Hon. Aylesworth—L'unique article du bill imprimé avait trait à l'absence d'un député empêché par maladie d'assister aux séances—7319; fait adopter clauses rendant indiscutable que la retenue pour séance manquée ne peut se compter que si la Chambre a siégé ce jour-là—7320; propose clause relative à la maladie, pour supprimer obligation d'assister à la première séance et compter tous les jours de maladie si l'on n'est pas à plus de dix milles du lieu des sessions—7320.

M. Bergeron—Un député resté malade à Montréal n'aurait pas droit à son indemnité—7321.

Hon. Aylesworth—Il ne subit aucun dommage en raison de la convocation des Chambres—7321; nouvelle rédaction de l'article relatif aux frais de déplacement—7322; adoptée—7322; propose ajouter article commuant pour les députés résidant à plus de 400 milles d'Ottawa l'allocation de frais de déplacement en indemnité de \$15 par jour de trajet réel—7323; 400 milles est considéré le trajet d'une journée—7324; adopté—7325; propose amendements à la déclaration pour la rendre conforme à ces changements—7326.

M. Bourassa—La loi actuelle a des effets extraordinaires—7326; chaque membre devrait être tenu, au moins au point de vue du travail matériel de gagner son salaire—7326; article 4 inapplicable—7327; inégalité dans le paiement des députés et sénateurs, tableaux—7328; le sénateur Cox reçoit \$267.70 par jour—7329; calcul des moyennes de présence—7330; proposition de modifications à la loi—7331; l'indemnité devrait être payée par jour attesté—7332.

Hon. Foster—Des inconséquences grossières comme celles qui viennent d'être signalées ne devraient pas être tolérées—7332; le manque d'assiduité entrave le travail—7332; une règle de fer est impraticable, mais ceux qui ne s'occupent pas de leur travail ne devraient pas toucher la plus forte partie de ce qui doit être une rémunération pour travail réel—7333.

M. R. L. Borden—Beaucoup de députés cités par M. Bourassa ont passé plus de temps que lui aux comités et à la Chambre—7333; certains députés ne peuvent pas être là tout le temps—7334; le rap-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

port du comité des règles de la Chambre qui sera déposé pourvoit à l'établissement d'une liste de présence pour chaque séance—7334; on pourrait prescrire que cette liste servira de base au lieu de la déclaration prescrite—7334.

Hon. Aylesworth—Les anomalies signalées par M. Bourassa existaient sous l'ancienne loi—7335; propose de passer les amendements actuels applicables à la présente session—7336; on pourra étudier proposition Borden pour prochaine session—7337.

M. Sam. Hughes—Propose que les députés parlent de façon à se faire entendre, cela évitera les absences—7337.

M. L. G. McCarthy—Un député qui étudie certaines questions sans assister à toutes les séances est aussi utile que celui qui est là tout le temps présent et ne fait rien—7338; l'ancienne loi qui donnait crédit pour le travail des comités était plus juste que celle-ci—7338.

M. Bristol—Un député qui fait un travail intelligent et prépare un discours à la bibliothèque ou chez lui travaille comme celui qui est à son pupitre—7340.

M. R. L. Borden—Les députés n'entendent pas ce que disent les occupants des premiers bancs de leur côté—7341.

M. S. Hughes—Propose de mettre les chefs en arrière—7341.

M. Kemp—N'admet pas que M. Bourassa s'érige en juge du travail de ses collègues—7341; un député ne doit compte qu'à ses électeurs—7342.

M. Sproule—Il se fait trop de bruit dans la Chambre—7343.

Hon. Aylesworth—Propose que le présent bill s'applique à la présente session—7343; adopté—7343.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7343.

Amendement fait au Sénat appelé—7786.

Hon. Aylesworth—Premier amendement verbal, pas d'objections—7787; deuxième accorde commutation des frais de voyage en allocation pour les membres demeurant à plus de 10 milles d'Ottawa—7787; inacceptable—7787.

Premier amendement adopté—7787.

Sanctionné—7920.

## LOI DES STATIONS DE LÉPREUX.

Hon. S. Fisher—Dépose Bill (n° 115) relatif aux lépreux, 1re lecture—1630.

2e lecture—2247.

En comité—2247.

Hon. Fisher—Article premier constitue en léproserie les institutions actuellement existantes pour soigner ces malades—2247; une existe actuellement à Tracadie, le Gouvernement en créera une autre en Colombie-Anglaise—2247.

Art. 5—Prescrivant internement sur examen, adopté—2248.

Art. 6—Permettant l'internement à domicile—2248.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Macpherson—Demande, si le Gouvernement prend possession du lazaret de l'île d'Arcy, C.-A., que les lépreux soient traités plus humainement qu'ils le sont maintenant—2249.

Art. 9—Peine pour qui cache un lépreux—2249.

M. Sproule—Demande que le minimum de la peine soit réduit—2250.

Hon. Fisher—Consent que le minimum soit réduit à \$10, le maximum restant le \$100 à la discrétion du magistrat—2250.

Art. 12—Laissant au ministre l'initiative des procédures judiciaires, si le lépreux refuse d'être interné—2250.

M. Sproule—Demande que l'admission se fasse, comme pour les aliénés, sur recommandation de deux médecins—2251.

Hon. Fisher—Le ministre doit avoir le dernier mot pour être sûr que le malade a été examiné par spécialiste—2251.

Bill rapporté—2251.

3e lecture, adopté—2251.

Bill sanctionné—6332.

## LOI DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (ABROGATION).

Hon. S. Fisher—Dépose Bill (n° 109) tendant à abroger la loi concernant la publication des statistiques du travail—1615; devenue inutile depuis création du bureau du travail—1615; la loi avait été passée sous l'ancien gouvernement, mais était restée lettre morte—1616.

Hon. Fitzpatrick—C'est pour empêcher deux départements de faire le même travail—1616.

1re lecture—1616.

2e lecture—2220.

Hon. Fisher—Propose formation en comité—2221; loi passée en 1890, jamais mise en vigueur, inutile depuis création bureau du travail en 1898—2221; abolition conseillée par la commission de la refonte des statuts—2221; motion formation comité adoptée—2221.

Hon. Fisher—La loi actuelle va certainement plus loin que celle qu'elle remplace—2221.

Bill rapporté, lu 3e fois et adopté—2221.

Sanctionné—4470.

## LOI DES SUBVENTIONS DE CHEMINS DE FER.

Hon. Emmerson—Dépose Bill (n° 214) pour autoriser l'octroi de subventions pour aider la construction des lignes de chemin de fer mentionnées dans le bill—6349.

1re lecture—6349.

2e lecture—7022.

En comité—7022.

Hon. Emmerson—Dépose état relatif aux demandes de subventions, renouvellements, etc.—7023.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. E. M. Macdonald—Se plaint que pour le chemin de fer de New-Glasgow à Cross-Roads, Country-Harbour et Guysboro on ait changé et mis "un point à ou, près de New-Glasgow"—7024 ; demande si cela va empêcher la ligne de partir de New-Glasgow—7024.
- Hon. Fielding—Sir Montague Allan et l' "Acadian Coal Company" intéressés, mieux vaut donner latitude—7026.
- Hon. J. Haggart—Se plaint pas de subvention donnée au chemin de fer du gouvernement d'Ontario vers la Baie James—7026.
- Hon. Emmerson—La politique du gouvernement d'Ottawa n'est pas de subventionner lignes possédées ou exploitées par provinces—7026.
- Hon. Haggart—La province de Québec a reçu \$2,400,000 pour le chemin de fer du Nord—7027 ; la ligne Sharbot-Lake à Carleton-Place—7029.
- M. Lawrence—Propose amender résolution 28, relative à la ligne de la mine de Debert—7031 ; même longueur, même montant—7031.
- Adopté—7031.
- Art. 2—Interprétation du mot "coût"—7032.
- Hon. Emmerson—Propose d'excepter du coût le matériel et les terminus—7032 ; adopté—7032.
- Art. 8—Rails de fabrication canadienne—7032.
- M. Logan—Propose amendement prescrivant achat de premier matériel roulant de fabricants canadiens s'ils en fabriquent—7032.
- Art. 1, paragraphe 20—Chemin de fer de Lotbinière à Mégantic—7032.
- M. Savoie—Propose amendement pour que la ligne passe non par Lyster, mais par Inverness—7032 ; pour pas paralléler le Grand-Tronc—7032.
- Adopté—7033.
- M. R. L. Borden—Nous subventionnons ainsi 3,144 milles de chemin de fer—7034.
- Bill rapporté—7034.
- Hon. Emmerson—Propose 3e lecture—7034.
- M. A. C. Macdonell—Demande si le Gouvernement va aider à la construction du chemin de fer du Témiscamingue au nord d'Ontario—7034.
- Hon. Emmerson—Les sommes payées pour les chemins de fer de la Nouvelle-Ecosse, pour le chemin de fer du Nord de Québec n'ont jamais été des subventions payées aux gouvernements provinciaux pour construire des lignes—7035.
- M. W. F. Maclean—La ligne du Témiscamingue devrait recevoir une subvention—7036.
- M. Sinclair—Le gouvernement fédéral n'a jamais aidé à construire une seule ligne d'un caractère provincial en Nouvelle-Ecosse depuis la Confédération—7036.
- M. Lake—Voudrait supprimer les noms des compagnies notoirement incapables ou pas désireuses de construire—7037.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

- M. Kemp—Insiste pour subventionner chemin de fer de Témiscamingue et du Nord d'Ontario—7038.
- Hon. Fielding—Ce bill renouvelle d'anciennes subventions et n'en crée pas de nouvelles—7038.
- 3e lecture, adopté—7039.
- Sanctionné—7920.
- LOI DU TARIF DOUANIER DE 1897 (AMENDEMENT).
- Hon. Fielding—Dépose Bill (n° 177) modifiant le tarif douanier de 1897—4133.
- 1re lecture—4133.
- 2e lecture—5228.
- En comité—5228.
- Art. 3—Relatif aux rails laminés de nouveau—5228.
- M. Maclean—Signale résolution adoptée aux Etats-Unis pour entrée en franchise de l'alcool dénaturé destiné à des fins industrielles—5229.
- Bill rapporté, 3e lecture, adopté—5229.
- Sanctionné—6332.
- LOI CONCERNANT DES TERRES SCOLAIRES.
- Hon. F. Oliver—Dépose Bill (n° 163) pour autoriser l'échange de certains terrains affectés au soutien des écoles, contre d'autres terres du domaine fédéral—3314 ; bill se rapporte à un quart de section qui sert de pépinière du département de sylviculture à Indian-Head—3314 ; l'autre à une section d'Alberta où a été découvert du pétrole—3314.
- M. W. F. Maclean—Si tous les échanges de terre avaient été faits par acte du Parlement, le pays n'aurait rien perdu—3314.
- 1re lecture—3314.
- 2e lecture—4008.
- En comité—4008.
- M. Lake—Croît qu'il vaudrait mieux, pour le lot de la pépinière, faire évaluer la terre, et payer immédiatement le montant au fonds scolaire qui bénéficierait de l'intérêt—4009.
- Hon. Oliver—Il y a des précédents pour la loi d'échange actuellement soumise, il n'y en a pas pour le paiement—4010.
- Art. 2—Pouvoir de vendre à la "Canadian Oil and Mines, Ltd." une partie de lot scolaire—4010.
- M. M. S. McCarthy—Demande si le Gouvernement va faire la même chose pour toute autre découverte que le pétrole—4012 ; si on va sous le prétexte de découverte de mines quelconques laisser les spéculateurs se ruier sur les terres scolaires—4012.
- Hon. Foster—Les commissaires d'écoles, les propriétaires réels des terres scolaires devraient avoir le bénéfice de la plus-value causée par les découvertes—4013 ; au lieu de cela, on leur enlève les terres et on leur en donne d'autres—4013 ; puis on permet à des compagnies de s'en emparer et d'en exploiter la richesse—4013.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Haggart—Le découvreur lui-même ne retire aucun bénéfice—4013.

Hon. Oliver—L'auteur de la découverte fait partie de la compagnie qui demande à acheter le lot—4014; c'est en échangeant ainsi les terres que nous respectons les droits du découvreur—4014.

M. Macpherson—M. J. B. Ferguson postulant au nom des compagnies est un citoyen respectable de Vancouver qui a mis beaucoup d'argent dans les industries pétrolières—4016.

Hon. Oliver—La compagnie a fait des recherches et des travaux sur ces terrains avant le passage des arpenteurs—4018; ceux-ci sont passés et le terrain a été englobé dans les réserves scolaires—4018; pour un colon qui se trouve dans cette situation, on donne une terre nouvelle équivalente—4018; la compagnie qui a fait des dépenses demande qu'on donne la terre équivalente à la commission scolaire, n'est-ce pas équitable—4018; s'il y a réellement du pétrole, il est de l'intérêt de la commission scolaire d'y laisser faire des travaux, tous ses lots environnants y gagneront de la valeur—4020.

M. Herron—Expose la position de M. Aldridge—4021; on devrait le protéger comme découvreur—4021; mais le fonds scolaire devrait avoir lui aussi sa part de bénéfice provenant de la découverte du pétrole sur les terres lui appartenant—4021.

Hon. Foster—Demande d'autres détails—4023.

Discussion remise—4023.

Discussion reprise—5322.

Hon. Frank Oliver—Lit mémoire relatif à la découverte des terres à pétrole par M. Aldridge—5322.

Art. 2—Relatif à la permission de vendre le quart de section pour exploitation pétrolière à la "Canadian Oil and Mines, Ltd."—5233.

M. R. L. Borden—Demande pourquoi on ne fait pas une loi générale pour tous les cas où une découverte de pétrole nécessitera une vente de terrains scolaires—5324.

M. Oliver—Le cas est particulier—5324; il y a eu erreur commise dans les arpentages, on ne croyait pas ces terrains compris dans la réserve des terres scolaires—5324.

Hon. Foster—Admet que, s'il y a eu erreur de bonne foi, le bill doit être passé—5325; mais les explorateurs doivent être prévenus qu'ils n'ont pas accès sur ces terres scolaires—5325.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—5325.

Bill sanctionné—6332.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## LOI DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL (AMENDEMENT).

Hon. W. S. Fielding—Dépose projet de loi (n° 215) pour modifier la loi relative au Transcontinental National—6415; pour permettre de faire le dépôt de \$5,000,000 en valeurs autres que valeurs publiques—6415.

1re lecture—6415.

2e lecture—7050.

En comité—7050.

Hon. Fielding—Le Gouvernement n'a pas consenti à un versement de cette nature—7050; demande présentement l'autorisation de consentir—7051; pour le chemin de fer Canadien du Pacifique on demanda d'abord argent, puis on accepta valeurs—7051; ne voit aucune raison d'exclure les valeurs américaines si elles sont bonnes—7051; le Gouvernement entend demander plus-value suffisante pour être garanti contre dépréciation—7051.

M. Sproule—A cette session, nous avons diminué toutes les garanties du premier traité—7052; le Grand-Tronc dans le passé ne nous a pas donné lieu d'avoir confiance—7052.

M. Maclean—Les indices de dislocation de cette monumentale affaire se multiplient tous les jours—7054.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—7056.

Sanctionné—7920.

## LOI DE L'USURE.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Dépose Bill (11) pour protéger les emprunteurs contre les taux exorbitants—20; analogue à la loi passée au Sénat en 1900—20; calquée sur le statut impérial—20.

1re lecture—20.

2e lecture—364.

En comité—364.

Préambule adopté—364.

Art. 2—364.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Demande que le bill reste en suspens, très difficile trouver définition "prêteur d'argent"—365.

M. A. C. Macdonell—Difficile prouver que prêteur a pour pratique d'exiger plus de 10 pour 100 par année—365.

M. R. L. Borden—On devrait moins restreindre la catégorie des prêteurs d'argent—365.

Art. 2 réservé—365.

Art. 3—365.

M. Fowler—Pourquoi fixer à 6 pour 100 l'intérêt après jugement, l'intérêt légal actuellement est de 5 pour 100—366.

Hon. Fitzpatrick—On intervient déjà dans les contrats particuliers en limitant intérêt à 12 pour 100, on peut bien aller plus loin et accorder 6 pour 100 après jugement—366.

M. Bergeron—Pourquoi limiter à \$500 les opérations soumises à loi—366.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Il ne serait pas sage d'intervenir dans opérations plus importantes—366; la loi tend à protéger petits emprunteurs—366.

M. Osler—Cette loi empêchera les gens embarrassés de trouver de l'argent, on ne leur prêtera jamais à moins de 10 pour 100—367; la loi créera des inconvénients plus graves que les taux excessifs—368.

En suspens—368.

Art. 5—368.

M. Gallihér—L'exception en faveur du porteur de bonne foi, permettrait de violer la loi en employant des hommes de paille—368.

Hon. Fitzpatrick—La loi prescrit que le coupable serait passible d'emprisonnement—368; propose que le comité lève sa séance et proposera ensuite que le bill soit envoyé au comité des banques et du commerce—368.

M. R. L. Borden—La loi anglaise prescrit que la dette en cas d'usure pourra être acquittée par légers versements couvrant 75, 100 et 150 années, ne pourrait-on pas faire cela?—369.

Hon. Fitzpatrick—Se demande si le parlement du Canada a ce pouvoir?—369; le parlement impérial peut faire ce que ne peut pas le parlement canadien—369.

Comité se lève—369.

Hon. Fitzpatrick—Propose que le bill soit renvoyé au comité permanent des banques et du commerce—1307; adopté—1307.

En comité—6997.

Art. 2—Définition "prêteur d'argent"—6997.

Hon. Aylesworth—Tribunaux définiront la pratique de prêter de l'argent—6997; tout chien a le droit de mordre une fois—6998; bill réédition ancien bill du Sénat—6998.

Hon. Fielding—Le Gouvernement veut faire distinction pour celui qui prête accidentellement—6998.

Hon. Aylesworth—Ne doute pas que dans la pratique il y aura toujours des prêteurs rusés qui éluderont la loi—7000.

M. Bourassa—Inutile d'essayer d'arrêter par la loi le fléau de l'usure si on ne fournit pas à ceux qui en ont besoin, le moyen de se procurer de l'argent à des conditions raisonnables—7000; la loi de M. Monk—7000; l'Eglise a essayé l'excommunication contre l'usure et n'a pas réussi—7001; le mieux serait de voter une loi comme celle de M. Monk—7001.

M. Monk—Remercie M. Bourassa—7002; les essais et les résultats à Lévis—7002.

Sir W. Laurier—La loi Monk ne fait pas disparaître la nécessité de ce bill—7002; opinion des juges de Montréal—7002; nécessité de venir aux secours de l'emprunteur dans les griffes de l'usurier—7002.

M. Monk—Les banques coopératives n'empêteraient pas sur les banques autorisées, elles prêtent à des gens avec qui celles-ci ne veulent pas faire affaire—7003.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fielding—Les banques n'ont pas le monopole des transactions financières—7003.

M. W. F. Maclean—Tendance des banques à accroître leur clientèle—7003; correspondance relative aux prêts—7004.

M. Barr—Beaucoup de gens empruntent de l'argent dont ils auraient pu se passer—7005.

M. Taylor—Le ministre de la justice dit que la loi empêcherait d'acheter des billets au rabais—7005; un billet est un effet négociable—7005.

Hon. Aylesworth—Achat interdit si cette opération est sous forme de prêt ou d'es-compte—7006.

M. Clements—Dans le comté de Kent, impossible de se procurer de l'argent sans recourir à prêteurs ordinaires—7007; correspondance—7008.

M. Stockton—Le taux actuel d'intérêt est de 5 pour 100, pourquoi mettre 6 pour 100 après jugement—7008.

Hon. Aylesworth—6 pour 100, moitié de 12 pour 100 autorisé—7008; s'oppose pas à 5 pour 100.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7010.

Sanctionné—7920.

## BILLS RETIRES.

## LOI DE L'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE.

Hon. Fitzpatrick—Dépose Bill (n° 145) relatif à l'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—2219; pour imposer l'obligation d'un permis de l'Etat pour exporter et pour punir toute infraction à la loi—2219; ceux qui exportent déjà de l'énergie électrique devront se procurer un permis dans un délai déterminé—2219.

M. W. F. Maclean—Ceci est une politique plus nationale que jamais—2219; le Gouvernement devrait réglementer aussi l'exportation du nickel, du bois de pâte et du bois non ouvré—2219; la province d'Ontario est destinée à devenir l'atelier de tout le Canada—2219; le seul moyen d'obtenir que le nickel et le bois à pâte soient ouverts au Canada est de réglementer l'exportation du produit à l'état brut—2219.

1re lecture—2219.

Hon. Fitzpatrick—Propose deuxième lecture—3153; le bill tend à parer à tout conflit avec pouvoir provincial—3154.

2e lecture adoptée—3154.

En comité—3154.

Hon. Fitzpatrick—Bill a été communiqué au gouvernement d'Ontario—3154; il ne s'agit pas d'imposer de droit, seulement d'obliger à avoir un permis—3154.

Art. 3 sera modifié pour laisser délai de 3 mois à ceux qui exportent déjà pour obéir aux dispositions de la loi—3155.

M. Sproule—C'est une innovation d'imposer l'obligation d'une licence préalable à celui qui veut se livrer à l'exportation—3156.

BILLS RETIRES—*Suite.*

M. Maclean—Les Etats-Unis en sont venus à la conclusion qu'une réforme similaire s'impose—3157.

Hon. Fitzpatrick—Il existe déjà conflit de juridiction entre le pouvoir fédéral et le pouvoir provincial quant à l'emploi du lit d'une rivière pour y poser des tuyaux—3157; mais la réglementation de l'exportation des produits est indubitablement du domaine fédéral—3153; la loi peut, une fois examinée par la Chambre, rester devant un comité, il est bon qu'elle soit discutée—3158.

M. R. L. Borden—Le Gouvernement en somme craint que la plus grande partie de l'énergie du Niagara soit utilisée aux Etats-Unis au lieu du Canada—3153; cette mesure ne tend pas à créer des recettes mais à empêcher l'exportation en certains points—3159; la Chambre doit savoir quel principe on invoque pour ce faire—3139.

Hon. Fitzpatrick—Une compagnie a placé un câble juste au-dessus de la surface de la rivière pour transporter aux Etats-Unis l'énergie électrique—3159; on demande d'en poser un autre, alors le Gouvernement pour éviter le conflit avec les autorités provinciales veut faire régler le pouvoir d'agir par le Parlement—3160.

Hon. Haggart—Le gouvernement fédéral doit affirmer son autorité de façon que, lorsqu'il autorise un individu ou une corporation à se livrer à l'exportation, le devoir lui incombe d'exproprier tout pouvoir exercé par la province—3160.

M. Maclean—Il importe pour des raisons d'ordre national que le pouvoir d'empêcher l'exportation de l'énergie électrique réside sans conteste dans le pouvoir fédéral—3161.

M. A. A. Wright—Demande qu'on attende pour pousser le bill que l'association des électriciens canadiens ait tenu son congrès à Niagara, le 19 juin prochain—3162; on ne doit pas priver de l'avantage de bénéficier de leurs travaux, les compagnies de pouvoir qui ont à grands frais développé industriellement les chutes—3162.

M. Barr—On ne doit pas embarrasser le gouvernement d'Ontario qui de son côté veut développer le pouvoir pour en faire bénéficier Ontario—3163.

Art. 4—Conditions des licences—3164.

Hon. Fitzpatrick—Le Gouverneur en conseil fera les règlements subordonnés auxquels le ministre est autorisé à agir—3164.

M. R. L. Borden—Cite projet de loi américain—3164; nous ne pourrions pas quant à l'exportation de l'énergie électrique faire quoi que ce soit d'incompatible avec les lois des Etats-Unis pour y restreindre l'importation de ce pouvoir du Canada—3164.

Art. 6—Contraventions—3165.

M. A. A. Wright—Une fois que le courant passe, il est impossible de compter les contraventions—3165.

Art. 7—Pénalité pour exportation clandestine—3166.

BILLS RETIRES—*Suite.*

M. Maclean—Pendant deux ans on a fait passer de l'alcool par un tuyau dans la rivière Détroit et l'on s'est enrichi sans que personne n'en sache rien—3166.

M. Stockton—On ne peut pas imposer à des ouvriers une amende de \$5,000 sous prétexte de complicité—3166.

Hon. Fitzpatrick—Cite représentations faites par la compagnie de force électrique d'Ontario et de Niagara-Falls, en vertu de son acte d'incorporation—3167; texte de l'acte—3167; propose exempter de la loi les compagnies ayant obtenu par leur charte le pouvoir de s'organiser en vue d'exporter l'énergie électrique—3168.

M. Maclean—Propose que cet amendement soit réservé et documents soumis au gouvernement d'Ontario—3168.

Hon. Haggart—Nous autorisons à faire l'installation, mais pas l'exportation—3169.

Hon. Fitzpatrick—Pouvons-nous en équité, si nous le pouvons en droit, restreindre par une loi l'application des pouvoirs déjà accordés—3169.

M. R. L. Borden—Le Parlement peut bien élever et abaisser les droits de douanes—3170; il affecte dans ce cas bien des pouvoirs acquis—3170.

Hon. Fitzpatrick—Une loi peut conférer des droits aussi bien par induction que par expression—3172.

M. Sproule—En exemptant certaines corporations de l'effet de la loi, nous pouvons venir en conflit avec Ontario qui veut utiliser les chutes pour fournir l'électricité à la province—3172.

Hon. Fitzpatrick—Si ces corporations ont déjà le pouvoir d'exporter, cela ne peut pas affecter le Gouvernement d'Ontario—3172.

M. Barr—La fourniture de l'électricité dans Ontario ne doit pas être laissée au risque du plus offrant—3174.

Hon. Fitzpatrick—Le Gouvernement entend faire ce qui est le plus conforme aux intérêts des provinces—3174.

M. Cockshutt—Fait partie de la commission des forces motrices d'Ontario—3174; deux compagnies ont déjà reçu des pouvoirs d'Ontario et d'Ottawa et pourront donc exporter leur surplus de force sur la quantité fixée par Ontario—3174; il faut protéger toute la section d'Ontario susceptible d'être approvisionnée de force électrique par le Niagara—3174.

M. R. L. Borden—Le gouvernement d'Ontario peut décider que tout le pouvoir développé aux chutes devra être utilisé dans Ontario—3175.

Comité fait rapport de l'état des travaux—3176.

Discussion en comité général, appelée—4138.

Hon. C. Fitzpatrick—Se propose de retirer le bill—4138, demande que la Chambre se forme en comité général pour écouter M. Cockshutt qui a quelques remarques à soumettre—4138.

En comité général—4138.

BILLS RETIRES—*Suite.*

M. Cockshutt—Grande agitation aux Etats-Unis pour préserver les chutes Niagara—4139; il y a plus que l'amour du paysage dans la sollicitude américaine—4139; les Américains redoutent le développement de nos industries grâce au pouvoir provenant des chutes—4139; il existe une tendance dans le Parlement à accorder au gouvernement fédéral une certaine juridiction sur les eaux de la rivière Niagara—4140; la province d'Ontario aurait grand intérêt à connaître sa position exacte—4140; le gouvernement d'Ontario entreprend en ce moment un travail important pour distribuer l'énergie électrique aux municipalités dans un rayon de 150 milles de la rivière Niagara—4140; il se pourrait encore fort bien que ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement provincial n'eussent le droit de détourner la quantité d'eau qui pourra être détournée de la rivière et que ce pouvoir revint aux Etats-Unis—4141; opinion américaine sur cette question—4142; si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne convenaient par un traité qu'il ne sera plus détourné d'eau du Niagara, la rivière au point de vue industriel cesserait de nous appartenir—4142; la grande question industrielle est la protection de l'énergie à bon marché—4142; Ontario n'a pas de charbon, il lui faut avoir la houille blanche—4143; en dépit de tout sentimentalisme panoramique, il faut utiliser le Niagara—4143, calculs du prof. Fessenden, évalue valeur commerciale des chutes Niagara à \$2,000,000,000—4143; cent vingt millions de dollars par année peuvent être économisés en utilisant les chutes de Niagara—4144; il faudrait environ 60,000,000 de tonnes de charbon par année pour représenter l'énergie qui se perd tous les ans aux chutes Niagara—4144; la commission des eaux limitrophes fixe le débit de la chute à 222,400 pieds cubes par seconde et la quantité maintenant détournée à 58,500 pieds cubes, soit le quart—4146; le professeur Fennselen calcule un sixième seulement—4146; laisser presque immobilisé un capital de 2 milliards de dollars, c'est beaucoup pour le plaisir d'ébahir les étrangers—4147; le gouvernement fédéral commettrait une grande faute en faisant une convention maintenant avec le gouvernement américain pour limiter l'eau à utiliser—4147; on porterait un coup terrible aux industries d'Ontario—4147; principe du bill soumis excellent, regrette que le Gouvernement le retire—4148; les compagnies canadiennes actuellement concessionnaires peuvent envoyer tout le pouvoir qu'elles veulent aux Etats-Unis; si l'usage du Niagara était bloqué par un traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, Ontario se trouverait privé de pouvoir—4148; on peut produire à Niagara le cheval vapeur d'énergie à \$5 par année, journée de 24 heures—4149; le Niagara est un trésor donné à Ontario pour suppléer au manque de houille dont il souffre—4150; comparaisons entre le prix de production de l'énergie par le charbon, par le gaz, par les chutes du Niagara—4152; tant que le cabinet Ross fut au pouvoir on ne parla pas de déposséder le gouvernement d'On-

BILLS RETIRES—*Suite.*

M. Cockshutt—*Suite.*

tario, maintenant c'est autre chose—4154; si on décidait de ne pas accorder de concessions, celles qui existent monteraient de valeur et on augmenterait le prix de l'énergie électrique—4154; avec l'énergie électrique à sa portée, Toronto économiserait un demi-million par année—4155.

Hon. C. Hyman—La question de juridiction est compliquée et importante pour les autres provinces presque autant que pour Ontario—4156; le Gouvernement en retirant ce bill prouve qu'il ne veut en aucune façon venir en conflit avec le gouvernement Whitney, mais entend discuter avec lui et s'entendre avant de rien faire—4157; le Gouvernement veut examiner le rapport de la commission et ne peut pas dire encore s'il l'approuve ou le désapprouve—4158; rien ne s'oppose à l'approbation d'un traité basé sur les conclusions de la commission, car ce traité ne nous enlèverait pas le pouvoir de régler l'exportation de l'énergie électrique—4159; d'après les conclusions du rapport, il serait permis de détourner 36,000 pieds cubes à la seconde du côté canadien et 18,500 du côté américain—4160; les Canadiens auraient droit au double—4160; les 36,000 pieds cubes à la seconde représentent 430,000 chevaux-vapeur et la commission expose que d'ici quatre à cinq ans les besoins du côté canadien ne dépasseront pas 100,000 chevaux-vapeur—4160; le canal de drainage de Chicago—4161; avant de prendre aucune décision, le Gouvernement veut discuter avec les provinces dans la conférence interprovinciale qui se tiendra cet automne—4161.

M. W. F. Maclean—On parle de 100,000 chevaux comme suffisants, mais on pourrait faire tous les transports à l'électricité—4161; si le Gouvernement prenait la maîtrise de la production de l'électricité, les chemins de fer qui seront tôt ou tard dans la nécessité de l'employer seraient sous sa domination—4162; les gouvernements d'Ottawa et d'Ontario devraient racheter les pouvoirs concédés—4162; l'agitation pour la conservation des beautés panoramiques est intéressée, elle a été provoquée par des syndicats d'exploitation électrique des Etats-Unis—4162; nos traités avec les Etats-Unis n'ont jamais été bien satisfaisants—4162; affirme que le Canada devrait avoir le droit de négocier directement ses traités—4163; ne s'oppose dans le bill qu'à l'exemption des compagnies déjà créées—4163.

M. W. M. German—Il y a sept ans, pas une municipalité d'Ontario ne voulait risquer un sou pour le développement de l'énergie électrique à Niagara—4163; il fallut aller à New-York et à Buffalo pour trouver des capitaux pour développer le côté canadien—4164; comment le monopole fut brisé et des concessions accordées à trois compagnies—4164; la production de l'énergie revient au moins à \$10 par cheval-vapeur—4165; si l'on pouvait développer à aussi bon compte l'énergie du côté américain que du côté canadien, nous n'entendrions pas parler de la conservation des

BILLS RETIRES—*Suite.*M. W. M. German—*Suite.*

chutes—4106; il faut permettre aux Canadiens d'utiliser tout le pouvoir possible—4100; mais il ne faut pas baisser le niveau du lac Erié—4166; on pourrait y arriver en construisant un barrage—4166.

M. Cockshutt—Le rapport conseille de laisser au Canada deux fois plus d'eau disponible qu'aux Américains, mais on ignore que les cinq sixièmes de l'eau qui passe aux chutes coulent du côté canadien—4168; le comté de Welland ne voudrait pas que l'électricité fût distribué en dehors de ses limites—4169; il voudrait que toutes les industries vinssent s'établir au bord du lac—4169.

M. W. F. Maclean—Demande si le Gouvernement du Canada a protesté contre la prise d'eau du canal de drainage de Chicago comme modifiant le niveau des lacs—4170.

Hon. Hyman—Ceci s'est fait avant l'avènement au pouvoir du présent gouvernement—4170.

Sir W. Laurier—Ne sait pas s'il y a eu protestation—4170.

Discussion remise—4170.

## BILLS INACHEVES.

## LOI DE PILOTAGE (AMENDEMENT).

Hon. L. P. Brodeur—Dépose Bill (n° 219) pour modifier la loi sur le pilotage, prescrire emploi de pilotes sur tous bateaux à vapeur entre Pointe-au-Père et Montréal—6718; navires transatlantiques seuls obligés actuellement de prendre pilotes—6718; projet soumis à la demande de la Fédération des armateurs—6720.

M. Bergeron—Demande dépôt mémoire de la Fédération—6720.

M. Sproule—Demande si un vaisseau est plus en sûreté avec un pilote que sans pilote—6720.

Hon. Brodeur—Actuellement les charbonniers sont exempts des droits de pilotage.—6720; étudie projet de leur rendre obligatoire paiement des droits de pilotage—2720.

M. E. M. Macdonald—Demande que la question soit bien étudiée—6720; généralement les capitaines de charbonniers connaissent bien le fleuve—6720; accident survenu était exceptionnel—6720.

Hon. Foster—Avant de renre pilotage obligatoire, il faut s'assurer des pilotes compétents—6721; ce sera une nouvelle taxe sur la navigation du Saint-Laurent que les charbonniers ne peuvent pas affronter—6721; question soumise trop tard—6721.

1re lecture—6721.

## LOI DE PRESTATION DES SERMENTS.

Sir W. Laurier—Présente Bill (n° 1) relatif à la prestation des serments d'office—4; 1re lecture—4.

BILLS INACHEVES—*Suite.*

## LOI DE VENTE DE L'OR ET DE L'ARGENT OUVRES.

Hon. Fielding—Dépose Bill (n° 211) concernant la vente et le poinçonnage de l'or et de l'argent ouvrés, 1re lecture—6143; inachevé.

Bill revenu par Sénat.

## BILLS D'INTERET PUBLIC.

Bills sanctionnés.

## CODE CRIMINEL (AMENDEMENT).

M. R. L. Borden—Dépose Bill (n° 4) ayant trait à la pratique qui permet aux députés de toucher des rémunérations pour services rendus au Parlement, aux législatures ou dans les commissions y compris celles des chemins de fer et du Transcontinental—16.

1re lecture—16.

M. R. L. Borden—Propose deuxième lecture—455; il importe que les membres de la commission des chemins de fer soient soumis à la clause du Code criminel qui défend aux juges de recevoir des présents ou promesses—455; l'objet du bill—455.

Envoyé au comité spécial—455.

En comité sur le bill—7865.

Hon. Aylesworth—Employés du Transcontinental sont mentionnés parmi ceux qui sont responsables pour accepter offres ou propositions relatives à l'adjudication d'entreprise publique parce que loi insuffisante—7866.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—7866.

Sanctionné—7921.

## LOI DES COMPAGNIES DE PRETS.

M. Zimmerman—Dépose Bill (n° 40) concernant certaines compagnies de prêts—460; ce bill reproduit celui passé en 1903, mais jamais soumis à la sanction de Son Excellence—460; tend à donner plus amples pouvoirs pour placement de fonds—461.

1re lecture—461.

2e lecture—920.

Hon. Paterson—Propose que le bill soit référé au comité des banques et du commerce—920.

Motion adoptée—920.

En comité—Bill déjà adopté, il y a deux ou trois ans—3360; confère à des compagnies créées antérieurement pouvoirs accordés subséquentement—3360.

Art. 4—336.

M. J. D. Reid—On autorise ainsi compagnie de prêts à avancer de l'argent sur ses propres actions—3360.

Hon. Fielding—Demande que le bill soit réservé—3360.

Discussion remise—3360.

Rapporté, 3e lecture—7193.

Sanctionné—7821.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

## LOI DES POIDS ET MESURES (AMENDEMENT).

- M. A. Campbell—Dépose Bill (n° 14) pour modifier la loi des poids et mesures, 1re lecture—174.
- M. A. Campbell—Propose deuxième lecture—905; le lait est vendu par le cultivateur au bidon—905; le bidon est payé et est censé contenir 8 gallons—905; maintenant on a augmenté la capacité et l'on paie toujours le même prix au cultivateur—905; la loi proposée fixe le bidon étalon à 8 gallons et le demi-bidon à 4 gallons—905; on pourra faire vérifier la capacité des bidons existants et la faire marquer par des inspecteurs—906; une pétition de six cents cultivateurs favorables à cette loi a été déposée—906.
- M. Blain—Approuve le principe du bill—906; les bidons sont faits de plus de 8 gallons pour obvier au bossuage, pour empêcher la déperdition si le bidon était complètement rempli—906; mais les acheteurs exigent qu'il soit complètement rempli et les cultivateurs se trouvent lésés—907.
- M. Barr—Espère que les inspections ne seront pas payées par les cultivateurs—908.
- Hon. Templeman—Le ministère aidera à faire passer le bill—908; certains fonctionnaires des poids et mesures s'y opposent—908; propose de renvoyer au comité d'agriculture—908; désirerait que le gallon soit considéré comme étalon—908.
- M. W. F. Maclean—A Toronto, c'est l'acheteur qui impose le bidon comme étalon—908; il fournit lui-même les bidons et oblige le cultivateur à les remplir—909; la loi ne veut pas déranger le commerce dans les autres endroits que Toronto et à Toronto on demande le changement—909.
- M. E. Lancaster—Bill semble prescrire que le lait pris au chemin de fer devrait être transporté en bidons réglementaires, ce qui serait une exigence inutile—909.
- M. Camille Piché—Le cas est particulier à Toronto et il est inutile de faire une loi générale pour un cas particulier—909; la difficulté disparaîtrait si les cultivateurs de Toronto faisaient comme ceux de Montréal et achetaient leurs bidons—910.
- M. Avery—Cette mesure serait injuste pour ceux ayant déjà des bidons de plus de huit gallons—910.
- M. Wright—Les acheteurs de lait sont les maîtres de la situation—910; la question d'étalon de capacité des bidons est analogue à celle d'étalon de capacité des boîtes de fruits—910; nul n'en souffrira sauf les négociants indélicats—910.
- M. G. W. Fowler—A entendre ce qui se dit, la ville de Toronto n'est pas aussi honnête qu'elle prétend l'être—910; pourquoi amender une loi parce que Toronto est malhonnête?—911; votera contre la loi—911.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Il est impossible de saisir si la loi crée un nouvel étalon de mesure—911; la difficulté aurait pu s'arranger si les deux côtés avaient voulu prendre un peu plus de précautions—911; on peut arriver à s'assurer de la mesure réelle du lait vendu sans créer un nouvel étalon—912.
- M. Campbell—Ne s'oppose pas au renvoi au comité d'agriculture—912; la loi est analogue à celle qui a été passée dans la province de Québec pour régler le poids du sac de pommes de terre—912.
- M. Piché—Cette loi s'applique à la province de Québec seulement—912; si la loi proposée s'applique à Toronto seulement, nous n'avons aucune objection—912.
- M. Campbell—Consent, que la loi soit exécutoire dans Ontario seulement—912.
- M. Cockshutt—Il n'est pas à propos de réviser la loi des poids et mesures pour le lait seulement—914; si l'on crée une nouvelle mesure, le bidon, elle devra s'appliquer à tout, au sirop d'érable—914; on ne doit pas changer la loi des poids et mesures pour un cas particulier—914.
- 2e lecture passée—914.
- Bill renvoyé au comité d'agriculture—914. En comité—2130.
- M. Blain—Demande que la 3e lecture soit remise pour permettre aux intéressés d'étudier le bill—2130.
- Rapporté—2130.
- M. Campbell—Propose 3e lecture—3047.
- M. Kemp—Propose de substituer le terme "propriétaire", au lieu de "fabricant" et demande renvoi au comité général à cette fin—3048.
- M. G. H. Perley—L'objectif visé en imposant le poinçonnage du nom du fabricant est d'assurer la capacité—3049; si on mettait le nom du propriétaire il faudrait un nouveau poinçonnage à chaque changement de main—3050.
- M. J. Barr—La modification soumise crée de nouveaux embarras—3050.
- M. Macdonald—Propose d'attendre présence du ministre—3050.
- M. Derbyshire—Ceux qui s'intéressent à ce bill en demandent l'adoption immédiate—3050.
- Amendement Kemp rejeté—3050.
- 3e lecture, adopté—3050.
- Sanctionné—6332.
- LOI DE LA SURETE DES NAVIRES (AMENDEMENT).
- M. John Sinclair—Dépose Bill (n° 48) modifiant loi relative à la sûreté des navires—578; déjà déposé l'année dernière—578; arrêté faute du consentement de la Chambre de commerce d'Angleterre—578; a pour objet de permettre de transporter en hiver le bois entre pont des gaillards et pont couvert—578; les autorités en Angleterre ne s'y opposent pas—578; parlement impérial saisi de cette question—578; important que la loi soit passée

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

M. John Sinclair—*Suite.*

pour s'appliquer immédiatement au Canada si amendement adopté en Angleterre—578.

2e lecture—1188.

En comité—1188.

Hon. Brodeur—Le Gouvernement ne s'oppose pas au bill à condition d'avoir le pouvoir de ne le mettre en vigueur que si le parlement impérial prend décision analogue—1180.

M. Sinclair—Propose ajouter que le bill entrera en force par proclamation de l'Exécutif—1189; adopté—1189.

Bill rapporté—1189.

M. Sinclair—Propose 3e lecture—1252.

Hon. Brodeur—Propose renvoi de la discussion jusqu'à ce que le bill ait été examiné par le légiste du ministère de la marine—1252; motion adoptée—1252.

Remis en comité général sur motion hon. Brodeur—4124.

M. Sinclair—Propose modifier le bill pour le mettre d'accord avec le bill impérial qui a passé 2e délibération—4125; texte de la nouvelle loi—4126.

Hon. Brodeur—Lit les dispositions de la loi anglaise projetée—4128; elles concordent avec l'amendement soumis—4128; le bill canadien ne viendra en vigueur que lorsque la Chambre des communes en Angleterre aura adopté le projet de loi dont elle est saisie—4127; ne s'oppose pas à l'adoption mais demande que le bill reste en comité—4129.

Discussion ajournée—4129.

En comité—7056.

M. Sinclair—Toutes les communications reçues favorables au bill—7056; permettra chargement 7 pieds au-dessus du bastingage—1056; même loi qu'en Angleterre—7057; nécessité de l'analogie—7057; les chargements de bois—7058.

M. A. C. Macdonald—Ce bill met en danger la vie des marins à l'avantage des armateurs—7058.

M. Sinclair—Propose d'amender pour fixer au 16 octobre dernier départ avant saison d'hiver, adopté—7062.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—7062.

Sanctionné—7821.

## LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS).

M. E. A. Lancaster—Dépose Bill (n° 6) rendant au propriétaire exproprié par une compagnie de chemin de fer le droit de provoquer l'arbitrage—18.

1re lecture—18.

M. E. A. Lancaster—Propose deuxième lecture—473; le Parlement n'a jamais voulu qu'un propriétaire qui refuse les offres d'une compagnie soit à la merci de celle-ci—474; expérience personnelle—475; il y a eu évidemment omission dans la loi—475.

2e lecture—475.

3e lecture—809.

## BILLS RESTES INACHEVES.

## LOI DES CERTIFICATS DES CAPITAINES DE NAVIRES.

M. E. A. Lancaster—Dépose Bill (n° 7) statuant que les capitaines de navires naviguant dans les eaux intérieures devront être sujets britanniques—18.

1re lecture—18.

M. E. A. Lancaster—Propose deuxième lecture—475; bill présenté déjà en 1904—476; présenté à la demande de l'association des capitaines et seconds du Canada—476; les Canadiens ne peuvent pas commander steamers américains tandis que les capitaines américains peuvent commander steamers canadiens—476; il faut la réciprocité ou rien—476; résolutions de l'association canadienne—477; loi américaine—478; une disposition du bill soumis prescrit que si le titulaire perd la nationalité britannique, il perd son certificat de ce fait—479; la loi prescrit que les examinateurs des capitaines soient, de rigueur, au courant de la navigation des lacs—480.

M. J. H. Sinclair—La loi prescrit que les examinateurs devront être au courant de la navigation des lacs, à quoi cela servira-t-il pour les capitaines de caboteurs des côtes?—480; il devrait suffire de déclarer que l'examineur sera un navigateur expérimenté—481; il serait absurde de déclarer que les examinateurs des caboteurs dragueurs américains qui viennent au Canada—481.

M. J. D. Reid—Approuve le bill—481; Canadiens allant aux Etats-Unis commander vaisseaux américains sont obligés de se faire naturaliser—481; le bill devrait viser aussi les mécaniciens au point de vue de la nationalité, à cause des équipages des dragueurs—481.

M. Pardee—Il faut agir avec précaution pour ne pas exposer Canadiens trouvant du travail sur vaisseaux américains à des représailles—482.

Hon. Fitzpatrick—Propose que le bill soit examiné en comité puis laissé en suspens quelque temps pour que public puisse l'étudier—482.

Hon. Brodeur—S'oppose à ce que aspirants à certificats soient examinés sous serment—482; injuste imposer capitaines anglais ayant certificat, séjour trois ans au Canada avant avoir droit à certificat—483.

M. R. L. Borden—Le bill a été préparé avec tout le soin possible, le Gouvernement devrait accepter ce travail—484.

2e lecture adoptée—484.

En comité, pour discuter—484.

Hon. Fitzpatrick—Examen sous serment veut dire que postulant serait coupable de parjure pour erreur—485.

M. Lancaster—L'idée est d'exiger le serment uniquement quant au certificat de temps de service—486.

Hon. Brodeur—Impossible poursuivre aux Etats-Unis candidat ayant fait faux serment quant au temps de service—486.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

- M. Bennett—A Midland et Collingwood on est très monté contre invasion de remorqueurs et navigateurs américains—488.
- Hon. Brodeur—Très peu de capitaines américains viennent subir les examens au Canada à cause de la clause de résidence de trois ans—489.
- M. L. G. McCarthy—Comment temps de résidence est-il constaté ?—489.
- Hon. Brodeur—Par déclaration statutaire—489.
- M. Macpherson—On se moque de la loi au Yukon—489; le gouvernement du Yukon autorise des Américains à commander navires sur la rivière Yukon—490.
- M. Lancaster—Tous les capitaines et seconds devraient être sujets britanniques en Canada, purement et simplement; comme ils doivent être sujets américains aux Etats-Unis—491.
- M. Maclean—Le Gouverneur général devrait discuter cette réciprocité au prochain dîner des Pélerins—492.
- Hon. Fitzpatrick—L'émission des certificats devrait être restreinte aux sujets britanniques domiciliés en Canada et ces certificats ne devraient être valables que tant qu'ils résident en Canada—493.
- M. Taylor—Cite cas capitaine Carnegie, de Rockport—493.
- M. J. Reid—Capitaines américains peuvent s'arranger pour avoir deux certificats à la fois, américain et canadien—493.
- M. E. M. Macdonald—Demande que la loi ne soit pas plus rigoureuse qu'aux Etats-Unis où l'on se contente des premiers papiers de naturalisation, c'est-à-dire de la déclaration d'intention de se faire naturaliser—493.
- M. Stockton—Demande de supprimer pour les examinateurs ce qui est spécial aux lacs et aux timoniers et de faire une loi générale—498.
- M. Lancaster consent—498.
- Comité levé, siégera de nouveau—501.
- Comité repris—872.
- M. Lancaster—Soumet retouche conformément aux opinions exprimées—872.
- Hon. L. P. Brodeur—Lit une lettre de l'association maritime du Dominion demandant à être entendue—872; entend proposer renvoi du bill à comité spécial pour entendre association—873; demande que le comité lève séance—873.
- M. Lancaster—Comité peut ne pas faire rapport assez tôt pour permettre adoption du bill—873; propose que le ministre se rende compte lui-même des objections de l'association—873; l'association veut avoir ses coudées franches et c'est ce qu'on veut empêcher—874.
- M. R. L. Borden—Demande qu'on ait encore l'occasion de discuter le bill—874.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

- Hon. L. P. Brodeur—Le débat pourra être repris sur bill qui sera présenté relativement aux capitaines et seconds—874; propose que le comité se lève et demande permission de siéger de nouveau—874.
- Le comité se lève—875.
- Reprise de la discussion—1033.
- Hon. L. P. Brodeur—Propose que le bill soit renvoyé à un comité composé de: MM. Bennett, Bickerdike, Brodeur, Clarke, Fitzpatrick, Lancaster, Lefurgey, Macdonnell, Macpherson, McCarthy (Simcoe), McLean (Lunenburg), Pardee et Stockton, adopté—1033.
- M. Lancaster—Propose de remplacer M. Lefurgey par M. Bergeron, adopté—1034.

## LOI DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

- M. R. L. Borden—Dépose Bill (n° 3) relatif à la Chambre des communes—16.
- 1re lecture—16.
- 2e lecture, renvoyé au comité spécial—454.

## LOI DES ELECTIONS CONTESTEES.

- M. R. L. Borden—Dépose Bill (n° 5) ayant pour objet de rectifier une anomalie déqualifiant un pétitionnaire pour faute légère et lui laissant ses droits malgré infraction grave d'après jugement de la cour suprême—17; serait disposé à soumettre les bills à un comité—17.
- 1re lecture—17.
- 2e lecture—459.
- Renvoyé au comité spécial—459.

## LOI DES CHEMINS DE FER AMENDEMENT).

- M. E. A. Lancaster—Dépose Bill (n° 8) relativement à la protection du public au passage des endroits peuplés—18.
- 1re lecture—19.
- Appelé, remis—361.
- Appelé, remis—501.
- M. Lancaster—Propose deuxième lecture—875; l'année dernière le comité des chemins de fer a refusé l'adoption d'une résolution analogue pour restreindre la vitesse des chemins de fer dans les endroits peuplés—875; le peuple n'a aucune protection aux passages à niveau—876; la question est de savoir si l'on va adopter un mode général de protection ou laisser chaque compagnie choisir le sien—876; la loi de protection existe depuis 1857 et seulement depuis deux ans l'interprétation judiciaire en a oblitéré la portée—876; d'après la cause Mackay vs le Grand-Tronc, les compagnies de chemin de fer ne sont tenues de donner de protection que si la commission des chemins de fer les y a obligées—878; il n'est que juste de forcer les compagnies à faire certains ouvrages pour préserver la vie et les biens des citoyens qui se servent des routes publiques—878; qu'on démontre que la population est assez protégée et le bill sera retiré—879; détails de la cause Mackay vs le Grand-Tronc—880; les rues Genève et Niagara—880; il faut une loi pré-

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. E. A. Lancaster—*Suite.*

cise, suivant le jugement du juge Segdwick, la commission peut toujours révoquer les ordres qu'elle a donnés. Ainsi il n'y aura jamais certitude qu'il existe un mode de protection—882; l'emploi des mots "ou" et "et", opinion de M. Chrysler—882; la commission n'a étudié ces créations de passage à niveau depuis sa fondation qu'à l'égard de Toronto—884; elle a trop de choses à faire, il vaut mieux régler la question législativement—884; il faut arriver à l'abolition des passages à niveau—884.

Hon. Emmerson—Le plus grand nombre d'accidents n'arrive pas dans les endroits populeux, mais sur les routes de campagne—885; on ne doit pas entraver inutilement l'exploitation utile des chemins de fer—885; demande adoption en deuxième lecture et renvoi au comité des chemins de fer où projet pourra prendre forme praticable—886.

M. R. L. Borden—Le comité des chemins de fer est trop nombreux, vaudrait mieux soumettre proposition à sous-comité de ce comité—887; la circulation des trains rapides ne doit pas être entravée, mais on doit pourvoir à la sécurité du public—888.

M. J. E. Armstrong—Est heureux que le ministre des chemins de fer fasse preuve de sollicitude pour cette question—888.

Hon. Fitzpatrick—Il faut porter un soin spécial à cette loi qui peut gréver les compagnies de \$100,000 chacune—889; la gauche accapare tous les amendements que le Gouvernement voulait présenter—890.

M. G. H. McIntyre—A déjà voté l'année dernière pour le bill et est heureux de ses belles perspectives cette année—890.

Hon. Emmerson—Suggère qu'on s'occupe en même temps des dangers qui peuvent provenir de l'obstruction de la vue par les paraneiges—890.

2e lecture adoptée—890.

Hon. Emmerson—Propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial de sept à nommer plus tard, adopté—890.

Bill incorporé dans la loi des chemins de fer soumise par le Gouvernement, mais disposition rejetée par le Sénat.

## LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. W. F. Maclean—Dépose Bill (n° 9) soumettant les tarifs des messageries à la commission des chemins de fer, et adoptant tarif maximum de 2 cents le mille—19.

1re lecture—19.

Appelé, remis—321.

Appelé, remis—459.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. Maclean—Propose deuxième lecture—809; on n'aura pas de tarifs raisonnables des compagnies de messageries tant qu'elles ne seront pas sous contrôle commission des chemins de fer—809; sir Thomas Shaughnessy dit qu'il est avantageux pour compagnies de chemin de fer de relever cette commission—809; les horticulteurs sont à la merci des messageries—810; les messageries s'opposent à la distribution des colis par la poste—811; demande adoption du principe de contrôle par la commission—811; le tarif maximum des passagers doit être déterminé par les législatures—812; le Pacifique Canadien qui paie des dividendes de 8 pour 100, dont les actions de \$100 sont cotées à \$170, fait payer 4 cents le mille—813.

M. Macpherson—De Montréal à Vancouver, le taux n'est que 1 et  $\frac{1}{2}$  par mille—813.

M. Maclean—Au Manitoba, grâce au gouvernement provincial, le tarif est 3 cents le mille—813; les compagnies américaines opérant partiellement au Canada font payer 2 cents sur leur parcours américains et  $3\frac{1}{2}$  cents sur parcours canadien—814; aux Etats-Unis on a réduit partout les tarifs de transport des passagers—814; une loi doit y être passée fixant à 2 cents par mille le maximum du taux de transport que pourra exiger chaque chemin de fer—815.

Hon. Emmerson—Le Parlement ayant accordé des subsides aux compagnies de chemins de fer étant censé exercer une autorité sur tarifs—815; les compagnies de messageries sont organisations spéciales utilisant non seulement le chemin de fer, mais modes de transport individuels, hors du contrôle de l'Etat pour livraison à domicile—816; l'uniformité du tarif de transport par chemin de fer est impossible au Canada, vu la différence des conditions régionales—818; le trafic détermine la taxe—818; aux Etats-Unis, le trafic est tel que pour ne pas dépasser la limite de dividende permis, les compagnies font des dépenses inutiles—818; dans l'Ohio la réduction se faisait toute seule, sans mesure législative—819; la réduction pourrait être imposée au Pacifique Canadien qui s'est trouvé dans des circonstances exceptionnelles, mais ce serait la ruine d'autres compagnies—819; proteste contre insinuation de soumission aux corporations—820.

M. Sproule—Dans beaucoup d'endroits, les messageries ne recueillent ni ne délivrent les marchandises—820.

M. Finlay—Offre de parier \$50 que les messageries recueillent et délivrent les marchandises—820.

M. Sproule—Les compagnies de chemin de fer qui ont réduit spontanément leur tarif sont une exception—823; les compagnies de chemin de fer et les compagnies de messagerie accomplissant le même service pour les voyageurs et pour les marchandises devraient être soumises à la même juridiction—824; l'unité de juridiction a été jugée nécessaire et a provoqué le transfert des chemins de fer provin-

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. Sproule—*Suite.*

ciaux au pouvoir fédéral comme étant d'utilité générale, s'il pouvait y avoir conflit entre juridictions provinciales—825; l'absorption des messageries par les chemins de fer a détruit la concurrence; de là, nécessité de réglementer les tarifs—826; se déclare partisan d'échelle mobile pour prix de transport des passagers suivant les recettes des compagnies—826.

M. J. Barker—Admet le principe du contrôle des tarifs de messageries par la commission—827; mais il faut pour cela loi spéciale, impossible amender acte des chemins de fer dans ce sens—828; favorise adoption 2e lecture—828; absurde de vouloir uniformiser tarifs de passagers au Canada—828; M. Maclean, l'année dernière, après l'examen de son bill par le comité s'était rallié à l'échelle graduée—820; revient maintenant au taux fixe—829; c'est à la commission des chemins de fer de déterminer le tarif, c'est à elle qu'on doit s'adresser pour réduction—830.

Hon. Fitzpatrick—Disposé à chercher système pour obtenir réglementation du tarif des messageries—830; favorisera toute proposition honnête, en dehors des tentatives pour faire popularité—831; difficultés pour messageries employant compagnies de navigation ou Intercolonial—831; amendement Maclean impraticable, démonstration—832.

M. Lancaster—Dans Ontario, à l'exception des grandes villes, les messageries ne vont pas chercher ni délivrer les marchandises—833; est opposé au bill parce que jettera de la confusion là où il y en a déjà trop—833; a appuyé bill Maclean en 1903 parce qu'il n'y en avait pas d'autre, attend cette année bill Alcorn—834; le tarif des passagers doit être proportionné à l'activité du transport—834; c'est à la commission des chemins de fer de régler cela—834; elle doit être laissée libre d'agir—835; si la réduction du tarif des passagers empêchait les compagnies de trouver ressources pour leur exploitation, elles augmenteraient le tarif des marchandises—836; cultivateurs paieraient pour promener les habitants des villes et villages—835.

M. J. H. Sinclair—Dans les provinces maritimes et dans Québec les messageries prennent et délivrent les marchandises—836; Ontario est arriéré—836.

M. R. Blain—La commission des chemins de fer a donné de belles preuves de son utilité dans l'établissement du tarif des marchandises—836; elle devrait établir celui des messageries—836; sir T. Shaughnessy et la commission—836; l'association d'arboriculture a demandé soumission des tarifs de messagerie à la commission—837.

M. E. D. Smith (Wentworth)—Il est impossible actuellement de savoir si les messageries surchargent le public—838; les fruits des Etats-Unis font concurrence à ceux du Canada; dans l'ouest, si les tarifs

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. E. D. Smith—*Suite.*

étaient réformés cela changerait—838; souvent les tarifs sont inégaux pour deux distances équivalentes—838; si les tarifs étaient réduits de moitié les fruits canadiens remplaceraient les fruits californiens—839.

M. Lennox—Espère que l'Intercolonial sera bientôt soumis au contrôle de la commission des chemins de fer—840; le bill de M. Maclean est un bill d'opposition à la réforme demandée par la gauche pour soumettre les messageries à la juridiction de la commission—840; accepter le bill de M. Maclean serait exposer le Parlement à la risée générale en tant que législateurs—840; on cherche à présenter dans certain journal ("Toronto World") la position du chef de l'opposition sous un faux jour à l'égard de cette question—841; la proposition Maclean est inacceptable parce que impraticable—841; votera pour proposition Alcorn pour le même sujet parce qu'elle sera efficace et applicable—842; ne peut pas voter pour le tarif de 2 cents du mille sans restriction—842; tarif fixe de 2 cents ferait cesser exploitation d'embranchements peu productifs, au détriment des cultivateurs—842; si on tire la couverture du côté des voyageurs, on découvre le côté des marchandises—842; approuve art. 2 (téléphones); considère art. 1 impraticable et ne peut voter pour art. 3—843.

M. Lalor—Tous les reproches faits au bill sont des reproches d'avocats—844; pourquoi adversaires ne proposent-ils pas des amendements?—844; il n'y a pas de règlement pour la prise et la livraison des marchandises de messagerie à domicile—844; c'est l'affaire des agents plus ou moins entreprenants pour grossir leur chiffre d'affaires—844; si les compagnies de chemins de fer adoptaient le tarif de 2 cents leurs bénéfices augmenteraient avec la circulation—845; c'est une mauvaise excuse de dire que le tarif des marchandises s'augmenterait; dès maintenant, il est aussi haut qu'il peut être, s'il y avait moyen de l'augmenter, il le serait déjà—845.

M. Alcorn—Impossible de comprendre signification de l'art. 1er ayant trait aux messageries—846; il vaudrait mieux laisser déposer le bill qu'il veut proposer avant passer deuxième lecture de celui-ci—846; la question des téléphones est réglée par le bill du gouvernement, cette partie du bill actuel devient inutile—846; si les agitateurs actuels obtenaient le tarif de 2 cents aujourd'hui, demain, ils demanderaient 1 cent—846; la Chambre a repoussé cette demande il y a deux ans, l'adopter aujourd'hui serait se décerner un brevet d'incapacité—846.

M. J. D. Reid—Est en faveur du contrôle par la commission des chemins de fer, mais convaincu que le bill actuel n'a pas cet effet—847; peine perdue discuter ce bill—847; mieux vaut attendre bill Alcorn—847.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

Propose renvoi à plus tard de la suite de la discussion—847.

M. W. F. Maclean—"Il n'y a rien comme appliquer le *tord-nez*"—847; ministre de la justice adopte au sujet des téléphones trois principes anathématisés autrefois—847; surpris du grand nombre de partisans du ministre de la justice dans les rangs de l'opposition—848; avait le droit de présenter n'importe quelle proposition, c'est aux juristes de la rendre applicable—848; si quelqu'un veut affirmer un principe favorable au peuple, il trouvera quelqu'un pour lui barrer la route—848; tout le monde se dit en faveur du bill et tous font de leur mieux pour le faire échouer—848; les cultivateurs ne se contenteront pas d'excuses futiles—849; le principe du bill est juste, quand le principe est juste, il est facile de trouver rédaction appropriée—849; les critiques contre le bill laissent M. Maclean assez froid—849; aux Etats-Unis ce sont les cultivateurs qui réclament la réduction des tarifs de passagers—850; il suffit au ministre de la justice de lever le doigt pour que des deux côtés, les députés agissent à sa guise—850; nouveau Goliath de Québec il a su gagner les deux côtés de la Chambre à la cause des compagnies de chemin de fer—850; lettre du commissaire particulier du "New-York Herald" à Chicago au sujet de la réduction des tarifs de voyageurs, citation—850; le ministre de la justice approuvant le principe fondamental de la proposition pour les messageries, c'est à lui qu'il incombe de l'exprimer en termes convenables—853; n'a attaqué personne—853; c'est absurde de dire que nul ne peut être parlementaire à moins d'être avocat—853; au parlement britannique la meute des avocats ne peut gagner personne à la cause des grandes compagnies—853; libre aux députés de repousser le bill, le peuple réglera leur compte—853.

M. Broder—Le chien galeux ronge son os—853; si M. Maclean était sincère il porterait devant la commission des chemins de fer la question du tarif des voyageurs—853; c'est le vrai tribunal—854; il veut bien y envoyer les messageries—854; ce qu'il veut, c'est garder son sujet de plainte—854; est en faveur d'un tarif uniforme dans chaque Réseau suivant nature du trafic et conditions géographiques—854; les compagnies de chemin de fer pourraient réduire leurs frais, diminuer gros appointements—854; c'est de la politique dangereuse de vouer les chemins de fer canadiens à la haine publique—855; M. Maclean a beaucoup de jugement mais ne sait pas s'en servir—855; pour soumettre les messageries à la commission des chemins de fer, il faut un bill visant les messageries d'abord et ne pas toucher d'abord aux chemins de fer; c'est mettre la charrue avant les bœufs—855.

M. A. B. Ingram—Définition du démagogue—856; M. Maclean a combattu attitude de M. Ingram au sujet du Michigan Central, mais ne l'a pas empêché d'être élu—856; les petites compagnies ne pourraient pas résister à l'imposition de la réduction de tarif par le Parlement—856; ne craint ni

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. INGRAM—*Suite.*

M. Maclean ni son journal—858; personne n'est moins digne que lui d'avoir un partisan—857; personne n'a le monopole des grandes idées—858; M. Maclean devra changer de tactique s'il veut avoir l'appui de ses collègues—858.

Reprise de la discussion—1767.

Hon. Fitzpatrick—Désire attendre que la Chambre se soit prononcée sur le bill de M. Alcorn—1767.

Discussion remise—1767.

Appelé—2130.

Remis, le Gouvernement n'étant pas prêt à énoncer sa politique au sujet des messageries—2130.

## LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. H. Lennox—Dépose Bill (n° 17) ayant pour objet d'obliger les compagnies de chemin de fer à poser des clôtures à bestiaux à moins que la commission des chemins de fer n'en décide autrement—259.

1re lecture—259.

M. H. Lennox—Propose deuxième lecture—916; état de la question des clôtures par la loi en 1888—916; cause Tenson contre le Pacifique Canadien—916; la loi de 1903 ne rend pas justice aux propriétaires de terrains—917; dans le cas de lots vacants, la compagnie de chemin de fer n'est pas tenue de clôturer—917; si on le demande on peut obliger la compagnie à clôturer—917; opinion de sir W. Mulock—917.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose renvoi au comité spécial chargé de l'examen du bill n° 8—918.

M. Lennox—D'après le bill, si la compagnie de chemin de fer néglige de clôturer là où elle doit le faire, elle sera responsable, à moins que le propriétaire du terrain ne soit lui-même coupable de négligence—918.

2e lecture passée—918.

Bill renvoyé au comité spécial—918.

## LOI DES CHEMINS DE FER, 1903 (AMENDEMENT).

M. J. Conmee—Dépose Bill (n° 152) modifiant la loi de 1903 sur les chemins de fer—2512; pour rendre compagnie responsable de la mort des bestiaux tués sur la voie dans les cantons arpentés ou organisés et dans les unions de cantons colonisés en tout ou en partie—2512.

1re lecture—2512.

## LOI DES COMPAGNIES DE MESSAGERIES.

M. Alcorn—Dépose Bill (n° 82) relatif aux compagnies de messageries—1034; pour soumettre exploitation et tarifs à la juridiction des commissaires de chemin de fer—1035; bill emprunté à la loi des chemins de fer; articles applicables aux messageries—1035.

1re lecture—1035.

2e lecture—4845.

Incorporé partiellement dans bill du Gouvernement.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

## LOI DES FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES.

M. J. G. H. Bergeron—Dépose Bill (n° 15) ayant pour objet d'imposer l'inscription sur les étiquettes de la formule des médicaments brevetés—221.

M. Maclean—La loi est-elle conforme au bill dont s'occupe la législature d'Ontario?—221.

Sir W. Laurier—On discutera sur deuxième lecture—221.

## LOI DES ELECTIONS FEDERALES, 1900.

M. R. L. Borden—Dépose Bill (n° 2) ayant trait à la date à laquelle doivent se faire les élections complémentaires si le Gouvernement n'use pas de son droit d'initiative—16.

1re lecture—16.

2e lecture, renvoyé au comité spécial—454.

## LOI DE L'INDEMNITE PARLEMENTAIRE.

M. Maclean—Dépose Bill (n° 18) abrogeant la loi d'indemnité passée à la dernière session, 1re lecture—326.

M. Maclean—Demande de fixer un jour pour discussion du bill—918.

Hon. Paterson—Le bill déclare que les membres des Communes et du Sénat ne toucheront plus d'indemnité à l'avenir—919; préfère que le premier ministre soit présent pour discussion—919; demande que le bill reste en suspens—920.

Discussion renvoyée à séance ultérieure—920.

Discussion reprise—1768.

Discussion renvoyée sur la demande de M. Maclean—1767.

M. Maclean—Demande fixation de date pour discussion, date fixée—2128.

Discussion reprise—7128.

Sir W. Laurier—Propose de passer à la deuxième lecture du bill—2570.

M. Lennox—Demande qu'on fixe un jour pour la délibération de sa résolution relative à l'exercice de la profession légale par les ministres, qui a préséance—2570.

Sir W. Laurier—Promet de mettre en discussion lundi suivant—2570.

M. Maclean—Le meilleur moyen de remettre en discussion les deux lois de la dernière session relatives à l'indemnité et à la pension des ex-ministres est d'en demander l'abrogation—2571; le Gouvernement aura alors les mains libres—2571; les deux lois de la dernière session sont blâmées dans tout le pays—2571; la loi des pensions atteint des richards, des baronets—2572; 95 pour 100 des journaux canadiens ont exprimé leur désapprobation—2572; les députés n'avaient pas le droit de se voter une indemnité pécuniaire—2573; l'autorité de sir Edward Clarke, texte, 2574; il est faux que le Parlement ne puisse pas davantage abroger la loi, il peut redresser une erreur—2574; les députés sont les dépositaires du trésor public, opinion Clarke—2575; opinions Kimber, Farnsworth, Frelinghuysen—2576; opinions Morrill, Hawley—2577; on doit envisager la vie publique comme une vie

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

de sacrifice—2578; c'est avilir le mandat que d'exiger un supplément d'indemnité en raison du prix qu'il en a coûté pour l'obtenir—2579; l'exemple de l'Angleterre—2580; la somme mise en jeu par les deux lois en question atteint \$400,000 par an—2580; tous les députés sont responsables de cette loi passée à la dernière session—2581; nous pouvons revenir sur nos pas—2581; ne blâme personne, assume la pleine responsabilité de son adhésion—2581; aucune excuse à cette augmentation—2582; la Chambre peut accepter si elle veut, une fois la loi lue une seconde fois, les dispositions offertes par le député de Lennox—2582.

M. Verville—Représente 150,000 ouvriers organisés—2582; en Angleterre, les ouvriers sont obligés de souscrire de l'argent pour fournir des appointements à leurs députés—2582; il ne faut pas un tel état de choses en Canada—2582; un seul journal dans Québec a blâmé l'indemnité, la "Gazette" qui n'est pas l'ami des ouvriers—2583; au lieu d'abolir l'indemnité il vaudrait mieux parler moins quand on n'a rien à dire—2583; avec des sessions de 3 mois seulement on pourrait payer \$3,000 d'indemnité aux députés et réaliser des économies—2583; au Congrès des métiers et du travail à Toronto, aucun délégué n'a protesté contre l'indemnité—2503; pourquoi dire aux ouvriers qu'on veut les voir en Parlement si on leur coupe les vivres—2583; son élection ne lui a pas coûté 25 cents et pourtant il croit valoir \$2,500 par an—2584; le député qui reçoit une indemnité suffisante comprend mieux sa responsabilité envers le public—2584; espère que la députation votera à l'unanimité contre la proposition Maclean—2585.

M. U. Wilson—A été ouvrier et ne gagnait pas \$2,500 par an—2585; si les députés étaient laissés libres, le système des pensions disparaîtrait—2585; le premier ministre actuel a dénoncé le système des pensions aux employés—2585; la déclaration de l'honorable M. Aylesworth au sujet des pensions—2586; n'a jamais approuvé le système des pensions en général—2586; le Gouvernement a commis à la dernière session une erreur colossale en accordant pension à anciens ministres—2586; était absent quand projet présenté, mais doit en porter responsabilité—2587; venu réparer la faute—2587; campagne du "Star"—2587; résolution des électeurs de Lennox-Addington—2588; approuve augmentation du traitement du premier ministre et du salaire du chef de l'opposition—2588; discours de sir W. Laurier en 1901 sur l'augmentation de l'indemnité à \$1,500—2590; variations de l'indemnité depuis la confédération—2590; demande qu'on remette les choses en l'état où elles étaient avant—2592.

M. G. Taylor—On n'a pas présenté au pays la question sous son vrai jour—2592; le changement opéré l'année dernière a été une répartition plus équitable de l'argent voté pour le Parlement—2592; les nou-

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. Taylor—*Suite.*

velles règles imposées quant à la présence et à l'indemnité de déplacement—2592; il ne s'agit pas d'une augmentation de \$1,000, si on déduit les changements à l'indemnité de placement—2593; l'obligation d'assister aux séances avancera beaucoup le travail de la Chambre—2593; l'augmentation totale de la dépense ne dépassera pas \$50,000—2593.

M. F. F. Pardee—La lutte de Lambton-ouest s'est faite sur la question d'indemnité—2593; a condamné et condamne encore les pensions—2594; a fait ses réserves quant à l'indemnité de \$2,500, constate aujourd'hui qu'elle n'est pas trop élevée—2594; M. Maclean au lieu de faire des largesses avec les \$1,000 devrait les remettre au peuple qui les a payés—2595; l'indemnité d'Ottawa n'est pas plus élevée proportionnellement que celle d'Ontario—2596; si le Parlement passe de bonnes mesures et la prospérité générale prouve qu'il en est ainsi, le peuple en a pour son argent et n'a pas à se plaindre—2596; le parlement anglais a accepté le principe d'une rémunération pour les députés—2598; l'agitation est l'œuvre de quelques exaltés avides de réclame—2599.

M. R. Blain—Répète sa déclaration sur l'augmentation d'indemnité en 1901—2599.

M. J. Barr—Désirerait connaître l'attitude du Gouvernement—2600; personne ne songe à abolir l'indemnité parlementaire—2600; le relèvement de l'indemnité ne fut pas proposé dans Ontario à la fin d'une session—2601; ses commettants s'étant déclarées contre l'augmentation de l'indemnité, votera pour bill Maclean—2601; le sénateur McMullen et les pensions—2602; le pays s'alarme de voir que des ministres renvoyés en disgrâce reçoivent même des pensions—2603; un député ravale sa position en considérant l'indemnité comme traitement—2603.

M. W. M. German—M. Maclean, à son point de vue, a eu le même tort de toucher l'augmentation de \$500 votée il y a quatre ans—2604; c'est \$3,500 qu'il a à remettre—2604; les membres du Parlement à la confédération n'avaient pas davantage le droit de se voter une indemnité—2606; il faudrait à ce compte-là qu'une législature fit son travail sans rémunération et attendît la session suivante pour être payée—2606.

Discussion ajournée—2606.

M. J. E. Armstrong—N'a jamais travaillé aussi ferme que depuis qu'il est en Parlement—3052; sa carrière parlementaire: en vingt-sept mois, n'est pas resté six mois chez lui—3053; il est impossible d'expédier les affaires du pays à la vapeur—3053; les nouvelles provinces viennent de voter une indemnité pour quelques semaines de session—3054; les journaux ont été injustes à l'égard des députés qui ont accepté l'indemnité—3055; ne veut pas l'abolition de la pension aux anciens ministres—3056; M. Maclean a eu honte de son bill et a demandé au premier ministre la permission de le retirer—3056.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

Démenti de M. Maclean—3056.

M. Armstrong—Dans l'élection de Wentworth, il n'a pas été question de l'indemnité—3057; les balivernes débitées par M. Maclean à Wexford d'après le "World", 8 août 1905—3058; la réplique de M. Maclean au ministre de la justice lors de la présentation du bill d'indemnité—3058; les passages principaux du discours de M. Maclean à Wexford—3059-3060; il n'y a pas un seul conservateur qui songe à suivre le député de York-sud dans ses égarements—3061.

M. W. A. Galliher—La Chambre a eu tout le temps à la dernière session d'étudier le bill d'indemnité—3061; était prêt à signer en tête de la liste—3061; si un député accepte l'indemnité qui a été votée, il en accepte la responsabilité—3062; il est absurde d'approuver d'un côté et de désapprouver de l'autre—3062.

M. Sproule—La loi relative à l'indépendance du parlement n'a aucune application en ce cas il en accepte la responsabilité—3062; il eût mieux valu discuter davantage—3062; il eût mieux valu discuter davantage—3064; il est vrai que l'affaire paraît avoir été passée en secret—3064; le Gouvernement est responsable de toute mesure entraînant une dépense d'argent—3064; l'opposition n'a rien fait qui mérite le blâme—3064; l'opinion de Todd sur la responsabilité du gouvernement—3065-66; l'opposition doit rester libre, elle est à blâmer d'avoir signé le round-robin—3067; nous n'avons pas besoin de mandat spécial des électeurs pour passer une loi d'indemnité—3068; il n'y a pas de referendum au Canada—3068; la loi des pensions aux anciens ministres est indéfendable—3068; l'Etat doit assurer l'existence des hommes publics qui ne doivent pas avoir à compter sur les souscriptions des amis ou des intéressés—3070; ce n'est pas en lui-même que le principe des pensions est mauvais, c'est un principe admis, au contraire—3070; un ex-ministre ne devrait recevoir de pension que s'il est empêché par l'âge ou la maladie de gagner sa vie—3072; la pension ne devrait pas se cumuler avec l'indemnité sessionnelle—3072; il est faux de dire que les sessions coûteraient moins cher si on parlait moins, puisque la totalité de l'indemnité est acquise après 31 jours de séance—3074.

M. J. T. Schell—M. Sproule n'était pas absent quand le bill a été présenté, les Débats indiquent qu'il était présent lors de la deuxième lecture du bill, l'année dernière—3074; le public ne se rend pas compte suffisamment des sacrifices que fait un député en venant et en acceptant un mandat législatif—3074; M. Maclean a fait des largesses pour se créer de la popularité avec de l'argent qui ne lui appartenait pas—3075; il devrait commencer par rendre l'argent avant de faire la leçon aux autres députés—3075.

M. Kemp—N'était pas là l'année dernière, mais approuve l'augmentation de traitement du premier ministre, l'indemnité au chef de l'opposition, l'augmentation du

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. Kemp—*Suite.*

traitement des juges—3076; les modifications apportées à l'ancienne loi réduisent considérablement la prétendue augmentation de \$1,000—3077; durée des trois dernières sessions—3078; en ne donnant pas une indemnité raisonnable on éloigne du Parlement beaucoup d'hommes dont le concours pourrait être très utile—3078; l'indemnité municipale et provinciale à Toronto—3079; il n'y a pas de comparaison à établir entre la situation des parlementaires anglais et celle des parlementaires canadiens—3079; les souscriptions particulières pour aider à vivre des parlementaires sont déplorables—3080; la loi passée l'année dernière est juste et modérée 3080; quand le peuple la comprendra, il l'approuvera—3080; une seule raison pourrait en motiver le rappel, la banqueroute, nous n'en sommes pas là—3080.

M. Sproule—Admet avoir pris la parole sur la deuxième lecture, l'année dernière—3080; demandait qu'on portât à dix ans le temps requis pour avoir droit à la pension d'ex-ministre—3081.

M. Bourassa—L'opposition populaire qui n'est pas aussi prononcée que le dit le "Star" ne provient pas de la loi elle-même, mais de la façon dont elle a été traitée l'année dernière—3081; l'opposition en fait est aussi responsable que le Gouvernement de l'adoption de la loi—3081; n'a pas signé le round-robin—3081; la loi avait l'approbation des deux partis—3081; une erreur a été commise il y a cinq ans quand l'indemnité a été portée à \$1,500, de ne pas la mettre à \$2,000 et la laisser là—3082; nous sommes un pays démocratique, inutile d'ergoter sur le terme indemnité, nous recevons un salaire et nous devons le mériter—3082; la longueur des séances est une mauvaise excuse pour l'accroissement de l'indemnité—3082; nous dépensons beaucoup plus de temps à nos petites affaires publiques que des grands pays à des affaires plus considérables—3083; ce ne serait pas un avantage pour notre parlement d'en réserver les mandats aux gens riches—3083; au Canada la richesse ne va pas de pair avec l'esprit de devoir, hon. M. Cox, hon. M. Forget—3084; un député ne devrait pas pouvoir retirer son indemnité entière s'il n'a pas assisté au moins aux deux tiers des séances—3084; les députés des deux côtés devraient prendre l'engagement de ne pas accepter un sou d'aucun fonds électoral pour leur élection—3084; les ministres sont proportionnellement même mieux payés que les députés—3086; les uns méritent leur salaire, d'autres ne le méritent pas—3086; si le Gouvernement adoptait des méthodes plus pratiques, on pourrait réduire de moitié les sessions—3086; la gratitude ne doit pas s'exercer aux dépens de la justice—3086; serait prêt à augmenter le traitement des ministres si on réduisait les inutiles ou les incapables—3087; le principe des pensions n'est pas mauvais, mais il doit être appuyé sur des principes sains—3087; dissection de la liste des

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

ministres pensionnés, un à un—3088; il ne suffit pas qu'un homme occupe pendant cinq ans la charge de ministre pour que cela constitue une preuve évidente de son dévouement envers son pays—3090; le bill de l'indemnité des députés ne touche aucun principe constitutionnel, il doit être discuté comme un bill de dépense pur et simple—3090; le bill devrait s'appeler bill relatif au salaire des députés—3090; le bill de pension aux ex-ministres devrait exiger dix ans de service, la pension ne devrait se cumuler avec aucun autre paiement de l'Etat, n'être payée qu'aux ex-ministres nécessaires, n'être payée que si le ministre n'a jamais été trouvé coupable de malversation—3091.

M. E. B. Osler—Approuve le bill de la dernière session sans approuver le "round-robin"—3091; ayant la majorité, le Gouvernement doit en porter la responsabilité—3091; celui qui entre dans la vie publique avec le désir d'arriver premier ministre est invariablement pauvre—3092; ce sont les membres les moins fortunés qui se sont le plus distingués comme législateurs—3092; feu E. F. Clarke avait décidé de renoncer à la vie publique parce qu'il ne pouvait pas vivre avec l'ancienne indemnité—3092; le "Globe" et l'indemnité parlementaire en 1856—3093; pensions de ministres en Angleterre, le cas de M. Villiers—3094; M. Osler et son cocher—3094.

Sir W. Laurier—Parle comme simple député—3094; le Gouvernement est constitutionnellement responsable des mesures qu'il présente—3094; lorsque l'opposition ne trouve rien à redire, c'est qu'elle approuve—3095; le parlement du Canada doit se féliciter d'avoir été le premier des parlements s'inspirant des institutions britanniques à reconnaître le chef de l'opposition comme rouage du système constitutionnel—3095; M. Maclean a fait pire que de signer le "round-robin", il a donné son assentiment à la loi—3096; il devrait montrer de la charité pour ceux qui persistent dans l'opinion qu'il professait l'an dernier—3096; n'a jamais dit en 1901 que l'indemnité devrait toujours rester à \$1,500, mais qu'elle ne devrait plus être augmentée par caprice suivant la durée éventuelle des sessions—3097; le temps des courtes sessions est passé, mais si on compare le travail d'une session impériale au nôtre, il ne faut pas oublier que le parlement impérial n'accomplit jamais en une session ce qu'il a à faire—3097; nous aurons inévitablement des sessions de cinq, six et sept mois, et les députés doivent prendre leurs mesures pour séjourner tout ce temps-là à Ottawa—3097; si la situation est exposée convenablement au peuple, il admettra que \$2,500 n'est pas un chiffre trop élevé—3098; l'indemnité dans les autres pays—3098; il est absurde de dire que les députés ne peuvent pas se voter une indemnité parce qu'ils y ont un intérêt pécuniaire—3099; l'origine des indemnités en 1791 et 1867—3099; consent à discuter l'application du principe des pensions quant au cas des ex-ministres—

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

3100; la loi anglaise laisse la discrétion au premier ministre de décerner les pensions aux personnes qu'il considère en avoir besoin—3100; a refusé d'assumer cette responsabilité, de là le fait que la pension a été accordée à tous les ex-ministres sans distinction—3100; il se peut que le Canada soit allé trop loin, le ministre de la justice a été invité à remettre la question à l'étude—3100.

M. Lennox—Insiste pour une déclaration précise du premier ministre—3100.

Sir W. Laurier—La loi actuelle doit être modifiée, il faut l'amender ou l'abroger complètement—3101.

M. R. L. Borden—Expose la doctrine constitutionnelle de la responsabilité du Gouvernement en matière de vote d'argent—3101; ne cherche pas à dégager sa responsabilité, ni à atténuer son attitude de l'année dernière—3101; le parlement impérial laisse de côté chaque année d'importantes questions qu'il n'a pas le temps de discuter—3102; la fortune de sir Chs Tupper—3102; la conversion de M. Maclean a été extraordinairement soudaine—3102; M. Maclean ignore la loi en discussion parce qu'il croyait que le traitement du chef de l'opposition pouvait se cumuler avec la pension d'un ex-ministre; la loi dit tout le contraire—3106; les idées extrémistes de sir Edward Clarke—3103; sir H. Campbell Bannerman n'a pas combattu le principe de l'indemnité sessionnelle pour les Communes—3104; l'objection soulevée au Congrès américain provenait de ce que les bills augmentant l'indemnité avaient un effet rétroactif—3104; définit la position de l'indemnité d'après la nouvelle loi comparée aux stipulations de l'ancienne—3104; le mécanisme de la loi quant aux absences—3105; durée des sessions—3106; si on appelle le paiement fait aux députés un salaire, alors on a le droit de prendre en considération la durée des sessions—3107; les rapports entre l'élévation de l'indemnité et la durée des sessions—3107; les législatures provinciales—3108; on ne peut pas fixer une indemnité pour le député qui travaille et une autre pour celui qui ne travaille pas, c'est aux électeurs de faire ce choix—3108; en Australie tous les employés sont mieux rétribués qu'au Canada—3108; ce que paient les Américains—3109; autrefois, en Angleterre, les députés étaient payés par les circonscriptions électorales—3109; l'agitation en Angleterre pour le paiement des députés date de vingt ans—3110; la résolution de 1906—3110; en aucune circonstance au Canada l'indemnité n'a été votée pour n'être applicable qu'au parlement suivant—3111; jamais la Chambre et l'opposition n'ont été aussi actives—3111; le traitement affecté au chef de l'opposition est pris sur le trésor public comme celui des juges et n'entrave pas davantage son indépendance—3112; n'a jamais vu ni signé le "round-robin"—3113; quand il a appris que ce document mentionnait une indemnité au chef de l'opposition, il a demandé de retrancher cela—3113;

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

quand la question est venue à la Chambre, l'a fait soumettre à un comité de députés conservateurs—3113; malheureusement la Nouvelle-Ecosse n'a pas de représentants—3113; n'a fait ni pression ni menace—3113; a déclaré dans Wentworth qu'il serait heureux de voir le Gouvernement reprendre le projet de pension—3114; attendra pour se prononcer la loi promise par le premier ministre—3114; pension devrait être donnée seulement à ceux qui en ont réellement besoin—3114; une mesure de ce genre devrait être présentée au commencement de la session—3115; votera contre le bill Maclean sur la promesse du Gouvernement d'amender l'Acte des pensions de l'année dernière—3116.

M. E. A. Lancaster—Le bill de M. Maclean est encore plus hâtif que la législation à laquelle il veut porter remède—3117; n'attaquera et ne permettra à personne d'attaquer le Gouvernement pour la loi de l'année dernière—3117; M. Maclean était présent, a discuté la loi et n'a rien trouvé à redire—3118; des conventions ont été tenues dans son comté; on n'a soufflé mot de l'indemnité—3118; article du "World", M. Maclean pose comme le seul honnête homme du parti conservateur—3119; M. Maclean a laissé en suspens le présent bill sept fois de suite au lieu de le pousser activement—3120; les étapes du bill—3120; M. Maclean calomnie tous ses collègues en disant qu'ils se dérobent devant son bill—3121; M. Maclean n'a pas besoin d'une grosse indemnité pour le nombre de fois qu'il vient en parlement—3122; si une loi de ce genre pouvait être passée, on pourrait bien faire siéger M. Maclean sans indemnité—3122; le bill de M. Maclean supprimant toute indemnité est formulé à dessein pour empêcher la Chambre de l'adopter—3122; le "Farmer's Sun" et l'indemnité—3122; déclaration de l'"Argus"—3123; l'"Independent" de Grimsby—3124; M. Maclean n'avait pas droit l'année dernière à son indemnité totale, il a touché \$2,500 et \$51.20 de frais de voyage—3125; si M. Maclean savait l'année dernière que ses services ne valaient pas \$2,500, il a commis un abus de confiance en se votant ce salaire—3125; il n'en est pas ainsi de ceux qui considéreraient alors et considèrent encore que leurs services valent ce prix—3126; M. Maclean prétend vouloir libérer le peuple des étreintes des syndicats, de l'autre côté, il veut le livrer aux mains de ces syndicats en interdisant la députation à ceux qui ne sont pas riches—3126; les députés font la charité aux hôpitaux, tout comme M. Maclean avec leur indemnité, mais sans le proclamer partout—3127; si M. Maclean songeait un instant que son bill pût passer, il serait pris de panique et le retirerait immédiatement—3128; quand M. Maclean dit que les contribuables ne retirent rien en retour de l'indemnité payée aux députés, il parle pour son comté—3128; ses électeurs pourraient souhaiter un représentant moins critique, mais plus assidu—3128; M. Maclean ne

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. E. A. Lancaster—*Suite.*

perd pas d'argent à la politique, il peut continuer sa besogne de dénigrement et de diffamation à Ottawa, comme chez lui—3130; le peuple canadien est parfaitement disposé à payer à ses députés une indemnité raisonnable de \$2,500—3130.

M. T. R. Lalor—A fait des promesses à ses électeurs et doit se prononcer contre l'indemnité—3130; la responsabilité du Gouvernement est la même que celle de l'opposition—3132; l'augmentation d'indemnité peut être excusable pour la députation, elle ne l'est pas pour le Sénat—3132; préfère être moins payé et ne pas donner d'indemnité au Sénat—3132; il n'y a pas de raison parce qu'on désapprouve ce surcroît d'indemnité pour ne pas le prendre quand les autres le prennent—3132; le journal du colonel Thompson et l'indemnité—3133; se propose de remplir toutes promesses faites à ses électeurs—3133; était revenu à Ottawa l'année dernière pour voter contre le bill d'indemnité, mais il n'y eut pas de vote—3134; votera avec M. Maclean—3134.

M. Ingram—L'entrefilet du "World", 3 mai, au sujet des whips—3134; démenti formel—3134; prendra mesures pour faire expulser le correspondant de la galerie de la presse—3135; M. Maclean a été absent plus de la moitié de la dernière session; il a retiré son indemnité entière—3135; texte de la déclaration à faire par un député pour retirer son indemnité—3136; l'accusation du "Globe"—3136; si M. Maclean s'est parjuré, la Chambre a droit à son explication—3136; s'il s'est parjuré, le peuple a le droit de le savoir et de savoir ce que valent ses actes—3136; M. le député de York-sud, parlez maintenant!—3137.

Motion pour la 2e lecture du bill n° 18 mise aux voix—3137.

2e lecture rejetée par 9 pour, 167 contre—3138.

Hon. Costigan—N'a pas voté comme intéressé dans l'article ayant trait aux pensions des anciens ministres—3138.

## LOI DES INDIENS (AMENDEMENT).

M. Monk—Dépose Bill (n° 66) pour modifier l'Acte des Indiens—859; pour adoucir la loi en ce qui concerne la vente des liqueurs aux Indiens dans le cas de bonne foi et dans les centres où l'erreur est possible de bonne foi—859.

1re lecture—859.

M. Monk—Propose 2e lecture—2131; ancien texte de la loi, amendement projeté—2131; la réserve de Caughnawaga ne contient pas un seul sauvage de race pure—2132; ceux qui sortent des usines de Lachine ne peuvent pas être reconnus des blancs—2132; à Montréal les juges ont décidé que les métis tombent dans la catégorie des individus de sang indien—2133; les juges ont décidé aussi qu'on ne pouvait

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

pas tenir compte de la bonne foi du vendeur—2133; le premier ministre est intervenu pour ne laisser pousser qu'une seule cause sans quoi le vendeur en dépit de sa bonne foi reconnue aurait été ruiné—2134; jugement du juge Rouleau en 1900, *Reine vs Mellon*—2134; pour éviter la culpabilité, il faut que l'individu à qui la liqueur a été vendue soit métis, qu'il y ait bonne foi de la part du vendeur, que le vendeur ait pris les précautions nécessaires pour ne pas commettre d'erreur—2135.

M. W. Jackson—Situation la même dans Ontario—2135; quel que soit le degré de sang du métis la boisson a sur tous le même effet, il vaut mieux ne pas changer la loi—2135.

Hon. F. Oliver—Impossible d'accepter la loi, nous avons le devoir d'empêcher strictement l'usage des spiritueux par les Indiens—2135; avec cet amendement, il deviendrait impossible d'appliquer la loi—2136; les magistrats savent tenir compte des circonstances atténuantes—2136; propose renvoi à six mois—2136.

M. Sproule—Demande qu'on invite M. Monk à retirer bill—2136.

M. A. B. Ingram—Les amendes payées par ceux qui vendent de la boisson aux Indiens s'élèvent au dernier rapport à \$9,000, évidemment les fonctionnaires n'entendent pas laisser tomber la loi. Vaudrait mieux retirer le bill—2136.

Sir W. Laurier—Offre de laisser retirer motion—2136.

M. Monk—Préfère le bill battu sur division—2136.

Motion pour 2e lecture, rejetée—2136.

## LOI DE L'INSPECTION GENERALE (AMENDEMENT).

M. R. B. Hall—Dépose Bill (n° 165) pour modifier l'Acte de l'inspection générale—3315; pour dispenser le fabricant d'indiquer le nombre de pieds par livre sur les pelotons de ficelle d'engerbage exportés—3315.

1re lecture—3315.

## LOI DE L'INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

M. L. McCarthy—Dépose Bill (n° 16) pour modifier l'Acte d'inspection des bateaux à vapeur—258; nouvelle rédaction du bill de l'année précédente, permet à porteurs de permis prendre charge remorqueurs dix chevaux-vapeur—258.

1re lecture—258.

2e lecture—1188.

Hon. L. P. Brodeur—Propose que le bill soit soumis au comité spécial examinant le bill des certificats de capitaines et seconds—adopté, renvoyé au comité spécial—1188.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

## LOI DES JUGES DES COURS PROVINCIALES.

M. H. Lennox—Dépose Bill (n° 13) pour interdire aux juges des tribunaux provinciaux d'exercer le rôle d'arbitres, et pour la meilleure répartition de la besogne judiciaire—21.

1re lecture—21.

M. H. Lennox—Propose deuxième lecture—891; texte de la loi de 1905 au sujet de l'interdiction d'occupations étrangères pour les juges—891; déclaration de l'hon. Fitzpatrick—892; la magistrature canadienne est composée des hommes les plus honorables, mais elle se fait illusion sur la latitude qui lui est laissée—892; déclaration de sir W. Laurier—892; le Sénat en 1903 a déjà cru devoir intervenir pour empêcher juges d'occuper fonctions judiciaires—893; doctrine conservatrice à l'égard du paiement des juges par les provinces—894; sir John Macdonald s'opposait au système des honoraires—894; les juges n'ont pas été assez rétribués par le passé et ont accepté des occupations qui ont diminué le respect du peuple pour la magistrature—895; la cause de Comtee et du Pacifique Canadien—895; on se plaint dans Ontario des lenteurs occasionnées par le nombre restreint des juges—896; si un juge est employé comme arbitre, il ne donne pas tout son temps à l'administration de la justice, d'où des plaintes—896; on paie dans Ontario plus de juges de comté qu'il n'en faut—896; la législation existe dans Ontario pour réduire le nombre des juges de comté, si la législation libérale de 1895 eût été appliquée, le nombre de juges eût été diminué de moitié—897; Ontario soutire pour ses juges de comté le double de ce qu'exigerait, l'administration raisonnable et efficace de la justice—898; les juges ne doivent pas faire partie de commissions d'enquête, surtout sur des questions d'une nature politique—898; opinion de lord Randolph Churchill—898; il n'y a pas d'engin électoral plus puissant au Canada que les grandes compagnies de chemins de fer—898; texte du bill—899.

Hon. Fitzpatrick—L'amendement proposé à la loi existante aurait pour effet de permettre aux juges de remplir les fonctions mentionnées, ce qui est actuellement défendu—900; les juges n'ont pas donné l'exemple de la soumission aux lois votées par le Parlement—900; une circulaire a été adressée aux juges les informant des intentions du Parlement, plusieurs n'ont pas répondu—900; une loi sera déposée pour donner sanction à la loi de l'année dernière—900; prie dans l'intervalle de ne pas pousser le bill—900; on peut voter la deuxième lecture et accepter ainsi le principe du bill—901.

M. Monk—Demande si en Angleterre les juges n'ont pas le droit de se livrer à l'enseignement et de participer à des institutions financières—901.

Hon. Fitzpatrick—Nous n'avons pas à nous occuper de ce qui se fait en Angleterre, mais de notre propre loi—901.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*

M. A. A. Stockton—Puisque les juges n'observent pas la loi, il est bon de la rendre plus sévère—901.

Hon. Fitzpatrick—On peut considérer que les fonctions de l'enseignement du droit ne sont pas incompatibles avec les fonctions judiciaires—902.

M. R. L. Borden—Demande ce qu'on doit penser des juges qui occupent des fonctions de confiance comme exécuteurs, fidéicommissaires ?—902.

Hon. Fitzpatrick—Certains juges dans la province de Québec reçoivent de ce fait des salaires très élevés et négligent leurs fonctions judiciaires—902.

M. Monk—Demande si les juges de Québec sont plus récalcitrants que ceux des autres provinces—902; les juges ne touchent pas de gros traitements comme exécuteurs testamentaires—903.

Hon. Fitzpatrick—C'est Québec qui compte le plus de récalcitrants—903; successions Masson, Rodier et O'Brien—903; un juge a fait passer une loi pour augmenter son traitement comme exécuteur, parce que ces fonctions occupaient trop de son temps—904; il n'y a pas à s'occuper de l'Angleterre. Notre parlement a passé une loi et cette loi doit être observée par les juges—904.

M. E. Macdonald—Il est regrettable d'avoir à revenir à la charge cette année, maintenant que la loi est passée—904; certaines parties du bill proposé empiètent sur des attributions déjà conférées par les législatures provinciales—904.

2e lecture passée—905.

Remis—4678.

En comité—5499.

M. Macdonald—Propose de changer la date du 15 mars dernier à laquelle doit commencer l'interdiction d'agir comme arbitres, en substituant la date de mise en vigueur du bill—5500.

Hon. Aylesworth—Le bill sous sa forme présente a justement pour effet de permettre aux juges d'accomplir des actes qu'on voudrait exclure de leur juridiction—5500; c'est un statut permissif—5502; il s'attache justement au principe voté à la dernière session et exigeant que les juges ne s'occupent d'aucune affaire autre que leurs fonctions judiciaires—5502.

M. R. L. Borden—Dans ce cas le juge est nommé arbitre par statut—5502.

M. Lennox—Ce que l'on veut empêcher c'est que des juges arbitrent en dehors des cours dans des litiges qui leur sont soumis—5503; s'ils arbitrent en vertu d'une décision d'un tribunal, ils sont dans leurs fonctions—5503; déclarations et promesses de l'ex-ministre de la justice au sujet de ce bill—5504; serait enchanté de bénéficier de toutes les lumières—5505.

Hon. Aylesworth—Ne comprend pas qu'il y ait plus d'inconvénient qu'un juge agisse comme arbitre choisi par les parties avant qu'un tribunal soit saisi de la contestation plutôt qu'après—5506.

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite*.

M. R. L. Borden—Le texte du statut de l'année dernière relatif aux juges et ayant trait aux "occupations" ou "affaires" ne se rapporte guère aux "arbitrages"—5507.

Hon. Aylesworth—Est convaincu que le bill soumis nuit à l'objet visé par celui qui l'a proposé—5507.

M. Lennox—Ne tient pas à sa rédaction mais veut déraciner l'abus de certaines gens qui se servent de juges payés par le pays pour régler leurs différends qu'ils ne songent pas à soumettre aux tribunaux—5508; le Gouvernement avait fait une promesse et il ne la tient pas—5508.

Hon. Aylesworth—Dans les cas d'expropriation de chemins de fer, l'arbitrage est nécessaire—5509; dans les différends scolaires, dans Ontario, l'arbitrage est imposé—5509; il serait étrange que cet arbitrage ne pût pas être confié à un juge—5509.

M. Stockton—La Chambre est d'avis que les juges ne devraient pas remplir les fonctions d'arbitres dans les cas où une rémunération est attachée à l'arbitrage—5510; l'ex-ministre de la justice a déclaré que si la loi de l'année dernière n'empêchait pas cet abus, une nouvelle mesure serait nécessaire—5511.

M. Miller—Lit deux lettres de M. C. Meikle, avocat, de Chesley, Ont., demandant qu'on n'empêche pas le public de se prévaloir du service des juges comme arbitres—5514.

M. D. C. Ross—La Colombie-Anglaise a fait adopter des lois pour soumettre à l'arbitrage certains différends ouvriers, il est bien utile de pouvoir s'assurer les services de juges comme arbitres dans ce cas-là—5514.

M. Lennox—On pourrait exclure de la loi la Colombie-Anglaise—5514.

M. Alcorn—Propose autre radiation—5516.

M. Gallier—En Colombie-Anglaise on n'a qu'à se louer de l'emploi des juges comme arbitres—5517.

Sir W. Laurier—Rappelle ses paroles l'année dernière—5518; a dit qu'il ne voulait pas que les juges se livrent à une occupation d'un caractère commercial, n'a jamais voulu les empêcher de se livrer à des occupations d'un caractère judiciaire—5518.

M. R. L. Borden—On devrait avoir l'interprétation et l'application donnée à la loi de l'année dernière par le département de la justice—5518; les fonctions judiciaires des juges devraient être déterminées par la même loi qui fixe leur traitement—5518; mais c'est impossible puisque les provinces peuvent statuer des rémunérations supplémentaires—5518.

M. L. G. McCarthy—Toutes ces discussions rabaissent la magistrature aux yeux du public—5519; on ne devrait pas insinuer que la rémunération dans ce cas peut avoir une influence sur ce qui doit être une question de principe et non d'argent—5521; on ne devrait pas empêcher les juges d'agir comme arbitres pourvu qu'ils ne négligent pas leurs devoirs—5522; concorde avec M. Borden qu'on de-

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite*.

M. L. G. McCarthy—*Suite*.

vrait avant de passer la loi avoir les renseignements sur l'interprétation du département de la justice—5522; propose renvoi de la discussion—5522.

Motion renvoyée—5522.

## LOI DES PENSIONS AUX MEMBRES DU CONSEIL PRIVE.

M. U. Wilson—Dépose Bill (n° 142) concernant la pension de certains membres du Conseil privé, 1re lecture—1801.

## LOI DU RESEAU TELEPHONIQUE DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Dépose Bill (n° 167) relatif au réseau téléphonique du gouvernement du Manitoba—3399; pour autoriser la législature à exproprier, si c'est nécessaire, les lignes téléphoniques déjà établies dans cette province—3399.

## LOI DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. U. Wilson—Dépose Bill (n° 143) pour amender la loi relative au Sénat et à la Chambre des communes—1801; 1re lecture—1801.

## LOI DES SOCIETES D'ART.

M. Carvell—Dépose projet de loi (n° 209) tendant à modifier la loi criminelle de 1902 au sujet des loteries—6143; 1re lecture—6143.

Hon. Fielding—Demande de comprendre dans projets du gouvernement bill de M. Carvell (n° 209) relatif aux sociétés d'art—7816.

M. Henderson—Favoritisme, d'autres députés ont été empêchés de passer leurs bills privés—7817.

Motion adoptée—7817.

Retiré et passé comme bill du gouvernement—7817.

## LOI DES SOCIETES COOPERATIVES ET INDUSTRIELLES.

M. F. D. Monk—Dépose Bill (n° 144) concernant les sociétés coopératives et industrielles—1897; les résultats obtenus en Europe et ailleurs indiquent que le moment est venu d'introduire ces institutions au Canada—1897; Henry Wolfe, Edward Pratt, le Journal de l'association des banquiers canadiens ont traité ces questions—1898; définition de la coopération—1898; lord Derby au congrès coopératif de Leeds—1898; lord Grey à l'association coopérative internationale—1898; M. Gladstone, le duc d'Argyle, M. Bright, M. Stuart Mills, M. J. Méline dans le "Retour à la terre"—1899; le mouvement en Italie et en Allemagne—1900; les banques coopératives en Belgique, en Hollande, en Autriche—1902; le progrès en Angleterre, d'après M. Pratt—1902; les "Pionniers de Rockdale" et la "Manchester Wholesale"—1903; rapport de M. John F. Winter, consul des Etats-Unis, sur le fonctionnement en Allemagne et statistiques

BILLS RESTES INACHEVES—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

—1904; il ne peut pas être question de chartes, ni de procédés d'incorporation dispendieux—1905; le chiffre des dépôts doit être limité—1905; chaque associé ne doit avoir qu'un vote—1905; on doit admettre les femmes et les enfants mineurs—1905; les opérations doivent être limitées aux membres—1905; la direction doit avoir la haute main sur la société, et pouvoir exclure les membres dont la présence n'est pas désirée—1905; il doit y avoir une forte réserve permanente—1905; il doit être défendu de voter par procuration—1905; le champ d'opération des banques coopératives doit être limitée—1906; le bill comporte une modification de la loi anglaise, qu'il suit pourtant fidèlement, en ce que si l'association crée et maintient un fonds de réserve suffisant; l'associé, même dans le cas d'une banque coopérative, peut retirer son capital—1906; ces institutions peuvent amener une révolution économique dans Québec et dans les classes que les grandes banques n'atteignent pas—1906; proposition Orton, en 1884—1907; la loi de 1903 relativement aux banques à un sou, une seule établie à Toronto—1907; les autorités provinciales ne sont pas compétentes pour autoriser à faire des opérations de banque 1908; il est avantageux que ces institutions reçoivent leurs pouvoirs du gouvernement central, le mouvement doit être national—1908; la loi de la dernière session à Québec effleure à peine la question des banques—1908; essai fait à Lévis avec succès par M. Alphonse Desjardins, de Lévis—1908; "La caisse populaire de Lévis" fondée, il y a cinq ans avec quelques centaines de dollars de capital a maintenant un capital de \$40,000 et fait des affaires pour \$140,000—1909; toute une jeune génération grâce à cette institution s'est instruite à l'épargne—1909; la loi anglaise a été refondue en 1893, le présent bill s'y conforme sauf les améliorations indiquées par l'expérience—1909; ces institutions sont par la loi placées sous la direction du ministre des postes et du travail, vu qu'elles s'adressent aux classes ouvrières et aussi agricoles—1909.

1re lecture—1909.

## LOI DE LA VENTE DU FOIN.

M. A. Beauparlant—Dépose Bill (n° 116) tendant à réglementer le commerce du foin—1630; pour empêcher le foin vendu d'être déprécié par des personnes peu scrupuleuses—1630; pour enlever le prétexte de refuser les consignations—1630; imposer l'obligation d'étiqueter les balles de foin avec consignation du nom, du poids et de la qualité—1630; déterminer comment doit se faire le pressage—1630; le foin exporté représente un commerce de deux millions de dollars—1630; le projet n'atteint pas les transactions individuelles—1630.

1re lecture—1631.

2e lecture—4124.

## BILLS D'INTERET PRIVE.

Bills sanctionnés :

## BANQUE COLONIALE DU CANADA.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 188) pour constituer la Banque Coloniale du Canada, 1re lecture—4914.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

## BANQUE MONARQUE DU CANADA.

M. Parmelee—Dépose Bill (n° 186) relatif à la Banque Monarque du Canada, 1re lecture—4914.

2e lecture—5535.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6212.

Sanctionné—7919.

## BANQUE PROVINCIALE DU CANADA.

M. Bergeron—Dépose Bill (n° 49) relatif à la Banque Provinciale du Canada, 1re lecture—679.

2e lecture—961.

En comité—3317.

M. Bergeron—Demande si le Gouvernement va présenter une loi générale pour l'interprétation des noms de compagnies dans les deux langues—3317.

Hon. Fielding—Généralement le nom des banques reste le même dans les deux langues—3317; si d'autres cas se présentent la loi des banques sera modifiée—3317.

Rapporté, 3e lecture, adopté—3317.

Sanctionné—7919.

## "BRANDON TRANSFER RAILWAY COMPANY".

Hon. Sifton—Dépose Bill (n° 43) pour constituer la "Brandon Transfer Railway Company", 1re lecture—503.

2e lecture—808.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2127.

Sanctionné—6332.

## "BRITISH CANADIAN LOAN AND INVESTMENT COMPANY".

M. L. G. McCarthy—Dépose Bill (n° 70) relatif à la "British Canadian Loan and Investment Company", 1re lecture—921.

2e lecture—1346.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3523.

Sanctionné—7918.

## BREVET DE LA COMPAGNIE DE CLOTURES "CYCLONE".

M. Macdonell—Dépose Bill (n° 136) concernant le brevet de la Compagnie de clôtures métalliques "Cyclone", 1re lecture—1801.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## BREVETS DE CHESTER BURNELL DURYEA.

M. Belcourt—Dépose Bill (n° 79) relatif à certains brevets de C. B. Duryea, 1re lecture—1034.

2e lecture—1347.

En comité—2256.

M. Galliher—Le délai d'un an a été considéré suffisant et le comité a changé deux ans en un an—2257.

M. Kemp—Nous avons discuté l'adultération du sirop d'érable et maintenant nous encourageons la fabrication de sirops dont nous ignorons la composition—2257.

M. Henderson—Un ministre devrait toujours assister au comité des bills privés et nous renseigner sur leur nature et leur portée—2257.

Hon. Fitzpatrick—C'est une innovation de vouloir rendre un ministre responsable de la législation privée—2257.

M. Henderson—Le Gouvernement est responsable de toutes les lois votées par le Parlement—2257.

Hon. Belcourt—La règle est de consulter le ministre de l'agriculture; si le département consent et si le comité approuve la prorogation du brevet, elle est toujours accordée—2258.

M. Sproule—La question est de savoir si nous devrions encourager la fabrication de sucres de maltose qui sont des mélanges falsifiés—2258.

M. Galliher—Les raisons données pour le retard dans la fabrication imposée par la loi ont été le manque de fonds pour organiser la compagnie—2259.

M. Ingram—Si la demande de prolongation était justifiable, la demande aurait pu être faite au ministre de l'agriculture qui pouvait l'accorder sans un bill—2260.

Sir W. Laurier—Ces demandes ne devraient pas être encouragées, mais il peut y avoir des raisons valables dont le comité est juge—2260; à moins de graves objections, nous devons respecter la décision du comité—2260.

M. Ingram—Nous voulons avoir un précédent pour nous guider—2260.

M. Sproule—Un brevet a déjà été accordé pour la fabrication du miel artificiel, au détriment des agriculteurs—2261.

M. Belcourt—Le brevet en question a déjà été accordé, c'est une preuve, *prima facie*, que le produit en question n'est pas délétère—2261.

M. L. G. McCarthy—La concession d'un brevet n'est pas un encouragement à la fabrication—2262; dans ce cas, il s'agit de prolongation de délai uniquement—2262.

Hon. Foster—L'excuse donnée pour le retard n'est pas valable—2264; la décision d'un comité doit évidemment peser d'un grand poids, mais la Chambre ne doit pas abdiquer son propre jugement—2264; de fait, le brevet n'existe plus, nous avons le droit de considérer s'il est à propos de le faire revivre—2265.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

Sir W. Laurier—La raison donnée est la meilleure possible—2265; c'est le sort des inventeurs d'être pauvres—2265; Howe, l'inventeur de la machine à coudre, a été longtemps sans avoir \$5 dans sa poche—2265; a des sympathies pour l'inventeur qui confesse que c'est le manque d'argent qui l'empêche d'exploiter son brevet—2265.

M. Ingram—Aux Etats-Unis on donne un brevet pour dix-sept ans sans condition, mais si l'inventeur néglige de l'exploiter ou refuse de le vendre on l'annule et l'invention tombe dans le domaine public—2266; on devrait imiter ici cette manière de faire—2266.

M. Monk—Propose d'ajouter clause prescrivante que le produit fabriqué avec ce brevet ne pourra pas être vendu étiqueté "Sirop d'érable de Québec"—2266.

3e lecture—2266.

Sanctionné—6331.

## BREVETS DE HENRY EDMUNDS.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 69) relatif aux brevets de M. Henry Edmunds, 1re lecture—921.

2e lecture—1346.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2267.

Sanctionné—4470.

## BREVET DE F. MONTGOMERY GRAY.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 122) concernant certain brevet de F. Montgomery Gray, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

En comité—5065.

M. Belcourt—Un an de délai demandé—5066; c'est un procédé pour fabriquer l'alcool de bois qui est encore à la période expérimentale, ou n'a pas eu le temps de l'appliquer—5067; le député-ministre de l'agriculture ne s'oppose pas—5067.

H. Henderson—Se plaint que les ministres n'assistent pas aux comités pour pouvoir donner les explications requises—5068; le département a refusé une prolongation de délai, l'accorder serait de la part de la Chambre en remontant au département—5068.

Hon. Foster—Le département n'a pas de raison pour refuser, il conseille à la Chambre d'accorder, mais il n'accorde pas lui-même de peur de passer pour trop accommodant—5069; drôle de façon—5069.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—5069.

Sanctionné—7918.

## BREVET DE HENRY LUTHER HOUK.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 51) concernant un brevet de Henry Luther Houk, 1re lecture—680.

2e lecture—961.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## BREVETS DE HENRY WURTZ, JR.

Hon. Belcourt—Dépose Bill (n° 106) concernant demandes de brevets de Henry Wurtz, jr, 1re lecture—1517.

2e lecture—1767.

En comité—2266.

M. Galliher—La loi n'autorise pas le tuteur d'un aliéné à demander pour lui un brevet—2266.

Rapporté—2266.

3e lecture, adopté—2266.

Sanctionné—4470.

## "CANADIAN HANDICRAFT GUILD".

M. Ames—Dépose Bill (n° 166) constituant civilement la "Canadian Handicraft Guild", 1re lecture—3599.

2e lecture—3524.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4051.

Sanctionné—6331.

## CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Hon. N. A. Belcourt—Dépose Bill (n° 57) relatif au canal de Montréal à Ottawa et Baie Georgienne—769; le bill annule la charte actuelle, permet reconstitution de la compagnie si le Gouvernement n'entreprend pas les travaux—769; 1re lecture—769.

2e lecture—1007.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5535.

Sanctionné—7920.

## CANAL SAINT-CLAIR-ERIE.

Hon. Tisdale—Dépose Bill (n° 46) relatif à la Compagnie maritime Saint-Clair-Erie, 1re lecture—577.

2e lecture—809.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1345.

Sanctionné—3243.

## "CANADIAN LLOYDS CERTIFICATE".

M. Bickerdike—Dépose Bill (n° 114) tendant à constituer la "Canadian Lloyds Certificate", 1re lecture—1630.

2e lecture—1847.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5360.

## "CITIZEN BANK OF CANADA".

M. Guthrie—Dépose Bill (n° 187) relatif à la "Citizen Bank of Canada", 1re lecture—5014.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## "CHARTERED BANK" DE LONDRES ET DU CANADA.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 204) pour autoriser la "Chartered Bank" de Londres et du Canada, 1re lecture—5666.

2e lecture—5893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6892.

Sanctionné—7819.

## CHEMIN DE FER D'ASHCROFT A BARKERVILLE ET A FORT GEORGES.

M. Duncan Ross—Dépose Bill (n° 89) pour constituer la Compagnie de chemin de fer d'Ashcroft à Barkerville et à Fort Georges, 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Revenu du Sénat amendé—5536.

M. Ross—Le Sénat a décidé de compléter quant au défilé de la Tête Jaune la clause générale de l'Acte des chemins de fer prescrivant l'échange de liberté de passage—5537.

Amendements lus et adoptés—5537.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DE L'ATLANTIQUE A L'OUEST DE QUEBEC.

M. Gauvreau—Dépose Bill (n° 64) concernant la Compagnie de chemin de fer de l'Atlantique à l'Ouest de Québec, 1re lecture—859.

2e lecture—1007.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1623.

Sanctionné—3242.

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE JAMES.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 184) concernant la Compagnie de chemin de fer de la Baie James; 1re lecture—4870;

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE CRAWFORD A SAINTE-MARIE.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 53) relatif à la Compagnie de chemin de fer de la Baie Crawford à Sainte-Marie, 1re lecture—680.

2e lecture—961.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1623.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER BUFFALO A NIAGARA ET TORONTO.

M. German—Dépose Bill (n° 42) constituant la Compagnie de chemin de fer de Buffalo à Niagara et à Toronto.

1re lecture—503.

2e lecture—808.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4051.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE BURK'S FALL A FRENCH RIVER.

M. P. H. Mackenzie—Demande à déposer projet de loi constituant en corporation Compagnie de chemin de fer de Burk's Fall à French River—2889.

M. l'Orateur—Délai expiré, motion irrégulière—2880.

1re lecture—Bill (n° 158)—3140.

2e lecture—3324.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5535.

Sanctionné—7920.

## CHEMIN DE FER CALGARY A EDMONTON.

M. M. S. McCarthy—Dépose Bill (n° 77) relatif à la Compagnie de chemin de fer de Calgary à Edmonton, 1re lecture—1034.

2e lecture—1347.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1847.

Sanctionné—4470.

## CHEMIN DE FER CALGARY A FERNIE.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 71) pour constituer la Compagnie de chemin de fer Calgary à Fernie, 1re lecture—921.

2e lecture—1346.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1847.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER CAMPBELLFORD, LAC ONTARIO ET OCCIDENTAL.

M. McCool—Dépose Bill (n° 24) relatif au chemin de fer Campbellford, Lac Ontario et Occidental—362.

1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1180.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER CANADA-ATLANTIQUE.

M. Macdonald—Dépose Bill (n° 39) relatif au chemin de fer Canada-Atlantique, 1re lecture—460.

2e lecture—587.

En comité—2736.

Discussion remise—2737.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 22) Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique—362; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1180.

Sanctionné—3243.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER CENTRAL D'ALGOMA A BAIE-D'HUDSON.

M. Dymet—Dépose Bill (n° 125) relatif à la Compagnie de chemin de fer Central d'Algoma à la Baie-d'Hudson, 1re lecture—1800.

2e lecture—2128.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3524.

Sanctionné—7918.

## COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CENTRE DU CANADA.

M. German—Dépose Bill (n° 149) concernant la Compagnie de chemin de fer du Centre du Canada, 1re lecture—2384.

2e lecture—2791.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5535.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER CENTRAL DE LA FRONTIERE A KAMLOOPS ET CARIBOO.

M. D. Ross—Dépose Bill (n° 73) relatif à la Compagnie de chemin de fer central de la Frontière à Kamloops et Cariboo, 1re lecture—1002.

2e lecture—1346.

En comité, rapporté, 3e lecture, passé—1847

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER CENTRAL D'ONTARIO.

M. Northrup—Dépose Bill (n° 98) relatif au chemin de fer Central d'Ontario—1re lecture—1414.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6331.

## CHEMIN DE FER DES CHAINES DE COBALT.

M. C. A. McCool—Demande à déposer Bill constituant la Compagnie de chemin de fer des Chaines de Cobalt—2880.

M. l'Orateur—Délai expiré, motion irrégulière—2880.

1re lecture, Bill (n° 159)—3140.

2e lecture—3324.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—7919.

## CHEMIN DE FER ET NAVIGATION DE LA COLOMBIE ET KOOTENAY.

M. Galliher—1re lecture, Bill (n° 34) Compagnie de chemin de fer et Navigation Colombie et Kootenay—362.

2e lecture—542.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2127.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER DU CHEVAL BLANC A ALSEK.

M. Macpherson—Dépose le Bill (n° 31) chemin de fer du Cheval Blanc à Alsek—362 ; 1re lecture—362.

2e lecture—542.

En comité, 3e lecture, adopté—1345.

Sanctionné—3242.

## CHEMIN DE FER ERIE-LONDON-TILSONBURG.

M. M. S. Schell—Dépose Bill (n° 117) constituant la Compagnie de chemin de fer Erié - London - Tilsonburg, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4305.

Sanctionné—6333.

## CHEMIN DE FER ESQUIMAULT A NANAIMO.

M. Sloan—Dépose Bill (n° 28) chemin de fer Esquimault à Nanaimo—362 : 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1180.

Sanctionné—3243.

## COMPAGNIE DES EMBRANCHEMENTS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. J. Crawford—Dépose Bill (n° 75) pour ériger en corporation la Compagnie des lignes d'embranchement du Grand-Tronc-Pacifique—1034 ; ces lignes seront utilisées comme partie du réseau du Grand-Tronc-Pacifique—1034.

1re lecture—1034.

2e lecture—1346.

En comité—5595.

M. Lancaster—Beaucoup de députés ne sont pas contents des amendements faits par le comité et voudraient 24 heures pour examiner, demande remise de discussion—5596.

M. Monk—Appuie demande pour permettre aux députés de Montréal d'être présents—5596.

Sir W. Laurier—On peut discuter les articles en dehors de l'embranchement de Joliette et ne pas adopter le bill ce soir-là—5596.

M. Bergeron—Demande remise à mercredi—5596.

Sir W. Laurier—Insiste pour discuter préambule avec entente que la partie relative à Montréal ne sera pas prise ce soir—5596.

M. Lancaster—Aucune bonne raison donnée pour autoriser création de cette compagnie—5597 ; on n'a donné aucune autre raison que la convenance pour les opérations financières du Grand-Tronc-Pacifique—5598 ; cela paraît être destiné simplement à lui permettre de se soustraire à ses obligations—5598 ; les principaux bé-

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. E. A. Lancaster—*Suite.*

néfices de l'exploitation seront réalisés par les embranchements—5598 ; l'addition de la clause relative à la défense de déviation du commerce vers les ports étrangers n'est pas une grande garantie—5599 ; du moment où la compagnie ne donne d'autres raisons que son propre intérêt, notre devoir est de rejeter le bill—5599 ; cette compagnie nouvelle pourrait bien se mettre demain au service des compagnies américaines—5600 ; le bill autorise la construction de cinq fois plus de chemin de fer qu'il n'en faut—5601 ; on a même accordé des pouvoirs que les promoteurs du bill ne demandaient pas—5602 ; il n'est que juste, si le Grand-Tronc, dont les directeurs sont ceux de cette compagnie, veut obtenir les mêmes privilèges que le Grand-Tronc-Pacifique, qu'il se soumette en entier aux mêmes obligations que le Grand-Tronc-Pacifique par son contrat de 1903-04—5602.

Hon. Emmerson—Aucun principe nouveau, aucune dérogation de principe dans ce bill—5602 ; tous les jours le Parlement et le comité des chemins de fer autorise la constitution de compagnies que l'on sait être en relations intimes avec le chemin de fer Canadien du Pacifique—5603.

M. Pringle—~~Doit~~ qu'il soit de l'intérêt du pays d'avoir autant de lignes aussi rapprochées—5604 ; on croyait que le Grand-Tronc-Pacifique ouvrirait des régions nouvelles, au lieu de cela, on le met à même d'aller puiser dans le territoire desservi par le Pacifique Canadien—5604 ; rappelle la discussion relative au tracé de la ligne qui ne devait pas être parallèle aux lignes existantes—5606 ; cite discours Laurier, Fielding, Fitzpatrick, Mulock, en 1903—5605 ; cite amendement proposé par lui et rejeté—5608.

Hon. Emmerson—Le Gouvernement ne se départit pas des principes posés dans le préambule du bill du Grand-Tronc-Pacifique—5608 ; il est impossible d'imposer une distance continue déterminée entre les diverses lignes, le Parlement chaque jour accorde des pouvoirs contraires à cette façon de voir—5608 ; le Pacifique Canadien lui aussi est autorisé à construire des embranchements sur des embranchements—5609 ; le principe est qu'on ne doit pas entraver la construction de lignes nécessaires aux besoins de l'ouest—5640 ; il suffit d'un territoire de six milles de chaque côté d'une ligne pour l'alimenter convenablement—5610 ; il n'y a que cinq milles de distance entre le Canadien Pacifique et le Canada-Atlantique pour se rendre de Montréal à Ottawa—6610.

M. Pringle—Cite M. Sifton quant au tracé général—5611.

M. Lancaster—En chargeant une autre compagnie de construire les embranchements du Grand-Tronc-Pacifique on viole le traité passé au nom du pays—5613 ; les embranchements seront la partie la plus rémunératrice du réseau—5613 ; le Grand-Tronc-Pacifique a été établi dans des conditions absolument différentes du Canadien Pacifique—5613.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—Cite différents cas où l'on s'est départi de la règle qui proscriit le parallélisme des lignes—5615; toutes les lignes d'embranchement permises par cet acte, seront par convention spéciale tenues d'expédier leurs marchandises par ports canadiens—5616; il n'y a pas de raison de favoriser les autres lignes en les autorisant à construire des embranchements et de refuser cette faveur à celle-ci—5616.

M. Lancaster—La formation de cette compagnie ne peut en aucune façon aider le Grand-Tronc-Pacifique à remplir ses obligations envers le Canada—5618.

Hon. M. Emmerson—Lorsqu'une compagnie sous un nom différent mais qui est réellement le Canadian Northern vient demander la permission de construire un embranchement, personne ne s'y oppose—5619.

M. R. L. Borden—Le pays est intéressé au succès du Grand-Tronc-Pacifique—5619; veut être sûr que la constitution de cette compagnie particulière n'enlèvera au Grand-Tronc-Pacifique aucun revenu, aucun commerce—5620.

Hon. M. Emmerson—La constitution de la compagnie des embranchements a seulement pour objet de permettre à la compagnie primitive d'offrir la garantie d'une deuxième compagnie pour obtenir de l'argent—5621.

Préambule adopté—5622.

Art. 10—Relatif à l'émission en paiement des travaux d'actions libérées, réservée—5621.

Art. 11—Description des embranchements, réservé—5623.

Art. 13—Relatif aux opérations permises à la compagnie—5624.

M. R. L. Borden—On lui permet de faire tout commerce et d'acheter toute compagnie de commerce—5624; ne s'oppose pas, mais n'admet pas—5624.

Art. 20—Hypothèques pour garantir les obligations—5626.

M. R. L. Borden—Demande que le pouvoir d'émission soit subordonné à l'approbation du Gouverneur en conseil—5626.

Réservé—5626.

Art. 30—Relatif à la construction des ponts—5626.

Hon. M. Emmerson—Tout pouvoir de construction devenant caduc après un certain délai, ceci permet de modifier ou de reconstruire les ponts—5627.

Adopté—5627.

Art. 31—Revente de terrains—5627.

M. R. L. Borden—La compagnie pourrait exproprier de grands terrains en vertu de ces pouvoirs, puis les revendre, c'est un pouvoir dangereux—5628.

Réservé—5628.

Art. 32—Pour empêcher les embranchements de détourner le trafic les ports canadiens—5628.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Lancaster—Propose en amendement que la compagnie soit soumise à toutes les mêmes obligations que le Grand-Tronc-Pacifique—5624.

M. R. L. Borden—Demande disposition plus impérative—5636; suggère amendement—5630; suggère d'autres articles du traité qui devraient être applicables aux embranchements—5633; une mesure générale pour soumettre les embranchements à toutes les mêmes obligations que la ligne principale serait de nature à donner toute satisfaction—5633.

Article réservé—5633.

Reprise de la discussion—5821.

Art. 10—Substituant actions privilégiées à actions ordinaires comme pouvant être données en paiement pour services autres que service de promoteur—5821.

M. R. L. Borden—Fait remarquer que les actions privilégiées pourraient avoir le pas sur les actions ordinaires quant à la direction de la compagnie et annuler l'effet de la clause forçant le Grand-Tronc-Pacifique à garder les actions ordinaires pour avoir la haute-main—5829; il suffirait pour cela qu'on émette toutes les actions privilégiées permises et seulement quelques actions ordinaires—5824.

Hon. Emmerson—Sera modifié—5824.

Art. 12—5824.

Hon. Foster—Demande pourquoi un embranchement d'Edmundston à la Rivière-du-Loup quand il y a déjà le chemin de fer de Témiscouata—5824.

Hon. Emmerson—Les rampes sont impossibles—5825; embranchement ne figurait que dans le bill, demandé par M. Gauvreau—5825.

M. Gauvreau—Personne ne s'est opposé à cette demande au comité—5825; le député de Dorchester l'a accepté—5826; c'est pour échapper au monopole du chemin de fer de Témiscouata—5826; la construction de cet embranchement facilitera la création d'un port à la Rivière-du-Loup—5826.

Hon. Foster—Il ne convient pas que deux députés s'entendent pour faire passer un amendement destiné à permettre de prendre à la gorge une autre compagnie et d'en obtenir des concessions—5826.

Hon. Emmerson—Admet qu'il n'y a pas d'avis publié au sujet de cet amendement, ignore si adoption est légitime—5827.

M. Sproule—Les arrangements du Grand-Tronc sont comme un casse-tête chinois, il est impossible de savoir qui est responsable et qui ne l'est pas—5828; il y a là un mystère indéchiffrable—5828.

Hon. Foster—Se plaint qu'on n'a pas respecté la filière établie—5830.

Hon. Emmerson—L'objection vient trop tard, elle aurait dû être faite au comité—5830.

M. R. L. Borden—Si ces amendements sont imposés à la compagnie, on ne peut pas l'en tenir responsable—5831.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Gallihier—L'obligation de publication est imposée dans le cas d'une compagnie demandant le privilège de construire une voie ferrée, tandis que d'autres compagnies intéressées s'y opposent—5831; si les membres du comité jugent à propos d'imposer un nouvel embranchement dans l'intérêt public, c'est leur plein droit—5832.

Paragraphe 2—5832.

M. Bickerdike—Propose un amendement rétablissant l'ancien embranchement projeté allant directement de Montréal au Grand-Tronc-Pacifique—5832; ne s'oppose pas à l'embranchement de Joliette, mais demande le maintien de l'embranchement direct de Montréal—5832; requête du conseil de ville et du Board of Trade—5833.

Hon. Foster—On autorise deux embranchements entre les mêmes points—5834.

M. Gervais—La compagnie fera le choix entre les deux—5834.

Hon. Brodeur—Aucun travail préliminaire n'a encore été fait, la compagnie choisira entre Joliette et Saint-Jérôme—5834.

Discussion remise—5834.

Discussion reprise—6100.

Art. 11, paragraphe 9—Embranchement de Yorktown, de la Baie-d'Hudson et de Fort-Churchill—6101.

M. Crawford—Les intéressés dans le "Canadian-Northern" qui a une charte de construction vers la Baie-d'Hudson ne sont pas opposés à l'embranchement—6102.

M. Sproule—Avait compris que l'embranchement avait été référé au comité—6105.

Art. 11, paragraphe 10—Embranchement de Régina et Portal-Nord—6105.

M. Henderson—Se plaint que cet embranchement parallèle l'embranchement d'Arcole du Pacifique Canadien et la ligne du Sault-Sainte-Marie à Moose-Jaw—6106; laisse un territoire trop restreint à chaque ligne—6106.

M. D. Ross—M. Drinkwater a déjà presque versé des pleurs sur cet embranchement devant le comité des chemins de fer—6107.

Hon. M. Emmerson—Persiste que six milles de chaque côté suffisent pour alimenter un chemin de fer—6108; le Parlement a déjà permis au Pacifique-Canadien de parallèle le Grand-Tronc et la Canada-Atlantique dans les anciennes provinces—6108.

Art. 11—paragraphe 13—embranchement de Calgary et Coutts—6108.

M. McCarthy—propose d'obliger la compagnie à compléter ces deux embranchements dans le délai de cinq ans—6109.

Hon. M. Emmerson—Si la compagnie ne bâtit pas, on pourra toujours autoriser une autre compagnie à le faire—6110.

M. Carvell—Demande de remettre dans le Bill le paragraphe relatif à l'embranchement de Chipman à la Baie de Fundy, rayé du bill à la demande du ministre des chemins de fer—6112; décrit l'embranchement et son utilité—6114; propose ajouter paragraphe 18 à cet effet—6114.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—La compagnie du Grand-Tronc-Pacifique s'est engagée à construire cet embranchement—6116; la Nouvelle-Ecosse et le Cap-Breton sont le territoire réservé de l'Intercolonial—6116; si on ajoutait cet amendement, il faudrait ajouter celui de Chipman à Halifax—6116; il ne faut pas multiplier la concurrence à l'Intercolonial—6116; il suffit qu'une compagnie, le Grand-Tronc-Pacifique, ait le pouvoir de construire cet embranchement—6116; il ne faut pas autoriser encore une nouvelle compagnie—6116; il est de l'intérêt de Saint-Jean que cet embranchement soit construit par le Grand-Tronc-Pacifique—6117.

Reprise discussion sur amendement Carvell—6176.

M. Carvell—Croît qu'il y a plus de chance d'obtenir l'embranchement de Saint-Jean de la compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique que de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique—6176; le discours de M. Emmerson et le "Telegraph" de Saint-Jean—6177; ne croit pas à l'accomplissement des obligations morales par les compagnies de chemins de fer—6178; la route de la vallée de la rivière Saint-Jean et ses avantages—6178; est prêt à changer Chipman comme point de départ de l'embranchement dans l'amendement—6179; le ministre des chemins de fer et le rachat des embranchements—6179; le Gouvernement n'a, en tant que gouvernement adopté aucune attitude quant à ce projet de loi et à ces embranchements—6180; loyal au Nouveau-Brunswick—6181; la compagnie des embranchements doit être autorisée à construire une ligne d'un point quelconque du Grand-Tronc-Pacifique à Saint-Jean, sans s'en tenir forcément à Chipman—6181.

Hon. M. Emmerson—Le premier ministre et d'autres membres du Gouvernement déclarèrent en 1903 que le Grand-Tronc-Pacifique construirait ces embranchements—6182; on nuirait à Saint-Jean en permettant à cette autre compagnie de construire l'embranchement à Saint-Jean—6182.

M. R. L. Borden—Les intérêts sont mieux sauvegardés avec des conditions formelles—6183.

Hon. Emmerson—Le Gouvernement serait tenu de racheter les embranchements construits par le Grand-Tronc-Pacifique, mais pas ceux construits par cette ligne—6184; si cette compagnie construit cet embranchement, par ordre de la Chambre, le Grand-Tronc-Pacifique pourra en profiter pour ne pas construire sa ligne aux conditions fixées—6184; convaincu que l'ouvrage sera terminé sur cet embranchement et livré exactement en même temps que la ligne principale de Winnipeg à Moncton—6185; il est matériellement impossible que le Grand-Tronc détourne sa ligne de Chaudière à Portland—6185; impossibilités matérielles—6185.

M. Daniel—Le ministre a déjà dit qu'il ne pouvait pas même faire observer par la Compagnie du Grand-Tronc un contrat écrit—6186; le parrain du bill ne s'oppose

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*M. Daniel—*Suite.*

pas à l'insertion de cet embranchement—6186; cette insertion ne causerait aucune injustice au Grand-Tronc-Pacifique—6186; espère que le comité insérera de nouveau cette disposition dans le bill—6187.

Amendement Carvell adopté, 44 contre 20—6187.

Art. 12—Emission d'actions; art. 4 capital-actions, réservés—6188.

Discussion remise—6188.

Reprise de la discussion—6232.

Art. 4—Emission d'obligations—6232.

Hon. Emmerson—Propose en amendement que le montant des actions émises à cette fin ne dépasse jamais le tiers du montant total des obligations émises en vertu de la loi générale—6232.

Art. 32—Application de la loi générale du Grand-Tronc-Pacifique—6233.

M. Lancaster—Propose de déclarer que les embranchements devront être construits aux conditions auxquelles serait astreint le Grand-Tronc-Pacifique s'il les construisait lui-même en vertu de son contrat—6233; le Grand-Tronc-Pacifique pourrait acquérir ces embranchements aux termes de cette loi et dire qu'il n'est pas responsable au pays—6234; quand la loi générale a été passée, on ne soupçonnait pas l'organisation possible de cette compagnie—6235.

Hon. Emmerson—En acceptant cet amendement, nous traiterions ces embranchements sur un pied diffèrent des embranchements que le Grand-Tronc-Pacifique est autorisé à construire—6235; nous leur imposerions des obligations supplémentaires, cela n'est pas désirable—6235; les embranchements que le Grand-Tronc-Pacifique a été autorisé à construire ne sont pas astreints à son contrat général—6237.

Amendement Lancaster rejeté—6241.

Bill rapporté—6242.

M. Crawford—Propose 3e lecture—6788.

M. E. A. Lancaster—Toujours convaincu que les embranchements devraient être construits par le Grand-Tronc-Pacifique—6788; propose renvoi à six mois—6789.

M. T. S. Sproule—S'oppose au bill parce qu'il libère la Compagnie du Grand-Tronc-Pacifique de construire les embranchements auxquels elle est tenue par l'acte—6790; argument de l'hon. Emmerson—6790; aucuns détails sur embranchements—6790; on demande une charte en blanc—6791; tendance du Parlement à renoncer à ses justifiables exigences—6792; la compagnie que nous créons va grâce à sa charte s'opposer à la construction de beaucoup de lignes que construiraient des compagnies indépendantes—6792; rien ne presse, la compagnie peut s'adresser au Parlement au fur et à mesure pour les embranchements qu'elle veut construire—6792.

M. J. G. Turriff—C'est dans l'intérêt du Pacifique Canadien que l'opposition veut empêcher le Grand-Tronc-Pacifique de construire ces embranchements—6793.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

Proposition Lancaster rejetée—6794.

M. Henderson—Propose de renvoyer le bill au comité pour modifier l'embranchement de Regina au sud-ouest de façon qu'il ne nuise pas aux lignes d'Arcole et du Sault du Canadien Pacifique—6796.

M. Sproule—Ne veut pas être insulté quand il fait son devoir—6796; l'histoire d'Abraham Lincoln—6797; a proposé le renvoi de ce bill pour être plus sûr que le Grand-Tronc-Pacifique serait construit—6797; il vaut mieux autoriser la compagnie à construire dans une direction où il n'y a pas encore de chemin de fer—6798.

M. E. A. Lancaster—M. Turriff, en parlement, aide à ceux qui ont résolu d'empêcher le bill de passer—6799; il a consommé le temps disponible—6799; il devra s'excuser auprès du parrain du bill—6800.

Heure expirée—6800.

3e lecture passée, bill adopté—6892.

Sanctionné—7920.

## CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. L. McCarthy—Dépose Bill (n° 84) relatif à la Compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique, 1re lecture—1190. 2e lecture—1420.

En comité—2307.

Art. 1er—2307.

M. McCarthy—Le ministre de la justice considère que ce bill n'affecte pas la législation de 1903-04—2308; le produit de ces débetures-actions servira à acheter du matériel roulant—2308; celui-ci devient sans discussion grevé de l'hypothèque du Gouvernement—2309.

Hon. Haggart—Le matériel sera obéré des débetures-actions et aussi du gage consenti à l'Etat—2309.

M. McCarthy—Cette émission est postérieure aux émissions confirmées déjà par le Parlement et ne peut pas les affecter—2310; ce bill met fin au doute existant et soulevé par les conservateurs que le matériel roulant pourrait être loué d'une compagnie—2310.

Hon. Fitzpatrick—Au moyen de ce bill l'Etat reçoit l'outillage complètement dégrevé, c'est ce qui était cherché—2314; il y a augmentation de la garantie de l'Etat, du fait que le Grand-Tronc qui garantira ces obligations a intérêt à sauvegarder la deuxième émission de valeurs du Grand-Tronc-Pacifique qu'elle a garantie, pour sauvegarder subsidiairement celle-ci qui arrive en troisième—2314.

Art. réservé—2315.

Art. 2—2315.

M. Barker—Demande réserve des droits et privilèges du Gouvernement—2316.

Art. 3 réservé—2317.

Art. 4 rayé—2317.

Art. 5—2317.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. McCarthy—Ne croit pas que la vente des \$25,000,000 fournira suffisamment pour équipement—2317.  
Art. 6—2317.
- M. R. L. Borden—On demande de pouvoir garantir des obligations d'une compagnie d'embranchements qui n'existe pas encore—2318.
- M. Maclean—Demande si on empêchera dans ces émissions les actionnaires favorisés d'empocher les primes et si les primes seront versées au crédit de la compagnie—2318.
- Hon. M. Fitzpatrick—Il n'est pas pourvu à une augmentation de pouvoir d'émission à cette fin—2318 ; si la compagnie faisait une demande de ce genre, il serait temps d'y penser—2318.
- M. R. L. Borden—D'après la loi primitive, il était compris que le Grand-Tronc-Pacifique avait le droit de construire des embranchements, maintenant c'est une autre compagnie—2319 ; ce pouvoir de garantir affecte directement le Gouvernement—2319.
- Hon. M. Emmerson—Sujet à la ratification du Gouverneur en conseil—2319.
- M. R. L. Borden—Le Parlement devrait avoir à discuter ces questions,—le Gouverneur en conseil ne devrait avoir à sa charge que l'exécution de certaines questions secondaires—2320 ; le chef de l'opposition devrait recevoir du comité un exemplaire corrigé des BILLS—2320 ; la décision du comité ne lie pas la Chambre—2320 ; la garantie en question peut mettre le Grand-Tronc-Pacifique dans l'embarras et par suite le Gouvernement en l'obligeant à se charger de l'exploitation de la ligne—2321.
- M. McCarthy—Le Bill relatif aux embranchements est devant le Sénat, on ne peut pas supposer que celui-ci laisserait passer une loi contraire aux intérêts de l'Etat—2322.
- Hon. M. Emmerson—Quant au pouvoir de construire des embranchements, il est accordé chaque jour—2322 ; ce qu'il importe de savoir c'est comment les intérêts financiers de l'Etat peuvent être affectés—2322 ; le pouvoir est donné en bloc mais on impose comme frein la ratification par le Gouverneur en conseil—2323.
- M. R. L. Borden—Cette compagnie nouvelle n'aura pas l'obligation de conduire le grain vers les ports canadiens—2324 ; elle peut accaparer le trafic et le conduire où ne nous voulions pas qu'il aille—2325.
- Hon. M. Fitzpatrick—Il serait préférable de discuter les deux bills simultanément—2325.
- Sir Wilfrid Laurier—Demande que tout soit examiné soigneusement—2326.  
Art. 6—2327.  
Discussion remise—2327.  
Discussion reprise—2772.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- Sir Wilfrid Laurier—Il est entendu que les articles relatifs aux embranchements sont retirés—2772.
- M. R. L. Borden—Laisse au Gouvernement la responsabilité du bill quant à sa portée sur la garantie donnée par le Grand-Tronc-Pacifique—2772.  
Rapporté, 3e lecture, adopté—2772.  
Sanctionné—4471.
- CHEMIN DE FER DE GRAND VALLEY.  
M. Calvert—Dépose Bill (n° 130) concernant la Compagnie de chemin de fer de Grand Valley, 1re lecture—1800.  
2e lecture—2128.  
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6188.  
Sanctionné—7920.
- CHEMIN DE FER HAMILTON - WATER-LOO-GUELPH.  
M. Zimmerman—Dépose Bill (n° 104) concernant le chemin de fer Hamilton-Waterloo-Guelph—1re lecture—1517.  
2e lecture—1767.  
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3766.  
Sanctionné—7918.
- COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET DE COKE DE HILLCREST.  
M. Gallihier—Dépose Bill (n° 157) pour constituer la Compagnie de chemin de fer et de coke de Hill Crest, 1re lecture—300.  
2e lecture appelée—3323.  
M. Bergeron—Proteste que le bill n'est pas imprimé en français—3323.  
2e lecture—3324.  
En comité—4506.  
Art. 8 rayé, rétabli—4507.  
Sur art. 15—4507.  
M. Lefurgey—Propose de limiter les droits de conclure des traités avec la Compagnie du "Great-Northern", aux arrangements avec les lignes de cette compagnie au Canada—4508.  
M. Lefurgey—Propose changer le nom en Compagnie de chemin de fer, de coke et de houille de Hillcrest—4508.  
Adopté—4508.  
Rapporté, 3e lecture, adopté—4508.  
Sanctionné—7919.
- CHEMIN DE FER DE HURON ET D'ONTARIO.  
M. Ratz—Dépose Bill (n° 112) relatif au chemin de fer d'Huron et d'Ontario, 1re lecture—1629.  
2e lecture—1847.  
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3523.  
Sanctionné—7918.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER ET IRRIGATION D'ALBERTA.

M. Turriff—Dépose Bill (n° 100) relatif à la Compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta, 1re lecture—1416.

2e lecture—1624.

Appelé, réservé—3265.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3316.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER KAMLOOPS ET DEFILE YELLOWHEAD.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 27) chemin de fer Kamloops et défilé Yellowhead—362;

1re lecture—362.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2e lecture—542.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DE KINGSTON A PEMBROKE.

M. Hall—Dépose Bill (n° 44) relatif à la Compagnie de chemin de fer de Kingston à Pembroke, 1re lecture—503.

2e lecture—809.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1623.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER KOOTENAY A ARROWHEAD.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 30) chemin de fer Kootenay à Arrowhead—362 ; 1re lecture—362

2e lecture—542.

En comité—1185.

M. M. S. McIntyre—Se plaint que les plans une fois soumis au comité des chemins de fer sont emportés au Sénat et qu'on ne les revoie plus jamais—1186.

Hon. M. Emmerson—Dit qu'un amendement à la loi des chemins de fer pourvoira au dépôt de plans—1186.

M. Demers—Les concessions faites au sujet de délai des embranchements ont été faites sur demande des intéressés d'Angleterre—1186 ; propose que le comité se lève—1185 ; rejeté—1187.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—1187.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER DE MANITOBA ET DE KEWATIN.

M. Bole—Dépose Bill (n° 213) relatif au chemin de fer de Manitoba et de Kéwatin, 1re lecture—6232.

2e lecture—6893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7672.

Sanctionné—7920.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER DE MANITOULIN ET RIVE NORD.

M. Watson—Dépose Bill (n° 121) concernant Compagnie de chemin de fer de Manitoulin et Rive Nord, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3524.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER MIDLAND DE QUEBEC.

M. Bureau—Dépose Bill (n° 23) chemin de fer Midland de Québec—362 ; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité—1346.

M. Bureau—La ligne a 85 milles et se rattaché au Grand-Tronc-Pacifique—1346 ; rapporté—1346 ; 3e lecture, adopté—1346.

Sanctionné—4470.

## CHEMIN DE FER NAKUPS A SLOCAN.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 32) chemin de fer de Nakups à Slocan—362 ; 1re lecture—362.

2e lecture—542.

En comité—1346.

M. Campbell—Le délai est changé et comme les travaux à faire ne sont pas indiqués, il n'en est plus parlé—1346.

Rapporté, 3e lecture, adopté—1346.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER NIAGARA, QUEENSTON ET SAINTE-CATHERINE.

M. Clarke—Dépose Bill (n° 25) chemin de fer Niagara, Queenston, Sainte-Catherine—362 ; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3766.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DE NIAGARA A SAINTE-CATHERINE ET A TORONTO.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 133) concernant la Compagnie de chemin de fer de Niagara à Sainte-Catherine et Toronto, 1re lecture—1800.

2e lecture—2128.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4051.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER DU NORD D'ONTARIO A TIMAGAMI.

M. McCool—Dépose Bill (n° 132) concernant la Compagnie de chemin de fer du Nord d'Ontario à Timagami, 1re lecture—1800.

2e lecture—2128.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3524.

Sanctionné—7918.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER D'OTTAWA A BROCKVILLE ET AU SAINT-LAURENT.

M. Derbyshire—Dépose Bill (n° 151) relatif au chemin de fer d'Ottawa à Brockville et au Saint-Laurent, 1re lecture—2512.

2e lecture—2791.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3524.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE A L'ATLANTIQUE.

M. N. F. Wilson, pour M. Stewart—Dépose Bill (n° 173) relatif à la Compagnie de chemin de fer du Pacifique à l'Atlantique—4050; 1re lecture—4050.

2e lecture—5537.

En comité—6212.

M. Boyce—Donne historique de la compagnie devant la législature d'Ontario depuis 1886—6212; conditions draconiennes finalement imposées—6213; si la compagnie veut suivre la même conduite que depuis dix-neuf ans, elle ne mérite pas ce renouvellement—6214; en tout cas on doit imposer la même condition qu'a fixée Ontario, dépenser \$300,000 en un an—6214.

M. Conmee—Il arrive souvent que des compagnies ayant des chartes provinciales demandent des chartes fédérales—6214; une partie du tracé passe sur un cours d'eau international et à cet effet, il faut s'adresser au pouvoir fédéral—6214; bien des compagnies ayant des chartes depuis vingt ans n'ont pas exécuté tous leurs travaux—6214; compagnies diverses qui forment ce réseau—6215; les capitalistes qui appuient l'entreprise—6215.

M. Lancaster—Les initiateurs du projet n'ont pas prouvé le besoin de pouvoirs spéciaux—6215; voilà dix-neuf ans que cette compagnie traite avec Ontario—6217; il s'agit d'infirmier une décision du pouvoir provincial sur une question qui est clairement de sa juridiction—6217.

M. R. L. Borden—Le Gouvernement avait promis qu'on n'abuserait plus de la clause de déclaration d'utilité publique—6218; voilà une compagnie qui au bout de 19 ans s'aperçoit que ses travaux sont d'utilité générale—6218.

M. Conmee—Cette demande est causée par la nécessité de construire un pont sur la Rivière Sainte-Marie, cours d'eau international—6218.

M. R. L. Borden—Dans ce cas l'article 7 de la loi des chemins de fer s'applique sans besoin d'acte spécial—6220.

M. Conmee—La déclaration d'utilité générale s'impose pour faciliter les négociations financières—6221.

M. Boyce—La compagnie désire simplement se rendre à l'île du Poisson Blanc où elle installera son terminus pour exploiter le pouvoir hydraulique—6222; les compagnies intéressées au chemin de fer sont déjà propriétaires des pouvoirs du Sault Sainte-Marie et veulent empêcher le développement de ceux-ci pour se réserver le monopole—6222.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Conmee—Il n'y a pas de monopole au Sault Sainte-Marie—6223; la compagnie est tenue de fournir le pouvoir à tout venant à un prix fixé—6223.

Hon. M. Emmerson—De bonnes raisons ont été données au comité pour fusionner ces compagnies sous une charte fédérale—6224; le pivot de tout le système est le chemin de fer d'Algoma qui ne dépend aucunement du Gouvernement d'Ontario—6225; les conditions imposées aux compagnies par l'acte général des chemins de fer sont plus sévères que celles imposées par l'acte provincial d'Ontario—6228; il est de l'intérêt du pays que ce chemin de fer soit sous le contrôle fédéral—6229.

M. R. L. Borden—Proteste contre l'emploi à des fins contraires d'un pouvoir accordé par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord—6230; art. 7, de la loi de 1903 relatif à la déclaration d'utilité générale—6230.

Bill rapporté—6231.

M. Stewart—Propose 3e lecture—6495.

M. Boyce—Propose que le bill ne soit pas lu une 3e fois—6495; le pouvoir d'eau Ryan-Haney sur l'île au Poisson Blanc—6496; protestation des citoyens du Sault Sainte-Marie—6498; correspondance Barber et département Intérieur—6499.

Discussion remise—6499.

M. Stewart—Propose 3e lecture—6863.

M. A. C. Boyce—Concessions et privilèges accordés par le département de l'intérieur à cette compagnie qui ne sont pas nécessaires pour chemin de fer—6864; le vendue en 24 heures—6864; traitement des Sauvages de la réserve—6865; correspondance—6866; résolution de la commission des eaux limitrophes—6869; correspondance avec le Gouvernement d'Ontario—6869; on veut accaparer toute la puissance hydraulique sur la rivière Sainte-Marie—6869; mémoire de M. Rowell, 9 octobre 1905—6871; protestation de M. Boyce à M. Emmerson—6874; résolution du conseil du Sault Sainte-Marie—6876; mépris du Gouvernement—6876; ce chemin de fer est simplement destiné à priver le public de la jouissance d'un pouvoir hydraulique sous prétexte d'établir un terminus à l'île du Poisson Blanc—6877; propose renvoi à 6 mois—6878.

M. Conmee—N'a aucun intérêt dans ce bill—6879; il n'y a aucun rapport entre la concession de l'île du Poisson-Blanc et le renouvellement de cette charte—6880; il n'y a aucune puissance hydraulique dans l'île du Poisson-Blanc—6880; il n'y en a plus, la chute Ryan-Haney a disparu, ou a creusé un canal—6880; on ne pourrait pas créer de la puissance sans la permission du Gouvernement d'Ontario qui possède le lit de la rivière en amont et en aval de l'île—6881; les gens du Sault pourraient créer un pouvoir d'eau s'ils le voulaient, il n'y a pas de monopole—6882; le Gouvernement fédéral ne pourrait pas concéder la chute d'eau, il n'en a pas le droit—6883; le seul avantage qu'on obtiendrait en rejetant le bill serait de retarder la construction—6884.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Lancaster—Question d'intérêt local—6886; prévenir un mal, c'est conférer un avantage—6886.

M. R. L. Borden—On n'a pas établi que cette entreprise est à l'avantage de tout le Canada—6889; nous abuserions de nos pouvoirs en matière de législation—6890.

Amendement Boyce rejeté à mains levées—6892.

3e lecture passée, bill adopté—6892.

Sanctionné—7920.

## CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE-NORD A OMENICA.

M. L. McCarthy—Dépose Bill (n° 80) relatif à la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Nord à Omenica, 1re lecture—1034.

2e lecture—1347.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2127.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER DE PRINCE-ALBERT A LA SASKATCHEWAN-NORD ET A LA BAIE-D'HUDSON.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 221) pour autoriser la Compagnie de chemin de fer de Prince-Albert à la Saskatchewan du Nord et à la Baie-d'Hudson—6862; 1re lecture—6862.

2e lecture—6893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7472.

Sanctionné—7920.

## COMPAGNIE DE NAVIGATION ET DE CHEMIN DE FER DE QU'APPELLE AU LAC LONG ET A LA SASKATCHEWAN.

M. Carvell—Dépose Bill (n° 86) relatif à la Compagnie de navigation et de chemin de fer de Qu'Appelle au Lac-Long et à la Saskatchewan, 1re lecture—1299.

2e lecture—1623.

Appelé pour le comité, remis—2735.

Discussion reprise—2775.

Amendement relatif à la substitution d'actions à obligations, adopté—2775.

M. R. L. Borden—Propose d'ajouter que la loi ne pourra ni détruire ni affaiblir la garantie de priorité sur aucune des obligations émises par la compagnie—2778, adopté—2778.

Rapporté, 3e lecture, adopté—2779.

Sanctionné—6331.

## CHEMIN DE FER QUEBEC-LAC HURON.

M. Lachance—Dépose Bill (n° 103) concernant le chemin de fer Québec-Lac Huron, 1re lecture—1517.

2e lecture—1767.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3523.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER DE QUEBEC A MONTREAL ET AU SUD.

M. L. P. Demers—Dépose Bill (n° 72) pour constituer Compagnie de chemin de fer de Québec à Montréal et au Sud, 1re lecture—922; 2e lecture—1346.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3523.

Sanctionné—7918.

## COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUEBEC AU SAGUENAY ET GOLFE SAINT-LAURENT.

M. Girard—Dépose Bill (n° 141) relatif à la Compagnie de chemin de fer Québec au Saguenay et Golfe Saint-Laurent, 1re lecture—1801.

2e lecture—1912.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3524.

Sanctionné—6332.

## COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE FORDING.

M. Gallier—Dépose Bill (n° 197) pour constituer Compagnie de chemin de fer de la Rivière Fording—5309; 1re lecture—5309.

2e lecture—5535.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6189.

Sanctionné—7919.

## CHEMIN DE FER SCHOMBERG-AURORA.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 102) relatif à la Compagnie de chemin de fer Schomberg-Aurora, 1re lecture—1517.

2e lecture—1717.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER SOUTHERN CENTRAL PACIFIC.

M. McCraney—Dépose Bill (n° 140) concernant la Compagnie de chemin de fer Southern Central Pacific, 1re lecture—1801.

2e lecture appelée—2327; renvoyée sur demande Bergeron, pas imprimé en français—2327.

2e lecture—2791.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6188.

Sanctionné—7919.

## CHEMIN DE FER SUD-ONTARIO-PACIFIQUE.

M. Guthrie—Dépose Bill (n° 19) chemin de fer Sud-Ontario-Pacifique—362; 1re lecture—362; 2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1180.

Sanctionné—3243.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## CHEMIN DE FER TERMINAL D'ESSEX.

M. Clarke—Dépose Bill (n° 92) relatif au chemin de fer Terminal d'Essex—1300.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2128.

Sanctionné—4470.

## CHEMIN DE FER DU SUD DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Galliher—Dépose Bill (n° 33) relatif au chemin de fer du Sud de la Colombie-Anglaise—362; 1re lecture—362.

2e lecture—542.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2127.

Sanctionné—4470.

## CHEMIN DE FER DE THOROLD AU LAC ERIE.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 126) relatif au chemin de fer de Thorold au Lac Erié, 1re lecture—1800.

2e lecture—1912.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6331.

## COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER TIMAGAMI-COBALT-TEMISCAMINGUE.

M. McCool—Dépose Bill (n° 217) pour autoriser la Compagnie de chemin de fer Timagami-Cobalt-Témiscamingue—6723.

1re lecture—6723.

2e lecture—6893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7472.

Sanctionné—7920.

## CHEMIN DE FER DE TORONTO A HAMILTON—CHEMIN DE FER DE TORONTO A L'OUEST DE NIAGARA.

M. Guthrie—Dépose Bill (n° 134) concernant le chemin de fer de Toronto à Hamilton, 1re lecture—180.

2e lecture—2128.

En comité—4447.

Nom changé en Compagnie de chemin de fer de Toronto à l'ouest du Niagara—4497.

M. Guthrie—Propose de fusionner deux articles passés par le comité—4498.

M. Lancaster—S'oppose à aucun changement augmentant les pouvoirs de la compagnie—4498; la modification proposée porterait atteinte aux droits du public—4499.

M. Sproule—On prend le pouvoir de convertir une concession sans consulter les intéressés—4501; on permet d'utiliser pour le passage d'un chemin de fer un terrain concédé simplement pour le passage d'une force électrique non encombrante—4501.

M. Barker—C'est un autre droit complètement qu'on veut avoir—4502.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Lancaster—Le bill dans sa teneur actuelle sauvegarde les droits des propriétaires puisque la commission des chemins de fer est tenue de sanctionner les traités—4503.

Hon. M. Emmerson—Quand le comité des chemins de fer s'est donné la peine d'étudier une mesure et d'y apporter les modifications qu'il croit justes, tout autre changement devrait au moins lui être soumis—4504.

M. Henderson—Les droits de passage ont été acquis pour transmission d'énergie électrique et non pour faire passer un chemin de fer—4505; si l'article passé par le comité des chemins de fer accentue ces droits, se réjouit de lui donner son concours—4505.

Amendement Guthrie retiré—4505.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4506.

Sanctionné—6333.

## CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DE LA RIVIERE KETTLE.

M. D. Ross—Dépose Bill (n° 108) relatif à la Compagnie de chemin de fer de la rivière Kettle, 1re lecture—1615.

2e lecture—1717.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER VANCOUVER ET ILE LULU.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 29) chemin de fer Vancouver et Ile Lulu—362; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité—1181.

M. Demers—Si l'on permet à la compagnie de construire dans un délai de deux ans et d'achever dans un délai de cinq, ses embranchements après que l'Exécutif les aura autorisés on accorde un délai illimité—1181; propose de rétablir dans la clause première l'obligation d'achèvement pour les embranchements comme pour le reste, dans les cinq ans—1184.

M. l'Orateur-suppléant—Défendu par règle 72—1153.

M. Sproule—Propose que comité se lève—1185; adopté—1185.

M. Campbell—Propose renvoi au comité pour nouvel examen, adopté—1344.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2127.

Sanctionné—4470.

## CHEMIN DE FER DE VANCOUVER AU SUD DE LA VALLEE DU FRASER.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 87) pour constituer la Compagnie de chemin de fer de Vancouver au Sud de la Vallée du Fraser; 1re lecture—1300.

2e lecture—1623.

En comité.—2779.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Macpherson—Propose d'ajouter que la compagnie aura droit d'émettre \$25,000 par mille additionnel pour chaque mille de voie double—2779.

Hon. M. Emmerson—Cette faculté a été refusée au comité parce qu'on croyait que c'était pour servir aux voies d'évitement et il est contraire à la politique du Gouvernement de permettre une émission supplémentaire dans ce cas—2780 ; si la compagnie veut construire une voie double, elle a certainement besoin de tout ce pouvoir—2780.

Hon. M. Haggart—On demande de passer le Bill dans sa première forme, c'est-à-dire de défaire ce qu'a fait le comité—2782.

M. Macpherson—Propose que comité se lève et discussion soit remise—2782 ; propose que bill soit renvoyé au comité des chemins de fer, adopté—2783.

Retour du comité des chemins de fer—3265 ; bill remis dans forme primitive—3265.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3265.

Sanctionné—6332.

## CHEMIN DE FER VANCOUVER A WESTMINSTER ET YUKON.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 41) concernant la Compagnie de chemin de fer de Vancouver à Westminster et au Yukon, 1re lecture, adoptée—502.

2e lecture—808.

En comité, rapporté, 3e lecture—1623.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER WEST-ONTARIO-PACIFIC.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 26) concernant le chemin de fer West-Ontario-Pacific—362 ; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1180.

Sanctionné—3243.

## CHEMIN DE FER DE WINDSOR A CHATHAM ET A LONDON.

M. Clarke—Dépose Bill (n° 146) pour ériger en corporation le chemin de fer de Windsor à Chatham et à London, 1re lecture—2384.

2e lecture—2791.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5360.

Sanctionné—7918.

## CHEMIN DE FER DE WINDSOR, ESSEX ET LAKE SHORE RAPID.

M. Clarke—Dépose Bill (n° 150) concernant la Compagnie de chemin de fer de Windsor, Essex et Lake Shore Rapid, 1re lecture—2384.

2e lecture—2791.

En comité—5356.

Art. 2—Prescrivait que la majorité des municipalités traversées pourra prohiber la circulation le dimanche—5357.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Sproule—Cette loi ainsi amendée peut venir en conflit avec la loi générale—5358 ; si l'on concède le pouvoir de circuler le dimanche, sauf l'approbation des électeurs, quelle loi sera suprême, celle-ci ou la loi fédérale—5358.

Réservé—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5355.

Sanctionné—7920.

## COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE L'INTERNATIONALE, PUIS, " UNITED EMPIRE ".

M. Pardee—Dépose Bill (n° 90) pour constituer la Compagnie d'assurance sur la Vie l'Internationale, 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6892.

M. Pardee—Propose 2e lecture amendements faits par le Sénat—7474.

M. R. L. Borden—Le Sénat a supprimé plusieurs des exceptions à l'Acte des compagnies votées par les Communes—7474.

Hon. Fielding—Propose examen ultérieur—7474 ; adopté—7474.

M. Pardee—Propose adoption amendement du Sénat—7576.

Hon. Fielding—Amendement sans portée réelle—7576 ; exception supprimée était couverte par loi des assurances—7576 ; adopté—7576.

Sanctionné—7920.

## COMPAGNIE D'ASSURANCE BRITISH AMERICA.

M. L. G. McCarthy—Dépose Bill (n° 198) pour constituer la Compagnie d'assurance British America, 1re lecture—5309.

M. L. G. McCarthy—Propose 2e lecture à cause approche fin session—5309 ; mesure interne, augmentation de capital nécessitée par sinistre de San Francisco—5309.

M. R. L. Borden—Ne s'oppose pas, si bill étudié avec soin en comité—5309.

2e lecture—5309.

En comité—5635.

M. L. G. McCarthy—Propose amendement relatif au consentement des trois quarts des actionnaires pour émission actions privilégiées, adopté—5636.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5636.

Sanctionné—6333.

## COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU CANADA.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 203) relatif à la Compagnie d'assurance contre les accidents au Canada, 1re lecture—5666.

2e lecture—5893.

Comité et 3e lecture, adopté—6892.

Sanctionné—7920.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU "INTER-OCEAN".

M. Jackson—Dépose Bill (n° 60) pour constituer la Compagnie d'assurance contre le feu "Inter-Ocean", 1re lecture—769.

2e lecture—1007.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4051.

Sanctionné—6332.

## COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE "LA STERLING."

M. Lennox—Dépose Bill (n° 105) concernant la Compagnie d'assurance sur la vie "La Sterling," 1re lecture—1517.

2e lecture—1767.

M. Lennox—Dit que son bill a été remis, à la demande du ministre de la justice en attendant le résultat de la commission des assurances—3316; la commission est ajournée, désire savoir si pourra pousser bill—3316.

Hon. Fielding—Gouvernement croyait commission terminerai plus tôt—3316; laissera bill aller devant comité—3316.

En comité—5634.

M. W. F. Maclean—Considère la capitalisation, \$2,500,000 dépasse les bornes—5634.

M. Henderson—En comité, ministre des finances a approuvé le bill—5335.

M. Miller—Ce bill ne comporte aucune participation des assurés, la capitalisation ne les intéresse donc pas—5635.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—5635.

Sanctionné—7919.

## COMPAGNIE D'ASSURANCE "WESTERN".

M. L. G. McCarthy—Dépose Bill (n° 199) pour constituer la Compagnie d'assurance "Western", 1re lecture—5310.

2e lecture—5310.

En comité—5636.

M. L. G. McCarthy—Propose amendement relatif à consentement actionnaires pour émission actions privilégiées, adopté—5637.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5637.

Sanctionné—6333.

## COMPAGNIE CANADIENNE DU CHEMIN DE FER DU NORD.

M. Dubeau—Dépose Bill (n° 113) relatif à la Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord, 1re lecture—1629.

2e lecture—1847.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—4471.

## COMPAGNIE D'ECLAIRAGE ET FORCE MOTRICE DE PUEBLA.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 128) relatif à la Compagnie d'éclairage et de force motrice de Puebla, 1re lecture—1800.

2e lecture—2128.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—4470.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## COMPAGNIE DE FIDEICOMMIS "EMPIRE".

M. Northrup (pour M. Worthington)—Dépose Bill (n° 135) relatif à la Compagnie de fidéicommiss "Empire", 1re lecture—1801.

2e lecture—1912.

Appelé en comité—5065.

Réservé—5065.

Appelé—5353.

Hon. Fielding—Une compagnie du même nom à Halifax proteste—5354.

M. Worthington—La compagnie demande-resse a obtenu une charte provinciale sous ce nom à Québec avant celle de la Nouvelle-Ecosse—5354; consent que la Nouvelle-Ecosse soit exclue du champ d'opération de ce bill—5356.

Discussion remise—5356.

Rappelé—5582.

Ajourné—5582.

Bill appelé—5820.

M. R. L. Borden—Propose de changer le nom en "Dominion Trust Company"—5820; annonce qu'il est informé qu'il existe déjà une "Dominion of Canada Trusts Corporation"—5820.

Hon. Fielding—On peut laisser au Sénat le soin de régler la difficulté—5820.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5821.

Sanctionné—7919.

## COMPAGNIE DE FORCE ERIE-ONTARIO.

M. German—Dépose Bill (n° 107) concernant la Compagnie de force Erié-Ontario, 1re lecture—1517.

2e lecture—1767.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2736.

Sanctionné—4471.

## COMPAGNIE MEXICAINE D'ECLAIRAGE ET DE FORCE MOTRICE.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 95) relatif à la Compagnie mexicaine d'éclairage et de force motrice, 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—4471.

## COMPAGNIE MUTUELLE CONTRE L'INCENDIE.

M. J. A. Ross—Dépose Bill (n° 88) pour changer nom de la Compagnie mutuelle contre l'incendie des comtés de Rimouski, Témiscouata et Kamouraska en celui de Compagnie mutuelle contre l'incendie, 1re lecture—1300.

2e lecture—1623.

En comité, rapporté—5061.

3e lecture—5062.

M. Bruneau—Propose que le titre soit Compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski—5062; adopté—5062.

Adopté finalement—5062; sanctionné—7919.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## COMPAGNIE DE NAVIGATION RICHELIEU-ONTARIO.

M. Bruneau—Dépose Bill (n° 65) concernant la Compagnie de navigation Richelieu-Ontario, 1re lecture—859.

2e lecture—1007.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3834.

Sanctionné—6332.

## COMPAGNIE DU PARC ET DE L'ILE DE MONTREAL.

M. Geoffrion—Dépose Bill (n° 37) concernant Compagnie du Parc et de l'île de Montréal, 1re lecture—460.

2e lecture—586.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6331.

## COMPAGNIE DU PONT ET DE FORCE MOTRICE DE MATHER.

M. German—Dépose Bill (n° 99) relatif à la Compagnie de pont et de force motrice de Mather, 1re lecture—1415.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—

## COMPAGNIE DU PONT TRANS-NIAGARA.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 161) pour la Compagnie du Pont Trans-Niagara, 1re lecture—3140.

2e lecture—3314.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6188.

M. Calvert—Propose adoption amendement du Sénat prescrivait autorisation de la Commission des eaux limitrophes—7473; compagnie accepte—7473.

M. R. L. Borden—Cela ne suffit pas, veut discuter—7473; bill remis—7473.

M. Calvert—Propose adoption amendement Sénat imposant à la Compagnie l'approbation de ses plans et devis par le Gouverneur en conseil—7576; et aussi approbation des commissaires du parc—7576; adopté—7576.

Adopté—7576.

Sanctionné—7920.

## COMPAGNIE DU PONT ET DU CHEMIN DE FER TERMINAL DE FORT-WILLIAM A PORT-ARTHUR.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 120) constituant la Compagnie du pont et de chemin de fer Terminal de Fort-William à Port-Arthur, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

En comité—5535.

M. R. L. Borden—Le bill est rédigé d'une façon défectueuse—5536.

Bill rapporté—5536.

3e lecture appelée—5582.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. A. Campbell—Propose de rayer Port-Arthur dans le titre—5582.

Adopté—5582.

3e lecture—5582.

Sanctionné—7918.

## COMPAGNIE DE PRETS ET D'EPARGNE HURON ET ERIE.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 21) Compagnie de prêt et d'épargne Huron et Erié—362; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3834.

Sanctionné—6332.

## COMPAGNIE DE PRETS ET DE FIDEICOMMIS DE WINNIPEG.

M. Lefurgey—Dépose Bill (n° 129) tendant à constituer la Compagnie de prêts et de fidéicommiss de Winnipeg—1re lecture—1800.

2e lecture—2128.

En comité—6208.

Hon. Fielding—Ne s'oppose pas au titre "Sovereign Trust"—6209; personne n'a le monopole du titre "Sovereign"—6209; danger de transporter dans le domaine fédéral tous les pouvoirs des chartes provinciales en matière de prêt—6210; l'amendement du comité trop étendu: permettant de gérer, vendre et aliéner au gré des directeurs—6210; il faudra une législation générale sur les compagnies de crédit comme sur celles d'assurances et de prêt—6210.

M. R. L. Borden—On devrait défendre aux compagnies de ce genre de placer leurs capitaux en valeurs minières qui prêtent à l'agiotage—6211; on devrait préparer un article modèle inséré dans tous les bills, à défaut de loi générale—6211; cependant l'essentiel est d'avoir une loi générale et de donner un certain délai aux compagnies pour s'y conformer—6211.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6211.

Sanctionné—7920.

## COMPAGNIE TELEGRAPHIQUE COMMERCIALE DU NORD.

M. German—Dépose Bill (n° 139) concernant la Compagnie télégraphique Commerciale du Nord, 1re lecture—1801.

2e lecture—2128.

En comité, 3e lecture, adopté—4506.

Sanctionné—7919.

## LA COMPAGNIE DE TELEGRAPHE DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. McCarthy—Dépose Bill (n° 61) constituant la Compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique, 1re lecture—770.

2e lecture—1346.

En comité—2783.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. Maclean—Le temps est venu d'appliquer l'Acte des chemins de fer au télégraphe—2783; les compagnies de télégraphe passent toutes aux mains des compagnies de chemin de fer qui ont assez de pouvoirs et privilèges—2783.
- M. McCarthy—La compagnie demande les pouvoirs dont jouissent actuellement les autres compagnies—2784; si on passe une loi générale, elle y sera soumise comme les autres—2784.
- M. R. L. Borden—La Compagnie du Grand-Tronc-Pacifique a déjà le pouvoir d'exploiter des télégraphes, téléphones, etc., pourquoi créer une compagnie distincte—2784; on enlève à la compagnie primitive la direction d'entreprises qui devraient être rémunératrices—2784; on affaiblit la garantie donnée au Gouvernement—2784; on s'expose à ce que la compagnie primitive privée de ces bénéfices se plaigne au Gouvernement que le loyer de la partie de l'est est excessif—2785.
- M. L. G. McCarthy—Dans le contrat entre le Gouvernement et le Grand-Tronc-Pacifique, il n'y a aucune stipulation relative aux lignes télégraphiques—2787; nous ne saurions avoir trop de compagnies—2788.
- M. R. L. Borden—Les directeurs de cette compagnie sont virtuellement les mêmes que ceux du Grand-Tronc-Pacifique—2789; les télégraphes du Grand-Tronc-Pacifique de cette façon échapperont à l'hypothèque consentie en faveur du Gouvernement—2789.
- Sir Wilfrid Laurier—Propose remise de la discussion pour étude—2789.
- Adopté—2790.
- En comité—4646.
- Préambule—4646.
- M. Sproule—Le bill devait être laissé de côté jusqu'après examen bill des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique—4647.
- Sir Wilfrid Laurier—Les deux bills nécessitent des amendements que l'on prépare—4647; celui-ci peut être étudié en comité; 3e lecture aura lieu plus tard—4647.
- Hon. Aylesworth—Les deux bills n'ont aucun rapport et peuvent être étudiés séparément—4647.
- M. Lennox—Dans l'affaire du Grand-Tronc-Pacifique, tout se tient intimement—4648; elle se tient aussi avec la question des téléphones—4649.
- Sir Wilfrid Laurier—La loi relative aux téléphones s'appliquera à toutes les compagnies, pas à celle-ci en particulier—4649; il faut activer l'adoption de ce bill—4650.
- M. R. L. Borden—Il y a rapport avec le bill des embranchements en ce que ces deux choses faisaient partie de la garantie du Gouvernement d'après contrats 1903-04—4650; on dépouille le Gouvernement d'une partie au moins de ses garanties—4650;

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- Hon. Aylesworth—Gouvernement va insérer clause disant que tous travaux faits conformément aux pouvoirs ainsi conférés seront sujets aux charges existant actuellement comme s'ils avaient été faits par la compagnie primitive—4650.
- Art. 7—4651.
- M. Sproule—S'oppose au chiffre du capital \$5,000,000, redoute création d'un monopole—4652.
- Hon. Aylesworth—Il y a déjà deux grandes compagnies, Canadien Pacifique et Great-North-Western; au contraire cela fera une troisième—4653; on a inséré une garantie en plus, en déclarant que les tarifs seront soumis à la commission des chemins de fer—4653; il est absurde de penser que la création d'une troisième compagnie peut augmenter les chances de monopole—4654.
- M. Lennox—Voudrait savoir quelle est la nécessité d'un capital de 5 millions—4656.
- M. Campbell—La compagnie demandait 10 millions, on a réduit le chiffre de moitié—4656; dans ses autres parties, le bill est le même que celui du Canadien Pacifique et du "Great-North-Western"—4656; le comité a concédé un capital de 30 millions à la compagnie de téléphone Bell—4656; le bill a été discuté pleinement et largement amendé—4657.
- M. Lancaster—Si on accorde un capital trop fort à ces compagnies, quand le pays voudra posséder ses lignes télégraphiques et racheter celles-ci, il ne le pourra pas—4658; le comité des chemins de fer n'étudie pas suffisamment les bills soumis—4660; si la compagnie construit tous les embranchements télégraphiques qu'elle demande à construire, le capital de \$5,000,000 ne suffira pas.
- M. R. L. Borden—On augmente virtuellement par un acte le capital de la Compagnie du Grand-Tronc-Pacifique de \$5,000,000—4660; le capital avait déjà été réduit par le Parlement de \$60,000,000 à \$45,000,000—4660.
- Hon. Aylesworth—Les pouvoirs conférés à la Compagnie du Grand-Tronc-Pacifique par sa charte sont très limités quant aux télégraphes—4661; il faut permettre à ceux qui veulent mettre des capitaux dans une entreprise d'en mettre autant qu'ils le désirent—4662; parce qu'une compagnie a le pouvoir d'émettre un certain capital, cela ne veut pas dire qu'elle l'émettra—4662; la question ne porte pas sur le capital nominal, mais sur le capital réellement versé—4662; le prix auquel se vendent les actions de la compagnie sur le marché ne la rend ni plus riche, ni plus pauvre—4662.
- M. R. L. Borden—Dans la pratique, il n'en est pas ainsi—4662; la commission des chemins de fer a admis que même dans le cas où des obligations avaient été émises à un prix nominal, les détenteurs de bonne foi avaient le droit qu'il leur fût permis d'obtenir un intérêt sur leurs obligations—4662; demande que l'on fasse l'examen rapide du bill—4664.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Sproule—Rappelle dispositions prises dans le bill relatif à la Compagnie des télégraphes et téléphones du Nord-Ouest pour empêcher fusion et monopole—4664.

Art. réservé—4666.

Art. 9—\$100,000 devront être souscrits et 25 pour 100 payés avant convocation assemblée des actionnaires—4666.

M. R. L. Borden—Trouve somme trop minime—4666.

M. Lennox—Ce montant est hors de proportion avec ce qui se fait ordinairement—4666.

Hon. Aylesworth—Il n'y a aucune raison pour que les chiffres soient proportionnels—4666; la somme à verser pour se constituer définitivement est seulement une garantie de bonne foi—4666.

M. Sproule—L'obligation de verser un capital raisonnable empêche la constitution des compagnies de devenir une simple affaire de courtage—4667.

Art. 9, réservé—4667.

Art. 12—Relatif à la fusion—4667.

M. Lancaster—Toutes les fois qu'on autorise une compagnie à faire telle chose, si la commission des chemins de fer le permet, ou invite virtuellement celle-ci à donner l'autorisation en question—4669; de cette façon on passe par dessus la tête du Parlement—4669.

Art. 12, réservé—4670.

Art. 13—Fusionnement—4670.

Hon. Aylesworth—On n'a pas à appréhender beaucoup la fusion de la Compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique avec celle du Pacifique Canadien—4670; avec un capital de \$5,000,000 elle ne peut guère acheter le réseau du Pacifique-Canadien qui vaut \$10,000,000—4671.

Art. 17—Construction de lignes—4672.

Hon. Aylesworth—Propose un amendement prescrivant qu'il y aura lieu à indemnité pour arbres abattus—4672.

Hon. Aylesworth—Dans Ontario, les arbres du chemin appartiennent au propriétaire du terrain vis-à-vis—4672.

M. Lennox—Dans Ontario, les cultivateurs ne veulent pas avoir d'arbres sur les chemins, ils les laisseront détruire par les compagnies—4672.

Hon. Fisher—On devrait obliger la compagnie à obtenir la permission avant de toucher aux arbres des particuliers—4673; si le particulier ne veut pas, la compagnie pourrait passer ailleurs—4673.

M. R. L. Borden—On peut poser les fils sans mutiler les arbres—4673; est en faveur d'obliger les compagnies à obtenir permission—4673.

M. Lancaster—La question d'indemnité pour arbres mutilés a été jugée dans un cas d'Ontario contre la "G.N.W. Tel. Co."—4674.

Art. 18—Relatif à l'émission de bons—4675.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Lancaster—Trouve que les pouvoirs sont trop étendus—4676; le public considère que le Parlement est dans une certaine mesure tenu de donner une garantie morale pour les placements à faire—4676; la limite d'emprunt fixée par le Parlement est aux yeux du public le maximum de ce qu'il est sage de prêter—4676.

Hon. Aylesworth—Ne voit pas d'inconvénient à laisser une compagnie se procurer tout l'argent possible, du moment qu'on veut lui en prêter—4676; les prêteurs sauront bien se protéger—4676.

M. R. L. Borden—Fait remarquer que l'acte de 1903 limite le montant d'obligations à émettre sur certaines sections du Grand-Tronc-Pacifique—4676.

Hon. Aylesworth—Parce que le Gouvernement garantit l'emprunt—4676.

Hon. Aylesworth—Soumet amendement prescrivant que toutes ces entreprises seront subordonnées à la garantie donnée par la compagnie au Gouvernement suivant l'acte constitutif de 1903—4677.

Discussion remise—4677.

Art. 7—4858.

M. R. L. Borden—Demande que la compagnie soit tenue d'obtenir sanction Gouverneur en conseil pour pouvoir augmenter capital au delà d'un certain chiffre—4858; demande qu'il y ait des restrictions au sujet du prix auquel ces obligations seront vendues—4858.

Hon. Aylesworth—Il est probable que les promoteurs du bill n'ont aucune objection à cette sanction—4859.

M. R. L. Borden—Avec deux compagnies qui sont filiales, si l'une a une autorisation illimitée d'émettre du stock et l'autre l'autorisation d'acheter ce stock, il y a tout ce qu'il faut pour permettre et encourager une majoration de capital—4860.

M. Sproule—Le Parlement est adverse en principe à toute majoration de capital—4860; chaque fois qu'on demande à une compagnie de réduire ses tarifs, elle met toujours de l'avant le chiffre du capital auquel il faut servir des intérêts—4861.

Hon. Tisdale—Il y a une différence entre cette compagnie avec des pouvoirs pouvant entraîner des dépenses indéterminées et une compagnie de chemin de fer ayant à construire un parcours déterminé qui nécessite une somme déterminée—4862; le pouvoir d'emprunt ici est bien plus limité que dans une compagnie de chemin de fer; il faut pour emprunter le consentement des deux tiers en valeur du capital souscrit—4862; si on veut que cette entreprise réussisse et le pays a besoin d'un troisième réseau télégraphique concurrent, il faut lui fournir les moyens de trouver de l'argent—4863; inutile de demander le consentement pour emprunt au Gouverneur en conseil; on laisse faire à celui-ci beaucoup trop de choses—4864; le capital de \$5,000,000 est bien modeste—4864; est en faveur de la concurrence entre grandes compagnies sous une sage réglementation du Parlement—4864; plus les compagnies pourront se procurer d'argent, plus elles pourront construire, mieux ce sera pour le pays—4865.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. L. P. Demers—La loi générale des compagnies à fonds social règle la question du pouvoir d'emprunt—4865 ; le pouvoir d'emprunt est illimité, seul le capital est limité—4865 ; le capital a déjà été limité, réduit à moitié de la demande, cela devrait suffire—4866.
- M. Sproule—Plus les compagnies ont d'argent dont elles peuvent disposer, plus elles sont arrogantes—4866.
- Art. 8—4866.
- M. Lennox—Demande que la compagnie ait un capital versé de \$125,000 avant de s'organiser définitivement—4867.
- Art. 12—relatif au fusionnement—4868.
- M. Sproule—S'oppose à la concession de ce pouvoir qui a toujours été refusé—4868.
- Art. 17—Relatif aux bois coupés—4868.
- Hon. Aylesworth—Propose amendement pour ajouter "arbres et sous-bois aussi coupés"—4868, adopté—4868 ; propose et fait adopter divers amendements suggérés au cours de la discussion—4870.
- Bill rapporté—4870.
- Discussion remise—4870.
- M. L. G. McCarthy—Propose 3e lecture—5116.
- M. Sproule—Propose renvoi au comité général de la Chambre pour supprimer clauses relatives au fusionnement—5118.
- Hon. Aylesworth—S'oppose à la suppression des clauses en question—5119 ; le bill actuel contient déjà une restriction inconnue dans les autres bills relativement à la fixation du tarif par la commission des chemins de fer—5120 ; depuis dix ans on ne trouverait pas un seul cas où une compagnie n'est pas autorisée à fusionner avec une autre—5120 ; il s'agit de savoir si cette compagnie sera mise sur le même pied que les autres sous tous les rapports—5121.
- M. R. L. Borden—Sans déclarer que cette compagnie ne pourrait pas fusionner avec une autre, il est préférable de ne pas lui donner cette permission d'avance et de laisser cela à la discrétion du Parlement, le moment venu—5122.
- M. L. G. McCarthy—M. Borden veut laisser au Parlement le soin de décider s'il doit y avoir fusion, M. Sproule veut interdire complètement la fusion—5123 ; sans songer à l'absorption imaginaire des grandes lignes existantes, il peut y avoir le long des grandes lignes de petites lignes particulières qu'il serait utile d'acquérir—5123 ; il serait absurde dans ces cas de construire deux lignes—512.
- Amendement Sproule mis aux voix—5123.
- Rejeté, 29 pour, 60 contre—5124.
- 3e lecture passée, bill adopté—5124.
- Sanctionné—7918.
- COMPAGNIE DE TELEPHONE BELL DU CANADA.
- M. Bureau—Dépose Bill (n° 81) relatif à la Compagnie de téléphone Bell du Canada, 1re lecture—1034.
- 2e lecture—1347.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. Bureau—Propose que la Chambre se forme en comité sur le bill—4051.
- M. W. F. Maclean—Discussion ne devrait pas s'engager tant qu'on ne saura pas si le Gouvernement entend soumettre à cette session amendements relatifs aux téléphones et donner au Manitoba le droit d'exproprier—4052.
- M. Lancaster—Le ministre de la justice a promis que ce bill ne passerait pas en Chambre avant que la loi générale soit adoptée—4053 ; le comité des chemins de fer n'aurait pas adopté le bill sous sa forme actuelle sans cette assurance—4053.
- Hon. Chs. Fitzpatrick—Bill peut être étudié, pas de rapport ne sera fait avant que le bill du Gouvernement tant annoncé soit déposé devant la Chambre—4054.
- M. H. Lennox—Bill n'est pas en état d'être soumis à la Chambre—4054 ; le président du comité a déclaré bill adopté bien que dix membres au moins demandassent le vote sur son amendement fixant un minimum au prix de vente des actions—4055 ; le comité des chemins de fer est mal dirigé—4055 ; demande renvoi du bill au comité—4055.
- M. Campbell—Président du comité, repousse accusation de partialité—4056.
- M. Lancaster—Il était plus de 1 hr. p. m. quand le bill a été adopté—4056 ; imbroglio de l'amendement Lennox—4056 ; vaut mieux renvoyer au comité—4058.
- M. Bergeron—Il n'y a aucune raison pour renvoyer le bill au comité, mais comme rien ne presse, on peut remettre à plus tard la discussion—4058 ; ses souvenirs ne concordent pas avec ceux de M. Lancaster—4058.
- M. Pringle—Inutile de renvoyer au comité—4060.
- M. J. Bureau—Refuse que le bill soit renvoyé au comité où il n'a pas eu justice un seul instant—4061.
- Motion Lennox rejetée—4062.
- En comité—4062.
- Hon. Fitzpatrick—L'amendement qui sera présenté à la loi des chemins de fer a un double but—4063 ; si une ville ou un village veut priver une compagnie de ses droits ou la déranger dans l'exercice des attributions que lui confère sa charte, s'il ne peut y avoir entente entre compagnie et municipalité, cette dernière pourra s'adresser à la commission des chemins de fer pour se faire autoriser à effectuer les changements qu'elle désire—4063 ; quant aux opérations futures, si la compagnie veut prendre une rue et s'il y a désaccord avec la municipalité, la compagnie pourra s'adresser à la commission pour exercer les pouvoirs qu'elle demande—4063 ; ceci règle séparément les questions pouvant surgir de conditions existantes ou de conditions futures—4063 ; espère pouvoir annoncer bientôt l'acceptation de ces amendements par les organisatoin municipales—4064.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. Lennox—Les municipalités rurales devraient avoir les mêmes facilités de faire respecter leurs droits que les villes et les villages—4064.
- M. Sproule—Craint que les municipalités ne soient pas l'objet de beaucoup d'égards de la part de la commission des chemins de fer—4066.
- M. Bureau—Propose renvoi à plus tard de la discussion—4066
- Motion adoptée—4066.
- M. Maclean—Dit qu'il est convenu que le bill sera réservé jusqu'après adoption du projet de loi du Gouvernement relatif aux compagnies de téléphone—4303.
- M. Bureau—Le texte des modifications à la loi est maintenant connu—4303.
- Hon. Emmerson—Le comité des chemins de fer a réservé le rapport du bill, jusqu'au dépôt des modifications à la loi—4303.
- Sir Wilfrid Laurier—Demande remise de la discussion en comité, en l'absence du ministre de la justice—4304.
- Discussion remise—4304.
- Bill appelé—4496.
- Hon. Fielding—Fait ajourner pour quelques jours—4496.
- En comité, discussion reprise—6147.
- M. W. F. Maclean—Ce bill devrait être réservé tant qu'il n'aura pas été soumis de loi générale concernant l'échange des communications téléphoniques—6147.
- Sir Wilfrid Laurier—Il n'existe aucune entente de ce genre—6147; les deux mesures sont indépendantes et doivent être déliées l'une après l'autre—6148; ce bill par lequel la compagnie entend dépenser \$4,000,000 ou \$5,000,000 pour étendre son réseau est certainement autant d'intérêt public qu'aucune autre mesure—6148.
- M. Pringle—Il était convenu que le bill resterait en suspens jusqu'à ce que certains amendements promis à l'acte des chemins de fer aient été soumis par le Gouvernement—6148; les amendements ont été soumis, et adoptés par le comité spécial—6148; la considération du bill est maintenant dans l'ordre—6148.
- Hon. Foster—Insiste pour qu'on en finisse avec le bill du Gouvernement avant de prendre celui-ci et de permettre à la compagnie Bell d'accroître son capital—6149.
- Sir Wilfrid Laurier—Même si le bill du Gouvernement ne va pas aussi loin que le désire M. Maclean, ce n'est pas une raison pour priver la compagnie Bell des pouvoirs d'extension qu'elle demande—6149.
- M. R. L. Borden—Il peut être opportun d'exiger de la compagnie des garanties avant de lui permettre de se développer encore—6151; le comité doit savoir à quel s'en tenir sur les intentions du Gouvernement—6151.
- M. Lancaster—Si on discute ce bill d'abord, il va falloir y insérer une foule de clauses de peur que le Gouvernement n'insère pas dans l'acte général toutes les garanties désirées—6154.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- Hon. Emmerson—Cite amendement adopté par le comité spécial sur Bill 62, amendement l'Acte des chemins de fer—6154; cite amendement qu'il entend lui-même proposer en substitution—6154.
- M. Maclean—Cet amendement ne prescrit pas l'échange réciproque des communications téléphoniques—6155; la compagnie Bell doit être forcée de fournir le service à tous ceux qui se présentent à ses bureaux et qui sont prêts à payer le prix—6155.
- M. Monk—Le comité n'a pas jugé bon d'ordonner l'échange forcé parce qu'à Montréal par exemple, le réseau entier de la compagnie Bell pourrait être utilisé par une compagnie concurrente, la compagnie des Marchands—6156; l'amendement du ministre des chemins de fer qui laisse, dans ces cas la question d'échange à la discrétion de la commission des chemins de fer reflète les vues du comité et ses intentions—6156.
- Hon. Fisher—C'est simplement une question de tarif—6157; lorsque le tarif n'est pas exagéré, il est certainement plus avantageux de n'avoir affaire qu'à une seule compagnie—6158; à quoi bon dans ce cas obliger la compagnie Bell à accepter les messages d'autres compagnies—6158.
- M. Bureau—Le comité sort entièrement de la question—6159; énumère pour quels usages la compagnie demande à être autorisée à se procurer des capitaux—6160; la compagnie consent à être soumise aux amendements faits à la loi générale—6160; si le bill n'est pas adopté, c'est le public qui en souffrira, il n'aura pas le service auquel il a droit—6160; la compagnie Bell donne un bon service, pourquoi la singulariser pour lui porter tous les coups—6161; le comité des chemins de fer a fixé le capital-actions à \$30,000,000 au lieu de \$50,000,000—6161; a-t-il bien fait, c'est ce qu'il faut discuter maintenant—6161.
- M. Kemp—Veut que la compagnie Bell soit soumise aux mêmes conditions que les compagnies récentes quant à la pose des poteaux—6162; ceci doit être fait avant de lui accorder de nouveaux pouvoirs—6162.
- Sir W. Laurier—Si l'on réserve encore ce projet de loi, la prorogation peut arriver avant qu'il soit passé—6163.
- M. W. F. Maclean—Comme l'a dit M. Bourassa, ce gouvernement est le plus tory et le moins libéral qui existe—6164; il veut permettre à la compagnie Bell d'accroître son capital pour qu'elle étende son monopole—6164.
- M. Sproule—Expose les difficultés résultant du refus de raccordement opposé par la Compagnie Bell aux compagnies locales—6165; l'amendement du ministre des chemins de fer n'apporterait aucun remède dans ces cas—6168.
- Hon. Fisher—Si les tarifs sont raisonnables et le service satisfaisant, il n'y a pas lieu d'imposer de raccordement—6168; tout ce que le Gouvernement a promis, c'est de soumettre les compagnies à une sage ré-

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*Hon. Foster—*Suite.*

glementation et c'est à quoi tend l'amendement proposé—6169; le Gouvernement n'a pas à imposer à une compagnie utile plus de restrictions que n'en exige la sauvegarde de l'intérêt public—6169; les cultivateurs sont heureux et prospères et satisfaits du Gouvernement—6170; la compagnie locale de téléphone des Cantons de l'Est, ses besoins—6170; quand on a choisi sa compagnie on n'a pas le droit d'exiger les avantages du service d'une autre compagnie—6170; l'intérêt public est protégé par la réglementation des tarifs de chaque compagnie et par l'obligation de fournir un service satisfaisant—6171; la commission des chemins de fer prendra tout en considération avant de refuser ou d'accorder le privilège de raccordement—6171.

M. Pringle—Il est absurde d'obliger la Compagnie Bell de travailler à sa propre ruine en contribuant aux progrès des compagnies rivales qui utiliseraient son réseau—6172; le comité a fait son devoir envers le public en prescrivant qu'une compagnie de téléphone, dans une localité non desservie localement par la Compagnie Bell, peut se relier au réseau de cette dernière à des conditions acceptables—6172; de cette façon la population des centres où ne passe pas la ligne de la Compagnie Bell aura les avantages des communications à longue distance—6172; tous les témoins devant le comité spécial l'année dernière ont déclaré qu'il est impossible d'assurer un bon service, si toutes les petites compagnies ont le privilège de se raccorder—6173.

M. Lancaster—Si la compagnie Bell peut se passer du Parlement, celui-ci peut se passer d'elle—6174; le cabinet n'est pas encore d'accord sur ce qu'il entend faire—6174; s'il faut passer tout l'été pour soumettre la compagnie Bell, ce sera pour le bien du public—6174.

Sir Wilfrid Laurier—Propose la réception du rapport, 3e lecture plus tard, adopté—6175.

M. Bureau—Propose 3e lecture—6489.

M. Lancaster—Demande remise à vendredi—6489; veut relire imprimés les amendements faits à l'article des téléphones dans le bill des chemins de fer—6490.

M. Bureau—La seule question est de savoir si la compagnie pourra augmenter son capital—6490.

M. Monk—Si le Gouvernement a manqué de parole en poussant ce bill, il y a d'autres remèdes pour le punir—6492; les subsides ne sont pas encore tous votés—6492.

M. Maclean—Propose que le bill soit renvoyé au comité pour prescrire que les actions devront être vendues aux enchères et en aucun cas à un prix inférieur à valeur courante—6493.

Amendement Maclean mis aux voix, rejeté, 24 pour, 96 contre—6495.

Sanctionné—7919.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE DE TRAMWAYS, D'ECLAIRAGE ET DE FORCE MOTRICE DE RIO JANEIRO, LTD.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 94) relatif à la Compagnie de tramways, d'éclairage et de force motrice de Rio Janeiro, Ltd., 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—4471.

## DIVORCE DE JAMES ALLEN.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 192) pour faire droit à James Allen, 1re lecture—5206.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6189.

Sanctionné—7919.

## DIVORCE HARRIETTE WESLEY BAKER.

M. Stewart—Dépose Bill (n° 179) pour faire droit à Harriette Wesley Baker—4558.

2e lecture—5071.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

## DIVORCE DE NETTIE U. BULMER.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 218) pour faire droit à Nettie N. Bulmer—6862; 1re lecture—6862; 2e lecture—6862.

Sanctionné—7920.

## DIVORCE DE J. F. FIELDS.

M. L. G. McCarthy—Dépose Bill (n° 191) pour faire droit à Jane D. F. Fields—5206, 1re lecture—5206.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6189.

Sanctionné—7919.

## DIVORCE DE CHARLES W. HOLMES.

M. Stewart—Dépose Bill (n° 181) pour faire droit à C. W. Holmes, 1re lecture—4559.

2e lecture—5071.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

## DIVORCE DE M. F. IRVINE.

M. Stewart—Dépose Bill (n° 182) pour faire droit à Minnie Florence Irvine—4559; 1re lecture—4559.

2e lecture—5071.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5634.

Sanctionné—6332.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## DIVORCE DE EILEEN MARY MACKINTOSH.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 185) pour faire droit à Eileen M. Mackintosh, 1re lecture—4870.

2e lecture—5071.

M. W. Northrup—Propose que le bill (n° 185) tendant à faire droit à Eileen Mary Mackintosh soit renvoyé au comité pour plus amples informations—5574; le comité des bills privés de la Chambre a rejeté le bill par un vote de 18 contre 13, soit 31 votants sur 81 membres—5574; le comité des divorces du Sénat qui a entendu la preuve l'avait adopté à une forte majorité—5574; en loi, les tribunaux refusent de renverser le verdict d'un juge ou d'un jury rendu sur une question de fait—5575; le comité des Communes a parfaitement le droit de renverser une décision du comité du Sénat, mais il faudrait au moins que le comité de la Chambre eût été en nombre décent—5575; le ministre de la justice a voté avec la minorité—5575; ce serait manquer de respect au Sénat que d'infirmar ainsi sa décision—5575.

M. A. Lancaster—Le comité ne s'est pas trompé en s'abstenant de faire un rapport favorable au bill—5576; le comité a passé au triple la preuve—5576; les Communes ont le droit d'exprimer une opinion contraire à celle du Sénat—5576; c'est le comité qui a eu raison et le Sénat qui a eu tort—5576; repousse motion pour ne pas mettre le comité des bills privés en contradiction avec lui-même—5576.

Hon. Tisdale—A lu toutes les dépositions, cette femme a évidemment le droit d'obtenir le divorce—5577; il est déplorable que ces causes ne soient pas confiées aux tribunaux civils—5577; c'est la faute du Parlement qui refuse de créer des tribunaux de divorce—5577; il est malheureux que le jugement dans ce cas ait été rendu par une minorité infime du comité—5577; on devrait décider qu'un jugement ne peut être rendu que par une majorité relative du comité—5577; serait toujours disposé à donner le bénéfice du doute à la partie qui présente la demande de divorce—5578; le renvoi au comité s'impose—5578; il ne faut pas appliquer la rigueur technique à une aussi grave question—5578.

M. G. O. Alcorn—On n'est pas sûr en renvoyant la question au comité, qu'il y aura plus de monde cette fois-ci—5579.

M. Derbyshire—L'œuvre accomplie par le comité des divorces du Sénat est excessivement sérieuse—5579; il faut faciliter à cette femme le recouvrement de sa liberté—5579; il faut la mettre à même de s'unir à un homme qui puisse la comprendre—5579.

M. Henderson—L'impression est que le comité n'a pas rendu justice à la demanderesse—5579; la faute en revient au nombre infime de membres présents—5579; il n'y a aucun inconvénient, ni rien de dérogatoire à renvoyer le bill au comité—5579.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Ne connaît pas les intéressés—5579; à lu les témoignages, n'a jamais cru qu'il pût s'élever de doute sur le bien fondé de la demande de divorce—5580; raconte les incidents du comité—5580; est en faveur du maintien des décisions des comités, mais on peut se demander s'il n'y a pas lieu de délibérer plus mûrement—5580; si la motion est rejetée, il faudra une nouvelle demande, à une autre session, faire revenir des témoins de très loin ou bien obliger cette femme à subir une situation intolérable—5581.

Sir Wilfrid Laurier—Propose que motion soit adoptée sur division—5581.

Adoptée—5581.

En comité—6190.

M. Gallier—Motifs du renvoi du bill au comité des bills privés—6190; raisons insuffisantes—6190; le Sénat lui-même n'adopte pas toujours les bills que ses comités lui renvoient—6191; les péripéties du bill devant le comité des bills privés—6191; la première majorité l'a rejeté, la deuxième l'accepte—6191; il y a eu des démarches faites pour faire adopter le bill, la deuxième fois—6192; la preuve est insuffisante—6192; les décisions, en matière de divorce devraient être laissées aux tribunaux—6192; le médecin sur la lettre duquel repose toute la preuve a violé le secret professionnel—6193; il peut tout aussi bien être parjure—6193; le bill a été voté par la force du nombre ou plutôt par celle des absences—6194.

M. Lancaster—Il faut veiller au relâchement des mœurs qui se produirait si le Parlement ne montrait pas de sévérité à l'égard des divorces—6194; le préambule du bill n'est pas prouvé—6195; le Gouvernement est responsable des bills privés—6195; le médecin devait avoir un intérêt personnel à offrir les lettres qu'il a offertes—6196; si on supprime le témoignage du médecin il ne reste pas de preuve—6197; va-t-on pouvoir changer de femme comme de cheval—6198; on veut vendre cette femme à un homme plus riche—6198; elle n'en veut pas à son mari et est prête à lui pardonner—6198; le Gouvernement devrait se prononcer sur la conduite étrange de ce comité—6200.

M. Northrup—La preuve faite justifie l'attitude favorable finale du comité à l'égard du bill—6200; tout rapport de comité doit être accepté *prima facie*—6200; une violation d'étiquette professionnelle est autre chose qu'un parjure—6202; les efforts d'imagination de M. Lancaster—6202; la preuve autorise amplement le prononcé du divorce—6204; la connexité entre la marche ascendante des divorces et la prospérité du pays est toute naturelle—6204; les principes de l'indissolubilité du mariage n'ont rien à voir dans ce cas—6205; c'est une curieuse maxime de vouloir pallier les vices avoués d'un individu—6205.

M. Boyce—Il n'y a rien d'hypothétique dans ce cas—6206; le cas d'inconduite est am-

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

- M. Boyce—*Suite.* m  
 plement prouvé—6206 ; les mensonges du mari, l'entorse, les lettres—6208.  
 Bill rapporté, lu une 3e fois, adopté—6208.  
 M. Lancaster—Sur division—6208.  
 Sanctionné—7919.

## DIVORCE DE W. E. OGDEN.

- M. Derbyshire—Dépose projet de loi (n° 210) pour faire droit à W. E. Ogden—6143 ; 1re lecture—6143.  
 2e lecture—6232.  
 En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6892.  
 Sanctionné—7920.

## DIVORCE J. ALBERT PEER.

- M. Campbell—Dépose Bill (n° 169) pour faire droit à John Albert Peer, 1re lecture—3492.  
 2e lecture—3834.  
 En comité—5070.  
 M. Lancaster—La preuve dans ce cas ne démontre pas la culpabilité de l'accusé—5070.  
 Discussion remise—5070.  
 En comité—5583.  
 Sur le préambule—5583.

M. Lancaster—Proteste contre la facilité avec laquelle on accorde les bills de divorce—5583 ; liens du mariage rompus d'une façon imprévoyante et dangereuse—5583 ; ce cas a déjà été renvoyé par une cour de justice—5583 ; nature de la preuve 5583 ; la femme qu'on veut répudier a été trop pauvre pour venir à Ottawa se défendre—5584 ; on ne devrait pas accorder le divorce sans la mettre à même de venir se défendre—5584 ; nature de la preuve—5585 ; la preuve n'est pas tout, on doit songer au bien public—5585 ; la loi nous y oblige, nous avisons Sa Majesté de rompre le mariage non par raison d'intérêt personnel, mais d'intérêt public—5586 ; Gemmell et lord Pensance sur le divorce—5586 ; sénateur Gowan, sénateur Scott, M. Gladstone, sur le divorce—5587 ; si on accorde ce divorce, il faudra l'accorder à tous ceux qui ne se conviennent pas ensemble—5588 ; la question de l'enfant—5588 ; le Sénat adopte ces mesures sans difficulté, parce que les Communes sont censées les discuter—5589 ; maintenant on demande aux Communes d'adopter ces bills parce que le Sénat y a consenti—5589.

Hon. Aylesworth—Repasse la preuve faite, point par point—5589.

M. Lancaster—Demande que la Chambre fasse ce que le Sénat aurait dû faire, faire venir la femme—5591.

Hon. Aylesworth—C'était à la discrétion du juge, donc du Sénat et du comité—5592 ; l'affidavit envoyé par la femme ne contenait même pas une dénégation des faits reprochés—5592.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Fowler—En présence de l'affidavit, le Sénat ne pouvait faire autrement que de prononcer le divorce—5594 ; l'amant lui-même s'est déclaré le père de l'enfant—5594.

M. R. L. Borden—La divergence d'opinion entre le comité du Sénat et celui de la Chambre crée une position insoutenable—5594 ; il vaudrait mieux dans ce cas avoir un comité mixte—5594 ; de cette façon nous aurions un tribunal plus judiciaire—5595.

Préambule adopté, rapport du bill—5595.

3e lecture, adoptée à la majorité, sur demande de M. Lancaster—5595.

Sanctionné—6332.

## DIVORCE DE ASENATH RAMSAY.

M. Duncan Ross—Dépose Bill (n° 190) pour faire droit à Asenath Ramsay—5206 ; 1re lecture—5206.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6189.

Sanctionné—

## DIVORCE DE MARY EMELINE PRESTON.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 168) pour faire droit à Mary Emeline Preston, 1re lecture—3492.

2e lecture—3834.

En comité—5070.

M. Henderson—Conseille de supprimer la clause permettant de se remarier—5070.

M. Lancaster—Le coupable ne devrait pas avoir le droit de se remarier—5070 ; cela mettrait fin à l'affluence de divorces—5070.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—5070.

Sanctionné—7918.

## DIVORCE MURIEL V. SPENCER.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 208) pour faire droit à Muriel V. Spencer—

2e lecture—5893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6232.

Sanctionné—7919.

## DIVORCE DE WILLIAM N. VAUGHAN.

M. Stewart—Dépose Bill (n° 180) pour faire droit à W. N. Vaughan, 1re lecture—4559.

2e lecture—5071.

En comité—6189.

Hon. Aylesworth—Si les dépositions sont conformes aux faits, c'est le cas de divorce le plus clair possible—6190.

M. Lancaster—Les témoins se sont contredits—6190 ; protestation—6190.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—6190.

Sanctionné—7919.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

## DIVORCE DE F. W. WRIGHT.

M. Parmelee—Dépose Bill (n° 193) pour faire droit à Frederick William Wright—5206 ; 1re lecture—5206.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6189.

Sanctionné—7919.

## FARMER'S BANK OF CANADA.

M. Calvert—Dépose Bill (n° 127) relatif à la "Farmer's Bank of Canada," 1re lecture—1800 ; 2e lecture—1912.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3316.

Sanctionné—6332.

## GRAND CHEMIN DE FER CENTRAL DU NORD-OUEST.

M. W. J. Roche—Dépose Bill (n° 78) relatif à la Compagnie du Grand Chemin de fer Central du Nord-Ouest—1034.

2e lecture—1347.

En comité, rapporté, 3e lecture, passé—1847.

Sanctionné—3243.

## "MEXICAN TRAMWAY AND ELECTRIC COMPANY".

M. Calvert—Dépose Bill (n° 96) relatif à la "Mexican Consolidated Electric Company" pour changer son nom en celui de "Mexican Tramway and Electric Company", 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

En comité—2733.

M. Sproule—Demande pourquoi le bill ne contient pas clause relative à l'enregistrement des certificats d'actions—2733.

M. Calvert—Omission dans l'impression du bill—2734.

M. U. Wilson—Demande que les bills soient réimprimés en sortant du comité—2734.

Hon. Fisher—Inutile, si changements peu nombreux—2734.

M. Gallier—Réimpression serait bonne surtout quand on passe les bills en comité avec promesse de faire les changements requis avant de les rapporter en Chambre—2735.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—2735.

Sanctionné—4471.

## GARE COMMUNE DE TORONTO—COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER TERMINAL DE TORONTO.

M. Macdonell—Dépose Bill (n° 133) concernant la Compagnie de la gare commune de Toronto, 1re lecture—1801.

2e lecture—2791.

En comité—4506.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. l'Orateur-suppléant—Nouveau nom substitué "Compagnie de chemin de fer Terminal de Toronto"—4506.

M. Henderson—Proteste contre vocable interminable—4506.

Rapporté, 3e lecture, adopté—4506.

Sanctionné—7918.

## MAISON REVILLON FRERES.

M. McCool—Dépose Bill (n° 76) concernant la maison Révillon Frères—1034 ; 1re lecture—1034.

2e lecture—1346.

En comité—3766.

M. Sproule—Ce bill demande le privilège d'installer et d'exploiter des téléphones et télégraphes, il aurait dû passer au comité des chemins de fer—3766.

M. McCool—Propose que bill soit renvoyé au comité des chemins de fer, adopté—3768.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5535.

M. McCool—Propose adoption amendements du Sénat—6893.

Hon. Fielding—Pour permettre au Gouverneur en conseil de limiter territoire où compagnie pourra opérer—6893.

Amendements adoptés—6893.

Sanctionné—7919.

## "MINNESOTA CANADIAN BRIDGE COMPANY".

M. Dymont—Dépose Bill (n° 91) pour constituer la "Minnesota Canadian Bridge Company", 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

Discussion en comité remise—2128.

Reprise de la discussion en comité général—2556.

M. Conmee—Demande qu'on exige l'approbation des plans par le Gouvernement non seulement pour le pont et son emplacement, mais pour les approches—2557 ; veut empêcher qu'on puisse endommager la plage de la pointe Pither à deux milles de Fort-Francis—2557 ; ce projet de loi est soupçonné d'être présenté pour éluder amendements imposés l'année dernière par le Sénat au bill de Backus—2558 ; historique de ce bill—2559 ; les approches sont mentionnées dans un amendement au bill, pourquoi ne seraient-elles pas soumises à la réglementation du Gouverneur en conseil—2561 ; la commission des chemins de fer ne peut pas actuellement empêcher la ligne de prendre possession du bord de la rivière comme partie de ses installations terminales—2561.

M. Sproule—Pensait que la disposition relative aux approches avait été inscrite dans le bill—2562.

Hon. Emmerson—L'amendement adopté par le comité et qui figure au bill couvre ce point—2563.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Conmee—Le terme "ouvrages" ne comprend pas forcément les "approches"—2564.

M. Ingram—Trouve le terme "ouvrages" très élastique—2564; texte de la loi des chemins de fer quant aux plans—2564; aucun expert n'admettra comme on le demande que deux milles de voie avant le pont représentent les approches de ce pont—2565.

M. Conmee—Les intérêts de la compagnie ne seront pas menacés du fait de soumettre au Gouverneur en conseil le plan des approches du pont—2566.

Hon. Emmerson—S'il y a quelque avantage à soumettre au Gouverneur en conseil les plans du pont, il y en a autant à soumettre ceux des approches—2567.

Amendement adopté—2567.

M. Conmee—Propose un amendement à article 14 pour interdire à la compagnie le droit d'expropriation dans les limites de la ville de Fort Francis—2568.

Hon. Emmerson—On ne peut pas soustraire la ville de Fort Francis aux effets de l'Acte général des chemins de fer—2569.

Motion rejetée—2569.

Bill rapporté—2569.

M. Conmee—Propose que le bill soit renvoyé au comité des chemins de fer, adopté—2570.

En comité général, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—7918.

## MINOTERIE DU LAC DES BOIS ET MINOTERIE DE KEEWATIN.

M. Adamson—Dépose Bill (n° 111) relatif à la Minoterie du Lac des Bois et à la Minoterie de Keewatin, 1re lecture—1629.

2e lecture—1847.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3264.

Sanctionné—6332.

## "NORTH-WEST COMMERCIAL TRAVELER'S ASSOCIATION OF CANADA."

M. Bureau—Dépose projet de loi (n° 212) relatif à la "North-West Commercial Traveler's Association of Canada," 1re lecture—6143.

2e lecture—6893.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7472.

Sanctionné—7920.

## "PACIFIC BANK OF CANADA"—(UNITED EMPIRE BANK).

Hon. M. Belcourt—Dépose Bill (n° 50) concernant la "Pacific Bank of Canada", 1re lecture—680.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. Henderson—Ce projet revient à chaque session—680.

2e lecture—961.

En comité—3322.

Hon. Fielding—Le comité exige des promoteurs la preuve qu'ils ne demandent pas une prolongation pour brocanter charte—3322; le comité a eu preuve que les fonds dans ce cas sont disponibles—3322.

Sanctionné—7918.

## PONT DE LA RIVIERE SAINTE-MARIE.

M. N. F. Wilson—Dépose Bill (n° 172) relatif à la Compagnie du pont de la rivière Sainte-Marie, 1re lecture—4050.

2e lecture—5537.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6232.

Sanctionné—7919.

## QUEEN'S COLLEGE DE KINGSTON.

M. Wm Harty—Dépose Bill (n° 100) relatif au Queen's College, de Kingston—2880.

1re lecture—3140.

2e lecture—3324.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4051.

Sanctionné—7918.

## "ROYAL BANK OF CANADA".

M. A. K. McLean—Dépose Bill (n° 131) concernant la "Royal Bank of Canada", 1re lecture—1800.

2e lecture—

Appelé, discussion remise—4496.

M. Maclean—Demande que bill soit discuté avant celui des télégraphes du Grand-Tronc-Pacifique, qui occupe beaucoup de temps—4857; opposition, refusé—4857.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6188.

Sanctionné—7920.

## SOCIETE BIBLIQUE BRITANNIQUE ET ETRANGERE.

M. Cockshutt—Dépose Bill (n° 20) constituant Société biblique britannique et étrangère—362; 1re lecture—362.

2e lecture—541.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2733.

Sanctionné—6332.

## "STANDARD TRUSTS COMPANY".

M. Bole—Dépose Bill (n° 147) concernant la "Standard Trusts Company", 1re lecture—2384.

M. Bole—Propose deuxième lecture—2790.

M. Sproule—La Chambre ne devrait pas légaliser l'existence d'un trust—2790.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite*.

Sir W. Laurier—Ceci pourra être discuté par le comité, il peut y avoir de bons et de mauvais trusts, c'est comme les microbes—2791.

2e lecture—2791.

En comité—5062.

Hon. Fielding—Le bill autorise une compagnie provinciale à étendre ses opérations sur tout le Canada en se conformant aux lois des provinces—5062; cette loi n'empêche pas les provinces de taxer la compagnie—5062.

Hon. Foster—La province d'Ontario a décidé de ne plus accorder de chartes à de nouvelles compagnies de trusts, de cette façon ne lui en imposons-nous pas une?—5063.

Hon. Belcourt—Nous autorisons simplement la compagnie à poursuivre ses opérations au Canada sans lui reconnaître d'autres privilèges que ceux qu'elle pourrait exercer en vertu de sa charte provinciale—5065.

Bill rapporté—5065.

Hon. Fielding—Renseignements pris, la compagnie n'a pas les pouvoirs d'une compagnie de prêts—6125.

3e lecture, bill adopté—5125.

Sanctionné—7918.

“THE PACIFIC MARINE UNDERWRITERS, LIMITED.”

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 54) constituant la Cie “The Pacific Marine Underwriters, Ltd.”, 1re lecture—680.

2e lecture—961.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3834.

Sanctionné—7919.

“THE WESTERN LOAN AND TRUST COMPANY.”

M. Adamson—Dépose Bill (n° 35) pour incorporer “The Western Loan and Trust Company”, 1re lecture—460.

2e lecture—586.

En comité—3317.

Hon. Fielding—Propose amendement limitant le pouvoir de la compagnie de placer ses fonds sur valeurs de corporations municipales—3317.

M. U. Wilson—Demande que les bills qui ont subi des changements importants soient réimprimés—3318.

Hon. Fielding—Comité de révision des règles de la Chambre actuellement siégeant a conseillé cette mesure—3318.

M. Maclean—Toutes les compagnies de fidéicommis sont de vrais exécuteurs, elles devraient être l'objet d'une inspection spéciale—3319.

Hon. Fielding—Suggestion fera peut-être l'objet d'une loi future—3320.

M. W. F. Maclean—L'inspection est payée par les compagnies, on peut la faire aussi sérieuse et complète qu'on veut—3320.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite*.

M. A. C. Macdonell—Il ne faut pas perdre de vue les droits des provinces qui, elles aussi donnent les pouvoirs à des compagnies de fidéicommis—3321; la province d'Ontario a une loi d'inspection générale—3321.

Bill rapporté—3322.

Troisième lecture remise—3322.

3e lecture—523.

Sanctionné—7918.

“TWELVE MILE POWER COMPANY.”

M. Thompson—Dépose Bill (n° 183) pour constituer la “Twelve Mile Power Company”—4559.

2e lecture—5360.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5232.

M. Thompson—Propose deuxième lecture amendement Sénat—7473; pour limiter au Yukon les opérations compagnie—7474.

Adopté—7474.

Sanctionné—7920.

COMPAGNIE DE RIZ FEUILLETE ANDERSON.

M. Hall—Dépose Bill (n° 45) concernant Compagnie de riz feuilleté Anderson, 1re lecture—508.

2e lecture—808.

3e lecture, adopté—2267.

Sanctionné—6331.

## BILLS RETIRES.

BREVET DE LA COMPAGNIE DE TYPEWRITER UNDERWOOD.

M. Campbell—Dépose Bill (n° 123) relatif au brevet n° 69140 de la Compagnie de typewriter Underwood, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

Retiré.

“CANADIAN NIAGARA POWER COMPANY”.

M. German—Dépose Bill (n° 36) pour incorporer “The Canadian Niagara Power Company”, 1re lecture—460.

2e lecture—586.

Retiré.

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU “DOMINION”.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 148) concernant la Compagnie d'assurance contre le feu “Dominion”, 1re lecture—2384.

Retiré.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Guthrie—Dépose au nom de M. L. G. McCarthy Bill (n° 58) relatif à la Compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—769; 1re lecture—769.

Deuxième lecture appelée—1187.

BILLS RETIRES—*Suite*.

M. L. G. McCarthy—Demande à substituer au bill présenté par erreur le bill réel permettant émission de \$25,000,000 actions—1187.

M. Sproule—Bill devrait être soumis au comité des ordres permanents—1187.

Sir W. Laurier—Cette substitution créerait un mauvais précédent—1188.

Bill retiré—1188.

## CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD ET COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU SUD DE QUEBEC.

M. Devlin—Dépose Bill (n° 118) concernant le chemin de fer de la Rive Sud et du chemin de fer du Sud de Québec, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

Retiré.

## CHEMIN DE FER DE VANCOUVER-NORD-OUEST.

M. Macpherson—Dépose Bill (n° 119) constituant la Compagnie de chemin de fer de Vancouver-Nord-Ouest, 1re lecture—1724.

2e lecture—1847.

Retiré.

## "NATIONAL FIRE INSURANCE COMPANY OF CANADA."

M. Zimmerman—Dépose Bill (n° 65) pour constituer la "National Fire Insurance Company of Canada", 1re lecture—859.

Retiré—

## "TEMPLE LIFE ASSOCIATION."

M. Bole—Dépose Bill (n° 38) pour incorporer "Temple Life Association," 1re lecture—460.

2e lecture—961.

Retiré—

## VILLE DE TORONTO.

M. Macdonell—Dépose Bill (n° 137) concernant la ville de Toronto, 1re lecture—1801.

2e lecture—2128.

Retiré—

## "WOMAN'S ART ASSOCIATION OF CANADA."

M. Grant—Dépose Bill (n° 59) pour constituer la "Woman's Art Association of Canada," 1re lecture—769.

2e lecture—1007.

Retiré—

## BILLS REJETES EN COMITE.

## CHEMIN DE FER DE L'EST DU PACIFIQUE.

Hon. N. A. Belcourt—Propose que la requête pour permission de présenter une pétition pour charte en faveur de la Compagnie du chemin de fer de l'est du Pacifique soit reçue—1724 ; impossible de déposer dans les délais fixés, la Chambre étant alors ajournée—1724.

BILLS REJETES EN COMITE—*Suite*.

Motion adoptée—1724.

Hon. Belcourt—Dépose Bill (n° 205) autorisant la Compagnie de chemin de fer de l'Est du Pacifique,"—5692 ; 1re lecture—5692.

Rejeté en comité.

## COMPAGNIE DES CHARBONNAGES ET DU CHEMIN DE FER DU NORD DE L'ALBERTA.

M. Clarke—Dépose Bill (n° 93) pour constituer la Compagnie des charbonnages et du chemin de fer du Nord de l'Alberta, 1re lecture—1300.

2e lecture—1624.

Rejeté en comité.

## COMPAGNIE DES FORCES MOTRICES DE LA GRANDE-RIVIERE.

M. A. Johnston—Dépose Bill (n° 216) pour constituer en corporation la Compagnie des forces motrices de la Grande-Rivière, 1re lecture—6545.

2e lecture—6893.

En comité—7193.

Hon. Chs Hyman—Gouvernement opposé à l'adoption du préambule—7193 ; un ordre en conseil a été passé conformément à une entente avec gouvernement américain et avec Ontario—7193 ; gouvernement a décidé de ne pas accorder nouveau privilège—7194.

M. Guthrie—Si le ministre insiste, se range à son avis—7194.

M. R. L. Borden—Demande communication ordre en conseil—7197 ; on dit qu'un ministre est intéressé—7197.

Sir W. Laurier—Demande nom du ministre visé 7197 ; Gouvernement communiquera ordre en conseil—7197.

Hon. Emmerson—M. Schreiber et le département des chemins de fer et canaux s'opposent au bill dans l'intérêt du canal Welland—7199.

M. German—S'est opposé dès le début au bill—7202 ; aucun membre du Gouvernement intéressé au rejet du bill—7202 ; modifications apportées au bill—7204.

M. Lalor—Dispositions insérées pour protéger la ville de Dunnville—7206.

Heure expirée—7208.

Discussion reprise—7462.

Hon. Hyman—S'oppose—7464 ; Canada a passé ordre en conseil s'engageant envers les Etats-Unis de ne pas accorder de charte relative à eaux limitrophes sans entente préalable—7465 ; impossible mettre dans un bill clause prescrivant un arrangement avec gouvernement étranger—7466.

Hon. Emmerson—Bill peut pas passer sans avoir été examiné par comité des chemins de fer—7466.

BILLS REJETES EN COMITE—*Suite.*

M. Schell—Demande qu'on impose toutes les garanties possibles—7470; qu'on limite l'eau à pomper—7470; mais qu'on mette compagnie à même de demander et obtenir existence légale—7470.

M. Lancaster—Ne voit pas utilité de percer ce canal à travers les vignes et les pêchers—7472.

Préambule repoussé—7472.

## COMPAGNIE VERRIERE DE TOLEDO.

M. Stewart—Dépose Bill (n° 110) relatif à certains brevets de la Compagnie verrière de Toledo, 1re lecture—1629.  
2e lecture—1847.

En comité—3768.

M. Gordon—Sur le préambule demande que le comité se lève et rapporte progrès—3768; ce bill doit être rejeté parce que le comité qui l'a étudié était peu nombreux—3769; parce que le but, au lieu de donner du travail aux ouvriers est de réduire leur nombre—3770; la compagnie demande au Parlement de lui donner le monopole absolu de ces machines—3770; la "Diamond Glass Company" a accaparé les autres manufactures de verrerie et veut écraser celle de Wallaceburg la seule qui donne la concurrence—3771; le Parlement ne doit pas faire des lois pour l'avantage de Montréal, mais du Canada—3772.

M. L. P. Demers—Avait parfaitement le droit de voter deux fois comme président—3772; M. Gordon intéressé n'aurait pas dû voter—3772; l'an dernier des bills analogues à celui-ci ont été adoptés—3772; toute propriété et tout brevet constituent un monopole—3772; le ministère de l'agriculture dont dépendent les brevets et sur l'opinion duquel le comité se base, ne combattait pas le bill—3773.

Hon. R. Lemieux—Cite les incidents du comité quand il présidait—3773; ce serait injustice de ne pas passer le bill—3774; M. M. Herdt porteurs des permis ont versé déjà \$17,000 qu'on leur fait perdre en repoussant le bill—3774.

Hon. S. Fisher—Est généralement opposé au principe de faire revivre brevets déchus—3774; la Chambre paraît être d'avis contraire—3774; la Chambre a le droit d'être mise au courant de toutes les circonstances qui motivent la demande—3775; ce bill demande des privilèges qui auraient pu être obtenus par simple mesure administrative en laissant la demande dans les délais—3776; en tout cas, il faut ajouter une clause sauvegardant les droits acquis par des tiers depuis déchéance du brevet—3776.

M. Ingram—La clause qui oblige à exploiter un article breveté dans ce pays est une blague—3776; protestation—3776.

Heure des bills privés expirée—3776.

Reprise en comité—3810.

BILLS REJETES EN COMITE—*Suite.*

M. Gordon—N'est pas intéressé dans la question personnellement—3810; opinion légale contre l'adoption du bill—3811; intervention de l'hon. Lemieux—3812; les plus grands consommateurs de verrerie du Canada sont opposés à ce bill—3812; lecture de protestations—3814; la question est celle-ci: y aura-t-il monopole ou concurrence dans la verrerie?—3814.

Hon. Lemieux—Explique comment son nom figure sur lettre envoyée aux membres du comité des bills privés—3814; regrette qu'on se soit servi de son nom—3814; espère bill sera adopté—3814; le repousser serait commettre une injustice envers M. Herdt—3815.

M. Gordon—Renvoi au comité des bills privés est demandé à cause des circonstances spéciales des votes, trois fois également partagés—3816.

M. L. P. Demers—Bill a été examiné avec le plus grand soin—3816.

M. A. H. Clarke—Quatre raisons pour lesquelles le bill ne devrait pas être adopté—3818; les moindres délais ont leur importance dans la valeur d'un brevet—3818; il y a des précédents pour renouveler un brevet, mais pas pour dispenser de l'exploitation et fabrication en Canada—3819.

Hon. Foster—Demande avis ministre de l'agriculture—3820.

Hon. Fisher—En vertu d'un article de la loi, pour certains objets qui ne sont pas de vente courante, on peut, sur demande, être dispensé de la fabrication—3823; on ne s'est pas prévalu de cet article—3823; dans un bill comme celui-ci, c'est au postulant de prouver le bien-fondé de sa demande qui n'est pas admis *ipso facto*—3824; les bills analogues déjà passés l'ont été parce qu'ils ne soulevaient pas d'objection—3824.

Hon. Lemieux—Si ce bill n'est pas adopté, on continuera à faire venir de l'étranger les articles qu'on pourrait fabriquer en Canada—3828.

M. Macpherson—Les 4,500 acheteurs de bouteilles du Canada sont sous la coupe de la "Dominion Glass Company"—3828; seule, la compagnie de Wallaceburg lui tient tête—3828; la Chambre ne doit pas adopter ce bill qui donnerait à la "Dominion" virtuellement le monopole de la verrerie au Canada—829.

M. Ingram—Bill devrait être renvoyé au comité des bills privés—3829.

M. Carvell—Tout le monde devrait avoir le droit d'utiliser une invention aussi utile qu'un perfectionnement dans le soufflage du verre—3830; cette mesure semble une tentative d'é luder la loi des brevets—3831.

Sir W. Laurier—La règle pour le Gouvernement quand il s'agit d'intérêts privés est de se rallier aux vœux du comité—3832; dans le cas présent, cette décision du comité provient du vote unique mais légitime du président—3833; aurait voulu que les intéressés expliquassent pourquoi ils s'adressaient au Parlement au lieu du département de l'agriculture—3833; le bill

BILLS REJETES EN COMITE—*Suite*.

Sir W. Laurier—*Suite*.

ne tend pas à prolonger un brevet, mais à faire revivre un brevet frappé de déchéance—3833; ceux qui l'ont exploité depuis sa déchéance ont des droits acquis—3834; ne demande pas rejet du bill, mais renvoi au comité—3833.

M. R. L. Borden—Propose renvoi de discussion—3834.

Sir W. Laurier—Propose renvoi au comité des bills privés, adopté—4050.

## PROLONGATION DE DELAI.

## DISCUSSION SUR LA PROLONGATION DES DELAIS.

M. Macpherson—Propose que l'effet du 49e règlement de la Chambre limitant le délai d'acceptation des bills privés soit suspendu à l'égard des bills suivants: chemin de fer de Burk's-Falls et French-River; pont du Trans-Niagara; Compagnie de chemin de fer de Cobalt-Range; collège de Queen—2891.

M. Sproule—Dans ce cas, il vaut mieux supprimer totalement le règlement—2891; c'est un abus de demander suspension des règlements sans donner raison—2891; autant permettre le dépôt des bills jusqu'à la fin de la session—2892.

Sir W. Laurier—Aucune raison n'étant donnée, prie l'auteur de la motion de ne pas insister—2892.

M. W. S. Calvert—A l'égard d'un des bills dont il a charge, le retard est causé par une erreur d'expédition de la carte, éprouverait un retard dommageable si dépôt du bill pas accepté—2893.

M. Watson—Pour le bill du chemin de fer de Burk's-Falls et French-River, déclare avoir été empêché de venir à Ottawa—2893.

M. Macpherson—Ces bills sont le résidu du travail du comité—2893.

Sir W. Laurier—Propose que le rapport soit renvoyé au comité—2893.

Motion adoptée—2893.

## BUDGET.

## DATE DE L'EXPOSE BUDGETAIRE.

Hon. Foster—Demande à quelle date l'exposé budgétaire sera fait—2080.

Hon. Fielding—Pas cette semaine—2080; informera plusieurs jours à l'avance—2080.

Hon. Fielding—Annonce qu'il sera prononcé mardi, 21 mai—3500.

## DISCOURS DU BUDGET.

Hon. W. S. Fielding—Propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens—3916; dixième discours du budget—3916; continuation prospérité remarquable du Canada—3916; exercice 1904-05; a différé à un ou deux égards des prévisions—3917; recettes ont atteint chiffre prévu—3917; augmentation \$512,955.85—3917; année de recensement—3917; dépenses ont dépassé beaucoup prévisions—3918; raisons—3918;

DISCOURS DU BUDGET—*Suite*.

Hon. Fielding—*Suite*.

le surplus est seulement de \$7,863,089—3918; tableau des excédents depuis 1896—3918; total des excédents \$64,300,165, moyenne \$7,144,426.27—3919; mode de computer les excédents—3919; exercice 1905-06; prévisions de recettes, \$79,000,000—3919; augmentation sur année précédente, \$7,800,000—3919; dépenses prévues, \$63,319,682, augmentations, \$3,180,000—3919; surplus prévu, \$12,500,000—3920; dépenses au compte du neuf mois d'exercice laisseront surplus probable de la dette en 1905-06, \$800,000; exercice 1906-07; difficile à calculer à cause changement de date de fin d'exercice—3921; pas probable que modifications qui seront soumises pour tarif amènent grande perturbation dans revenu—3921; probable que les neuf mois d'exercice laisseront surplus proportionné à celui de l'année dernière—3921; résultats de la gestion de l'intercolonial, réduction des déficits—3921; le souci de ces réductions ne doit pas tendre à priver le public du service auquel il a droit—3921; administration des postes, l'excédent cette année dépassera \$900,000—3922; le public ne tient pas à retirer des revenus de ce service—3922; avec un léger excédent, il sera satisfait si on améliore le service—3922; le commerce pour 1904-05 dénote légère diminution; importations, augmentation, \$5,000,000, exportations, diminution, \$7,000,000—3923; tableaux pour 1905-06, comparés à 1904-05, progrès considérables accomplis—3924; diverses statistiques indiquant les progrès accomplis par le Canada depuis 1875—3925; dépenses ont augmenté de 83 pour 100 dans les dix dernières années—3926; augmentation pas stérile, pourcentage d'augmentation des différentes branches d'activité économique—3926; il est difficile dans un pays comme le nôtre de s'attendre à diminution de la dette—3926; réduite deux fois seulement dans l'histoire conservatrice du pays, 1871 et 1882, total \$2,237,252—3927; les libéraux ont trois fois réduit la dette, total de \$1,741,000—3927; cependant en prenant leur sept ans, la dette nette a augmenté de \$7,726,732—3927; il est vrai que nous avons dépensé \$97,015,325 au compte du capital—3927; tableau des fluctuations de la dette publique—3927; dette par tête, \$50.61 en 1896; \$47.39 en 1905—3928; calcul rectifié, explications, dette réelle par tête en 1906 \$44.39—3928; tableau—3929; un seul emprunt public contracté en neuf ans, 1897—3929; fut négocié à 2.86 pour 100 d'intérêt, impossible retrouver cette occasion—3929; abondantes recettes ont permis jusqu'à présent payer dépenses—3930; système de bons du trésor adopté au lieu d'obligations à long terme—3930; émission de bons du trésor \$600,000—3930; dépassement de crédit de \$400,000—3930; émission de \$800,000 de bons échue, \$400,000 payés, reste renouvelé—3930; attend occasion favorable pour liquider cette émission—3930; emprunts à échoir tous les ans jusqu'en 1910; total £27,718,218—3931; emprunts payés, liste donnée, tous rachetés au comptant sauf un renouvellement indiqué—3932; \$273,750 d'argent américain rentré et remplacé par argent canadien d'après arrangements dernière session—3932; pro-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

grès de l'immigration—3933 ; augmentation notable, Grande-Bretagne et Etats-Unis—3933 ; aucun changement appréciable au tarif—3933 ; prolongement six mois de franchise pour machines à fabriquer sucre de betterave et machinerie pour or d'alluvion—3934 ; arrangement pour exploitation de vieux rails passés à nouveau au laminoir en payant 25 pour 100 sur main-d'œuvre—3934 ; enquête du tarif, travaux faits ; espère être aussi heureux qu'en 1897 et donner encore avec révision une longue période de stabilité fiscale qui permettra aux industries canadiennes de continuer à prospérer comme par le passé—3935.

Hon. Foster—Se réjouit aussi prospérité du Canada et promesses pour l'avenir—3935 ; fierté de M. Fielding bien légitime—3936 ; pas tant l'œuvre des hommes d'Etat qui gouvernent aujourd'hui—3936 ; en somme le Canada a toujours prospéré depuis 1867—3936 ; les surplus sont dus à ce que le Gouvernement a prélevé plus que prédécesseurs—3936 ; il a prélevé en neuf ans \$110,000,000 de plus que ses prédécesseurs—3937 ; en dix ans les dépenses ont doublé—3937 ; en 1896 le gouvernement prélevait \$5.46 par tête, aujourd'hui, \$9.60—3937 ; le paiement des primes et le compte capital—3938 ; sans le recours au compte capital pour les primes, l'exercice 1904-06 donnerait un déficit brut de \$3,000,000 environ—3938 ; le beau résultat de l'administration des postes ne provient pas de l'excellence de la gestion mais du progrès du pays—3939 ; les tableaux de progrès décennal sont intéressants mais ne prouvent rien—3939 ; les conservateurs ont eu à tirer le Canada du chaos—3940 ; les libéraux ont trouvé le travail tout fait—3940 ; ils n'ont eu qu'à régler leur marche sur les résultats acquis—3940 ; les libéraux en arrivant au pouvoir en 1896 n'ont pas osé toucher à l'édifice érigé—3940 ; la situation ne s'est pas améliorée quant au commerce avec les Etats-Unis, dont les importations au Canada continuent d'augmenter—2942 ; les dépenses conservatrices ont été considérables, mais ce régime a construit le Pacifique, notre réseau de canaux, le canal du Sault-Sainte-Marie—3942 ; le régime libéral n'a contribué qu'à construire le "Canadian-Northern"—3942 ; l'argent a été consacré à des travaux inutiles répondant seulement à des besoins locaux—3943 ; le gouvernement libéral n'a ouvert au commerce aucun débouché nouveau—3943 ; il a laissé passer l'occasion avec le Japon—3943 ; les libéraux reprochaient aux conservateurs de ne pas obtenir de réciprocité avec les Etats-Unis et ils ont abandonné cette doctrine—3944 ; au lieu de cela, ils imposent des droits sur des vieux rails qui reviennent des Etats-Unis après avoir été refaits—3944 ; d'ici à sept ans, il va falloir payer \$143,000,000 de dettes—3944 ; avec les dépenses de travaux publics, c'est \$200,000,000 à trouver—3945 ; il va falloir emprunter ou économiser—3945 ; inutile de songer à l'économie, l'élan trop fort est donné—3945 ; ce n'est pas en prêtant que la Russie paie 6 pour 100 que le gouvernement canadien s'excusera de payer un fort intérêt—3946 ; le Canada est un pays démocratique et paisible qui, bien

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*Hon. Foster—*Suite.*

administré, doit avoir un bon crédit—3946 ; question d'immigration—3947 ; la carrière administrative du Gouvernement depuis dix ans : le Yukon—3949 ; le Yukon est aujourd'hui désert, on y a engouffré des sommes énormes, voilà un échantillon d'administration pratique—3950 ; le chemin de fer du Yukon—3951 ; la Compagnie des terres de la vallée de la Saskatchewan—3952 ; la spéculation Macdonald sur les scrips des métiers—3952 ; l'altération des règlements au ministère de l'intérieur—3952 ; les concessions de terrains houillers et de pâturages—3952 ; le chemin de fer du Drummond—3954 ; l'affaire de l'"Arctic"—3954 ; le Grand-Tronc-Pacifique, le tracé de l'est, les affirmations erronées de l'hon. M. Fielding quant au prix de construction—3957 ; l'administration de l'Intercolonial—3960 ; la brochure libérale de 1895—3962 ; voilà les promesses, voilà les faits—3962.

Hon. Wm Paterson—Félicite M. Foster d'avoir admis prospérité—3963 ; comment se fait-il, si les conservateurs ont tant fait que le pays ait été dans le marasme pendant vingt ans qu'ils ont été au pouvoir et n'ait pris essor que quand les libéraux ont tenu en mains les affaires—3963 ; les conservateurs disent que c'est le maintien du régime protectionniste qui a doublé le commerce sous les libéraux, pourquoi ne le doublait-il pas sous les conservateurs—3964 ; M. Foster dit que le peuple a été trompé en 1896, que les promesses ont été violées—3964 ; mais il y a eu d'autres élections en 1900 et 1904, le peuple ne s'est pas déjugé—3964 ; le peuple scrutera l'administration libérale, dit M. Foster, il la scrutera avec justice et non avec mauvaise foi et malice—3965 ; l'augmentation des recettes n'est pas due à des extorsions de taxes, c'est faux, il y a eu augmentation dans des revenus qui ne sortent pas des poches du peuple—3967 ; augmentation du revenu des terres fédérales, des droits sur les brevets, des recettes de chemins de fer et canaux, des postes, en réduisant le taux d'affranchissement—3968 ; l'augmentation du revenu de douanes, \$21,600,000 a été obtenu en réduisant le tarif, c'est-à-dire la taxe—3969 ; sous les conservateurs, le peuple payait \$18.28 de droit en moyenne pour \$100 d'articles importés, aujourd'hui grâce aux libéraux, il ne paie que \$16.04—3969 ; la seule augmentation réelle a été sur le tabac, elle a été faite pour créer une industrie nationale, et sur les spiritueux, \$4,660,000—3969 ; le mécanisme du paiement de primes—3970 ; il est aussi rationnel de les imputer au compte du capital que d'y imputer les subventions de chemins de fer comme faisaient les conservateurs—3971 ; on dit que les recettes augmentent simplement parce que le pays se peuple ; s'il se peuple c'est à cause de la politique vigoureuse de M. C. Sifton—3971 ; pourquoi les conservateurs ne pouvaient-ils pas conserver au pays les immigrants qu'ils faisaient venir : c'est que leur politique de l'Ouest ne valait rien—3972.

M. Sproule—Insiste que c'est la dureté de temps en Europe qui fait le succès de l'immigration—3972.

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. Paterson—Notre système fiscal n'est pas protectionniste—3973; sur trois ou quatre articles seulement les droits ont été relevés, sur des centaines d'autres ils ont été diminués, il y a eu une réduction générale de 33 pour 100 par le tarif de préférence—3973; l'augmentation des importations américaines provient de matières premières pour l'industrie—3973; on se hâte trop de déclarer inutiles les petites dépenses dans des comtés éloignés—3974; il y a 444 articles au budget des travaux publics pour cette année, on n'en peut pas signaler un seul qui soit inutile—3974; l'hon. M. Foster n'a rien dit des améliorations faites au chenal maritime, des dépenses pour stimuler la colonisation, des subventions pour le chemin de fer de la Passe du Nid de Corbeau—3974; grâce au chemin de fer de la Passe du Nid de Corbeau, le peuple de l'Ouest a obtenu des réductions de tarif qui font tomber dans le gousset des cultivateurs de l'Ouest \$1,000,000 par année—3975; le Gouvernement a obtenu des tarifs de préférence dans les colonies anglaises, il a fait un traité avec le Japon, ce que les conservateurs n'avaient pas pu faire—3976; l'hon. M. Foster dit que l'on n'a pas pourvu aux échéances à venir quand l'argent était à bas prix—3977; il aurait voulu qu'on empruntât de l'argent d'avance pour payer les dettes futures—3977; pourquoi lorsque M. Foster était ministre des finances n'a-t-il pas montré ses capacités en commençant à réunir des fonds pour payer ces dettes qui étaient déjà dues alors—3977; les dépenses ont augmenté, mais les recettes aussi—3978; en sept ans les libéraux ont augmenté la dette nette de \$800,000, les conservateurs l'augmentaient de \$6,500,000 par année—3978; c'est alors qu'il fallait économiser au lieu de faire des dettes—3978; en 1896 la dette nette était de \$50 par tête, maintenant, elle n'est plus que \$44—3978; les conservateurs ne font pas acte de patriotisme en se réjouissant que le Yukon n'ait pas répondu aux espérances fondées—3978; l'affaire du chemin de fer du Yukon—3981; les fausses raisons pour lesquelles il a été rejeté—3981; aucune des raisons invoquées par les conservateurs n'a été justifiée par les faits—3982; sir Charles Tupper avait engagé M. Sifton à construire ce chemin—3982; ensuite il a voté contre le projet, c'est la même attitude que M. Maclean à l'égard de l'indemnité—3983; maintenant il faut se servir d'un chemin de fer américain, celui de White-Pass, où nous n'avons aucun pouvoir—3984; ce chemin de fer a grandi Tacoma et Seattle aux Etats-Unis au lieu de grandir Vancouver et Victoria—3984; les événements ont prouvé que le Gouvernement aurait dû construire lui-même la ligne et que les conditions n'étaient pas trop avantageuses pour les entrepreneurs—3984; tout le programme de 1893 a été appliqué sauf ce qui avait trait au Sénat—3985; protection et libre-échange ont un sens relatif—3985; les libéraux sont opposés à la protection au point où elle devient prohibition—3986; le principe libre-échangiste peut être appliqué tout en laissant un peu de protection incidente—3986.

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. W. F. Cockshutt—Discute modifications dans tarifs postaux, se plaint du tarif de ville à 2 cents—3986; le fil barbelé et la ficelle d'engrèbage ne se fabriquent presque plus au Canada—3987; on ne peut pas comparer les primes sur l'acier aux subventions de chemin de fer—3988; le comté de Brant a besoin de travaux, tout comme les comtés des provinces maritimes—3988; le remboursement des frais de justice des Indiens est une question toujours pendante qui tient au cœur des électeurs de Brant—3989; l'accident du ministre des finances qui a retardé la révision du tarif a désappointé commerçants et industriels—3990; on attend depuis quatre ans, on proteste contre les lenteurs—3991; les fabriques de Brantford se ferment ou sont en faillite—3991; sans l'élan donné par les conservateurs, le Canada n'aurait pas pu résister à la mauvaise administration libérale—3992; demande si le tarif de faveur restera en vigueur—3992.

Hon. Fielding—Le tarif de faveur sera maintenu, quand le Gouvernement décidera de le remanier, il donnera un avis suffisant—3992.

M. Cockshutt—Cite opinion commission d'enquête en Angleterre sur effets du tarif de faveur—3993; importations canadiennes de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, comparaison—3994; les libéraux prélèvent le double de ce que prélevaient les conservateurs 3994.

Hon. Paterson—Le peuple verse de lui-même, on ne lui impose rien—3994.

M. Cockshutt—Comparaison—3995; la danse des millions—3995; si le tarif était ce qu'il doit être les revenus devraient diminuer—3996; nous ne devrions pas importer plus que nous exportons—3996; le revenu est dépensé d'une façon qui ne fait pas honneur au Gouvernement—3996; nos vaisseaux sont mieux meublés que la résidence des membres du Parlement—3996; le ministre des finances doit frémir en songeant à ce qu'il aura à payer—3997; le loyer que paiera le Grand-Tronc-Pacifique laissera un déficit d'au moins \$500,000 par année, il paiera 3 pour 100 et le Canada ne pourra pas emprunter à moins de 3½ pour 100—3997; si l'ancien tarif subsistait on n'aurait pas à payer davantage parce qu'on importerait moins—3997; les articles importés auraient été fabriqués au Canada—3997; si la moralité commerciale baisse, c'est l'exemple du Gouvernement—3998; les banques ne seraient pas mieux contrôlées par le Gouvernement qu'elles ne le sont par le département des finances—3998; est en faveur des sages méthodes financières—3999; le ministre des finances a de bonnes intentions, mais n'est pas assez vigilant—4000; protestation générale—4000.

Motion de formation en comité de voies et moyens adoptée sans opposition—4000.

Résolutions présentées comportant changements indiqués dans exposé financier—4000.

Résolutions rapportées, 1re et 2e lectures—4000.

## MESAGES DU GOUVERNEUR GENERAL.

Sir W. Laurier—Communique message du Gouverneur général transmettant budget, 1907, et budget supplémentaire, 1906—128.

Hon. Fielding—Communique message du Gouverneur général—2078.

M. l'Orateur—Lit le message transmettant le budget supplémentaire jusqu'au 30 juin 1906—2078.

Hon. Fielding—Propose renvoi au comité des subsides—2078; adopté—2078.

Hon. Fielding—Remet deux messages du Gouverneur général contenant budgets supplémentaires de 1906 et 1907—5835.

M. l'Orateur—Donne lecture des messages—5835.

Hon. Fielding—Propose que messages soient renvoyés au comité de subsides—5836.

## COMITES.

## COMITES PERMANENTS.

## Formation :

Sir W. Laurier—Propose qu'il soit nommé 9 comités permanents, adopté—7.

Sir W. Laurier—Propose un comité de sélection de sept membres, adopté—12.

Sir W. Laurier—Propose adoption du rapport du comité de sélection—173.

Sir W. Laurier—Propose que M. Maclean (Lunenburg) remplace M. Carney au comité des comptes publics, adopté—433.

Sir Wilfrid Laurier—Propose que M. Smith (Wentworth) soit substitué à hon. P. White sur comité chemins de fer; et que M. D. Ross soit ajouté aux comités: chemins de fer, banques et commerce, bills privés—1725; adopté—1725.

Sir Wilfrid Laurier—Propose que M. W. McIntyre (Strathcona) fasse partie des comités des chemins de fer et canaux, agriculture et colonisation, pour remplacer M. P. Talbot—4354; adopté—4354.

Sir Wilfrid Laurier—Propose d'ajouter MM. Dugas et Pringle au comité chargé d'examiner loi des chemins de fer—4558; adopté—4558.

Sir Wilfrid Laurier—Propose que M. Fortier remplace M. Lachance au comité d'agriculture, adopté—4558.

Sir Wilfrid Laurier—Propose que M. Roche (Marquette) remplace M. Ingram au comité des lois électorales; que M. Crocket le remplace aux comités publics; M. Roche, aux banques; M. Bergeron, agriculture; M. Kemp, comité spécial des chemins de fer; M. Blain, aux ordres permanents; que l'hon. M. Brodeur remplace l'hon. Fitzpatrick au comité des lois électorales—5207.

## COMITE DE L'AGRICULTURE.

M. P. H. Mackenzie—Propose adoption 3e rapport comité d'agriculture—2081.

M. F. D. Monk—Propose en amendement renvoi au comité pour continuer audition du témoin Smart—2081.

M. Campbell—Ce rapport a trait au bill des bidons de lait et n'a pas trait à l'affaire Smart—2081.

## COMITE DE L'AGRICULTURE—Suite.

Motion adoptée sans amendement—2081.

M. P. H. Mackenzie—Dépose 5e rapport comité d'agriculture—4260.

M. Monk—Propose que le rapport soit mis à l'étude demain parce qu'il a trait à une question de privilège—4260; procédure d'après Bourinot—4260.

Sir W. Laurier—Ne voit pas la question de privilège—4260; en tout cas délai insuffisant, suggère discussion à lundi—4160; adopté—4261.

## COMITE DE LA BIBLIOTHEQUE.

Sir W. Laurier—Propose adoption du comité—173; adopté—173.

## COMITE DES CHEMINS DE FER.

M. A. Campbell—Propose adoption du rapport demandant permission de siéger pendant les séances—5447.

M. Sproule—Craint que les membres soient obligés de négliger pour cela leurs devoirs, soit de membres de la Chambre, soit de membres du comité—5497.

Motion adoptée—5498.

## COMITE DES COMPTES PUBLICS.

Hon. N. A. Belcourt—Propose adoption du 2e rapport du comité des comptes publics—4354; affaire Merwin—4354; adopté—4354.

M. Belcourt—Propose que le comité des comptes publics puisse siéger pendant les séances de la Chambre, adopté—5666.

Hon. Foster—Signale malentendu à propos convocation—6993; demande convocation sans retard—6993.

M. W. Roche—Propose adoption rapports du comité—7668; rapport n° 15 laissé pour examen du comité des impressions—7668; adopté—7668.

## COMITE DES DEBATS.

Sir W. Laurier—Propose composition du comité des débats, adopté—129.

M. Gervais—Propose adoption premier rapport, adopté—167.

M. H. Gervais—Propose adoption 2e rapport du comité des débats—2082.

M. T. S. Sproule—Ce rapport propose une augmentation permanente dans le coût de la publication des débats—2082; cette dépense de \$750 pour chaque index analytique sera sans doute augmentée dans l'avenir—2082; un seul index dans chaque volume devrait suffire—2082.

Hon. G. E. Foster—Un index analytique n'est pas d'utilité pratique sauf pour entrer dans les détails d'une question—2082; augmente beaucoup le coût de la publication des débats—2082.

Sir W. Laurier—Desire entendre président du comité—2082.

M. H. Gervais—L'index analytique a été préparé la première fois en 1904—2083; il a été trouvé très bien fait—2083; plusieurs députés ont demandé de continuer la publication—2083; avec l'index analytique, on évite de feuilleter les cinq volumes des Débats—

COMITE DES DEBATS—*Suite.*

M. Gervais—*Suite.*

2083; plus de la moitié des députés des Communes a demandé la continuation de cette publication—2083.

M. A. B. Ingram—Depuis qu'on est revenu à l'ancienne méthode d'adjoindre à chaque volume l'index complet, la publication de l'index analytique est une superfétation—2084.

M. H. Gervais—L'index ordinaire ne donne pas une analyse des discours—2084; il donne seulement les noms et les sujets—2084.

Hon. M. Foster—Demande de réserver l'approbation du rapport jusqu'à ce que l'index analytique soit examiné—2084.

M. H. Bourassa—L'index analytique diffère totalement de l'index actuel, même revenu à son ancienne forme—2084; l'index actuel ne donne rien quant à la discussion du budget, en comité de subsides—2084; dans l'index analytique on trouve les points principaux des discours prononcés—2084.

Hon. Brodeur—Au lieu de parcourir cinq volumes des débats nous n'aurons qu'à examiner cet index pour voir ce qui s'est dit en Parlement—2085.

M. S. Hughes—M. McGillicuddy consacra tout le temps à ce travail et n'ira plus faire d'élections au Nord-Ouest—2086.

M. Henderson—L'index analytique contient trop de choses—2086.

M. Geo. Taylor—L'index analytique fut créé à la demande du regretté E. F. Clarke, journaliste de talent et d'expérience—2086; ceux qui ont étudié ces questions demandent un index sur le modèle de celui qui se fait en Angleterre—2086; le comité a été unanime—2086.

Hon. Foster—Après examen de l'index analytique est prêt à retirer toute opposition à ce changement—2086; diffère de la table de chaque volume et doit être de grande utilité—2086.

Motion adoptée—2086.

M. Gervais—Dépose 3<sup>e</sup> rapport ayant trait à l'augmentation des salaires des traducteurs et sténographes—6414.

M. H. Gervais—Propose que 3<sup>e</sup> rapport du comité des débats sont renvoyé au comité—6862; adopté—6862.

## COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE.

Sir W. Laurier—Communique message du Gouverneur général approuvant composition de la commission d'économie interne—129.

## COMITE DES IMPRESSIONS.

Sir W. Laurier—Propose liste du comité des impressions à être envoyée au Sénat, adopté—174.

M. Parmelee—Propose adoption 3<sup>e</sup> rapport comité décidant de ne plus imprimer de documents parlementaires à l'avenir—5206. Adopté—5206.

Sir W. Laurier—Propose de renvoyer à la commission d'économie interne la partie du rapport du comité des impressions ayant trait à une augmentation de salaires—7251.

COMITE DES IMPRESSIONS—*Suite.*

M. R. L. Borden—Le comité avait droit de faire ce rapport—7251; c'est à la Chambre de décider cela, sans enterrer le rapport au comité d'économie interne—7251; disposé à l'envoyer examiner par commission d'économie interne pourvu qu'il revienne à la Chambre—7251; usurpation d'attributions—7252.

M. Fielding—Il n'est pas régulier pour la Chambre d'augmenter des salaires sur proposition d'un comité—7252; prérogative du comité général de la Chambre sur proposition de l'Exécutif—7253.

M. C. H. Parmelee—Le mode de proposition par rapport du comité était le seul qui existât pour faire accorder à ces employés l'augmentation qu'ils méritent—7253.

M. A. A. Stockton—Les dépenses relèvent du Gouvernement et les deniers publics ne sauraient être dépensés que sur proposition du Gouverneur général—7254.

M. T. S. Sproule—Il vaut mieux qu'un corps responsable de la dépense des deniers publics examine le rapport avant qu'il soit adopté—7255.

Sir W. Laurier—Strictement parlant, le rapport du comité des impressions est irrégulier—7255; circonstances spéciales dans lesquelles se trouvent les employés—7255; ferme les yeux sur contravention—7255; aucun comité n'a le droit de prendre l'initiative d'une dépense—7255; rigoureusement, le comité d'agriculture n'a pas le droit d'ordonner des dépenses d'impression—7256.

## COMITE DES ORDRES PERMANENTS.

M. Macpherson—Dépose le deuxième rapport du comité des ordres permanents—2890; adopté—2890.

## COMITES SPECIAUX.

## INITIATIVE FINANCIERE.

M. R. L. Borden—Lit May pour montrer qu'un comité spécial peut prendre l'initiative de proposer certaines dépenses—7670.

Hon. Fielding—Proposition de cette nature n'a de valeur que si appuyée sur autorisation de l'Exécutif—7670.

## COMITE DES AMENDEMENTS A LA LOI DES CHEMINS DE FER (TELEPHONES ET DROIT DE PASSAGE.)

Hon. Emmerson—Propose que les amendements nouveaux soient référés à un comité spécial, composé de sir F. Borden, Hon. Emmerson, MM. Geoffrion Johnston, Monk, Ross (Yale et Caribou), Alcorn, Ingram, Maclean (York), Bureau et Zimmerman—4181.

Adopté—4181.

## COMITE DE L' " ARCTIC " .

Sir W. Laurier—Annonce que le lendemain, présentera une motion relative à la formation d'un comité d'enquête pour étudier achats d'approvisionnements de l' " Arctic " —3594.

M. R. L. Borden—Demande si l'enquête annoncée n'avait en vue que l'accusation portée par la gauche sur l'approvisionnement de l' " Arctic " —3676.

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

Sir W. Laurier—En parlant d'enquête n'avait en vue que l'accusation portée par la gauche sur l'approvisionnement de l' "Arctic"—3676.

Sir W. Laurier—Propose formation d'un comité d'enquête pour étudier accusation que toutes les marchandises achetées en 1903 pour l' "Arctic" n'ont pas été mises à bord, que des prix excessifs ont été payés, que des employés ou fonctionnaires ont réalisé des bénéfices pécuniaires illégitimes—3714 ; cette motion est la conséquence de discussion antérieure—3714 ; lorsque des affirmations sont réitérées devant la Chambre, il importe d'en tenir compte—3714 ; des accusations de même genre ont été portées quant à l'aménagement du "Montcalm"—3714 ; elles ne sont pas de même importance, on a seulement critiqué le luxe des achats—3715 ; si la motion est adoptée, s'entendra avec le chef de l'opposition pour composition comité—3715.

M. R. L. Borden—La discussion des comptes du département de la marine a amené des restitutions sérieuses—3715 ; des accusations ont été portées sur un achat de chaudière, sur des achats de charbon—3715 ; pourquoi restreindre l'enquête aux achats de l' "Arctic"—3715 ; on accuse les départements de favoriser des syndicats d'acheteurs au lieu de s'adresser directement aux fabricants—3716 ; ne peut approuver la motion—3716, le principe des adjudications publiques—3716 ; violation de ce principe dans les achats du ministère de la marine—3717 ; achats de bouées, achats de Merwin, achats de l' "Arctic", achats Coughlin—3718 ; le malaise public ne peut pas être apaisé par une petite enquête sur les affaires de l' "Arctic"—3718 ; le programme libéral de 1893 quant à la dépense des fonds publics—3718 ; les achats du "Montcalm"—3720 ; les accusations de M. Reid—3720 ; le Gouvernement a bien donné sur les affaires d'assurances une enquête sans restriction—3720 ; c'est une enquête de ce genre qu'il faut sur le ministère de la marine et des pêcheries—3721 ; propose un amendement pour enquête sur toutes les dépenses du département de la marine depuis 1902, veut savoir s'il y a eu fraude ou imprévoyance dont quelqu'un ait bénéficié et s'il n'y a pas moyen de mieux protéger les deniers publics—3721.

Sir W. Laurier—L'opposition montre enfin le cas qu'il faut faire de ses accusations—3722 ; l'autre jour les prétendues irrégularités de l' "Arctic" étaient des crimes, maintenant ce sont des choses sans importance—3722 ; l'ex-ministre de la marine et des pêcheries est allé rendre son compte devant le grand tribunal auquel nous comparâmes tous—3722 ; on accuse virtuellement l'ex-ministre de détournements, de fraudes, quand le Gouvernement offre une enquête, on dit que ces accusations ne sont pas sérieuses—3722 ; le Gouvernement saura maintenant quelle importance attacher à ces éclats—3722 ; le programme libéral de 1893 n'a rien à faire avec les affaires de l' "Arctic", va-t-on pour cela refuser une justification à la mémoire du ministre défunt—

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

3723 ; l'affaire de la chaudière est devant le comité des comptes publics—3723 ; il en est de même des autres achats cités—3723 ; c'est une simple question de négligence dans la gestion du département de la marine—3723 ; le Gouvernement a eu tort de prendre au sérieux les grands cris de l'opposition—3723 ; elle se dérobe maintenant—3723 ; mais le Gouvernement tient à savoir à quoi s'en tenir sur ce qui s'est dit—3724 ; il insiste sur sa motion—3724 ; il faut que toutes les accusations soient lavées publiquement—3724.

Hon. G. E. Foster—Si le premier ministre dit qu'on ne doit pas toucher aux autres questions qu'à celles de l' "Arctic" parce qu'elles sont déjà devant le comité des comptes publics, son raisonnement ne vaut rien, vu que les affaires de l' "Arctic" y sont également—3724 ; nous sommes bâillonnés devant le comité des comptes publics—3725 ; on soutient M. Preston quand il refuse de répondre à la demande de noms de la "North Atlantic Trading Company"—3726 ; le premier ministre se dit l'ami de feu le ministre de la marine et il refuse l'enquête complète qui pourrait innocenter sa mémoire—3727 ; l'affaire de l' "Arctic" est peu de chose—3727 ; les achats du "Kestrel", les dépenses de vivres, lecture de la liste—3730 ; la prodigalité règne dans le ministère de la marine, les approvisionnements de l' "Arctic", le "Montcalm" et le "Kestrel" en sont la preuve—3730 ; la moitié de la somme payée aurait suffi à approvisionner le "Kestrel"—3733 ; on a foulé aux pieds le principe des adjudications—3733 ; depuis deux ans le ministère de la marine est un nid de rapine—3733.

Hon. Fielding—Il ne suffit pas de lire une litanie d'articles de provisions pour éblouir la Chambre—3733 ; il faut prouver que les prix payés ont été excessifs—3733 ; est convaincu que le nouveau ministre de la marine va donner au département la direction honnête que tout le monde attend de lui—3734 ; en tout cas, le Gouvernement ne se dérobe pas à la responsabilité constitutionnelle—3734 ; les conservateurs se sont décidés à faire venir M. Preston sous prétexte de le consulter sur les affaires de la "North Atlantic Trading Company" après qu'ils eussent déjà passé en Chambre jugement et condamnation—3734 ; l'enquête sur les questions générales se fait devant le comité des comptes publics—3735 ; quant aux cas particuliers, comme ceux d'escroquerie imputés au département de la marine, ils relèvent d'un comité spécial que le Gouvernement offre par la présente motion de nommer sans retard—3736 ; toutes les autres questions n'en restent pas moins soumises à l'enquête publique—3737 ; M. Foster se plaint que le comité des comptes publics ne vote pas comme il voudrait—3737 ; devant un comité spécial, il ne sera pas davantage en majorité—3737 ; le seul refus dont on puisse se plaindre est celui de divulguer les noms des actionnaires de la "North Atlantic Trading Company"—3738 ; depuis quand demande-t-on les noms des actionnaires

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

d'une compagnie de qui on fait des achats tant que la marchandise et le prix vous satisfont—3738; si l'opposition s'en prend au Gouvernement pour avoir résilié le contrat, qu'elle présente donc une motion pour le remettre en vigueur—3741; le Gouvernement ne restreint en aucune façon l'enquête, tout ceux qu'on cite sont examinés ou le seront, soit par le comité des comptes publics, soit par le comité spécial—3741.

M. W. B. Northrup—Énumère les faits signalés lors de la discussion du crédit des steamers et brise-glaces—3742; affaire Brooks, affaire des bouées, affaires Strubbe, affaire Merwin—3743; les déclarations du premier ministre—3744; le premier ministre présente une motion pitoyable—3745; les grands tableaux historiques—3745; rien n'a été dit contre la mémoire de l'ancien ministre de la marine—3746; à moins que la session ne dure douze mois le comité des comptes publics ne pourra pas s'enquérir de tous les comptes du département de la marine—3746; avec un comité spécial, les yeux du peuple seraient tournés vers ce comité et le Gouvernement ne pourrait pas museler la preuve—3746; les difficultés de l'enquête—3748; si le comité ou la Chambre innocentent le Gouvernement, le pays ne l'innocentera pas—3749.

M. A. A. McLean—L'enquête proposée par sir W. Laurier porte dans le texte sur les achats faits en 1903, les achats se sont faits en 1904, cette enquête serait donc inutile—3750.

Sir W. Laurier—Demande à mettre dans la motion 1903-04 et 1904-05.

M. E. M. Macdonald—L'attitude très précise de sir W. Laurier—3751; devant le comité des comptes publics M. Taylor a été incapable de rien prouver sur son affaire de chaudière—3752; maintenant l'opposition se démentit en disant qu'au train dont vont les choses elle ne pourra rien prouver—3752; on jetait la boue à pleines mains hier, aujourd'hui on supplie d'être dispensés d'une enquête vouée à l'insuccès—3753; on se contente de faire des insinuations, on n'ose pas porter une accusation catégorique—3754.

Hon. Brodeur—Si on veut déclarer catégoriquement qu'un employé ou un attaché du ministère a commis des irrégularités ou retiré des gains illicites, l'enquête sera étendue à tous les actes du défunt ministre—3754.

M. Macdonald—Demande s'il ne serait pas à propos de comprendre dans l'enquête les actes du sous-ministre pour savoir s'il ne se rencontre pas dans le département des personnes auxquelles pourraient se rapporter les accusations aujourd'hui portées contre le défunt ministre—3756.

M. J. D. Reid—Proteste qu'il a formulé d'autres accusations que celle du défaut de tonnage de l' "Arctic" pour prendre toutes les provisions—3756; l'affaire du "King Edward"—3757; les pouvoirs de M. J. d'E. Clément—3757; tout calcul fait, si la session dure jusqu'au mois de juillet, il ne restera qu'une vingtaine d'heures pour conduire l'enquête devant le comité des comptes pu-

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

M. J. D. REID—*Suite.*

blics—3757; la correspondance de M. Taylor et de Worthington, de New-York, au sujet de la chaudière—3758.

Hon. M. Brodeur—M. Reid lit devant la Chambre des documents qu'il a refusé de communiquer au comité des comptes publics—3758.

M. J. D. Reid—Les députés ministériels sont soudoyés pour empêcher les enquêtes—3760; encore quelques articles de l'approvisionnement de l' "Arctic"—3760.

Hon. Brodeur—L'opposition lance une insinuation un jour et la retire le lendemain—3761; M. Reid accuse les fonctionnaires du département de la marine d'être des voleurs et le lendemain il proclame qu'il les croit des honnêtes gens—3761; on demande une enquête sur les actes de l'hon. M. Préfontaine, c'est là le sens de la motion du chef de l'opposition—3762; pourquoi n'avoir pas le courage d'attaquer ouvertement, de mettre son siège en jeu—3762; on préfère insinuer, c'est moins dangereux—3762; où sont donc les députés de Montréal, M. Bergeron et M. Monk pour protester contre l'inconvenance de leur chef—3761; on choisit pour salir la mémoire de M. Préfontaine le jour anniversaire de son arrivée à la direction du ministère de la marine et des pêcheries—3762.

M. R. L. Borden—N'a pas mentionné le nom de M. Préfontaine—3762; a été moins sévère pour sa mémoire que sir Wilfrid Laurier—3762.

Amendement Borden mis aux voix—3763.

Rejeté par 45 pour, 88 contre—3764.

Motion Laurier mise aux voix—3764.

Adoptée à l'unanimité—3765.

Sir W. Laurier—Propose que le comité de l' "Arctic" soit composé de MM. Maclean (Lunenbourg), Carvell, Demers, Pardee, McCraney, Macpherson, Bennett, Bergeron, Northrup et Stockton—4001; adopté—4001.

M. A. K. Maclean—Propose adoption du dernier rapport du comité spécial d'enquête sur l'expédition de l' "Arctic"—6546.

M. A. A. Stockton—Cite motion Laurier, 18 mai, relative à la nomination du comité spécial—6546; quatre questions soumises à l'enquête—6546; il ne s'agissait pas d'expédition au pôle nord, mais à la Baie-d'Hudson—6547; rappel de l'expédition pas expliqué—6547; le besoin d'affirmer notre souveraineté dans les mers septentrionales qui est admis, ne justifie pas l'extravagance commise—6548; l'enquête n'a pas fait la lumière promise sur les faits en litige—6548; on a refusé la production des échantillons sur lesquels ont été faits les achats (proposition Northrup)—6548; on a refusé l'examen par des experts des quantités restant en mains du gouvernement (proposition Bennett)—6548; l'achat du pémican et le refus d'entendre des experts—6549; le prix payé pour le tabac a été excessif—6550; l'enquête n'a été ni impartiale ni approfondie—6550; refusé de souscrire à l'adoption du rapport du comité—6550.

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

M. R. Macpherson—L'hon. député n'a pas étudié la preuve faite—6551; ce sont les députés ministériels qui ont dû interposer les témoins cités par l'opposition pour obtenir des révélations—6551; l' "Arctic" n'allait pas à la découverte du pôle nord, mais devait tout de même rester en route trois ans—6551; on y a embarqué les provisions nécessaires à la nourriture de quarante-trois hommes pendant 1,200 jours—6551; la raison du retour, l'avis des experts sur l'accident—6552; tous les témoins demandés par MM. Northrup ou Bennett avant la clôture de l'enquête ont été cités devant le comité—6553; la note d'hôtel de \$7.50 à Montréal a coûté \$13.50 d'enquête—6555; on a épluché des comptes et mémoires de cinq ou six dollars—6555; voilà à quoi ont abouti ces histoires de vols de cent mille dollars—6555; il n'y a pas dans la preuve l'ombre d'un fait qui contredise le rapport soumis par M. Maclean—6555; les membres du comité ne se sont pas cantonnés dans les termes de l'enquête—6556; l'opposition ne faisait rien—6556; après la clôture de l'enquête M. Northrup a demandé à faire entendre un chimiste pour prouver que le pémican était mauvais—6556; on ne visait alors qu'à faire un peu d'effet—6556; la grande étoile comme témoin conservateur est M. Duchesnay—6556; il a été accaparé et stylé par l'opposition—6557; il affirme tout ce qu'on veut—6557; il jure noir aussi facilement que blanc—6557; sa soif de vengeance contre le major Moodie—6557; l'affaire du Bovril, le spécialiste de l'opposition—6558; la preuve a été faite par M. Adams que l' "Arctic" pouvait transporter beaucoup plus de marchandises qu'il n'en a été chargé à bord—6559; jamais plus honnête homme que le capitaine Bernier n'a navigué sur mer—6559; personne n'oserait dire qu'il n'a pas vu charger toutes les marchandises sur le steamer, lui-même—6560; c'est une absurdité de dire que des marchandises ont pu être déchargées dans la nuit à Québec pour être revendues, ceux qui connaissent les questions d'arrimage savent que c'est impossible—6561; la quantité de boissons alcooliques emportées ne dépasse pas la proportion ordinaire en pareille circonstance—6561; le major Moodie, homme d'expérience en fait de voyages, a démontré pleinement la nécessité de stimulants pour une expédition de ce genre—6562; se confierait au major Moodie de préférence au Dr Sproule—6563; deux irrégularités seulement sur une affaire de \$150,000; \$300 pour tabac, \$45.30 pour transport—6564; explication des deux irrégularités—6564; le Gouvernement a acheté des marchandises de bonne qualité, il en a acheté en quantité suffisante et il a bien fait—6564.

M. J. G. H. Bergeron—Ne demande pas la déchéance du Gouvernement, s'adresse à l'électorat—6565; historique des achats—6565; pas de soumissions pour acheter, \$265,469.12—6565; dans le comité l'opposition était à la merci de la majorité ministérielle—6566; le capitaine Bernier et les autres témoins étaient d'honnêtes gens, mais ils ne disaient pas tout—6566; le témoignage de M. Woovenden—6566; l'affaire du tabac—6567; Duchesnay qu'on conspu

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*

M. Bergeron—*Suite.*

aujourd'hui était un libéral—6567; les griefs de Duchesnay contre le major Moodie—6567; pourquoi a-t-on acheté le "Gauss" en Allemagne—6568; ce n'était pas pour aller baptiser des caps—6568; le premier ministre a entouré l'enquête de toutes les barrières possibles, il n'en était pas ainsi sous les conservateurs—6568; enquête de 1891—6568; les enquêtes de sir Wilfrid Laurier—6570; l'enquête d'Huron-ouest—6570; l'attitude de sir Louis Davies—6570; le poisson le mercredi—6571; les Esquimaux attendent un nouveau pique-nique—6572; comment a été fait le pointage des marchandises embarquées—6572; si le cabestan pouvait parler—6573; la vérification faite par M. Semple—6573; M. Semple n'a pas pu jurer que toutes les quantités avaient diminué de 25 pour 100—6575; le Gouvernement n'avait aucune raison de ne pas demander de soumissions—6576; le Gouvernement devra répondre au peuple de son refus d'enquête publique—6576; le Gouvernement a violé la confiance que le peuple a mise en lui—6576.

M. L. P. Demers—Texte des accusations Borden et Reid—6577; motion Laurier pour enquête—6577; deux rapports, l'un clair, net, l'autre spécieux, illogique—6578; M. Duchesnay le grand témoin de l'opposition n'est pas un libéral—6578; son histoire de fourrures n'est pas corroborée—6578; l' "Arctic" n'était pas surchargé de vivres—6579; le témoignage de M. Semple—6582; le témoin Woovenden—6581; le comité n'a refusé aucune preuve pertinente de l'enquête—6582; les témoins de la dernière heure—6582; M. Stockton et le témoin Mitchell—6583; le rapport de la minorité—6583; les accusations ne sont pas prouvées—6584.

M. J. D. Reid—Explique pourquoi il avait dit que les marchandises achetées ne pouvaient pas tenir à bord de l' "Arctic"—6585; reste convaincu que les prix étaient excessifs—6585; les agents ont dû recevoir des commissions illicites—6586; n'a pas voulu ternir la mémoire de M. Préfontaine—6586; il n'y a pas de changement au ministère de la marine depuis sa mort—6586; l'agent Merwin n'est entré en affaires avec le département qu'après le départ de M. Préfontaine en Europe—6586; le Gouvernement n'a rien fait pour sauvegarder l'hon. M. Préfontaine—6586; les témoins étaient sous la coupe du Gouvernement—6587; s'ils témoignaient mal ils ne seraient pas rengagés—6587; c'est à la Chambre et au pays de juger—6588; l'affaire Merwin—6588.

M. F. F. Pardee—L'introduction de l'affaire Merwin indique la faiblesse de la cause de l'opposition—6588; les ordres étaient donnés pour que l' "Arctic" appareillât dans un délai de deux mois—6589; le rôle de Bernier Weeks, White et Boudreau pour la vérification des quantités—6590; il n'y a pas le moindre doute que toutes les marchandises achetées ont été mises à bord—6591; comment étaient délivrées les réquisitions—6592; les Esquimaux à Fullerton—6593; état fait à Sorel par Semple et Weeks—6594; les accusations portées et retirées—6594; l'en-

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*M. Pardee—*Suite.*

quête prouve qu'aucun fonctionnaire n'a retiré de profit illicite de l'expédition—6594; accusation de subornation de témoins absurde et injurieuse—6595; témoignage de Bernier—6596; témoignage de Flood—6596; la quantité de médicaments embarqués—6596; limiter ces provisions eût été une imprudence—6596; le témoignage de Duchesnay—6598; ses griefs—6598; ses relations avec M. Monk—6598; Duchesnay est un être vil, sans respect pour la vérité—6598; l'admission des témoignages—6599; les dernières motions de M. Northrup—6599; les dernières motions de M. Bennett—6600; l'opposition à eu toute la latitude voulue—6601; le fardeau de la preuve ne retombait pas sur le Gouvernement—6602; l'attitude de M. Reid, aveugle quand même—6602.

M. W. H. Bennett—Dès la première nouvelle de l'expédition, on compta à Montréal sur un pillage effréné, sur une aubaine—6604; M. H. Gervais et la lacto-globuline—6604; les frayeurs, du col. White en face de sa mission d'examen—6605; l'opposition à reçu par milliers des dénunciations anonymes—6606; les employés du département semblaient avoir carte blanche pour acheter tout ce qu'on leur présentait—6606; le piquenique de Fullerton—6607; les témoignages refusés, le témoignage de Lemieux—6608; les cigares, les liqueurs—6608; la façon dont les factures ont été certifiées—6609; témoignage Weeks—6609; dans le carnet produit, on ne pouvait faire entrer qu'une faible partie de la masse de factures produites devant la commission—6610; la surveillance de M. Gregory—6612; le pélican n'était pas du pélican, et le Bovril, pas du Bovril—6612; l'attitude de la commission et de ses membres—6612; motion rejetée le 20 juin pour vérifier les produits alimentaires restant à bord de l' "Arctic"—6613; le voyage était préparé pour avoir du plaisir et on en a eu—6614; la prochaine expédition coûtera 35 pour 100 moins que celle-ci et c'est l'indice qu'il y a eu extravagance—6615.

M. T. B. Carvell—Il était nécessaire d'affirmer nos droits sur les terres septentrionales, l'opposition a approuvé cette politique—6615; le silence était nécessaire à cause des événements récents de l'arbitrage de l'Alaska—6616; il eût été impossible de demander des soumissions et d'avoir le navire prêt pour partir à la date primitivement fixée—6616; il n'y a pas d'excuses à faire pour n'avoir pas demandé de soumissions—6617; le capitaine Bernier était l'homme tout désigné pour préparer une expédition de ce genre—6617; la liste primitive du capitaine Bernier—6618; circulaire aux fournisseurs—6618; c'était à l'opposition de prouver que toutes les marchandises n'avaient pas été mises à bord du vaisseau—6620; M. Stockton après deux ou trois séances de la commission d'enquête a bien vu qu'il n'y avait rien à en tirer et que le mieux était de s'absenter—6620; M. Bergeron et le poisson du vendredi—6621; les dames Esquimaux—6621; M. Northrup à la touque du Bovril—6622; la conduite de Weeks et Moffett, leur mode de vérification

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*M. Carvell—*Suite.*

—6622; l'inventaire de M. Semple—6625; le Gouvernement a prouvé que les marchandises étaient à bord—6626; le bovril 6626; le pélican—6627; pièces comptables n° 40 et n° 43—6628; facture et pièce 54—6630; tout le bovril et le pélican ont été mis à bord—6631; M. Semple a trouvé au retour que toutes les quantités y étaient moins 500 livres—6631; en additionnant les réquisitions pour distribution on retrouve parfaitement la quantité consommée—6631; non seulement le bovril et le pélican ont été livrés mais ils étaient de la qualité requise—6632; témoignage Mitchell—6632; témoignage Woovenden—4663; Bovril et Johnston Fluid Beef—6634; c'est à l'honneur du Gouvernement d'avoir fait faire l'enquête par le Col. White aux premiers soupçons—6636; la responsabilité de M. Semple—6636; l'incident Boudreau et le compte de l'hôtel Queen's—6637-38; l'affaire de la banque Molson—6639; les relations de M. Boudreau avec la banque Molson sont des plus cordiales—6640; le prétendu refus d'entendre des témoins—6640; l'opposition a présenté les deux motions Northrup et Bennett, sachant qu'elles ne seraient pas acceptées et pour faire de l'effet—6642; la curiosité morbide de l'opposition à l'égard des relations nocturnes des femmes Esquimaux et des matelots—6642; l'opposition aurait parfaitement pu obtenir des fournisseurs du Gouvernement toutes les indications quant aux prix—6644; ces fournisseurs sont des honnêtes gens qui ne se seraient pas parjurés—6644; le pardessus de fourrure et l'habillement bleu—6644; lettre de M. Gourdeau, député-ministre de la marine, informant le major Moodie que l' "Arctic" est approvisionné pour une campagne de trois ans—6645; les cris qu'on aurait poussés si les approvisionnements avaient été insuffisants—6646; sur \$55,000 valant d'approvisionnement il en reste \$33,000—6646; tous les approvisionnements étaient nécessaires—6646; on peut discuter l'opportunité d'une croisière de trois ans dans ces parages, mais, pour cette durée, les approvisionnements embarqués étaient nécessaires—6646.

M. W. B. Northrup—Discute article par article le rapport de la majorité—6648; l'opinion du "Globe", 28 juin, sur l'expédition—6650; les séances du comité—6650; le dernier appel de témoins—6650; l'utilité des derniers témoignages demandés—6652; l'état préparé par le capitaine Bernier—6653; les approvisionnements du "Fram"—6654; les approvisionnements du "Discoverer"—6654; les achats de vêtements pour l' "Arctic", liste—6656; \$700 de vêtements par homme—6656; le capitaine Bernier est honnête homme, mais il n'a pas aidé l'opposition à savoir ce qu'elle voulait savoir—6656; l'opposition n'a eu qu'un témoin disposé à parler, Duchesnay—6657; l'opposition a prouvé que la gendarmerie à cheval s'est établi un comptoir de commerce de fourrures sous l'œil bienveillant du major Moodie—6658; l' "Arctic" pour emporter les marchandises achetées avait dû être chargé en contravention avec la loi—6669; ni M. Reid, ni

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*M. Northrup—*Suite.*

M. Borden n'ont voulu dire que le navire ne pouvait pas emporter tout le chargement, mais ils voulaient dire, emporter, en tenant compte des conditions légales de sécurité—6660; l'embarquement des provisions sur les transatlantiques—6660; comment on a procédé sur l' "Arctic"—6660; il n'y a pas la moindre preuve qu'il se soit vraiment trouvé \$125,000 de denrées sur le navire—6661; prenez les quantités de marchandises réquisitionnées, ajoutez-y les quantités qui restent, vous n'avez pas la moitié des marchandises achetées au début—6662; témoignages Weeks et Semple quant aux marchandises gâtées—6662 à 6666; les quantités consommées de certains articles—6668; la proportion consommée en un an indique qu'on avait beaucoup trop acheté—6668; on a acheté de certains articles une quantité suffisante pour une voyage de 264 ans—6669; c'est la première expédition que nous dirigeons vers la Baie-d'Hudson, plaise au Ciel que ce soit la dernière—6670; les résultats obtenus—6670; on ne sait pas encore la vérité sur le retour, l'avarie du cabestan n'est qu'un prétexte—6670; admet avoir convenu de clore l'enquête et avoir annoncé qu'il n'avait plus de témoins à faire entendre—6671; correspondance Flavelle—6672; affidavit Van Biver—6672; les factures du Bovril—6674; le prix du pémican—6676; l'opposition avait le droit de dévoiler les antécédents de M. Boudreau—6677; propose l'adoption du rapport de la minorité, texte—6677 à 6685; donne lecture de la loi interdisant chargements sur le pont—6685.

M. G. E. McCraney—Il était aussi nécessaire pour un tel voyage de doubler les vivres que d'emporter des pièces de rechange de tout l'armement comme demandait le chef de l'opposition—6686; si au lieu d'acheter un produit indiscutable comme le "Bovril" on avait acheté de M. Woovenden, libéral, de la "Beefene" on aurait eu la répétition du scandale des rations d'urgence de 1900—6688; l'enquête a été menée rondement—6689; si MM. Northrup et Bennett eussent fait plus tôt leur proposition d'entendre les derniers témoins, elle eût été acceptée alors—6690; la preuve que les accusations sont tombées à l'eau est que M. Reid n'a eu d'autre ressource que d'accuser le Gouvernement d'avoir suborné les témoins—6690.

M. A. E. Kemp—Il y a eu confusion et précipitation—6692; on a bien réparé l'hélice de l' "Arctic", en mer pourquoi n'aurait-on pas réparé le cabestan—6692; les dépenses de Nansen—6693; le pémican, prix absurde de \$1.25 la livre—6694; sur le bovril et le pémican, on aurait pu économiser \$12,260—6695.

Hon. L. P. Brodeur—Le chef de l'opposition n'a jamais osé s'attaquer à l'hon. Préfontaine quand il était vivant—6696; il n'a jamais demandé d'enquête dans les trois années que M. Préfontaine a dirigé le ministère de la marine—6697; l'opposition se plaint de l'envergure de l'enquête, elle a voté pour la motion—6697; l'opposition n'a pas déposé de contre-proposition—6697; dépenses des expéditions anglaises et américaines—6697;

COMITE DE L' "ARCTIC"—*Suite.*Hon. Brodeur—*Suite.*

expéditions antérieures, le "Neptune" en 1886, sous l'hon. Foster, \$1.30 par homme et par jour, l' "Arctic", \$1.03 par homme—6698; répartition des dépenses de l' "Arctic"—6698; les comptes non fournis de M. A. R. Gordon, dans l'expédition de 1886—6698; dépenses pour whiskey et cordiaux—6699; les comptes de whiskey en 1886 à bord du "Lansdowne", du "Sir Chs. Douglas"—6700; le Gouvernement actuel, ne pose pas à la tempérance mais ne permet pas la présence de spiritueux sur ses vaisseaux réguliers—6700; lorsque fut annoncé le départ de l' "Arctic", le "Mail and Empire" (22 avril 1904) annonçait que la vie des hommes avait été mise en péril par le présent Gouvernement à bord du "Neptune" et de l' "Erick" faute de provisions suffisantes—6703; maintenant, on nous reproche trop de précautions—6703; les raisons du retour de l'expédition, rapport de W. S. Crossman au sujet de la solidité du guindeau—6705; on a dit que d'après la comparaison avec la consommation faite, le vaisseau était approvisionné pour deux ans—6706; d'un autre côté pour certains articles, la consommation a dépassé la moitié des quantités, à ce compte-là, le vaisseau n'était pas suffisamment approvisionné—6706; M. Northrup a cité une loi qui n'est plus en vigueur pour appuyer sa prétention que nous n'avions pas le droit de charger sur le pont et pour venir à la rescousse de M. Reid—6708; l'opposition a réuni des fonds pour faire une campagne de scandales—6708; circulaire Foster—6708; voilà tout le résultat de quatre mois de travail—6909.

M. R. L. Borden—L'hon. M. Préfontaine avait de grandes vertus civiques et n'a jamais commis un acte de lâcheté—6709; c'est un acte méprisable de couvrir sa propre responsabilité derrière le nom d'un mort—6709; le successeur de M. Préfontaine est tout aussi responsable que lui des actes commis dans son département—6710; le ministre de la marine n'a pas expliqué pourquoi le tabac a été payé le double qu'on aurait dû—6710; le prix du pémican—6712; le refus d'entendre les témoins de dernier ressort—6713; s'il se fût agi d'achats faits avec leur propre argent, les députés ministériels n'auraient pas été satisfaits de la preuve faite—6714; on pouvait continuer l'enquête à la prochaine session ou prolonger celle-ci—6714; les députés touchent \$2,500—6714; l'expédition projetée en 1903 devait coûter \$8,400, celle-ci aura coûté \$28,000, quatre fois plus—6716.

Amendement Northrup mis aux voix—6716.

Rejeté, 37 pour 93 contre—6717.

Motion A. K. Maclean, adoption du rapport, adoptée—6717.

## COMITE DE REVISION DES REGLES DE LA CHAMBRE.

Sir W. Laurier—Propose que le rapport du comité spécial chargé de réviser les règles de la Chambre soit envoyé au comité général de la Chambre pour examen—7250.

Motion adoptée—7250.

COMITE DE REVISION DES REGLES DE LA CHAMBRE—*Suite.*

- Sir W. Laurier—Propose que la Chambre se forme en comité pour examiner rapport comité spécial chargé d'étudier remaniement des règlements—7671; quatre innovations: tenue de registre de présence; motions d'ajournement; séance de 1 h. à 6 h. le mercredi; réglementation bills privés—7671.
- M. Sproule—Demande remise à prochaine session—7672; cent vingt-cinq règles nouvelles—7672.
- M. R. L. Borden—Préférerait adoption à cette session-ci—7672.
- Hon. Fisher—Trois ou quatre changements importants seulement—7673.
- Hon. Foster—Pourrait être examiné au début prochaine session—7673.
- Sir W. Laurier—Chambre aura du travail dès début—7673.
- Règle 1—7673.
- Sir W. Laurier—Spécifie que règles de procédure des Communes d'Angleterre applicables sont celles en vigueur le 1er juillet 1867—7674.
- Règle 2—7674.
- Hon. Fielding—Responsable du changement relatif au mercredi—7674; les députés assidus ont droit à un jour de repos—7674.
- M. R. L. Borden—On pourrait s'arranger pour que les comités siègent ce jour-là de dix heures à midi—7676.
- Règle 9—7676.
- Sir W. Laurier—Le rapport de la commission d'économie interne devra être déposé dans les dix jours de l'ouverture—7676.
- Règle relative aux comités permanents—7676.
- M. R. L. Borden—Pour faire par voie de règlement le choix des comités permanents qui se faisait par voie de motion—7676.
- Règle 17—7676.
- Sir W. Laurier—Si une motion est faite pour qu'un député soit entendu, elle sera mise aux voix sans débat—7676.
- Règle 18—7676.
- M. Sproule—Le député rappelé au règlement après qu'il s'est assis doit pouvoir s'expliquer avant que l'orateur donne sa décision—7677.
- Règle amendée, adoptée—7678.
- Règle 21—7678.
- Hon. Fielding—Quand un député demande la réplique l'orateur constate s'il n'y a plus d'autres députés à parler—7680.
- M. R. L. Borden—Propose supprimer paragraphe disant qu'on ne peut interrompre sans permission, cela va de soi—7681.
- Règle 22—7682.
- M. Lancaster—Propose de substituer à "intérêt pécuniaire direct", les mots "personnel ou spécial"—7682.
- Hon. Haggart—C'est la règle anglaise, interprétation Hon. M. Peel—7683.
- M. Stockton—Interprétation Hon. C. Shaw-Lefebvre—7684; député actionnaire ne peut pas voter pour loi intéressant sa compagnie mais peut voter sur loi intéressant les compagnies en général—7684.

COMITE DE REVISION DES REGLES DE LA CHAMBRE—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Règle devra être modifiée—7684; rigueurs anglaises—7684.
- Sir W. Laurier—Mieux vaut garder règle actuelle—7685.
- Présence des députés—7685.
- Sir W. Laurier—Première règle oblige à assister à moins de permission d'absence—7685; deuxième prescrit liste de présence comme au Sénat—7686.
- M. R. L. Borden—Ne voudrait pas voir disparaître, bien que tombée en désuétude, la clause obligeant à demander permis d'absence—7686; cite May—7686.
- Règle 25—7686.
- Sir W. Laurier—La tendance est à laisser au Gouvernement l'initiative des mesures d'intérêt général, de là l'augmentation des jours pour le Gouvernement—7689.
- Règle 30—7689.
- M. R. L. Borden—Comité a trouvé trop compliquée la méthode anglaise d'inscrire les réponses aux questions au feuilleton au lieu de les lire—7689.
- Hon. Fielding—Si un député est présent à l'appel de l'ordre du jour et si sa motion est remise, elle ne peut pas perdre son rang—7662.
- Reprise de la discussion—7818.
- M. Sproule—Tente nouvel effort pour faire remettre mesure—7818.
- Sir W. Laurier—Mesure également désirable pour majorité et minorité—7818.
- Règle 36—7819.
- Sir W. Laurier—La transposition d'une question trop longue à l'ordre des motions se fait par l'orateur sans nouvelle motion—782.
- Règle 84—7820.
- Sir W. Laurier—Les conférences avec le Sénat étaient entourées d'un cérémonial maintenant supprimé—7820; il y a conférence libre—7820.
- Règle 87.
- M. Sproule—Il est bon de prolonger le délai de présentation des bills privés, mais après cela on devra être sans rémission—7821.
- Règle 88.
- Sir W. Laurier—Pour imposer deux taxes, les unes pour retard, les autres proportionnelles à l'importance de la mesure—7832.
- Règle 108.
- Sir W. Laurier—Pour permettre d'envoyer en bloc tous les bills en comité général à la séance de huit heures sans lever la séance pour chacun—7823.
- Règle 117, paragraphe 2.
- M. Barker—Voudrait obliger l'agent d'un bill à faire connaître ses associés—7824.
- Règle 37.
- Sir W. Laurier—Ce règlement relatif à la procédure pour lever la séance est emprunté au règlement des Communes d'Angleterre—7825.
- M. Sproule—Trop restrictif—7825.

COMITE DE REVISION DES REGLES DE LA CHAMBRE—*Suite*.

M. Fowler—Se plaint interdiction discuter sujet relativement auquel avis de motion existe au feuillet—7825; un député pourrait inscrire un avis pour empêcher discussion—7826.

M. R. L. Borden—Considère que l'obligation d'avoir vingt députés consentant pour demander l'ajournement est une restriction suffisante—7828.

## Règle 2.

M. Calvert—Propose, pour M. Logan absent, que les séances du mercredi commencent à 2 heures au lieu de 1 heure—7829.

M. Reid—Considère que le repos du mercredi soir va prolonger les sessions—7829.

M. Bergeron—Désire qu'on s'en tienne aux heures anciennes—7829.

Hon. Foster—Il n'est pas bien de subordonner le travail de la session aux exigences mondaines—7830.

M. R. L. Borden—La Chambre consacre avec cet arrangement autant d'heures à ses travaux qu'autrefois—7831.

M. Reid—Propose de supprimer congé du mercredi—7834.

Motion repoussée—7834.

M. Calvert—Propose que le mercredi la séance commence à deux heures—7834.

Adopté—7834.

## Paragraphe 2, article 24.

M. Macpherson—Proteste contre l'humiliation faite à la Chambre de faire tenir une liste de présence—7835; propose amendement à ce paragraphe—7835.

Suppression adoptée par 28 contre 26—7835.

Règlement rapporté et lu 2e fois—7836.

Sir W. Laurier—Propose que le règlement nouveau vienne en vigueur au commencement prochaine session—7836.

Adopté—7836.

## COMITE D'ENQUETE SUR LA VENTE DES MEDICAMENTS SOPHISTIQUES.

M. Stockton—Après consultation avec le ministre du revenu de l'intérieur, croit bon proposer comité de huit membres: MM. Templeman, Fisher, Bole, Béland, Sproule, Lennox, Maclean (Lunenbourg) et Stockton, adopté—3140.

Sir W. Laurier—Propose que le nom de M. Bergeron soit substitué à celui de M. Lennox, adopté—3228.

## DECES.

## HON. P. WHITE.

Sir W. Laurier—Jamais homme plus estimable, plus capable n'a siégé dans l'enceinte législative—2607; comme orateur, la Chambre n'eut jamais son supérieur pour la courtoisie, la fermeté et l'impartialité—2608; exemple d'impartialité—2608.

M. R. L. Borden—La mémoire d'un tel homme doit servir d'exemple à ceux qui restent et leur inculquer le sentiment du beau et du bien dans la vie publique—2609.

## SIR HECTOR LANGEVIN.

M. R. L. Borden—Un des derniers survivants des pères de la Confédération—5209; rien dans les enquêtes faites sur son administration n'était de nature à atteindre son honneur personnel—5209.

Sir W. Laurier—Rend hommage à courtoisie constante—5210; a goûté aux amertumes comme aux douceurs de la vie publiques—5210; il vaut mieux laisser certaines choses dans l'oubli et ne se rappeler que les services qu'il a rendus à son pays—5210.

## DECLARATIONS MINISTERIELLES.

## CHANGEMENTS SURVENUS DANS LE CABINET.

Sir W. Laurier—Deux vacances survenues dans le cabinet depuis dernière session—260; Gouvernement a cru bon choisir successeur à l'hon. R. Préfontaine dans une province de l'Ouest—260; Hon. Templeman choisi—260; M. Préfontaine s'était occupé avec succès de l'œuvre d'amélioration du Saint-Laurent—261; valait mieux laisser à une personne de l'est le soin de continuer cette œuvre—261; échange avec l'hon. M. Brodeur—261; addition au portefeuille de M. Templeman des explorations géologiques et création d'un département des mines—261; M. Riley fait place à M. Templeman aux Communes, brillante élection à Victoria—262; correspondance avec sir W. Mulock pour acceptation démission—262; la santé de sir W. Mulock et la position judiciaire—264; premier ministre opposé aux vues de sir W. Mulock à l'égard acceptation positions par anciens ministres—264; nombreux précédents—265; M. Aylesworth devrait siéger au Parlement depuis longtemps—266; salaire de ministre n'est pas compensation suffisante pour sacrifice imposé—266.

M. R. L. Borden—Espère que le nouveau ministre des postes aura toute l'énergie requise pour supporter les luttes intestines du cabinet—266; il n'y a aucun doute que les hautes fonctions publiques, même les fonctions judiciaires, ont été souvent l'objet d'intrigues dans le présent gouvernement—267; les opinions sont sujettes à se modifier étrangement quand on passe de l'opposition aux banquettes ministérielles—267; il est absurde de greffer les mines et la géologie sur le département du revenu de l'intérieur—268; le Gouvernement ne paraît pas changer de programme—268; les ministres nouveaux connaissent-ils les vues du Gouvernement sur la question du tarif—268; sont-ils pour ou contre le ministre de l'agriculture—268; l'ancien ministre des postes a légué à son successeur la question des téléphones—269; il n'y a pas dans le parti ministériel de Daniel pour refuser de s'incliner devant l'idole de Nabuchodonosor—270.

M. W. F. Maclean—Sir W. Mulock était un défenseur de l'indépendance du Parlement—270; l'ancien ministre des postes était résolu à nationaliser non seulement les téléphones mais encore les télégraphes du pays—271; la question des téléphones est brûlante—272; la déclaration ministérielle n'est pas suffisante à cet égard—272.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LE CABINET—*Suite.*

M. Sam. Hughes—Propose l'organisation d'un service géographique ou cartographique pour tous les départements—272 (sir W. Laurier se déclare prêt à créer un autre ministère, si demandé—273).

M. W. H. Bennett—Sir W. Mulock s'était surtout affirmé dans les luttes politiques par les paroles, rarement par les actes—273; tout le patronage allait à la ville d'Aurora—273; le fossé Mulock dans York-nord—273; croit le ministre des postes trop digne et trop honnête pour recourir à des bassesses pour obtenir un mandat—274; les libéraux d'Ontario se félicitent de l'entrée de M. Aylesworth dans le cabinet—274; attend que le député d'Ontario-nord (M. G. Grant) répète en Chambre ce qu'il a dit aux journaux—274; où est le député de Wellington-nord (M. Martin) qui a tonné contre les extravagances de son parti—275; le député de York-centre (M. Campbell) doit être félicité de sa longanimité en laissant passer M. Aylesworth—273; tant que M. Aylesworth fera partie du ministère, les affaires publiques seront mieux administrées—276.

## REMANIEMENTS DE CABINET.

Sir W. Laurier—Annonce nomination de l'hon. Chs Fitzpatrick comme juge en chef de la cour suprême—4642; le pays gagnera à la perte que fait la Chambre—4642; aussi l'hon. Aylesworth, ministre de la justice, hon. R. Lemieux, ministre des postes—4642.

M. R. L. Borden—Rend hommage à courtoisie et loyauté de l'hon. Fitzpatrick—4642; certitude que carrière de magistrat sera aussi brillante que d'homme public—4643; espère que l'hon. Aylesworth cessera de s'occuper de ses affaires particulières—4644; félicite MM. Aylesworth et Lemieux—4644; s'étonne que le solliciteur général ne soit pas encore nommé—4644; pas de changements de politique, Gouvernement continuera sans doute à empêcher la lumière de se faire dans les enquêtes—4644.

## DISCOURS DU TRONE.

## COMMUNICATION DU DISCOURS DU TRONE.

M. l'Orateur—Donne lecture du discours d'ouverture—4.

Sir W. Laurier—Propose que le discours soit mis à l'étude—7.

## REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—(ADRESSE).

M. W. E. Knowles—Remercie de l'honneur fait en sa personne à l'ouest canadien—21; la tendance actuelle dans les assurances est de subordonner l'objectif principal, la protection des assurés, au but secondaire, les bénéfices commerciaux—22; le zèle des compagnies qui offrent de coopérer à l'enquête doit être suspect—22; les commissaires ne devront pas viser à s'attirer les sympathies des compagnies, mais à découvrir les fraudes—23; le Gouverneur général,

REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—ADRESSE—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*

à l'inauguration des provinces nouvelles, a pu constater l'harmonie et l'entente qui règnent dans l'ouest—24; au départ de leurs Excellences cette harmonie a fait place à une agitation dont l'ouest n'est pas responsable—24; l'ouest ne souffrira jamais que les citoyens de l'est viennent lui dicter la ligne de conduite qu'il doit suivre—24; les questions débattues au cours de la lutte électorale dans les provinces n'étaient pas provinciales, mais fédérales—25; tout le monde était avocat et interprétait la constitution—25; les agitateurs venus de l'est ont fait servir la religion aux usages les plus vils—25; le parti libéral ne connaît pas de tribunal d'appel plus élevé que celui du bureau de scrutin—26; ce tribunal a rendu son verdict dans Alberta et Saskatchewan, la question scolaire est reléguée parmi les choses du passé—27; on ne saurait apprécier trop hautement la valeur des immigrants américains qui viennent dans l'ouest—27; les Doukhobors et les Galiciens sont maintenant des citoyens qui feraient honneur à tout pays—27; il y a cinq ans qu'on aurait dû construire le Transcontinental—28; que les concitoyens de l'est continuent à ériger des fabriques, l'ouest aura besoin de tous les produits qu'ils pourront fournir—28; grâce au nouveau ministre de l'intérieur, qui dirige l'immigration, la prospérité dont l'ouest a joui dans le passé ne se ralentira pas—28; propose qu'une adresse soit présentée à Son Excellence en réponse au discours du trône—28.

M. W. Chisholm—Le Canada est aujourd'hui le plus précieux joyau de l'empire—29; jamais dans l'histoire de notre pays les ouvriers n'ont été aussi activement employés et aussi bien rémunérés—30; le commerce de cette année sera d'au moins \$514,000,000—31; dans un rayon de dix-huit milles de Sydney, C.B., 17,112 ouvriers sont employés et gagnent \$765,049 par mois—31; une fois le Transcontinental construit, la Nouvelle-Ecosse, ce grand quai du Canada, sera le lieu d'embarquement et de débarquement du plus grand commerce du monde—32; il y a lieu d'espérer qu'un plus grand nombre encore d'immigrants britanniques profiteront des superbes avantages qui leur sont offerts dans notre pays—32; dans dix ans d'ici, notre population sera de vingt-cinq millions—33; nous ne recevons pas la protection de la Grande-Bretagne gratuitement—33; à l'époque de la Confédération, le Canada s'est engagé à dépenser en échange de la protection de la flotte anglaise un million pour sa milice—35; c'est des millions que le Canada dépense maintenant, il a construit le Canadien Pacifique, il occupe Esquimaut et Halifax—34; les récentes élections partielles fédérales ont prouvé qu'il n'y a pas de dissensions dans l'ouest—34; le feu de l'intolérance n'a pas pu être attisé, le sentiment national est resté inébranlable—35; si le Canada doit atteindre ses hautes destinées, une des nécessités fondamentales est le respect qui est dû au jour du sabbat des chrétiens—35; seconde l'adresse—35.

REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite.*

M. R. L. Borden—Le proposeur de l'adresse a consacré un temps étrangement long à discuter une question qu'il dit reléguée dans l'oubli—36; panégyrique de l'hon. R. Préfontaine—36; les honneurs conférés non seulement par le gouvernement français mais encore par le gouvernement anglais ont été très sensibles à tous les Canadiens sans distinction de parti politique—37; félicite les députés d'Ontario de la marque d'estime que leur a donné le premier ministre en choisissant le ministre des postes en dehors de leurs rangs—37; pense que le Gouvernement aurait pu en sept mois arriver à une conclusion au sujet du tarif et aurait pu soumettre la révision à cette session—38; le ministre de l'agriculture, lui, est déjà arrivé à une conclusion, rapport du discours de l'hon. Fisher à Montréal le 27 janvier 1906, (texte)—38; ces paroles où le ministre de l'agriculture dit que nous ne voulons pas de préférence de l'Angleterre sont contraire à la résolution soumise par ses collègues à la Conférence coloniale de 1902 et au memorandum qui l'accompagne, (texte)—40; le ministre de l'agriculture doit avoir dans sa poche la lettre du premier ministre lui demandant sa démission—41; lettre du premier ministre à l'hon. M. Tarte, 21 octobre 1902—41; déclaration de l'hon. M. Aylesworth au sujet des pensions, dans son élection comme ministre des postes—42; étrange doctrine qu'un ministre ne devient pas responsable de ce qui s'est fait dans le cabinet avant son entrée—42; déclarations Hyman, Pardee—42; verrait avec plaisir la Chambre reprendre au plus tôt la discussion des indemnités et des pensions—42; le temps a manqué pour les expliquer et les justifier—42; il est facile de justifier l'indemnité des députés—43; la loi des pensions devrait être modifiée—43; ne croit pas que ceux qui ont appuyé sa proposition au sujet du bill d'autonomie aient fait preuve de fanatisme—43; M. Haultain a été mis de côté quand il avait l'appui presque unanime de la population de l'ouest—43; M. Haultain s'était mis à la disposition du Gouvernement pour la préparation des bills des provinces—44; sans l'intervention du Gouvernement, le lieutenant-gouverneur Forget n'aurait pas laissé de côté M. Haultain—44; on n'a pas le droit de faire des gouverneurs des instruments aux mains du parti au pouvoir—44; le ministère de l'intérieur a encouragé ses fonctionnaires à violer une résolution passée par la Chambre à la dernière session pour empêcher les fonctionnaires d'intervenir dans les élections, (texte)—45; le cas de John Nelson et Chs Sutherland, présidents de bureaux de votation dans l'élection de Prince-Albert—46; (hon. Oliver déclare que Nelson n'est pas dans son département et que Sutherland a été destitué)—46; pourquoi le gouvernement fédéral n'a-t-il fait aucune démarche pour punir les coupables?—47; l'histoire des fraudes électorales de ce pays est longue—47; affaire Pritchett—47; élection Huron-ouest—47; élection Saint-Jacques—48; n'entend pas regarder les compagnies d'assurances comme coupables tant que leur culpabilité n'est pas démontrée—

REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite.*

48; blâme le Gouvernement d'avoir devancé l'action du Parlement—49; proteste contre le choix des juges dans les commissions, il y a des hommes capables dans le barreau—49; notre magistrature ne doit pas être soupçonnée—50; le Gouvernement a nommé d'excellents juges, mais il a fait des nominations qui ne sont pas approuvées—50; M. Langmuir, de la commission d'enquête, est intéressé dans les compagnies dont les directeurs sont aussi directeurs de compagnies d'assurances—50; procédure suivie par le juge McTavish dans l'enquête d'Elgin-ouest, espère qu'elle ne prévaudra pas dans l'enquête des assurances—51; si le Gouvernement veut faire preuve de célérité, on peut arriver à une prompte prorogation des travaux de la session—52.

Sir W. Laurier—Eloge de l'hon. W. Scott—52; si le chef-de l'opposition connaissait l'hon. M. Forget, il saurait que toute intervention dans l'exécution de ses devoirs, aurait été vivement repoussée—53; M. Haultain a prêté son concours tant que le Gouvernement a partagé sa manière de voir—53; ensuite il s'est lancé dans la lutte contre le Gouvernement à London et à Oxford—53; le Gouverneur ne pouvait pas appeler comme conseiller de S.M. l'homme qui s'était engagé à briser la constitution—54; le verdict populaire a justifié l'attitude du lieutenant-gouverneur Forget en préférant le champion à l'ennemi de la constitution—54; on cherche à amoindrir la valeur de ce verdict en parlant de fraudes—54; c'est aux provinces et non au Gouvernement fédéral de veiller à l'application de la loi et de poursuivre les délinquants—54; d'ailleurs c'étaient des élections provinciales et non fédérales—55; le chef de l'opposition nous a menacés dans une entrevue de presse d'une session de six mois, espérons qu'il reviendra à des sentiments plus humains—55; sans l'accident du ministre des finances la Chambre se réunirait sous les plus heureux auspices—56; la prospérité du pays n'a pas l'avantage de soulever l'enthousiasme de la gauche—56; notre commerce trouve de nouveaux débouchés—57; la découverte de l'utilisation pour la production du blé, des terres à pâturages de l'Alberta est plus précieuse que celle de l'or ou du diamant—57; grâce au traité avec le Japon, nous trouverons en orient un débouché pour ces produits—57; s'il y a une solidarité entre les membres du cabinet, ceux-ci, en tant que simples particuliers ne sont pas tenus de partager tous la même manière de voir—57; l'entente entre ministres ne peut se faire qu'avec des concessions—58; les conservateurs seuls peuvent suivre comme des moutons de Panurge—58; même en admettant le principe des pensions, la loi peut être susceptible d'être modifiée—58; il vaut mieux débattre ces questions en public que les laisser passer en silence quand on pourrait parler, et se plaindre ensuite quand il est trop tard pour changer quoi que ce soit—58; lorsque le choix de l'hon. M. Aylesworth fut fait, tous les libéraux d'Ontario s'empressèrent d'accorder leur appui au ministre des postes—59; il importe que la situation de nos compa-

REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite*.

Sir W. Laurier—*Suite*.

gnies d'assurances soit parfaitement mise au clair—59 ; une commission comme celle qui a été nommée peut mieux faire l'ouvrage qu'une commission parlementaire—60 ; de nos jours on ne peut pas trouver un homme d'affaires sérieux qui ne soit pas directeur de quelques compagnies—60 ; si la commission ne donnait pas satisfaction, on pourrait toujours instituer une autre enquête—60 ; éloge de l'hon. M. Préfontaine—60 ; avec l'assistance de l'opposition, la session peut s'expédier en trois mois—61.

Hon. G. E. Foster—La conclusion tardive du traité avec le Japon est la réparation d'une bévue—61 ; nos importations des Etats-Unis ont grossi de 150 à 160 pour 100 depuis 1896—62 ; nos exportations sont loin du chiffre des importations—63 ; les libéraux n'ont pas amélioré la position—63 ; le Gouvernement n'a pas réussi à abattre les murs protecteurs d'un seul tarif étranger—63 ; le commerce a augmenté en dépit de la politique des libéraux—64 ; le Grand-Tronc-Pacifique jouera un rôle bien insignifiant une fois terminé auprès de toutes les grandes lignes existantes—64 ; les tracés faits ne traversent aucune partie du Nord-Ouest qui ne soit pas encore développée—64 ; le Grand-Tronc-Pacifique est destiné sans doute à accomplir quelque bien, mais il reste à savoir dans quelle mesure et ce que cela sera—64 ; le pays va bientôt avoir à affronter un problème financier propre à faire trembler l'homme le plus audacieux—65 ; d'ici six à sept ans, il nous faudra prélever sur les marchés financiers 147 millions pour faire face à nos échéances—65 ; nous ne faisons rien pour parer aux éventualités—65 ; on dirait que nous cherchons à quoi l'argent pourrait bien être dépensé—65 ; en 1896, les dépenses étaient de 41 millions de dollars, en 1905, elles ont été de 78 millions—66 ; cela représente \$90 prélevés sur chaque famille, en plus de ses frais de subsistance—67 ; avec les dépenses de construction du Grand-Tronc-Pacifique, il va nous falloir trouver \$247 millions dans une période de sept années—67 ; à tout lieu de croire qu'il n'y a rien à reprocher à nos assureurs—67 ; le Parlement sera là pour censurer la commission si elle ne fait pas tout ce qu'on attend d'elle—68 ; s'il y a des difficultés, le gros de l'enquête portera sur les placements plutôt que sur des questions d'administration—68 ; en 1904, les électeurs des Territoires ont été tenus dans l'ignorance des intentions du Gouvernement au sujet de l'autonomie—69 ; le désaccord avec M. Haultain s'est produit quand le Gouvernement a voulu violer la constitution—70 ; la lettre de M. Walter Scott à McInnis de Regina, (texte)—70 ; M. Scott voyait le même danger que M. Haultain, mais il a rengainé—72 ; on a taillé des districts électoraux à la convenance du parti—72 ; on a tout violé pour remporter les élections—72 ; jamais homme public n'a commis une bourde plus monumentale que celle du ministre de l'agriculture—73 ; pour quoi a-t-on traité M. Tarte d'une façon, et M. Fisher, d'une autre—73 ; le premier ministre a fait une réponse triviale—74 ; le

REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite*.

Hon. Foster—*Suite*.

ministre de la milice, à Ottawa—même, s'est déclaré contre la contribution au budget militaire de l'Empire (texte)—74 ; il a dit que grâce à la faveur des Etats-Unis nous sommes protégés contre les tentatives des puissances européennes—75 ; on ne trouverait pas dans nos annales une déclaration égale à celle-ci en poltronnerie—75 ; le whip, le député d'Ontario-nord, a fait des déclarations qui démentent toutes les prétentions d'harmonie du parti ministériel—76 ; texte de l'entrevue de M. Grant—77.

Hon. S. Fisher—Les élections partielles, en tout lieu ont démontré la force et l'union du parti ministériel—78 ; croit avoir dit dans le discours cité qu'il ne parlait pas comme ministre de l'agriculture—79 ; exprimait une opinion particulière sur des questions qui ne sont pas dans l'arène politique du pays—79 ; s'abstient de se mêler aux luttes politiques dans les autres parties de l'empire—79 ; en aucune circonstance, les agriculteurs ne se sont prononcés en sa présence en faveur de la préférence douanière de l'Angleterre—80 ; devant la commission du tarif, les cultivateurs n'ont pas demandé de préférence—81 ; ceux qui disent que la fidélité des cultivateurs à l'empire défend de la préférence insultent la classe agricole—81 ; le peuple anglais a rendu un verdict qui sort la question de la préférence du domaine de la politique britannique actuelle—82 ; le traité avec le gouvernement japonais est un traité nouveau, absolument séparé du traité anglo-japonais, bien qu'il contienne les mêmes dispositions—82.

M. W. F. Maclean—Le ministre se donne un démenti en disant que les cultivateurs ne cherchent pas à avoir tous les avantages possibles sur le marché anglais quand il a aboli le privilège d'entrepôt pour le porc américain afin de donner aux producteurs canadiens, tout le privilège du marché anglais—84 ; la victoire des libéraux en Angleterre est un succès pour les amis anglais de la nationalisation des services publics—84 ; l'absence d'un ministre ne devrait pas arrêter toutes les affaires publiques—86 les banques sont trop propères, elles ont empêché le Gouvernement de faire l'émission de billets de banque dont il avait obtenu la permission—87 ; la rumeur court que le gouvernement canadien négocie avec le Gouvernement impérial pour obtenir de lui la validation de ses actes législatifs de la dernière session au sujet de l'autonomie—88 ; ceux qui ont franchi la haie de la constitution subiront la morsure du serpent, comme le dit la Bible—88 ; la participation aux bénéfices dans les compagnies d'assurance—89 ; le népotisme—90 ; les placements—90 ; les affaires de la "Canada Life"—92 ; l'inspecteur des assurances ne remplit pas son devoir—94 ; reconnaît qu'il est responsable comme tous les députés de la loi de l'indemnité et des pensions—95 ; les députés élus en 1904 avaient accepté leur mandat à l'indemnité existante—95 ; la question aurait dû être soumise au peuple—96 ; comme preuve de sincérité, présentera un amendement à la loi—98.

REPOSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite.*

- M. H. Lennox—Ne croit pas avoir failli à son honneur ni à son devoir en votant la loi—98 ; \$2,500 n'est pas trop pour un député qui fait son devoir—99.
- M. W. F. Cockshutt—La commission du tarif a simplement pour objet de rendre un verdict sur les causes du décès de nos industries—100 ; le Gouvernement n'a sûrement aucune intention de modifier sensiblement le tarif—101 ; il est nécessaire d'élever les droits dans l'intérêt du cultivateur comme dans ceux du fabricant—102 ; le ministre de l'agriculture a déjà prêché la cause de la préférence commerciale—105 ; la réciprocité de commerce préserverait à perpétuité l'unité de l'empire britannique—106 ; M. Haultain méritait de recevoir et a reçu de fait la majorité des suffrages de Saskatchewan—107.
- M. R. N. Walsh—Appuiera toute proposition tendant à retrancher l'augmentation de l'indemnité, sauf en ce qui concerne le premier ministre et les juges—108.
- M. R. S. Lake—La population de Saskatchewan ne sera pas liée par l'attitude de la législature à l'égard des lois constituant les provinces—108 ; la majorité libérale a diminué en Saskatchewan—110 ; les électeurs de langue anglaise ont voté contre le Gouvernement—110 ; par la façon dont il a préparé la carte électorale le Gouvernement s'est rendu responsable des fraudes commises—113 ; M. Haultain s'est conduit avec impartialité dans la lutte électorale—114 ; le ministre de l'intérieur est responsable du complot de ses employés—115.
- Hon. F. Oliver—Partout où l'on a parlé d'intervention des employés dans les élections, il a demandé des preuves, on ne lui en pas donné—116 ; les conservateurs voudraient être les seuls à pouvoir voter—116 ; les employés sont électeurs ; ils ont le droit de voter et de parler—117 ; les employés ont parfaitement le droit de remplir les fonctions de sous-officier-rapporteur, il n'y a rien d'inconvenant à cela—118 ; si les habitants de Prince-Albert croient leurs intérêts lésés, ils ont toute latitude de s'adresser aux tribunaux—120 ; M. Haultain appartient à l'Alberta, s'il n'est pas premier ministre, c'est de M. Bulyea qu'il devait se plaindre et non de M. Forget—120 ; ce n'est pas la lettre de Mgr Langevin qui a fait voter les catholiques pour l'hon. M. Scott, c'est leur propre dignité qui leur défendait de voter pour les insulteurs de leur église et de leur religion—121.
- M. U. Wilson—Condamne l'indemnité et les pensions sauf l'indemnité du premier ministre et du chef de l'opposition—122.
- M. J. Barr—A promis aux électeurs de Dufferin de demander le rappel de la loi des indemnités et des pensions—124 ; les pensions peuvent devenir une charge considérable sur le budget.
- M. Ingram—On n'a pas le droit de se retrancher derrière le fait que la loi des indemnités et des pensions a été présentée à la fin de la session, tous les députés savaient

REPOSE AU DISCOURS DU TRONE—  
ADRESSE—*Suite.*

- M. Ingram—*Suite.*  
parfaitement qu'elle serait présentée—126 ; les députés qui se plaignent ont accepté l'argent et n'ont pas maintenant le courage de leurs actes—127 ; demande que tous les députés inscrivent leur nom sur un registre de présence—127.  
Adresse adoptée—127.  
Sir W. Laurier—Fait motion que l'adresse soit grossoyée, adopté—127.

MESSAGE DU GOUVERNEUR GENERAL.

- Sir W. Laurier—Remet message du Gouverneur général—2000.  
M. l'Orateur—Donne lecture du message accusant réception de l'adresse en réponse au discours du trône—2000.

DISCOURS DE PROROGATION.

- Texte du discours de prorogation—7922.

ELECTIONS.

APPEL DES ELECTIONS CONTESTEES.

- M. l'Orateur—Informe que l'appel a été permis dans les élections contestées de Cap-Breton-nord et Victoria, Pictou, Cumberland, Shelburne, et rejeté dans King (N.-E.) et Halifax (2 jugements)—2.  
M. l'Orateur—Informe la Chambre que le député de Norfolk est confirmé dans son mandat—503.

ELECTIONS CONTESTEES.

- M. l'Orateur informe la Chambre que les tribunaux ont annulé les élections de Compton et de Sherbrooke—2.

CONVOCACTION DE COLLEGES ELECTORAUX.

- M. Geo. Taylor—Signale que le siège de Renfrew-nord est vacant par suite du décès de l'hon. P. White—627 ; demande à l'Orateur de prendre dispositions nécessaires—6287.  
M. l'Orateur—Annonce l'émission d'ordonnances de convocation des collèges électoraux d'Elgin et Renfrew-nord—6311.

DEMISSION DE M. INGRAM.

- M. l'Orateur suppléant—Lit lettre de démission de M. Ingram—5314.

PETITIONS DECIDEES.

- M. l'Orateur—Informe la Chambre que la pétition de Stanstead a été renvoyée—2.  
M. l'Orateur—Informe la Chambre que la cour Suprême a rejeté l'appel de l'élection d'un représentant dans Wentworth—2.

NOUVEAUX DEPUTES.

- M. l'Orateur—Informe Chambre qu'il a reçu les certificats d'élection de W. Chisholm, Antigonish ; F. F. Pardee, Lambton-ouest ; E. D. Smith, Wentworth ; A. B. Aylesworth, York-nord, Ont. ; A. B. Hunt, Compton ; A. N. Worthington, Sherbrooke ; G. E. McCraney, Saskatchewan ; W. E. Knowles, Assiniboine-ouest ; A. Verville, Maison-neuve—3.

NOUVEAUX DEPUTES—*Suite.*

M. L'Orateur—Informe Chambre qu'il a reçu certificat d'élection de A. C. Ross, pour la division de Cap-Breton-nord-Victoria—925.

M. l'Orateur—Informe qu'il a reçu le certificat d'élection de M. W. McIntyre pour Strathcona, Alberta—1896.

## PRESENTATION DE DEPUTES.

Hon. A. B. Aylesworth par sir W. Laurier et hon. Paterson—3; W. Chisholm par sir F. Borden, M. M. Sinclair—3; E. D. Smith par M. R. L. Borden et M. Henderson—4; F. F. Pardee par sir W. Laurier et Hon. Hyman—4; A. B. Hunt par Hon. S. Fisher et H. Béland—4; W. E. Knowles par sir W. Laurier et Hon. F. Oliver—4; A. N. Worthington par M. R. L. Borden et M. Bergeron—4; G. E. McCraney par sir W. Laurier et Hon. F. Oliver—4; A. Verville par M. J. E. Léonard et A. Lavergné—4; Hon. W. Templeman par sir Wilfrid Laurier et M. R. Smith—432; M. A. C. Ross par sir W. Laurier et M. A. Johnston—1002; M. W. McIntyre par sir W. Laurier et Hon. Oliver—1896.

## VACANCES.

M. l'Orateur—Donne la liste des vacances survenues depuis la dernière session : Walter Scott, Assiniboine-ouest, démissionnaire ; John Henderson, Saskatchewan, démissionnaire ; sir W. Mulock, York-nord, emploi ; C. F. McIsaac, Antigonish, emploi ; E. G. Johnson, Lambton-ouest, décédé ; Hon. R. Préfontaine, Maisonneuve, décédé ; G. Riley, Victoria (cité) démissionnaire ; D. D. Mackenzie, Cap-Breton-Nord-Victoria, emploi ; Peter Talbot, Strathcona, démissionnaire—3.

## EXPLICATIONS PERSONNELLES.

## HON. A. B. AYLESWORTH ET LE "WORLD".

Hon. Aylesworth—Signale faux rapport du "World" quant à ses déclarations relatives à la nationalisation et au collectivisme—7574; paroles prononcées et réserve faite—7574; article et commentaires du "World"—7575; se dispense d'insister—7575.

## M. BENNETT ET M. GUTHRIE.

M. Bennett—Se plaint des remarques de M. Guthrie au sujet de ses accusations contre M. Pedley—5466; cite correspondance prouvant que l'île de la Tombe du Géant a été offerte à M. Ryan pour \$9,000—5468; M. Pedley a induit M. Guthrie en erreur en lui cachant une offre faite quant à l'île de la baie Georgienne vendue à M. Grant—5470; se moque que M. Guthrie se vante dans le "Guelph Mercury" de l'avoir écrasé—5471.

M. Guthrie—M. Bennett ne peut pas prononcer un discours sans faire des insinuations perfides et injustes—5472; il insinue que M. Pedley a reçu un yacht pour la transaction de la réserve des Indiens du Sang, mais n'ose pas porter l'accusation directement—5472; les documents soumis à la Chambre n'appuient aucunement les prétentions de M. Bennett quant aux transactions en question—5472; il est faux que M. Pedley se soit rendu coupable de mensonge qualifié—5474; si on avait voulu mentir on n'aurait pas

M. BENNETT ET M. GUTHRIE—*Suite.*M. Guthrie—*Suite.*

remis à M. Bennett tous les documents sur lesquels il échafaude son accusation de mensonge—7475; c'est une conduite méprisante de persister dans des accusations dont la fausseté est parfaitement démontrée comme dans ce cas—5476.

## M. BERGERON ET LES CONCESSIONS DE TERRES.

M. J. G. H. Bergeron—M. Bole a répété dans son discours sur la gestion du domaine du Canada une vieille histoire niée il y a quinze ans en Chambre—4357; l'auteur est M. Charlton, ex-M.P., Norfolk-nord—4357; M. Bergeron s'était inscrit comme des centaines de collègues pour avoir des terres, mais les conditions furent trop rigoureuses, ne les prit jamais, abandonna sa demande—4357; le gouvernement conservateur annula ces concessions, ce que le gouvernement actuel s'est enlevé le droit de faire—4357; ne prétend pas figurer au nombre des millionnaires—4357.

## M. J. G. H. BERGERON ET LE "CANADA".

M. Bergeron—Cite article du "Canada" relatif à la grâce de Shortis—5667; à la session qui a suivi la commutation de peine, a fait déposer tous les papiers—5668; a appris plus tard que sir Chs H. Tupper voulait que la loi suivit son cours—5668; le cabinet s'étant divisé, le Gouverneur général a grâcié—5668.

## M. R. L. BORDEN ET LE DEBAT DE LA "NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY".

M. R. L. Borden—Dément que la discussion sur "North Atlantic Trading Company" ait été remise à sa demande—2306; avait païré avec l'hon. W. S. Fielding pour que discussion pût continuer—2307.

## M. R. L. BORDEN ET L'HON. PREFONTAINE.

M. R. L. Borden—Proteste contre rapport de ses paroles dans les Débats—6787; n'a pas dit que les "manquements" mais les "qualités" de l'hon. Préfontaine étaient nombreuses—6787; lettre de correction de M. A. Orton, sténographe en chef—6788.

## M. BOURASSA ET LE SENATEUR COX.

M. Bourassa—Rectifie: le sénateur Cox n'a pas reçu \$1,700 pour sept jours de présence, mais \$2,140 pour huit jours—3230.

## M. BOURASSA ET LA "PRESSE".

M. Bourassa—Rectifie déclaration au sujet de la "Presse" accusée par lui de n'avoir pas tenu compte de la dénégation de M. A. Lavergne quant à son absence lors du vote de la motion Foster—4458; observation erronée—4458.

## M. L'ORATEUR ET LES CONVENANCES PARLEMENTAIRES.

M. l'Orateur—Dans la discussion de la 2e lecture du bill d'indemnité, M. Ingram a employé des termes contraires aux usages parlementaires—3142; si ce langage a été toléré dans chaleur de discussion, cela ne constitue pas un précédent—3142; règle de la Chambre relative au décorum de la discussion—3142.

M. L'ORATEUR ET LES CONVENANCES PARLEMENTAIRES—*Suite*.

M. Ingram—Modifie sa déclaration dans le sens parlementaire—3143; en dehors de la Chambre continuera à se servir de l'expression employée—3143.

## HON. EMMERSON ET LE "GLOBE".

Hon. Emmerson—Rectifie article du "Globe" lui attribuant intention de faire donner au Gouvernement fédéral juridiction sur tous chemins de fer—3232; a seulement dit que la conférence interprovinciale étudierait la question—3232.

## HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS.

Hon. Foster—A toujours accordé à ses adversaires pleine liberté de critique—4134; depuis discours sur la "North Atlantic Trading Company" redoublement d'injures—4134; la palme est aux journaux de Québec 4134; dans les attaques contre les membres du parlement, il y a une limite qu'on ne devrait pas franchir—4134; cette limite a été dépassée—4134; article de la "Presse", 26 mai 1906—4134; cet article signé "Blaise" est écrit par M. Cinq-Mars attaché à ce journal—4135; lecture de l'article en anglais et en français—4135; les trois accusations portées—4136; cet article est perfide—4136; impossibilité de se défendre—4136; l'écrit est grossier mais pas autant que ceux du "Canada"—4136; un seul mot du premier ministre ou du ministre de la marine arrêterait tout cela—4137; annonce que proposera une motion—4137.

Hon. G. E. Foster—Transmet au greffier article incriminé—4821; lecture article par le greffier—4822; admet latitude pour rapports de presse—4822; celui-ci a outrepassé la limite—4822; nie qu'il ait jamais insulté ni calomnié ni injurié canadiens-français et catholiques—4822; même difficulté autrefois avec l'hon. M. Tarte, même démenti—4822; consent à perdre son mandat si on peut prouver qu'il ait jamais fait cet appel—4823; permet que sa personne physique soit caricaturée 4823; dépose motion pour qu'il soit donné ordre à Cinq-Mars de comparaître à la barre, jeudi 7 juin—4823.

Sir W. Laurier—Cette motion est dans les droits du proposant, il est seul juge s'il est lésé—4823; reste à savoir si sa décision est sage—4823; motion doit être acceptée—4823.

M. F. D. Monk—Liberté complète pour la presse au Canada—4824; journalistes parlementaires dans position différente—4824; obligation d'être exacts dans rapport des délibérations—4824; cite le "Soleil" comme organe attitré du premier ministre—4825; croit que M. Cinq-Mars a besoin d'une leçon—4825.

Sir Wilfrid Laurier—Ne reconnaît aucun journal comme son organe personnel—4826; cite l'"Événement", 1er mars 1906—4826; article écrit par un chef conservateur membre du Sénat—4827; ne se moque pas mal de tels articles—4827; aurait compris une telle procédure pour un article d'insulte personnel, mais pour accusation de soulever préjugés de race et religion, c'est une arme à deux tranchants—4827.

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite*.

M. R. L. Borden—Cite correspondance Choquette-Laurier—4827; accepte démenti de sir W. Laurier que celui-ci n'a pas accepté direction du "Soleil" remise par M. Choquette—4828; le "Soleil", M. Borden et les orangistes—4828; M. Borden n'a pas plus de rapport que sir W. Laurier avec les orangistes—4828; les orangistes du comté de Carleton n'ont pas de préjugés, ils ont applaudi M. Bergeron—4829; quand le mensonge est érigé en système, il faut crier halte-là—4829; prêt à reconnaître que premier ministre a beaucoup fait pour faire disparaître malentendus et préjugés au Canada—4830; inutile d'échanger récriminations—4830; il y a un cas patent d'abus, qu'on le règle—4830.

Hon. Fielding—On cite seulement les journaux français dans ces cas d'infraction—4830; cela est injuste, les journaux conservateurs anglais ne le cèdent en rien au point de vue de la fausseté des rapports et de la violence des insultes—4830; la presse anglaise d'Ontario et le parti ministériel sur le bill d'autonomie—4830; on devrait montrer autant d'empressément à corriger les fautes des journaux anglais que celles des journaux français—4831.

M. D. Ross—Demande d'inclure dans la motion le journal bleu qui l'a appelé "hooligan"—4831.

M. T. Sproule—Se réjouit que les orangistes après avoir été qualifiés de "chiens jaunes" soient maintenant accusés de faire tant de conversions—4832; accusations lancées contre les orangistes—4832; leur grandeur d'âme—4832; pas d'animosité contre les Canadiens-Français—4832; a refusé de parler contre la conversion de la princesse Ena de Battenberg—4833; le premier principe de l'ordre est la tolérance religieuse—4833; s'entend parfaitement avec les catholiques de son comté—4834; les membres de l'ordre orangiste ont le droit d'exiger d'être respectés—4835.

M. A. Lavergne—Cite discours de M. Sproule à la réunion de la Grande Loge d'Amérique en faveur d'une fédération protestante—4836; M. Sproule recommande aux frères la lecture de l'"Orange Sentinel"—4836; sans les attaques de l'"Orange Sentinel", il y a longtemps que l'union de sentiments existerait et qu'on ne parlerait plus de Canadiens-Français et de Canadiens-Anglais, mais seulement de Canadiens—4838; tant qu'il y aura alliance entre l'opposition et des loges orangistes aucun Canadien-Français ne pourra déceimment se dire conservateur—4838.

M. Sproule—Lit le règlement de l'ordre, les qualités requises d'un bon orangiste—4840.

M. Lavergne—Proteste qu'il n'a aucune animosité personnelle contre l'ordre orangiste—4840.

M. G. Taylor—Fait remarquer que du côté du Gouvernement siègent MM. Finlay, Carvell, Macdonald et Emmerson, orangistes—4841.

M. Macdonald—Dément qu'il soit orangiste—4841.

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

- M. G. Taylor—A appuyé les catholiques dans l'affaire des écoles du Manitoba et l'affaire des biens des Jésuites—4842; est prêt à faire encore la même chose—4842.
- M. H. H. Miller—A une assemblée à Lindsay, M. Sproule a dit contre les députés protestants libéraux des choses pires que celles dont se plaint M. Foster—4842; en général les journaux traitent les hommes politiques comme ils le méritent—4843.
- M. J. J. Hughes—Cite discours du vénérable de la loge orangiste de l'Île du Prince-Edouard—4844.
- Hon. Foster—N'est pas responsable de la tournure prise par la discussion—4844; n'a rien dit propre à provoquer une discussion politique ou religieuse—4844; coutume parlementaire, décision du très hon. Chs Shaw Lefevre, orateur de la Chambre des communes—4845.
- Motion adoptée—4845.
- Hon. Foster—Fait donner lecture procès-verbal de la séance du 6 juin—4905; fait donner ordre introduire M. Cinq-Mars—4905; fait lire article incriminé—4905; s'oppose à lecture de tout l'article—4905; objection renvoyée—4905; lecture totale de l'article en français—4905.
- M. Jackson—Demande lecture en anglais—4907; ne pourrait se prononcer sans entendre article en anglais—4907.
- Hon. Foster—Dit que sa plainte porte uniquement sur les passages qu'il a lui-même cités et traduits—4907.
- Sir W. Laurier—Si un membre demande la lecture totale, on doit la donner—4908.
- Hon. Aylesworth—Si c'était une cause en libelle, le jury et le juge pourraient demander la lecture totale—4908; il peut y avoir des passages qui mitigent la gravité du fait—4908.
- Hon. Tisdale—La demande de lecture doit venir du défendeur—4909.
- Sir W. Laurier—Propose que lecture soit faite en entier après que la personne à la barre aura été entendue, adopté—4909.
- M. Cinq-Mars interrogé s'il est collaborateur ou écrivain à la "Presse" demande huit jours pour consulter avocat et préparer défense—4909.
- M. R. L. Borden—Ce n'est que juste—4909.
- Sir W. Laurier—Propose que M. Cinq-Mars soit renvoyé avec ordre de se représenter dans huit jours.
- Hon. G. Foster—Sur motion d'ajournement 5210; la Chambre reste gardienne et défenseur de ses privilèges—5210; tous les privilèges concédés à elle, comme corps, sont l'apanage de tous ses membres individuellement—5211; la Chambre a toujours jusqu'à présent paru, dans les circonstances où un membre s'est considéré lésé dans ses privilèges, apprécier la dignité de sa position—5212; la citation du rédacteur du "Globe" de Londres à la barre des Communes pour article contre M. Redmond 1901—5212; lecture de l'article incriminé—5212; motion Redmond—5213; procédure complète suivie devant la Chambre des communes—5213; rétractation et excuses

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

- Hon. Foster—*Suite.*
- 5213; ordre de la Chambre—5215; se plaint des applaudissements qui ont éclaté au moment de la comparaison de M. Cinq-Mars—5215.
- M. D. Ross—Se plaint que l'hon. M. Foster discute, une journée à l'avance et en l'absence de l'accusé, une question ajournée—5216.
- Hon. Foster—On n'a jamais vu un tribunal, un jury se livrer à des manifestations de sympathies envers l'accusé—5216; s'adresse spécialement au ministre de la justice—5216; la Chambre a applaudi à la lecture de certains passages de l'article incriminé—5217; il y avait là mépris des privilèges du Parlement—5217.
- Sir W. Laurier—Ne peut pas empêcher la Chambre de manifester dans un sens ou dans l'autre—5218; à tout fait pour faciliter la procédure—5218; ne peut pas restreindre la liberté personnelle des membres—5218; la Chambre n'a pas gardé une correction si louable en 1887 dans le scandale Baird, lorsqu'un chef conservateur la dirigeait—5218; M. Foster a peut-être été trop sensible et peu sage—5218; en tout cas, il avait le droit d'agir comme il l'a fait—5218; le jugement de cette Chambre sera impartial et basé sur la loi—5219.
- M. E. E. Cinq-Mars—A la barre—5399.
- Sir W. Laurier—Propose de donner lecture en anglais de l'article incriminé—5400; lecture par sous-greffier—5400.
- M. l'Orateur—Propose l'adoption de question suivante "au sujet de quels actes, de quelle conduite, de quelles expressions du député de Toronto-nord, durant la présente session, avez-vous fait les déclarations suivantes contenues dans l'article en question ?"—5402.
- Hon. Aylesworth—Propose en amendement de biffer les mots restreignant la question à la présente session—5403; l'auteur de la question, l'accusateur, doit donner les raisons pour lesquelles il a limité sa question—5403.
- Hon. Foster—Refuse de laisser étendre la question—5403; on lui reproche sa conduite dans l'enceinte du Parlement—5404; l'article a trait à ce qui s'est passé à cette session—5404; relit l'article et commente chaque paragraphe en montrant la corrélation avec la présente session—5406; l'écrit d'un bout à l'autre a trait à la présente session—5407; personne ne sera assez absurde de dire qu'il restreint la question par peur—5407; il étendra ensuite lui-même l'enquête dans d'autres questions—5407.
- M. l'Orateur—Relit la motion en entier; avait omis les déclarations incriminées par M. Foster et faisant partie de la question—5408; discussion sur amendement Aylesworth—5408.
- Hon. Aylesworth—Hon. Foster ayant à se plaindre d'un libelle choisit un tribunal composé en notable partie de ses amis politiques—5408; prétend dicter à la droite la conduite qu'elle doit suivre, se plaint parce qu'on trouve sa conduite ridicule—

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

5409 ; relève tous les paragraphes dont se plaint M. Foster un à un—5410 ; l'article ne repose pas sur une session ni sur un cas en particulier, mais sur l'ensemble de la conduite de celui qui est incriminé—5410 ; limiter ainsi la question à l'enquête est enlever à l'inculpé ses moyens de défense—5411.

M. Duncan Ross—Demande qu'on donne un siège à l'inculpé à la barre—5411.

Sir W. Laurier—Consent pourvu qu'il ne quitte pas la Chambre—5411.

M. R. L. Borden—Reproche au ministre de la justice sa tenue indigne des Blake et des Thompson—5412 ; quand bien même il s'agirait de la conduite de M. Foster en général, *a fortiori* cela se rapporte à la présente session—5412 ; reprend à nouveau tous les passages incriminés pour démontrer qu'ils ont trait à la présente session—5412 ; l'hon. M. Foster a fait une question légitime et pris l'attitude voulue, sa motion devrait être permise—5413.

Hon. Paterson—Cite remarques de l'hon. M. Foster en annonçant son intention de traduire à la barre M. Cinq-Mars—5414 ; M. Foster se proclamait en faveur de l'enquête la plus complète—5414.

Sir W. Laurier—L'hon. M. Foster parle comme s'il n'y avait que lui en jeu, la personne à la barre est aussi intéressée que lui dans cette procédure—5414 ; en loi, un accusé subissant son procès doit avoir la liberté illimitée d'établir sa défense avec tous les moyens que son esprit lui suggère—5415 ; a-t-on le droit de dire à l'inculpé, vous limiterez votre défense à tel ou tel temps, à telle ou telle époque—5415 ; l'auteur de l'article peut faire connaître toutes les circonstances qui ont motivé sa conduite et ce sera à la Chambre d'apprécier—5416 ; il est inconcevable de dire à l'accusé vous devez répondre, donner vos raisons, mais votre réponse devra se limiter à certains faits et ne pas aller plus loin—5416.

M. G. O. Alcorn—N'importe quel député a le droit de poser des questions à l'inculpé ; en tout temps, un député peut demander qu'on continue l'interrogatoire en posant des questions moins limitées—5416.

M. German—L'accusé a reconnu être l'auteur de l'article—5416 ; il a le droit de donner toutes les raisons quelconques qui l'ont poussé à écrire cet article—5416.

M. H. Lennox—Le plaignant a le droit absolu de choisir la partie de l'article dont il se plaint—5417 ; il a le droit de diriger sa cause comme il lui convient—5417 ; du moment où la question est pertinente, il peut la poser—5418 ; cela n'empêche pas d'autres députés de poser d'autres questions—5418.

M. Miller—Demande que l'hon. M. Foster et M. Cinq-Mars s'entendent à l'amiable sur les incidents passés dont M. Foster désire qu'il ne soit pas fait mention—5418.

M. W. B. Northrup—La raison seule de la comparaison de l'accusé à la barre de la Chambre est qu'il a diffamé un député au sujet de son attitude en Chambre—5418 ; sans cela, il n'y aurait pas lieu de l'appeler

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

M. Northrup—*Suite.*

devant la Chambre—5418 ; cite Bourinot—5419 ; la contre-proposition de l'hon. M. Aylesworth se rapporte à un incident qui ne concerne nullement la Chambre—5419.

M. L. P. Demers—L'accusateur n'a pas encore établi sa cause—5420 ; l'article en question est matière d'appréciation dans laquelle la Chambre n'a pas à intervenir, elle dépend de la liberté de la presse—5420.

M. L. G. McCarthy—L'hon. M. Foster dépasse ses privilèges—5421 ; M. Cinq-Mars a reconnu avoir écrit l'article, c'est tout ce qu'on peut lui demander—5421 ; c'est à la Chambre de décider ce que vaut l'article, ce qui l'a inspiré et de juger en conséquence—5421 ; dans une cause de libelle, un avocat de la poursuite ne peut pas faire plus que de prouver que le libelle a été publié—5421 ; la question pour la Chambre est de décider si le privilège dont peut se prévaloir un député a été attaqué, voilà tout—5421.

M. W. A. Galliher—L'accusateur peut poser la question qu'il veut, mais il ne peut pas restreindre la réponse que l'accusé juge à propos de lui faire—5422 ;

M. T. S. Sproule—La Chambre en traduisant à la barre M. Cinq-Mars a déjà décidé que l'article en question viole les privilèges d'un représentant—5422 ; l'accusé s'est reconnu coupable en admettant la paternité de l'article—5422 ; à la Chambre, maintenant d'imposer le châtiment convenable—5422.

Amendement Aylesworth mis aux voix—5422. Adopté, 82 pour, 47 contre—5423.

M. l'Orateur—Pose la question telle que modifiée—5424.

M. Cinq-Mars—A agi sans animosité personnelle—5425 ; c'est un article de fond et pas un rapport des débats—5425 ; article incriminé écrit durant vacance parlementaire—5425 ; pas plus sujet à censure qu'un journaliste ne faisant pas partie de la tribune—5425 ; sa polémique ne fait pas exception au ton de celle des journaux conservateurs d'antan—5426 ; cite discours Foster sur bill d'autonomie—5426 ; déclarations solennelles du "Moncton Transcript," 1899—5428 ; assemblées de Renfrew et de London—5430 ; n'a fait qu'une appréciation de la conduite d'un homme public. cela ne peut pas être un rapport dénaturé puisque ce n'est pas un rapport—5430 ; n'a en aucune façon abusé des privilèges de ce Parlement—5430 ; répète en anglais—5430-5435.

Sir W. Laurier—Propose que Cinq-Mars soit relâché et condamné à se tenir à la disposition de la Chambre—5435.

Hon. Foster—N'a rien à dire quant à la communication de M. Cinq-Mars—5435 ; laisse la Chambre juge—5435 ; contredit l'assertion quant aux paroles à lui attribuées dans discours de Renfrew—5435 ; admet bonne foi de M. Cinq-Mars, mais a été induit en erreur—5435.

Motion Laurier adoptée—5435.

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

M. D. Ross—N'admet pas que la Chambre s'érige en censeur des journaux du pays—5435; aux Communes d'Angleterre, ce serait un état de rire homérique si l'on voyait traduire un journaliste à la barre pour un motif de ce genre—5436; depuis 87 ans en Angleterre aucun journaliste n'a jamais été cité devant le parlement impérial à moins d'accusation de corruption—5436; cite May, histoire du droit constitutionnel—5436; le cas de Redmond, et du "Globe" en 1901—5438; Hon. Balfour et les citations et emprisonnements de journalistes—5438; en Angleterre il faut même que l'accusation de corruption soit portée directement avant que le Parlement s'en occupe—5440; discours Asquith—5441; sir Henry James, 1878—5441 l'hon. Foster a fait justement ce qu'il reproche à M. Cinq-Mars—5443; M. Cinq-Mars a pris la responsabilité de ses écrits—5443; M. Foster est protégé contre la responsabilité de ses discours—5443; nous ne sommes pas les gardiens de l'honneur de M. Foster—5443; qu'il poursuive devant les tribunaux—5444; la presse canadienne n'acceptera pas d'être muselée par le Parlement—5444; propose que Chambre passe à l'ordre du jour—5444.

Sir W. Laurier—On doit maintenir la doctrine que la presse, comme tout le monde est justiciable au Parlement—5444; tout écrit attentatoire à la dignité d'un membre du Parlement constitue une infraction des privilèges du Parlement—5444; May et la citation des journalistes à la barre du Parlement—5445; limiter aux seules accusations de corruption les cas où un journaliste pourrait être cité à la barre serait encourager les autres accusations—5446; a déjà dit qu'il doutait de la sagesse de la conduite de M. Foster; mais du moment où il demande à la Chambre de s'occuper des accusations portées contre lui, celle-ci doit s'en occuper—5447; il aurait mieux valu que l'affaire ne fût pas portée à l'attention de la Chambre, mais on ne peut contester à M. Foster le droit de la signaler—5448; propose résolution disant que M. Cinq-Mars a mérité la censure de la Chambre et qu'il soit rappelé pour lui faire part de la résolution—5448; le premier passage relatif aux insultes à Québec et aux catholiques n'aurait pas suffi à le décider à censurer—5448; le passage relatif à l'hypocrisie et à la courtoisie est certainement blâmable—5448.

M. R. L. Borden—Combat argument de M. D. Ross disant que virtuellement le pouvoir de citation à la barre est limité aux accusations de corruption—5449; sir Chs Russell et Plimsoll—5449; différents précédents en Canada—5449; l'affaire Thomas en Nouvelle-Ecosse—5451; les accusations de provocation aux conflits de race et de religion sont les plus graves qu'on puisse porter ici—5451; M. Cinq-Mars aurait dû savoir que l'hon. M. Foster a contredit les accusations du "Moncton Transcript"—5452; le plaidoyer de M. Cinq-Mars n'est pas une atténuation de ses accusations—5452; appuie la motion du premier ministre—5453; accepte bien la critique mais ne veut pas qu'on lui fasse dire ce qu'il n'a pas dit—5454.

HON. FOSTER ET M. CINQ-MARS—*Suite.*

Résolution Laurier adoptée—5454.

M. Sproule—Trouve que la communication de la résolution n'est pas suffisante; l'orateur devrait ajouter quelques mots de réprimande—5454.

Sir W. Laurier—Propose que M. Cinq-Mars soit ramené, adopté—5454.

M. l'Orateur—Communique résolution de la Chambre à M. Cinq-Mars—5454.

Sir W. Laurier—Propose que M. Cinq-Mars soit autorisé à se retirer—5454.

Adopté—5454.

Hon. Geo. Foster—Déclare, contrairement au plaidoyer de Cinq-Mars que ni à London, ni ailleurs il n'a déclaré qu'un vote donné à Hyman était un vote pour Laurier, Sbarretti et la hiérarchie—5573.

## M. A. LAVERGNE ET LA "PRESSE".

M. A. Lavergne—Se plaint des remarques de la "Presse" au sujet de son absence du vote sur motion Foster, 1er mai—2689; était occupé à Québec—2689; ne se dérobe pas comme la "Presse" avec Mann et Mackenzie—2689; n'avait pas pairé—2689; ne sait pas comment il aurait voté—2689.

M. L. Lavergne (Drummond et Arthabaska)—Comme whip, a pairé M. A. Lavergne ainsi que tous les autres députés de la province de Québec—2689; a pensé que la réponse du premier ministre satisfierait M. Armand Lavergne—2689.

## M. LENNOX ET LE "STAR" DE TORONTO.

M. H. Lennox—Lit article du "Toronto Star" ayant trait à M. Bennett appelé député de Simcoe-est—1808; cet article s'adresse au député de Simcoe-sud—1809.

## M. W. F. MACLEAN ET LE BILL D'INDEMNITE.

M. W. F. Maclean—Célèbre la Saint-Georges par une législation de progrès—1910; donne avis que proposera une motion en faveur de la nationalisation des télégraphes, téléphones et messageries—1910; se plaint que le bill de M. Alcorn relatif aux messageries et le bill de M. Wilson pour abroger la pension des membres du Conseil privé ne soient pas imprimés—1910; proteste qu'un député a le droit de choisir le moment qui est propice pour proposer deuxième délibération sur son bill—1911; attend réponse à question au feuilleton pour proposer deuxième lecture—1911; s'entendra avec Gouvernement pour fixer date—1911.

## M. E. MACDONALD ET M. A. LAVERGNE.

M. Macdonald—Proteste contre entrevue de M. A. Lavergne dans le "Star" 30 juin 1906; a toujours eu la plus grande déférence pour province de Québec—7855.

M. A. Lavergne—Mal compris—7855; explications—7876; heureux de la rectification et regrette erreur—7856.

## M. R. G. MACPHERSON ET LE "NEWS" DE TORONTO.

M. R. G. Macpherson—Cite article du "News" du 8 mai qualifiant trois députés (Macpherson, D. Ross et Finlay), de "hooligans"—3144; n'assistait pas et n'a pas écouté discours de M. Lennox—3144; demande que démenti soit enregistré—3145.

M. D. Ross—N'a pas assisté au discours de M. Lennox, n'a entendu que la cloche du scrutin—3145; comme pur écossais, le qualificatif de hooligan est encore plus injurieux pour lui—3145.

M. H. Bourassa—Question sérieuse—3145; M. John Redmond a exigé et obtenu des excuses—3145; le correspondant de la "Presse" n'a pas signalé la déclaration de M. Lavergne relative à son absence—3145; on devrait avoir le droit d'imposer rectification aux journaux—3146.

M. Ingram—Demande que correspondant ou propriétaire du "World" rectifie assertion fautive quant aux whips—3146.

Sir W. Laurier—Impossible sévir contre le député d'York, propriétaire du journal et le forcer à rétracter—3146; peut sévir contre correspondant—3146.

M. H. Lennox—Accepte la déclaration de M. Macpherson—3147; le journaliste du "News" a agi de bonne foi, il croyait sincèrement que M. Macpherson continuait conversation particulière—3147; il y a trop de conversations particulières quand un collègue parle—3148.

M. Borden—Se plaint qu'il y ait débandade quand un membre de la gauche se lève pour répondre—3148; le "Canada" et la motion de M. Borden au sujet du Grand-Tronc-Pacifique en 1903—3148; celui qui a lancé cette information la savait fautive—3149; a constaté à diverses reprises que MM. Macpherson, Ross et Finlay causaient à haute voix—3149; cette admonition fera du bien—3150.

M. Macpherson—Proteste contre cette persistance à l'accuser d'un acte qu'il n'a pas commis—3150.

M. D. Ross—C'est le chef de l'opposition qui est l'interrupteur professionnel—3150.

## M. T. MARTIN ET LE "STAR" DE MONTREAL.

M. T. Martin—Dément rapport du "Star" 9 juin—5207; a déclaré qu'il approuvait la résolution des agriculteurs de Wellington-nord disant qu'un tarif trop élevé n'est pas avantageux pour les cultivateurs—5207.

## M. F. D. MONK ET LE "CANADA".

M. Monk—Se plaint du "Canada", organe du solliciteur général—3892; cite article 15 mai relatif au quai de Grande Vallée—3892; autre article du 19 sur MM. Monk et Borden et Sproule—3892; proteste qu'il est faux qu'il soit opposé aux travaux publics dans province de Québec parce que celle-ci est française et catholique—3893; explique ses remarques en disant que la province de Québec a plus que toute autre province à gagner à l'exécution complète des travaux recommandés par commission des transports—3893.

## M. F. D. MONK ET LE "CANADA"—Suite.

Hon. Lemieux—Le "Canada" n'est aucunement un journal à sa disposition—3894; n'a jamais recours aux appels aux préjugés—3894; pourrait citer gazettes conservatrices employant ce genre d'arguments—3894; désapprouve l'écrit du "Canada"—3894; M. Monk a faussement dit que le steamer régulier ne faisait pas escale au quai Grande-Vallée—3894; répète qu'il n'a pas de journal à sa disposition, qu'il ne fait pas d'appel aux préjugés, que lorsqu'il a quelque chose à dire, il le dit en face—3895.

## M. CAMILLE PICHE ET LE BILL DE TELEPHONE BELL.

M. Camille Piché—Déclare le 27 juin avoir voté contre amendement Maclean à bill téléphone Bell—6734; demande vote soit enregistré—6734.

## M. CAMILLE PICHE ET LE BILL DU DIMANCHE.

M. C. Piché—Assemblée tapageuse à Montréal—7010; rapport la "Patrie"—7011; accusation de trahison—7011; d'avoir trahi M. Bourassa—7011; M. Bourassa Messie et Sauveur—7012; le fidèle Sancho de Montmagny—0127; aucun pacte ni convention—7013.

M. L. A. Rivet—S'est efforcé à l'assemblée de mettre devant le peuple la question sous son vrai jour—7014; le prétendu pacte invoqué par M. Bourassa n'a jamais existé que dans son imagination—7014; M. Bourassa n'a pas de mandat exclusif pour parler au nom de la province—7015.

M. Bourassa—S'attendait à l'explosion—7015; les deux exécuteurs de Louis XI—7016; version de M. Bourassa de l'entente—7017; on a vainement essayé de le rejeter du comté de Labelle—7020; il y est et y restera—7020.

## MM. PROULX ET MILLER.

M. Proulx—Signale erreur dans enregistrement des votes sur motion Borden et rectifie—7782.

M. Miller—Se plaint que son vote ait été enregistré à la place de celui de M. Morin—7782.

## M. MCCARTHY ET LE SENATEUR J. H. ROSS.

M. M. S. McCarthy—Profite de première occasion pour retirer ce qu'il a dit contre le sénateur Ross à propos d'émission de titre pour un certain lot—3315; titre n'a pas été émis pour sénateur mais pour tierce personne de qui il a acheté—3315.

## HON. C. SIFTON ET NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY.

Hon. C. Sifton—A télégraphié de New-York pour demander de prolonger le débat—2518; dépêche pas parvenue—2518; discutera immigration quand occasion se présentera—2518; dément formellement qu'il ait existé entre lui, ministre, ou personnes agissant en son nom et la compagnie "North Atlantic Trading Company" des relations de nature suspecte—2518; défie l'hon. Foster et ses amis de formuler des accusations, les moyens seront fournis pour prouver devant commission d'enquête—2519; est prêt à faire face à quiconque portera accu-

HON. C. SIFTON ET NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY—*Suite.*

Hon. C. Sifton—*Suite.*

sations relatives à n'importe quelle branche de son administration comme ministre—2519.

M. GEORGES TAYLOR ET M. CARVELL.

M. Geo. Taylor—Est informé que M. Carvell n'est plus membre d'aucune loge orangiste depuis 21 ans—4914; aurait pu citer d'autres députés libéraux orangistes—4915; c'est un honneur pour un député de faire partie de cette organisation—4914.

**INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.**

ACOUSTIQUE DE LA SALLE DES SEANCES.

M. Bole—On accuse les députés de ne pas écouter les discours, l'acoustique est si mauvaise qu'on ne peut rien entendre—3232; il doit exister au ministère un rapport à ce sujet—3233; si une amélioration se réalisait, les fauteuils ne seraient pas veufs de députés—3233.

Hon. Hyman—N'a jamais entendu se plaindre de l'acoustique—3233; l'inconvénient signalé doit tenir au bruit fait par députés dans la salle—3233.

ADMINISTRATION DES TERRES FEDERALES.

M. Ames—Prend la parole sur motion de formation en comité de subsides—3178; bien que représentant d'une circonscription de l'est, a étudié l'ouest—3178; l'avenir du Canada est dans le Nord-Ouest—3178; de tous les départements le plus important est celui de l'intérieur—3178; il s'agit de savoir si l'Etat depuis quelques années s'est montré administrateur honnête—3179; le temps est venu de faire l'inventaire et de voir si nous sommes aussi riches que nous l'avons toujours cru—3179; les différentes cartes indicatrices des terres arables boisées et arides—3180; les calculs de MM. Dennis, Mavor, Saunders et McKeller—3181; à l'heure actuelle, 90,000,000 d'acres représentent toutes nos terres propres à la colonisation—3182; détail des terres aliénées pour différents objets—3183; le Gouvernement ne peut plus disposer que de 20,000,000 acres—3184; sur ce chiffre 10,000,000 d'acres seulement peuvent être donnés en concessions gratuites aux colons—2184; rapidité avec laquelle disparaissent les terres réservées aux concessions gratuites—3185; l'immigration d'une année prend 5,000,000 d'acres de concessions gratuites avec les règlements actuels—3186; la rareté des terres se fera bientôt sentir dans l'ouest et ceux qui ont prévu cette rareté se sont procuré le plus de terrains possible, ce qui a produit la hausse dans les prix—3186; l'augmentation du prix des terres aux Etats-Unis—3186; la fraude a existé dans l'administration des concessions gratuites et elle existe encore—3187; les preuves de circonstances, tirées des livres bleus—3187; à l'heure qu'il est, quantité des terrains du Nord-Ouest sont détenus par des gens qui n'y ont pas de titres—3188; il y a 15,000 déclarations non réglées, représentant 2,500,000 acres dont les déten-

ADMINISTRATION DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. Ames—*Suite.*

teurs ne sont pas conformés à la loi—3188; le gouvernement ne pratique pas l'annulation automatique des déclarations—3188; le Gouvernement attend l'initiative des particuliers—3189; les députés libéraux se plaignaient du nombre des radiations, sous le régime conservateur, ils y voyaient un indice d'impéritie, eh bien la proportion des radiations est la même qu'elle était autrefois—3190; expérience personnelle à Radisson—3190; plainte de J. W. Waddell—3191; plainte de J. A. Hamilton—3192; lettres de M. Waugh dans le "Free Press" de Winnipeg—3192; accaparement des concessions gratuites dans un but de spéculation—3192; enregistrement fictif de homesteads—3193; nous voulons voir si les abus sont généraux, si les lois sont défectueuses si l'application des lois est fautive—3194; inutile de nous répondre avec les tirades ordinaires sur la prospérité de l'ouest et le flot d'immigration—6194; non seulement le Gouvernement ignore pas ce qu'énumère le "Free Press" mais il le savait depuis longtemps—3195; on renvoie aux livres bleus pour trouver des renseignements, mais les livres bleus sont maquillés—3195; ils sont tronqués—3195; le rapport de l'agent de Battleford, 15 juillet 1905, partie essentielle supprimée dans le rapport du ministre—3196; rapport Herchmer, agent au Dauphin, partie supprimée—3198; le ministre n'a pas le droit de déposer sur le bureau de la Chambre un rapport falsifié—3198; lit "Free Press" qui a demandé une enquête consciencieuse et complète—3198; l'opposition la demande aussi—3198; mettons les fraudes à nu, et que les terres soient libres pour le colon—3198.

Hon. C. Sifton—La suppression d'une partie d'une lettre officielle dans le livre bleu n'est pas excusable—3199; les membres du gouvernement sont obligés de s'en rapporter aux fonctionnaires—3199.

M. Avery—Le sous-ministre n'a pas supprimé cela pour le plaisir de la chose—3200.

M. J. C. Turriff—C'est toujours ceux qui visitent un pays en passant qui y découvrent tous les abus et tous les torts—3200; en général l'ouest a été bien administré—3200; avec la hausse de terre et l'afflux des demandes il a dû et pu se produire quelques erreurs—3209; le mal dont l'ouest a souffert pendant vingt-cinq ans provenait de l'administration des terres par les conservateurs—3209; les terres étaient là, l'immigration était suffisante, le Pacifique Canadien roulait, etc., mais la politique était telle que la population ne restait pas—3201; le système de l'annulation automatique des homesteads pourrait amener la désolation dans l'ouest—3201; les terres aliénées qui n'ont pas été données à des colons sont celles que les conservateurs avaient aliénées en faveur des compagnies—3200; le Gouvernement ne fait que remplir les obligations conservatrices—3203; ne vaut-il pas mieux établir des colons que de regarder les terres et se lamenter de les voir sortir des mains du Gouvernement—3202; Montréal profite du développement de l'ouest—3202;

ADMINISTRATION DES TERRES FEDÉRALES—*Suite.*M. Turriff—*Suite.*

il n'est pas raisonnable de demander qu'on fasse en cent ans ce qui peut se faire en cinq ans—3202; si ce que M. Ames dit de l'administration des terres était vrai, il n'y aurait pas eu en 1904 un seul député libéral élu dans l'ouest—3202; les colons loin de chercher des terres auprès des chemins de fer ont une tendance à s'enfoncer le plus loin possible—3203; ils vont sur les terres de la rivière à la Paix, même si on leur dit d'attendre la construction des chemins de fer—3202; il y a encore des homesteads à donner par milliers pendant cinq ou six ans—3202; il y a des milliers de colons qui ne prennent pas de homesteads, qui achètent des terres des compagnies—3204; la hausse du prix des terres a été un bienfait pour l'ouest—3204; les colons américains—3204; la ligne de conduite du Gouvernement en matière d'immigration a été sage—3206; le Gouvernement a fait venir des colons d'Europe centrale pour prendre les terres dont n'aurait pas voulu les colons d'origine britannique—3206; Galiciens et Hongrois y réussissent parfaitement—3206; le Gouvernement devrait s'acquitter de ses obligations envers les chemins de fer avant de disposer des sections impaires—3206; s'il vend des terres sujettes à certaines conditions au lieu de les donner comme homesteads, il retirera un beau revenu—3206; conditions ordinaires d'après lesquelles le colon s'établit sur des homesteads—3207; en appliquant automatiquement la loi des homesteads, dans la plupart des cas, les colons deviendraient des indigents—3208; c'est ce système qui a empêché toute colonisation avant 1896 et qui a fait de tous les colons de l'ouest des libéraux—3208; le système de réserve des homesteads peut avoir été l'objet d'abus—3210; les colons américains ont spéculé—3210; les cas ont été peu nombreux, l'annulation automatique des homesteads causerait de bien plus grands désastres—3211; lorsque les homesteads sont retenus pour des jeunes gens, mention en est faite sur la carte—3211; exemples de routine conservatrice—3211; les changements opérés par M. Sifton, étaient tous inspirés par l'esprit pratique et pour faciliter l'établissement du colon—3214; le résultat des élections dans l'ouest est le critérium de la valeur de l'administration des terres—3217; espère que le présent ministre continuera à administrer les terres comme elles l'ont été depuis dix ans—3217.

M. M. S. McCarthy—La suppression de document dont s'est plaint M. Ames est postérieure à la sortie de l'hon. M. Sifton du Gouvernement—3217; M. Ames ne demande pas l'annulation mais l'inspection obligatoire—3217; M. Turriff et les concessions de terres du Pacifique Canadien devant le conseil législatif de Régina—3218; la prospérité de l'ouest n'est pas entièrement due au régime libéral—3218; les conservateurs ont bâti le Pacifique Canadien—3219; les règlements de homesteads sont appliqués de façon à assurer des élections par acclamation aux candidats libéraux—3219; le "Free Press" et l'outrage—3220; le Gouvernement doit être blâmé que la pratique qui

ADMINISTRATION DES TERRES FEDÉRALES—*Suite.*M. M. S. McCarthy—*Suite.*

permet la spéculation des homesteads soit devenue règle générale—3220; comment on s'y prend pour réserver un homestead—3222; c'est l'opinion publique et non la propre intention du ministre qui amène la modification des règlements—3222; le cas du colon de Muskoka—3224; le cas de A. Champagne—3224; le cas de Calice Eon—3224; des changements auraient dû être faits depuis deux ans au moins—3225; les anciens règlements auraient suffi si on les eût appliqués honnêtement—3226.

M. E. B. Devlin—Il est inexact de dire qu'en dehors des grandes villes au Nord-Ouest, on ne voit pas de vestiges de colonisation—3226; les districts de Hambold et Munster—3226; l'augmentation des homesteads—3226; le mouvement des grains—327; le rapport de la commission des transports et la superficie des terres de l'ouest—3227; l'opposition dit que le Gouvernement ne fait rien pour l'immigration et M. Morin trouve qu'on fait trop—3228; l'opposition devrait lire le rapport de la commission des transports—3228.

M. A. J. Adamson—L'opposition se limite aux insinuations—3235; la caractéristique de ses discours est l'absence de faits—3235; M. Ames aurait dû indiquer au ministre depuis longtemps déjà les abus qu'on lui a signalés à Radison—3235; le cas du homestead Adamson—3236; le cas du Rév. J. Bryant—3236; il peut être de bonne guerre de dénoncer des adversaires politiques, mais il est injuste de dénoncer comme des gens tarés des citoyens recommandables qui ont travaillé ou développé du Nord-Ouest—3236; le cas des messieurs Scott—3237; ce qui est étonnant c'est qu'il ne se produise pas plus d'erreurs dans une gestion aussi compliquée que celle des terres du Nord-Ouest—3237; si M. Ames voulait faire part de ses conseils au ministre de l'Intérieur il les accueillerait sûrement avec satisfaction—3237; si M. Ames vivait cinq ou six années dans l'ouest, il se créerait des notions exactes sur les besoins et les sentiments de l'ouest—3237; les colons appuient le Gouvernement parce qu'il agit loyalement avec eux, parce qu'il est progressif, parce qu'il n'y a pas de barrière entre eux et le ministre—3238; l'opposition cherche à induire le public en erreur en confondant les agents des terres du Gouvernement et les vendeurs de terres particuliers—3238; le Gouvernement a intenté des poursuites contre Pettypiece qui avait trompé l'homme de Muskoka—3238; la plupart des plaintes quand on les examine n'ont aucun fondement—3239; il est difficile de faire comprendre à un homme qui voit des terres inoccupées, qu'elles ne peuvent être à lui—3239; il y a 171,000,000 d'acres de terre cultivable dans l'ouest, et 5 pour 100 seulement sont en culture—3240; les méthodes pitoyables des conservateurs, les colons partaient aux Etats-Unis—3240; la réserve de homesteads est le meilleur moyen d'encourager le peuplement de l'ouest par les gens de notre pays—3241; la valeur primitive des terres de l'ouest a augmenté sous le présent régime de \$171,000,000 à \$1,026,000,000—3241.

ADMINISTRATION DES TERRES FEDÉRALES—*Suite.*

M. R. L. Lake—Admet la prospérité, du pays—3242; admet qu'en 1896 le gouvernement libéral a fait des changements qui s'imposaient—3242; si le régime conservateur observait trop strictement les règlements des terres, celui-ci les méprise trop—3243; le ministère n'a pas bougé en apprenant les abus des réserves de homesteads—3244; il y a un mois seulement, les hauts cris du "Free Press" ont forcé le département à agir—3244; s'il y a seulement l'ombre d'un soupçon de collusion entre spéculateurs et fonctionnaires, une enquête s'impose—3245; le truc des homesteads dévoilé—3246; partage l'opinion de M. Adamson quant à la quantité de terres fertiles—3246; partout on se plaint du favoritisme du département dans la concession des homesteads—3246; le favoritisme s'est glissé, même dans l'inspection—3248; déclaration de M. J. P. Brown à la législature de Saskatchewan—3247; lettre de M. Glen, député du Manitoba—3247; le fait que le ministre vient d'adopter de nouveaux règlements pour l'administration des terres est la preuve qu'il y a mécontentement—3248; les changements ne sont pas complets, les livres des agents du Nord-Ouest devraient être accessibles au public—3248; admet que cette administration est chose compliquée—3249; le Gouvernement en constituant les nouvelles provinces l'année dernière a acquis \$1,200,000 de terres, mines et forêts pour \$75,000,000—3249; il a contracté des obligations envers les provinces—3249; l'opposition demande des documents parce qu'on ne veut pas lui laisser feuilleter les dossiers—3250; le fonctionnement du règlement permettant au Gouvernement de vendre les terres réservées à un prix pas inférieur à \$1 l'acre—3251; le cas Entenier—3252; le "Telegram" de Winnipeg et le district de Kronan—3253; le cas de P. J. Hamilton, de Touchwood Hill—3254; le cas de Harry Bowville—3255; il n'est pas étonnant qu'avec de pareils atouts le Gouvernement fasse élire ses candidats dans le Nord-Ouest—3255.

M. McIntyre (Strathcona)—Sort d'une élection dans la division d'Alberta où il y a eu le plus d'inscriptions de homestead depuis trois ans—3256; n'a pas entendu dans toute l'élection dire un seul mot de prétendues inscriptions apocryphes de homesteads—3256; seul M. Ames dans cette discussion paraît sincère—3256; il n'est pas besoin d'annulation automatique, tout le monde peut demander l'annulation et l'obtenir—3258; une demande d'annulation—3258; l'inscription de homesteads par procuration est une excellente méthode pour peupler l'ouest avec notre population; les inscriptions étaient prises à l'automne et les colons venaient au printemps suivant—3258; naturellement, il est impossible de distinguer une inscription apocryphe—3258; regrette que le gouvernement renonce à ce système—3259; sans ce privilège, les règlements sont trop sévères—3260; on ferme ainsi la porte aux immigrants canadiens—3260; correspondance et plaintes de cultivateurs d'Ontario demandant à s'établir à l'ouest—3262; le Gouvernement devrait trouver moyen de rétablir le système de procuration tout en le préservant des abus—3262.

ADMINISTRATION DES TERRES FEDÉRALES—*Suite.*

M. T. Chisolm—La superficie des terres vraiment bonnes de l'ouest n'est pas aussi considérable qu'on le croit—3262; toutes les bonnes terres sont sous réserve pour un motif quelconque—3264; non seulement on fait don des bonnes terres aux étrangers mais on va les chercher pour leur faire ces cadeaux—3264; demande mêmes privilèges pour les fils du Canada que pour étrangers—3266; accorder aux Canadiens seuls le privilège d'inscription par procuration—3266; le délai d'annulation devrait être plus court pour les homesteads ainsi obtenus, —3266; lettres Lennox et Clarkskill—3267; les Doukhobors n'auraient pas dû être groupés—3267; on eût amené plus d'immigrants en consacrant de l'argent à des voies de communication—3268; le gaspillage des terres fertiles va de pair avec l'extermination des buffalos—3268; il y a dans les provinces nouvelles une personne sur cinq qui ne parle pas notre langue et ne connaît pas nos lois—3268; si les conservateurs d'autrefois ont mal agi, ils ont été punis—3269; les historiens ne les jugeront pas par les quelques dollars qu'ils auront amassés, mais par le bien qu'ils auront fait—3270.

M. G. E. McCraney—On s'est moqué de M. Ames à Radison, son histoire sur le rév. J. Bryant ne tient pas debout—3270; la lettre Wadell, erreur évidente—3271; M. Ames a été d'une crédulité enfantine—3271; à Radison, dans sa propre division électorale, il n'a jamais entendu parler des plaintes apportées en Chambre—3271; il faut venir à Ottawa pour apprendre du nouveau sur les choses de l'ouest—3271; il peut y avoir des erreurs de bonne foi en accordant des extensions non méritées—3272; il n'y a pas de conspiration de silence des électeurs libéraux, s'ils avaient à se plaindre, ils se plaindraient comme les autres—3272; explication du règlement relatif à la coopération des colons pour acquitter leurs charges de homesteads—3274; système des Doukhobors—3274; ce sont ces homesteads que M. Ames signale comme n'ayant pas satisfait aux conditions réglementaires—3274; il n'y a pas de réserves de Doukhobors ni de Galiciens—3275; dire qu'il y a des réserves pour les Doukhobors, les Galiciens et les Mennonites et pas pour les Canadiens, c'est de la fausseté et de la démagogie—3276; le Gouvernement n'est pas plus obligé d'émettre des titres de homestead automatiquement que de les annuler automatiquement—3278; certaines personnes ne songent à retirer leurs titres que lorsqu'ils veulent vendre ou emprunter et ils se plaignent de lenteur ou accusent les bureaux de refus—3278; les articles du "Free Press" et les lettres de M. Vaughn montrent simplement qu'il y a toujours de l'indépendance chez les libéraux—3278; incident clos, la Chambre se forme en comité de subsides—3278.

## AGENT CONSULAIRE ANGLAIS AU CANADA.

M. A. E. Kemp—Demande renseignements au sujet du projet de nommer un agent consulaire anglais au Canada pour faire rapport au Bureau du Commerce sur commerce anglo-canadien—2145; demande si le Gouvernement anglais a préposé un fonctionnaire à cette fin—2146.

Sir W. Laurier—Aucune information—2146.

## ALBERTA LAND COMPANY.

M. R. L. Borden—Signale nouvelle du "Globe" annonçant participation de W. R. T. Preston dans une compagnie de spéculations de terres l' " Alberta Land Company"—2080 ; une loi du département de l'intérieur interdit spéculations de ce genre—2080.

Sir W. Laurier—En conférera avec ministre de l'intérieur—2080.

## ARBITRAGE ENTRE LA COURONNE ET LE GRAND-TRONC.

M. R. L. Borden—Où en est l'arbitrage entre Gouvernement et le Grand-Tronc, soumis à l'arbitrage par Acte 1904—232.

Hon. Chas. Fitzpatrick—Arbitrage virtuellement terminé—232 ; deux points en souffrance au sujet du détournement de trafic seront réglés dans un mois ou deux—232.

M. Bergeron—Décisions sont-elles finales ?—232.

Hon. Fitzpatrick—On a cherché à avoir un appel, mais il a été décidé que jugement serait final—232.

## ARSENAL D'HALIFAX.

M. Sam. Hughes—Demande si nouvelle donnée par le "Canada" que l'arsenal d'Halifax avait été transporté au Gouvernement du Canada est fondée ?—1045.

Sir W. Laurier—Aucun fondement—1045.

## AFFAIRE FRED. COCHRANE.

M. H. A. Ward—Raconte histoire de Fred. Cochrane emmené en captivité par croiseur russe pour pêcher dans les eaux du Japon—871 ; ses compagnons sont mis en liberté, lui encore en captivité—871 ; demande ministre de la justice de soumettre le cas au Secrétaire d'Etat—871.

Hon. Fitzpatrick—Communiquera au Secrétaire d'Etat—872.

## BESOGNE DE LA CHAMBRE.

M. R. L. Borden—Annonce qu'il proposera de discuter certaines questions relatives à l'administration des terres du département de l'intérieur—3138.

## BESOINS ADMINISTRATIFS DU YUKON.

M. A. Thompson—La population demande le pouvoir d'élire tout entier le conseil du Yukon—5230 ; demande même régime qui régnait dans les Territoires du Nord-Ouest avant formation des provinces—5230 ; la dépopulation du Yukon—5230 ; le même mouvement de recul se produit au début de la formation de toutes les colonies—5231 ; au Yukon sur 1,000 habitants, il y a une proportion de 900 électeurs ; dans les anciennes provinces la proportion est seulement de 1 par 5 personnes recensées—5232 ; en neuf années, le Yukon a produit \$130,000,000—5232 ; le Gouvernement a envoyé au Yukon deux géologues expérimentés qui vont évaluer aussi exactement que possible ce qui reste de sable aurifère au Yukon—5233 ; les capitalistes engagent encore des fonds considéra-

BESOINS ADMINISTRATIFS AU YUKON—*Suite*

bles dans les entreprises du Yukon—5233 ; la maison Guggenheimer—5234 ; les ingénieurs sont d'avis qu'on pourrait amener l'eau des sources de la rivière Klondyke sur les lieux d'exploitation—5234 ; il faudrait un aqueduc de 100 milles de longueur qui coûterait cinq à six millions—5234 ; ce serait une bagatelle puisque le pays a déjà produit \$130,000,000 en neuf ans—5235 ; le Yukon ne produit lui-même aucune marchandise, c'est un débouché de premier ordre qui vaut bien un sacrifice—5235 ; le Yukon l'année dernière a acheté \$4,300,000 de marchandises, le Canada en a fourni \$3,000,000, il aurait dû fournir le tout—5235.

Hon. F. Oliver—Inutile de dire que le Gouvernement est en faveur de donner au Yukon le régime représentatif dans sa plénitude—5236 ; le Yukon vient d'exprimer l'opinion qu'il préférerait que les membres du conseil choisis par le Gouvernement fussent pris parmi les fonctionnaires plutôt que parmi les citoyens, ceci ne démontre pas un mécontentement de l'état de chose—5236 ; le Gouvernement étudie ; quand il sera convaincu que le changement serait avantageux au Yukon, il l'accomplira—5237 ; les ressources minières de toute nature sont incalculables au Yukon—5238 ; la grande difficulté est celle du coût des transports—5238.

M. R. L. Borden—A cité antérieurement résolutions indiquant que la population du Yukon demande l'autonomie complète—5238 ; la population est digne d'être émancipée—5239 ; les institutions ont assez de stabilité pour permettre l'émancipation—5239 ; rappelle la marche des événements qui ont amenés les Territoires du Nord-Ouest à obtenir leur autonomie—5240.

## BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

M. S. Hughes—Se plaint qu'il n'y a aucun fonctionnaire à la bibliothèque le dimanche—2293.

Sir W. Laurier—Dépend du comité de la bibliothèque—2294.

M. Bergeron—Fait partie du comité qui ne s'est pas encore réuni—2295.

## BILL DU DIMANCHE.

M. F. D. Monk—Demande si bill du dimanche sera discuté de nouveau au cours de la session—7257.

Sir W. Laurier—Sera repris aujourd'hui ou demain—7258.

## BILL DE L'USURE.

M. R. L. Borden—Demande si le bill relatif à l'usure sera adopté à la présente session—6287.

Sir W. Laurier—Désire s'occuper de la solution de ce problème—6288 ; répondra aussitôt rapport du comité reçu—6288.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement demandera l'adoption du Bill de l'usure—6863.

Sir W. Laurier—Oui—6863.

## BUREAU DE DOUANE D'EMERSON.

Hon. Foster—Signale un journal de Winnipeg disant que L. G. Gendron, percepteur des douanes à Emerson, congédie sans motif les employés qui sont ensuite réintégré par département—1635; a commis 67 irrégularités, a été suspendu plusieurs mois puis a repris fonctions—1636; bureau menacé de grève—1636.

Hon. M. Paterson—Gendron a été remis en place sur rapport de l'inspecteur en chef—1636; discordance existe évidemment et à la première occasion Gendron devra être changé de poste—1636.

Hon. Foster—Redemande renseignements au sujet de la réintégration du percepteur des finances d'Emerson après suspension—6146.

Hon. Paterson—Documents ont été déposés 6146; fournissent renseignements complets 6146.

## BUREAU DE POSTE DU COMTE DE PEEL.

M. Blain—Demande production sans retard des documents relatifs aux bureaux de poste du comté de Peel—1806.

## BUREAU DE POSTE DE GOODERHAM.

M. Sam. Hughes—Lit lettre inspecteur Merrick à la receveuse des postes de Gooderham—1637; ces accusations ne sont pas prouvées et ne peuvent pas l'être 1637; receveuse demande une enquête—1637.

## BUREAU DE POSTE DE SAINT-JEAN, N.B.

M. Daniel—Se plaint encombrement bureau de poste de Saint-Jean, N.B.—7913.

Hon. Lemieux—Inspecteur envoyé—7913.

## CANONNIERES COULEES DANS LA RIVIERE THAMES.

M. A. E. Kemp—Le Gouvernement a-t-il décidé de ne pas laisser emporter aux Etats-Unis les débris des canonnières coulées dans la guerre de 1812 dans la rivière Thames—2612.

Hon. C. Hyman—Il y avait doute sur propriété—2612; autorités impériales ont donné carte blanche—2612; rien de décidé quant à destination, mais ne sortiront pas du Canada—2612; les autorités de Chatham les ont actuellement sous leur garde—2612.

## CATASTROPHE DE SAN-FRANCISCO.

M. D. W. Bole—Demande si le Gouvernement entend s'intéresser à la catastrophe qui vient d'affliger San-Francisco?—1806.

Sir W. Laurier—Gouvernement a appris catastrophe avec émotion—1806; pas encore considéré opportunité offrir assistance—1806; désire savoir d'abord si ressources nationales ne suffisent pas—1806.

Reprise—2936.

M. Osler—Demande si le Gouvernement s'occupe des \$100,000 votés pour sinistrés de San-Francisco—2963; si le gouvernement américain n'accepte pas, le comité des citoyens accepterait bien—2963.

M. R. L. Borden—Dit que cet argent pourrait être consacré à aider les Canadiens dans le dénuement à San-Francisco—2964.

## CATASTROPHE DE SAN-FRANCISCO—Suite.

Hon. W. S. Fielding—Le gouvernement du Canada ne se croit pas autorisé à agir sans l'assentiment du gouvernement américain—2964; l'argent a été voté pour venir en aide à tous les sinistrés sans distinction de Canadiens—2964; après la réponse faite à sir Mortimer Durand, nous n'avons pas jugé à propos d'aller plus loin—2964; un fois le crédit voté nous pourrions l'employer à des fins utiles auxquelles le gouvernement américain n'aura pas d'objection—2965.

M. Osler—La décision du parlement canadien a été vivement appréciée aux Etats-Unis—2965.

Hon. Fielding—Il est bien vrai que le président Roosevelt dans son message a parlé du "beau geste spontané" du Canada, n'empêche qu'il n'a pas accepté—2965.

M. Sproule—Conseille qu'on tâche de trouver un moyen de venir en aide aux malheureux qui manquent du nécessaire—2966.

Reprise—5667.

Hon. Fielding—Le gouvernement après entente avec consul anglais à San-Francisco a versé \$80,000 entre les mains de J. D. Phelan, président de la Croix-Rouge de San-Francisco—5667; \$20,000 ont été retenus sur son avis—5667.

## CAUTIONNEMENTS EN VALEURS ETRANGERES.

M. A. C. Macdonell—Demande si Gouvernement accepte cautionnement de compagnies étrangères pour propriétaires d'entrepôts d'accise—1519; déclarations ministérielles de 1904, le Gouvernement avait promis que les cautionnements existant étant expirés, il n'accepterait plus que ceux de compagnies canadiennes ou anglaises—1520; circulaire envoyée 7 avril 1906, autorisant certificats de l'"United States Fidelity Company"—1520; demande si le département du revenu de l'intérieur va se conformer à la déclaration de 1904—1520.

Hon. Templeman—Promet réponse ultérieure—1521.

M. A. C. Macdonell—Revient sur sa demande—2129.

Hon. Templeman—Le revenu de l'intérieur n'accepte que des cautions provenant de compagnies canadiennes ou anglaises—2129; circulaire en question envoyée par employé ignorant—2129; contre-ordre envoyé—2129.

## CHAMBRE DE MATURATION DE BROCKVILLE.

M. Taylor—Demande rectification de réponse à question relative aux dépenses totales de la chambre de maturation de Brockville—704; la réponse donne \$18,661.34 pour la dépense jusqu'au 1er mars 1906, et le rapport de l'auditeur général donne déjà \$22,000 rien que jusqu'au 1er juillet 1905—704.

Hon. Fisher—Promet explications—705.

Hon. Fisher—Lit explications du département—1003.

M. Taylor—Lit question, réponse et explications—1041; autre erreur évidente pour le chiffre donné pour dépenses globales des chambres de maturation—1043; désire savoir chiffre exact des pertes provenant de ces chambres établies à l'avantage d'amis politiques—1043.

CHAMBRE DE MATURATION DE BROCKVILLE—*Suite.*

Hon. Fisher—Fera vérifier chiffres fournis—1043 ; en parlant des pertes d'argent, on oublie les avantages d'expériences—1044.

M. G. Taylor—Se plaint que le ministre de l'agriculture n'ait pas encore, comme promis, fait vérifier l'exactitude des chiffres qu'il a soumis à la Chambre au sujet des opérations de la station de maturation de Brockville—1626.

Hon. Fisher—Cite état préparé par M. Taylor pour dépenses de chambre de maturation—2303 ; explication des changements—2306.

M. Geo. Taylor—A commis une erreur de \$4 dans ses calculs, mais ministre a commis erreur de \$15,000—2386 ; le ministre a acheté des boîtes de fromage et non des boîtes à fromage—2386 ; les députés ont le droit de savoir la vérité—2387.

Hon. Fisher—Ce sont réellement des boîtes à fromage qui ont été achetées, on met le fromage dans des boîtes spéciales—2388.

M. Derbyshire—Le principe est de démontrer qu'une température fraîche convient mieux à la maturation du fromage qu'une température élevée—2388 ; les fabriques se sont améliorées, le fabricant produit un meilleur article—2388.

## CIRCULAIRE AUX JUGES.

M. Léonard—Demande si la circulaire mentionnée par le ministre de la justice comme envoyée par lui aux juges au sujet des dispositions de l'Acte des juges a été envoyée à tous les juges ou à quelques-uns seulement—1627.

Hon. Fitzpatrick—Se plaint de n'avoir pas été avisé au préalable de la question—1628 ; circulaire préparée et révisée par lui—1628 ; par suite de maladie de l'employé préposé à l'expédition, n'a pas été envoyée à tous les juges, quelques-uns de Québec ne l'ont pas eue à temps—1628 ; d'ailleurs, pas de réponses reçues—1628 ; est prêt à donner personnellement à M. Léonard connaissance des réponses—1628 ; texte circulaire sera déposée sur bureau—1628.

## COMITE DES COMPTES PUBLICS.

M. W. S. Northrup—Annonce qu'il désire proposer le renvoi au comité du rapport des comptes publics—4001.

Sir W. Laurier—Il y a peu de monde, serait préférable remettre à mardi—4001.

## COMMISSION DES ASSURANCES.

Hon. Paterson—Donne le personnel de la commission des assurances—720 ; rétribution commissaires pas encore arrêtée—721.

M. R. L. Borden—Demande où la commission en est rendue de ses travaux—2000 ; se plaint n'avoir pas reçu dépositions—2000.

Sir W. Laurier—Signalera fait à hon. Fitzpatrick—2000.

M. W. F. Maclean—Demande si, en vue des révélations faites devant la commission, le Gouvernement songe à obliger certains directeurs de la Compagnie d'assurances des Manufacturiers à démissionner—2295.

COMMISSION DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Fielding—Pas sage prendre décision avant fin d'enquête—2295.

M. A. E. Kemp—Se plaint de la lenteur avec laquelle procède la commission des assurances—5896 ; comparaison avec la célérité déployée pour l'enquête de l'Etat de New-York—3896 ; c'est commettre une injustice envers assurés et compagnies de laisser l'enquête se prolonger—3897 ; au train dont elle va, et étant donné le nombre de compagnies à examiner, l'enquête durera quatre ans et 98 jours—3897 ; les commissaires devraient siéger plus longtemps—3897.

Hon. Brodeur—Le Gouvernement désire que l'enquête se termine le plus promptement possible—3898.

M. Sproule—La commission ne pourra certainement pas terminer ses travaux à temps pour qu'une législation soit passée à cette session—3898 ; le public est inquiet, le Gouvernement ne cherche pas à démontrer que cette inquiétude a ou n'a pas de fondement—3898.

M. R. L. Borden—Demande s'il est probable que le rapport sera présenté au commencement de la prochaine session—5581.

Hon. Aylesworth—D'après informations reçues, est prêt à l'affirmer—5581.

Hon. Geo. E. Foster—Désire savoir si la direction de l'enquête est modifiée au cours du progrès ou si elle se fait simplement suivant les instructions générales données—5582.

Hon. Aylesworth—Les instructions générales sont les seules qui existent—5582.

## COMMISSION DES EAUX LIMITOPHES.

M. R. L. Borden—Désire savoir si des négociations se poursuivent entre le Gouvernement anglais et le Gouvernement américain au sujet d'un traité relatif à de nouvelles concessions hydrauliques aux chutes Niagara ?—585.

Hon. C. Hyman—N'a connaissance d'aucune négociation—585.

Sir W. Laurier—Il n'y a aucune négociation au sujet des chutes—585 ; question entièrement laissée à la commission—585 ; négociations se poursuivent au sujet pêcheries dans les eaux limitrophes—585.

M. R. L. Borden—Demande si le rapport de la commission des eaux limitrophes est imprimé et distribué—1418 ; rapport américain déjà distribué—1418.

Hon. C. Hyman—Sera distribué incessamment—1418.

## COMMISSION DE PILOTAGE DE SYDNEY-NORD.

M. A. C. Boyce—Expose circonstances de détournements de fonds de D. McLean, secrétaire trésorier du district de pilotage de Sydney—5572 ; \$4,500 détournés, Gouvernement a fait semblant d'enquête, a nommé enquêteur M. Phelan, associé de M. Mackenzie, ex-M.P.—5572 ; veut savoir si Gouvernement va combler le déficit—5572.

M. R. L. Borden—Si l'individu est coupable il est étrange que rien ne se fasse pour le poursuivre—5572 ; population Cap-Breton soulevée—5572.

COMMISSION DE PILOTAGE DE SYDNEY-NORD—*Suite.*

Hon. Fielding—Entend citer la question pour la première fois—5572 ; demande attendre présence ministre de la marine—5572.

M. Boyce—Demande résultat enquête sur commission de pilotage de Sydney-nord—6995.

Hon. Brodeur—Maclean avait été nommé commissaire de pilotage par le Gouvernement—6995 ; il avait été nommé trésorier par les pilotes—6995 ; il a détourné les fonds des pilotes et le Gouvernement l'a destitué comme commissaire—6996 ; les fonds appartenaient aux pilotes, le Gouvernement ne pouvait pas le poursuivre—6996 ; par les bons offices du ministre de la justice et de son agent à Sydney, il a fait rembourser aux pilotes les \$4,700 détournés—6996 ; les documents ont été déposés au Sénat—6997.

COMMUNICATION DE L'AMBASSADEUR A WASHINGTON.

Hon. W. S. Fielding—Dépose la lettre du gouvernement des Etats-Unis à sir Mortimer Durand au sujet du vote de \$100,000 pour les sinistrés de San-Francisco—2145 ; texte—2145 ; Gouvernement fera cependant insérer et voter le crédit au bill de subsides pour être disponible si gouvernement américain changeait d'idée—2145.

COMPAGNIES DE MESSAGERIES.

M. R. L. Borden—Demande que le bill de M. Alcorn sur les messageries reçoive sa 2e lecture—4645.

M. Alcorn—S'était entendu avec hon. Fitztrick que bill serait référé au même comité que le bill des chemins de fer—4645.

Sir W. Laurier—Entente sera respectée—4645.

CONCESSIONS FORESTIERES AU YUKON.

Hon. Foster—Demande documents relatifs aux concessions forestières du Yukon—7857.

Hon. Oliver—Envoyés par malle du Yukon—7857 ; arriveront trop tard pour session—7857.

CONCESSIONS HYDRAULIQUES AU YUKON.

M. R. L. Borden—Demande s'il est vrai que certaines concessions hydrauliques au Yukon, y compris celle de Bronson et Ray ont été annulées comme annoncé dans les journaux—1911.

Hon. Oliver—Ces concessions ne sont pas annulées, annulations à l'étude, déclaration sera faite prochainement—1911.

M. R. L. Borden—Cite trois résolutions passées par une assemblée des citoyens du Yukon : 1° concession Boyle—6726 ; 2° conseil électif—6727 ; 3° privilèges accordés aux concessionnaires dont les concessions sont annulées—6728 ; demande si le Gouvernement va se rendre aux désirs des citoyens du Yukon—6729.

M. A. Thompson—Avait touché tous ces points dans un discours antérieur—6729.

Hon. F. Oliver—Les concessions hydrauliques n'ont pas été annulées pour avoir été obtenues ou exploitées frauduleusement—6790 ; il y avait de bonnes et valables raisons pour les exceptions qui ont été faites—6730 ; le Gouvernement prétend qu'il ne suffit pas

CONCESSIONS HYDRAULIQUES AU YUKON—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

de faire les dépenses réglementaires, mais qu'il faut réellement laver le gravier—6731 ; la question sera soumise aux tribunaux—6731 ; le Gouvernement a décidé de tenir compte aux concessionnaires des dépenses réellement faites, c'est ce qui est recommandé par les citoyens du Yukon pour la concession Boyle—6762 ; le Gouvernement considère que les intéressés de la concession Boyle ont fait des efforts qui méritent une considération spéciale, si même ils ne remplissent pas les termes de la loi—6733 ; la ville de Dawson après avoir goûté du système électif est, de son propre vœu, revenue à un conseil municipal inamovible—6732 ; il ne faut pas être guidé par les théories, mais par les faits—6733 ; les journaux du Yukon et le commissaire actuel—6732 ; le "World" et le "News" de Dawson—6734.

M. Thompson—Dawson a renoncé à l'administration municipale à cause du coût du mécanisme—6734 ; approuve les journaux quant au gouverneur McInnes—6734.

CONCESSIONS DE MINES DE M. CALDWELL.

M. J. E. Reid—Demande informations promises par ministre—1517.

Hon. F. Oliver—C. F. Caldwell a déposé demandes de 210 clients pour acheter terrains houillers dans Alberta—1517 ; a payé \$1,050, soit \$5 par demande suivant règlement—1517 ; le maximum à concéder par demande est 320 acres—1517 ; rien n'empêche de présenter des demandes pour d'autres personnes—1518 ; impossible dans les archives de distinguer les clients de M. Caldwell, autrement que par noms—1518.

CONCURRENCE DE LA MARINE NORVEGIENNE.

M. Black—Lit article du "Record," de Sydney—4188 ; la décadence de notre marine marchande—4189 ; les Norvégiens qui envahissent nos côtes de l'Atlantique sont pires que les Chinois sur la côte du Pacifique—4189 ; les Norvégiens ne laissent pas un sou en Canada—4189 ; en ce qui regarde le cabotage, la devise est le Canada aux Norvégiens—4190 ; les progrès du cabotage norvégien—4190 ; le Gouvernement devrait payer des primes aux caboteurs canadiens pour contrebalancer la faiblesse des gages payés chez les Norvégiens—4190 ; il faut espérer qu'on permettra un jour au Canada de faire ses traités et de se débarrasser de ceux qui le rongent—4190.

Hon. L. P. Brodeur—Question discutée devant commission du tarif—4190 ; le Canada n'a peut-être pas fait dans la construction des navires tous les progrès désirables—4191.

M. A. E. Kemp—Sur les lacs, les navires des Etats-Unis n'ont pas le droit de faire du cabotage, sur les côtes de l'Atlantique les navires étrangers, sauf ceux des Etats-Unis ont ce droit—4192.

Hon. Fielding—Les vaisseaux canadiens pourraient aller faire du cabotage en Norvège—4192.

CONCURRENCE DE LA MARINE NORVEGIENNE—*Suite*.

M. L. P. Demers—C'est un des désavantages du régime colonial—4192 ; le traité n'est pas fait pour l'avantage du Canada, mais de la Grande-Bretagne—4192 ; le traité devrait être dénoncé—4192.

## CONSEIL DU YUKON.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement a décidé d'accorder au Yukon un conseil électif—2959 ; résolution des contribuables du Yukon—2959 ; résolution du " Young Men's Liberal Club " de Dawson—2960 ; demande une déclaration de politique du Gouvernement—2961 ; les territoires du Nord-Ouest ont été tenus moins longtemps en tutelle que le Yukon—2961 ; cependant ils avaient une moindre population blanche—2961.

Hon. F. Oliver—Le Gouvernement a l'intention de donner au Yukon un pouvoir électif quand les circonstances le permettront—2961 ; les résolutions citées demandent que certains changements qu'on croyait devoir être faits ne soient pas faits—2962 ; il y a peu de réclamations actuellement—2962 ; le Gouvernement s'occupe actuellement de choses plus importantes pour le Yukon—2962.

M. A. Thompson—La population du Yukon préfère, tant qu'elle n'aura pas le droit d'élire ses conseillers que ceux-ci soient des fonctionnaires sur lesquels le Gouvernement a quelque contrôle—2962 ; si le Yukon avait son autonomie absolue le rendement de ses revenus directs et indirects suffirait à son administration—2962 ; il est injuste de porter au compte du Yukon le coût total de sa gendarmerie à cheval—2963.

## CORRESPONDANCE ENTRE HAUT COMMISSAIRE ET MM. PRESTON ET GRIFFITH.

M. R. L. Borden—Ayant demandé d'ajouter à cette correspondance celle entre le département de l'intérieur et le haut-commissaire et MM. Preston et Griffith, propose que ces deux demandes soient disjointes—1806.

## CONTRATS DU TRANSCONTINENTAL.

M. R. L. Borden—Demande si les entreprises pour lesquelles des soumissions ont été reçues le 12 mars ont été adjudgées—679.

Sir W. Laurier—Non—679.

M. R. L. Borden—Demande si les entreprises sont adjudgées ?—1007.

Sir W. Laurier—Le Gouvernement n'a pas encore reçu rapport des commissaires—1007.

M. R. L. Borden—Demande ce qu'il y a de fondé dans la rumeur que les commissaires et le Gouvernement sont divisés au sujet des contrats de construction du Transcontinental—1515 ; s'il faudra renfermer encore les jurés—1516.

Hon. Fisher—Ne peut donner réponse, opposition doit se contenter pour le moment des rapports des journaux—1516.

M. R. L. Borden—Les rapports des journaux ont leur importance—1516 ; sur ces rapports le premier ministre a déjà renvoyé un de ses ministres—1516.

CONTRATS DU TRANSCONTINENTAL—*Suite*.

M. R. L. Borden—Demande s'il est vrai qu'il y a dissension—1518 ; demande quand Chambre sera renseignée—1518.

Sir W. Laurier—Durant la session, le conseil est trop occupé pour discuter—1518 ; discutera pendant vacances de Pâques—1518 ; fera connaître décision aussitôt prise—1518.

M. J. T. Schell—Demande si le Gouvernement va déposer les détails des soumissions reçues pour la construction des deux sections du Transcontinental—4137.

COUR SUPREME—JUGE *AD HOC*.

M. J. G. H. Bergeron—Désire savoir si juge en chef est nommé ou si décision prise pour juge *ad hoc* ?—3143.

Hon. Fitzpatrick—Pas décision prise—3143 ; strictement cinq juges forment un quorum et peuvent en entendre de toute cause soumise—3143.

M. Monk—Tient à savoir si le tribunal sera au complet lorsque viendront les causes de Québec—3152.

Sir W. Laurier—Le tribunal est au complet actuellement—3152 ; tout plaideur qui le désire peut être entendu—3152.

M. Monk—Demande si le Gouvernement va combler vacance à la cour Suprême—4007 ; deux ajournements déjà—4008 ; l'état incomplet s'oppose à l'instruction des causes de la province de Québec—4008.

Sir W. Laurier—Aucun obstacle à l'expédition des affaires—4008 ; inconvenient, mais pas obstacle—4008 ; question à l'étude—4008.

## DATE PROROGATION.

M. T. S. Sproule—Serait heureux de voir session se terminer le 12 juillet—7817.

Sir W. Laurier—C'est justement le jour espéré—7817.

## DECORATIONS POUR ANNIVERSAIRE NAISSANCE DU ROI.

M. Sproule—Demande ce qu'il y a de fondé dans les rumeurs de " Gazette " relatives à différend entre Gouvernement et Gouverneur général pour décorations naissance du roi ?—R. Dénuées de tout fondement—7670.

## DEFICIT CABLE TRANSPACIFIQUE.

Hon. Fielding—Dépose état des déficits du câble transpacifique pour 1904 et 1905—7912.

## DEMANDE DE DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS, RAPPORTS.

M. Lennox—Demande production d'un document ordonné le 6 mars 1905 relatif à la poste rurale—167.

M. R. L. Borden—Demande liste des documents ordonnés à la dernière session et non déposés—167.

M. R. L. Borden—Se plaint que l'état soumis des documents non encore déposés contienne seulement les dépôts ordonnés en 1905 et non effectués, demande les mêmes états pour 1904, soit deux années—869.

Hon. M. Foster—Demande texte marché avec Hatfield, faiseur de pluie—869.

Hon. Paterson—S'il n'en existe pas M. Foster sera responsable du temps perdu—870.

DEMANDE DE DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS, RAPPORTS—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Demande dépôt de documents du ministère de l'intérieur pour continuer discussion motion Roche—1007.
- M. R. L. Borden—Demande rapport du Transcontinental—1040.
- M. R. L. Borden—Annonce qu'il demandera renvoi de la discussion de certains articles s'il n'a pas rapports—1418 ; avis donné dix jours avant session—1418 ; demande rapport marine—1419.
- M. Bennett—Demande rapport du bassin de radoub de Collingwood—1420.
- M. Martin, (I.P.E.)—Insiste sur rapport demandé 29 mars—1420.
- M. Martin—Demande quand il pourra avoir documents relatifs aux Charbonnages du Dominion et au Havre de Glace-Bay—1635.
- M. S. Hughes—Demande quand il aura documents relatifs au creusage du canal de Trent ?—1635.
- M. Bennett—Demande rapport relatif à la cale sèche de Collingwood—1897.
- Hon. Hyman—Sera déposé demain ou après-demain—1897.
- M. R. L. Borden—Fait remarquer que certains rapports demandés depuis longtemps ne sont pas déposés; relativement à la compagnie de colonisation de la Vallée de Saskatchewan, au classement et à l'expédition du poisson, à l'expropriation de l'île Whitefish, à la commission de pilotage de Sydney, C.-B.—1910.
- M. Ingram—Demande formules d'inscription de homestead depuis 1890—1910.
- M. U. Wilson—Demande correspondance entre haut-commissaire et MM. Preston et Griffith—1910; différend grave existe, correspondance nécessaire—1910.
- M. H. B. Ames—Deux rapports: un relatif aux terres, l'autre, inscriptions de homesteads—1910.
- M. S. Barker—Correspondance C. W. Speers et ministre de l'intérieur, au sujet des 10,000 acres de terre concédés au colonel Davidson pour essai de production de blé—1910.
- M. R. L. Borden—Demande rapport sur les terres de Saskatchewan, demandé depuis 8 semaines—2000.
- Hon. Oliver—Va faire préparer dans plus bref délai—2001.
- M. Ingram—Demande que rapport relatif à la commission des assurances soit complété—2129.
- Hon. Geo. Foster—Demande texte arrêté du Conseil du Yukon pour le Faiseur de Pluie—2142; demande arrêté du 21 avril 1891, cité par M. Ross—2142.
- Hon. Foster—Se plaint que les documents contiennent seulement une copie de la convention du 20 novembre 1904 et que les noms des signataires soient enlevés, demande l'original du contrat avec N. A. T. Co.—2142.
- Sir W. Laurier—L'original est devant le comité d'agriculture ou des comptes publics—2143.

DEMANDE DE DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS, RAPPORTS—*Suite.*

- Hon. W. Fielding—L'année dernière la copie du document fut communiquée confidentiellement à l'opposition et comme le Gouvernement ne jugeait pas à propos de divulguer les noms alors, ils furent enlevés du document—2144.
- Hon. Foster—A une vague recollection de cet incident—2144; il a pu se produire une erreur au sujet des signatures—2144.
- M. A. K. Maclean—L'original existe aux archives, M. Northrup y a fait allusion dans son discours—2144.
- Hon. Foster—Demande que le Gouvernement presse le dépôt des documents relatifs à l'immigration—2220.
- M. Sproule—Demande le rapport relatif à la nomination d'employés réguliers de la Chambre et au Sénat—2220.
- M. R. L. Borden—Se plaint du retard des documents relatifs aux terres de la Vallée de la Saskatchewan—2296.
- Hon. F. Oliver—Département fait toute célérité possible, mais saison très occupée pour le département—2296.
- M. R. L. Borden—Si les liasses étaient mises à la disposition des députés, le travail serait simplifié—2297.
- M. Ames—Si les employés ne pensent pas pouvoir compiler un document, ils devraient prévenir—2297.
- Hon. Oliver—Injuste de demander aux employés de décider s'ils peuvent ou ne peuvent pas obtempérer à une requête—2298.
- M. Lennox—Quand une demande a paru plusieurs jours au feuilleton, le ministre avant de la laisser adopter devrait pouvoir dire et annoncer ce qu'il en est du travail qu'elle impose—2300.
- M. A. B. Ingram—Demande faire compléter dossier relatif aux inscriptions de homesteads—2390 ; demande si dossier relatif à la commission des assurances est complet avec deux lettres seulement—2390.
- Hon. M. Fielding—Les nominations n'ont pas provoqué de correspondance—2390.
- M. Lefurgey—Se plaint retard dans dépôt documents relatifs à achat propriété Hogdson—2391.
- Hon. Emmerson—Documents sont réunis à Charlottetown et seront déposés promptement—2391.
- M. R. L. Borden—Demande renseignements précis sur la façon dont a été communiqué à la Compagnie de chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan, l'ordre en conseil du 1er août 1902 au sujet de concession de 800,000 acres de terres—2600.
- M. Sproule—Demande rapport relatif aux employés de la Chambre et du Sénat, déjà ordonné—2769.
- M. Boyce—Demande relevé subventions payées au Great Northern Ry, déjà ordonné—2769.
- M. R. L. Borden—Demande complément rapport relatif aux expériences par Speers des terres de la Vallée de Saskatchewan—2770.

DEMANDE DE DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS, RAPPORTS—*Suite.*

M. Reid—Demande rapport *re* C. T. Caldwell—2607.

M. R. L. Borden—Demande quand il recevra rapport Speers et avls à compagnie de chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—2962.

Hon. Oliver—Demain—2963.

M. R. L. Borden—Redemande rapport Speers et notification à la compagnie de chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan de la nouvelle concession de terres—3152.

M. Lefurgey—Demande trois rapports : transport des pêcheries au Gouvernement fédéral—3152 ; acquisition propriété Hodgson—3153 ; ordre en conseil du 27 juillet 1900 au sujet de certains terrains à Alberta—3153.

Hon. Frank Oliver—Explique les conditions dans lesquelles sont déposés certains documents des dossiers Speers et chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—3230.

M. R. L. Borden—Demande complément du dossier relatif à North Atlantic Trading Company—3316.

Hon. Oliver—Dossier est complet—3316.

M. R. L. Borden—Demande éclaircissements relatifs à la correspondance déposée au sujet de l'extension de territoire accordée à la Compagnie du chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—3400.

Hon. Oliver—Promet étudier—3401.

Hon. Oliver—Fait remarquer erreur de M. Borden relativement à l'interprétation de certaine lettre adressée à MM. Osler, Hammond et Watson relative à la Qu'A., L. L. and S. Co.—3594.

M. A. B. Ingram—Se plaint que quelques lettres ont été omises dans document déposé relatif à Port-Bruce—3596.

M. Lennox—Demande rapport sur réserve des Gens-du-Sang—3807.

M. G. Turriff—Demande documents relatifs à réserve des Gens-du-Sang—3891.

M. Foster—Demande documents relatifs à ordre en conseil pour terrains miniers sur parcours G.-T.-P.—4007 ; aussi certains originaux de documents pour M. Ames—4007.

Hon. Foster—Demande rapport de Rufus Stevenson, 1891, déjà promis—4050.

Hon. Foster—Demande décret relatif aux terres de colonisation, 2 avril 1891, et rapport Rufus Stevenson—4133 ; retard dans dépôt du rapport semble prémédité—4133.

Sir W. Laurier—Rapport classé à son insu parmi ses propres papiers—4134.

M. Ingram—Demande rapports sur travaux de Port-Burwell et Port-Stanley—4358.

Hon. Emmerson—Très volumineux, seront remis bientôt—4358.

M. R. L. Borden—Demande dépôt des témoignages dans l'enquête de l'écroulement de la tour de l'ouest—5499.

Sir W. Laurier—Promet d'y voir—5499.

M. R. Blain—Demande dépôt document relatif à l'effondrement du quai de Sorel—5499.

DEMANDE DE DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS, RAPPORTS—*Suite.*

Hon. Hyman—Déposé ce même jour—5499.

M. R. L. Borden—Demande renseignements relatifs au ministère des douanes demandés par M. Reid—6994.

Hon. Paterson—Questions de remises de droit très entremêlées—6994 ; sera pas prêt avant prochaine session—6994 ; peut fournir individuellement renseignements pour un port de douane en particulier—6994.

Hon. Foster—Demande documents relatifs à l'ameublement des appartements de l'orateur sans attendre documents complémentaires demandés par M. Belcourt—7563.

M. Sproule—Demande liste des fonctionnaires nommés aux Travaux publics en dehors du personnel permanent—7563.

M. Armstrong—Demande correspondance relative au tarif de l'Allemagne et du Canada—7563.

## DEMISSION DE SIR H. E. TASCHEREAU.

M. Monk—Demande si rumeurs de démission de sir H. E. Taschereau sont fondées ?

Sir W. Laurier—Démission acceptée—2306 ; choix successeur pas encore à l'étude—2306.

## DEMISSION DU MINISTRE DE LA JUSTICE.

M. S. Hughes—Voudrait savoir ce qu'il y a de fondé dans rumeur de l' " Evening Journal " que le ministre de la justice va démissionner à cause de désaccord affaire Cinq-Mars—5573.

Sir W. Laurier—Trop crédule—5573.

## DEPART DE CERTAINS IMMIGRANTS.

M. Sproule—Cite article du " News " relatif au départ de certains immigrants mécontents—3150 ; demande si le Gouvernement a payé \$5 pour ces immigrants—3151.

Sir W. Laurier—Réponse ultérieure—3151.

## DEPECHE A LORD STRATHCONA.

M. F. D. Monk—Se plaint que ministre de l'intérieur a défendu au témoin Scott d'obéir à l'ordre du comité d'agriculture—1197 ; Scott avait reçu ordre de câbler à lord Strathcona pour avoir information sur solvabilité North Atlantic Trading Co.—1197 ; l'intervention du ministre constitue infraction aux privilèges du Parlement—1197.

Hon. Oliver—Déclare n'être pas intervenu—1198.

M. Monk—Affirme tenir de M. Scott que le ministre lui a défendu d'envoyer câblgramme—1198.

Hon. Oliver—N'a pas vu le témoin et n'a eu aucune communication avec lui—1198.

M. R. L. Borden—Le ministre doit s'enquérir pourquoi son subordonné fait aussi étrange déclaration—1199.

Sir W. Laurier—Que le comité fasse un rapport et la chose sera discutée—1200.

## DIRECTEUR DE POSTE DE CANNINGTON.

M. S. Hughes—Quelles étaient les occupations auxquelles se livrait le maître de poste de Cannington destitué ?—233.

Hon. M. Aylesworth—Diverses—233.

## DIRECTEUR DE POSTE A PALMERSTON.

M. John Barr—Lit le "News" à propos de nomination au scrutin de directeur de la poste à Palmerston—2389 ; demande si ministre des postes a délégué ses pouvoirs?—2390.

## DOMMAGES AUX TERRES EXPROPRIÉES PAR LE CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. A. McLean—Demande quand sera produit l'état des dommages pour terres expropriées pour ligne de Montague à Cardigan, I.P.-E.—2895.

Hon. Emmerson—En préparation—2896.

## DRAGAGES A PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement a reçu, il ya une semaine, des soumissions pour dragages à Port-Arthur et Fort-William et si adjudication faite—1911. Hon. Oliver—Soumissions reçues, à l'étude—1911.

## DROITS MINIERS AU YUKON.

M. R. L. Borden—Demande raison de l'écart entre production de l'or et redevances payées—7857.

Hon. Oliver—Examinera dossiers—7857.

## DROITS SUR LA HOUILLE VENANT PAR LE CANAL LACHINE.

M. Monk—Demande si l'on impose un droit de 5 cents la tonne sur charbon venant par canal Lachine—7261.

Hon. Emmerson—Ce droit a toujours été payé—7261 ; supprimé l'année dernière—7261 ; songe à rétablir—7261 ; injuste pour charbon canadien qui paie 6 cents de droit de port—7261 ; charbon américain déchargé sur canal paie maintenant pas droit de port—7261.

## "EASTERN RAILWAY SUPPLY ASSOCIATION".

M. S. Barker—Demande rapport relatif à "Eastern Railway Supply Association"—870.

Hon. Emmerson—Rapport sera soumis—870 ; achats si modiques que l'opposition sera surprise—870.

## ECLAIRAGE DES CANAUX.

M. Sproule—Demande documents sur éclairage des voies fluviales—6726 ; sur enquête Woods par M. McInnes—6726 ; sur le dôme et Hatfield—6726.

## L'ECROULEMENT DE LA TOUR DE L'OUEST.

M. R. L. Borden—Demande de nouveaux renseignements—1633 ; désire savoir si M. Taylor était effectivement le surveillant—1633.

Hon. Hyman—Les commissaires chargés de l'enquête se sont mis à l'ouvrage lundi—1633 ; il a fallu démolir une partie du mur et poser des échafaudages, ce qui a retardé l'examen—1634 ; quant à juger la conduite Taylor, il faut attendre rapport—1634 ; il n'y avait pas d'autre inspecteur que M. Taylor—1634.

## ECROULEMENT TOUR DE L'OUEST.

M. R. L. Borden—Demande rapport commission d'enquête—3807.

Hon. Hyman—Rapport reçu—3807 ; attend pour déposer que plans et devis copiés—3807.

## ECROULEMENT DE LA TOURELLE DE L'EDIFICE DE L'OUEST.

M. R. L. Borden—Demande s'il y a correspondance subséquente aux documents déposés—5666.

Hon. Hyman—Il y a correspondance du contracteur, sera déposée—5666.

## ELECTIONS PARTIELLES.

M. R. L. Borden—Demande si date des élections partielles est décidée—7916.

Sir W. Laurier—Pas encore—7916.

## LES ETUDES DE LA LIGNE DE STANLEY-BRIDGE.

M. A. Martin—Se plaint que le dépôt de documents relatifs aux études de l'embranchement du Stanley-Bridge du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard ne soit pas complet—3401 ; des dégâts ont été faits à la propriété de MM. Arthur McNeil et John Mayne, par les ingénieurs—3401 ; on refuse de payer sous prétexte de ne pas créer précédent—3402.

Hon. Emmerson—La nature de la réclamation est ridicule—3402 ; ceux qui se croient lésés n'ont qu'à s'adresser aux tribunaux—3402.

## ENQUETE AU SUJET DU YUKON.

Hon. Foster—Demande rapport commission d'enquête sur scandale du bois au Yukon—6993.

Hon. Oliver—Renvoyé au Gouvernement du Yukon—6993.

## ENROLEMENT DE MATELOTS EN COLOMBIE ANGLAISE.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement veut étendre l'enquête sur les cas d'enrôlement forcés en Colombie Anglaise dénoncés par les unions—5117.

Hon. L. P. Brodeur—Cap. Gaudin du département de la marine chargé enquête—5117 ; attend rapport ; si pouvoirs insuffisants fera compléter enquête—5117.

Hon. Fielding—On demande maintenant une enquête par un juge, dans d'autres cas, on condamne les enquêtes par un juge—5117.

## EXPLOITATION DES TERRAINS MINIERS SUR TRACÉ DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. R. L. Borden—Signale décret en conseil paru 16 mai "Gazette du Canada" au sujet de l'exploitation des terrains miniers qui seront trouvés sur le tracé du Grand-Tronc-Pacifique—5808 ; demande correspondance signalée dans décret—5808 ; demande raison pour laquelle compagnie obtient plus qu'elle ne demandait—5808.

Hon. Frank Oliver—La compagnie veut avoir la préférence sur les gîtes carbonifères qui pourront être découverts sur son réseau—3809 ; elle ne veut pas que la solidité de sa ligne puisse être mise en danger par des travaux miniers souterrains—3810.

## EXPROPRIATION DES LIGNES TELEPHONIQUES DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Demande si ministre de la justice a examiné le mémoire du gouvernement du Manitoba et décidé si le Parlement peut accorder aux législatures provinciales le droit d'exproprier les lignes téléphoniques—6418; si la loi présentée à cet effet est *ultra vires*, la retirera—6418.

M. R. L. Borden—C'est le Gouvernement qui a soulevé la question de constitutionnalité quand le bill a été soumis—6418; le Gouvernement devrait être prêt à formuler maintenant un avis—6418.

## FALAISE DE QUEBEC.

M. Bergeron—Rappelle qu'il est d'urgence de prendre quelque décision dans le sens du rapport du Dr Ami si on veut éviter accidents—3233.

Sir W. Laurier—Il y a conflit juridiction entre ministre de la milice et autorités municipales Québec—3234; Gouvernement s'occupera question à présente session—3234.

## FIN DE LA SESSION.

M. R. L. Borden—Demande s'il y aura des subventions aux chemins de fer ou d'autres projets importants à proposer avant fin de session?—5669.

Sir W. Laurier—Estimés supplémentaires vont être déposés sans retard—5669; pas subventions nouvelles aux chemins de fer 3669; reste à déposer seulement loi relative aux pensions—5669.

M. Lancaster—Demande dépôt de documents relatifs aux inventaires des appartements des orateurs—5669.

M. Lefurgey—Demande documents relatifs aux gages sur les chemins de fer de l'île du Prince-Edouard—5669.

## FONCTIONNEMENT DES COMPAGNIES D'ASSURANCES.

Hon. Fielding—Dépose documents relatifs à la nécessité d'une enquête sur le fonctionnement des compagnies d'assurances opérant en Canada—1897.

M. Maclean—Demande s'ils seront imprimés—1897.

Hon. Fielding—Tous ne sont pas également importants—1897; comité des impressions fera choix—1897.

## FRONTIERE DE L'ALASKA.

M. Thompson—Signale difficultés ayant surgi entre mineurs sur la frontière non explorée entre Mont-Elias et la rivière Yukon—5315.

Sir W. Laurier—Ligne jalonnée par M. Ogilvie—5315; Etats-Unis refusent de reconnaître—5315; petite lisière en litige—5315; pour parler à Washington—5315; tracé international se fait entre détroit de Portland et Mont Saint-Elie—5315; négocie actuellement ratification de frontière—5315.

## FUSIL ROSS.

M. Sam. Hughes—Déclare que le tir du fusil Ross est deux fois plus rapide que Lee-Enfield—3500.

Sir Fred. Borden—Approuve—3500.

## FUSIL ROSS—Suite.

M. O. E. Talbot—On peut tirer avec le Ross 1,300 coups sans échauffer le canon, contre 900 avec le Lee-Enfield—3500.

M. S. Hughes—Recommande de distribuer des fusils Ross avec anémomètres pour les tireurs de Bisley—3402.

## INCENDIE DE L'HOTEL DES POSTES A TORONTO.

M. A. C. Macdonell—Demande si une partie du courrier a été détruite et d'où provenait ce courrier—2300; on dit que le gardien était absent—2300; espère que Gouvernement reconstruira bureau digne de Toronto—2301.

M. W. F. Maclean—Deux hôtels des postes ont brûlé au Canada: Ottawa et Toronto; les bureaux devraient être construits à l'épreuve du feu—2301.

Hon. Aylesworth—Bureau temporaire établi—2302; pas beaucoup de correspondance perdue—2302; gardien n'était pas absent, a péri dans l'incendie—2302.

## GREVE DES EMPLOYES DES TRAMWAYS A WINNIPEG.

M. J. G. H. Bergeron—Demande si le ministre du travail a été prié d'intervenir dans la grève des tramways à Winnipeg—1307.

Hon. Aylesworth—A reçu plaintes au sujet d'emploi de main-d'œuvre étrangère sur tramways—1307; a répondu que tout le monde pouvait prendre initiative poursuite—1307; aucune nouvelle depuis—1308.

## HOTEL DES POSTES, OTTAWA.

M. R. L. Borden—Le bruit court que la toiture s'affaisse et que l'eau s'infiltré dans l'édifice—1634; on dit que le ministre a ouvert une enquête sur certaines irrégularités—1634; désirerait savoir quand travail sera achevé et si l'enquête se tient réellement—1634.

Hon. C. Hyman—N'a jamais entendu parler de défauts dans construction—1634; hôtel des postes virtuellement achevé—1634; travail difficile parce que bâtiment continuait à être occupé—1634; une enquête a eu lieu sur la conduite d'un fonctionnaire des travaux 1635; rien à reprocher à la personne incriminée—1635; dossier sera déposé devant la Chambre—1635.

## HOUILLERES DU NORD-OUEST.

M. Reid (Grenville)—Demande informations sur un nommé Caldwell qui sollicite à l'hôtel Russell des signatures pour demander des concessions de terrains houillers—1035.

Hon. Oliver—Ignore les faits, mais va s'informer—1036.

## IMMIGRANTS DE L'ARMEE DU SALUT.

M. S. Hughes—Signale article du "Citizen" disant que l'Armée du Salut va envoyer 100,000 immigrants dans l'Afrique du Sud—6992; ces colons conviendraient bien au Canada—6992.

Hon. F. Oliver—Immigrants pas assez bons pour Canada—6993.

## JUGES DES COURS PROVINCIALES.

M. Haughton Lennox—Rappelle entente avec ex-ministre de la justice quand bill public relatif aux juges des cours provinciales, après acceptation du principe en 2e lecture, avait été envoyé en comité—4645 ; promis si Gouvernement présentait pas de mesure dans ce sens, que ce bill marcherait—4645.

Sir W. Laurier—Si l'hon. Aylesworth ne présente pas de bill, on poussera celui-ci—4645.

M. Lennox—Demande que l'on mette en discussion le Bill (n° 13) qui a reçu déjà 2e lecture sur juges des cours provinciales—5209.

M. H. Lennox—Désire savoir quand discussion sera reprise sur Bill (n° 13) relatif aux juges des cours provinciales—5668 ; promesses du ministre de la justice—5668 ; insiste pour que Gouvernement prenne décision finale—5668.

Sir W. Laurier—N'a aucune déclaration à faire—5669.

## MISE EN LIBERTE DE DESIRE BROTHIER.

M. R. L. Borden—Lit "World" et "Province" de Vancouver relatant indignation de Colombie Anglaise au sujet libération de Brothier condamné pour proxénétisme—5113.

Hon. Aylesworth—Question déjà régulièrement inscrite au feuilleton, attendre—5116 ; droit de grâce exercé sur l'avis du ministre de la justice seulement, pas du cabinet—5116 ; dans le cas actuel, grâce accordée sur avis de prédécesseur—5116.

M. R. A. Macpherson—Sollicite de soumettre affaire devant la Chambre—5456 ; la libération a été arrangée avec ancien ministre de la justice, député de Vancouver pas consulté—5456 ; aurait préféré voir libérer Bill Miner—5457.

Hon. Aylesworth—A répondu au mieux de son jugement à une question en Chambre qu'il n'est pas dans l'intérêt de la justice de faire connaître les motifs de la libération—5458 ; refuse de croire que le ministre de la justice ait pu être influencé par la personnalité de celui qui cherchait d'obtenir la libération—5458 ; à moins de circonstances particulières dans ces sortes de causes on ne conseille pas à Son Excellence d'exercer sa prérogative—5458 ; en tout cas une des conditions de la libération était que le prisonnier quitterait le pays et il l'a quitté—5458.

M. Sproule—Lit résolution adressée au ministre de la justice, pour qu'elle figure aux Débats—5458 ; il serait bon de faire connaître les raisons qui ont motivé la libération, peut-être jugerait-on le ministre de la justice moins sévèrement—5460.

Sir W. Laurier—La prérogative de pardon ne peut pas faire l'objet d'une discussion en Parlement—5460 ; c'est une prérogative du souverain—5460 ; il peut être fait des exceptions à cette règle, mais le ministre de la justice a dû avoir de bonnes raisons pour agir comme il a agi—5461 ; a eu lui-même la première nouvelle de la remise de la peine par une dépêche de protestation de Vancouver—5461 ; dans les cas de peine capitale, le Gouverneur général prend l'avis du cabinet, dans les autres cas, l'avis du ministre de la justice—5461.

## MISE EN LIBERTE DE DESIRE BROTHIER

—Suite.

M. Bergeron—La loi n'est pas ce qu'elle devrait être—5462 ; la remise de peine de Shortis a indigné toute la population—5462 ; est en faveur de la libération conditionnelle, mais craint les abus—5462 ; certains avocats s'occupent seulement de faire jouer des influences pour assurer la libération de criminels—5462 ; le cas de Martin, de Valleyfield—5462 ; recommande au ministre de la justice de se garer des influences—5462 ; la libération conditionnelle ne devrait être accordée qu'avec la plus grande circonspection—5462.

Hon. Foster—Peu importe que tel ou tel avocat ait avisé le ministre de la justice, c'est lui qui a pris la décision et qui doit en porter la responsabilité—5463 ; c'est un principe malsain de libérer un homme à condition qu'il aille exploiter son odieux commerce dans un autre pays—5464.

M. L. G. McCarthy—Cet individu n'avait résidé que trois ans au Canada, on nous l'avait envoyé, nous avons bien le droit de le renvoyer ailleurs—5464 ; on n'a rien dit pendant que le ministre de la justice était en Parlement, maintenant on veut critiquer les libérations conditionnelles accordées pendant ses cinq années de portefeuille—5465 ; il vaut mieux tolérer quelque méprise que de fournir en pâture à la Chambre des documents qui pourraient ébranler la confiance du peuple en la justice—5465.

M. Bergeron—Proteste qu'il n'attaque pas les absents—5466 ; quand il a blâmé la libération des auteurs des fraudes électorales de Saint-Jacques, il s'est adressé directement au ministre—5466 ; a alors exprimé la surprise que celui-ci fût seul responsable—5466.

## LEGISLATION ELECTORALE.

M. R. L. Borden—Demande pourquoi le comité chargé d'étudier les lois électorales n'a pas siégé récemment—4914 ; demande au ministre de la justice, président d'office, de s'occuper de ce comité—4914.

Hon. Aylesworth—Tâche bien avancée, mais loin d'être terminée—4914 ; intérêt public ne souffrira pas si ce travail est renvoyé à une autre session—4915.

M. R. L. Borden—Demande s'il y a chance que le comité spécial auquel sont soumis certains bills relatifs à la loi électorale et à l'indépendance du Parlement fasse rapport à cette session ?—7261.

Hon. Aylesworth—Comité a perdu deux membres—7262 ; trop de travail pour réunir comité—7262 ; paraît impossible puisse faire rapport avant fin session—7262.

## LOIS DE NATURALISATION DE L'EMPIRE.

M. R. L. Borden—Demande si Gouvernement possède plusieurs exemplaires du rapport de la Chambre des Communes du Royaume Uni déposé en réponse à un ordre demandant communication des lois de naturalisation de l'empire—1519.

Sir Wilfrid Laurier—Va faire rechercher—1519.

## M. H. J. MOBERLEY.

M. R. S. Lake—Lit article du "Standard" de Régina relatif à nomination de H. J. Moberley comme énumérateur—6984; demande si cette extraordinaire nouvelle est authentique—6984.

Hon. Fisher—Va s'informer—6985.

Hon. Fisher—A examiné les listes, Moberley pas énumérateur—7123.

## MODIFICATIONS A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Lennox—Rappelle son bill amendant l'acte des chemins de fer ainsi que bill de M. Lancaster—4646; si Gouvernement prend les lundis sans conclure d'arrangements particuliers ces bills seront tués—4646.

## NAVIGATION D'HIVER A L'I. P.-E.

M. Alex. Martin—Demande s'il est vrai que le "Montcalm" va être employé pour le service d'hiver—1004; désire savoir si le bateau que l'hon. M. Préfontaine voulait faire construire a été décommandé—1005.

Hon. L. P. Brodeur—Répondra plus tard—1005.

M. J. J. Hughes—Demande si le "Montcalm" va être employé pour la navigation du détroit de Northumberland—1305.

Hon. L. P. Brodeur—Le Gouvernement emploiera à la navigation du détroit de Northumberland soit le nouveau vaisseau construit en Angleterre soit le "Montcalm"—1305; tous deux peuvent faire également bien le service—1305; le "Montcalm" est plus fort que le "Stanley" ou le "Minto"—1305; le "Montcalm" a fait un excellent service cet hiver—1305; son voyage aux Sept-Iles cet hiver a parfaitement réussi—1305; les soumissions pour le nouveau vaisseau ont été acceptées par décret du mois de février dernier—1305.

M. A. Martin—Pourquoi remplacer le "Minto" et le "Stanley" qui ont fait leur preuve par le "Montcalm" qui n'a fait de preuves que sur le Saint-Laurent?—1306.

Hon. Brodeur—Le Gouvernement n'a pas décidé s'il mettra trois steamers sur le service—1306.

## NOMINATION DE M. D. C. FRASER. LIEUTENANT-GOUVERNEUR DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. R. L. Borden—Signale article "Citizen" disant que M. D. C. Fraser a exigé pour accepter la position de lieutenant-gouverneur promesse de deux termes—867.

Hon. Paterson—A lu article, rien à dire—868.

## NOMINATION DE M. LANGMUIR.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement savait en nommant M. Langmuir à la commission des assurances qu'il était fidéicommissaire d'une compagnie américaine—867.

Hon. Fitzpatrick—Ministre des finances a étudié question et estime que ce fait n'empêche pas d'appartenir à la commission—867.

## NOMINATIONS DE DEPUTES A DES FONCTIONS.

M. J. G. H. Bergeron—Se plaint que réponse donnée le 25 à sa question renferme des omissions—6724; les députés nommés sénateurs ne figurent pas—6724.

Sir W. Laurier—Liste remise par secrétaire d'Etat—6725.

Hon. Fielding—Sénateurs pas fonctionnaires—6725.

## NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY.

M. R. L. Borden—Demande si les rapports servant de base à la résiliation du contrat de la "North Atlantic Trading Company" seront déposés—1912; s'il y a un autre décret que celui lu à la Chambre et câblé pour résilier le contrat—1912.

Hon. Oliver—Contrat peut être résilié par avis du ministre, l'avis a été envoyé par câble et le câble a été lu à la Chambre—1912; les rapports demandés seront déposés—1912.

## OBSERVATOIRE METEOROLOGIQUE.

M. A. E. Kemp—L'observatoire de Toronto sera-t-il déplacé?—130.

Sir W. Laurier—A l'étude.

## OBSERVATIONS SUR LE COMPTE-RENDU.

M. G. Taylor—Se plaint que le compte-rendu ne signale pas les observations faites après le vote par les députés ayant pairé—3895; les explications ne paraissent pas aux Débats—3895.

Sir W. Laurier—Le fait doit être signalé au comité des Débats—3896.

## OBSERVATIONS RELATIVES AUX BILLS PRIVES.

M. T. S. Sproule—On présente des bills privés après date fixée sans demander de prorogation de délai—2389; le délai est expiré du 19 avril—2389.

M. Macpherson—Le président du comité des ordres permanents a présenté une motion demandant une suspension générale de la règle—2389.

## PENSIONS AUX EX-MINISTRES.

M. R. L. Borden—Veut savoir si le Gouvernement va déposer projet de loi au sujet des pensions aux ex-ministres—4644; avait espéré Gouvernement déciderait plus tôt—4644; promesses de M. Aylesworth renouvelées récemment—4644.

Sir W. Laurier—Le Gouvernement entend s'occuper de cette question—4644; la loi ne peut pas rester ce qu'elle est—4644; l'opinion publique veut qu'elle soit abrogée ou modifiée—4644.

## PERMIS DE CIRCULATION SUR L'I. C. R.

M. R. L. Borden—Demande communication des dépositions ayant trait à l'abus des permis de circulation sur l'Intercolonial sous Gouvernement conservateur—364.

M. Logan—Ces témoignages ont été donnés devant M. McAlpine, C.R., de Saint-Jean, chargé de s'enquérir de certaines accusations—364; se joint à M. Borden pour demander dépôt—364.

## PHILIPPE WAGNER.

Hon. Foster—Annonce qu'il mettra sur le tapis affaire Wagner du département de l'intérieur quand Chambre se formera en subsides—5814.

## LA PLUIE AU YUKON.

Hon. Foster—Démêlés entre chef Isaac et Hatfield—7387; Isaac a fait rater Hatfield—7387; Gouvernement va-t-il intervenir?—7387.

Hon. Oliver—Gouvernement laisse Isaac et Hatfield se débrouiller—7387.

## LA POSTE RURALE.

M. H. Lennox—Se plaint que documents déposés au sujet de la distribution gratuite des courriers dans la campagne ne soit pas conforme à l'ordre de la Chambre—1626; il y a au ministère d'autres documents qui feraient voir la question sous un autre jour—1627.

Hon. Aylesworth—Il n'y a pas d'autres documents—1627.

## PREPARATION DE RAPPORTS.

M. J. D. Reid—Demande quand recevra rapport ordonné 18 avril?—2881.

Hon. F. Oliver—Donné état des rapports en préparation au département de l'intérieur (12)—2882; des rapports terminés, 5 mai 1906—2883; des rapports intéressant le département des affaires indiennes—2886; temps exigé pour compléter rapport, personnel à employer pour les compléter—2887; la besogne du département est entravée et ceux qui demandent les rapports en sont responsables—2887.

M. G. Taylor—Le ministre n'a pas le droit de sermonner la Chambre—2888; le Gouvernement avait le droit de refuser les rapports s'ils étaient trop longs à préparer—2888; il vaudrait mieux préparer les rapports que de passer son temps à mesurer l'immensité de la tâche—2888; ce n'est pas le moyen de raccourcir la session que de passer son temps à gémir—2889.

M. Monk—Il n'est pas étonnant que cela prenne tant de temps à préparer les rapports dans le département de l'intérieur, les dossiers sont dans un état pitoyable—2890.

## PRODUCTION DE RAPPORT.

M. R. L. Borden—Demande que le rapport du ministre de la marine soit déposé avant la vacance de Pâques—1306.

## RAPATRIEMENT DES JAPONAIS.

M. Sproule—Lit correspondance de Vancouver au sujet de Japonais qui se plaignent de mauvais traitements du service d'immigration—3231.

Hon. Oliver—Examinera question—3232.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL.

M. R. L. Borden—Suggère que le rapport de l'auditeur général soit distribué en fascicules détachés—6288; l'exercice financier se clôt le 30 juin, la session commencera en novembre, il faut prendre des dispositions spéciales pour n'avoir pas de retard—6288.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL—Suite.

Hon. Fielding—Il est plus commode de ne déposer qu'un volume ou deux au plus—6288; cependant, il se peut que les circonstances imposent des dispositions spéciales pour prochaine session—6288; il y a peu de retard généralement—6289; d'autres sujets viendront en discussion à l'ouverture de la session prochaine et permettront d'attendre le rapport—6289.

## RECLAMATION DES EMPLOYES DE LA BAIE-D'HUDSON.

M. H. Bourassa—Demande si les documents sont déposés au sujet réclamations employés de la Baie-d'Hudson—7388.

Hon. Olivér—Documents sont déposés—7388.

## RECLAMATIONS DES EMPLOYES DES POSTES.

M. F. D. Monk—Le ministre des postes a reçu délégation des employés des postes—3891; a promis faire disparaître toute cause de plainte—3891; demande si Gouvernement présentera bill à cette fin à cette session—3891.

Hon. Aylesworth—A seulement promis d'étudier le mémoire et de faire en sorte de donner satisfaction aux intéressés—3891.

## RECRUTEMENT DES VOLONTAIRES POUR LES CAMPS.

M. Sam. Hughes—La récente circulaire au sujet de l'envoi des registres matricules dix jours avant le camp entraînerait de graves inconvénients—1037; tâche onéreuse—1037.

Sir Fred. Borden—La solde a doublé, le zèle doit augmenter—1037; impossible de vérifier les feuilles de solde sans registres matricules—1037.

M. H. A. Ward—Espère mesure sera rapportée—1037; si la mesure subsiste, les effectifs qui viendront aux camps seront incomplets 1038; il est injuste de ne payer la solde que pour les hommes qui sont allés au camp après que les officiers se sont donné tout le mal pour les rassembler—1038.

M. Carvell—S'il y a des officiers assez peu scrupuleux pour inscrire des hommes n'ayant pas servi, qu'on les destitue—1039; la difficulté n'est pas d'avoir les hommes mais de savoir s'ils pourront abandonner leur exploitation agricole—1039; ils n'en sont sûrs qu'au dernier moment—1039; en insistant sur l'ordre donné, on ne recrutera que des désœuvrés—1039.

M. O. E. Talbot—La dernière semaine avant le camp est toujours la meilleure pour le recrutement—1039; les embarras seront graves s'il faut transmettre le registre matricule une semaine avant le camp—1040.

M. H. A. Ward—Demande encore que le ministre de la milice rappelle l'ordre du jour exigeant le dépôt des listes d'effectif dix jours avant le camp—2692; la liste remise dix jours à l'avance devrait servir pour les soldats devant toucher la solde de service effectif—2692; ceux qui s'engageraient ensuite seraient payés comme recrues—2692.

#### RECRUTEMENT DES VOLONTAIRES POUR LES CAMPS—*Suite.*

Sir Fred. Borden—Un tiers seulement de l'effectif se renouvelle par année, il n'est pas difficile de préparer des états dans ces conditions—2693; examinera proposition de M. Ward—2693.

#### REPONSE AUX QUESTIONS.

M. Sproule—Se plaint que les réponses données aux questions ne sont pas toujours exactes—363; le nom de M. McIsaac a été omis parmi ceux des députés ayant accepté positions depuis dernière session—363.

#### RETARD DANS LE DEPOT DE DOCUMENTS.

M. R. L. Borden—Lit liste de documents dont production a été ordonnée en 1904 et 1905 et qui n'ont pas encore été déposés—1304; quelques-uns peuvent n'avoir plus d'intérêt, mais les autres devront être déposés—1304.

Sir W. Laurier—Souvent un dépôt de papiers est demandé simplement pour permettre d'exposer une question et ensuite l'utilité est passée—1304; quand un député redemande les documents il les a toujours—1304.

M. R. L. Borden—Les ministères ne doivent pas prendre sur eux de juger si tel ou tel document est demandé sérieusement ou non—1304; un fonctionnaire de la Chambre devrait veiller à la régularité des dépôts—1304; il devrait toujours y avoir une liste tenue au courant des dépôts non opérés—1304; question devrait être soumise au comité de révision des règles de la Chambre—1304.

#### REVISION DES LOIS.

M. R. L. Borden—Demande quand sera finie la révision des lois—6863.

Hon. Aylesworth—Au premier novembre—6863.

#### RUISSEAU McLAREN, COMTE DE VICTORIA.

M. Sam. Hughes—Expose condition réciproque de la municipalité et du Gouvernement fédéral au sujet du pont sur le ruisseau Maclaren—682.

Hon. Hyman—Soumettra au ministre des chemins de fer—682.

#### LE "SEAGULL".

M. Bennett—Demande si le Gouvernement a acheté le "Seagull" de la compagnie des chantiers de Parry Sound?—1005.

Hon. L. P. Brodeur—Non—1005.

#### SCRIPS AUX METIS.

M. Lake—Veut savoir si le Gouvernement va accorder d'autres scrips—788; si le Gouvernement examine chaque cas de réclamations achetées à des méfis—7788.

Hon. Oliver—Pas de nouveaux scrips—7788; chaque cas examiné à sa valeur—7788.

#### SERVICE POSTAL A COPPER CLIFF.

M. Boyce—Se plaint du bureau de poste et service postal de Copper Cliff—7913; receveur des postes banqueroutier et corrupteur de la "Minnie M."—7911.

Hon. Lemieux—Promet d'y voir—7913.

#### SERVICE DES POSTES.

M. Monk—Désire savoir si le Gouvernement va déposer une loi pour amender l'Acte des postes, pour faire disparaître griefs exposés par délégation—3676.

Sir W. Laurier—Consultera M. Aylesworth—3676.

#### STEAMERS DU GOUVERNEMENT FEDERAL.

Hon. Brodeur—Les steamers du Gouvernement transportant des passagers sont "Minto", "Stanley" et "Champlain"—1045.

#### SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

M. U. Wilson—Demande état des sommes gagnées sur leur subvention par les compagnies de chemins de fer subventionnées pour divers services publics—7259.

Hon. Fielding—Dépose état—7259.

#### SUBVENTIONS A NAVIGATION MARITIME.

Hon. G. E. Foster—Rappelle qu'avant de discuter les crédits du ministère du commerce, il exige rapport complet des opérations de toutes les lignes de navigation subventionnées—586.

#### TARIF ALLEMAND.

Hon. Foster—Demande si ministre des douanes a reçu exemplaire du tarif allemand—1249.

Hon. Paterson—Tarif transmis au ministère du commerce—1249; s'informerait—1249.

M. R. L. Borden—Demande si le Gouvernement a reçu copie du tarif allemand?—1307.

Hon. Paterson—Pas encore, demande envoyée par câble à lord Strathcona—1307.

M. Armstrong—Demande traité allemand—3807.

Hon. Fielding—Exemplaire reçu en allemand, traduction en préparation—3807.

M. Armstrong—Demande si version anglaise du tarif allemand reçue—5116.

Hon. Fielding—Pas encore—5116.

#### TARIF AMERICAIN ET TARIF CANADIEN.

M. Clements—On ferait mieux de discuter le tarif qu'une foule de questions oiseuses—5016; approuve la surtaxe allemande, les représailles sont le seul remède en cas d'hostilité déclarée—5016; donne lecture état des importations américaines au Canada et des exportations canadiennes aux Etats-Unis quant aux produits agricoles—5018; différence entre les droits d'importation dans les deux pays sur les articles relativement auxquels les conditions climatiques sont identiques—5018; avantages du cultivateur américain sur cultivateur canadien—5018; demande qu'on impose sur produits agricoles américains les mêmes droits que les Etats-Unis imposent sur nos produits agricoles—5018; le cultivateur a eu enfin justice du département de l'agriculture par l'interdiction d'importation en entrepôt du porc américain, il ne doit pas de reconnaissance au Gouvernement—5020; regrette le départ de l'hon. M. Brodeur du revenu de l'intérieur à cause du tabac—5021; le Canada pourrait fournir les 14 millions de tabac brut que nous importons

TARIF AMERICAIN ET TARIF CANADIEN—  
*Suite.*M. Clements—*Suite.*

des Etats-Unis—5021; le tabac en feuille américain devrait payer un droit de 25 cts par livre—5021; demande pour les cultivateurs l'introduction en franchise des tuyaux à emboîtement pour forages de puits—5022; quand les manufacturiers canadiens seront en mesure de les fabriquer on élèvera les droits—5022; est opposé à l'entrée en franchise du fil à clôture et de la ficelle d'engrègement—5022; demande une inspection du fil métallique introduit en Canada—5023; demande l'introduction en franchise du charbon américain, comme on laisse entrer le maïs américain—5024; les cultivateurs d'Ontario ne peuvent pas vivre avec les impôts qu'ils ont à payer—5024.

M. T. Martin—Lit résolution de l'association des cultivateurs du comté de Kent contre l'élévation du tarif—5025.

M. Henderson—Les cultivateurs se plaignent de l'élévation des impôts et pas de l'élévation du tarif—5026; un tarif protecteur enrichit le peuple et un tarif de revenu enrichit le Gouvernement—5026.

M. A. H. Clarke—Les cultivateurs de tabac du comté d'Essex sont plus prospères qu'ils ne l'ont jamais été grâce au tarif actuel—5027; l'an dernier dans Essex le tabac a rapporté aux cultivateurs \$600,000—5027; le seul embarras est la couleur du timbre, le timbre rose—5027; pour le tabac à chiquer, le préjugé contre le timbre rose a disparu—5028; insiste sur l'uniformité du timbre—5028; les cultivateurs de primeurs, comme les tomates demanderaient un tarif protecteur pendant une certaine partie de l'année seulement—5028; le sentiment populaire ne s'exprime pas fortement quant à l'entrée en franchise du maïs, cependant, on préférerait l'imposition d'un droit—5028.

M. P. Mackenzie—Les cultivateurs n'entendent pas être accablés d'impôts protecteurs sur ce qu'ils achètent pour se réserver le marché local—5029; c'est le marché étranger qui règle les prix, ils n'obtiennent pas plus sur le marché local que sur le marché étranger—5029; désolé de voir les cultivateurs du comté de Kent dans la misère—5029; ceux de Bruce sont dans l'abondance—5029; quand les cultivateurs vendent leur terre c'est qu'ils en trouvent un bon prix sans quoi ils les gardent—5029.

Incident clos—5020.

## TARIF POSTAL DES REVUES.

M. W. F. Cockshutt—Le ministre des postes a répondu qu'il n'y a pas eu de relèvement du tarif sur certaines revues et périodiques canadiens-américains—2893; circulaire départementale, 11 avril 1906—2894; certains journaux des Etats-Unis ont été rayés de la liste privilégiée—2894; "Woman's Home Companion" et "Ladies Home Journal"—2894; si les vendeurs de journaux ne peuvent plus avoir certains journaux aux mêmes conditions qu'avant, c'est comme s'il y avait eu relèvement du tarif postal—2893.

Hon. C. B. Aylesworth—La réponse est exacte; le port des journaux périodiques est fixé par statut et n'a pas été changé—2894; le

TARIF POSTAL DES REVUES—*Suite.*M. W. F. Cockshutt—*Suite.*

nombre des journaux a augmenté, les chemins de fer ont augmenté leur prix—2895; le département révisé la liste pour voir les publications qui sont réellement des périodiques et éliminer celles qui ne le sont pas—2895; ces dernières sont alors classées comme imprimés—2895.

M. Taylor—Lit une lettre d'un abonné du "People's Home Journal" se plaignant que le port ait été augmenté—5666.

Hon. R. Lemieux—Lit mémoire relatif aux changements introduits dans l'affranchissement des périodiques américains—5757.

TERRAINS EXPROPRIÉS A MURRAY RIVER  
(I.P.-E.).

M. A. A. McLean—Se plaint que le Gouvernement cherche à faire des arrangements avec les expropriés par derrière leurs avocats—6145.

Hon. Emmerson—L'affaire a trainé parce que les demandes étaient extraordinairement extravagantes—6145.

M. R. L. Borden—Inadmissible qu'on fasse traîner l'affaire six années—6146; on a voulu exercer une contrainte sur les expropriés en leur représentant que s'ils n'acceptaient pas les conditions du Gouvernement il n'y aurait pas de crédit inscrit au budget—6146; il est irrégulier de vouloir traiter par derrière le dos des avocats des parties—6146.

## TRAITE JAPONAIS.

M. R. L. Borden—Demande traité japonais—1418.

Sir W. Laurier—N'a pas encore été envoyé par le gouvernement japonais—1418; signé le 31 janvier—1418.

M. R. L. Borden—Signale le fait que les stipulations du nouveau traité japonais ne sont pas ratifiées—3435.

Sir W. Laurier—Gouvernement attend d'un moment à l'autre avis de ratification—3435.

M. R. L. Borden—Demande comment il se fait que certains commerçants n'aient pas pu obtenir les certificats pour articles exportés à la faveur du tarif minimum—5897.

Hon. Fisher—Consul du Japon n'a pas reçu formules officielles de certificat—5897.

## TRANSPORT AUX CAMPS D'EXERCICE.

M. S. Hughes—Cite article du "Star" de Toronto disant que sur 5,000 hommes à Niagara 2,000 sont sous de faux noms—6144; s'il y a eu des faux commis aucun des coupables ne devrait être autorisé à rester dans la milice—6144; il y a eu des retards dans les transports, manque de correspondance dans les trains—6144; espère qu'il n'en sera pas de même au départ du camp—6144.

Sir Fred. Borden—Département fait une enquête au sujet des fausses inscriptions—6144.

## LE TRAVAIL DES CHINOIS ET LE G.-T.-P.

M. R. Smith—Signale nouvelle publiée que le G.-T.-P. est en instances auprès du Gouvernement fédéral pour faire réduire à \$50 la taxe sur les Chinois afin de se procurer plus facilement des travailleurs—1035.

Sir W. Laurier—Aucun fondement dans nouvelle—1035.

## TRAVAUX DE PORT-COLBORNE.

Hon. Hyman—Dépose documents relatifs au port de Port-Colborne, aux brise-lames et élévateurs construits et à construire—1897; le département des chemins de fer et canaux a des informations supplémentaires à fournir—1897.

## VALEURS PROVINCIALES POUR PLACEMENTS FIDUCIAIRES.

M. R. L. Borden—Désire interpellier au sujet de la correspondance déposée relativement à l'emploi des fonds de fidécommissaires de Grande-Bretagne en valeurs provinciales du Canada—1631; il y a deux ans un arrangement a été conclu pour l'inscription des valeurs du Canada de manière à permettre aux fidécommissaires en Angleterre de les acheter—1631; il y a eu correspondance avec la Colombie Anglaise et Ontario qui désiraient obtenir l'inscription de leurs valeurs provinciales, conformément au statut impérial de 1900—1631; le Gouvernement impérial demande le pouvoir d'apposer son veto à toute loi du Parlement du Canada lésant les intérêts des porteurs de ces valeurs—1632; le Gouvernement fédéral a consenti—1632; mais le désaveu des lois provinciales appartient au Gouvernement fédéral du Canada—1632; Ontario consent à ce que le Gouverneur général ait instruction de désavouer toute loi provinciale de la nature indiquée—1632; Gouvernement Colombie Anglaise pense que l'inscription de ses valeurs en Angleterre serait très avantageuse à son crédit—1632; ignore si le cabinet a étudié proposition d'Ontario—1632.

Hon. W. S. Fielding—Il a été bien difficile d'obtenir l'inscription des valeurs fédérales, celle des valeurs provinciales demandera encore beaucoup plus de temps et rencontrera plus d'obstacles—1633; le Gouvernement fédéral fera ce qu'il pourra pour aider les provinces à obtenir ce qu'elles demandent—1633; même en accédant à la proposition d'Ontario, ce sera bien difficile—1633.

## VENTES DE CHUTES D'EAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. F. D. Monk—Signale article "Gazette" annonçant que le gouvernement de Québec va vendre quinze chutes d'eau—5114; quelques-unes sont sur rivières flottables et navigables—5114; le gouvernement fédéral a seul le droit de disposer de celles-ci—5114; le délai entre l'annonce et la vente est trop court—5114.

Hon. Chs Hyman—A fait préparer une note à ce sujet remise au ministre de la justice—4114; demande mesures à prendre pour protéger intérêts du Dominion—5114.

## VENTILATION DE LA CHAMBRE.

M. Taylor—Se plaint que les doubles fenêtres ne soient pas enlevées et que température soit insupportable—5754.

Hon. Hyman—Est informé que maintien des doubles fenêtres ne modifie pas température intérieure—5734; l'air ne pénètre que par ventilation mécanique—5754; a retenu les services d'ingénieurs éminents pour trouver système parfait—5754.

M. R. L. Borden—Il importe qu'on introduise surtout de l'air pur—5755; c'est une question sanitaire—5755.

Hon. Hyman—L'air frais vient par le toit, l'air vicié est expulsé par les conduits souterrains—5756.

M. J. G. H. Bergeron—L'an dernier, un inventeur canadien a offert au ministre moyen-nant somme fixe de donner une ventilation parfaite—5756; explication de l'offre—5756; refuse de livrer secret—5756; comment est vicié l'air distribué à la Chambre—5756; chats et rats morts dans les tuyaux—5756.

Hon. Hyman—Cet homme n'avait aucune expérience de la ventilation—5756.

M. Bergeron—L'inventeur a une grande fonderie à Beauharnois parfaitement ventilée—5757.

Hon. Hyman—La ventilation n'est pas encore bonne parce que les travaux projetés ne sont pas faits—5757; quand l'installation sera complète, il y aura amélioration—5757.

M. E. Bristol—On n'entend rien—7564; les députés ne peuvent pas s'intéresser à ce qui se fait—7564.

M. T. Chisolm—Le soleil ne pénètre pas dans la Chambre—7564; la lumière naturelle est nécessaire à la santé—7564.

M. McIntyre—L'acoustique est pitoyable—7565.

M. Sproule—Demande que les sièges soient placés en hémicycle—7565; demande que les chefs soient placés au 2e et 3e rang pour les forcer à élever la voix—7566.

Hon. Fisher—La difficulté vient de ce que chacun veut avoir son pupitre—7566; entré en parlement en 1882, on observait alors mieux le silence—7566.

Hon. Foster—Suggère que les députés parlent d'une petite tribune au pied du siège de l'Orateur—7568; avec les sessions d'hiver, la salle sera surchauffée—7568.

Hon. Paterson—Il ne s'agit pas seulement de savoir si un député peut être écouté, mais si la Chambre veut l'écouter—7569; souvent la patience de la Chambre est lassée—7569; le grand remède serait d'avoir des discussions courtes—7569.

M. J. B. Kennedy—On prend l'habitude de discuter sur le ton de la conversation—7570.

Hon. C. Hyman—Il y a déjà amélioration—7570; pendant la vacance les travaux seront terminés—7570; on se plaindra toujours—7571; on pourrait réunir un comité de députés—7571.

M. J. B. Black—Le soleil n'a pas pénétré dans la salle depuis 1867—7572.

VENTILATION DE LA CHAMBRE—*Suite.*

M. R. L. Borden—Est disposé à seconder tout effort d'amélioration—7572; impossible améliorer la salle actuelle, il faudrait construire nouvelle salle de délibérations—7573.

Hon. Fielding—La salle est aussi bonne qu'elle peut être—7573.

## VERSION FRANÇAISE DU RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL.

M. Bergeron—Se plaint que la version française ne soit pas encore distribuée—5897.

M. Parmelee—Rapport composé, sera déposé fin semaine prochaine—6032.

## LES WHIPS.

M. Ingram—Lit article "Toronto World" relatif à des prétendues manœuvres des whips dans la discussion du bill Maclean relatif à l'indemnité sessionnelle—2688; cet article est faux et mensonger—2688.

M. Logan—Endosse la déclaration de M. Ingram—2688.

M. G. Taylor—Cet article est sans fondement—2088.

## MOTIONS.

## MOTIONS DU GOUVERNEMENT.

## BESOGNE DE LA CHAMBRE.

Sir W. Laurier—Propose que les projets d'initiative gouvernementale aient la priorité le jeudi—1301.

Adopté—1301.

Sir W. Laurier—Propose que les affaires du Gouvernement aient priorité le lundi—4678.

M. U. Wilson—Demande à pouvoir pousser ses bills au sujet de l'indemnité et des pensions—4678; considère que les pensions aux ex-ministres ne devraient pas faire l'objet d'une loi générale, mais être votées seulement en cas de besoin, pour chaque cas, en particulier—4679.

Sir W. Laurier—Promet encore de considérer la question et d'y apporter une solution prochaine—4680.

M. G. Taylor—Demande au premier ministre d'étudier s'il n'y aurait pas lieu de pensionner les députés ayant siégé vingt-cinq années consécutives—4680.

Sir W. Laurier—Remarque qu'il aurait l'air de légiférer dans son propre cas—4680.

M. R. L. Borden—Demande un tour pour bill de M. Lancaster relatif aux chemins de fer—4681.

M. Lennox—Réclame pour son bill relatif aux chemins de fer—4681.

M. A. C. Macdonell—Demande continuation de la discussion relative aux fausses informations données aux immigrants—4681.

M. A. A. Lefurgey—Demande continuation du débat sur réduction du nombre des représentants de l'I. P.-E.—4681.

M. W. D. Roche—Demande quel sera le sort de son bill relatif à l'expropriation des téléphones par la province de Manitoba—4682.

BESOGNE DE LA CHAMBRE—*Suite.*

M. S. Hughes—Vu que l'on ne peut pas reprendre discussion quant aux documents relatifs au maître de poste de Leamington, demande que la motion soit considérée adoptée—4684.

Sir W. Laurier—Propose motion pour tenir séances du matin à partir du mercredi suivant, 20 juin—5644.

Adopté—5644.

Sir W. Laurier—Fait motion pour que la Chambre siège samedi, 7 juillet, adopté—7484.

## BILLS D'INTERET PUBLIC.

Hon. Fielding—Propose que la Chambre prenne les deux bills d'intérêt privé (n° 37), sûreté des navires et (n° 39) placements des compagnies de prêts dont le Gouvernement favorise l'adoption—7050.

Adopté—7050.

## BILLS D'INTERET PRIVE.

M. Dymont—Propose que toutes les pétitions pour bills privés présentées à la Chambre mardi, le 10, et mercredi, le 11 avril, soient lues et reçues nonobstant l'expiration du délai fixé—1629; le délai fixé était le 12 et la Chambre s'est ajournée le 11—1629; adopté—1629.

## COMITES SPECIAUX.

Hon. Emmerson—Propose composition du comité spécial chargé d'étudier Bills 8 et 17—921; adopté—921.

Sir W. Laurier—Propose comité de sept membres pour examiner changements à introduire pour accélérer besoin de la Chambre—260; adopté—260.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose un comité pour s'occuper de la révision de la législation électorale, adopté—260.

## MOTION DE CENSURE.

## ACQUISITION DE TERRAINS A MONCTON POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Ames—Cite auditeur général, achat de terrains à Moncton de R. W. Hewson et Milner pour \$18,800 quelque temps avant élections 1904—5963; admet achat opportun, même nécessaire, critique circonstances—5963; description du terrain et de la subdivision—5964; propriété invendable à un autre acquéreur qu'à l'Intercolonial—5964; aurait dû se vendre prix raisonnable—5964; M. Hewson s'était efforcé depuis longtemps de vendre terrain à l'Intercolonial—5965; entrée en jeu de M. Lodge, transaction et achat Lodge-Hewson—5966; M. Lodge ne s'est mêlé de rien sauf de faire valoir son influence auprès du ministre—5968; sans M. Lodge le Gouvernement aurait pu acquérir la propriété pour \$10,375 au lieu de 18,880—5969; la différence, \$8,505, représente un grappillage absolu—5969; si la Chambre accepte ceci, il n'y a pas à s'étonner des déficits de l'Intercolonial—5970; propose une résolution de blâme résumant la transaction—5971.

ACQUISITION DE TERRAINS A MONCTON  
POUR L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. C. R. Emmerson—Si les insinuations et le soupçon pouvaient établir une cause, celle-ci serait établie—5972; les entrevues de M. Lodge et du ministre des chemins de fer—5972; détails de la transaction—5973; voyage du ministre à Moncton—5973; l'achat débattu avec M. Pottinger—5973; M. Lodge n'a jamais parlé de M. Hewson au ministre à propos du terrain des Tanneries, sans lui dire que lui était intéressé—5973; M. Lodge loin d'être un libéral est généralement considéré comme conservateur de marque—5974; les déceptions des gouvernements précédents dans les achats de terrains pour l'Intercolonial par l'entremise de la cour de l'échiquier—5974; le quai de Campbellton—5974; estimateurs choisis, J. T. Ryan, F. W. Summer, conservateur, et H. T. Marr—5975; rapport des évaluateurs—5975; achats antérieurs de la propriété Milner en 1894, les conservateurs ont payé \$1,000 un demi-acre, dans cette transaction, en 1904, le gouvernement libéral a tout un acre pour ce prix—5976; éloge des experts—5977; acheté par la cour de l'échiquier, ce terrain aurait coûté \$35,000—5978; toute la motion est un échafaudage de soupçons—5978; a juré n'avoir pas eu d'autre communication avec Lodge que celle où il s'est présenté comme agent de Hewson—5978; ignorait absolument les relations de M. Lodge et Hewson—5979; l'argent a été payé à Hewson, l'Intercolonial n'a pas su que celui-ci ait rien payé à M. Lodge—5979; le mal est dans l'esprit de M. Ames—5980; prêt à défendre cette transaction devant ses collègues de la députation et devant ses commettants—5980.

M. Geo. Taylor—Aucune des assertions de M. Ames n'a été contredite—5980; le ministre a avoué l'entrevue avec M. Lodge—5981; les progrès de l'opération—5982; la ligne droite était de s'adresser à Hewson puisqu'on savait qu'il voulait vendre ces terrains—5982; le prix payé pour un achat d'un demi-acre ne peut pas être un terme de comparaison pour un achat de 14 acres—5983; le ministre en avait assez dit pour que Lodge sût que le Gouvernement allait acheter le terrain—5984; Lodge réalise un bénéfice de 167 pour 100—5985; même opération que pour champ de tir de Kentville—5985; il vaut encore mieux payer plus cher et passer par l'expropriation, on ne voit pas de ces bénéfices illicites—5985; tout plutôt que les intermédiaires—5985.

Hon. Fielding—Il est faux qu'il soit sorti un sou de la caisse publique en paiement des terrains du camp de tir de Kentville—5986; on prêche le système d'expropriation c'est celui qui a été employé à Kentville—5986; il y a procès et pas un sou n'a encore été payé, par conséquent aucun ami du Gouvernement ne peut avoir réalisé de profit illicite—5986; rien ne prouve que M. Lodge savait que le Gouvernement allait acheter le terrain—5986; le ministre nie catégoriquement avoir donné à entendre à M. Lodge qu'il achèterait ce terrain—5987; tout ce que l'on peut reprocher au ministre, c'est de n'avoir pas acheté le ter-

ACQUISITION DE TERRAINS A MONCTON  
POUR L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

rain plus tôt—5987; il a pris ses précautions, il fait évaluer par des experts—5988; le prix de \$1,000 l'acre qu'ils ont fixé n'est pas exagéré, Moncton est une ville de progrès—5988; il y a vingt ans, les conservateurs avaient payé le double—5989; on n'a pas soumis à la cour d'Echiquier parce que ses décisions ont une tendance à être exagérément libérales pour les expropriés—5990; M. Ames n'ayant pas établi que M. Lodge avait eu information que le Gouvernement achèterait le terrain, sa thèse et sa résolution tombent à l'eau—5990.

M. R. L. Borden—Le gardien du trésor n'est pas dévoré d'un grand zèle pour la défense des intérêts qui lui sont confiés—5990; l'aveu de la conversation du ministre et de M. Lodge est une présomption—5991; la visite de M. Emmerson aux terrains était une confirmation pour un esprit délié comme celui de M. Lodge—5992; M. Lodge n'a eu d'option que sur le terrain que l'Intercolonial se proposait d'acheter pas sur le reste—5992; la raison d'urgence est sans valeur—5993.

Hon. Fielding—N'a pas invoqué urgence—5993.

M. Ames—A admis opportunité—5993.

M. R. L. Borden—La vente s'est faite aussitôt les options prises—5994; les circonstances sont certainement remarquables—5994; se rallie à la résolution déclarant transaction illégitime—5995.

M. W. Roche—Les trois points de M. Ames—5995; les sociétés industrielles prennent toujours des intermédiaires pour acheter les terrains qu'elles convoitent—5995; sans cela, il se produit immédiatement une hausse—5995; les anciens gouvernements ont toujours employé la méthode des intermédiaires dans leurs achats pour l'Intercolonial—5996; dans les transactions de propriétés, comme pour les comptes d'avocat et de médecin, il y a des surprises—5996; les bénéfices ne se mesurent pas comme dans les transactions du commerce ordinaire—5997; quand le Gouvernement traite avec un particulier, il ne doit pas l'écorcher—5997; ne doit pas lui faire accepter une somme dérisoire en l'effrayant de la cour d'Echiquier—5997; les terrains montaient, il était bon d'acheter immédiatement—5997; le prix payé n'était pas exagéré—5998.

M. Sproule—Le Gouvernement traite comme des bagatelles ces profits d'intermédiaires—5998; il n'en est pas de même en Angleterre—5998; l'affaire des fournitures sud-africaines et sir George Goldie—5998; les témoins sont cités, mais reçoivent l'ordre de ne pas répondre—5999; l'affaire des chaudières à vapeur et le profit des intermédiaires—6000; portez des accusations! telle est la réponse clichée—6001; le public ne croira pas que ces transactions sont honnêtes et tiendra le Gouvernement responsable—6001.

M. Ames—M. Hewson a considéré que M. Lodge avait en vue un acheteur assuré qui devait être le Gouvernement.

Motion Ames mise aux voix—6002.

Rejetée: pour 46, contre 89—6003.

## ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA.

M. R. L. Borden—Annonce qu'il proposera motion de censure au sujet de l'administration du domaine public du Canada—4130.

M. R. L. Borden—Motion déjà annoncée—4266; la gauche considère que la poussée actuelle vers l'ouest canadien provient de ce que les Etats-Unis n'ont-plus de terres—4266; M. J. J. Hill à Winnipeg—4266; le domaine public doit être administré avec beaucoup d'honnêteté et prudence—4266; déclaration de M. Sifton en 1903—4266; déclaration de M. Oliver—4267; tous les décrets rendus depuis 1896 visent à étendre les pouvoirs du ministre de l'intérieur et à restreindre ceux du Parlement et de l'Exécutif—4267; depuis 7 ou 8 ans, le ministre de l'intérieur est maître absolu de l'ouest canadien—4267; art. 29 se rapportant à la vente des terres fédérales—4268; interprétation de l'acte—4268; vente de terrains considérables à un prix pas inférieur à \$1—4269; art. 30 relatif aux homesteads—4261; le prix de vente est entièrement laissé à la discrétion du ministre de l'intérieur—4269; art. 36, permet au ministre d'accorder par faveur tout délai d'inscription à ses amis politiques—4270; art. 47 relatif aux mines et terrains miniers—4270; laisse au ministre le droit absolu de trancher toute question relative aux mines—4270; cela n'est pas désirable—4270; art. 50 relatif aux pâturages—4271; modification de 1897—4271; de 1901—4271; en somme la ministre a le droit absolu de décider ce qu'il lui plaira pour les baux de terres fédérales inoccupées—4271; art. 68 relatif aux baux de coupe de bois permettant au ministre de renouveler bail à perpétuité si tel est son bon plaisir—4272; l'histoire de la vente des terres à la Compagnie de la Vallée de la Saskatchewan—4274; le Gouvernement savait que les terres étaient fertiles et propres à la colonisation, rapport de M. C. W. Speers—4274; M. Thompson et le "Boston Transcript", son historique de la transaction—4276-77-78; le prix de vente des terres de l'ouest en 1902—4279; l'inscription de homesteads par procuration—4280; livret du département de l'intérieur—4280; opérations minières, mystère qui provoque le soupçon—4280; demande que les enregistrements et les opérations minières soient ouvertes à l'inspection du public, comme en Nouvelle-Ecosse—4281; pouvoirs miniers extraordinaires conférés au Grand-Tronc-Pacifique—4281; jusqu'à 1902 jamais des baux de pâturage n'ont été émis sans réserver au Gouvernement le droit d'annulation au bout de deux ans—4282; après 1902, cette restriction disparaît, des baux deviennent irrévocables—4282; baux MacKie, Brown, Redingfield et Cie, George Lane, de Calgary, Glengarry Ranch Co., Grand Forks Cattle Co.—4282; Duncan Cameron, Galway Horse and Cattle Co.—4283; concessions forestières, restriction autrefois existante permettant de modifier la redevance au gré de l'Exécutif—4283; décret supprimant en 1903 ce pouvoir pour le Gouvernement—4285; les terres boisées

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite*.

M. R. L. Borden—*Suite*.

conçédées dans le Nord-Ouest ont immédiatement doublé de valeur—4286; tableaux—4286; combat la pratique de laisser à un fonctionnaire seul le droit d'adjudger sur les soumissions pour concessions forestières—4287; difficultés que rencontre celui qui veut faire rayer un homestead ou s'inscrire; seuls les amis du Gouvernement ont ces renseignements—4288; mutilation des rapports officiels—4288; rapports Herchmer et Noël—4289; les responsables sont le cabinet et particulièrement le ministre de l'intérieur—4290; l'intervention dans employés du ministère de l'intérieur dans les élections—4290; résolution Lake—4291; observations Oliver—4291; la conduite des employés en convention ouverte avec la résolution unanimement adoptée par la Chambre et approuvée et endossée par le ministre de l'intérieur—4292; une enquête sur le ministère de l'intérieur ne serait pas hors de propos—4292; les fautes sont signalées, l'affaire en reste là—4292; les journaux libéraux disent que nous voulons une pêche au hasard au scandale—4293; il n'y a pas de mal à cela—4293; on a bien fait une enquête sur les affaires d'assurances sans accusation directe—4293; en Grande-Bretagne en 1784, William Pitt fit passer un bill pour faire l'inventaire des biens des employés de la Compagnie des Indes—4293; si dans les trois ans, les déclarations étaient trouvées fausses, les biens étaient confisqués—4294; résumé des accusations—4294; motion demandant une enquête, texte—4294.

Hon. Oliver—Le résultat des efforts du parti conservateur pour pulvériser le ministère de l'intérieur n'est pas grand-chose—4296; on demande une enquête sans même dire pourquoi—4296; troisième assaut de la session sur le ministère de l'intérieur—4296; assaut Roche—4296; assaut Ames—4296; assaut Borden, le troisième—4297; il y a responsabilité ministérielle et responsabilité parlementaire—4297; l'opposition manque à ses devoirs si elle dénonce des abus sans indiquer le remède—4297; s'il y a un moment où le ministère de l'intérieur a mis le couronnement à son œuvre c'est actuellement—4298; tout peut bien ne pas être parfait—4298; c'est le département de l'intérieur qui accomplit le rêve de la confédération, le peuplement du pays—4298; l'ouest ne se peuplera pas sans efforts—4299; pendant que les conservateurs ne faisaient rien pour peupler l'ouest, un million de Canadiens allaient s'exiler aux Etats-Unis—4299; il y a des précédents pour l'écourtage des rapports—4300; rapport du surintendant du parc des Montagnes Rocheuses, 26 déc. 1892—4300; demande à M. Borden de porter une accusation de fraude, d'un seul cas de fraude résultant de l'ouverture des soumissions de concessions forestières par un seul employé—4302; ce qui existe de droit au Nord-Ouest quant à la perpétuité des concessions forestières existe de fait dans

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

Ontario—4306; le ministère prétend en dépit des changements à la loi avoir le droit de modifier les obligations des permis à son plaisir—4306; texte des règlements qui le permettent—4307; les concessions conservatrices—4308; de 1873 à 1896 515 concessions forestières couvrant 24,521 milles carrés cédées pour \$126,824 et émises sans concurrence—4308; état de toutes les concessions tories—4309; de 1897 à 1905 le Gouvernement libéral a concédé 5,943 milles carrés qui ont rapporté en redevances \$453,970—4309; l'affaire des terres de la vallée de la Saskatchewan, les redevances—4310; M. Osler et ses amis sont évidemment désolés d'avoir vendu leurs terres trop bon marché à \$1.50 l'acre—4310; le Gouvernement n'a pas ce regret, il voulait de la colonisation, il en a eue—4310; l'administration des terres et celle de l'immigration se complètent—4312; le contrat du Gouvernement d'Ontario et du Grand-Tronc-Pacifique—4312; ce que représente la clause d'obligation de coloniser—4312; les essais conservateurs de colonisation 1881 et 1882—4312; la Société de Colonisation de la Tempérance—4314; la fameuse liquidation des affaires de la compagnie—4314; la question des baux de pâturages—4316; jusqu'à ce que la position soit parfaitement stable, il n'y a pas lieu de faire une loi au sujet de ces baux—4315; il n'y a aucune analogie entre la tenure des terrains aurifères du Klondike et des terres à pâturages de l'ouest—4314; le prétendu don de terrains miniers au Grand-Tronc-Pacifique—4318; le Gouvernement considère que cette compagnie devrait avoir le privilège de se livrer la première à l'exploitation des terrains houillers existant sur sa voie pour protéger des grands intérêts qu'elle représente sans la laisser à la merci du premier venu qui en échange d'une simple redevance pourrait bouleverser toute la ligne—4318; l'aliénation du domaine public, ce sont les conservateurs qui en ont donné le signal—4318; les concessions aux chemins de fer données par les conservateurs ont aliéné 40 millions d'acres—4320; le Gouvernement actuel a fait l'impossible pour liquider cette situation—4321; les conservateurs en quatorze années de tentatives de colonisation du Nord-Ouest avaient réussi, une fois les chemins de fer construits, à réduire de 75 pour 100 le nombre des entrées de homesteads de ce qu'ils étaient quand le Pacifique Canadien fut ouvert du lac Supérieur à Calgary—4321; l'activité, l'intelligence, le dévouement voilà le secret du contraste entre la banqueroute conservatrice et le succès qui couronne les efforts du Gouvernement actuel—4322; l'ancien règlement conservateur de 1879—4323; les terres au spéculateur, les terres pour le fisc, réduction des dimensions du homestead, les terres à proximité des chemins de fer mises à part pour la vente à des prix inabordables au colon—4324; le Gouvernement conservateur a tout fait pour aider à la colonisa-

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

tion du Minnesota et du Dakota avant le Manitoba—4324; le principe était alors que lors que ces états des Etats-Unis seraient bien peuplés, le Manitoba se peuplerait plus facilement—4324; la mauvaise foi des conservateurs à l'égard des colons—4324; circulaires Denis, Russell, Walsh—4326; on croirait que ce sont les fonctionnaires du département qui ont remporté les dernières élections de l'Ouest—4326; il est absurde de dire qu'une douzaine d'employés contrôlent le vote d'un demi-million de citoyens—4326; rien n'empêche un employé de voter ni de parler—4327; que l'on cite un cas où un employé a mis à profit sa position pour intimider ou maltraiter un voteur et une enquête sera faite—4327; un ministre a aussi bien le droit de défendre son administration devant les électeurs que l'opposition a le droit de l'attaquer—4327; si M. Borden veut obtenir une enquête sur l'administration de l'intérieur, qu'il accuse, il aura l'enquête—4328; le succès obtenu dans l'ouest est dû à la confiance du peuple dans la gestion du département de l'intérieur—4328; il a fallu dix ans pour réparer les ruines causées par l'administration conservatrice—4329; si jamais elle revient au pouvoir avec les dispositions qu'elle manifeste aujourd'hui on ne pourra plus jamais réparer les ruines qu'elle causera—4329.

M. E. Bristol—Ne s'intéresse pas au passé du régime défunt—4329; il a payé pour ses péchés—4329; le gouvernement conservateur n'a pas favorisé le spéculateur—4329; loi 1872—4330; loi 1874, libérale, première loi de colonisation—4330; loi 1879, conservatrice—4331; loi de 1881—4332; règlement des terres fédérales de 1881—4332; plan de colonisation n° 1—4333; opinion de M. Charlton en 1883 sur l'argument "vous l'avez fait vous-même"—4335; opinion Charlton sur plan de colonisation—4335; réponse sir J. Macdonald—4335; opinion Macdonald sur loi de 1874—4336; loi de 1883—4337; décret du 23 janvier 1897 inspiré par l'hon. M. Sifton—4337; le décret relatif à la Compagnie des terres de la Vallée de Saskatchewan était et est encore invalide—4339; raisons à l'appui—4340; affaire de la Société de Montréal pour la colonisation de la Rivière à la Paix—4341; premier décret 27 juillet 1900—4341; deuxième décret, 10 mai 1904—4342; décret adopté malgré le refus formel du ministre à la veille des élections générales de 1904—4344.

M. D. W. Bole—La procédure parlementaire est de porter d'abord une accusation et de demander ensuite une enquête—4344; le chef de l'opposition fait l'inverse—4344; le voyage de M. Ames annoncé à son de trompe—4345; il est impossible que sur 40,000 homesteads concédés, il n'y ait pas d'abus—4345; annulation des concessions, huit cas cités par M. Ames—4345; explications—4346; concessions par procureur, règlement modifié maintenant—4346; prolongation de délai, difficulté d'avoir la

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Bole—*Suite.*

vérité des raisons alléguées—4346; accomplissement final des conditions d'établissement de homesteads par représentants—4347; le ministre a sagement usé des pouvoirs conférés par la loi—4347; on ne peut pas juger de la condition de l'ouest en passant en parlor-car—4347; l'application draconienne des règlements de 1882 à 1890 chassait les colons en caravanes aux Etats-Unis—4347; l'annulation de plein droit des concessions et l'administration automatique des terres de l'ouest sont les deux plus grandes utopies que l'on puisse proposer en Chambre—4348; l'affaire des terres de la Vallée de la Saskatchewan, connaissance personnelle—4348; c'est sur ce terrain que se sont faites les élections de 1904—4349; dans cette région même le Gouvernement a été approuvé—4350; le record des deux régimes quant aux aliénations de terres—4351; on parle beaucoup trop de gendres et de beau-frères en Chambre—4351; il ne s'en suit pas de ce qu'un homme est gendre ou beau-frère d'un député ou d'un ministre que ses opérations commerciales soient malhonnêtes—4352; les largesses conservatrices en fait de concessions forestières—4352; 16,000,000 d'acres forestiers livrés aux amis, les noms—4352; ces noms viennent d'un rapport de 1902—4354; le gouvernement conservateur n'a rien retiré pour ces concessions—1354.

M. R. S. Lake—Le recensement des Etats-Unis ne montre pas qu'un million de Canadiens ait émigré aux Etats-Unis sous le régime conservateur—4359; il montre qu'en 1880, après cinq années de régime libéral en Canada, il y avait aux Etats-Unis 717,000 Canadiens—4359; le ministre de l'intérieur avait des raisons personnelles pour mutiler les rapports—4360; les employés ont été accusés de ce fait, on devrait leur donner le moyen de se disculper—4361; les ventes de terres à la "Grand Forks Valley Company" et à la "Milk River Cattle Company"—4361; engagements pris par le ministre—4362; les terres vendues à \$1 l'ont été virtuellement à des fonctionnaires du département—4363; éloge du personnel administratif d'Angleterre—5365; le zèle politique des employés du département de l'intérieur est une des causes de la mauvaise administration—4366; la motion adoptée, 17 juillet 1905, au sujet de l'intervention politique des employés—4366; M. Alexander Mackenzie et les employés qui influencent les électeurs—4368; M. Taylor, arpenteur des terres à Grenfell—4369; déclaration solennelle de Hobbs—4370; énumération de déclarations—4371; discours de M. J. D. Brown, député de Saltcoats à la législation de la Saskatchewan—4372; lettre McCallum, de Battleford—4373; affaire Hamilton, de Touchwood Hill—4373; affaire de l'élection de Prince-Albert—4374; si le ministre de l'intérieur n'a rien à redouter de l'enquête, il devrait la voir d'un bon œil et ne pas la repousser—4375.

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*

Hon. Sifton—Depuis sa retraite du ministère n'a pas pris part aux discussions politiques—4375; s'occupe d'affaires privées qui peuvent motiver sa sortie totale de l'arène—4375; son ancien département, son administration sont critiqués, il reparait—4376; est prêt à discuter avec n'importe qui tout ce qui a trait à son administration—4376; les efforts de l'opposition pour discréditer la politique du ministère de l'intérieur dans l'ouest sont la continuation de la politique qui a soulevé contre eux, toute cette région en 1896—4376; les conservateurs se sont eux-mêmes tués dans l'ouest—4376; intérêt pris à la Chambre dans les affaires de l'ouest est tardif—4379; les lois, les crédits dont on se plaint, se passaient sans qu'on pût trouver quelquefois un quorum pour les discuter—4376; heureux changement—4377; les montagnes de renseignements—4377; les déclarations de M. R. L. Borden sont un exposé de la politique de l'opposition, de ce qu'elle entend faire et doivent être prises comme telles—4377; aucun changement à l'Acte relatif au domaine fédéral n'a été fait par le Gouvernement, ils ont tous été faits par le Parlement, après discussion, jamais l'opposition n'a demandé de vote, ils ont passé à l'unanimité et l'opposition en a sa pleine part de responsabilité—4378; pourquoi on modifia la loi afin de permettre au ministre de l'intérieur de réduire le prix des terres—4378; l'ancien gâchis conservateur dans le département des terres, l'abus des formalités, les voyages de Winnipeg à Ottawa—4378; pourquoi le ministre s'est fait autoriser à réduire le prix des terres—4379; explication de différents cas—4380; le voile du secret reproché par M. R. L. Borden: jamais une information n'a été refusée—4380; pas plus de secret qu'il n'en faut pour la bonne administration ni que dans les autres bureaux—4381; impossibilité du cas supposé d'un prospecteur déposant une demande et qui serait devancé frauduleusement dans son inscription—4381; mécanisme des inscriptions—4381; n'a jamais refusé une enquête, n'a jamais empêché un employé de répondre—4382; assume la responsabilité de tous les baux de pâturage passés par son département—4382; condition des terres—4383; système suivi au Montana—4383; il est sage de céder aux éleveurs des terrains suffisants et pour temps suffisant pour qu'ils fassent de l'irrigation—4384; sans cela l'élevage prendrait fin—4384; prend toute la responsabilité d'avoir mis des Canadiens à même d'exercer une industrie de consommation qui profite à tout le pays—4384; les aliénations de terrains boisés par le gouvernement conservateur—4385; les concessions libérales ont été modérées et conformes aux besoins—4386; l'affaire Burrows et les journaux—4386; M. Burrows n'a reçu aucune faveur—4386; mon beau-frère aurait-il dû renoncer à son commerce parce que j'étais ministre de l'intérieur?—4387; les concessions sont ouvertes à tous, se

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Sifton—*Suite.*

donnent par soumissions au grand jour—4388 ; plaintes contre les nouveaux règlements des terres boisées—4388 ; il faudrait ne rien faire, ne toucher à rien pour être un ministre de l'intérieur modèle suivant le cœur des conservateurs—4388 ; efforts couronnés de plein succès pour le reboisement de l'ouest—4388 ; éloges du Congrès forestier—4388 ; un des principaux changements avait pour objet d'empêcher le colon de se fixer dans la forêt, Ontario et Québec feraient la même chose s'ils l'osaient—4389 ; qu'importe que la valeur des concessions forestières augmente, si elles appartiennent à des Canadiens et si ce renchérissement ne se fait pas aux dépens du public—4389 ; pourquoi la permanence de la licence a été déclarée, marché avec la Red Deer Lumber Company—4390 ; le nouveau règlement n'enlève pas au Gouvernement le droit de changer les redevances—4391 ; aurait cru que M. Foster romprait le silence et dirait en face ce qu'il a dit en arrière—4391 ; lorsque mis au défi de prouver ses accusations, il s'est tu—4392 ; si M. Foster voulait être loyal, pourquoi n'a-t-il pas parlé à son tour—4392 ; peu importe qu'il parle avant ou après—4392 ; l'affaire de la compagnie de la vallée de la Saskatchewan—4392 ; le procès de la compagnie de chemin de fer contre le Gouvernement pour refus de prendre ses terres—4394 ; lettre Osler et Hammond—4394 ; 200,000 acres bons seulement sur les 3,000,000 réservés—4395 ; compagnie était disposée à accepter \$1.25 au lieu des terres—4396 ; les opinions relatives à la valeur de cette zone comme terre—4396 ; opinion de M. Bole—5396 ; M. Speers n'est pas un expert spécial en terres, il n'a pas fait une inspection spéciale—4398 ; M. Thompson est un postulant désappointé et n'est pas juge de la valeur des terres—4400 ; les faits prouvent que les terres ne valaient rien—4400 ; les colons ne voulaient pas s'y établir—4401 ; le contrat avec la Compagnie des terres de la Vallée de la Saskatchewan, texte complet—4401 ; un journal de Winnipeg disait que c'était une honte d'avoir fait prendre à des Américains des terres qui ne valaient rien—4404 ; description réelle de l'état de choses existant—4404 ; les sacrifices faits par les chemins de fer pour amener du monde dans cette zone—4406 ; comment la compagnie a amené les colons qui ont amélioré les terres—4406 ; l'œuvre de la compagnie, succès complet—4408 ; aux yeux de tout homme d'affaires non aveuglé par la passion politique, ce marché passerait pour une excellente affaire—4408 ; ce qui serait arrivé si la terre n'avait pas été vendue à la Compagnie de Saskatchewan—4408 ; différentes alternatives—4408 ; les colons sont satisfaits, ils sont les meilleurs juges et ont donné en 1904 la majorité aux candidats libéraux—4410 ; c'est l'immigration américaine et le travail des fonctionnaires du ministère de l'intérieur qui ont fait la plus forte réclame pour l'ouest canadien—4410 ; le

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Sifton—*Suite.*

gros grief de M. Foster: ces colons placés sur des lots pairs à côté des lots impairs appartenant à de rapaces compagnies—4411 ; c'est M. Foster lui-même qui a donné les lots impairs aux rapaces compagnies—4412 ; le châtimement de M. Turriff pour avoir délivré les titres aux 150,000 acres avant complète exécution du contrat—4413 ; les électeurs l'ont élu par 800 voix de majorité—4413 ; la compagnie a encore 100,000 acres à gagner—4414 ; le peuple a jugé ce contrat, toutes les élections dans les comtés intéressés à ce contrat ont tourné en faveur des libéraux: noms et chiffres—4415 ; la haine implacable de M. Foster—4416 ; les lamentations de M. Foster contre les journaux—4417 ; le silence significatif de la Chambre—4417 ; le "Canada" et la Société de colonisation de tempérance—4417 ; la société était en pleine existence quand M. Foster était ministre, il en était président—4417 ; déclaration inexacte—4417 ; la nature des pièces comptables fournies par M. Foster—4418 ; il n'était pas aussi exigeant que pour la "North Atlantic Trading Company"—4418 ; le règlement avec la Compagnie des homesteads et des terres de la Saskatchewan, entreprise conservatrice en 1882—4419 ; les intéressés conservateurs peuvent tout retirer sans payer—4419 ; mécanisme de l'opération—4420 ; les difficultés que le gouvernement libéral rencontra en arrivant au pouvoir—4421 ; les conservateurs n'ont cessé de concéder les terres que lorsqu'il n'y en avait plus à concéder—4421 ; 40 millions d'acres étaient affectés aux chemins de fer, 25 millions étaient gagnés et pour \$1,825,000 seulement les titres étaient émis—4422 ; cette négligence avait pour objet de soustraire les compagnies à l'impôt—4422 ; le gouvernement libéral s'est mis à l'œuvre, il a émis depuis 1896 des titres pour 22,478,013 acres—4422 ; les opérations d'émission de titre—4424 ; personne ne peut dire que le gouvernement a manqué à son devoir—4424 ; le peuple du Nord-Ouest approuve l'application de la loi des homesteads telle que ce gouvernement l'a conçue—4404 ; éloge de M. Smart—4425 ; éloge de M. Turriff—4425 ; des députés qui ont fait une visite volante au Nord-Ouest ne peuvent pas discuter ces questions compliquées de homesteads—4425 ; l'application automatique de la loi des homesteads est une absurdité—4426 ; les conservateurs ont essayé de l'appliquer et n'ont jamais pu, ils ont dégoûté le pays—4426 ; celui qui doit le mieux savoir s'il est bien traité c'est le colon, or le colon vote pour le gouvernement, c'est donc qu'il est satisfait—4428 ; M. Davin n'a présenté en quatre ans qu'il siégea dans l'opposition qu'une seule plainte—4428 ; M. Roche n'a trouvé qu'un seul cas aussi à citer—4429 ; le bilan des conservateurs en 18 ans est 32 millions d'acres aux compagnies et spéculateurs et 8,500,000 acres en homesteads aux colons—4429 ; les libéraux en dix ans ont concédé aux compagnies 2,000,000 d'acres et 20,000,000 en homesteads aux colons—4430 ;

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Sifton—*Suite.*

les libéraux n'ont pas formulé un programme agraire pour plaire aux conservateurs mais pour être utiles au pays—4430; l'ouest était conservateur et a été peuplé de conservateurs—4430; les chefs conservateurs les ont dégoûtés—4430; en 1900 sir Chs Tupper prédisait qu'il n'y aurait pas un libéral de réléu à l'ouest du lac Supérieur—4430; les conservateurs ont été battus—4431; en 1904, même balayage—4432; ne s'excuse pas des fautes que les conservateurs lui reprochent—4432; quand on viendra à écrire l'histoire du Canada, il sera satisfait si on lui attribue la responsabilité des huit ou neuf dernières années de l'administration du Nord-Ouest—4432.

Hon. Foster—Contraste entre l'ancien et le nouveau ministre de l'intérieur—4432; le Messie—4432; confiance illimitée en eux, seul point de corrélation entre ces deux ministres—4433; les erreurs du scrutin, Brunet, Tyerman, Dubuc—4433; les libéraux n'ont pas tout fait dans le Nord-Ouest, ils n'ont pas fait mûrir les récoltes—4434; si le peuple étranger afflue vers l'ouest c'est parce que c'est le seul endroit où il y ait encore des terres gratuites—4434; c'est au moyen de commissions et de comités qu'on fait la lumière sur les actes des gouvernements—4435; ne veut pas discréditer le département de l'intérieur, mais le purifier—4435; l'opposition s'est toujours occupée des affaires de l'ouest—4436; M. A. Mackenzie a approuvé l'aliénation des terrains publics inaugurée, dit-on, par les conservateurs—4436; ce n'est pas pour remédier à quelques cas isolés qu'on doit donner à un ministre le pouvoir d'un tzar—4437; le ministre ne tient pas que le Gouvernement fasse de l'argent avec ses terres, mais il est satisfait que d'autres en fassent—4437; le ministre est en faveur du grand jour, dit-il: le chemin de fer du Yukon, l'affaire de la Compagnie des terres de la Saskatchewan se sont faites la veille de la réunion du Parlement—4438; si les terres de la Vallée de la Saskatchewan ne valaient rien, c'était une honte de leurrer les financiers américains—4438; cette opération fut faite à la sourdine, en dehors du cabinet, sur six millions d'habitants du Canada, il n'y avait, pas une douzaine qui connaissent ce qui se traitait—4439; la Société de Tempérance fut enterrée quand il était ministre—4440; les opérations de la société, elle avait dépensé \$240,000—4440; l'affaire des scrips—4441; l'affaire de la "North Atlantic Trading Company"—4441; elle retombe maintenant sur tout le cabinet—4441; les terres à pâturages—4442; les concessions conservatrices, les obligations—4443; l'administration des forêts d'Ontario et les concessions de M. Booth—4443; le lâche n'est donc pas celui qui a fui en Floride mais celui qui est resté à son poste—4444; si on ne peut pas prouver la concession, ce n'est pas l'indice qu'elle n'existe pas—4444; l'opposition a le droit de scruter scrupuleusement

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*Hon. Foster—*Suite.*

les actes de l'administration—4444; l'affaire Burrows—4446; la facilité avec laquelle les soumissions pour concessions forestières peuvent être truquées—4446; les baux de pâturages, les concessions, dates, détails, notes—4447; circonstances suspectes—4450; on ne peut pas prétendre que ce sont des transactions honnêtes—4451; les concessions houillères—4451; les concessions de la famille Leitch—4452; ces concessions auraient dû être mises aux enchères, on aurait retiré un revenu auquel le pays a droit—4453; explication de l'assertion faite quant aux lots pairs voisins des lots impairs appartenant aux compagnies—4453; un cataclysme peut bouleverser San-Francisco, mais ne pouvait pas changer en terres fertiles les plaines de la Vallée de la Saskatchewan—4454; il est de l'intérêt du Gouvernement et du pays que sept députés fassent une enquête sur les affaires du département de l'intérieur—4455; les immigrés se laissent conduire par les fonctionnaires du Gouvernement qui les font voter—4456; le ministre de l'intérieur se moque de l'opinion exprimée par la Chambre—4456; il se moque des promesses de non intervention du premier ministre—4456.

M. Schell—Fait remarquer que le lot où se trouve la "Glengarry Ranch Company" n'appartient pas comme le dit M. Foster à M. A. B. Macdonald mais a été concédé au colonel R. R. McLennan, ancien député conservateur de Glengarry—4457; il lui a été concédé il y a 18 ans—4457; maintenant il appartient à Mann et Mackenzie—4457.

Hon. Foster—Nul n'est infaillible—4457.

M. J. C. Turriff—Si quelqu'un doit savoir si les lois actuelles conviennent à l'administration des affaires de l'ouest, ce sont les représentants des comtés de l'ouest, tous sont satisfaits—4461; les fausses inscriptions de homesteads ont existé de tout temps—4461; la proportion n'est pas plus forte que du temps des conservateurs—4461; s'il y en a plus c'est qu'on prend plus de homesteads—4461; pourquoi ne pourrait-on pas aider un peu les concessionnaires de homesteads qui le méritent et qui sont dans des embarras—4462; il vaut mieux que certaines concessions soient accordées même à faux, et ne pas ruiner des colons de bonne foi que quelque délai aurait pu sauver—4462; les rigueurs des conservateurs expliquent l'insuccès total de leurs essais de colonisation—4463; il est absurde de dire qu'il n'y a plus de terres à coloniser aux Etats-Unis—4463; en 1896 il s'y est donné deux fois plus de homesteads qu'au Canada—4463; il y a aux Etats-Unis un total de 646,709,491 acres disponibles pour homesteads—4464; de 1893 à 1905, il s'est concédé 31,739,236 acres aux Etats-Unis et 16,714,400 acres en Canada comme homesteads—4464; et on dit que c'est parce qu'il n'y a plus de homesteads aux Etats-Unis que les immigrants viennent en Canada—4464; comment et pourquoi le mi-

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Turriff—*Suite.*

nistre s'est fait autoriser à vendre des terres à pas moins de \$1 l'acre, cas particuliers—4465 ; nécessité des inscriptions par procurator—4466 ; l'ingérence politique des fonctionnaires, le cas de M. Taylor—4466 ; employés toriques qui combattent ouvertement le gouvernement et aident M. Lake dans ses élections—4467 ; défie les membres de l'opposition de porter une accusation directe sur son compte—4468 ; il est faux qu'il ait jamais eu aucun intérêt financier dans la Compagnie des terres de la vallée de Saskatchewan—4468 ; les insinuations de M. Foster—4468 ; M. Foster a dit que le pays avait été volé, avait reçu une brique d'or dans l'affaire de la vallée de la Saskatchewan—4469 ; la seule fois que M. Turriff a reçu une brique d'or en guise d'argent, c'est quand on a voulu lui faire prendre des actions de compagnies dont M. Foster était président—4470.

Hon. Foster—A dit, non pas que le pays aurait reçu la brique d'or, mais la compagnie américaine si les faits étaient tels que signalés par les agents du Gouvernement—4472.

M. Turriff—Pourquoi les colons refusaient-ils de s'établir sur ces terres sinon parce que les terres ne valaient rien—4473 ; le rapport de M. R. F. Dodds sur la valeur des terres—4474 ; rapports des inspecteurs fédéraux conservateurs, rapport de M. McGatchie—4477 ; l'inspecteur conservateur déclarait en 1894 que moins du tiers des terres était propre à la colonisation—4478 ; l'état a vendu à la compagnie se 250,00 acres dans les terres les moins acceptables de la superficie réservée—4478 ; on demande pourquoi le Gouvernement ne savait pas que les terres étaient bonnes, pourquoi M. Foster ne savait-il pas qu'il n'y avait pas d'or dans ses mines, pourquoi M. Osler n't savait-il pas que ses terres valaient plus de \$1.75 l'acre—4480 ; pourquoi les conservateurs ne l'ont-ils pas su quand ils étaient au pouvoir—4480 ; il y a une note d'un fonctionnaire disant, après conversation avec MM. Osler Hammond et Nanton, que ceux-ci accepteraient \$1 l'acre au lieu de terres—4481 ; les opérations de terres de MM. Osler Hammond et Nanton—4482 ; il est absolument prouvé que les terres lors de la vente par le Gouvernement n'avaient pas de valeur et que le public ne se doutait pas qu'elles pussent en avoir—4483 ; décret du 1er avril 1902, agrandissant le territoire de la compagnie de la vallée de la Saskatchewan parfaitement connu de MM. Osler, Hammond et Nanton—4483 ; discuté par M. Creelman—4483 ; les résultats de l'opération, les travaux de la compagnie—4484 ; toutes les patentes de terres ont été accordées, sans consulter le ministre, seul, M. Turriff en a toute la responsabilité—4486 ; le ministre n'a pas favorisé ses partisans dans la concession des terrains houilliers—4487 ; la famille Leitch dont on a parlé et qui a eu des faveurs est conservatrice—4488 ; M. Foster et les exploitations houillères—4489 ; les houil-

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Turriff—*Suite.*

lères d'Enderby—4490 ; si M. Foster n'est pas intéressé dans les mines de houille, il l'est dans les mines d'or—4490 ; le Gouvernement conservateur payait à ses compagnies de colonisation des centaines de mille dollars sur de simples certificats des gérants—4490 ; les conservateurs disent que c'est la construction par eux du chemin de fer du Pacifique Canadien qui a donné de la valeur aux terres du Nord-Ouest—4491 ; comment se fait-il alors que quand ils étaient au pouvoir les actions du Canadien Pacifique valaient 50 cents par dollar, maintenant elles sont cotées \$150 pour \$100—4491.

M. W. H. Bennett—Le Gouvernement refuse cette enquête, pourtant il en avait bien donné une dans l'affaire Treadgold—4493 ; si l'enquête était accordée, il faudrait des mois, rien que pour voir clair dans les affaires du Yukon—4493 ; les affaires indiennes sont sous la direction du département de l'intérieur ; la gestion est toute aussi scandaleuse—4493 ; la vente des îles de la Baie Georgienne sous le ministère de l'hon. Oliver—4493 ; vente de l'île n° 144 à M. Grant, frère du député d'Ontario-nord—4493 ; M. Pedley raconte des men songes à son ministre—4494 ; l'île de la Tombe-du-Géant—4494 ; accuse M. Pedley d'être intéressé dans le marché conclu pour l'île avec Ryan et Beck—4495 ; la vente des chutes de Sturgeon-Falls—4496 ; les îles qui n'avaient pas de valeur autrefois pourraient rapporter maintenant un bon prix, il faut traiter ces questions en hommes d'affaires—4509 ; M. Peter Ryan et la réserve des Gens-du-Sang—4510 ; M. McLaughlin et M. Pedley—4510 ; M. C. A. Boulthie aussi postulant—4510 ; M. C. A. Sheets, M. Patterson, M. Hatfield, tous demandent la réserve—4513 ; entrée en scène de M. Peter Ryan—4514 ; demande au nom de M. McEwen—4514 ; marché bâclé par M. Pedley—4515 ; protestations—4516 ; M. Sifton demande opinion ministre de la justice—4517 ; marché approuvé par M. Pedley ayant le pouvoir de le conclure—4518 ; preuve que M. P. Ryan est l'intéressé et non McEwen—4519 ; procès à Toronto de Miller vs Beck—4519 ; convention Beck et Peter Ryan—4519 ; autrefois on ne recherchait pas autant les concessions parce qu'elles pouvaient être annulées sur un mot du département—4520 ; maintenant, c'est l'orgie—4520 ; trois concessions ont été accordées pendant que le premier ministre tenait l'intérim du département de l'intérieur, il doit en être responsable évidemment—4521 ; les concessions Burrows—4521 ; les concessions Hall—4522 ; l'hon. Alexander Mackenzie et la défense du coffre public—4524 ; l'hon. ministre de la justice pense qu'il y a trop de députés qui se servent de leur mandat pour faire des affaires, c'est pour cela qu'il s'en va—4524 ; depuis 10 ans, l'administration du ministère de l'intérieur justifie les pires soupçons—4525 ; les dragages de Port-Arthur, machinations perpétrées sous M. M. Hyman—4525 ; hon. Aylesworth, M.

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Bennett—*Suite.*

Fleury, d'Aurora, et les capitalistes belges—4525; votera pour demander l'enquête, que le Gouvernement y consente ou non—4526.

M. A. J. Adamson—Fait partie de la compagnie de colonisation de la Saskatchewan, est directeur depuis sa fondation—4526; M. Bennett dit que les ventes de concessions ne sont pas annoncées simplement parce qu'il ne les trouve pas toutes dans le "Free Press" de Winnipeg—4527; on n'y met que les ventes attenant à Winnipeg—4527; défend M. Hamilton, agent des Buttes du Tondre, dont M. Lake a cherché à détruire la réputation—4528; est allé résider en 1898 au nord de la Saskatchewan, colonisation alors embryonnaire—4528; au sud le chemin de fer tombait en ruine, les colons se dégoûtaient—4530; il existait un malentendu entre la compagnie de chemin de fer et le gouvernement au sujet des terres—4530; conçu le projet de mettre ces terres en valeur, de montrer qu'elles pouvaient être utilisées—4530; erreur de M. Thompson au sujet de M. Mellike—4530; avec M. Macdonald, de Qu'Appelle, et quelques Américains fonde une compagnie de colonisation—4531; il est faux que les terres aient été payées \$1 l'acre au gouvernement on omet complètement les obligations—4531; on dit que nous rendrons compte aux électeurs—4531; il y a eu trois élections dans cette circonscription depuis 1902, chaque fois, des libéraux ont été élus—4531; l'opération avec MM. Osler, Hammond et Nanton a été conclue le 12 mai et avec le gouvernement le 1er juin—4532; grâce à cette opération une dispute depuis longtemps pendante avec MM. Osler, Hammond et Nanton a été réglée, un territoire que le gouvernement n'avait pas pu faire coloniser par la première compagnie a été couvert de colons—4532; le gouvernement avant de signer le contrat a pris tous les renseignements sur les signataires—4532; le meilleur atout était que ces Américains avaient eu l'expérience des terres de la Northern Pacific Company—4532; leurs opérations américaines—4533; quand la compagnie canadienne fut fondée aucun capitaliste canadien de la place n'a voulu y toucher—4534; le mode d'opérer de la compagnie pour vendre ses terres, publicité, réclame—4534; on dit que le gouvernement aurait bien pu faire pour son compte ce qu'a fait la compagnie, qui aurait payé la réclame—4535; la compagnie de colonisation de la Saskatchewan a fait plus que remplir ses obligations—4536; détails de ses progrès—4537; la German American Land Company—4537; l'établissement des Baptistes allemands—4337; a nié et nie encore avoir eu aucune entente avec le commissaire des terres quant à la formation de la Compagnie de colonisation de Saskatchewan—4537; aucune faveur n'a été demandée au gouvernement—4539; marché honnête—4537; la compagnie a même dû choisir ses terres dans 4,000,000 d'acres de moins que la Compagnie de chemin de fer de Qu'Appelle, Lac-Long et Saskatchewan—4538; lettre M. Creelman à M. Sifton

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Adamson—*Suite.*

quant à la valeur des terres—4539-41; M. Wm Whyte du Pacifique-Canadien a reconnu les mérites de la compagnie et déclaré que son initiative avait augmenté de \$2 l'acre la valeur des terres—4542; Mann et Mackenzie qui s'y connaissent en affaires ont remis toutes leurs concessions à cette compagnie pour qu'elle en tire profit à leur bénéfice—4543; cette cession s'est faite en 1903—4540; le gouvernement actuel a construit 2,000 milles de chemin de fer (tableau) sans aliéner un acre de terre—4544; le parti conservateur donnait des terres non seulement pour construire des lignes, mais encore à des lignes construites—4545.

M. M. S. McCarthy—M. Adamson n'a pas expliqué pourquoi le Gouvernement a vendu 250,000 acres à \$1 à la compagnie quand celle-ci par son traité avec la compagnie de chemin de fer, antérieurement à cette vente était déjà tenue de coloniser—4546; dans bien d'autres parties du Nord-Ouest, il n'y avait pas de colons alors, et il y en a maintenant, sans qu'on ait vendu les terres à des spéculateurs—4546; question posée 27 juin 1905 au ministre de l'intérieur au sujet de la politique relative aux terres à pâturages—4548; renseignements faux—4548; concessions faites pendant que le ministre disait ne pas pouvoir indiquer sa politique—4549; ne veut pas entraver l'industrie de l'élevage mais proteste contre favoritisme—4549; le ministère n'a rien fait pour le reboisement, sauf créer une place lucrative pour M. Stewart—4549; le Gouvernement parle des concessions de terrains par les conservateurs aux compagnies de chemin de fer mais il a lui-même renouvelé toutes celles qui étaient périmées—4550; lorsqu'il a fait des changements, comme lorsqu'il a obligé le Canadien Pacifique à prendre ses terres, c'est sous la pression des conservateurs qu'il l'a fait—4550; les fonctionnaires fédéraux dans les élections—4551; ne se plaint pas de ceux de Calgary—4551; le cas de Philip Wagner—4551; déclaration de l'hon. Oliver—4553; affidavits contre Wagner—4554; cas de L. P. Cochrane à Medicine-Hat—4557; cas de Fairchilds à Swift-Current—4557; si le Gouvernement entend laisser les sous-agents se mêler de politique, il est bon que le public le sache—4557; le public restera convaincu qu'on a refusé l'enquête parce qu'on en a peur—4558.

M. J. Crawford—N'a jamais été personnellement mêlé à l'administration fédérale des terres dans le Nord-Ouest—4684; connaît à fond la vie de l'ouest—4684; la splendide incertitude de la motion du chef de l'opposition est un certificat accordé au ministre de l'intérieur—4684; progrès successifs du développement de l'ouest et échantillon du travail accompli par le département de l'intérieur, de 1879 à 1905—4686; lettres patentes émises pour chemins de fer, tableau—4687; homesteads accordés 1er juillet 1905 à avril 1906, tableau—4688; nouvelle circulaire ministé-

## ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—Suite.

M. Crawford—Suite.

rielle relative aux homesteads, 28 mars 1906—4689; circulaire 3 juin 1906—4690; les rapports des inspections prescrites par ces circulaires démontrent que ni les abus, ni les violations n'ont l'importance qu'on leur a attribuée—4690; résultats fournis par rapports—4691; les conservateurs et les homesteads conservateurs, cas James Colter—4691; proposition libérale de 1880—4692; même politique en 1893—4692; concessions conservatrices—4694; la fameuse concession conservatrice "Boyd Ranching Co'y"—4694; baux de pâturages jusqu'en 1896—4695; il a été acheté et gagné sous le régime conservateur 49,924,770 acres à divers titres, là-dessus, 8,500,000 acres seulement ont été aux colons—4696; la gestion du Gouvernement conservateur du Manitoba—4697; en 1900, le gouvernement conservateur du Manitoba a obtenu 2,148,803 acres, il en a déjà vendu 1,129,394 acres—4697; comment le gouvernement conservateur a disposé de ces terres—4697; les heureux concessionnaires—4698; correspondance relative à la vente de 250,000 acres par le gouvernement provincial à Mackenzie et Mann—4699; marchés de terres passés par les anciennes administrations conservatrices—4702; l'opinion de M. Norquay sur la colonisation par les conservateurs d'Ottawa—4705; comparaison entre l'administration des terres à bois de l'ouest par les libéraux et par les conservateurs—4706; le territoire qui reste à coloniser est immense—4708; il est impossible de fixer de règle automatique à la colonisation—4708.

M. H. B. Ames—Tout ce qui touche l'ouest doit nous intéresser—4708; la proposition du chef de l'opposition est un acte de patriotisme—4709; la résolution ne demande pas la déchéance du Gouvernement—4709; tous les orateurs qui ont défendu le Gouvernement et le ministère de l'intérieur sont des intéressés—4710; leur témoignage sera suspect aux yeux du pays—4710; il faut un tribunal impartial—4711; le Gouvernement devrait aider l'opposition à l'obtenir—4711; on a mal interprété l'automatisme proposé—4712; demande non l'annulation automatique, mais l'inspection automatique—4712; rappelle son discours, 10 mai, plaintes alors formulées et lettres lues—4712; les règlements relatifs aux baux de pâturages anciens et récents—4714; les différentes péripéties de ces règlements éphémères—4714; divergences d'opinions entre les deux ministres: l'ancien et le nouveau—4716; ils ne peuvent pas avoir raison tous les deux—4716; les privilèges de la Compagnie de Grand-Forks et de la Société d'éleveurs de Galway—4718; la Compagnie de la Rivière du Lait, les trois premiers actionnaires ont vendu leurs intérêts à l'hon. M. Sifton—4717.

Hon. C. Sifton—Dément avoir soit directement, soit indirectement, acheté intérêts dans la Compagnie de la Rivière du Lait ou de Grand-Forks, et être intéressé dans aucune concession de pâturages du département de l'intérieur—4719.

## ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—Suite.

M. Ames—Accepte dénégations, admet informations étaient fausses—4719.

M. A. T. Burrows—Profite occasion pour répondre à l'accusation personnelle du chef de l'opposition—4720; n'a jamais demandé ni obtenu concessions ni faveurs qu'aucun autre marchand de bois n'aurait pu obtenir—4721; déclare n'avoir absolument rien à faire avec aucun bail de pâturage—4721; conditions dans lesquelles s'obtiennent les concessions forestières—4722; noms et prix des soumissionnaires pour concessions dénoncées—4722; Gouvernement aurait reçu \$9,386 de moins si les autres soumissionnaires avaient obtenu les concessions—4723; comparaison de prix—4724; tableau comparatif—4725; il n'y a aucune comparaison entre les concessions forestières de Manitoba et celles d'Ontario—4726; propriétaire de trois scieries, livrera cette année 14 millions de pieds de bois—4726; différence entre permis de coupe et concession forestière—4726; est prêt à construire des scieries en aucun point de ses concessions si on lui en fait la demande dans l'intérêt de la population avoisinante—4727; dans l'ouest il faut absolument s'adresser au département de l'intérieur pour pouvoir trouver du bois à exploiter—4727; ne pouvait pas abandonner un commerce exploité depuis 1879 parce que son beau-frère arrivait à être ministre de l'intérieur—4727; a eu des concessions du temps des conservateurs, gratuitement, de l'hon. J. C. Aikins—4728.

M. W. J. Roche—Question liée à sa propre résolution antérieure à discussion Ames—4728; nécessité de l'enquête—4729; après que tous les favoris ont obtenu les concessions de terres, de mines, de forêts désirées, les choses ont été remises comme elles étaient avant—4729; il est inadmissible que des fonctionnaires aient fait à l'insu du ministre de l'intérieur d' alors des transactions comme le transport anticipé des 150,000 acres à la Compagnie des terres de la Vallée de Saskatchewan—4730; nouveau calcul des régions arables disponibles—4732; les fausses inscriptions de homesteads, "Free Press", Winnipeg—4732; autre lettre, Alexander McGowan—4734; article de rédaction du "Free Press" à propos articles de Richard Waugh—4735; correspondance H. N. Spencer—4738; correspondance d'"Un colon", "Globe", 1904—4737; anciennes et nouvelles formules de demandes de homesteads—4740; la mutilation des documents—4742; l'administration du Yukon—4742; concession Treadgold—4742; M. Edward McEwen et l'administration du Yukon—4744; les opinions de M. Thompson à l'égard des personnages suspects qui ont disparu discrètement de la scène—4745; il serait bien extraordinaire que le Canada fût le seul pays qui ne participerait pas à la prospérité générale—4746; ce sont les libéraux qui avec leurs criaileries continuelles ont empêché les conservateurs de faire de grandes choses—4747; la majeure partie des concessionnaires prétendus dont les noms sont signalés par les libéraux n'ont jamais affermé les concessions

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. W. J. Roche—*Suite.*

—4748; beaucoup des libéraux ont eu des concessions sous le régime conservateur—4748; il n'y a pas de mal d'être le beau-frère d'un ministre, mais c'est un mal dans ce cas de recevoir des faveurs qu'on refuse aux concurrents—4749; avant que son beau-frère devint ministre de l'intérieur, M. Burrows avait toujours voté conservateur—4749; rapport de M. Burrows sur la vallée de la rivière du Cygne—4752; l'ouverture des soumissions forestières par un seul fonctionnaire—4752; si le fonctionnaire commettait quelque méfait, on lui donnerait de l'avancement comme à Jackson, d'Oxford—4752; le règlement modifié de 1898—4753; M. Burrows huit jours après obtenait un permis sans s'être conformé à la loi—4754; noms de personnes à qui on a refusé des permis et qui étaient disposées à se conformer à la loi—4754; correspondance de M. Burrows et du département—4756; M. Burrows ne payait pas les droits sur le bois d'œuvre—4757; M. Burrows porteur d'un permis de coupe et en même temps employé du Canadian-Northern—4757; affirme avoir établi que M. Burrows a été l'objet de faveurs spéciales—4758; les applaudissements de MM. Turriff et hon. Costigan—4758; les fonctionnaires et les élections—4759; M. Leach, de Winnipeg—4759; le cas de l'homme de la police à cheval Sharpe chargé de faire voter les Galiciens—4760.

Sir W. Laurier—A donné à la police à cheval des ordres spéciaux de ne pas intervenir dans les élections—4762; ne croit pas que ce soit un membre régulier de la police à cheval—4762.

M. Roche—N'a pas fait plus de réclamations au ministre de l'intérieur parce que dégoûté de l'insuccès de ses démarches—4702; il faut rabaisser l'orgueil de ces ministres qui croient avoir tout fait—4762; duplicité, pharisaïsme et hypocrisie libérales—4763; on ne veut pas laisser voir clair dans le département—4763.

M. Guthrie—Les membres de la Chambre ont pris l'habitude de traiter par le mépris les insultes de M. Bennett—4764; mais il attaque aussi des étrangers ou des fonctionnaires qui ne peuvent pas se défendre—4764; c'est pour ceux-là qu'il veut parler—4764; M. Bennett a attaqué M. Pedley plusieurs fois déjà à propos de la vente de l'île au Daim, comme député-ministre des affaires indiennes, à M. Grant, frère du député d'Ontario-nord—4766; M. Bennett dit que Grant a eu cette île pour \$140—4767; la vérité est que l'île a 300 acres et que M. Grant a eu 28 acres pour \$140 soit \$5 l'acre—4767; M. Stafford de Midland dont parle M. Bennett avait offert \$750 pour toute l'île qui était évaluée par le département \$1,497—4767; M. Bennett a abusé de son privilège de député pour accuser gratuitement M. Pedley d'avoir dit un mensonge à son ministre pour l'information de la Chambre—4770; M. Bennett connaît bien l'île de la Tombe du Géant—4770; correspondance de 1894 avec l'hon. T. H. Daly—4770; licence de coupe de bois

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite.*M. Guthrie—*Suite.*

changée souvent de main—4770; concédée depuis 1853—4770; département reçoit de nombreuses demandes constamment—4770; historique des pourparlers entre MM. Beck, Ryan et Pedley—4772; M. Pedley a dit avec raison qu'il n'y avait jamais eu de négociations de vente avec M. Ryan—4773; le fait est que le département a toujours refusé de discuter la vente tant que les concessionnaires du bois de l'île, la Canada Furnace Company, s'y opposeraient—4773; l'affaire McLaughlin et la concession d'un bail de pâturage sur la réserve des Indiens du Sang—4774; lecture de toute la correspondance—4775-4778; le marché conclu avec McEwen est excellent, les Indiens retirent \$7,800 par année, ils n'avaient jamais retiré plus de \$1,250 et la moyenne par année était de \$800—4781; M. Bennett a déclaré que le statut avait été violé, dans le bail passé, or il n'y a pas de statut à cet égard, il ne pouvait donc pas être violé—4782; opinion du ministre de la Justice; raisons de la suspension ordonnée par le ministre de l'intérieur dans les négociations—4784; quand on n'a pas autre chose que des rumeurs on n'échafaude pas sur une telle base des accusations formelles contre un fonctionnaire public—4785; M. Bennett a porté une accusation non fondée, dont il ne peut pas sortir et il ne tente pas établir la vérité—4785.

M. Sam. Hughes—MM. Peter Ryan, Beck et Pedley sont des amis intimes—4786; c'est jouer sur les mots de dire qu'il n'y a pas eu de négociations mais des pourparlers à propos de la vente de l'île de la Tombe du Géant—4786; admirait autrefois M. Oliver quand il était simple député indépendant—4786; la compagnie avec laquelle on a traité pour le bail de pâturage de la réserve des Indiens du Sang n'était pas constituée dans le temps—4788; c'est le même système que la North Atlantic Trading Company—4788; comment se sont colonisés les Etats-Unis—4788; les journaux libéraux anglais et le Pacifique-Canadien article du "Truth" de 1881—4790; les colons ne pouvaient pas venir au Nord-Ouest en face de l'opinion exprimée par Sir Richard Cartwright—4790; tous les obstacles que le parti conservateur avait à surmonter pour coloniser l'ouest—4790; la construction du Canadian Northern a été le grand facteur d'immigration dans l'ouest—4791; le rôle des Canadiens dans la guerre de l'Afrique du Sud a surtout contribué à nous procurer des colons de Grande-Bretagne—4792; progrès de l'immigration britannique depuis cette époque—4793.

Sir W. Laurier—L'émasculation des rapports officiels—4793; la loi relative aux rapports—4793; il est insoutenable de prétendre que le ministre n'a aucune discrétion dans le choix des matières à publier—4793; question discutée en Angleterre, cas de M. Lowe versus Lord Sherbrooke—4794; en Angleterre on n'indique par aucune marque spéciale les passages supprimés dans les documents

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite*.Sir W. Laurier—*Suite*.

officiels—4794 ; exemple des documents de l'Alaska—4795 : le ministre dans le cas en question a fait ce qu'il a considéré être son devoir et c'est à la Chambre de considérer s'il a bien fait—4796 ; la motion de M. Borden est étrange, elle ne donne aucune raison pour la ligne de conduite qu'elle demande de suivre—4796 ; motion présentée simplement pour la faire rejeter et accuser Gouvernement de perversion—4796 ; triple enlèvement, Borden, Foster et Ames—4797 ; on s'est plaint dans les discours de la tendance du Gouvernement à concentrer l'administration de l'intérieur entre les mains du ministre et d'en décharger le Gouverneur en conseil—4797 ; le succès justifie ces méthodes—4797 ; avec la méthode conservatrice, autant laisser les terres aux sauvages—4797 ; deux accusations seulement méritent discussion : affaire de la compagnie de la Vallée de Saskatchewan et affaire des baux de pâturage—4798 ; on dit que les terres de la Saskatchewan sont fertiles maintenant, oui, mais le climat a changé par suite des travaux, ce sont des conditions nouvelles qui font des prix nouveaux—4798 ; on a considéré que si les baux de pâturage n'étaient pas rendus irrévocables les capitalistes ne risqueraient plus de fonds dans l'élevage—4799 ; autrefois cette garantie n'était pas nécessaire, si un bail était annulé la prairie était encore illimitée—4799 ; maintenant elle est limitée—4799 ; le nouveau ministre a changé la politique du département qu'à l'élevage, c'est son droit—4800 ; il préfère avoir davantage la main sur les terres parce qu'il croit plus à la culture qu'à l'élevage, c'est son droit—4800 ; si l'on a des accusations à porter contre les baux passés par l'ancien ministre, qu'on le dise—4801 ; il est fatiguant de voir que la gauche n'a pas d'autre courage que d'insinuer—4801 ; la politique de l'ancien ministre n'a plus d'application ; c'est celle du présent ministre qui est en vigueur, celle-ci, on l'approuve, sur quoi porterait donc l'enquête ?—4801.

M. Sproule—En 1894 le gouvernement conservateur a remonté à quatre et cinq années en arrière pour s'enquérir de l'administration du département de l'intérieur—4801.

Sir W. Laurier—Il ne sied pas au Gouvernement de se mettre en quête de révélations—4802 ; la réminiscence historique de M. Borden au sujet des enquêtes de William Pitt—4802 ; en 1774 Pitt n'avait que quinze ans—4802 ; Pitt et Lord Melville—4802 ; aucune accusation n'a été prouvée contre la politique ministérielle—4803 ; sous toute administration vigoureuse les abus sont à craindre—4803 ; le Gouvernement mérite une censure seulement s'il ne fait pas d'enquête quand des abus lui sont signalés—4803.

M. E. B. Osler—On dit que ce sont les terres refusées par la compagnie de chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan qui ont été vendues à la com-

ADMINISTRATION DU DOMAINE DU CANADA—*Suite*.M. E. B. Osler—*Suite*.

pagne des terres—4803 ; c'est faux, après la vente on ajouta 2,000,000 d'acres au territoire où le choix pouvait se faire—4803 ; aucun membre de l'ancienne société n'avait eu connaissance de l'événement—4804 ; les accusations portées par M. Roche demandent une enquête—4804 ; le gouvernement Ross d'Ontario faisait bien, lorsqu'il modifiait suivant les circonstances, les conditions des concessions—4804 ; si le Gouvernement avait demandé des soumissions pour des baux de vingt-un ans pour les terres de pâturages, il aurait tiré pour ses pupilles, les Indiens, un meilleur parti de leurs terres—4805 ; l'histoire de Samuel Pepys—4805.

M. H. Bourassa—N'admet pas qu'aucune accusation n'ait été portée contre le ministre de l'intérieur—4805 ; motion couvre terrain beaucoup trop vaste—4805 ; n'aime pas que le Parlement se décharge de son autorité sur un comité—4805 ; il vaut mieux confier l'application de la loi au ministre—4806 ; le contrôle du Gouverneur en conseil est une simple formalité—4806 ; l'administration de M. Sifton a mieux contenté que celle de ses prédécesseurs—4806 ; cependant, il a profité de son pouvoir pour laisser faire, sinon encourager, des opérations légitimes peut-être, mais peu avouables—4807 ; aucune animosité contre M. Sifton, mais considère le jour de son entrée dans le cabinet, jour néfaste—4807 ; M. Sifton a été comme ministre de l'intérieur l'homme le plus intelligent et le plus habile que le Canada ait eu, mais aussi le plus dangereux—4807 ; la vente des terres de la Vallée de Saskatchewan a été une faute grossière—4807 ; ancien système des grandes compagnies terriennes—4808 ; vaut mieux coloniser l'ouest plus lentement—4808.

M. R. L. Borden—Indique origine citation relative à Pitt—4808 ; les Débats portent 1874 au lieu de 1784—4808 ; Todd et George III—4809 ; statut 24 George III, c. 25—4809 ; Pitt avait 25 ans—4810 ; Histoire parlementaire d'Angleterre—4810.

Sir W. Laurier—Tout se résume à une question de date—4810.

M. R. L. Borden—Lorsque le premier ministre s'en est aperçu, il aurait pu me demander la date exacte que j'avais donnée—4810.

Motion de M. R. L. Borden mise aux voix—4810.

Motion rejetée, 52 pour, 99 contre—4811.

## ATTITUDE DE M. PRESTON DANS L'AFFAIRE DE LA "NORTH ATLANTIC COMPANY".

M. Monk—Propose motion relative au refus de M. Preston de répondre au comité d'agriculture et de donner les noms des personnes constituant la "North Atlantic Trading Company"—4559 ; motion conclut en demandant que M. Preston soit traduit à la barre de la Chambre—4560 ; rapport comité agriculture—4560 ; Bourinot et l'adoption des rapports—4560 ; cas an-

ATTITUDE DE M. PRESTON, ETC.—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

térieurs de citation à la barre de la Chambre de témoins récalcitrants—4561; Bourinot et les témoins—4561; comparution de M. Connolly en 1891—4562; incidents au comité d'agriculture—4565; réponses de M. Smart—4566; lettre de la "North Atlantic Trading Company" à W. T. R. Preston, 1er mai 1906—4567; le refus du témoin constitue une infraction inadmissible aux privilèges de la Chambre—4567; légalité des opérations de la "North Atlantic Trading Company"—4568; la loi n'a pas été violée à l'étranger, donc nous devons savoir à qui nous avons affaire—4569.

Sir W. Laurier—M. Monk est absolument dans son droit en présentant cette résolution—4569; le comité n'a pas voulu contraindre M. Preston à violer parole donnée—4569; décisions des comités doivent être accueillies avec faveur à moins de circonstances graves—4569; on ne doit pas obliger quelqu'un à violer sa parole d'honneur—4570; pourquoi le Gouvernement a dû retirer ses agents réguliers dans certaines contrées d'Europe—4570; sévérité des lois en Europe, pas d'*habeas corpus*—4570; lettre de lord Strathcona à l'hon. C. Sifton, 15 novembre 1899 au sujet de l'établissement du contrat et de ses avantages 4574; réponse de M. Smart, 30 novembre 1899—4574; toutes les parties redoutaient de s'engager dans le contrat à cause de ses dangers; on décida de le faire confidentiel—4577; nie qu'un contrat confidentiel soit contraire à l'esprit de nos lois et de la constitution britannique—4578; Todd et les prérogatives de l'administration—4578; on ne doit pas intervenir dans les affaires particulières—4578; pas d'analogie avec le cas de Connelly, la compagnie n'est pas attaquée dans le cas présent—4578; on n'accuse pas, pourquoi ne dit-on pas qu'il y a eu prévarication, pourquoi n'accuse-t-on pas ?—4579; du moment où il n'y a pas d'accusation précise, la Chambre est liée au principe qui défend de se mêler des affaires particulières sans juste cause—4580; tient à sa main les noms des personnes avec qui le Gouvernement a traité en 1899—4580; est prêt à les placer confidentiellement entre les mains du chef de l'opposition ou de M. Monk ou de toute autre personne désignée—4580; tous sont des noms honorables—4580; tant qu'on n'aura pas accepté cette offre ou porté des accusations formelles, considère que l'anonymat des directeurs doit être respecté—4580; propose en amendement à motion Monk que l'entente rendant le contrat confidentiel était rationnelle et que la Chambre refuse de laisser un ministre ou un fonctionnaire du Gouvernement violer l'engagement pris—4581.

M. R. L. Borden—L'année précédente on a refusé pour raison d'Etat de communiquer le contrat à la Chambre, il est public cette année, aucun intérêt n'a été lésé—4581; les noms des signataires de ce document ne sont pas les noms des vrais intéressés—4582; pas d'accusations n'ont été portées par l'opposition mais un employé a juré que M. Preston devait être

ATTITUDE DE M. PRESTON, ETC.—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

intéressé, dans son opinion, aux opérations de la North Atlantic Trading Company—4582; l'accusation est portée par un employé du gouvernement—4583; le 2 février 1905 le gouvernement niait qu'il y eût froissement entre ses employés en Angleterre—4583; si le contrat dit vrai, si ces agents ne devaient pas violer les lois du pays, pourquoi tout ce secret—4584; l'affaire Connolly, analogue à celle de la North Atlantic Trading Company—4584; aucune bonne raison alléguée pour le secret—4585; le premier ministre aurait dû prendre l'initiative de la motion présentée par M. Monk, comme fit Sir John Thompson dans l'affaire Connolly—4586.

Hon. Fielding—La différence entre l'affaire McGreevy et celle-ci, c'est que dans l'affaire McGreevy une accusation avait été portée et pas dans celle-ci—4586; le témoin qui a porté une accusation contre Preston a avoué qu'il n'avait aucune connaissance personnelle des faits et qu'il nourrissait une profonde antipathie contre M. Preston—4588; M. Smart et Preston ont juré positivement qu'ils n'avaient aucun intérêt dans la North Atlantic Trading Company—4588; M. Smart a restreint cette assertion au temps où il était au service du gouvernement—4589; le traité dit que les parties ne commettront pas d'acte illégal, mais on peut se créer des ennuis sans commettre d'acte illégal—4589; il arrive tous les jours qu'on verse de l'argent à des compagnies fictives—4591; on a fait gratuitement démentir par lord Strathcona des assertions qui n'avaient jamais été faites à son égard—4592; l'assurance du secret a été donnée avec l'assentiment du ministre de l'intérieur—4592; affirmer qu'un gouvernement ne pourrait faire aucune transaction confidentielle c'est nier la possibilité même du succès dans l'administration des affaires publiques—4594; c'est flatter les préjugés que de laisser croire au peuple qu'un gouvernement peut faire ses affaires sur la place publique—4594; l'opposition devrait avoir autant à cœur que le gouvernement le respect de la parole donnée au nom du Canada—4596.

M. W. B. Northrup—Résume les faits acquis—4597; les députés ministériels sont logiques avec leur attitude devant le comité en appuyant l'amendement de sir W. Laurier et non la motion de M. Monk—4599; un abîme entre la moralité politique de la droite et celle de la gauche—4599; l'importance des noms—4600; à quoi tend cette proposition de divulguer les noms au chef de l'opposition—4600; la proposition n'est pas logique—4600; si le chef de l'opposition acquiesce à cette proposition il sera tenu de respecter la confidence—4600; c'est pour lier la langue du chef de l'opposition—4602; M. Pfeiffer—4602; la promesse du secret a été faite par des gens qui trahissaient alors le pays et ont continué à le trahir depuis—4602.

M. T. S. Sproule—On ne trouverait pas un seul exemple où un parlement britan-

ATTITUDE DE M. PRESTON, ETC.—*Suite.*M. Sproule—*Suite.*

nique aurait manqué de revendiquer son autorité si elle était mise en doute—4604 ; à ce compte le gouvernement parlementaire n'est qu'une comédie—4604 ; le gouvernement défend un témoin récalcitrant—4604 ; supposons que le fonctionnaire ait traité avec de vulgaires pirates, il n'y a rien devant le Parlement qui ne le prouve pas—4604 ; les révélations successives sur la nature de la compagnie—4605 ; il y a deux compagnies ; à laquelle a-t-on payé, la bonne ou la mauvaise ?—4607 ; on a payé cinq ans à une compagnie absolument fausse—4607 ; un député ne perd pas son siège en proférant des accusations qu'il ne peut pas prouver—4608 ; le cas de M. Edgar en 1892—4607 ; opinion de sir John Thompson—4608 ; sir John Thompson et Connolly—4609 ; hon. Blake a déclaré qu'il ne pouvait pas y avoir de secrets dans l'administration des affaires de l'Etat—4610 ; l'opposition a droit à d'autres preuves que celles des parties intéressées—4610 ; la carrière de M. Preston ne permet pas d'ajouter foi à ses assertions—4611 ; si nous pardonnons à Preston les employés croiront que le Gouvernement encourage la malhonnêteté dans les services administratifs—4612 ; le Gouvernement empêche partout la lumière de se faire—4613 ; le fait que nous payons d'après les résultats n'est pas une preuve suffisante que l'argent est légitimement dépensé—4613 ; la question est de savoir à qui l'argent a été versé—4614 ; l'argent a été payé en partie à M. Somerville, fils d'un des députés qui, en 1892, demandaient avec les libéraux que la lumière la plus complète se fit sur les comptes publics—4614 ; il n'y a pas de fumée sans feu—4614 ; M. Preston passe pour un parjure devant le comité et le pays et le Gouvernement encourage son parjure—4614.

M. F. B. Carvell—Expose la situation de notre système d'immigration quand M. Preston est arrivé en Europe—4615 ; le Canada ne recevait pas l'équivalent de l'argent qu'il envoyait, rien ne se faisait, ceci est admis par M. Jury—4616 ; l'opposition a tout échafaudé son histoire sur les dires de M. Jury—4616 ; l'origine du contrat, sa discussion entre Lord Strathcona et MM. Preston et Smart—4616 ; le résultat a été qu'au lieu de recevoir quelques centaines d'immigrants nous en recevons des milliers—4617 ; que penserait-on d'un conseil municipal qui ne voudrait pas passer un contrat d'éclairage avec une compagnie sous prétexte qu'il ne connaît pas tous les actionnaires—4618 ; on paye \$2,000 par année à M. Jury pour monter des bateaux aux Canadiens et embêter M. Preston—4618 ; M. Sproule ne veut pas du témoignage de personnes intéressées, mais il voudrait avoir les noms des actionnaires qui ont reçu de l'argent, pour les faire témoigner contre M. Preston—4619 ; lord Strathcona et le secret—4619 ; pourquoi lord Strathcona n'a-t-il pas été assigné, il avait tout le temps de venir 4620 ; on a contre M. Preston le témoignage d'un voleur de lettres—4620 ; l'af-

ATTITUDE DE M. PRESTON, ETC.—*Suite.*M. Carvell—*Suite.*

faire est purement commerciale, il y a deux parties ; l'une achète, l'autre paie sur livraison, qu'importe qui est l'autre partie—4621.

M. S. Hughes—C'est à l'unanimité que le comité d'agriculture a décidé de soumettre cet incident à la Chambre—4622 ; maintenant on n'ose pas demander au témoin les noms de cette terrible association secrète qui a nom la "North Atlantic Trading Co'y"—4622 ; l'excuse des règlements de police de pays étrangers ne tient pas debout—4624 ; le siège principal d'Amsterdam—4624 ; l'honneur et l'incident de la bataille de la Boyne—4625.

M. H. H. Miller—Les raisons invoquées par les témoins pour ne pas donner les noms, rapport de l'enquête—4626 ; tout le monde sait que les promoteurs dont on s'est tant moqué sont simplement des figurants pour obtenir la charte—4627 ; lord Strathcona a fait plus que transmettre des messages—4628 ; il s'est occupé de propagande—4628 ; lord Strathcona connaissait pas à pas tout ce qui se faisait—4628 ; quand le premier ministre a offert au chef de l'opposition de lui passer la liste des actionnaires de la "North Atlantic Trading Company", un homme raisonnable ne pouvait pas demander plus—4629 ; l'opposition ne veut pas connaître les noms ou bien elle n'a pas confiance dans son chef—4630 ; si l'opposition ne peut pas respecter un secret comment les électeurs peuvent-ils lui accorder confiance—4630.

Hon. John Haggart—Le comité d'agriculture n'a pas décidé que le témoin ne devait pas répondre à la question, ce n'est pas là le rapport—4630 ; il constate seulement que M. Preston n'a pas répondu—4630 ; il n'y a donc pas de décision du comité à respecter—4630 ; valeur de l'engagement pris relativement au secret—4632 ; M. Blake a refusé déjà de recevoir une liste de noms au sujet de l'emploi de fonds secrets sous le sceau du secret—4633 ; il n'y a aucune preuve que l'honneur du Gouvernement était engagé—4634.

Hon. C. Sifton—Origine du traité—4635 ; rapport Preston à lord Strathcona—4636 ; le contrat a été discuté sous tous ses aspects entre M. Smart, M. Preston, M. Colmer, lord Strathcona et l'hon. Chs Russell—4636 ; à son retour, M. Smart propose que le traité soit secret, M. Sifton n'y a trouvé aucune objection—4637 ; plus tard lettre Strathcona déjà citée confirme l'existence de l'entente quant au secret—4637 ; considère que l'autorisation donnée à M. Smart de conclure l'arrangement dans ces conditions lui fait un devoir de ne pas révéler les noms—4637 ; si M. Sifton était encore ministre, il aurait conseillé à ses collègues du cabinet de ne pas divulguer les noms—4637.

M. H. Bourassa—L'ancien ministre, M. Sifton, vient d'avouer qu'il a conclu un traité, l'a recommandé à ses collègues, a obtenu du Parlement des fonds pour payer à des gens avant qu'ils fussent formés en compagnie—4638 ; lord Strathcona n'est

ATTITUDE DE M. PRESTON, ETC.—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

pas une idole à laquelle on puisse permettre de s'arroger tous les droits du Parlement du Canada—4638; le Parlement n'a pas à suivre les conseils du haut-commissaire de Londres—4638; le contrôle parlementaire est souverain, nulle question de secret ne devrait lier le Parlement—4639; comment la compagnie avec laquelle on prétend avoir traité pouvait-elle avoir un bureau à Amsterdam, en Hollande, juste dans un des pays où l'on dit la propagande si dangereuse—4640; le traité signé par une compagnie qui n'existait pas est un faux et aucun point d'honneur ne peut nous forcer à le respecter—4640.

Amendement Laurier mis aux voix—4640.

Adopté, 95 pour, 47 contre—4641.

## DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

M. Blain—Sur motion pour se former en comité des subsides, propose : que la Chambre condamne l'emploi des fonds de l'Etat pour des objets non autorisés et désapprouve que certains crédits des travaux publics aient servi à des emplois non prévus et autorisés—3517; construction du quai de Saint-Joseph, Lac Huron—3517; l'entrevue de M Cantin—3518; l'article du "Brussels Post",—3518; M. McEwen député d'Huron et le quai de Saint-Joseph à la Chambre—3519; les dépenses faites à Saint-Joseph; total, \$14,921.34—3520; le revenu net du bureau de poste de Saint-Joseph a été en 1905, de \$16.14—3520; le quai de Grande-Vallée, les efforts du parti libéral pour faire présenter M. Lovell—3520; M. Pope et le premier crédit pour le quai de Grande-Vallée en 1903—3521; dépenses totales du quai de Grande-Vallée, \$57,488.13—3521; recettes nettes de 1905, \$97.11—3522; M. Lovell a vendu maintenant sa concession forestière—3522; la circulaire de sir W. Mulock sollicitant des demandes de travaux publics—3522; les dépenses de travaux publics sous le régime libéral dépassent de \$6,992,895 celles faites par le régime conservateur en une année pour des travaux publics—3524; ces prétendus travaux publics sont plutôt des entreprises privées—3525; le quai de Disraëli comportant une dépense de \$5,000 est réellement un pont municipal—3525; explication du plan et de la photographie des travaux—3526; le gouvernement avait promis en 1896 que les travaux publics seraient faits à l'entreprise sur adjudication, il a oublié ses principes—3526; ces travaux se sont faits pendant les élections générales—3526; l'achat de la balance publique—3527; le rôle de M. Tobin, M.P., dans l'exécution de ce travail—3528; le rapport de l'ingénieur, M. Michaud—3529; déclaration de M. Champoux—3530; déclaration de M. R. N. Arkley—3520; déclaration aux Communes de M. Morin, M.P., 14 juillet 1905—3532; réponse de l'hon. M. Hyman—3532; on a déjà dépensé \$6,504 sur une ouverture de crédit de \$5,000—3533; le pont municipal a été condamné, la municipalité va en construire un autre qui se reliera au quai de l'Etat et en fera un chemin, contrat municipal—

DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*M. Blain—*Suite.*

3534; comparaison avec le prix du travail du gouvernement—3535; le balustrade du pont—3536; il est faux que des navires fréquentent cette crique—3536; la distribution des fouets Laurier—3536; le parti conservateur refuse au gouvernement le droit d'inscrire au budget des sommes destinées à favoriser ses amis ou des municipalités—3537; le ministre devrait s'enquérir plus soigneusement du caractère des ingénieurs de son département—3537.

M. E. W. Tobin—Félicite MM. Blain et Lennox d'avoir accompli le rôle de détectives—3537; M. Champoux soumissionnaire mécontent—3538; M. Champoux dans une tentative de corruption—3538; M. Arkley intéressé aux travaux de M. Champoux—3538; il y a si bien de l'eau à Disraëli que le conseil municipal voulait offrir à M. Tobin, lors des élections, un banquet et une promenade en bateau sur le lac—3538; l'eau est plus basse où le conseil municipal va construire un pont et il n'y a pas de bois à poser, c'est ce qui explique que le contrat est d'un moindre montant—3539; on n'achète plus les électeurs de Richmond et Wolfe—3539; en 1904 on offrait à M. Tobin une élection par acclamation s'il voulait laisser élire M. Pope dans Compton, mais il a refusé—3539; a eu 135 de majorité dans Disraëli; si c'est nécessaire fera construire d'autres quais dans Richmond et Wolfe—3539; s'il avait accepté les offres de M. Champoux, on n'aurait jamais entendu parler du quai de Disraëli—3540; le fils de M. Morin, M.P., conduisait les détectives, MM. Blain et Lennox, qui se sont bien gardés de s'inscrire à l'hôtel comme venant d'Ottawa—3540; il se transporte par année sur le lac Aylmer, en bateau, 20 millions de pieds de bois—3540; il n'y avait pas de bateaux à Disraëli parce qu'il n'y avait pas encore de quai—3541; l'opposition ne veut pas qu'on construise de travaux publics dans les districts ruraux—3541; on dépense des millions à Montréal et Québec, pourquoi pas en dépenser un peu dans les districts ruraux?—3541; ce n'est pas le barrage de Brampton qui fournit l'eau, il régularise seulement l'écoulement de l'eau pour fournir la force motrice aux établissements industriels de Brampton Falls et de Windsor Mills—3541; déploira toute son énergie pour obtenir au comté de Richmond et Wolfe sa juste part des derniers publics—3542.

M. H. Lennox—Ne croit pas se rabaisser en agissant comme détective pour éclairer le pays sur la façon dont on dépense son argent—3542; Si M. Champoux a fait cette offre à M. Tobin c'est qu'il le connaissait bien—3543; a longtemps vécu avec les tories et n'a jamais eu l'offre d'un sou pour faire obtenir des travaux publics ou des entreprises du Gouvernement—3544; M. Tobin n'a pas à se vanter de la majorité obtenue de cette façon à Disraëli—3544; n'est pas adverse à l'exécution de travaux publics dans districts ruraux, mais veut que ce soit dans

DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*M. Lennox—*Suite.*

l'intérêt général—3544 ; description de l'ouvrage, on peut accéder au quai seulement en chaloupe à cause du pont municipal—3544 ; lorsque l'eau baisse pour permettre le passage du bois aux moulins en-dessous de Disraëli, il n'y a plus qu'un marais—3544 ; le Gouvernement devait savoir qu'on lui demandait de construire non pas un quai, mais un pont—3545 ; le prétendu quai du Gouvernement et le pont municipal sont faits des mêmes matériaux et se rejoignent au milieu de la rivière pour livrer passage aux voitures—3545 ; le Gouvernement a agi de concert avec la municipalité grâce à de faux renseignements—3546 ; le ton de la discussion en Chambre a baissé de vingt-cinq pour cent—3546 ; les libéraux peuvent parler de détectives s'il leur plaît mais le peuple commence à s'apercevoir de ce qui se passe—3546 ; il est temps d'en finir de construire sous prétexte d'aide à la navigation un quai là où jamais un navire ne pourra se rendre—3546 ; n'a rien à dire contre la municipalité de Disraëli qui a profité de l'occasion offerte—3548 ; en somme on a dépensé cet argent pour aider à l'élection de M. Tobin—3548.

Hon. R. Lemieux—En dépit des proportions menaçantes de la résolution, l'opposition ne trouve que trois choses à signaler : le quai de Saint-Joseph, vieille histoire enterrée—3548 ; le quai de Disraëli dont M. Tobin, avec sa majorité de 1,300 voix n'avait sûrement pas besoin pour se faire élire—3548 ; veut parler du quai de Grande Vallée dans le comté de Gaspé—3549 ; respectabilité de M. Lovell, n'avait pas besoin qu'on construisit un quai pour l'engager à accepter la candidature dans Stanstead—3549 ; le quai de Grande-Vallée ne pouvait assurer de votes à personne, Grande-Vallée est une seigneurie sans organisation municipale et conséquemment sans électeurs—3549 ; les travaux étaient sous la surveillance de M. Brown, ingénieur ordinaire, nommé par les conservateurs, les soupçons de M. Lennox ne peuvent pas se porter sur lui—3550 ; le littoral de Gaspé, 250 milles—3550 ; sur 150 milles pas un seul havre de refuge ou brises-lames—3550 ; ces travaux ne sont pas destinés à produire des revenus mais à protéger les pêcheurs—3550 ; les dangers que court la population maritime de la Gaspésie, le cimetière de l'Atlantique—3550 ; aussitôt élu en 1896, a considéré comme un devoir sacré de protéger les pêcheurs de la côte—3550 ; le Gouvernement, grâce à M. Tarte et à M. Hyman a construit trois quais sur cet espace—3551 ; consultation avec commandants Wakeman et May—3551 ; détermination du quai de la Grande-Vallée—3551 ; la population dépasse maintenant 600 âmes—3552 ; ce quai a permis d'exploiter les forêts, de charger les bateaux—3552 ; l'ouvrage a coûté \$47,000, ce n'est pas trop pour diminuer les périls que courent les pêcheurs, le Gouvernement n'a pas à rougir—3552 ; a trop conscience des be-

DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*Hon. Lemieux—*Suite.*

soins du pays pour laisser dépenser inutilement un seul sou des deniers publics—3552 ; en tous cas les trois entreprises signalées ne sont que des vétilles comparées au canal de Tay, aux travaux du port de Québec et au pont Curran—3553.

M. F. D. Monk—Considère résolution Blain opportune et bien fondée—3553 ; a constaté que les navires ne s'arrêtent pas au quai—3554 ; ce quai a été construit pour servir les intérêts d'Américains—3554 ; ce quai ne se trouve pas là où il pourrait servir de refuge aux pêcheurs—3554 ; le quai de Disraëli est une absurdité, il n'y a pas assez d'eau pour laisser les navires accoster ; s'il y en avait assez, il leur faudrait sauter par dessus le pont pour arriver—3554 ; il faut mettre un terme à ces ouvrages inutiles, le rapport de la commission de transport l'indique—3555 ; la moitié des crédits qui vont être demandés pour la province de Québec sont pour des ouvrages qui ne sont pas nécessaires, qui deviennent des fardeaux—2556 ; l'argent serait bien mieux dépensé si l'on suivait les conseils du rapport—3556 ; le temps est venu de nous élever au-dessus des demandes et des prétentions locales—3556 ; les Cantons de l'Est retireraient bien plus de bénéfices si l'on avait consacré l'argent dépensé à Disraëli aux travaux du port de Montréal et pour la navigation du Saint-Laurent—3556 ; l'affaire de Disraëli est honteuse, le député de Richmond et Wolfe a trompé le ministre d'un bout à l'autre—3557 ; ce qu'il faut faire immédiatement pour la grande voie du Saint-Laurent—3557 ; le Gouvernement n'a encore rien fait dans le sens du rapport de la commission—3558 ; le budget des cinq dernières années comporte des dépenses pour satisfaire des intérêts locaux, rien pour solutionner la grande question des transports—3558 ; il vaut mieux se rendre au désir de la commission que de faire des travaux dans quelque coin de comté pour satisfaire des électeurs—3558 ; ce serait de l'enfantillage de continuer à détourner de la grande œuvre de la transportation les deniers nécessaires à cette fin—3559.

Hon. C. Hyman—Aucun député ne peut prétendre que les deniers publics doivent être consacrés uniquement à exécuter le plan de transportation énoncé par la commission—3559 ; M. Monk lui-même demande des travaux pour son comté et ne serait pas flatté qu'on lui répondit que ceci n'est pas contenu dans le rapport de la commission des transports—3559 ; le Gouvernement avait pris l'initiative des travaux recommandés par la commission avant même d'avoir reçu le rapport—3560 ; ce que le Gouvernement a fait dans ce sens—3560 ; un orage se souleverait dans l'opposition si le Gouvernement demandait les fonds nécessaires pour commencer immédiatement les travaux conseillés dans ce rapport—3560 ; il faudrait pour cela cent millions de dollars—3561 ; l'œuvre et les projets en voie d'exécution

DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*Hon. Hyman—*Suite.*

pour Montréal, Québec, Saint-Jean, Halifax—3562; les dépenses pour brise-lames se sont toujours faites sous tous les gouvernements et sur le même principe—3562; grâce à ces travaux, l'exportation des produits de la pêche a pu s'accroître l'année dernière de \$5,000,000—3563; quant au quai de Saint-Joseph, on ne peut pas dire, aux termes de la résolution, qu'ils n'étaient pas prévus, on en a assez parlé—3563; quant au quai de Disraëli, il est faux que l'ingénieur n'ait pas visité la localité, rapport de l'ingénieur—3564.

M. Morin—Affirme que son cousin a récolté deux tonnes de foin à l'acre dans l'endroit sur lequel on a construit le quai—3564.

Hon. Hyman—Jamais la municipalité n'a soumis au Gouvernement aucune requête indiquant qu'elle voulait fusionner ses travaux avec ce quai pour s'en servir comme d'un pont—3566.

M. Morin—Affirme que la municipalité a toujours bien eu l'argent!—3567.

Hon. Hyman—La municipalité n'a rien reçu—3567; il y a eu de l'argent dépensé pour des travaux, voilà tout—3568; l'ancien pont actuel est condamné, il sera détruit et alors il y aura un quai à l'extrémité duquel il y aura 13 pieds d'eau et un chenal de 6 à 7 pieds—3569; et qui servira à une population de 5,000 âmes, avec un lac de 5 milles de longueur sur 3½ de largeur et sur lequel il se fait un trafic de 25,000,000 pieds de bois, sûrement une dépense de \$7,500 n'est pas exagérée—3569.

M. R. L. Borden—En somme le gouvernement s'est dans cette affaire grevé de la moitié du coût d'un ouvrage destiné à servir, non pas de quai, mais de pont municipal—3570; les billes de bois dont on parle et qui passent sur le lac Aylmer, ne passent pas par ce quai—3570; le rapport de l'ingénieur chargé de la construction—3572; le pont de la municipalité et le quai du gouvernement ne diffèrent en rien, sauf en ce que l'un coûte trois fois plus cher que l'autre—3572; croit que le parti ministériel aura du mal à voter contre la résolution—3573; le ministre ferait mieux d'avouer qu'il a été trompé, s'engager à réparer l'erreur et punir ceux qui l'ont induit en erreur—3573; M. Monk n'a pas dit que seuls les travaux recommandés par la commission des transports devraient être subventionnés par le gouvernement—3574; le principe qui doit régir l'assistance à l'exécution des travaux publics—3574.

Hon. S. Fisher—Le chef de l'opposition évoque les principes émis par l'hon. A. MacKenzie, c'est à cause de la mise à exécution de ces mêmes principes que les conservateurs l'ont renversé—3575; la route du Saint-Laurent a besoin d'être améliorée mais à quoi cela peut-il servir si on ne fournit pas aux campagnes le moyen d'y accéder—3576; c'est par ces travaux que les localités reculées, s'améliorent et peuvent apporter leur contingent au commerce de la voie nationale—3576; l'opposition

DEPENSES DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*Hon. Fisher—*Suite.*

en est encore à faire des menaces et ses prophéties, nous les connaissons, le résultat est toujours le même. Viennent les élections générales, ils sont écrasés—3577; les manœuvres des députés détectives—3578; sondages montrant la profondeur de l'eau—3578; l'ingénieur qui a fait le rapport est un vieux conservateur, il n'y a pas de doute qu'il est allé sur les lieux—3581; les bateaux n'ont pas pu venir jusqu'à Disraëli parce qu'il n'y avait pas de quai et que l'ancien pont n'était pas démolli, mais il y a des bateaux sur le lac—3582; pourquoi obligerait-on la municipalité à faire double travail si elle peut se servir d'une partie du quai dans l'intérêt général—3582; l'idée de la construction du pont nouveau est venue après coup, comme l'indiquent les dates—3583; l'argument de la pose du garde-fou est absurde, qu'est-ce qui empêche de mettre un garde-fou à un quai—3584; le gouvernement aurait mérité d'être blâmé s'il n'était pas venu en aide à cette population qui veut établir un service de bateaux sur ce lac—3584; a toujours sympathisé avec ceux qui habitent les parties isolées et éloignées du pays—3584; ceux-là ont autant de droit à l'assistance du gouvernement que les habitants des grandes villes—3584; ceux qui ont insinué que l'hon. M. Fisher s'est servi du quai de la Grande-Vallée pour engager M. Lovell à se présenter sont sans doute disposés à subir le sort de M. R. Pope—3585; cette calomnie a mis le sceau à sa carrière publique—3585; il ne s'en est jamais relevé—3585; M. Lovell et la famille Lovell ont toujours été les libéraux les plus dévoués des townships de l'est—3585; M. Lovell a vendu ses limites de Grande-Vallée à cause de la mort de son fils—3586; l'opposition, quant à l'affaire de Disraëli s'est fait le jouet d'un entrepreneur déshérité—3587; l'opposition se trouve dans une position ridicule vis-à-vis du pays—3587.

M. J. B. Morin—En écoutant le ministre de l'agriculture regrette de voir un homme qu'il aime et respecte s'oublier à ce point—3587; M. Tobin a induit le gouvernement en erreur, mais le gouvernement avait l'air bien disposé à se laisser tromper—3588; M. Tarte avait dit que le gouvernement ne donnerait pas un sou pour des ponts, le ministre de l'agriculture veut en construire—3588; le lac Aylmer et le lac Noir, historique—3588; deux remorqueurs coulés—3588; les deux cousins de M. Morin—3589; les reproches quant au quai de Grande-Vallée ne s'adressent pas à M. Lovell personnellement, mais au gouvernement—3590.

Motion mise aux voix—3590.

Motion rejetée par 48 oui, 100 contre—3591.

## "NORTH ATLANTIC TRADING CO'Y."

Hon. Foster—Donne avis qu'il présentera une motion de censure contre Gouvernement au sujet du contrat passé avec la "North Atlantic Trading Co'y."—1799.

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

Hon. Foster—(Sur motion pour que la Chambre se forme en comité de subsides.) Le premier marché conclu avec la North Atlantic Trading Co'y a été l'objet des négociations les plus singulières—1850; on essaie d'en rejeter la responsabilité sur lord Strathcona, c'est une injustice—1850; cette négociation porte tous les caractères siftoniens—1851; termes du premier marché; offre de la North Atlantic Trading Co'y 20 octobre 1899—1852; réponse de M. Preston, 4 novembre—1853; les obligations les plus vagues, les plus légères sont imposées à la compagnie—1853; sans rien autre chose qu'un crédit général voté d'année en année le ministre et ses deux subalternes soumettent le pays à l'obligation de payer une subvention pour une somme indéterminée et illimitée durant au moins cinq ans—1853; ce marché a existé du 4 novembre 1899 au 31 mai 1902 sous les yeux des ministres et du Gouvernement—1853; le 13 mai 1902 un ordre en conseil est passé pour ratifier le marché n° 2—1853, ce marché obtient un effet rétroactif jusqu'au 1er janvier 1902—1853; ce deuxième marché est plus étendu et plus favorable à la compagnie—1854; grandes lignes—1854; le 20 septembre 1904 survient un nouveau décret encore plus favorable pour la compagnie—1855; les trois contrats couvrent une période de quinze ans—1855; une somme de plus de un million est en jeu en vertu de ces trois contrats sans la sanction du Parlement—1855; dans le dernier contrat le travail imposé à la compagnie est indiqué d'une manière encore plus vague que dans le contrat précédent—1855; le nombre de pays où doit se faire le recrutement est réduit—1856; la compagnie est dispensée de faire la preuve de la dépense, imposée de \$15,000 par année, pour propagande—1856; la prime est acquise sur toute personne de classe agricole, des pays désignés qui se rend au Canada comme immigrant ou autrement—1856; le contrat est modifié de façon à couvrir dix années du 24 novembre 1904, ce qui donne les quinze années énoncées—1857; la portée réelle du troisième contrat—1858; l'Europe est virtuellement confisquée et rendue tributaire de la North Atlantic Trading Co'y—1859; le pays qui est concédé est un foyer d'immigration, c'est là que se recrutent les immigrants de l'Europe continentale—1860; la politique, la conscription stimulent l'émigration dans ces régions—1860; la North Atlantic Trading Co'y a profité des efforts du Baron Hirsch pour l'immigration juive dans ces contrées—1861; notre agent d'immigration le plus actif est le colon déjà établi—1861; l'année dernière la compagnie a retiré \$63,000 pour en avoir versé \$15,000 autant qu'on peut voir—1861; le pays n'a aucune garantie que les immigrants amenés sont cultivateurs—1862; lorsque ces machinations furent découvertes et que MM. Osler et Wilson demandèrent à avoir des détails sur la compagnie, ils essayèrent un refus—1863; on invoqua la raison d'Etat pour ne pas parler—1863; on offrit de montrer secrètement le contrat au

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

chef de l'opposition, mais celui-ci refusa dans ces conditions—1863; en 1906 un comité de la Chambre est saisi de cette question, l'ancien sous-ministre est invité à faire connaître la composition de la compagnie, il refuse—1863; la majorité ministérielle du comité approuve ce défi aux privilèges du Parlement—1864; MM. Sifton, Preston et Smart affirment qu'il existait une compagnie légalement constituée, au capital de \$200,000, la "North Atlantic Trading Company" et on ne trouve rien—1864; on télégraphie à lord Strathcona et on apprend qu'il n'y a pas eu de corporation de juillet 1899 à juin 1905—1864; l'état et le personnel de la corporation créée en 1905—1865; il y a eu ignorance, fraude ou supercherie, les membres du cabinet n'ont été coupables ni de l'une ni de l'autre, mais c'est aux créatures de Sifton de s'en disculper—1865; les pérégrinations de M. Smart à la recherche de la "North Atlantic Trading Company" à Amsterdam—1866; si le gouvernement canadien paie réellement pour faire une besogne défendue par les lois du pays, il se trouve en bien vilaine posture—1867; M. Smart a communiqué en secret avec cette compagnie jusqu'au jour où il a quitté le Gouvernement pour entrer à son service—1868; le contrat en question est préjudiciable au Canada, on a commis un passe-droit contre les immigrants anglais pour lesquels il est moins payé que pour les étrangers—1868; espère que ce contrat sera annulé immédiatement—1868; le contrat est entaché d'imprévoyance et il est de plus absurde—1869; on recherche aujourd'hui la publicité partout quand il s'agit d'entreprises publiques—1869; où serait-on si cinq membres du Parlement pouvaient former une compagnie, recevoir l'argent de l'Etat et refuser de divulguer les noms?—1870; \$260,000 ont été jusqu'à présent versés à une compagnie fictive—1870; cette opération est du Sifton tout craché—1870; au ministère de l'intérieur on entre pauvre et on sort millionnaire—1870; le temple et ses lévites—1870; les fraudes de toute nature dans le département—1871; n'a pas de sympathie pour le chef du Gouvernement—1871; les poulets qu'il a fait éclore reviennent nicher chez lui—1871; propose motion de censure, texte—1871.

Hon. F. Oliver—La bombe si longtemps attendue a enfin éclaté—1872; si l'hon. M. Foster en avait tant à dire sur M. Sifton personnellement, il aurait pu attendre au moment où il eût été là—1872; l'existence de cette compagnie n'a pas été découverte d'hier, quand l'hon. M. Foster était dans la vie privée cette existence même a été discutée par un comité de la Chambre—1872; il est triste de voir l'opposition applaudir à cette croisade contre l'immigration—1873; la politique d'immigration ne doit pas se mesurer et s'étaler à la verge—1874; le principe de la publicité de tous nos plans rendrait impossible la réussite de la moindre tentative que nous pourrions faire pour attirer ici des immigrants—1874; les hommes d'Etat

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

qui ont préparé la Confédération voulaient reculer les limites du Canada jusqu'à l'océan Pacifique—1874; dans l'esprit du peuple, le mérite ou le démérite d'un gouvernement se mesure au succès et à l'insuccès qu'il éprouve dans la colonisation et le développement du Nord-Ouest—1875; il y a dans l'ouest 200 millions d'acres de terre cultivables; en 1896, elles valaient \$2 l'acre, maintenant, elles valent \$6 l'acre, après six ans de régime Sifton, cela fait une augmentation de \$800 millions dans la valeur immobilière du Canada—1875; c'est le département d'immigration qui a fait connaître la valeur de ces terres—1876; c'est le résultat de la politique Sifton—1876; la récolte de l'ouest l'année dernière a représenté 100 millions de dollars, ajoutés à la richesse du pays par les immigrants amenés par M. Sifton—1876; le Gouvernement n'a aucune excuse à demander pour le contrat passé avec la North Atlantic Trading Company, il demande à être jugé par les résultats—1877; les dépenses et résultats de l'immigration depuis 1883-84—1878; ce n'est qu'à l'époque où le gouvernement actuel a pris la direction des affaires avec M. Sifton comme ministre de l'intérieur que fut réalisée l'idée des fondateurs de la confédération qui voulaient faire une nation du Canada en colonisant le Nord-Ouest—1878; avant 1890 le Canada avait envoyé un million de ses enfants aux Etats-Unis tandis que le Nord-Ouest restait désert—1879; ce n'est pas la première fois que le Canada paie des primes à l'immigration—1880; l'année de l'entrée de l'hon. M. Foster en parlement le gouvernement conservateur qu'il appuyait organisait le service des primes d'immigration—1880; lettre John Low, secrétaire du ministre d'agriculture 30 janvier 1882—1880; lettre hon. J. H. Pope, ministre intérimaire de l'agriculture à sir A. T. Galt, haut-commissaire du Canada à Londres, 16 mars 1882—1881; la convention actuelle n'est-elle pas d'une politique plus saine que celle-ci—1884; pendant 14 ans la convention passée par les conservateurs a fonctionné sans ordre en conseil—1884; réponse de sir Charles Tupper quand on lui ordonna de rompre le contrat, 24 juin 1889—1884; il était impossible que l'œuvre d'immigration pût réussir, appliquée comme elle l'était par les conservateurs—1886; les chiffres de l'immigration sous les conservateurs—1887; par le décret de 1893, la prime par tête d'immigrant de Grande-Bretagne était de \$1.75 et par tête d'immigrant d'Europe, de \$5 et voilà justement ce qu'on reproche au contrat actuel—1888; les conservateurs payaient les primes à des agents de billets, le gouvernement actuel les paie à un syndicat d'agents—1888; si l'opposition veut connaître la personnalité de ces agents, c'est à elle de la trouver—1889; le seul souci du gouvernement est de savoir si les résultats sont rémunérateurs—1889; si les résultats sont satisfaisants, le gouvernement continuera le marché, sinon, il l'annulera—1889; ce n'est pas un crime de posséder des actions

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

dans une compagnie qui fait des affaires avec le gouvernement—1890; il y a des députés conservateurs actionnaires du Pacifique-Canadien—1890; les noms des actionnaires du Pacifique-Canadien changent avec chaque coup de Bourse—1890; le ministère n'a pas charge de satisfaire la soif de scandale de l'opposition—1891; le département ne demande pas aux agents de violer les lois du pays—1892; le contrat est au-dessus de la critique, cependant dans l'intérêt du pays le gouvernement juge à propos de modifier sa méthode—1892; il a décidé d'annuler le contrat parce que la compagnie n'observe pas fidèlement les stipulations du marché—1892; on a insinué que le gouvernement ou quelque fonctionnaire de l'Etat était financièrement impliqué dans la North Atlantic Trading Company, mais on n'a rien prouvé—1893; le fait de la révocation du contrat prouve que le gouvernement n'est pas lié—1893; avis de la révocation a été câblé à lord Strathcona le 14 avril 1906—1893; lorsque le gouvernement repoussa la résolution de l'opposition relative au contrat dans la dernière session, il n'avait pas encore les informations sur lesquelles est basée la révocation—1893; le vote de l'année dernière a été aussi étranger que la prétendue bombe de cette année au comité de l'agriculture, à la décision du gouvernement—1893; texte de la lettre à lord Strathcona—1894; les relevés de 1901 à 1905 décèlent une réduction inadmissible dans le nombre des immigrants venant des pays pour lesquels est payée une prime spéciale—1895; les critiques même les plus injustes ne refroidiront pas le zèle du gouvernement pour l'immigration—1895; quant aux noms de MM. Sifton, Smart et Preston qui ont été mentionnés, c'est à l'opposition de faire lumière sur leurs agissements avec les moyens que met à leur disposition la procédure parlementaire—1895.

M. F. D. Monk—Réminiscence de Dickens—1896; la déclaration ministérielle donne un nouvel aspect au débat—1896; se demande si le gouvernement va acquiescer à motion Foster—1896; le gouvernement ne souscrivant pas à cette suggestion, M. Monk demande le renvoi du débat à autre séance—1896.

Sir W. Laurier—Veut bien accorder quarante-huit heures pour préparer défense—1896.

Débat ajourné—1896.

M. F. D. Monk—Lors de la clôture de la discussion à la dernière séance, le parti libéral a capitulé—2001; la pression de l'opinion publique l'a obligé à résilier son contrat—2001; le Gouvernement avait refusé l'année dernière—2001; il est inexact que le gouvernement conservateur ait implanté ces méthodes—2002; l'année dernière le Gouvernement a tenté de faire porter toute la responsabilité du contrat sur lord Strathcona—2002; les lettres prouvent que du commencement à la fin, il est resté absolument étranger à la conclusion de cette affaire—2002; la seule chose que fit lord Strathcona fut

“NORTH ATLANTIC TRADING CO.”—*Suite*.  
M. Ames—*Suite*.

de prévenir M. Preston que les opérations faites violaient la loi des différents pays—2003 ; les trois Oliver: le bon, le mauvais, le franc—2003 ; le Gouvernement a annulé le contrat pour deux raisons : parce que l'opinion publique s'est soulevée et parce que derrière le contrat, il y a une escroquerie—2004 ; le câble de lord Strathcona—2005 ; la composition de la compagnie—2005 ; la compagnie a préparé des états relatifs à la location de bureaux, mais nous savons qu'elle n'a pas de bureau—2006 ; quant aux frais de publicité qu'elle prétend avoir payés, elle ne produit pas de récépissé—2006 ; trois fois le contrat a été modifié, chaque fois à l'avantage de la compagnie—2007 ; nous nous trouvons tenus sans avoir été consultés à une dépense de plus de \$1,000,000 ; la compagnie n'avait pas de rapports avec lord Strathcona ; mais avec M. Preston—2007 ; M. Smart a refusé de répondre au comité et son refus a été approuvé—2008 ; la copie du contrat déposée sur le bureau de la Chambre est mutilée pour faire disparaître les noms des signataires—2008 ; cette compagnie et ses agents ne sont jamais venus en contact avec aucun immigrant—2008 ; la seule preuve sur laquelle la compagnie touche son argent est le manifeste du steamer qui amène les immigrants—2009 ; nous avons payé pour des immigrants dont la majorité a passé aux Etats-Unis—2009 ; rapport de M. Clarke, agent général d'immigration des Etats-Unis, 1905—2009 ; 5,778 immigrants pour lesquels nous avons payé des primes sont passés aux Etats-Unis—2011 ; les protestations de la Belgique—2011 ; il n'est pas conforme à notre dignité de subventionner des gens qui violent les lois du pays où ils nous représentent—2011 ; l'argent envoyé a passé en sommes considérables par les mains de M. Preston—2012 ; pourquoi le Gouvernement refuse-t-il de faire connaître les noms ?—2012 ; il y a d'autres raisons que la nature des travaux qui empêchent le Gouvernement de dévoiler franchement la composition de la compagnie—2012 ; l'absence de l'ex-ministre de l'intérieur est étrange—2013 ; il pouvait s'expliquer par écrit—2013 ; la destruction des documents privés de M. Smart est une des circonstances les plus condamnables que l'on puisse concevoir—2013 ; le bon Oliver, déclarations de M. Oliver au sujet de l'immigration en 1899—2013 ; au sujet des Doukhobors en 1901—2014 ; une enquête complète montrera que le moment est arrivé de faire des réformes dans le système d'immigration—2015 ; on doit abandonner le système des primes à l'immigration—2015 ; l'immigration et la criminalité—2015 ; rapport de l'inspecteur des prisons d'Ontario—2015 ; énumération des réformes à introduire—2016.

M. D. Ross—Les conservateurs ont une nouvelle devise: “la courtoisie internationale”—2016 ; le rapport du département de l'agriculture de 1901-1902 contenait toute la convention avec la “North At-

“NORTH ATLANTIC TRADING CO.”—*Suite*.  
M. D. Ross—*Suite*

lantic Trading Company” et c'est seulement en 1906 que l'opposition a découvert ce qu'était un mauvais marché—2017 ; elle l'a laissé fonctionner quatre ans sans se plaindre—2017 ; c'est seulement quand elle a su que le ministre de l'intérieur, mécontent du fonctionnement voulait introduire des changements qu'elle a jugé à propos de s'affirmer—2017 ; les conservateurs auraient dû proposer d'annuler le contrat bien avant que le Gouvernement lui-même songeât à le réviser—2017 ; les immigrants cultivateurs venus de l'Europe continentale en vertu de ce contrat ont coûté \$4.21 par tête, ceux des Iles Britanniques, \$13.43 ceux de France et de Belgique, \$28.87, ceux des Etats-Unis, \$4.73—2019 ; les conditions à l'étranger ne se sont pas empirées, s'il y a plus d'immigration, c'est à cause de ce contrat—2019 ; sir Chs Tupper a imaginé le système des racleurs d'immigration, mais il n'a pas réussi, ce gouvernement-ci réussit, voilà toute la différence—2020 ; M. Foster appartient à une douzaine de compagnies dont les actionnaires sont d'obscurs typographes et commis—2020 ; l'histoire des entreprises minières de M. Foster est aussi triste que celle de la compagnie d'immigration d'Amsterdam—2020 ; le Gouvernement grâce à la Compagnie des terres de la Saskatchewan a amené des colons, les conservateurs avaient inventé les sociétés de colonisation, mais celles-ci n'apportaient pas de colons—2021 ; l'histoire de la “Temperance Colonization Society” de M. Foster—2022 ; \$1,000 par tête de colon—2022 ; terres qui se vendent maintenant \$2,000 l'acre—2022 ; il est impossible de déterminer nominalement les produits de la propagande—2023 ; exemple “Slater Shoes”—2023 ; M. Foster et ses terres du village de Tisdale, il demande \$3 et \$4 l'acre plus que le prix courant—2024 ; la spéculation des 200,000 acres des terres du Pacifique Canadien—2024 ; le nid de traitres—2024 ; la “Great West Land Company”—2024 ; les différentes phases de la spéculation et du procès—2027 ; les députés en jeu—2025 ; les cinq membres du syndicat ont déposé \$200 chacun et ont revendu 200,000 acres de terres du Pacifique Canadien à \$1 de bénéfice l'acre—2026 ; le marché avec la “North Atlantic Trading Company” était bon, c'était au ministre de l'intérieur de dire s'il était bien observé—2026 ; il est facile de vilipender l'hon. M. Sifton en son absence, mais les habitants de l'ouest ont la plus haute opinion de ce ministre et de sa gestion des affaires du département—2027 ; les élections partielles en sont la preuve, l'adversaire du gouvernement dans Strathcona vient de perdre son dépôt—2027 ; l'ouest est entré dans une ère de développement de chemin de fer encore inconnue—2027 ; il faut deux catégories de terrassiers: les Finlandais ou Suédois et les Italiens—2027 ; si vous arrêtez l'immigration contrôlée par le Gouvernement, les entrepreneurs de chemin de fer vont prendre l'initiative et faire venir des terrassiers qui jamais ne s'établiront dans le pays—2028 ;

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. D. Ross—*Suite*

L'opposition calomnie tant qu'elle peut, pour affoler l'opinion publique—2028; le pays ne peut pas oublier le passé du parti conservateur—2028; M. Foster n'aura pas la sympathie de la droite, et il n'aura même pas celle de ses partisans—2028.

M. W. B. Northrup—Désire revenir au sujet de la discussion—2029; blâme le premier ministre de laisser gaspiller le temps de la Chambre à des discussions d'ordre privé—2029; la motion ne renferme pas un mot de blâme au gouvernement sauf au sujet du contrat de la North Atlantic Trading Company—2029; l'opposition a protesté l'année dernière, résolution Osler—2030; c'est le 14 avril seulement, d'après sa propre déclaration que le gouvernement a décidé d'annuler le contrat—2031; clauses de la convention de 1899—2032; la compagnie n'était pas tenue de dépenser un sou et touchait pour chaque immigrant—2032; M. Smart a ensuite décidé que la prime serait payée sans considération d'âge—2033; le contrat fut modifié en 1902 puis en 1904, chaque fois avec de nouveaux avantages pour la compagnie—2033; il n'y a aucune ressemblance entre le contrat passé en 1882 par les conservateurs sous l'administration de M. John Henry Pope et celui de 1902 passé sous l'administration de l'hon. C. Sifton—2034; examen des termes relatifs des deux contrats en détail—2035; l'examen des documents indique que c'est M. Preston qui a suggéré l'affaire—2036; c'est M. Smart qui de concert avec M. Preston a préparé la convention de 1899—2037; personne n'a survillé ce contrat au point de vue de l'Etat—2037; mémoire du 2 février 1900 figurant aux archives du département de l'intérieur et interprétant le contrat de 1899—2038; correspondance Smart-Preston, au sujet de l'accroissement de la prime, où la North Atlantic Trading Company est appelée "Votre compagnie"—2040; la compagnie n'existait pas au moment de la signature de la convention, on a laissé à la compagnie sept ou huit mois pour lui permettre de se constituer civilement et d'apposer le sceau de la compagnie au bas du contrat—2042; la facture de la compagnie du 30 juin 1902—2042; il n'y avait pas de bureau à Amsterdam et le loyer est compté—2043; les agents n'étaient pas payés, lettre Ennis—2044; les autres fonctionnaires du département de l'intérieur ont agi, en ce qui les concerne, avec intelligence et fidélité—2044; le rapport de M. W. D. Scott sur la facture—2045; M. Smart quand il est allé en Europe savait que les comptes fournis par la compagnie étaient inexacts—2046; les irrégularités relatives aux immigrants passant par Winnipeg pour se rendre au Dakota—2046; lettre Geo. A. Johnston, 1902—2046; correspondance entre agence Winnipeg et département—2047; rien dans le contrat ne se rapporte directement à la colonisation du Canada, du moment qu'un immigrant foule le sol du Canada, la compagnie a droit à sa prime—2048; 1,500 immigrants dans les 6 derniers mois de 1902 ont pris le chemin des Etats-Unis—2048; rapport de M. Obed Smith, de Winnipeg—

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Northrup—*Suite.*

2049; le contrat en question est un contrat secret entre Preston et Smart—2049; M. Smart l'améliore en 1902 et 1904—2050; une fois la compagnie assurée d'un contrat de dix ans, M. Smart annonce à un membre du syndicat qu'il se retire du poste de sous-ministre de l'intérieur—2050; il prétend pour renoncer à une place de \$5,000 et les voyages, le désir de se livrer à l'immigration—2050; immédiatement il est nommé gérant—2051; le comité demande à voir ses lettres, il dit d'abord qu'elles sont confidentielles, le lendemain, il se ravise et dit qu'elles ont été brûlées—2051; cet enchaînement jette une vive lumière sur l'enquête actuelle—2051; il faut beaucoup d'audace de la part du ministre pour comparer la position de cette compagnie à celle de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique—2052; les chiffres démontrent que sous l'ancien régime on a obtenu relativement plus de résultats avec moins de dépenses que sous le marché avec la North Atlantic Trading Company—2052; si le gouvernement actuel a adopté comme il le prétend la politique du parti conservateur, il ne l'a pas améliorée, mais détériorée—2054; le seul article sur lequel la cessation du contrat peut être demandée est l'article 12, texte—2054; si le marché est bon pourquoi ne pas essayer plutôt de le faire exécuter convenablement—2054; peut-être le pays est-il exposé en plus à un procès—2055; il aurait mieux valu le rescinder immédiatement sans laisser la compagnie bénéficier encore de six mois d'avantages illégitimes—2055; le gouvernement rescinde le contrat d'une façon injuste et illégale—2055; le rejet de la résolution porterait atteinte à la bonne réputation de la Chambre et à l'honneur du pays aux yeux des étrangers—2056.

M. D. W. Bole—Manquerait à son devoir en ne prêtant pas son appui au système décrit par l'hon. M. Foster et M. Monk—2056; M. Foster est comme le figuier dans la vigne du Seigneur, bel arbre, mais pas de fruits—2056; il est impossible d'apporter la précision absolue à un contrat d'immigration dont l'objet est surtout de déterminer un courant—2056; de tout temps on a signé avec les compagnies d'immigration des contrats qui n'ont pas été soumis au Gouvernement—2057; la politique de l'immigration pour l'opposition est de ne rien faire et que les immigrants viendront tout de même, l'ouest ne veut pas cette politique—2057; désapprouve ce mode de discussion qui consiste à crier à propos de tout, au voleur—2057; n'a pas cru comme on l'insinuaient que M. Bennett avait trié son jury—2058; croit les collègues et les fonctionnaires innocents jusqu'à preuve de culpabilité—2058; l'affaire de la compagnie des terres de la Saskatchewan a reçu l'approbation de tous les esprits bien pensants de l'ouest—2058; est prêt à la défendre—2058; la compagnie a fait venir elle-même les colons qu'elle a installés—2059; le district de Lumsden qui était un désert a été peuplé de cette façon—2059; le secret dont s'entourent les

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Boles—*Suite.*

membres de la North Atlantic Trading Co'y tient à ce que ce sont des hommes d'importance mais qui ne désirent pas voir leur nom divulgué à cause de la nature des opérations—2060 ; ce contrat nous a apporté, en cinq ans en valeur d'immigrants 128,000 émigrants, évalués à \$1,000, soit \$128,000,000 ajoutés à la valeur du pays—2060 ; les immigrants pauvres sont aussi nécessaires pour développer le pays que les immigrants aisés qui vont s'établir sur les terres—2060 ; il faut des manœuvres pour les chemins de fer, les immigrants ayant de l'argent ne se livrent pas à ces travaux—2060 ; les Doukhobors ont adjudé des marchés pour 128 maisons scolaires—2060 ; il est impossible de détourner vers le Canada l'immigration sans se servir du système des primes, la République Argentine, la Nouvelle-Zélande paient des primes—2061 ; tableaux comparatifs de l'immigration, régime conservateur, régime libéral—2062 ; immigration américaine—2062 ; progrès comparés de Winnipeg, régime conservateur et régime libéral, bureau de poste—2063 ; bureau de douane, bureau d'accise—2063 ; valeur des terrains—2064 ; homesteads—2065 ; la politique d'immigration du Gouvernement est dirigée avec intelligence et succès—2065 ; l'ouest ne souffrira pas de relâchement dans la politique de propagande active que le Gouvernement a mise en œuvre depuis une dizaine d'années—2065.

M. Geo. Perley—Se demande pourquoi on introduit des questions personnelles dans ce débat—2065 ; les constructions qu'on bâtit à Winnipeg ne sont pas dues à la North Atlantic Trading Co'y—2066 ; ne peut pas comprendre pourquoi la Chambre ne voterait pas unanimement pour la résolution Foster—2066 ; l'exposé des faits est modéré—2066 ; il n'y a aucun doute que la compagnie devrait retirer un million dans les quinze années de durée du contrat—2067 ; la North Atlantic Trading Co'y est payée plus cher pour les immigrants d'Europe que les agents de billets pour les immigrants britanniques—2068 ; le ministre devrait avoir souci de la composition de la compagnie—2068 ; il est prouvé que la compagnie n'avait pas d'existence légale quand le contrat lui a été accordé—2068 ; il y va de l'intérêt du Gouvernement que cette affaire soit éclaircie au fond—2069 ; une personne qui peut comme la compagnie se faire payer, sur simple quittance de ses dépenses, ne s'amusera pas à fournir des pièces justificatives—2069 ; il est désavantageux de laisser venir l'immigration du sud de l'Europe au détriment de l'immigration du nord et l'ouest—2069 ; l'expérience des Etats-Unis ; une de ces immigrations se fait toujours aux dépens de l'autre—2070 ; chiffres des Etats-Unis—2070 ; le gouvernement américain tend à restreindre l'immigration de l'Europe septentrionale—2071 ; l'augmentation de l'immigration aux Etats-Unis, qui font payer une taxe, a été plus considérable qu'au Canada, qui paie pour les immigrants—2071 ; l'élan

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Perley—*Suite.*

est donné, les immigrants viendront, quand même—2071 ; les immigrants et le paupérisme—2071 ; le jury de Winnipeg et les immigrants étrangers—2072 ; il est plus difficile à un Canadien qu'à un Galicien d'obtenir un homestead—2072 ; raisons pour lesquelles le contrat est désavantageux, imprévoyant et absurde—se demande si le contrat aurait été résilié si l'opposition ne s'en était pas mêlée—2073 ; le Gouvernement a commis une faute et devrait se faire un devoir pour la réparer de s'unir à l'opposition pour voter la résolution sans voix discordante—2073.

M. J. Bureau—La fameuse bombe lancée par M. Foster a manqué le but—2073 ; la marque de fabrique que portait cette bombe—2074 ; la seule question à discuter est si la compagnie a tenu ses engagements et si les engagements étaient avantageux—2074 ; tous les orateurs de l'ouest démontrent que le contrat a eu les résultats les plus heureux—2074 ; les terres que les conservateurs donnaient à des compagnies désappointées en fiche de consolation, se vendent maintenant de gros prix—2074 ; le talent descriptif de M. Foster, son voyage imaginaire rue Damarak à Amsterdam—2075 ; les voyages réels de M. Foster à Chicago—2075 ; l'ablation des plumes de M. Foster—2075 ; l'équipée de l' "Intercolonial Bank and Trust Company"—2076 ; les bouffonneries parlementaires—2077 ; les sympathies de M. Foster—2077 ; le parti libéral et le chef libéral peuvent bien se passer des sympathies de M. Foster—2078.

Discussion renvoyée à date ultérieure—2078.

Discussion reprise—2146.

M. J. Crawford—L'opposition menace de tenir la Chambre en session, si la droite ne veut pas conformer la discussion à ses goûts, nous sommes prêts à rester—2146 ; c'est le parti conservateur qui de tout temps a mérité l'épithète de "grafter"—2147 ; la boue et les injures, c'est un jeu qui se joue à deux—2147 ; l'ouest a fait autant de progrès que Winnipeg, dont l'agrandissement a été proclamé par M. Bole—2147 ; le progrès de l'ouest n'est pas dû à un adoucissement du climat, ni à l'accroissement des chemins de fer, ceci n'a pas changé depuis vingt ans, c'est dû à l'activité du gouvernement actuel—2148 ; l'ancien gouvernement était absolument inerte—2348 ; aujourd'hui on ne fabrique pas dans l'est assez de machines agricoles pour satisfaire aux besoins du pays—2149 ; ce serait une calamité d'être gouverné par les gens qui composent maintenant l'opposition—2150 ; du moment où nous payons équitablement pour avoir de bons immigrants, que nous importe, pourvu qu'il n'y ait rien de louche, si nos amis en retirent un léger avantage—2150 ; la "North Atlantic Trading Company" est tenue quant à la qualité des immigrants à en passer par la décision des inspecteurs du gouvernement—2150 ; on ne peut pas reprocher à la compagnie d'em-

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

M. Crawford—*Suite.*

pocher l'argent—2151; les conservateurs payaient autrefois même pour des colons qui n'étaient jamais venus en Canada—2151; état des importations d'immigrants, vaisseau par vaisseau en 1905—2152; la "North Atlantic Trading Company" n'a été payée que sur 25 pour 100 des immigrants européens—2153; l'opposition se trémousse simplement parce qu'elle n'a pas pu prouver que l'hon. M. Sifton était intéressé dans la "North Atlantic Trading Company"—2153; les contrats du Gouvernement conservateur avec les compagnies de colonisation—2154; condition de rabais jamais respectées—2154; les opérations des compagnies de colonisation conservatrices—2155; texte des rapports relatifs à ces opérations—2155; texte du contrat avec la Compagnie de terres de la Vallée de Saskatchewan—2158; différence avec les contrats accordés sous les divers régimes conservateurs—2159; le décret de 1879 qui a arrêté toute la colonisation de l'ouest pour réserver des terres aux chemins de fer, texte et explications—2159; au cours de la dernière année conservatrice, l'immigration avait virtuellement cessé—2162; considère que si l'on annule ce contrat, on devrait en passer un autre basé sur le même principe—2162; l'ouest ne veut pas d'inactivité—2162; ne veut pas du principe de laisser les colons aller s'établir au Nord-Ouest, s'il leur plaît—2162; un million payé à la "North Atlantic Trading Company" représente 250,000 agriculteurs ou 50,000 familles agricoles capables de produire en blé un revenu de \$3,375,000—2163; il faudrait équiper ces 50,000 cultivateurs, ce serait pour l'est \$1,000,000 de ventes—2164; cette entreprise n'a pas coûté un sou de trop, nous en avons eu pour notre argent—2164; discussion en comité relativement à l'interrogatoire de M. Smart—2166.

M. B. B. Gunn—L'opposition n'attaque pas la politique d'immigration du gouvernement—2165; demande à rechercher s'il y a un vice dans le contrat et à y remédier—2163; la difficulté entre M. Foster et ses associés signalée par M. D. Ross est une affaire de famille—2166; n'importe qui a le droit de risquer son argent dans des transactions minières ou immobilières—2166; M. Foster n'a jamais commis un acte dérogatoire à sa dignité de député—2166; M. Gunn veut faire allusion à la discussion en comité relativement à l'interrogatoire de M. Smart.

Sir W. Laurier—Demande à l'orateur de décider que M. Gunn n'a pas le droit de faire allusion à ce qui s'est passé dans un comité sur une question encore pendante devant ce comité—2167.

M. l'Orateur—Décide en conséquence—2168.

M. Ingram—Cite rapport transmettant déposition à la Chambre—2168.

Sir W. Laurier—La question est encore pendante—2169.

M. Stockton—La déposition est maintenant la propriété de la Chambre qui peut la discuter—2169.

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

M. l'Orateur—Si la déposition est dans la possession de la Chambre, on peut y emprunter des citations—2169.

M. Gunn—Insiste pour savoir les noms des détenteurs de 2,903 actions que M. Smart ne veut pas nommer—2170; proclame son admiration pour l'hon. M. Foster—2172; les efforts tentés pour le tenir à l'écart de la vie publique prouvent seulement son mérite—2172.

M. A. K. McLean—L'opposition est organisée symétriquement pour vilipender les députés de droite—2172; elle ne peut pas se plaindre si M. Foster reçoit quelques horions—2172; les discours des chefs de l'opposition abondent en erreurs de faits et en réticences qui colorent la fausseté—2172; l'hon. M. Foster a créé dans l'esprit du public l'impression que la North Atlantic Trading Company reçoit \$5 pour tout immigrant qui vient au Canada—2173; discours au club Borden à Toronto—2173; discours des Communes, omission de la restriction de la prime aux immigrants agricoles—2174; appréciation du discours par l'"Evening Journal" d'Ottawa—2175; tous les journaux conservateurs ont compris et répété la chose de la même façon—2175; pour les remises faites à M. Preston les chèques portent aussi le nom de lord Strathcona—2175; M. Preston étant l'âme dirigeante de l'immigration à Londres, il n'était pas extraordinaire que M. Smart lui câblât un envoi d'argent ayant trait à ce service—2176; M. Smart a déclaré que pendant sa gestion, il n'a jamais transmis directement de fonds à M. Preston—2177; M. Foster s'est bien gardé d'éclairer la Chambre sur la nature de la propagande imposée à la compagnie—2177; la lettre citée par M. Northrup où M. Smart est censé avoir écrit à M. Preston en parlant de "Votre compagnie" n'existe pas comme telle, c'est un faux; cette lettre était écrite non à M. Preston, mais à la North Atlantic Trading Co'y—2179; une erreur de ce genre est aussi condamnable qu'un méfait—2179; M. Foster a virtuellement accusé M. Sifton de prévarication, mais il n'a pas osé porter cette accusation dans la forme prescrite où l'on eût pu l'obliger à prouver ce qu'il avançait—2179; il est toujours facile de ternir gratuitement une réputation si l'on se met à l'abri pour n'avoir pas à répondre de ses accusations—2180; depuis ses malheurs M. Foster est toujours triste—2180; peu d'hommes ont autant fait que l'ex-ministre de l'intérieur pendant un aussi court passage aux affaires pour aider au développement du Canada—2180; le public sait lui rendre cette justice—2180; M. Smart nie avoir préparé le contrat de façon à se créer une position dans la compagnie—2181; ce n'est pas un crime pour un homme qui abandonne le service d'entrer dans une administration qui fait des affaires avec le Gouvernement—2181; l'hon. M. Foster et l'Union Trust et la gérance de l'Ordre Indépendant des Forestiers—2182; le fait d'avoir brûlé des lettres particulières une fois sorti de place n'est pas une preuve de malversation—2183; M.

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. A. K. McLean—*Suite.*

Monk et le rôle de lord Strathcona—2183; les faits sont ici torturés—2183; il est injuste de déclarer devant la Chambre que MM. Smart et Preston ont comploté pour négocier cette entreprise et à l'insu de lord Strathcona—2183; si M. Smart a dit devant le comité qu'il avait d'un bout à l'autre conclu tous les arrangements avec M. Preston, il a dû se tromper sur la question—2184; M. Preston possédait la confiance de lord Strathcona—2186; lettre de M. Preston à lord Strathcona (20 mai 1899) et de lord Strathcona à l'hon. M. Sifton (26 mai 1899) origine du premier contrat—2186; lettre de M. Preston à lord Strathcona—26 octobre 1899; lettre lord Strathcona à M. Sifton (15 novembre 1899) disant qu'il n'y a aucune différence essentielle entre l'arrangement avec la North Atlantic Trading Co'y et les anciens contrats de marchands de billets—2187; lord Strathcona écrit que l'arrangement doit rester strictement confidentiel—2187; il est vrai que les conditions de la convention primitive n'étaient pas très onéreuses, mais elles l'étaient plus que les conditions imposées autrefois aux marchands de billets—2188; les changements successifs n'étaient pas tous à l'avantage de la compagnie, comme on le prétend—2189; pour ce qui est des modifications entre le 1er et 2e contrat—2191; l'abolition de la limite d'âge de 12 ans est favorable à l'immigration, il vaut mieux recevoir les immigrants en bas âge—2189; il n'était pas avantageux à la compagnie que son champ d'action fût restreint en Europe—2189; le Gouvernement a été libéré de l'obligation de dépenser £500 en impressions et la compagnie s'est vue obligée à dépenser annuellement £3,000 pour ce travail—2190; l'abolition de la clause relative à la somme que devaient posséder les immigrants était rationnelle à cause de la difficulté qu'on éprouve à leur faire dévoiler ce qu'ils emportent avec eux—2191; le changement relatif à la Norvège, Suède et Finlande, l'addition des £750 offerts par le Gouvernement fut un excellent placement—2192; la clause défendant le paiement de la prime pour tout immigrant qui n'est pas sain de corps n'était pas à l'avantage de la compagnie—2192; quant aux changements du deuxième au dernier contrat—2192; M. Foster a tronqué l'énonciation des conditions—2192; la compagnie et le Gouvernement ont adopté le seul moyen pratique de se renseigner sur le nombre des immigrants pour lesquels la prime est due—2195; explication du système—2195; la prime est déduite pour les immigrants qui passent la frontière—2196; la compagnie par son contrat n'est pas tenue de fournir la liste des immigrants venant au Canada, mais de faire de la propagande—2196; l'hon. M. Foster et ses anciennes compagnies de propagande pour la tempérance—2197; la compagnie était accommodante, elle laissait le département préparer lui-même les listes—2197; loin de payer des primes sur tous les immigrants d'Europe comme

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. A. K. McLean—*Suite.*

le laissent croire les discours de l'opposition, il est venu dans les cinq dernières années une moyenne de 25,621 immigrants et les primes ont été payées sur une moyenne de 9,974 par année—2198; la compagnie au premier et au deuxième contrat, qui ne sont pas formels, n'a jamais prétendu être incorporée—2199; rien ne prouve qu'elle ne l'était pas au point de vue des lois de la Hollande—2199; il n'y a rien d'extraordinaire que cette compagnie se soit fait incorporer à Guernesey, les compagnies de M. Foster étaient bien incorporées en Virginie—2199; M. Preston fit si peu de mystère quant au contrat qu'il consulta des autorités légales anglaises éminentes pour faire déterminer si le contrat était illégal quant aux agissements d'immigration—2200; sir Charles Tupper en 1882 écrivait au gouvernement canadien que les arrangements qu'il concluait pour l'immigration devaient être énoncés dans un rapport confidentiel—2201; on a dit que la compagnie ne faisait rien, la plainte de Ennis, citée par M. Northrup indique au moins qu'elle faisait travailler des agents—2201; les états de comptes pour location de bureau, etc., font tous été attestés par M. Nathan Cohen, employé de la compagnie, et vérifiés par l'agent du gouvernement canadien, M. Charles Albert Allan—2202; les agents étaient dessimés dans tout le pays, il n'y avait pas besoin de si grands bureaux à Amsterdam—2203; sous l'ancien gouvernement comme sous celui-ci les Juifs envoyés par les soins de la société du baron Hirsch ont fait l'objet d'un paiement de primes aux agents d'immigration—2203; le Gouvernement est toujours exposé à courir certains risques dans ces questions d'immigration—2203; le contrat fidèlement exécuté et strictement contrôlé est justement ce qu'il faut au Canada—2204; à moins d'excellentes raisons, il ne devrait pas être résilié—2204; en matière d'immigration, ce n'est pas la décentralisation, mais la centralisation qu'il faut—2204; le parti ministériel ne peut pas voter pour la résolution de M. Foster parce que ses affirmations ne sont pas prouvées—2204; l'autorisation du Parlement n'était pas nécessaire pour payer des primes—2204; le contrat n'est pas pour treize ans, mais pour quatre ans avec faculté de renouvellement—2205; rien ne prouve que le contrat n'ait pas été signé avec l'entente formelle que les noms ne seraient pas divulgués—2205; il est faux que la compagnie n'eût pas de siège légal quand elle a signé le contrat, elle avait un siège à Amsterdam, le reste importe peu—2205; les chiffres donnés de toute part prouvent le succès de la propagande faite par la compagnie—2205; les conclusions de la résolution sont un abus de langage et une pétition de principe arrogante—2205.

M. G. Fowler—Se plaint que M. D. Ross ait pénétré dans ses affaires privées avec M. Foster—2206; les terres achetées du Pacifique-Canadien avec ses associés ont été

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Fowler—*Suite.*

achetées à marché ouvert—2206; les terres ont été vendues à profit ce qui est l'usage pour les terres du Nord-Ouest—2207; le procès qui a eu lieu est un procès amical—2207; l'hon. M. Foster n'a eu rien à voir avec les divergences d'opinions entre membres de la société—2207; le député de Trois-Rivières n'a rien pu trouver de sérieux ni préjudiciable à reprocher à M. Foster—2207; la compagnie de publication du "Boundary Creek Times", journal de M. Duncan Ross ne figure même pas au Bradstreet—2208; l'opposition aurait bien pu dire qu'à la fin de la dernière session, M. D. Ross est allé à Old-Orchard jouir de la récompense de M. Hill pour ses efforts en faveur de son chemin de fer—2208; l'honorable premier ministre aurait pu, en levant le doigt seulement faire cesser les attaques contre M. Foster—2208; il ne l'a pas fait parce qu'il est bouffi de l'insolent orgueil du pouvoir—2209; le parti ministériel adopte une manière de discuter de politiciens de bas étage dans un cabaret de village—2209; nous sommes aujourd'hui des iconoclastes—2210; le parti ministériel prétend que les conservateurs avaient ruiné et dépécé le Nord-Ouest, ils ont eu un pays vierge, le Klondike pour montrer ce qu'ils savaient faire et ce pays a été le théâtre des accaparements les plus scandaleux et des fautes d'administration les plus condamnables—2210; le présent ministre de l'intérieur a annulé le contrat parce qu'il a certaines notions d'honnêteté que n'avait pas son prédécesseur—2211; le ministre n'a cité aucun cas de non-exécution de contrat par la compagnie—2211; on a essayé de faire lord Strathcona parrain de cet enfant illégitime—2211; le document qui est censé porter les noms du directeur de la compagnie et de M. Sifton est mutilé—2212; si la compagnie s'en est tenue à son contrat qui défend de contrevenir aux lois des pays où elle agit, le gouvernement ne peut rien avoir à craindre—2212; certainement le gouvernement a été d'arrangement facile avec la compagnie et M. Smart a su en profiter—2213; le loyer du bureau ne devait pas coûter cher, on s'en servait juste pour aller toucher les chèques—2213; le gouvernement n'est pas dégagé de l'obligation de dépenser £750—2213; la compagnie n'aura que £250 à dépenser—2214; nous n'avons pas besoin d'immigrants indigents, au lieu d'être onéreuse, l'obligation d'apport était trop minime—2214; au dernier caucus ministériel, la majorité a protesté contre ce marché—2214; le discours de M. Maclean consistait à s'excuser d'avoir trop parlé—2215; si la compagnie est composée d'agents de passage, il est facile à ceux-ci de savoir et d'enregistrer ceux qui s'adressent à eux pour venir au Canada—2215; la partie malhonnête de la convention est que si Jean Jacques quitte la Russie, pour venir au Canada, la compagnie a droit à la prime—2216; il y a trois catégories de députés de la droite—2216; M. Bourassa sera seul de la catégorie de ceux qui refusent d'avaler—2216; le gouvernement aurait dû apporter des preuves pour montrer que l'opposition

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Fowler—*Suite.*

avait tort dans ses accusations—2216; on a au contraire tout fait pour empêcher la vérité de se faire jour—2217; l'opposition remettrait cette discussion à plus tard si le gouvernement voulait promettre que l'hon. M. Sifton sera à son siège—2217; insiste pour demander les motifs de la résiliation du contrat—2218; la seule information tirée de M. Smart est que la question a besoin d'être éclaircie—2218.

M. H. H. Miller—N'a jamais rien entendu de plus sale que le discours de M. Fowler—2391; bien aise qu'il ait reçu de ses amis un accueil aussi glacial—2392; insultes à sir Wilfrid Laurier ne font pas honneur à celui qui les profère—2392; le discours Foster progéniture rachitique, est un amas de conjectures, soupçons, insinuations, inexactitudes, contradictions—2392; chacune des accusations est dénuée de fondement—2393; texte du contrat de 1904 avec North Atlantic Trading Co'y—2394; signé S. Gluck, gérant et N. E. Kohlan, secrétaire—2396; rien dans le contrat ne peut éveiller de soupçon—2396; la compagnie a peu de capital, mais le gouvernement détient une garantie de \$5,000—2397; le ministre annule le contrat parce que la compagnie déploie ses efforts non pas dans les contrées d'Europe où elle peut trouver les meilleurs émigrants, mais là où il lui est possible d'en trouver le plus—2397; historique et détails de l'examen jour par jour de M. Smart au comité d'agriculture—2398; le témoignage prouve que ni M. Sifton ni M. Preston, ni aucun fonctionnaire du Gouvernement ne retirent des avantages financiers de la North Atlantic Trading Co'y—2399; M. Smart, sa carrière, la confiance qu'on doit avoir en lui—2400; les raisons de M. Smart pour ne pas dévoiler la composition de la compagnie—2400; lord Strathcona avait recommandé que le marché fût tenu confidentiel—2401; le comité a bien fait de faire respecter cette partie de la convention—2401; les déclarations fausses de M. Foster quant au paiement de la prime sans discernement—2402; l'hon. M. Foster a démenti les déclarations à lui attribuées par le "Mail" mais il n'y a pas lieu de croire que ce journal ne traduisait pas fidèlement sa pensée—2402; la fausseté de l'assertion du paiement de la prime quant aux immigrants qui ne restent pas dans le pays—2404; pour satisfaire l'opposition il faudrait marquer au fer rouge les immigrants que la compagnie amène au Canada—2404; précautions prises par M. Smart pour s'assurer que les immigrants sont des cultivateurs, lettre à M. Pedley, 3 septembre 1901—2405; lettre de la compagnie à M. Smart, 17 août 1900, exposant le travail fait—2406; la preuve que la compagnie remplit ses engagements se trouve dans le fait que les immigrants viennent 2407; les Etats-Unis dépensent moins d'argent que nous pour faire venir des immigrants parce qu'il y a là des immigrés déjà qui sont les meilleurs agents possibles, lettre Strathcona—2407; les Italiens qui viennent ici spontanément ne

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Miller—*Suite.*

est pas des cultivateurs—2408 ; efforts louables faits pour amener l'immigration allemande, lettre Smart à Preston, 26 août 1901—2408 ; les Allemands dans Ontario—2409 ; M. Preston à lord Strathcona, 28 nov. 1819, au sujet des négociations du contrat—2410 ; la situation européenne exagérée par M. Foster—2411 ; précautions prises pour s'assurer de la légalité du contrat—2411 ; le Gouvernement a offert à la dernière session de soumettre le contrat au chef de l'opposition pour lui permettre de se prononcer sur la sagesse de livrer ce document au public—2412 ; l'opposition ne paraît pas avoir confiance dans son chef—2412 ; le "Globe" et la "Presse" et M. Borden—2412 ; l'opposition a été scandalisée à l'idée que son chef allait feuilleter tout seul ce document—2413 ; l'opposition demande à la Chambre et au pays de rendre jugement avant d'avoir entendu un seul témoignage—2413 ; la déposition de M. Smart n'est pas devant la Chambre, M. Preston a été appelé et pourtant on veut tout préjuger—2414 ; le Gouvernement a fait un marché pour faire venir des immigrants, l'important est de savoir si les immigrants sont venus—2414 ; grâce à la politique du Gouvernement les Canadiens exilés nous reviennent—2415 ; lord Strathcona n'a pas plus à rougir de ses relations avec la North Atlantic Trading Co'y que d'avoir enviyé un régiment de cavalerie en Afrique du Sud—2416 ; la dépêche du "Star" : personne n'a dit que lord Strathcona était intéressé dans la North Atlantic Trading Co'y—2416 ; l'opinion de sir Mackenzie Bowell à l'égard de M. Foster et du nid de traîtres—2418 ; si l'on considère le résultat des élections le premier ministre n'a guère besoin des sympathies de M. Foster—2418 ; M. Foster traîne à sa jambe le boulet que lui a rivé sir Mackenzie Bowell—2418.

M. Lake—L'hon. député n'a rien dit qui rende le contrat plus acceptable—2419 ; il existe une union intime entre M. Borden et ses partisans—2419 ; ce n'est que depuis quatre ou cinq ans que le Gouvernement s'est réveillé et a mieux compris son devoir—2420 ; avant 1901, il n'y avait jamais eu au Nord-Ouest deux bonnes récoltes consécutives—2420 ; depuis, les conditions climatiques sont changées, c'est la raison du progrès de l'ouest—2421 ; la prospérité est due au retour des pluies et non à l'immigration—2422 ; comparaison des chiffres et dépenses d'immigration sous les deux régimes—2423 ; les trois mois d'immigration sur lesquels on se base pour résilier le contrat ont été les plus favorables depuis que le contrat est en vigueur—2424 ; le Gouvernement doit avoir découvert quelque chose—2424 ; ne comprend pas qu'on donne une commission à l'agent au Canada, M. Smart, cela peut le pousser à influencer le Gouvernement à recevoir plus d'immigrants qu'il n'en accepterait sans cela—2426 ; critique du discours de M. Crawford disant que pourvu que les immigrants viennent, si c'est un ami qui en retire des avantages tout

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Lake—*Suite.*

est pour le mieux—2427 ; l'augmentation des immigrants est due à l'argent envoyé par les immigrés au Canada pour faire venir des amis—2427 ; la preuve que des amis du Gouvernement ne sont pas intéressés dans la "North Atlantic Trading Company" est purement négative—2428 ; le silence des témoins et la déclaration de M. Crawford rendent la chose louche—2428 ; il est faux que M. Foster ait dit que le parti conservateur est opposé à l'immigration—2428 ; les colons appelés par les immigrés établis sont les meilleurs—2429 ; le parti conservateur avait fait preuve autrefois de beaucoup de perspicacité pour le paiement des primes—2430 ; le temps est arrivé de renoncer au système des primes pour les immigrants du continent américain—2430 ; pour une certaine classe d'immigrants d'Europe, le prix revient à \$23 par tête—2430 ; on devrait employer cet argent à faire venir des immigrants britanniques—2430 ; coût des immigrants—2431 ; l'immigrant venu du continent nous coûte deux fois plus cher que celui qui vient de la Grande-Bretagne et d'Irlande—2431 ; le gros de l'immigration nous vient d'Angleterre, on doit alors l'encourager—2431 ; comparaison entre l'immigration anglaise et américaine—2432 ; il faut surveiller les dépenses pour l'immigration américaine—2432 ; si ce sont les colons venus par la Compagnie de la Saskatchewan qui ont peuplé l'ouest, que sont devenus ceux amenés par la "North Atlantic Trading Company"—2432 ; notre loyauté et notre intérêt nous font un devoir d'encourager l'immigration anglaise—2432.

Sir W. Laurier—Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans le débat c'est l'inconcevable légèreté dont l'hon. député de Toronto nord a fait preuve en soulevant ce débat—2433 ; pour salir la réputation de ses adversaires, il a basé son accusation sur des assertions dénuées de fondement—2433 ; les termes "préjudiciable, inconsidéré et absurde" s'appliquent mieux à la motion qu'au contrat—2433 ; l'unique défaut de M. Sifton c'est d'avoir continué les méthodes commencées sous le régime de M. Foster—2433 ; l'origine de ce contrat provient des difficultés que présentent les pays à conscription pour l'immigration—2434 ; il est impossible d'y entretenir d'agents officiels, cas de John Dyke, en Allemagne, 1873—2434 ; nous avions des agents de billets auxquels nous payions des primes, M. Sifton les a syndiqués—2437 ; conditions essentielles du contrat : ce contrat n'est ni inconsidéré, ni absurde—2438 ; il est faux que le Parlement n'ai pas eu connaissance du contrat—2439 ; il figure au rapport du département de l'intérieur pour 1901-1902 déposé devant le parlement en 1903—2440 ; texte du rapport—2440 ; si c'est ignorance elle est grossière, si c'est mauvaise foi, elle est odieuse—2440 ; si la dépense n'eût pas été autorisée par le parlement, l'auditeur général n'aurait pas payé—2441 ; les crédits pour dépenses d'immigration—2441 ; répartition de ces dépenses—2442 ; la dé-

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*  
Sir W. Laurier—*Suite.*

pense ne peut être encourue qu'autant qu'il vient des immigrants, ce n'est pas une dépense déterminée, si elle est encourue c'est qu'un effet avantageux est obtenu—2442; si nous dépensons \$1,000,000, c'est qu'il viendra 200,000 immigrants représentant, suivant les règles économiques, une valeur de \$200,000,000, nous ne pourrions pas nous plaindre—2443; le gouvernement agit, pour ses agents, en leur donnant le bénéfice entier de leur propagande comme toutes les maisons d'affaires attribuant à un agent un territoire déterminé—2444; on n'a jamais demandé à une compagnie qui signe un contrat de dévoiler le nom de ses actionnaires, qui sait qui ils seront demain?—2444; ce n'est pas la première fois qu'on signe un contrat avec une compagnie qui se constitue ensuite—2445; la quantité de capital versé n'a aucune importance, nous ne payons pas un sou avant que l'immigrant soit arrivé ici et accepté—2445; personne n'a jamais songé que cette compagnie pût être tenue de posséder des navires—2446; la gauche a essayé de soulever des passions en insinuant qu'on encourageait l'immigration européenne aux dépens de l'immigration britannique—2446; chiffres comparatifs du coût des immigrants—2447; nous payons \$4.64 par tête d'immigrant britannique et \$1.72 pour l'immigrant européen—2447; si nous ne faisons pas d'efforts pour amener ici les immigrants, ils iront aux Etats-Unis—2448; on ne connaissait pas le Canada; aujourd'hui, grâce aux efforts de M. Sifton, le Canada est connu dans toute l'Europe—2448; le nouveau ministre de l'intérieur n'a pas mis fin à la politique d'immigration que suivait le Gouvernement, mais à ce contrat en particulier, pour l'étudier, se rendre compte du fonctionnement et juger par lui-même s'il devrait être renouvelé—2448; le but réel de la résolution et ce qu'elle cache—2449; article "Citizen"—2449; on insinue que des personnages politiques alliés au gouvernement retirent des bénéfices illicites du contrat, mais on n'ose pas le dire. Pourquoi ne porte-t-on pas une accusation directe?—2449; si la gauche croit qu'il y a des personnes cachées derrière ce contrat, qu'elle les nomme et aucune indulgence ne sera accordée aux coupables—2449; que les conservateurs n'attaquent donc pas le contrat, mais qu'ils aillent droit au fait et attaquent ceux qu'ils soupçonnent d'en avoir profité—2450; impossible d'accepter proposition Monk de laisser passer résolution Foster—2450; incapable accéder à un mensonge—2450; Mark Twain et Washington—2450; il n'est pas sérieux de dire que nous ne devrions plus accorder d'aide à l'immigration—2451; nous avons à nos côtés la nation la plus audacieuse et ambitieuse du monde—2451; nous avons de grandes entreprises entamées, nous ne pourrions les accomplir que si nous avons du monde—2452; les fautes même s'il y en a eues ne peuvent pas nous détourner de notre politique—2452; l'appel direct de M. Foster—2452; doit accepter sa part d'une boue lancée d'une main si prodigue

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*  
Sir W. Laurier—*Suite.*

—2452; cela fait partie du jeu de l'opposition, ne s'en plaint pas, répondra plus tard—2452; M. Foster étant absent, réserve ses observations pour occasion future—2452.

M. R. L. Borden—L'honorable M. Foster est malade, quand il reviendra il sera prêt à répondre à toutes les accusations portées contre lui par n'importe qui—2452; le premier ministre a fait preuve d'ignorance lui-même en citant comme texte de la résolution ce qui n'est pas la résolution telle que soumise à la Chambre 2453; erreur de publication—2453; le Canada brillait bien avant l'arrivée aux affaires du Gouvernement actuel—2453; c'est la droite qui s'est livrée à la discussion de futilités étrangères à la question—2454; le rapport cité par le premier ministre indique qu'un contrat existait depuis deux ans sans que le Parlement en fût informé—2456; parce que tous les ans le Parlement vote une certaine somme pour l'immigration, il ne s'ensuit pas que le Gouvernement ait le droit de passer un contrat de quatre ans—2456; le courant d'immigration d'Europe se porte bien vers les Etats-Unis en dépit des restrictions, c'est qu'il y a en Europe une tendance naturelle à partir, étrangère à toute propagande—2457; le premier ministre dit que le contrat a été passé avec une compagnie responsable et il ignore tout de cette compagnie—2458; l'année dernière dans son rapport, M. J. A. Smart avait parlé d'un contrat passé avec une compagnie maritime transatlantique, voilà pourquoi l'opposition demande où sont les vaisseaux—2458; réponse de l'hon. Oliver, débats 1905—2458; le ministre de l'intérieur disait l'année dernière qu'il avait en sa possession tous les renseignements requis, il dit le contraire cette année—2459; c'est la presse anglaise qui s'est plainte qu'on encourageait l'immigration européenne aux dépens de l'immigration britannique—2459; la compagnie n'a qu'un capital payé de \$340.67,—2460; la compagnie est constituée dans l'île de Guernesey qui échappe au statut impérial de 1900 sur les sociétés—2460; la réponse de lord Strathcona à la demande d'informations sur la North Atlantic Trading Co'y—2461; différentes définitions données de cette compagnie à différentes périodes—2462; met gouvernement au défi de montrer aujourd'hui dans l'exécution du contrat un motif d'annulation qui n'existait pas l'année dernière—2462; il est impossible qu'un contrat puisse être passé avec un corps constitué en corporation civile avant que celui-ci ait une existence civile et une compagnie ne peut être définie comme jouissant d'une existence civile avant d'être constituée en corporation—2464; il est curieux qu'on résilie le contrat pour simple non-observation de ses dispositions quand il existe une garantie de \$5,000—2464; la conséquence logique des discours de la droite devrait être un vote de censure contre le Gouvernement pour avoir rési-

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

lié le contrat—2464 ; Il n'y a pas un mot de vérité dans les raisons données—2465 ; il n'y a pas eu d'augmentation des arrivages d'immigrants de Galicie, Bukowine, et Pologne ni de diminution des immigrants de Suède et Norvège en 1905, chiffres—2466 ; le Gouvernement connaissait l'état de choses à la clôture de l'exercice financier 1905, si c'était là la raison, c'est l'année dernière qu'il aurait dû résilier le contrat—2466 ; si l'on s'est basé sur les résultats des 9 premiers mois de 1906 pour annuler le contrat, les résultats sont encore plus contraires aux raisons données par le ministre de l'intérieur, l'immigration de Suède et de Norvège s'est mieux tenue que celle de Buckowine, Galicie et Pologne—2470 ; les raisons sur lesquelles on prétend se baser pour résilier le contrat n'ont aucune réalité—2470 ; les états de service de M. Smart—2470 ; les lettres brûlées—2470 ; lorsque l'opposition proféra des accusations au sujet du Yukon, le Gouvernement refusa d'accorder l'enquête—2471 ; une enquête parlementaire était demandée sur les concessions hydrauliques, on accorda une commission royale et on refusa d'en étendre les pouvoirs—2472 ; l'opposition a fait son devoir en signalant à l'attention du Parlement cette négociation de la North Atlantic Trading Co'y—2472.

Sir W. Laurier—A cité le texte de la résolution de M. Foster telle qu'elle figure aux Débats—2472 ; la différence entre la version des Débats et celle des Procès-verbaux est absolument futile, texte—2472.

M. R. L. Borden—N'a jamais voulu donner à entendre que le premier ministre induisait la Chambre en erreur—2473.

Hon. Fisher—Au cours de la discussion, l'hon. M. Foster a déclaré sur un point contentieux s'en tenir à la version des Débats—2474 ; les deniers pour contrats de primes d'immigration du temps des conservateurs ont été payés, sans arrêté ministériel, sans que le Parlement fût avisé et sur simple lettre du ministre de l'agriculture—2474 ; en parlant de légèreté, le premier n'a pas taxé M. Foster de badinage, mais d'imprévoyance des résultats—2475 ; l'opposition ne pêche ni par étourderie, ni par excès de bienveillance—2476 ; on a prouvé que le ministre de l'intérieur était bel et bien autorisé à faire ce qu'il a fait pour le paiement des primes d'immigration—2476 ; déclaration fautive de M. Foster au sujet des immigrants juifs, texte—2476 ; le Gouvernement n'a pas payé un sou de prime pour ces immigrants-là—2476 ; les journaux anglais qui ont protesté contre l'inégalité des primes pour la Grande-Bretagne et pour l'Europe ne se basaient pas sur le contrat, mais sur des faussetés—2477 ; les décrets conservateurs de 1893, l'hon. T. M. Daly payait \$1.75 pour les immigrants anglais et \$5 par immigrant d'Europe—2478 ; la prime était payée pour tout immigrant qui achetait son billet au bureau de l'agent quand même celui-ci n'aurait rien fait pour l'induire à se diriger au Canada—2479 ; Dyke

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

qui avait été emprisonné en Allemagne n'avait enfreint aucune loi, ce n'est pas pour protéger les violateurs des lois qu'on a conservé ce contrat confidentiel—2479 ; il n'importe pas au Gouvernement de connaître les membres de la compagnie—2480 ; le Gouvernement n'a pas à s'occuper des arrangements de cette compagnie avec ses propres agents—2481 ; si nous dévoilions ces agents qui ferait notre propagande—2482 ; un jour peut-être le Canada n'aura plus besoin de réclame comme les Etats-Unis aujourd'hui—2482 ; sir Chs Tupper et le secret des opérations—2483 ; le traité passé par les conservateurs en 1880 avec la Compagnie du Pacifique Canadien fut conclu avant que la compagnie fût formée—2484 ; la formation fut annoncée par sir Chs Tupper aux élections générales qui suivirent—2484 ; le contrat fut passé en 1880, la compagnie ne reçut la sanction royale qu'en 1881—2485 ; nous avons payé la prime sur 40 pour 100 des nouveaux immigrants venus—2486 ; les conservateurs ne font pas la différence entre un bon contrat mal exécuté et un mauvais contrat—2486 ; le contrat n'a pas été annulé l'année dernière parce que le ministre était nouveau et devait se mettre au courant de son fonctionnement—2486 ; il est faux qu'il s'agisse d'une convention secrète entre MM. Preston et Smart et la "North Atlantic Trading Company" hors de la connaissance de lord Strathcona—2487 ; correspondance omise par M. Foster, passage supprimé—2488 ; la dépêche du "Star", jamais personne n'a dit que lord Strathcona était intéressé dans la "North Atlantic Trading Company"—2490 ; le traité est bon, les tentatives faites pour ternir la réputation des intéressés sont indignes de leurs auteurs—2490.

M. Stockton—Lord Strathcone sera flatté de l'hommage rendu à sa véracité—2490 ; en fait d'immigrants nous devons rechercher la qualité et non la quantité—2490 ; c'est sous le meilleur pommier qu'il y a le plus de pierres et de cailloux, de là les attaques contre M. Foster—2490 ; si un ministre a le droit de grèver son budget pour dix années à venir sans consulter le parlement, celui-ci devient inutile—2492 ; l'ancien sous-ministre raconte une autre histoire que le ministre de l'agriculture au sujet des immigrants juifs—2492 ; l'opposition trouve à redire parce que nous payons même pour les immigrants qui viennent au pays sans l'intervention de cette compagnie—2492 ; blâme le secret qui a entouré la convention—2492 ; on peut tout imputer à celui qui détruit la preuve—2494 ; pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas confisqué le dépôt de \$5,000 quand il a constaté les fautes d'exécution sur lesquelles il base l'annulation—2494 ; l'affaire Dyke était une erreur des autorités allemandes—2494 ; un million est une dépense élevée même pour faire venir 200,000 immigrants—2495 ; les Etats-Unis n'offrent pas aux immigrants plus d'attraits que le Canada—2495 ; si nous dépensons les deniers de l'Etat, au bénéfice

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Stockton—*Suite.*

d'une compagnie ou d'un particulier, nous avons le droit de savoir ce que sont cette compagnie ou ce particulier—2496; le paiement rétroactif de la prime, correspondance—2497; on a payé de l'argent qui n'était pas dû, quelque temps après le sous-ministre démissionnait et devenait l'agent de la compagnie—2497; le ministre refuse les informations—2498; si le gouvernement ne refuse pas, il ne connaît pas la matière qu'il devrait connaître—2499; le gouvernement aurait dû étudier la question plus sérieusement qu'il ne l'a fait—2500; l'opposition n'a pas traité cette question à la légère mais on lui a refusé les documents—2501.

M. H. Bourassa—Veut expliquer pourquoi votera en faveur de la motion Foster—2501; en onze sessions n'a pas encore vu de discussion où on ait introduit tant de considérations étrangères au sujet—2501; le moment est venu où, soit par raison de dignité, soit par raison économique on doit cesser d'annoncer le Canada comme une médecine brevetée—2501; espérait des changements à l'arrivée du nouveau ministre de l'intérieur—2502; déclarations de l'hon. Oliver en 1902—2502; aurait voté pour le gouvernement s'il eût dit en annulant le contrat qu'il avait abandonné toute intention de maintenir ce système—2502; après déclarations faites impossible de croire que ministre donnera coup de grâce à politique qu'il condamnait—2502; il faut veiller à ne pas introduire au Canada des éléments hétérogènes impossibles à assimiler et à absorber—2503; opinion américaine—2503; l'unité nationale serait moins en danger s'il y avait dans l'Ouest plus de Canadiens-français et même plus d'écoles confessionnelles et moins d'étrangers hétéroclites qui ne feraient aucun sacrifice pour cette unité nationale—2504; le contrat est vicieux en principe—2504; il est immoral si le gouvernement savait que ceux qui l'exécuteront devaient violer les lois du pays qu'ils habitent—2505; il est incompréhensible que la compagnie puisse avoir eu son siège reconnu en Hollande, si les lois lui défendent d'y opérer—2505; le parti libéral avait lui aussi assailli le parti conservateur pour avoir passé un contrat avec la compagnie du Pacifique-Canadien avant qu'elle fût constituée—2506; l'argument du *tu quoque*—6506; ce sera un triste jour pour le parti libéral quand il ne lui restera plus d'autre défense que les méfaits d'un gouvernement dénoncé des années durant et chassé du pouvoir—2506; déclaration de sir Wilfrid Laurier au sujet des supercheries pour l'inscription des immigrants—2507; M. Smith, de Winnipeg, et les immigrants israélites—2507; pourquoi la prime a-t-elle été annulée quant à la Belgique et à la France?—2508; ces pays sont-ils considérés comme moins recommandables que la Pologne et la Bukowine—2508; on ne saurait trouver de meilleurs colons que dans le nord de l'Italie, et l'ouest de la France et de la Belgique—2508; en réglant les détails de notre politique d'immigration nous n'avons donné que très peu de considération aux vé-

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

ritables intérêts du pays et aux sentiments de la population de la province de Québec—2508; toutes les fois qu'il s'est tourné contre le Gouvernement comme dans l'affaire des Boers, c'est quand celui-ci a pactisé avec l'opposition—2509; des milliers de libéraux indépendants conseillent aujourd'hui au Gouvernement, comme il y a quelques années au gouvernement Ross, de balayer les parasites accrochés aux flancs du navire—2509; une grande erreur a été commise en faisant entrer dans le Gouvernement le député de Brandon et en acceptant les conditions qu'il dictait—2510; impossible de souscrire à l'éloge de l'homme qui a fait tant de mal à ce gouvernement—2510.

Motion Foster mise aux voix—2510.

Rejetée par 61 pour, 115 contre—2512.

## PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES ET SOUS-MINISTRES.

M. Lennox—Propose motion déclarant inopportun qu'un membre du cabinet ou sous-ministre comparaisse devant les tribunaux du Canada sauf si la couronne est en jeu—1448.

Hon. Fitzpatrick—Propose remise discussion, pour étudier, adopté—1448.

Motion appelée—213.

M. Lennox—Demande remise, sir W. Laurier voulant parler—2130.

M. H. Lennox—Propose résolution déclarant qu'il n'est pas convenable que les ministres ou sous-ministres agissent comme avocats devant les départements ou tribunaux—1752; motion pas une attaque personnelle—1752; désir de voir s'implanter les belles traditions parlementaires anglaises—1752; le système judiciaire dépasse en importance le système administratif—1752; le rôle du barreau d'après Taswell-Langmead—1753; la résolution soumise ne contient pas d'insinuation, si elle contient quelque chose, c'est une accusation directe à laquelle le premier ministre ne peut pas se dérober—1754; constate que l'hon. M. Aylesworth ministre des postes continue à exercer sa profession d'avocat devant les tribunaux d'Ontario—1754; le cas de M. C. Cameron, secrétaire provincial, cité par le "Globe" ne présente aucune analogie—1755; extrait du "Canadian Law Times"—1756; ceux qui déclareront par leur vote qu'il est convenable qu'un ministre de la couronne pratique le droit devant des juges nommés par le Gouvernement auront à répondre de leur vote aux électeurs—1756; le ministre est peut-être dans son droit, mais si la chose est licite, c'est un mal—1757; en Angleterre on ne tolérerait pas qu'un ministre ouvertement désigné pour le portefeuille de la justice continue à exercer sa profession—1758; réponse à la question du 21 mars—1758; le "Globe" du 24 mars—1759; les rires ministériels—1759; les différentes causes où comparait M. Aylesworth—1760; c'est toujours les grosses compagnies qui retiennent les services des avocats in-

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*M. Lennox—*Suite.*

fluents—1760 ; les verdicts rendus par des juges en faveur des parties représentées par un ministre de la couronne paraîtraient suspects au public—1761 ; nous ne voulons pas que les magistrats soient tentés de plaire au pouvoir—1761 ; le temps d'un ministre doit être consacré au service du pays, s'il dérobe au pays une partie de son temps, c'est un vol—1762 ; paroles d'un sénateur, glorification de la magistrature—1762 ; paroles du juge Boothby—1763 ; paroles du juge Ellenborough—1763 ; paroles de sir William Harcourt—1763 ; paroles de M. Swift Mackenzie—1764 ; article du "Times"—1764 ; nous confondons de plus en plus les fonctions judiciaires et les devoirs du pouvoir exécutif—1764 ; nous rejetons sur les juges tout l'odieux et le blâme qui devraient retomber sur les ministres responsables—1764 ; ne s'inquiète pas si ce sont les conservateurs ou les libéraux qui sont coupables—1764 ; le juge McTavish et l'enquête des assurances—1765 ; les juges et l'affaire Gamey—1766 ; deux des juges les plus en vue d'Ontario ont rendu une décision qui les a fait vilipender par une moitié d'Ontario—1766 ; M. Aylesworth dans ce cas était du côté des défenseurs des institutions britanniques—1766.

Discussion remise au lundi suivant—1766.

Reprise du débat—2802.

M. Lennox—Le ministre des postes n'est pas seul coupable—2802 ; rien n'intéresse autant le public que la bonne administration du ministère de la justice—2802 ; lord Brougham, son témoignage—2803 ; les juges commencent à s'inquiéter, les uns ont résigné leurs fonctions, on s'attend que d'autres donneront leur démission—2803 ; depuis que cette question est en discussion, il y a deux semaines, le ministre des postes a défendu un client particulier—2804 ; le ministre des postes n'a encore exprimé aucune opinion légale sur aucune question venue devant le Parlement—2805 ; M. J. S. Ewart et ses félicitations au juge Perdue à l'occasion de son élévation à la magistrature—2806 ; le "Law Magazine" et l'incident Wedderburn—2807 ; le "Law Times" et l'incident Kealy—2808 ; le "Law Times" et le présent gouvernement d'Angleterre—2809 ; le gouvernement canadien a la haute main sur la magistrature et celle-ci dépouillée d'initiative est un corps sans âme et frappé de stérilité—2810 ; sir John Stuart et l'affaire Kemp-Rose—2810 ; la cause de la Reine et des juges de Great-Yarmouth—2810 ; le jugement du juge Field—2811 ; le ministre des postes, après avoir consenti à servir son pays à \$7,000 par année, ne lui donne que la moitié de son temps et retire la totalité de son traitement—2812 ; l'article du "Saturday Night"—2812 ; l'hon. M. Aylesworth est le dernier homme qui devrait parler du gouvernement d'Ontario—2813 ; le juge Ross dans la cause de Conmee *vs* le Pacifique Canadien—2814 ; l'"English Law Times" et la nomination de M. Wm Finlay, fils de sir R. Fin-

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*M. Lennox—*Suite.*

lay, ex-procureur général du gouvernement anglais—2814 ; nous voulons que les juges soient absolument indépendants du Gouvernement—2815 ; au lieu d'avancer au point de vue de la moralité judiciaire, le Canada recule—2816 ; la commission Parnell—2820 ; M. Matthews et l'assignation en justice des avocats agissant comme conseils—2821 ; le Gouvernement en laissant pratiquer ses ministres nous fait rétrograder de 200 ans—2822 ; le ministre qui a défendu la cause des trusts sera impuissant à nous protéger contre eux—2823 ; la cause d'Ottawa contre Hodgill—2824 ; pour que la dignité de la magistrature soit sauvegardée, il faudrait que deux ministres représentassent chacun une des parties adverses—2824 ; le double rôle de M. Aylesworth, avocat et ministre—2825 ; aperçus bibliques—2826 ; sarcasmes de lord Herschell—2827 ; la dualité du cardinal—2828 ; article de lord Roseberry dans le "Law Times"—2829 ; Gladstone nie que les juges obéissent partout et toujours à des aspirations d'un ordre élevé—2829 ; sir Richard Webster aux Communes—2829 ; l'opinion de Gladstone—2829 ; le "Canadian Law Times" et le jugement du tribunal de l'Alaska—2824 ; M. Aylesworth et lord Alverstone—2834 ; le Conseil privé et le solliciteur général de la Nouvelle-Zélande—2836 ; le Conseil privé a décidé que l'Exécutif empiète quelquefois sur les attributions des tribunaux—2836 ; depuis que le ministre des postes est ministre, son bureau s'est chargé de nouvelles causes—2837 ; l'aventure de Nickey Codd—2837 ; la prophétie de Thomas Carlyle—2838.

Hon. A. B. Aylesworth—Aurait accepté la motion si le propogeur lui eût donné une forme impersonnelle—2839 ; c'est en somme un débat personnel dont on fait une affaire de politique de parti—2837 ; responsable de ses actes seulement à ses électeurs et à la Chambre—2840 ; M. Lennox proclame dans son discours que le fait d'un ministre qui agit comme avocat est une violation de la constitution, dans sa résolution il dit seulement que c'est une inconvenance—2840 ; pourquoi demande-t-on seulement à un ministre qui est avocat de consacrer tout son temps à son ministère, pourquoi ne pas demander la même chose au banquier, au journaliste—2840 ; accepte le principe que le service public doit avant tout recevoir l'attention du ministre—2840 ; il peut employer ses loisirs comme il l'entend—2841 ; non seulement il n'a été conclu aucun arrangement avec le premier ministre quant à cette question, mais elle n'a pas été discutée—2841 ; a été élu sans sollicitation membre de la Société des "benchers" d'Ontario, réponse faite par ses confrères aux accusations de M. Lennox—2842 ; en Angleterre le lord Chancelier est en pleine politique, il est membre du cabinet—2842 ; il laisse son siège de juge en chef, pour aller présider la Chambre des Lords ou siéger au conseil des ministres—2842 ;

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*Hon. Aylesworth—*Suite.*

il est regrettable qu'on vienne ainsi traîner la personnalité des juges et leurs attaches politiques—2842; on a parlé des deux juges qui s'enquirent de l'affaire Gamey, c'étaient deux conservateurs, leur carrière—2843; les juges s'écrieront en lisant le discours de M. Lennox: "Délivrez-nous de nos amis"—2843; le juge est inamovible, c'est-à-dire qu'il est dans une position d'indépendance absolue à l'égard du gouvernement—2843; si un ministre ne peut pas plaider comme avocat devant un juge, à plus forte raison, il ne peut pas plaider comme justiciable, il n'a d'autre ressource que de se faire condamner par défaut—2844; ce n'est pas le cabinet qui fixe le traitement des juges, c'est le parlement—2844; il est faux que le système de promotion des juges ait été inauguré en 1896—2845; liste des juges promus dans Ontario seulement depuis 1892; de 1800 à 1896 sous les conservateurs, sur 26 nominations de juges en chef, 21 ont été des promotions de juges—2846; un ministre de la Justice à ce compte ne pourrait entretenir aucunes relations sociales avec les juges—2848; un député peut avoir à se prononcer sur la loi qui révoque un juge, alors il ne devrait jamais plaider devant aucun juge de peur de le terrifier ou de l'influencer—2848; un député peut être appelé à augmenter ou à réduire le traitement des juges. Comment oser plaider devant ce juge dont le traitement est entre vos mains!—2848; est fier d'être qualifié d'avocat ordinaire pour avoir donné des conseils à la ville d'Ottawa contre une compagnie—2849; s'occupe des affaires du ministère jusqu'à minuit chaque jour—2850; avait l'intention de cesser la pratique du droit en prenant le portefeuille, s'il ne fait pas ce qu'il avait l'intention de faire, c'est qu'il use de son droit sans que cela nuise à l'administration de son département ni à l'accomplissement de son devoir de député—2850; s'il ne parle pas beaucoup, il est regrettable que beaucoup de députés plus anciens n'imitent pas cet exemple—2850; les six ou sept causes plaidées depuis sept mois représentent une semaine de travail, un ministre a bien droit à cette vacance—2851; c'étaient des causes prises avant l'entrée au ministère—2851; pour les autres, il était tenu en honneur vis-à-vis de ses clients de ne pas les abandonner—2851.

M. R. L. Borden—Les électeurs de York-nord n'ont pas sanctionné le changement d'intention de leur représentant—2851; avocat extraordinaire, le seul qui depuis 1867, ait continué à plaider, une fois devenu ministre—2852; le ministre de la justice est d'une opinion adverse et l'a fait savoir en particulier—2852; en criant honte à M. Lennox, l'hon. M. Aylesworth crie honte au ministre de la justice—2852; la Nouvelle-Ecosse a lutté pour empêcher la magistrature de siéger dans l'exécutif—2852; il n'y a pas d'analogie entre le cas du Lord Chancelier et celui de nos ministres—2853; Lord Churchill et le très honorable W. H. Smith à propos de la commission Parnell—2854; nous ne

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

devons pas censurer les juges qui siègent dans les commissions, mais le gouvernement qui les nomme—2854; les occupations d'avocat et de ministre sont incompatibles—2855; la loi relative aux occupations des juges—2856; M. Aylesworth et Arthemus Ward—2856; avocat anglais ayant cessé de pratiquer en acceptant un portefeuille—2856; le cas de sir Charles Russell—2857; la question de concurrence entre avocats—2858; la résolution telle que proposée devrait être acceptée par le gouvernement—2858; espère que coutume suivie jusqu'à ce jour, et établie depuis vingt ans en Angleterre sera reprise—2858.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Prend la parole pour défendre collègue et ami, bien que celui-ci soit de taille à se défendre et l'ait bien prouvé—2853; aucune comparaison à établir entre un juge et un ministre—2859; le juge est inamovible, son sort est assuré pour le restant de ses jours—2859; le ministre n'est pas non plus dans la même position qu'un fonctionnaire, la durée de leurs fonctions ne tient pas aux mêmes causes—2859; la résolution proposée crée une exception pour les membres du barreau—2859; en interdisant l'accès des tribunaux à un avocat on met fin à sa carrière au barreau—2859; dans aucune autre profession l'acceptation d'un portefeuille ne met ainsi fin à la profession du titulaire—2859; l'Etat n'a pas plus acheté les services de M. Aylesworth que l'opposition n'a acheté les services de M. R. L. Borden—2860; il est faux qu'un ministre de la justice devienne nécessairement juge, depuis la confédération, il y a eu treize ministres de la justice, quatre seulement sont devenus juges—2860; a toujours été d'avis qu'on devait enlever aux juges la décision de la validité des élections—2861; les conservateurs ont la mémoire courte en parlant des juges nommés dans les commissions—2861; les enquêtes de Québec en 1892, les petits bancs—2862; les commissions en Angleterre—2862; on devrait évidemment éviter de confier à des juges les commissions ayant un objet politique sauf urgence—2862; en aucun cas les juges siégeant dans des commissions ne devraient recevoir de rémunération spéciale—2862; les attributions politiques et judiciaires sont aussi confondues en Angleterre qu'elles peuvent l'être ici—2865; le cas du lord chancelier—2863; la magistrature canadienne fait honneur au pays—2863; sa blanche hermine est restée immaculée—2863; c'est en 1891, sous le régime conservateur qu'a été passée la loi qui permet de soumettre à la magistrature de cas hypothétiques—2863; les ministres doivent avant tout s'occuper des affaires publiques, ceci est admis—2864; il n'y a aucune similitude entre l'état de choses qui règne en Angleterre et au Canada—2864; il serait déplorable de ne pouvoir confier qu'aux gens riches l'administration des affaires publiques—2864; le gouvernement doit être mis à même de s'assurer les services des citoyens de n'im-

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*Hon. Fitzpatrick—*Suite.*

poste quelle classe—2864 ; le ministre de la justice est le seul qui conseille le Gouverneur général en matière de droit, c'est à dire relativement à la nomination des juges—2864 ; a renoncé à pratiquer aussitôt ministre de la justice, mais les autres ministres sont dans une position différente—2865 ; lorsque l'Angleterre invita son procureur général et son avocat général à renoncer à leur pratique, elle les indemnisa de toutes les pertes qu'ils pouvaient subir—2866 ; l'augmentation des traitements en Angleterre—2803 ; quant au député-ministre de la justice visé par la résolution, il est le conseiller légiste de plusieurs départements—2867 ; détails de son service—2867 ; l'opinion de lord Coleridge—2867 ; en lui refusant le droit de pratiquer on diminue la valeur de ses services et on l'expose à céder aux tentations des grandes compagnies désireuses de s'attacher les services d'avocats de cette trempe—2867 ; propose en amendement à la résolution Lennox : " que chaque ministre doit avoir pour premier souci de donner tout son temps et son attention aux affaires publiques et que les fonctionnaires devraient donner à l'accomplissement des devoirs de leurs charges respectives tout leur temps et toute leur attention.—2868.

M. A. A. Stockton—Les libéraux ont autrefois dénoncé eux aussi la nomination des juges dans les commissions—2868 ; tous les membres du cabinet anglais ne sont pas des richards, il y a un représentant de la classe ouvrière—2868 ; le cas de M. Haldane, nommé ministre et abandonnant une cause—2869 ; l'acte du ministre des postes n'entraîne pas la déconsidération, c'est admis—2869 ; pas un seul juge du Nouveau-Brunswick qui ne consacre la totalité de son temps aux devoirs de sa charge—2869 ; que l'une ou l'autre résolution soit adoptée, il faut espérer que le ministre des postes mettra un terme à l'abus reproché et se consacrera entièrement à l'accomplissement des devoirs de sa charge—2770.

Sir W. Laurier—Le directeur des postes a dit qu'il usait de son droit, mais seulement pour mener à bonne fin des affaires confiées—2870 ; la coutume a existé de tout temps de promouvoir des juges—2870 ; cette mesure n'est pas dépourvue de sagesse—2871 ; s'abstenir de nommer à une position supérieure un personnage méritant uniquement parce qu'il est déjà juge serait rabaisser la magistrature—2871 ; l'enquête du scandale du Pacifique fut faite par des juges, l'opposition d'alors n'a jamais dit qu'on rabaisserait les juges, elle a dit que l'enquête devrait être faite par le Parlement—2872 ; l'opposition de lord Churchill à la nomination de juges pour l'enquête Parnell, fut inutile, lord Salisbury passa outre, en dépit des passions politiques d'alors, les juges s'acquittèrent de leur tâche d'une telle façon que leur attitude fut au-dessus de toute critique—2872 ; il n'en fut pas de même pour l'enquête Gamey, les mécontents attaquèrent

PRATIQUE DU DROIT PAR MINISTRES  
ET SOUS-MINISTRES—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

les juges, mais cela ne prouve rien contre la justesse de leur nomination—2873 ; au Canada, les Communes ont été jusqu'à se dessaisir de la juridiction en matière politique pour la confier aux juges—2873 ; personne ne voudrait revenir à l'ancienne méthode—2873 ; rien n'autorise M. Lennox à dire que ce gouvernement a rabaisé la magistrature—2873.

M. Lennox—Est prêt à comparer sa réputation d'avocat à celle de M. Aylesworth—2874 ; présente cette résolution à cause du grand respect qu'il a pour la magistrature—2874.

M. R. L. Borden—Reproche qu'on oblige les fonctionnaires à consacrer tout leur temps aux affaires de leur charge et pas les ministres—2875 ; le cas des avocats est le seul qui occupe actuellement la Chambre—2876 ; la résolution du ministre de la justice est trop générale—2876 ; les observations relatives à M. Newcombe sont incompatibles avec l'amendement du ministre de la justice—2875 ; l'amendement laisse tout ministre libre de pratiquer comme avocat—2875.

Hon. Fielding—Si on applique aux ministres fédéraux la règle qu'ils devront renoncer à leur profession antérieure, il devra en être de même des ministres provinciaux, le principe est le même—2876 ; nos ministres ne reçoivent qu'un traitement insignifiant comparé à celui que reçoivent les ministres dans la mère patrie—2876 ; si M. Haldane a interrompu son plaidoyer du jour au lendemain comme le dit M. Stockton, c'est qu'il était nommé à un portefeuille de £5,000—2876 ; les conditions sont différentes dans les deux pays—2877 ; la grande dicérence du traitement rend toute comparaison boiteuse—2877.

Amendement Fitzpatrick mis aux voix—2877.

Adopté par 89 pour, 54 contre—2878.

Hon. Aylesworth—Le débat ayant porté sur sa position personnelle, n'a pas voté—2879.

## M. W. T. R. PRESTON.

M. Monk—Sur motion des subsides, M. Monk propose que " vu la preuve devant le comité des comptes publics, M. W. T. R. Preston ne devrait plus être employé comme inspecteur d'immigration "—7062 ; M. Preston n'a pas impressionné favorablement M. Monk devant le comité—7063 ; a appelé M. Barker " mon bon monsieur "—7063 ; a encouragé d'une façon clandestine l'immigration des ouvriers—7063 ; déclaration Preston 22 mai—7064 ; lettres de Preston à Ennis—7064 à 7067 ; protestation du congrès du travail à Brockville, sept. 1903—7067 ; télégramme Laurier—7068 ; le bureau Leopold—7068 ; circulaire Preston, 4 janvier 1904—7068 ; le bureau du " Farmer's Auxiliary "—7069 ; relations prouvées entre Preston et Leopold—7070 ; déposition Preston prouvant participation au fonctionnement du bureau de place-

M. W. T. R. PRESTON—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

ment de Leopold—7072; M. Preston a manqué à ses devoirs d'inspecteur en promettant le secret à la North Atlantic Trading Company—7073; trois individus fonctionnaires de l'Etat, Preston, Smart et Griffith connaissent les noms des directeurs de la North Atlantic Trading Company et les représentants du peuple ne peuvent pas les connaître—7075; Preston a assumé la responsabilité de promettre le secret—7075; depuis que ce traité a été passé M. Preston n'a absolument rien fait pour l'inspection des immigrants arrivant au Canada—7075; il aurait dû vérifier les comptes et les états, il ne l'a pas fait—7076; il n'y a pas de preuve que la compagnie ait rempli son traité—7078; elle prétend que l'avis d'annulation donné n'est pas celui auquel son contrat lui donne droit—7078; il faut avoir au poste d'inspecteur un homme détaché des liens du passé avec la compagnie—7078; les relations de Preston avec Jury et Griffiths—7078; le gendre de Preston avocat de la North Atlantic Trading Company—7080; propose motion de non-confiance—7080.

Hon. Oliver—Lamentable fiasco d'une bruyante campagne—7082; on demande simplement qu'on donne une autre place à M. Preston—7081; le Gouvernement admet être tenu de faire une enquête—7082; ce n'est pas un crime de s'appeler Lazarus—7082; en quoi les relations avec Lazarus peuvent-elles être une attaque contre les institutions ouvrières du Canada—7083; le vol de lettres—7085: le Gouvernement n'a pas l'intention de destituer un employé de but en blanc pour simple acte d'insubordination—7086; M. Preston a rendu d'immenses services aux ouvriers du Canada en contribuant à peupler l'ouest—7086; jamais pour aucune compagnie avec laquelle le Gouvernement traite on n'a songé à demander le nom des factionnaires—7087; la politique du Gouvernement est de consacrer les deniers publics au recrutement des ouvriers agricoles—7088; les demandes de la main-d'œuvre en Canada—7088; lettres de l'association des manufacturiers—7088; réponse de M. Smart énonçant la politique du Gouvernement—7089; si M. Preston est resté dans les limites prescrites par la raison et par la décence, il sera traité en conséquence—7089.

M. A. C. Macdonell—Le public demande un changement radical dans le bureau d'immigration à Londres—7090; résolution Bennett en 1899—7090; résolutions ouvrières contre importation ouvriers étrangers—7091; passé de M. Preston, les dépêches électorales—7093; l'affaire Cook—Preston—7094; la littérature distribuée par Leopold—7094; les envois d'ouvriers de Leopold—7096; correspondance de Jury—Preston—7097; l'avis de motion de M. R. Smith au sujet des fausses données propres à encourager l'émigration d'ouvriers en Canada—7098; si la loi du Canada doit rester sans effet, il est inutile de demander à la Grande-Bretagne d'en passer une semblable—7098; si l'application de cette loi est laissée à M. Preston on peut juger ce qu'il en fera—7099.

M. W. T. R. PRESTON—*Suite.*

M. H. Guthrie—N'approuve pas conduite de M. Preston—7099; devant promesse d'enquête votera contre motion Monk—7100.

M. R. L. Borden—Le scandale dure depuis quinze mois et le Gouvernement n'a pas fait un pas pour y remédier—7100; le cas du Dr Bell auquel une position est refusée parce qu'il ne pouvait pas faire marcher son personnel—7101; les lettres volées suffisent pour établir les relations de Preston et du bureau Leopold—7102; il importe peu qu'elles aient été volées ou non—7102; pourquoi le ministre n'a-t-il pas avisé avant la session, n'a-t-il pas envoyé un commissaire en Angleterre—7104; la vigilance de l'opposition a fait voir au public l'état d'indiscipline du ministère de l'intérieur—7105; le ministre n'a pas droit au délai qu'il demande quand ses employés s'accusent ouvertement de vol et d'escroquerie—7106.

M. A. Verville—Regrette présentation de cette motion quand les associations ouvrières s'occupent de la question—7106; sait qu'elle sera rejetée et espère que ce renvoi n'autorisera pas le Gouvernement à maintenir Preston—7106; demande le renvoi de Preston—7107; ne veut pas qu'il soit renvoyé sans enquête—7107.

M. E. Bristol—A reçu résolutions ouvrières contre maintien Preston—7107; aucune association ne demande que le renvoi soit retardé—7107.

M. A. Johnston—Les renseignements de l'Association des manufacturiers sont faux—7108; il faut faire justice des actes de cette association qui sollicite l'envoi d'ouvriers—7109; les demandes de l'industrie colportées par l'association des manufacturiers—7110; le Gouvernement a refusé de se prêter à cette campagne—7110; l'attitude du Gouvernement doit être appréciée—7110; la lettre de M. Smart au secrétaire de l'Association—7112.

M. Bergeron—Preston a été nommé inspecteur d'immigration parce qu'il avait été mêlé à tous les scandales électoraux d'Ontario—7114; nous avons vu un simple fonctionnaire courber tout le pays sous sa volonté—7114; M. Preston a envoyé non seulement des ouvriers, mais tout ce qu'il a pu trouver—7115; les immigrants passés par le comté de Beauharnois—7115; M. Preston et les impressions—7115; le ministre de l'intérieur est honnête homme; il sait que Preston ne l'est pas—7115; personne n'ose toucher à Preston—7116; si cette motion venait d'un membre du Gouvernement, tout le monde l'accepterait—7116; le Gouvernement ne restera pas longtemps au pouvoir s'il garde Preston à son service—7116.

M. Campbell—M. Preston n'est pas aimé parce qu'on l'a redouté comme politicien—7116; quel crime d'avoir appelé un député "mon bon monsieur"—7116; pendant dix-huit ans les bleus ont dépensé des millions et n'ont pas fait d'immigration—7118; il ne s'est fait d'immigration que depuis que Preston est en Angleterre—7118.

M. W. T. R. PRESTON—*Suite.*

M. S. Hughes—Les immigrants anglais viennent ici parce que les Canadiens ont été se battre en Afrique—7120.

Vote pris sur motion Monk—7120.

Rejetée: 39 pour, 89 contre—7121.

#### TERRES PUBLIQUES DU CANADA.

M. Roche (Marquette)—Donne avis que présentera une motion au sujet de la politique du gouvernement dans la concession des terres publiques de l'ouest—920.

M. Roche—Propose motion disant : que les terres publiques de l'ouest devraient être ouvertes le plus tôt possible à la colonisation, que les compagnies de chemins de fer devraient faire sélection des terres concédées avant 1er novembre 1906, que les terres devraient être réservées aux colons de bonne foi, que le gouvernement devrait prendre des mesures pour appliquer les recommandations de cette motion—922; les compagnies ont encore à choisir 2,500,000 acres—922; le gouvernement ne peut pas vendre les sections impaires sur une lisière de terrain de onze à douze millions d'acres tant que les compagnies n'ont pas fait leur choix—922; autrefois cette situation ne créait pas d'embarras—923; plus les compagnies retardent, plus les sections impaires prennent de valeur—923; aussitôt les terres prises par les compagnies, elles sont sujettes aux taxes municipales—923; le Pacifique-Canadien a promis de ne pas vendre de lots de grande superficie à des spéculateurs—924; le gouvernement devrait imiter cet exemple quand les sections impaires seront livrées à colonisation—924; les ventes de la compagnie du chemin de fer du Nord et du chemin de fer Qu'Appelle, Lac-Long et Saskatchewan à la compagnie des terres de la vallée de la Saskatchewan—924; brochure de la compagnie sur la valeur des terres—925, 926; le gouvernement a fait preuve de négligence en ne choisissant pas ses 400,000 acres de garantie—927; les gouvernements ont bien fait dans le passé de se montrer généreux envers les compagnies de chemin de fer—928; on a eu tort cependant d'agrandir les réserves—928; l'Etat a concédé 56 millions d'acres à des compagnies de chemin de fer—929; le Pacifique a revendu à l'Etat, 7 millions d'acres—929; les compagnies ont gagné 30 millions d'acres, sur les 19 millions restant, 13 millions sont revenus à l'Etat par déchéance, il reste 6 millions à donner pour chemins de fer non construits—929; le ministre de l'intérieur a forcé les compagnies de chemin de fer à faire leur choix, mais il a accordé 28 mois à la compagnie des terres de la vallée de la Saskatchewan—929; le ministre de l'intérieur a promis, il y a trois ans de mettre en vente les sections impaires, ceci n'est pas encore fait—930; le prix de \$12 l'acre demandé pour les terres de la vallée de la Saskatchewan est abusif—930; soumet résolution—931.

M. F. L. Schaffner—Appuie motion—931; motion veut mettre un terme aux spéculations, dont les colons sont victimes—931; les libéraux ont combattu le Pacifique Canadien, les conservateurs n'ont

#### TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*

M. Schaffner—*Suite.*

jamais combattu l'idée du Grand-Tronc-Pacifique—932; Jim Hill construit des chemins de fer sans demander de subvention—932; Jim Hill veut atteindre la baie d'Hudson—933; demande qu'on ne songe pas seulement au Saint-Laurent mais qu'on songe à la baie d'Hudson—933; la population de l'ouest croit qu'on met du mauvais vouloir à étudier les facilités de la baie d'Hudson—933; on intervient dans les desseins de la Providence quand on veut empêcher d'établir un débouché par la baie d'Hudson—933; M. Watson maintenant sénateur demandait qu'on forçât le Pacifique Canadien à fournir un état de toutes les terres vendues, même à des spéculateurs pour forcer à payer les taxes, cette idée devrait être reprise—934; les libéraux ont dans leurs journaux la politique de la terre aux colons, mais ils ne la mettent pas en pratique—935; l'ouest ne s'inquiète pas d'où viennent les colons—935; tous les immigrants honnêtes sont les bienvenus—936.

M. J. G. Turriff—En réalité, c'est le Gouvernement actuel qui a obligé les compagnies de chemin de fer à faire le choix des terres concédées—936; la compagnie de chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan a refusé les terres qui lui étaient concédées, elle a offert au Gouvernement de les lui revendre pour \$1.25 l'acre—936; si le Gouvernement a vendu 250,000 acres à la compagnie des terres de la Vallée de Saskatchewan à \$1 l'acre, la compagnie de chemin de fer ayant M. Osler, député conservateur de Toronto-ouest, en a vendu en même temps, à la compagnie 400,000 acres à \$1.52 l'acre sans condition de colonisation—937; sur les terres vendues par le Gouvernement la compagnie doit placer 32 colons par canton—937; depuis ce temps la valeur des terres a augmenté à cause des travaux faits—938; les conservateurs ont autrefois créé vingt-six compagnies de colonisation auxquelles ils ont donné les meilleures terres—938; elles n'ont jamais amené autant de colons que la compagnie de la Saskatchewan en a amenés depuis 1902—939; mode d'opérer de la compagnie pour la colonisation—939; d'ici trois ou quatre ans, il y aura encore dans la prairie tous les homesteads requis; après cela, il y aura encore les terres incultes ou broussailleuses—940; les terres ont été concédées à la compagnie actuelle parce que personne ne voulait s'y établir—940; le Gouvernement fédéral se rend compte de l'utilité du chemin de fer de la baie d'Hudson et saura le construire—941; ne votera pas pour la motion, s'en rapporte au Gouvernement pour prendre les mesures requises—941.

M. R. S. Lake—L'hon. W. Scott a promis que le gouvernement fédéral construirait le chemin de fer de la Baie-d'Hudson—941; autrefois, l'hon. M. Oliver était en faveur de la construction par les Territoires et par le Manitoba—942; l'hon. W. Scott a annoncé que sir W. Laurier avait

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*M. Lake—*Suite.*

l'intention d'abolir l'exemption de taxes du Pacifique Canadien—942; c'est le gouvernement conservateur qui a promis d'accorder des terres à la Compagnie de chemin de fer de la Baie-d'Hudson—942; origine de la dissémination des établissements au Nord-Ouest—943; on ne doit plus réserver de sections impaires dont l'existence double les charges des colons—944; il reste encore 12 millions d'acres disponibles en biens de famille et en deux ans, ce sera épuisé—944; il n'y a qu'une minime partie de l'ouest impropre à la colonisation—944; l'établissement sur les terres en dehors des chemins de fer s'effectuera plus tard—945; quand les homesteads seront pris, l'élevation factice du prix des terres par les compagnies de spéculation enrayera l'immigration—945; le Gouvernement devrait augmenter le personnel des bureaux pour hâter l'émission des titres aux compagnies—946; le Gouvernement devrait s'assurer de la rapidité avec laquelle la Compagnie de la Saskatchewan gagne ses terres conformément à son contrat pour l'obliger à prendre sans délai celles auxquelles elle a droit—946; désire savoir quelle partie de la motion M. Turriff approuve et laquelle il désapprouve ?—946.

Hon. Oliver—Après vingt-cinq ans de divergence d'opinion, il y a enfin entente quant à l'administration des terres domaniales—947; le parti conservateur, si on en juge par cette motion, se rallie au principe de "la terre aux colons"—967; la politique des conservateurs autrefois indiquée par l'amendement White à motion Charlton, en 1880—947; l'adoption de cet amendement White par un vote de 129 à 40 et l'application du principe qu'elle contient a été un désastre pour le Nord-Ouest—948; dans les dernières élections du Nord-Ouest, les conservateurs n'étaient pas convertis encore—948; ils avaient honte et se présentaient sous de fausses couleurs et sous un faux nom—948; l'hon. M. Haultain a déclaré que son principe est de vendre la terre au plus offrant, quel qu'il soit—949; dans une brochure, il parle de vendre 6,000,000 d'acres domaniales—950; les conservateurs donneraient une meilleure preuve de leur sincérité en faveur du système que suit le Gouvernement s'ils ne cherchaient pas à le blâmer et à provoquer sa déchéance—951; pendant quinze années de régime conservateur, le Pacifique Canadien ne s'est pas fait délivrer de titres pour un seul des 25 millions d'acres de terres qui lui avaient été accordés—952; le parti conservateur a virtuellement prolongé de vingt à trente années l'exemption accordée au Pacifique Canadien—952; si les conservateurs fussent restés au pouvoir, elle eût duré à perpétuité—952; raisons pour lesquelles 1,750,000 acres revenant aux compagnies de chemin de fer ne sont pas encore choisis—953; ces arrangements ont été faits par les conservateurs—953; la question de la Compagnie de chemin de fer de la Baie-d'Hudson devra être

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

régulée sur des bases nouvelles par le Gouvernement—954; le Gouvernement a été fidèle au principe de la possession de la terre par le colon et entend suivre la même politique à l'avenir—954.

M. Ames—Le chemin de fer du Pacifique refusait d'abord de construire la ligne et n'accepta qu'après une deuxième offre—954; le ministre n'a pas prouvé qu'il était impossible d'ordonner la désignation des 1,750,000 acres restant—954; quand bien même il resterait ce montant de terres à désigner ce n'est pas une raison pour soustraire à la colonisation 13 millions d'acres de sections impaires—955; tous les retards bénéficient aux compagnies—955; les terres qui en 1900 valaient \$3.04 l'acre, valaient en janvier dernier, \$5.63 l'acre—956; le gouvernement garde beaucoup plus de terres qu'il n'en a besoin sous prétexte de garantie—956; il y a 13 millions d'acres réservés pour les compagnies ayant des subventions à gagner—956; ces subventions sont passées des mains des compagnies de chemin de fer aux compagnies de spéculation de terres—956; les prospectus des compagnies, citations,—957; le mode d'opérer permet aux compagnies de s'enrichir sans risquer un sou—958; si le Pacifique-Canadien n'a pas pris ses terres plus vite, c'est parce qu'elles n'étaient pas arpentées—958; le moment arrive où il n'y aura plus de terres à distribuer gratuitement dans le Nord-Ouest canadien—959; il faut étudier le moyen de libérer les 13 millions d'acres tenus en réserve—959; tant que le gouvernement aura en réserve ces terres, il sera exposé à la tentation de les donner à des spéculateurs amis—960; les compagnies de chemin de fer dont les subventions seraient acquises en terrains qui ne leur conviendraient pas sont tentées de demander des changements pour ces bonnes terres—960; le gouvernement quand il livrera au colon les sections impaires devra soumettre au parlement un projet de loi pour qu'elles soient directement concédées au colon—960.

M. W. E. Knowles—Les conservateurs font l'apologie des lois qu'ils ont promulguées quand ils étaient au pouvoir—961; lors de la vente, les terres de la compagnie de la Vallée de la Saskatchewan étaient désolées, on les appelait "la grande plaine de sel"—962; pas un être vivant ne voulait s'y établir—962; le gouvernement a fait une excellente affaire en les vendant \$1 l'acre—962; s'il est une chose dont le gouvernement actuel puisse être fier c'est de son administration du domaine public de l'ouest—962; le gouvernement devrait être félicité si grâce à sa politique les terrains ont pris toute la plus-value dont on parle—963; la valeur que les spéculateurs mettent sur leurs terrains ne peut pas être prise comme article de foi—963; se réjouit du jour où il n'y aura plus de homesteads à donner gratuitement, alors toutes les bonnes terres seront prises par de bons colons—964; l'opposition voudrait voir plus de homesteads que de colons, comme cela

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*M. Knowles—*Suite.*

était en 1890 quand personne ne voulait des homesteads—964 ; le gouvernement libéral a rompu avec la politique néfaste des subventions en terres aux chemins de fer qui a tenu en échec tout l'ouest—964 ; M. Roche veut se ranger du côté du gouvernement dont il apprécie la politique pour avoir sa part de succès—964 ; dans quelques années le Nord-Ouest élira une députation entièrement libérale—964.

M. R. L. Borden—Signale une erreur dit procès-verbal—1006 ; l'ajournement du débat était irrégulier, la Chambre s'étant ensuite formée en subsides, la motion tombait—1006 ; il faudra remettre les choses en l'état et passer de nouveau les subsides adoptés à cette séance—1006.

Sir W. Laurier—Consent—1006.

M. T. Greenway—Les pires erreurs ont été commises lors des premières organisations de la province du Manitoba—1051 ; la province est trop petite, c'est un timbre-poste sur la carte du Canada—1051 ; l'exiguïté est encore accentuée par la politique d'accorder d'immenses concessions de terres aux chemins de fer—1052 ; quarante-deux mille cultivateurs du Manitoba, sur quatre millions d'acres en culture ont produit 115,863,361 boisseaux de blé—1052 ; sans l'ancienne politique conservatrice, le Manitoba eût rendu cinq fois plus—1052 ; fera toujours tout en son pouvoir pour appuyer une proposition d'où qu'elle vienne, propre à servir les intérêts de la population de l'ouest—1052 ; l'objet de la motion de M. Roche est de jeter du discrédit sur les opérations de la compagnie des terres de la Vallée de Saskatchewan—1054 ; les terres prises par cette compagnie étaient considérées comme impropres à la culture—1053 ; si le Gouvernement a conclu avec la compagnie un marché dont le résultat a été d'amener des immigrants au pays, ne doit-on pas lui en donner crédit—1054 ; le long du chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long, il n'y avait pas un seul homestead pris avant la formation de la compagnie des terres—1055 ; maintenant il y a partout des villages florissants—1055 ; mode d'opération de la compagnie et son succès—1056 ; les conservateurs se plaignent qu'il n'y a plus de terres disponibles, s'ils fussent restés au pouvoir, on n'aurait sûrement pas eu à formuler cette plainte—1056 ; la dernière année de l'administration conservatrice fut la plus triste de toutes—1057 ; les progrès actuels de l'immigration—1057 ; le gouvernement conservateur du Manitoba a fait justement ce qu'on reproche au gouvernement fédéral—1058 ; les terres de l'ouest sont le meilleur placement qui existe sous le soleil, voilà pourquoi tout le monde veut en avoir—1059 ; la réserve des lots impairs, la diminution des dimensions des homesteads, toutes lois conservatrices qu'ont contribué à peupler le Dakota de Canadiens—1060 ; expérience personnelle—1060 ; les vingt-cinq compagnies conservatrices créées en 1860—1060 ; aucune compagnie n'a fait autant que celle de la Saskatche-

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*M. Greenway—*Suite.*

wan—1061 ; où étaient les conservateurs en 1881, quand sir John Macdonald mit les fers au Manitoba avec le contrat du Pacifique Canadien ?—1061 ; le chemin de la baie d'Hudson devrait être construit sans frais pour la province de Manitoba—1062 ; la ligne pourrait être construite avec le produit de la vente de la moitié des terres concédées—1062 ; le Gouverneur général a parlé du Canada comme étant une nation—1063 ; comment le Canada serait-il une nation sans le Nord-Ouest ?—1063.

Hon. G. Foster—M. Greenway confond la cause avec l'effet—1064 ; les libéraux doutent de la sincérité des conservateurs en présentant la motion Roche—1064 ; est-il politique d'écarter ceux-ci s'ils sont ralliés aux idées libérales ?—1064 ; on proclame comme devise libérale " la terre aux colons " et on donne aux conservateurs comme devise : " la terre aux spéculateurs "—1064 ; il est faux que la résolution soit dirigée contre la Compagnie des terres de la Saskatchewan—1064 ; que Dieu ait pitié de nous si la colonisation du Nord-Ouest n'a pas d'agent plus bienfaisant que cette compagnie—1065 ; de 1871 à 1880, il n'y avait pas la moindre divergence d'opinion sur les moyens de colonisation à prendre—1065 ; la loi de 1871 pour le Pacifique Canadien reposait sur trois principes : pas d'augmentation d'impôt ; subvention en argent aux constructeurs ; paiement de la construction par les terres le long de la ligne—1065 ; ces principes subsistèrent dans la loi de 1874 du gouvernement Mackenzie—1066 ; en 1879, il y eut encore accord sur le double principe des subventions en argent et en terre—1066 ; les constructeurs de tout temps devaient avoir le droit de disposer d'une partie des terres qui leur revenaient à leur gré—1066 ; pensait-on qu'ils ne vendraient leurs terres rien qu'à des colons ?—1066 ; la Compagnie de la Saskatchewan a acheté les terres à \$1 et les revend à \$7, si le Gouvernement avait été conséquent avec sa politique, il aurait lui-même vendu la terre aux colons de \$1 à \$3—1067 ; le changement des terres arides en terres fertiles ne s'est pas fait par la magie—1068 ; comment n'avait-on pas soupçonné l'existence des richesses—1068 ; il y a eu pré-méditation—1068 ; la Compagnie de la Saskatchewan a vendu plus d'un million d'acres des terres qu'elle possède à des colons ou à des spéculateurs—1069 ; tant que les libéraux étaient au pouvoir au Manitoba, les colons n'y allaient pas, maintenant que les conservateurs y dirigent les affaires, les colons y vont à foison—1070 ; l'ouest ne se remplira normalement de colons que lorsque les Etats-Unis ne pourront plus en recevoir—1070 ; se figure-t-on que si le gouvernement libéral avait été battu en 1900, et que le parti conservateur fût monté au pouvoir, le pays aurait fait moins de progrès dans ces dernières années—1070 ; le parti conservateur n'a jamais désespéré du Nord-Ouest—1071 ; l'hon.

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*Hon. Foster—*Suite.*

G. W. Ross a admis qu'il s'était trompé dans sa lutte contre le parti conservateur—1071; de nouvelles faveurs ont été accordées à la Compagnie des terres de la Saskatchewan, extension de temps et de territoire, la Chambre a le droit de savoir pourquoi ces concessions ont été faites—1072; le ministre de l'intérieur a promis, il y a trois ans, de libérer cinquante millions d'acres de terres et rien n'a été fait—1074; il est absurde de conserver 13 millions d'acres pour garantir le choix de 1,750,000 acres—1074; le Gouvernement a vendu en 1902 les terres pour \$1 l'acre parce que, il a été importuné, sollicité par ses amis—1074; le député d'Assiniboine-est serait-il aussi fortuné qu'il l'est aujourd'hui, si ce n'était des spéculateurs?—1074; on accuse le Gouvernement du Manitoba d'avoir vendu des terres à ses amis, mais M. Adamson, de la Compagnie de la Saskatchewan, n'était-il pas beau-frère du commissaire du département de l'intérieur, M. Turriff—1075.

M. Turriff—N'a jamais eu d'entretien avec son beau-frère au sujet des terres, ni avec le colonel Davidson—1076.

Hon. Foster—Le fait établi est que l'Etat n'a reçu que \$1 par acre de terres qui par suite de transactions successives ont atteint un prix élevé—1076; pourquoi le ministre de l'intérieur sommeillait-il quand se préparait cette opération—1078; les participants de l'affaire des terres de la Saskatchewan, ne sont pas gens à débours \$250,000 pour un terrain où rien ne pousse—1078; M. Greenway blâme le gouvernement Roblin d'avoir vendu à meilleur marché des terres qu'il voulait vendre \$3 l'acre, mais il ne blâme pas le Gouvernement qui a vendu \$1 les meilleures terres de l'ouest—1078. Le gouvernement n'a même pas exigé de l'argent comptant, mais a accepté des scrips achetés à bas prix—1078; la vente à la compagnie des terres de la Saskatchewan cache la transaction la plus éhontée qui se puisse concevoir—1079; lorsque les compagnies se fondèrent il y a 20 ans pour coloniser le Nord-Ouest, elles étaient de bonne foi—1079; examen des conditions imposées à la compagnie des terres de la Saskatchewan—1082; toutes les faveurs accordées pèsent sur le colon—1082; être entre les mains de grandes compagnies est un danger pour le gouvernement—1084; ce que sir W. Laurier a dû faire pour le Grand-Tronc-Pacifique—1084; l'opposition veut donner de la fermeté au gouvernement ou l'empêcher d'avoir de nouveaux moments de faiblesse—1085; comment se manifeste l'affection du gouvernement pour les métis—1086; le gouvernement reste inactif quand s'épuisent le domaine et le nombre des concessions gratuites disponibles—1087; le Canada n'est plus obligé d'aller mendier, le chapeau à la main pour engager les colons—1087; ce n'est pas le grand nombre des colons qui fait un pays—1088; le pays se réjouit quand les colons qui viennent sont des colons du nord—1088.

Sir Wilfrid Laurier—Le discours de l'hon. M. Foster remonte au déluge mais ne

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

traite pas de la question en discussion—1088; il a insulté les députés, M. Adamson avait aussi bien le droit de faire partie de la compagnie des terres de la Saskatchewan que M. Osler de celle du Qu'Appelle-Lac-Long—1089; si M. Roche était sincère dans sa motion, il a pris un singulier moyen de faire adopter sa politique en blâmant le gouvernement—1089; on insinue que le Gouvernement a illégalement favorisé des spéculateurs et dans ces conditions la résolution est inacceptable—1089; la résolution elle-même contient toute la politique du gouvernement—1090; cette résolution est la répudiation de la politique conservatrice—1090; c'est le gouvernement conservateur qui a empêché les colons de s'établir sur les sections impaires—1090; ce régime a duré vingt ans pour l'avantage des compagnies de chemin de fer et on nous demande d'y mettre fin d'un trait de plume—1091; il est toujours facile de faire le mal, mais ça prend du temps pour le défaire—1092; dans quelques jours peut-être toutes les concessions aux chemins de fer seront réglées, mais le gouvernement ne cessera pas ses efforts avant que tout soit définitivement éteint—1092; les conservateurs qui ont subventionné 25 compagnies de colonisation sont offensés que le gouvernement en ait subventionné une—1092; pleurez sur vos propres péchés, filles d'Israël—1092; l'objet de la motion Roche, n'était pas d'énoncer une politique mais de permettre une attaque sur la compagnie des terres de la Saskatchewan—1093; les terres ne se sont pas vendues en cachette à \$1 l'acre, la Chambre l'a su immédiatement et n'a rien dit—1093; la valeur a augmenté, mais en 1902 les terres arides ne valaient pas plus d'un dollar l'acre—1094; M. Osler a vendu des terres analogues de la Qu'Appelle-Lac-Long, à la même époque, pour \$1.50 l'acre, sans condition—1094; personne ne voulait de ces terres avant qu'elles fussent vendues à la compagnie—1094; le Gouvernement a vendu ses terres à la même compagnie qui a acheté des terres du chemin de fer de M. Osler, il a vendu 50 cents de moins l'acre, en imposant la condition que la terre serait vendue aux colons—1095; le Col. Davidson a fait venir du Montana des colons habitués à la culture des terres arides—1095; c'est la demande créée par les travaux faits qui a élevé les prix, la terre est toujours la même—1095; les conservateurs voudraient bien faire surgir un scandale comme ceux de leur beau temps—1096; la compagnie de chemin de fer voulait poursuivre le Gouvernement pour s'exempter de prendre les terres, comment peut-on blâmer le Gouvernement de les avoir vendues \$1 l'acre—1096; c'est un scandale qui se dissipera dans l'air comme les bulles de savon—1096; la question de faveurs accordées et de leur légitimité peut être discutée plus tard—1096; personne n'attache plus d'importance que le premier ministre du Canada à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson—1096; il est faux de dire que si ce chemin de fer n'est pas construit, c'est à cause des préjugés de

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

l'est du Canada—1096 ; prêt à accompagner M. Lake et à déclarer à Montréal que le Canada n'est pas limité à la vallée du Saint-Laurent—1906 ; espère vivre assez vieux pour voir le terminus du chemin de fer de la baie d'Hudson à Fort Churchill—1097 ; un jour viendra où les rives de la baie d'Hudson seront bordées d'industries, comme les bords de la Norvège—1097 ; aurait accepté la motion si elle eût été dénuée d'insinuations—1097 ; dans les conditions présentes demande à ses amis de la rejeter purement et simplement—1097.

M. R. L. Borden—Le Gouvernement se trouve insulté par une motion blâmant les spéculateurs et il accuse l'opposition d'être formée d'amis des spéculateurs—1097 ; sir W. Laurier et les motions de non-confiance, en 1895—1098 ; c'est le ministre de l'intérieur qui a amené sur le tapis la question de l'immigration—1098 ; de quoi le Gouvernement se prétend-il insulté ?—1098 ; dès que l'on parle de relations de parenté le premier ministre est d'une sensibilité excessive—1099 ; l'opposition est aussi sincère dans ses déclarations que les libéraux l'ont toujours été dans leurs promesses de réformes—1100 ; en 1876 ; sir Wilfrid Laurier était membre d'un gouvernement qui sanctionnait l'existence des sections impaires—1100 ; personne n'a critiqué en 1902 la transaction avec la compagnie de Saskatchewan parce que personne n'y connaissait rien—1100 ; pourquoi n'a-t-on pas exploré et fait évaluer ces terres—1101 ; le Col. Davidson a bien trouvé le temps et le moyen de s'informer de la valeur de ces terres et notre Gouvernement n'en a rien fait—1101 ; le cas de M. Adamson—1102 ; les statistiques auraient dû indiquer que les terres en 1902, valaient plus d'un dollar l'acre—1102 ; demande une enquête sur accusations de la " Tribune ", de Winnipeg—1103 ; le ministre de l'intérieur a dit que M. Haultain s'était prononcé en faveur de la vente de plusieurs millions d'acres de terre—1104 ; paroles de M. Haultain—1105 ; objection soulevée contre la motion Roche, provenant des embarras litigieux est sans valeur—1106 ; le premier ministre vient de dire que le litige pouvait être réglé avant quelques jours—1106 ; rien n'empêche les deux côtés d'accepter la motion, elle réprovoque les spéculations qui ont pu se produire dans le passé, mais qui se sont sûrement produites dans le cas cité—1107.

Hon. Oliver—Discute les contrats—1107 ; le Gouvernement ne peut imposer la sélection avant l'expiration de 20 ans—1107 ; texte contrat—1108 ; Gouvernement négocie pour obtenir consentement mutuel—1108 ; lit discours Haultain—1109 ; lit brochure conservatrice des élections de M. Haultain—1110 ; lit documents électoraux—1112 ; lit profession de foi Dunlop—1112 ; il résulte de ces documents que les conservateurs ont été et sont toujours prêts à vendre les terres et à

TERRES PUBLIQUES DU CANADA—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

accepter l'argent d'où qu'il vienne, même des spéculateurs—1112 ; les larmes des conservateurs sur le sort des colons sont des larmes de crocodiles—1112.

M. R. L. Borden—L'Etat peut renoncer au privilège de différer le choix des terras—1113.

M. Bourassa—Le principe est admis des deux côtés que l'Etat doit vendre aux colons eux-mêmes les terres de l'Etat sans intervention de spéculateurs—1114 ; croit qu'on a fait fausse route dans le passé—1114 ; se trouve justifié d'appuyer la motion par ce qui s'est passé dans la vente des terres à la Compagnie de la Saskatchewan—1114 ; un parti au pouvoir ne peut pas toujours appliquer les principes professés dans l'opposition—1114 ; a mis lui-même de côté des doctrines soutenues naguère—1114 ; cependant reste fidèle à certaines doctrines préconisées dans la lutte contre les conservateurs—1114 ; ne considère pas une justification que le parti conservateur en ait fait autant—1115.

Motion Roche mise aux voix et rejetée : pour 58 ; contre 111—1116.

## PHILIPPE WAGNER.

M. Geo. Fowler—Sur motion pour se former en subsides, propose motion de censure contre Gouvernement relativement à Philippe Wagner, interprète galicien—5706 ; demandant destitution ou enquête—5707 ; entrée de Wagner au service en 1899—5709 ; première difficulté, affaire Warenka—5709 ; correspondance Keyes-Allan et Keyes-Wagner—5710 ; résolution de l'association libérale d'Edmonton et lettre Oliver, 1901—5710 ; correspondance Pedley et Obed Smith—5711 ; lettre de l'abbé Olszewski, missionnaire galicien, se plaignant de Wagner—5713 ; correspondance du ministre de la justice et du département de l'intérieur au sujet de Wagner—5714 ; lettre de M. Oliver à Turriff au sujet des transactions de terres de Wagner pour Galiciens—5715 ; lettre Power, sous-ministre de la justice, au département de l'intérieur—5716 ; questions posées en Chambre et réponses de l'hon. Oliver—5716 ; les salaires et les appointements de M. Wagner—5717 ; affaire Hretzko Aronetz—5719 ; affaire Morawetz—5720 ; Wagner congédié, remplacé par l'hon. Oliver—5721 ; discours de M. Oliver à Edmonton, 6 novembre 1905—5721 ; plainte adressée au département par M. Griesbach au sujet de la conduite de Wagner en élection—5723 ; affidavits au sujet de son intervention—5723 ; les déclarations ministérielles au sujet de l'intervention des employés—5724.

Hon. F. Oliver—Personne ne pouvait trouver plus de charme à une vilaine besogne que M. Fowler—5725 ; on attaque un citoyen qui ne peut se défendre—5725 ; les conservateurs se complaisent à traiter impunément d'escrocs des gens qui valent mieux qu'eux—5725 ; Wagner a été nommé contre son propre gré, à la demande de ses concitoyens—5726 ; il a été coupable et il a

PHILIPPE WAGNER—*Suite.*Hon. Oliver—*Suite.*

été puni, il a purgé sa peine—5726; Wagner a été victime de persécutions politiques—5726; Wagner est le meilleur interprète qui existe dans l'Ouest—5726; depuis qu'il a purgé sa condamnation les tribunaux l'ont repris comme interprète—5726; si Wagner n'eût pas été libéral, on n'eût jamais entendu parler de lui dans cette enceinte—5727; le missionnaire qui se plaint de Wagner et qui s'intitule évêque n'est pas du tout un évêque—5727; celui qui se plaint de l'intervention politique de Wagner est un candidat conservateur battu—5728; M. Griesbach n'ose pas porter la plainte lui-même, il n'a pas même osé réclamer le siège—5728; s'il avait eu confiance dans ses affidavits, il aurait dû réclamer le siège—5728; ces accusations sont portées dans un but de persécution et ne font pas honneur à ceux qui s'y livrent—5730.

Hon. G. E. Foster—Cas identique à Nixon, discuté l'année dernière—5730; l'opposition ne se laissera pas arrêter par de prétendus égards parlementaires et sociaux qu'on oppose à toute demande de condamnation ou d'enquête—5730; on n'a pas le droit de dire que la conduite de M. Fowler est méprisante—5731; le ministre de l'intérieur a violé toutes les règles relatives à l'intervention des employés dans la politique—5731; le premier ministre a été le premier à censurer le journaliste qu'on reproche d'avoir amené à la barre—5732; on a demandé à M. Griesbach de faire ses plaintes au département et lorsqu'il les produit on prétend ne pas s'en occuper sous prétexte qu'il aurait dû aller en justice et se faire donner le siège—5733; l'assemblée d'Edmonton, 6 novembre 1905, la lettre de M. Griesbach, les affidavits—5733; le gouvernement doit employer des individus sans tache—5733; quand bien même il serait bon interprète, il y en a d'autres—5733; le cas de Nixon, le cas du maître de poste de Thessalon—5733; appel aux libéraux—5740.

Sir Wilfrid Laurier—Peut-être eût-il mieux valu pour M. Griesbach s'il était certain des faits qu'il mentionnait traduire devant les tribunaux celui qui s'était rendu coupable de fraudes électorales—5741; insiste sur la défense faite à tout fonctionnaire fédéral de s'immiscer dans les affaires politiques—5741; étudiera ce cas à ce point de vue et en confèrera avec ministre de l'intérieur—5741; l'individu en question a été condamné et alors le département l'a destitué—5741; a subi sa condamnation et a depuis mené une conduite exemplaire—5741; le tribunal qui l'avait condamné, l'a repris comme interprète; maintenant on fait un crime au ministère de l'intérieur de le reprendre lui aussi—5742; c'est aller trop loin que de blâmer le gouvernement pour l'employer—5743.

M. R. L. Borden—La résolution ne demande pas le renvoi de Wagner, elle demande une enquête s'il n'avoue pas sa culpabilité—5743; le premier ministre est pris au mot—5743; la résolution de M. Lake, député de Qu'Appelle, au sujet de l'intervention des employés—5743; le cas

PHILIPPE WAGNER—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

de Wagner—5744; absurde prétention du ministre de l'intérieur qu'on ne doit pas faire d'enquête parce que l'accusation comporte un délit punissable par les lois électorales—5744; les nominations de Jackson, Nixon, Dobel, Leitch—5744; historique des différents cas—5746; les fonctionnaires conservateurs ont été destitués sur des accusations bien moins établies que celle portée par M. Griesbach—5747; le Gouvernement est tenu d'accorder l'enquête s'il veut que la Chambre prenne au sérieux les promesses qu'il lui a faites—5747.

M. Turriff—L'année dernière on s'est montré fort sévère pour Nixon—5747; d'abord il n'est pas fonctionnaire du Gouvernement, mais seulement sous-agent—5747; c'est son fils qui avait soustrait les \$500 qui ont été remboursés—5747; les conservateurs n'y regardaient pas de si près dans leurs nominations; dans les services de l'intérieur autrefois—5748; les employés des conservateurs, quelques exemples typiques—5748; pourquoi la gendarmerie fédérale avait pris place dans les polls, pour éviter le désordre—5749; la gendarmerie à cheval aux polls du temps des conservateurs—5749; M. Taylor qui présidait un meeting politique à Grenfell, n'est pas fonctionnaire du Gouvernement, c'est un sous-agent—5749; on a été trop sévère pour Nixon—5749.

Motion Fowler mise aux voix—5750.

Rejetée par 41 pour, 88 contre—5750.

## MOTIONS DISCUTEES.

## ACHATS DE TERRES DU DOMAINE PUBLIC

M. R. L. Borden—Demande dépôt de correspondance et état détaillé de toutes négociations de vente de terres du domaine public depuis 1898—1925.

Sir W. Laurier—Pas d'opposition si on demande rapport depuis 1880—1925.

M. R. L. Borden—Préfère réserver motion—1926.

## ADRESSE A SA MAJESTE LE ROI L'INVITANT A VISITER LE CANADA.

Hon. N. A. Belcourt—Donne lecture du texte de l'adresse proposée—1737; souhaite cordiale bienvenue dans la capitale à S.A.R. le prince de Connaught—1737; espère que visite sera pleine d'intérêt et de profit pour le prince et les Canadiens—1738; il y a cinquante ans, le parlement du Canada votait une adresse à feu la reine Victoria la priant d'honorer de sa visite ses sujets canadiens de l'Amérique Britannique du Nord—1738; Sa Majesté envoyait son fils bien-aimé—1738; ce voyage fut pour l'héritier présomptif comme pour le Canada une inspiration et un encouragement—1738; la visite du prince de Galles aux Etats-Unis et ses bons effets—1739; les sujets de Sa Majesté du Canada seraient heureux de pouvoir lui offrir l'hommage de leur respect—1739; les Canadiens d'origine française sont aussi dé-

ADRESSE A SA MAJESTE LE ROI L'INVITANT A VISITER LE CANADA—*Suite.*

M. Belcourt—*Suite.*

sireux que ceux d'origine anglaise de voir luire le jour où ils pourront exprimer à Sa Majesté leur reconnaissance au sujet de la large part qu'elle a prise dans la réalisation de l'Entente cordiale—1739 ; tous nos concitoyens seraient heureux de signaler à Sa Majesté en personne les grandes œuvres accomplies depuis la confédération—1740 ; voudraient que Sa Majesté fût témoin de la concorde, de l'amitié, de l'esprit de concurrence amicale qui animent la population—1740 ; Canadiens sont convaincus que Sa Majesté prend grand intérêt à leurs affaires—1741 ; si la visite de Son Altesse Royale en 1860 a été si fructueuse, combien ne le serait pas celle du Souverain—1741 ; à l'avènement de Sa Majesté au trône, qui aurait pu croire à la possibilité de l'entente cordiale ?—1741 ; Sa Majesté continuera à exercer son influence bienfaisante jusqu'à ce qu'elle arrive à la réalisation de ce beau rêve du règne de la paix universelle—1741 ; une visite au président des Etats-Unis pourrait peut-être resserrer encore et rendre plus cordiales les relations qui existent entre la république américaine et notre mère patrie—1741 ; l'air est embaumé du souffle parfumé de la paix—1742 ; souvent les rêves se réalisent et l'illusion d'aujourd'hui est la réalité de demain—1742.

M. W. B. Northrup—Les députés des deux côtés peuvent accorder leur appui à cette motion avec la même sincérité—1742 ; y souscrit avec grand plaisir—1743 ; fier de son Roi, fier de son pays—1743 ; Sa Majesté elle-même serait surprise de la grandeur et du progrès du Canada—1744 ; les ressources du Canada—1744 ; les différentes races du Canada—1744 ; si le sceptre des nations devait passer sur ce continent, c'est à la partie la plus septentrionale de l'Amérique qu'il reviendrait—1744 ; le meilleur moyen pour l'Angleterre de se suicider serait la rupture des liens qui unissent la mère patrie et ses colonies—1745 ; recevoir Sa Majesté à l'ombre du monument Wolfe et de Montcalm—1745.

Sir Wilfrid Laurier—Si leurs Majesté nous honoraient de leur visite, leur passage au Canada aurait les plus heureux effets—1745 ; Sa Majesté a maintenu la paix dans l'est—1745 ; sa visite exercerait une heureuse influence sur nos relations avec nos voisins—1745 ; nous ne serons pas plus loyaux que nous le sommes aujourd'hui si Sa Majesté daigne nous honorer de sa visite et nous ne le serons pas moins si elle ne juge pas à propos d'accepter notre invitation—1746 ; considère qu'il vaudrait mieux ne restreindre la visite de Sa Majesté à aucune circonstance en particulier—1746 ; propose modification à l'adresse—1746.

Hon. Belcourt—Propose que l'adresse soit soumise à la Chambre avec la modification suggérée par sir Wilfrid—1747.

M. R. L. Borden—Tout a été dit—1747 ; il vaut mieux ne pas désigner de circonstance et s'en rapporter au bon plaisir de

ADRESSE A SA MAJESTE LE ROI L'INVITANT A VISITER LE CANADA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

Sa Majesté—1747 ; ferme espoir que Souverains honoreront Canada de leur visite—1747 ; la couronne est le lien le plus puissant entre la mère patrie et les possessions anglaises d'outremer—1747 ; la couronne est l'expression par excellence de la grandeur et de la dignité de l'Empire—1747.

M. H. H. Miller—Concert d'approbations—1748 ; espère que lorsque Sa Majesté le Roi décidera de nous honorer de sa visite, elle ne viendra pas seul, mais amènera Sa Majesté la Reine—1748.

M. S. Hughes—Espérait que M. Bourassa appuierait motion de M. Belcourt—1748 ; quand une prière est prononcée du fond du cœur elle est exaucée—1748 ; dans l'univers entier, le nom de Victoria a été le plus puissant facteur moral qui ait jamais existé—1748 ; lors de sa visite en Canada, Sa Majesté a posé la première pierre de l'édifice parlementaire—1748 ; le poète Cowper et le souverain de la Grande-Bretagne—1749 ; pourrait proposer que le voyage se fasse quand sera réalisée l'union complète et parfaite entre Grande-Bretagne et colonies—1749.

M. H. Bourassa—Pas besoin invitation de M. Hughes pour donner franche adhésion à résolution de l'hon. M. Belcourt—1750 ; beaucoup de bouillants défenseurs du loyalisme dorment pendant que se discute cette résolution—1750 ; de tous les sujets de Sa Majesté, il n'y en aura pas de plus heureux de recevoir le roi que ses sujets catholiques et français de la province de Québec—1750 ; pas partisan du pouvoir héréditaire—1750 ; Sa Majesté est la personification du respect constitutionnel—1750 ; le roi peut à juste titre être proclamé le souverain pacificateur du monde moderne—1750 ; à titre de Canadien-français et de représentant de la province de Québec, appuie de tout cœur la résolution—1750.

M. T. Chisholm—Très à propos que cette question soit soulevée par Canadien-français ancien président des Communes—1751 ; les traditions des différentes races—1751 ; Saxons et Normands combattent sous le même étendard. Calais, le dernier rempart de l'Angleterre dans le duché de Normandie a été pris par les Français longtemps après la découverte de l'Amérique—1751.

Motion Belcourt adoptée—1751.

Hon. M. Belcourt—Propose d'envoyer au Sénat un message pour lui demander de s'associer à la résolution—1752.

Adopté—1752.

Sir W. Laurier—Propose envoi message au Sénat informant acquiescement donné à l'adresse à Son Excellence le Gouverneur général demandant de transmettre invitation à Sa Majesté—2384 ; adoptée—2384.

M. l'Orateur—Transmet deux messages du Sénat informant qu'il a voté une adresse d'invitation au Roi et une adresse au Gouverneur général le priant de transmettre l'invitation—2307.

### ANCIENS EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON.

M. G. E. McCraney—Demande copie de pétitions relatives aux réclamations des anciens employés de la compagnie de la Baie d'Hudson en vertu d'acte de vente à lord Selkirk en 1811—3838 ; historique de la question—3839 ; acte de transport de la propriété de la compagnie à lord Selkirk—3839 ; cet acte crée un fidéicommis pour 7 millions d'acres en faveur des employés—3840 ; revente à la compagnie de la baie d'Hudson en 1836—3840 ; les droits des employés au fidéicommis créé ne pouvaient pas être affectés par cette rétrocession—3840 ; en 1869 ; nouvelle rétrocession par la compagnie de la baie d'Hudson au gouvernement du Canada—3840 ; le gouvernement doit se contenter du titre subordonné au fidéicommis existant—3840 ; liste de documents demandés—3841 ; résolution de la législature du Manitoba, 13 mars—3841 ; le Gouvernement devrait s'occuper de cette question et prouver ses sympathies aux postulants—3842.

Sir W. Laurier—Permet de grand cœur dépôt des documents—3843 ; le Gouvernement n'accepte pas la responsabilité des déclarations contenues dans l'acte de vente à lord Selkirk—3843 ; les anciens employés ou leurs descendants ont peut-être réclamation contre la compagnie de la baie d'Hudson—3844 ; Gouvernement examinera encore question—3844.

Motion adoptée—3844.

### CABOTAGE DES LACS.

M. Clarke—Propose motion pour modifier l'acte du cabotage de façon à pouvoir employer navires de nationalité étrangère sur les lacs en cas d'urgence—609 ; loi de 1902 est désastreuse pour certaines parties du pays—610 ; art. 3 et 6, cités—610 ; devrait être modifiée pour permettre aux habitants en cas de nécessité de porter produits au marché, s'il n'y a pas d'autres communications par navires américains—610 ; cas des cultivateurs de l'île Pelée—610 ; la situation était si critique qu'on parla d'annexion aux Etats-Unis—610 ; la presse de l'ouest d'Ontario condamne cette situation—611.

M. Ingram—Les navigateurs canadiens doivent avoir assez d'énergie pour profiter de ce trafic—611 ; nous devons être aussi stricts chez nous que les Américains chez eux—611.

Sir W. Laurier—La situation de l'île Pelée, s'impose à l'attention du Gouvernement et du Parlement—612 ; le remède proposé créerait un autre mal—612 ; nos relations avec les Etats-Unis sont actuellement satisfaisantes,—612 ; jusqu'à présent nous n'avons pu convaincre les Américains que la réciprocité dans le cabotage serait une bonne chose—612 ; des négociations sont en cours pour règlements de pêche internationaux entre Etats-Unis et Canada qui seront avantageux pour pêcheurs canadiens et américains—612 ; nous sommes entièrement disposés à discuter la réciprocité de cabotage, les Américains ne le sont pas—613 ; si nous consentions

### CABOTAGE DES LACS—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

à appliquer le principe contenu dans la motion nous perdrons toute chance d'avoir la réciprocité—613 ; la situation des habitants de l'île Pelée a toutes les sympathies de la Chambre, mais vaut mieux retirer la motion, la solution n'est pas là—613.

Motion retirée—613.

### COMMISSE NOUVEAUX AU MINISTERE DES POSTES.

M. Barker—Demande copie du rapport du sous-ministre énonçant qu'il est nécessaire de faire certaines nominations—797.

Hon. Aylesworth—Le rapport a été verbal et le sous-ministre est au congrès postal à Rome—798.

M. Barker—La loi exige rapport spécifique—799.

Hon. Aylesworth—Interprète différemment la loi—799 ; la Chambre vote les crédits pour la position et le sous-ministre fait son rapport ensuite—799.

### COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES ASSURANCES.

M. W. F. Maclean—Donne avis que présentera résolution énonçant opportunité de nommer comité d'enquête parlementaire sur fonctionnement des assurances en Canada—3838.

M. W. F. Maclean—Propose nomination d'un comité parlementaire spécial pour s'enquérir des assurances sur la vie—4069 ; l'assurance sur la vie est un drainage odieux de l'épargne—4069 ; compagnies absorbent pour leurs dépenses plus du tiers des sommes versées par les assurés—4069 ; l'inspection est illusoire au Canada comme aux Etats-Unis—4070 ; aux Etats-Unis on a une manière plus prompt que nous de vérifier les faits et de remédier aux abus—4070 ; même si la législature ne siège pas le Gouverneur peut nommer une commission parlementaire—4070 ; il faudrait pouvoir agir ainsi au Canada—4070 ; nous nous en tenons aux commissions royales—4070 ; une commission parlementaire aurait agi plus vivement—4070 ; un des ministères est impliqué dans l'enquête, celui qui a la surveillance des assurances—4071 ; c'était donc la besogne du Parlement de s'enquérir de ses actes—4072 ; avec une commission parlementaire le public pourrait se faire entendre—4072 ; l'opinion serait là pour pousser le gouvernement—4072 ; on dépouille peu à peu le gouvernement de ses attributions—4073 ; le ministre aurait dû depuis longtemps retirer leur autorisation aux compagnies dont les méthodes paraissent douteuses—4075 ; malgré la gravité des faits déjà signalés, rien n'a encore été fait pour réformer les compagnies—4076 ; les rapports sont déposés trop tard au Canada, ils n'ont plus d'actualité quand ils paraissent—4076 ; propose motion indiquée—4077.

Hon. Fielding—Le plus grave résultat de l'enquête des Etats-Unis a été d'affoler les assurés et de leur faire perdre des sommes énormes—4077 ; gardons-nous d'a-

COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES ASSURANCES—*Suite.*Hon. Brodeur—*Suite.*

larmer le public—4077 ; rien n'a prouvé que les compagnies canadiennes ne sont pas dignes de confiance—4077 ; il faut au contraire conseiller aux assurés de maintenir leurs polices en vigueur jusqu'à la fin de l'enquête—4077 ; une commission parlementaire spéciale est bonne pour accusation contre l'intégrité d'un député ou ministre—4077 ; ne vaut rien pour question d'étude—4078 ; députés n'ont pas le temps, ni la patience, ni la facilité de se transporter—4078 ; la présence d'un juge comme président est une garantie morale aux yeux du public—4078 ; le personnel de la commission canadienne—4080 ; elle procède aussi vivement que la commission Armstrong—4080 ; les actes du surintendant des assurances peuvent supporter l'enquête la plus complète—4080 ; la question du messenger—4081 ; l' " American Underwriter " et le surintendant canadien des assurances—4082 ; les travaux de la commission se termineront sans doute avant la fin de la session—4082 ; le rapport sera prêt en tout cas pour la session d'automne—4082 ; a confiance que la commission fournira toutes les indications nécessaires pour améliorer la loi actuelle—4082.

M. Sproule—L'alarme donnée n'a pas été inutile aux Etats-Unis—4054 ; lorsque les rapports arrivent trop tard, personne ne s'en occupe et les abus persistent—4084 ; un comité parlementaire a l'avantage que son rapport est suivi d'une action parce que les députés qui le présentent ont intérêt qu'il soit poussé plus loin—4085 ; le rapport d'une commission royale, on peut le laisser dormir éternellement—4085 ; exemple du rapport de la commission d'immigration chinoise du temps des conservateurs—4085.

Hon. Fitzpatrick—On n'a jamais parlé d'enquête sur le département des assurances du ministère des finances, ce qui eût pu donner lieu à une enquête parlementaire—4086 ; on a parlé d'une enquête sur le système des assurances sur la vie, ce qui est autre chose—4086 ; c'est une enquête judiciaire qu'il faut—4087 ; pouvoirs de la commission—4087 ; memorandum de M. Shepley sur les travaux de la commission jusqu'à ce jour—4090 ; il y a eu toute la diligence que permettait l'efficacité de l'examen—4090.

M. Monk—Demande que la motion soit adoptée en circonscrivant le travail de ce comité de façon qu'il ne répète pas le travail fait par commission royale—4091 ; le comité des téléphones a montré qu'un comité parlementaire pouvait faire de bonne besogne—4092 ; un comité parlementaire eût pu profiter des lumières de M. Shepley—4092 ; il faut scruter à fond les relations du Gouvernement et des compagnies d'assurances par l'entremise du département des finances—4092 ; c'est au Parlement de faire cette enquête—4092 ; les fonctionnaires des bureaux-chefs auraient parfaitement pu venir à Ottawa et comparaître devant le comité parlementaire—4093.

COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES ASSURANCES—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Les compagnies américaines et canadiennes sont solvables, le danger est le système de prétendue participation aux bénéfices qui est une tromperie—4094 ; il faut une réorganisation complète des bureaux de direction des compagnies—4094.

M. D. Henderson—La " Canada Life " et la participation aux bénéfices—4094 ; demande que la commission s'occupe de la relation entre assurés et actionnaires—4095 ; demande que les bureaux de direction soient tenus de restituer les sommes appliquées où elles n'auraient pas dû l'être—4095.

## COMMISSION DES CHEMINS A BARRIERES DE MONTREAL.

M. Monk—Demande un état complet des opérations et de la situation de la commission—452 ; présente une motion analogue tous les ans depuis 1896—453 ; insiste sur nécessité de nommer commission d'enquête—453 ; hon. R. Préfontaine était en faveur—453 ; noms déjà proposés : Kent, Desmarreau, Trenholme—453 ; la commission doit au Gouvernement \$250,000—453 ; le système démodé des barrières qui entourent Montréal devrait être aboli—453.

M. Maclean—Toronto a réussi à faire disparaître barrières, espère Montréal réussira également—453.

## COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

M. L. A. Rivet—Demande copie de toute correspondance relative à la réorganisation ou à l'abolition de la commission du port de Montréal—1172 ; depuis quelques années, il existe à Montréal un courant d'opinion vers un changement—1172 ; manifestations formelles—1172 ; historique de l'administration du port de Montréal—1173 ; mémoire de John Young—1174 ; depuis quelques années, l'administration n'a pas répondu à l'attente des citoyens de Montréal—1174 ; les travaux entrepris ne se font pas avec la célérité requise—1174 ; le port ne doit pas être propriété municipale, mais doit rester sous contrôle du gouvernement fédéral—1174 ; résolution Chambre de commerce—1173 ; résolution Board of Trade—1176 ; toutes deux tendent à faire du port de Montréal un port franc—1176 ; le chenal du Saint-Laurent a été mis sous le contrôle du gouvernement fédéral en 1889, les mêmes raisons s'appliquent maintenant au port de Montréal—1176 ; le manque d'entente entre la commission et le département des travaux publics est une des causes de retard—1177 ; la dette totale de la commission est de \$7,200,000, sur ce montant, \$5,020,000 sont dus au gouvernement fédéral—1177 ; travaux de l'honorable M. Tarte et de l'hon. M. Préfontaine—1177 ; l'harmonie n'existe pas entre les membres de la commission—1177 ; les commissaires ne peuvent pas consacrer tout leur temps aux travaux de la commission—1178 ; la question est d'intérêt général—1178 ; rapport des ingénieurs américains—1178 ; le port de Montréal est le seul qui puisse

COMMISSION DU PORT DE MONTRÉAL—  
*Suite.*M. Rivet—*Suite.*

assurer la suprématie de la voie du Saint-Laurent—1179; le moindre retard apporté à la solution de la question est un coup porté à la prospérité du pays—1179; confiance dans le ministre de la marine, l'hon. L. P. Brodeur—1179.

Discussion ajournée—1179.

Discussion reprise—1252.

Motion adoptée—1252.

## CONCESSION DES TERRES.

M. Ames—Demande un état indiquant nombre de titres de terre émis et superficie couverte par titres dans Alberta, Saskatchewan et Manitoba de 1901 à 1905—3001.

Hon. Oliver—Indique que ces informations figurent aux livres bleus déjà parus—3001; pour dernier semestre 1905, paraîtront au livre bleu prochain—3001; si M. Ames insiste pour ce dernier état, prendra quinze jours et deux hommes—3001.

M. R. L. Borden—Demande si M. Ames ne pourrait pas avoir accès aux files du département—3001.

Hon. Oliver—Il serait impossible d'administrer un département si on permettait à n'importe qui d'examiner les archives au gré de son caprice—3001.

M. Borden—Ne comprend pas comment il peut y avoir aux archives des documents qu'un député ne peut pas consulter—3002; si on avait laissé consulter les documents relatifs à la vallée de la Saskatchewan on se serait évité bien du travail—3002; on a copié des documents inutiles—3002; en cour de justice une personne assignée pour apporter des papiers, se consulte d'abord avec l'avocat et on s'entend pour apporter seulement les papiers nécessaires—3003.

Hon. Oliver—Si n'importe qui peut pénétrer aux archives de l'intérieur, il peut se mettre au courant des affaires privées de tiers—3004; si ces affaires privées ne doivent pas être respectées pourquoi exige-t-on un ordre de la Chambre pour produire ces papiers—3004; il est tout aussi déraisonnable de conseiller de laisser faire le triage des papiers à apporter—3004; le dossier doit être soumis en entier—3003; actuellement deux comités ont entre leurs mains des originaux de documents importants et le gouvernement ne sait pas si les dossiers contiennent encore les mêmes documents qu'avant—3005; les documents privés contenus dans les dossiers ne deviennent publics que lorsque la Chambre en ordonne ainsi,—3005; le chef de l'opposition insinue qu'il y a quelque chose à cacher et cependant tous les renseignements demandés par M. Ames figurent aux Livres Bleus—3005.

M. Borden—Le ministre de la marine a déjà consenti à soumettre des documents originaux pour éviter le tracassé de les faire copier—3006; propose que motion soit réservée—3007.

Sir W. Laurier—Aucune objection à motion—3007; les documents du département de l'intérieur ont trait à des affaires publi-

CONCESSION DES TERRES—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

ques, mais ne sont pas accessibles à tout le monde—3008; on en permet l'examen par courtoisie—3008; refuse d'admettre que tout ce qu'on demande de déposer doive être déposé, uniquement à cause de cette demande—3008; opinion de Todd—3009; le gouvernement peut refuser de communiquer des documents—3009; l'opposition fait la pêche aux scandales et demande des fournées de renseignements—3009; que ne précise-t-elle davantage?—3010.

M. R. L. Borden—Dans l'affaire du contrat Davis, le ministre de la justice a invité l'opposition à déléguer trois membres pour examiner tous les documents—3010; admet qu'il n'y a pas de raison pour faire transcrire ce que les livres bleus renferment—3010.

M. Ames—Avait modifié sa demande suivant lettre du sous-ministre qui se déclarait prêt à fournir information—3011.

M. G. Taylor—Les demandes de renseignements de cette session ont fait rentrer de l'argent au trésor—3012; remise Coughlin—3012; annulation du contrat de la North Atlantic Trading Company—3012.

Hon. Oliver—N'a jamais voulu faire de remontrances à personne—3013; a fait les observations qu'exigeait la bonne conduite des affaires du département et a reçu en échange une bordée d'injures—3013; le moins qu'on puisse exiger d'un député, c'est de donner des raisons avant de mettre sur pied tout un département—3013.

M. Sproule—Nul membre du parlement ne veut divulguer des affaires privées ou confidentielles—3014; les députés préfèrent demander des relevés par les employés que de les prendre dans les livres bleus, pour éviter des erreurs ou omissions—2014.

M. Ames—Ne demande pas des renseignements simplement pour trasser le Gouvernement—3015; est toujours prêt à modifier ses motions s'il est considéré trop exigeant—3015.

Hon. J. Haggart—Aucun document remis à un ministre de la couronne et classé par lui n'est privé—3015; il doit renvoyer ou détruire les lettres confidentielles—3015; un député a le droit de demander les états qu'ils veut, comme il les veut et de les faire préparer quand il le veut—3016; tous les documents des ministres sont des documents publics—3017.

M. J. D. Reid—Admet avoir provoqué la présente difficulté en demandant des documents dans les affaires de concessions houillères de Cardwell—3017; historique de l'affaire—3018; la gauche ne peut pas être accusée de curiosité banale parce qu'elle demande des renseignements sur des faits signalés par les journaux—3018.

Hon. Brodeur—Ce n'est pas la demande de documents, de l'opposition, c'est l'intervention du ministre qui a provoqué et amené la remise Coughlin—3019.

CONCESSION DES TERRES—*Suite.*

M. Boyce—Cite un cas où sir W. Mulock a donné accès aux files du département des postes—3020.

M. L. G. McCarthy—Le Gouvernement sur une simple déclaration, sur sa parole peut empêcher n'importe quel document d'être produit soit en Chambre, soit en justice, c'est son droit—3020.

M. J. Barr—Les informations que demande M. Ames ne figurent pas dans les rapports sous la forme où il les demande—3022 ; il y a des employés pour faire ce travail, pourquoi l'imposer aux députés—3022 ; il y a au ministère de l'intérieur des employés qui ne font absolument rien—3023.

## DEBORDEMENTS DE LA RIVIERE THAMES

M. Clements—Demande copie de la correspondance relative aux travaux à faire pour parer aux débordements de la rivière Thames entre lac Saint-Clair et ville de London—801 ; exposé de la situation et des causes des débordements—802 ; il faudrait draguer l'embouchure de la rivière jusqu'en eaux profondes dans le lac Sainte-Clair—802 ; le gouvernement fédéral prétend que la Thames n'est pas navigable et que cette besogne incombe au gouvernement provincial—802 ; au cours des cinq dernières années, il y a eu plus d'un million de dommages—805.

Hon. Hyman—Admet importance de la question—804 ; inondation à London en 1881—804 ; faire des dépenses fédérales pour l'unique bénéfice de la population qui occupe les rives est une question importante—804 ; les gouvernements provinciaux doivent réglementer le drainage et l'écoulement des eaux—804 ; est disposé à envoyer ingénieur—804.

M. Sproule—Le gouvernement fédéral a fait des dépenses de ce genre à la rivière de la Nation—805 ; demande qu'on envoie un brise-glace au printemps—805.

M. Northrup—Le gouvernement fédéral a reconnu la Thames comme rivière navigable en empêchant de fermer à demeure un pont et en obligeant à l'ouvrir une heure par jour à Chatham—806.

M. F. R. Lalor—Le gouvernement fédéral a indemnisé dans des cas analogues les riverains de la Grande-Rivière, comté d'Halifax—806.

M. Armstrong—Dans le comté de Lambton, le gouvernement fédéral a exécuté des travaux de cette nature à la Rivière au Sable—806.

M. Clements—Ne demande pas du drainage, mais de la protection—808.

## EPIZOOTIE SUR LES PORCS DU COMTE DE KENT.

M. H. Clements—Demande correspondance au sujet des plaintes relatives aux mesures de quarantaine prises lors de l'épizootie sur les porcs du comté de Kent—671 ; les cultivateurs du pays sont prêts à respecter décisions justes et raisonnables du ministre de l'agriculture, mais aussi à protester contre mesures injustes qu'ils subissent depuis quelques années—672 ; depuis cinq ans une bande de fonctionnaires s'engraissent aux dépens des

EPIZOOTIE SUR LES PORCS DU COMTE DE KENT—*Suite.*

M. Clements—*Suite.*

troupeaux du comté de Kent—672 ; inspecteurs et vétérinaires touchent des appointements pour visiter des parties du comté où il n'y a pas d'épizootie depuis deux ans—672 ; félicitations au Dr Rutherford—672 ; ministre d'agriculture blâmable d'avoir sanctionné règlements de quarantaine qui régissent comté depuis deux ans—672 ; épizootie aurait pu être enrayerée si les experts avaient fait leur devoir—672 ; seul remède appliqué a été l'abattage qui s'est exécuté avec sévérité stupide—672 ; on aurait dû employer des méthodes préventives—673 ; on a immolé inutilement d'immenses troupeaux de porcs—673 ; les cultivateurs qui n'ont pas fait de déclaration ont perdu un ou deux sujets seulement—673 ; une partie des inspecteurs a été rappelée, mais les plus grossièrement payés sont restés—674 ; lettre d'un cultivateur se plaint des méthodes du département de l'agriculture—674 ; nombre de cultivateurs ont subi des dommages de n'avoir pas pu exposer à Guelph—675 ; tous les cultivateurs sont disposés à se soumettre à des règlements raisonnables—676 ; la maladie venait des troupeaux des Etats-Unis—676 ; félicite le ministre d'avoir fait cesser le privilège du transport des porcs en entrepôt—676 ; rappelle que le ministre a été félicité par la société d'agriculture du comté de Kent—676 ; la surveillance devrait être laissée aux vétérinaires de la place—676.

Hon. M. Fisher—Est disposé à fournir renseignements requis—677 ; les traitements princiers dont on parle sont de \$300 par année, ce n'est pas si extraordinaire—677 ; grâce à M. Perdue, les \$25,000 de compensation à payer chaque année ont été réduits à \$1,000—677 ; tout ce qui a été fait a été ordonné par M. Rutherford dont on fait l'éloge—678 ; les foires sont la dernière place pour laquelle on peut supprimer la séquestration—678 ; il n'y a pas de médecine préventive efficace connue—678 ; le seul remède est d'abattre—678 ; on n'a jamais pu enrayer l'épizootie tant qu'on n'a pas abattu les animaux venus en contact avec les animaux contaminés—678 ; le gouvernement a suivi la ligne de conduite tracée par le Dr Rutherford et les résultats parlent par eux-mêmes—679.

M. Clements—Est convaincu que les séquestrations pourraient être levées sans danger dans le comté de Kent—679.

## ECLUSE HYDRAULIQUE DE KIRKFIELD.

M. Sam. Hughes—Demande copie de tous les documents se rattachant à l'écluse hydraulique de Kirkfield—3334 ; une grave injustice a été commise à l'égard d'employés du canal de Trent—3334 ; en particulier de MM. Rogers, Davy et Spence ou Sawers—3334 ; description élévateur hydraulique de Kirkfield—3335 ; l'eau filtrait—3335 ; les libéraux d'Orillia à Peterborough ont toujours soupiré après la destitution de M. Rogers—3335 ; une enquête fut ordonnée et M. Holgate fut nommé commissaire et chargé de l'enquête—3336 ; la valeur de M. Holgate—3336 ; le prix de

ECLUSE HYDRAULIQUE DE KIRKFIELD—  
*Suite.*M. Sam. Hughes—*Suite.*

l'enquête—3336; l'enquête avait seulement pour objet de forcer MM. Rogers et Davy à démissionner—3336; le "Globe" eut la primeur du rapport—3338; M. Bethune avait la surveillance des travaux et s'environnait tous les jours—3338; le rapport établit que la réparation s'est faite en quelques heures en étendant un enduit et le tout a coûté \$100—3339; n'approuve pas le changement de plan adopté qui coûtera \$85,000—3339; l'accident est dû à ce que le gouvernement a fait élever le niveau dans le canal pour l'avantage de ses amis politiques, c'est ce qui détériore les berges—3341; demande que les employés soient remis en fonctions—3342.

Hon. Emmerson—Ne s'oppose pas que les documents soient soumis—3342; quand ils seront déposés on verra ce que vaut l'histoire de M. Hughes—3342; l'enquête ne s'est pas faite à la demande de certains libéraux, mais de M. Rogers lui-même—3342; M. Holgate est un des amis de M. Rogers—3343; questions posées quant à l'écluse de Peterborough et à l'écluse de Kirkfield—3344; toutes les personnes nommées par M. S. Hughes ont été reconnues coupables de négligence et d'inattention—3344; historique des plans et des changements apportés par M. Rogers—3345; les pertes sont dues au changement d'emplacement de l'écluse préconisé par M. Rogers—3345; les états de service de M. Holgate—3346; l'enquête a été des plus équitables, les inculpés démissionnèrent d'eux-mêmes quand le résultat leur fut communiqué—3346; le mortier employé à l'écluse de Kirkfield—3346; il y a eu défaut d'organisation dans le personnel d'ingénieurs—3348; n'a pas voulu confier d'autres travaux aux entrepreneurs qui avaient fait ceux-ci—3348; ce sont les victimes qui ont demandé l'enquête, elles ne peuvent s'en prendre à personne—3348.

M. R. R. Hall—A demandé lui-même, député libéral de Peterboro, et a obtenu une augmentation de salaire pour M. Rogers—3349; M. Holgate est conservateur et allié à tous les conservateurs de Peterboro—3350; depuis que l'eau est dans l'écluse, on a dépensé \$6,000 en réparations—3350; il faudra dépenser \$10,000 pour réparer les bords de l'écluse—3350; M. S. Hughes est responsable des malheurs de M. Rogers—3351; les avocats n'ont pas été des avocats poursuivants, ils ont seulement dirigé l'enquête—3351.

M. S. Hughes—On n'a pas dépensé un dollar en comparaison de ce que l'on aurait pu dépenser sans l'action de M. Rogers—3352; les changements de plans—3352.

Hon. Emmerson—Lit le rapport à ce sujet—3353.

M. S. Hughes—On s'est trop hâté d'accorder l'entreprise—3354; l'entreprise fut donnée immédiatement avant les élections de 1896, parce qu'on avait peur que le parti libéral s'il arrivait au pouvoir ne l'enterrât—3354; M. Rogers avait prié M. Hughes de ne pas présenter sa motion—3354; les rapports de M. Holgate et de M. Rogers—3355; M. Rogers depuis l'arrivée

ECLUSE HYDRAULIQUE DE KIRKFIELD—  
*Suite.*M. Sam. Hughes—*Suite.*

des libéraux n'osait même pas réprimander un employé libéral—3356; M. Rogers a démissionné parce qu'il savait qu'il serait destitué—3358; s'il n'avait pas été protégé par l'hon. sénateur Cox, il y a longtemps qu'il aurait été mis dehors—3358.

Motion adoptée—3358.

## FALSIFICATION DU SIROP D'ÉRABLE.

M. G. Boyer—Propose motion déclarant qu'il est à propos pour le gouvernement de prendre mesures énergiques pour empêcher la falsification sirop d'érable—1448; résultat des analyses demandées par M. Béland, député de Beauce—1449; population agricole du comté de Vaudreuil intéressée dans fabrication sirop d'érable—1450; résolution de la Société coopérative des cercles agricoles du comté de Vaudreuil—1450; en 1903, le Canada a exporté 190,340 livres de sucre d'érable—1451; la concurrence faite par les falsificateurs cause un tort considérable à cette industrie—1451; 23.4 pour cent seulement du sucre vendu sur les marchés est pur—1451; modes de falsification—1452; grands et petits falsificateurs—1452; la loi des falsifications est insuffisante quant au sirop d'érable—1454; bidons devraient porter nom et adresse du producteur—1454; étiquette devrait indiquer nettement nature du produit: pur, mélangé, artificiel—1454; l'industrie laitière a progressé parce que encouragée—1455; grand perfectionnement dans l'industrie du sucre—1456; protection contre falsificateurs est seule assistance demandée—1456.

M. E. Paquet—Il s'agit d'une industrie nationale—1456; le député de Vaudreuil représente tous les hommes de sens et de patriotisme—1457; les gouvernements de Québec n'ont pas toujours su retenir les services des hommes les plus distingués comme conférenciers agricoles—1457; les produits frauduleux menacent de noyer un commerce fructueux pour la province de Québec—1457; l'hon. M. Brodeur a réellement un cœur de Canadien-français—1458; réponses du ministre du revenu de l'intérieur au Dr Béland en 1905—1458; exposition d'horticulture à Saint-Jean-Port-Joli, M. Auguste Dupuis—1459.

Hon. W. Templeman—Pas d'objection à la motion—1459; les falsifications étaient moins nombreuses sur le deuxième prélèvement d'échantillons, en 1905—1460; le ministère d'agriculture considère qu'on pourrait monter la valeur de la production du sucre et du sirop d'érable à dix millions—1460; nouveau prélèvement d'échantillons ordonné—1460; les amendes ont payé les frais d'analyse—1460; en élevant les amendes on fera peut-être disparaître les falsifications—1460.

Hon. L. P. Brodeur—Félicite député de Vaudreuil—1460; a le premier ordonné les analyses, les deux tiers des échantillons étaient falsifiés—1460; les falsifications ne sont pas le fait des cultivateurs, mais de manufacturiers des villes—1461; on a tenté de faire remettre les amendes, mais il a refusé énergiquement—1461; ces falsifica-

FALSIFICATION DU SIROP D'ERABLE—*Suite*

Hon. Brodeur—*Suite*.

tions sont surtout exportées à l'étranger et causent un tort considérable—1461; le ministre actuel du revenu va continuer avec vigueur la politique inaugurée dans le passé—1462.

M. Sproule—Approuve la tendance de la motion—1462; le sirop d'érable se vend de plus en plus dans la province d'Ontario—1462; depuis quelques années, le sirop d'érable n'est plus ce qu'il était autrefois—1462; le sirop falsifié se vend comme sirop d'érable de Québec—1462.

Hon. Brodeur—Le sirop falsifié se fabrique à Montréal et à Toronto—1463; on se sert d'une substance appelée "extrait de sirop d'érable"—1463; tous les échantillons recueillis à Toronto étaient falsifiés—1463.

M. Monk—On peut mettre sur les bidons des étiquettes aussi effectives que sur les barils de fruits—1465; c'est par le ministère de l'agriculture qu'on peut protéger l'industrie du sirop d'érable—1465.

Hon. Fisher—Il n'y a que trois ans à peine qu'on a trouvé le moyen de déterminer chimiquement la pureté du sirop d'érable—1466; c'est dans l'Etat de Vermont que cette méthode a été trouvée—1466; le ministère du revenu de l'intérieur l'a appliquée immédiatement—1466; on croit erronément que le sucre le plus noir est le plus pur, c'est une grave faute, cette noirceur est un défaut de fabrication—1466; beaucoup de cultivateurs se procurent des appareils modernes—1468; l'industrie du sirop d'érable a pour effet de conserver des bosquets, de créer une réserve forestière, très utile pour l'agriculture—1469; le département d'agriculture vient de publier un bulletin sur le sucre d'érable qui sera utile aux agriculteurs—1469.

M. Monk—Demande si le département du revenu de l'intérieur va modifier la loi relativement à l'abus fait du terme "mélange" et si le département de l'agriculture va présenter au sujet du sirop d'érable une loi dans le genre de celle de l'emballage des fruits—1469.

Hon. Fisher—Le Gouvernement ne négligera rien pour assister la classe agricole—1470.

M. Ganong—La première chose est d'obliger les cultivateurs à cultiver un sucre d'érable pur—1470; l'infériorité du produit fourni nécessite le freletage par l'addition de sucre et autres ingrédients—1470; on ne saurait trouver au Vermont de sucre inférieur à celui qui se vend dans la province de Québec—1470; sur plusieurs chargements de wagons, 10 pour 100 seulement est propre à la confiserie—1470; en permettant le mélange, on provoque le freletage—1471.

M. Walsh—Les cultivateurs de Québec ont toujours tenu à honneur de faire du sucre pur, il n'en est pas de même de ceux d'Ontario—1471; si on réussit à empêcher la falsification, ce sont les agriculteurs de Québec qui en profiteront—1471.

Motion adoptée—1471.

## FONCTIONNAIRES DU SENAT ET CHAMBRE DES DEPUTES.

M. Sproule—Demande un état des fonctionnaires du Sénat et Chambre des députés ? 1924.

Sir W. Laurier—La partie de la motion relative à Chambre des députés peut seule être accordée—1925.

## HOPITAL DE TRACHOMA, HALIFAX.

M. U. Wilson—Demande copie de tous documents relatifs à la construction, entretien, etc., d'un hôpital à Halifax pour malades atteints de trachoma—1926.

Hon. C. Hyman—Relevé très volumineux, prendra du temps—1926.

Ordonné—1926.

## INSPECTION DES FRUITS D'EXPORTATION

M. E. D. Smith (Wentworth)—Demande copie de toute correspondance depuis le 1er janvier 1905 entre Gouvernement et maisons d'affaires ou corporations au sujet de l'inspection des fruits d'exportation—1432; veut savoir si l'an dernier un seul cas de négligence a été constaté—1432; un cas signalé, une plainte d'un marchand de Birmingham—1432; des barils portant l'étiquette "A. G. Reinettes" ne contenaient que des reinettes communes—1432; la plainte contenait des remarques insultantes à l'adresse de M. E. D. Smith—1432; on a publié cette lettre pour obtenir un avantage politique—1433; ces erreurs se produisent très fréquemment—1433; on ne doit punir que les fraudes intentionnelles—1433; aimerait savoir si à l'avenir on va publier les noms de centaines de personnes qui commettent des erreurs de ce genre—1434; les acheteurs de Manchester avaient demandé simplement des reinettes—1434; cela n'excuse pas l'emballageur d'avoir mal étiqueté—1434; celui qui a acheté les pommes à Birmingham aurait dû se plaindre soit aux vendeurs de Manchester, soit à l'envoyeur du Canada—1434; il a fait la dénonciation sous la pression de l'agent politique du département à Birmingham—1434.

Hon. S. Fisher—Accepte motion avec bonheur—1434; la lettre a été rendue publique par ministère du commerce et non d'agriculture—1434; ne croit pas que lettre ait été publiée pour nuire à M. Smith—1434; aucune intention politique—1434; on se plaint en Angleterre que commandes pas remplies telles que faites—1435; il est bon que les observations défavorables soient signalées pour forcer exportateurs à attention—1435; ignore si l'indication du nom de M. Smith dans publication est cas isolé—1435; seul objet, améliorer commerce exportation—1436; il y a seulement huit inspecteurs permanents et, en été, trois ou quatre assistants—1456; propose que la motion soit étendue pour comprendre toute correspondance possible à ce sujet pour que M. Smith ne se plaigne pas qu'on élude sa demande—1437; l'inspection a eu pour effet de fournir au département et au commerce des renseignements précieux sur les méthodes et tendances du commerce d'exportation—1437.

INSPECTION DES FRUITS D'EXPORTATION  
—Suite.

Hon. J. Haggart—Les deux espèces de reinettes se ressemblent tellement qu'il faut un expert pour les reconnaître?—1438 ; ne peut pas comprendre pourquoi on a publié ces plaintes de Birmingham qui peuvent nuire à M. E. D. Smith—1438 ; on a publié cette lettre parce que M. Smith est de l'opposition—1439.

M. R. L. Borden—Quelqu'un devrait répondre au nom du ministère du commerce—1439 ; on a publié cette lettre sans même en référer à l'intéressé, M. Smith—1439 ; il faut savoir s'il y a eu plusieurs plaintes et si on a seulement publié celle-là—1440 ; il faut des renseignements immédiats sur la ligne de conduite du gouvernement à cet égard—1440.

Sir W. Laurier—Il est inutile de demander tous les documents compris dans la motion si on veut seulement connaître la politique du gouvernement au sujet de la publication du bulletin—1441 ; d'ailleurs ceci ne s'y trouve pas—1441 ; il faut pour obtenir ce renseignement laisser le ministre de l'agriculture communiquer à cet égard avec le ministre du commerce qui siège au Sénat—1441 ; si M. Smith n'a pas été averti, ce n'est pas intentionnel, les "Smiths" sont si nombreux que l'employé qui rédige le bulletin n'aura certainement pas pensé qu'il s'agissait du député J. V. Worth—1441 ; s'il y a telle similitude entre les Roxbury et les Golden qu'il faut être expert pour ne pas s'y tromper, il faut changer la loi—1442 ; tant qu'elle existe, il faut la respecter—1442 ; le peuple canadien a tout intérêt à ce que la loi relative à l'exportation soit appliquée avec rigueur—1442 ; personne n'a songé à jeter du discrédit sur M. Smith—1442.

M. Sproule—L'acheteur ne spécifiait pas des reinettes d'une espèce particulière, donc M. Smith remplissait fidèlement la commande—1442 ; demande si l'agent à Birmingham est M. Jackson, autrefois d'Oxford-sud—1443 ; l'acte commis en dénonçant M. Smith est une bassesse méprisante—1444 ; le ministre des Douanes devrait pouvoir répondre pour le ministre du commerce—1444 ; il y a des centaines de plus grands coupables dont les noms ne sont jamais divulgués—1444.

M. E. D. Smith—Modifie motion pour limiter à la correspondance relative aux fruits inspectés—1444 ; discussion sur les cours relatifs des différentes reinettes—1444 ; le ministre sait si bien que l'erreur est possible qu'il n'a jamais essayé de punir les fraudeurs—1445.

Hon. Fisher—Le rapport a été préparé par M. Ball, agent à Birmingham—1445 ; impossible d'indiquer ligne de conduite future du ministère du commerce qui en est seul responsable—1446 ; ne se rappelle pas exactement, mais est sous l'impression que le nom d'un M. Cayer a aussi paru au bulletin comme coupable d'infraction—1446 ; admet que souvent la publication du fait qu'un individu a violé la loi peut être une punition plus grave que l'amende—1446.

INSPECTION DES FRUITS D'EXPORTATION  
—Suite.

M. Ingram—Si les méthodes agricoles du ministre de l'agriculture étaient critiquées aussi vertement que l'ont été les expéditions de M. E. D. Smith on entendrait bien du tapage—1447 ; texte de la note du Bulletin du ministère du commerce—1448 ; difficulté qu'éprouvent les empaqueteurs et expéditeurs—1448.

Motion adoptée—1448.

IMMIGRANTS AMENÉS SOUS DE FAUSSES  
REPRÉSENTATIONS.

M. R. Smith—Propose résolution affirmant que la loi canadienne contre les fausses représentations aurait plus d'effet si une loi analogue existait en Angleterre et demandant au gouvernement canadien de représenter au gouvernement anglais que l'adoption d'une loi de ce genre serait avantageuse—3027 ; cette résolution ne va pas à l'encontre de la politique d'immigration du gouvernement—3027 ; a déjà soulevé la présente question en 1904 au sujet du bureau canadien du travail à Londres—3027 ; le Gouvernement s'est efforcé d'apporter remède et a partiellement réussi—3027 ; le gouvernement canadien a dénoncé dans les journaux d'Angleterre et d'Écosse ces fausses représentations—3028 ; chaque fois que des grèves surgissent au Canada, ces bureaux envoient d'Angleterre des hommes pour faire échouer la grève—3028 ; la grève de Fernie—3028 ; l'affaire Graeme Hunter, de Glasgow—3028 ; l'affaire Cordasco, à Montréal—3029 ; le Canadian Labour Bureau—3029 ; lettre de Louis Leopold, spécimen d'informations—3030 ; le rapport du juge Winchester—3031 ; la déposition de M. H. Gervais devant la commission royale—3032 ; la clause du bill sur le travail des aubains (1904) qui vise les fausses représentations—3032 ; le bill de M. Logan—3033 ; la grève des imprimeurs au Canada, les manœuvres de Brunning—3033 ; il serait important pour empêcher les coupables d'échapper à la loi, que la même loi existât en Angleterre—3034 ; un homme qui s'est intéressé toute sa vie à la cause du travail, siège dans le cabinet anglais, c'est le moment de lui demander d'unir ses efforts aux nôtres—3034.

M. H. Logan—En sa qualité d'auteur du bill de l'année dernière contre les faux renseignements, est heureux de seconder la résolution—3034 ; c'est un crime de tromper les pauvres gens pour les faire venir en Canada—3034 ; ces trompeurs paralysent l'immigration—3035 ; ce qu'il faut, c'est en Angleterre une loi analogue à la nôtre pour mettre un terme aux opérations des agences interlopes—3035.

M. A. Verville—Expose le cas des imprimeurs amenés au Canada par Brunning avec des contrats sans valeur—3036 ; la classe ouvrière ne s'oppose pas qu'on engage des travailleurs à marché découvert—3036 ; elle ne veut pas qu'on en fasse venir en exposant faussement la situation—3036 ; cette résolution répond au désir des travailleurs du Canada—3037.

IMMIGRANTS AMENES SOUS DE FAUSSES REPRESENTATIONS—*Suite.*

Hon. A. B. Aylesworth—Résolution s'impose à l'approbation de la Chambre et du peuple du Canada—3037; la Chambre a consacré le principe l'année dernière—3037; toute représentation fautive est préjudiciable au pays—3038; en prenant l'initiative de cette suggestion, le Parlement ne viole pas l'étiquette et ne fait pas acte d'indiscrétion—3038; le parlement canadien a considéré l'offense grave puisqu'il a imposé une amende aussi forte que \$1,000—3038; dans les circonstances actuelles, nous sommes impuissants à réprimer des abus comme ceux de Winnipeg—3039; nous n'avons d'autre ressource que de faire des observations au gouvernement impérial—3039; le Gouvernement a déjà de son propre mouvement communiqué au gouvernement impérial le rapport sur l'incident de Winnipeg et lui a demandé d'agir—3039; il n'a pas reçu de réponse, mais il n'y a pas de retard, la communication ne date que d'un mois—3040.

Hon. Oliver—Le Gouvernement canadien a fait disparaître Leopold de la bâtisse où étaient les bureaux de l'immigration—3040; le Gouvernement a porté depuis le 1er avril dernier la prime payée aux agents de billets en Angleterre à \$5 pour les agriculteurs en la maintenant à \$1.75 pour ceux qui ne sont pas agriculteurs afin de décourager l'envoi d'immigrants non agriculteurs—3041.

M. Barr—Le Gouvernement mérite des reproches pour les immigrants non convenables amenés au Canada—3041; les relations entre Preston et Leopold—3042; le ministre actuel a fait cesser cet abus, il mérite ce témoignage—3042.

M. J. B. Morin—Le meilleur moyen de couper court à toute difficulté serait de laisser les gens tranquillement chez eux en Europe—3043; la colonisation du Minnesota—3044; que les gens viennent chez nous s'ils le veulent, mais gardons notre argent—3044.

M. R. L. Borden—Le Gouvernement aurait dû s'adresser aux tribunaux anglais pour empêcher Leopold d'afficher fausement des relations avec nos bureaux officiels—3044; le gouvernement fédéral aurait dû faire plus tôt des représentations au gouvernement impérial—3045; même si le gouvernement impérial passait la loi que l'on demande ce serait au Gouvernement canadien à en pousser l'application—3045.

M. H. Gervais—On devrait donner une portée plus large à la motion—3046; elle devrait consacrer la doctrine nouvelle de la nationalité—3046; aucun individu ne devrait être citoyen de deux Etats, force lui devrait être de limiter son droit de citoyenneté à celle d'un Etat—3046; l'Etat devient de plus en plus une association commerciale—3046; dans ces conditions, on devrait restreindre l'immigration et cesser de payer des primes—3046; on devrait refuser l'entrée du pays aux apôtres de l'assassinat et de l'anarchie—3046.

Motion rappelée—7914.

Motion adoptée—7914.

## LES JUGES, LEURS TRAITEMENTS.

M. H. Lennox—Demande dépôt d'un état donnant tous les détails sur les juges, leur travail, leurs jugements, leur résidence, etc.—797.

Hon. Fitzpatrick—Promet déposer tout ce qui est à sa disposition—797.

Discussion remise—797.

## LOIS DE NATURALISATION DANS LES COLONIES BRITANNIQUES.

M. R. L. Borden—Demande un relevé des différentes lois de naturalisation de l'empire, leurs effets, les tentatives pour obtenir l'uniformité—358; motion hors des habitudes mais espère que sera accordée—358.

Hon. Chs. Fitzpatrick—Tel relevé serait très utile—358; dépend du secrétaire d'Etat, attention sera appelée sur ce sujet—358; uniformité des lois de naturalisation serait bonne chose—359.

Ordonné—359.

## LEGISLATION ELECTORALE.

M. R. L. Borden—Propose formation d'un comité de neuf membres, pour faire enquête sur la législation relative aux élections fédérales—218; remise au lendemain—218.

M. R. L. Borden—Propose qu'un comité soit nommé pour étudier loi électorale et porter remède aux fraudes existantes—243; demandera que la discussion soit ajournée jusqu'à décision Chambre sur motion analogue du ministre de justice—243; même sujet en suspens depuis 1903—244; travaux commissions anglaises 1897-98—244; les élections partielles ou complémentaires devraient être tenues dans un délai raisonnable—245; les sous-officiers-rapporteurs devraient être choisis d'après une liste établie—245; la loi anglaise et les dépenses électorales—248; le directeur des poursuites publiques d'après la loi anglaise—la création au Canada d'un office de ce genre établirait un pouvoir indépendant—250; article M. Arthur Botton "North American Review" sur progrès accomplis par réforme en Angleterre—250; association de réforme électorale de New-York, sujets traités—252; demande d'assigner devant le comité certains juges ayant expérience dans procès d'élection—253; résumé recommandations—253.

Hon. C. Fitzpatrick—Tout le monde d'accord sur nécessité doter pays de loi assurant élections libres et honnêtes—255; trois lois à étudier: loi électorale, loi des élections contestées, loi du cens électoral—255; les pairages pourraient être assimilés à un compromis à l'égard d'un crime—255; serait disposé à adoucir la loi en ce qui concerne corruption à l'égard des délinquants honnêtes—255; n'est pas partisan du vote obligatoire ni d'intervention dans liberté individuelle—256; nomination d'un accusateur public comporterait sérieuse responsabilité pour parti qui nommerait—256; le chef de l'opposition met trop d'ombre au tableau, nous avons tout ce qu'il faut dans le pays pour faire des élections honnêtement—256. Il faut trouver moyen de remédier à ce qui s'est passé au Mani-

LEGISLATION ELECTORALE—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—*Suite.*

toba dans le cas de chevauchement des divisions électorales fédérales sur les divisions électorales provinciales—257; proteste contre les accusations lancées contre les juges du Manitoba au sujet des difficultés électorales—257.

Débat ajourné—257.

M. R. L. Borden—Demande à retirer motion pour formation de comité de 9 membres pour examiner législation électorale, comité déjà nommé par gouvernement—915.

## MASSACRE DES JUIFS EN RUSSIE.

M. A. C. Macdonell—Propose motion de condoléance pour massacre des Juifs en Russie, texte—234; cent mille personnes sans défense ont été massacrées—234; tout le public s'est ému—234; le congrès américain a passé une résolution beaucoup plus énergique—234; quand même cette résolution n'arrêterait la main que d'un seul assassin, on devrait l'adopter—235; les Juifs sont bons et paisibles citoyens du Canada—245; si la Chambre juge qu'on ne devrait pas demander au gouvernement impérial d'intervenir, est prêt à modifier—236.

Sir W. Laurier—Race juive au Canada, respectable—236; protestation est un devoir pour tout bon citoyen canadien—236; Parlement canadien ne représente pas un pouvoir souverain dans toute plénitude—236; Chambre canadienne a passé résolutions relatives à la situation de sujets britanniques à l'extérieur—236; devrait y regarder deux fois avant se mêler de questions dépendant du ministre des affaires étrangères—237; Canada doit-il chercher à indiquer à l'Angleterre quels sont ses devoirs à l'égard autres nations—237; discussion devrait être remise à plus tard et débat ajourné—237.

M. Maclean—Le parlement du Canada peut exprimer sa compassion—237; l'univers entier se réjouit de voir la Russie marcher vers son émancipation—237.

M. R. L. Borden—Croit aussi que l'étude de la question devrait être remise à plus tard—238; cependant le Parlement a le droit de s'exprimer sur tout sujet qui lui plait—238.

M. H. Bourassa—Suppose que le proposeur ne tient pas compte influence électeurs juifs dans sa division électorale—239; province de Québec première à reconnaître les droits politiques des Juifs—239; faut aller sagement pour n'être pas entraîné dans embarrassantes sympathies; les Juifs ont été les instigateurs des désordres en Russie—239; opinion Goldwin Smith—240; Shylock—240; serait ridicule d'adopter résolution proposée—240; résolution de sympathies à l'égard des citoyens britanniques du Transvaal passée il y a sept ans basée sur interprétation insoutenable et insoutenue de l'idée de suzeraineté—241; pourquoi ne pas proposer une résolution pour condamner maintenant l'esclavage jaune au Transvaal, il n'y a pas de doute quant aux titres—241; des préjugés soulevés par de mesquins in-

MASSACRE DES JUIFS EN RUSSIE—*Suite.*

M. Bourassa—*Suite.*

térêts peuvent nous faire dévier de notre rôle constitutionnel, social et politique—242; vaut mieux pour le Parlement revenir au sens commun, sans s'occuper de problèmes dont on ignore même le principe fondamental—242.

M. W. B. Northrup—N'a aucun électeur juif dans sa division électorale, parfaitement désintéressé—242; Portia n'est pas aussi sévère pour Shylock que M. Bourassa pour les Juifs russes—242; vaut mieux étudier davantage question, mais le Parlement peut, sans crainte, exprimer opinion—243.

Motion de sir W. Laurier adoptée, discussion remise—243.

## PRIMES A LA FABRICATION DU FER AVEC MINERAI DU CANADA.

M. J. Conmee—Propose résolution disant que primes devraient être accordées seulement pour fer fabriqué avec minerais du Canada ou colonie britannique que les primes soient renouvelées pour nouvelle période, qu'il y ait remise de droits sur le charbon importé pour fabrication du coke pour hauts-fourneaux—3845; propose retrancher "ou colonie britannique" des résolutions primitives—3845; pour développer gisements de fer des districts Thunder Bay et Rainy River—3845; nous avons le minerai, la question à résoudre est celle des transports et de l'approvisionnement de houille—3846; le minerai étranger entre en trop grande quantité dans la consommation des usines touchant des primes du Canada—3846; historique et développement du système des primes à l'industrie du fer—3846; un changement de politique s'impose avec l'extinction du système de réduction proportionnelle des primes qui finit l'année prochaine—3848; l'avantage accordé au minerai canadien n'est pas suffisant—3848; il faut revenir au principe de protection du minerai canadien édicté en 1894—3849; le minerai étranger trouve un marché trop favorable au Canada—3850; il faut appliquer le principe des primes non seulement aux articles fabriqués avec notre minerai, mais avec le métal provenant de notre minerai—3850; programme proposé pour établissement de primes détaillé—3852; les primes sur le produit du minerai étranger travaillé au Canada diminueraient graduellement jusqu'à cesser—3852; les primes sur les produits canadiens resteraient entières pendant cinq ans—3852; il serait avantageux pour le développement des mines et des aciéries d'introduire en franchise la houille pour la fabrication du coke—3852; liste et production des principaux établissements fabriquant le fer et l'acier au Canada—3853; le Canada importe pour \$100,000,000 de fer et d'articles de fer ou acier—3854; M. Haanel et l'importance de développer les mines de fer—3854; le Canada ne sera jamais indépendant tant qu'il alimentera de l'étranger la plus importante de ses industries—3855; M. Low et les gisements de fer de Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ontario, Colombie-An-

PRIMES A LA FABRICATION DU FER AVEC MINERAI DU CANADA—*Suite.*M. Commee—*Suite.*

glaise—3856 ; ne demande pas de changement à la politique de 1897, veut le remaniement du système des primes pour le modeler aux circonstances présentes—3857 ; l'excédent des recettes de douanes dans les ports où les primes ont été établies compense le paiement des primes—3857 ; depuis 1897, ces primes se sont élevées à moins de 6 millions pour le fer et l'acier—3857 ; le changement proposé pour faciliter la production du coke servirait surtout pour les hauts-fourneaux d'Ontario qui n'ont pas la houille à leur portée—3858 ; tous les pays où s'est développée l'industrie du fer ont dû fournir de l'assistance à l'établissement des hauts-fourneaux—3859 ; Belgique, Nouvelle-Zélande—3860 ; assistance détournée aux Etats-Unis—3860 ; partout ces encouragements ont grandement aidé l'industrie—3860 ; l'agriculture est encouragée à juste titre—3861 ; l'encouragement à la métallurgie donnerait des résultats aussi profitables—3862 ; tout retard peut être fatal à cette industrie—3861 ; promesses personnelles du premier ministre en 1896—3862 ; admet qu'il sera peut-être nécessaire pour quelque temps encore, de payer certaines primes sur les minerais de provenance étrangère—3863.

M. A. Johnston—La loi de 1897 a fait surgir la " Dominion Iron and Steel Co'y. " à Sydney—3864 ; elle n'a pas pu jouir de tout le bénéfice de la loi de 1897 à cause des difficultés des débuts—3864 ; demande que le régime des primes soit renouvelé ou prolongé—3864 ; regrette que la motion soit modifiée de façon à exclure le minerai de Terre-Neuve—3864 ; demande que résolution soit remise dans forme primitive—3866 ; quant à l'entrée en franchise de la houille pour la fabrication du coke, cela porterait un coup fatal à l'industrie houillère de la Nouvelle-Ecosse—3866 ; le maintien du droit sur la houille pourrait être compensé en laissant entrer le coke en franchise aux usines du Sault-Sainte-Marie—3867.

M. T. S. Sproule—Le parti libéral change ; autrefois il combattait les primes—3868 ; sir Richard Cartwright et les primes—3868 ; les libéraux ont combattu les primes en 1894—3869 ; demande qu'on puisse faire venir de n'importe où l'on veut les minerais nécessaires pour utiliser le minerai canadien—3870.

M. R. G. Macpherson—On devrait encourager à travailler la matière brute venant des autres pays pour ne pas épuiser nos mines—3871 ; n'approuve pas l'entrée du charbon en franchise—3872 ; l'industrie du charbon en Colombie-Anglaise—3872.

M. W. F. Maclean—Approuve M. Commee et dit que nous devons utiliser notre propre minerai—3872 ; le tarif pourrait être modifié suivant les régions et leurs besoins—3873.

M. E. B. Caldwell—On parle de ne pas utiliser notre minerai pour ne pas l'épuiser. A ce compte-là pourquoi ne pas conserver nos frêts et utiliser le bois améri-

PRIMES A LA FABRICATION DU FER AVEC MINERAI DU CANADA—*Suite.*M. Caldwell—*Suite.*

caïn ?—3874 ; pourquoi laisser entrer le coke en franchise au Sault-Sainte-Marie pour favoriser les travailleurs des Etats-Unis—3875 ; préférerait tarif protecteur sur le fer aux primes—3875 ; en laissant entrer en franchise le minerai de Terre-Neuve pour les usines de la Nouvelle-Ecosse, on cause un tort aux usines d'Ontario—3875.

M. A. McCool—L'adoption de cette résolution serait désastreuse pour la compagnie du Lac Supérieur et du Sault-Sainte-Marie—3876 ; la compagnie a tout fait pour trouver dans ses propres mines le minerai utile—3876 ; l'importation du minerai américain est une nécessité—3876 ; d'ailleurs, la Cie exporte en échange, aux Etats-Unis de son propre minerai—3876.

Hon. Paterson—Le gouvernement libéral a accordé des primes pour pouvoir réduire les droits sur les articles de fer—3877 ; on a diminué de ce fait le coût de la matière première qui donne du travail à des milliers d'ouvriers—3877 ; l'augmentation des recettes de douanes aux ports dont les industries bénéficient des primes prouve qu'il y a eu quelque chose de reçu en retour de l'argent déboursé—3878 ; si la prime eût été au début limitée au fer fabriqué avec le minerai canadien, cette industrie n'aurait pas atteint son développement actuel—3878 ; une différence de prime de \$1 a été faite à dessein pour encourager l'usage du minerai canadien—3880 ; cette proportion s'est maintenue dans la descente graduelle des primes—3879 ; les termes de la résolution ne sont qu'une base de discussion—3880 ; M. Commee ne prétend pas en faire adopter rigoureusement les termes—3880 ; sera disposé à la retirer—3880.

M. A. Campbell—Si on continue les primes, il faudra réglementer au moins que l'acier ne pourra pas se vendre plus cher au Canada qu'à l'étranger—3881 ; on devrait imposer un droit sur le coke étranger et laisser entrer en franchise la houille pour la fabrication du coke—3881 ; le pays ne voudrait à aucun prix revenir à l'ancien régime fiscal dont M. Sproule continue à faire un impuissant éloge—3882.

M. Commee—Satisfait de l'attitude prise par la Chambre—3883 ; a critiqué la politique minière du gouvernement Ross comme celle de ce gouvernement—3883 ; il serait injuste d'exclure les minerais étrangers et pas ceux de Terre-Neuve, ce serait concéder directement un avantage spécial à la Nouvelle-Ecosse—3884 ; l'entrée en franchise de la houille américaine ne nuirait pas à la Nouvelle-Ecosse—3886 ; les frais sont tels qu'il n'en vient pas au Sault-Sainte-Marie—3886 ; l'importation du coke tout fabriqué n'est pas profitable, il se détériore en voyageant—3888 ; consent au retrait de la résolution—3888.

M. R. L. Borden—Si M. Commee est satisfait, son ambition est modeste—3888 ; l'idée de tarif local a été soumise à la commission du tarif—3889 ; espère que M. Paterson s'en souviendra—3889 ; article du jour-

PRIMES A LA FABRICATION DU FER AVEC MINERAI DU CANADA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

nal libéral de Yarmouth, N.-E., annonçant l'abolition des primes—3890; espère que demain, dans le discours du budget, le Gouvernement fera connaître ses intentions—3890.

Motion Conmee retirée—3890.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS.

M. Bennett—Présente résolution demandant dépôt et discussion du rapport de la commission des transports—796.

Hon. Hyman—Promet le plus tôt possible—796.

Résolution en suspens.—796.

M. W. H. Bennett—Propose motion demandant que le rapport de la commission de transport soit soumis à la Chambre et discuté immédiatement—1145; se plaint que le rapport officiel n'ait pas été transmis et annonce que discutera d'après rapports de journaux—1145.

Hon. Hyman—Repusse toute responsabilité dans retard—1146; promet prochain dépôt—1146.

Motion réservée—1146.

M. Bennett—Propose discussion de motion relative au rapport de la commission des transports remise à date ultérieure—1736.

M. W. H. Bennett—Propose résolution demandant discussion rapport commission des transports—2099; la question des transports est d'une importance extrême pour la confédération du Canada—2100; les Etats-Unis ont senti le besoin de relier les champs de production aux ports de l'est et de créer la concurrence entre les voies fluviales et les voies ferrées—2100; développement du commerce de Buffalo—2100; les Américains ont aujourd'hui des vaisseaux de 300,000 minots sur les ports du lac Michigan et du lac Supérieur—2100; Buffalo a reçu l'année dernière 140,138,822 minots de grain dont neuf à dix millions de l'ouest canadien—2101; depuis 25 ans le Canada a dépensé 70 millions de dollars pour ses voies fluviales—2101; nous devrions être de plus en plus indépendants des voies américaines pour le transport de nos produits de l'ouest—2102; plus nous ferons de transports plus nous aurons d'hommes employés—2102; en vertu des lois de cabotage américaines les vaisseaux canadiens des lacs ne peuvent pas s'employer avantageusement l'été avant l'arrivée du grain—2102; avec de grands élévateurs entrepôts à Port-Arthur et Fort-William le grain s'accumulerait et donnerait tout l'été du fret aux vaisseaux canadiens—2102; nos transports canadiens n'ont pas fait de progrès—2103; il y a trop de changements de ministre des travaux publics—2103; on aurait dû suivre la politique de M. Tarte—2104; voulait faire acheter par le Gouvernement et faire exploiter en commun par Grand-Tronc-Pacifique et Pacifique Canadien la ligne Midland, Port-Hope, Peterborough—2104; opinion de sir T. Shaughnessy sur les transports, opi-

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

nion Hays—2105; Midland devrait être fait port national—2106; le canal de Trent devrait déboucher dans la baie de Matchedash, à quelques milles de Midland, port national—2107; le Grand-Tronc ne se servira jamais de sa ligne de Dépôt-Harbour à Montréal pour porter le grain—2108; le Grand-Tronc-Pacifique va concentrer son trafic du Nord-Ouest à Midland pour gagner Montréal—2108; le Gouvernement devrait prendre possession de Midland pour pouvoir y régulariser les tarifs et les droits d'entrée des concurrents—2108; le Pacifique Canadien est virtuellement exclu de Midland—2109; Toronto a intérêt que Midland soit port national, les trois lignes concurrentes: Grand-Tronc-Pacifique, Canadien Pacifique et Mann et Mackenzie y passent—2110; de 1901 à 1904, l'exportation du grain à Montréal a baissé de 10 millions de boisseaux—2110; citation de l' "Evening Journal" d'Ottawa—2110; si l'on veut que notre grain ressorte par les ports canadiens, il faut le faire entrer par un port de la baie Georgienne et le détourner de Buffalo—2112; la route de l'ouest, de grands lacs à Buffalo est plus longue qu'à Midland—2113; il n'y a pas plus loin de Midland à Montréal que de Buffalo à New-York—2113; le port de Montréal n'avance pas, on piétine sur place—2113; l'opinion de lord Simcoe sur Midland en 1794—2114; lord Simcoe avait pressenti l'importance de Midland—2114; les dépenses d'élévateur à Saint-Jean, N.-B., et à Port-Colborne n'ont aucune utilité—2114; le Gouvernement devrait concentrer ses efforts sur un point de la baie Georgienne comme font les chemins de fer—2114; il faut accaparer le trafic des ports américains des lacs—2114.

M. Hall—Les conclusions de la commission—2115; la commission a recommandé l'usage de la voie fluviale de Midland par le canal de Trent—2115; M. Bennett omet complètement le canal de Trent—2115; M. Borden en 1904 ne savait pas si le canal de Trent était une voie fluviale ou un fossé—2116; les députés conservateurs qui l'accompagnaient en cette circonstance à Peterborough auraient dû l'instruire—2116; le tracé du réseau navigable du canal de Trent tel que fixé au rapport des chemins de fer—2116; sa composition, les travaux exécutés—2118; la route alternative—2118; en deux ans les travaux peuvent être terminés—2118; les avantages pour Peterborough et toute la contrée de l'achèvement du canal—2119; l'avantage pour le combustible, pour les importations—2120; par le canal de Trent, Midland est à 250 milles de moins de Montréal que ne l'est Port-Colborne par le canal Welland—2120; rapport de M. Richards de l' "American Cereal Company"—2120; le blé pourrait être transporté de Midland à Montréal à 2 cents le boisseau, calcul—2121; par chemin de fer actuellement, le prix est de 4 cents—2122; le canal de Trent est le moyen d'obtenir le transport le plus économique du grain de Fort-Wil-

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*M. Hall—*Suite.*

liam aux ports canadiens—2122; économie du transport par eau, exemple—2123; le désavantage des villes de l'intérieur sans débouché fluvial—2123; la situation de Peterborough avec le canal inachevé—2123; les industries sont saignées à blanc par les chemins de fer—2124; les surcharges imposées par les chemins de fer entravent l'utilisation des pouvoirs—2125; les forces hydrauliques du bassin de la Trent pourraient développer une énergie de 100,000 chevaux—2125; par l'inachèvement du canal la vallée de Trent perd une force motrice équivalente à la consommation de \$4,000,000 de charbon par année—2125; toute la production du Canada devrait être expédiée seulement à l'état de produit manufacturé—2126; le Canada tirerait des avantages énormes de la mouture de ses céréales, avantages économiques et monétaires—2126; l'emploi des déchets de grains—2126; les frais de transport anglais de gare à gare sont tellement élevés que le transport maritime ne serait pas aussi nuisible qu'on peut le croire aux produits des minoteries canadiennes—2127.

Séance suspendue—2127.

Discussion reprise—3361.

Avantages que produirait le creusement du canal Welland—3362; importance de la navigation des grands lacs comparée à celle d'autres parties du monde—3362; note de M. S. A. Thompson, de Duluth, au comité des rivières et ports à Washington, 11 avril 1898—3362; la nécessité pour les Etats-Unis de creuser le canal Erié à 20 pieds—3364; la capacité d'un vaisseau capable de passer un chenal est le cube de la profondeur de celui-ci, un chenal de 5 pied porte des vaisseaux de 125 tonneaux, un chenal de 15 pieds des vaisseaux de 3,375 tonneaux—3365; il est donc important d'avoir des canaux profonds—3365; les grands canaux de l'Europe—3366; il ne faut pas que le Canada lésine sur la dépense—3366; le Canada peut bien augmenter sa dette de 200 millions pour accaparer le commerce des grands lacs, ce sera une dépense rémunératrice—3366; chaque dollar dépensé à cette fin est de l'argent placé à gros intérêt—3367.

M. S. Hughes—Le seul ministre qui écoute ces discours est celui dont le district n'est pas intéressé, le représentant de la côte du Pacifique—3367; le chef de l'opposition sait très bien ce que c'est que le canal de Trent—3368; la rigole de Sam. Hughes—3368; la population le long du canal de Trent est prête à approuver tout projet raisonnable de nature à faciliter le transport des grains de l'ouest vers la mer—3370.

M. R. J. Watson—Le rapport de la commission des transports reconnaît hautement les avantages de Parry-Sound et de Depot-Harbour—3371; ce sont les deux ports les plus prospères de la baie Georgienne—3371; les douze ports que le rapport désigne comme devant être nationalisés—3371; les travaux recommandés, deux cents

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*M. Watson—*Suite.*

millions de dollars ne suffiraient pas à les exécuter—3372; l'insuccès de la grande voie canalisée du Saint-Laurent provient de ce que Montréal n'a jamais été en état de recevoir et d'expédier la masse des produits des grands lacs—3373; les quatre itinéraires soumis par la convention des transports—3374; les avantages de la route de Depot-Harbour—3374; on ne doit pas négliger Depot-Harbour—3374.

M. J. T. Schell—La question est d'amener nos produits à meilleur marché à des ports canadiens qu'on ne les transporte à des ports américains—3376; le changement dans les moyens de transport—3377; la suppression des péages sur les canaux n'a pas accru leur trafic—3378; le grain canadien qui va aux Etats-Unis doit y être consommé puisque sur dix millions de grain canadien expédié, il n'en a été réexporté qu'un demi-million—3378; si l'on construit le canal de la Baie Georgienne, son entretien et l'intérêt coûteront par année \$4,750,000—3381; a refusé de signer la requête pour la construction—3382; Halte-là! A ce prix, on pourrait transporter gratuitement 200 millions de minots aux éleveurs de Montréal chaque année—3382; l'abaissement de l'exportation du blé américain, tableaux—3382; ne croit pas qu'on doive construire le canal de la Baie Georgienne—3385; la construction du Grand-Tronc-Pacifique et celle du chemin de fer de la Baie-d'Hudson offrent deux solutions possibles—3387; les taux des canaux et des chemins de fer sont tellement élevés en Europe qu'on ne peut pas à cet égard établir de comparaison entre le Canada et les Etats-Unis et ces pays-là—3388; avant dix ans les transports de grain se feront à la moitié du prix actuel—3389; c'est M. James Hill qui bénéficierait de la construction du canal de la Baie Georgienne—3390; il a le contrôle du grain à l'ouest de Duluth—3390; il faut outiller tous les ports de la Baie Georgienne et les ports océaniques—3391; le choix de Moncton comme terminus du Grand-Tronc-Pacifique était rationnel—3392.

M. E. Devlin—Le Gouvernement actuel a ouvert une ère de progrès—3398; l'entreprise du Transcontinental n'est même plus discutée par ses anciens adversaires—3398; le canal de la baie Georgienne n'exigera que quelques milles de canalisation nouvelle—3394; le rapport de M. Shanley—3394; le prix des transports par chemin de fer et par eau, comparaison—3396; les expéditions de Fort-William—3396; le rapport de M. G. G. Tunell, de Chicago, sur le mouvement vers les ports canadiens—3396; l' "Engineering News" de New-York, 5 mars 1903—3397; il faut étudier sérieusement cette question de canal de la baie Georgienne—3398; si nous construisons ce canal nous l'emporterons sur tous les autres pays du monde en matière de transports—3398.

Débat ajourné—3398.

## REFORME DU SENAT.

M. G. H. McIntyre—Propose résolution demandant suppression du mandat à vie des sénateurs : limitant mandat à trois sessions, imposant retraite à 50 ans—2340 ; les constitutions et la forme du Gouvernement ne sont pas immuables—2340 ; parfois les formes illogiques de gouvernement sont fécondes en heureux résultats—2342 ; voudrait un gouvernement de forme logique—2342 ; n'entend pas manquer de respect au Sénat—2342 ; ne considère pas Chambre des communes comme étant d'une constitution irréprochable—2343 ; la plupart des gouvernements de l'univers ont deux Chambres—2343 ; double objet chambres hautes, maintien de droits et privilèges de l'Etat ou de particuliers, révision de législation hâtive des Chambres populaires—2343 ; dangers inhérents à l'existence des deux Chambres—2344 ; déclarations libérales, convention 1893 et Sénat—2344 ; mécontentement général contre le Sénat—2345 ; objet de la résolution est de consolider le Sénat—2346 ; les provinces devraient avoir un mot à dire dans la nomination des sénateurs du moment où notre régime national est fédératif—2346 ; n'est pas en faveur de l'élection des sénateurs par collèges électoraux plus étendus que pour Chambre des communes—2347 ; demande Sénat mixte nommé mi-partie par gouvernement, mi-partie par provinces—2347 ; caractéristiques de la Chambre des lords et du Sénat canadien—2348 ; le Sénat doit tourner à l'autocratie ou à la torpeur suivant que sa majorité est contre ou pour le Gouvernement—2348 ; le Sénat a manqué son rôle de pondérateur et de réviseur, en particulier dans le cas du bill d'augmentation de l'indemnité—2349 ; le souvenir des grands parlementaires doit inspirer à un député le désir de faire des réformes 2350 ; l'abolition serait le remède le plus facile, mais elle détruirait le bien qu'il y a dans le Sénat en même temps que le mal—2350 ; il faudrait dans ce cas changer la constitution des communes pour sauvegarder les droits des minorités—2350 ; l'abolition n'est ni pratique, ni possible, en ce moment—2350 ; on ne peut pas laisser le Sénat dormir sous prétexte qu'il ne fait pas de mal, il faut prévoir—2351 ; ce n'est pas le changement proposé, comme le nouvel esprit qu'on infusera dans le Sénat qui montrera la valeur de la réforme—2351 ; l'inamovibilité est un des défauts les plus graves du Sénat—2351 ; si les sénateurs n'avaient que quinze années à faire, ils chercheraient à se distinguer par quelque chose—2352 ; il est impossible que le peuple ait toute la confiance voulue dans un corps composé presque uniquement de vieillards—2352 ; l'impuissance du Sénat provient de l'esprit de parti, de l'irresponsabilité et de l'inertie de l'âge—2353 ; le Sénat sans s'amoindrir peut accepter cette résolution—2354.

M. M. S. Schell—Le mouvement d'opinion qui demande la réforme du Sénat ne s'appuie pas que sur des préjugés—2355 ; ne croit pas qu'il serait dans l'intérêt du

## REFORME DU SENAT—Suite.

M. Schell—Suite.

pays d'abolir le Sénat—2355 ; le parti libéral et le gouvernement sont toujours restés désireux comme en 1893 de réformer le Sénat—2355 ; il a accompli d'autres choses de son programme—2355 ; le Sénat a été libéralisé, c'est déjà une réforme—2355 ; le temps d'agir est arrivé—2356 ; les communes pourraient être déchargées d'une partie sensible du travail sur le Sénat—2356 ; la constitution des différentes Chambres Hautes, les Lords—2356 ; sénat aux Etats-Unis, Allemagne, France—2357 ; Italie, Danemark—2358 ; récapitulation du travail du Sénat depuis 1901 ; la limite d'âge et de service est raisonnable—2360 ; il faut un Sénat composé d'hommes actifs—2360 ; serait en faveur de réduire le nombre des sénateurs—2361 ; voudrait accorder aux législatures provinciales le choix d'un sénateur par groupe de quatre—2361 ; les provinces pourraient déléguer ce pouvoir aux universités—2361.

M. Henderson—Avec le système de limitation du terme sénatorial à quinze ans ou trois parlements, rien n'empêchera le gouvernement de renommer un sénateur et de perpétuer le maintien en place—2362 ; la résolution n'est pas précise.

Sir W. Laurier—Félicite les orateurs—2362 ; nous devons nous féliciter qu'au seuil du 39e anniversaire de l'établissement de la confédération on n'ait pas senti le besoin de remanier l'œuvre des auteurs de notre constitution fédérale—2362 ; la constitution des Etats-Unis a été modifiée à plusieurs reprises—2363 ; une des dispositions du pacte fédératif qui a donné lieu à plus de critiques a été celle relative au Sénat—2363 ; en 1856, le conseil législatif avait été rendu éligible—2363 ; heureux effets de l'éligibilité—2363 ; en 1864 quand fut discuté le projet de confédération, il y avait divergence absolue au sujet du recrutement du Sénat—2363 ; Brown voulait un sénat nommé par l'exécutif, déclaration—2363 ; John Macdonald penchait pour un sénat électif, déclaration—2364 ; plus tard ils s'entendirent pour un sénat nommé par l'exécutif—2364 ; en aucun temps le principe de ce mode de recrutement n'a été accepté sans réserve—2364 ; il est bien vrai que la convention de 1893 a proclamé la nécessité de la réforme, mais on n'a jamais pu déterminer dans quel sens devait se faire la réforme—2364 ; Ontario est en faveur de l'abolition—2365 ; considère que ce serait une erreur d'accepter cette idée—2365 ; la protection contre une législation hâtive n'est pas très sérieuse—2365 ; mais, l'existence d'une seconde chambre est une garantie indispensable pour les petites provinces contre les empiétements des grandes—2365 ; de même aux Etats-Unis chaque état grand ou petit est représenté au sénat par deux membres—2366 ; serait assez disposé à adopter ce système, nombre égal de sénateurs pour chaque province—2366 ; l'argument constitutionnel est péremptoire—2366 ; quant à l'élection des sénateurs par un groupe de comtés, le peuple a déjà autant d'élections qu'il lui en faut—2366 ; on a tort de dire que le sénat américain a dégénéré parce

REFORME DU SENAT—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

qu'il est élu par les législatures locales—2367; aspect du sénat américain—2367; les élections du Sénat pourraient être faites par les législatures locales suivant la méthode suivie autrefois pour la nomination des comtés pour les Communes, c'est-à-dire au scrutin libre—2368; Ontario pourrait élire un groupe adverse, mais d'autres compenseraient—2368; l'essentiel est d'avoir un Sénat représentant toutes les catégories d'opinion et non pas une seule—2369; il s'est opéré des réformes dans le Sénat, mais il n'est pas encore idéal—2368; il est bon que ce soient les libéraux qui, étant au pouvoir dans les deux Chambres, demandent une réforme—2368; le système actuel n'est pas plus de son goût que de celui qui a présenté, ni de celui qui a appuyé la motion—2368; il y a quarante ans la question s'est soulevée et si illogique qu'il soit, le mode actuel a été considéré le seul possible—2369; les mesures soumises ne sont que des demi-mesures, ne vont pas à la racine du mal—2369; il faut aborder la question à un point de vue plus large—2369; le Sénat a fait son devoir, mais n'a pas répondu aux espérances conçues—2369; la question pourrait être soumise à la conférence des représentants des gouvernements provinciaux—2369; espère que motion sera retirée sur cette proposition—2370.

M. R. L. Borden—Texte de la résolution de la convention de 1893—2370; depuis treize ans pas d'effort n'a été fait pour mettre sérieusement cette résolution en application—2370; une motion devant la législature de Québec a échoué—2370; elle a passé dans Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse et une autre province—2371; ballon d'essai avant de proposer aux Communes une adresse demandant modification de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—2371; services du Sénat dans affaire du Drummond reconnus par sénateur libéral—2371; le recrutement ne serait pas déficient si gouvernement assez fort pour choisir quelquefois dans parti adverse—2372; le Sénat doit cesser d'être refuge de politiciens—2372; le Sénat devrait être un corps législatif aussi compétent que les Communes—2373; améliorations du Conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse—2373; les sénateurs songent plus à ajourner qu'à travailler—2373; "Political Pointers" n° 3—2373; l'adoption de la présente motion ne remédierait guère aux défauts du système—2374; M. John Macdonald, de Toronto, libéral, fut nommé sénateur par un gouvernement conservateur—2374; promet nommer hon. Paterson sénateur quand sera au pouvoir—2374.

Hon. Paterson—M. Macdonald était indépendant—2375; en vingt-cinq années de pouvoir, c'est le seul libéral que les conservateurs puissent citer comme appelé au Sénat—2375; le parti libéral a tenté d'appliquer la résolution de 1893, il a consulté les provinces—2375; l'inamovibilité est loin de provoquer l'émulation des talents—2376; le parti libéral doit être félicité

REFORME DU SENAT—*Suite.*Hon. Paterson—*Suite.*

d'avoir racheté ses promesses de 1893, moins une—2376.

M. R. L. Borden—Nie et relit les résolutions de 1893—2377-2378.

Hon. Paterson—Nous n'étions pas voués au libre-échange, mais au tarif de revenu, c'est celui que nous avons actuellement—2379; nous avons doublé le revenu—2379; nous avons sauvé \$5,000,000 que le peuple aurait payés en plus avec les anciens droits—2379; nous avons créé l'immigration, nous avons dépensé pour enrichir le pays et cela, sans augmenter sensiblement la dette—2380; nous avons facilité le commerce avec la Grande-Bretagne—2380; nous avons tout fait pour accroître notre commerce avec les Etats-Unis—2380; nous avons réussi à tenir toutes nos promesses sauf une—2380; nous avons mis à l'étude la réforme du Sénat—2380; les difficultés ne sont peut-être pas insurmontables—2380.

M. W. F. Maclean—Des changements fréquents de ministère reformeraient le Sénat—2381; la révision de la constitution n'est plus un épouvantail pour personne—2381; c'est sur les Communes que retombe la responsabilité de la législation de l'indemnité sessionnelle—2381; c'est le Sénat américain qui entrave les réformes dans ce pays—2381; la réforme du Sénat est plus importante aux Etats-Unis qu'au Canada—2382; notre Sénat considérera cette discussion comme un signe des temps—2381.

M. McIntyre—Le premier ministre n'est pas intervenu dans la présentation de cette motion—2382; si la Chambre prête autant que le Sénat le flanc au mécontentement, les électeurs ont un remède tous les cinq ans—2382; l'idée de nomination par les provinces ne sourit pas, redoute dangers appréciables aux Etats-Unis—2383; apprend avec plaisir que question sera soumise à la conférence—2383.

Motion retirée—2383.

## RENSEIGNEMENTS SUR LES CHUTES D'EAU.

M. Monk—Demande dépôt d'un état fournissant tous renseignements sur chutes d'eau dont l'état fédéral est propriétaire ou surveille l'exploitation—613; il serait important que les provinces fissent de ce même côté le relevé pour les pouvoirs sous leur juridiction—614; travail de M. Keefer sur les pouvoirs hydrauliques—614; jamais pareil état n'a été déposé devant la Chambre—616; concession gratuite à la Lachine Hydraulic Co. en 1873—616; concession sans réserve des chutes de Chambly—616; contrats sans restrictions—617; il reste encore des chutes à exploiter, Beauharnois, Soulanges, nouveau tracé canal de la baie Georgienne, Carillon, il importe de connaître leur valeur—617; la doctrine de la nationalisation et de la municipalisation des services publics finira par l'emporter plus tard—618; beau-

RENSEIGNEMENTS SUR LES CHUTES D'EAU—*Suite.*M. Monk—*Suite.*

coup de concessionnaires n'ont pas rempli les conditions—618; baux devraient être révoqués, toutes futures aliénations devraient être entourées de telles garanties qu'elles ne pourront être faites à l'encontre de l'intérêt public—618.

M. H. Bourassa—Nous sommes aux débuts d'une ère nouvelle dans l'exploitation des pouvoirs hydrauliques—618; dépenses énormes faites en France pour faire revenir à l'Etat les chutes d'eau aliénées—619; création service hydraulique fédéral pour tout le Canada vaudrait mieux pour provinces, qu'augmentation de subsides—619; une liste méthodique des pouvoirs d'eau et de leurs propriétaires serait très utile—619; premier ministre et chef opposition méritent éloges pour intérêt pris au Congrès forestier—620; on ne doit pas permettre aux compagnies ni aux particuliers de s'emparer de cette source de revenu public—620; on doit en réserver l'exploitation à l'ensemble du peuple canadien—620.

M. W. F. Maclean—Il est temps de formuler à l'égard des pouvoirs hydrauliques un programme d'action nationale—620; dans Ontario la majeure partie de la force hydraulique des chutes de Niagara a été aliénée sans protection efficace des droits du public—621; "The Cataract Power Company"—621; on s'agit dans Ontario pour recouvrer la possession des pouvoirs dérivés des chutes—621; la force électrique sera à bref délai la servante de l'agriculture—621; le gouvernement doit être à même, en tout temps, de reprendre les pouvoirs et fixer le prix de l'énergie—622; les Américains vont utiliser le pouvoir électrique provenant de Niagara pour la traction de leurs chemins de fer qui nous font concurrence—622; les rapides en aval de la chute peuvent développer autant de force que la chute elle-même—623; on pourrait en se servant des eaux d'aval conserver aux chutes leur pittoresque—623; il est temps de déclarer que les chutes d'eau sont pour l'utilité de toute la population—624.

Sir Wilfrid Laurier—Aucune objection à adoption motion Monk—624; enquête commencée l'année dernière pour connaître chutes en exploitation et chutes données à bail—624; même à l'heure actuelle nous avons à peine une idée de la richesse de nos pouvoirs hydrauliques—624; député d'York abuse, voudrait nationaliser jusqu'au verre d'eau que nous buvons—625; impossible réglementer le prix du pouvoir dérivé des cours d'eau, tous n'ont pas même valeur, position géographique, travaux nécessaires différents—625; nous avons jusqu'à présent disposé trop à la légère de ces richesses, il faut y mettre un terme—626.

Hon. J. Haggart—Question est de savoir quelles sont les attributions du pouvoir fédéral à l'égard des chutes d'eau—626; nous avons droits sur certaines forces hydrauliques créées par nous en creusant des canaux—626; à peine la moitié des eaux du Canada est sous notre contrôle fédéral—626.

RENSEIGNEMENTS SUR LES CHUTES D'EAU—*Suite.*

M. S. Hughes—Désire savoir si l'énergie électrique créée par les chutes du canal de Trent sera à la disposition du gouvernement fédéral ou du gouvernement d'Ontario—627

Hon. M. Hyman—Le gouvernement d'Ontario a demandé au gouvernement fédéral de prendre possession des barrages sur le canal de Trent—627.

M. R. L. Borden—Les baux des chutes d'eau doivent stipuler une durée et des conditions qui empêchent les compagnies particulières d'obtenir une part injuste de leur accroissement de valeur—628; les baux devraient être de peu de durée avec privilège d'augmenter le loyer tous les cinq ou dix ans—628; cette règle s'applique déjà aux baux des terrains houillers—628.

Hon. M. Hyman—Gouvernement se rend compte importance question—629; question de juridiction bien compliquée, exemple, chutes Chaudière—630; le droit que réclame le gouvernement d'Ontario d'accorder la permission d'utiliser les eaux de Niagara peut être révoqué en doute—630; le gouvernement fédéral a juridiction sur l'exportation d'énergie électrique aux Etats-Unis—630; pas sage en raison des dépenses faites d'empêcher cette exportation, si nous sommes incapables utiliser ce surplus—630; en cas de transmission aux Etats-Unis, le gouvernement se réserve le pouvoir de retirer permission en tout temps, sans indemnité et d'édicter les règlements qu'il lui plaira—630; les chutes ont au point de vue pittoresque une valeur commerciale—631; on trouvera un moyen d'empêcher la destruction du panorama—631; la commission des eaux limitrophes chargée d'examiner la question de juridiction—631.

M. A. A. Wright—Remercie M. Monk en qualité de président de l'Association canadienne des électriciens d'avoir soulevé question—631; personne n'engagera ses capitaux dans l'exploitation hydraulique s'il peut être dépossédé au bout de cinq ans—632; obligation d'exploitation immédiate et réglementation du prix de vente d'énergie seules conditions raisonnablement imposables—632.

M. Monk—N'a pas cru possible d'introduire la province de Québec dans le rapport demandé—632; suffit pour le moment que le gouvernement fédéral donne les informations qu'il possède—632; nous avons juridiction sur la plupart des eaux—633; cause jugée à Chambly—633; dès qu'on utilise l'eau pour force motrice, on dérange navigation et on tombe sous contrôle fédéral—633; nos forces hydrauliques sont actuellement affermées pour \$230,000, et le rapport des chemins de fer indique qu'une faible partie de cette somme rentre annuellement—633.

Motion adoptée—633.

## RENVOI DU MAITRE DE POSTE DE CANNINGTON.

M. S. Hughes—Demande copie de toute correspondance relative au renvoi du maître de poste de Cannington—2519; article du "Mail and Empire" relatant indignation

RENOVI DU MAITRE DE POSTE DE CANNINGTON—*Suite.*M. Sam. Hughes—*Suite.*

du village de Cannington—2529; incident Zimmerman—2521; réponses du ministre des postes aux interpellations relatives au renvoi—2522; excuses données pour justifier le renvoi—2523; lettre de J. A. Kilt au "Star" de Toronto déclarant que M. Talbot, le maître de poste, n'a aucun intérêt dans son commerce—2524; M. Macpherson, le successeur de M. Talbot, ancien serviteur du gouvernement Mowat—2524; la grande entrevue de M. Grant, député d'Ontario-nord, dans le "News", de Toronto, 18 janvier 1906, commentaires—2525-2526.

M. l'Orateur—Interrompt, ce sujet ne se rapportant pas à la question—2527.

M. R. L. Borden—On a laissé toute latitude à la droite dans la discussion de la "North Atlantic Trading Company"—2529; a été étonné de la mansuétude de l'Orateur pour les députés libéraux—2529.

Hon. Fielding—N'admet pas qu'il y ait eu de faveur—2529; il y a eu autant d'écarts d'un côté comme de l'autre—2529; vaut mieux s'en tenir à la question—2529.

M. S. Hughes—Il existe une relation entre cette entrevue et le renvoi de Talbot—2530; la maison Tulhope, Grant et Cie a demandé une entreprise de travaux sur le Grand-Tronc-Pacifique—2530; elle ne l'a pas eue, en consolation on a donné à M. Grant la tête du maître de poste de Cannington—2530; le nouveau directeur des postes ne fait pas son devoir, plainte Glynn—2531; espère que le ministre des postes déposera tous les documents relatifs à cette affaire—2531.

Hon. Aylesworth—On pourrait croire que M. S. Hughes a un intérêt personnel ou politique dans cette question—2531; il ne peut y avoir aucune raison politique à cette destitution—2532; si M. Hughes avait consulté les documents qu'il demande il se serait épargné l'ennui qui l'attend quand ils seront déposés—2532; l'histoire de la transaction commerciale de M. Talbot—2533; un maître de poste n'a pas un droit inaliénable à sa position parce qu'il l'a occupée même à la satisfaction du public pendant un certain temps—2534; ces employés sont sujets au bon plaisir de la couronne—2534; l'entrevue de M. Grant a été donnée aux journaux d'Ottawa, après la démission de M. Talbot acceptée et nomination de son successeur—2534; le ministre ne connaissait personne à Cannington et a nommé M. Macpherson sur la recommandation du député du comté—2534; les 11,000 maîtres de poste du pays auraient été destitués qu'on n'aurait pas fait plus de tapage que pour ce Talbot—2535.

M. G. Grant—En rapprochant les dates on constate que l'entrevue d'Ottawa ne peut avoir aucun rapport avec l'incident de Cannington—2535; le devoir du représentant était de communiquer au ministre des postes les plaintes des habitants contre le maître de poste—2536; les états de service de M. Macpherson—2536; le gou-

RENOVI DU MAITRE DE POSTE DE CANNINGTON—*Suite.*M. Grant—*Suite.*

vernement d'Ontario en arrivant au pouvoir a rayé de la liste de la commission de la paix des citoyens respectables simplement parce qu'ils étaient libéraux—2537; n'a jamais connu personnellement M. Talbot—2537; il n'y a pas de comparaison entre un marchand faisant concurrence à des marchands et un homme de profession exerçant sa profession à côté de ses confrères—2538; le gouvernement libéral a été aussi généreux que possible—2538; il n'a jamais été question de représailles, il n'y en a pas eues—2539.

M. Bennett—Les discussions au sujet du maître de poste de Cannington et de sa conduite datent de longtemps—2540; le peuple jugera des mobiles auxquels a obéi le ministre des postes en destituant le maître de poste de Cannington—2540; il n'y a aucune partie d'Ontario où la main du Gouvernement se soit fait plus lourdement sentir, surtout depuis la chute du gouvernement Ross, que dans Simcoe-est et Ontario-nord—2540; lettre de M. Grant pour solliciter l'appui électoral de 2 hôteliers—2541.

M. Grant—Agissait comme secrétaire trésorier de l'association libérale de Simcoe-est—2541.

M. Bennett—Le premier ministre a accusé sir Georges Drummond d'être un manipulateur de fonds électoraux—2542; demande au député de Winnipeg de répéter en dehors de la Chambre que M. Bennett a cherché à influencer le jury—2543.

M. Ingram—Il circule par la poste annuellement 336,587,614 lettres et colis postaux, on ne doit pas prendre au point de vue politique les plaintes qui sont portées—2543; les abus des bureaux de poste de Woodstock, Napanee et Leamington—2544; les inspecteurs des postes sont insolents et font leurs tournées en potentats—2545; s'il y a conflit entre les rapports des inspecteurs et ceux de bons amis du gouvernement, le moins qu'on puisse faire est d'avoir un supplément d'enquête—2545; quelquefois les directeurs n'ont aucun pouvoir dans leur bureau sur les employés qui leur sont imposés—2546; à moins qu'on prenne des mesures justes et raisonnables l'opposition fera de piquantes révélations sur la tenue de certains bureaux de poste—2546.

M. R. Blain—Le maître de poste de Chesley, Ont.—2547; le maître de poste de Wallacebourg—2548; espère que le ministre des postes agira à leur égard comme vis-à-vis de celui de Cannington—2549.

M. Lancaster—Le principe que les maîtres de poste sont révocables au gré de la couronne est bon en théorie et absurde en pratique—2549; tout repose sur le rapport de l'inspecteur—2549; le public a des droits supérieurs à ceux du maître de poste de Cannington et veillera que tous les bureaux de poste du pays soient bien gérés—2550; pour cela, il faut avoir des égards envers les receveurs au lieu de leur montrer de la dureté et de l'injustice

RENOVI DU MAITRE DE POSTE DE CANNINGTON—*Suite*.M. Lancaster—*Suite*.

—2550; le public est au-dessus du maître de poste—2550; il ne suffit pas que le ministre annonce qu'il prend la responsabilité du renvoi—2551; cette responsabilité lui incombe bon gré mal gré—2551; le ministre doit dire ce qu'il va faire des autres maîtres de poste qui ont été dénoncés—2552; le renvoi de Talbot est l'œuvre d'une rancune personnelle—2552; l'opposition est décidée que le ministre des postes répond de poliment—2553; les réponses de l'hon. Aylesworth à M. Bennett—2554; la situation de M. Talbot, sa transaction—2555; aux prochaines élections le peuple montrera aux ministres libéraux qu'on peut facilement leur trouver des remplaçants—2555; le cas du bureau de poste de Grimsby—2556; Grimsby devra être mis sur le même pied que les bureaux de poste dénoncés—2556.

## REPRESENTATION DES PROVINCES.

M. J. J. Hughes (King, I.P.-E.)—Propose qu'une adresse soit présentée au roi Edouard VII pour demander de faire soumettre au parlement impérial une mesure destinée à modifier l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et à prescrire que jamais une province ne pourra avoir moins de représentants au parlement qu'elle n'en avait à son entrée dans la confédération—1146; l'intention des pères de la confédération était que jamais une des petites provinces n'eût moins de représentants en parlement qu'elle n'en avait en entrant dans confédération—1146; texte 21e résolution conférence de Québec—1146; ce principe réaffirmé à l'article 51 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, est une restriction au principe de la représentation basée sur la population—1146; on pensait que l'augmentation de population serait uniforme—1146; on ne pouvait pas prévoir l'émigration aux Etats-Unis, on ne pouvait pas prévoir que le nord de Québec se peuplerait—1147; les délégués de l'île du Prince-Edouard ont toujours exigé six représentants—1147; opinion de M. Galt—1148; M. Brown proposa 5 représentants—1148; protestation des délégués de l'île du Prince-Edouard—1148; MM. Whelan, Grey, Macdonald—1149; l'île du Prince-Edouard resta à l'écart—1150; les "better terms" de 1870, nouvel échec—1150; envoi de délégués à Ottawa en 1873 sur demande du Gouverneur général pour discuter termes d'Union—1150; dépeches échangées—1150; au bout de 9 années de discussion, 6 années après la confédération, les conditions de l'île du Prince-Edouard étaient acceptées—1151; les délégués étaient persuadés que ces concessions étaient permanentes—1151; il ressort de la décision des tribunaux que la conférence n'avait pas le droit de faire la concession permanente des six représentants—1151; avec cette interprétation bientôt l'île du Prince-Edouard n'aura que deux représentants aux Communes et quatre aux Sénat—1151; dans aucun pays la représentation à la Chambre haute n'est plus forte qu'à la Chambre populaire—1152; dans la Fédération australienne nul

REPRESENTATION DES PROVINCES—*Suite*.M. J. J. Hughes—*Suite*.

état ne peut avoir moins de cinq représentants à la Chambre des députés; il y a un minimum de représentation—1152; c'est plus qu'une question de sentiment—1153; l'île du Prince-Edouard peut arriver à être réduite à un représentant, que serait un représentant dans une Chambre de 300?—1152; les Provinces maritimes ont été le berceau de la Confédération—1153; c'est à Charlottetown, I.P.-E., que s'est réunie la première conférence d'où devait sortir la confédération—1153; l'île du Prince-Edouard se réjouit des progrès de Québec, d'Ontario et du Nord-Ouest—1154; mais ces progrès signifient que l'île sera exclue des conseils de la nation—1154; la résolution proposée ne peut nuire à aucune province—1154; pour la loi, comme dans l'Evangile la lettre tue et l'esprit vivifie—1154; a foi en la générosité éclairée des représentants des autres provinces—1155.

M. A. A. Martin—Dans le dernier remaniement, Ontario a perdu un quatorzième de sa représentation, la Nouvelle-Ecosse un neuvième, Nouveau-Brunswick un treizième, et l'île du Prince-Edouard un quart—1155; la province de Québec est le pivot, son augmentation de population est due à la vigueur physique de ses habitants et aux profonds sentiments religieux qui les animent et qui leur fait honneur—1156; de plus, on a augmenté la superficie de Québec de moitié—1156; la superficie d'Ontario a été augmentée aussi—1156; seules, les provinces maritimes n'ont pas été agrandies—1156; lorsque l'unité de population aura encore augmenté, l'île du Prince-Edouard n'aura plus de représentant du tout—1157; on a violé toutes les promesses faites à l'île du Prince-Edouard pour assurer son entrée dans la Confédération, même la promesse de communications avec la terre ferme—1157.

M. E. M. Macdonald—L'injustice ne porte pas seulement sur l'île du Prince-Edouard mais sur toutes les provinces maritimes—1158; les tribunaux se sont basés sur la lettre et non sur l'esprit de la loi—1158; les documents, les conventions de l'époque n'ont pas été soumis aux tribunaux—1159; lorsque les conditions de l'association des provinces furent discutées, il est bien certain que le chiffre de représentants fixé était le minimum acceptable une fois pour toutes—1159; pour l'entrée ultérieure des provinces on a rédigé des conditions spéciales quant à la représentation—1160; la représentation de la Colombie-Anglaise peut être augmentée, mais pas diminuée—1160; quand l'île du Prince-Edouard a reçu six représentants, elle n'avait droit qu'à cinq en vertu des termes mêmes de la confédération—1161; tant que la confédération subsistera elle a droit à ce nombre fixé en dehors des termes de l'acte général—1161; l'interprétation du terme "Canada" dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—1162; il est de l'intérêt de la confédération de fixer un minimum de représentation pour les provinces maritimes—1163.

REPRESENTATION DES PROVINCES—*Suite.*

M. A. Stockton—L'interprétation du terme "Canada" maintenant déterminée par le conseil privé est immuable—1164; on a changé le pivot; les limites de Québec ont été modifiées—1164; le changement ainsi fait est une injustice—1164.

M. A. A. McLean—Cite plaidoyer de M. Aylesworth devant le conseil privé—1166.

M. T. B. Carvell—Jamais les provinces maritimes ne seraient entrées dans la confédération si elles avaient songé que leur représentation pût être réduite—1168; le principe de la représentation basée sur la population n'est pas immuable comme le prouve le cas de la Colombie-Anglaise—1168; le Nouveau-Brunswick dont les richesses sont forestières n'a pas la chance d'augmenter sa population—1169; la Nouvelle-Ecosse avec ses mines est en meilleure posture—1169; l'île du Prince-Edouard essentiellement agricole ne peut pas, étant donnés les progrès mécaniques de l'agriculture, espérer voir sa population augmenter—1170; l'agrandissement de Québec est la cause de la rupture d'équilibre—1170.

M. A. A. Lefursey—Demande nomination d'un comité pour s'occuper de la question—1170; en 1882, lors du remaniement, bien que l'île du Prince-Edouard n'eût dû avoir que 5 représentants, elle en conserva 6—1171.

M. Turgeon—Propose renvoi de discussion—1172.

Sir Wilfrid Laurier—Consent à l'ajournement vu l'importance du débat—1172.

## SALAIRES DES EMPLOYÉS DU CHEMIN DE FER DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD.

M. Lefursey—Demande état indiquant les salaires payés aux employés du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard disposé comme pour employés du chemin de fer intercolonial dans rapport auditeur général—3025.

Hon. Emmerson—Préparation demandera deux ou trois semaines—3026.

## TITRES DE TERRES.

M. Ames—Demande dépôt d'un rapport indiquant le nombre de titres de terres émis depuis 1901 sous diverses rubriques à même les terres d'Alberta et Saskatchewan—2338; a été informé au bout d'un mois que l'on ne pouvait répondre à sa demande primitive—2339; demande remodeler sa motion suivant les observations du département—2339.

Hon. Oliver—Demande que motion soit réservée pour montrer à Chambre quantité travail exigée—2339.

Motion réservée—2340.

## SOPHISTICATION DES ALIMENTS ET REMÈDES.

M. A. Stockton—Propose formation d'un comité de huit membres pour faire une enquête sur vente de remèdes frauduleux ou délétères au Canada et sur les annonces et pour suggérer des mesures de répression—3026; les Etats-Unis se préoccupent de la question—3026; désire s'entendre avec le ministre intéressé sur la composition comité—3026.

SOPHISTICATION DES ALIMENTS ET REMÈDES—*Suite.*

Hon. W. Templeman—Disposé à s'entendre—3026; désire voir comité commencer travail au plus tôt—3026.

Motion adoptée—3026.

## TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA.

M. J. E. Armstrong—Demande dépôt de tous documents relatifs aux tarifs douaniers de l'Allemagne et du Canada—1927; le gouvernement a été insouciant des intérêts agricoles du Canada en n'encourageant pas le commerce avec l'Allemagne—1928; nos exportations en Allemagne diminuent d'année en année—1928; le nouveau tarif allemand a été mis en vigueur le 1er mars dernier et le gouvernement ne s'en est pas occupé—1928; il n'a pas renseigné les cultivateurs sur la situation—1929; le ministre de l'agriculture a parlé d'une façon bien légère en disant que nous pouvions bien nous passer des Allemands—1929; l'Allemagne est le premier marché du monde pour les pommes séchées—1929; le gouvernement des Etats-Unis a obtenu par négociations une réduction des droits sur les pommes—1929; les Américains paient 50 cents par baril, les Canadiens paient \$1.50—1929; le 1er mars, le gouvernement allemand a imposé une surtaxe sur tous les articles d'origine canadienne entrant dans le pays—1930; cite la cote des pommes canadiennes en Allemagne le 20 février 1906—1930; les demandes des associations d'horticulteurs fruitiers du Canada—1930; réponse du ministre de l'agriculture, 27 mars 1906, dénote grande négligence—1931; nous devrions avoir un agent commercial en Allemagne et un aux Etats-Unis—1932; le discours de l'hon. M. Fisher à Montréal le 27 janvier 1906 au sujet de la préférence réciproque—1932; ce n'est pas le sentiment c'est la qualité des produits canadiens qui les fait vendre en Angleterre—1933; en une année l'Allemagne a importé du Canada 2,426,000 livres de pommes séchées—1933; étendue du commerce et du pays allemand. Statistiques—1933; les Etats-Unis ont vis-à-vis de l'Allemagne une balance du commerce favorable de \$102,289,706, celle du Canada est adverse de \$5,518,553—1934; les Etats-Unis exportent de moins en moins et le Canada devrait s'emparer de ce commerce—1934; le commerce du Canada et des Etats-Unis s'accroît toujours au bénéfice des Etats-Unis—1935; ce que nous pourrions exporter en Allemagne—1935; les importations agricoles allemandes, statistiques—1935; insiste pour que le gouvernement fasse des négociations avec l'Allemagne en vue d'une exportation plus considérable de nos produits de la ferme—1936.

M. Clements—Le ministère a gravement manqué à ses devoirs—1936; nous n'exportons pas de produits agricoles aux Etats-Unis, c'est là le vice de notre politique douanière—1936; les cultivateurs sont réduits à la famine—1936; nous devrions exporter du tabac en Allemagne—1937; il n'y a pas un cultivateur sur 75 qui réalise 3 pour 100 sur son capital—1937; les cultivateurs de tabac ne feront pas les

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*M. Clesents—*Suite.*

avances nécessaires pour la culture scientifique avant que le tarif soit modifié de façon à leur assurer des bénéfices raisonnables—1937.

Hon. W. S. Fielding—Tous les documents seront déposés sauf les communications diplomatiques qui sont privilégiées—1937; les déclarations faites par MM. Armstrong et Clements sont antipatriotiques—1938; il n'y a pas de froid entre le gouvernement allemand et le gouvernement canadien, les négociations ont été reprises non officiellement à la demande du gouvernement allemand—1938; M. Armstrong voudrait que nous demandions pardon à l'Allemagne—1938; le gouvernement canadien prétend que son attitude était justifiée par les faits—1938; son attitude a été approuvée par le peuple canadien 1938; c'est les concessions accordées aux Etats-Unis qui nous ont justement forcé à agir comme nous l'avons fait—1938; notre crime a été de donner un régime privilégié à la Grande-Bretagne—1939; nous avions le droit de conclure cet arrangement de famille—1939; sans la décision prise en 1897, jamais les traités qui nous empêchaient d'arranger à notre gré nos relations avec la mère-patrie n'auraient été abrogés—1939; nous avons ainsi obtenu ce que la gauche tentait, sans succès depuis des années—1940; le Canada a été la seule victime de la vindicte de l'Allemagne parce que nous avons établi le tarif différentiel en faveur de la mère-patrie—1941; le Canada a toujours été prêt à accorder à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire le même traitement qu'aux nations étrangères, mais refusait de la faire participer aux avantages de famille faits à l'Angleterre—1942; négociations avec M. Bopp—1942; notre commerce avec l'Allemagne n'est pas si considérable qu'on voudrait le faire croire—1942; l'Allemagne perd beaucoup plus que nous à la situation actuelle—1943; le Canada a protesté par voie diplomatique et par voie privée—1943; en 1903 nous avons pris le parti extrême de la surtaxe—1943; M. Armstrong serait bien le premier homme qui blâmât l'établissement de la surtaxe—1943; nous sommes prêts à rencontrer les représentants des intérêts allemands et à discuter avec eux—1943; il est important que par des déclarations intempestives on n'entrave pas l'action du Gouvernement—1944; il importe que le gouvernement allemand voie que notre gouvernement a derrière lui le peuple canadien dans ce qu'il a fait et dans ce qu'il entend faire—1944.

M. T. S. Sproule—Ce n'est pas au ministre des finances qui fit naguère une campagne de sécession de parler de patriotisme—1944; M. Armstrong a mis en lumière la violation du programme de 1896 où le parti libéral s'engageait à assurer les débouchés plus rémunérateurs aux cultivateurs et aux producteurs canadiens—1944; les libéraux ont promis de donner

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*M. Sproule—*Suite.*

aux cultivateurs, la clientèle de 80 millions d'âmes des Etats-Unis—1945; l'établissement du tarif préférentiel a été une monumentale bévue—1945; les paroles de sir Charles Tupper—1945; le Gouvernement prétendait que les traités avec la Belgique et l'Allemagne n'avaient rien à voir avec la préférence—1946; sir Charles Tupper avait prévenu que nous déclarions la guerre à l'Allemagne—1946; nous soumettons les produits allemands à des droits plus élevés qu'aucune autre nation et simplement parce qu'elle a usé de représailles en face de notre provocation—1947; non seulement le parti libéral ne nous a pas ouvert le marché des Etats-Unis, mais il nous a fermé celui de l'Allemagne—1948; le Gouvernement ne nous a pas même assuré de privilèges spéciaux sur le marché anglais—1948; le ministre de l'agriculture dit même que nous n'en voulons pas—1949; le ministre des finances persiste dans sa ligne de conduite présomptueuse—1948.

M. T. Chisholm—Le patriotisme est une bonne chose, mais il ne faut pas en abuser—1949; l'élevage du bétail est ruiné dans Ontario par l'invasion du bétail de l'ouest à l'automne—1950; l'arboriculture sera la dernière ressource des cultivateurs d'Ontario—1950; au moins sur ce point ils n'auront rien à redouter de l'ouest—1950; la culture des pommes dans le comté de Huron—1950; la surtaxe qui empêche l'entrée du sucre allemand entrave la fabrication des conserves dans Ontario—1950; il faudrait échanger la détaxe du sucre allemand contre la détaxe des pommes canadiennes—1951; les Etats-Unis viennent d'obtenir de nouvelles concessions de l'Allemagne, nous devrions en faire autant—1951; les colons allemands établis au Canada sont furieux de payer 30 pour cent de plus pour acheter des marchandises allemandes que des marchandises françaises—1951.

M. R. L. Borden—S'étonne que le gouvernement connaisse si peu le tarif allemand qui est en vigueur depuis 1er mars—1951; le ministre des douanes a même oublié de télégraphier—1952; pour des affaires bien moins importantes on télégraphie aux quatre coins du monde—1952; la dépêche relative au chemin de fer du Yukon—1952; le résultat de l'abrogation du traité allemand a été de provoquer d'autres traités accordant au reste de l'empire des conditions plus favorables qu'au Canada—1953; pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas protesté quand ces traités ont été négociés—1963; pourquoi n'a-t-on pas protesté auprès des autorités anglaises?—1954.

Hon. Paterson—La préférence pour l'Angleterre a été approuvée par l'électorat en 1900—1954; il en a été de même en 1904—1954; l'Allemagne a décrété qu'elle pouvait nous surtaxer de 100 pour cent, nous nous sommes contentés de la surtaxe de 33 $\frac{1}{3}$  pour cent—1954; quand le gouvernement a imposé une surtaxe sur les produits allemands le pays

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*Hon. Paterson—*Suite.*

a battu des mains—1954; des négociations sont en cours actuellement, ce n'est pas le temps de créer des difficultés—1955; nous voulons étendre notre commerce, mais à des conditions équitables—1955; si le gouvernement a commis une bévue en établissant la préférence, ce fut une heureuse bévue, car si jamais quelque chose a contribué à enrichir les cultivateurs du Canada, ça été la préférence que nos produits ont obtenue sur le marché anglais grâce à notre tarif de faveur—1955; le sentiment en faveur des produits canadiens s'est manifesté, sans avoir besoin de loi—1956; d'un bout à l'autre du pays les cultivateurs veulent le maintien de la détaxe sur les marchandises anglaises—1956; c'est ignorer le sentiment qui prévaut en Angleterre que de nier que le Canada et ses produits sont plus en honneur que jamais sur le marché anglais—1956; nos exportations en Allemagne sont presque les mêmes qu'elles étaient avant la tentative de nous fermer ce marché—1956; ce n'est pas pour \$1,500,000 de commerce allemand que les cultivateurs voudraient perdre les avantages gagnés par la préférence—1956; nos exportations et importations avec l'Allemagne en 1902-03-04-05—1957; l'Allemagne se servira dans les négociations des discours de l'opposition pour prouver que la surtaxe nous fait du tort—1957; nous nous proposons de maintenir la préférence pour l'Angleterre, tout en augmentant notre commerce avec les autres nations à des conditions justes et équitables—1957; concessions faites par les Etats-Unis pour profiter du tarif de convention—1958; quelles concessions sérieuses pourrions nous demander si on criait sur les toits que la surtaxe sur nos pommes met le Canada au bord de la ruine—1958; le gouvernement canadien n'entend pas se laisser dicter par l'Allemagne sa politique douanière, ni se soumettre à des châtimens pour avoir fait ce qu'il jugeait bon à l'égard du commerce de l'Empire—1858.

M. D. Henderson—M. Armstrong ne manque pas de patriotisme—1958; si nos ventes augmentent en Angleterre, c'est simplement parce que nous produisons davantage—1959; pendant la dernière année du régime conservateur le blé se vendait 20 cents de plus le minot à Toronto que sur le marché de Liverpool—1959; jamais, depuis, il ne s'est vendu ce prix-là 1959; il est faux que le sentiment général du cultivateur soit favorable au maintien de la préférence pour l'Angleterre—1960; cependant la population est prête à faire preuve de sentiments d'affection pour la mère patrie—1960; ne veut pas qu'on affame les ouvriers canadiens, même pour nourrir les ouvriers anglais—1960; grâce au tarif de préférence, nous procurons à la classe ouvrière d'Angleterre de l'ouvrage que pourraient exécuter nos artisans canadiens—1960; ce sont les intermédiaires qui ont retiré le bénéfice de la détaxe sur les marchandises anglaises—1960; si l'occasion lui en était offerte, bifferait le tarif de faveur des

donnée—1431.

CANADA—*Suite.*M. Henderson—*Suite.*

statuts du Canada—1960; accepterait le tarif de faveur mutuel s'il devait être avantageux au Canada—1960; nous n'avons pas obtenu un sou de plus pour ce que nous avons envoyé en Angleterre—1961; personne en Angleterre ne consentirait à payer 1 cent de plus pour un livre de fromage canadien simplement parce que le Canada donne un tarif de faveur aux produits anglais—1961; il y a vingt millions d'âmes en Angleterre qui n'ont jamais entendu parler de cette préférence—1962; la manipulation des tarifs: on a admis l'année dernière le fiasco du tarif de faveur quant aux lainages—1962; il a paralysé l'industrie du fer et on a dû la secourir avec des primes—1962; le Gouvernement remet sa révision, il paraît avoir peur de la dévoiler—1962; nous pourrions vendre en Allemagne du blé léger que nous ne vendons pas en Angleterre—1963; il est vrai que le marché allemand ne nous est pas absolument indispensable, mais nous devons faire des efforts pour nous l'assurer—1964.

M. M. S. Schell (Oxford-sud)—Nous obtenons aujourd'hui sur le marché anglais un prix plus élevé qu'avant la préférence—1964; pour le fromage, entre 1896 et 1904, il y a une différence de 1-84 cent par livre—1964; le beurre a augmenté de prix de 20 pour 100—1965; comparaison entre exportations américaines et canadiennes en Angleterre quant au fromage—1965; le beurre canadien se vend maintenant en Angleterre au même prix que le beurre de Danemark—1965; le Canada fournit maintenant à l'Angleterre 80 pour 100 du fromage qui s'y consomme—1965; cet état de chose est dû au tarif privilégié accordé aux produits anglais—1966; expérience personnelle—1966; le marché allemand nous est encore parfaitement ouvert pour les pommes à des prix avantageux—1967; nous traitons l'Allemagne comme tous les autres pays étrangers, nous voulons qu'elle nous traite de même—1967; espère que ce débat prouvera que le Gouvernement compte s'en tenir au tarif actuel—1967.

M. Derbyshire—Grâce au tarif de faveur nous avons littéralement chassé les Américains du marché anglais quant au beurre et au fromage—1967; c'est ce tarif qui attire l'attention du peuple anglais sur les articles que nous produisons et qui lui permet d'en mieux apprécier la qualité et qui en augmente le prix—1968.

M. W. G. Fowler—L'annuaire statistique indique une diminution de 3 pour cent dans le pourcentage de notre commerce avec l'Angleterre comparativement au commerce général—1968; par contre notre commerce avec les Etats-Unis à qui nous n'accordons pas de traitement de faveur a augmenté—1968; peu importe le sentiment quand il s'agit de commerce—1968; le consommateur anglais ne paie pas plus cher son fromage parce que nous avons accordé des privilèges aux manufacturiers anglais—1968; la campagne sécessionniste de M. Fielding en Nouvelle-Ecosse—1969.

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*

Hon. S. Fisher—L'ensemble des discours conservateurs tend à dire que le traitement privilégié accordé à l'Angleterre est une chose qu'on doit abhorrer et faire disparaître immédiatement afin de pouvoir atteindre le marché allemand—1969; les conservateurs disent que la dénonciation des traités allemand et belge fut une abomination, mais ils oublient que sir Charles Tupper, et leurs chefs avaient tous insisté auprès du parlement impérial pour en obtenir l'abrogation—1970; la chaleur des discours ministériels est compréhensible quand on vient plaider en plein parlement canadien la cause de l'Allemagne—1970; le congrès pomologique a applaudi quand le ministre a dit qu'il ne voulait pas aller chapeau bas demander des faveurs à l'Allemagne—1971; le congrès a approuvé la politique du gouvernement—1971; c'est le "traitement sentimental" qui a changé notre situation sur le marché anglais—1972; si les conservateurs étaient restés au pouvoir nos agriculteurs n'auraient pas joui de ce changement—1972; si l'Angleterre imposait des droits sur les produits alimentaires qui arrivent sur son marché, elle affaiblirait sérieusement l'unité de l'empire britannique—1972; le renchérissement des articles de consommation en Angleterre pourrait occasionner une crise commerciale ruineuse pour le cultivateur canadien dont la prospérité dépend des commandes du marché de la mère patrie—1973; la politique des conservateurs est franchement opposée au régime des droits différentiels—1973; en 1902 à la conférence coloniale nous avons demandé que la taxe de guerre fût enlevée sur le blé canadien pour l'avantage du consommateur et non à son détriment—1974; la théorie des taxes de revenu—1974; les conservateurs ont déjà prétendu en 1896 qu'il était absurde de dire qu'en diminuant l'impôt on pourrait augmenter le revenu—1975; sir Charles Tupper décrivait les ruines et les grincements de dents et rien de cela ne s'est produit—1976; les conservateurs n'ont pas encore pu comprendre comment notre politique fiscale a pu réussir—1976; en 1903 le ministre des finances a donné tout l'historique des protestations du Canada contre la mesure privant le Canada des bénéfices de la convention anglo-allemande—1976; échange de notes et correspondance—1977; ce n'est pas notre faute si le reste de la famille n'est pas venu à notre secours et a laissé faire—1978; les conservateurs dans leur beau temps ne se gênaient pas pour crier "Tant pis pour le lien britannique!", les libéraux veulent que rien ne porte atteinte à ce lien—1978; bien que le gouvernement ne veuille pas aller chapeau bas aux pieds de l'Allemagne, il est tout prêt à entamer des négociations avec l'Allemagne pourvu qu'elle nous traite comme les autres pays—1978; le parti libéral considère que les questions fiscales sont d'ordre domestique et n'intéressent que notre ménage national—1978; quant au régime différentiel, le pays y a gagné et l'Empire y a gagné aussi—1979; les conservateurs ont toujours prétendu avoir le monopole du loyalisme—1979; ces mêmes conservateurs signèrent

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

le manifeste annexionniste—1979; les libéraux prêchent et pratiquent la loyauté à l'Empire—1979; les conservateurs ont frappé de droits protecteurs élevés les produits anglais—1980; ils veulent étouffer le sentiment d'union entre les colonies et la Grande-Bretagne suscité par la création du régime de faveur—1980.

M. Sproule—Demande si l'établissement de l'union commerciale avec les Etats-Unis aurait contribué à resserrer le lien britannique—1980.

Hon. Fisher—L'union commerciale aurait provoqué le retour de la prospérité et la prospérité amène le contentement et l'unité—1980.

M. W. H. Bennett—Le parti ministériel a repris confiance depuis la discussion de la "North Atlantic Trading Co'y"—1981; les dernières élections d'Ontario—1981; pérégrinations des chefs libéraux à la recherche de comtés—1982; les élections provinciales d'Ontario—1982; les \$1,200 de M. Miller—1982; nos exportations agricoles en Grande-Bretagne ont baissé, chiffre—1983; le discours de l'hon. S. Fisher à Montréal et le memorandum du Gouvernement à la conférence coloniale—1984; le public n'accepte que sous bénéfice d'inventaire les déclarations du ministère au sujet de sa politique financière et douanière—1985; les libéraux étaient prêts à briser le lien britannique quand M. E. Blake s'est séparé d'eux sur la question de l'union commerciale—1985; on ne fait entendre raison au Gouvernement que lorsqu'il comprend que l'élément sain du parti est décidé à lui forcer la main—1986; dans la province d'Ontario, le parti libéral n'est plus qu'un cadavre politique—1986; maintenant que le premier ministre a perdu son bras droit dans Ontario, il ne saurait faire élire une simple poignée de députés aux prochaines élections—1986; tout changement d'administration quel qu'il soit ne saurait être pire que la situation actuelle—1987.

M. A. Johnston—Pour la première fois l'opposition vient de prendre une position tranchée au sujet de la préférence envers l'Angleterre—1988; dorénavant ce parti est décidé à mettre de côté la préférence anglaise et la surtaxe allemande—1988; si la province d'Ontario a été hostile au parti libéral, Ontario n'est pas tout le Canada, il y a d'autres provinces—1989; toutes les autres provinces ont donné des majorités—1990; les libéraux en 1904, ont gagné douze sièges dans Ontario—1990; l'expérience de M. Bennett dans les cours criminelles—1991; corrupteur avoué—1992; celui qui prêche la morale dans le pays, a avoué dans la cause de Wilson avoir corrompu un électeur et a été ensuite condamné pour diffamation—1992; nos exportations en Grande-Bretagne ont augmenté et non diminué—1993; les causes du mouvement séparatiste en Nouvelle-Ecosse—1993; l'hon. M. Fielding n'a jamais subi de défaite dans sa province—1994.

TARIFS DOUANIERS D'ALLEMAGNE ET CANADA—*Suite.*

M. Geo. Taylor—Les libéraux gaspillent le temps de la Chambre—1994; si l'on continue de ces façons, la Chambre siégera encore aux canicules—1995.

M. H. LeDnox—Fait le récit complet de la cause de diffamation intentée par Wilson à Bennett—1995; les douze jurés conservateurs—1997.

M. Armstrong—N'a pas d'excuse à faire au sujet de son patriotisme—1998; veut que le marché canadien soit réservé aux Canadiens—1998.

Motion pour documents adoptée—1998.

## TRACE DU TRANSCONTINENTAL.

M. Crocket—Demande dépôt de tous les documents, lettres, etc., relatifs au tracé du Transcontinental, de Winnipeg à Moncton—1471; demande si le rapport déposé, contenant trois lettres échangées, au sujet du tracé dans le Nouveau-Brunswick, du 26 au 29 avril 1905, contient toute la correspondance en existence à ce sujet—1472; étonné qu'il n'y ait rien de nouveau depuis que la délégation du Nouveau-Brunswick s'est présentée au gouvernement à cet égard—1473; rumeurs sinistres à l'égard de la section Québec-Moncton—1473; cette section met naturellement le Transcontinental en concurrence avec le Grand-Tronc de Montréal à Portland—1474; de plus, l'approbation des plans est laissée à la compagnie du Grand-Tronc, de là les craintes—1474; texte du paragraphe 7, article 1er de loi du Transcontinental—1474; la précipitation d'autrefois a fait place à la temporisation—1475; la question du dépôt de garantie du Grand-TroncPacifique—1475; les arpenteurs ont été envoyés précipitamment au Nouveau-Brunswick aussitôt la prorogation de 1904 et expédiés non pas sur la route du centre du Nouveau-Brunswick, comme on l'avait donné à entendre, mais où il y avait le plus d'électeurs à convertir—1478; les déclarations de sir W. Laurier, de l'hon. W. Fielding, de l'hon. Emmerson et de l'hon. M. Haggart prouvent que le Gouvernement ne songeait pas à construire dans la vallée de la rivière Saint-Jean—1478; l'amendement de M. Fowler demandant la construction par voie de Frédéricton a été rejeté en comité—1479; sur les douze groupes d'arpenteurs, 4 ont travaillé sur la route du fleuve et huit sur celle de l'intérieur—1479; détail du travail des groupes—1481; on a tout fait pour abrégier le tracé de l'intérieur et rien fait pour abrégier le tracé par le fleuve Saint-Jean—1481; le rapport donne: route de la rivière 333, route centrale 316 milles—1482; travaux de sir Sanford Fleming en 1864—1483; les 6 tracés détaillés—1485-1486; la grande activité électorale de 1904—1487; l'article du "Telegraph" de Saint-Jean—1487; le rapport ne dit rien de bien favorable à la route centrale, il signale la contrée comme forestière et giboyeuse ce qui n'est pas de nature à encourager la construction d'un chemin de fer—1488; entrevue de M. Wade du 31 mars 1905—1488; entrevue de l'hon. Emmerson à Halifax—1488; la tentative en faveur du tracé du fleuve Saint-Jean en

TRACE DU TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

M. Crocket—*Suite.*

décembre 1905—1489; les nouveaux arpentages—1489; le rapport de la commission et les résultats de ces arpentages—1489; le public croit que ces études n'ont pas été faites consciencieusement—1490; les adjudications demandées pour la construction de Winnipeg à l'est et de Québec à l'ouest, sans rien pour les travaux de Québec à Moncton, sont une violation de l'article 10 de la loi amendée de 1904—1490; la promesse du tracé Harvey-Salisbury par Frédéricton en 1885 fut moins formelle que celle de sir Wilfrid Laurier en proposant le bill du Grand-Tronc-Pacifique—1491; la construction de la section Winnipeg-Québec avant celle de Québec-Moncton va détourner le trafic par l'autres voies que Moncton—1492; les chiffres du ministre des chemins de fer démontrent que le tracé projeté sera de 18 milles plus long entre deux mêmes points que celui de l'Intercolonial—1492; les promesses de raccourcissement de trajet—1492; on aurait dû en 1903 faire de Saint-Jean le terminus du Transcontinental, et en passant par la Vallée du fleuve Saint-Jean on aurait gagné 85 milles sur l'Intercolonial—1494; le rapport de M. Lumsden est injuste quand au tracé par le fleuve—1495; d'après M. Butler avec ce tracé, il y aurait une économie de traction de 41 pour 100 sur le prix d'exploitation de l'Intercolonial dont ne tient pas compte M. Lumsden—1496; une ligne le long du fleuve desservirait une population 15 à 20 fois plus nombreuse que par l'intérieur—1496; le long de la rivière Saint-Jean on desservirait une population locale de 60,000 à 75,000 âmes—1496; le rapport de M. Lumsden affirme faussement que la construction le long du fleuve coûterait \$1,500,000 de plus qu'à l'intérieur—1498; tout le monde au Nouveau-Brunswick est convaincu que les ingénieurs sont circonvenus en faveur du tracé intérieur—1498; le rapport néglige les avantages du tracé par la rivière et exagère ceux du tracé intérieur—1498; le Gouvernement a promis que la ligne Québec-Moncton serait construite; si elle ne l'était pas, ce serait une injustice flagrante à l'égard de cette partie du pays—1499.

M. Carvell—M. Crockett en dépit de ses protestations ne serait pas fâché si le Gouvernement ne construisait pas de chemin de fer du tout dans le Nouveau-Brunswick—1499; le grand argument électoral des conservateurs en 1904 a été que cette ligne ne se construirait pas—1499; les caricatures du "Daily Telegraph" de Saint-Jean—1500; "La Vache de Portland"—1500; accepte la promesse du Gouvernement comme loyale et sincère—1500; dans la construction d'une voie ferrée les courbes et les rampes sont plus importantes que la distance—1500; il a fallu allonger la route un peu plus qu'on n'avait calculé pour ne pas dépasser le minimum de rampes que s'était imposé le Gouvernement—1501; la différence de niveau entre Québec et Saint-Jean est de 1,350 pieds et le minimum prescrit est de

TRACE DU TRANSCONTINENTAL—*Suite.*M. Carvell—*Suite.*

21.1 pieds par mille—1501; sur l'Intercolonial il n'y a pas de rampe de moins de 1 pour 100, partout où il y a changement d'altitude: tableau—1502; M. Butler dans son rapport dit que pour que l'Intercolonial n'eût pas de rampes plus fortes que celles qu'aura la nouvelle ligne, il faudrait l'allonger de 100 milles—1502; pour toutes les fins pratiques, la nouvelle ligne sera donc de 100 milles plus courte que l'Intercolonial—1502; les travaux de levé dans le Nouveau-Brunswick seront repris le 1er mai—1503; il est regrettable que M. Lumsden ait basé son rapport sur de trop maigres renseignements—1504; quand les études seront terminées, le rapport vaudra certainement celui de sir Sanford Fleming—1504; le rapport préliminaire contenait des inexactitudes—1505; le rapport attribuant la même capacité voitière aux deux tracés était dans l'erreur—1505; pour l'autre tracé, il faut gravir une hauteur de 1,500 pieds—1506; on doit faire suivre à la ligne le tracé capable de la favoriser le plus sous le rapport du trafic eu égard au coût de l'entreprise—1507; pour que le Grand-Tronc de Québec à Portland aie des rampes aussi douces que celles que peut donner le tracé par le fleuve Saint-Jean, il faudrait allonger la ligne de 50 milles—1508; le Transcontinental doit aboutir à Moncton, nous y sommes tenus par le traité—1508; en dépit de tous les égards dus à Saint-Jean, les engagements pris envers la Nouvelle-Ecosse doivent être respectés—1508; l'objet de la nouvelle voie n'est pas d'atteindre Saint-Jean ou Halifax, mais de transporter les produits canadiens vers les ports de mer canadiens en les faisant passer par les voies canadiennes—1508; les marchandises à destination rapide iront à Halifax, le gros fret à Saint-Jean—1509; on a tort de calculer les distances de Québec à Moncton; comme termes de comparaison, on doit calculer de Québec à la mer—1509; les chiffres sur lesquels on se base pour dire que les nouveaux tracés ne sont pas plus courts que l'Intercolonial sont ceux du rapport préliminaire de 1905, ils sont erronés—1510; les nouveaux arpentages vont les modifier—1510; à première vue, d'ailleurs, il y aura pour le tracé du fleuve Saint-Jean 13 à 15 milles à déduire des chiffres du rapport préliminaire—1511; les nouveaux arpentages convaincront le gouvernement que le tracé par le fleuve Saint-Jean est le seul acceptable—1511; par le tracé du fleuve Saint-Jean on pourra traîner autant de wagons qu'une locomotive en peut mouvoir—1512; les variations politiques de la ville de Saint-Jean—1512; néanmoins, il faut agir avec justice à l'égard de Saint-Jean—1512; par le tracé du fleuve Saint-Jean on traverse une contrée peuplée qui fournira du trafic en dehors des cinq mois de trafic direct de l'ouest—1514; éloge de M. Parent et McIsaac—1514; espère que le gouvernement ne se décidera pas quant au tracé avant d'avoir les informations les plus complètes—1514.

M. R. L. Borden—Demande sur quelle base on peut évaluer que la réduction des rampes porterait la distance jusqu'à Portland à 400 milles?—1514.

TRACE DU TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

M. Carvell—Le rapport des commissaires dit que pour réduire les rampes de Québec à Saint-Jean de 1 pour 100 à 4 dixièmes, il faudrait prolonger le tracé de 50 à 60 milles, ce calcul est fait sur cette base—1515.

Débat ajourné—1515.

Discussion reprise—1768.

Hon. J. Costigan—Il n'appartient plus aux prolanes de se prononcer sur les mérites relatifs des deux tracés, c'est l'affaire des ingénieurs—1768; l'origine de la section Québec-Moncton—1769; le départ de M. Blair lors de la discussion du Grand-Tronc-Pacifique affaiblit l'influence des députés du Nouveau-Brunswick—1769; la ville de Saint-Jean n'a pas de meilleur ami que le député de Victoria, N.-B.—1769; il faut développer Saint-Jean dans l'intérêt de tout le Nouveau Brunswick—1,69; le tracé par la vallée du fleuve Saint-Jean doit forcément coûter moins d'argent que celui de l'intérieur—1770; il était inévitable que l'examen du tracé de la rivière devrait occuper moins de temps—1770; il est faux qu'on ait volontairement soigné l'un plus que l'autre—1770; en allongeant le tracé central, on a fait disparaître les déclivités, pourtant il est plus court encore que celui du fleuve—1771; Fredericton n'a pas de raison pour être opposée au tracé central—1771; il est ridicule de s'opposer à la construction centrale sous prétexte que cela fera du tort aux forêts—1772; c'est par politique que le tracé de l'intérieur ne fut pas accepté lors de la construction de l'Intercolonial. Il y eut alors un compromis—1772; le tracé Hardy—1772; la ville de Saint-Jean sera aussi bien servie par le tracé de l'intérieur que par celui du fleuve—1773; a appuyé le Transcontinental, sans arrière pensée de clocher pour avoir une route entièrement canadienne—1774; a confiance dans la commission et dans les ingénieurs et est prêt à accepter leur rapport—1774.

M. Stockton—M. Carvell allonge et raccourcit les distances comme si les chemins de fer étaient en caoutchouc—1774; a cependant prouvé victorieusement que le Gouvernement devrait accepter le tracé de la rivière Saint-Jean—1774; surpris que M. Carvell dise qu'on n'a pas agi honnêtement en faisant les explorations—1775; demande pour sa part qui a permis au Gouvernement de déclarer que le tracé de la rivière Saint-Jean offrait de grandes difficultés de construction—1776; Saint-Jean ne doit pas être punie parce qu'elle envoie des députés hostiles au Gouvernement—1776; la ville de Saint-Jean a été fondée par les loyalistes—1776; demande justice pour Saint-Jean—1776; le port de Saint-Jean est le vrai port national du Canada—1776; Saint-Jean, Halifax, Québec, Montréal devraient être nationalisés—1777; espère ne pas être longtemps dans l'opposition—1777.

M. W. S. Loggie—Le développement du pays est tout aussi important que la question de transport—1778; l'entreprise du Transcontinental n'a pas été commencée trop tôt—1778; les avantages de la route du

TRACE DU TRANSCONTINENTAL—*Suite.*M. Loggie—*Suite.*

centre au point de vue du développement du Nouveau-Brunswick—1779; la commission du Transcontinental est certainement en faveur du tracé de l'intérieur—1779; si le Transcontinental suit le tracé central, il en résultera, comparé au tracé de l'Intercolonial, une réduction de frais d'exploitation de \$2,157,544.42 représentant un capital de \$40,453,959—1780; la presse conservatrice du Nouveau-Brunswick fait de son mieux pour qu'une nouvelle ligne ne se construise pas—1780; les frais de transport sur le Transcontinental par le tracé intérieur seraient de 75 pour cent moins élevés que par l'Intercolonial—1781; le tracé par la rivière Saint-Jean coûterait \$3,896,252.75 de plus que par l'intérieur—1782; on n'a pas le droit de dire que les relevés n'ont pas été faits honnêtement—1782; le tracé répond à toutes les conditions posées en 1904—1782; le trafic recueilli sur ce parcours serait enlevé au Pacifique-Canadien—1783; l'exploitation du merisier—1784; n'a pas d'intérêt personnel, la route par ce tracé ne traverse pas son comté—1784; Saint-Jean est le premier port du pays et mérite toute la considération du gouvernement—1784.

M. G. W. Fowler—La politique de parti n'a rien à voir au choix dans ce cas—1784; l'opposition ne voulait pas la construction de la ligne du Nouveau-Brunswick, le gouvernement en a jugé autrement et le pays l'a approuvé—1785; est entièrement opposé au tracé de l'intérieur—1785; la portion riche du Nouveau-Brunswick est le long des rivières—1785; le ministre des Finances disait qu'on construirait la ligne pour \$13,000,000, on vient, pour la construction d'un sixième, de donner des contrats s'élevant à \$19,000,000—1785; on promettait de raccourcir de 140 milles; le tracé de l'intérieur est de 21 milles plus long que celui de l'Intercolonial—1786, le "Telegraph" de Saint-Jean n'est pas un journal indépendant—1786; on a peur que le tracé de la vallée de la rivière Saint-Jean soit parallèle au Pacifique-Canadien et on ne s'inquiète pas que celui de l'intérieur soit parallèle à l'Intercolonial—1786; ses électeurs ne s'inquiètent pas du tracé choisi—1786; les entrepreneurs du Grand-Tronc-Pacifique ne protestent pas contre le tracé central parce qu'ils seraient heureux de voir le plus mauvais tracé adopté, afin de n'être pas tenus de s'en servir et de pouvoir continuer à envoyer le grain à Portland—1787.

M. Daniel—En construisant la ligne du Transcontinental jusqu'à Moncton seulement on ne se conforme pas à la déclaration contenue dans le préambule du bill—1788; lit le préambule—1789; la ligne devrait aller d'un océan à l'autre—1789; le concurrent de Saint-Jean comme port n'est pas Halifax, c'est Portland, Maine—1790; le contrat n'assure pas aux ports canadiens le trafic—1791; l'article 42 de la loi de 1903—1791; les cris de joie de Portland le lendemain des élections de 1904—1792; citation de journaux américains—1792; serait heureux si Gouvernement diminuait distance de Québec à Halifax—1793; proteste contre un projet

TRACE DU TRANSCONTINENTAL—*Suite.*M. Daniel—*Suite.*

laissant de côté Saint-Jean, le premier port du Canada—1793; la ligne devra pendant six mois être alimentée par trafic local, dans ce cas le tracé le long de la rivière est évidemment le plus avantageux—1794; remercie des éloges faits à Saint-Jean—1794; espère que le Gouvernement reviendra au sens réel du préambule du bill et construira sa ligne jusqu'à Saint-Jean directement pour lui permettre de rivaliser avec Portland—1794.

Hon. Fielding—La motion comporte simplement une demande de documents et non la discussion du projet du Transcontinental qui n'est plus à faire—1794; la question est maintenant purement une question de génie civil—1795; le député de Carleton a demandé qu'on recommençât les études sur le terrain, sa demande a été bien accueillie—1795; il est d'importance secondaire de savoir si le tracé adopté favorisera Saint-Jean, Fredericton ou Halifax—1795; on ne doit rien épargner pour avoir la ligne la plus courte et la plus directe possible—1796.

M. R. L. Borden—Il y a trois ans le ministre parlait avec plus d'assurance qu'aujourd'hui du tracé du Nouveau-Brunswick—1796; on demande encore de nouvelles explorations—1797; lors de l'adoption du bill, on nous disait que le temps pressait, qu'on ne pouvait pas attendre—1797; le cabinet prétendait avoir tous les renseignements nécessaires pour construire la ligne—1797; maintenant on a recours à de nouvelles études—1798; le Gouvernement devrait bien se presser un peu—1798.

Motion adoptée—1798.

## VETERANS INCURSIONS FÉNIENNES.

M. F. D. Monk—Propose motion pour reconnaître d'une façon tangible les services des vétérans des incursions féniennes—633; un grand nombre de vétérans dans Montréal et environs—634; ont demandé déjà à trois reprises—634; députation 1896—634; députation 1895—635; observations Monk, débats 1905—636; environ 14,000 survivants—636; ces vétérans ont servi contre l'étranger pour la défense du sol—637; actuellement on donne l'ouest aux étrangers, chiffres—637; il ne reste plus d'après les calculs de M. Ames que 12 millions d'acres à distribuer gratuitement au Nord-Ouest—638; on devrait en donner aux vétérans canadiens de préférence aux étrangers—638; on devrait établir au milieu des Américains installés dans l'ouest un noyau de notre population—639; les titres donnés aux vétérans devraient pouvoir être négociés pour ceux qui ne peuvent pas aller coloniser—640; on établirait ainsi un courant de notre population vers ces terres—640.

Sir Frederick Borden—Approuve tout ce qui se dit aujourd'hui à la louange de ceux qui volèrent à la défense du sol—640; heureusement leur bravoure ne fut pas mise à l'épreuve—640; 25,000 hommes prirent les armes—641; l'incursion de 1866 se produisit avant la confédération, les vo-

VETERANS INCURSIONS FENIENNES—*Suite*Sir Fred. Borden—*Suite*.

lontaires du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse furent appelés—641; un complot était organisé pour se servir du vaisseau entre Portland et Saint-Jean et faire un débarquement à baie de Fundy—641; volontaires du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse auraient donc mêmes droits que ceux de Québec et Ontario—641; exposé des opérations militaires 1866-1870—643; il y a eu en tout 21 blessés et 10 tués—643; les familles qui comptaient pour leur subsistance sur l'aide des soldats qui ont été tués ou blessés ont reçu pension—643; le pays a donc amplement pourvu à leur secours—643; vétérans n'ont d'abord pas demandé d'argent, mais médailles. Ils les ont obtenues—644; on demande pour vétérans conditions spéciales pour s'établir eux ou leurs familles au Nord-Ouest au lieu d'étrangers—644; on ne peut pas raisonnablement demander des scrips qui seraient revendus à des étrangers et accroitraient un mal qu'on condamne—645; peut-on limiter les faveurs aux survivants et ne rien donner aux familles des défunts?—645; on ne doit pas créer un précédent, donner des scrips pour payer le patriotisme—645; gouvernement est prêt à étudier question de concession de homesteads—645; demande retrait de motion—646.

M. Barker—La fidélité à la couronne britannique n'empêche pas de demander reconnaissance des services rendus—646; a servi en 1866 et 1870 et n'a jamais demandé de médaille—646; incidents appel du 7e Régiment en 1866—646; affaire de Ridgeway—647; réminiscence—648; vétérans salueraient avec joie la reconnaissance de leurs services—649; gouvernement Ross a accordé des terres, elles sont incultivables—649; gouvernement Whitney dit qu'il n'y en a pas assez pour distribuer et offre 50. Voilà la générosité des gouvernements—650; si les volontaires n'ont pas été au feu, leur empressement à répondre à l'appel a arrêté l'invasion—650.

M. Worthington—Les cantons de l'est, peuplés de loyalistes, ont répondu à l'appel—651; le gouvernement d'Ontario a donné des terres à ses vétérans. Ceux de Québec n'ont rien et ils n'étaient pourtant pas inférieurs—651; on donne des terres gratuites aux Galiciens et Doukhobors, pourquoi pas aux vétérans?—652; la médaille est venue quarante ans après les services rendus—652.

M. Daniel—Réminiscences de l'appel des volontaires du Nouveau-Brunswick—652; on peut avoir encore besoin des volontaires, il faut récompenser ceux-ci pour l'exemple—653.

M. R. V. Walsh—Les volontaires n'ont rien coûté dans le comté de Huntingdon ils ont été nourris dans les familles sans frais pour l'Etat—654; c'est une raison de plus de les récompenser—654.

M. S. Hughes—Historique de l'appel des volontaires—654; ceux qui ont protégé la frontière sont aussi méritants que ceux qui ont été au feu—654; les volontaires n'étaient pas mus par esprit de lucre—655; il vint 5,000 demandes d'enrôlement

VETERANS INCURSIONS FENIENNES—*Suite*M. Sam. Hughes—*Suite*.

de Canadiens établis à Chicago—655; propose création d'une réserve pour milice à la Rivière à la Paix—656; on donnerait 320 acres en terre réelle ou 160 en scrips—656.

Sir W. Laurier—Si les éloges des services rendus par vétérans sont bien fondés ils ne font pas honneur aux gouvernements qui ont précédé celui-ci et qui pendant 40 ans ont oublié les vétérans—657; à la fin de l'invasion le gouvernement d'alors s'est chargé des veuves et des blessés—657; M. Baker dit que les vétérans demandent seulement que le pays garde le souvenir de leurs services—657; motion Monk demande plus que cela—358; on demande des terres pour coloniser au lieu des étrangers, mais en même temps on prévient que les vétérans ne peuvent pas être colons—658; s'ils veulent un patrioisme au Nord-Ouest nous le leur accorderons—658; s'ils ont des fils nous faciliterons leur installation—659; nous ne voulons pas donner des scrips qui seront vendus à ces étrangers qui font horreur à M. Monk—659; Gouvernement est prêt à étudier tout projet formulé permettant de reconnaître les services de vétérans sans porter atteinte au système arrêté de donner la terre à l'agriculteur—659.

M. R. L. Borden—Les gouvernements conservateurs n'ont pas étudié la question parce qu'ils n'ont pas reçu de demandes—660; demande actuelle ne déroge pas à l'honneur; le zèle du Gouvernement pour protection du patrimoine de l'Ouest aurait été plus utile à l'égard de la société de colonisation de la vallée de la Saskatchewan—661; si le nombre des réclamations est considérable on peut étudier la grandeur de la reconnaissance à accorder—662; aucun mode spécial imposé dans motion, simple expression d'opinion—662; Gouvernement devrait adopter motion—662.

M. Monk—Motion peut inclure volontaires de toute province—662; motion pas politique—662; pourquoi ne pas l'accepter quitte à la débattre plus tard avec intéressés?—

Sir F. Borden—Insiste pour que motion soit retirée afin de permettre au Gouvernement d'étudier question—663.

M. Bergeron—Prie M. Monk ne pas retirer motion—663; Gouvernement ajoute insulte aux torts du passé—663; les libéraux ont sollicité les votes des vétérans en 1896 en leur promettant des terres—664; puis une fois au pouvoir on les congédia avec des sourires, mais rien dans les mains—664; si le Gouvernement ne veut pas agir, la Chambre doit se prononcer en votant sur cette motion—664; si le cabinet défunt n'a rien fait, on ne peut pas défendre son inaction—664; il est temps que l'affaire aboutisse—664; sinon tous les volontaires seront morts avant la solution—664; il y a de la grandeur dans la libéralité des Etats-Unis en matière de pensions—665; en face de l'opinion exprimée en Chambre, le Gouvernement

VETERANS INCURSIONS FENIENNES—*Suite*

M. Bergeron—*Suite*.

a changé d'avis, voulait d'abord résister, maintenant demande retrait de motion—665; lettre au Capt. Wall au sujet de difficultés à Cornwall—665; si le Gouvernement ne veut pas donner 100 acres, qu'il donne 50, mais qu'il fasse quelque chose—666.

M. H. J. Logan—M. Bergeron se réveille comme Rip Van Winkle pour s'apercevoir qu'on n'a rien fait pour les volontaires—666; cette motion est une ruse politique—666; aurait voté pour motion, si l'on n'avait pas eu la promesse du gouvernement de s'occuper de la chose—666; insister maintenant c'est de l'exploitation politique—666; le gouvernement fera son devoir, il est lié par les promesses des ministres—667; volontaires ont droit à reconnaissance du public—667; motion Monk est un expédient pour escamoter votes—667.

Hon. G. E. Foster—Le premier ministre a calmé les scrupules de conscience de M. Logan par ses bonnes paroles—668; impossible trouver promesse tangible dans paroles premier ministre—668; offre simple même avantages qu'aux Galiciens, 160 acres en payant \$10 d'inscription—668; on a simplement dit: si nous ne faisons rien vous pourrez revenir avec votre motion, ce droit a toujours existé—668; où sont les promesses précises qui ont modifié les idées de M. Logan?—669.

M. W. B. Telford—Remercie, comme vétérans, la gauche de ses bonnes paroles—669; a des doutes à cause des dix-huit ans d'inaction—669; préfère promesses gouvernement—669.

M. R. Stewart—Proteste contre insinuation que les vétérans ont menti au gouvernement des terres depuis 1902—669; ils sont satisfaits de la reconnaissance que leur a déjà donnée ce gouvernement—670; comme M. Barker dit, ce n'est pas récompense tangible qu'ils désirent—670.

Motion mise aux voix, rejetée: 40 pour, 90 contre—671.

## VOLONTAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD.

M. A. Broder—Propose motion déclarant que la Chambre verrait avec plaisir le pays récompenser les volontaires canadiens qui se sont sacrifiés pour l'Empire et sont devenus infirmes pour la vie—446; Gouvernement a déjà promis étudier la question—446; le Gouvernement n'a pas encore fait droit aux réclamations—446; le cavalier aveugle Mulloy reçoit du Gouvernement impérial 60 cents par jour—446; le Gouvernement a reconnu ses obligations envers les volontaires en complétant la solde pour la rendre égale à la solde canadienne—447; ne prétend pas que nous devons aller aussi loin que les Etats-Unis pour les pensions—447; Canada devrait récompenser ceux qui lui ont conquis des titres de gloire sur les champs de bataille de l'empire—448.

Sir Frederick Borden—Les volontaires canadiens de l'Afrique du Sud ont pris engagement défini et accepté d'être traités en tout et partout sur même pied que

VOLONTAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD—*Suite*.

Sir Fred. Borden—*Suite*.

volontaires de Grande-Bretagne—448; Gouvernement canadien doit exiger qu'ils s'en tiennent à ces conditions—448; le Gouvernement paie des pensions aux invalides du soulèvement du Nord-Ouest et de l'invasion fénienne—448; il n'y a pas de différence entre pensions payées par Gouvernement impérial et Gouvernement canadien—448; s'il y avait eu différence en moins, au désavantage des volontaires de l'Afrique du Sud, le Gouvernement canadien aurait peut-être comblé comme on l'a fait pour la paye—449; il s'agit de savoir si l'on doit se départir de la règle que nos militaires doivent servir à la défense du Canada—449; et si ceux qui ont servi en Afrique du Sud doivent être traités autrement que ceux qui ont servi en Canada—449; demande retirer motion—449; le Gouvernement du Canada a été lent à reconnaître les services des volontaires du raid fénien parce que les conservateurs n'ont rien fait—449; aussitôt le Gouvernement Laurier au pouvoir, il leur a obtenu des médailles—450.

M. R. L. Borden—Les volontaires canadiens étaient d'une catégorie sociale supérieure à celle des volontaires anglais—450; le Gouvernement devrait être plus large et plus généreux—450; le ministre ne considère pas assez le côté sentimental de la question—451.

Motion Broder mise aux voix—451.

Rejetée: 59 pour, 97 contre—451.

## MOTIONS SANS DISCUSSION (DOCUMENTS DEMANDES).

## AFFERMAGE DE FONDS DE BOIS.

Hon G. Foster—Copie des soumissions reçues pour affermage certains fonds de bois, ordonnée—799.

## ACCIDENTS ET NAUFRAGES DU SAINT-LAURENT.

M. Borden—Etat des accidents et naufrages du Saint-Laurent—211; ordonné—211.

## ACCUSATIONS CONTRE EMPLOYES DE DOUANES DE EMERSON, MA.

M. W. J. Roche—Copie de rapports, documents, etc., au sujet d'accusations contre les employés de douanes de Emerson, Ma., ordonnée—2099.

## ACTE DES ASSURANCES.

M. Borden—Rapports et communications au ministre des Finances au sujet des déficiences de l'Acte des assurances, copie ordonnée—1032.

## AGENTS DES SAUVAGES.

M. Armstrong—Etat indiquant nombre d'agents de sauvages employés par gouvernement et autres détails sur Sauvages, ordonné—3033.

## AIDE DE CONSTRUCTION AUX VOIES FERREES.

M. Macdonell—Etat de l'assistance de toute nature accordée depuis la Confédération pour construction voies ferrées, ordonné—3359.

**AMEUBLEMENT DES APPARTEMENTS DE LA PRESIDENCE.**

M. Belcourt—Etat détaillé des articles fournis de 1886 à 1891, inventaires faits, correspondance, etc., ordonné—3024.

**APPAREILS DE SAUVETAGE SUR LA COTE DU PACIFIQUE.**

M. R. L. Borden—Copie de lettres et pétitions au sujet de la nécessité de donner plus d'aides à la navigation sur la côte du Pacifique, ordonnée—1798.

**ASSURANCES SUR LA VIE AU CANADA.**

M. R. L. Borden—Copie de correspondance du surintendant des assurances et des compagnies relativement à la réglementation, ordonnée—211.

**BANCS D'HUITRES DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.**

M. Lefurgy—Copie de correspondance au sujet de proposition des autorités fédérales de prendre à leur charge les bancs d'huitres de l'île du Prince-Edouard—1032.

**BASSIN DE RADOUB DE COLLINGWOOD.**

M. Bennett—Copie de correspondance relative à la prime pour le bassin de radoub de Collingwood, ordonnée—800.

**BRISE-LAMES DANS LE PORT DE TORONTO.**

M. Macdonell—Copie de correspondance, contrats, etc., pour brise-lames dans le port de Toronto, ordonnée—1032.

**BUREAU DE POSTE D'ELGIN, ONT.**

M. Ingram—Copie de documents relatifs à l'emplacement du nouveau bureau de poste d'Aylmer, Ont., ordonnée—211.

**BUREAU DE POSTE DU VILLAGE FRENCH, ILE DU PRINCE-EDOUARD.**

M. A. A. McLean—Correspondance au sujet changement de site du bureau de poste du village French, I.P.-E., copie ordonnée—359.

**BUREAU DE POSTE DE NORTH-LAKE.**

M. A. A. McLean—Copie de toutes pétitions pour transfert du bureau de poste de North-Lake à Black-Point, I.P.-E., ordonnée—2337.

**BUREAU DE POSTE DE THORNDALE.**

M. Elson—Copie de correspondance au sujet du transfert du bureau de poste dans la maison d'affaires Falconer, ordonnée—1033.

**CAMP DE PETAWAWA, ONT.**

M. Worthington—Copie de tous documents relatifs à vente, achat de terrains pour un camp à Petawawa, Ont., ordonnée—356.

**CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.**

M. Northrup—Copie des instructions aux ingénieurs faisant explorations du chenal de navires de Montréal à baie Georgienne, ordonnée—3025.

**CANAL DE TRENT.**

M. Sam. Hughes—Etat des progrès faits pour construction, marchés, etc., ordonné—1431.

**CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.**

M. Roche—Etat des terres choisies par chemin de fer Canadien du Nord dans certains townships, ordonné—3359.

**CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.**

M. Lefurgy—Correspondance entre surintendant chemin de fer de l'île du Prince-Edouard et intéressés au sujet acquisition propriété Hodgson, près Charlottetown, ordonnée—1431.

**CHEMIN DE FER QU'APPELLE, LAC LONG ET SASKATCHEWAN.**

M. R. L. Borden—Copie de documents relatifs aux terres de la Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan Co'y., ordonnée—210.

**CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.**

M. Crocket—Correspondance entre le Gouvernement et la commission de construction du Transcontinental à propos du tracé du Nouveau-Brunswick, copie ordonnée—210.

**CHILDREN'S PROTECTION ACT.**

M. R. L. Borden—Copie de correspondance entre le Gouvernement et l'agent nommé en vertu du "Children's Protection Act" au sujet de vente d'enfants pour fins immorales, ordonnée—1798.

**CHOIX DE TERRES PAR LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.**

M. W. J. Roche—Etat indiquant terres choisies par compagnie du chemin de fer Canadien du Nord dans certains townships acquis 1905—3025 ; ordonnée—3025.

**COMMISSION D'ENQUETE DES ASSURANCES.**

M. Ingram—Copie de tous documents ayant trait à la commission d'enquête des assurances—209 ; ordonnée—209.

**COMMISSION DE PILOTAGE DE SYDNEY, C.-B.**

M. Boyce—Copie de correspondance au sujet du fonds des pilotes de Sydney, C.-B.—1032 ; ordonnée—1032.

**COMMISSION DES TRANSPORTS.**

M. Bennett—Copie de la nomination, dépositions et rapport se rattachant à la commission des transports—210 ; ordonnée—210.

**COMMISSION DU TRANSCONTINENTAL.**

M. R. L. Borden—Propose que le rapport de la commission du Transcontinental soit imprimé sans délai, adopté—277.

**COMPAGNIE COMMERCIALE DE L'ATLANTIQUE NORD.**

M. U. Wilson—Copie du contrat avec la compagnie commerciale de l'Atlantique du Nord, d'Amsterdam et le Gouvernement canadien au sujet des émigrants—213 ; ordonnée—213.

**COMPAGNIE DE FUSIL ROSS.**

M. A. N. Worthington—Copie de contrats entre gouvernement et compagnie de fusils Ross pour fourniture fusils, opérations, etc.—1437.

Hon. Paterson—Les factures ne peuvent pas être rendues publiques—1432. Ordonnée—1432.

- COMPAGNIE DES TERRES DE LA VALLEE DE SASKATCHEWAN.  
M. R. L. Borden—Etat indiquant les évaluations de terres concédées, ordonné—444.
- CONCESSIONS A UN SYNDICAT.  
M. S. McCarthy—Copie de toute correspondance et décrets relativement à la concession de terres au syndicat Walsh, Carol, Maher et Brown, ordonnée—1927.
- CONCESSIONS DES CHUTES D'EAU DE LA CHAUDIERE.  
M. Taylor—Etat détaillé de toutes les concessions de chutes d'eau de la Chaudière, ordonné—4095.
- CONCESSIONS A C. F. CALDWELL.  
M. J. D. Reid—Copie de toutes demandes formulées par C. F. Caldwell pour terrains houillers, ordonnée—1798.
- CONCESSIONS HOULLERES DE JOSEPH RIM.  
M. Roche—Copie de correspondance entre Joseph Rim et gouvernement au sujet de concessions houillères, ordonnée—4096.
- CONCESSION DE TERRAINS HOULLIERS.  
Hon. Foster—Etat des concessions de terrains houillers de 1896 à 1905, ordonné—1798.
- CONTRATS DE DENREES ALIMENTAIRES POUR MILICE.  
M. E. D. Smith—Etat de tous les contrats pour denrées alimentaires pour milice ayant campé été dernier, ordonné—800.
- CONTRAT P. DAVIS.  
M. Ames—Copie d'un mémoire de l'Association maritime du Canada sur les délais résultant du contrat de P. Davis pour le halage par moteurs électriques sur canal Cornwall, ordonnée—3359.
- CONTRATS TRANSATLANTIQUES.  
M. E. D. Smith—Copie de tous contrats passés pour subventions transatlantiques—1799; ordonnée—1799.
- CORRESPONDANCE AVEC M. W. R. PRESTON.  
M. U. Wilson—Copie de correspondance de W. R. Preston avec le Haut Commissaire à Londres et avec M. W. T. Griffiths, secrétaire—213; ordonnée—213.
- COURRIERS TRANSATLANTIQUES.  
M. R. L. Borden—Copie des contrats pour le transport des courriers transatlantiques—211; ordonnée—211.
- DESTITUTION DE D. D. COFFIN, RECEVEUR DES POSTES A HILLSBORO.  
M. A. Martin—Copie de correspondance, etc., au sujet de destitution de D. D. Coffin, receveur des postes à Hillsboro, I. P.-E., ordonnée—4095.
- DESTITUTION DE JOSEPH McCABE.  
M. Martin—Copie de correspondance au sujet de destitution de Joseph McCabe ci-devant maître de poste à Jona, I. P.-E., et nomination successeur, ordonnée—357.
- DESTITUTION DE PATRICK WALSH.  
M. Lancaster—Copie de pétition et correspondance concernant destitution de Patrick Walsh, receveur de poste à East Roman, comté de Guysboro, N.-E., ordonnée—1253.
- DESTITUTION DE MME SARAH SMITH.  
M. A. A. Maclean—Copie de correspondance relative à destitution de Mme Sarah Smith, maîtresse de poste à Mount Buchanan (I. P.-E.), ordonnée—2099.
- DEVIS DU MUSEE VICTORIA.  
M. Perley—Copie des devis du musée Victoria, correspondance avec propriétaires de carrières, ordonnée—1798.
- DONNEES THERMOGRAPHIQUES.  
M. E. D. Smith—Copie de toutes données recueillies en 1905, ordonnée—444.
- DRAGAGE DANS ONTARIO.  
M. Bennett—Etat des dragages faits dans Ontario du 1er juillet 1905 jusqu'à date avec détails, ordonné—800.
- DRAGAGE DU SAGUENAY.  
M. Girard—Copie de correspondance entre département et compagnie du port de Chicoutimi au sujet dragage du Saguenay, ordonnée—4096.
- DROITS DU GOUVERNEMENT DU CANADA SUR PECHERIES MARITIMES ET INTERIEURES.  
M. R. L. Borden—Etat indiquant les droits, les origines, leurs conflits, ordonné—800.
- EASTERN RAILWAY SUPPLY OF CANADA.  
M. Barker—Copie des contrats avec l'Eastern Ry. Supply Co. of Canada, New-Brunswick Petroleum Co'y., Sherman William Paint Co'y., et Maritime Wire Fencing Co'y ?—214; ordonnée—214.
- ECLUSE DE PETERBORO.  
M. Barker—Copie de rapports relatifs aux défauts de l'écluse de Peterboro, ordonnée—1927.
- EMBRANCHEMENT DE PONT STANLEY.  
M. A. Martin—Copie de décrets et autorisation d'exploration d'un embranchement du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard à Pont Stanley, ordonnée—10.
- EMEUTE DU SAULT SAINTE-MARIE.  
M. Boyce—Dépôt documents relatifs à l'appel de troupes pour prétendue émeute Sault Sainte-Marie, septembre 1903, ordonnée—2338.
- ENQUETE DE W. A. WEEKS.  
M. A. A. McLean—Copie du décret nommant W. A. Weeks pour faire enquête sur terrains expropriés par chemin de fer de l'île du Prince-Edouard, ordonnée—1032.
- ENREGISTREMENT DE HOMESTEADS.  
M. Lake—Etat de l'inscription des homesteads depuis 1872—216; ordonné—216.

## EMPLOYES DU SENAT.

M. Sproule—Envoi de message au Sénat pour demander de fournir aux Communes l'état de ses employés permanents et surnuméraires depuis 1896—2337.

## EXPLOITATION DES PILIERS ET ESTACADES DE LA RIVIERE SAGUENAY.

M. Perley—Copie du marché entre gouvernement et compagnie de pulpe de Chicoutimi pour usage piliers et estacades, rivière Saguenay, ordonnée—1431.

## EXPORTATIONS CANADIENNES EN ALLEMAGNE.

M. Armstrong—Etat de certaines exportations en Allemagne de 1896 à 1905, ordonné—799.

## FOURNITURE DE FARINE AUX PENITENCIERS.

M. Geo. Taylor—Liste de personnes auxquelles ont été demandées directement soumissions pour fourniture farine à pénitenciers—801.

Hon Fitzpatrick—Dépose liste—801.

## GRAND CHEMIN DE FER DU NORD.

M. Boyce—Correspondance relative à demande de subvention pour Grand Chemin de fer du Nord, dépôt ordonné—2338.

## GREVE DE LETHBRIDGE.

M. Ralph Smith—Copie de correspondance entre gouvernement et personnes de Lethbridge relativement à l'envoi de troupes contre grévistes, ordonnée—1032.

## HAVRE DE GLACE-BAY.

M. Martin (Queen's)—Copie du contrat entre Gouvernement et compagnie houillère du Canada et plans et devis du havre de Glace-Bay, ordonnée—444.

## HOMESTEADS NON CONFORMES A LA LOI.

M. Ames—Etat des homesteads contre lesquels opposition s'est élevée et demande d'annulation a été prononcée?—215 ; ordonné—215.

## HOMESTEADS POUR UNE AUTRE PERSONNE.

M. Lake—Etat des autorisations pour demander un homestead au lieu d'une autre personne—217 ; ordonné—217.

## ILE DU POISSON BLANC.

M. Boyce—Copie des plans pour expropriation de l'île du Poisson Blanc, rivière Sainte-Marie, ordonnée—1031.

## ILE DU TOMBEAU DU GEANT.

M. Bennett—Copie de correspondance au sujet de la vente de l'île et du bois et pourparlers de vente, ordonnée—1431.

## IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DES ETATS-UNIS ET CANADA.

M. Clement—Etat des importations et exportations entre Etats-Unis et Canada, durant dernier exercice pour certains articles désignés, ordonné—2099.

## IMPORTATION D'OUVRIERS ITALIENS.

M. Verville—Copie du rapport du sous-ministre du travail sur son enquête relative à l'importation d'ouvriers italiens à Montréal en 1905, ordonnée—1927.

## LES IMPRIMEURS DE WINNIPEG.

M. Verville—Copie du rapport du sous-ministre sur enquête relative aux plaintes des imprimeurs et papiers, ordonnée—1431.

## INDIENS D'ALGOMA.

M. Boyce—Etat des terres des Indiens d'Algoma vendues ou concédées, ordonné—2337.

M. Boyce—Copie des rapports des agents des Indiens d'Algoma au sujet de vente et concession de terres—2337 ; ordonnée—2337.

## INSCRIPTIONS DE HOMESTEADS.

M. Ingram—Copie des formules de demandes de homesteads employées depuis 1890—214 ; ordonnée—214.

## INSPECTEURS DES HOMESTEADS.

M. M. S. McCarthy—Etat des noms des inspecteurs des homesteads, dans les treize agences du Manitoba et des Territoires—217 ; ordonné—217.

## INSCRIPTIONS DE HOMESTEADS.

M. U. Wilson—Etat des colons ayant pris des inscriptions de homestead en Manitoba, Alberta et Saskatchewan depuis 1896—214 ; ordonné—214.

## INSCRIPTIONS DE HOMESTEADS (INSCRIPTIONS DIFFERENTES).

M. Ames—Etat des colons ayant joui du privilège du délai accordé à certains colons—215 ; ordonné—215.

## INVENTAIRES DES APPARTEMENTS DE L'ORATEUR.

M. Lancaster—Etat des dépenses et inventaires des appartements de la présidence de 1891 à 1905, ordonné—2338.

## IRRIGATION DU NORD-OUEST.

M. Ames—Etat des lots vendus pour travaux d'irrigation—215 ; ordonné—215.

## LIGNE ENTRE MONTAGUE ET CARDIGAN, I. P.-E.

M. A. A. McLean—Copie de toute correspondance au sujet des expropriations pour embranchement Montague-Cardigan, Ile du Prince-Edouard, ordonnée—1252.

## JOSEPH NIXON, AGENT DES TERRES.

Hon. Foster—Copie de rapports relatifs à Joseph Nixon, agent des terres à McLeod, ordonnée—800.

## JUGES DES COURS PROVINCIALES.

M. Lennox—Etat donnant indication des sommes payées aux juges des cours provinciales pour déplacements, conformément à la loi—214 ; ordonné—214.

## MCEWEN CATTLE COMPANY.

M. Sproule—Copie correspondance relative à la concession de la réserve des Indiens du Sang à la "McEwen Cattle Co'y.", ordonnée—2338.

## MEDECINES BREVETÉES.

M. Parmelee—Copie rapport de M. A. E. Duberger sur commerce de drogues et préparations spéciales, ordonnée—1927.

## NAUFRAGES SUR LA CÔTE DU PACIFIQUE.

M. R. L. Borden—Copie des rapports sur les pertes et naufrages sur la côte du Pacifique dans les six dernières années, ordonnée—1799.

M. R. Smith—Etat des naufrages sur la côte du Pacifique, depuis 1900—445; ordonné—445.

## NOMINATION DE A. DERROCK.

M. Ingram—Copie de documents relatifs à la nomination et destitution de A. Derrock percepteur des douanes à Saint-Thomas, Ont., ordonné—211.

## NOMINATION DE D. LITTLE.

M. Ingram—Copie de tous documents relatifs à la nomination de D. Little, inspecteur des poids et mesures à Windsor, Ont.—211; ordonnée—211.

## PAIEMENTS IRREGULIERS PAR AGENTS D'IMMIGRATION.

M. Barker—Copie de correspondance ou rapports au sujet de paiements irréguliers attribués à agents d'immigration en Grande-Bretagne, ordonnée—1926.

## PASSE MIGRATOIRE DE COWIE.

M. Crocket—Copie de correspondance et comptes relatifs à construction passe migratoire de Cowie, N.-E., ordonnée—1927.

## PETITION DES IMPRIMEURS ANGLAIS.

M. Verville—Copie de la correspondance échangée aux sujet de la pétition des imprimeurs anglais qui se plaignent d'être venus au Canada sur fausses représentations—1033; ordonnée—1033.

## PHARE DU LAC OCEBE.

M. Bennett—Copie de correspondance et contrat au sujet du phare du lac Océbe—1032; ordonnée—1032.

## PHILIPPE WAGNER.

M. Foster—Copie renseignements, accusations, etc., contre Philippe Wagner, autrefois à l'emploi du gouvernement, ordonnée—356.

## POISSON DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Boyce—Etat du poisson d'exportation déclaré aux ports de la baie Georgienne ordonné—1031.

## PONT DE QUEBEC.

M. Monk—Copie du dernier état financier de la compagnie du Pont de Québec, liste des directeurs—445; demande à ajouter liste des actionnaires, adopté—445; ordonnée—445.

## PORT DE MIMINEGASH, I.P.-E.

M. Lefurgey—Copie des documents relatifs à la dépense de \$1,433 pour port de Miminégash, ordonnée—2337.

## PORT DE-TORONTO.

M. Macdonell—Copie de correspondance relative aux progrès des travaux du port de Toronto—1032; ordonnée—1032.

## PROCEDE MALLEIN.

M. Staples—Etat des chevaux traités par procédé Mallein, au Manitoba, Alberta et Saskatchewan, ordonné—445.

## PRIVILEGES DE PATURAGE.

M. Ames—Etat des particuliers et compagnies ayant obtenu privilège de pâturage dans Alberta et Saskatchewan—216.

## QUAI DE SOREL.

M. Blain—Copie correspondance, rapports, etc., relatifs à l'effondrement du quai de Sorel, ordonnée—305.

## RESERVE DE LA MONTAGNE DU DAUPHIN.

M. W. J. Roche—Copie des rapports des inspecteurs sur la réserve boisée de la montagne du Dauphin, ordonnée—1798.

## REVOCATION DU LT.-COL. BOULANGER.

M. Worthington—Copie arrêtés ministériels, correspondance, etc., au sujet révocation Lt.-col. Boulanger, ordonnée—357.

## SALLE D'EXERCICES DE HALIFAX.

M. Fowler—Copie de décrets, rapports, etc., relatifs à l'immeuble de Spring Garden Road, Halifax; emplacement de l'ancienne salle d'exercices de Halifax, ordonnée—800.

## SERVICE D'HIVER DU DETROIT DE NORTHUMBERLAND.

M. A. Martin—Copie de documents relatifs à la construction d'un steamer pour service d'hiver du détroit de Northumberland et rapport Duguid, ordonnée—1927.

## SERVICE DE S.S. ENTRE CANADA ET MEXIQUE.

M. A. A. McLean—Copie de contrats passés avec compagnies de steamers pour service entre Canada et Mexique, ordonnée—2099.

## SERVICE IMPERIAL DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES.

Hon Belcourt—Copie de tous documents sur service impérial de renseignements militaires, ordonnée—444.

## SCRIPS EMIS DEPUIS 1904.

M. W. J. Roche—Etat des scrips émis aux Métis de 1904 à 1905, et émis pour toute autre raison—218; ordonné—218.

## SCRIPS RACHETES EN ARGENT.

M. W. J. Roche—Etat du montant de scrips pour terres fédérales rachetés en argent de 1875 à 1905—217; ordonné—217.

## STEAMER EN CONSTRUCTION.

M. A. A. McLean—Copie du cahier de charges du steamer en construction en Angleterre, ordonnée—1927.

## SUBSIDES FEDERAUX.

M. Parmelee—Correspondance entre autorités fédérales et provinciales pour rajustement de subsides—218; ordonnée—218.

## SUBSIDE PROVINCIAL ADDITIONNEL A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Martin—Copie de correspondance relative à l'augmentation du subside provincial pour l'île du Prince-Edouard, ordonnée—800.

## SUBVENTION AU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

M. Ames—Dépôt de lettre 16 septembre 1904 autorisant choix de terres dans certaines limites—4063; ordonné—4068.

## TARIF DU TRAFIC-MARCHANDISES, I.P.-E.

M. Lefurgey—Etat indiquant tarif du trafic-marchandises en vigueur l'an dernier et tarif local en vigueur en 1906 sur chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—3024; ordonné—3024.

## TAXE DE CAPITATION DES ETATS-UNIS.

M. Ingram—Copie de documents relatifs à taxe de capitation de deux piastres sur personnes se rendant aux Etats-Unis—211; ordonnée—211.

## TERRAINS D'ALBERTA ET D'ATHABASCA.

M. Lefurgey—Copie ordre en conseil 27 juillet 1900 au sujet certains terrains dans Alberta ou Athabaska, ordonnée—1799.

## TERRES ALLOUEES AUX METIS.

M. W. W. Roche—Etat du nombre de lots de 250 acres alloués aux métis depuis 1896, nombre de scrips émis, balance de scrips émis et non employés—218; ordonné—218.

## TERRES MARECAGEUSES DU MANITOBA.

M. Staples—Copie de décrets, correspondances, etc., entre Ottawa et Manitoba au sujet des terres marécageuses du Manitoba, ordonnée—358.

## TERRES DE CHEMINS DE FER.

M. Ames—Copie de documents des chemins de fer Canadien Nord-Est, Manitoba et Sud-Est, Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan relativement aux transports de leurs propriétés—215; ordonnée—215.

## TERRES RESERVEES POUR COUPE DE BOIS ET DE FOIN.

M. Lake—Description de toutes terres réservées pour coupe de bois et de foin au Manitoba et Nord-Ouest ou inscriptions de homesteads accordées depuis 1er janvier 1905, ordonnée—444.

## TERRITOIRES DE L'OUEST CONCEDES AUX CHEMINS DE FER.

M. Ames—Copie de tous détails sur les territoires de l'ouest concédés aux chemins de fer—216; ordonnée—216.

## TRANSPORT DES COURRIERS DANS COMTE D'ELGIN.

M. Ingram—Etat des adjudications relatives au transport des courriers dans le comté d'Elgin, ordonné—4096.

## TRANSPORT DES COURRIERS DANS LE COMTE DE PEEL.

M. Blain—Copie de tous les marchés et adjudications pour le transport des courriers dans le comté de Peel, ordonnée—799.

## TRAVAUX DE PORT-BRUCÉ.

M. Ingram—Etat des montants votés et des dépenses faites pour les travaux de Port-Bruce depuis 1896—212; ordonné—212.

## TRAVAUX DE PORT-BURWELL.

M. Ingram—Etat des montants votés et des dépenses faites pour Port-Burwell, depuis 1896—213; ordonné—213.

## TRAVAUX DE PORT-STANLEY.

M. Ingram—Etat des montants votés et des dépenses faites pour travaux à Port-Stanley depuis 1896—212; ordonné—2645.

## TRAVERSES POUR LE MINISTERE DES CHEMINS DE FER.

M. Ames—Etat relatif aux traverses de chemin de fer fournies au ministère des Chemins de fer et des Canaux en 1904 et 1905—3025; ordonné—3025.

## VENTES ET LOCATIONS DE TERRAINS.

M. Foster—Etat des terres boisées vendues ou louées suivant document n° 39, ordonné—357.

## VENTES DE TERRES PUBLIQUES A DES COMPAGNIES.

M. R. L. Borden—Motion appelée pour documents relatifs à vente de terres publiques à compagnies, syndicats aux corporations depuis 1898—3358.

Sir W. Laurier—Désirait que motion remontât plus haut, mais y renonce pour ne pas compliquer travail—3358.

Motion adoptée—3358.

## VENTE DES TERRES AUTRES QUE LES HOMESTEADS.

M. M. S. McCarthy—Etat des ventes de terres autres que les homesteads, depuis 1904—217; ordonné—217.

## VENTE DE TERRES PAR BLOCS.

M. Sproule—Etat des ventes de terres au Manitoba et Nord-Ouest par blocs de plus d'une demi-section en 1903-04-05; ordonné—800.

## PETITIONS.

## DEPOT DE BILLS PRIVES.

M. l'Orateur—Le temps pour le dépôt des pétitions est expiré, il faudra le consentement de la Chambre—858.

## PROLONGATION DE DELAI.

M. G. Grant—Fait motion, conformément au rapport du comité des ordres permanents pour que le délai de réception des pétitions pour bills privés soit prolongé à jeudi 12 avril et pour dépôt des bills à jeudi 19 avril—858.

## QUESTIONS.

## AGRICULTURE.

## BESTIAUX ATTEINTS.

M. S. Hughes—Y a-t-il eu épizootie sur bestiaux dans comté de Victoria, l'an dernier?—R. Non, soupçons reconnus faux, pas d'animaux abattus—437.

## BEURRE DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Lefurgey—Quantité de beurre fabriqué et dépenses de fabrication depuis création de la beurrerie de Nappan et Mabou (N.-E.)?—R. Détails donnés—5310.

## Dr T. F. CHAMBERLAIN.

M. Broder—Dr T. F. Chamberlain est-il employé par le Gouvernement, quelles fonctions, quel salaire?—R. Inspecteur en vertu de loi sanitaire de 1894, nommé 1er mai 1906, \$1,500 par année—5126.

## CHAMBRE DE MATURATION DE BROCKVILLE.

M. Taylor—Dépenses et recettes de la Chambre de maturation de Brockville, au 1er mars 1906?—R. \$18,661.34, \$6,568.33—604.

## CHAMBRES DE MATURATION.

M. Taylor—Dépenses et recettes au 1er mars 1906 des chambres de maturation de Bagotville, Brockville, Chicoutimi, Drummondville, Hébertville, Saint-Alphonse, Saint-Julien, Saint-Hyacinthe, Victoriaville, Woodstock?—Total: \$107,886.14; \$32,451.51—606.

## CULTURE DU TABAC.

M. Ethier—Gouvernement a-t-il reçu demande de distribution gratuite de spécimens de graines des planteurs de tabac du comté des Deux-Montagnes, comment s'effectue distribution?—R. Oui, des Deux-Montagnes et autres parties de Québec, distribution faite 19 mars (Comstock Havana) une once de graine envoyée aux présidents des cercles agricoles—604.

## EMBARGO DU BETAIL CANADIEN.

M. Sproule—Des représentations ont-elles été faites au gouvernement impérial depuis 1896 pour demander abolition de l'embargo?—R. Non.

## FERME EXPERIMENTALE D'OTTAWA.

M. Taylor—Montants dépensés pour personnel de 1890 à 1905?—R. 1890, \$2,426.81; 1905, \$4,971.58—787.

M. Taylor—Dépenses comparées 1894-95 et 1904-05, ferme proprement dite, personnel, nombre d'employés?—R. Détails donnés—2328.

## M. P. J. HAMILTON.

M. Lake—Demande si le gouvernement a eu des rapports sur les connaissances en agriculture de M. P. J. Hamilton quand il enseignait à l'agence de la Rivière du Tonre, pourquoi nommé à Kinistino?—R. Oui; intérêt du service—1731.

## INDUSTRIE DE L'ELEVAGE.

M. Schaffner—Demande si gouvernement est informé de la situation difficile des éleveurs de bétail du Manitoba et de l'ouest pour la boucherie—R. A l'étude—4817.

## M. JOHNSON, STATISTICIEN FEDERAL.

M. Cockshutt—Successeur a-t-il été nommé à M. Johnson, annuaire statistique est-il fait, qui l'a fait?—R. M. Johnson en congé; pas de successeur; manuscrit prêt à aller à l'imprimerie; MM. A. Blue, J. C. Macpherson, J. Wilkins, J. Skead et Nap. Gravel—4069.

## PESTE PORCINE.

M. Clements—Quels townships de Kent ont été mis en quarantaine, combien de cas, quels fonctionnaires, combien payé?—R. Liste donnée, gouvernement a payé \$714.64—178.

## PORCS ABATTUS POUR EXPORTATION.

M. Sproule—Combien a-t-il été importé de 1901 à 1905, de porcs des Etats-Unis, valeur?—R. 1901, 141,678 livres, \$8,001; 1905, 5,334,859, \$329,078—182.

## PROCEDE MALLEIN CONTRE LA GOURME.

M. Sproule—Combien d'exams faits en 1905, combien de chevaux abattus, quelle compensation?—R. 4800, 2113, \$147,851.42—185.

## PROTECTION CONTRE LA MORVE.

M. Staples—Etat des animaux traités et abattus dans l'ouest pour la morve?—R. Demander un ordre de la Chambre pour préparation documents—348.

## QUARANTAINE DE LA GRANDE-ILE.

M. Paquet—Coût du yacht "Montmorency" de M. Béland, inspecteur des travaux publics, à Grande-Ile, coût maison gardien?—R. Yacht, \$200 par mois, employé sept mois par année; maison, coût \$2,365.50—2333.

## QUARANTAINE DE LEVIS.

M. Paquet—Combien payé pour travaux à quarantaine Lévis, quel prix payé?—R. 1904-05, \$114.88; 25 cents, contremaîtres et 17½ cents, menuisiers—4820.

## STATION AGRONOMIQUE A VANCOUVER.

M. Herron—Gouvernement connaît-il déclaration du ministre du revenu de l'intérieur à Victoria, C.-A., à ce sujet, le 9 mars; a-t-il pris une décision?—R. La déclaration attribuée par les journaux est inexacte, le ministre n'a rien dévoilé, le gouvernement se propose établir stations modestes dans les régions reculées du nord—594.

## STATION AGRONOMIQUE DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Martin—Gouvernement fédéral entend-il utiliser pour expériences station agronomique provinciale, sait-il que les expériences dans les autres provinces sont inutiles au point de vue de l'île?—R. Non, les expériences générales sont utiles pour l'île du Prince-Edouard—593.

## STATIONS AGRONOMIQUES.

M. A. Martin—Combien de fermes expérimentales, dépenses cinq dernières années, va-t-on créer une ferme dans l'île du Prince-Edouard?—R. Cinq: Nouvelle-Ecosse, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Colombie - Anglaise; dépenses: 1900-01, \$80,000; 1901-02, \$102,000; 1902-03, \$90,000; 1903-04, \$99,999; 1904-05; \$100,000, projet à l'étude—1009.

## STATIONS D'ENGRAISSEMENT DE VOLAILLES.

M. Taylor—Tableau des recettes et dépenses des stations d'engraissement de volailles?—R. Tableau fourni—606.

## STATION DE QUARANTAINE DE WILLIAM'S HEAD (C.-A.).

M. Taylor—Demande noms, services des employés quarantaine depuis 1er janvier 1904?—R. Tableau fourni—5641.

## DONNEES THERMOGRAPHIQUES.

M. E. D. Smith—Copie de toutes données recueillies en 1905 ordonnée—444.

## VENTILATION SUR LES PAQUEBOTS.

M. E. D. Smith—Gouvernement a-t-il surveillé ventilation, combien de voyages par paquebots aménagés pour transport des produits périssables, détails?—R. Inspecteurs nommés, 285 voyages, détails fournis—588.

## CHEMINS DE FER.

## ACCIDENT DE BELMONT SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Laurence—Enquête a-t-elle eu lieu sur accident 6 décembre 1902 à Belmont, par qui, qu'est-il advenu des réclamations?—R. Oui, enquête 16 février 1906 à Truro par G. M. Jarvis, réclamations soumises à cour d'Echiquier—1027.

## ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER.

M. Kemp—Combien de voyageurs et employés blessés et tués sur chemins de fer canadiens en 1904 et 1905?—R. Etat détaillé donné—463.

## ACHATS A LA COMPAGNIE DE CHARBONNAGE DE FUNDY POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Ames—Achats de 1901 à 1902?—R. Détails fournis—3325.

## ACHATS DE LA COMPAGNIE DE CHARBONNAGE DE STRATHCONA POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Ames—Quelles quantités achetées de 1901 à 1905?—R. Détails fournis—3325.

## ACHATS DE HOUILLE DE LA COMPAGNIE ALLAN.

M. Ingram—Gouvernement a-t-il acheté houille de la compagnie Allan?—R. Non—4335.

## ACHATS DE VIVRES POUR LE TRANSCONTINENTAL.

M. Macdonell—Comment le gouvernement achète-t-il vivres pour brigades topographiques du Transcontinental, soumissions, plaintes?—R. Vivres achetés par la commission du Transcontinental, par acheteur de la commission sur listes de prix, aux conditions les plus favorables du gros, pas de plaintes—1194.

## ACHATS D'HUILE.

Hon. Foster—Combien payé au 31 décembre 1905 à la "Canadian Economic Lubricant Co'y.", y a-t-il eu soumission?—R. \$32,418 soumissions—1021.

## ACHATS DE L'EASTERN RY. SUPPLY CO.

M. Barker—Quels contrats ont été passés avec l'Eastern Ry. Supply Co. pour fourniture d'articles de chemin de fer, compagnie incorporée quel représentant au Canada?—R. Document à fournir, Terre-neuve, F. F. Pearson, Halifax—178.

## ACHATS DE TERRES POUR CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. A. A. Maclean—Qu'est-ce que le gouvernement entend faire au sujet du rapport de M. Weeks disant que A. Sharp, surintendant du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard a acquis par excès de zèle et des moyens louches des terres pour les besoins de la ligne à des prix notablement trop bas?—R. A l'étude—1920.

## ACHAT DE TRAVERSES DANS LE NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Ames—Demande quantités de traverses achetées de John Mahoney et J. et D. Buckley pour l'Intercolonial?—R. Demander rapport—2334.

## AMELIORATIONS DU CANAL WELLAND.

M. Lalor—Coût de la superstructure du pont n° 11; coût des réparations aux écluses 12, 15, 16; coût du revêtement entre Thorold et Port-Colborne; coût des ponts d'Allanbourg et Market Crossing; coût du prolongement du passage sous canal Welland à Welland?—R. \$31,760; \$34,967.25; \$7,880; \$32,162; \$3,852.70, John Battle, entrepreneur—599.

## ATELIERS DU CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il fait préparer plans pour reconstruire ateliers incendiés du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard, a-t-il reçu offre gratuite de terrains à Summerside. Quelle décision va-t-il prendre?—R. Plans préparés, terrain gratuit offert par Georgetown, gouvernement ne reconstruira pas ailleurs qu'à Charlottetown—2799.

## ATELIERS NOUVEAUX DE L'INTERCOLONIAL.

M. Fowler—Le gouvernement changera-t-il emplacement d'ateliers de l'Intercolonial pour construire nouveaux?—R. A l'étude, impossible, par raison d'intérêt public, de donner renseignements—1427.

ATTRIBUTIONS DE M. F. T. LOSO de L'INTERCOLONIAL.

M. Lapointe—M. Loso a-t-il le droit de suspendre les employés de l'Intercolonial pour dettes contractées avant leur entrée au service?—R. Non—2609.

BARRAGES RIVIERE SCUGOG.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il pris à sa charge les barrages de la rivière Scugog à Lindsay, s'est-il engagé à tenir en bon état, construira-t-il cette année un nouveau barrage et de nouvelles écluses à Lindsay?—R. Oui, oui, non—1915.

CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

M. Porter—Le gouvernement a-t-il fait réparer les dégâts à l'écluse hydraulique, combien coûteront réparations?—R. Oui, \$2,000—209.

M. Ward—A-t-on exploré décharge du canal de vallée de Trent entre lac Rice et lac Ontario, décision a-t-elle été prise?—R. Oui. M. Walsh, non—466.

M. S. Hughes—Quelle est la convention entre gouvernement d'Ottawa et d'Ontario pour attribution des eaux tributaires du canal de Trent, gouvernement d'Ontario conserve-t-il juridiction sur chutes d'eau?—R. Toutes les attributions du gouvernement provincial sont passées au gouvernement fédéral, qui entretiendra les digues existantes et construira nouvelles, gouvernement Ontario n'a plus juridiction sur chutes d'eau—864.

M. McCool—Quelle sera la profondeur de la section-est du canal de Trent entre lac Rice et lac Ontario?—R. 9 pieds 6 pouces—866.

M. S. Hughes—Enquête a-t-elle été faite sur construction canal de Trent, quel résultat, quel enquêteur, combien payé?—R. Oui. Cinq employés ont démissionné, M. H. Holgate, \$450—193.

CANAL DE NEWMARKET.

M. Lennox—Les plans du canal projeté entre Newark et rivière Holland sont-ils faits, combien coûtera-t-il?—R. Oui, inopportun indiquer chiffres—1619.

CANAL DE WILLIAMSBURG.

M. J. D. Reid—Dépenses pour personnel et pour entretien canal Williamsburg, exercice 1904-05?—R. \$20,683, \$21,492—1016.

CHANGEMENT SUR LE CANADA EASTERN RAILWAY.

M. Crocket—Le bureau du chef du mouvement du Canada Eastern Railway, a-t-il été transféré à New-Castle (N.-B.)?—R. Oui, 5 mars 1906, pour raison d'économie—1025.

CHOIX DE TERRES DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

M. Ames—Demande renseignements sur autorisation donnée au chemin de fer Canadien du Nord de choisir des lots impairs dans certaines limites?—R. Détails donnés—3835.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Le Gouvernement a-t-il reçu pétitions de New-London et Rustico pour prolongement réseau ferré dans cette contrée?—R. Oui, études et explorations faites—461.

CHEMIN DE FER PACIFIQUE-ATLANTIQUE ET ILE DU POISSON BLANC.

M. Boyce—Chemin de fer Pacifique-Atlantique est-il reconnu d'utilité générale, Ile du Poisson-Blanc appartient-elle au Gouvernement fédéral, partie a-t-elle expropriée, sauvages ont-ils été consultés, partie des chutes Ryan-Heaney est-elle expropriée?—R. Aucune trace, réserve indienne administrée par gouvernement fédéral; oui partie expropriée pour chemin de fer, pas besoin consulter sauvages; partie des chutes Ryan-Heaney expropriée par compagnie de chemin de fer d'Ontario à l'Ouest de la baie d'Hudson—863.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

M. Crocket—Quelles parties du tracé ont été adoptées entre Winnipeg et Québec, et Québec et Moncton?—R. Détails fournis—434.

M. Morin—Quel est le chiffre stipulé aux contrats donnés pour la construction de la section du Transcontinental de Québec à l'Ouest—R. Il n'y a pas de marché administratif passé, le travail ne sera pas stipulé en bloc—1803.

M. Monk—Terrains ont-ils été expropriés dans province Québec pour besoins Transcontinental?—R. Non—462.

CHEVAL DANS LES DUNES DE CASCUMPEC.

M. Léfurgey—Quel montant a été dépensé pour fermer le chenal dans les dunes de Cascumpec (I. P.-E.), contremaitres, employés, travaux ont-ils été reconnus utiles par ingénieurs, ont-ils été balayés par la mer, que fera-t-on à l'avenir?—R. \$2,977.15; noms contremaitres et employés donnés, il faudrait faire de grands travaux pour obtenir résultats permanents, oui, à l'étude—1616.

CHEVAL DE CHATEAUGUAY A BEAUHARNOIS.

M. Piché—Demande si chenal de Chateauguay à Beauharnois va être balisé?—R. Question à l'étude, examen du chenal en cours—2795.

COMITE DES TELEPHONES.

M. Macdonell—Gouvernement va-t-il nommer comité à cette session pour tirer des conclusions et faire recommandations sur rapport comité téléphones dernière session?—R. Non—1013.

COMPAGNIES ASSUJETTIES A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Maclean—Demande si compagnies de messageries, de wagons-lits, de transports par conduites sont ou vont être assujetties à loi des chemins de fer?—R. Non, sauf sur demande ou en vertu d'acte constitutif, à l'étude—4066.

**CHEMIN DE FER QU'APPELLE, LAC LONG ET SASKATCHEWAN.**

M. R. L. Borden—Quand a été communiqué ordre en conseil 1er août 1902 relatif à octroi de terres?—R. 15 août 1902—441.

**COMPAGNIE DE NAVIGATION ET DE CHEMIN DE FER QU'APPELLE, LAC LONG ET SASKATCHEWAN.**

M. R. L. Borden—Demande tous documents relatifs à la situation financière, terres, etc., de la compagnie du Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan?—174.

Ordre différé—175.

**COMPAGNIE DE PETROLE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.**

M. Barker—Quelque membre du Parlement est-il intéressé à la Compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick?—R. Oui, l'hon. H. R. Emmerson était autrefois président et directeur, aujourd'hui il est actionnaire—1012.

M. Fowler—Quand ministre s'est-il démis de la présidence, a-t-il donné ordre au département d'acheter du pétrole de la compagnie, y a-t-il eu soumissions?—R. Avril 1904, démission acceptée formellement mars 1906, ordre achat donné quand directeur nominal, pas soumissions; pétrole acheté sur ordres du garde-magasin—1429.

M. Barker—Demande tous les détails de constitution et de fonctionnement de la compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick?—R. Tous les détails donnés. Hon. Emmerson n'a vendu aucune des actions qu'il possède dans compagnie—1727-1728.

**CONTRATS SUR L'INTERCOLONIAL.**

M. Gauvreau—Demande détails soumissions pour réservoir à eau à Rivière-du-Loup, rotonde à Pictou, gare à Charlottetown, I.P.-E.—R. Détails et chiffres fournis—789.

**DEMISSION DE M. J. E. DUVAL DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER.**

M. H. T. Chisholm—M. Duval a-t-il démissionné comme inspecteur des accidents, quand, est-il remplacé?—R. Oui, 30 août 1905, pas remplacé—2799.

**DEPOTS DE HOUILLE POUR L'INTERCOLONIAL.**

M. Barker—Département des chemins de fer a-t-il pris des mesures pour établir des dépôts de charbon pour l'intercolonial sur Saint-Laurent ou littoral Nouveau-Brunswick, a-t-il acheté terrains?—R. Non, non—1919.

**ECLUSIERS DES CANAUX.**

M. Boyer—Quand les salaires des éclusiers ont-ils été modifiés?—R. 1903, ceux qui ne recevaient que \$1.25 ont droit à \$1.50, ceux qui recevaient ce montant n'ont pas changé—4817.

**ECLUSES DE SAINT-ANDRE.**

M. Schaffner—Quel montant dépensé jusqu'à présent pour écluses, travaux vont-ils être repris?—R. \$115,745.55; oui—1427.

**EMBRANCHEMENT DE WEST-CAPE.**

M. Lefurgy—Gouvernement a-t-il étudié l'à-propos de construire un embranchement à West-Cape sur chemin de fer de l'île du Prince-Edouard?—R. Pas étudié, pas décidé d'étudier—601.

**EMBRANCHEMENT DE MONTAGUE A CARDIGAN, I.P.-E.**

M. A. Martin—Construction de l'embranchement de Montague à Cardigan est-elle terminée, quand sera livré au trafic?—R. Achevé, quelques travaux complémentaires à faire, sera livré au trafic 1er juillet—1922.

**EMPLOYES DE L'INTERCOLONIAL.**

M. Barker—Demande état détaillé par mois et par service du nombre des employés de l'intercolonial?—R. Tableau détaillé fourni—1010.

**EMPLOYES DE L'INTERCOLONIAL.**

M. Morin—Combien d'employés de 1889 à 1905?—R. 5,037, 1889; 8,540, 1905—223.

**FOURNITURE D'HUILE DE CHARBON A L'INTERCOLONIAL.**

M. Barker—Combien de chargements fournis par la Compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick pour l'intercolonial?—R. 6 wagons et 168 barils pétrole brut—177.

**GARE SAINT-PHILIPPE, SUR L'INTERCOLONIAL.**

M. Lapointe—Combien de wagons de bois ont été expédiés de Saint-Philippe, comté de Kamouraska, durant le dernier exercice financier, le Gouvernement sait-il que la cour est insuffisante, va-t-il agrandir?—R. 90 wagons, cour insuffisante mais pas d'argent voté pour agrandir, à l'étude—1028.

**GARE DE CHARLOTTETOWN, ILE DU PRINCE-EDOUARD.**

M. A. Maclean—Combien de soumissions reçues pour gare Charlottetown, île du Prince-Edouard, quelle acceptée?—R. 4 soumissions, soumission E. Q. Wallberg, Montréal, \$58,900, acceptée—2335.

**GRAND CHEMIN DE FER DU NORD.**

M. Boyce—Grand chemin de fer du Nord a-t-il demandé subventions, ont-elles été accordées, à qui payées, etc.?—R. Demander rapport—2140.

**HUILE D'ECLAIRAGE POUR L'INTERCOLONIAL.**

M. Fowler—Quantité d'huile achetée, noms des fournisseurs?—R. Liste complète donnée—465.

**INSPECTEUR DES ACCIDENTS DE CHEMIN DE FER.**

M. Pringle—Charge d'inspecteur des accidents de chemins de fer est-elle vacante, va-t-elle être remplie?—R. Pas de vacance, deux inspecteurs, un démissionne, M. Lalonde seul inspecteur, pas décidé si un autre sera nommé—6244.

## INSPECTION DE TRAVERSES A ROGERSVILLE.

M. Ames—Quels sont les inspecteurs qui en 1904 et 1905 ont inspecté les traverses livrées à Rogersville par MM. Buckley, Galland et Mahoney?—R. Pas de traverses achetées à Galland; traverses Buckley; E. T. Hilyard et P. McEachern; traverses J. Mahoney; McManus et Hilyard, Hilyard et McEachern—2794.

## LEGISLATION DES TELEPHONES.

M. Ingram—Le Gouvernement va-t-il présenter une mesure concernant les compagnies de téléphone?—R. Fera partie de l'amendement à la loi des chemins de fer—221.

## MESSAGERIE DE L'INTERCOLONIAL.

M. Gauvreau—Gouvernement sait-il que différend existe entre la "Canadian Express Co'y" et les agents de l'Intercolonial quant à livraison des colis, va-t-on remédier?—R. Oui, à l'étude—5311.

## PAIEMENTS A LA MACDONALD IRON CO. ET A LA LESLIE ET CIE DU YUKON.

M. Taylor—Quelles sommes payées en 1904 à la Macdonald Iron Co. et à la Leslie & Co.?—R. \$2.50 à la "Macdonald Iron Co'y" et \$48 à la Leslie et Cie—7256.

## PENSIONS DE RETRAITE POUR EMPLOYES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Daniel—Gouvernement va-t-il établir système de pensions?—R. A l'étude—790.

## PROPRIETE FEDERALE SUR CHEMIN DE SPRING GARDEN A HALIFAX.

M. Fowler—Comment gouvernement a-t-il disposé de la propriété sur le chemin de Spring Garden servant d'arsenal?—R. En 1902, arrangement conclu pour échanger immeuble ancienne salle d'exercice d'Halifax contre un autre plus à portée de l'arsenal, échange a pas eu lieu, ancienne salle toujours aux mains du département de milice—864.

## PROPRIETE A L'USAGE DE L'INTERCOLONIAL—HALIFAX.

M. R. L. Borden—Gouvernement a-t-il acheté propriété rue Water, pour l'Intercolonial?—R. Oui, 1804.

## RECLAMATIONS CONTRE CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. A. McLean—M. W. A. Weeks, de Charlottetown, est-il nommé pour étudier réclamation d'expropriation pour l'embranchement de Murray-Harbour et autres?—R. Oui, en fonctions—605.

## RECLAMATION HANEY RELATIVE AU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—Quelle est l'origine de la réclamation de Haney, entrepreneur du pont de Hillsboro, qui a interdit les voies de garage, combien cette affaire a coûté?—R. Retard dans le transport de l'outillage du côté nord au côté sud; M. Sharp, surintendant du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard a empêché d'utiliser l'embranchement de Murray-Harbour, parce que l'entrepreneur pas encore relevé responsabilité, \$1,200—1617.

## RECLAMATION GODIN.

M. Monk—Combien payé au docteur Godin, de Saint-Jean, pour dommages canal Chambly, reconnaissance a-t-elle été donnée, est-elle transférée ou cédée?—R. Chèque émis 11 août 1905 en faveur A. Godin et A. Lussier, pas de reconnaissance, aux mains département de la justice, ignore si réclamation transférée ou cédée—6244.

## RECLAMATION JOHN C. MUGFORD.

M. A. A. McLean—Gouvernement a-t-il reçu demande d'indemnité de John C. Mugford, de Breadalbane (I.P.-E.), pour dommages à récolte par feu de locomotive du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard?—R. Pas de réclamation soumise—04.

## RECLAMATION PHILIAS PAYETTE.

M. Leonard—Demande si gouvernement a reçu réclamation de P. Payette pour maladie contractée au service de la commission du Transcontinental et va faire droit?—R. Rapport pas encore reçu de la commission, gouvernement ne peut rien décider sans rapport—5454.

## REGLEMENTATION DES COMPAGNIES DE TELEPHONE.

M. Ingram—Le gouvernement va-t-il présenter une loi pour réglementer les compagnies de téléphone, combien a coûté le comité d'enquête?—R. Réglementation figurera dans loi amendant acte des chemins de fer, \$15,167—332.

## RENOI DU DETECTIVE SKEFFINGTON.

M. Daniel—Déflective Skeffington a-t-il été démis, pourquoi, enquête a-t-elle été faite?—R. Démis, pas satisfaisant, pas d'enquête—189.

## RESEAU TRANSCONTINENTAL.

M. Chisholm—Hon. Templeman a-t-il reçu lettre de M. C. Hays en 1904, au sujet travaux d'exploration Grand-Tronc-Pacifique en Colombie-Anglaise?—R. Oui—4003.

## RUPTURE DU CANAL DE TRENT.

M. S. Hughes—Gouvernement prend-il précautions pour ne pas réduire niveau des eaux navigables dans comté de Victoria pour fournir force motrice à Peterboro, quelle était la profondeur d'eau sur les seuils lors de la rupture de l'écluse du canal de Trent, quand est survenu d'accident, quand sont arrivés les fonctionnaires?—R. Oui, sept pieds, 26 janvier 1906, immédiatement—608.

## SALAIRES SUR LE CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Demande pourquoi salaires pas publiés dans rapport de l'auditeur général?—R. Omission, rapport sera déposé—2612.

## SERVICE DES CONVOIS SUR CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Demande si rapport des recettes des trains entre Summerside et Tignish est tenu, combien de trains ont circulé sur section est et ouest?—R. Pas de compte tenu par section, énumération des trains—1617.

## STATION D'ELGIN, INTERCOLONIAL.

M. Paquet—Gouvernement sait-il que beaucoup de bois est transporté à la station d'Elgin-Road, Intercolonial, que l'espace est insuffisant, va-t-il acheter terrain ? —R. Oui, 71 chars ; terrain insuffisant, va acheter un terrain 60 pieds de large par 500 de long—602.

## STATION DE L'INTERCOLONIAL A LEVIS.

M. Paquet—Combien payé pour pavage en asphalte, gare de Lévis, Intercolonial ? —R. Quai en béton coûte de 1904 à 1906, \$7,232.48—4820.

## SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

M. Macdonell—Demande montant subventions payées depuis confédération ? —R. Prière demander rapport—2798.

## TARIFS SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Prix par tonne de l'acier et du poisson transporté par l'Intercolonial, de Mulgrave à Montréal ? —R.  $\frac{1}{4}$  cent la tonne par mille ; 57-100 de cent par tonne et par mille—466.

## TRACE DU TRANSCONTINENTAL.

M. Crocket—Nombre et distribution des partis d'arpenteurs entre Winnipeg et Québec et Québec et Moncton ? —R. Nombre et subdivisions détaillées—792.

## TRAIN JOUGHLIN SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Fowler—Train Joughlin est-il employé sur l'Intercolonial, ministre des chemins de fer est-il intéressé dans compagnie exploitant ce train ? —R. Ignore si employé sur l'Intercolonial, ni directement ni indirectement intéressé dans compagnie—2800.

## TRANSPORT DE LA HOUILLE SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Gauvreau—Gouvernement amènera-t-il le charbon par eau à Rivière-du-Loup pour l'usage de l'Intercolonial ? —R. Non, Lévis point de distribution—472.

## TRANSPORT DES VOYAGEURS DE SAINT-JEAN PORT-JOLI A LEVIS.

M. Paquet—Prix du transport a-t-il été augmenté depuis 1er janvier 1906, pourquoi ? —R. Oui, pour accroître le revenu—602.

## VENTE DE JOURNAUX SUR CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Qui a le contrat de vente des journaux sur chemin de fer de l'île du Prince-Edouard, quel montant, soumissions demandées ? —R. Sydney Grey, de Charlottetown, \$360 par année, soumissions—2330.

## VENTE DE JOURNAUX SUR LES CHEMINS DE FER DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—Demande si nouvelles soumissions ont été sollicitées pour la vente des journaux sur les chemins de fer de l'île du Prince-Edouard ? —R. Soumissions demandées, pas de décision, impossible faire connaître noms soumissionnaires—6418.

## VOLS A L'INTERCOLONIAL.

M. Fowler—Département des chemins de fer a-t-il été avisé de vols de timbres à Moncton dans les bureaux de l'Intercolonial ? —R. Accusation lancée, enquête faite—irrégularités seulement constatées—remède apporté—1030.

## VOIE DE GARAGE DE DENNING A PUGWASH, N.-E.

M. Barker—Coût de la voie de garage, opérations, date ? —R. \$450, 444 tonnes de marchandises, automne 1904—2139.

## WAGONS DE L'ETAT.

M. Wilmot—Demande liste des wagons de l'état, coût, voyages, dépenses, etc. ? —R. Détails complets fournis pour chaque wagon ; il y a 9 wagons de l'état—1019.

## DOUANES.

## DETAXE DES MARCHANDISES ANGLAISES, FAUSSES DECLARATIONS.

M. Armstrong—Demande détails sur l'application pratique de la détaxe sur les marchandises anglaises ? —R. Détails donnés—2610.

## M. LOUIS DIONNE, PERCEPTEUR DE DOUANES A MONTMAGNY.

M. Paquet—Quel est traitement de Louis Dionne, percepteur des douanes à Montmagny, quelles recettes pour le gouvernement ? —R. M. Dionne autorisé à garder recettes jusqu'à concurrence \$200, recettes ont pas encore atteint ce chiffre—4820.

## DROITS PAYES SUR TUBES ET TUYAUX EN FER.

M. Clements—Quels droits sont payés sur tubes et tuyaux en fer importés des Etats-Unis ? —R. Détails donnés—180.

## DROITS SUR LES BAUDETTS.

M. Wm. Jackson—Quels sont les droits pour baudets de reproduction ? —R. Droit de 20 pour 100 ad valorem—866.

## DROITS SUR LES AFFICHES DE THEATRES

M. Macdonell—Demande si Gouvernement a reçu de l'Association des théâtres demande de dégrèvement de droits sur les affiches importées par troupes ambulantes ? —R. Question réservée pour révision du tarif—5642.

## DROITS SUR LES LIVRES.

M. Lavergne—Demande quels sont les droits sur les livres français et anglais importés, quelles sont les exemptions, combien perçu dans 10 dernières années ? —R. 10 pour 100 ad val., exemptions indiquées, \$878,202.20—4357.

## DOUANE DU SAULT SAINTE-MARIE.

M. Boyce—Demande quantité d'articles agricoles et de jardinage déclarés à la douane du Sault Sainte-Marie en 1905 ? —R. Tableau fourni—2140.

## EMPLOI DE DANIEL WILEY.

M. Elson—Daniel Wiley est-il employé, en quelle qualité, depuis quand?—R. Commis de douane London, Ont., \$750, surnuméraire, 1900, permanent, 1901—1020.

## ENTREPOSAGE DE LA HOUILLE BITUMINEUSE.

M. Taylor—Demande si la loi de douanes permet d'entreposer de la houille bitumineuse au Canada, paie-t-on des remboursements de droits?—R. Oui, art. 105 de la loi de douane, on ne paie pas de remise pour houille employée comme approvisionnement de navire—1916.

## FIL METALLIQUE A CLOTURE.

M. Clements—Gouvernement fait-il inspecter fil importé au Canada?—R. Oui pour déterminer valeur—181.

## IMMIGRANTS EUROPEENS.

M. Armstrong—Demande noms d'agents chargés de s'enquérir de destination des immigrants venus par la "North Atlantic Trading Co'y," où stationnés, salaires?—R. Détails donnés—5313.

## INSCRIPTION D'HOMESTEAD R. A. McLEOD

M. Ames—Demande détails d'inscription et prolongation de délai pour homestead Roy McLeod?—R. Détails donnés—5639.

## PERCEPTEUR DE DOUANES A WOODSTOCK, N.-B.

M. Ganong—Quel est le percepteur des douanes à Woodstock, N.-B., quand nommé, y a-t-il eu plaintes?—R. F. N. T. Dibble, nommé 1er juillet 1900, pas de plaintes—3332.

## PESEUR PUBLIC DE BEURRE ET FROMAGE A MONTREAL.

M. Armstrong—Peseur a-t-il été nommé à Montréal pour beurre et fromage?—R. Non, pas intention du gouvernement—4817.

## PRIMES SUR FER ET ACIER, ETC.

M. Schaffner—Montant payé en primes depuis 1897?—R. Tableau donné—7577.

## RECETTES DOUANIERES DE PORT-STANLEY, PORT-BRUCE ET PORT-BURWELL

M. Ingram—Quelles recettes douanières depuis 1896?—R. Tableau donné 1896: \$1,886, nil, \$304.73; 1905, \$25,669, fermé, \$1,395—176.

## RAPPORTS DU COMMERCE.

M. Kemp—Qui fait les rapports annuels, mensuels et hebdomadaires du département du commerce, qui est responsable préparation, impression, distribution?—Département du commerce, imprimés par imprimerie nationale, rapports annuels et mensuels portés à la charge du comité des impressions des communes, bulletins hebdomadaires à la charge crédits spéciaux du département du commerce—600.

## REVENU DOUANIER DE BRANTFORD.

M. Cockshutt—Revenu douanier de Brantford, détails?—R. 1905, \$225,662.86, coût de perception, \$4,832.23, détails donnés—352.

## SOUS-EVALUATION D'ARTICLES DE MARBRE.

M. W. F. Maclean—Demande si gouvernement a pris décision sur plainte des ouvriers en marbre de Toronto relative à l'importation d'objets de marbres américains en sous-évaluation?—R. Ministre des douanes n'a pas encore rendu récision—5455.

## SURTAUXE DES PRODUITS ALLEMANDS.

M. Armstrong—En quelle année, traité anglo-allemand dénoncé, quand surtaxe imposée, quelles sont relations commerciales actuelles du Canada et Allemagne?—R. 1898, novembre 1903 surtaxe un tiers des droits, représentant gouvernement allemand a pressenti gouvernement canadien sur possibilité suppression quelques mesures restrictives, sera discutée avec révision tarif—337.

## TABAC BRUT EN FEUILLE IMPORTE.

M. Clement—Gouvernement va-t-il élever le droit, combien importé en 1904?—R. Impossible répondre avant budget, 14,707,457 livres importées—181.

## TARIF ALLEMAND.

M. Armstrong—Quels sont les tarifs différentiels imposés par le gouvernement allemand sur les pommes fraîches et sèches du Canada?—R. Gouvernement n'a aucune connaissance officielle du nouveau tarif allemand censé entré en vigueur 1er mars 1906—1023.

## TARIF ALLEMAND SUR LES POMMES.

M. Armstrong—Quels sont les droits différentiels sur pommes fraîches et pommes tapées pour importation en Allemagne. Quelles modifications?—R. Gouvernement n'a aucune information des changements depuis le 1er mars, aucune information reçue du Bureau International des tarifs douaniers de Bruxelles—1012.

## INTERIEUR.

## ABANDON DES TERRES DE LA TRIBU DE PASQUA.

M. Lake—Les Indiens de la tribu de Pasqua, agence de Qu'Appelle, ont-ils fait remise de partie de leurs terres au gouvernement pour les vendre, acomptes ont-ils été payés, va-t-on vendre aux enchères?—R. Oui. Oui, pas encore décidé—5638.

## ACCUSATIONS CONTRE AGENTS D'IMMIGRATION EN GRANDE-BRETAGNE.

M. U. Wilson—M. W. T. Preston a-t-il porté accusations contre agents d'immigration en Grande-Bretagne, a-t-il produit pièces?—R. Demander rapport—1919.

## ACHATS DE TERRES DU DOMAINE PUBLIC.

M. R. L. Borden—Combien de compagnies ont acquis des terres depuis 1898, détails?—R. Demander rapport—1919.

## ACHATS DE TERRE DE HECTOR McRAE.

M. Sproule—Demande détails d'achats de terre de Hector McRae, dans le district de New-Westminster, C.-A.?—R. Détails donnés—6416.

## AFFERMAGE DE TERRES A E. B. STONE.

M. W. P. Maclean—Demande condition d'affermage de terres à E. B. Stone dans la région de la rivière de l'Arc?—R. Détails donnés—3836.

## AGENTS DE WINNIPEG ET MINEURS DE LETHBRIDGE.

M. Verville—Gouvernement sait-il que les agents d'immigration à Winnipeg recrutent des mineurs pour propriétaires de mines de Lethbridge?—R. Non—1030.

## ALIENATION DE TERRES DANS SASKATCHEWAN ET ALBERTA.

Hon. M. Foster—Gouvernement a-t-il aliéné grande étendue de terres à l'avantage de grande compagnie depuis juillet 1905; R. Non—201.

## ANNONCES DANS JOURNAUX ANGLAIS.

M. Ames—Ministère intérieur a-t-il renseignements sur des annonces dans les journaux anglais censées venir du "Bureau de renseignements" de Concord près Toronto?—R. Non—592.

## BAIL DE PATURAGE DE H. P. BROWN.

M. Ames—Demande détails relatifs au bail de pâturage de H. P. Brown et du transfert à la Galway Horse & Cattle Company?—R. Détails fournis—5312.

## BESTIAUX POUR LES AGENCES INDIENNES.

M. Herron—Demande état du bétail acheté pour agences Gens du Sang et Piegans du 1er décembre 1904 au 31 décembre 1905, avec origine?—R. Etat fourni—4814.

## BUREAU CANADIEN DU TRAVAIL.

M. Ralph Smith—Quelles mesures prises pour empêcher le nommé Leopold d'exercer son industrie dans l'édifice du bureau d'immigration au Canada?—R. Département d'immigration a acquis bail de Leopold, septembre 1905—3495.

## BUREAU DES TERRES A CALGARY.

M. McCarthy—Gouvernement a-t-il dépensé argent voté pour construction bureau des terres à Calgary—R. Non, après considération édifice public Calgary trouvé suffisant—1733.

## CAPITATION AUX ETATS-UNIS.

M. Ingram—Gouvernement sait-il que fonctionnaires des Etats-Unis perçoivent \$2 sur Canadiens passant frontière, même en territoire canadien?—R. Certains fonctionnaires perçoivent \$2; dans certains cas, capitaines de vaisseaux perçoivent parce que responsables au gouvernement américain—334.

## CHOIX DES TERRES CONCEDEES AUX CHEMINS DE FER.

M. Alcorn—Gouvernement presse-t-il les chemins de fer de choisir leurs terres, a-t-il pris mesures pour presser Canadian Northern Ry, Manitoba & Southern Ry., Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan Ry., quelques compagnies prétendent-elles avoir délai indéterminé pour choisir?—R. Gouvernement fait diligence.

## CHOIX DES TERRES CONCEDEES AUX CHEMINS DE FER—Suite.

M. Alcorn—Suite.

Canadian Northern pourra terminer choix avant quelques mois, il n'existe pas de Manitoba and Southern Ry., la compagnie Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan a choisi toutes ses terres, sauf celles que le Gouvernement conserve en garantie, aucune compagnie ne réclame délai indéterminé—589.

## CHOIX DE TERRES DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

M. Roche—Quelles terres la compagnie a-t-elle choisies?—R. Prière demander rapport—2796.

## COMMISSAIRE DES TERRES FEDERALES.

Hon. Foster—Qui a été commissaire des terres fédérales depuis 1902?—R. 1902 à 1er février 1904, M. J. G. Turriff; 23 mars à décembre 1904, J. W. Greenway—2332.

## COMPAGNIE DES TERRES DE LA VALLEE DE LA SASKATCHEWAN.

M. Lake—Compagnie des Terres de la Saskatchewan a-t-elle eu le droit d'acheter 250,000 acres de terres de homesteads, sont-elles imposables, a-t-elle choisi sections impaires dans propriété acquise de compagnies de chemins de fer ayant subventions en terres, pour combien a-t-elle reçu lettres patentes, combien à recevoir?—R. Droit à 150,000 acres seulement, lettres patentes émises pour 142,808 acres, imposables, toutes choisies, à émettre 27,229 acres—436.

Hon. Foster—Gouvernement sait-il que la compagnie des Terres de la Vallée de Saskatchewan a acheté des terres de la compagnie du chemin de fer Canadien du Nord?—R. Aucune information—1803.

Hon. Foster—Date du contrat entre Gouvernement et compagnie des terres de la Vallée de Saskatchewan, détails émission des titres, etc?—R. Détails au long—2088.

M. R. L. Borden—Evaluation a-t-elle été faite avant 1902 des terres octroyées à la compagnie?—R. Non—441.

## COMPAGNIE NORTH ATLANTIC TRADING.

M. Ames—Montant payé du 1er juillet à 31 décembre 1905, combien d'immigrants, combien pour annonces?—R. \$56,287.88, 11,566 personnes, \$3,443.35—340.

## CONCESSIONS FORESTIERES AU MANITOBA ET NORD-OUEST.

M. Henderston—Combien de demandes faites de 1880 à 1896 combien accordées, annulées, etc?—R. Etat à préparer—5638.

M. Henderson—Combien de demandes de concessions faites de 1880 à 1896, combien accordées, combien annulées ou caduques, combien actuellement en existence?—R. 2,705; 699; 615; 84—5896.

## CONCESSION RAY-BRONSON.

Hon. Foster—Demande détail travaux faits, sommes dépensées, dérogations aux stipulations minières relativement à concession Ray-Bronson—R. Détails, dates et chiffres fournis—1802.

#### CONCESSIONS DE TERRAINS AUX CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST.

M. M. S. McCarthy—Détails complets sur concessions de terres dans Alberta et Saskatchewan aux différentes lignes qui constituent réseau du chemin de fer Canadien du Nord?—R. Détails donnés—2137.

#### CONCESSIONS DE TERRES AU CHEMIN DE FER QU'APPELLE, LAC-LONG ET SASKATCHEWAN.

M. R. L. Borden—Demande loi et historique des concessions de terres à la compagnie de chemin de fer Qu'Appelle-Lac-Long et Saskatchewan—R. Détails complets fournis—327 à 332.

#### COUPE DE BOIS SUR L'ILE HOPE.

M. Bennett—Quelle quantité enlevée par M. Chew, combien payé?—R. 30,724 pieds, \$161.75—435.

#### DEMANDE D'ACHAT DE TERRES.

M. McCarthy—Gouvernement a-t-il reçu demandes de terres près de Lacombe et ailleurs, a-t-on offert \$1 l'acre, demande provient-elle de telles personnes désignées, gouvernement a-t-il fait évaluer terres?—R. Oui, pas de prix fixé demande de John W. Imes, G. Robins, E. H. Cuthbertson, évaluation pas décidée—1734.

#### DEPENSES D'IMMIGRATION.

M. Sproule—Dépenses de 1901 à 1905, aide accordée aux compagnies, etc.?—R. Détails et tableaux donnés—183.

#### DEPENSES POUR LES INDIENS.

M. Armstrong—Demande détails sur dépenses des \$26,669 portés en 1905 pour Indiens n'ayant pas de traités?—R. Détails donnés—5129.

#### DROITS REGALIENS AU YUKON.

M. Sproule—Quel montant perçu de 1897 à 1904, quel taux?—R. 1897, \$273,292; 1904, \$206,760; 1897, 10 p. 100; 1904, 2½ p. 100—5127.

#### DUALITE DE NATIONALITE DES IMMIGRANTS AMERICAINS.

M. Taylor—Gouvernement sait-il que les immigrants américains de l'Ouest naturalisés britanniques prétendent conserver la dualité de nationalité?—R. Inconnu—356.

#### DUALITE DE NATIONALITE.

M. Taylor—Le Gouvernement sait-il que les Américains naturalisés britanniques dans l'Ouest conservent leurs certificats de citoyens américains?—R. Inconnu—433.

#### ECOLES INDIENNES.

M. Armstrong—Demande détails complets sur fonctionnement écoles indiennes du Gouvernement fédéral—R. Détails fournis—3330.

#### EXPLORATIONS GEOLOGIQUES, COMTE DE PONTIAC.

M. Piché—Demande si Gouvernement a des renseignements sur la formation géologique du comté de Pontiac, existe-t-il rapports et cartes?—R. Partie explorée: rive nord de l'Ottawa à Rapide des Joachims, lac Temiskaming à Lac Kippewa, Ottawa supérieur jusqu'à Grand'Terre, Victoria; à l'impression carte de l'ouest de la Gatineau au nord de l'Ottawa jusqu'au rocher de l'Oiseau, non terminée—1730.

#### FONCTIONNAIRES DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES INDIENNES.

M. Armstrong—Combien de fonctionnaires de toute nature dans département des affaires indiennes?—R. Etat complet fourni—1136.

#### FORAGES AU NORD-OUEST.

M. M. S. McCarthy—Demande renseignements complets au sujet de l'assistance à la compagnie de gaz et d'huile d'Alberta et sur forages faits dans le Nord-Ouest jusqu'à l'Athabasca pour huile et gaz?—R. Tous renseignements fournis—1732.

#### GRAND FORKS CATTLE COMPANY.

M. McCarthy—Qui compose compagnie, prix vendu, etc.?—R. J. D. McGregor, président, \$1 l'acre—2097.

#### THOMAS P. HETHRINGTON.

M. Wilmot—Thomas Hethrington est-il employé à l'immigration, date, salaire, nombre d'immigrants envoyés?—R. Oui, 7 novembre 1904, \$100 par mois et dépenses, 864, au 30 avril 1906—5628.

#### HOPITAL D'IMMIGRATION, QUEBEC.

M. Monk—Montant dépensé pour construction d'un hôpital à Québec pour traiter immigrants atteints de trachoma, nombre immigrants traités trois dernières années, dépenses deux dernières années pour service?—R. \$41,247.71; 2767, \$6,553.36.

#### HOPITAL DES MALADES DE TRACHOMA A HALIFAX.

M. U. Wilson—Gouvernement a-t-il établi, acheté ou pris possession d'un hôpital pour malades atteints de trachoma à Halifax?—R. Oui, loué maison occupée par Dr Dickey pour traitement des malades de trachoma en attendant construction hôpital de l'Etat—1804.

#### ILE DU POISSON-BLANC.

M. Boyce—Quelles compagnies de chemins de fer ont produit des plans pour expropriation de l'île du Poisson-Blanc, ont-elles été permises?—R. Chemin de fer Central d'Algoma, chemin de fer Pacifique et Atlantique, chemin de fer Ontario, Baie d'Hudson et Ouest, tous plans approuvés, et expropriations permises, 1900 et 1902—198.

### IMMIGRATION DANS LES CINQ DERNIERES ANNEES.

M. Sproule—Combien d'immigrants venus au Canada avec origine, combien déportés?—R. Etat général fourni, déportés 1396—185.

### IMMIGRANTS, DE L'ARMEE DU SALUT.

M. U. Wilson—Combien d'immigrants de l'Armée du Salut, en 1905 et 1906 jusqu'à date, sont-ils en colonies, conditions?—R. 3697, 702, distribués dans tout le Canada, 12 shillings par tête—191.

### IMMIGRATION EUROPEENNE.

M. Armstrong—Combien d'immigrants venus par la C. A. Trading Co. sont à destination de Sarnia, Windsor, Niagara?—R. Destinations recherchées seulement par provinces—4815.

### IMMIGRATION L'ANNEE DERNIERE.

M. S. Hughes—Demande détails complets sur immigration l'année dernière, nombre, prix payés, contrats, etc.?—R. Tous détails donnés, 146,206 immigrants en 1905—203.

### INSCRIPTION DE HOMESTEADS.

M. Herron—Demande détails de certaines inscriptions de homesteads?—R. Etat fourni—5125.

### INDIENS DU YUKON.

M. Armstrong—Détails complets sur Indiens du Yukon?—R. Demander rapport—2336.

### IRRÉGULARITÉS DES COMPTES D'IMMIGRATION.

M. Barker—Demande si le gouvernement a des documents ou informations relatives à irrégularités de paiements d'immigration par agents de Grande-Bretagne, Irlande, Europe?—R. Documents seront déposés sur demande régulière—1729.

### LETRE DU REV. G. H. WILLIAMS SUR TRAITEMENT DES IMMIGRANTS.

M. S. Hughes—Signale cas de refus d'une servante de restaurant à Québec de vendre du thé à une immigrante du "Tunisian", rapport du Rév. Williams?—R. Rapport transmis au ministère, cas exagéré, pas de refus de vendre, mais d'emporter, enquête ordonnée—5640.

### LOGEMENT DE M. PRESTON.

M. U. Wilson—Gouvernement paie-t-il loyer résidence de M. Preston à Londres?—R. Oui, \$640.34 en 1904-1905, pas de chauffage, ni eau, ni éclairage—4004.

### MANUEL INDICATEUR DES TOWNSHIPS.

M. Ames—Gouvernement va-t-il publier un manuel indicateur de townships de Manitoba, Saskatchewan et Alberta?—R. A l'étude—601.

### MILK RIVER CATTLE COMPANY.

M. M. S. McCarthy—Qui compose la compagnie, prix de vente des terres, colons étaient-ils établis?—R. M. A. E. Philip, président, \$1 l'acre, pas d'avis de colons établis—2096.

### JOSEPH NIXON.

Hon. M. Foster—Pendant combien de temps J. Nixon a-t-il été à l'emploi du Gouvernement depuis juillet 1905?—R. N'a pas été à l'emploi du ministère de l'intérieur depuis cette époque—200.

Hon. Foster—M. Leach a-t-il fait rapport sur Nixon, agent des terres à McLeod, quel arrangement avec acheteurs réels ayant acheté de Nixon de bonne foi?—R. Deux rapports, terres vendues par Nixon et pour lesquelles patentes émises en faveur ville de MacLeod, transférées de nouveau à la couronne et revendues aux premiers acheteurs—476.

Hon. M. Foster—Paiements faits par Mme Hodge à un nommé Daly et à Joseph Nixon, ci-devant agent des terres, ont-ils été restitués?—R. Oui, détails donnés—1142.

### "NORTH ATLANTIC TRADING CO."

M. Ames—Combien d'immigrants amenés par la compagnie ont été réexpédiés, pour cause, combien payé la compagnie, où est le dépôt de garantie, au nom de qui ont été faits les chèques pour primes?—R. 559 immigrants réexpédiés, rien payé, dépôt à Banque de Montréal, quatorze chèques payés, noms donnés—2514.

M. Osler—Gouvernement sait-il comment est exécuté contrat, sait-il que le contrat est violé?—R. Exécution contrat fait actuellement objet enquête—1169.

### OFFRE DE J. A. STAFFORD POUR L'ILE N° 144.

M. Bennett—M. Stafford a-t-il fait offre pour toute l'île n° 144; a-t-il offert \$400 pour lot 37, concession 13, M. Baxter?—R. Non; a demandé si Gouvernement n'accepterait pas \$400, mais le lot était vendu—5130.

### OUVERTURE DE RESERVES DE SAUVAGES

M. Lake—Quelles réserves ont été ouvertes pour vente ou colonisation depuis 1er janvier 1905?—R. Liste donnée—342.

### PAIEMENTS AU "FREE PRESS", MANITOBA ET AU "DER NORWESTER".

M. Lake—Demande état de paiements au "Free Press" et au "Der Norwester" depuis 1er juillet 1900?—R. Etats fournis—1026.

M. Schaffner—Quel montant payé au "Free Press"?—R. Déjà répondu, page 1026—4067.

M. Schaffner—Demande si le Gouvernement maintient réponse donnée quant aux paiements au "Free Press", de Winniueg en 1904-05?—R. Etat des paiements déposés—5894.

### POPULATION INDIENNE DU COMTE DE VICTORIA.

M. Wilson—Quelle est la population indienne du comté de Victoria, N.-E., quel est le médecin, combien payé depuis 1880?—R. 101 âmes, état donné des paiements aux médecins depuis 1880—2516.

## RAPPORT DU CONGRES FORESTIER.

M. Armstrong—Gouvernement va-t-il faire imprimer et distribuer rapport du congrès forestier tenu à Ottawa pendant session?—R. Oui, sous presse—5638.

## REGLEMENTS RELATIFS A L'IMMIGRATION.

M. Ralph Smith—Quels règlements ont été établis pour empêcher l'immigration au Canada d'ouvriers d'élite et encourager seulement la venue d'agriculteurs?—R. Depuis 1896 ordres constants donnés à cet effet; le 1er avril 1906, prime portée à \$5, sur immigrants agricoles seulement, pour encourager ceux-ci aux détriments des émigrants ouvriers—3495.

## RELATIONS DE M. SAUVALLE AVEC MINISTRE DE L'INTERIEUR.

M. Taylor—Marc Sauvalle, journaliste, est-il employé au département de l'intérieur pour l'immigration française?—R. Non—3326.

## RESERVE DU CANAL RIDEAU.

M. Blain—Gouvernement a-t-il donné avis d'enlèvement des entrepôts du côté-ouest canal Rideau?—R. Pas encore—4815.

## RESERVE DU POISSON-BLANC.

M. Bennett—Quelle partie de la réserve du Poisson-Blanc a-t-elle été vendue dans ces deux dernières années?—R. Non.—2515.

## RESERVE FORESTIERE DE LA MONTAGNE DU DAUPHIN.

M. Roche—Quels changements ont été faits dans réserve depuis 1er janvier 1904?—R. Liste des townships déplacés donnée—791.

M. W. J. Roche—Gouvernement va-t-il empêcher colons de s'établir sur réserve boisée de la montagne du Dauphin?—R. Oui—1031.

## SUBVENTION EN TERRES AUX CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST.

M. Roche—Quand ont été divisées les terres de la compagnie Qu'Appelle, Lac-Long et Saskatchewan?—R. Terres retenues en garantie suivant transport 5 août 1889 non choisies, les autres choisies avant 31 décembre 1905—795.

## TERRAINS MARECAGEUX.

M. Staples—Règlements, catégories, distribution des terres marécageuses du Canada?—R. Détails donnés—464.

## TERRES D'ALBERTA ET ATHABASCA.

M. Lefurgey—Ordre en conseil a-t-il été passé le 27 juillet 1900 au sujet des terres d'Alberta ou Athabasca, T. N.-O.; sera-t-il déposé?—R. Oui, si demande faite—1426.

## TERRES DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER PACIFIQUE CANADIEN.

M. Lake—Le Pacifique Canadien a-t-il terminé choix de ses terres, pour quelle étendue patentes pas encore délivrées?—R. Oui; 1,541,585 acres—342.

M. Roche—Quand a été conclu l'arrangement pour le choix définitif des terres du Pacifique Canadien?—R. 22 août 1903—791.

## TERRES FEDERALES.

M. Ames—Combien de terres scolaires vendues dans Manitoba et Nord-Ouest jusqu'en 1er juillet 1905, montant reçu, terres non vendues arpentées?—R. Manitoba: 271,384, \$2,180,673; Nord-Ouest: 147,245 acres, \$1,473,949; terres non vendues arpentées Manitoba, 1,477,096; Nord-Ouest, 4,817,875 acres—200.

## TERRES POUR LE CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

Hon. M. Foster—Gouvernement a-t-il agrandi territoire où la compagnie du chemin de fer Canadien du Nord peut choisir ses terres, a-t-il permis qu'elle puisse choisir autre part qu'à l'endroit désigné d'abord?—R. Chemin de fer Canadien du Nord a droit à 2,180,928 acres pour sa voie d'Erwood, territoire pas agrandi, aucun endroit désigné d'abord pour choix, possède des terres à titre de cessionnaire du chemin de fer du nord de Winnipeg et compagnie de chemin de fer et canal du lac Manitoba—1914.

## TERRES SCOLAIRES.

M. Ames—Combien d'acres de terres scolaires du Gouvernement vendues dans les six premiers mois 1905-06, prix?—R. 120,782 acres, \$1,304,316, prix moyen \$11.54—198.

## TOWNSHIP 7.

M. Herron—Gouvernement a-t-il vendu quart sud-est, section 28, township 7, rang 2 ouest 5e méridien?—R. Oui, Malcolm N. Mackenzie, 25 septembre 1901, \$3 l'acre—603.

## VALEUR DE L'OR EXTRAIT DU YUKON.

M. Blain—Valeur de l'or extrait du Yukon de 1897 à 1905?—R. 1897, \$2,500,000; maximum, 1900, \$22,275,000; 1905, \$8,327,200—2091.

## VENTE DE BOIS DE LA RESERVE DU LAC DU POISSON-BLANC.

M. Taylor—Demande si département des affaires indiennes a mis l'année dernière en vente du bois sur la réserve du lac du Poisson-Blanc, où annoncé, quelles soumissions, quel acquéreur?—R. D. O'Connor, de Timagami, \$5,000; journaux et soumissions nommés—3494.

## VENTE DE LA RESERVE DU POISSON-BLANC.

M. Bennett—Demande si partie réserve du Poisson-Blanc vendue?—R. Deux réserves: du lac du Poisson-Blanc, et de la Rivière du Poisson-Blanc; rien vendu dans réserve du lac, certains terrains de réserve de la Rivière vendus au chemin de fer de Manitoulin et rive nord—2795.

## VENTE DE TERRES EN COLOMBIE BRITANNIQUE.

M. Ames—Demande si gouvernement a effectué vente d'une étendue considérable de terrains en Colombie-Anglaise?—R. Non—5895.

## VENTE DE TERRES.

M. Lake—Demande état des ventes de terres excédant 160 acres faites dans Alberta et Saskatchewan et Manitoba depuis 1er janvier 1905?—R. Etat à préparer—5637.

VENTE DE TERRAINS A CLAUDIUS SCOTNEY ET AUTRES.

M. Ames—A quelles conditions ont été vendus le 10 août 1905 des terrains à E. S. Saint-Georges et autres membres de sa famille?—R. Terrains vendus pas à Saint-Georges, mais à C. S. Scotney Georges, à \$1 l'acre—1922.

VENTE DE TERRAINS EN COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Ames—Demande si gouvernement a vendu vaste étendue de terres en Colombie-Anglaise, townships 19 et 20 ouest 6e méridien?—R. Non—4069.

VENTE DE TERRES A A. D. DAVIDSON ET ASSOCIES.

M. Ames—Demande dépôt de documents relatifs à la vente des 250,000 acres à la compagnie de la Vallée de la Saskatchewan, nom du commissaire d'immigration ayant recommandé proposition Davidson, nom agent colonisation, si A. J. Adamson mentionné comme associé de Davidson est le député de Humboldt?—R. Papiers seront déposés, J. M. Obed Smith, M. C. W. Speers, oui—1623.

VENTE DE TERRES.

M. Sproule—Quelles ventes des terres ont été faites de 1903 à 1905 dans l'ouest, acquéreurs, prix, etc.?—R. Demander rapport—587.

VENTE DE TERRES AU NORD-OUEST.

Hon. M. Foster—Gouvernement depuis 1905, a-t-il vendu avec coopération d'un chemin de fer une vaste superficie dans Saskatchewan ou Alberta?—R. Non—335.

VENTES DE TERRES AU NORD-OUEST.

M. M. S. McCarthy—Combien de ventes de plus de 5,000 acres à la fois ont été faites depuis 1886?—R. Liste donnée—335.

VENTE DE TERRES A PHILIPPE PARK.

M. Ames—Demande détails sur terrain vendu à P. Parks, 6 février 1903, où situé, quelle nature, quel prix payé?—R. Terrain à 6 milles nord d'Ashcroft, sur Canadien du Pacifique; terre troisième qualité, \$2.50 l'acre—1922.

VENTE DE TERRES DES INDIENS DANS L'ALGOMA.

M. Boyce—Demande noms et traitements des personnes chargées de vendre des terres des indiens dans les Algoma?—R. Noms et traitements indiqués—2141.

VOYAGE DE W. T. R. PRESTON.

M. U. Wilson—M. Preston est-il venu en Canada en janvier 1906, a-t-il été appelé, avait-il autorisation, est-il sous dépendance du Haut-Commissaire?—R. Oui, oui non, oui—177.

PHILIP WAGNER.

Hon. Foster—Philip Wagner a-t-il été à l'emploi du Gouvernement depuis 1900, a-t-il subi une condamnation?—R. Oui, interprète galicien à Edmonton, condamnation inconnue du Gouvernement—200.

M. A. WILSON, DE PUGWASH, N.-E.

M. Barr—A. Wilson a-t-il été nommé agent d'immigration en Ecosse après élections générales, quel salaire, combien d'immigrants amenés, dépenses totales?—R. Nommé 1er novembre 1904, \$100 et dépenses, impossible donner nombre exact d'immigrants décidés par lui, \$569,17 en tout—1920.

JUSTICE.

APPROVISIONNEMENTS DE FARINE AUX PENITENCIERS.

M. Taylor—Dans quels journaux demandes de soumissions pour farine ont-elles été faites?—R. Liste donnée—468.

FILS DU JUGE GAGNE.

M. W. McIntyre—Demande si le Gouvernement va s'enquérir si les deux fils du juge Gagné sont au service de la maison Price, si le beau-frère du juge Gagné, M. L. G. Belley, est avocat de la maison Price?—R. Non—7577.

FICELLE D'ENGERBAGE DU PENITENCIER DE KINGSTON.

M. Elson—Gouvernement fait-il fabriquer ficelle d'engerbage au pénitencier de Kingston, combien en magasin, prix de vente, fait-il fabriquer ficelle plus grosse?—R. Oui, 736,200 livres au 20 mars, prix fournis, fait fabriquer corde—2098.

FOURNITURE DE FARINE AUX PENITENCIERS.

M. Staples—A qui a été donnée la fourniture de farine aux pénitenciers de Kingston, Saint-Vincent-de-Paul et Dorchester?—R. Campbell Mining Company, de Toronto-Junction—354.

M. HIRAM KEECH.

M. Ingram—Hiram Keech est-il à l'emploi du Gouvernement, quelle qualité?—R. Oui, placier en cordages—204.

ILES DU SAINT-LAURENT A PORT-LEWIS.

M. Bergeron—Demande à qui appartiennent îles du lac Saint-François près du Port-Lewis, si elles sont vendues ou louées?—R. Sous juridiction de province de Québec, gouvernement fédéral ne sait pas si louées ou vendues—7856.

JUGES ET COURS DE COMTE.

M. Lennox—Combien de cours de comté et de districts dans Ontario, répartition des juges, etc.?—R. Détails donnés—1196.

JUGES DE LA COUR SUPREME.

M. Monk—Combien de juges ont obtenu un congé, va-t-on établir juges *ad hoc*?—R. Juge en chef congé de six mois, question des juges *ad hoc* à l'étude—1143.

JUGES DES COURS DE COMTE D'ONTARIO.

M. Lennox—Demande si les articles des Statuts Révisés d'Ontario, fixant le nombre des juges de comté d'Ontario sont observés?—R. Mémoire spécial sera soumis personnellement à cet effet—1805.

## JUGES FAISANT PARTIE DE COMPAGNIES.

M. Sproule—Gouvernement sait-il que des juges continuent de faire partie de compagnies, prendra-t-il des mesures pour faire respecter la loi?—R. Gouvernement pas informé, songe à proposer législation imposant sanction à la loi qui empêche juges de figurer dans le bureau des compagnies—186.

## JUGES DES TRIBUNAUX DE COMTE.

M. Lennox—Date des commissions juges de Carleton, Elgin, Hastings, Kent; statuts organisant ces tribunaux?—R. Détails complets au long—2098.

## JURIDICTION SUR LES PECHERIES.

M. Lefurgey—Gouvernement fédéral sait-il que gouvernement de l'île du Prince-Edouard veut s'occuper d'encourager l'ostéiculture?—R. Oui, après session, toutes les relations avec provinces seront discutées pour obtenir action commune sans froissement—794.

## M. J. H. LAMONT DE PRINCE-ALBERT.

M. W. Wright—M. J. H. Lamont porté au rapport de l'auditeur général 1905 pour \$902.25 comme représentant le ministère public, est-il M. J. H. Lamont, membre du Parlement en 1905?—R. M. Lamont avait démissionné en novembre 1904 en se portant candidat, le chiffre du rapport de l'auditeur général a trait à services antérieurs à cette date—1013.

## LIBERATION DE BROTHIER.

M. Macpherson—Demande si Brothier, condamné au pénitencier pour 7 ans en Colombie-Anglaise, a été libéré, combien de temps fait, qui a recommandé libération? R. Condamné le 15 mars 1904, libéré 29 mai 1906, libéré sur recommandation ministre justice, la coutume n'est pas d'indiquer motifs libération—5313.

## LISTES ELECTORALES DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. R. L. Borden—Listes pour quelques comtés de la Nouvelle-Ecosse ont-elles été imprimées cette année, en imprime-t-on pour les élections provinciales, en fournira-t-on s'il y a des élections provinciales cette année?—R. Listes imprimées quand circonscriptions vacantes, aucune imprimée cette année, chacun peut acheter les listes qui sont à l'impression—2515.

## LIBERATION CONDITIONNELLE.

M. Bergeron—Combien de prisonniers libérés conditionnellement depuis la mise en vigueur de la loi, combien de retournés comme récidivistes?—R. 890, 78—4262.

## MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE.

M. Taylor—Appel a-t-il été pris du jugement du juge Anglin au sujet de la validité de la loi relative à la main-d'œuvre étrangère?—R. Autorisation à appel accordée août dernier, viendra en juillet—356.

## PAIE DES GARDIENS DU PENITENCIER SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

M. Léonard—Gouvernement a-t-il reçu des gardiens du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul pétition pour augmentation de paie, va-t-il augmenter?—R. Oui, à l'étude—471.

M. Léonard—Gouvernement a-t-il reçu demande d'augmentation de traitement des fonctionnaires du pénitencier, a-t-il agi?—R. Oui, à l'étude—2332.

## RECLAMATION DE TERRENEUVE.

M. Gervais—Signale entrevue de sir R. Bond, premier ministre de Terre-Neuve, relativement à difficulté d'Ungava, Gouvernement va-t-il s'opposer aux prétentions Terre-Neuve?—R. Négociations entamées—7669.

## RELATIONS PROFESSIONNELLES DE L'HON. AYLESWORTH ET COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE TORONTO.

M. Lennox—Demande à quelle date les services professionnels de l'hon. M. Aylesworth ont été retenus par compagnie des tramways de Toronto?—3333.

Sir W. Laurier—Affaire privée dont nous n'avons pas à nous enquérir—3333.

M. Lennox—Insiste en s'appuyant sur art. 29 du règlement—3333.

Sir W. Laurier—Le cas présent ne tombe pas sous article invoqué—3334.

## RENOI DE QUESTIONS PAR L'EXECUTIF A COUR SUPREME.

M. Bristol—Combien de fois et à quel sujet des questions ont-elles été soumises par l'exécutif à la cour suprême?—R. Liste donnée—1736.

## SEIGNEURIE DE RIGAUD.

M. Boyer—Gouvernement a-t-il payé aux propriétaires de la seigneurie de Rigaud les sommes dues en vertu de l'Acte Seigneurial de 1854?—R. \$67,777, 23 décembre 1874—1028.

## MARINE.

## ACCIDENTS DE NAVIRES SUR LE SAINT-LAURENT.

M. Bergeron—Combien d'accidents de navire dans le Saint-Laurent en bas de Montréal depuis 1890; combien entre Montréal et Québec, et de Québec au golfe; combien d'accidents à des navires océaniques?—R. 122; 43 dans le pilotage de Montréal, 36 dans le pilotage de Québec, 3 en aval du pilotage de Québec: 92—1135.

## ACHAT DE CARBURE.

Hon. Foster—Combien payé jusqu'au 31 décembre 1905 à la compagnie de carbure d'Ottawa, soumissions?—R. \$27,971.22 à \$65 la tonne, \$17,485 pour 1905-06; trois compagnies ont soumissionné, compagnie de carbure d'Ottawa, la plus basse—1020.

**AGENCE DE MONTREAL DU MINISTERE DE LA MARINE.**

M. A. A. Maclean—Combien de fonctionnaires, combien de loyer, combien de pièces occupées?—R. 13 fonctionnaires, succession Boyer, \$2,800 par année, 23 pièces—1141.

**APPROVISIONNEMENT DE L' "ARCTIC".**

Hon. M. Foster—Montant dépensé pour approvisionnement, combien par soumission, montant réparations?—R. \$118,582, rien par soumission, \$29,839, réparations faites à Sorel—1014.

**APPROVISIONNEMENT DES NAVIRES DE L'ETAT.**

Hon. Foster—Montant payé pour approvisionnement dernier exercice?—R. Fournitures, \$48,374, combustible, \$84,358; vivres, \$73,597, total, \$206,390—1015.

**M. ALFRED BARIL.**

M. Léonard—Alphonse Baril est-il employé au département de la marine à Sorel. Quel emploi, salaire, a-t-il eu congé février dernier?—R. Oui, comptable, \$1,500 par année, congé régulier—865.

**BATEAUX DU GOUVERNEMENT.**

Hon. Foster—Demande listes d'équipages, journée de travail, etc., des bateaux du service des quarantaines?—R. Détails donnés pour Challenger, Grosse Isle, Earl, Victoria, C.-A. Argus, Halifax, N.-E.—1140.

**BATTURE DE MISCOUCHE, I.P.-E.**

M. Lefurgey—A-t-on demandé une bouée sur batture Miscouche?—R. Oui, on demande de remplacer bouée à cloche par bouée à gaz, à l'étude—601.

**BOUEES A GAZ ACETYLENE.**

M. Taylor—Combien de bouées à gaz acétylène entre Lachine et Kingston, combien a coûté pose, combien coûte entretien en 1905?—R. 36, \$2,945, \$31,246.57—1016.

**BOUEES DE GOOSE HARBOUR.**

M. Lefurgey—Qui a l'entreprise de pose des bouées à Goose Harbour, I.P.-E., depuis quand, soumissions?—R. William Hardy, depuis r-intemps 1901, pas de soumission—3838.

**BOUEES FABRIQUEES A L'ETRANGER.**

Hon. Foster—Demande renseignements sur achats de bouées à l'étranger depuis 1er juillet 1904?—R. Détails et chiffres—3496.

**BOUEES SUR LA RIVIERE OTTAWA.**

M. Boyer—Est-ce intention gouvernement de faire baliser au cours saison prochaine chenal rivière Ottawa entre écluse Carillon et entrée canal Sainte-Anne de Bellevue?—R. Question à l'étude, examen du chenal sera fait saison prochaine—1423.

**F. L. BROOKS ET CIE, MONTREAL.**

Hon. Foster—Quel montant payé à F. L. Brooks, de Montréal, du 1er juillet 1904 à 31 décembre 1905, combien par soumission?—R. \$52,406.48; \$9,410—1143.

**CHENAL DU SAINT-LAURENT.**

M. Gervais—Demande si le ministre sait que l'Empress of Britain ne tirait pas plus de 26 pieds, en arrivant à Québec le 12 mai, que l'"Athenia" sorti de Montréal le 17 mai tirait plus de 28 pieds; que les articles du "Chronicle" de Québec disant que le chenal du Saint-Laurent n'est pas sûr, sont faux?—R. Empress of Britain tirait 26 pieds, Athenia 27 pieds, le 12 mai le chenal avait 27 pieds 6 à Montréal et 32 pieds sur tout le parcours; pas un accident survenu l'année dernière ne peut être mis au compte du chenal—4910.

**COMMISSIONS DE PILOTAGE.**

M. R. L. Borden—Les commissaires pilotage du Canada reçoivent-ils rémunération?—R. Non, un commissaire ne touche d'appointements que lorsqu'il est secrétaire trésorier d'une commission pilotage—794.

**COMMUNICATIONS D'HIVER AVEC I.P.-E.**

M. Hughes (J. J.)—Le gouvernement a-t-il commandé un nouveau steamer, quand sera prêt, quel prix?—R. Oui, 1er juillet prochain, \$215,000—334.

M. A. Martin—Combien a-t-il été dépensé pour communications d'hiver entre 1900 et 1905?—R. \$742,972.89—866.

**COMPAGNIE DES SIGNAUX DE BRUME.**

Hon. Foster—Combien a été payé à la compagnie de signaux de brume depuis 1903, soumissions ont-elles été demandées?—R. \$443,621.63, pas de soumissions—793.

**COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.**

M. Daniel—Demande les montants payés comme honoraires aux commissaires du port de Montréal pendant l'exercice 1905 et premier trimestre 1906?—R. Etat nominatif donné à la Chambre—1730.

**DEPENSES DU DEPARTEMENT DE LA MARINE A SOREL.**

M. Bergeron—Demande montants payés depuis 1904, à compagnie de grilles, N. T. Patenaude, Beauchemin et fils, la compagnie Pontbriand, de Sorel?—R. \$9,543; \$9,636; \$2,153; \$19,635—5129.

**DIRECTEURS COMPAGNIE DU PONT DE QUEBEC.**

M. Monk—Quels trois directeurs représentent le Gouvernement, qui est président?—R. M. C. Laliberté, Narcisse Rioux et Dumoulin; président, M. Parent—351.

**DRAGUEUR "FIELDING".**

M. Lancaster—Quelle était l'évaluation de la drague "Fielding", combien a coûté, quelle devait être capacité, quelle capacité effective?—R. Evaluation \$350,000, coût \$450,314.11; 3,000 verges à godet 10,000 verges à suction, 1,000 verges cubes—4813.

**DRAGUES DALY ET HANNAN.**

M. Taylor—Le Gouvernement a-t-il employé en 1905 les dragues de Daly et Hannan, d'Ogdensburg, N.-Y.?—R. Pas le département des travaux publics—590.

#### DRAGUEURS SOUS LA DIRECTION DE L'INGENIEUR COWIE.

M. Lancaster—Demande noms des dragueurs sous la direction de l'ingénieur Cowie —R. Noms donnés—4262.

#### DRAGUEUR " GALVESTON ".

M. Barker—Demande détails sur achat du dragueur " Galveston " ?—R. Acheté 21 février dernier de H. E. Moss et Cie, Liverpool, £30,000, détails transaction, améliorations nécessaires coûteront \$10,000—2517.

#### M. A. G. DUNCAN.

M. Boyce—A. G. Duncan, de Markville, ile Saint-Joseph, est-il à l'emploi du Gouvernement, quel emploi, quel traitement ? —R. Oui, 17 avril 1899, inspecteur pêche-ris, \$1,200—440.

#### ECLAIRAGE DU SAINT-LAURENT.

M. Taylor—Combien de phares entre Lachine et Kingston, dépenses d'entretien, etc. ? —R. Documents demandés, seront fournis plus tard—1191.

M. Taylor—En quoi consiste l'éclairage du Saint-Laurent de Lachine à la baie de Quinté, combien a coûté l'éclairage en 1905, y compris steamers, combien coûtait en 1896 ? R. 43 phares, 2 bateaux-feux, 36 bouées à gaz ; acétylène \$2,975, dépenses 1905 : \$36,701.57 ; 1896, \$7,979.90—1626.

#### ECOLE DE MARINE.

M. Piché—Les cours donnés à Montréal par le Cap. Riley ont-ils des rapports avec l'école de marine, seront-ils continués, le cours sera-t-il en français ? —R. Ces cours étaient semblables à ceux donnés au Monument National en 1903 et 1904, ils seront continués et donnés en français si on peut trouver conférencier—2797.

#### EMPLOI DE MM. W. H. NOBLE, B. E. FRASER ET J. F. FRASER.

Hon. Foster—Quel est l'emploi de W. H. Noble, B. E. Fraser et J. F. Fraser, appointements ? —R. W. H. Noble, commissaire adjoint des phares, \$1,700 ; B. E. Fraser, adjoint de l'ingénieur en chef, \$2,500 ; J. F. Fraser, commissaire des phares, \$2,500—1022.

#### FOURNITURES POUR BOUEES A GAZ.

Hon. Foster—Combien payé jusqu'à date à T. H. Windsor pour bouées à gaz, soumissions ? —R. \$192,500, pas de soumissions ? —794.

#### M. W. A. GALLANT.

M. Ganong—Demande cause destitution de W. A. Gallant, mécanicien des signaux de détresse à Pointe-Lepreau (N.-B.) ? —R. Négligence ; après enquête agent de la marine à Saint-Jean, N.-B.—1145.

#### HOPITAL DES MATELOTS A LOUISBOURG.

M. Daniel—Renseignements complets sur l'hôpital des matelots à Louisbourg ? —R. Renseignements pas encore arrivés, si trop volumineux prière demander rapport—1917.

M. Daniel—Construction de l'hôpital, gardien, soins médicaux, coût ? —R. Détails au long—2090.

#### LEVES HYDROGRAPHIQUES, LAC SAINT-LOUIS.

M. C. Piché—Levés hydrographiques lac Saint-Louis sont-ils terminés, quand plans seront-ils faits, quand distribués ? —R. Non, 1er mai 1907, session 1907—342.

#### LEVES HYDROGRAPHIQUES, LAC DES DEUX-MONTAGNES.

M. C. Piché—Gouvernement va-t-il faire faire le levé hydrographique du Lac des Deux-Montagnes, quand sera terminé ? —R. Oui, saison prochaine, prendra deux saisons—342.

#### LE BATEAU " MAISONNEUVE ".

M. Northrup—A quoi a été employé le " Maisonneuve " pendant la dernière saison, combien a-t-il coûté, combien a été dépensé en 1905 ? —R. Service hydrographique du Saint-Laurent, coûté en tout \$10,215.23, dépenses 1905, \$4,035.30—1620.

#### MATERIEL D'ECLAIRAGE DE POINTE FARRAN.

M. Reid—Eclairage à acétylène de Pointe-Farran a-t-il été donné sur adjudication, qui a eu le contrat, combien a coûté en 1905, combien coûtait en 1896 ? —R. Adjudgé à " Acetylene Construction Co'y. ", \$1,258.98 en 1905, dépenses en 1896 inconnues, lampes à pétrole alors utilisées—1735.

#### M. GEO. T. MERWIN.

Hon. Foster—Quel montant payé et dû à Geo. T. Merwin du 1er juillet 1905 à 1er mai 1906, et à F. L. Brooks et Cie, même période ? —R. \$104,521, dû \$362.48 ; \$69,613.70, dû \$32,062,000—3499.

#### NAUFRAGES SUR LA COTE DU PACIFIQUE.

M. R. Smith—Naufrages, causes, pertes ? —R. Faire motion pour préparation documents—350.

#### NAUFRAGES SUR LE SAINT-LAURENT.

M. R. L. Borden—Combien de naufrages, de pertes totales, de valeur de pertes en 1905 ? —R. 8 naufrages, 1 perte totale, \$47,000 pertes déclarées—175.

#### NOUVELLE DRAGUE POUR L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Nouvelle drague pour l'île du Prince-Edouard est-elle terminée, où sera-t-elle employée ? —R. Terminée, essais pas faits, emploi à l'étude—344.

#### OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE D'OTTAWA.

M. Ames—Comment a été donnée l'adjudication des fils électriques pour l'observatoire astronomique d'Ottawa ? —R. Prix ont été demandés à Ahern et Soper, Ltd., d'Ottawa, prix étant raisonnable, travail a été adjudgé—790.

#### PAIEMENTS A M. B. J. COUGHLIN.

Hon. Foster— Paiements à M. B. J. Coughlin, de Montréal, pour approvisionnement du 1er juillet 1904 au 31 décembre 1905 pour départements marine et chemins de fer ? —R. Marine, \$6,628.24, sans soumissions ; chemins de fer, \$13,715.70 dont \$13,594.94 par contrat sur soumissions publiques—1015.

## PAIEMENTS A M. GEO. T. MERWIN.

Hon. Foster—Quels paiements jusqu'à date à Geo. T. Merwin?—R. \$404,308.87—793.

## PASSE A L'ILE-AUX-GRUES.

M. Paquet—Gouvernement sait-il qu'il y a 27 pieds seulement à marée basse à la passe de l'île-aux-Grues, va-t-on creuser?—R. Oui, saison prochaine—207.

## PASSE MIGRATOIRE DU BARRAGE DE COWIE A MILTON.

M. Crocket—Quel a été le coût de passe migratoire au barrage de Cowie, à Milton, C'té de Queen, N.-E., est-elle terminée?—R. \$1,035.63, gouvernement payé moitié, terminée—1923.

## PECHE A LA CLAIE, COMTE DE CHARLOTTE.

M. Ganong—Gouvernement a-t-il accordé nouveaux permis de pêche à la claiie dans comté de Charlotte?—R. Non—1619.

## PECHERIES DES GRANDS LACS.

M. Bennett—Commissison a-t-elle été nommée pour s'enquérir de la situation des pêcheries des grands lacs, quelle composition, quelle rémunération?—R. Oui, prof. E. E. Prince, John Bernie, de Collingwood, James Noble, de Little Current; \$7 par jour de travail et dépenses—594.

## PERMIS DE PECHE DANS COMTE DE QUEEN (N.-E.).

M. Lefurgey—Combien de permis de pêche accordés, à qui, quel prix?—R. Noms et prix donnés—4264.

## PERMIS DE PECHE DE M. GOODALL.

M. Boyce—Demande si permis de pêche au saumon a été accordé en 1900 à J. A. Goodall, de Nanaïmo, C.-A., et si indemnité a été réclamée pour perte de privilèges spéciaux?—R. Permis général accordé, pas réclamation, pas privilèges spéciaux—6245.

## PERTE DU CHARBONNIER "REMBRANDT".

M. Lawrence—Demande si gouvernement a ordonné enquête sur perte du charbonnier "Rembrandt", si enquête tenue, si rapport sera déposé?—R. Enquête ordonnée en janvier, tenue seulement en mars à cause maladie témoin, rapport sera déposé—1914.

## PHARES.

Hon. M. Foster—Quels phares ont été construits pendant dernier exercice, quel prix, combien par soumission?—R. Liste complète fournie—1022-1023.

## PHARES DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Bennett—Demande détails de dépenses pour travaux à certains phares de la Baie Georgienne—R. Travaux faits sous surveillance de W. H. Brunet du département de la marine, détails donnés—4818.

## PHARE DE DICKENSON LANDING'S.

M. Taylor—Combien a coûté installation du phare à acétylène à Dickenson's Landing?—R. Installation pas faite—1015.

## PHARE DE FRENCH RIVER.

M. Bennett—Quand a été construit le phare sur propriété de la Ontario Lumber Company, qui a construit, quel prix, qui a donné permission occuper emplacement? R. En 1875, reconstruit 1893, par Wilson et Frères, Collingwood, prix à forfait de \$350, permission de S. H. Cook, rien payé—1923.

## PHARES DE JACK STRAW, RED HORSE ET GUANANOQUE.

M. Taylor—Combien a coûté substitution de l'acétylène à l'ancien mode, combien a coûté l'entretien en 1905?—R. \$7,270 pour six phares, \$31,090 d'entretien—609.

## PHARE DU LAC CECEBE.

M. Bennett—Phare a-t-il été construit près de Magnetawan, quel prix, quel gardien? R. A lac Cecebe, \$760.64, capitaine J. Mortimer—438.

## PHARE DU MOULIN-A-VENT DE PRESCOTT

M. Taylor—Combien a coûté pose, combien entretien 1905?—R. \$2,096.25, \$110.10—1015.

## PHARE DE PALMER'S POINT.

M. Fowler—Réclamation de \$200 au sujet de construction de phare à Palmer's Point a-t-elle été faite au ministère de la marine, sera-t-elle payée?—R. Réclamation envoyée en 1901 par G. W. Palmer, portée de \$100 à \$200 impossible payer—6244.

## PHARE SUR RIVIERE MAGANETAWAN.

M. Bennett—Quel montant payé aux ouvriers travaillant aux phares sur rivière Maganetawan, lac Carcebe?—R. \$365.39—1735.

## PILOTES DE QUEBEC.

M. Ames—Examen a-t-il été tenu cette année pour pilotes de Québec; combien ont subi; J. Paquet était-il candidat, a-t-il été refusé, puis admis, par quelle influence politique?—R. Oui, 112, oui, Paquet refusé au premier examen, a été admis à subir deuxième examen sur matières défectueuses, pas de faveur politique, même faveur à tous, à cause trop peu de temps entre avis et examen—4068.

## PISCIFACTURES.

M. Boyce—Gouvernement a-t-il piscifactures sur lacs Huron et Supérieur, va-t-il en créer?—R. Non, à l'étude—196.

## LA POSE DU CABLE DE L'ILE PELEE.

M. Clements—Quel salaire a été payé à John McR. Selkirk pour pose du câble de l'île Pelée?—R. 30 jours à \$5 en 1905, \$150—607.

## POSE DE L'ELECTRICITE A L'OBSERVATOIRE METEOROLOGIQUE.

M. Ames—Quel montant payé à Ahearn et Soper pour pose de fils électriques à l'observatoire astronomique d'Ottawa, a-t-on demandé soumissions, est-ce terminé?—R. \$4,284.93, non, oui—1924.

## PROTECTION DES PÊCHERIES SUR LES GRANDS LACS.

M. Boyce—Combien d'officiers, salaires, instructions?—R. Trois inspecteurs, trois officiers du "Vigilant", détail des instructions—788.

## RECLAMATION JOSEPH DEMERS.

M. Boyce—Joseph Demers du Sault Sainte-Marie s'est-il plaint d'un phare qui empiète sur sa propriété, qu'a-t-il été fait, a-t-il reçu compensation?—R. Oui, phare enlevé, pas de compensation—788.

## M. A. C. ROBERTSON, INSPECTEUR DES PÊCHERIES.

M. Fowler—Quand M. A. C. Robertson nommé inspecteur des pêcheries de Nouvelle-Ecosse, quel salaire, quelles indemnités?—R. 15 juillet 1905, \$700 par année, \$125.31—4263.

## SAISON INTERDITE POUR LA PÊCHE DU DORE.

M. Gunn—Quelle est la saison interdite pour la pêche du doré dans les eaux du lac Huron, au large des rives du comté de Huron et au large des rives du comté de Lambton, pourquoi différence?—R. 15 avril au 15 mai; pas d'interdiction pour Lambton, les Américains n'ayant pas de saison d'interdiction, les pêcheurs de Lambton à cause du voisinage étaient dans état d'infériorité—2095.

## SALAIRES DES GARDIENS DE PHARES.

M. Gauvreau—Gouvernement va-t-il donner aux gardiens de phares augmentation sollicitée depuis longtemps?—R. A l'étude—472.

## SAUVETAGE DE LA "MATHILDA."

M. Lefurgey—Gouvernement va-t-il récompenser sauvetage de la "Mathilda" par l'équipage du "Thétis" sur les côtes du Cap-Breton?—R. Quand rapport fait, gouvernement étudiera question—2611.

## SECHOIR A POISSONS DE SOURIS, I.P.-E.

M. A. A. McLean—Prix de construction, prix des appareils, personnel, coût d'exploitation, recettes, poisson en magasin?—R. Construit à l'entreprise par Bruce Stewart et Cie, \$600, plus \$260.27 extra, appareils \$3,968.95; liste employés donnée, exploitation \$9,838.90, y compris achat poisson, ventes: morue, \$4,670; merlan, égreffin, \$3,590, reste du poisson en magasin—1000.

## SERVICE DE STEAMERS DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il étudié urgence d'un service entre île du Prince-Edouard, île de la Madeleine et Sydney, des soumissions sont-elles demandées pour service hebdomadaire?—R. Oui, oui—461.

## SERVICE MEDICAL A CANSO.

M. Daniel—Dr Brine a-t-il un successeur pour donner soins aux pêcheurs malades à Canso, Dr P. A. McGreary a-t-il reçu offre de la place, est-il officier de quarantaine à Canso?—R. Non, place offerte et refusée, non—442.

## SERVICE DES NAVIRES DE L'ETAT.

Hon. Foster—Demande détails complets quant aux équipages des navires de l'état de tous les départements?—R. Détails fournis—1029.

## SIFFLET DE TYNER'S HEAD.

M. Stockton—Combien a coûté sifflet à Tyner's Head, comté de Saint-Jean, N.-B., quel gardien?—R. \$13,588, A. A. Splane, \$750 par année—2333.

## STATION DU TELEGRAPHE MARCONI.

Hon. Foster—Combien dépensé pour installation au 31 décembre 1905, stations, vaisseaux équipés d'appareils Marconi?—R. \$118,542.73, listes fournies—793.

## STEAMER ENTRE ILE DU PRINCE-EDOUARD ET TERRE FERME.

M. A. A. Maclean—Gouvernement va-t-il faire construire un autre steamer pour faciliter communication d'hiver?—R. Steamer en construction—348.

## STEAMER "KESTREL."

Hon. Foster—Quel est le tonnage du "Kestrel," nombre de l'équipage, emploi, du 1er juillet 1904 au 31 décembre 1906, combien pour approvisionnements, soumissions?—R. 311 tonneaux; 5 officiers 17 hommes, protection des pêcheries sur côte du Pacifique, \$48,700; \$13,173 approvisionnements sans soumissions—1021.

## SUBVENTION A LIGNE DE SS. "ACADIA."

M. Taylor—Gouvernement va-t-il accorder subvention à ligne de SS. "Acadia"?—R. Aucune compagnie n'a demandé de subventions au cours du présent exercice—3331.

## TELEGRAPHIE SANS FIL MARCONI.

M. W. F. Maclean—Quand aurons-nous communication à travers l'Atlantique?—R. Quand nouveau poste anglais sera terminé—334.

## MILICE.

## ACHAT DE CHARBON POUR LA MILICE A WINNIPEG.

M. W. J. Roche—Quel montant dépensé, qui a eu le contrat?—R. \$5,326.24; D. E. Adams, plus bas soumissionnaire—2142.

## APPROVISIONNEMENTS DE LA GARNISON DE HALIFAX.

Hon. Foster—Quels fournisseurs pour pain, viande, épicerie, combustibles, prix?—R. Cie Mairs, pain; W. A. Mallin et Cie, viande; J. F. Outhil, épicerie; G. E. Cook et Cie, houille grasse, liste de prix donnée—1918.

## BATELIERS DU NIL.

M. S. Hughes—Bateliers canadiens expédiés en Egypte, en 1880, sous sir G. Wolsley ont-ils reçu médailles et terres?—R. Regu médaille Soudan et croix du Khédive, pas de terres—437.

## CAMP A SHERBROOKE.

M. Lanctot—Le camp de Laprairie a-t-il été transporté à Sherbrooke, un terrain a-t-il été loué, quel prix, la ville de Sherbrooke fournit-elle quelque chose, a-t-on renoncé au camp de Laprairie?—R. Le camp d'instruction de cavalerie sera établi cette année à Laprairie, terrain loué à Sherbrooke, \$2,250, Sherbrooke paie \$1,000 pour dépenses, Laprairie pas abandonné—2797.

## CAMP MILITAIRE DU COMTE DE SIMCOE.

M. Lennox—Demande quelles négociations faites pour projet de camp militaire du comté de Simcoe pourquoi abandonné?—R. Négociations de terrains détaillées, impossible conclure arrangements satisfaisants, projet sera repris si arrangements peuvent être conclus d'une façon satisfaisante—5644.

## LÉS CANADIENS EN AFRIQUE DU SUD.

M. Kemp—Combien de Canadiens, ont été tués ou sont morts pendant ou après la campagne de l'Afrique du Sud?—R. 224 dans les contingents et comme constables de l'Afrique du Sud—1138.

## CAMP MILITAIRE A SHERBROOKE.

M. Tobin—Gouvernement réunira-t-il un camp à Sherbrooke, a-t-il examiné terrains, a-t-il vu autre part?—R. Pas encore décidé, oui, pas encore—339.

## CANONNIERES COULEES DANS LA RIVIERE THAMES, ONT.

M. Kemp—Gouvernement sait-il qu'un citoyen américain veut relever canonniers coulés en 1813 pour les exposer aux Etats-Unis?—R. Oui, pour parler entamés avec autorités britanniques pour empêcher—345.

## CASERNE DE SAINT-JEAN.

M. Bergeron—Y a-t-il autant de soldats en 1904 qu'en 1896 à Saint-Jean, de qui sont achetés médicaments, médecin du dépôt reçoit-il salaire?—R. Effectifs à peu près les mêmes: Sabourin et Wright, Saint-Jean, A. B. Quentin, Montréal; \$4 par jour—4264.

## CASERNES MILITAIRES A MONTREAL.

M. Monk—Gouvernement a-t-il obtenu emplacement pour casernes à Montréal?—R. Choix pas fait, terrain sera acheté avec produit de vente Ile Sainte-Hélène, la ville pas encore autorisée par législature à acheter—345.

## CASERNES A TORONTO.

M. Macdonell—Demande si le gouvernement va construire casernes sur terrain acheté sur bords de la rivière Humber, quand seront terminés?—R. Terrain acheté 1903-1904, prépare actuellement les plans, grand nombre de devis cause retard, impossible dire quand seront achevés—5642.

## CHAMPS DE TIR.

M. S. Hughes—Gouvernement établira-t-il un champ de tir à Lindsay pour 45e régiment Victoria?—R. A l'étude; la question de l'emplacement des champs de tir est aux mains d'une commission—608.

## CHAMP DE TIR DE KENTVILLE (N.-E.).

M. S. Hughes—Quel coût, combien d'acres, pour champ de tir de Kentville, N.-E., Pas déterminé, 625 acres; \$4,850, 170 acres; \$6,234, 23 acres—1143.

M. S. Hughes—Quel résultat a eu le renvoi à la cour d'échiquier de la cause du champ de tir de Kentville, N.-E., combien dépensé en travaux jusqu'à présent?—R. En délié, \$14,902—202.

## CHAMPS DE TIR DANS PROVINCES MARITIMES.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il acheté terrains pour champs de tir dans provinces maritimes depuis 1905?—R. Oui, Charlottetown et Sydney—5895.

## CHAMP DE TIR DE SUSSEX.

M. Fowler—Combien payé pour ferme où est établi champ de tir de Sussex, N.-B., quel gardien, quel paiement, quel revenu?—R. \$4,850, Cap. J. H. McIntyre; \$2.50 par journée de travail, aucun revenu—595.

## LE COMMANDANT DU 13e DRAGONS ECOSSAIS.

M. W. J. Daniel—Signale article du "News" de Toronto au sujet de la démission du colonel Smart du 13e dragons écossais—5498.

Sir Fred. Borden—Nouvelle fausse—5498; col. Smart n'a pas démissionné—5498.

## COMPAGNIE DU FUSIL ROSS.

M. Worthington—Par quel statut est constituée compagnie du fusil Ross, siège d'affaires, actionnaires, a-t-elle passé contrat, quelle durée?—R. Pas de statut, déclaration de société, sir Chs. Ross seul propriétaire, siège à Québec, actionnaires inconnus, contrat d'un an, renouvelable, pour fourniture fusils—1424.

## DEPENSES DES CONTINGENTS.

M. Worthington—Combien le Gouvernement canadien a-t-il payé pour l'équipement et l'envoi des contingents pour l'Afrique du sud?—R. Gouvernement canadien a payé seulement pour 1er et 2e contingents, total \$1,975,000—1618.

## DEPOT DE CAVALERIE DE FREDERICTON, N.-B.

M. Crocket—Le département de la milice compte-t-il établir un dépôt de cavalerie à Fredericton?—R. Non—192.

## ECOLE D'INSTRUCTION MILITAIRE.

M. Sam. Hughes—Commission a-t-elle été nommée pour faire enquête et rapport sur état des écoles d'instruction militaire?—R. Non pas encore—1144.

## ECOLE MILITAIRE DE SAINT-JEAN (Q.).

M. Bergeron—Demande effectif de l'école Saint-Jean à différentes époques depuis 1891?—R. Chiffres donnés—4263.

M. Bergeron—Quel est le médecin de l'école militaire de Saint-Jean, pratique-t-il en dehors, est-il propriétaire d'hôtellerie?—R. Major E. M. Chevalier, conserve sa clientèle, occupation inconnue du Gouvernement—4816.

## EMEUTES DE SYDNEY, C.-B.

M. S. Hughes—Quelles dépenses ont été occasionnées par envoi des troupes pour réprimer émeute de Sydney, C.-B.? Combien remboursé par la municipalité, a-t-on poursuivi?—R. \$7,809.02, \$2,500 seulement payés; ministre de la justice chargé de poursuivre depuis 27 février 1905—1144.

## EMPLACEMENT DE CAMPS.

M. S. Hughes—Où sera établi le camp du 3e district?—R. Cobourg, 18 juin—2095.

## FOURNITURES AUX CAMPS MILITAIRES.

M. S. Hughes—Le Gouvernement sait-il que les fournitures aux camps ont été payées l'année dernière suivant liste indiquée, que les provisions fournies aux volontaires d'Ontario sont quant au prix inférieures à celles fournies aux volontaires de Québec?—R. Liste de prix inexacte, liste exacte fournie—2094.

## FOURRAGE POUR LE CAMP DE NIAGARA.

M. Macdonell—Gouvernement a-t-il demandé soumissions pour fourniture de fourrage au camp de Niagara, quels soumissions, quel prix?—R. Oui, Moses Hunter et compagnie meunière McCaun, même prix, 25 cents ration—4913.

## FUSILS ROSS.

M. Worthington—Demande détails sur distribution fusil Ross, comparaison avec autres armes, inspection, etc?—R. Détails complets donnés—3327.

## GARDIEN DE LA 2e BATTERIE D'ARTILLERIE DE CAMPAGNE.

M. S. Hughes—Quel est le gardien de la 2e batterie à Ottawa, est-il sujet britannique, a-t-il été suspendu récemment?—R. T. Adams, naturalisé, suspendu par commandant de batterie, remis en place par commandant district—2796.

## HARNACHEMENTS MILITAIRES.

M. Fowler—Qui fabrique la sellerie de la milice canadienne, soumissions sont-elles demandées, combien commandé en 1905, ministre a-t-il reçu rapports, est-ce même modèle que pour troupes canadiennes en Afrique?—R. Toronto, Adams Frères; Montréal, maison Lamontagne, Ottawa, S. et H. Borbridge; prix arrêtés sur ceux ministère impérial de guerre; en 1905. Lamontagne \$80,607, Adams, \$56,250; Borbridge, \$8,000; rapports reçus des inspecteurs; mêmes modèles que pour Afrique—596.

## HAUSSE A COMBINAISON "SUTHERLAND".

M. Worthington—Gouvernement a-t-il acheté des hausses Sutherland, quel prix, etc.?—R. Acheté 36,000 à \$1—4816.

## INSPECTION DES FUSILS.

M. Worthington—Major Pym est-il venu à la demande du gouvernement pour inspecter fusils Ross avant distribution, quel traitement?—R. Oui, arrivé 4 mars 1905, \$2,800 par an—440.

## MILITARY GAZETTE.

M. Clements—La "Military Gazette" est-elle publiée par gouvernement ou subventionnée?—R. Non—601.

## MISE A LA RETRAITE DU CAP. LUMB.

M. S. Hughes—Pourquoi Cap. Lumb rayé des cadres du 59e Glengarry?—R. Conduite indigne d'un officier, entravé un chef de train du Grand-Tronc dans l'exercice de ses fonctions—1190.

## MUSIQUES MILITAIRES ET FETES RELIGIEUSES.

M. S. Hughes—Quels sont les règlements pour figuration des musiques militaires dans processions, peuvent-elles figurer à processions orangistes?—R. Ne peuvent figurer dans processions politiques ou électorales—1192.

## NOMINATION DU CAP. DAULL DANS LE REGIMENT ROYAL CANADIEN.

M. Worthington—Demande détails de nomination du Cap. Daull dans le Rég. Royal Canadien?—R. Détails donnés—4912.

## NOMINATION DU CAP. POWELL DANS MILICE PERMANENTE.

M. Worthington—Demande détails et incidents de la nomination du Cap. Powell dans la milice permanente?—R. Détails complets donnés—4911.

## POURSUITE CONTRE MUNICIPALITE DU SAULT SAINTE-MARIE.

M. Boyce—Poursuite a-t-elle été intentée à municipalité Sault Sainte-Marie par gouvernement fédéral?—R. Oui, 17 courant, par ministre de la milice pour \$6,851.05, frais de r'quisition de troupes en novembre 1903—2334.

## RECOMPENSE AUX ROULIERS DE L'EXPEDITION DE 1885.

M. S. Hughes—Rouliers ont-ils reçu médailles et terres?—R. Non—504.

## RECOMPENSE AUX VOYAGEURS.

M. S. Hughes—Gouvernement anglais a-t-il reconnu services des voyageurs ayant participé à l'expédition de la rivière Rouge sous Wolseley en 1870, Gouvernement canadien va-t-il donner médailles et s'cripts?—R. Non, assimilés aux conducteurs d'attelages, ni médailles ni s'cripts—463.

## FUSIL ROSS.

M. Worthington—Une commission a-t-elle été nommée pour examiner le fusil Ross, a-t-elle siégé et fait rapport, rapport a-t-il été accepté de tous?—R. Commission nommée composée de Col. Otter, Col. Gibson, Col. Hughes, Lt.-Col. Anderson, major T. M. Gaudet, rapport de la commission unanime—2490.

## SALLE D'EXERCICE A SAINT-JEAN, N.-B.

M. Daniel—Nouvelle salle d'exercice sera-t-elle construite à Saint-Jean, N.-B.?—R. A l'étude—443.

## SALLE D'EXERCICE MILITAIRE.

M. Worthington—Combien coûteront salles d'exercices à Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke?—R. Trois-Rivières, \$75,000; Saint-Hyacinthe, \$75,000, seront terminées en septembre et octobre; soumissions seront demandées pour Sherbrooke aussitôt plans terminés—3332.

## SALLE MILITAIRE DE LONDON.

M. Elson—Coût de la salle, coût de l'emplacement?—R. \$117,116.07; \$23,057.26—2098.

## SALLE MILITAIRE DE STONEY-CREEK.

M. E. D. Smith—Gouvernement sait-il que la toiture salle militaire Stoney-Creek est brûlée et examen pas encore fait?—R. Gouvernement est au courant situation—339.

## SITUATION DES OFFICIERS DE L'ARMÉE IMPERIALE.

M. S. Hughes—Demande si le Gouvernement a pris connaissance d'un article du "News" au sujet des relations entre les officiers impériaux du collège Kingston et les officiers de la milice canadienne?—R. Tous les officiers du collège de Kingston, y compris les officiers impériaux ont reçu des grades dans la milice canadienne, il n'y a plus de distinction—4356.

## TRAVAUX DE DEFENSE D'ESQUIMAULT.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il pris possession, combien coûtera par année?—R. Pas encore, \$100,000 par année—190.

## TRAVAUX DE DEFENSE D'HALIFAX.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il pris possession défense Halifax, combien d'hommes, combien coûtera?—R. Oui, 43 officiers, 1,117 hommes, \$800,000 par an—190.

UNIFORMES 81<sup>e</sup> REGIMENT DE NICOLET.

M. L. Lavergne—Demande pourquoi 80<sup>e</sup> régiment de Nicolet n'a pas reçu uniformes nouveaux à temps pour manœuvres?—R. Uniformes neufs envoyés en 1905, par d'autres avant 1908—7912.

## POSTES.

## ABSENCES ET EXTRAS, BUREAU DE POSTE, MONTREAL.

M. Monk—Employés bureau de poste sont-ils obligés de travailler en sus heures réglementaires, déduction est-elle faite pour employés malades, à quel taux?—R. Non, suivant les cas, déduction équivalente au salaire qui aurait été gagné si pas absent—353.

## AFFRANCHISSEMENT DE MAGAZINES.

M. Cockshutt—Demande si frais de port sur périodiques des Etats-Unis augmentés, si les frais sont les mêmes pour publications américaines et anglaises?—R. Non; oui pour matière troisième classe, non, matière deuxième classe—2334.

## BUREAU DE POSTE A BLOOMING-POINT, I.P.-E.

M. A. Maclean—Demande a-t-elle été reçue de Blooming-Point, I.P.-E., pour bureau de poste?—R. Oui, sous considération—343.

## BUREAU DE POSTE A CLINTON.

M. Gunn—Quel est le coût total du bureau de poste de Clinton?—R. \$18,058.05, en dehors du terrain—1620.

## BUREAU DE POSTE DE BELL'S RAPIDS.

M. Porter—Quand bureau établi, qui est titulaire?—R. 1<sup>er</sup> avril 1905, John Hicks—207.

## BUREAU DE POSTE DE LEAMINGTON.

M. Clements—Le bureau de poste de Leamington appartient-il au gouvernement, est-il loué?—R. Pas d'édifice public à Leamington, gouvernement paie \$180 pour loyer, chauffage et éclairage—607.

## BUREAU DE POSTE DE LONDON.

M. Elson—Coût de l'aile nouvelle?—R. \$27,995 jusqu'à date—2038.

## BUREAU DE POSTE DE MAGOG.

M. Worthington—Bureau de poste sera-t-il construit à Magog, où, de qui acheté, qui a fait transaction?—R. Oui, rue des Pins, acheté de H. N. Rivard et A. Tourigny, \$1,200. Dr Goyette a obtenu promesse de vente—353.

## BUREAU DE POSTE DE ROCK-HILL.

M. Bennett—Quel est le revenu du bureau de poste de Rock-Hill, qui a demandé ouverture?—R. \$17.95, M. Wm Robinson et habitants de l'endroit—866.

## BUREAU DE POSTE DE ST-MARY, ONT.

M. W. F. Maclean—Quel prix payé pour terrain Whelihan pour bureau de poste de St-Mary, Ont.; pourquoi pas acheté emplacement Richardson?—R. \$2,300, terrain Richardson trop cher—4815.

## BUREAU DE POSTE DE TERREBONNE ET DE SAINTE-THERESE.

M. Léonard—Recettes et dépenses des bureaux de poste de Terrebonne et de Sainte-Thérèse en 1904 et 1905?—R. Terrebonne, recettes, \$1,988.09, \$2,215.96; dépenses, \$738, \$827.27; Sainte-Thérèse, recettes, \$1,107.51, \$1,245; dépenses, \$566.66, \$559.35—2792.

## BUREAU DE POSTE DE THORNDALE.

M. Elson—Où est le bureau de poste de Thorndale, depuis quand, pourquoi changé, quel directeur?—R. Edifice Faulkner, 2 mars 1906, plus convenable, James W. Evans—1024.

## BUREAU DE POSTE D'AMARANTHE, ONT.

M. Barr—A-t-on demandé un bureau de poste pour Amaranthe, Ont.; sera-t-il accordé?—R. Oui, demande faite, pas jugé à propos d'accorder—1025.

## BUREAU DE POSTE D'ORILLIA.

M. Bennett—Depuis combien de temps place vacante, va-t-on nommer titulaire?—R. Depuis 22 octobre 1905, à l'étude—340.

## CAISSES D'EPARGNE POSTALES EN NOUVEAU-BRUNSWICK ET NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Combien de caisses d'épargne du Gouvernement ont été converties en caisses d'épargne postales au Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse, depuis 1896?—R. Etat fourni—1141.

## M. MICHEL CAMPEAU.

M. W. Jackson—M. Michel Campeau est-il à l'emploi du bureau de poste de Montréal?—R. Non—365.

M. Jackson—M. Michel Campeau est-il employé du département des postes?—R. Non—1425.

## CONGRES POSTAL UNIVERSEL.

M. H. T. Chisholm—Qui a représenté le Gouvernement au congrès postal à Rome, avait-il des instructions, devait-il voter contre tarif universel à deux cents?—R. Député-ministre des postes, instructions confidentielles, pas d'instruction de s'opposer au tarif de deux cents—2800.

## COURRIERS, COMTE DE KING.

M. Fowler—Les soumissions ont-elles été reçues pour transport des courriers de Pointe-aux-Chênes à Round-Hill, quel montant, quels soumissionnaires?—R. Soumissions reçues, pas d'adjudication faite, impolitique donner détails avant adjudication—1142.

## COURRIERS DANS REGION DE PARRY-SOUND.

M. Bennett—Quel montant payé pour bureau de poste de Missionary Road?—R. Pas de bureau de ce nom—438.

## COURRIERS DE CHEMINS DE FER DANS YORK-NORD.

M. Lennox—Combien de courriers ont été nommés dans York-nord, depuis 1896, quels noms?—R. 6, noms donnés—341.

## COURRIERS PAR PORTS CANADIENS ET PORTS AMERICAINS.

M. Armstrong—Poids des courriers expédiés du Canada en Grande-Bretagne par ports canadiens et ports américains?—R. 131,297 livres, 786,497 livres—205.

## COURRIERS TRANSATLANTIQUES.

M. Stockton—Gouvernement a-t-il conclu contrat pour transport courriers transatlantiques?—R. Texte sera déposé devant Chambre—194.

## DEVOIRS DES DIRECTEURS DE POSTE.

M. Bennett—Les maîtres de poste doivent-ils s'occuper eux-mêmes et exclusivement de leur besogne?—R. Oui, dans les cas où le traitement est suffisant—340.

## DIRECTEUR DE POSTE AU CAP DE HILLSBORO (I.P.-E.)

M. Martin—Demande si le directeur des postes à Hillsboro a été destitué, pourquoi, par qui remplacé?—R. Pas destitué, bureau de poste déplacé à endroit plus convenable, M. A. Jardine nommé directeur de la poste—3141.

## DIRECTEUR DE POSTE DE CANNINGTON.

M. S. Hughes—Directeur de poste de Cannington, H. G. Talbot, a-t-il été destitué, pourquoi, nommé depuis quand, quel remplaçant?—R. Oui, 12 janvier 1906, faisait du commerce sous nom d'emprunt, nommé en 1890, M. W. McPherson le remplace—196.

M. S. Hughes—Quel commerce faisait le directeur du bureau de poste de Cannington, Ont., destitué, quelles plaintes, y a-t-il eu enquête?—R. Epicerie, lettres commerciales retardées, enquête inspecteur des postes—438.

M. Sam. Hughes—Quels ont été les appointements du directeur des postes de Cannington depuis 1903?—R. \$782.53, \$934.51 : \$959.46—471.

## DIRECTEUR DU BUREAU DE POSTE DE THESSALON.

M. Blain—Quel est le directeur du bureau de poste de Thessalon?—R. James B. Double—2337.

## DIRECTEUR DE POSTE DE WOODSTOCK, N.-B.

M. Ganong—C. L. Smith a-t-il eu congé, a-t-il été payé pendant son absence?—R. Oui, en 1905 et 1906, paiement à l'étude—1430.

## DIRECTEUR SERVICE POSTAL PAR CHEMIN DE FER DE LONDON.

M. Armstrong—Depuis quand emploi de directeur du service postal par chemin de fer de London est-il vacant, va-t-il être rempli?—R. 10 juillet 1905, à l'étude—3403.

## DISPARITION D'UNE LETTRE DE E. McRAE.

M. A. A. McLean—Demande si gouvernement s'est occupé de la disparition de la lettre de E. McRae contenant \$35.76, et mise à la poste à Hunter River?—R. Recherches faites, impossible placer responsabilité—7122.

## FACILITES POSTALES DU DISTRICT DE BIRNIE.

M. W. J. Roche—Demande si pétition reçue pour améliorer service postal du district de Birnie?—R. Oui, à l'étude—5128.

## M. L. L. GALLIHER.

M. U. Wilson—Quand L. L. Galliher a-t-il été destitué comme directeur de la poste à Welton, Ont., combien autres nommés depuis?—R. 30 novembre 1903, trois nommés depuis—865.

## HOTEL CENTRAL DES POSTES A TORONTO

M. Macdonell—Demande si décision prise pour construction nouvel hôtel central des postes à Toronto—R. Gouvernement construira nouvel hôtel, mais attend décision finale au sujet de nouvelle gare—5641.

## HOTEL DES POSTES DE MONTREAL.

M. Monk—Améliorations votées l'année dernière ont-elles été faites au bureau de poste de Montréal?—R. Non, Gouvernement attend l'effet des bureaux auxiliaires avant commencer travaux—347.

EMPLOYES DE L'HOTEL DES POSTES  
D'OTTAWA.

M. Stewart—Demande combien d'employés de postes à Ottawa touchant moins de \$12 par semaine?—R. 56 noms donnés—6416.

## JOURNAL "APPEAL TO REASON."

M. Barr—Journal "Appeal to Reason" est-il sur la liste des journaux prohibés?—R. Oui, indécent, immoral, séditieux, perfide, grossier—1923.

M. Barr—Demande si l'interdit des postes mis sur journal "Appeal to Reason", est levé, pourquoi?—R. Levé par ordre de l'hon. Aylesworth avant départ du ministre des postes—5753; promesse de s'amender—5753.

LOCATION BOITES DANS BUREAUX DE  
POSTE.

M. Boyce—Comment sont réparties recettes des boîtes de poste dans bureaux?—R. Si le maître de poste reçoit des appointements fixes, recettes vont au Gouvernement, sinon 50 pour 100 pour maître de poste, si maître de poste place lui-même les boîtes, perçoit toutes les recettes—439.

## MAITRE DE POSTE DE PALMERSTON.

M. Barr—Nouveau maître de poste a-t-il été nommé à Palmerston?—R. Oui, M. J. Oliver, 17 mars 1906, recommandé par M. T. Martin, député—2515.

## MAITRE DE POSTE DE HOPEWELL-HILL.

M. Fowler—C. L. Peck a-t-il été destitué, pourquoi?—R. Bureau pas central et ne s'y tenait pas—1427.

## MAITRES DE POSTE DU CANADA.

M. Fowler—Gouvernement a-t-il reçu pétition des maîtres de poste du Canada relativement au service et salaire?—R. Non—1426.

## VOL DE TIMBRES-POSTE A MONCTON.

M. Fowler—Une enquête a-t-elle été faite sur disparition timbres de poste à Moncton, par qui, avocats ont-ils comparu?—R. Oui, par H. F. Chivard, avocat du ministère des chemins de fer; enquête purement départementale, pas d'avocats—1428.

## POSTE RURALE GRATUITE.

M. Lennox—Gouvernement s'est-il adressé à gouvernement des Etats-Unis pour connaître détails et frais de poste rurale gratuite?—R. Deux fonctionnaires ont été envoyés à Washington, et là, ils ont été renvoyés pour renseignements aux documents publics—233.

## RECEVEUR DE LA POSTE A KETTLEBY.

M. Bennett—Quel est le receveur de la poste à Kettleby, le receveur s'occupe-t-il lui-même du bureau?—R. M. J. M. Walton, receveur; département ignore ses affaires—3494.

RECEVEUR DE POSTE A LITTLE CUR-  
RENT.

M. Boyce—Pendant combien de temps M. Turner, receveur de poste à Little-CURRENT, Ont., pourquoi destitué, quel successeur?—R. Turner, mai 1896, juin 1899, s'occupait de fonctions multiples, M. John Young nommé en juin 1899; appointements, \$880—2798.

## RECEVEUR DE LA POSTE A MONTMAGNY.

M. Léonard—Par qui le Dr J. C. Paradis a-t-il été recommandé comme receveur de la poste à Montmagny, quels appointements, recettes du bureau, est-il directeur du "Soleil"?—R. Recommandé par J. C. Choquette, appointements 1903. \$769.14; recettes bureau \$1,840.58; pas directeur du "Soleil", organiste à l'église—3493.

## RECEVEUR DE POSTE A THESSALON.

M. Boyce—Le receveur de poste à Thessalon, retire-t-il loyer des tiroirs du bureau de poste, quel montant?—R. Oui, c'est son droit; montant inconnu du gouvernement—2798.

RECEVEUR DE POSTE DE EAST ROMANS  
(N.-E.).

M. Lancaster—Patrick Walsh a-t-il été renvoyé, pourquoi, qui remplace?—R. Oui, mêlé de politique, remplacé par John M. Rogers—796.

RECONSTRUCTION BUREAU DE POSTE OT-  
TAWA.

M. Blain—Combien dépensé jusqu'à date, combien coût total?—R. \$175,113, \$183,113—469.

## REVENU POSTAL DE BRANTFORD.

M. Cockshutt—Revenu total bureau de poste de Brantford et détails?—R. 1905, \$42,921; détails donnés—351.

SALAIRES DU BUREAU DE POSTE DE  
BRANTFORD.

M. Cockshutt—Montant des salaires payés, détails?—R. 1905, \$6,039.25, détails donnés—352.

SERVICE DE PAQUEBOTS TRANSATLAN-  
TIQUE.

M. Armstrong—Gouvernement a-t-il étudié problème service transatlantique rapide?—R. Contrat passé pour courriers—204.

SERVICE POSTAL A MOUNT-VERNON, ILE  
DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il reçu pétition de contribuables de Mount-Vernon pour meilleur service postal?—R. Oui, à l'étude—1620.

SERVICE POSTAL, CHEMIN DE FER DE  
PISQUID, ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. A. Maclean—Gouvernement a-t-il reçu demande de service postal quotidien sur le chemin de Pisquid?—R. Oui, considéré service bi-hebdomadaire suffisant, la recette annuelle du bureau est \$11.05—1619.

## SERVICE POSTAL DE PRINCE-ALBERT.

M. W. J. Roche—A-t-on reçu soumissions pour transport des courriers du Canadien Pacifique au bureau de poste de Prince-Albert, contrat est-il donné?—R. Oui, trois, à l'étude pas de décision—1803.

## SERVICE POSTAL ENTRE ARCOLA ET REGINA.

M. Lake—Pétition a-t-elle été reçue pour améliorer le service?—R. Oui, service tous les jours, dimanche excepté—5129.

## SERVICE POSTAL ENTRE COLDWATER ET LAWSON.

M. Bennett—Quel est l'entrepreneur du service de Coldwater à Lawson, à quel prix?—R. M. W. H. Lovering, en 1897 avait soumissionné pour \$130, au 31 mars 1905, renouvelé à \$150—341.

## SERVICE POSTAL ENTRE SAINT-AUBERT ET SAINT-PAMPHILE.

M. Paquet—Quand expire l'entreprise, du service postal entre Saint-Aubert et Saint-Pamphile, va-t-on donner service quotidien?—R. 31 décembre prochain, à l'étude, service quotidien déjà à Sainte-Perpétue—2329.

## SERVICE POSTAL ENTRE WINNIPEG ET SELKIRK.

M. W. J. Roche—Demande qui a le contrat du service postal Winnipeg-Selkirk, quels soumissionnaires?—R. G. S. Dickinson; soumissionnaires: Dickinson, \$1,300; Malldge Bros., \$1,450; W. R. Sinclair, \$2,028—5494.

## SERVICE POSTAL PAR CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Combien paie Gouvernement pour transport courriers sur chemin de fer de l'île du Prince-Edouard?—R. \$76 par mille par année—2330.

## SERVICE POSTAL DE SAINT-HIPPOLYTE.

M. Léonard—Paroisse de Saint-Hippolyte a-t-elle service quotidien, a-t-on demandé, qui a l'entreprise?—R. Quotidien l'été, l'hiver, non, Napoléon Nadon, entrepreneur, \$175 par année—2331.

## SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE.

M. Stockton—Contrat a-t-il été conclu?—R. Chambre sera saisie de la question—222.

## C. L. SMITH, DIRECTEUR DE POSTE A WOODSTOCK, N.-B.

M. Ganong—Quand M. Smith a-t-il été nommé, quels appointements?—R. 19 août 1899, appointements et location boîtes en 1905, \$2,654.39—1617.

## TRANSPORT DE COURRIER ENTRE MIDLAND ET VASSEY.

M. Bennett—Qui a le contrat, quels étaient autres soumissionnaires?—R. P. Belfrey, \$470, autres noms donnés—1427.

## UNIFORMES DES FACTEURS DE POSTE.

M. Taylor—Demande de qui sont obtenus les uniformes de facteurs de poste achetés en 1905 au total de \$8,461.20?—R. Un uniforme est fourni à chaque facteur, suivant prix d'adjudication par Crown Tailoring Company de Toronto et W. S. Sanford Co. d'Hamilton—1805.

## REVENU DE L'INTERIEUR.

## DROITS D'ACCISE A BRANTFORD.

M. Cöckshutt—Droits d'accise perçus à Brantford de 1900 à 1905, dépenses?—R. Pour 1900, recettes \$43,742.54, appointements \$3,650, dépenses totales district \$1,022.35; pour 1906, \$70,336.55, \$3,799.53, \$496.89, respectivement—590.

## DROITS SUR L'ALCOOL METHYLIQUE.

M. Ganong—Quels sont droits de douane sur alcool méthylique, combien importé l'année dernière, combien perçu, droit d'accise?—R. \$2.40 gallon de preuve, 11 gallons importés, pas d'accise—5643.

## FABRIQUE DE CIGARES A MONTMAGNY.

M. Paquet—Gouvernement sait-il manufacture de cigares fermée à Montmagny. Michon, agent d'accise, sera-t-il renvoyé, combien touchait-il?—R. Fermée 22 mars dernier, Michon sera remercié 30 courant, \$200 par année—2333.

## RENOI DE J. J. WILLIAMS, DE PORT-HAWKESBURY.

M. McLennan—Demande motif renvoi de J. J. Williams, employé du revenu de l'intérieur, à Port-Hawkesbury, N.-E.?—R. Services pas nécessaires—3000.

## VENTE DE REMEDES BREVETES.

M. Sproule—Gouvernement a-t-il mis à l'étude projet contrat de vente et fabrication médecines brevetées?—R. A l'étude—189.

## TRAVAUX PUBLICS.

## AILE NOUVELLE DE L'EDIFICE DE L'OUEST.

M. Foster—Combien dépensé, combien nécessaire pour finir?—R. \$51,330, \$47,000—200.

## ANNIVERSAIRE DE LA CONFEDERATION.

M. Elson—Demande pourquoi drapeau flottait pas sur édifices pour anniversaire confédération?—R. Flottait le 1er juillet—7668.

## BASSIN DE RADOUB DE COLLINGWOOD.

M. Bennett—Combien payé en primes, en vertu de l'acte?—R. \$30,000—435.

M. Bennett—Quelle est l'évaluation du bassin de radoub de Collingwood, par qui faite?—R. \$540,000, Louis Coste, ingénieur—593.

## BASSIN DE RADOUB DE LEVIS.

M. Carrier—Demande si le Gouvernement a reçu une communication de la Fédération des Armateurs du Canada demandant l'agrandissement de la cale sèche de Lévis?—R. Oui, Gouvernement s'occupe activement—4818.

**BATIMENTS LOUES A OTTAWA PAR GOUVERNEMENT.**

M. Taylor—Quels bâtiments loués, quelles conditions ?—R. Détails fournis complets—192.

**BRISE-GLACE DE LAPRAIRIE.**

M. Monk—Contrat pour nouveaux travaux du brise-glace de Laprairie a-t-il été adjudgé, combien, par soumissions ?—R. Oui, \$13,500, oui—789.

**BRISE-LAMES A WOOD ISLAND, I. P.-E.**

M. A. Martin—Gouvernement sait-il brise-lames emporté, va-t-il réparer ?—R. Oui, à l'étude—344.

**BRISE-LAMES DE CHATEAU-RICHER.**

M. Ames—Combien a coûté ce brise-lames, a-t-il été emporté par les glaces ?—R. \$11,487.12, non—4067.

**BRISE-LAMES DE GRAND MANAN.**

M. Ganong—Quels journaux ont annoncé demandées soumissions pour construction brise-lames Grand-Manan, construction est-elle adjudgée ?—R. Liste journaux donnée, soumission pas encore accordée—1145.

**BRISE-LAMES DE LA POINTE A LA FREGATE.**

M. Monk—Gouvernement a-t-il reçu rapport au sujet construction brise-lames de Pointe à la Frégate ?—R. Aucun—1181.

**BRISE-LAMES DE LA RIVIERE AU RENARD**

M. Monk—Combien a coûté le brise-lames de la rivière au Renard, à quoi sert-il ?—R. \$42,554.24, travaux pas finis, ouvrage de protection et quai—1192.

**BRISE-LAMES DE MIMMIGASH, I. P.-E.**

M. Lefurgey—Réparations ont-elles été faites, quelles réparations ?—R. Rallonge de 30 à 50 pieds—208.

**BRISE-LAMES DE NORTH-HEAD.**

M. Ganong—Soumissions ont-elles été demandées pour construction ?—R. Oui, 4 février 1905—595.

**BRISE-LAMES DE PORT-COLBORNE.**

M. Bennett—Combien dépensé pour bassin, brise-lames et élévateurs ?—R. \$581,595, \$752,142, \$98,199—464.

**BRISE-LAMES DE RICHIBOUCTOU.**

M. Fowler—Noms des soumissionnaires, montant des soumissions ?—R. Noms et montants énoncés—2091.

**BRISE-LAMES DE SUMMERSIDE.**

M. Lefurgey—Contrat pour construction du brise-lames de Summerside contient-il clause salaire équitable ?—R. Oui—1426.

**BRISE-LAMES DE WILSON'S BEACH.**

M. Ganong—Combien a coûté le brise-lames de Wilson's Beach N.-B., combien payé à James Johnston, combien ont coûté les outils ?—R. \$36,748 ; \$2,470.95, \$855.31—594.

M. Ganong—Comment a-t-on disposé des outils ?—R. Rien n'en a été fait—787.

**CALE DE RADOUB DE TATE, MONTREAL.**

M. J. B. Reid—Qui a loué au gouvernement cale de radoub Tate à Montréal, quel prix ?—R. Succession Letendre, \$1,000 par année—1426.

**CALE DU GOUVERNEMENT AU SAULT-SAINTE-MARIE.**

M. Boyce—Montant dépensé en 1905, inspecteur, entrepreneurs, combien pour terminer, soumissions ?—R. 4,317, James Penman, MM. Dunlop et Boyd, \$4,177, à l'entreprise—441.

**CANAL DE DEVERSEMENT DE SAINT-ANICET ET SAINTE-BARBE.**

M. Walsh—Le gouvernement a-t-il rapport relatif à la construction de canal de déversement par Sainte-Barbe et Saint-Anicet entre lac Saint-François et rivière Saint-Louis, quel prix ?—R. \$88,000—7577.

**CANAL MURRAY.**

M. Walsh—Soumissions ont-elles été demandées pour couvrir en béton la jetée du canal Murray ?—R. Oui, 13 soumissions reçues, contrat à R. Weddell, \$43,515.20—7123.

**CHUTES NIAGARA.**

M. Cockshutt—Combien de pétitions reçues en faveur de la conservation des chutes de Niagara ?—R. 14 d'associations canadiennes, 467 d'associations Etats-Unis—1140.

**CONSTRUCTION DU MUSEE VICTORIA.**

M. Perley—A qui a été donnée l'entreprise du musée Victoria, quelle pierre est employée, pouvait-on trouver auprès d'Ottawa de la pierre de qualité équivalente ?—R. W. Geo. Goodwin, pierre des carrières de Wallace, N.-E., pas à Ottawa de pierre de façade—1193.

**CREEK DE McLAREN, COMTE DE VICTORIA, ONT.**

M. Clements—Gouvernement va-t-il compléter la chaussée qui traverse le creek de McLaren, comté de Victoria ?—R. Gouvernement jamais engagé à compléter chemin—609.

**DESTRUCTION EDIFICES PUBLICS PAR LE FEU.**

M. Lefurgey—Total estimatif des pertes subies par le feu depuis 1896, Gouvernement assure-t-il ses propriétés ?—R. \$464,302.29 ; non—600.

**DRAGAGE A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.**

M. A. McLean—Gouvernement va-t-il nommer surintendant dragage pour Ile du Prince-Edouard, quels travaux seront faits cette saison ?—R. Surintendant nommé, à l'étude—341.

**DRAGAGES A PORTARTHUR ET FORT-WILLIAM.**

M. Bennett—Quelles sommes dépensées pour dragages à Port-Arthur et Fort-William, de 1902 à 1905, soumissionnaires, prix ?—R. Détails et noms fournis—3324.

M. Bennett—Soumissions ont-elles été demandées en 1902-03 pour dragages à Port-Arthur et Fort-William, dans "Globe", quelle date ?—R. Avril 1902—3593.

## DRAGAGES D'ONTARIO.

M. Bennett—Montant des dragages exécutés dans Ontario depuis 1er juillet 1905 ?—R. Demander ordre de la Chambre—433.

M. Bennett—Demande soumissionnaires, prix, etc., des différentes entreprises de dragage dans Ontario—R. Détails donnés—2792.

## DRAGAGE DANS PORT DE TORONTO.

M. Macdonell—Dragage de la batture de la passe de l'est est-il commencé, par qui, quel prix ?—R. Oui, Haney et Miller, 15 cents par verge cube—4913.

## DRAGAGES DE LA BAIE MATCHEDASH.

M. Bennett—Les travaux de dragage de la baie de Matchedash par H. W. Prendergast sont-ils faits à l'heure ou à la verge ?—R. A la verge, prix détaillés donnés—2514.

## DRAGAGE DE LA GRANDE RIVIERE.

M. Lalor—Combien payé pour dragages de la Grande Rivière à Dunnville, Ont., détails ?—R. \$28,007, détails donnés—598.

## DRAGAGE DE LA RIVIERE SAINTE-MARIE.

M. Boyce—Quel montant payé en 1905 ?—R. Rien—443.

## DRAGAGE DE LA THAMES.

M. Clements—Le Gouvernement sait-il qu'il est urgent de draguer la Thames devant Chatham ?—R. Correspondance échangée à ce sujet—181.

## DRAGAGE PORT-EPINETTE, I.P.-E.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il reçu pétition Port-Epinette pour dragage, va-t-il faire dragage ?—R. Oui, à l'étude—344.

## DRAGAGE RIVIERE SAINTE-MARIE.

M. Boyce—Combien dépensé pour dragages dans rivière Sainte-Marie, quels entrepreneurs, y a-t-il eu plaintes ?—R. \$46,633 : MM. Heckler frères et C. S. Eoone, pas de plaintes—467.

## DRAGUEURS AMERICAINS.

M. Taylor—Les dragueurs de MM. Daly et Hammam d'Ogdensburg (N.-Y.) ont-ils été employés en 1905, combien d'heures ?—R. Oui, deux dragueurs employés à \$11 l'heure ; 36 heures et 200 heures—797.

## DRAGUEURS SOUS LA DIRECTION DE L'INGENIEUR LAFLEUR.

M. Lancaster—Demande noms des dragueurs sous direction de l'ingénieur Lafleur ?—R. Noms donnés—4261.

## DRAPEAUX EN BERNE.

M. Elson—Désire savoir qui fait mettre les drapeaux en berne sur les édifices publics et dans quelles circonstances ?—R. Ministre des travaux publics, circonstances énumérées—4004.

## EAUX DE LA RIVIERE TRENT.

M. Porter—Les eaux de la rivière Trent dépendent-elles du gouvernement fédéral ?—R. Dépendent du ministère des chemins de fer et canaux, détails—206.

## ECLAIRAGE ELECTRIQUE DE LA TERRASSE DU PARLEMENT.

M. Ames—Qui a eu l'entreprise de la pose des lumières électriques de la terrasse, quel prix ?—R. Exécuté par département travaux publics, dépenses, \$10,078.49—1621.

## EDIFICE PUBLIC A SEAFORTH.

M. Gunn—Gouvernement a-t-il pris décision pour construire édifice public à Seaforth ?—R. A l'étude—596.

M. Gunn—Quel loyer est payé à M. S. Dickson pour bail bureau de poste et combien à la Banque de Commerce pour bureau de douanes ?—R. Allocation \$200 ; loyer \$40 par année—1621.

## EDIFICE PUBLIC A WINGHAM.

M. Gunn—Combien a coûté l'édifice public de Wingham et ameublement ?—R. \$13,961.51, sans compter prix terrain—1621.

## ELEVATEUR A GRAINS DE SAINT-JEAN, N.-B.

M. Stockton—Quel est le coût total de l'élevateur de Saint-Jean, N.-B., quelle contenance, combien de grain a passé ?—R. \$100,321.01 ; 500,000 boisseaux, détail donné—2336.

## ELEVATEUR A PORT-COLBORNE.

M. Lalor—Gouvernement érigerait-il élévateur à Port-Colborne, a-t-il demandé soumissions ?—R. Oui, pas encore demandé soumissions—598.

## ENERGIE HYDRAULIQUE DU CANAL DE TRENT.

M. S. Hughes—Le Gouvernement a-t-il cédé depuis 1896 de l'énergie hydraulique le long du canal de Trent ?—R. Oui ; J. A. Culverwell, Meldrum Stratton et Hall, Otanabee Power, compagnie de ciment de Lakefield—1431.

## ENQUETE DU CANAL DE TRENT.

M. S. Hughes—Quelles fonctions remplissait M. McLaughlin dans enquête récente sur canal de Trent ?—R. M. R. G. McLaughlin, C.R., était conseil pour le Gouvernement, son mémoire est de \$1,500 et a été taxé à \$900—609.

## ESTACADES DE LA RIVIERE SAINT-MAURICE.

M. Perley—Combien a été dépensé depuis la confédération pour les estacades du Saint-Maurice, quelles ont été recettes ?—R. \$1,214,526.05 ; \$515,168.12—1139.

## ETUDE DU DETROIT DE SEYMOUR.

M. Sloan—Demande si une étude a été faite du détroit de Seymour pour voir si on peut y construire un pont ?—R. Oui, D. Bell, ingénieur, chargé de faire rapport—5455.

## ETUDE TOPOGRAPHIQUE DU CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Monk—Combien dépensé jusqu'à présent, travaux d'études sont-ils achevés, rapport a-t-il été fait ?—R. \$460,361.13, travaux sur le terrain achevés, reste préparation plans et profils, rapport sera annexé à rapport travaux publics 1904-05—347.

## EXPLORATION DE LA THAMES.

M. Clements—La rivière Thames a-t-elle été explorée?—R. Oui, en automne 1904—180.

## FORCE HYDRAULIQUE CANAL RIDEAU.

M. Taylor—Gouvernement a-t-il reçu des demandes d'affermage du pouvoir à Hogs Back?—R. Oui, neuf—3838.

## INGENIEURS DES QUAIS DU GOUVERNEMENT.

M. Wright—Noms des ingénieurs des quais de Huntsville, Baysville et Bracebridge?—R. Pas encore nommés—2514.

## JETEE DE SAINT-ALEXIS.

M. Blain—Quel montant dépensé pour jetée Saint-Alexis, baie du Ha! Ha! soumissions?—R. \$29,185, jusqu'en 1905, travaux en régie; depuis, adjudication publique—4003.

## LOCATION EDIFICE WOODS A OTTAWA.

M. Ingram—Quelle partie occupée, quels bureaux, quel loyer?—R. Détails fournis, \$12,500 par an—192.

Hon. Foster—Quels montants payés à Woods Ltd., par différents départements jusqu'au 31 décembre 1905?—R. Travaux publics, \$11,036; chemins de fer et canaux, \$426.90; transcontinental, \$16,125.29—1013.

M. Northrup—Demande état de tous les loyers payés à James W. Woods, Ltd., depuis 1896?—R. Etat fourni—4813.

## MUSEE NATIONAL.

M. Fowler—Quelle pierre doit être employée au Musée national; cahier des charges indique-t-il carrière spéciale?—R. Grès des carrières de Wallace, N.-E., pierre de Neepan, carrière Keefer—2092.

## NOMINATION DE M. AYLNER.

M. Roche—T. W. Aylmer, nommé ingénieur des travaux publics à Winnipeg, a-t-il démissionné?—R. Oui, sur sa demande, renvoyé en Colombie-Anglaise—5128.

## OBSTRUCTIONS DANS LA RIVIERE SEVERN.

M. Grant—Gouvernement sait-il que rivière Severn obstruée près lac Conchiching par débris jetés par constructeurs de voies ferrées?—R. Fonctionnaire envoyé pour faire rapport—600.

## OUVRIERS PLATRIERS DE WINNIPEG.

M. R. Smith—Gouvernement a-t-il reçu plaintes que plâtriers travaillant à la bâtisse de l'immigration à Winnipeg reçoivent pas gages équitables?—R. Plainte reçue 20 mars, enquête faite, plainte fondée, ordre donné de payer prix annexés au cahier charges, changement fait, Gouvernement informé 26 mars—1423.

## PAIEMENTS A AHEARN ET SOPER.

M. Northrup—Quelles sommes payées chaque année depuis 1896 à Ahearn et Soper?—R. Prière de faire une motion pour état 4910.

## PAIEMENTS A COMPAGNIE WOODS.

M. Monk—Combien payé pour loyers mars 1905 à mars 1906, combien pour auvents, combien pour fournitures à explorateurs canal Baie Georgienne?—R. \$16,340, \$3,873.90; \$8,279—439.

M. Monk—Quel montant payé à la Compagnie Woods pour fournitures à la commission de construction du Transcontinental en 1905 et 1906?—R. \$16,125, \$11,402—466.

Hon. Foster—Montants payés jusqu'au 31 décembre à Compagnie Woods (Ltd)?—R. Marine et Pêcheries, \$6,650.70; chemins de fer et canaux, \$322.49; Transcontinental, \$8,639.99; Milice \$93,689.16; Travaux publics, \$11,036.33; Gendarmerie du Nord-Ouest \$4,967.45—1421.

M. Taylor—Etat des paiements par tous départements depuis 1897 à la Cie Wood (Ltd)?—R. Etat complet fourni—1913.

## PAIEMENT DE TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE.

Hon. Foster—Quelle décision le gouvernement a-t-il pris au sujet des rétributions demandées par MM. Gobeil, Brophy et Lafleur et repoussées par auditeur général?—R. Auditeur voulait ordre en conseil spécial pour payer, ordre en conseil a été passé—796.

## PALAIS DE JUSTICE DE MACLEOD.

M. Blain—Combien a coûté palais de justice, édifice et aménagement?—R. Edifice \$18,308.78, aménagement, \$5,341.50, total, \$23,650.28—2095.

## PLAN DU MUSEE VICTORIA.

M. Perley—Le plan du musée Victoria sur lequel soumissions ont été demandées est-il le plan primitif, à la demande de qui a-t-il été modifié, reviendra-t-on au plan primitif?—R. Non, à la demande du ministre de l'intérieur, non—1192.

## PONT DE QUEBEC.

M. Monk—Montant payé jusqu'à date, montant obligations garanties, obligations ont-elles été données en nantissement?—R. \$334,353.03; \$6,678,200, obligations pas négociées, données en nantissement Banque Montréal et Banque Paris et Pays-Bas pour procurer fonds de construction—350.

M. Monk—Gouvernement a-t-il fait inspecter les livres de la compagnie du Pont?—R. Pas encore—462.

M. Monk—Subvention provinciale et civile est-elle payée, par qui les obligations de la compagnie, \$472,000, ont-elles été négociées, ont-elles été rachetées par obligations garanties du Gouvernement, ont-elles été rachetées au pair ou à \$283,279, prix de vente?—R. Oui, sauf subvention provinciale, \$180,000 payés, reste à payer \$70,000; obligations premières, \$472,000 négociées par M. P. Davis et T. McDougall, rachetées par obligations garanties du Gouvernement, obligations premières rachetées au pair—462.

## PONT DE SHELLMOUTH, MA.

M. W. J. Roche—Construction du pont de Shellmouth, Manitoba, a-t-elle été donnée à l'entreprise?—R. Entreprise pas adjugée—2334.

## PORT DE PORT-BURWASH.

M. Macdonell—Liste des journaux où soumissions demandées pour port de Port-Burwash, à qui entreprise donnée, travaux sont-ils commencés?—R. Liste donnée, Compagnie de construction du Pacifique, \$72,500, vont commencer—1017.

## PORT DE BAYFIELD.

M. Gunn—Quelles sommes dépensées, pour le port de Bayfield, quels dragueurs, qui dirige?—R. \$68,213.19; dragueurs "Hackett" et "Arnoldi" piqueur des travaux, James Thompson, inspecteur J. T. Marks—597.

## PORT DE MONTREAL.

M. Sinclair—Recettes et dépenses du port de Montréal en 1905, dette fondée, quelle part au public et au Gouvernement fédéral, intérêt est-il payé?—R. Recettes, \$377,125.84; dépenses, \$1,194,392.17; dette fondée: \$8,117,000, entre les mains du public, \$2,222,000; intérêt payé jusqu'au 31 décembre 1905—2801.

## PORT DE RONDEAU.

M. Macdonell—Liste des journaux où soumissions demandées pour travaux port de Rondeau, à qui entreprise donnée, travaux sont-ils commencés?—R. Liste donnée, Compagnie de construction du Pacifique, \$110,000 vont commencer—1018.

## PORT DE PORT-STANLEY.

M. Macdonell—Liste des journaux où soumissions demandées pour port de Port-Stanley, à qui entreprise donnée; travaux sont-ils commencés?—R. Liste donnée, MM. M. J. Haney et Roger Miller, \$105,828, vont commencer—1018.

## PORT DE SAINT-JOSEPH.

M. Gunn—Combien voté pour travaux port de Saint-Joseph depuis 1896, gouvernement fera-t-il autres travaux?—R. \$30,720; non pas pour le moment—597.

## POUVOIR ELECTRIQUE DU CANAL CORNWALL.

M. Lancaster—Contrat a-t-il été passé pour emploi du pouvoir électrique nécessaire au halage, a-t-il reçu plainte?—R. Contrat 25 juin 1896 avec M. P. Davis, pour 20 ans, transporté à Compagnie de force motrice du Saint-Laurent, mémoire reçu de l'Association maritime du Saint-Laurent—791.

## POUVOIRS HYDRAULIQUES DE RIVIERE AUX FRANÇAIS.

M. Bennett—Demande si privilège est sollicité pour pouvoir des chutes de la Chaudière, sur la rivière des Français, près de la réserve de Duke's?—R. Oui, demande de MM. Malcoon McLeod et Joseph Eugène Serre pas d'offre définitive, sous considération—5126.

## QUAIS A EAU PROFONDE A QUEBEC.

M. Paquet—Gouvernement va-t-il construire quais à eau profonde à Québec?—R. A l'étude—602.

## QUAI A D'ESCOUSSE (N.-E.).

M. Wright—Quel montant dépensé pour construction en 1903, pour réparations, recettes?—R. \$5,047; 1904, \$899; 1905, \$149; les recettes ont été 1904, \$45.27; 1905, \$56.31—1025.

## QUAI DE LA GRANDE-VALLEE.

M. Monk—Combien a coûté le quai de Grande-Vallée, quelle recette?—R. \$57,488.13, aucune, quai terminé été 1905, seulement—353.

M. Monk—A quelle date a été achevé le quai de Grande-Vallée, quelles recettes, gouvernement va-t-il faire réparations?—R. Achevé décembre 1904, aucunes recettes à l'étude—1191.

M. Monk—Quand quai a-t-il été livré, gouvernement va-t-il réparer?—R. Décembre 1905, à l'étude—1422.

## QUAI A HIGGIN'S SHORE (I.P.-E.).

M. Lefurgey—Gouvernement va-t-il construire quai à Higgin's-Point, I.P.-E.?—R. Pétitions reçues, question à l'étude—590.

## QUAI A TERREBONNE.

M. Léonard—Combien dépensé pour quai Terrebonne, quand terminé; combien reste à dépenser, sera-ce suffisant?—R. \$12,320; sera terminé à fin présente année, reste \$1,625, sera suffisant—472.

## QUAI DE BADDECK.

M. Blain—Gouvernement a-t-il choisi site pour quai à Baddeck (N.-E.), a-t-il payé, va-t-il construire?—R. Site choisi, pas payé, plans et devis en préparation—2518.

## QUAI DE CHATEAU-RICHER.

M. Ames—Quelles recettes perçues depuis 1904 pour quaiage Château-Richer, quel percepteur?—R. Quai pas encore livré à l'administration, pas percepteur nommé—4821.

## QUAI D'ECHO BAY.

M. Boyce—Quel prix du marché et prix payé jusqu'à date pour construction du quai d'Echo Bay, quelles recettes, autres détails?—R. Marché, \$24,776, payé \$19,314.25; recettes, \$22.71—2093.

## QUAI DE DISRAELI, P. Q.

M. Monk—A-t-on construit quai à Disraeli, P.Q., quelle dépense?—R. Oui, pas terminé, \$6,504.81 dépensés—1429.

M. Blain—Quel est le coût approximatif des travaux de Disraeli, quand sera terminé?—R. \$7,250 depuis commencement—2332.

## QUAI DE DORSET.

M. Sam. Hughes—Quai va-t-il être construit à Dorset, Muskoka?—R. A l'étude—435.

**QUAI DE LANGILLE, EMBRANCHEMENT DE PUGWASH.**

M. Barker—Coût du quai, longueur, combien de recettes?—R. \$74.92, deux milles et demi, \$16.67—2140.

**QUAI DE LEONARDSVILLE, N.-B.**

M. Ganong—Gouvernement a-t-il envoyé ingénieur pour étudier emplacement quai à Leonardsville, coût approximatif, sera-t-il construit?—R. Oui, \$9,940, à l'étude—3332.

**QUAI DE PIERREVILLE, COMTE DE YAMASKA.**

M. Bergeron—Quel est le coût du quai de Pierreville, quelles recettes?—R. \$12.-181.52, rien—1803.

**QUAI DE PUGWASH.**

M. Barker—Combien ont coûté travaux en été 1905, régie ou soumission, quel contre-maître, profession antérieure?—R. \$1,978.-23, régie, E. Dunning, profession inconnue—1918.

**QUAI DE RAY'S CREEK.**

M. Ames—Dans quel comté est Ray's Creek, le gouvernement entend-il y exécuter des travaux publics?—R. Comté d'Annapolis, débarcadère sera construit sur demande de district—3001.

**QUAI DE SAINT-ANICET.**

M. Walsh—Quand quai a-t-il été réparé dernière fois, combien coûté, quel revenu sera-t-il réparé, quel est le gardien?—R. En 1898, \$1,432.75, recettes 1898 ont été de \$74.63, pas de rapport depuis, faudrait inspection, M. S. Dupuis, touche 25 pour 100 du quaiage perçu—1620.

**QUAI DU SAULT-SAINTE-MARIE.**

M. Boyce—Demande renseignements relatifs à l'établissement d'un entrepôt de charbon sur le quai du gouvernement au Sault-Sainte-Marie?—R. Détails donnés relativement au permis accordé à la Compagnie de navigation du nord—3592.

**QUAIS ET EMPLOYES.**

M. Wright—Demande nom des employés préposés à garde des quais à Huntsville, Baysville et Bracebridge?—R. Quais pas encore livrés, encore sous charge des ingénieurs—1924.

**QUAIS ET ESTACADES DE CHICOUTIMI.**

M. Perley—Quel est le coût total de la construction, quel est le revenu annuel estimatif?—R. \$50,000; \$2,625. Si le revenu est insuffisant pour couvrir entretien, compagnie de pâte de Chicoutimi doit combler déficit—1028.

**QUAI SUR LA RIVIERE JESUS.**

M. Monk—Travaux seront-ils continués, combien payé, combien pour terminer?—R. Oui. \$12,254; \$1,693 votés suffiront pour terminer—471.

**RIVIERE SAGUENAY—PILIER ET ESTACADES.**

M. Henderson—Quel est le coût de l'entretien des piliers et estacades de la rivière Saguenay, la compagnie de pulpe de Chicoutimi paie-t-elle intérêt sur frais construction?—R. \$2,420, non—1431.

**RIVIERE WASHADEMOAK.**

M. Wilmot—Gouvernement va-t-il creuser certaines parties de la rivière Washademok, N.-B.?—R. A l'étude—603.

**ROCHER DE QUEBEC.**

M. A. Lavergne—Gouvernement sait-il que la falaise qui supporte la citadelle de Québec est en état dangereux, a-t-il fait examiner, va-t-il prendre des mesures de protection?—R. Gouvernement sait que partie dangereuse; M. le Dr Ami, de la Commission géologique, a fait l'examen du rocher, le maire de Québec a été informé le 27 mai 1905 du danger—3142.

**SAVAGE-HARBOUR (I.P.-E.).**

M. A. Martin—Demande à qui ont été faits certains paiements portés au rapport de l'auditeur général pour Savage-Harbour?—R. Noms fournis—3141.

**SECTION CARDINAL DU CANAL DES GALOPS.**

M. Staples—Quelle a été l'estimation primitive et le montant payé 1° pour section Cardinal, à MM. William Davis et fils; 2° pour construction complète du canal des Galops, à MM. E. E. Gilbert et fils; 3° pour chenal nord du Saint-Laurent, à M. A. Cleveland; 4° pour canal de la Pointe-Farran, à Compagnie canadienne de construction?—R. 1° \$1,362,140, \$1,672,784; 2° \$850,000, \$629,629; 3° \$750,000, \$1,462,960; 4° \$750,000, \$755,417—1024.

**SOUSSIONS POUR DRAGAGE A MIDLAND.**

M. Bennett—Combien de soumissions reçues pour travaux dragages à Midland, prix?—R. Cinq soumissions, détails donnés—1924.

**SUCCESSION HARWOOD A VAUDREUIL.**

M. Boyer—Gouvernement est-il tenu de fournir à la succession Harwood des moyens de communication ou un quai pour sortir de la pierre de la carrière de la Pointe des Cascades?—R. Non—1139.

**SURINTENDANT DU CANAL DE TRENT.**

M. S. Hughes—Quel est le surintendant des cours d'eau dont le Gouvernement a pris possession et qui alimentent le canal de Trent dans Victoria et Haliburton, que fait M. Pearson, est-il autorisé à fermer les barrages, sous les ordres de qui agit-il?—R. M. J. H. McClelan, surintendant du canal de Trent, M. Pearson est contre-maître des travaux sur la rivière Burnt, dans Victoria-Haliburton, il a l'ordre de fermer les barrages jusqu'à ce que les lacs réservoirs du canal soient remplis, il est sous les ordres de M. McClelan—1916.

**TELEGRAPHE DU YUKON.**

M. Blain—Quel a été coût total, recettes et dépenses depuis 1901?—R. \$758,004; 1901: —recettes, \$108,272, dépenses, \$84,536; 1905: recettes, \$115,876; dépenses, \$227,824—1921.

**TRAVAUX A L'ANSE AU GRIFFON.**

M. Monk—Combien ont coûté les travaux de l'anse au Griffon, comment faits?—R. \$7,116.24, en régie—1191.

## TRAVAUX DE PORT STANLEY.

M. Ingram—Tous les travailleurs ont-ils été payés ?—R. Dernier chèque envoyé 15 février—176.

## TRAVAUX DU PORT DE QUEBEC.

M. Ames—Compagnie Dusseault et Lemieux a-t-elle eu contrat pour travaux du port sur soumissions, a-t-elle eu nouveaux travaux, soumissions demandées ?—R. 1er contrat 8 mai 1903, pour digue, \$198,700 ; plus tard prolongement, contrat, \$571,689.35, prix fixé proportionnellement au premier contrat—1429.

## TRAVAUX PUBLICS DANS CHAQUE PROVINCE.

M. Armstrong—Demande état des sommes dépensées pour travaux publics dans chaque province en 1905 ; montant dépensé à Ottawa, montant payé à fonctionnaires du département ?—R. Total \$4,769,727 ; Québec, \$1,518,184 ; Ontario, \$1,713,874 ; à Ottawa, \$373,305 ; fonctionnaires, \$520,289—3329.

## TRAVAUX PUBLICS DANS COMTE DE PRINCE, I. P.-E.

M. Lefurgey—Combien dépensé dans comté de Prince, I. P.-E., de 1896 à 1905 ?—R. \$106,794.86—2330.

## TUNNEL DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Hughes (J. J.)—Gouvernement a-t-il fait faire une estimation du coût d'un tunnel sous détroit de Northumberland ?—R. A l'étude—194.

## UTILISATION DE LA FORCE HYDRAULIQUE DU NIAGARA.

M. Lancaster—Gouvernement sait-il si correspondance échangée entre président des Etats-Unis et autorités impériales pour empêcher utiliser force hydraulique Niagara et conserver beauté des chutes ?—R. Telles propositions pas à la connaissance du gouvernement—346.

## VIEUX FORT DE TORONTO.

M. Macdonell—Municipalité de Toronto a-t-elle demandé transfert du site du vieux fort de Toronto comme relique historique, quelles aliénations depuis quarante ans ?—R. Oui, décret passé autorisant vente propriété à ville, état fourni des aliénations faites—1422.

## VOIE FLUVIALE DU LAC BALSAM VERS LE NORD.

M. S. Hughes—Quel serait coût approximatif d'une voie fluviale du lac Balsam vers le nord, construira-t-on le canal du lac Simcoe à Newmarket ?—R. Etude se fait actuellement, soumissions demandées pour canal du débarcadère d'Holland au lac Simcoe—608.

## DIVERS.

## ACTE D'INSPECTION DES GRAINS.

M. Lake—Gouvernement a-t-il reçu demandes de changements, va-t-il changer ?—R. Pas de communications officielles, à l'étude—1010.

## ASSOCIATION DE LA PRESSE CANADIENNE.

M. Taylor—Comment constituée, soumet-elle état financier, comment se fait paiement de la subvention \$15,000, qui est responsable, quelles sont les opinions, gouvernement a-t-il fait enquête ?—R. Association grands journaux canadiens ; est obligée de prouver qu'elle dépense la moitié du coût du service ; paiement fait à intervalles divers, en aucune année subvention n'a été payée en entier ; association responsable des télégrammes, opinions partagées, pas d'enquête—1421.

## ASSURANCE SUR LA VIE "MUTUAL RESERVE."

M. T. Martin—Gouvernement connaît-il accusations portées contre les officiers de la "Mutual Reserve", va-t-il agir pour protéger assurés canadiens ?—R. Aucuns renseignements particuliers, n'a pas à prendre d'initiative—436.

## HON. A. B. AYLESWORTH.

M. Bennett—Dans combien de cas causés a agi Hon. Aylesworth depuis qu'il ministre des postes ?—R. Aucun renseignement n'existe à cet effet—442.

## CLOTURE DE FIL METALLIQUE SUR LIGNE-FRONTIERE.

M. Clements—Gouvernement a-t-il construit ou va-t-il construire clôture fil métallique le long de ligne-frontière ?—R. Non—1735.

## COMMISSION DES ASSURANCES SUR LA VIE.

M. Lalor—Les sociétés fraternelles seront-elles examinées ?—R. Commission étudie toutes sociétés ayant charte fédérale—195.

## COMMISSION DU TARIF.

M. Henderson—Gouvernement va-t-il soumettre dépositions données devant commission du tarif et faire imprimer ?—R. Va déposer ; quant à l'impression, Chambre décidera—208.

## COMPAGNIES D'ASSURANCES A REPARTITION.

M. J. J. Hughes—Demande si la commission des assurances va s'occuper des compagnies à répartition ?—R. Oui—5455.

## DEPUTES NOMMES A EMPLOIS PUBLICS.

M. Bergeron—Demande noms de députés nommés à emplois publics ?—R. Liste jusqu'à l'année dernière déposée dernière session, sera complétée—4910.

M. Bergeron—Demande liste députés nommés à emplois publics depuis 1867 ?—R. Question remise—5310.

M. Bergeron—Demande état des députés nommés à des emplois ?—R. Le secrétaire d'Etat prépare la liste—5894.

M. Bergeron—Demande état des députés ayant accepté des emplois rétribués depuis 1867 ?—R. Etat détaillé fourni depuis 1896—6242.

## DISTRICT DE KEEWATIN.

M. W. J. Roche—Combien de temps le district de Keewatin a-t-il été administré suivant loi spéciale, depuis quand placé sous l'Acte des territoires du Nord-Ouest, pourquoi?—R. De 1876 à 1905; 24 juillet 1905, pour faire disparaître anomalie d'un district spécial séparant en deux parties les territoires—336.

## ELECTIONS DE SASKATCHEWAN.

M. W. F. Maclean—Demande quelle loi autorise instruction d'une pétition en invalidation d'élection tenue en Saskatchewan en décembre dernier?—R. Si cette loi existe, c'est par chap. 4, refonte des ordonnances—3837.

## EMPLOYES DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

M. Stewart—Demande le nombre d'hommes de l'Imprimerie Nationale d'Ottawa qui touchent moins de \$12 par semaine?—R. Liste fournie—7256.

## EMPLOYES DU SENAT ET DES COMMUNES.

M. Sproule—Demande liste des employés actuels du Sénat et des Communes, sessionnels et permanents, combien en 1896?—R. Liste actuelle des employés actuels des communes déposée; en 1896, 57 permanents, 117 sessionnels—1729.

## EMPRUNTS TEMPORAIRES.

M. R. L. Borden—Quel montant d'emprunts temporaires échus le 1er mai 1906, quel taux moyen?—R. \$1,400,000, 3.52 pour 100—176.

## ENREGISTREMENT DES DEPUTES PAR SEANCE.

M. Henderson—Gouvernement va-t-il obliger députés à s'enregistrer?—R. Question à considérer par commission révision des règles de la Chambre—208.

## ENTREE DE TERRE-NEUVE ET ANTILLES ANGLAISES DANS CONFEDERATION.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il pris mesures pour faire entrer Terre-Neuve et Antilles Anglaises dans confédération?—R. Gouvernement toujours prêt à s'aboucher avec Terre-Neuve pour entrée dans confédération quand voudra; pour Antilles Anglaises préfère s'en tenir à entente commerciale—345.

## EXPROPRIATION DES LIGNES TELEPHONIQUES.

M. W. J. Roche—Gouvernement a-t-il étudié mémoire gouvernement du Manitoba demandant adoption d'une loi lui permettant d'exproprier les téléphones?—R. Soumis au ministre de la justice, doutes quant au pouvoir du parlement de légiférer—3331.

## EXTENSION DES BORNES DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Conférence a-t-elle été tenue entre Ontario, Manitoba, Saskatchewan et Alberta pour étendre les limites du Manitoba?—R. Non, question sera discutée avec rajustement subsides par conférence interprovinciale—205.

## FONCTIONNAIRES ET OCCUPATIONS ETRANGERES.

M. Walsh—Fonctionnaires publics peuvent-ils se livrer à des travaux étrangers à leur service?—R. Défendu à tout fonctionnaire recevant plus de \$1,000 par année—338.

M. Walsh—Les employés civils peuvent-ils se livrer à des occupations étrangères à leur emploi?—R. Les fonctionnaires du gouvernement à Ottawa ne peuvent pas se livrer à des occupations ou travaux étrangers à leur emploi—473.

## GREVE DES HOUILLEURS DE LETHBRIDGE.

M. Verville—Signale article du "Citizen" contenant entrevue du Col. White de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest au sujet des troubles de Lethbridge, demande fondement entrevue et accusations contre mineurs, demande correspondance?—R. Déclarations White fondées sur informations officiers gendarmerie; gendarmerie appelée par gérant des mines; une bombe à éclaté, les mineurs non syndiqués ont dû être protégés, il y a volumineuse correspondance, un prévenu arrêté a été remis en liberté, le calme renaît, la grève se poursuit—592.

## IMPORTATIONS DE VIANDES DE CONSERVE, EXTRAIT FLUIDE DE BŒUF, ETC., DES ETATS-UNIS.

M. T. Chisholm—Demande quantités importées en 1903, 1904, 1905, montant des droits, demande si gouvernement a étudié les révélations de l'enquête américaine?—R. Quantités et valeurs données pour conserves, valeur seulement pour extraits, douane 25 pour 100; gouvernement étudie situation quant à la prohibition des importations—5128.

## PLAINTES DES IMPRIMEURS ANGLAIS.

M. Verville—M. Mackenzie King, a-t-il été envoyé à Winnipeg, à demande du gouvernement anglais pour étudier plaintes des imprimeurs anglais venus à Winnipeg et qui ont pétitionné au roi Edouard qu'ils ont été trompés?—R. M. King envoyé, il y a eu échange de correspondance entre gouvernement anglais et gouvernement canadien, correspondance sera déposée, rapport de M. King attendu prochainement—591.

M. Verville—Quelles mesures ont été prises après demande de rapport par le secrétaire d'Etat pour les colonies sur les plaintes des imprimeurs de Winnipeg?—Rapport fait et envoyé avec demande adoption par Gouvernement anglais d'une législation pour mettre fin aux mensonges employés en Angleterre pour embaucher émigrants—1430.

## INSPECTION DU BLE A WINNIPEG.

M. Lake—Demande état des inspections de blé à Winnipeg, depuis 1890?—R. En préparation—5126.

## INTERDICTION DE LA CIGARETTE.

M. Blain—Gouvernement présentera-t-il bill basé sur résolution passée en 1903?—R. Disposition à cet égard sera peut-être incluse dans amendement code criminel—223.

## MONNAIE D'ARGENT DES ETATS-UNIS.

M. Blain—Combien de monnaie d'argent des Etats-Unis a été recueillie par les Banques en vertu de l'arrangement avec le Gouvernement?—R. \$93,768—1618.

## JOHN NELSON ET C. SUTHERLAND.

M. Lake—John Nelson et C. Sutherland sont-ils à l'emploi du Gouvernement?—R. John Neilson et non Nelson a démissionné 5 février 1905—194.

M. Lake—(Rectification)—Nelson est-il inspecteur des pêcheries, Sutherland est-il instructeur agricole?—R. Nelson, non; Sutherland congédié 18 février 1906—470.

## NOMINATION A CHARGES LUCRATIVES.

M. Sproule—Combien de députés nommés à charges lucratives depuis 1896?—R. Liste donnée année dernière; depuis: sir W. Mulock, P. Talbot, M. Mackenzie—222.

## JOHN O'GORMAN.

M. Elson—John O'Gorman est-il à l'emploi du Gouvernement?—R. Inconnu—1139.

## PENSIONS AUX CONSEILLERS PRIVÉS.

M. W. F. Maclean—Noms des conseillers privés ayant touché pensions suivant loi de 1905, montant touché?—R. Noms et montants donnés—2096.

## PROTECTION DES OUVRIERS SUR LA CONSTRUCTION DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Ralph Smith—Quelles mesures ont été prises pour protéger les ouvriers dans les travaux de construction du Grand-Tronc-Pacifique?—R. Formules des contrats données—349.

## RACHAT DES MONNAIES D'ARGENT USEES

M. A. Martin—Gouvernement va-t-il racheter monnaie usée du Canada?—R. Projet de loi sera déposé pour rachat de cette monnaie—345.

## RECLAMATIONS DES EMPLOYES DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Alcorn—Quelles sont les intentions du Gouvernement relativement aux réclamations des anciens employés de la Compagnie de la baie d'Hudson pour un dixième des terres de lord Selkirk?—R. Gouvernement ne connaît rien de cela—1622.

## RELATIONS DE GEO. N. SUTHERLAND ET J. D. LAMONT AVEC GOUVERNEMENT.

M. Boyce—Geo. N. Sutherland et J. J. D. Lamont sont-ils employés au gouvernement?—R. Demande de préciser—3326.

M. Boyce—M. Geo. M. Sutherland est-il employé dans administration?—R. Inconnu dans tous les bureaux—2328.

M. Boyce—Insiste que MM. Sutherland et Lamont sont employés au département de la marine et des pêcheries, en dépit des réponses déjà faites et demande que sa question soit remise au feuilleton—2770.

## REPRESENTATION DE NICOLET et DE GASPE.

M. Fowler—Solliciteur général représente-t-il encore Nicolet et Gaspé?—R. Oui—1921.

## REPRESENTATION SENATORIALE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Fowler—Combien de vacances dans représentation sénatoriale du Nouveau-Brunswick; quand seront remplies?—R. Deux datant de 1904 et 1905; choix des titulaires à l'étude—1027.

## RESERVE DE REASSURANCE.

M. Henderson—Réserve de réassurance des compagnies à la dernière évaluation?—R. Canada Life, 31 décembre 1904, \$23,852,411; Sun Life, 31 décembre 1904, \$10,605,719; Manufacturers' Life 31 décembre 1903, \$4,452,857; Imperial Life, 31 décembre 1901, \$760,415; Confederation Life, 31 décembre 1905, \$9,803,086—1020.

## SOUS-MINISTRES.

M. W. Jackson—Combien de fonctionnaires ont rang de sous-ministres, ont-ils droit costume de Windsor?—R. Liste donnée, question costume, mystère—354.

## SUBVENTION AUX PROVINCES.

M. Parmelee—Gouvernement a-t-il reçu demande de rearrangement des subsides, convoquera-t-il conférence interprovinciale?—R. Oui—201.

## SURINTENDANCE DES MESUREURS DE BOIS A QUEBEC.

M. Morin—Depuis quand place surintendant des mesureurs de bois à Québec est-elle vacante, quel était salaire de M. Patton, le bureau sera-t-il fermé, pourquoi retard?—R. 21 août 1903, \$2,100 par année, à l'étude, employé actuel connaît son affaire—3326.

## TRADUCTION FRANÇAISE.

M. Parent—Gouvernement va-t-il faire traduire conférences faites devant le comité d'agriculture?—R. Dépend Chambre des Communes—593.

## SERVICE ENTRE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD ET ANGLETERRE.

M. A. A. McLean—Combien de voyages en 1905, combien seront faits cette année?—R. Pas de voyage en 1905, crédit demandé pour 1906, impossible fournir détails maintenant, trop tôt pour rien dire—442.

## RAPPORTS.

## RAPPORTS DEPOSES.

Rapport des bibliothécaires, 1905 (M. l'Orateur)—7; Rapport de l'auditeur général, Vol. 1, 1905 (Sir Wilfrid Laurier)—123; Tableaux du commerce et de l'industrie—1905 (Hon. Paterson)—123; Rapport du ministre du commerce, 1905 (Hon. Paterson)—128; Rapport du département des chemins de fer et canaux, 1905 (Hon. Emmerson)—128; Rapport des commissaires du chemin de fer Transcontinental, 1905 (Hon. Emmerson)—128; Comptes publics, 1905 (Sir W. Laurier)—129; Rapport de l'auditeur général, Vol. III Sir W. Laurier)—174; Rapport du ministre des postes, 1905 (Hon. M. Aylesworth)—219; Rapport du revenu de l'intérieur 1905 (2) (Hon. L. P. Brodeur)—232; Rapport du département du travail, 1905 (Hon. M. Aylesworth)—233; Rapport du

RAPPORTS DÉPOSÉS—*Suite*.

ministère de la justice, pénitenciers (Hon. Fitzpatrick)—502 ; Liste des membres du service civil (Sir W. Laurier)—503 ; Rapport du département de la marine et des pêcheries, 1905 (Hon. Brodeur)—503 ; Rapport du département de l'intérieur (Hon. Oliver)—809 ; Rapport du département des Travaux publics (Hon. Hyman)—1002 ; Rapport Ferme d'expérimentation, 1905 (Hon. S. Fisher)—1615 ; Rapport du ministère d'agriculture, 1905 (Hon. S. Fisher)—1615 ; Statistiques de la criminalité pour 1905 (Hon. S. Fisher)—1615 ; Rapport du ministère de la milice (Sir F. Borden)—1724. Sommaire des rapports des compagnies d'assurances, 1905 (Hon. W. Fielding)—1896 ; Rapport du surintendant des assurances de 1903 à 1905 au sujet des déficiences de la loi (Hon. W. Fielding)—1896 ; Rapport spécial du 9 novembre 1905 concernant la réglementation des assurances (Hon. W. Fielding)—1896 ; Documents relatifs à la nécessité d'une enquête sur les assurances au Canada (Hon. W. Fielding)—1897 ; Statistiques des chemins de fer pour exercice clos 30 juin 1905 (Hon. Emmerson)—2142 ; Rapport sur l'écroulement de la tour de Ouest (Hon. C. Hyman)—4133 ; Supplément du rapport du ministère du commerce pour exercice expiré 30 juin 1905 (Hon. Paterson)—4137 ; Etat relatif à marine marchande pour 1905 (Hon. L. P. Brodeur)—5118.

## RESOLUTIONS.

## RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT.

## JUGES DU MANITOBA.

Hon. Fitzpatrick—Retire résolution première dont avis donné au sujet des juges du Manitoba—4004.

Hon. Fitzpatrick—Propose discussion ultérieure de résolution définissant les traitements de cour d'appel du Manitoba—4265.

En comité sur résolution—5130.

Hon. Aylesworth—Loi passée à dernière session législature Manitoba modifiant constitution des cours dans cette province—5130 ; augmenté d'un juge en chef et de deux juges de cour d'appel—5130 ; résolution destinée à pourvoir au traitement des juges—5130 ; présentée sur demande procureur général Manitoba—5130 ; cour entièrement nouvelle—5131.

M. Monk—Anomalie, cour du Banc du Roi recevra moindre traitement que cour d'appel—5131 ; les juges de la cour du Banc du Roi de Manitoba ont droit à plus de considération—5132.

Hon. Aylesworth—Craint que la Chambre soit peu disposée à augmenter traitement des juges—5132 ; aucune anomalie que juges d'appel reçoivent moins fort traitement que juges de la cour d'où vient l'appel—5132.

Hon. Foster—Public en général comprendra pas très bien nécessité nouvelle cour dans une province pas plus peuplée que ne l'est Manitoba—5133 ; demande si Gouvernement a la preuve nécessité de cour nouvelle—5133.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite*.JUGES DU MANITOBA—*Suite*.

Sir W. Laurier—La province a répondu à la question en passant la loi qui motive cette résolution—5133 ; pouvoir fédéral doit accepter cette décision ou déclarer que législature a pas agi sagement, ce qui serait grave—5134 ; les juges du Banc du Roi du Manitoba ont été augmentés l'année dernière comme les autres juges du pays—5134.

Résolution rapportée—5135.

## LOI SUR LA MILICE (AMENDEMENT).

Sir Fred. Borden—Donne avis de présentation ultérieure de résolution tendant à faire compter pour l'obtention de supplément de solde le temps fait dans service impérial—4265.

En comité général—5320.

Rapportée, 1re, 2e lectures—5320.

## LICENCE POUR LA PECHE DE LA BAIE LEINE.

Hon. L. P. Brodeur—Propose examen ultérieure de résolution prescrivant imposition d'un droit de \$50 pour licence de pêche à la baleine dans baie d'Hudson et au nord du 55e parallèle de latitude nord, adopté—6245.

En comité—6894.

Hon. Brodeur—En 1904 loi votée, licence \$500 dans golfe Saint-Laurent—6894 ; propose mettre \$50 dans baie d'Hudson—6895 ; cinq ou six demandes au département—6895 ; expéditions envoyées à baie d'Hudson pour s'assurer nombre de vaisseaux occupés à pêche—6895.

Résolutions lues 1ère et 2e fois, adoptées—6895.

## LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES (AMENDEMENT).

Sir Fred. Borden—Donne avis que proposera ultérieurement que Chambre se forme en comité sur résolution pour faire compter dans le temps requis pour obtenir pension du Canada, temps fait dans service impérial—4265.

En comité—5315.

Sir Frederic Borden—Communique dépêche entre département milice et défense et autorités impériales—5316 ; dans le cas d'un soldat ayant fait dix ans dans l'armée impériale ce qui lui donne droit à une pension et faisant encore dix ans dans la milice canadienne, il aura droit à une pension de vingt ans et le "War office" paiera au gouvernement canadien sa pension pour service impérial—5318.

M. Sproule—Demande si gouvernement a décidé d'accorder pension supplémentaire aux soldats ayant fait service dans Afrique du Sud—5319.

Sir Fred. Borden—Gouvernement a dit que non—5319 ; à peu près 400 hommes en tout des troupes impériales se sont enrôlés dans troupes canadiennes—5320.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois—5320.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## PORT DE MONTREAL.

Hon. Fielding—Communique résolution autorisant avance de \$250,000 à commission du port de Montréal—5753; demande discussion ultérieure—5754.

En comité sur les résolutions—6894.

Hon. Brodeur—Obligations à 6 pour 100 pour \$250,000 aux mains du public échoient 15 juillet—6894; gouvernement prête ce montant à 3 pour 100 pour rachat—6894.

1ère et 2e lecture, adoptées—6894.

## PORT DE QUEBEC.

Hon. Brodeur—Propose décider que Chambre se formera lendemain en comité général pour permettre au Gouvernement d'avancer \$150,000 à commission du port de Québec—3593.

M. Sproule—Annonce qu'il désire explications—3594.

Hon. Brodeur—Propose que la Chambre se forme en comité sur résolution autorisant gouverneur en conseil à prêter \$150,000 aux commissaires du port de Québec pour compléter levée Louise—4023.

Hon. Brodeur—Somme destinée à protéger levée du côté des eaux profondes—4023; argent prêté à 4 pour 100—4024.

Hon. Fielding—Dette de Québec très lourde: \$3,748,000—4024; travaux à levée Louise coûteront \$510,000—4025.

M. Sproule—Ceci est donner de l'argent sous de fausses représentations—4026; il ne sera jamais remboursé—4026; mieux vaudrait traiter Québec comme les autres ports du pays, s'il faut de l'argent pour en faire un port de commerce, en donner et ne pas prétendre en prêter—4026.

Hon. Foster—Québec a toutes ses sympathies—4026; il y a eu négligence dans le paiement des intérêts—4026; il faut un plan général et ne pas se servir de prêts ou de vote d'argent comme appel électoral—4027; désirerait un plan bien mûri de nationalisation de nos ports—4027.

Hon. Fitzpatrick—Expose la situation dans laquelle est la commission de Québec—4028; besoin d'argent pour travaux en cours en sus de l'autorisation d'emprunt—4027; l'argent est bien employé, les commissaires du port voient à la dépense de chaque dollar—4028.

M. Sproule—Si les commissions de ports sont tenues de payer de l'intérêt, elles prélèvent cela sur le commerce—4029; il faut rendre nos ports le plus libres possible—4029.

Hon. Brodeur—Le commerce paie plus cher pour l'usage des ports aux Etats-Unis qu'au Canada—4030; quelquefois l'imposition est indirecte, mais elle est toujours plus élevée—4030.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—4030.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

## SALAIRE DES EMPLOYES DE PENITENCIERS.

Hon. Fitzpatrick—Dépose résolution relative aux appointements des fonctionnaires et employés des pénitenciers—4005; propose que Chambre se forme en comité général à prochaine séance—4007.

La Chambre en comité sur les résolutions—4181.

Hon. Fitzpatrick—Donne explication des changements—4184; basés sur rapport des inspecteurs—4184; le total des augmentations est de \$27,550—4187.

Résolution rapportée—4187.

## SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

Hon. Emmerson—Propose discussion ultérieure de certaines résolutions relatives aux subventions de chemin de fer, adopté—6279; texte des résolutions—6279.

En comité général sur les résolutions—6290.

Hon. Emmerson—Aucune subvention nouvelle—6298; toutes subventions qu'on fait revivre, à la demande des intéressés qui ont expliqué retards et exposé motifs d'espérance de succès—6298.

M. U. Wilson—Désire savoir combien le Gouvernement a reçu des compagnies de chemin de fer subventionnées en conformité avec l'article 6 des résolutions, comme services rendus en remboursement de la subvention—6300.

Hon. Fielding—Disposition récente, n'a pas encore été très appliquée détails sont rares—6301.

Clause 1—subvention au Canada Central—6302.

M. Barr—Le Gouvernement d'Ontario possède sur tous ces chemins de fer une hypothèque de plus d'un million de dollars—6303.

Clause 2—chemin de fer central d'Algoma à la baie d'Hudson—6304.

M. Conmee—200 milles construits à l'exception de quelques tronçons et petits ponts—6305.

Clause 3—Chemin de fer de Lotbinière à Mégantic—6305.

Hon. Emmerson—Subvention pour 90 milles—6305; de Lyster à Lime Ridge—6305; premier renouvellement—6305.

Clause 4—Chemin de fer du Nomingue à la Lièvre—6305.

Hon. Emmerson—Voté en 1903, ne pourra pas être terminé avant 1908 ou 1909—6305.

Clause 5—Chemin de fer Intercolonial à Guysboro, en suspens—6305.

Clause 6—Chemin de fer de Wellington à Union Bay, C.-A.—6305.

M. R. Smith—Prolongement du chemin de fer d'Esquimaux à Nanaïmo—6305; 55 milles au nord—6305.

Clause 7—Chemin de fer de près de Sharbot Lake à Carleton-Place par Lanark—6306.

M. W. F. Maclean—Demande si chemin de fer Canadien du Pacifique va prendre cette ligne pour raccourcir trajet d'Ottawa à Toronto—6306; rien n'a encore été tenté—6306; trajet ridiculement long—6306.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER—*Suite.*

- M. Sproule—Il est absurde de voter des subventions pour la compagnie qui fait le plus d'argent dans le pays—6306; subventions excusables pour contrées de colonisation seulement—6307.
- M. Caldwell—C'est pour développer une contrée nouvelle—6307; explique le tracé—6307; le parcours d'Ottawa à Toronto sera réduit de vingt milles—6308.
- M. Sproule—Le gouvernement ne remplit pas les promesses qu'il a faites en arrivant au pouvoir, s'il subventionne des lignes pour raccourcir le trajet de ligne d'entier parcours qui font déjà des recettes énormes—6308.
- Hon. Emmerson—Ceux qui ont tous les chemins de fer qu'il leur faut sont aisément en faveur de l'abolition des subventions—6308.
- M. Sproule—Les libéraux avaient adopté le programme des patrons de l'industrie qui condamnaient les subventions aux chemins de fer—6309; discours de Sir Richard Cartwright—6309.
- Hon. Haggart—Espère que la ville de Lark obtiendra enfin ce chemin de fer—6310.
- M. W. F. Maclean—Fait appel aux ministres représentant l'Ontario pour obtenir la réduction du parcours Toronto-Ottawa—6310; le Grand-Tronc devrait venir de Toronto à Ottawa—6311.
- Clause 8—Chemin de fer du Cap-Tourmente à la Malbaie—6311.
- M. Morin—Ce chemin de fer est nécessaire—6312; cette région est restée stationnaire faute de communications—6312.
- Sir W. Laurier—Cette ligne est le prolongement du chemin de fer Québec-Saguenay elle est nécessaire—6313.
- M. Bergeron—Des capitalistes sérieux ont l'entreprise en mains, elle va être poussée activement—6313.
- Clause 9—Chemin de fer Atlantique Québec Occidental—6314.
- Hon. Emmerson—On construit trente milles actuellement de Causapsal à Port-Daniel—6314.
- Clause 10—Chemin de fer de Nepigon—6314.
- Hon. Emmerson—L'objet de cette ligne est d'utiliser la navigation du lac Nepigon—6314; le but est de se relier au Transcontinental—6314.
- M. Sproule—Au fond c'est pour servir la compagnie de pêche du lac Nepigon dont M. Conmee est l'âme—6315; le gouvernement suit un principe faux pour accorder les subventions—6316; la subvention est devenue la base des arrangements financiers des entreprises ayant pour but la construction de voies ferrées—6316.
- Hon. Fielding—Il ne serait pas sage de n'accorder les subventions que lorsque les compagnies seraient solidement constituées financièrement—6316; on empêcherait ainsi la construction dans bien des parties du pays—6316.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER—*Suite.*

- Hon. Emmerson—Ces subventions ont été accordées quand il n'existait pas de compagnies—6317; elles ont induit des compagnies à se former, il ne serait pas sage de les supprimer maintenant—6317.
- M. Conmee—La construction d'un grand nombre de tronçons du Grand-Tronc est due à la création de compagnies locales projetées qui ont ensuite imposé leur absorption et la construction de leur tracé à la ligne principale—6318; le rôle des compagnies subsidiaires est souvent de faire comprendre aux grandes entreprises les besoins auxquels elles répondent—6318.
- Hon. M. Haggart—Le but de la construction de ce chemin de fer est d'établir des communications avec le lac Supérieur, communications qui serviront à des particuliers pour pourvoir à la construction du Transcontinental—6319.
- M. Sproule—Craint qu'on n'accorde une charte à un particulier qui réalisera des bénéfices en vendant ses droits à celui qui construira la section du Transcontinental qui passera par cette région—6320.
- Clause 11—Chemin de fer des Sept-Iles—6321.
- Sir W. Laurier—Une compagnie exploite actuellement de grandes usines aux Sept-Iles—6321.
- Clause 12—Chemin de fer de Roberval vers la baie James—6321.
- Sir W. Laurier—Pour développer district de Chibougamau—6321.
- Clause 13—Chemin de fer Québec Central, prolongement entre Saint-François et Saint-George—6321.
- Sir W. Laurier—Ces travaux s'exécuteront cet été—6321.
- M. Morin—Expose les incertitudes de la compagnie au sujet du tracé du Grand-Tronc-Pacifique qui retardent les travaux—6322; plaider en faveur du parcours par la rivière Etchemin—6323.
- Sir W. Laurier—Le Gouvernement ne peut pas indiquer maintenant le parcours qui sera choisi—6324.
- Clause 14—Chemin de fer de l'Alberta Occidental, de la frontière, vers Anthracite—6324.
- M. Herron—Se plaint que le tracé laisse la ville de Pincher-Creek à un mille et demi de la ligne—6325.
- M. R. L. Borden—L'amendement de cette session à l'acte des chemins de fer laisse le remède aux mains du ministre des chemins de fer—6325.
- Clause 15—Chemin de fer de Shédiac au littoral—6325.
- Hon. Emmerson—Ligne à 38 milles, arrangements financiers terminés—6325.
- Clause 18—Chemin de fer d'Owen-Sound à Meaford—6326.
- M. Sproule—La proposition de transférer la première charte à la compagnie locale est légitime—6326.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER—*Suite.*

Clause 19—Chemin de fer d'Ottawa à Smith's Fall et à Kingston—6326.

M. W. F. Maclean—Plaidoyer en faveur de la réduction du parcours d'Ottawa à Toronto—6326.

Clause 20—Chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, ligne entre Lyster et Lime Ridge—6327.

M. Henderson—Demande si ce chemin de fer passera sur le pont de Disraeli—6328.

Clause 32—Chemin de fer de Brockville au Sault Sainte-Marie, balance de subvention—6328.

M. Taylor—Un amendement devrait être ajouté pour protéger les créanciers impayés—6329.

Hon. Emmerson—Accepte amendement subordonnant paiement à l'approbation de l'exécutif—6330.

Clause 33—Chemin de fer de Jonquières à Baie de Ha! Ha!—6330.

Hon. Emmerson—Tronçon du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean—6330.

Clause 34—Chemin de fer du Lac Ainslie à Orangedale sur l'Intercolonial—6330.

Hon. Emmerson—Subvention transportée de compagnie à ligne de chemin de fer—6330.

Clause 36—Chemin de fer du Nord du Canada—6333.

M. Perley—Historique de la difficulté relative à la jonction du chemin de fer du nord et de celui de Montford à la Gatineau—6333; promesses faites à M. Christie au sujet du passage par Mille Isles—6334; l'embranchement en construction ne traverse aucune partie du comté d'Argenteuil—6335.

Hon. Emmerson—Compagnie prétend que le passage par Mille Isles difficile et improductif—6336.

M. Perley—Propose ajouter "en passant par bureau de poste de Mille Isles, rejeté—6337; propose rayer raccordement du Grand-Nord à chemin de fer Gatineau et Montford, rejeté—6338.

Clause 38—Chemin de fer de Saint-Agathe des Monts au sud et de Saint-André Argenteuil, à Saint-Laurent, Jacques-Cartier—6338.

M. Monk—Demande que le tracé indique passage par les paroisses de Sainte-Geneviève et de l'Île Bizard—6338.

M. Ethier—La compagnie a effectué tous ses arrangements en Angleterre, un changement de cette nature pourrait bouleverser et mettre en danger ces arrangements—6339; les plans sont approuvés depuis l'année dernière—6339; M. Monk était alors un des directeurs de la compagnie—6340.

Hon. Emmerson—S'oppose à l'amendement parce que des contrats ont été signés par le gouvernement quant à la subvention—6340.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. German—Si un changement était fait maintenant, les emprunteurs pourraient croire à une supercherie—6341.

Amendement Monk rejeté—6341.

Clause 40—Chemin de fer Ottawa Northern & Western, résidu de subvention—6342.

Hon. Emmerson—Erreur d'interprétation—6342; raccordement de l'entrée de Hull au pont pas compté—6342.

Hon. Haggart—La ligne appartenait à l'hon. Chapleau, il serait étrange qu'il ne se fût pas fait payer de tout ce qu'on lui devait—6343.

M. W. F. Maclean—Demande si le gouvernement peut faire revoter par arrêté les subventions en terres périmées—6343.

Hon. Emmerson—Si la subvention en terres est annulée, elle ne peut pas revivre par décret—6344.

Art. 2 (des résolutions) relatif à la computation du coût de construction—6344.

Art. 3—Paiements au cours des travaux jusqu'à concurrence de \$30,000—6345.

Art. 6—Déduction pour services rendus—6345.

Art. 8—Obligations d'acheter les rails en Canada—6345.

M. Logan—Propose que tout l'outillage soit forcément acheté en Canada—6345.

M. Conmee—Propose que tout le fer soit acheté en Canada—6347.

Hon. Emmerson—S'engage à prendre propositions en considération—6347.

Clause réservée—Ligne de l'Intercolonial à Guysboro—6347.

Hon. Fielding—Propose amendement pour faire concorder le texte avec subvention du gouvernement provincial de la Nouvelle-Ecosse—6348; amendement adopté—6348.

M. R. L. Borden—Demande pour le comité général sur le bill un mémoire répondant aux différentes questions soumises par les députés relativement à chaque clause—6348.

Clause 25—Chemin de fer du Lac Bouchette à Saint-André, sur le chemin de fer du Lac Saint-Jean—6349.

Sir W. Laurier—Ce chemin est en construction—6349; demande d'amender en mettant un point un mille à l'est de la gare de Bouchette—6349.

Amendement adopté—6349.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois et adoptées—6349.

## REGLEMENTATION DU COMMERCE DE FOIN.

M. Beauparlant—Présente résolution obligeant presseur de foin à attacher à chaque balle une étiquette indiquant : nom, poids et qualité du foin—4096; 3 catégories—4096; pénalités—4096; commerce foin généralement honnête, mais quelquefois défectueux—4096; dans envois Afrique du

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*REGLEMENTATION DU COMMERCE DE FOIN—*Suite.*

Sud, 3 à 4 pour 100 seulement défectueux—4097; il faut savoir si on ne pourrait pas améliorer le prix en améliorant les méthodes—4097; un seul mauvais envoi peut gêner le prix de tout un lot—4097; les vendeurs de bonne foi et de bonne marchandise doivent être protégés pour avoir l'entier bénéfice de leur vente—4098; résolution des commerçants de foin et agriculteurs à Saint-Hacinythe, 24 mars—4098; appréciation du bill par société agricole comté de Saint-Hyacinte, 12 mai—4099; opinion importateurs américains John E. Murray, N.-Y.—4100; Mackenzie et Winslow, Fall-River, Mass.—4100; Huard Brothers, Providence, R.I.—4101; W. S. Sawin et Cie—4102; lois relatives aux articles de laiterie, à l'inspection des grains, à la marque des fruits—4102; opinion "Semaine Commerciale" de Québec—4104; est prêt à modifier dispositions inacceptables—4104; le foin arrivant avec une étiquette offrira à l'esprit de l'acheteur plus de confiance—4104; de mande que résolution et bill (n° 116) soient renvoyés au comité d'agriculture—4105.

M. F. D. Monk—Se demande comment la loi aura pour effet hausser prix du foin—4107; les autres lois d'inspection ont été l'objet de longues critiques et discussions en Chambre—4106; les approbations citées n sont que partielles ou timides—4106; serait en faveur de mettre le nom du producteur et non celui du presseur—4107; il sera bien difficile et coûteux de déterminer la qualité du foin—4107; lettre de protestation—108; il faudrait consulter davantage les agriculteurs—4105; en général, ils sont honnêtes—4108.

M. G. Boyer—Est en faveur d'une protection efficace des cultivateurs contre eux-mêmes—4109; au lieu de numéroter la nature du contenu—4109; sans cela un cultivateur considère que son foin est toujours de la meilleure qualité possible—4110; il n'y a pas besoin d'inspecteur en désignant la nature du produit—4110; c'est le propriétaire du foin qui devrait être tenu de faire mettre l'étiquette—4110; appuie motion—4110.

Hon. Fisher—Pas d'objection en principe—4110; bill se rapproche de celui relatif la marque des paquets de fruits—4111; n'a pas encore vu indices de la nécessité du bill—4111; le foin fourni pour l'Afrique du Sud était de bonne qualité, si les rations étaient insuffisantes c'est l'affaire des bureaux de la guerre—4112; les lois pour l'inspection du beurre et du fromage étaient demandées par le public, celle-ci n'est demandée par personne—4112; on indique dans cette résolution les marques de qualités, mais on ne définit pas les qualités—4112; il faudrait insérer des dispositions réglant ce point—4113; à moins qu'on ne décide de nommer des inspecteurs, il faudrait donner à l'acheteur le droit de poursuivre d'après les lois ordinaires du pays—4113; tout ceci pourra être réglé par le comité d'agriculture—4113.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*REGLEMENTATION DU COMMERCE DE FOIN—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

M. J. Barr—S'il n'y a que 3 pour 100 de qualité inférieure dans un marché de foin, c'est l'indice que le commerce est équitable—4114; acheter du foin en boîtes n'est pas comme acheter des fruits en boîtes—4114.

M. A. Wright—Il est à désirer que notre foin ait une qualité bien établie, sur les marchés étrangers—4114.

Résolution déposée, en comité—4114.

Hon. Brodeur—La Chambre accepte le principe, mais il faut songer aux détails—4114; propose de retrancher de la résolution les indications relatives à la qualité du foin—4115.

Hon. Fisher—En adoptant maintenant le projet de classification, la Chambre s'engagerait peut-être à en accepter les détails plus tard—4116; il vaut mieux laisser toute liberté au comité d'agriculture—4116; on peut décider en principe que la qualité du foin sera indiquée sur les balles—4116.

M. Henderson—Propose que le bill ne s'applique qu'au foin destiné à l'exportation—4118; le commerce local n'a pas besoin de ces ennuis—4118.

M. McCool—Le foin envoyé dans les exploitations forestières est souvent frauduleusement pressé—4118; le bill comporte une protection nécessaire pour l'acheteur local comme pour l'acheteur étranger—4119.

M. Monk—Est en faveur d'un bill général—4119.

M. R. L. Borden—Dit que si le comité d'agriculture fait un rapport sur une résolution déjà rapportée, comme on le propose, on n'arrivera à rien—4122; il faut simplement passer une motion énonçant un principe et le comité préparerait une résolution détaillée pour la Chambre—4123.

M. Maclean—Propose un substitut à résolution à l'étude—4123.

M. Beaulieu—Aucune protestation ne s'est fait entendre depuis que le bill est présenté et soumis à la discussion—4124.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois—4124.

Hon. Brodeur—Propose que résolution soit envoyée au même comité que bill (n° 116)—4124.

Adopté—4124.

## SANCTION ROYALE.

## SANCTION DE PROJETS DE LOI.

La Chambre se rend au Sénat pour entendre sanction royale, à certains bills—769.

Liste des bills sanctionnés—769.

M. l'Orateur—Lit lettre annonçant que le suppléant du Gouverneur général va venir donner sanction à certains bills—3230.

SANCTION DE PROJETS DE LOI—*Suite.*

La Chambre appelée au Sénat pour la sanction royale—3242.

Liste des bills sanctionnés—3342.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu une lettre du secrétaire du Gouverneur général annonçant que le juge Sedgwick, comme suppléant du Gouverneur général donnera assentiment à quelques bills, vendredi 1er juin—4335.

Liste des bills sanctionnés—4470.

M. l'Orateur—Lit message convoquant la Chambre pour sanction royale—6331.

Liste de bills sanctionnés—6331.

M. l'Orateur—Lit message convoquant la Chambre au Sénat pour prorogation—7918.

Liste des bills sanctionnés—7918.

## SEANCES.

## CLOTURE DES SEANCES.

M. l'Orateur—Fait remarquer que la Chambre avant de se disperser devrait attendre que la motion de clôture soit adoptée—2079.

M. R. L. Borden—Les députés devraient attendre pour se lever que le président soit sorti de la Chambre—2079.

## SESSION.

## OUVERTURE.

M. l'Orateur—Lit l'avis officiel de l'ouverture—1; lit le message de Son Excellence, conviant la Chambre à se rendre au Sénat—1.

## PROROGATION.

M. l'Orateur—Lit convocation au Sénat pour prorogation, jeudi 3 heures—7914.

## SUBSIDES.

## AGRICULTURE.

## ANNUAIRE STATISTIQUE.

Hon. Fisher—Tirage sera augmenté et tableaux condensés, format réduit—2751.

Reprise—7590.

Hon. Fisher—Les dimensions du volume seront réduites—7590; contient des répétitions d'autres annuaires—7590.

M. Armstrong—S'oppose à la réduction du volume—7590.

M. R. L. Borden—Très utile pour instituteurs—7591.

M. Sproule—A reçu nombreuses demandes—7593.

M. U. Wilson—N'est pas trop gros—7593.

Hon. Fisher—Réduction volume permettra distribuer plus grand nombre—7593; préparé par M. Blue—7594.

## ARCHIVES.

Hon. M. Fisher—Le département des archives a entrepris de faire un triage de tous les documents des divers départements—2737; ceux qui présentent un intérêt formeront une division des archives, les autres seront brûlés—2738.

M. Bergeron—Demande que le rapport des archives soit relié séparément—2738.

SUBSIDES—*Suite.*ARCHIVES—*Suite.*

Hon. Fisher—Explique le système de copie des documents aux Etats-Unis en Angleterre, en France—2739.

M. U. Wilson—Serait en faveur d'acheter les vieux documents intéressants au lieu de les copier—2740.

M. Sproule—Considère qu'il serait à propos d'économiser sur ce service—2741; de loin les archives, cela à l'air d'une chose merveilleuse, de près ce sont de vieux papiers mis au rancart—2743.

M. Stockton—Fait éloge des améliorations apportées par le ministre dans le service des archives—2743; est prêt à voter plus de fonds encore pour ce service—2744.

## ARCHIVES (reprise).

Hon. Fisher—Expose travaux et recherches de M. Doughty—7580; M. Biggar en Europe—7580; se félicite des travaux de M. Doughty—7580.

M. Stockton—Demande d'augmenter et de mieux payer le personnel—7580.

Hon. Foster—Demande qu'on dresse le catalogue des documents historiques entre les mains des particuliers—7580.

M. Borden—Rend hommage aux travaux de M. Doughty—7582; devraient pas être publiés sous forme banale de livres bleus—7582.

Hon. Lemieux—La réputation de M. Doughty a franchi les frontières du Canada—7582; la "Revue des Deux Mondes" et "l'œuvre de M. Doughty"—7582; la vraie lettre de Montcalm—7582; travaux au Mexique et en Louisiane—7582; remerciement à Lord Minto—7583.

Hon. Fisher—Demandera crédit considérable quand nouvel édifice des archives sera terminé—7584.

M. Copp—Demande augmentation traitement de M. Doughty—7586.

Hon. Fisher—Sera porté à \$2,400—7586.

## DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'ELEVAGE, DE LA LATTERIE ET DE L'ARBORICULTURE.

M. Armstrong—Les seringues à engraisser les poulets—7019; les compagnies transatlantiques font ce qu'elles veulent avec des réfrigérateurs dont nous avons payé la moitié—7620; les frigorifiques en Nouvelle-Zélande—7621; nécessité d'un peseur officiel à Montréal—7621; l'industrie de la fabrication du beurre ne s'est pas développée dans ces dernières années comme elle aurait dû l'être—7624; les cultivateurs canadiens paient actuellement par Montréal \$1,000,000 de plus en frais de transport que par New-York—7626.

Hon. Fisher—Rougirait de rappeler les compliments décernés à son département par la convention de l'industrie fruitière—7627; la question du peseur officiel à Montréal—7627; tant pis pour ceux qui s'en laissent imposer par M. McLeod qui n'a pas mandat officiel—7628; M. Cameron est seul autorisé—7629; ne voudrait pas perdre les avantages de la détaxe accordée à l'Angleterre pour quelques concessions allemandes—7629.

SUBSIDES—*Suite.*DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'ELEVAGE, DE LA LAITERIE ET DE L'ARBORICULTURE—*Suite.*

M. J. A. Dubeau—L'industrie du porc à bacon et ses progrès—7629; 16 maisons de salaison en Canada—7630; l'exportation du porc produira cette année \$13,000,000 dont \$12,000,000 pour Ontario et un million seulement pour Québec et le reste—7630; remercie ministre pour conférences agricoles—7632.

Hon. Fisher—Travaillera à augmenter exportations de Québec—7633.

M. Lake—Les points que devra examiner la commission des grains—7634; empêcher les manipulations en cours d'acheminement—7634; assurer nombre nécessaire de wagons—7634; établissement d'un marché d'échantillons à Winnipeg—7635; état du blé à l'arrivée à Liverpool—7636.

M. Staples—Difficulté consiste à faire parvenir le blé au consommateur dans l'état où livré—7636.

Hon. Fisher—Tout l'argent nécessaire pour une enquête sérieuse sera fourni par le parlement—7638.

M. Herron—Les éleveurs de bétail de l'ouest se plaignent qu'il y a une coalition—7638; le cultivateur perd de 25 à 30 pour cent par tête de bétail—7640.

Hon. Fisher—Il n'y a pas de loi pour empêcher coalition pour diminuer les prix—7640; la loi prévoit seulement l'augmentation illégitime des prix—7641.

M. Staples—Les trafics se font dans les cours à bestiaux de Winnipeg qui sont la propriété du Canadien Pacifique—7640.

M. W. Jackson—Discute l'embargo—7643; le Canada devrait envoyer des animaux engraisés—7643; approuve mesures prises pour empêcher propagation des maladies—7644.

## EXPOSITION DE CHARLOTTETOWN.

Hon. Fisher—Ne pouvant pas avoir exposition du Dominion, Charlottetown demande un peu d'assistance pour exposition locale—7649.

## QUARANTAINE—HYGIENE DES ANIMAUX.

M. Macdonald—Demande détails expériences relatives à la maladie des bestiaux de Pictou—7649.

Hon. Fisher—Maladie locale—7649; provient uniquement consommation d'une mauvaise herbe—7650; gouvernement ne peut pas indemniser pour abattage—7650; peut pas entreprendre arracher mauvaise herbe—7650.

## SANTE DES BESTIAUX.

Hon. Fisher—La morve règne dans presque tout le Canada sauf les provinces maritimes—2752; le gouvernement sans vouloir publier la chose au dehors s'efforce de mettre sur leurs gardes les propriétaires d'animaux—2752; le pays ne sera pas mis en quarantaine—2752; le gouvernement a circonscrit la maladie et connaît le foyer d'infection—2752.

SUBSIDES—*Suite.*SANTE DES BESTIAUX—*Suite.*

M. Barr—On envoie pour faire l'inspection de jeunes vétérinaires qui n'ont jamais vu un cas de morve—2753.

M. Herron—Le Canada devrait être prémuni contre les maladies qui viennent des Etats-Unis—2753.

Hon. Fisher—Le gouvernement adopte les règlements les plus rigoureux, mais il est impossible de prohiber totalement l'importation des animaux des Etats-Unis—2754.

M. Staples—Demande que les cultivateurs dont les chevaux ou animaux sont abattus sur l'ordre d'un vétérinaire quelconque soient indemnisés comme ceux dont le bétail est abattu sur ordre du vétérinaire officiel—2757.

M. Sproule—Le gouvernement fédéral a le pouvoir de prendre des mesures pour empêcher l'introduction des maladies dans le pays, mais quand elles sont déclarées dans un endroit c'est aux autorités provinciale qu'il incombe d'en empêcher la propagation—2758.

Hon. Fisher—Il existe depuis trente ans une loi prescrivant que les maladies des animaux sont sous le contrôle du gouvernement fédéral—2758; toute loi provinciale qui ne vient pas en conflit avec la loi fédérale peut être appliquée—2759.

M. Roche—Lit correspondance relative à l'épreuve de la Maleine—2760.

Hon. Fisher—L'excuse du gouvernement en dépensant tout cet argent et causant tous ces embarras est d'arriver à enrayer graduellement la maladie et même à la faire disparaître complètement, tout au moins de la réduire à l'état où se trouve aujourd'hui le choléra des porcs—2761.

M. Herron—Est d'avis que le gouvernement ne devrait employer que des vétérinaires excessivement capables—2763.

Hon. Fisher—Les meilleurs vétérinaires ne font pas toujours les meilleurs fonctionnaires—2764.

M. Ingram—On ne saurait prendre trop de précautions car la morve peut se transmettre aux personnes—2765.

## STATIONS AGRONOMIQUES.

M. Stockton—Signale maladie des cèdres—7594.

Hon. M. Fisher—Question à l'étude, pas de neige—7595; détail des dépenses de chaque station agronomique—7597; répartition du crédit—7598.

M. Blain—La ferme expérimentale est loin d'être une ferme modèle, en dépit des sommes colossales votées—7598; s'il faut de l'argent, on en votera—7599.

Hon. Fisher—Rien n'est négligé—7600; fonds manquent pour reconstruire écuries et étables—7601; est orgueilleux des bestiaux de la ferme—7601.

M. Armstrong—Le rendement des vaches d'Ottawa est de 3,000 livres de lait seulement par année et de 6,000 au Danemark—7602.

M. Stockton—Se plaint de la moutarde à graine—7602.

SUBSIDES—*Suite.*STATIONS AGRONOMIQUES—*Suite.*

- M. Clements—A acheté des porcs à la ferme expérimentale et, dans sa contrée on se moque de lui—7606.
- M. Wm. Jackson—Se plaint du mode d'achat des bestiaux—7606 ; du mode d'achat des fourrages—7609 ; prix pour main d'œuvre exagéré—7610 ; M. Gridale devant le comité d'agriculture—7012 ; le groupement des comptes, le gaspillage—7613 ; ou le ministre a tort de dire que les animaux sont de belle race ou ceux qui sont chargés de les vendre sont malhonnêtes—7614.
- M. A. Martin—Signale les besoins de l'île du Prince-Edouard pour station agronomique—7614.
- M. Barr—Se plaint qu'on manque d'égards pour les excursionnistes qui visitent la ferme expérimentale d'Ottawa—7614 ; contraste avec réception à Guelph—7614.

M. Elson—Demande pourquoi le Gouvernement achète de la ficelle d'engrègement de Massey-Harris quand le département de la justice en a sur les bras du pénitencier de Kingston—7615.

M. Fowler—Proteste contre les députés qui demandent qu'on augmente la quantité des distributions gratuites de grain—7618 ; s'ils en veulent davantage qu'ils en achètent—7618.

## NOUVELLES STATIONS.

Hon. Fisher—Deux stations vont être créées dans Alberta, une dans zone d'irrigation, l'autre au nord—7618.

## RENCENSEMENT DE MANITOBA, SASKATCHEWAN ET ALBERTA.

M. Staples—Discute le cas de J. H. Moberley—7644.

Hon. Fisher—Ignore si Moberley engagé par M. Flett—7645 ; si Moberley au service du département sera congédié—7646.

M. Lake—Cite "Mercury" d'Estevan disant que les énumérateurs sont insuffisamment payés—7646.

Hon. Fisher—Indique et discute les tarifs des salaires payés—7647.

## RENCENSEMENT ET STATISTIQUE.

Hon. Fisher—Recensement industriel va se continuer entre recensements décennaux—7588 ; rapport annuel de progrès sera dressé—7588 ; 21 employés au bureau du recensement et des statistiques—7588 ; font aussi annuaire et tableaux de criminalité—7588.

M. A. Martin—Se plaint qu'on ne publie pas de bulletins de récoltes—7589.

M. Armstrong—Bulletins devraient contenir données relatives aux prix des marchés étrangers—7589.

## BULLETIN DES BREVETS.

M. U. Wilson—Les intéressés dans les brevets paraissant dans cette publication devraient en payer les frais—2745.

Hon. Fisher—Le budget des brevets accuse un revenu net de \$146,000 en dehors des frais de publication du registre—2745.

SUBSIDES—*Suite.*BULLETIN DES BREVETS—*Suite.*

M. Ingram—Demande si le ministre entend éliminer du brevet l'obligation d'exploitation, comme cela se fait aux Etats-Unis—2746.

M. Ingram—La loi canadienne n'offre aucune assistance à l'inventeur pauvre qui ne peut pas exploiter son brevet lui-même—2750 ; au Canada, la copie d'un brevet coûte \$3 et aux Etats-Unis 10 cents—2750.

M. Sproule—On devrait faire une distinction en faveur de l'inventeur qui ne fabrique pas parce qu'il ne peut pas et qui ne cherche pas seulement à empêcher les autres de fabriquer—2750.

Hon. Fisher—Ce bulletin mensuel sera à l'avenir distribué aux députés, pas volume relié—7586.

## CHEMINS DE FER ET CANAUX.

## ACCIDENT DE BELMONT.

M. Laurence—Réclame indemnité pour les victimes de l'accident de Belmont, comté de Colchester—7718 ; cet accident fait naître appréhension public voyageur—7718.

Hon. Emmerson—Raisons suffisantes jamais données pour accident—7718 ; légistes prétendent chemin de fer pas responsable—7719 ; pétition de droit va être accordée pour faire décider par cour d'Echiquier—7719.

Hon. Foster—Pas d'enquête officielle n'a été faite—7721.

## AMENAGEMENT DU CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD A CHARLOTTETOWN.

M. A. Martin—Se plaint du mécontentement au sujet du choix de l'emplacement de la gare—5277 ; demande deux convois par jour sur l'embranchement de Murray-Harbour—5278 ; se plaint que l'embranchement de New-London ait été promis depuis 1896 et ne soit pas encore fait—5279 ; il est injuste d'imposer sur l'île les mêmes tarifs que sur la terre ferme—5280 ; il y a tant de courbes que pour parcourir un mille, il faut payer un mille et quart—5280 ; l'augmentation du tarif amènera une réduction des recettes—5280.

M. A. A. McLean—Lit rapport Weeks au sujet des difficultés du Gouvernement et des fermiers expropriés sur le parcours de l'embranchement de Murray-Harbour—5281 ; le Gouvernement devrait régler cette question—5282.

M. J. J. Hughes—Demande construction du prolongement de Souris à Elmira—5282 ; promis depuis 25 ans—5282 ; proposition de l'hon. M. Haggart en 1896—5283 ; péripéties de la proposition—5284 ; demande aussi ligne de raccordement de Montague à Murray-Harbour—5284.

Hon. Emmerson—Avant de construire de nouveaux embranchements ou raccords, il importe de savoir si ceux qu'on construit rapporteront quelque chose—5285.

SUBSIDES—*Suite.*

## AGRANDISSEMENT DES INSTALLATIONS A HALIFAX, INTERCOLONIAL.

Hon. Emmerson—Les installations de Halifax coûteront en tout \$2,779,362—5196 ; en 1907, les installations de l'Intercolonial à Halifax auront coûté un total de \$3,250,000—5196.

## AGRANDISSEMENTS A HALIFAX, I.C.R.

Hon. Emmerson—Agrandissements coûtent plus de \$250,000—7695 ; terrain Henderson Potts acheté—7695.

## AGRANDISSEMENTS A LEVIS, I.C.R.

M. A. Lavergne—Se plaint de la traverse, en particulier des barrières d'arrivée—5489.

Hon. Emmerson—Le trafic n'est pas suffisant pour justifier l'Intercolonial de faire les frais d'un traversier—5489 ; quand le pont de Québec sera construit, les trains l'Intercolonial iront à Québec par le pont—5490 ; n'a pas d'autorité sur la traverse, fera remontrances—5490.

## AMENAGEMENTS SUR LA LIGNE, I.C.R.

Hon. Emmerson—Travaux seront faits à Tona, Woodburn, Wallacebridge, Riversdale, Maccan, Saint-Alexis, lac au Saumon, Milimked—7714.

## APPAREILS POUR MANUTENTION DE LA HOUILLE, I.C.R.

Hon. Emmerson—Destinés à transborder le charbon des navires sur les wagons—5491 ; c'est un essai, on commencera à Lévis—5491.

## ATELIERS DE LOCOMOTIVES ET DE WAGONS A MONCTON.

Hon. Emmerson—290 acres achetées, terrain \$35,000—713 ; 30,000 ou 40,000 pieds de voie ferrée—7713 ; coûtera en tout \$1,000,000—7713.

## CANAL CORNWALL.

Hon. Emmerson—Fin de contrat à W. M. Leacy, de Prescott, pour remplir intervalle entre anciennes et nouvelles écluses—5492.

## CANAL DES GALÔPS.

Hon. Emmerson—Il s'agit d'aveugler fuite dans la berge—5205.

M. S. Hughes—Demande si l'ingénieur constructeur a été destitué?—5205.

Hon. Emmerson—Les travaux ont été faits il y a quarante ans et l'ingénieur est mort—5205.

## CANAL DES GALOPS, PASSE DU NORD.

M. Reid—Se plaint que les travaux ne vont pas assez vite—5286.

Hon. Emmerson—Explique travaux et contrat Cleveland—5287 ; travaux commencés en 1882—5287.

## CANAL LACHINE (CONTRAT).

Hon. Emmerson—Contrat donné à Quinlan et Robertson, plus bas soumissionnaires pour réparation à voie d'eau du bassin n° 1 à l'écluse n° 1—5492.

SUBSIDES—*Suite.*

## CANAL LACHINE (PERSONNEL).

Hon. Emmerson—Appareils de fonctionnement électrique pas installés, personnel rengagé—7095.

## CANAL LACHINE—INDEMNITE W. MITCHELL.

Hon. Emmerson—Blessé en déchargeant bois sur canal Lachine—7711.

## CANAL LACHINE—(DROITS DE QUAIAGE).

M. Reid—Demande enlèvement du droit de 5 cents la tonne pour quaiage canal Lachine—7723.

## CANAL SAULT SAINTE-MARIE.

Hon. Emmerson—Soumissions demandées pour creuser l'entrée supérieure à 25 pieds de profondeur et 300 à 500 pieds de largeur—5293.

M. Reid—On dépense trop sur les canaux, il y a gaspillage—5294 ; autrefois on dépensait \$15,500 par année, maintenant, c'est \$45,000—5294.

## CANAL DE TRENT (ACHAT D'UN REMORQUEUR).

Hon. Emmerson—C'est pour acheter le "Sovereign" de M. J. C. Snider, de Peterborough—5494 ; on le louait, mais le prix du loyer avait été augmenté ; alors, on l'achète—5494.

M. Lennox—Dépose pétition des citoyens de Brantford demandant redressement de la rivière Holland, en cette place—5496.

M. Bennett—Demande qu'on nomme comme inspecteur des travaux que va faire la "Lake Simcoe Dredging Co.", le même inspecteur que pour les travaux faits à la baie Georgienne par cette compagnie—5496.

## CANAL DE TRENT (ECLUSE DE KIRKFIELD).

Hon. Emmerson—Pour finir section Simcoe et lac Balsam, et écluse hydraulique de Kirkfield—5294 ; écluse hydraulique sera terminée à l'automne, construite par "Dominion Bridge Co."—5294.

M. S. Hughes—Depuis 1896 on n'a pas adjudgé un seul mille du canal—5295 ; il ne sera jamais fait—5295 ; en attendant, le pouvoir hydraulique sur la Trent appartient au sénateur Cox—5295.

M. German—Dément catégoriquement que ni la Banque de Commerce ni l'hon. M. Cox aient un pouce de pouvoir sur les chutes ; en aval de Francfort, elles appartiennent au Gouvernement—5295 ; entre le pont du Grand-Tronc et Trenton, le pouvoir appartient à M. Waddell, conservateur à tous crins—5295.

## CANAL DE TRENT (RIVIERE HOLLAND).

M. S. Hughes—Propose radiation de l'item—5296 ; il n'y a qu'un petit ruisseau—5296.

Hon. Emmerson—Contrat de creusement donné par soumission à la compagnie de creusement du Lac Simcoe—5296 ; lit rapport de l'ingénieur—5298 ; travaux coûteront \$291,000—5298.

SUBSIDES—*Suite.*CANAL DE TRENT—*Suite.*

M. S. Hughes—C'est une faveur spéciale pour M. Kane, ami de sir W. Mulock, ancien député du comté—5299.

Article adopté à majorité des voix—5299.

## CANAL DE TRENT (AMELIORATIONS ET REPARATIONS).

M. S. Hughes—Demande qu'on consacre une somme au parachèvement du chemin public du creek McLaren—5300 ; expose requête du township—5301.

## CANAL DE TRENT (BARRAGE).

Hon. Emmerson—Gouvernement se charge de travaux autrefois sous direction Gouvernement d'Ontario—7710 ; barrages pour conserver l'eau—7710.

## CANAL WELLAND—(ECLAIRAGE ELECTRIQUE).

Hon. Emmerson—Dépense totale pour éclairage, ponts, manœuvre écluses estimée à \$420,523—5289 ; \$260,000 dépensés au 1er mai—5290 ; dépense annuelle éclairage \$23,000—5290 ; énergie fournie par Cataract Power Co., \$14 par cheval-vapeur—5290.

M. Kemp—Le gouvernement vend l'énergie le long du canal \$2 par cheval-vapeur, il vaudrait mieux produire sa propre énergie—5292.

M. German—Chaque niveau du canal ne développe que 200 chevaux, il faudrait en combiner plusieurs pour produire les 800 chevaux-vapeurs nécessaires—5292 ; cela coûterait plus cher—5292 ; vaut mieux payer \$14 en attendant diminution de prix—5292 ; le montant payé par compagnie au Gouvernement pour utilisation du cheval-vapeur hydraulique vient en diminution—5292.

## CANAL WELLAND—(INDEMNITE D. W. PARR).

Hon. Emmerson—Accident date de 1900—7711 ; historique tentative des Féliens de faire sauter canal Welland à dynamite—7711.

## CANAL DE WILLIAMSBURG.

Hon. Emmerson—Pour construire appareil à lever les portes, contrat J. Inglis et fils—5492.

M. Reid—Se plaint que le surintendant ait un bateau à sa disposition—5493 ; le bateau avait été enlevé sur la plainte des conservateurs—5493.

Hon. Emmerson—Il avait été envoyé pour travail à la baie Georgienne, il est revenu maintenant—5493 ; il y a là une question de jalousie—5493 ; le bateau fait du remorquage—5493.

M. Reid—Autrefois, le surintendant avait un cheval et une voiture pour faire sa tournée, cela allait aussi bien—5494.

## CANAUX DE CARILLON ET GRENVILLE.

Hon. Emmerson—L'ouverture laissée dans le barrage pour le passage du bois va être bouchée—5204 ; il n'est pas passé de bois depuis trois ans—5204.

SUBSIDES—*Suite.*

## CANAUX, CONTRAT DAVIS.

M. J. D. Reid—Se plaint que le canal Cornwall soit éclairé tout le temps, même en hiver quand il ne passe pas de bateaux—5478.

Hon. Emmerson—C'est une condition du contrat—5480 ; c'est pour éclairer le chemin et les bureaux—5480 ; ce contrat a été passé en 1896 juste avant les élections générales—5480.

M. Sproule—Rappelle toute la discussion de la session de 1904 au sujet du contrat Davis—5482 ; tout compte fait, on devait payer à M. P. Davis \$29,000, en règlement—5482 ; maintenant on nous demande de payer \$49,908—5482 ; le ministre de la justice, l'hon. M. Fitzpatrick a continuellement tenté d'écraser l'auditeur général—5483.

Hon. Emmerson—Le montant payé est celui convenu finalement entre la St. Lawrence Power Co'y, cessionnaire de M. Davis, et l'auditeur général—5483 ; le Gouvernement est tenu de payer 400 forces d'énergie à \$63, soit \$25,200—5484 ; plus 250 lumières par nuit pendant 244 nuits pendant la navigation et 100 lumières pendant 121 nuits faisant le reste du temps, d'éclairage coûte \$21,930, cela fait en tout \$47,130—5484.

M. Ames—Signale pétition de la " Dominion Marine Association " contre l'usage de l'énergie électrique pour le remorquage des navires à l'entrée et à la sortie du canal—5484.

Hon. Emmerson—Règlements ont été modifiés—5485 ; si règlement eût été en vigueur le récent accident au canal Lachine de Montréal, sauvé par une porte à fermeture automatique ne serait pas arrivé—5485 ; l'association maritime se plaint de tout ce qui est règlement et de tout ce qui la dérange et l'empêche de faire à sa guise—5486.

M. Sproule—Se plaint que le Gouvernement ne fasse rien pour résilier le contrat ou pour exproprier la compagnie—5486 ; nous vendons toute la force produite par le canal \$1,000 par année à un individu—5486 ; puis, nous lui en rachetons une partie pour \$26,000 par année—5486.

Hon. Emmerson—Mais il a dû dépenser \$400,000 pour pouvoir l'exploiter—5486 ; le contrat a été passé par les conservateurs 5487 ; le rôle des libéraux a été d'y apporter remède—5487.

M. J. D. Reid—C'était un marché injuste pour le pays—5488 ; mais il n'y avait rien de fait quand le présent Gouvernement est arrivé au pouvoir, il pouvait immédiatement en prendre possession—5489 ; alors le pays n'aurait rien eu à débours—5489.

## CREATION CONTROLEUR DES STATISTIQUES.

Hon. Emmerson—Depuis mort de feu M. Ridout personne ne s'occupait des statistiques, M. Payne sera nommé contrôleur des statistiques—5137 ; cessera d'être secrétaire particulier—5139.

## SUBSIDES—Suite.

## CORRECTIONS A DECLARATIONS.

Hon. Emmerson—Distance Québec Winnipeg 1,400 milles, Moncton Winnipeg, 1,800 milles—7693; excédent des recettes sur dépenses pour Intercolonial, 1er juillet 1905 à 1er juillet 1906, \$100,000—7693; déficit chemin de fer Ile du Prince-Edouard, \$50,000—7693; surplus total chemin de fer de l'état 1905-06, \$50,000—7693.

## COURSIER DE REGLEMENT, PAROISSE DE SAINT-STANISLAS.

Hon. Emmerson—Sera nécessaire quand égoût de Sainte-Barbe sera terminé, pour éviter inondations—7724.

M. Bergeron—Demande que les travaux à la tête du canal Beauharnois soient faits en pierre—7724.

## DIMANCHE SUR L'INTERCOLONIAL.

M. A. Lavergne—Se plaint que la population de Québec n'ait pas de trains le samedi et le lundi à cause de l'attitude de la population des provinces maritimes—5490.

Hon. Emmerson—Il y a trente ans, on a essayé d'installer un train du dimanche sur l'Intercolonial, toutes les autorités ecclésiastiques ont protesté—5491.

## CHEMIN DE FER ENTRE INDIANTOWN ET BLACKVILLE.

Hon. Emmerson—Pour rétablir un pont pour usage carrière à pierre, trafic certain—7714.

## ECHELLES POUR WAGONS FERMES—I.C.R.

Hon. Emmerson—Pour conformer à loi 1903, échelles pour 5,695 wagons à \$2.50 par wagon—7712.

## ELEVATEUR DE PORT-COLBORNE.

Hon. Emmerson—Calculs avaient été faits, pour élévateur 2 millions de minots—5293; réduit à 800,000 minots—5293.

## EMBRANCHEMENT DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E. AU LITTORAL.

Hon. Emmerson—Gouvernement ne fera rien avant d'avoir résultats des embranchements construits sur ce chemin de fer et des essais de trains automobiles—5303.

M. Lefurgey—L'Ile ne sera pas satisfaite—5303; elle a construit son chemin de fer; à la confédération, le gouvernement l'a pris, doit fournir maintenant moyens de transport—5303; on fait dans d'autres parties du pays des dépenses énormes sans savoir si elles rapporteront rien—5303; les dépenses du Transcontinental dont l'I.P.-E. paie sa part dépeuplent l'Ile—6304; l'année dernière, il est parti 10,000 habitants de plus qu'à l'ordinaire—5304; promesses faites—5304; pétitions du Cap-Tyron, Cap-Traverse, de Crapaud—5304; si l'exploitation du chemin ne rapporte rien, c'est la faute de l'administration du chemin—5305; comparaisons—5306.

Hon. Emmerson—L'augmentation de tarif pour le chemin de fer de l'I.P.-E. a été très modérée—5307; sur ce chemin de fer le tarif est plus bas que sur aucun autre—5307; on demande constamment des améliorations, il faut bien contribuer aux dépenses—5307; la manipulation des marchandises sur les bateaux de l'état coûte plus cher pour transbordement que le transport même—8307.

## SUBSIDES—Suite.

## EASTERN SUPPLY CO.

M. Barker—Enquête comité des comptes publics—7695; ministre entreprend de faire acheter fournitures du département de compagnies où il est intéressé—7695; M.M. Lodge et Summer—7696; ministre des chemins de fer et des canaux écrit au gérant de l'Intercolonial d'acheter huile du syndicat du Nouveau-Brunswick dont il est président à condition qu'inspecteur soit satisfait—7696; impossible inspecteur se déclarer mécontent—7696; le syndicat de M. Pearson—7697; s'associe M. Lodge, ami du ministre—7697; M. Lodge et l'Imperial Oil Company—7698; M. Lodge et l'adjudicateur des courroies—7699; lettre à M. Jougins—7700; ministre devrait faire cesser la pression sur fonctionnaires—7700; vaudrait mieux que toutes les autres réformes projetées—7700.

Hon. Emmerson—M. Barker discute sur faits imaginaires—7700; association avec la compagnie d'huile du Nouveau-Brunswick pas affaire commerciale—7701; pour encourager industrie—7701; M. Summer, conservateur, directeur "Times" de Saint-Jean aurait dénoncé le marché, il y a longtemps, si le ministre avait retiré avantage pécuniaire—7701; achat du Nouveau-Brunswick économise 5 cents et encourage industrie nationale, principe conservateur—7702; parce que M. Lodge ami du ministre, pas raison pour empêcher de fournir au Gouvernement comme tout autre particulier—7702; rapport de l'inspecteur des huiles de l'Intercolonial fait avant que lettre reprochée ait été écrite—7702; affaire Skeffington, réformes, Skeffington inutile et embarrassant—7703.

M. R. L. Borden—Skeffington ne pouvait pas surveiller partout—7704; le ministre aurait dû défendre d'acheter de l'huile de la compagnie du Nouveau-Brunswick où il est intéressé—7705.

M. E. M. Macdonald—L'huile lu Nouveau-Brunswick est meilleure et coûte 5 cents de moins le gallon—7705; déposition de M. Summer—7706; le ministre des chemins de fer n'a rien à faire avec la compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick depuis 1894—7706; témoignage de M. Lodge, tous les produits achetés moins cher que précédemment—7708.

M. Barker—Cite correspondance relative aux essais du pétrole—7708.

## ENTREE DE PORT COLBORNE.

M. German—Le port extérieur de Port-Colborne a 22 pieds de profondeur, parfaitement sûr—5293; il s'agit de terminer l'entrée à 20 pieds—5293.

## ETUDE, TRACE ET CONSTRUCTION DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. Emmerson—Travaux sur deux sections adjugés: Québec à la Tuque, 150 milles, Hogan et Macdonald, \$5,297,257—5242; section de l'ouest, est de Winnipeg, 250 milles, McArthur, \$13,010,000—5242; entre Québec et Moncton, aucun tracé approuvé—5242; études préliminaires terminées entre Chipman et Monton, soixante et quelques milles—5242; espère pouvoir demander en juillet soumissions pour section

SUBSIDES—*Suite.*ETUDE, TRACE ET CONSTRUCTION DU  
TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

Moncton et Québec—5243 ; la distance estimative de Québec à Winnipeg est 1,800 milles—5246.

M. Ames—D'après les calculs préliminaires la ligne coûtera \$50,000 par mille ou \$90,000,000 en tout—5246.

Hon. Emerson—Pour la ligne de Moncton à Québec, on n'a pas encore décidé entre le tracé de la rivière Miramichi ou de l'intérieur, et celui de la rivière Nashwaak ou tracé riverain—5247.

M. Fowler—Se plaint qu'on n'ait pas tenu parole et commencé les travaux à l'est de Winnipeg et à l'ouest de Québec, mais pas entre Québec et Moncton—5249.

Hon. Emmerson—Les dépenses totales pour études topographiques jusqu'au 1er juillet de cette année s'élèveront à \$1,000,000—5251 ; on assure que la partie de la section Winnipeg-Québec qui reste à construire après les deux adjudications déjà données coûtera moins cher que celles-ci—5252.

M. R. L. Borden—Demande ce qui a été payé au Grand-Tronc-Pacifique pour localisation du tracé à l'est de Winnipeg?—5253.

Hon. Emmerson—Explique vérification des comptes par Kent et Turcotte—5254 ; il est dû pour ce travail \$289,863.07 au Grand-Tronc-Pacifique—5256 ; le paiement en a été décidé au cours de l'été de 1904—5256.

M. R. L. Borden—Ne peut pas comprendre comment le Grand-Tronc-Pacifique a continué ses explorations à l'est de Winnipeg après que le gouvernement eût fait connaître sa politique, en 1903—5256.

Hon. Emmerson—Le Grand-Tronc-Pacifique avait fait ses études jusqu'au lac Nat—5259 ; sur ce parcours le Grand-Tronc-Pacifique avait dépensé pour un million de travaux topographiques—5259 ; le gouvernement n'en a utilisé que pour \$350,000 et n'a payé que cela—5259.

M. Morin—En 1903 le ministre des finances a dit que la ligne de Winnipeg à Québec ne coûterait au pays que 13 millions—5261 ; on a adjugé l'entreprise du quart de cette ligne et cela coûte déjà \$18,054,376—5261 ; a-t-on voulu tromper les électeurs—5261.

M. R. L. Borden—En comptant tout, on arrive à un chiffre total de \$20,700,000 pour les 400 milles—5262.

M. Maclean—Demande si le Grand-Tronc-Pacifique ne se propose pas de diriger ses trains de marchandises de Winnipeg vers Saint-Paul et Chicago en attendant la construction de sa ligne de Winnipeg à Fort-William—5262 ; la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique va acheter le chemin de fer du Wisconsin pour compléter le réseau qui l'unit à Chicago—5263 ; ce sera un chemin de fer Transcontinental par Chicago—5263.

Hon. Haggart—La nouvelle émission d'actions était destinée à acheter ce chemin de fer du Wisconsin—5263.

SUBSIDES—*Suite.*ETUDE, TRACE ET CONSTRUCTION DU  
TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

Hon. Emmerson—Le chemin de fer Canadien du Pacifique possède bien tout un réseau américain adjoint à son réseau canadien et cela n'émeut personne—5263.

M. Osler—Les intérêts du Pacifique-Canadien sont entièrement au Canada ; les intérêts du Grand-Tronc-Pacifique sont entièrement aux Etats-Unis—5264.

M. D. Ross—Enumère les raccordements américains du Canadien Pacifique—5265 ; le Canadien Pacifique a 5,354 milles de chemin de fer à lui aux Etats-Unis—5266.

M. Osler—Le Canadien Pacifique récolte des marchandises aux Etats-Unis pour les envoyer par le Canada—5266.

M. Daniel—A vu l'hiver à Saint-Jean, N.-B., des marchandises venant des Etats-Unis amenées par le Canadien Pacifique—5266.

M. Sproule—Quand même ce que l'on dit serait vrai du Canadien Pacifique, on avait promis qu'il n'en serait pas ainsi du Transcontinental et qu'il serait entièrement canadien—5266.

M. R. L. Borden—Les appréhensions nourries lors de l'adoption du bill du Grand-Tronc-Pacifique sont en train de se réaliser—5268.

M. W. F. Maclean—La compagnie du Grand-Tronc-Pacifique n'a jamais voulu diriger son grain vers Moncton—5268 ; elle voulait aller à North-Bay et de là à Montréal ou Québec—5268 ; on l'en empêche et elle va aux Etats-Unis—5268 ; cite article du "Witness"—5269.

M. German—M. Hays s'est engagé, devant le comité des chemins de fer à construire la ligne de Moncton si sa compagnie en recevait l'autorisation—5270.

Hon. Paterson—Ces discussions ne servent à rien—5271 ; il s'agit simplement de savoir si on va voter le crédit ou abandonner le projet maintenant—5271 ; l'opposition se plaint que la compagnie se mette à même de diriger ses produits par les Etats-Unis, mais elle refuse de la mettre à même de les diriger par le Canada—5272.

Hon. Haggart—Les 400 milles adjugés coûteront \$18,000,000, ils prendront cinq ans à construire, pour les neuf mois à venir, on ne dépensera pas plus de \$3,000,000 et on demande \$10,000,000—5274.

Hon. Emmerson—Le Gouvernement aura la haute main sur les terminus à Winnipeg et à Québec—5274.

M. Crocket—Un rapport déposé le 16 avril montre qu'il n'y a pas de correspondance ultérieure entre le Gouvernement et la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique au sujet du tracé Moncton-Québec—5276 ; il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Grand-Tronc-Pacifique s'y montre si peu intéressé—5277.

FOURNITURE DE L'EAU SUR L'INTERCO-  
LONIAL.

Hon. Emmerson—L'eau de la jonction Saint-Charles, sera puisée au lac Bennett à 5,000 pieds d'altitude—7694.

SUBSIDES—*Suite.*

## FREINS A AIR.

Hon. Emmerson—Au 30 juin 1905, 7,529 chars auront été pourvus de freins Westinghouse—5199 ; restera 2,276 wagons à pourvoir—5199.

## GARE A SUSSEX.

M. Fowler—Demande gare nouvelle à Sussex, un des points importants de l'Intercolonial—5199.

Hon. Emmerson—Ne croit pas gare nécessaire—5199.

## INSTALLATIONS A PICTOU.

M. Lefurgey—Trouve inutile de dépenser \$316,500 en travaux à Pictou quand le ministre de la marine a dit qu'il n'y avait pas assez d'eau sur la batture pour y amener ses navires—5200.

## LEVES ET PLANS DES CANAUX DE QUEBEC.

Hon. Emmerson—Pour canaux du Richelieu, les titres Gouvernement sont contestés sur terrains adjacents—5204 ; plans vont être levés—5204.

## LITIGES RELATIFS AUX CHEMINS DE FER 5308.

M. S. Hughes—Pour l'affaire de l'écluse de Kirkfield le gouvernement a payé \$450 à son ingénieur et \$900 à l'avocat pour quinze jours de service—5308.

## MATERIEL ROULANT.

Hon. Emmerson—Les locomotives usées sont remplacées à même le revenu et construites à Moncton—5201 ; celles portées au capital sont achetées pour augmenter le matériel—5201 ; 300 locomotives sur l'Intercolonial—5201 ; va acheter wagon automobile pour faire l'essai sur certains embranchements—5202.

## MATERIEL ROULANT.

Hon. Emmerson—Achat de 215 wagons à fond mobile pour houille, prix \$518 chacun—7712 ; serviront à la mine Acadia—7712.

## MESSAGERS NOIRS.

M. Clements—Plaidoyer en faveur de l'emploi de citoyens canadiens noirs comme porteurs sur l'Intercolonial—7715 ; noirs éminents au Canada, Dr Shadd, M. Johnston—7715 ; en général partisans du gouvernement—7716.

M. Clarke—Eloge des qualités intellectuelles des noirs canadiens—7716.

M. S. Hughes—Noirs d'Essex émigrés dans l'ouest ont fait excellents colons—7716.

## PONTS TOURNANTS DU CANAL RIDEAU.

Hon. Emmerson—Ponts à réparer sont : Long Island—Beckett's Landing et Nicholson—5302.

## PONTS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. Emmerson—Donne détails de dépense—5137 ; la plus grande partie pour renforcer les ponts du Drummond—5140 ; locomotives plus lourdes—5140.

SUBSIDES—*Suite.*PONTS DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. Haggart—Quand chemin de fer du Drummond acheté on avait dit que toute la construction était de premier ordre—5140.

M. J. D. Reid—Nous avons renouvelé tout le chemin de fer du Drummond depuis son achat, il y a cinq ans—5142.

Hon. Foster—Demande règle suivie quant à l'affectation des dépenses de rails neufs au compte du capital—5143.

Hon. M. Emmerson—Cite correspondance Shaughnessey-Schreiber—5143 ; travaux de Mitchell à Saint-Léonard pour réduire courbe est imputable au capital—5144 ; le déficit de \$82,972.53 au 30 avril a été changé au 30 mai pour les 10 mois en un surplus considérable—5145.

M. J. D. Reid—M. Butler doit en avoir le mérite—5145.

Hon. Emmerson—Reconnaît tout le mérite de M. Butler—5145 ; les recettes de mai 1906, dépassent de \$118,000 celles de mai 1905 ; le relèvement des tarifs n'a pas provoqué de plaintes sérieuses—5145 ; dans le cours de l'année dernière, les dépenses d'exploitation ont été réduites de \$800,000—5146.

M. Barr—La réduction est due à la clémence de l'hiver—5147.

Hon. Emmerson—En faisant tous les calculs, il était impossible d'imputer en 1904 plus de \$600,000 à la rigueur de l'hiver—5147 ; en tous cas, il y a eu \$800,000 de diminution de dépenses et \$600,000 d'augmentation de recettes ce qui fait que cette année il y aura surplus dans la gestion—5148.

M. J. D. Reid—Demande si le Gouvernement va utiliser son droit de passage sur le Canada Atlantique jusqu'à la baie Georgienne—5148.

Hon. Emmerson—Impossible de promettre, du moins pour l'année prochaine—5148 ; un jour viendra où promesse pourra être faite et alors, sûrement, Chambre applaudira—5148.

Hon. Haggart—Démontre que dans sa comptabilité le département ne suit pas principes posés par sir T. Shaughnessey—5149.

M. Daniel—Veut savoir ce qui cause l'augmentation des recettes et la diminution des dépenses—5157.

Hon. Emmerson—Le trafic a augmenté—5151 ; le prix des transports des voyageurs et des marchandises a été augmenté—5151 ; quand on parle des déficits de l'Intercolonial, on oublie que les salaires ont été augmentés considérablement—5152.

M. Morin—Dit que la cause des déficits n'est pas l'élevation des salaires, mais le nombre exagéré d'employés—5152 ; question quant au nombre des employés de l'Intercolonial—5153 ; augmentation constante—5154 ; la pression politique—5154.

Hon. Foster—Insiste pour détail de comptabilité des \$1,015,275 pour rails nouveaux de l'Intercolonial figurant dans les livres de l'auditeur général—5155.

SUBSIDES—*Suite.*PONTS DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. Emmerson—Explique l'opération analogue à celles faites par le Canadien Pacifique et Grand-Tronc-Pacifique et toutes lignes d'Amérique—5155 ; on demande de fermer le compte du capital pour l'Intercolonial ; si on le ferait pour le Canadien Pacifique, les actions ne seraient pas cotées au pair demain, au lieu de 160 aujourd'hui—5155 ; le nombre des employés a dû augmenter en même temps que le chemin de fer Intercolonial se développait par l'achat de lignes nouvelles—5156 ; l'achat du Canada-Eastern a été une excellente opération financière—5156 ; il n'y a pas actuellement un seul employé de l'Intercolonial dont les services ne sont pas utiles à l'administration de la ligne—5157.

M. Daniel—Ne croit pas qu'il y ait trop d'employés à Saint-Jean—5158.

Hon. Emmerson—Lorsque l'hon. M. Haggart réduisit les dépenses de l'Intercolonial ce fut en congédiant les employés et en laissant le chemin se détériorer—5158 ; en 1879, sir Chs. Tupper congédia 400 employés à Moncton—5158 ; aurait pu faire grande réduction en congédiant en bloc—5158 ; n'a pas nuï aux ouvriers, ils touchent le salaire le plus élevé—5158.

Hon. Foster—Reprend interprétation lettre Shaughnessey quant à la comptabilité des remplacements de rails—5161 ; remplacements de ponts—5162 ; met ministre au défi de prouver qu'il se conforme aux règles de comptabilité posées par M. Shaughnessey—5166.

M. Daniel—Revient à sa question sur l'origine de la diminution de dépense de \$800,000—5168.

Hon. Emmerson—De ces \$800,000, il faut déduire \$600,000 provenant de l'augmentation extraordinaire en 1904, à cause rigueur de l'hiver—5168 ; \$200,000 ont été gagnés en supprimant des trains inutiles ou non productifs, banlieue Saint-Jean, Halifax, Petit-Métis—5168 ; détail des suppressions—5169.

M. Fowler—Les réductions de dépenses sont uniquement le fait de la température meilleure—5171 ; le ministre usurpe le rôle de la providence—5171.

Hon. Haggart—On améliore en apparence la situation financière du chemin en portant tout au compte du capital—5171 ; c'est l'hon. Alex. Mackenzie qui a déclaré, le premier, qu'il était temps de clore le compte du capital de l'Intercolonial—5172 ; comme Napoléon, M. Haggart préfère un ministre intelligent mais coquin à un fou incapable de gérer un ministère—5173 ; la conscience n'a rien à voir à l'administration des chemins de fer—5173 ; voudrait que le ministre actuel marchât sur ses propres brisées pour l'administration de l'Intercolonial—5173.

M. Henderson—Donne son interprétation de la comptabilité pour les remplacements de rails et de ponts—5174 ; il y a toute la différence possible entre l'amélioration des rampes et le changement des ponts—5174 ; pour avoir finalement une idée de la valeur réelle de l'Intercolonial

SUBSIDES—*Suite.*PONTS DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

M. Henderson—*Suite.*

il ne faut pas oublier que le coût de la construction enlevée a déjà été portée au compte du capital—5175 ; tout ce qu'on peut ajouter c'est la valeur additionnelle des matériaux neufs—5175 ; agir autrement, c'est grossir indûment le compte du capital—5176.

M. Loggie—En 1895, l'Intercolonial avait 1,142 milles portés au compte du capital pour \$55,000,000—5176 ; en dix ans, nous avons ajouté 304 milles, représentant à peu près \$35,000 chacun—5176 ; on vient dire que personne n'achèterait aujourd'hui le réseau de l'état pour \$25,000,000, que valait-il alors, il y a 10 ans—5176 ; en 1895, la puissance de production des 1,142 milles était de \$2,957,000—5176 ; l'année dernière avec 340 milles en plus, la puissance de production a été de \$6,783,000—5176 ; avec un grossissement du compte capital, de \$25,000,000 ou 50 pour 100, avec un accroissement de parcours de 304 milles ou 30 pour 100, la productivité a augmenté de 100 pour 100 ou doublé—5176 ; les travaux accomplis, les résultats obtenus—5177 ; les vraies causes du déficit de 1904—5178 ; quand les compagnies particulières ne paient pas de dividendes c'est qu'elles sont en déficit et cela arrive souvent—5178 ; l'argent des dividendes impayés comble le déficit, l'Intercolonial lui est obligé de s'adresser au trésor public, mais au point de vue financier, la condition est identique—5179 ; discute la loi des chemins de fer de l'état en ce qui a trait à la responsabilité pour accidents aux animaux errants—5179 ; un individu lésé n'a pas la même protection que s'il s'agit d'une corporation—5180 ; il lui incombe de prouver qu'il y a eu négligence des fonctionnaires du gouvernement—5180 ; nombreuses réclamations, correspondance—5182 ; la vache Murphy, l'hon. P. Mitchell—5183 ; les pertes résultant d'incendie, la même situation désavantageuse des cultivateurs au point de vue des dommages sur le parcours de l'Intercolonial—5185.

M. Lennox—Il est injuste que la situation du public ne soit pas vis-à-vis de l'Intercolonial la même que vis-à-vis des compagnies particulières—5185 ; blâme le gouvernement d'avoir fait une exception en 1903 quand la loi générale des chemins de fer a été adoptée—5186.

M. Fowler—Demande des renseignements au sujet de l'achat de terrains de M. Hewson à Moncton—5186.

Hon. Emmerson—Terrain a été acheté \$1,000 l'acre—5186.

M. Fowler—Le ministère s'est fait jouer de \$5,000 dans cette transaction—5187 ;

Hon. Emmerson—Explique transaction—5188 ; M. Hewson est avocat conservateur de Moncton—5188 ; évaluateurs ont considéré prix raisonnable—5188.

M. Fowler—M. Friel, ancien associé du ministre, s'est fait payer 20 jours de travail pour examiner les titres—5189.

SUBSIDES—*Suite.*PONTS DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. Emmerson—Le terrain avoisinant s'est vendu \$2,000 l'acre—5181; l'offre de terrain gratuit de la ville de Moncton n'a pas été acceptée parce que le terrain était trop petit—5192.

M. Fowler—La valeur du terrain n'est pas en question—5193; le point important est de savoir si un intermédiaire a réalisé un bénéfice—5194.

## RENFORCER PONTS.

Hon. Emmerson—Dépense au compte du capital—7713; pont enlevé acheté et crédité au compte du capital—7714.

## SITUATION FINANCIERE DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. H. R. Emmerson—Sur motion de sir W. Laurier que la Chambre se forme en comité des subsides—130; le 30 juin 1905 le Canada avait 20,601 milles de voies ferrées, 900 milles de plus qu'en 1904—132; les recettes de l'Intercolonial ont augmenté en 1905 de \$400,000—132; le déficit en 1905 est de \$1,725,303, en 1904, il était \$900,750—133; détail des augmentations de dépenses—133; explications de M. Butler, député-ministre sur les dépenses d'exploitation—134; remboursement de \$125,855 pour transport de foin dans les endroits de la Nouvelle-Ecosse affectés de sécheresse—134; le déficit est très élevé pourtant ce sont les mêmes conditions, la même administration depuis un quart de siècle—135; personne ne déplore plus le déficit que le ministre des chemins de fer—136; article de la "Gazette", de Montréal, appelant le déficit un crime contre la nation—136; on crée un déficit de \$7,000,000 en ajoutant les dépenses faites au compte du capital—136; lettre de sir T. Shaughnessy, exposant les règles de comptabilité du Canadien Pacifique à l'égard des dépenses à porter au compte du capital—137; c'est la méthode suivie pour l'Intercolonial, si le Canadien Pacifique suivait la méthode préconisée par la "Gazette," il ne pourrait pas payer de dividendes—139; historique de l'Intercolonial, il a pris naissance à la conférence de Charlottetown, le 8 septembre 1864—139; sir Geo. Cartier à Halifax—140; sir John Macdonald et l'Intercolonial—140; sir Geo. Etienne Cartier à Saint-Jean, N.-B.—141; Geo. Brown et l'Intercolonial—142; Hon. W. A. T. Galt et l'Intercolonial—142; l'objet était de relier les provinces et les tarifs ont été fixés en conséquence—143; c'est l'ouest qui a profité du bas prix des tarifs—143; les canaux du Canada donnent des déficits, on a sacrifié de l'argent pour le Canadien Pacifique et le Grand Tronc—144; l'Intercolonial a coûté au Canada, en gros total, \$85,362,204, depuis 1867—145; le Canada a dépensé pour ses canaux, \$98,231,743—145; le Canada a payé en assistance aux chemins de fer autres que l'Intercolonial en argent, \$121,010,272 sans compter les terres—146; le Canada garantit \$6,678,200 pour le pont de Québec—146; l'année dernière le Canada a payé en subventions aux services de na-

SUBSIDES—*Suite.*SITUATION FINANCIERE DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

vigation, \$10,539,102—147; les ports de Montréal, de Québec, et le chenal ont coûté l'année dernière, \$12,663,895—147; toutes ces dépenses, dont on ne parle pas, sont faites dans le même objet qui dicte les dépenses de l'Intercolonial et causent ses déficits—147; longueur du trajet de l'Intercolonial, ses raisons—148; concurrence par eau—149; causes de la modicité des tarifs—150; l'Intercolonial est obligé de modérer son tarif sur celui du Canadien Pacifique de Montréal à Saint-Jean en dépit de la différence de distance—150; le déficit pour les six premiers mois de 1906 a été de \$71,259 seulement—152; travaux accomplis depuis que le ministre est entré en fonctions, 15 janvier 1904—153; ne demande pas de meilleur commissaire expert que le sous-ministre des chemins de fer actuel—154; réformes que M. Butler a accomplies—154; l'Intercolonial n'est pas plus soumis aux influences politiques que le Canadien-Pacifique—155; les députés des circonscriptions riveraines de la voie ferrée ont loyalement secondé le ministre dans ses efforts pour la réforme—156; les autres compagnies du Canada guignent l'Intercolonial et font courir toutes sortes de bruits pour effrayer le public et mettre la main sur cette précieuse propriété—157; le gouvernement tel qu'actuellement constitué ne songe pas à se défaire de l'Intercolonial—157; l'Intercolonial peut devenir une exploitation productive, les résultats du dernier mois le prouvent—157; les recettes de l'Intercolonial ne se trouvent pas dans les Banques, mais dans le progrès du pays et l'avancement de l'union du pays—158; l'administration par une commission ne fait pas disparaître la responsabilité du gouvernement—158; dans Ontario la commission du chemin de fer du Témiscamisque est une machine politique qui change avec les gouvernements—158; une commission entièrement indépendante de la politique serait absolument autocratique—159; jamais une compagnie après avoir construit une ligne ne songerait à la mettre sous la conduite d'un directeur avec pouvoir absolu—159; le département des chemins de fer peut exploiter avec succès l'Intercolonial, l'insuccès d'un ministre en particulier n'est pas la preuve du contraire—160; il est impossible d'arriver à ce résultat sans faire les dépenses nécessaires—160; l'Intercolonial constitue une sauvegarde, une base pour régler le tarif des autres compagnies de chemin de fer pour le transport des marchandises et des voyageurs—160.

Hon. John Haggart—Le ministre des chemins de fer a fait preuve d'une célérité extraordinaire—161; de 1892 à 1896, il n'y a pas eu déficit, les recettes et les dépenses s'équilibraient à trois millions—162; le chiffre des déficits imputables à la dette consolidée depuis 1896 est de \$2,447,840—162; de 1896 à 1905, il a été dépensé \$21,868,216, plus les déficits—162; le trafic

SUBSIDES—*Suite.*SITUATION FINANCIERE DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*Hon. Haggart—*Suite.*

à destination de l'ouest sur l'Intercolonial était de 286,000 tonnes en 1896, il n'est plus que de 6,000 tonnes—163; quelle comparaison peut être établie entre les dépenses d'exploitation des canaux et les millions engloutis chaque année à l'exploitation de l'Intercolonial?—164; pourquoi ne pas relever le tarif des passagers de l'Intercolonial?—165; l'Intercolonial est devenu la risée du monde des chemins de fer—165; sur 18,000 voyageurs transportés de Montréal à Saint-Jean, l'Intercolonial en transporte 1,500—165; les populations de l'ouest verraient d'un bon œil le succès de l'Intercolonial—186; propose l'ajournement du débat, motion adoptée—166.

Discussion reprise—277.

Hon. Haggart—Le foin qui a été transporté gratuitement dans les provinces maritimes l'a été en temps d'élection au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse—278; la dépense de \$125,000 pour ce transport aurait dû être approuvée au préalable par le Parlement—218; l'Intercolonial ne se vendrait pas pour \$25,000,000 qui représentent les dépenses imputées au capital de 1896 à 1905—279; la "Gazette" a dit la vérité, en affirmant que l'Intercolonial est en déconfiture—279; pour l'ancien Intercolonial, exploité depuis 1868 en dehors du Drummond, il est temps de clore le compte capital—280; dissection de la lettre de sir T. Shaughnessey, des déclarations de l'hon. Emmerson et des comptes du Transcontinental au sujet des rails, des locomotives et des constructions renouvelées et remplacées—280 à 283; que penser du ministre qui se plaint de la concurrence du Canadien Pacifique et qui lui-même crée par le Transcontinental une concurrence ruineuse à l'Intercolonial?—284; on n'achète pas de traverses cette année pour réaliser une économie apparente aux dépens du chemin—284; les salaires des ouvriers de Moncton qui vont travailler à la reconstruction des usines apparaîtront au compte du capital, ce sera encore un bilan fictif—285; l'Intercolonial devrait être affermé à une compagnie de chemin de fer qui l'exploiterait d'après un système de pourcentage—286; l'état de l'Intercolonial empêche la réalisation de l'idée de nationalisation—286; l'état doit pouvoir acheter meilleur marché que les particuliers—287; il faut placer à la tête de l'exploitation de l'Intercolonial un homme qui ne soit pas des provinces maritimes—287; le parti qui aura pour programme d'enlever au Gouvernement la haute main sur ce chemin de fer sera approuvé par tout le peuple—288.

M. H. T. Logan—L'hon. M. Haggart doit être considéré comme exprimant les vues du parti conservateur au sujet de l'Intercolonial—289; il parle de l'Intercolonial comme d'un gouffre, pourtant, il voulait le prolonger jusqu'à la baie Georgienne—289; les provinces maritimes ont expédié gratuitement il y a quatre ans du char-

181

SUBSIDES—*Suite.*SITUATION FINANCIERE DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*M. Logan—*Suite.*

bon à Ontario, on ne s'est pas plaint alors, on se plaint parce que l'on a envoyé du foin aux provinces maritimes victimes de la sécheresse—290; si l'Intercolonial qui a coûté \$80,000,000 ne se vendrait pas aujourd'hui \$25,000,000, le pays a bien fait de ne pas construire lui-même le Transcontinental—290; si on ne pouvait plus rien porter au compte du capital, où prendrait-on l'argent pour améliorer, pour accroître le matériel, comme le demande le peuple, puisqu'il n'y a pas de recettes disponibles—291; l'exploitation politique de l'Intercolonial sous les conservateurs était scandaleuse, le fameux "bardeaux conservateurs"—292; les anciens grands entrepôts de distribution des provinces maritimes ont été ruinés au profit des maisons du Haut-Canada par les bas tarifs de l'Intercolonial—295; serait heureux si les faveurs que le Gouvernement peut accorder dans son comté, en raison de ce chemin de fer étaient supprimées—296; en 1903, M. Pottinger a déclaré que si les salaires eussent été aussi élevés en 1896, le budget de l'exploitation aurait été augmenté de \$1,000,000—298; l'année dernière la totalité des salaires payés au personnel des trains et aux cantonniers était le triple de 1896—298; il est faux que les salaires soient exagérés—299; si l'on veut abaisser le prix payé pour la houille, on réduira les gages des mineurs de la Nouvelle-Ecosse—301; de toutes les compagnies de chemin de fer du Canada, c'est l'Intercolonial qui achète ses fournitures au prix le moins élevé—301; lorsque le ministre des chemins de fer a voulu supprimer des trains pour raison d'économie, la presse conservatrice s'est mise à la tête de l'agitation contre lui—302; tout ce que l'on doit demander à l'Intercolonial c'est que les recettes équilibrent les dépenses et rien de plus—303; sinon pourquoi ne pas demander au chemin de fer Canadien du Pacifique de payer des dividendes sur les \$130,000,000 que le pays lui a donnés—304; le ministre des chemins de fer a mis le doigt sur la plaie de l'administration de l'Intercolonial, l'absence de responsabilité et il y a énergiquement porté remède—304; le nouveau sous-ministre est l'incarnation de l'activité et de l'énergie—304; l'hon. M. Haggart parcourait la ligne à toute vapeur, sans rien voir, l'hon. M. Emmerson s'arrête partout, voit tout—305; il est temps d'imposer silence aux gens intéressés qui cherchent à inspirer aux populations de l'ouest l'horreur du nom seul de l'Intercolonial—305; s'il devient urgent de dépenser des millions pour le canal de la baie Georgienne, les populations des provinces maritimes ne regimberont pas si c'est dans l'intérêt du pays—305; les provinces maritimes demandent que l'Intercolonial reste la propriété du peuple et soit exploité par le peuple—306; l'exploitation par commission a échoué en Nouvelle-Zélande—306; autant briser la confédération que de rompre le pacte passé avec les provinces maritimes—306; le peuple devrait se faire un point d'honneur

SUBSIDES—*Suite.*SITUATION FINANCIERE DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*M. Logan—*Suite.*

de donner son patronage à l'Intercolonial—307; les marchandises venant de Grande-Bretagne et des colonies ne devraient jouir du tarif privilégié que si elles sont débarquées aux ports canadiens, au lieu de nous arriver par chemins de fer américains—307; un ministre venant des provinces maritimes est plus compétent que n'importe qui pour diriger l'Intercolonial—308; les provinces maritimes veulent que ce qu'elles ont pu arracher de la confédération des provinces soit respecté—308.

M. G. W. Fowler—Si un plébiscite était pris dans tout le Canada le vote du peuple serait unanime pour que l'Intercolonial reste propriété de l'Etat—309. Il n'y a pas de mouvement sérieux en faveur de la vente du chemin—309; le gouvernement paie en salaires chaque année \$500,000 de trop à Moncton—310; il y a quatre hommes pour faire l'ouvrage d'un seul—310; l' "Eastern Supply Company" et M. Lodge, l'ami intime du ministre, constituent la machine politique de l'Intercolonial—310; la preuve que le Canada peut nationaliser ses lignes et trouver les hommes nécessaires pour faire fonctionner ce système c'est que l'Australie a demandé un Canadien, M. Tait, pour être chez elle à la tête de cette besogne—311; si l'hiver eût été un peu rigoureux, le déficit serait d'un demi-million pour l'année—312; le parti conservateur a favorisé le prolongement à Montréal—312; si l'Intercolonial était prolongé jusqu'à la Baie Georgienne, il recevrait sa part du trafic de l'ouest—312; l'Intercolonial traverse dans le Nouveau-Brunswick des régions agricoles aussi fertiles que n'importe lesquelles du pays—313; un échec ne démontre pas que la nationalisation des voies ferrées est un principe faux—314; voudrait que l'Intercolonial soit administré par une commission tant qu'il y aura un ministre aussi incapable à la tête des affaires—314.

M. W. T. Cockshutt—Se plaint que les cartes ne rendent pas justice à Brantford qui est encore marqué en dehors de la voie du Grand-Tronc tandis que cette ligne traverse la ville depuis 18 mois—315; espère que l'Intercolonial donnera des revenus, tout le monde s'en réjouira—315; le chemin de fer du Témiscamingue exploité par l'état donne des bénéfices—315; quand le ministre aura équilibré le budget des recettes et des dépenses, il n'y aura qu'une voix pour acclamer la grande voie nationale dont tout le pays est fier—315.

Motion de formation en subsides adoptée—315.

## STATION ROTHESAY.

Hon. Emmerson—Construction gare à marchandises, etc., à Rothesay—7712.

## STATION DE SAINTE-MOISE.

Hon. Emmerson—Voie de garage à construire—7695.

SUBSIDES—*Suite.*

## VOIES DE GARAGE ET DE SERVICE.

Hon. Emmerson—Seront construites à North Sydney Junction, au bac de Wallace, à Windsor-Jonction et à Fort-Laurence—7714.

## WAGONS POUR LE GOUVERNEUR-GENERAL.

Hon. Emmerson—Aucun wagon particulier n'a été vendu à commission des chemins de fer—7723; wagons construits pour Duc d'York, deux en tout, achetés du Canadien du Pacifique pour gouverneur général—7723.

## COMMERCCE.

## AGENCES COMMERCIALES.

Sir W. Laurier—Donne liste agences—7753; M. Jardine remplacé par M. Kittson—7753; agence Chicago supprimée—7754; pas d'agences commerciales aux Etats-Unis—7754.

## COMMUNICATIONS AVEC L'ILE PELEE.

Hon. Paterson—Les habitants de l'île Pelée voulaient retenir les services d'un steamer américain pour avoir communications avec terre ferme—7772; comme on le leur refusait, on accorde subvention pour encourager ligne canadienne—7773.

## COMMUNICATIONS ENTRE QUEBEC ET L'ILE D'ORLEANS.

Sir W. Laurier—Pour assurer communications postales au printemps et à l'automne, crédit nouveau—7773.

## MESURAGE DES BOIS.

Sir W. Laurier—Surintendant pas remplacé et né le sera pas—7756; titulaires actuels—7757; pas de nouvelles nominations faites—7757.

M. Perley—Le commerce de bois de construction périlite, s'éteindra de lui-même—7757.

## IMMIGRATION CHINOISE.

Sir W. Laurier—Huit chinois venus l'année dernière—7752; répartition des salaires—7752.

## INSPECTEURS EN CHEF, COMMISSION DES GRAINS.

Sir W. Laurier—Honoraire d'inspection des grains resté à 40 cents par wagon bien que les wagons soient plus forts—7755.

Hon. Foster—Si wagons ont doublé, honoraires devraient être doubles—7756.

## PAQUEBOTS ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA.

Sir W. Laurier—Nouvelle convention faite avec ligne Allan—7757; énumération des subventions avec cette compagnie—7758; liste des vaisseaux—7758; compagnie Allan a fait arrangement avec compagnie du Canadien Pacifique pour accomplir service—7758; Gouvernement n'a pas conclu arrangement direct avec Canadien Pacifique pour assurer service par cette ligne.—7758.

SUBSIDES—*Suite.*PAQUEBOTS ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA—*Suite.*

Hon. Foster—Demande si changement fait dans port d'escale au nord de l'Irlande—7758.

Sir W. Laurier—Gouvernement aurait désiré supprimer escale de Moville—7758 ; compagnies opposées à suppression—7758 ; sentiment irlandais—7758 ; attitude des autorités anglaises—7759.

## SERVICE ENTRE ANNAPOLIS ET HULL (Angleterre).

Sir W. Laurier—Subvention n'a pas été gagnée l'année dernière à cause disette de pommes—7770 ; reprendra l'année prochaine—7770.

## SERVICE ENTRE BAIE SAINTE-CATHERINE ET TADOUSAC.

Sir W. Laurier—Service par MM. Frye et Frère—7769 ; demandent \$500 de plus cette année—7769 ; pas trop cher—7769.

## SERVICE ENTRE CANADA ET MEXIQUE.

Sir W. Laurier—Résultats satisfaisants—7770 ; 12,000 tonnes transportées—7770.

## SERVICE ENTRE CANADA ET TERRE-NEUVE.

Hon. Fielding—On espère avoir service quotidien entre Sydney et Terre-Neuve—7773.

Hon. Foster—Demande s'il y a, en Nouvelle-Ecosse, un endroit quelconque où il y a de l'eau et où il n'y a pas de ligne subventionnée—7774.

Hon. Fielding—Serait heureux de connaître cet endroit pour s'en occuper—7774.

## SERVICE ENTRE NEWCASTLE ET ESCUMINAC.

Hon. Foster—A transporté 200 tonnes pendant la saison—7771.

Sir W. Laurier—Dans certains endroits, sans ces subventions, il n'y aurait pas de service pour fournir communications—7771 ; personne n'établirait de ligne—7771.

## SERVICE DES ILES DE LA MADELEINE.

Hon. R. Lemieux—Fait par l'"Amelia" bon steamer—7768.

## SERVICE QUEBEC ET BASSIN GASPE.

Hon. R. Lemieux—Service par le "Gaspe-sian" avarié récemment, mais va reprendre service—7769.

## SERVICE SUR RIVIERE PETICODIAC.

Hon. Foster—Le steamer qui fait le service s'appelle "Wilfrid" ; cela dispense de statistiques—7771.

## SERVICE ENTRE SAINT-JEAN ET HALIFAX ET LES ANTILLES ET AFRIQUE DU SUD

M. Perley—Demande ce que le Canada retire des subventions aux compagnies étrangères, si taux de fret réduits, si trafic augmente?—7765.

Sir W. Laurier—Donne les résultats de diverses lignes—7767 ; la moins satisfaisante est celle d'Australie—7768.

SUBSIDES—*Suite.*

## SERVICE ENTRE LE CANADA ET L'AFRIQUE DU SUD.

Sir W. Laurier—Fait par lignes Elder Dempster et Furness—7769.

Hon. Foster—Trafic presque nul—7769.

## SERVICE DE SAINT-JEAN A DIGBY.

M. Copp—Importance du service—7760 ; demande de service quotidien—7760 ; pétition des commerçants de Saint-Jean—7761 ; propose que l'article comporte le mot "service quotidien"—7765 ; article réservé 7765.

M. Copp—Retire objection—7796 ; verra prochaine session—7796.

## SERVICE ENTRE VICTORIA ET SAN FRANCISCO.

Hon. Foster—Service inutile—7768.

Sir W. Laurier—Imposé par confédération—7768.

## DOUANES.

## AUGMENTATIONS AU MINISTERE DES DOUANES.

Hon. Paterson—L'année dernière \$23,250 ont été répartis en augmentations à 304 fonctionnaires des douanes—510 ; les augmentations sont données sur rapports inspecteurs, pas par favoritisme—512 ; 33 nouveaux fonctionnaires nommés dans grands centres—513 ; recettes Winnipeg pour année sont \$3,212,000—514 ; faudra nouveaux employés—514.

## AUGMENTATION STATUTAIRE.

M. Fowler—Tous les commis reçoivent-ils l'augmentation statutaire ou seulement les privilégiés?—375.

Hon. Paterson—L'augmentation est donnée à tous les commis qui ne retirent pas le maximum de leurs appointements et qui méritent de l'obtenir—375.

## BUREAU DE DOUANE D'ALEXANDRIA.

M. Perley—Est-ce à cause des recettes ou pour autre raison qu'un bureau de douane a été établi à Alexandria—528.

Hon. M. Paterson—Il y avait un local construit pour cela dans le bureau de poste—527 ; le bureau de poste a brûlé, mais on continuera le bureau de douane—528 ; le douanier titulaire est nommé déjà—528.

## COMPENSATION POUR MARCHANDISES PERDUES OU DETRUITES.

M. Sam. Hughes—Le Gouvernement paie-t-il compensation pour marchandises perdues, volées ou brûlées en entrepôt?—532.

Hon. Paterson—Le Gouvernement n'est pas responsable des articles en entrepôt—532 ; sur présentation du certificat, il fait remise des droits payés—533.

## DEPENSES IMPREVUES.

M. Lake—Demande création port d'entrée à Indian-Head—7726.

SUBSIDÈS—*Suite.*

## DOUANES DU YUKON.

M. Henderson—Demande pourquoi ces dépenses sont portées à un compte séparé—534 ; on devrait faire comme pour les postes et ne plus tenir de compte distinct—534.

Hon. Paterson—Le temps est peut-être arrivé de cesser la distinction—534.

## PAIEMENTS SUPPLEMENTAIRES POUR TRAVAIL DE NUIT DANS LE DEPARTEMENT DES DOUANES.

Hon. M. Paterson—Il y a deux ans le département des douanes a pris à sa charge de payer le travail additionnel de nuit—520 ; les compagnies de transport sont déchargées de \$80,000 reportées au département des douanes—520 ; cette décharge s'est faite sur le principe que les douanes doivent veiller au revenu de l'Etat—521 ; employés sont payé 25 cents l'heure—522 ; le Gouvernement ne paie pas pour les dimanches et fêtes—522.

M. Daniel—Sur le même principe, le Gouvernement devrait prendre à sa charge le paiement des gardiens d'entrepôts privés—522.

Hon. Paterson—Dans ce cas les gardiens sont placés pour la convenance du commerçant seulement—522.

M. Bergeron—C'est le public acheteur qui paie finalement l'argent que le Gouvernement exige de l'importateur pour le gardien—524 ; ce serait absolument la même chose si le Gouvernement payait—524 ;

M. Lalor—On devrait plutôt taxer davantage et ne pas faire payer directement des fonctionnaires par les particuliers—525.

M. Daniel—Le Gouvernement évite l'apparence d'augmenter les taxes de douanes, en imposant d'autres taxes comme celles de gardien—525.

M. Blain—Il vaudrait mieux augmenter le salaire de certains commis que de leur payer des suppléments—526.

Hon. M. Paterson—Le paiement des suppléments séparément permet d'employer des commis différents et de ne pas faire faire toujours ces ouvrages eux-mêmes—526.

## REMBOURSEMENT A M. M. I. C. BAKER.

Hon. M. Paterson—Fait l'historique de la réclamation provenant d'imposition de droits de douane sur marchandises antérieurement introduites en franchise dans le Canada, par contrat pour police montée—536 ; documents officiels 537 à 539 ; on réclame remboursement de droits exigés avant notification officielle—539 ; crédit en suspens—541.

Hon. Paterson—Refait historique réclamation depuis 1880—7729.

M. Bergeron—Ne croit pas que nous soyons moralement tenus de payer—7729 ; aucune preuve que les marchandises ont été importées par ordre du gouvernement—7730.

M. Fowler—Vaudrait mieux payer que remettre paiement indéfiniment—7729.

SUBSIDÈS—*Suite.*

## ADMINISTRATION DES DOUANES.

Hon. Paterson—Les recettes des douanes pour l'année 1905-1906 seront de \$44,435,044—514 ; dépassent recettes de l'année dernière de \$2,000,000—514 ; le cultivateur paie les droits, mais n'est pas obligé d'acheter des objets importés—514 ; le cultivateur contribue au revenu parce que les temps sont prospères et qu'il fait de l'argent—515 ; sous les conservateurs l'impôt douanier sur chaque objet acheté était de \$18.28 pour \$100, maintenant, il est seulement de \$16.04—514 ; il y a eu réduction de 12½ pour 100, dans la part que le cultivateur paie sur ce qui est versé au trésor—515 ; si les cultivateurs versent plus qu'autrefois, c'est qu'ils le veulent bien—516 ; le gouvernement a dégrevé les importations—516.

M. Henderson—La diminution de \$2 par cent piastres, provient des importations en franchise qui sont réexpédiées, elle est fictive—516 ; le ministre ne parle pas du million et demi d'impôts sur le tabac—516 ; la ficelle d'engravage coûte le double aux cultivateurs—519 ; les droits eux-mêmes sur les marchandises n'ont pas été diminués—517 ; on cite des moyennes trompeuses—517.

Hon. Paterson—Les droits d'accise sur le tabac sont étrangers aux douanes—518 ; un dégrèvement affecte autant les charges du peuple qu'une imposition—518 ; pour déterminer le taux de l'imposition, il faut prendre toutes les importations—519.

M. Crocket—L'annuaire statistique indique qu'en 1896, l'impôt per capita était \$3.90, en 1904, il était \$7.26—519.

Hon. Paterson—Si la somme payée par tête est plus considérable c'est que les cultivateurs ont plus d'argent et achètent davantage, ce n'est pas qu'ils sont plus lourdement imposés—520.

## SECRETAIRE PARTICULIER.

Hon. M. Paterson—Le sous-commissaire des douanes agit comme secrétaire particulier du ministre dans certaines circonstances, et porte ce titre, mais ne touche pas l'indemnité—375.

## STATISTIQUE D'EXPORTATION.

M. Cockshutt—Le système d'attribuer aux ports de sortie toutes les exportations qui en sont sorties est injuste pour les villes d'origine—529 ; de petites villes figurent avec des exportations énormes et les grands centres manufacturiers ont des sommes insignifiantes à leur crédit—529.

Hon. Paterson—Il vaut mieux abolir toutes distinctions—530 ; notre pays est le Canada et les marchandises qui en sortent sont les exportations du Canada—530 ; les statistiques sont plus fidèles en prenant le port d'exportation comme base—532.

M. Taylor—Dans ce cas, le rapport du ministère de commerce est inutile, il répète celui des douanes—532 ; il devrait donner les origines—532.

SUBSIDES—*Suite.*

## TRAITE AVEC LE JAPON.

M. R. L. Borden—(Avant formation en subside) Insiste pour dépôt de correspondance relative au traité avec le Japon—738.

## GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST. ANNEXION DE KEWATIN AUX TERRITOIRES.

M. Roche—Se plaint que le district de Kéwatin qui pendant 40 ans avait été administré par le Gouverneur du Manitoba ait, aussitôt après la prorogation, été réuni aux autres territoires et mis sous la direction d'un commissaire de la gendarmerie à cheval—5104.

Sir W. Laurier—Dans les dix jours qui ont suivi la promulgation de loi constituant les nouvelles provinces, il fallait pourvoir à l'administration des territoires restant—5105; nous les avons tous mis sous l'administration d'un commissaire responsable—5105; les prétentions du Manitoba à l'extension de son territoire n'en sont nullement affectées—5106.

M. Sproule—Tant que Kéwatin était sous le contrôle de Manitoba, la loi des écoles séparées ne s'y appliquait pas—5106; en entrant dans Territoires, Kéwatin tombe sous le coup de la loi de 1875 et des écoles séparées—5106; maintenant si on en fait rentrer plus tard une portion dans le Manitoba, cette portion en vertu de l'art. 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord aura droit au maintien de ses écoles séparées—5106; les difficultés recommenceront—5109.

Sir W. Laurier—L'argument est tiré par les cheveux—5106; Kéwatin ne faisait aucunement partie législativement du Manitoba—5107; il n'est pas actuellement sous le contrôle de la loi scolaire du Manitoba—5107; la loi de 1875 s'appliquait déjà à tous les territoires sauf le Manitoba—5110.

M. Jackson—Inutile de tant se tracasser, il n'y a pas assez d'enfants blancs dans tout Kéwatin pour remplir une école de 8 x 10 pieds—5110.

M. Lake—Peut-être un jour Kéwatin se métamorphosera comme la vallée de Saskatchewan—5110.

M. Lennox—Pense que dans un avenir rapproché il y aura dans Kéwatin des centres populeux—5112.

M. Herron—Demande qu'on augmente la solde de la gendarmerie à cheval—5112.

## SUBSISTANCE, EQUIPEMENT.

Sir W. Laurier—Diminution \$100,000—5088; effectif Yukon diminué de 300 à 150—5089; répartition actuelle de l'effectif de 300 au Yukon—5090.

Hon. Foster—Considère qu'une police municipale serait parfaitement suffisante—5090; 65 hommes sont de trop à Dawson—5090.

M. Thompson—S'oppose à une trop grande réduction de la gendarmerie à cheval au Yukon—5091; la gendarmerie à assuré le Yukon au Canada—5091; s'oppose que le compte de la gendarmerie soit porté contre le Yukon—5092; le Gouvernement fédéral devrait en porter toute la charge—

SUBSIDES—*Suite.*SUBSISTANCE, EQUIPEMENT—*Suite.*

M. Thompson—*Suite.*

5092; les nombreux services remplis par la gendarmerie au Yukon—5092; les postes, les douanes, les pénitenciers, etc.—5093; il n'y a pas d'organisation municipale à Dawson, il ne peut pas être question de police municipale—5094.

Hon. Foster—Se plaint que les amendes ne soient pas fortes au Yukon—5094.

M. Sproule—S'étonne qu'une population de 5,000 âmes qu'on dit si paisible ait besoin de 200 gendarmes pour maintenir l'ordre—5096.

Sir W. Laurier—Lit ordre en conseil relatif au maintien de la gendarmerie à cheval dans les provinces d'Alberta et de Saskatchewan—5098; maintien de 500 gendarmes, contribution de \$75,000 par chaque province—5098; distribution et fonctions—5098; travail du sentier d'Edmonton au lac Teslin—5099.

M. Lake—Se plaint que l'inspecteur Hefferman ait agi comme juge de paix dans une cause civile, en révision électorale à Regina—5102.

Sir W. Laurier—L'inspecteur Hefferman a reçu instruction de se désister de la cause et s'est désisté—5102; Enquête sera faite—5104.

M. Turriff—En 1891, sous régime conservateur, la gendarmerie à cheval s'occupait activement d'élections—5104.

## INTERIEUR.

## ADMINISTRATION INTERIEURE DU YUKON.

Hon. Foster—Les circonstances présentes ne justifient plus les grandes dépenses qu'on faisait autrefois pour le Yukon—6054; désire connaître ligne de conduite future du gouvernement—6054.

Hon. F. Oliver—Admet changement dans situation—6054; réductions faites en 1905—6054; ds mesures ont encore été prises pour congédier certains fonctionnaires en leur donnant une année de salaire comme dédommagement—6054; appointements diminués \$24,600 en 1900, état des réductions—6055.

Hon. Foster—La gendarmerie à cheval devrait être remboursée de certaines sommes en raison des services qu'elle rend—6056; lit lettre relative aux paiements exagérés—6057; comparaison avec les bureaux américains à Fairbanks, Alaska—6058; l'administration du Yukon fait grand au détriment du pays—6058.

Hon. Oliver—Ne pense pas que la réduction du prix de l'existence au Yukon, puisse encore justifier de ne pas tenir compte du surcroît de dépenses d'entretien—6060.

M. W. F. Maclean—Demande ce que le gouvernement a fait pour diminuer les prix des transports—6060.

Hon. Paterson—Le gouvernement l'a tenté en 1898 et le Sénat conservateur l'a empêché—6061.

SUBSIDES—*Suite.*ADMINISTRATION INTERIEURE DU YUKON—*Suite.*

M. Sproule—Lit memorandum Campbell contre juge Dugas—6062; Campbell se plaint d'avoir été condamné et de n'avoir pas pu en appeler parce qu'on lui a refusé copie des dépositions dans sa cause—6062; réponse Fitzpatrick à M. Thompson—6070; cette affaire ne doit pas être classée sans qu'il y ait une enquête—6070.

Sir W. Laurier—Le cabinet n'est pas responsable de la conduite du juge Dugas—6072; si M. Campbell a lieu de se plaindre du juge Dugas il doit présenter une requête aux deux Chambres du Parlement qui ouvriront une enquête—6072; demande qu'on lui remette papiers en ce qui a trait au fonctionnaire du gouvernement visé—6072.

M. R. L. Borden—Dans le cas présent la conduite du juge est aux termes de l'accusation intimement liée à celle d'un fonctionnaire dont la conduite entraîne la responsabilité du gouvernement—6073; il est parfaitement permis de critiquer les décisions d'un juge pourvu qu'on ne lui attribue pas des motifs déshonorants—6074; donne détail de la production de l'or de 1897 à 1905—6075; détail des droits perçus, même période—6076; total de l'or \$114,352,200—6075; total des droits perçus—\$3,298,297—6078; ces droits au taux officiel auraient dû rapporter \$7,116,930, 6076; il y a écart de \$3,818,633—6076; demande à connaître la raison de cet écart de 63 pour cent—6077.

Hon. Oliver—Beaucoup de gens ne retireraient pas de la mine un montant dépassant celui de l'exemption—6078.

Hon. Foster—Affaires Martin, Sugrue, Bitencourt—6080.

## AGENCES D'IMMIGRATION (DEPENSES).

Hon. Oliver—Avec ce supplément les dépenses totales seront \$660,000, soit \$175,000 moins qu'année précédente—5645; dépenses nouvelles—5646.

M. Monk—Demande si en raison de la bisbille dans le bureau de Londres, le Gouvernement entend se dispenser des services de M. Preston?—5646.

Hon. Oliver—Le Gouvernement désire se renseigner avant de prendre une décision 5647; au point de vue de l'encouragement à l'immigration, les services de M. Preston sont précieux—5647; ses dépenses totales ont été de \$4,102.46—5648; on ne peut pas demander au Gouvernement de renvoyer un employé dont les services sont indéniables avant de s'être renseigné—5649; nous déclarons que tous les abus seront supprimés, on ne peut rien nous demander de plus—5650.

Hon. Foster—Discute les prix payés pour impression de la brochure "Classes Wanted"—5652; voudrait savoir si M. Leopold avait des contrats d'impression avec MM. Street et Cie qui imprimaient pour le Gouvernement—5652; il peut exister des rapports entre ces personnages qui expliqueraient l'élévation du prix—5652.

SUBSIDES—*Suite.*AGENCES D'IMMIGRATION—*Suite.*

M. Fowler—Désirerait savoir si Lazarus et Leopold sont le même personnage—5652.

M. Barr—Leopold s'appelait Lazarus avant d'avoir ouvert un bureau d'immigration—5652; il est étrange que l'on demande \$50,000 pour impressions et que le prix de celles-ci ait augmenté de 40 pour cent depuis l'association de ces personnages—5653.

Hon. Oliver—Le crédit demandé tient à l'augmentation de l'immigration, rien ne doit servir à payer la compagnie d'imprimerie d'Arundel—5654.

M. Barr—Le Gouvernement devrait faire savoir ce qu'il entend faire au sujet de Preston pour satisfaire aux justes plaintes des associations ouvrières—5654.

M. Daniel—Le Gouvernement paie l'impôt sur le salaire des employés du bureau de Londres et l'impôt pour taxes paroissiales—5655; cela correspond aux taxes immobilières, on ne paie pas celles-ci pour les fonctionnaires au Canada—5655.

M. U. Wilson—Proteste contre le fait que le budget de l'immigration se vote en deux articles seulement—5656; on devrait donner des détails comme pour les travaux publics—5656; ce n'est pas une excuse de dire qu'on imite les erreurs qu'on put commettre des prédécesseurs—5658; maintenant, le ministre a une autorité plus grande qu'il n'avait pas autrefois—5658; on n'ose pas se débarrasser de Preston parce qu'il en connaît trop long—5658.

Hon. Foster—Le ministre de l'intérieur n'imite pas l'exemple de ses prédécesseur, il fait tout le contraire—5659; comment sont cuisinés les crédits—5659; comment le budget de l'intérieur était préparé en 1891—5659; détails—5660.

Hon. Oliver—Si les dépenses de la North Atlantic Trading Co'y avaient été signalées à part, il n'y aurait eu rien de changé—5661; le comité d'agriculture a été mis au courant de tout, deux ans après la conclusion du premier contrat et n'a pas jugé à propos d'agir—5661.

M. Monk—Les détails devraient être donnés avant de voter l'argent—5661; même chose pour les votes pour le chenal du Saint-Laurent—5662; annonce qu'il présentera une motion déclarant que Preston ne doit pas être maintenu au service de l'immigration—5662.

Hon. Oliver—Le département n'a jamais été en relation avec Lazarus ou Leopold—5663; le Gouvernement a acheté son départ du local de l'immigration, non pas sur des preuves, mais pour des soupçons nuisibles pour le bureau d'immigration—5663.

M. Bergeron—Demande s'il a fallu une pelle à vapeur pour l'expulser—5663.

Hon. Oliver—Cela a coûté £96—5663; Lincoln, Grant et Preston—5664.

SUBSIDES—*Suite.*

## AGENTS D'IMMIGRATION.

Hon. Oliver—Soumet liste des fonctionnaires émergeant au budget de l'émigration—1394; au Canada, 135—1394.

M. Ingram—Les agents du gouvernement fédéral et ceux d'Ontario, pour la distribution sur les terres des fermiers anglais venus au pays, se nuisent mutuellement—1397.

Hon. Oliver—Soumet liste des agents employés à l'immigration venant des Etats-Unis—1398; agents sur le continent—1399; énonce fonctions de M. G. Holmes, ancien député comme agent dans Ontario—1400. On a demandé d'autres agents pour Ontario, mais les fonds disponibles manquent—1400; le "News" de Toronto demande qu'il y ait plus d'agents; les devoirs des agents à Halifax, Québec et Montréal—1402; Québec est le port où débarquent le plus d'immigrants, 61,000 l'année dernière—1402; les agents sont chargés de faire parvenir les immigrants le plus directement possible à destination—1403.

M. Blain—Félicite le ministre de cette innovation—1403.

M. Chisholm—Demande que le ministre fournisse aux cultivateurs des informations sur le nombre d'immigrants aptes à la ferme disponibles pour Ontario—1405.

M. Ingram—Demande si on ne pourrait pas diminuer le nombre des agents aux Etats-Unis maintenant qu'il y a tant de compagnies de colonisation américaines en Canada—1406.

Hon. Oliver—Le gouvernement ne peut pas s'en rapporter aux compagnies américaines pour faire un travail qui lui incombe—1407; celles-ci font retarder la concession d'une grande quantité de homesteads—1407; la fraude des annulations de homesteads, comment elle se pratique—1406; le gouvernement travaille à reconstituer l'identité des porteurs d'inscriptions de homesteads et fera annuler celles qui ont été obtenues de cette manière—1408; à partir du 17 avril, on n'acceptera plus de procuration—1410.

M. J. Roche—Les anciennes formules exigeaient du postulant de l'inscription le serment d'intention de devenir colon—1410; maintenant on l'exige seulement du mandataire—1410; cela favorise les fraudes—1410.

Hon. Oliver—Un serment de plus ou de moins n'embarrasse pas les fraudeurs—1410; les inspecteurs pour s'assurer de l'authenticité des titres des homesteads se mettront en route le 17—1410.

M. R. L. Borden—Proteste contre la coutume du département de refuser des informations sur les noms des postulants de homesteads—1412; cela peut éviter des fraudes, mais le public voit d'un mauvais œil le maintien de ce secret—1412; les registres devraient être accessibles à tout le monde à Ottawa comme au Nord-Ouest—1412.

Hon. Oliver—Donne état des dépenses de publicité aux Etats-Unis—1414.

SUBSIDES—*Suite.*

## AGENTS D'IMMIGRATION — (APPOINTEMENTS).

Hon. Oliver—Il y a une augmentation pour l'année prochaine de \$12,000—6008.

M. U. Wilson—Veut savoir pourquoi la littérature de propagande a été imprimée en Angleterre plutôt qu'au Canada—6008; le montant payé à Sommerville, fils du propriétaire du "Dundas Banner", a été de \$57,593 depuis 1901, il n'est pas même intéressé dans une imprimerie—6009; tableau des montants versés à la compagnie d'imprimerie et de publicité d'Arundel—6010; on devrait employer la main-d'œuvre canadienne—6011.

Hon. Oliver—Est informé par son département que ces travaux ont été accomplis à meilleur marché qu'ils auraient pu l'être au Canada—6012.

M. U. Wilson—Veut savoir comment la distribution des brochures se fait en Angleterre—6014; croit que beaucoup sont restées sur les rayons—6014.

Hon. Oliver—Les agents ont un automobile pour la distribution—6014.

M. Sproule—A entendu dire que ces brochures n'ont aucune valeur—6015; cependant certains agents les vendent au lieu de les distribuer—6015.

M. Herron—Cite un journal se plaignant qu'un agent du Gouvernement canadien tente de détourner les immigrants de Macleod—6016.

M. R. L. Borden—Demande renseignements sur agent T. A. Blair—6017; sur R. W. Hilliard—6017; sur Charlebois, Johnston, Kelrol, Robertson, Ross et Stewart—6018; sur Dr A. C. Hawkins—6018; sur Dr H. L. Dickey—6018; sur de Coeli—6019.

M. W. J. Roche—Demande renseignements sur C. C. Cliffe—6020.

M. U. Wilson—Demande détails sur uniformes et compte E. Bélanger et Cie pour galons d'or et boutons dorés—6020.

M. R. L. Borden—Demande explications sur numéros spéciaux du "Free Press", de Winnipeg—6021; du "Globe"—6022.

## AGENTS ET EMPLOYES D'IMMIGRATION.

Hon. Foster—Demande quel était l'emploi antérieur de M. McGillicuddy, nommé rédacteur de la publicité du département de l'intérieur—6118.

Hon. Oliver—Prépare l'index des Débats—6118.

Hon. Foster—Demande informations sur Dr Elliott, de New-York—6119.

Hon. Oliver—L'examen par un médecin attitré du Gouvernement canadien a eu d'excellents effets—6119; c'est un pas de fait dans la doctrine énoncée par M. Monk—6119.

M. U. Wilson—Demande s'il est vrai que la North Atlantic Trading Co. refuse d'accepter la résiliation de son contrat—6120.

SUBSIDES—*Suite.*AGENTS ET EMPLOYES D'IMMIGRATION—*Suite.*

Hon. Oliver—La compagnie a protesté au Haut-Commissaire—6120 ; aucune prime n'a été payée pour l'exercice en cours—6120 ; le compte est de \$30,000—6120 ; expose les raisons qui ont motivé la dénonciation du contrat—6121 ; le Haut-Commissaire s'est chargé de signifier la dénonciation aux représentants légaux de la compagnie—6122.

M. U. Wilson—Le Gouvernement avait fait un mauvais contrat, mais il aurait été plus courageux et plus honorable de l'écarter—6125.

## ARPEMENTAGES.

M. Sproule—Demande comment il se fait que les terres ne sont pas livrées aux colons aussitôt qu'elles sont arpentées—6027.

Hon. Oliver—On n'empêche pas les colons de s'établir même sur les terrains non arpentés—6027 ; les certificats ne sont émis qu'une fois les arpentages approuvés—6028 ; un colon peut courir sa chance—6030 ; si un colon est obligé d'acheter son terrain pour n'avoir pas pu remplir les conditions de concession gratuite, on le lui vend de un à trois dollars, suivant les circonstances—6031.

## ARPEMENTAGE DES TERRES FEDERALES.

Hon. Oliver—Expose les travaux d'arpentage qui sont commencés et seront entrepris—6127.

## ARPEMENTAGES.

Hon. Oliver—Un arrangement a été essayé pour déterminer les îles appartenant au gouvernement d'Ontario et celles appartenant à celui d'Ottawa, cet arrangement a échoué, il faudra plaider—751 ; Ontario va se désister de ses îles pour la forme, elles seront vendues, le produit constituera un fonds qui sera partagé après jugement—752.

## BESTIAUX POUR LES INDIENS.

M. Roche (Marquette)—L'inspecteur du gouvernement doit avoir ordre d'acheter des amis du gouvernement—762 ; les acheteurs devraient s'adresser directement aux éleveurs, pas à des intermédiaires—762.

M. Ingram—On ne devrait pas grossir indéfiniment les troupeaux sur les réserves—764.

Hon. Oliver—C'est par l'élevage seulement qu'on habituera les sauvages à se suffire à eux-mêmes—764.

M. Herron—Les animaux ont été payés trop cher—765 ; il n'y avait personne à la gare pour les recevoir—766.

Hon. Oliver—Les frais que paie le département de l'intérieur ne sont pas les frais d'actions contre les Indiens, mais d'actions pour les défendre—756.

M. Northrup—Se plaint qu'autrefois les mémoires de frais d'avocats envoyés au département de l'intérieur aient été majorés—757 ; cas de M. B. B. Osler—757.

Hon. Fitzpatrick—C'était dans le bon vieux temps—757.

SUBSIDES—*Suite.*BESTIAUX POUR LES INDIENS—*Suite.*

M. Cockshutt—Considère les Indiens de Brantford comme l'avant-garde de l'armée de la civilisation—757.

M. Crocket—Demande que le ministre de la justice étudie la procédure à suivre pour en appeler d'un jugement en vertu de la loi sur les Indiens—759.

Hon. Oliver—Le gouvernement demande des soumissions par les journaux et achète aux plus bas soumissionnaires, conformément aux échantillons—767.

## BUREAUX D'ENREGISTREMENT D'ALBERTA ET SASKATCHEWAN.

Hon. Oliver—Six bureaux : Prince-Albert, Battleford, Regina, Calgary, Lethbridge, Edmonton—6128 ; le gouvernement touche les honoraires jusqu'au transport des bureaux aux provinces—6128.

## CARTES ET CARTOGRAPHIES.

Hon. Oliver—Cartes d'immigration imprimées aux Etats-Unis—6096 ; cartes permanentes au Canada—6097.

Hon. Foster—Se plaint que les cartes soient distribuées par faveur politique—6097 ; croit que ceux qui ont besoin de cartes devraient les acheter—6097.

M. S. Hughes—Pense qu'on devrait distribuer des cartes représentant l'Empire—6098.

Hon. Oliver—Le gouvernement fait mettre à jour une carte des homesteads—6098.

## CHALOUPE AUTOMOBILE POUR SERVICE GEOLOGIQUE EN COLOMBIE-ANGLAISE

Hon. Oliver—Afin de visiter les baies et décrire les côtes—6130 ; contrat yacht gazoline donné aux chantiers Wallace, de Plymouth—6130.

## CHUTE D'EAU DE STURGEON-FALLS.

M. Bennett—Les Indiens ont été floués dans la vente de 25 acres de terre près de la chute de l'Imperial Pulp Mill Company—976 ; l'agent Cockburn qui négociait pour eux a pris le parti de la compagnie—976 ; le gouvernement reçoit 5 pour cent sur les sommes non payées du montant de \$10,000 prix de vente et les sauvages ne reçoivent que 3 pour cent—977.

Hon. Oliver—Les 5 pour cent sont versés au fonds des sauvages dont ils reçoivent l'intérêt à 3 pour cent—977 ; ils reçoivent ainsi tout l'argent qui leur revient ; il n'est pas à propos qu'ils reçoivent un intérêt plus fort que les autres sauvages—977.

## CONCESSIONS MINIERES AU YUKON.

Hon. Geo. Foster—(Avant la formation en comité des subsides) "Daily News" de Dawson publie lettres et commentaires relatifs à un procès entre concessionnaires de privilèges au Yukon—1564 ; le nom d'un membre de la Chambre des Communes y figure—1564 ; c'est le ministre de l'intérieur qui fournit encore matière à méditation—1564 ; le chef même du ministère est en jeu—1564 ; historique de la concession Bronson Ray—1565 ; en 1902 les ennuis commencent et concession-

SUBSIDES—*Suite.*CONCESSIONS MINIERES AU YUKON—*Suite*Hon. Foster—*Suite.*

naires pensent qu'il pourrait être possible de s'exempter de l'obligation d'exploitation en agissant sur le ministre—1565 ; le fait que ce mode d'action s'est présenté à l'esprit des concessionnaires donne à réfléchir—1566 ; lettre de M. Belcourt à Tyrrell demandant deux lettres dont l'une annonçant entente avec M. Belcourt—1568 ; lettre de Tyrrell à Ray insistant sur nécessité d'arranger les choses à Ottawa—1568 ; autre lettre de Tyrrell à Ray, insistant qu'il faut commencer travaux pour sauver concession—1569 ; rapport Beaudette, disant en 1902 qu'aucun travail fait—1569 ; lettre Ray à Tyrrell janvier 1903 annonçant affaires pacifiées—1669 ; témoignage donné au cours du procès, recommandation Congdon pour un arrangement—1570 ; quelle pouvait être l'influence de M. Belcourt sur le ministre de l'intérieur pour que des hommes d'affaires s'adressent à lui au lieu de voir le ministre directement—1570 ; est-il sage qu'un représentant du peuple intervienne dans des affaires de ce genre et impose une reconstruction de compagnie où il reçoit \$100,000 d'actions—1571 ; si les députés vendent leurs faveurs on fera du haut tribunal du peuple un haut tribunal de débauche—1571 ; il est de notoriété publique que tous ceux qui ont affaire au Gouvernement à Ottawa sont avertis de prendre comme appui ou comme avocat un tel ou un tel parce qu'il a telle ou telle influence sur tel ou tel ministre—1571 ; le ministre et l'avocat n'ont qu'un pas à franchir pour tomber dans une association malsaine qui perd de vue l'intérêt public pour avancer les intérêts personnels—1571 ; en Angleterre cette chose est interdite—1571 ; le ministre de la justice a présenté une loi pour empêcher les députés de pratiquer dans les départements—1572 ; nous atteignons l'extrême limite de la décence et du décorum—1572 ; un ministre n'hésite pas à avouer qu'il est actionnaire d'une compagnie qui fournit au Gouvernement—1572 ; de députés sont bailleurs de fonds de sociétés ayant de gros contrats du Gouvernement—1572 ; on ne semble pas comprendre qu'il n'est pas convenable d'user de son influence parlementaire pour circonvénir un ministre et en obtenir des concessions de terres ou autres—1573 ; c'est dans le ministère de l'intérieur que se passent ces choses-là ; un député-ministre s'y prépare un gros contrat, dispose tout pour lier le Gouvernement et tout à coup démissionne sans raison pour réapparaître comme agent de la compagnie avec laquelle il a mijoté une opération coûtant à l'Etat \$1,000,000—1574.

Hon. N. A. Belcourt—Dit que M. Foster avant de prêter foi à des articles de journaux aurait pu demander explications personnelles—1574 ; si l'on considère qu'un acte a été commis contraire à la dignité de la Chambre, il y a un moyen, c'est de porter une accusation et de demander une enquête—1574 ; si aucune accusation n'est portée ouvertement, c'est qu'on ne

SUBSIDES—*Suite.*CONCESSIONS MINIERES AU YUKON—*Suite*M. Belcourt—*Suite.*

peut pas prouver—1574 ; pourrait dans ces conditions traiter les allégations par le mépris complet—1574 ; néanmoins prêt à fournir à la Chambre toute la vérité—1575 ; lit déclaration Ray-Bronson—1575 ; cette déclaration est la contradiction absolue des assertions de M. Foster—1576 ; au lieu d'avoir obtenu faveurs spéciales du ministre de l'Intérieur ; la concession fut frappée de nullité aussitôt que M. Belcourt fut intéressé—1576 ; des travaux en pure perte ont été imposés—1577 ; à partir de 1902, tous les travaux demandés par le gouvernement ont été faits—1577 ; a consenti avec son associé, pour un dixième des actions de la compagnie dont la valeur était inconnue, à sacrifier gros mémoire de frais—1577 ; a offert gratuitement services professionnels—1577 ; c'est commettre une insinuation injustifiable de dire qu'il y a quelque chose d'irrégulier dans l'affaire—1877 ; avait été prévenu qu'il serait dénoncé en Chambre s'il ne réglait pas une réclamation de \$42,000 de M. Tyrrell contre les concessionnaires—1578.

Hon. M. Foster—Proteste qu'il n'a pas vu M. Tyrrell—1578.

Hon. Belcourt—N'a pas insinué que c'est M. Foster qui lui a donné cet avertissement—1578 ; M. McDougall, son associé à Dawson, a insisté pour qu'il règle—1578 ; a refusé de céder au chantage—1578 ; la publication des lettres a alors commencé—1578 ; n'a rien fait dont il ait à rougir—1578 ; ce n'est pas contre sa personne que l'attaque est dirigée, mais contre la concession—1578 ; on veut l'annuler et s'en partager les dépouilles—1578 ; c'est un plan de campagne dénoncé, même au Yukon—1579 ; le "World" de Dawson et son opinion sur la campagne du "Daily News"—1579 ; tout homme juste et impartial l'exonérera de tout blâme—1580 ; s'en rapporte à l'équité de ses collègues—1580.

M. A. Thompson—N'entend parler que de la concession en elle-même—1580 ; de toutes celles qui subsistent encore au Yukon, c'est la plus inique—1580 ; a fait l'objet d'une enquête du juge Britton et M. B. Bell en 1903—1580 ; rapport du juge Britton sur la concession Ray-Bronson—1581 ; pendant 7 ans les concessionnaires n'ont pas remué une pelletée de terre—1581 ; avant le maintien de la concession on n'avait pas fait assez de travaux pour justifier ce maintien—1582 ; c'est du défaut d'exploitation que la population du Yukon se plaint—1582 ; le rapport du juge Britton quant au délai—1582 ; conclusion du rapport—1582 ; la concession est indéfendable 1583 ; il faut aller en Irlande où règnent les "absentee lords" pour trouver chose semblable—1583 ; voit avec plaisir qu'à l'avenir le gouvernement obligera à exploiter cette concession ou à y renoncer—1583 ; elle couvre 2 milles et demi de la région la plus riche de la Bonanza—1584 ; nos mineurs passent la frontière faute de mines à exploiter—1584 ; le manque de déversoir est un prétexte pour ne pas exploiter, on aurait dû s'en apercevoir plus

SUBSIDES—*Suite.*CONCESSIONS MINIERES AU YUKON—*Suite*

M. Thompson—*Suite.*

tôt—1584; le ministre de l'intérieur, l'hon. F. Oliver, est venu au Yukon, il a examiné la concession et remis les choses dans l'ordre—1584; a pu annoncer avec plaisir à ses commettants que les jours des concessionnaires sont comptés—1585.

M. A. A. Stockton—Le député d'Ottawa n'est pas accusé d'avoir contribué à obtenir une concession, mais d'avoir travaillé à faire revivre une concession caduque—1585; c'est à son intervention que les concessionnaires ont dû de n'être pas évincés—1586; M. Belcourt était déjà avocat de MM. Bronson et Ray mais ne s'était pas occupé de la concession—1586; enfin ses clients lui offrirent de lui payer son mémoire de frais en lui cédant un intérêt dans la concession—1587; cite rapport Britton pour démontrer que les concessionnaires étaient virtuellement évincés quand M. Belcourt entra en jeu—1588; un avocat a-t-il le droit d'employer sa position de député pour se faire payer des mémoires de frais qui, autrement, ne seraient pas soldés—1589; les membres du parlement ne peuvent pas se servir de leur qualité parlementaire pour promouvoir des intérêts pécuniaires—1589; la discussion à ce sujet en Angleterre en 1865 et en 1858—1590; l'hon. M. Belcourt s'est certainement laissé entraîner innocemment dans cette transaction—1590; plaide cette cause par respect pour la profession d'avocat et la dignité de membre du Parlement—1590

Sir W. Laurier—Partage entièrement les sentiments de M. Stockton—1591; il a posé, sans rien d'offensant, des principes que toute la Chambre accepte—1591; la réputation du Parlement canadien doit être comme la femme de César, au-dessus de tout soupçon—1591; la ligne de démarcation entre député et avocat est difficile à tracer, mais il faut établir une règle qui une fois établie ne pourra pas être violée sans que le Parlement n'ait le droit d'intervenir—1591; c'est l'objet de la loi présentée par le ministre de la justice—1591; lorsque l'or fut découvert au Yukon le Gouvernement n'avait aucune notion de la situation du Yukon—1592; quand on reconnut que le mineur de placer ne pouvait pas faire tout l'ouvrage, on accorda des concessions hydrauliques qui comportaient comme condition des travaux de développement hydraulique—1592; ceci fut approuvé par tout le monde—1592; il y eut beaucoup de ces concessions accordées—1592; quelques-uns ne se sont pas conformés aux conditions imposées—1592; le Gouvernement reçut des plaintes et une enquête fut ordonnée—1593; le Gouvernement a étudié ce rapport et allait passer à l'application quand il y eut changement de ministre de l'intérieur—1593; l'hon. M. Oliver a voulu aller étudier lui-même la situation sur les lieux—1593; le Gouvernement en est venu à une politique qui sera portée à la connaissance de la Chambre—1593; ceux qui ont rempli les conditions requises devraient jouir de leurs concessions, mais le ministre est d'avis que les concessions des autres devraient être annulées—1593.

SUBSIDES—*Suite.*CONCESSIONS MINIERES AU YUKON—*Suite*

M. W. H. Bennett—Ce n'est pas la faute de M. Belcourt s'il s'est livré à cette pratique, c'est le Gouvernement qui est à blâmer pour l'avoir, encouragée pendant dix ans—1594; jamais sous le régime conservateur on n'a vu un cas analogue à celui-ci—1594; on ne peut pas porter d'accusation parce que ce n'est pas une violation technique de l'indépendance du Parlement—1594; le ministre de la justice n'aurait jamais présenté son bill s'il n'avait pas été poussé par le chef de l'opposition—1594; lecture de la correspondance Belcourt, Ray, Tyrrell—1595; si M. Belcourt croyait avoir légitimement droit à \$100,000 d'actions, pourquoi a-t-il dû les inscrire au nom de T. Ahern, d'Ottawa.

Hon. Belcourt—Cela est un mensonge éhonté—1597.

M. l'Orateur—Exige retrait du mot éhonté—1597.

M. Bennett—Insiste que ce fait découle de ce que dans la formation du bureau de direction de la compagnie le nom de M. Ahern figure et pas celui de M. Belcourt.

Hon. M. Belcourt—Nous étions avocats et ne pouvions pas être dans le bureau—1598; on accuse les députés de faire des affaires, et on leur reproche de n'être pas ou nombre des directeurs de la compagnie—1598; ne détient actuellement aucun des titres de cette compagnie—1599.

M. Bennett—Croît que les sentiments de l'opposition à l'égard de ces machinations sont partagés par bien des membres de la droite—1599; attaque le rédacteur en chef du "Globe"—1600; le qualifie d'hypocrite fieffé—1600; M. R. C. Steele et le rédacteur du "Globe"—1600; les membres du parti ministériel, si criminels qu'ils soient peuvent compter sur l'appui du "Globe"—1600; tant que des actes de ce genre se pratiqueront, se lèvera pour protester quoi qu'en dise le "Globe"—1601.

## COTE NORD-OUEST.

Hon. F. Oliver—Expose les besoins de la côte nord-ouest et la nécessité d'avoir un bateau pour l'agence des affaires indiennes—1034; le bateau sera construit en Colombie-Anglaise par soumissions—1134.

## DELEGUES SPECIAUX.

M. R. L. Borden—Désire renseignements au sujet des trente ou quarante personnes envoyées en Europe comme délégués spéciaux—1708; simple voyage d'agrément aux frais du trésor—1709; département a-t-il aucun rapport indiquant qu'ils aient amené un seul immigrant—1709.

Hon. Oliver—N'a aucune connaissance personnelle des résultats du travail des délégués—1710; bons résultats à Edmonton 1710; personne ne peut visiter un pays sans y répandre des renseignements utiles—1710; le mouvement actif d'immigration peut avec justice être attribué à ces délégués—1710.

SUBSIDES—*Suite.*DELEGUES SPECIAUX—*Suite.*

M. R. L. Borden—Le département ne cherche pas à s'attacher des hommes ayant une expérience de l'immigration—1710; il se peut que certains résultats soient obtenus, mais c'est par hasard—1711.

Hon. Oliver—Les délégués ont été en général choisis parmi des hommes connaissant les besoins agricoles de l'ouest—1711.

## LES DEPENSES DE BOUVIERS.

M. W. J. Roche—Lit une liste bizarre de noms de cowboys attachés aux agences—1001.

## DEPENSES DE M. D. C. SCOTT.

M. Bennett—Désire savoir si le sac d'édition de \$25 acheté pour M. Scott servira à son successeur—6141.

Hon. Oliver—Oui—6141.

## DEPENSES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, ASILES ET ECOLES.

Hon. Oliver—Enumère les écoles—6026.

M. Sproule—Demande comment le Keewatin peut-être placé sous cette juridiction quand il est déjà régi par la loi de 1886 ?—6026.

## DIRECTEUR DU SERVICE GEOLOGIQUE.

M. R. L. Borden—Depuis trois ou quatre ans le Dr Bell fait un bon directeur du service géologique, il devrait recevoir le traitement complet de la position—421.

Sir W. Laurier—Personne ne nie la compétence scientifique du Dr Bell, mais ses rapports avec le personnel ne sont pas ce qu'ils devraient être pour le bien du service—421; avant peu un titulaire sera nommé—422.

M. Osler—Le Gouvernement demande cette année \$100,000 pour le service géologique—422; depuis 25 ans ce service est négligé, il y a eu négligence criminelle—422; nous manquons de renseignements exacts sur la plus grande partie de notre territoire—422; le département géologique est peut-être présentement le plus important de toute l'administration du pays—422; le Gouvernement devrait avoir à la tête de ce service l'homme le plus compétent du pays quel que soit le prix—423.

Hon. Oliver—Il y a dans les archives du service géologique des montagnes de renseignements—423; ce n'est pas la faute du Gouvernement ni du service si le public n'en profite pas—424; serait heureux que la Chambre ordonnât distribution gratuite des publications de la commission géologique—424.

M. Osler—Il faudrait un spécialiste pour compiler les documents réunis et faire un livre peu volumineux que tout le monde lirait—424.

M. Armstrong—Il est déraisonnable de laisser pourrir les documents parce qu'on exige un paiement pour les distribuer—425; considère qu'il n'y a pas un homme qui mérite la place de directeur comme M. Bell—426.

SUBSIDES—*Suite.*DIRECTEUR DU SERVICE GEOLOGIQUE—*Suite.*

M. Cockshutt—Le service géographique est aussi important que le service géologique dans un pays comme le Canada—427; nous ne connaissons pas les richesses de notre pays—427; les meilleurs gisements miniers tombent aux mains des étrangers—427.

M. Osler—Gouvernement devrait dépenser une certaine somme pour arriver à découvrir du pétrole à l'extrême nord—428.

Hon. Oliver—Les forages exécutés l'ont été d'après l'avis de M. Dawson—429.

M. R. L. Borden—Le Dr Bell n'avait pas toute l'autorité requise en raison de sa position anormale d'intérimaire—429; les matériaux réunis sont précieux et riches, mais pas à la portée intellectuelle du public—430.

Hon. M. Foster—Il faudrait un rédacteur qui fasse un ouvrage intéressant avec la masse des documents recueillis et cet ouvrage devrait être libéralement distribué—430; il était injuste de laisser le Dr Bell trois années dans une position anormale—431.

## DIRECTEUR DU SERVICE GEOLOGIQUE.

M. R. L. Borden—Avant que la Chambre se forme en comité de subsides demande quand sera connue la nomination du nouveau directeur de service géologique?—738.

Hon. M. Paterson—Sans retard—738.

## DIRECTEUR COMMISSION GEOLOGIQUE.

Hon. Oliver—M. Low nommé directeur du 1er avril à \$3,500—6129; M. Bell, géologue en chef à \$3,000—6129.

Hon. Foster—Rien n'empêche que M. Bell continue à s'occuper du travail extérieur—6129.

## DOCTEUR LAFFERTY.

M. W. J. Roche—Se plaint que le Dr Lafferty avec \$2,000 de salaire à Calgary fasse concurrence aux autres docteurs—994; le Dr Lafferty est venu à Ottawa chercher une place de sénateur—994.

Hon. Oliver—Le Dr Lafferty s'est rendu à Ottawa sur l'ordre du Dr Bryce pour assister au congrès de la tuberculose—996.

M. W. T. Roche—Le Dr Lafferty n'a pas plus de réputation que le Dr Parks, de Cochrane—997.

M. R. L. Borden—Si le Dr Lafferty avait entendu le ministre des postes, il saurait qu'il n'a le droit de s'occuper de rien en dehors de ses fonctions—997.

M. Henderson—Les Indiens devraient pouvoir utiliser les soins des médecins les plus rapprochés quand même ce ne seraient pas des amis politiques du gouvernement—998.

Hon. Oliver—Le Dr Lafferty est depuis quinze ans au premier rang des docteurs de Calgary—999.

SUBSIDES—*Suite.*

## LE DOME.

Hon. Foster—On annonce que M. Hatfield, le Rainmaker, est rendu au Dôme, demande ce qu'est le Dôme—6083.

Hon. Oliver—C'est le lieu central d'où partent tous les ruisseaux transportant l'or—6083; aussitôt M. Hatfield arrivé, la ville fut menacée d'inondation—6083.

## ECHEVIN RAMSDEN DE TORONTO.

M Bennett—Demande occupation actuelle de l'échevin Ramsden, de Toronto—6139.

Hon. Oliver—Chargé de servir les indemnités en vertu du traité n° 19—6139.

## ECOLE DE SAINT-PAUL DE METIS.

M. S. Hughes—Se plaint que le crédit pour cette école soit porté au compte des Indiens, il n'y a pas là un seul indien—6142; rien que des métis—6142; c'est encore une bouchée jetée aux écoles du pays—6142.

## ECOLES INDIENNES, ANCIENNES PROVINCES.

Hon. Oliver—Dans quelques écoles de Québec, on enseigne le français—744.

M. R. L. Borden—Il est inutile d'instruire les jeunes sauvages si ensuite on les perd de vue—745.

Hon. M. Foster—L'argent dépensé aux écoles indiennes est en grande partie gaspillée—746.

M. Barr—La dépense pour médicaments pour les Indiens dans Ontario et Québec est plus élevée par tête que pour les blancs—747; c'est du patronage politique—747.

## ECOLES INDIENNES (ONTARIO ET QUEBEC).

Hon. Oliver—L'église catholique a construit à ses frais un édifice à Fort-Albany, Baie James, maintenant le gouvernement veut donner une subvention—6137; de même pour l'école anglicane à Moose Factory—6137; école de Lorette—6138.

## ECOLES INDIENNES.

Hon. Oliver—C'est le désir du ministre d'engager des professeurs possédant au moins un certificat de première classe—679; ils sont sous la surveillance des inspecteurs du ministère et des inspecteurs de l'agence—679.

## ECOLE INDUSTRIELLES ET PENSIONNATS POUR LES INDIENS.

Hon. Oliver—Sur demande de M. S. Hughes fournit le tableau des subventions accordées à chaque école de chaque dénomination religieuse—1127; les écoles industrielles reçoivent \$130 par tête d'élèves, les pensionnats, \$60—1128; la différence entre les écoles consiste dans le genre d'éducation donnée—1130.

M. Henderson—Se plaint que le Gouvernement ne veut plus payer les frais de transport des vêtements et autres objets envoyés par des personnes charitables aux écoles des Indiens—1132.

SUBSIDES—*Suite.*

## EDUCATION DES INDIENS.

Hon. Oliver—Il existe autant de catégories d'écoles que d'écouliers—993; les écoles industrielles sont les plus importantes, elles sont très coûteuses et donnent peu de résultats—993; la question de leur maintien est à l'étude—993; certaines confessions religieuses ne peuvent s'accommoder des arrangements financiers primitivement acceptés—994.

## EDUCATION DES INDIENS DU YUKON.

Hon. Oliver—Ce sont les autorités religieuses qui fournissent les édifices—1276.

## ENTRETIEN ET TRAVAUX A BANFF.

Hon. Foster—La compagnie du Pacifique retire tous les bénéfices de l'installation, elle devrait au moins payer la publicité—6092.

Hon. Oliver—L'hôtel de Banff a dû refuser 5,000 personnes faute d'accommodation—6094.

## ENTRETIEN DU PARC YOHO.

Hon. Oliver—Ce parc est situé de l'autre côté du plateau d'épanchement du parc de Banff—6094; il est situé du côté de la Colombie-Anglaise, Yoho est la station d'arrêt—6094.

## EPIDEMIE DE DIPHTERIE A NORWAY-HOUSE.

M. W. J. Roche—Le docteur et les infirmières ont séjourné cinq mois et demi, pour un simple soupçon d'épidémie—1001; le département avait oublié de pourvoir au retour du docteur et des infirmières, c'est pourquoi ils ne sont pas revenus plus tôt—1001.

## ESSAYERIE A VANCOUVER.

Hon. Oliver—En pratique, pas de succès—6095; essayage fait gratuitement maintenant—6095; ne pourra fonctionner profitablement que lorsqu'il y aura un hôtel des monnaies au Canada—6096.

## FONDS EN FIDEICOMMIS POUR LES INDIENS.

Hon. Oliver—Il a été dépensé en 1904-05, \$346,660 sur le fonds de fidéicommiss—1297; l'augmentation des dépenses provient de l'acquisition de nouveaux territoires, Yukon et des parties de la Colombie-Anglaise sur laquelle le Gouvernement n'avait pas juridiction—1299.

## FORAGES A EDMONTON ET NEW-GLASGOW.

Hon. Oliver—Le Gouvernement au lieu de faire exécuter les forages par la commission géologique préfère payer une part des travaux des compagnies qui font des explorations—6133.

M. Lefurgey—Cite rapport de M. Ellis, 1902—6134; demande que l'île du Prince-Edouard participe au crédit—6134.

SUBSIDES—*Suite.*

## FRAIS DE JUSTICE, AFFAIRES INDIENNES

Hon. Oliver—Le travail des avocats es: fait par le ministère de la Justice—753.

M. J. D. Reid—Le solliciteur général ne paraît pas s'occuper de ses devoirs—754.

Hon. Oliver—Dans l'affaire d'Oka les parties ne sont pas d'accord sur la forme à donner à l'appel—754.

M. Cockshutt—Le comté de Brant contient 36,000 blancs et 4,000 indiens—755; ce sont les blancs de la municipalité de Brantford qui paient les frais de justice des sauvages—755; le gouvernement fédéral devrait contribuer—755.

## GRAVIERS AURIFERES DU KLONDIKE.

Hon. Oliver—Explique objet du travail à opérer—6131; évaluer quantité et valeur de graviers aurifères au Klondike—6131; pour étudier l'opportunité des dépenses à faire pour assurer approvisionnement d'eau—6132.

## HABILLEMENTS DES SAUVAGES.

Hon. Oliver—Il y a augmentation cette année à cause du nouveau traité avec les Indiens du nord d'Ontario et le nombre des chefs a ainsi augmenté, il faut leur faire une distribution—976.

## M. HAMAR GREENWOOD.

M. S. Hughes—Désire savoir si M. Hamar Greenwood a été payé pour télégraphier des extraits de journaux anglais relatifs au discours de l'hon. M. Fisher sur la préférence—1702.

Hon. Oliver—Le service des dépêches est payé par le ministère des finances—1702.

## ILE DU TOMBEAU DU GEANT.

M. Bennett—Demande s'il y a des négociations pour permis de coupe de bois en faveur de M. P. Ryan, de Toronto, sur l'île Giant's Tomb?—965; MM. Beck et Scott sont intervenus—966; affaire Chew—965; refuse de croire que M. Chitty ait évalué le bois de l'île à \$9,000 seulement—968; s'il n'y avait pas eu chicane entre MM. Ryan et Beck, M. Ryan aurait l'île depuis longtemps—969; demande que la vente aux enchères se fasse publiquement et non par soumissions individuelles—969; la vente au frère de M. Geo. Grant, M.P.—972; il faut une vente publique, sinon le public pourra à juste titre considérer la transaction suspecte—972.

Hon. M. Oliver—Le bois n'a pas été concédé ni à M. Beck, ni à M. Ryan—966; il y a une difficulté avec la "Canada Furnace Co."—966; quand la difficulté sera réglée, le département demandera des soumissions, par les journaux—970; une vente aux enchères sur les lieux serait absurde, l'île n'est pas habitée—970.

M. Miller—Dans deux cas analogues, île de Hay et île Griffith dans la baie Georgienne les soumissions par journaux ont amené de plus hauts prix que les enchères—971.

M. Telford—Pour l'île Griffith, a payé ainsi \$1,000 plus qu'elle ne vaut—971; redoutait des concurrents—971.

SUBSIDES—*Suite.*

## L'ILE DU TOMBEAU DU GEANT (reprise).

M. Bennett—Le ministre a annoncé que le bois de l'île du Tombeau du Géant n'avait pas été vendu à M. C. Beck—1276; en dépit des dénégations du ministre, il y a eu des négociations avec M. Ryan en 1905—1297; on a fait à M. Ryan une offre de vente pour \$9,000—1277; cette évaluation faite par M. Chitty est bien au-dessous de la réalité—1279; M. Ryan a refusé de conclure l'opération à cause des exigences des rançonneurs—1280; réponse au "Globe"—1280; a reçu une lettre d'une personne qui serait prête à payer \$15,000 pour le privilège en question—1280.

Hon. Oliver—Lit rapport de M. G. Chitty sur la valeur du bois de l'île du Tombeau du Géant—1282; nouveau rapport—1283; il est vrai que MM. Beck et Ryan ont négocié pour l'achat du bois sur cette île—1284; d'ailleurs, il n'y a pas eu de marché conclu—1284; on oppose la parole d'un postulant désappointé, M. Ryan, à celle du sous-ministre de l'Intérieur, c'est à la Chambre de choisir—1284; on parle d'entremetteur, qu'on en donne le nom—1285; M. Bennett cherche à avancer les affaires de la "Canada Iron Furnace Co."—1286; cette compagnie n'aura pas de protection illégitime—1286.

M. Lalor—M. Bennett en ayant trouvé \$15,000 pour une île que le Gouvernement voulait vendre \$9,000 fait gagner au pays \$6,000—1286.

M. Bennett—Oppose la parole de M. Ryan à celle de l'hon. Oliver—1287.

Hon. Oliver—Lit une lettre de M. Bennett en 1894 offrant d'acheter l'île en question si on voulait la lui vendre à conditions faciles—1289.

M. Bennett—Nie qu'il y ait dans cette lettre rien de répréhensible—1289.

Hon. Oliver—Le contrat dont jouit la "Canada Furnace Company" a été passé en 1870—1289.

## IMMIGRATION BELGE.

Hon. Foster—Demande explications relatives aux dépenses de M. de Coeli, agent en Belgique—1691.

Hon. Brodeur—M. de Coeli est un belge, établi depuis longtemps au Canada, choisi parce qu'il parle le flamand—1692.

M. Monk—S'oppose que l'on vote crédits pour immigration lorsque le comité d'immigration fait une enquête sur certains contrats—1694.

M. Henderson—Demande s'il vient beaucoup d'immigrants belges au Canada—1694.

Hon. Oliver—Résultats sont pas proportionnés à dépense—1693.

Hon. Lemieux—Rapports société de colonisation du Lac Saint-Jean indiquant qu'il en vient 400 ou 500 par année—1694.

M. Monk—Nie authenticité de ce rapport—1694

SUBSIDES—*Suite.*IMMIGRATION BELGE—*Suite.*

M. Henderson—Admet qu'il faut du temps pour déterminer mouvement d'immigration—1695; présent Gouvernement récolte fruits du travail des prédécesseurs—1695; croit que l'on devrait continuer efforts pour amener immigrants belges—1695.

Hon. Lemieux—Cite chiffres de l'immigration de Belgique—1696.

M. Henderson—Admet authenticité des chiffres donnés par solliciteur général—1696.

Hon. Foster—Insiste pour avoir détails sur travail de M. de Coeli, sur son plan de campagne—1697; entend se livrer à étude critique de chaque article du budget de l'immigration—1698; veut savoir où va l'argent—1698.

Hon. Oliver—Cite rapport du département intérieur sur travail de l'agence en Belgique—1699.

M. Barr—Il vient plus d'immigrants de pays où nous dépensons moins d'argent—1700; considère qu'il vient bien assez d'immigrants des Etats-Unis et de Grande-Bretagne qu'on pourrait se passer des Belges—1701; le temps est arrivé de changer système d'immigration—1701.

Hon. Foster—Dit que le crédit d'immigration devrait être subdivisé—1701; chaque subvention devrait être votée séparément—1701; il faut cesser de voter en bloc—1702.

## IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS.

M. Sproule—Il s'est porté l'année dernière aux Etats-Unis douze fois, plus d'immigrants qu'au Canada—1713; projet de loi américain pour restreindre immigration—1713; les Américains font payer \$2 par tête aux immigrants qui viennent chez eux, au lieu de leur payer des primes—1713; nos résultats sont loin d'être merveilleux—1714; il vient des immigrants soi-disant cultivateurs qui ne peuvent être d'aucun service sur les fermes—1714; beaucoup des immigrants qui nous arrivent tombent à la charge des institutions de bienfaisance—1714; extrait du journal de Toronto relatif aux immigrants atteints de trachoma—1715; l'inspection médicale laisse à désirer—1716; le moment est venu où les immigrants viendront seuls et où nous pourrions nous dispenser de dépenser les sommes considérables que nous dépensons chaque année—1716.

Hon. Oliver—Est satisfait que l'opposition prenne la position tranchée qu'on doit cesser de stimuler l'irrigation—1716; il n'y a aucune similitude entre la situation du Canada et celle des Etats-Unis quant à l'immigration—1717; les immigrants qui vont maintenant aux Etats-Unis cherchent à y tirer parti des avantages résultant de l'occupation des terres par leurs prédécesseurs—1717; il a donc fallu inspection médicale plus sévère—1717; nous ne voudrions pas pour nous les immigrants qui vont aux Etats-Unis maintenant—1717; on dit que nous n'aurons des immigrants que lorsque les Etats-Unis n'auront plus de terres à donner—1718; il y a longtemps que les Etats-Unis n'en ont plus à donner

SUBSIDES—*Suite.*IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

et, pourtant, avant le travail actif actuel, les immigrants ne venaient pas au Canada—1718; il faut de la persistance—1718; les terres de l'ouest ont pris une valeur énorme grâce à l'immigration—1718; le commerce et les industries de l'est en ont profité—1718; le pays sera remboursé au centuple de la dépense faite—1719; 600 immigrants atteints de maladie ont été renvoyés l'année dernière—1719; un Bill va être déposé pour amender la loi d'inspection des immigrants—1719; une prime spéciale est accordée pour encourager les agents à envoyer des immigrants agricoles au Canada—1720; nouveau règlement du 1er avril 1906—1720; la seule visée du département est d'attirer des recrues pour l'agriculture—1721; l'agent expéditeur doit fournir la preuve du métier de l'immigrant pour toucher la prime—1722.

M. Lake—Les fonctionnaires du département prennent seulement la liste du comptable du navire telle que dressée—1722.

Hon. Oliver—Proteste que le manifeste du navire ne sert pas de guide pour accepter ou rejeter immigrants—1723.

## IMMIGRANTS RENVOYES DES ETATS-UNIS.

Hon. Oliver—Un ou deux immigrants seulement passés du Canada aux Etats-Unis ont été renvoyés au Canada—1690.

M. Sproule—Croyant avoir lu que 300 ou 400 immigrants avaient été renvoyés—1691.

M. Barr—L'inspection du Canada est superficielle, beaucoup d'immigrants qui n'auraient jamais dû être admis sont maintenant à la charge de la communauté—1691.

## INDEX DES RAPPORTS DE LA COMMISSION GEOLOGIQUE.

Hon. Oliver—M. Nicolas est chargé de faire l'index des rapports du vol. I au vol. XVI—6130; il est en plus rédacteur de la publicité du département—6131.

## INDIENS DU YUKON.

Hon. Oliver—Il y a au Yukon 700 indiens—1253; le nombre des Indiens au Yukon diminue au lieu d'augmenter—1234; l'administration du Yukon remplit le rôle d'agent du ministère des affaires indiennes en ce qui a trait aux écoles et aux secours—1254.

## INSTITUT MINIER DU CANADA.

M. Armstrong—Désire savoir si le rapport publié est distribué gratuitement?—6100.

Hon. Oliver—Oui—6100.

## LAC CROCHE.

M. W. J. Roche—Les négociations pour la rétrocession de la réserve du lac Croche ont-elles abouti?—978.

Hon. Oliver—Non—978.

M. Lake—La réserve a 181,000 acres—979; elle est en certains endroits à un mille à peine de la ligne principale du Canadien Pacifique—980; il y a 520 indiens, soit 350 acres par homme, femmes et enfants—980; une grande partie est

SUBSIDES—*Suite.*LAC CROCHE—*Suite.*M. Lake—*Suite.*

inoccupée—980 ; cette réserve nuit au progrès de la contrée environnante—980 ; on devrait supprimer cet obstacle—980 ; la vente d'une lisière seulement paierait l'entretien de tous les sauvages qui est évalué à \$40 par tête et par an—980 ; on devrait pouvoir exproprier—980 ; si les Indiens ne cèdent pas de plein gré, le Gouvernement devrait exercer une pression—980.

M. R. L. Borden—Approuve la proposition—980 ; la réserve sépare la ville de Broadview, de Whitewood et de Grenfell—980 ; on doit respecter scrupuleusement les droits des sauvages, mais pas au détriment des blancs—981.

M. Turriff—Est en faveur de la proposition—981 ; on a essayé depuis 3 ans sans succès de faire céder les sauvages—981.

Hon. Oliver—Le Transcontinental National a pris 1,600 acres d'une réserve indienne de Fort-William—981 ; il n'y a que pour la construction des chemins de fer qu'on peut procéder à l'expropriation forcée des terres des sauvages—981.

M. R. L. Borden—Semblable pouvoir devrait être donné en cas d'utilité générale soit à un tribunal créé par le Gouvernement, soit à une commission, soit à une division du ministère—982.

Hon. Oliver—Le cas de la réserve de Broadview n'est pas le seul dans l'ouest—982 ; la question mérite l'attention du Gouvernement—982 ; l'expropriation par un chemin de fer est un cas de nécessité publique—982 ; il pourrait être dangereux d'édicter des mesures d'expropriation pour des cas d'intérêt privé—982 ; toute spoliation est contraire aux habitudes du Gouvernement du Canada et de Grande-Bretagne—982 ; le département agit généralement par persuasion avec succès—982 ; ces questions ne peuvent pas être réglées par l'action officielle seulement, il faudrait en arriver à une législation—982.

M. R. L. Borden—En vertu du principe d'expropriation pour nécessité de voie ferrée, ne peut-on pas exproprier un terrain qui empêche tel développement d'une contrée que ce chemin de fer a pour objet de produire ?—983 ; les deux cas sont à peu près semblables—983.

M. Lake—Avec un peu de diplomatie, on devrait pouvoir réussir—984.

M. M. S. McCarthy—S'enquiert des négociations pour la cession de la réserve des Sarcis, à trois milles de Calgary—984.

Hon. Oliver—Le département a obtenu la cession de la réserve de Kamsack sur le chemin de fer Canadien du Nord—985 ; il a obtenu la cession de la réserve des Assiniboines à Battleford et des Assiniboines de Sintaluta—985.

M. Fowler—Il serait très important de pouvoir supprimer par voie d'échange et d'achat les réserves des sauvages de la Colombie-Anglaise, où les terres arables sont plus rares—986 ; il vaudrait mieux écarter les sauvages davantage des villes—986.

SUBSIDES—*Suite.*LAC CROCHE—*Suite.*

Hon. Oliver—En Colombie-Anglaise le gouvernement provincial prétend avoir certains droits sur les réserves—986 ; il faudrait négocier avec les deux—986 ; de plus, les Indiens y sont plus au courant des affaires, il est plus difficile de traiter avec eux—986.

Hon. Oliver—Le gouvernement provincial, prétend que du moment qu'une réserve devient vacante, elle tombe entre ses mains—987.

M. Herron—Demande qu'on étudie le cas de la réserve de Cardstone—987.

M. Bennett—Demande les conditions de la location de la réserve indienne du Sang—988 ; désire savoir si M. Peter Ryan et Charles Beck sont intéressés dans la compagnie locataire—988 ; M. Beck se vante d'avoir obtenu ces pâturages à 1½ cent l'acre, tandis que le prix régulier du département est de 2 cents pour le loyer des pâturages—990 ; se plaint qu'on laisse les Indiens négocier avec un homme aussi malin que M. Peter Ryan—990.

Hon. Oliver—Si l'on tient compte du fait que les Indiens font aussi paître là leurs troupeaux considérables, on voit que le prix du loyer revient à 2½ cents l'acre—990.

M. Borden—Les Indiens sont les pupilles du gouvernement, les marchés devraient être faits avec la Couronne—991.

Hon. Oliver—Les négociations avec les Sarcis de Calgary ont été conduites par le Rév. John McDougall, de Calgary—992.

## LIMITES DU LABRADOR.

M. Morin—Demande qu'on fasse délimiter la frontière du Labrador et de Québec—6006.

Hon. Lemieux—Cette question fait le sujet d'une correspondance entre ce gouvernement et celui de Terre-Neuve—6007 ; question de propriété soulevée—6007 ; gouvernement a proposé de soumettre au conseil privé, pas de réponse—6007.

## REV. PERE MENYON.

M. Lake—Se plaint que le Rév. Père Menyon soit l'objet d'attentions spéciales de la part du département de l'intérieur à cause de son bon travail électoral—1133 ; le pensionnat de Muscowequan—1134.

## MINES ET FORETS.

Hon. Oliver—Le gouvernement a décidé de faire deux départements distincts. M. Campbell aux forêts. M. Rowat, aux mines—6126.

## MOYENS DE COMMUNICATIONS ENTRE PARLEMENT ET CONSEIL DU YUKON.

Hon. M. Foster—L'opposition ne peut avoir des renseignements sur les dépenses du conseil du Yukon que par journaux—1256 ; l'ancien ministre de l'intérieur a dépensé \$50,000 pour boucher un trou—1256 ; ignore s'il était expert dans l'art de boucher les trous—1256 ; on veut forcer la main à la providence, au prix de \$10,000 pour l'obliger à donner de la pluie—1256 ; le ministre de l'intérieur nous envoie à Boston ou

SUBSIDES—*Suite.*MOYENS DE COMMUNICATIONS ENTRE PARLEMENT ET CONSEIL DU YUKON—*Suite.*Hon. Foster—*Suite.*

autre lieu quand nous demandons des renseignements—1257; le gouverneur du Yukon est en ce moment à Ottawa, il devrait être facile d'avoir des renseignements—1257.

M. Miller—Voudrait savoir pourquoi l'hon. M. Foster dit que l'ex-ministre de l'intérieur avait des connaissances spéciales sur la manière de boucher les trous—1257.

M. Henderson—C'est l'ex-ministre de l'intérieur qui est le père de l'expression : boucher le trou—1258.

Hon. Oliver—Ne demande pas mieux que d'avancer les affaires de la Chambre en communiquant tous les renseignements désirés—1253; cependant le principe du Gouvernement responsable est en jeu—1258; le Yukon ayant été doté d'une législation autorisée à prélever des taxes et à faire des dépenses, celle-ci peut disposer des fonds provenant de la perception des taxes, sans entraves de la part du Gouvernement fédéral—1259; en cette circonstance, parle au nom du Gouvernement 1259; opposition devrait télégraphier au conseil du Yukon sa désapprobation—1259.

Hon. Foster—Le Gouvernement a changé de doctrine depuis 1905—1260; attitude prise par ministre de l'intérieur, au nom du Gouvernement, est injustifiable, inconstitutionnelle et illégale—1260; si l'opposition ne peut pas s'adresser au ministre de l'intérieur, elle ne peut avoir aucune information sur les e... au Yukon—1261.

Hon. Oliver—Le Gouvernement ne peut exiger des informations quant à l'emploi des fonds votés que lorsqu'il est convenu qu'ils seront dépensés sous la direction du conseil du Yukon—1262; quant aux fonds prélevés par le conseil du Yukon, en vertu de l'autorité que le Parlement lui a accordée, nous n'avons rien à y voir—1262.

Hon. Foster—Dit qu'il ne retarde pas l'adoption des crédits par plaisir—1264; le ministre est un fonctionnaire du Parlement, c'est lui qui doit fournir les détails demandés au sujet de l'emploi de fonds votés—1266.

Hon. Oliver—Répète que les crédits ouverts au Gouvernement pour des fins déterminées doivent être consacrés à ces fins par le conseil du Yukon—1267; c'est pour cela qu'on fait à Ottawa la vérification des comptes—1267; quant aux montants votés pour les dépenses générales du Yukon, nous n'avons pas à en demander compte—1267.

Sir Wilfrid Laurier—Le conseil du Yukon est un corps indépendant—1267; nous pouvons vérifier l'emploi des fonds s'il y a malhonnêteté ou négligence, nous n'avons pas le droit de juger de la sagesse ou de la prudence des dépenses—1268; cinq hommes au Yukon ont eu assez confiance dans le faiseur de pluie pour avancer de leur poche \$5,000, est-il étonnant que le conseil ait souscrit une même somme?—il n'y a pas eu de malversation, il

SUBSIDES—*Suite.*MOYENS DE COMMUNICATIONS ENTRE PARLEMENT ET CONSEIL DU YUKON—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

peut tout au plus y avoir excès de confiance—1268; il n'y a pas lieu de les blâmer—1268.

Hon. Foster—Le premier ministre n'est pas aussi rigide que John Hampden—1269; pour savoir s'il y a malversation, il faut une enquête, il faut des renseignements 1269.

Sir W. Laurier—La dégénérescence des temps et les mauvais exemples, empêchent qu'il y ait aujourd'hui des Hampden et des Pym—1270; le Gouvernement a des moyens de surveillance accessibles au Parlement au sujet des dépenses du Yukon—1270; le ministre de l'intérieur reçoit copie de toutes les ordonnances adoptées par le conseil du Yukon—1270; l'auditeur général s'assure que les dépenses sont faites suivant les conditions imposées lorsque ces crédits sont votés—1270; Gouvernement télégraphiera immédiatement pour avoir les détails si l'hon. M. Foster peut assurer qu'une ordonnance a été réellement passée pour voter un crédit à ce faiseur de pluie—1271.

Hon. M. Foster—On veut exiger qu'un député qui demande une information sur la foi d'un article de journal affirme que celle-ci est vraie—1271.

M. Ingram—Les membres de l'opposition sont parfaitement dans leur droit en appelant l'attention du Parlement sur les rapports des journaux où il est question de sujets intéressant le public—1272; si le ministre de l'intérieur avait voulu s'informer auprès du Gouvernement du Yukon, il aurait tous les renseignements qu'on lui demande—1272; l'opposition est très sincère en demandant des informations—1273.

Hon. Paterson—Il est étrange que le représentant du Yukon en Chambre se désintéresse de cette question—1273.

M. Henderson—Reprend l'historique de la question du bouchage du trou à l'Eldorado—1274; le terme "boucher" vient du ministre de l'intérieur lui-même—1273.

M. Ingram—Explique que tous les documents en question, sont d'après le rapport de l'auditeur général envoyés au Canada depuis janvier 1906—1275; en déposant ces ordonnances, qui sont au département on saura tout ce qu'on veut savoir—1275.

## NOMINATION DE P. J. HAMILTON, AGENT DES INDIENS.

M. Lake—Se plaint que M. Hamilton ait été nommé agent des Indiens à la Montagne du Tondre—1290; M. Hamilton s'est occupé d'élections—1291.

Hon. Oliver—Les fonctionnaires du département de l'intérieur n'ont pas besoin qu'on leur rappelle quelle conduite tenir en cas d'élections, ils connaissent leurs devoirs et la responsabilité qu'ils encourrent—1292; il y a des cas où les employés peuvent convenablement servir comme sous-officiers-rapporteurs, s'il n'y a personne de plus propre à remplir la charge—1292.

SUBSIDES—*Suite.*

## NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY.

M. S. Hughes—Veut avoir les noms des actionnaires que M. Smart a dit au comité être entre les mains du département—1703.

M. Sproule—M. Smart a refusé de répondre au comité, le président et la majorité l'ont soutenu—1703.

M. Lennox—Gouvernement doit savoir sûrement à qui argent a été payé—1704; il est de son devoir de divulguer au Parlement—1704; les dépenses d'immigration ont augmenté de 118 pour cent depuis 1900-01—1704; l'augmentation des dépenses pour immigrants d'Angleterre a été depuis 1900 de 88 pour cent et pour l'immigration européenne de 200 pour cent—1704; c'est là où l'augmentation des résultats est la plus basse, 88 pour cent—1704; cite article du "Globe", 13 avril, au sujet contrat North Atlantic Trading Co. condamnant opération—1706; M. Smart dit avoir été autorisé par ministre d'alors en entrant en affaires avec la compagnie à ne pas dévoiler les noms—1706.

Hon. Oliver—Etrange doctrine de dire que le gouvernement ne doit pas traiter avec compagnie dont ne connaît pas tous les actionnaires—1706; paie subventions aux compagnies de navigation sans connaître actionnaires—1706; considère résultats obtenus et non personnel des compagnies—1706; le comité d'agriculture ne fait pas enquête sur la politique générale d'immigration du gouvernement, mais sur contrat en particulier—1708; rien n'empêche de passer les crédits généraux—1707.

M. Ingram—Demande si ministre refuse de faire connaître les noms se rapportant à la North Atlantic Trading Company qui sont dans son département—1707.

Hon. Oliver—A toujours cru qu'il serait préférable de ne pas donner les noms—1707; ceux qui sont au département sont déjà rendus publics—1707; en tout cas l'opposition les connaît et peut les rendre publics si elle veut en prendre la responsabilité—1707.

M. R. L. Borden—Accepte le terme de chasse aux scandales appliqué à l'enquête du comité—1708; ne sait pas s'il ne vaut pas mieux attendre à plus tard pour discuter l'œuvre du comité—1708.

## PAIEMENT DE RENTES ANNUELLES EN VERTU DU TRAITE DE ROBINSON.

Hon. M. Oliver—C'est une rente à perpétuité—749; le Gouvernement d'Ontario en 1903 a remboursé au Gouvernement du Canada \$90,000 payés par celui-ci et a consenti à contribuer à perpétuité à une annuité de \$10,550 pour les rentes—749; le Gouvernement fédéral paie annuellement \$12,450 pour sa part des rentes—749.

## PAIEMENT AU CHEMIN DE FER CALGARY EDMONTON.

Hon. Oliver—Un jugement a obligé le Gouvernement à rembourser à la compagnie de chemin de fer Calgary-Edmonton le prix des terrains houillers vendus et dont il prétendait que la compagnie ne possédait que la surface—6007; le Gouver-

SUBSIDES—*Suite.*PAIEMENT AU CHEMIN DE FER CALGARY EDMONTON—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

Gouvernement avait accepté des scrips que la compagnie refuse de reprendre—6007; il est obligé de payer le montant en argent—6007; crédit demandé—6007.

M. M. S. McCarthy—Ce sont les terrains achetés par J. Hill—6007.

## PERSONNEL DES TERRES FEDERALES.

Hon. Oliver—Enumère le personnel du bureau général—6085; nouveaux fonctionnaires du service extérieur—6086.

## PROTECTION DES TERRES BOISEES DE L'OUEST.

Hon. Oliver—Le crédit est augmenté en raison de la nouvelle loi des réserves forestières—6089; développement des plantations d'arbres dans l'Ouest—6089.

## RAPPORTS DE M. SPEERS.

M. Sproule—Demande communication des rapports de M. Speers sur les différentes colonies étrangères établies au Canada—1703.

## RELEVES HYDROGRAPHIQUES—OBSERVATOIRES.

Hon. Oliver—Augmentation nécessaire—6022; nécessité de replacer bornes frontières à la 49e parallèle, du lac des Bois aux Montagnes Rocheuses—6022; arrangement avec les Etats-Unis—6023; travail sera fini cette année—6023; il faut aussi tracer la nouvelle frontière de l'Alaska suivant la sentence de Londres 1903—6023; détails des travaux—6024.

M. S. Hughes—Demande qu'on s'occupe un peu des salaires de la commission géologique—6024.

Hon. Oliver—Un crédit est demandé pour tracer la frontière de Québec et du Vermont—6025.

M. S. Hughes—Propose de fondre en un seul les départements cartographiques des ministères de l'intérieur, de la marine et de la milice—6025.

## RESERVE DU LAC AU CYGNE.

M. Staples—Demande si le gouvernement a reçu des pétitions des habitants du district du Lac au Cygne demandant que la réserve soit ouverte à la colonisation—1294.

Hon. Oliver—Le ministère s'en occupe, mais si l'on veut obtenir un renoncement de la part des Indiens, il est important que les blancs ne s'agitent pas.

## RESERVE DES SEPT ILES.

Hon. Oliver—Expose arrangements intervenus avec mission catholique pour déplacer les habitants de la réserve—6138.

## SAUVAGES DE CAUGHNAWAGA.

M. Walsh—Demande si les sauvages n'ont pas le droit de couper le bois pour leurs constructions, même si les bois ont été vendus—1297; les difficultés des sauvages de Caughnawaga avec la société Charlemagne et Lecouvreur—1297.

Hon. Oliver—Une enquête se fait actuellement—1297.

SUBSIDES—*Suite.*SERVICES DE M. C. A. DEUTCHSMAN POUR  
LES GROTTES DES SELKIRK.

Hon. Oliver—M. C. A. Deutchsman a découvert de magnifiques grottes près de Glacier—6004; ne réclame aucun droit de découverte—6004; compensation de ses travaux—6004; il a développé sa découverte depuis deux ans—6005.

M. Sproule—En somme on le paie pour avoir trouvé un trou—6005; pourvu qu'on n'ait pas à le payer pour le boucher, comme au Yukon—6005.

M. Bergeron—Demande pourquoi la Colombie-Anglaise ne l'indemnise pas—6006.

M. Galliher—La Colombie-Anglaise n'a rien à y voir—6006; M. Deutchsman en recevant \$5,000 est à peine compensé de ses travaux—6006.

## SOINS MEDICAUX AUX INDIENS.

M. Sproule—S'étonne que les Indiens de la Colombie-Anglaise qui ont retiré l'année dernière \$692,000 de leur travail ne puissent pas rémunérer leurs médecins quand ceux-ci sont à peu près entièrement rémunérés par les sauvages d'Ontario qui ne gagnent que \$601,000—1120.

Hon. M. Oliver—Les sauvages de la Colombie-Anglaise sont divisés en 1,040 réserves—1120; les indiens d'Ontario ont des revenus fixes provenant de leurs terres—1120; les Indiens de la Colombie-Anglaise vivent de leur pêche—1120; le Dr Lafferty a été appelé à la convention de la tuberculose à Ottawa parce qu'il ya beaucoup plus de tuberculeux dans le Nord-Ouest qu'en Colombie-Anglaise—1122; le Dr Mackenzie de Manitoulin et le Dr Fraser sont venus également à la demande du médecin-inspecteur, le Dr Bryce—1122.

M. Taylor—Sir John Macdonald était d'avis que les dépenses pour les Indiens devaient diminuer d'année en année—1123; en 1895, les Indiens de Québec et d'Ontario coûtaient \$74,369, maintenant, ils coûtent \$177,383—1123.

M. Reid—Un médecin qui est au service du gouvernement pour les Indiens ne devrait pas avoir le droit d'exercer sa profession hors de l'agence—1125.

## SURINTENDANT DES MINES.

Hon. Oliver—M. Eugène Haanel est nommé surintendant des mines, salaire, \$2,500—6083; son rapport est concluant à titre d'expérience, mais le Gouvernement attend les essais faits par un établissement industriel pour se prononcer—6074.

M. Armstrong—Croît que la direction du service des mines devrait dépendre de la commission géologique—6090; on crée une sinécure pour un ami politique d'un ancien ministre—6090.

Hon. Oliver—On peut laisser au bureau géologique la partie scientifique et réserver à la direction des mines la partie pratique—6092.

SUBSIDES—*Suite.*

## TERRITOIRES DU NORD-OUEST—REGISTRATEURS.

Hon. Oliver—Les bureaux d'enregistrement sont tenus par le Gouvernement fédéral jusqu'au 1er août—5665; ils seront ensuite remis aux provinces, les revenus compenseront la dépense—5665.

## TRADUCTION, COMMISSION GEOLOGIQUE.

Hon. Oliver—M. Sauvaille est employé à traduire les rapports de la commission géologique, pas traduits depuis longtemps—6133.

## DR. TYERMAN.

M. S. Hughes—Demande si le Dr Tyerman, ancien médecin de l'agence de Carleton, est celui qui prétendait avoir été élu et pour lequel on avait bourré les boîtes—1293; le crime est plutôt à la charge d'anciens députés des Communes qui sont au pouvoir là-bas—1293.

Hon. Oliver—Le Dr Tyerman avait démissionné—1293.

## JUSTICE.

## AFFAIRE BROTHIER.

M. Macpherson—Demande si Brothier qui a été renvoyé de Seattle au Canada et arrêté de nouveau, sera encore gracié—7739.

Hon. Aylesworth—Impossible répondre à ces hypothétiques—7739.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS  
LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Aylesworth—Réduction de \$77,500 depuis formation nouvelles provinces—505; juges nouvelles provinces administreront justice dans les territoires restant du Nord-Ouest jusqu'à nouvel ordre—506.

## ALLOCATION AUX JUGES DU YUKON.

Hon. Fitzpatrick—Gouvernement entendait supprimer allocations au Yukon mais a reçu rapport juge Craig indiquant que les anciens prix subsistent; entend rétablir allocation—508.

ALLOCATION DES JUGES DU YUKON (re-  
prise).

M. Sproule—Prix ont diminué—7731; existence pas plus chère maintenant que dans Ontario—7731.

Hon. Aylesworth—Aperçu des prix—7731; renseignements fournis au ministère—7732.

Hon. Foster—Plus d'employés au Yukon qu'il n'en faudrait pour l'ouvrage—7733; prix portés sur liste à lui fournis bien inférieurs à ceux de liste du gouvernement—7738; mercuriale du marché de Dawson, d'après "Daily News"—7738.

M. Barker—Demande si un fonctionnaire n'a pas retiré d'indemnité de séjour à deux départements—7738.

Hon. Aylesworth—Contestation s'est soulevée entre couronne et juge Dugas et celui-ci a prouvé devant les tribunaux qu'il avait raison—7737.

SUBSIDES—*Suite.*

## ASSOCIATION DE LEGISLATION COMPAREE.

Sir W. Laurier—Première année d'abonnement, sera adressée au secrétariat d'état—7742.

## AUGMENTATIONS, APPOINTEMENTS.

Hon. M. Aylesworth—Expose le cas de MM. Gisborne, Leslie, Narraway, Lane, Creighton, Smith—7752.

## FARINE DES PENITENCIERS.

M. Bennett—Le gouvernement a demandé des soumissions publiques pour la farine des pénitenciers, il n'en a accepté aucune, puis il a envoyé des circulaires et a accordé la fourniture à une compagnie où un député est intéressé—972.

Hon. M. Fitzpatrick—Les soumissions ont été d'abord refusées pour cause—972; des soumissions ont été demandées à 31 fournisseurs—972; l'adjudication a été donnée au plus bas soumissionnaire—972.

M. Bennett—Pour obtenir une notoriété en Chambre, il faut attaquer les ministres au dehors et ici les suivre comme un agneau—973; l'entrevue de M. Grant—973; on s'étonnera que la soumission de M. Campbell soit de 4 cents seulement plus basse que celle qui la précède—974; ne prétend pas qu'il y ait rien d'irrégulier dans ces soumissions—974; M. Grant et l'hon. M. Fitzpatrick—975.

## INDEMNITE DE SUBSISTANCE DU JUGE D'ATLIN.

Hon. Fitzpatrick—La vie étant plus chère à Atlin qu'en Colombie-Anglaise, juge recevra \$900 d'indemnité—506.

## PENITENCIER DE KINGSTON.

Hon. Aylesworth—La fabrication de ficelle d'engrègement fait ses frais—7742; explique comment ficelle vendue aux cultivateurs—7742.

M. J. D. Reid—Ficelle devrait être vendue au prix coûtant et non au prix de la coalition—7743; il y a entente entre le Gouvernement et les fabricants—7743.

M. Macdonell—L'atelier de Kingston ne doit pas venir en concurrence avec ceux du pays pour faire baisser les salaires—7476; produits pourraient être exportés à l'étranger—7746.

Hon. Aylesworth—Nous réalisons 31 cents par journée de prisonnier—7746.

M. Reid—Le Gouvernement réalise en fait 90 cents par jour, aux dépens des contribuables—7750.

M. Sproule—Le Gouvernement garde sur les bras de fortes quantités d'une saison à l'autre—7750; vaudrait mieux vendre à bon compte aux cultivateurs—7751.

## POLICE FEDERALE.

Hon. Fitzpatrick—Promotions se font suivant système militaire—509; commissaire à la discrétion absolue—509.

## REFONTE DES STATUTS.

Hon. Aylesworth—Statuts ont été divisés par groupe et imprimés au dehors à proximité des commissaires—7741; dépenses actuelles—\$75,000—7741.

SUBSIDES—*Suite.*

## MARINE ET PECHERIES.

## AFFAIRE ORLANDO W. ROBERTS.

Hon. M. Foster—M. O. W. Roberts et l'association nationale des ingénieurs de marine—7862; certificat accordé par M. Richardson, inspecteur de bâtiments—7801; enquête par l'association—7802; déclaration Roberts fautive—7802; certificat annulé—7802; certificat rendu et paiement d'amende de \$50 imposé—7802; M. Roberts agit encore comme ingénieur—7802; correspondance et enquête—7803-7807; lettre hon. Brodeur—7807; certificat annulé ne pouvait être rendu qu'après nouvel examen—7807; la loi, texte—7808; on favorise un Américain au détriment d'un ingénieur canadien—7808; le ministre n'aurait pas dû avoir de scrupule dans ce cas à renverser décision précédent—7800.

M. Macpherson—Approuve hon. Foster—7809; pas de faute de M. Richardson—7800; les Canadiens ont toutes les difficultés possibles d'obtenir des emplois au Yukon—7810; tout pour les Américains—7810; M. Richardson n'a pas pris précautions et mériterait réprimande—7811.

Hon. L. P. Brodeur—Roberts a violé la loi—7811; il prétend ne l'avoir pas fait sciemment—7812; il a passé examen et est compétent—7812; le ministre a changé d'avis et a décidé de ne pas annuler le certificat et ce, avant que le certificat fût revenu au département—7812; seule correspondance au département, lettre O'Brien au Dr Thompson—7812; la décision du ministre n'était pas une décision administrative mais une décision judiciaire—7813; on n'y pouvait plus toucher—7813.

## AGENCES DE LA MARINE, LOYERS, DEPENSES CASUELLES.

M. A. McLean—Lit les dépenses d'ameublement de l'agence de Montréal—3685; les 114 chaises du bureau—3685; six employés—3686.

Hon. Brodeur—Explique que beaucoup d'autres fonctionnaires occupent l'agence—3686.

M. Reid—Cette dépense de \$2,500 a été faite sans soumission—3688; beaucoup d'autres marchands de meubles auraient bien aimé avoir cette fourniture de \$2,500; on aurait payé beaucoup moins cher—3688.

Hon. Brodeur—La loi n'exige de soumission qu'au-dessus de \$5,000—3688.

M. Reid—Les comptes de l'auditeur général fourmillent de dépenses de ce genre—3689; les fonctionnaires ont l'ordre d'aller tout droit acheter chez les amis du gouvernement—3689; il n'y a rien de changé dans les méthodes du ministère de la marine depuis que le nouveau ministre est en fonctions—3689; si un employé osait discuter les prix payés il serait destitué—3690; le ministère de la marine paie 50 pour cent plus cher qu'un particulier—3690; c'est une honte pour le gouvernement—3690; le ministre de la marine a demandé des soumissions pour du charbon à Sorel en pleine grève—3690; il s'agissait d'une dépense de \$100,000—3690; le lendemain de la réception des soumissions, 10

SUBSIDES—*Suite.*AGENCES DE LA MARINE, LOYERS, DEPENSES CASUELLES—*Suite.*M. Reid—*Suite.*

prix du charbon avait baissé de 40 pour cent—3690; a demandé au ministre d'attendre quelques jours, mais celui-ci a refusé—3690; si le charbon a été payé \$5 la tonne comme l'an dernier, c'est un cadeau de \$25,000 à des amis—3690; il aurait pu l'acheter pour beaucoup moins de \$4—3690; serait en faveur de charbon des provinces maritimes, s'il était acheté aux mines, même s'il coûtait plus cher que le charbon américain—3691.

Hon. Brodeur—M. Reid est venu me demander de prolonger le délai des soumissions pour permettre à son marchand de charbon américain de faire concurrence au charbon canadien que nous voulions acheter—3692; impossible dévoiler maintenant les prix des soumissions la fourniture n'ayant pas été adjugée—3692; lors de la demande de soumission il n'y avait pas de grève dans les charbonnages canadiens mais chez les marchands de charbon américains—3692; le département avait spécifié du charbon canadien, mais M. Reid voulait vendre du charbon américain—3692.

M. Bennett—Corrobore ce qu'a dit M. Reid quant au coulage dans le département de la marine—3694; les dépenses ont quadruplé depuis 196—3694; le phare de Collingwood—3694; impuissance du Col. Anderson—3694.

Hon. Brodeur—Sur un budget de \$1,656 000 pour les phares, il y a \$1,000,000 pour améliorations—3695; on ne devrait donc pas améliorer, s'en tenir aux \$20,000 que l'on consacrait en 1896 à ce service—3695; ne veut pas soit ainsi, le public recueille les avantages de ces dépenses en facilités de toute nature—3696; les libéraux quand ils étaient dans l'opposition avaient le courage de mettre le siège en jeu pour lancer des accusations—3696; maintenant on se contente d'insinuations—3696; le taux des assurances a été réduit l'année dernière pour la première fois depuis quinze ou vingt ans grâce aux travaux du gouvernement—3698; cette année le gouvernement dépense \$100,000 pour l'installation du système Marconi—3698.

M. Reid—Serait prêt à voter tous les crédits de la marine, même des crédits plus élevés si savait que cela serait dépensé honnêtement—3698.

M. Northrup—C'est à de très rares exceptions qu'on demande des soumissions au ministère de la marine—3699.

M. Johnston—Le charbon de la Nouvelle-Ecosse a été livré l'année dernière à Sorel à meilleur marché que n'aurait pu être livré le charbon américain—3700; le charbon canadien vaut n'importe quelle houille grasse américaine—3701; le charbon s'est livré à Sorel à \$4.15 la tonne, M. Reid a insinué qu'il avait coûté \$5 ou \$6 la tonne 3701; toutes ses observations sont dénués de fondement—3701.

SUBSIDES—*Suite.*AGENCES DE LA MARINE, LOYERS, DEPENSES CASUELLES—*Suite.*

M. Reid—Lit lettre ministre de la marine en réponse à demande de prolongation de délai pour les soumissions—3702.

Hon. Brodeur—M. Reid m'a dit que si je ne lui accordais pas sa demande j'aurais du mal à passer mes estimés—3702.

M. Reid—Le danger de la grève s'était fait sentir dans Ontario et aussitôt les rumeurs disparues le charbon a baissé—3702.

M. T. Martin—Le charbon vient de monter au contraire, dans Ontario—3703.

Hon. Brodeur—M. Reid a la manie de dénigrer—3704; on demande des soumissions et il n'est pas content parce qu'on ne laisse pas les Américains prendre la commande—3704.

M. L. G. McCarthy—Il n'y a pas eu de grève aux Etats-Unis—3704; il était bien plus sage d'acheter le charbon avant que la grève fût déclarée—3705; le Gouvernement a bien fait de ne pas attendre—3705;

M. Carvell—M. Reid dit que le prix du charbon avait monté en Nouvelle-Ecosse, il ne peut pas le prouver—3706.

M. Armstrong—Il y a eu une augmentation du charbon dans Ontario sur les rumeurs de grève—3707.

M. Campbell—Ce n'était pas le charbon dont le département avait besoin—3708.

M. Ingram—Insiste sur la nécessité dans les contrats de fourniture de charbon d'insérer une clause obligeant à fournir même en cas de grève—3708; chaque ministère devrait avoir sa provision de charbon pour les cas d'urgence—3709; on devrait donner plus de publicité aux demandes de soumissions—3709.

Hon. Brodeur—Cela se fait dans tous les cas—3709.

## APPOINTEMENTS ET DEBOURSES POUR INSPECTEURS, GARDE-PECHE, ETC.

Hon. Brodeur—Somme demandée permettra solder reliquats reportés d'année en année—3802.

## BATEAU PATROUILLE POUR LA BAIE D'HUDSON.

Hon. Brodeur—Construit à Sorel—4981; coûte \$40,000—4981.

## BRISE-GLACE.

M. Sproule—Demande un brise-glace sur les grands lacs—7775.

Hon. L. P. Brodeur—Question à l'étude—7776; montant voté pour tenir chenal des lacs libre au printemps—7775; faudrait plusieurs brise-glace—7776.

## CHENAL DU SAINT-LAURENT.

Hon. Brodeur—Ce crédit comprend les frais d'exploitation de six dragues à godets à \$40,000 chacune et d'une drague hydraulique—2967; elles creusent le chenal à 30 pieds—2967; leur travail sera terminé vers le 1er octobre, il y aura 30 pieds de Montréal au golfe—2968.

SUBSIDES—*Suite.*CHENAL DU SAINT-LAURENT—*Suite.*

M. Monk—Conseille de donner le travail à l'entreprise pour hâter les travaux—2967.

Hon. Brodeur—Il reste pour terminer le chenal 21 millions de verges cubes à enlever—2969.

## DEPENSES DES ECOLES DE NAVIGATION.

Hon. Brodeur—Cours établis à Montréal, Québec, Sydney, Charlottetown, Halifax, Saint-Jean (N.-B.), Kingston, Victoria, Sainte-Catherine—3488.

M. A. K. Maclean—Considère argent pour conférences bien placé—3488 ; cependant doute de l'efficacité de la méthode des conférences—3488 ; préférerait écoles de marine dans principales villes des provinces de l'est et des lacs—3488.

M. L. G. McCarthy—Il n'y a pas plus de navigateurs à Sainte-Catharine qu'à Collingwood—3488.

Hon. Brodeur—Craint que l'établissement d'écoles de marine soit en conflit avec les droits provinciaux qui réservent l'éducation—3489.

M. E. Macdonald—Le commerce du cabotage des provinces maritimes est maintenant entre les mains des Norvégiens—3490 ; la jeunesse ne veut plus se livrer à la navigation à cause du peu d'encouragement reçu—3490 ; on devrait tâcher d'obtenir au moins quant aux provinces maritimes l'abolition des traités qui permettent d'enlever à celles-ci l'industrie du cabotage—3490.

M. Gervais—Nous avons une marine marchande et un noyau de marine nationale—3490 ; on pourrait créer des écoles de marine dans une université de Québec et une des provinces maritimes—3490 ; il faudrait faire venir des instructeurs d'Angleterre et les matières théoriques seraient enseignées par les professeurs actuels—3490 ; avec \$25,000 par année, on pourrait établir cela—3490 ; la question de droits provinciaux n'a jamais été soulevée pour le collège militaire de Kingston—3491 ; rien ne s'oppose à la création d'écoles de marine—3491.

Hon. Brodeur—On pourrait présenter un mémoire au gouvernement impérial au sujet du traité existant entre Angleterre et Norvège—3491 ; ne considère pas à propos d'établir des écoles de marine—3491 ; le collège de Kingston a pu s'établir parce que tous les militaires dépendent du gouvernement fédéral, et pas les marins—3491.

## DEPENSES POUR DISTRIBUTION PRIMES DE PECHE.

Hon. Brodeur—Ce service est fait par employés du gouvernement recevant rémunération spéciale—3800.

## DIMINUTION DU NOMBRE DES COMMIS, AU MINISTRE DE LA MARINE.

Hon. M. Brodeur—Le nombre des commis est réduit de 57 à 55—384.

SUBSIDES—*Suite.*

## DRAGUEUR "GALVESTON".

Hon. Brodeur—La drague a été achetée livrée à la Nouvelle-Orléans à \$150,000 ; le gouvernement va dépenser \$25,000 pour l'équiper et la faire fonctionner—2995 ; elle devra draguer le banc de Beaujeu en aval de Québec—2996 ; la drague "Fielding" est employée uniquement par le département des travaux publics—2996 ; la drague a été inscrite à la douane des Etats-Unis à \$250,000—2997 ; le voyage de la Nouvelle-Orléans, au Saint-Laurent coûtera \$5,000, plus assurance—2998 ; les dépenses pour la saison, pour fonctionnement seront de \$50,000—2998.

## ENQUETE SUR LES NAUFRAGES.

Hon. Brodeur—La plupart des dépenses sont pour l'enquête du "Bavarian"—4981.

## ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES.

Hon. Brodeur—Enumère les steamers—3279 ; l'"Arctic" ajouté cette année—3279.

M. Bennett—L'histoire de l'expédition de l'"Arctic" fera pâlir dans les temps futurs les exploits de Robinson Crusoe—3280 ; compte de fournitures de G. E. Amyot—3280 ; les cigares Laurier—3280.

Hon. Brodeur—Liste des provisions préparée par Capt. Bernier—3281 ; voyage devait durer 3 ans—3281.

M. Bennett—Comptes Rock City Tobacco Co—3282 ; compte Patry—3282 ; compte Lawrence Wilson—3283.

Hon. Brodeur—Le vin de Porto était nécessaire pour les malades—3283.

M. Bennett—Les dépenses de l'"Arctic" seul ont été de \$223,626—3285 ; il portait 21 personnes, plus 7 personnes de la police montée—3285.

Hon. Brodeur—Les provisions étaient destinées au personnel, aux postes, aux Esquimaux—3286 ; le Capt. Bernier avait établi un état soigné des besoins—3286.

M. Bennett—Comptes Gratton, Plouffe, Woods, Lyman Sons, "Bovril"—2386 ; demande si achats faits par soumission—3286.

Hon. L. P. Brodeur—Pas assez de temps pour demander soumissions—3286 ; soumissions particulières demandées—3286 ; c'est l'opposition qui a insisté pour le vote d'un crédit pour organiser expédition pour le Capt. Bernier—3287 ; il faut protéger nos intérêts dans les mers arctiques—3287 ; il faudra renvoyer une autre expédition cette année—3288 ; il est facile d'être sage après coup—3288 ; si une fois l'expédition partie elle eût manqué de quelque chose, on aurait crié au scandale—3288 ; le voyage du Capt. Bernier a duré un an, 15 septembre 1904, 5 octobre 1905—3288 ; l'expédition qu'on envoie cette année reviendra à l'automne—3288 ; c'est M. Clément qui a été chargé des achats dans le département—3289 ; M.

Semple, épicier en gros, de Montréal, a fait l'examen des provisions à titre d'expert—3289 ; l'examen a été fait par une commission composée de MM. White, Gourdeau et Spain—3289.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

- M. J. D. Reid—Le ministre charge un commis de deuxième classe de faire \$118,000 d'achats—3291 ; s'il a envie de prélever une commission, il ne peut pas avoir de meilleure occasion—3291 ; de cette façon, le Gouvernement paie 20 ou 35 pour 100 plus cher qu'il ne devrait—3291.
- M. Bennett—Lit lecture de M. Fraser, auditeur général, au sujet de l'énormité des achats—3293 ; le ministère de la marine est ouvert à qui veut le piller—3293.
- M. Fowler—On cherche à se cacher derrière le Capt. Bernier—3294 ; il est curieux qu'on n'invoque pas le témoignage de M. Low qui a fait une expédition de ce genre—3294 ; la liste des objets fournis pour cette expédition est un indice de capillarité—3295 ; le capitaine Bernier n'était pas l'homme à qui confier une pareille expédition—3296.
- M. A. A. McLean—Il est prouvé qu'on avait amplement le temps de demander des soumissions—3296.
- Hon. Brodeur—Doute que la loi qui exige des soumissions pour entreprises dont le coût dépasse \$5,000 s'applique aux achats de marchandises—3296.
- M. R. L. Borden—Demande rapport commission d'examen des fournitures, listes capitaine Bernier, listes marchandises ramenées, et déposées en magasin, liste marchandises vendues—3298.
- M. Fowler—Il s'est écoulé cent jours entre la remise du mémoire du Cap. Bernier et le départ de l' "Arctic"—3299 ; c'est plus qu'il n'en a fallu à Napoléon pour reconquérir la France en débarquant de l'île d'Elbe—3003 ; on avait le temps de demander des soumissions—3300 ; ne trouve rien à redire sur le temps pris pour les préparatifs, seulement sur l'absence de soumissions—3301.
- M. Borden—L' "Arctic" a quitté l'Allemagne en mai 1904—3301 ; à cette époque l'expédition était décidée—3301 ; il n'est parti qu'en septembre, cela fait cinq mois et demi pour les préparatifs—3301 ; le fait est que le ministre ne voulait pas demander de soumissions—3302.
- M. L. G. McCarthy—Rappelle discussion 20 septembre 1903—3302 ; toute l'opposition déclarait l'utilité de cette expédition—3302 ; se demandait pour sa part pourquoi le Canada avait besoin de découvrir le pôle nord—3302 ; toutes les raisons invoquées pour envoyer le Cap. Bernier au pôle nord—3302 ; demande les données fournies par le capitaine Bernier pour ces achats—3303 ; il est bien certain que les gens envoyés là-bas avaient besoin de certaines choses dont ils n'auraient pas eu besoin s'ils étaient restés ici—3304 ; le capitaine Bernier doit être tenu responsable des achats—3305.
- M. Fowler—Il ne s'agissait pas d'une expédition au pôle nord, dans ce cas, il s'agissait d'un voyage à la baie d'Hudson—3305 ; on a préparé le voyage comme une partie de plaisir—3306 ; on ne saurait excuser la conduite du ministre en invoquant la responsabilité du capitaine Bernier.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

- Hon. Brodeur—Il ne s'agit pas de faire porter au capitaine Bernier la responsabilité des actes du ministère—3306 ; le capitaine Bernier est prêt à venir donner au comité des comptes publics les raisons qui l'ont induit à recommander tels et tels achats—3306 ; l'opposition a insisté pour que le gouvernement fasse cette expédition, maintenant on dit que le gouvernement a commis une erreur en suivant ces conseils—3306 ; le montant en jeu peut paraître considérable, mais il faut tenir compte des circonstances—3308 ; les provisions ont été calculées sur une absence de 1200 jours—3308.
- M. Borden—Cite journal disant qu'il ne reste des provisions de l' "Arctic" que \$5,000 vendus et \$31,000 en magasin—3309.
- M. Fowler—N'attaque pas le capitaine Bernier—3309 ; le capitaine Bernier n'était pas satisfait du navire—3310.
- M. Borden—Le rapport du département indique que le "Gauss" fut acheté en 1903 pour devenir l' "Arctic", c'est-à-dire que, dès cette époque l'expédition était décidée—3311.
- M. Alcorn—Désire savoir pourquoi l'expédition a été rappelée—3312.
- Hon. Brodeur—Navire désarmé, devait aller à la baie d'Hudson et 1,500 milles plus au nord—3312 ; il y a eu des rumeurs non autorisées de mécontentement au sujet du choix de l'équipage—3312.
- Discussion reprise—3436.
- M. R. L. Borden—Lit avis de vente des marchandises vendues par Marcotte frères à l'encan à Montréal—3436 ; demande raison de l'expédition, cause d'échec—3436.
- Hon. Brodeur—Le Gouvernement voulait faire respecter lois canadienne dans mers arctiques—3436 ; itinéraire tracé—3437 ; organisation du personnel, Capt. Bernier, major Moodie—3437 ; l'expédition du "Discovery", du "Mary Ellen", du "Gauss"—3437 ; comparaison de dépenses et approvisionnements—3437 ; le rationnement de l'expédition canadienne—3438 ; le navire pouvait être retenu par les glaces, que serait-il advenu si les provisions avaient été insuffisantes—3438 ; les boissons à bord de l'expédition américaine dépassaient de beaucoup celles de l' "Arctic"—3441.
- M. Stockton—Croyait que l'expédition était destinée au pôle nord—3442.
- M. Henderson—Le projet dont il a été parlé en Chambre et qu'ont appuyé les conservateurs en 1903 n'avait aucun rapport avec la présente expédition de l' "Arctic"—3442 ; aucun homme de bon sens n'irait chercher le pôle nord en passant par la baie d'Hudson—3442 ; ne veut pas être tenu responsable de l'expédition de l' "Arctic"—3443 ; croyait que si le Cap. Bernier découvrait le pôle nord ce serait grande réclame pour le Canada—3443.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

M. Northrup—Le rapport du ministère de la marine ne consacre que cinq ou six lignes à l'expédition de l' "Arctic"—3444; le major Moodie est plus explicite dans le rapport de la gendarmerie à cheval—3444; la gendarmerie à cheval avait ses provisions spéciales qui forment un article de dépense à part—3445; l'expédition du "Fram"—3445; on renonce à la continuation du voyage de l' "Arctic" non pas à cause d'avaries mais sur des ordres officiels—3446.

Hon. Brodeur—Avait pensé que toute la députation approuverait l'idée de soustraire aux Américains les territoires nous appartenant—3446; ce fut la raison de l'expédition—3446; l'opposition voudrait que nous laissons les Américains s'établir sur nos territoires sans reconnaître notre autorité—3446; l'opposition veut les laisser s'emparer de notre pays—3446; l'opposition aurait aimé qu'on n'achetât pas de provisions, qu'on laissât les hommes mourir de faim là-bas—3447.

M. R. L. Borden—L'opposition quand on lui a demandé de voter sans discussion des fonds pour la surveillance des eaux septentrionales du Canada, y a immédiatement consenti—3448; pour toute récompense l'opposition est accusée de manque de patriotisme—3448; cela ne nous oblige pas de nous taire quand on a acheté des provisions qui n'ont sûrement pas été mises à bord—3448; on avait tout le temps de demander des soumissions—3448; il a fallu que le "Neptune" ravitaillât l' "Arctic" au bout d'un an en dépit de l'amas de provisions embarquées ou supposées embarquées—3449; où est le reste des provisions?—3450.

Hon. Brodeur—M. Borden dit que les marchandises achetées n'ont pas été embarquées, il y a le rapport des experts et de la commission qui certifient l'embarquement total—3450; il reste actuellement les deux tiers des denrées embarquées—3451.

M. Jacques Bureau—Démontre que ce n'est pas le "Neptune" qui a ravitaillé l' "Arctic" mais le "Neptune" qui a été ravitaillé par l' "Arctic" à même les provisions en discussion—3452.

M. Northrup—Admet que M. Bureau a raison—3453; historique du transbordement—3453.

M. J. D. Reid—Les marchandises mises à bord pour trois ans représentent \$1,160 par tête par année—3454; l' "Arctic" a un tonnage brut de 762 tonneaux, défalcation faite de l'espace des machines, etc., il ne pouvait pas embarquer les 748 tonnes nettes de marchandise que représentent les provisions achetées—3454; les dépenses des différents steamers du service du Saint-Laurent n'ont pas cessé d'augmenter—3454; il y a des employés qui font de la gratte au ministère de la marine—3454; le ministre ne demande pas de soumissions—3454; les achats de Merwin et de Brooks—3456; le département achète de ces intermédiaires au lieu de s'adresser

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

M. Reid—*Suite.*

directement au fabricant—3456; quelqu'un fait un rake-off—3456; demande si le département a payé les comptes de Merwin et Brooks par l'entremise d'autres banques au lieu de la manière régulière—3457; le département des finances a dû mettre un frein à cette manière d'opérer—3457; l'affaire sera réglée devant le comité des comptes publics—3457; si le ministre continue à administrer son département de cette façon, il va se couvrir d'opprobre—3458.

M. R. L. Borden—Cite mémoire qui lui fut communiqué au sujet d'une expédition du genre de celle de l' "Arctic" et dont il a été parlé, texte—3458.

M. Northrup—Discute les cigares—3460; le vin—3460; les cartes—3461; les vêtements—3462; les sacs à coucher—3463; les dépenses du "Montcalm"—3463; argenterie et vaisselle—3463; verrerie—3464; les dépenses du "Champlain"—3464.

M. Taylor—L'augmentation annuelle des dépenses par le présent gouvernement est due aux extravagances qui viennent d'être signalées—3466; on ne croyait pas que cette expédition pour défendre les droits de la couronne britannique pût coûter \$220,000—3467; il s'est formé de petites sociétés pour mettre en coupe réglée le trésor sous prétexte de fournitures au département de la marine—3467; la chaudière Goldie McCullogh, fournie par T. L. Brooks et Cie, correspondance—3468; il a été empoché \$500 sur cet achat—3467; les achats L. Wilson—3469; les achats Strubb—3469; les limes, le ciment—3469; tout cela dépasse de beaucoup les anciennes histoires de comptes de serviettes de Rideau-Hall—3470; énumération des achats de l' "Arctic"—3471; compte Laliberté—3473; le devoir de la gauche est de rester ici jusqu'à ce que l'opposition ait fait éclater son indignation—3473; s'engage à installer pour \$500 la même machine que le gouvernement a payée \$975—3474.

M. J. D. Reid—Reprise de la liste des achats avec indication des fournisseurs—3476; on aurait économisé \$25,000 sur les \$118,000 d'achats en demandant des soumissions—3477; l'affaire de la subvention au SS. "King Edward" à Québec, les comptes de M. Halliday—3478; à Sorel, il y a un gouffre, on pourrait économiser le salaire de plusieurs ministres—3478; le dragage est un scandale—3478; des steamers de plaisir se promènent partout sur le fleuve—3478; les électeurs vont demander un changement de gouvernement—3479.

Sir W. Laurier—S'en rapporte entièrement pour la gestion du département de la gendarmerie à cheval au Col. White—3479; est convaincu que tout est régulier—3479; les ministres successifs du département de la marine—3479; il se peut qu'on ait laissé les affaires du ministère de la marine tomber dans un état peu satisfaisant, mais le nouveau ministre n'a rien négligé pour remettre l'ordre—3480; on affirme qu'il s'est produit des infractions

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

dans l'équipement de l' "Arctic", que les prix étaient exagérés, que les provisions ont été achetées en quantités exagérées—3480; c'est à la demande du capitaine Bernier que ces quantités ont été achetées—3480; M. Reid a déclaré que le vaisseau ne pouvait pas contenir les marchandises qu'on prétend avoir achetées—3480; M. Taylor a dit que le Gouvernement a permis à ses amis de réaliser des gains illicites—3489; ce sont de graves accusations—3480; le Gouvernement souscrira à toute proposition d'enquête pour les prouver—3480.

M. Northrup—Il y a des achats qui ne figurent pas sur les demandes du Capt. Bernier—3481.

Hon. Brodeur—Ils ont été commandés par major Moodie et par le docteur—3481.

M. Sproule—Propose que l'article du budget soit réservé, maintenant qu'on a convenu d'avoir un comité d'enquête—3481.

M. Henderson—Nie que la gauche se soit jamais opposée à l'envoi d'une expédition pour affirmer suprématie britannique—3482; le ministre doit faire amende honorable—3483.

Hon. Brodeur—Il y a erreur complète—3483; l'expédition qui a motivé la correspondance avec M. Borden était celle du "Neptune" pour envoyer le major Constantine à l'embouchure de la Mackenzie—3483; il y a confusion dans l'évaluation des dépenses de l' "Arctic". Les dépenses totales ont été de \$155,451 ainsi divisées: salaires et rages, \$18,104.50; vivres \$64,516; fournitures et radoubs, \$48,771, vêtements, etc., \$23,998—3484; sur les \$64,516 de vivres, le chef de l'opposition admet qu'il reste plus de \$2,000, cela ne fait pas loin des deux tiers que le département prétend rester—3484.

M. Sproule—Le Gouvernement a contribué à égarer l'opinion en mêlant les questions de p<sup>e</sup>le nord et d'approbation de la gauche à cette expédition toute différente—3486.

Hon. Brodeur—Donne état des dépenses pour l' "Arctic" cette année—3487.

M. A. Martin—Demande raison du changement dans destination du navire qui devait être construit pour brise-glace du détroit de Northumberland—4032; promesse ancien ministre de la marine à Charlottetown—4032; rapports discours promesse vaisseau 5,000 chevaux—4032; le navire actuellement construit ne développe que 2,250 chevaux—4032; articles "Patriot", "Examiner", "Guardian" de Charlottetown—4033; aujourd'hui on propose même d'envoyer le "Montcalm" qui n'a pas la moitié de la force du vaisseau promis—4035.

Hon. Brodeur—Critiques contre "Montcalm" imméritées—4035; meilleur brise-glaces existant en Amérique—4036; puissance "Montcalm" 4,800 chevaux maximum, pas si loin de 5,000—4036; actuellement le "Minto" ne peut pas atteindre plus de 3,200—4036.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

M. Lefurgey—Ne se plaint pas du "Montcalm", se plaint du manque de parole—4037; même manque de parole quant au tunnel—4038.

Hon. Brodeur—Le navire construit coûtera \$250,000 au lieu de \$300,000—4038; et on crie à l'extravagance—4038; le "Montcalm" a été construit, il y a deux ans, et on appelle cela un navire de rebut—4038; le "Montcalm" a été construit de façon à être utilisé dans le détroit de Northumberland—4039; M. Deguid, l'expert, a dit qu'il pourrait faire un excellent service pour l'île du Prince-Edouard—4039.

M. A. Martin—Demande le rapport de M. Deguid—4039; l'île du Prince-Edouard est mécontente—4040; on refuse évidemment de s'occuper de la question des communications—4040; les mauvais vaisseaux envoyés pour faire le service ont fait plus de tort que de bien à l'île—4040; le Canada a déjà dû payer des dommages en 1900, dans 6 ans, il en aura encore plus à payer—4040.

M. Lefurgey—Peu importe que le vaisseau coûte \$300,000 ou \$1,000,000, le gouvernement doit donner les communications régulières requises à l'île du Prince-Edouard—4042.

M. A. A. McLean—Discute l'inscription des matelots du "Minto" sur les listes électorales de Pictou—4043; accusations de parjure contre les membres de l'équipage—4043; insinuations de coopération au parjure de la part d'un député—4046; si même le steamer nécessaire coûtait un million, ce sera de l'argent bien placé si l'île du Prince-Edouard est satisfaite—4048.

M. Macdonald—C'est à sa demande que les noms des matelots du "Minto" qui avaient demandé à être inscrits sur les listes électorales de Pictou ont été rayés par le réviseur qui était son propre frère—4050.

Discussion remise—4050.

M. Lefurgey—Voudrait savoir si oui ou non le "Montcalm" va faire le service du détroit de Northumberland—4929; veut une réponse catégorique—4930.

Hon. Brodeur—Est prêt à affecter le "Montcalm" à ce service si la chose peut se faire sans danger—4931.

M. A. A. Wright—Propose qu'on prenne l'île du Prince-Edouard à la remorque de quelque bon vaisseau et qu'on l'amène à terre pour ne plus entendre parler des communications d'hiver—4932.

M. Derbyshire—Assez de verbiage—4933.

M. A. A. Martin—Lit rapport du comité du Conseil privé, 13 mars dernier, relatif à la construction du nouveau vaisseau du ministère de la marine—4933; changement de destination—4934.

M. Lennox—Lit lettre des citoyens de Charlottetown à l'hon. R. Préfontaine—4934; le manque de communications fait perdre chaque année \$600,000 aux cultivateurs de l'île du Prince-Edouard—4934.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

- Hon. Brodeur—Le Pacifique-Canadien avant d'envoyer ses vaisseaux à Montréal a étudié le chenal; avant d'envoyer le "Montcalm" à Pictou le gouvernement peut bien étudier lui aussi—4930; promet d'améliorer le service du détroit de Northumberland et d'y affecter un steamer convenable—4938.
- M. J. D. Reid—Signale le compte de D. D. Dwyer pour déchargement du "Minto" à Pictou—4940; c'est l'affaire de l'équipage 4940.
- Hon. Brodeur—Les unions ouvrières de Pictou ne le veulent pas—4940.
- M. J. D. Reid—Reprend comparaison dans les dépenses d'entretien des steamers du Gouvernement entre 1896 et maintenant, —4941.
- M. Taylor—Discute les comptes d'équipage du "Montcalm"—4945; compte d'habillement des officiers—4946; le capot de chat sauvage de \$80—4946; discute divers achats—4948.
- M. Armstrong—Commente l'achat de 72 réveille-matin—4948.
- M. Pringle—Appelle l'attention sur le steamer "Alert" à Cornwall parfaitement inutile—4949.
- Hon. Brodeur—L' "Alert" dépend des travaux publics—4949.
- M. Ganong—Se plaint qu'on traite à la légère les revendications de l'île du Prince-Edouard—4950; population industrielle et honnête—4950.
- M. Reid—Se plaint que les fournisseurs comme M. Coghlin, Merwin et Brooks aient le droit de faire entrer en franchise les articles fournis au Gouvernement ce qui leur assure un avantage illégitime sur leurs autres concurrents—4966; insinue que le premier acte de l'administration de l'hon M. Brodeur a été de permettre à M. Brooks d'obtenir des fonds à la banque avec la garantie du Gouvernement—4954.
- Hon. Brodeur—Prouve que transaction en question date du 15 janvier et qu'il n'était pas alors ministre de la marine—4954; explique le prétendu scandale de la Banque des Marchands, de Prescott—4955; il s'agit d'une simple procuration pour toucher une somme due par le trésor public—4958.
- M. Stockton—Démontre qu'un capot de chat sauvage ne fait pas partie de l'uniforme d'un capitaine de vaisseau—4960.
- Hon. Paterson—La loi défend que les transactions de douane soient mises au jour—4960; les factures ne peuvent l'être que sur un ordre formel de la cour—4960; la détaxe est obtenue de droit pour les marchandises importées par un département, ou pour son usage—4961; sur une réquisition du département la détaxe doit être accordée—4962; pour donner un état de toutes les détaxes accordées pour importations du Gouvernement, il faudrait compiler 10,000 inscriptions—4963; veut bien permettre de les feuilleter pour voir si le nom de Merwin figure—4964.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

- M. Reid—Dit que lorsqu'il a affirmé que l' "Arctic" ne pourrait pas tenir toutes les provisions achetées, il parlait seulement de la cale—4964; ne songeait pas qu'on chargerait sur le pont—4965.
- M. R. L. Borden—Demande un état détaillé de toutes dépenses relatives à chaque navire—4965.
- Hon. Brodeur—Donne nombre jours de service de chaque navire—4965; donne par navire frais de réparations—4965.
- M. R. L. Borden—Discute détails accidents du "Quadra"—4966; demande détails de service du "Salvor"—4970.
- Hon. Brodeur—Le Col. Anderson prépare un mémoire au sujet du "Salvor"—4971.
- M. Blain—Comparaison entre les dépenses de certains steamers en 1905 et 1896—4971.
- M. Wm. Jackson—Discute prix du lait acheté pour le "Minto" à Pictou—4973.
- M. Law—Expose comme homme pratique que les prix payés sont les prix du marché—4916.
- M. Elson—Trouve à redire au prix payé pour les pommes de terre dans leurs pays de prédilection, l'île du Prince-Edouard—4977.
- Hon. Brodeur—Toutes accusations retombent sur M. Lord, agent à Charlottetown, qui a dû certifier les comptes—4978; ordonnera une enquête—4978; le Gouvernement ne veut pas être accusé de gaspillage pour des actes d'employés conservateurs qui ont intérêt à mettre le Gouvernement dans l'embarras—4978.
- M. Barr—Il ne faut pas s'inquiéter de ces menaces, les seuls employés conservateurs restés en place sont ceux qui ont changé d'allégeance—4979.
- M. Ganong—Se plaint amèrement que des Américains aient eu des contrats pour le département de la marine—4980; la devise "fabriqué en Canada"—4980.
- M. A. Martin—L'expert Deguid ne s'est jamais prononcé en faveur du "Montcalm"—4872; résolution de la Chambre de Commerce de Yarmouth, 16 août 1905—4874; discussion du prix d'un service de steamers pour \$248,000 par année—4875; un tunnel de 10 millions représenterait une dépense d'intérêt de \$300,000—4875; le gouvernement devait faire construire deux steamers, un pour en bas de Québec, l'autre pour l'île du Prince-Edouard; on a abandonné l'île du Prince-Edouard—4876.
- Hon. L. P. Brodeur—M. Deguid a été engagé sur recommandation de lord Strathcona—4876; M. Deguid est opposé à la construction d'un navire de 5,000 tonneaux comme celui qu'on demande sur la foi de prétendues promesses de l'hon. Préfontaine—4876; rapport Deguid—4877; il faudrait draguer le port de Pictou—4878; il ne serait pas sage de dépenser une somme considérable pour un navire qui ne pourrait pas servir—4878; M. Deguid a dit que s'il avait vu le "Montcalm" avant de faire son rapport, il aurait dit dans ce

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*Hon. Brodeur—*Suite.*

rapport que le "Montcalm" est assez fort pour faire le service de l'île du Prince-Edouard—4878.

M. Lefurgey—La manière dont le ministre de la marine entend mettre à exécution le pacte fédéral en ce qui a trait à l'île du Prince-Edouard ne fait pas honneur au gouvernement—4881; pourquoi n'avoir pas déjà fait l'essai du "Montcalm" sur le détroit de Northumberland avant de décommander le vaisseau promis—4882; le luxe du vaisseau qu'on construit en Angleterre actuellement—4882; luxe du cahier des charges—4882; pas un pas de fait pour régler la question des communications de l'île du Prince-Edouard depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir—4884; le rapport de M. McElhinney, le coût d'un tunnel évalué à \$515,000 par année—4884; l'île du Prince-Edouard n'acceptera pas le "Montcalm"—4885.

M. J. J. Hughes—Les orateurs précédents sont ingrats pour ce que le gouvernement libéral a fait pour l'île du Prince-Edouard—4885; il a payé \$1,000,000 pour dédommager de l'incurie des conservateurs—4885; les conservateurs ne faisaient rien et ces messieurs ne disaient rien—4886; il n'y a que 19 pieds d'eau à Pictou, un steamer de 5,000 chevaux tirerait 21 pieds 6 pouces—4886; il y a peut-être d'autres ports plus profonds en Nouvelle-Ecosse: Cap-Brulé ou Cap-Georges—4886; la glace prend au fond dans le port de Pictou—4886; est en faveur du tunnel—4888; défend M. Lord, agent du département de la marine et des pêcheries à Charlottetown—4888.

M. W. Chisholm—L'île du Prince-Edouard a été l'objet de faveurs spéciales du gouvernement actuel—4888; sous les conservateurs elle avait un bateau, elle en a deux maintenant—4888; cependant la convention faite à la confédération doit être respectée—4889; on peut établir des communications régulières sans encourir les dépenses énormes d'un tunnel—4889; il y a une route ouverte toute l'année entre Georgetown, I.P.-E., et Cap-Georges, Antigonish—4890; le Gouvernement est prêt à faire les études nécessaires—4890.

M. A. A. McLean—Le gouvernement a le devoir de creuser le port de Pictou aussi bien que le chenal du Saint-Laurent—4891; les verres du gouvernement—4892; propose qu'on transforme le "Montcalm" en musée et qu'on fasse payer pour le visiter—4892.

M. E. Macdonald—L'hiver dernier le service a été satisfaisant—4892; l'hiver précédent il avait été désastreux—4892; il faut de l'esprit de parti pour prendre l'une ou l'autre de ces deux années pour base d'une discussion favorable ou défavorable au service—4892; ce serait folie de construire un grand vaisseau sans savoir de quelle utilité il pourrait être; le service par Cap-Georges est impossible tant que le chemin de fer n'ira pas en cet endroit—4893; il faut draguer Pictou—4894.

SUBSIDES—*Suite.*ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES—*Suite.*

M. A. Martin—Se prononce pour Cap-Georges contre Pictou—4894.

Hon. Brodeur—Fournit explications générales au sujet des augmentations apparentes des frais d'entretien des steamers—4900; répond aux comparaisons de la "Gazette"—4900; le présent Gouvernement a entrepris des travaux dont il n'était même pas question en 1896—4901.

Crédit adopté—4901.

## ETABLISSEMENTS DE PISCICULTURE.

M. Sproule—Demande création d'un établissement de pisciculture sur le lac Huron—3793; actuellement on y ramasse les œufs de poisson et on les envoie à Ottawa—3793.

M. Miller—Propose Owen-Sound—3795.

M. Armstrong—Recommande le district de Sarnia—2795.

## EXPOSITION DES PECHERIES DU CANADA.

Hon. Brodeur—M. Hackett, naturaliste, est nommé conservateur du musée—3800.

## HOPITAUX DE MARINE.

M. Sinclair—Insiste qu'un hôpital devrait être construit à Canso—3780.

## INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

Hon. Brodeur—Un inspecteur n'est plus suffisant, il faut en nommer trois—781.

M. Kemp—On ne saurait être trop sévère pour empêcher de surcharger les bateaux—3782.

M. Ingram—On a montré trop d'indulgence pour le capitaine de la "Turbina" de Toronto—3782.

M. Blain—L'inspecteur de Toronto devrait recevoir des ordres d'être spécialement sévère—3787.

## INSPECTION DES SIFFLETS DE BRUME.

M. Kemp—Se plaint du tapage que fait à Toronto l'établissement d'inspection des sifflets—3784; on devrait la mettre à la campagne—3785.

Hon. Brodeur—Autrefois on reprochait au Gouvernement de les acheter à l'étranger, maintenant qu'on les fabrique ici, cela dérange les gens de Toronto—3785.

## LEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Brodeur—Le Gouvernement s'est assuré les services d'un officier de la marine navale, M. Miles—3779.

## MATELOTS NAUFRAGES ET INDIGENTS.

M. A. K. Maclean—Le gouvernement canadien devrait lui-même rapatrier directement des marins naufragés—3781; actuellement le rapatriement se fait par l'entremise du Board of Trade anglais—3787.

SUBSIDES—*Suite.*

## NAVIGATION MARITIME DANS LES EAUX DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. R. G. Macpherson (Avant que la Chambre se forme en comité de subsides)—Trois accidents déplorables se sont produits l'hiver dernier dans les eaux de la Colombie-Anglais—1521; le développement de la navigation et des transports en Colombie-Anglaise—1522; la "Blue Funnel Line"—1522; le commerce de Vancouver et de Victoria—1522; le naufrage du "Pass of Melfort"—1522; le naufrage du "King David"—1522; le naufrage du "Valencia"—1523; la côte occidentale de l'île Vancouver est appelée le cimetière du Pacifique—1523; la seule carte existant de cette côte date de 1859—1523; les phares ne diffèrent pas suffisamment de leur pour être distingués—1524; 126 personnes ont péri dans le naufrage du "Valencia" faute d'outillage suffisant pour les sauver—1524; si le ministère de la marine ne prend pas des mesures énergiques pour réduire au minimum les dangers de la navigation de la côte occidentale de Vancouver, nous porterons la responsabilité des désastres futurs—1525; la Colombie-Anglaise paraît plus négligée parce qu'elle est plus éloignée de la capitale que les provinces de l'Atlantique—1525; demande de s'aboucher avec les Etats-Unis pour modifier l'éclairage du détroit international de Fuca—1525; demande adoption des appareils les plus modernes pour la côte du Pacifique—1526; demande un gros vaisseau de sauvetage, remorqueur de mer—1526; pourrait servir de noyau d'une marine canadienne sur Pacifique—1526; projet Préfontaine—1526; le naufrage du "Clallam", il y a deux ans dû à la vétusté—1527; l'inspecteur qui avait accepté ce navire fut un meurtrier—1527; les propositions faites ont l'appui de la majorité des habitants de la Colombie-Anglaise—1527.

M. Ralph Smith—Le mauvais effet produit par les désastres récents impose l'obligation d'améliorer la position—1528; le gouvernement ne peut pas contrôler les éléments, mais il peut beaucoup pour diminuer les dangers—1528; une enquête a été faite sur la perte du "Valencia", le gouvernement a le rapport depuis deux jours—1528; les dépositions et le rapport ont paru dans les journaux—1529; le rapport sur la perte du "Clallam" texte du rapport—1530; l'inspecteur coupable, capitaine Collister, est encore en place—1530; l'ignorance et la négligence de l'inspecteur des coques de navire en Colombie-Anglaise ont puissamment contribué au désastre—1532; le naufrage du "Valencia"—1532; pas de discipline à bord—1532; ignorance du capitaine—1532; la population anglaise du Pacifique a complètement perdu confiance dans les vaisseaux américains—1532; les vaisseaux et équipages doivent être inspectés rigoureusement—1532; un décret de 1905 a permis d'accepter les certificats d'inspection américains dans un port anglais—1533; la population n'a pas confiance dans inspection américaine—1533; gouvernement canadien devrait inspecter même les vaisseaux américains sur lesquels s'embarquent les sujets anglais—

SUBSIDES—*Suite.*NAVIGATION MARITIME DANS LES EAUX DE LA COLOMBIE-ANGLAISE—*Suite.*

M. Ralph Smith—*Suite.*

1534; demande installation de télégraphie sans fil sur côte Pacifique, comme sur l'Atlantique—1534; demande changement du phare du cap Beale—1534; demande l'obligation de l'emploi d'un pilote canadien sur paquebots—1535; ces améliorations doivent être faites immédiatement sous peine de nouveaux désastres hiver prochain—1535.

M. W. Sloan—Littoral Colombie-Anglaise, mesure en ligne droite 800 milles et a 7,000 milles de développement—1535; nécessité de compléter le relevé hydrographique des côtes—1536; a appris avec satisfaction l'ouverture d'un crédit de \$75,000 pour construire vaisseau spécial pour faire relevés—1536; pouvoirs de la commission des phares du Canada—1536; la Colombie-Anglaise devrait être représentée dans commission—1537; demande augmentation des salaires de gardiens de phares—1537; le rapport de la commission d'enquête sur la perte du "Valencia" suggère améliorations à faire—1537.

Hon. L. P. Brodeur—A ordonné l'enquête sur la perte du "Valencia"—1538; les commissaires étaient M. Gordon, Capt. Cox et Capt. Newcombe—1538; les autorités américaines ont fait enquête à Seattle—1538; les commissaires canadiens et américains tiennent le capitaine responsable—1538; a pris le phare du Cap Beale pour un phare de la côte américaine—1538; les grands progrès de la navigation du littoral du Pacifique demandent des mesures de protection efficaces—1538; promet d'agir avec vigueur—1538; soumissions demandées pour construction navire pour relevé hydrographique—1539; retenu services d'un fonctionnaire spécialiste anglais pour surveiller construction—1539; petit vaisseau construit pour sondages et préparation carte détroit de Georgia—1539; construction barque de sauvetage ordonnée—1539; améliorations faites à l'éclairage du détroit de Fuca—1540; contrat donné pour station de sauvetage—1540; le "Salvor" et le matériel appartiennent à un particulier qui est rétribué comme cela se fait sur l'Atlantique—1540; ordre donné d'installer chaloupe pour naviguer entre récifs—1540; le colonel Anderson, ingénieur en chef de la marine adverse à l'établissement de signaux de brume au cap Beale—1540; travaux du Col. Anderson sur la côte—1542; le Gouvernement n'a pas encore décidé d'installer un réseau de télégraphie sans fil sur toute la côte du Pacifique, mais établira une station au cap Beale—1542; Gouvernement étudie d'après les résultats obtenus par les Américains s'il est à propos d'avoir vaisseaux de sauvetage montés par un nombre assez important de matelots—1542; le Gouvernement américain accepte notre inspection, nous lui devons le réciproque—1542; département étudie si vaisseaux américains ne devraient pas être inspectés sévèrement—1542; inspecteur qui a visité le "Clallam", vieil employé, examinera rapport—1543; étudiera

SUBSIDES—*Suite.*NAVIGATION MARITIME DANS LES EAUX DE LA COLOMBIE-ANGLAISE—*Suite.*Hon. Brodeur—*Suite.*

question d'obligation d'avoir un pilote—1543 ; a décidé de nommer un représentant de la Colombie-Anglaise dans la commission des phares, demande proposition d'un nom—1543 ; étudie question des salaires actuels des gardiens, en faveur d'un maximum et minimum permettant de payer suivant mérite—1544 ; les accidents sur le littoral du Pacifique, d'après l' "International Register of Shipping" ne sont pas plus nombreux qu'autre part—1544 ; visitera la Colombie-Anglaise à la saison prochaine pour se rendre compte personnellement des besoins—1544.

M. R. L. Borden—Pendant 24 heures, 75 naufragés sont restés à bord du "Valencia," tandis que le "Salvor" était là et ne pouvait pas leur porter secours—1544 ; on joue à la cachette avec le rapport—1544 ; M. Macpherson aurait pu faire savoir à la Chambre qu'il allait discuter ce rapport—1545 ; le ministre de la marine ne fait honneur ni à lui-même ni à son prédécesseur en disant qu'il est satisfait de la façon dont la question est abordée par les orateurs—1546 ; si un député de l'opposition se fût permis de telles critiques, il y aurait eu un torrent de récriminations—1547 ; si le ministre est satisfait de voir traiter les employés de son département de "meurtriers," il se contente de peu—1547 ; les commissaires déclarent que le littoral de la Colombie-Anglaise n'est pas plus dangereux qu'un autre si on prend les mesures nécessaires pour protéger la vie de ceux qui naviguent dans ces parages—1548 ; récit des tentatives de sauvetage du "Valencia" par le "Czar," le "Queen" et le "Salvor"—1548 ; si à bord du bateau de sauvetage du gouvernement on avait eu des chaloupes de sauvetage convenables on aurait sauvé les 75 naufragés—1549 ; un radeau s'est bien détaché du "Valencia" et a gagné la haute mer et ceux qui étaient dessus ont été recueillis en haute mer—1550 ; la conduite du vaisseau de sauvetage "Salvor" a été scandaleuse—1550 ; rien n'a été essayé pour sauver les naufragés—1550 ; le fait qu'il n'est pas équipé pour sauver les naufragés, mais pour renflouer ou sauver les épaves n'est pas une excuse pour le gouvernement—1550 ; il aurait dû être muni d'appareils de sauvetage—1550 ; au lieu de sympathies aux naufragés la commission aurait dû donner des détails sur la position où étaient et où sont restés les vaisseaux qui s'étaient portés au secours du "Valencia"—1552 ; ne s'inquiète pas que ce contrat ait été passé par les conservateurs, depuis ce temps, il y a eu progrès en Colombie-Anglaise—1552 ; les propres amis du gouvernement condamnent ce contrat—1553 ; discours de M. Smith dans la salle de l'A.O.U.W. à Victoria pour défendre la conduite du "Salvor"—1553 ; n'obéit pas à l'idée de parti en signalant ces faits à la Chambre—1554 ; le député de Nanaimo, élu indépendant, semble n'avoir d'autre souci que de défendre les ministres—1554 ; le "Colonist" et les remontrances de la Chambre

SUBSIDES—*Suite.*NAVIGATION MARITIME DANS LES EAUX DE LA COLOMBIE-ANGLAISE—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

de Commerce de Victoria au gouvernement—1555 ; le gouvernement a piétiné sur place, si les changements demandés avaient été faits bien des vies peut-être auraient été épargnées—1556 ; unit sa voix à celle de la Colombie-Anglaise pour qu'on se mette à l'œuvre sans retard—1556 ; si le sauvetage des navires est précieux, celui des existences humaines l'est bien davantage—1556.

Hon. Templeman—Les demandes des représentants de la Colombie-Anglaise sont justifiées—1556 ; le Gouvernement a pris des mesures énergiques—1556 ; le chef de l'opposition veut rejeter sur le gouvernement responsabilité de la perte du "Valencia"—1556 ; triste de chercher à se faire de la popularité avec un grand malheur public—1556 ; l'autre jour c'était l'éroulement d'une tourelle, aujourd'hui ce sont des cadavres qu'on exploite pour se faire de la popularité—1557 ; donne lecture du rapport de la catastrophe du "Valencia"—1557 ; 58 tentatives faites pour sauver les passagers—1559 ; la commission, au moins aussi expérimentée que le chef de l'opposition, déclare que vu l'état de la mer, il était impossible de porter secours aux naufragés—1559 ; dans l'élection de Victoria on a tenté de faire porter au gouvernement la responsabilité de la perte du "Valencia", on a exploité tout ce qu'exploite le chef de l'opposition, les électeurs n'ont rien écouté—1559 ; les projets, à l'étude au sujet de l'installation de postes de sauvetage entre Carmanah et le cap Beale—1560 ; les mesures prises—1560 ; le gouvernement saura faire face aux besoins de la situation—1560 ; toutes les exploitations de préjugés ont échoué dans l'élection de Victoria—1560.

M. R. L. Borden—Se plaint que le rapport ait paru dans les journaux avant d'être déposé à la Chambre—1561.

M. J. B. Kennedy—Presque tous les navires de la Colombie-Anglaise doivent passer par le détroit de Fucca—1562 ; il importe qu'il soit convenablement éclairé—1562 ; on a oublié de mentionner le seul havre d'eau fraîche de la Colombie-Anglaise, à l'embouchure de la rivière Fraser: New-Westminster—1562 ; un vaisseau tirant 22 pieds et demi, avec un chargement d'un quart de million de pieds de bois a quitté New-Westminster et passé la barre sans danger—1562 ; le chef de l'opposition dit qu'il eût été facile d'envoyer un canot au "Valencia" puisqu'il s'en est bien détaché un radeau qui a gagné la haute mer—1563 ; il eût été impossible d'atteindre le "Valencia"—1563 ; c'est la soif de l'or qui est cause des naufrages—1563 ; une fois qu'il constate qu'il s'est trompé, au lieu de gagner la haute mer et d'attendre le jour, le capitaine pour ne pas perdre de temps, s'en va donner tête baissée dans les récifs—1563 ; ce même désir de battre le record a fait perdre l' "Islander"—1563 ; ce sont les capitaines et les armateurs qui sont coupables et l'on cherche, bien à tort à rejeter la responsabilité sur le Gouvernement—1564.

SUBSIDES—*Suite.*

## OBSERVATOIRE MAGNETIQUE.

M. Kemp—Désire savoir si l'observatoire doit rester à Toronto?—3777.

Hon. Brodeur—Le Gouvernement obligé de l'installer temporairement ailleurs—3777; quand la question de terrain sera réglée, le Gouvernement prendra une décision—3777.

## PECHERIES—INSPECTION—GARDE-PECHE

Hon. Brodeur—Le conflit de juridiction entre les autorités provinciales et fédérales au sujet des pêcheries, conflit créé par le jugement du conseil privé subsisté—3785; sera discuté à conférence inter-provinciale—3786.

Hon. Templeman—Explique la querelle des pêcheries américaines et pêcheries canadiennes dans les eaux de la Fraser—3786.

M. A. K. Maclean—espère provinces laisseront toute la juridiction au pouvoir central—3787; partage est mauvais—3787.

M. Kemp—Demande que Gouvernement prenne des mesures pour la destruction de la carpe—3788.

M. Ingram—Se plaint que la saison d'interdiction de pêche d'un certain poisson ne soit pas la même simultanément dans tout Ontario—3789.

M. Sinclair—Cette différenciation se fait aussi sur les côtes de l'Atlantique pour le homard, et avec beaucoup de raison—3789.

M. McLennan—Se plaint de la façon dont M. Bertram, inspecteur du district du Cap Breton s'occupe de ses fonctions—3789; les huîtres et le saumon du comté d'Inverness—3791; les favoris dont jouit M. Baker pour vendre seul du homard vivant aux établissements de pisciculture du Gouvernement—3792; l'argent est dépensé au profit d'une seule localité—3793.

## PECHEES DU LAC WINNIPEG.

Hon. L. P. Brodeur—Deux bateaux nolisés de Selkirk, "Rocket" et "Princess"—7815; pour protection des pêcheries et approvisionnement de pisciculture à rivière Berens—7815; cette année-ci le "Premier" sera nolisé—7815; défendu de s'en servir pour excursions—7816.

## PECHEURS DES ETATS-UNIS.

M. Boyce—Se plaint des déprédations par les pêcheurs américains aux environs de l'île Manitoulin—3804; on emporte le frai—3804; on se sert de filets à mailles plus petites que les mailles réglementaires—3804.

Hon. Brodeur—Le gouvernement d'Ontario retire le revenu des licences, il devrait veiller à la protection—3806.

## PHARES ET BOUEES.

Hon. Brodeur—Les phares sont éclairés au pétrole, les bouées à l'acétylène—2970; les bouées qui ont fait explosion sont des bouées trop faibles que l'on remplace—2971; les bouées à gaz donnent des feux très satisfaisants—2971; la bouée éteinte à laquelle on attribue la perte du "Bavarian" n'était pas une bouée du chenal—

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

Hon. Brodeur—*Suite.*

2971; différence entre bouées à haute et à basse pression—2972; nous nous servions autrefois de bouées à haute pression, maintenant nous nous servons de bouées à basse pression—2973; elles sont plus économiques que les bouées à gaz Pintsch—2973.

M. Northrup—Les Américains se contentent pour leur éclairage du gaz Pintch pour leur partie du chenal du Saint-Laurent—2973; en rivière l'éclairage n'a pas besoin d'être si éclatant—2973; l'éclairage du côté canadien coûte cinq ou six fois plus cher qu'auparavant—2973.

Hon. Brodeur—Il y a plus de bouées qu'autrefois, les steamers remontent de nuit à Montréal—2974.

M. Reid—Lit le rapport de l'enquête sur l'accident du "Scout"—2973.

Hon. Brodeur—On a échafaudé toutes les théories possibles—2976; la bouée ayant été détruite on n'a pas pu trouver le motif exact—2976; le gouvernement va remplacer toutes les bouées par des bouées à basse pression—2977.

M. Monk—Dit qu'il avait été prévenu lorsque le gouvernement a acheté ces bouées en 1905 qu'il y aurait des accidents—2978; le Gouvernement a acheté ces bouées et combien cela coûtera pour les remplacer—2978; si on veut suivre les recommandations de la commission des transports il faudra faire des dépenses énormes—2978.

Hon. Brodeur—Lorsque le Gouvernement a acheté ces bouées, les bouées à basse pression n'étaient pas encore connues—2979.

M. Sproule—Le changement dans les bouées fait par l'hon. Préfontaine n'a pas été fait à la demande de l'ingénieur en chef des bouées, le Col. Anderson—2979; il a été fait à la demande d'un subalterne, M. Fraser intéressé directement ou indirectement dans une fabrique de carbure—2979; le changement s'est fait sans précaution et à la légère, en dépit des conseils de l'opposition—2980.

Hon. Brodeur—Il n'est pas loyal de la part d'un député d'attaquer un fonctionnaire qui ne peut pas se défendre—2980; M. Fraser a été nommé par les conservateurs—2980; M. Fraser était ingénieur des phares, c'était à lui de recommander le changement—2981.

M. J. D. Reid—Si on avait conservé le gaz Pintch, on aurait réalisé des économies considérables—2984; les employés sont honnêtes—2983; ne croit pas que M. Fraser soit intéressé dans la fabrication du carbure—2984; cependant il y a dans les dépenses de l'éclairage un gaspillage épouvantable, un vol du quart ou de la moitié—2983; il faut savoir où va l'argent?—2983; l'Etat devrait acheter à de meilleures conditions qu'un particulier, —2983.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- Hon. Brodeur—Un député dit que les fonctionnaires sont honnêtes, l'autre dit qu'ils sont malhonnêtes, on ne sait qui entendre—2984.
- M. J. D. Reid—Le charbon s'est vendu \$5 à Prescott parce que les marchands libéraux se sont syndiqués en recevant des demandes de soumission—2985.
- Hon. M. Fielding—Cette question est devant le comité des comptes publics, on ne peut pas se servir de certains témoignages avant que l'enquête soit terminée—2985.
- M. J. D. Reid—Il n'y a pas eu un sou de droits payés sur le charbon vendu au Gouvernement—2988 ; le Gouvernement aurait pu acheter le charbon au même prix que les particuliers s'il eût demandé des soumissions par voie des journaux—2988 ; dans tous les cas, pour en revenir à l'éclairage, il a eu des pots de vin de 20 à 25 pour 100—2988 ; des maisons se sont fondées pour retirer ces produits illicites—2987.
- Hon. Brodeur—Si on veut dire qu'un membre du Gouvernement a retiré un profit sur la vente du charbon, c'est une fausseté—2988.
- M. R. L. Borden—M. Reid n'a attaqué aucun membre du Gouvernement—2988 ; il y a une différence entre le prix que M. Reid prétend avoir payé pour son charbon et le prix payé par l'Etat, l'argent doit être allé dans la poche de quelqu'un—2990.
- Hon. Fielding—La ville de Prescott a payé le charbon plus cher que M. Reid—2990 ; des renseignements particuliers indiquaient que le charbon ne s'est jamais vendu aussi bas qu'affirme M. Reid—2990 ; il vaut mieux laisser faire l'enquête—2990.
- M. Northrup—Les employés du département de la marine fournissent quelquefois à la Chambre des renseignements contraires aux faits—2993 ; l'histoire du "Maison-neuve"—2992 ; les réparations faites—2992 ; le sauvetage des gardiens du phare de l'île au Caribou—3682 ; la réclamation du Capt. Sullivan—3683.
- Discussion reprise—3710.
- M. Armstrong—Donne liste de travaux exécutés sans soumission—3710.
- Hon. Brodeur—Dans certains cas il en coûterait plus cher de procéder par adjudication—3711 ; le gouvernement a son matériel—3711 ; quant à acheter en bloc les fournitures de même nature nécessaires pour l'année, cela reviendrait plus cher de tenir des magasins que d'acheter au fur et à mesure de fournisseurs connus—3712.
- M. Bennett—Demande s'il est vrai que le "Siskiwit" employé pour briser la glace à Port-Arthur n'a que 5 chevaux de force—3901 ; le "Siskiwit" appartient à la compagnie de dragage des grands lacs dont le gendre de M. Conmee fait partie—3901.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- Hon. Brodeur—Les membres de la halle au blé de Winnipeg et les expéditeurs de Fort-William et de Port-Arthur ont demandé qu'on brise la glace pour prolonger navigation—3901 ; M. B. H. Fraser a été envoyé par le département, il a fait des arrangements—3901 ; l'essai a réussi, le public a été satisfait—3901.
- M. Bennett—Les remorqueurs engagés ne valaient rien—3902 ; on envoie des employés avec carte blanche passer des contrats—3902 ; rapport de M. Fraser—3902.
- Hon. Brodeur—Ignore la force et la valeur des vaisseaux employés—3904 ; ils ont été pris pour briser la glace d'entrée et ils l'ont brisée—3904.
- M. Derbyshire—Pour empêcher la glace de prendre, il n'y a pas besoin d'un vaisseau si fort, il faut seulement aller et venir dans le chenal—3904.
- M. Bennett—On a payé au gendre de M. Conmee, M. Whelan, \$100 par jour pour un remorqueur de la force de six chevaux—3906 ; expose la transaction faite par MM. Anderson et Fraser sous la pression des meneurs libéraux—3908 ; lettre de M. Gildersleeve se plaignant que les remorqueurs ne sont pas assez puissants—3910.
- Hon. Brodeur—Le travail a été exécuté, c'est la preuve sûre que le ministère a bien agi—3912.
- M. Conmee—Il est absurde de dire que le "Siskiwit" n'a que six chevaux de force—3912 ; quand bien même la chose serait imprimée, cela ne prouve rien—3912 ; le fait que les remorqueurs ont brisé la glace est la preuve qu'ils avaient la force suffisante—3912 ; il est vrai qu'ils n'étaient pas construits à cette fin, c'étaient les seuls remorqueurs disponibles—3912 ; ceux qui ont affirmé ces remorqueurs ont perdu de l'argent—3912 ; il faut être insensé pour dire qu'on a employé à ce service un remorqueur de six chevaux de force—3914.
- M. Bennett—M. Conmee est de mauvaise humeur depuis que le gouvernement Ross est tombé—3914 ; les fluctuations des actions de la compagnie de dragage des Grands Lacs—3914 ; le remorqueur "Dudley" a été acheté aux Etats-Unis par M. Conmee—3914.
- M. Conmee—Dément formellement—3915 ; n'a jamais importé de drague au nom de Conmee ou Conmee et Bowman—3915 ; il n'y a rien d'exagéré dans le prix payé pour le travail de tenir le port ouvert—3916 ; le prix de \$100 n'était pas trop élevé, comme le savent ceux qui connaissent le port—3916.
- M. Bennett—Reprend la discussion du marché avec la "Great Lakes Dredging Company" pour tenir ouverts les ports de Port-Arthur et Fort-William—4194.
- Hon. Brodeur—La force nominale du "Siskiwit" est 6 chevaux, sa force véritable est 50 chevaux—4194.
- M. Bennett—M. Fraser aurait dû exiger un contrat écrit quand il a conclu des arrangements avec Murphy et Whelan—4196 ; le manque de confiance dans le remorqueur "Boynton"—4198.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- Hon. L. P. Brodeur—Le département a fait tout ce qu'il a pu pour sauver le gardien du phare de l'île au Caribou sur les demandes pressantes des gens du Sault-Sainte-Marie, il en est remercié par des soupçons et des accusations—4199.
- M. Northrup—On ne reproche pas au Gouvernement d'avoir fait ce qu'il a fait, mais d'avoir payé trop cher—4200.
- M. Bennett—Se plaint qu'on ait payé à Midland \$400 pour un remorqueur à un ami politique—4200; se plaint des dépenses faites à bord du "Seguin" appartenant à un ami libéral—4201.
- M. Taylor—Rappelle les accusations qu'il a portées au sujet des achats de limes et de chaudières—4205; correspondance avec Goldie et McCulloch, au sujet d'achat de deux chaudières—4206; elles ont été payées par le département \$1,950 et ont été vendues par Goldie et McCulloch \$1,225—4106; demande qu'on lui donne l'enquête promise—4207.
- M. Macpherson—Les lettres citées ne sont pas de MM. Goldie et McCulloch, mais d'un tiers—4208; c'est un oui-dire—4207; le prix est donné à Galt et non à Prescott—4208.
- M. Northrup—Si le premier ministre a promis une enquête et si son collègue la refuse maintenant, c'est un déshonneur pour la Chambre et pour le Canada—4209.
- M. Savoie—Le Gouvernement s'il achetait directement une chaudière paierait le prix de détail—4210; il est déloyal de comparer le prix demandé au Gouvernement et le prix offert à M. Taylor commerçant—4210.
- M. Taylor—Lit lettre Goldie, McCulloch—4211.
- M. Macpherson—M. Taylor prétend lire une lettre de Goldie et McCulloch et aussitôt après on s'aperçoit que c'est une information d'un ami seulement—4213.
- M. J. D. Reid—Discute l'achat d'une pompe Worthington—4214; télégramme envoyé à Worthington—4214; le Gouvernement a payé \$1,550 pour cette pompe—4215; le maison Worthington demande \$1,105, droits payés, pour une pompe analogue—4215; Merwin n'a pas payé les droits, soit \$350—4215; Worthington a donc reçu \$800 et il y a eu un pot de vin de \$750—4215.
- Hon. Brodeur—Cette question est devant le comité des comptes publics, il vaut mieux l'y laisser—4215.
- M. Ingram—Le comité des comptes publics tel que mené est une comédie—4217; on nomme pour ce comité des députés dont la seule tâche est d'étouffer l'enquête—4217.
- M. Sam. Hughes—On empêche les témoins de répondre au comité des comptes publics—4218; si on empêche la Chambre en comité de subsides de prendre connaissance de ces questions, c'est un vrai complot pour empêcher la lumière de se faire—4218.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- Hon. Fielding—On peut discuter les questions en suspens devant le comité des comptes publics, mais sans faire allusion à ce qui s'y passe—4218; a déclaré lui-même que quelques-uns des prix payés n'étaient ni justes, ni raisonnables—4218; que les fonctionnaires ont manqué de prudence et méritent le blâme—4218; M. Taylor n'est pas si sûr de son fait, hier on pouvait avoir la chaudière pour \$500, maintenant, c'est \$600—4218; nie avoir jamais dé'endu à un témoin de répondre parce que sa réponse pourrait incliner le gouvernement—4219; on menace le gouvernement libéral de la vindicte des électeurs, c'est une menace à laquelle nous sommes accoutumés—4219; le parti conservateur n'a aucun titre à parler au nom des électeurs pas plus maintenant que par le passé—4219.
- M. Osler—La Chambre a le droit de considérer les accusations comme prouvées si le gouvernement ne remplit pas complètement ses promesses d'enquête—4220.
- M. J. D. Reid—Se plaint de l'augmentation des frais d'entretien des steamers du service maritime et fluvial d'année en année—4220; tableau—4220.
- Hon. Brodeur—Donne le détail des frais et explication par steamer—4222.
- M. Northrup—Se plaint que les dépenses sont portées à différents comptes et qu'il est impossible de connaître la dépense exacte par vaisseau—4223; dépenses du "Maisonneuve", yacht de plaisir—4222.
- En suspens—4224.
- Hon. Brodeur—Crédit demandé, \$500,000—4224; répartition des crédits—4224.
- M. Bennett—Le phare de Magnetawan—4224; arrivée du steamboat de la "Magnetawan River & Lake Steamboat Coy"—4224; le député de Parry-Sound, M. Watson, directeur de la compagnie et apparemment propriétaire du steamboat—4224; l'équipage, charpentier—4225; disparition de la liasse des documents—4225; le capitaine Mortimer engagé à \$3, payé \$3.50—4226; listes de paye fausses—4226; comptes majorés de \$200 à \$300—4227; majoration pourrait être prouvée devant le comité des comptes publics—4227; \$60 payés pour le petit steamboat du député de Parry-Sound—4228; député de Parry-Sound devrait demander de soumettre les comptes au comité des comptes publics—4228; une grande partie des matériaux figurant au compte n'ont pas été fournis—4229; les hommes dont les journées étaient payées travaillaient à leur ouvrage ordinaire sur le bateau—4229; le salaire du contremaître a été augmenté hors de la connaissance du département—4229; l'horale du travail est faux quant aux dates—4229; prie le ministre de renvoyer affaire à un comité spécial et non au comité des comptes publics trop encombré—4229.
- M. Watson—Les informations erronées fournies à M. Bennett viennent du candidat défait de Parry-Sound, le Dr Freeman—4230; le capitaine Mortimer est un honnête citoyen et un bon ouvrier, il était entendu qu'il devait recevoir \$3.50 par

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

jour—4230; tous les articles du compte sont honnêtes et légitimes—4230; le colonel Anderson avait dit de ne pas dépasser \$1,000, on en a dépensé juste \$700—4230; pas un sou n'a été détourné, quant à lui, Watson, il n'a pas reçu un sou—4230; il est impossible de construire un phare plus économiquement que celui-là—4232; le propriétaire du steamer l'année dernière quand les travaux se sont faits était la compagnie de navigation du lac Muskoka—4232.

M. Bennett—Réaffirme que les journées de travail ont été majorées—4232.

Hon. Brodeur—M. Bennett a demandé les documents relatifs à ce travail—4233; il les a eus et a demandé les originaux—4233; on a eu le tort de les lui donner—4233; il prétend les avoir renvoyés, personne ne les a revus depuis qu'il les a eus entre les mains—4233; maintenant que les originaux sont disparus, il vient affirmer que les chiffres étaient majorés sur ces originaux—4233.

M. Bennett—Si on fait une enquête on trouvera que le député de Parry-Sound a touché les \$60—4234.

Hon. L. P. Brodeur—L'enquête n'est pas refusée si elle est demandée d'une façon régulière—4234; si le député de Parry-Sound a reçu des deniers de l'Etat, M. Bennett n'a qu'à le traduire devant le comité des privilèges et élections—4234; il faut par exemple que M. Bennett mette son mandat en jeu—4235.

M. Bennett—Lorsqu'il est évident qu'il y a eu malversation, le Gouvernement ne peut pas refuser une enquête sous prétexte qu'un député ne veut pas porter l'accusation—4236.

Hon. Fielding—Ce n'est pas au Gouvernement qu'il incombe de demander une enquête, c'est au député qui se croit en mesure de prouver les faits—4238; tout le reste n'est que du vain tapage—4238.

M. Bennett—Somme le Gouvernement de faire une enquête pour savoir à qui ont été payés les \$60—4240; le pays l'exige—4240; le "Globe" menace déjà le Gouvernement du sort du Gouvernement Ross—4240; met le Gouvernement au défi de prouver qu'il ait jamais porté en Chambre une accusation qui n'ait pas été victorieusement soutenue—4242.

M. Campbell—M. Bennett n'est pas assez courageux pour porter une accusation directe—4243; a lancé à l'égard de M. Campbell une accusation mensongère quand il avait en mains la preuve de son mensonge—4243; fourniture des farines aux pénitenciers—4244; insulte M. Conmee quand il n'est pas là, devient chien couchant quand il est là—4244; a dû payer \$100 pour avoir calomnié un propriétaire d'écurie—4244; cherchait sous les conservateurs à avoir des concessions aux prix faciles—4244.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

M. Bennett—M. Campbell a abandonné l'idée d'avoir un portefeuille—4244; rappelle accusations de cette session—4244; le ministre de la marine et des pêcheries voudrait lui faire mettre son siège en jeu pour l'expulser, mais il ne lui fournira pas cette satisfaction—4247.

M. Miller—Le "Globe" a déjà prouvé que M. Bennett ne dit pas la vérité—4247.

M. Bennett—Méprise la face onctueuse et hypocrite de son rédacteur—4247.

M. Miller—La calomnie est l'arme des lâches—4247.

M. l'Orateur-suppléant—Rappelle à l'ordre—4248.

M. Armstrong—Demande des renseignements sur les fournitures d'huile—4249.

M. Northrup—Le ministère de la marine s'approvisionne de préférence aux maisons à monopole—4249.

M. Bennett—Demande des renseignements sur toutes les constructions et réparations de phares, à qui l'argent a été payé—4252.

Hon. Brodeur—Demande du temps pour fournir détails—4254.

M. S. Hughes—Se plaint du prix payé pour la gazoline, 27 cents le gallon—4254; prix exorbitant—4255.

Hon. Brodeur—Des soumissions ont été demandées—4255.

M. Reid—Les dépenses d'entretien des phares sont énormes—4255; nulle part on ne voit de traces de demandes de soumissions—4256; lettre de l'auditeur général—4256; le Gouvernement devrait pouvoir acheter à aussi bon compte qu'un particulier—4257; le département ne répond même pas aux lettres de l'auditeur général—4258; affaire Charlier, affaire B. J. Coghlin—4258.

M. Savoie—M. Taylor dit qu'on peut acheter de la gazoline à 18 cents le gallon à Guananoque—4259; il est impossible d'acheter la gazoline à moins de 20 à 26 cts. le gallon et par 5 ou 10 barils—4259.

Discussion ajournée—4259.

Hon. Brodeur—Communique correspondance relative à l'achat de la goélette "Thurston" pour servir de phare à Sandheads, C.-A.—5030; signale erreur commise quant aux pommes de terres achetées pour le "Minto" et dont le prix était dénoncé comme exagéré, c'était 180 boisceaux et non 80—5032; le scandale des pommes de terre—5034.

M. Henderson—Se plaint de l'inexactitude des livres bleus en général—5033; erreur de \$10,000 dans le bilan du Canada en 1904—5033; balance introuvable—5034; on se plaint à tendre des pièges à l'opposition—5034.

M. R. L. Borden—La droite a applaudi à tout rempre quand le ministre a dit que le prix des pommes de terre maintenant démontré erroné était juste et équitable—5036.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- Hon. Foster—Les raisons invoquées pour excuser cet achat sont maintenant emprêintes d'une douce ironie—5036.
- Hon. Brodeur—Transmet renseignements relatifs aux dépenses du bateau-feu le "Sandhead"—5037; du "Maude"—5038; de l'"Oscar"—5038.
- M. J. D. Reid—Signale achat de 1,500 barils de ciment à M. Charles Strubbe, de Montréal—5039; M. Strubbe a acheté le ciment \$1.70 le baril et l'a revendu \$2.40—5039; encore un cas de grivelage—5040.
- Hon. Brodeur—Il y a eu demande régulière de soumissions. M. Strubbe était le plus bas soumissionnaire—5040.
- M. Ganong—Demande si on sollicite des soumissions pour le ciment employé aux réparations des phares des provinces maritimes—5042.
- Hon. Foster—Le ministre a jugé plus à propos de favoriser M. McAvity—5042.
- Hon. Brodeur—Les quantités requises ne représentaient pas \$5,000 et il n'était pas obligatoire de demander des soumissions—5043.
- M. Cochrane—On devrait l'acheter en bloc et le faire livrer où l'on en a besoin—5043.
- Hon. Fielding—La maison McAvity est une maison respectable qui n'a pas trompé le gouvernement—5045.
- M. R. L. Borden—Ce n'est pas de la maison McAvity dont l'opposition se plaint, mais du gouvernement—5045.
- M. Law—Ce n'est pas le prix payé pour le ciment qui ennuie l'opposition, c'est le fait que M. McAvity est libéral—5046.
- M. Lennox—Le pays veut bien qu'on achète du ciment canadien s'il y a concurrence réelle—5047; sinon cela lui est bien égal—5048.
- Hon. Foster—Cite les différents prix payés pour ciment—5048.
- Hon. Haggart—Quand il était ministre des chemins de fer on n'achetait pas même un pinceau pour l'Intercolonial sans demander de soumission—5049.
- Hon. Brodeur—Parle-t-on de soumissions publiques par annonces ou de soumissions demandées à des amis?—5050.
- Hon. Haggart—Nous suivions la coutume des autorités impériales—5050; il y avait une liste de personnes désignées comme aptes à soumissionner et on leur demandait des prix—5050.
- Hon. Brodeur—Le gouvernement actuel fait mieux, si la dépense est supérieure à \$5,000 le département demande des soumissions publiques—5052.
- M. Stockton—Désire savoir si le ciment a été acheté d'abord et le prix fixé ensuite—5054.
- Hon. Foster—Considère que ce n'est pas un discrédit pour McAvity d'avoir fait un "rake off" si on l'a mis en mesure de le faire—5054.
- M. Ganong—On s'est assuré que les McAvity auraient la commande en indiquant le ciment dont ils sont seuls agents—5054.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

- M. Cochrane—N'entend pas badinage sur le budget—5054.
- M. Gervais—Demande définition du terme "rake-off"—5056.
- M. Lake—Demande si le dépouillement des soumissions se fait devant une seule personne—5057.
- Hon. Brodeur—Deux, MM. Humbles et Skelly—5057.
- Hon. Foster—Demande si des soumissions ont été appelées pour \$9,663, payés à W. Willard, Prescott—5037.
- Hon. Brodeur—Non, série d'achats, articles différents pour ateliers, pas un achat s'élevant à \$5,000—5057; il faudrait autrement acheter de grosses quantités de chaque article et tenir un magasin ou entrepôt considérable—5060.
- Hon. Fisher—Est opposé à un magasin général—5061.
- Hon. Haggart—En Angleterre on prépare une liste des prix des articles dont on peut avoir besoin et on achète d'après cette liste—5061.
- Hon. Brodeur—En Angleterre on paie des commissions à deux ou trois agents par chaque article—5061.
- Discussion reprise—5074.
- Hon. Brodeur—Cite passage du rapport du ministre de la marine ayant trait au rapport spécial relatif à l'adoption de la lumière à l'acétylène—5074.
- Hon. Foster—Demande rapport complet—5074.
- M. Daniel—Demande combien il y a de postes de signaux sous-marins—5074; si la marine marchande en retire grands avantages—5074.
- Hon. Brodeur—Signaux sous-marins posés par département en 8 endroits—5074; attend que la marine marchande en tire profit—5074.
- M. Ganong—Est en faveur des signaux sous-marins—5076; cite extraits de journaux de Boston—5076.
- Hon. Brodeur—Steamer "Empress of Britain" en est muni et deux Allan—5076; ligne Dominion, en pourparlers—5076.
- Hon. Foster—Demande raison de l'achat si prompt de ces appareils de M. Merwin—5078; puis, du retard à les mettre en place—5078; un seul est en place actuellement—5078; demande aussi rapport relatif à l'achat de 600 extincteurs, système Paton—5080; discute achats de bouées Matheson et Wilson—5081; discute compte Dufour, des ateliers du département à Québec—5081.
- M. Sproule—Demande à connaître les noms des actionnaires des trois compagnies qui ont soumissionné pour la fourniture de carbure de calcium au Gouvernement—5087; craint que les soumissions soient un trompe-l'œil—5087.
- Discussion remise—5087.

SUBSIDES—*Suite.*PHARES ET BOUEES—*Suite.*

M. Henderson—Explique les besoins des pêcheurs du village de Bronte—4901; besoin d'une lumière pour retrouver le quai—4901; peut-être pas nécessaire pour navigation, mais nécessaire pour pêcheurs—4903.

M. Taylor—Propose poser une lumière électrique alimentée par pouvoir transporté entre Hamilton et Toronto—4903.

Hon. Brodeur—Département préfère pétrole à électricité—4903; visitera les lieux et se rendra compte—4903.

M. A. A. McLean—Demande pourquoi "King Edward" employé à ravitailler les phares du Saint-Laurent figure pas sur la liste des navires enregistrés—4904.

Hon. Brodeur—Enregistré en Angleterre—4904; liste contient seulement vaisseaux enregistrés en Canada—4904.

## PILIERES PERMANENTS DU LAC SAINT-PIERRE.

Hon. L. P. Brodeur—Bouées insuffisantes, enlevées à l'automne—7777; piliers construits à la demande de compagnies de navigation—7777.

## PROTECTION DES PECHERIES.

M. McLennan—Tient à faire connaître qu'il n'a rien eu à faire avec la nomination de M. Bertram, jr., au Cap-Breton, comme inspecteur de district—3797.

Hon. Brodeur—Le gouvernement a prohibé la pêche sur le lac Winnipegosis—3798; le gouvernement ne peut pas annuler les permis en vigueur, sauf le cas de violation de règlement—3798.

M. Sproule—Il est absurde de donner des permis même pour les endroits inhabités maintenant—3799; lorsque les colons arriveront leurs droits seront aux mains d'étrangers—3799.

## PROTECTION DES PECHERIES.

Hon. Brodeur—Huit steamers sont en réparation—3803.

## LE CAP. JOHN PRATT DU "CURLEW".

M. Daniel—Signale dépêche du "Star" de Montréal relative à suspension du Cap. John Pratt, de Saint-Jean, N.-B.—4896; demande si information exacte—4896; M. Pratt citoyen honnête et respecté—4896.

Hon. Brodeur—M. Pratt objet d'accusation sérieuses—4896; suspendu pendant l'enquête—4896; M. Robinson chargé de l'enquête—4896; accusations portées, il y a un mois—4897.

## SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GARDIENS DE PHARES.

Hon. Brodeur—Il faut \$236,000 de plus que l'année dernière pour salaires de gardiens de nouveaux phares qui entreront en fonction 1er juillet, liste donnée—3676.

M. Bennett—Signale crédit pour tenir la navigation et les ports de Fort-William et de Port-Arthur ouverts jusqu'au 15 décembre 1905. Rapport A. G.—3677; s'étonne qu'on n'ait pas demandé de soumis-

SUBSIDES—*Suite.*SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GARDIENS DE PHARES—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

sions et que contrat aille à une compagnie de dragage dont un membre est gendre de M. Connee, député de la Rivière-à-la-Pluie—3378; on ne permet pas de faire venir des dragues des Etats-Unis et on en fait venir un brise-glace—3679.

Hon. Brodeur—C'était une expérience, elle a réussi brillamment, un autre contrat a été passé pour tenir chenal libre au printemps—3678.

M. Bennett—Discute paiements à Midland Milling and Wrecking Co—3680; à James Murphy, Fort-William—3681; à la Reid Wrecking Co—3681.

## SERVICE METEOROLOGIQUE.

Hon. Brodeur—Donne noms des stations et employés—3778.

## STATION BIOLOGIQUE.

Hon. Brodeur—Elle est établie sur bords baie Georgienne—3801; titulaires, Dr Bensley et Huntsman, MM. Bell et Murray—3801.

## STEAMER POUR LAC WINNIPEG.

Hon. L. P. Brodeur—M. Young est inspecteur du lac Winnipeg—7780; avait nolisé pour service le "Rocket" de M. Robinson, de Selkirk—7780.

## TELEGRAPHE MARCONI ENTRE CAP RACE ET CAP RAY.

Hon. Brodeur—Signale excellent résultat obtenu grâce à informations fournies à un vaisseau dans le brouillard à Belle-Isle, par télégraphe Marconi—7778.

M. Sproule—Informé que les navires peuvent communiquer avec terre, mais pas recevoir de message—7778.

M. S. Hughes—Ceux qui disent cela ne savent pas ce qu'ils disent—7778.

Hon. L. P. Brodeur—Signale le cas du "Lady Laurier" à 200 milles du littoral rappelé par marconigramme—7778.

## TRANSFERT DE M. WIALLARD.

Hon. Brodeur—M. Wiallard, son secrétaire particulier, est transféré du revenu de l'intérieur—5014; il est remplacé par le secrétaire particulier de l'hon. Templeman—5014.

Hon. Templeman—Le successeur de M. Wiallard vient de la Colombie-Anglaise—5014.

## M. R. WIALLARD.

Hon. L. P. Brodeur—L'emmène à la marine comme secrétaire particulier—7774; salaire \$1,500, indemnité \$400—7774.

## VICTIMES DE L'EXPLOSION DE GAZ A KINGSTON (18 avril 1905).

Hon. Brodeur—Pertes totales \$60,000—4982; explique mode chargement de la bouée—4983; deux accidents sérieux seulement, Kingston et Parry-Sound—4983; donne les détails de l'emploi du crédit—4984; noms des victimes, noms des représentants—4984.

SUBSIDES—*Suite.*VICTIMES DE L'EXPLOSION DE GAZ A KINGSTON—*Suite.*

M. Bourassa—A représenté la famille de Couillard pour éviter les frais d'avocats—4985.

M. Sproule—Discute explosions par acétylène—4986.

Hon. Brodeur—A demandé soumissions pour fourniture de carbure de calcium—4986 ; en a reçu de trois fabricants : Ottawa, Trois-Rivières, Sainte-Catherine—4987.

M. Sproule—Les trois sont les mêmes—4987.

M. Bureau—Avocat de la compagnie de Shawinigan, n'a rien de commun avec les deux autres—4987; Wilson porteur du brevet est payé en actions, ce qui lui donne un pied dans les trois compagnies—4987; quand il y a une fourniture à faire au Gouvernement elles se font une concurrence acharnée—4988.

Hon. Brodeur—Le département payait \$65 la tonne plus frais de transport—4989; il paie maintenant \$65 la tonne, transport acquitté—4989.

M. Bennett—L'adoption de l'éclairage à l'acétylène s'est fait sur le rapport d'un M. Creelman employé à la manufacture de carbure d'Ottawa—4990.

Hon. Brodeur—Le changement s'est fait à la demande de la Fédération des Armateurs insistant pour que l'éclairage des bouées alors fait au gaz Pintch fût amélioré—4991.

M. Monk—Demande si gouvernement va payer \$10,000 à chaque famille?—4992.

Hon. Brodeur—Pas décidé—4992; indique le nombre de personnes par famille—4992.

M. Lennox—Se plaint qu'on n'ait pas donné du temps en demandant des soumissions pour permettre aux fabricants de carbure étrangers des soumissionner—4994.

Hon. Brodeur—Croyait que la devise de l'opposition était "le Canada aux Canadiens"—4995.

M. Bennett—Revient sur les contrats de dragage de Port-Arthur et de Fort-William—4997.

M. J. D. Reid—Du moment où les Américains se contentaient du gaz Pintsch, le Canada pouvait s'en contenter aussi—4998.

M. Derbyshire—A constaté "de visu" que l'éclairage du côté canadien est bien meilleur—5002; il faut que le chenal du golfe à Montréal soit éclairé comme la rue Sparks—5002.

M. Sproule—Veut connaître la dépense totale occasionnée par les changements—5004.

Hon. Brodeur—Le département ne reconnaît pas de responsabilité dans l'accident—5004; les crédits n'ont été portés au budget que lorsqu'on a été sûr de l'acceptation—5004; ce ne sont pas des dommages-intérêts, ce sont des gratifications—5004.

M. Borden—Demande à connaître les mesures prises pour éviter accidents à l'avenir—5005, si système va encore être changé—5005.

SUBSIDES—*Suite.*VICTIMES DE L'EXPLOSION DE GAZ A KINGSTON—*Suite.*

Hon. Brodeur—A l'avenir, bouées seront chargées seulement à cinq atmosphères—5005.

M. R. L. Borden—Discute les titres de M. Fraser—5006; ses aptitudes pour préparer rapport—5006.

Hon. Brodeur—Les bouées achetées de M. Merwin sont fabriquées en Allemagne—5007; c'est l'hon. M. Foster qui, en sa qualité de ministre de la marine, en a le premier acheté en Allemagne—5008; il ne les achetait pas directement, mais par l'entremise de M. Reilly agent de Montréal—5008; M. Merwin a succédé à M. Reilly—5008; la compagnie actuelle est la "Cie de chauffage et d'éclairage des wagons Safety" de New-York—5010; M. Merwin est seul agent—5010; M. Fraser a été nommé au ministère de la marine par sir C. H. Tupper—5012; la Cie d'éclairage du brevet Pintch, limitée, de Montréal, avait son siège en Angleterre et importait des bouées d'Allemagne—5013.

## USINES POUR REDUCTION DU CHIEN DE MER.

Hon. Brodeur—Les expériences ne sont pas complètes, ni concluantes—380; on va continuer essais—3801.

## MILICE.

## ACHATS D'ARTILLERIE ET ARMES, CHAMPS DE TIR, ETC.

Sir F. Borden—Même crédit que depuis 1903 (\$918,750)—7360; celui-ci est le quatrième, avec un autre encore l'équipement sera complet—7360; environ 20,000 fusils Ross reçus—7360; prix \$25, fusils anglais \$21 ou \$22—7361; examens sévères—7362; rapports favorables—7363.

M. S. Hughes—Détaille les épreuves auxquelles est soumise la carabine Ross—7364; bien supérieure au Lee Enfield—7364.

Sir Fred. Borden—Enumère commandes actuelles chez MM. Vickers et Maxim—7364.

M. Fowler—Pas si enthousiaste du fusil Ross que M. Hughes—7364; éloges à prendre avec un grain de sel—7364.

M. Sam. Hughes—Demande si Ahern et Soper ont eu un contrat pour l'achat de canons et de matériel d'artillerie pour le ministère de la milice—7365.

Sir Fred. Borden—Achats faits en Angleterre, usine de Coventry par Haut-Commissaire—7364; l'"Ottawa Car Co'y" en relations avec Coventry pour succursale à Ottawa—7365; donne liste des champs de tir existants—7365.

M. Fowler—Le pays sera satisfait si tous les champs de tir sont achetés comme celui de Sussex—7366; pas de pot de vin—7366.

Sir Frederick Borden—Camp de Petawawa 4,200 acres pour \$40,000—7367.

SUBSIDES—*Suite.*ACHAT D'ARTILLEIRE ET ARMES—*Suite.*

M. Taylor—Si le gouvernement avait demandé des soumissions, il aurait pu ne payer ses tentes que \$18 au lieu de \$25—7370.

Sir Fred. Borden—Renseignements sur compagnie Coventry—7370.

Détail dépenses—7374.

## CARTOUCHES DE RESERVE.

M. S. Hughes—Se plaint qu'on ne trouve pas deux cartouches semblables—7377.

## COLLEGE MILITAIRE ROYAL.

Sir Fred. Borden—Tout le monde maintenant veut entrer au collège militaire—7382.

## BIBLIOTHEQUE ADMINISTRATIVE.

M. S. Hughes—On devrait acheter des manuels d'exercices militaires—7382 ; très peu de corps en ont—7382.

## CONSEIL DE MILICE.

M. Fowler—Lit entrevue de lord Aylmer dans journal de Montréal demandant la nomination d'un commandant en chef—7381.

Sir Fred. Borden—Lord Aylmer ne peut pas avoir dit cela, la loi défend nommer commandant en chef—7381.

## EXERCICES ANNUELS.

Sir F. Borden—Crédit un peu augmenté, plus de soldats, paye plus forte—5136 ; crédit de \$175,000 pour exercices qui auront lieu avant 30 juin—5136.

## FUSILS ROSS.

Hon. Foster—Demande comment est basé le prix de \$25 pour fusils Ross—7374.

M. S. Hughes—Explications—7374.

Hon. Foster—Le profit est de \$3 ou \$4 par fusil—7374.

Sir Fred. Borden—Le plan de milice comporte 105,000 hommes sur pied de guerre—7375.

## HABILLEMENTS.

Sir Frederick Borden—Trop d'argent dépensé en habillements—7376 ; actuellement tous les trois ans—7376 ; devrait durer cinq ans—7376.

M. Zimmerman—On devrait faire différence entre régiments ruraux et régiments urbains—7376 ; en ville soldats portent davantage leurs uniformes—7377.

## SOLDE ET SUPPLEMENTS.

M. Kemp—Toronto se plaint qu'on puise constamment dans le corps permanent de sa garnison—7377 ; veut avoir garnison complète—7378.

## TOURS MARTELLO.

M. Taylor—Signale délabrement des tours Martello à Kingston et Prescott—7372.

Sir F. Borden—Va demander rapport—7372.

## TREIZIEME DRAGONS ECOSSAIS.

Sir Fred. Borden—Expose la règle relative aux transports de chevaux—7379.

SUBSIDES—*Suite.*

## POSTES.

## AIDE ADDITIONNELLE AUX BUREAUX DE POSTE.

M. Ingram—Que fait-on pour les bureaux de poste où il n'y a pas assez d'employés pour faire l'ouvrage qui a augmenté ?—417.

Hon. Aylesworth—Chaque fois qu'il a été démontré que l'aide additionnelle était nécessaire, elle a été accordée—417.

## CONTRAT DE POSTE DE LOVERING.

M. Bennett—Avant 1896, quand un adjudicataire d'un contrat de malle s'était procuré le véhicule nécessaire on lui continuait son contrat pour 3 ans à l'ancien chiffre—546 ; Sir W. Mulock a changé tout cela, il a annulé les contrats et fait de nouvelles adjudications—546 ; le ministre des postes de son propre mouvement a augmenté sans soumission de \$26 le contrat de M. W. H. Lovering en le lui renouvelant—547 ; il aurait aussi bien pu l'augmenter de \$1,000—547 ; le nouveau ministre va-t-il maintenir cette augmentation ou demander de nouvelles soumissions—548.

Hon. Aylesworth—Il en coûte moins de payer une augmentation de \$26 que de demander des soumissions par journaux—548.

M. Bennett—Le ministère de la Justice dépense bien des milliers de dollars pour annoncer des adjudications de fournitures de farine aux pénitenciers—548 ; le ministre des postes foule aux pieds le principe salulaire des adjudications publiques—548 ; souhaite que le contrat soit maintenu à Lovering parce que cette faveur excite la jalousie des concurrents libéraux—549.

Hon. Aylesworth—Avant de demander soumissions, si la somme en jeu n'est pas très forte le ministre exercera son propre jugement—550.

M. R. L. Borden—Sir W. Mulock a annulé des centaines de contrats de malle parce que soumissions avaient pas été demandées—550 ; a refusé pétitions de droits aux dépossédés—550.

M. Sproule—Le ministre nouveau est tenu d'embrasser la doctrine de son prédécesseur—553 ; si le système conservateur de donner des contrats sans soumission était mauvais comme on le dit, on n'a pas le droit d'y revenir—553.

M. Lennox—Le prix moyen payé par mille pour contrats de malle varie suivant bon plaisir—554 ; il faudrait revenir à l'égalisation—534.

## DECORATION DE M. MACKENZIE KING.

Hon. M. Lemieux—Eloge de M. Mackenzie King—7654 ; le plus jeune Canadien ainsi honoré—7654.

M. Sproule—Demande s'il n'a pas été décoré sur recommandation du Gouverneur-général agissant seul, au mécontentement du premier ministre—7654.

Hon. Fielding—Recommande ne pas reposer confiance dans autres journaux que Gazette Officielle—7654.

SUBSIDES—*Suite.*

## DIRECTEUR DE POSTE ET INDUSTRIEL.

M. R. L. Borden—Fait noter le cas d'un bureau de poste qui lui est signalé où le directeur touche \$1,700 et s'occupe d'exploitation industrielle—577.

## DIRECTEUR DE POSTE DE LEAMINGTON.

M. Clements—Ministre de poste a déclaré que tout directeur de poste recevant au moins \$1,000 ne devait se livrer à aucune occupation en dehors de son bureau—550; directeur du bureau de poste de Leamington reçoit \$1,250 et se livre à une douzaine d'occupations—550; son fils tient bureau d'affaires dans bureau de poste—550.

Hon. M. Aylesworth—Ce directeur de poste inspire beaucoup de confiance à la population—551.

M. Fowler—Il y a violation des règlements et le ministre devrait s'engager à faire une enquête—551.

M. R. L. Borden—La règle posée pour le directeur de poste de Cannington doit s'appliquer à celui de Leamington—554.

Hon. Aylesworth—Il est impossible de rien dire d'un cas particulier sans l'avoir étudié—556.

M. Clements—Le cumul auquel se livre le directeur de poste de Leamington mécontente beaucoup de gens, des aspirants à ces diverses positions—556.

M. Fowler—Le ministre des postes doit être en sympathie avec le directeur de poste de Leamington puisque lui-même a exercé sa profession d'avocat bien que ministre de la couronne—557.

M. R. L. Borden—On aurait dû donner au maître de poste de Cannington l'occasion de se disculper des accusations portées contre lui—560.

M. S. Hughes—Le directeur de poste de Cannington n'a pas un sou d'intérêt dans le commerce d'épicerie—560; l'hon. M. Aylesworth et l'affaire Gamey—560.

M. Bennett—Le ministre des postes est responsable de la destitution de Talbot—561; elle a été préparée par sir W. Mulock et exécutée par M. Aylesworth—561; cette destitution est mal vue des libéraux de Cannington—562; l'inspecteur Henderson s'est fait l'instrument des tracasseries inspirées par sir W. Mulock—564.

M. R. L. Borden—Donne l'explication du billet sur lequel est basé l'intérêt de Talbot dans l'épicerie de Cannington—563.

M. S. Hughes—Sir William Mulock n'a pas voulu s'abaisser à destituer Talbot, il a laissé cette besogne à son successeur—565.

M. U. Wilson—Se plaint du directeur des postes de Napanee, le Dr Leonard, qui continue à exercer sa profession—565.

M. S. Hughes—L'hon. M. Aylesworth s'est trompé ou a trompé la Chambre en disant que M. Kift n'avait jamais payé à M. Talbot le loyer du bureau de poste—7800.

SUBSIDES—*Suite.*

## DISTRIBUTION A DOMICILE.

M. Clements—Demande pour la ville de Chatham, comté de Kent, la distribution à domicile et l'ouverture de la poste le dimanche—570.

Hon. Aylesworth—Tous les jours on demande au contraire que les bureaux de poste soient strictement clos le dimanche—570.

M. Martin—Le ministre devrait adopter une base soit de population, soit de recettes postales, pour organiser la distribution à domicile—570.

Hon. Aylesworth—Aucun receveur de poste n'est tenu d'ouvrir le dimanche à l'encontre de ses convictions religieuses—573; si un groupe important le demande et que le receveur de poste y consent, il peut ouvrir son bureau pendant quelques heures le dimanche pour laisser accès aux boîtes aux lettres—573.

## NOMBRE DE FACTEURS A MONTREAL.

M. Bergeron—Demande si le ministre sait qu'il y a besoin de plus de facteurs à Montréal?—545; et si l'on demande une augmentation de salaire?—545.

Hon. Aylesworth—Le surintendant dit que les facteurs ne travaillent pas plus qu'un nombre d'heures raisonnables et ils sont en nombre suffisant—543; on demande seulement une réduction des heures de travail—545.

M. Bergeron—Si le personnel était plus nombreux, les heures de travail seraient moindres—545.

## POSTES DU YUKON.

Hon. Aylesworth—La distinction de ce service n'existe que dans l'exposé budgétaire—576; depuis qu'il y a excédent dans le service des postes, ces dépenses font partie de la dépense globale—576.

## POSTES RURALES.

M. Lennox—(Avant formation en subsides) demande rapport des experts ayant étudié système de poste rurale aux Etats-Unis—738.

Hon. M. Aylesworth—Préparation du rapport en bonne voie—738.

## RECEVEURS ET EMPLOYES DES POSTES.

M. Blain—Demande si on permettra aux receveurs de se livrer à de petits travaux—7654.

Hon. Lemieux—Traitera tout le monde avec justice, examinera demandes relatives aux salaires—7654; est lui-même fils de fonctionnaire de quarante-cinq années de service—7654.

M. Barker—Demande si l'on nomme une commission du service civil qu'elle soit recrutée aussi bien parmi les employés des classes modestes que parmi les hauts bonnets de l'administration—7657.

M. Sinclair—La réduction du prix des timbres a diminué les salaires des maîtres de poste vendeurs à commission—7657.

SUBSIDES—*Suite.*EMPLOYES ET RECEVEURS DES POSTES  
—*Suite.*

M. Lake—Le développement des postes dans l'ouest ne marche pas de pair avec le développement de la population—7658.

M. Fowler—Ne veut pas qu'on oublie l'est pour l'ouest—7661.

REINTEGRATION DES COMMIS DORION ET  
McAFEE.

Hon. M. Aylesworth—P. C. N. Dorion fut renvoyé en 1897 pour s'être mêlé d'élection—543; il a été réintégré en 1898, après avoir fait des excuses—543; il s'agit de le remettre sous l'effet de la loi des pensions comme il était avant destitution—543; McAfee avait été destitué pour absence irrégulière, en 1903—543; en 1904 il fut remis en place parce qu'il avait été réellement malade—543; il s'a git de le remettre dans l'état où il se trouvait en 1903 sous l'empire de l'acte du service civil—543.

## SECRETARE PARTICULIER M. VERRET.

Hon. M. Lemieux—M. Verret commis du département de la justice transféré comme secrétaire particulier aux postes—7654.

## SERVICE POSTAL BI-HERDOMADAIRE.

M. Sam. Hughes—Dans les nouvelles provinces, on institue un service postal bi-herdomadaire, tandis que dans bien des anciens comtés, il est seulement hebdomadaire—568; les anciens colons d'Ontario doivent avoir les mêmes avantages que les nouveaux colons de l'ouest—568.

## TRADUCTION GAZETTE DU TRAVAIL.

Hon. R. Lemieux—La traduction était faite par fonctionnaire département des postes, sera faite à l'avenir par fonctionnaire spécial—7654.

TRANSPORT DE COURRIERS DANS L'ILE  
DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Se plaint que dans certains endroits de l'île du Prince-Edouard où passe le chemin de fer le service des postes se fasse par courrier—566.

Hon. Aylesworth—Etat de choses seulement temporaire—566.

## UNIFORMES DE FACTEURS.

Hon. Aylesworth—La plus grande partie de cette fourniture d'uniformes a été adjugée à deux maisons de commerce "Crown Tailoring Company" de Toronto; et "Cie manufacturière Sanford" de Hamilton—575.

## REVENU DE L'INTERIEUR.

## ACCISE DE MONTREAL.

M. Bickerdike—Demande si l'on va construire un bureau plus convenable à Montréal pour l'accise—1610.

Hon. Brodeur—Crédit a été voté—1610; Gouvernement s'est mis en communication avec ville de Montréal pour pouvoir occuper square de la place Royale—1610; après des mois d'attente la ville a demandé les plans des constructions projetées—1610.

SUBSIDES—*Suite.*ACCISE DE MONTREAL—*Suite.*

M. Monk—Dit que retard provient de propriétaires d'immeubles environnants opposés à ce que la ville donne possession du square—1610.

## ALCOOL METHYLIQUE POUR LES FABRICANTS.

Hon. Brodeur—L'année dernière des soumissions ont été demandées par les journaux; le résultat a été une diminution de prix de 11 cents par gallon—1614; l'alcool est vendu par M. A. D. Gaul, de Montréal, à \$1.20 le gallon—1614; l'usine d'Orillia produit encore de l'alcool et des sous-produits—1614.

## CONFERENCES DU SYSTEME METRIQUE.

Hon. Templeman—Propagande par brochures dans l'est du Canada—2678; conférences, tout le Canada—2678; un seul conférencier, prof. McLennan—2678; Gouvernement pas encore décidé quand adoption du système métrique pourra se faire—2679; dépend beaucoup décision des Etats-Unis et Grande-Bretagne—2679.

M. R. L. Borden—Inutile dépenser argent pour propagande si Gouvernement pas décidé d'adopter système—2680.

Hon. Brodeur—Gouvernement a pris initiative de campagne éducative pour répondre au désir exprimé dans résolution adoptée par conférence intercoloniale—2680.

Hon. Fielding—Personne à la conférence n'était disposé à entreprendre plus qu'une campagne éducative à présent—2680; éducation sera lente—2680.

Hon. R. Lemieux—A été informé à Paris que les adeptes du système métrique vont prochainement tenir une conférence à Washington—2681; dans les pays européens, il a fallu des années et des années pour implanter ce système—2682.

M. Macpherson—Le corps médical et les chimistes industriels du monde entier se servent déjà du système métrique—2682.

M. Sproule—Suggère qu'on commence par enseigner ce système dans les écoles publiques avant les universités—2682.

DEPENSES DU DEPARTEMENT DU REVENU  
DE L'INTERIEUR.

M. Reid—Il n'y a aucune raison pour que les dépenses de ce département augmentent—2684; il y a trop de fonctionnaires—2684.

Hon. Templeman—Le pays ne peut pas se plaindre si les revenus augmentent également et si les prix relatifs de perception diminuent—2684.

## DIMINUTION DES DEPENSES.

M. Daniel—Le ministère se trouvera à payer un total d'appointements moins élevé pendant l'exercice prochain?—382.

Hon. Brodeur—Le sous-ministre employé moins de commis de troisième classe que l'année passée—382.

SUBSIDES—*Suite.*DIMINUTION DES DEPENSES—*Suite.*

M. J. D. Reid—Se plaint que l'on nomme des employés d'accise n'ayant pas passé les examens tandis que d'autres ayant satisfait aux examens, mais sans protection politique, ne sont pas nommés—1602; pour éluder la loi on nomme des sous-percepteurs qui remplissent les fonctions de préposés à l'accise—1602.

Hon. Templeman—La politique du département est de ne pas nommer de préposés n'ayant pas passé les examens—1602; il faut quelquefois nommer des surnuméraires à la condition expresse qu'ils passeront les examens—1602; la loi permet de nommer des agents de surveillance n'ayant pas passé les examens—1603.

M. J. D. Reid—La loi du service civil a été monstrueusement violée dans Ontario, par favoritisme—1604.

## FALSIFICATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

Hon. Templeman—Toutes les falsifications sont punies, même si elles ne sont pas nocives—2680; le gouvernement va donner plus de publicité au bulletin du département contenant les noms des falsificateurs—2686.

M. Fowler—Le meilleur moyen serait de confisquer et de détruire toutes les marchandises falsifiées trouvées chez un marchand et de lui imposer l'amende—2686.

M. Lake—Demande si la falsification du sulfate de cuivre employé pour détruire le charbon du blé tombe sous l'action de la loi—2686; résolution de l'Association Agronomique de Saskatchewan—2686.

M. Macpherson—Le sulfate de cuivre absolument pur n'est pas nécessaire—2687; les produits anglais de cette nature sont bons, ce sont les produits américains et allemands qui sont falsifiés—2687.

## INSPECTION DES BALANCES.

M. Reid—Demande si les cultivateurs qui se servent de balances pour leur usage personnel sont tenus de les faire examiner—2666.

Hon. Templeman—Oui, s'il vendent un article au poids déterminé par cette balance—2667.

M. Avery—Il n'y a aucun mal à forcer les cultivateurs à avoir des balances exactes et vérifiées—2667.

M. Barr—Se plaint que les inspecteurs viennent trop souvent vérifier—2670.

Hon. Templeman—Si après une visite dans un délai rapproché, l'inspecteur fait une autre visite, en raison d'une plainte, et si la balance est reconnue juste, l'inspecteur n'a droit à aucun honoraire—2670.

Hon. Templeman—Lorsqu'il s'agit d'une inspection spéciale le propriétaire des balances et des poids supporte les frais de transport—2672; en cas d'inspection générale, c'est le gouvernement—2672.

M. Reid—Demande quand sera mise en vigueur la loi relative aux compteurs d'eau—2672.

Hon. Templeman—Gouvernement recherche le moyen d'opérer efficacement cette inspection—2672.

SUBSIDES—*Suite.*

## INSPECTION DES BUREAUX D'ACCISE.

M. Daniel—Se plaint de la diminution de \$450,000 dans le revenu de l'accise—1605; le bureau de Montréal n'a pas été inspecté depuis 5 ans—1605.

Hon. Templeman—La lettre du secrétaire du département, M. Himsforth, explique la diminution—1605; l'augmentation a repris—1605; la loi ne fixe pas d'intervalle pour les inspections—1605; le territoire dépendant du bureau de Montréal est très considérable à inspecter—1605.

M. Monk—Ne croit pas justifiée la marque de confiance à laquelle sir W. Laurier attribue l'absence d'inspection du bureau de Montréal—1606; l'application au Canada de la loi du service civil devient démoralisante—1606; les Etats-Unis, grâce à l'initiative du président Cleveland, ont fait de grands progrès dans la réforme du service civil—1606; avant de voter un crédit pour couvrir les augmentations provenant du passage des examens, veut savoir si la loi sera appliquée à l'avenir—1606.

Hon. Templeman—Entend appliquer la loi scrupuleusement, si les temporaires ne passent pas les examens, ils sont renvoyés—1607; il y a environ 60 employés sur 400 ayant fait une moyenne de deux années de service et n'ayant pas passé les examens requis—1608; les chiffres exacts pour les recettes de l'accise sont: 1904, \$12,393,000; 1905, \$12,521,000, ce qui donne une forte augmentation—1609.

M. Daniel—Ces chiffres ne concordent pas avec ceux de l'auditeur général—1609.

## INSPECTION DU GAZ ET DE LA LUMIERE ELECTRIQUE.

Hon. Templeman—L'inspection des compteurs électriques se fait tous les cinq ans—2674.

M. Sproule—Le public se plaint surtout de la qualité et de l'intensité de la lumière—2674.

Hon. Templeman—L'inspection de la lumière se fait tous les ans—2676; il n'existe pas de règlement à l'égard des lumières municipales placées dans les rues—2676.

M. A. A. Wright—L'inspection des compteurs électriques ne se fait pas au domicile du client, elle se fait à Ottawa, on y envoie le compteur—2678.

Hon. Templeman—Recettes de l'inspection électrique en 1905 en excédent de \$22,200 sur dépenses—2678.

## SYSTEME METRIQUE.

Hon. Templeman—Les étalons distribués aux académies coûtent \$9 de prix d'achat—2674.

## TIMBRES POUR TABAC CANADIEN.

M. Monk—Se plaint que le ministre du Revenu de l'intérieur accapare généralement les réformes présentées par l'opposition et s'en fasse un titre de gloire—1611; rappelle qu'il a déjà demandé dans l'intérêt de la production du tabac canadien, l'abolition de la différence de couleur des tim-

SUBSIDES—*Suite.*TIMBRES POUR TABAC CANADIEN—*Suite.*

M. Monk—*Suite.*

bres—1611; cette demande est raisonnable et il désire savoir si elle va s'accomplir? 1612.

Hon. Brodeur—Avis partagé—1612; pour changer couleur des timbres faudrait changer le tarif—1612; la question de tarif est remise à la prochaine session—1612; la couleur désigne le droit payé—1612; les droits varient suivant la qualité—1612; si un manufacturier employant du tabac étranger pouvait mettre un timbre vert, il pourrait frauder le gouvernement en payant un taux moins élevé—1612; la question de couleur sera étudiée avec le tarif—1612.

M. Zimmerman—Les manufacturiers de cigares de Hamilton disent que l'uniformité d'étiquette dépréciera les cigares de qualité supérieure—1612; sont opposés au changement—1612.

M. Monk—Excuse gouvernementale tend à remettre réforme aux calendes grecques—1613; on aide à la dépréciation du tabac canadien en maintenant la différence de couleur des timbres—1613.

Hon. Brodeur—Le seul moyen que le fisc ait de savoir si le tabac a payé le droit requis réside dans la couleur du timbre—1614; tant que l'on maintiendra l'échelle de droits suivant les qualités, le changement de couleur ferait perdre des sommes considérables au fisc—1614.

M. Sproule—Propose de marquer les boîtes du nom d'origine du tabac—1614.

Hon. Brodeur—Aucun producteur de Québec ne voudrait laisser marquer "canadien" sur son tabac—1614.

## TRAVAUX PUBLICS.

## ARBITRAGES DE M. GOBEIL.

Hon. M. Foster—M. Gobeil s'est fait nommer arbitre et touche \$400 pour arbitrage—385; on prétend que paiement couvert par formule "nonobstant toute disposition contraire dans la loi du service civil"—385; auditeur général prétend formule couvre seulement limite d'âge, défaut d'examen, mais pas rémunération supplémentaire—386; il est fâcheux de faire intervenir fonctionnaires ministériels dans débats auxquels doivent rester étrangers—386.

Hon. C. Hyman—Crédit existait avant entrée au ministère—386; arbitrage évite de soumettre aux tribunaux—387; arbitres ont consciencieusement accompli leur tâche qui est de décider de litiges entre entrepreneurs et autres fonctionnaires du département—387.

M. Lennox—Le fléau de l'arbitrage se glisse dans tous les services de l'Etat—387; l'Etat doit disposer de tout le temps de ses employés pour le service auquel ils sont attachés—387; si la rémunération est insuffisante, qu'on l'augmente—387; on abuse de la formule "nonobstant les dispositions de l'acte du service civil."—388.

Hon. Foster—Mieux vaut payer des frais de tribunaux que faire faire aux fonctionnaires une besogne étrangère à leur service—389.

SUBSIDES—*Suite.*ARBITRAGES DE M. GOBEIL—*Suite.*

Hon. Hyman—Il n'y a pas d'arbitrage sans l'autorisation du ministre—389; les autres arbitres sont l'architecte en chef et le directeur d'un des services techniques—389; ils reçoivent une rémunération supplémentaire—389; il ne s'agit pas toujours de réclamations, quelquefois d'interprétation—390.

M. Lancaster—Le sous-ministre peut avoir intérêt à ne pas régler une réclamation pour avoir un arbitrage—390.

Hon. Haggart—Lorsque M. Page était sous-ministre des chemins de fer un conseil de ce genre existait—390.

M. Fowler—Si le ministre peut ratifier ou réformer la décision, ce n'est pas un arbitrage, mais une enquête—391.

M. R. L. Borden—De deux choses l'une: ou ces arbitrages font partie du service du sous-ministre et il n'a pas droit à une rémunération, ou alors, c'est une besogne indépendante—392; quelle est la politique du Gouvernement au sujet des employés qui se livrent à une besogne indépendante de leur service—392; le cas de M. Talbot, maître de poste de Cannington, destitué pour se livrer au commerce en dehors de son service—393; pourquoi applique-t-on une mesure dans un cas et pas dans l'autre?—393.

Hon. Hyman—Ne voit pas de similitude dans les deux cas—394; le sous-ministre est choisi parce qu'il est le plus apte à faire cette besogne—394; ce travail n'a aucun rapport avec le ministère des travaux publics—394; cette coutume existe depuis trois ans—394; a existé sous M. Tarte et M. Sutherland—394; existe dans d'autres départements—394.

Sir W. Laurier—Le commerce exercé par le maître de poste de Cannington créait une rivalité avec ses concurrents; il est injuste qu'un employé de l'Etat soit mis en position de faire une concurrence déloyale à ses concitoyens—397; la création du conseil d'arbitrage est une mesure administrative rationnelle—397; la question de rémunération peut être discutable—397; si la Chambre refuse de voter un crédit spécial pour les arbitrages, M. Gobeil devra les faire sans rémunération—398; admet que le terme arbitrage n'est pas exact dans ce cas—400.

M. Osler—Le cas de M. Gobeil et celui de M. Talbot sont identiques—400; le fait que M. Gobeil reçoit une rémunération supplémentaire crée de la rivalité parmi les fonctionnaires—401; les sous-ministres pourraient s'entendre pour grossir leurs appointements en tout soumettant à l'arbitrage—401; le principe est mauvais, on doit y renoncer—401.

Hon. Foster—La décision prise dans le cas du maître de poste de Cannington est plausible—402; l'auditeur est d'avis que l'on devrait obtenir un crédit pour ce service, puis ajouter l'argent aux appointements du fonctionnaire par décret—403; les années antérieures, le crédit a été obtenu subrepticement—403.

SUBSIDES—*Suite.*ARBITRAGES DE M. GOBEIL—*Suite.*

Hon. Hyman—Cite débats 1903 pour prouver que le crédit fut amplement discuté et approuvé—405 ; la commission a rendu des services, la question à étudier est celle des appointements—405.

M. Northrup—Il s'agit de décider si l'argent est payé pour l'objet pour lequel il est voté, enquête ou arbitrage—407.

Hon. Paterson—Dans les ministères, un ministre préfère souvent, avant de prendre des décisions, avoir une opinion de ses principaux officiers—407 ; un conseil d'arbitrage existe au département des douanes—407 ; le traitement du sous-ministre a été augmenté en raison de ces fonctions—408.

M. Lancaster—Les employés doivent remplir leurs fonctions consciencieusement sans l'appât d'un supplément—408 ; si un député présentait une loi pour encourager les employés à différer d'opinion, on rirait de lui—409.

Hon. Paterson—Le Parlement a passé une loi créant le conseil des douanes—410 ; il existe depuis 20 ans—410 ; il existait sous sir Mackenzie Bowell et M. Wallace—410 ; M. Lancaster a tort de demander l'abolition du conseil des douanes—410 ; dans le ministère de travaux publics comme dans celui des douanes, les décisions rendues par les spécialistes sont précieuses—412.

M. Barker—Le ministre des douanes a purgé son département des rémunérations supplémentaires, c'est un exemple à suivre aux travaux publics—412.

M. Taylor—Tous les receveurs de poste dont le salaire est de plus de \$100 se livrent plus ou moins au commerce, vont-ils être tous destitués—412.

## ARBITRAGES.

Hon. Hyman—La seule critique est le paiement de cet argent à des fonctionnaires—6956 ; pays a tout à gagner au maintien du système—6957 ; avantages démontrés—6957.

M. R. L. Borden—Laisse passer pour cette année et réserve critique ultérieure—6957.

## ARPENTAGES ET INSPECTIONS.

Hon. Hyman—Pour arpentages et inspections de ports, édifices publics, etc., qui peuvent survenir—7217.

## BATIMENTS EN GENERAL DANS PROVINCES MARITIMES.

Hon. Hyman—Pour réparations—6916.

M. Barr—Poire pour la soif—6916.

## BUREAU DE TELEGRAPHE A ATHABASCA-LANDING.

Hon. Hyman—Gouvernement abandonne ses télégraphes aussitôt que les lignes de chemins de fer établies consentent à desservir—7209.

SUBSIDES—*Suite.*

## CHAUFFAGE DES EDIFICES PUBLICS.

M. Blain—Demande pourquoi la houille n'est pas pesée aux pesages municipaux ce qui économiserait le traitement de peseurs et de contrôleurs—6954.

Hon. Hyman—Faudrait payer un droit municipal de pesée, reviendrait au même—6954.

## COMMISSION INTERNATIONALE DES VOIES LIMITROPHES.

Hon. Hyman—Actuellement siégeant à Buffalo—6959.

## COMMISSION DES TRANSPORTS.

Hon. Hyman—Commission a coûté \$30,499.09—7217 ; a siégé depuis 1903—7217 ; payés \$25 par jour—7218 ; commissaires étaient MM. Reford, Frye, Ashdown et Bertram—7218.

## COMPTES DE VOYAGE DE M. GELINAS.

Hon. M. Foster—Donne lecture correspondance auditeur général au sujet comptes de voyage de M. Gélinas, secrétaire des Travaux publics—413.

Hon. Hyman—A demandé un état détaillé—415.

## DRAGAGES DANS QUEBEC ET ONTARIO.

M. Blain—Demande dragage à Port Crédit—7211.

M. Macdonell—Demande dragage port de Toronto—7211.

Hon. Hyman—Gouvernement mettra dragueur plus fort—7212.

## EAU POUR EDIFICES FEDERAUX.

M. Alcorn—Demande si ville Ottawa en échange des \$60,000 annuels doit pas fournir l'eau gratuitement—6955.

Hon. Hyman—L'argent est remis à commission pour embellir Ottawa, pas pour payer l'eau—6955.

## ETUDES CANAL BAIE GEORGIENNE.

Hon. Hyman—Crédit de \$100,000 pour continuer études—6963.

Hon. Hyman—Pour continuer études canal de baie Georgienne—6957 ; étudier établissement canal d'alimentation—6957.

## FORCE ELECTRIQUE POUR ASCENSEURS.

M. J. J. Hughes—Demande ascenseur pour ministère de la marine—6955.

## FRAIS JUDICIAIRES A OWEN-SOUND.

Hon. Hyman—\$100 frais judiciaires achat de terrain—7210 ; vérifiés par ministre de la justice—7210.

## GALERIE DES BEAUX ARTS.

Hon. Hyman—L'année prochaine crédit important sera demandé pour garnir nouveau musée—6958.

## GENIE CIVIL.

Hon. Hyman—Crédit demandé pour payer aux officiers techniques plus que le minimum autorisé par la loi du service public—6958.

SUBSIDES—*Suite.*

## LIGNES TELEGRAPHIQUES DU YUKON.

Hon. Hyman—Ligne américaine fait concurrence—6962 ; recettes ont baissé—6962 ; recettes, \$110,000 ; dépenses, \$183,000—6962.

## LIGNES TELEGRAPHIQUES, I. P.-E.

M. A. Martin—Se plaint absence de service de nuit—6960 ; veut service de nuit à prix réduit—6960.

Hon. Hyman—Concessions et améliorations obtenues en 1904—6960.

M. J. J. Hughes—Situation bien améliorée—6961.

Hon. Fielding—Beaucoup de villes en Canada n'ont pas de service de nuit—6961.

## LIGNES TELEGRAPHIQUES—PROVINCES MARITIMES.

Hon. Hyman—Gouvernement a en tout 6,598 milles de télégraphe, dépenses, \$384,000, recettes, \$139,000—7216.

## LIGNES TELEGRAPHIQUES DE QUEBEC.

Hon. Hyman—Cinquante mille à construire sur rivière Saguenay, de descente des Femmes à Rivière Sacré-Cœur—7217.

## LIGNES TELEGRAPHIQUES ET SOUS-MARINES DU SAINT-LAURENT.

Hon. Hyman—Département travaux publics a 25 milles de ligne Marconi qui fonctionnent très bien—6962.

## LOYERS EDIFICES PUBLICS OTTAWA.

M. Sproule—Loyers dans Ottawa augmentés \$23,000—6949.

Hon. Hyman—Donne liste édifices loués—6350 ; gouvernement paiera taxes sur édifices que louera à l'avenir—6950 ; base du prix des loyers—6952 ; gouvernement va construire édifice pour tous les bureaux—6935.

## LOYER EDIFICES PUBLICS FEDERATUX.

M. S. Hughes—Conseille acheter pour le département milice Collegiate Intitute et Ecole Normale d'Ottawa—7210 ; gouvernement provincial veut agrandir école Normale—7210.

## LOYERS ET REPARATIONS BUREAUX DE POSTE DU CANADA.

M. Bennett—Une compagnie fondée dans l'ancien comté de sir W. Mulock a la spécialité des fournitures de bureaux de postes et vend sans soumissions—6953.

## NOUVEAUX COMMIS.

Hon. Hyman—Promotion trois commis première classe, MM. E. T. Smith, J. C. Taché, R. C. Desroches sur recommandation député-ministre—72 8.

M. Sproule—Favoris sont promus—7218 ; s'apitoie sur le sort des non-promus—7221.

M. R. L. Borden—Lettre de M. Taylor au député-ministre—7223 ; mérite qu'on dise quelque chose pour lui après cet accident qui a fait tant de bruit—7223.

Hon. Hyman—M. Taylor bon employé—7223 ; s'était chargé d'inspecter les travaux et s'est relâché de sa surveillance—7223 ; a réglé le cas en envoyant sa démission—7224 ; inspecteur actuel, M. Adams—7224.

SUBSIDES—*Suite.*NOUVEAUX COMMIS—*Suite.*

M. Sam. Hughes—Il fallait une victime pour sauver la responsabilité du département, M. Taylor a été cette victime—7226.

Hon. Hyman—Hunter, secrétaire particulier, augmenté \$200 ; \$2,400 en tout, position onéreuse, fatigante—7229.

M. Sproule—Pas encourageant pour autres employés de voir un jeune homme arriver à \$2,400 en six ans—7229.

M. Blain—Considère qu'on aurait dû faire quelque chose pour retenir M. Taylor—7229.

## OUTILLAGE DE DRAGAGE D'ONTARIO ET QUEBEC.

Hon. Hyman—Etat des travaux à exécuter—7191.

## SALLES MILITAIRES EN GENERAL.

M. Bennett—Recommande demande d'Orillia—6948.

## SERVICE PROVISOIRE DE COMMIS ET EMPLOYES.

Hon. Hyman—Devraient être qualifiés non permanents au lieu de provisoires—6958 ; quelques-uns sont en service depuis un quart de siècle—6958.

M. Sproule—Voudrait que tous ces auxiliaires soient portés sur liste employés réguliers—6958.

Hon. Hyman—Ce système permet de s'assurer les services de bons fonctionnaires et de relever leurs salaires raisonnablement sans les lenteurs de l'acte du service public—6959.

## STATION MARCONI A GROSSE-ILE.

Hon. Hyman—Pour avoir service ininterrompu—7208 ; concurrentement avec câble sous-marin—7208 ; distance vingt-cinq milles—7208.

## TELEPHONES DU CAP-BRETON.

Hon. Templeman—En certains endroits téléphone posé pour éviter d'engager télégraphiste—7238.

## TRAVAUX EN GENERAL : ALBERTA.

## CALGARY—Agrandissement douane.

Hon. Hyman—Pour construire annexe—698.

## EDMONTON—Edifices.

Hon. Hyman—Gouvernement construit à Edmonton un pavillon des immigrants \$15,646.65 ; une prison, \$85 813, édifices publics, prix inconnu—7238.

## EDMONTON—Pavillon immigrants.

Hon. Hyman—Contiendra tous les bureaux—6942 ; pas commencé, coûtera environ \$200,000—6942 ; terrain acheté de MM. Garipey et Lesart—\$20,000—6942.

M. Henderson—Dépense de \$200,000 exagérée pour plaire à ministre de l'intérieur—6944 ; public condamnera cete dépense—6944.

## MEDECINE-HAT—Edifice public.

Hon. Hyman—Edifice en construction—6942.

SUBSIDES—*Suite.*

## CHEMINS ET PONTS DE COLONISATION.

Hon. Hyman—Chemin d'Edmonton à la Rivière-à-la-Paix et au lac des Esclaves—7192; circonstances spéciales—7194.

## COLOMBIE-ANGLAISE.

## AMELIORATIONS FLEUVE COLOMBIA.

Hon. Hyman—Etat des travaux à exécuter—7190.

## CUMBERLAND—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Dans Comox-Atlin—6944; terrain acheté \$700—6945; architecte carte blanche pour plans—6945.

M. Bennett—Il y a 600 âmes à Cumberland—6945.

M. Lake—Recettes du bureau de poste s'élevaient à \$2,000 seulement—6945.

## FERNIE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coût estimatif—\$35,000—6946.

## LADYSMITH—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Terrain acheté, \$1,500; coûtera \$17,000—6947.

## NEW-WESTMINSTER—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Pour les affaires des Sauvages—6947.

## OSOYOOS—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Dans Yale et Caribou—6947; sur la frontière des Etats-Unis—6947; terrain a coûté \$200—6948; coûtera en tout \$2,000 à \$3,000—6948.

M. D. Ross—Inspecteur vétérinaire à frontière devait coucher sous la tente—6947; est mort de fièvre typhoïde—6947.

## OUTILLAGE DE DRAGAGE.

Hon. Hyman—Pour remplacer ancienne drague "Mudlark"—7191; nouvelle construite à Toronto, Polson Iron Works—7191; coque construite en Colombie-Anglaise—7191.

Hon. Foster—Se plaint que des dépenses de \$1,000,000 et plus viennent aux dernières heures de la session—7192.

## PORTS ET RIVIERES—RIVIERE PETT.

Hon. Hyman—Chemin de fer du Pacifique a construit un pont, le gouvernement demande de l'élargir, gouvernement doit payer—7249.

## VICTORIA—PORT.

Hon. Hyman—Port s'envase et s'ensable—7191; il faut toujours y travailler—7191.

## VANCOUVER—Edifice public.

Hon. Hyman—Pour construire bureau de poste, coûtera \$134,500—6948.

## ILE DU PRINCE-EDOUARD.

## BELLE RIVIERE—Port.

M. A. Martin—Propose qu'on affecte sur les crédits des provinces maritimes \$3,000 à Belle-Rivière—7150.

Hon. Hyman—Somme demandée beaucoup trop forte—7150.

SUBSIDES—*Suite.*

## POINTE PRIM—Quai.

Hon. C. Hyman—Nouveau rapport demandé—7123.

## RUSTICO—Brise-lames à l'île Robinson.

M. A. Martin—Le port de Rustico doit être creusé—7124; il est envasé et il n'y vient plus qu'un navire par an—7124.

## SUMMERSIDE—Brise-lames.

Hon. Hyman—Entreprise accordée pour \$133,962—7125; aider à la navigation d'hiver—7125.

## WOODS ISLANDS—Jetée de protection.

Hon. Hyman—La drague commandée par le gouvernement pour les provinces maritimes n'est pas livrée—7126; elle fait encore ses essais à Toronto—7126; sera rendue à l'île du Prince-Edouard cet automne—7126.

## MANITOBA.

## BRANDON—Salle d'exercice.

Hon. Hyman—Entreprise nouvelle, coûtera \$50,000—6931.

## NEEPAWA—EDIFICES PUBLICS.

Hon. Hyman—Entreprise pas adjugée—6932; coûtera \$25,000.

## QUAI DE AMES, LAC WINNIPEG.

Hon. Hyman—Quai neuf, entrepreneur Darling—7189.

## RIVIERE FAIRFORD—NETTOYAGE.

Hon. Hyman—Département a construit un petit bateau le "Priestman" pour ce travail—7190.

## RAPIDES SAINT-ANDREWS.

Hon. Hyman—Ingénieur spécialement en Europe pour étudier ce genre de travaux—7232.

## SAINT-BONIFACE—EDIFICES.

Hon. Hyman—Bureau de poste, coûtera \$25,000, sans terrain—6932.

## SELKIRK—EDIFICE.

Hon. Hyman—Terrain acheté, \$2,000—6932; coûtera \$25,000—6932.

## WINNIPEG—BATIMENTS DES IMMIGRANTS

M. S. Hughes—Règle générale, les officiers techniques des départements ne connaissent pas grand'chose—7238; on peut leur faire dire tout ce qu'on veut—7238.

## WINNIPEG—HOTEL DES POSTES.

M. Henderson—Edifice répond pas besoins Winnipeg—6932; construit de façon à ne pas déranger l'édifice du "Free Press"—6933; l'édifice coûtera \$500,000—6933; on a été généreux aux dépens du public—6933; pas de loi de servitude au Manitoba—6933; édifice "Free Press" protégé appartient à l'hon. Sifton—6933.

SUBSIDES—*Suite.*WINNIPEG—HOTEL DES POSTES—*Suite.*

Hon. Hyman—Hon. Sifton rien à voir aux plans—6933 ; MM. Darling et Pearson ont eu carte blanche pour les plans—6934 ; terrain a coûté \$132,850—6936 ; agent était M. T. Metcalfe—6937 ; contrat total—\$559,803—6938 ; espère sera terminé cette année—6938.

M. Staples—Demande un édifice public pour Carman, comté de Macdonald—6939 ; importance de Carman—6939.

## WINNIPEG—STATION POSTALE AU NORD DU CANADIEN PACIFIQUE.

Hon. Hyman—Terrain acheté, \$15,509—6941.

## WINNIPEG—MAGASINS MILITAIRES.

Hon. Hyman—Sur terrain de l'Etat, coûteront \$23,925 en tout—6932.

## WINNIPEG—BATIMENTS EMIGRANTS.

Hon. Hyman—Crédit \$47,000 pour parachever—6932 ; édifice déjà occupé—6932.

## WINNIPEG—EDIFICES MILITAIRES.

Hon. Hyman—Pas commencés—6932 ; sur terrains de l'Etat, coûteront \$66,000—6932.

## NOUVEAU-BRUNSWICK.

## CAMPBELLTON—Quai.

Hon. Hyman—Deux entreprises en marche ; quai maritime de l'Intercolonial, quai du traversier—7123.

## CAP TOURMENTE.

Hon. Hyman—Travaux ont coûté déjà \$300,000 ou \$400,000—7128 ; coûtent \$10,000 ou \$20,000 par année de réparations—7128 ; M. C. Ranorth ingénieur—7128 ; détails des demandes de soumissions pour matériaux—7130.

Hon. Foster—Critique les ingénieurs surveillants—7132 ; affaire Gélinas—7132 ; les bornes entourant le parlement—7132.

## PORT DE CHANCE—Brise-lames.

M. Stockton—Demande que le quai soit plus long et plus haut—7133.

Hon. Hyman—C'est généralement la demande qui est faite—7133.

## COCKFISH—Décharge de la rivière.

Hon. Hyman—Quai à réparer, un autre à prolonger—7133.

## DALHOUSIE—Améliorations du port.

Hon. Hyman—\$28,000 à l'entreprise—7133.

## DIPPER-HARBOR—Brise-lames.

Hon. Hyman—Travaux à l'entreprise, \$45,000—7134 ; Boyce et White d'Ottawa, entrepreneurs—7134.

## FLEUVE SAINT-JEAN—Quais dans les estuaires.

Hon. Hyman—Gouvernement fédéral rembourse gouvernement provincial moitié du coût de ces quais—7135.

## PETIT ROCHER—BRISE-LAMES.

R. L. Borden—Le brise-lames du Petit Rocher rappelle le quai de Disraéli—7239.

SUBSIDES—*Suite.*

## QUACO—Jetée de l'est.

Hon. Hyman—Département essaie diminuer le coût d'après les plans primitifs—7134.

## SAINT-JEAN—Dragage du port.

Hon. Hyman—\$100,000 à dépenser près de Rodney's Step—7135.

## WOODSTOCK—Salle d'exercice.

Hon. Hyman—Dépense totale, \$53,442, dépensé au 1er septembre \$37,762—6915.

## ANTIGONISH—Edifices.

Hon. Hyman—Parachèvement entreprises anciennes—6915.

## CANNING—Quai.

M. Sproule—Veut qu'on demande des soumissions, travail de \$10,000—6978.

## INVERNESS—Bâtiments.

Hon. Hyman—Emplacement acheté—6915.

## INVERNESS—Port des charbonniers.

M. Sproule—Demande si c'est encore des travaux en régie—6979.

Hon. Hyman—Par tradition, les réparations se font en régie—6979 ; préfère pour sa part donner les travaux à l'entreprise, mais suit avis ingénieurs—6980.

## PORT-HOOD—BARRAGE.

Hon. Hyman—Ingénieur proposait donner à l'entreprise pour \$375,000 ; en régie, coûtera \$80,000—6980.

## CAP-BRETON.

## GLACE-BAY—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Une partie seulement emplacement achetée—6915 ; pourparlers pour restant—6915.

## GLACE-BAY—QUAIS.

M. Martin—Se plaint que cette construction soit au profit de la Compagnie houillère Dominion—6966 ;

M. Johnston—Les autorités municipales de Glace-Bay ont le contrôle des taux de péages—6967.

M. A. Martin—Lit lettre compagnie prenant attitude diamétralement opposée aux intérêts du port—6968 ; ne veut pas que la compagnie ait le monopole des quais quand tout le pays paie—6968 ; Gouvernement devrait exproprier—6969.

Hon. Myman—Fait amender la résolution et mettre : aide aux améliorations du port—6969.

M. Blain—Demande motifs de renvoi de Macpherson, conducteur des travaux à Georgeville—6969.

M. Chisholm—Pas congédié, travaux terminés—6969.

Hon. Hyman—Saison finie, Macpherson payé—6976 ; plus tard, d'autres travaux, autre conducteurs engagés—6976.

Hon. Fielding—Il y a dans certaines localités d'anciens artisans qui n'ont pas eu la chance d'apprendre à lire et à écrire et qui, pourtant peuvent faire d'excellents conducteurs de travaux—6978.

SÛBSIDES—*Suite.*

## NOUVELLE-ECOSSE.

## PORTS ET RIVIERES.

Hon. Hyman—Pas d'ouvrage nouveau en Nouvelle-Ecosse—6964.

M. Blain—Demande détails sur travaux quai d'Annapolis—6965.

## PORTS ET RIVIERES—SUPPLEMENTAIRES.

Hon. Hyman—Ouvrages nouveaux brise-lames à Scotch-Cove—7238.

## SHELBURNE—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Pourparlers achat de terrain—6915 ; dépense totale sera \$20,000—6915.

## WESTVILLE—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Tiraillements pour achat terrain—6915.

## ONTARIO.

## AMHERTSBOURG — AMELIORATIONS CHE-NAL.

Hon. Hyman—Les travaux eux-mêmes sont peu élevés—7179 ; il a fallu acheter des terrains—7179.

## BEAVERSTON—Port.

Hon. Hyman—M. J. R. White, conducteur des travaux, vieil employé—7179.

## BELLE RIVIERE, DRAGAGE.

Hon. Hyman—Crédit de \$3,500 suffisant—7179.

## BELLEVILLE—Salle militaire.

Hon. Hyman—Terrain acheté—6922 ; crédit de \$15,000 suffira—6922.

## BELLEVILLE—Edifices.

Hon. Hyman—Terrain coûte \$9,000—6922.

## BRANTFORD—Bâtiments.

M. Blain—Au nom de M. Cockshutt demande bâtiments neufs—6922 ; améliorations répondant pas aux besoins de la ville—6923 ; mauvaise économie—6923.

## BRONTE—Améliorations du port.

Hon. Hyman—\$2,200 pour terminer travaux—7180.

## COBOURG—Quai.

Hon. Hyman—Pour quai public et brise-lames—7180.

## COLLINGWOOD—Améliorations port.

Hon. Hyman—Entreprise donnée pour prolongement du quai, à M. C. S. Booth—7181.

M. Blain—Demande quelles aptitudes exigées des conducteurs de travaux en plus de sens-commun et honnêteté—7182 ; les conducteurs recommandés par le Club de Réforme de Collingwood—7182 ; un photographe et un agent de machine à coudre—7182.

M. Bennett—Si la compagnie de dragage de Penetanguishene a le contrat, il sera important pour elle que les conducteurs actuels soient maintenus—7183.

SUBSIDES—*Suite.*

## ECHO BAY—Quai.

M. Boyce—Travail électoral—7247.

M. R. L. Borden—Demande détails travaux port de Jordan, aide aux autorités municipales—7216.

M. J. J. Hughes—Demande détails travaux à Roche's Point, lac Simcoe—7247.

M. R. L. Borden—Demande détails sur dragage au Sault Sainte-Marie—7247.

M. Blain—Signale protestation contre achat de la propriété Whellhan Love pour bureau poste au Sault Sainte-Marie—7248 ; influence religieuse et politique de M. Whellhan—7248.

M. S. Hughes—Demande détails travaux rivière Winnipeg, Ont.—7248.

## GODERICH—AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Tempête a détruit travaux—7184 ; Gouvernement aura à réparer—7184.

## GUELPH—SALLE MILITAIRE.

Hon. Hyman—Travaux adjugés, coûtera \$80,000—6923.

## GUELPH—EDIFICES.

Hon. Hyman—Achévé il y a deux ans, crédit pour ameublement—6923.

## HAMILTON—SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Agrandissement nécessité par création nouveau régiment—6923.

## KINGSTON—EDIFICE MILITAIRE.

Hon. Hyman—Milice voulait construire nouvelles casernes, mais attendra—6923.

## LONDON—EDIFICE MILITAIRE.

Hon. Myman—A demi construit—6924 ; entrepreneur R. G. Wilson, surveillant, M. Jones, architecte—6927.

## LONDON—HOTEL DES POSTES.

Hon. Hyman—Agrandissement—6924 ; W. Tytler, entrepreneur—6924.

## MIDLAND—AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Pour dépenser au quai du Gouvernement—7185.

## NORTH-BAY—EDIFICES PUBLICS.

Hon. Hyman—Plans en préparation, coûtera environ \$40,000—6925.

## OWEN-SOUND—DRAGAGES.

Hon. Hyman—L'ingénieur dit que \$15,000 seulement pourront être dépensés cette année—7185.

## OWEN-SOUND—EDIFICES PUBLICS.

Hon. Hyman—Dépense sera \$40,000—6925.

M. Telford—Owen-Sound à 1,200 habitants 6925 ; a besoin de cet édifice pour douanes, recettes, \$165,000—6925 ; Gouvernement devrait dépenser \$75,000—6926 ; n'a pas besoin construction pour se faire élire, d'ailleurs, ne se représentera pas—6925.

M. Henderson—Étonné extravagance M. Telford avec ses tendances écossaises—6926.

M. Sproule—Owen-Sound a besoin de cet édifice—6926.

Hon. Hyman—Terrain acheté de la Kilburn Real Estate Co—6927.

SUBSIDES—*Suite.*

## PARRY-SOUND—DRAGAGE.

Hon. Hyman—Propose réduction crédit de \$2,500 à \$1,500—7185 ; adopté—7185.

## PETERBOROUGH—EDIFICE MILITAIRE.

Hon. Hyman—Travaux pas commencés—6927 ; emplacement rue Murray, coin rue George—6927.

## PORTS ET RIVIERES EN GENERAL.

M. Blain—Demande dragage à Port-Crédit—7184.

M. Sam. Hughes—Se plaint de ne rien voir pour canal de Trent—7211.

Hon. Hyman—Canal Trent relève des chemins de fer et canaux—7211.

## POINT EDWARD—Dragage.

Hon. Hyman—Travaux par la Dominion Dredging and Construction Company—7245 ; compagnie américaine pas appelée à soumissionner—7245.

## PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM—Havre.

Hon. Hyman—Prolonger brise-lames de Port-Arthur—6963 ; travaux à rivière de la Mission—6963.

## PORT BURWELL—Améliorations.

Hon. Hyman—Port Burwell, 30 milles de London—7185 ; le Pacifique Canadien a acheté chemin de fer de Woodstock et veut amener son charbon pour son réseau de l'ouest—7186.

## PORT RONDEAU—Améliorations.

M. Clements—Propose de poser des ceintures de sauvetage sur les quais pour les enfants en villégiature—7186.

Hon. Hyman—Du ressort du département de la marine—7186.

## PORT STANLEY—Améliorations.

Hon. Hyman—Port Stanley débouché de London—7186.

## RIVIERE BLANCHE—Améliorations.

Hon. Hyman—Pour entretien bateau arrache-souches—7180 ; rivière se jette dans lac Nipissing, navigable 30 milles—7180.

## RIVIERE THAMES—Quais.

M. Clements—Ce quai fait honneur à la localité et au ministre—7186.

## ST. MARY—Edifice public.

Hon. Hyman—Terrain acheté, \$2,300—6927.

M. G. H. McIntyre—Approuve choix emplacement—6928 ; explique achat du terrain—6929.

Hon. Hyman—Coûtera \$45,000 avec aménagement—6929.

## SILVERWATER (ILE MANITOULIN)—Quai.

Hon. Hyman—Parachèvement de travail estimé à \$4,500—7186.

## SIMCOE—Edifice public.

Hon. Hyman—Terrain acheté, \$2,050—6929 ; coûtera environ \$25,000—6929.

SUBSIDES—*Suite.*

## TORONTO—DOUANE.

Hon. Hyman—Société d'architectes dont M. Curry fait partie a la surveillance—6929 ; dépense totale sera \$51,149—6930.

## TORONTO—EDIFICES FEDERAUX.

Hon. Hyman—En ce moment M. Curry est architecte de tous les édifices publics en voie de construction—6930.

## TORONTO—SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Entreprise adjugée—6931.

## TORONTO—EDIFICES MILITAIRES.

Hon. Hyman—Plans encore en discussion—6931.

## TORONTO—HOTEL DES POSTES.

Hon. Hyman—Travaux commencés—6931.

M. Bennett—Déclare que contrairement à ce qu'il a avancé, précédemment, il a parole de M. Hunter, secrétaire du ministre, qu'il n'est pas actionnaire de la compagnie fournissant des meubles au département—6931.

## TORONTO—PORT.

Hon. Hyman—Pour draguer barre de sable—7189.

## TORONTO—BUREAU DE POSTE.

Hon. Hyman—Gouvernement a momentanément abandonné l'idée des tubes pneumatiques—7237 ; aura deux bureaux : un auprès de la gare pour la manutention des matières postales, l'autre à l'ancien emplacement, pour affaires avec le public—7237.

## OTTAWA.

## ARCHIVES DU DOMINION.

Hon. Hyman—A payer sur contrat construction, \$38,000—6897.

## BUREAU DE POSTE.

M. Kemp—Réparations ont coûté \$175,113—7235 ; le coût primitif de l'édifice était \$240,856—7234.

## COUR SUPREME—RALLONGE A LA BIBLIOTHEQUE.

M. R. L. Borden—Cour suprême, vieux bâtiment, n'a jamais rien valu et ne vaudra jamais rien—7231 ; argent gaspillé—7231.

Hon. Hyman—Admet faudra construire nouveau bâtiment, celui-ci peut servir cependant en attendant—7231.

## EDIFICES PUBLICS.

Hon. Hyman—Pour reconstruire un revêtement en pierre de Nepean, \$5,000—7233.

## EDIFICES PUBLICS, VENTILATION, ECLAIRAGE, ETC.

Hon. Hyman—Les réparations annuelles peuvent s'élever à \$100,000—6948.

## EDIFICES ADMINISTRATIFS — AMENAGEMENTS.

Hon. Hyman—Installation d'armoires en fer pour archives différents départements—7234.

SUBSIDES—*Suite.*

## EDIFICES ADMINISTRATIFS.

Hon. Hyman—Ministre des finances veut nouvelles voûtes—6900.

## EDIFICE PARLEMENT.

Hon. Hyman—Agrandissement bibliothèque demandé par comité bibliothèque—6898 ; va demander formation d'un petit comité pour discuter aménagement d'autres agrandissements à faire—6899 ; restaurant sera reculé—6899.

## HOTEL DES MONNAIES.

Hon. Hyman—Prix fixé \$268,470—6898 ; devra être achevé janvier 1907—6898.

## MUSEE VICTORIA.

Hon. Hyman—Entrepreneur a jusqu'en 1908—6899 ; inspecteur de l'édifice. M. Canty—6900.

## NOUVEAUX BATIMENTS ADMINISTRATIFS

Hon. Hyman—Négociations sont entamées à Ottawa pour achat emplacement—6912.

M. Lake—Demande qu'on prépare au moins les plans d'un édifice faisant honneur au Canada—6914.

Hon. Hyman—Il y aura concours avec prix entre architectes du Canada—6914.

## OBSERVATOIRE D'OTTAWA.

Hon. Hyman—Pour instruments et coupole et meubles—6896 ; Eclipse Furniture Co. fournit meubles à Ottawa—6896.

M. Bennett—Désire savoir si M. Hunter, secrétaire du ministre est intéressé dans cette compagnie—6896.

Hon. Hyman—Edifice coûtera \$58,288 pour installation, \$75,000 pour construction—6897.

## TOUR DE L'OUEST.

M. R. L. Borden—Trouve extraordinaire cet accident sous l'œil du département—1195 ; l'accident aurait pu avoir des conséquences sérieuses—1196.

Hon. Hyman—Ordre a été donné à l'architecte en chef de faire rapport—1196 ; enquête complète sera faite—1196 ; entrepreneur M. Geo. Goodwin—1196 ; travaux sous surveillance M. Taylor, architecte département—1196 ; premier accident sérieux au département travaux publics—1196 ; l'Etat ne souffrira aucune perte financière—1196.

M. Bourassa—Demande enquête par personnes étrangères au département—1196.

Hon. Hyman—Enquête sera faite par experts étrangers—1196.

Reprise—1316.

M. R. L. Borden—Demande plus amples informations sur l'éroulement—1316 ; le ministre doit à la Chambre les nouvelles informations en sa possession—1316.

Hon. Hyman—M. Fuller, de Toronto, a été appelé à Ottawa pour faire une enquête—1317 ; aussitôt son rapport reçu sera communiqué à la Chambre—1317.

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

M. A. Broder—Pas besoin de spécialistes pour trouver la cause de l'accident—1317 ; il n'y avait pas de lien entre le mur du milieu et celui du dehors—1318 ; plus on emploie de spécialistes, plus l'ouvrage paraît mauvais—1318 ; a été lui-même sur le toit pour recueillir un échantillon—1318 ; la chute est prophétique parce que cette tour s'appelait Tour Laurier—1318 ; l'édifice aurait été aussi beau sans la tour—1319 ; on a commis une faute en laissant construire cet édifice cet hiver—1320.

M. J. E. Armstrong—Etant donné sa grande expérience dans les ciments, voit dans cet éroulement un indice très clair que le Gouvernement actuel tombe en décadence—1320 ; au lieu de sable et gravier on a employé de la cendre—1320 ; le quai bâti à Saint-Joseph a été emporté par les eaux du lac Huron—1320 ; on trouve de ses morceaux jusqu'à Sarnia—1320 ; les travaux de Grand Bend sont minés par l'eau et disparaissent graduellement—1321 ; cet accident apprendra au ministre à être plus soigneux à l'avenir—1321.

M. P. Elson—Le plus étonnant c'est que la tour ait tenu debout si longtemps—1321 ; rien ne liait la construction ensemble—1321.

M. H. S. Clements—A accompagné M. Broder—1322 ; n'a pas vu de ciment—1322 ; c'est un bonheur que cet accident réveille l'attention de la Chambre—1322.

M. T. Chisholm—Généralement, il n'y a que les avocats qui parlent en Chambre—1322 ; en cette circonstance les entrepreneurs ont une chance—1322 ; pas un cultivateur ne voudrait accepter d'un entrepreneur un travail fait de cette façon—1322 ; on peut faire la comparaison entre le bloc Langevin et la tour Laurier—1322 ; le parti libéral est le geai paré des plumes du paon—1323.

M. W. Wright (Muskoka)—Les édifices construits par le Gouvernement devraient être des modèles d'architecture et de construction—1323.

M. Wm. Jackson—Le présent siècle est le siècle du ciment—1324 ; le ciment était absent de cette construction—1324 ; dans le comté d'Elgin, il y a un département des améliorations publiques—1324 ; tous les travaux sont examinés et inspectés par des personnes indépendantes des conseillers de comté—1325 ; le ministre des travaux publics doit être un constructeur modèle—1325 ; ce n'est pas le froid qui est cause de l'accident—1326 ; si le constructeur s'était conformé au cahier des charges cette tour ne serait pas à terre—1326.

M. Avery—On devrait faire un examen complet de tout l'édifice—1326 ; si le Bloc Langevin a coûté cher, il tient bon—1326 ; il y a assez de ciment au Canada pour qu'on s'en serve—1327.

M. T. S. Sproule—C'est grâce à la Providence si les ouvriers ont été sauvés—1327 ; il faut de grandes catastrophes pour faire sortir le peuple de son indifférence—1327 ; si c'est ainsi que les choses se passent

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*M. Sproule—*Suite.*

au siège du gouvernement, qu'est-ce donc loin de la surveillance, le ministre et le ministre sont responsables—1328; le gouvernement a le devoir d'employer des architectes compétents—1328; la Chambre s'est plainte des surveillants employés sur les travaux du gouvernement—1328; à Toronto, un tailleur faisait du dragage—1328; dans un autre cas un peintre à Toronto dirigeait des travaux de construction—1329; à toutes les plaintes, il a été répondu que le gouvernement était responsable—1329; l'enquête sur la construction du canal du Sault—1329; il n'y a pas dans l'échantillon de mortier examiné au microscope un grain de chaux pour 6,000 de sable—1330; le travail a été mal fait soit pour accroître les bénéfices de l'entrepreneur, soit par négligence—1330; on dit que les travaux sont donnés à des gens qui paient des commissions—1330; reconnaît que le ministre des travaux publics n'est pas homme à se prêter à de telles combinaisons—1330; aucun constructeur ne voudrait construire une porcherie avec les matériaux employés à la tour—1331.

M. Blain—L'apposition s'est déjà plainte souvent que le gouvernement dépense de fortes sommes sous forme de travail à la journée au lieu de donner les travaux à l'entreprise et par voie d'adjudication—1331; pour la construction des bâtiments militaires de Woodstock le ministre ne savait pas quelle était l'occupation antérieure du surveillant—1332; malgré cela le ministre prétend qu'il se fait une règle de ne choisir comme surveillants que des hommes ayant fait l'apprentissage de la profession—1333.

M. F. B. Carvell—On ne peut pas s'attendre qu'un ministre ait présente à la mémoire l'occupation de tous les surveillants qu'il emploie—1334; cette ignorance ne veut pas dire que les surveillants sont incapables—1334; on parle du tailleur qui a surveillé la construction d'un petit bâtiment militaire à Sussex, mais on ne dit pas que le bâtiment était mal construit—1335; la discussion en Chambre au sujet du surveillant des travaux de Woodstock—1336.

M. Fowler—Le choix du surveillant des travaux à Sussex a eu pour effet d'augmenter sa majorité aux dernières élections—1337; le gouvernement a nommé un avocat pour surveiller les travaux du champ de tir de Woodstock—1338; l'enquête du vol de timbres de Moncton—1339; sans un certain nombre de renégats qui ont abandonné le parti conservateur, jamais les libéraux ne seraient arrivés au pouvoir—1340; si le surveillant des travaux de la tour, un nommé Canty, est un conservateur, c'est qu'il a abandonné son parti—1340; qu'importe à quel parti appartient l'entrepreneur—1340; si un employé a failli à son devoir, on n'a pas le droit de demander s'il était conservateur ou libéral—1340; si le tory est un fripon, qu'il soit puni—1341; espère que l'enquête ne sera pas à huis-clos—1341.

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

M. W. H. Bennett—Pat Flannigan et le partage du butin—1341; M. Belcourt et la réclamation Gilbert—1342; demande des renseignements sur M. Fuller, architecte, de Toronto—1342; demande pourquoï M. R. Smith, ouvrier, M. Conmee entrepreneur, M. Stewart, entrepreneur, n'examinent pas les travaux et ne se prononcent pas sur le travail—1343; M. Campbell, entrepreneur de fournitures de farines, M. Emmerson et la New-Brunswick Petroleum Co.—1343.

Hon. Hyman—Annonce que le commissaire enquêteur au sujet de la tour de l'ouest n'est pas Fuller, mais Curry, de Toronto—1347; et qu'il a pour collègue M. Hutchison, de Montréal—1348.

M. Bennett—Le ministre de l'agriculture a transporté à son frère ses actions du "Herald" de Montréal—1348; qui croira qu'il ne touche pas les dividendes—1348; le ministre du revenu de l'intérieur est propriétaire d'un journal de Victoria qui reçoit des faveurs du Gouvernement—1348; le député de Stanstead a eu un qual de \$75,000 élevé sur sa propriété, à son profit—1348; le député de Simcoe-nord, fait partie d'une étude d'avocat qui reçoit des fonds du public—1348; le ministre des postes a donné le contrat des boîtes aux lettres du pays à M. Fleury, de York-nord—1349; discours de M. Fleury—1349; MM. Fleury et Tudhope ont constitué avec des Belges une compagnie pour avoir des contrats du Grand-Tronc-Pacifique—1350; M. Parent dans la commission du Transcontinental tient pour le plus haut soumissionnaire—1350; il y a des compagnies de dragage dans Ontario qui sont sous l'égide du Gouvernement et du ministère des travaux publics—1351; le représentant de la Rivière à la Pluie (M. Conmee) l'admet par son silence—1351.

M. Conmee—La Chambre n'a rien à gagner à des imputations gratuites—1351; si un député viole la loi d'indépendance du Parlement, on n'a qu'à le traduire devant le Parlement de la façon régulière—1351; ne doit son mandat à aucun parti en particulier—1351; pas une seule compagnie n'a souscrit à son élection—1351, n'est le serviteur d'aucune compagnie—1351; si M. Bennett veut être le vidangeur de son parti, il aura beaucoup d'ordures à remuer—1352.

M. Bennett—M. Conmee chante une hymne en l'honneur de l'indépendance—1352; on sait que M. Conmee est généreux, il a contribué pour \$1,000 pour faire invalider M. Gamey—1352; M. Conmee a tort de sortir de la réserve qui a toujours été la preuve de sa sagesse—1352; M. Conmee nie avoir rien à faire avec la compagnie de dragage des Grands Lacs—1353; M. Conmee a substitué le nom de son gendre Whelan au sien pour faire des opérations de dragage pour le département des travaux publics—1353.

M. Conmee—Demande le rappel au règlement—1353; n'a rien à faire avec les travaux de dragage de M. Bowman—1354; demande que M. Bennett soit tenu d'accepter son démenti—1354.

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

M. l'Orateur—En présence de cette dénégation, l'hon. député (M. Bennett) est tenu de se rétracter—1354 ; on a dit que M. Conmee était illégalement mêlé à des entreprises de dragage, il a nié cette insinuation, on devrait la retirer—1354 ; on dit que M. Conmee est intéressé dans une entreprise de dragage, étant membre de la Chambre, il est dans une fausse position, c'est une inconvenance d'insinuer, qu'il se trouve dans cette position—là—1355 ; décide que cette insinuation doit être retirée.

M. R. L. Borden—Déclaration de M. Conmee diffère sur un point très important avec interprétation donnée par orateur—1356.

M. McIntyre—On ne doit pas discuter décision orateur—1357 ; on peut en appeler, mais c'est tout—1357.

M. R. L. Borden—Comprend que dénégation a été acceptée—1357.

M. Bennett—Accepte déclaration M. Conmee telle que faite—1357.

M. R. L. Borden—A pris part au débat seulement parce que croyait que M. Bennett avait accepté déclaration de M. Conmee—1357.

M. Bennett—Met au défi les adversaires de citer une seule compagnie de dragage composée de conservateurs ayant des contrats—1358.

M. Telford—M. Green, d'Owen-Sound—1358.

M. J. T. Schell—M. M. P. Davis—1358.

Hon. Brodeur—M. E. A. D. Morgan, ex-candidat conservateur de Richelieu—1358.

M. Conmee—M. Poupore, ex-député conservateur—1359.

M. Bureau—M. Randolph Macdonald, tory—1359.

M. Bennett—Le ministre des travaux publics a dit peu importe la politique pourvu que vous soyez des amis—1359 ; on demande actuellement des contrats et on décide que seuls les dragueurs enregistrés au Canada au moment des soumissions pourront être employés, c'est un arrangement pour aider les amis du gouvernement—1359 ; le temps est propice aux écumeurs—1360 ; le tableau de la Conférence Coloniale de 1894—1360 ; on ne veut pas donner d'argent au trouper Mulloy—1361 ; M. Alex. Muir et l'affaire Mulloy—1362 ; l'entrée dans le cabinet des hon. Fielding, Blair, Tarte, Aylenworth—1362 ; le gouvernement est obligé de passer une loi qui n'existe même pas en Angleterre pour empêcher les députés de pratiquer comme avocats devant le parlement ou les départements—1367 ; la chute de la tour est la conséquence du système suivi depuis dix ans—1363.

M. Ingram—Reconnaît que M. Goodwin est un entrepreneur consciencieux—1364 ; se plaint que le "Times" de Saint-Thomas l'accuse de rester muet comme une carpe en Parlement sous prétexte que son parti n'est pas au pouvoir—1364 ; le ministre des travaux publics aurait été bien heureux

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*M. Ingram—*Suite.*

en certaines circonstances s'il fût resté muet comme une carpe—1365 ; promet de discuter les documents relatifs à Port-Burwell, Port-Bruce et Port-Stanley—1365 ; discussion des travaux et des sommes payées à M. Teall, ingénieur—1366 ; M. Teall a fait de la politique—1366 ; tous les cabaleurs libéraux trouvent du travail sur ces entreprises—1366 ; le candidat libéral s'est vanté d'avoir la promesse de \$5,00 pour des travaux, mais le ministre le nie accepte sa parole—1367.

M. F. B. Lalor—Se lamente sur la tour—1367 ; de tous les édifices du gouvernement c'est celui dont les fondations étaient les plus mauvaises—1367 ; reconnaît que l'architecte était un homme consciencieux—1367 ; le blâme doit retomber sur le ministre des travaux publics lui-même—1367 ; il passait devant la tour tous les jours et aurait dû voir que l'ouvrage était mal fait—1368 ; si M. Boone, qui creuse à la Grande-Rivière, est un conservateur, préfère n'avoir pas beaucoup de partisans de ce genre—1368 ; le dragueur est payé \$144 par jour pour un travail inutile—1369 ; l'inspecteur des travaux est un peintre de Sarnia—1370 ; il n'y a pas de département où l'on pille autant que dans celui d'où dépendent les dragages d'Ontario—1370 ; le nègre et les jambons—1371.

M. Conmee—Sous prétexte de l'écroulement d'une tour on parle de corruption totale du Gouvernement—1371 ; M. Bennett n'a pas un passé si pur qu'il puisse impunément déverser l'injure—1372 ; M. Bennett a écrit lui-même pour demander qu'on lui vende l'île du Tombeau du Géant, avec facilités de paiement et par arrangement privé—1372 ; on sait ce que signifient les mots facilité de paiement—1372 ; la cause de libelle de Midland—1372 ; compte rendu du procès—1373 ; est dans la politique depuis vingt ans et n'a pas un instant de sa vie politique dont il doive avoir honte—1374 ; si le parti libéral est gangrené, c'est un malheur qu'il partage avec le parti conservateur—1374 ; on dit que le Gouvernement s'écroule et partout il reçoit l'approbation du pays—1374 ; dans Strathcona, le candidat conservateur perd son dépôt—1374 ; le pays ne voudrait pas remettre ses affaires aux mains de ceux qui le géraient en 1896—1375 ; les conservateurs disent qu'il est inutile de présenter des accusations devant des comités composés de partisans, pourtant les libéraux l'ont osé dans le temps, et ils ont prouvé leurs accusations et fait mettre en prison les coupables—1376 ; le passé du parti conservateur lui interdit de calomnier ses adversaires—1376.

M. Sam. Hughes—M. Conmee a accaparé toutes les richesses du lac Nipigon—1376 ; l'industrie de la pêche est accaparée—1376 ; les richesses forestières le long du chemin de fer Canadien du Nord, de Port-Arthur à l'ouest, sont aussi monopolisées par M. Conmee—1376.

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

- M. Conmee—Déclare n'avoir jamais possédé d'aucune façon un seul acre de terre boisée entre Port-Arthur et Winnipeg ou Fort-Francis—1376 ; n'a pas la main sur les concessions de bois de pulpe de Népigon, ni sur la compagnie de pêche de Népigon—1376 ; ce sont des industries auxquelles il aurait bien le droit de s'intéresser—1376.
- M. Sam. Hughes—Réitère son affirmation que M. Conmee a la haute main sur le bois—1377.
- M. Conmee—L'affirmation est fautive et demande qu'elle soit rétractée—1377.
- M. l'Orateur—L'hon. député doit retirer son affirmation—1377.
- M. Sam. Hughes—Déclare parler de science certaine—1378.
- M. R. L. Borden—Lorsque deux députés ont connaissance d'un fait et que l'un des deux nie le fait, l'autre n'est pas tenu d'accepter la dénégation—1379 ; M. Conmee ne peut pas nier avoir prélevé des pots de vin de 10 pour 100 sur la construction du chemin de fer d'Algoma—1380 ;
- M. Conmee—Jamais obtenu d'entreprise sur le chemin de fer d'Algoma par influence politique—1380 ; demande rétractation—1380.
- M. l'Orateur—Le règlement exige une rétractation—1380.
- M. Sam. Hughes—Il n'y avait aucun mal à s'informer des conditions pour l'achat de l'île du Tombeau du Géant—1381 ; il n'y a rien de louche dans la lettre de M. Bennett—1382.
- M. Conmee—M. Bennett prétend que toutes les terres doivent être vendues par adjudication publique, pourquoi demandait-il des conditions spéciales—1382.
- M. S. Hughes—Si le Gouvernement actuel suivait l'exemple du gouvernement conservateur et faisait subir aux hommes de son parti leur procès devant un jury impartial, il y aurait bien des sièges vides—1382.
- M. J. Bureau—La discussion a commencé comme un congrès d'experts, le monstre n'est sorti qu'à la fin—1385 ; nous avons entendu un langage de goujats parlementaires—1383 ; quand un fidèle soldat d'Edouard VII, vainqueur de Cronje refuse de s'incliner devant le Speaker, il faut tirer l'échelle—1383 ; s'il fallait faire le procès de tous les concessionnaires conservateurs, les prisons seraient pleines—1384 ; le parti tory a libéré un des coquins du pénitencier et l'a élu dans Québec-ouest—1384 ; parce que la tour s'est écroulée, ils se plaisent à l'appeler Tour Laurier—1384 ; la construction du bureau de poste de Trois-Rivières—1385 ; \$35,000 pour les élections de Trois-Rivières—1386 ; l'enlèvement du caillou du chenal—1385 ; à Trois-Rivières les méthodes pour faire les élections ont été changées avec le Gouvernement—1386 ; espérons que le roi s'il vient au Canada n'assistera jamais à des discussions de ce genre—1386 ; on parle des députés qui

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

- M. Bureau—*Suite.*  
exercent leur profession devant les ministères, mais on ne parle pas de ceux qui reçoivent mille ou deux mille acres du Canadien Pacifique en retour de l'appui prêté en comité aux bills de cette compagnie—1387.
- M. Bennett—Nie avoir jamais reçu de terres du Pacifique-Canadien—1387 ; les terres qu'il possédait ont été achetées à marché ouvert—1387.
- M. Bureau—Les libéraux ne font jamais d'assertion formelle à moins d'être sûrs, c'est la différence entre leur conduite et celle des conservateurs—1387 ; les conservateurs affectent au dehors de la cordialité pour leurs adversaires et en Chambre les noircissent de leurs calomnies—1387 ; la bouche parle de l'abondance du cœur et c'est du grappillage seulement que les conservateurs ont dans le cœur—1388 ; s'il y a des députés qui siègent ici sans mériter d'y siéger qu'on prenne les mesures légales pour les écarter, mais trêve de grossièretés et d'insinuations—1388 ; le moment est venu de songer à mettre une fin à ces discussions dégradantes pour la députation—1388.
- M. Lancaster—Proteste des bonnes intentions des conservateurs—1389 ; considère que ce mode salubre de discussion peut fort bien durer jusqu'à l'hiver—1389 ; la couleur politique ne doit pas pallier une faute—1389 ; les députés sont élus pour purifier l'atmosphère publique—1389 ; la Chambre est libre de discuter un principe général qui découle d'un exemple—1390 ; si une tour s'écroule nous pouvons en déduire la mauvaise administration de la chose publique—1390 ; les électeurs n'étaient pas des députés seulement pour élire des gentilshommes—1390 ; ne se privera pas de voter en faveur du Bill de M. Fitzpatrick au sujet des députés avocats parce que les conservateurs ne l'ont pas présenté quand ils étaient au pouvoir—1391 ; la nécessité de cette mesure n'était peut-être pas alors aussi urgente—1391 ; si l'on vote contre une bonne mesure parce qu'elle est présentée par un adversaire que devient la conduite des affaires ?—1392 ; il ne faut pas être trop chatouilleux et craindre la discussion—1392 ; quand on propose des remèdes, il est à supposer que le mal existe—1392.
- Discussion reprise sur rapport—6902.
- M. Blain—Commission sur écroulement de la tour devait être indépendante—6902 ; M. Curry était à l'emploi du département quand nommé pour enquête—6902 ; ne pouvait pas être appelé indépendant—6902.
- Hon. Hyman—Le fait de recevoir une commission pour surveiller certains travaux ne peut pas biaiser son jugement—6903 ; le gouvernement a nommé M. Hutchison, parfaitement indépendant, les deux s'accordent dans leur rapport—6903.
- M. Blain—Déclare gouvernement responsable de l'écroulement—6904.
- Hon. Hyman—Dangereux faire telle déclaration quand affaire devant tribunaux—6904.

SUBSIDES—*Suite.*TOUR DE L'OUEST—*Suite.*

M. Blain—Les inspecteurs des travaux du gouvernement à Whitby, Bowmanville, Owen-Sound, Collingwood—6906.

M. Boyce—Le département a choisi une créature pour faire omettre du rapport ce qui l'aurait mis en mauvaise posture—6908.

M. Bennett—Les comptes de M. Curry—6908.

Hon. Hyman—M. Bennett avait approuvé d'abord le choix de M. Curry—6910; maintenant on va rechercher si M. Hutchison avait un neveu qui a travaillé pour le département—6910.

## QUEBEC—

## ACTON-VALE—BATIMENTS PUBLICS.

Hon. Hyman—Complétés—6916; \$1,500 pour solder entrepreneur—6916.

## BIC—QUAI A POINTE A COTE.

Hon. Hyman—Pour relier une île à la terre ferme et faire un quai sur l'île—7136.

## CHATEAUGUAY—QUAI.

Hon. Hyman—Petit quai entre Woodland et Bellevue, \$1,000—7136.

## CANTON FABRE (LAC TEMISCAMINGUE)—QUAI.

M. Bennett—\$2,000 suffisant pour construire quai—7136.

## CHICOUTIMI—BATIMENTS PUBLICS.

Hon. Hyman—Entreprise adjudgée août dernier—6916; toutes entreprises pour construction bâtiments de l'Etat données à l'entreprise—6916.

## CHUTES MONTMORENCY—REVETEMENT.

Hon. Hyman—C'est simplement, un mur de revêtement pour faciliter le déchargement des navires—7168.

## DISRAËLI—QUAI.

Hon. Hyman—\$750 absolument nécessaires pour finir travaux—7136; explications de J. Michaud prouvant qu'il a visité la place—7138; déclaration de Johnny Roy sur le nombre de bateaux naviguant sur le lac—7138; déclaration de M. Tanguay, M.P.P.—7139.

M. Morin—Persiste à dire qu'on peut couper le foin sous le pont de Disraëli—7140; la terre de Damase Morin—7140.

M. Tobin—Le quai de l'île Bizard, comté de Jacques-Cartier, bâti absolument dans les mêmes conditions que celui de Disraëli—7141; l'argent dépensé à Disraëli l'a été dans l'intérêt public—7143; s'il a trompé le gouvernement en demandant des fonds pour un quai quand il s'agissait d'un pont, c'est sur l'information du conseil municipal de Disraëli, conservateur—7143; lettre de M. Dionne—7147.

M. Béland—Le lac Aylmer va de Disraëli à Weedon, juste 16 milles—7147.

SUBSIDES—*Suite.*DISRAËLI—QUAI—*Suite.*

M. Wm. Wright—Demande que ces ouvrages de peu d'importance soient, une fois finis, transmis aux municipalités pour épargner au gouvernement les frais de garde et d'entretien—7148.

M. W. F. Maclean—On pourrait même accorder un crédit aux municipalités pour les faire construire et éviter des discussions oiseuses—7148.

M. Sam. Hughes—Les députés ont le droit d'aller visiter les comtés de leurs voisins sans pour cela être traités de détectives—7149.

M. R. L. Borden—Les embarcations capables de passer sous les arches du pont ne pourront jamais satisfaire à aucun trafic—7150.

Hon. Foster—Demande pourquoi l'Etat construit ainsi un quai ou un pont sur un lac isolé—7153; le contrat de la municipalité pour construire le reste du quai au pont—7154; la municipalité paie \$2,800 pour les deux tiers, l'Etat \$7,000 pour le tiers—7153.

M. Taylor—Les plans ont été modifiés pour aider la municipalité—7154, le gouvernement n'a pas suivi les avis de ses ingénieurs—7154; correspondance relative aux changements—7154.

Hon. Hyman—Donne détails construction du pont de l'île Bizard en 1890—7156.

M. Bergeron—A cette époque on ne s'est pas caché, on a dit franchement qu'on construisait un pont—7156.

M. Blain—Lit démenti de M. Champoux aux assertions de M. Tobin lors de la première discussion—7161; se plaint qu'on occupe les ingénieurs à rechercher ce qui s'est fait il y a quinze ans—7162.

M. Tobin—Maintient que M. Champoux lui a offert de l'argent pour avoir la fourniture de bois—7164.

M. R. L. Borden—Propose de déposer au musée les fourrures de l'"Arctic", les instruments de "Rainmaker" et la balance de Disraëli—7167.

## GRANDE RIVIERE DE BEAUPRE—QUAI.

Hon. Hyman—Il s'agit de réparations—7167.

M. Morin—Il faut que la mer monte de dix pieds pour atteindre le quai—7168.

## LEVIS—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Construire bureau de poste et bureau de douane—6916; travaux accordés à l'entreprise, il y a longtemps—6916.

## MAGOG—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Dépense sera environ \$20,000—6917.

M. Blain—Désire savoir si inspecteurs travaux sont nommés à la demande des clubs, ou amis politiques—6917; exige des spécialistes pour dépenses dépassant \$20,000—6917.

Hon. Hyman—Impossible trouver spécialistes pour 500 ou 600 entreprises à la fois—6917; texte réponse faite aux demandes de nomination ou propositions—6918; refuse de déposer lettres—6919; est responsable des nominations—6919.

SUBSIDES—*Suite.*

## LAC MEGANTIC—JETEES.

Hon. Hyman—Réparations d'anciennes jetées—7168 ; pas de jetées nouvelles—7168.

## MONTMAGNY—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Bureau de poste, \$6,919 ; coût de construction, \$5,725—6919 ; contrat à Nap. Dumont, 17 mars 1906—6919 ; arrangement avec la municipalité pour ancien bâtiment abandonné—6919.

M. Morin—Transaction Choquette — 6920 ; bâtisse effondrée, spécimen de l'administration des travaux publics antérieure—6920 ; inutile acheter maison simplement parce que propriété d'amis politiques—6920.

## MONTREAL—BUREAU DE POSTE.

Hon. Hyman—Entreprise tubes pneumatiques pas encore accordée—6920.

## MONTREAL—PORT.

Hon. Hyman—Crédit \$60,000 pour payer entrepreneur des travaux en aval du Pied-du-Courant—6963.

## MONTREAL—CASERNES.

Hon. Hyman—Crédit \$20,000 inséré à demande ministre de la milice—6920 ; rien dépensé—6920.

## NICOLET—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Emplacement donné—6921 ; dépense sera \$20,000—6921.

## QUEBEC—CITADELLE.

Hon. Hyman—\$10,000 pour salle d'exercice artillerie—6921 ; soumissions seront demandées ; aussi \$1,000 pour remise matériel, parc à boulets, coûtera \$36,000—6921.

## POINTE AUX TREMBLES—QUAI.

Hon. Hyman—Il faut \$2,000 pour terminer cet ouvrage—7169.

## QUEBEC—PORT.

Hon. Hyman—Crédit \$80,000 pour travaux 1er juillet à 1er mars—6962 ; quai 1660 pieds, 40 pieds à eau haute, motivé par grands vaisseaux du Pacifique-Canadien—6962 ; actuellement quai nouveau et ancien forment en tout 2,200 pieds suffisant pour 3 steamers de 700 pieds—6963.

## QUEBEC—PORT.

Hon. Hyman—Pour construire quai temporaire des Empress—7231.

## RIVIERES ASHOUAPMOUCHOAN ET PERIBONKA.

Hon. Hyman—Pour construire des piliers de dérivation afin de restreindre le chenal et augmenter le volume d'eau—7169 ; beaucoup de colons établis dans cette région—7169.

Hon. Foster—Se plaint qu'on dépense de l'argent pour creuser de petites rivières dans l'intérieur des provinces—7170.

Hon. Hyman—Le gouvernement encourt les dépenses raisonnables sur les rivières navigables quand un groupe suffisant du public doit en bénéficier—7170.

SUBSIDES—*Suite.*

## RIVIERE BLANCHE—QUAI.

Hon. Hyman—C'est la rivière Blanche du comté de Rimouski—7171.

## RIVIERE OUELLE—QUAI.

Hon. Hyman—C'est pour le terminus de l'Intercolonial pour traverser à la Malbaie—7171.

## RIVIERE SAGUENAY—JETEES ET ESTACADES.

M. Perley—Demande pourquoi c'est la politique du Gouvernement de reconstruire estacades et jetées—7214 ; les marchands de bois construisent généralement ces estacades—7214 ; ce sont des entreprises d'intérêt privé—7214.

Hon. Hyman—Entreprise unique—7215 ; prise à la charge du Gouvernement à cause de défaut d'entente entre marchands de bois—7216 ; dépenses seront remboursées, Gouvernement percevra péages pendant cinq ans—7215.

## RIVIERE SAINT-LOUIS—AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—C'est pour le dragage de la rivière Saint-Louis—7171.

M. Bergeron—On a creusé l'automne dernier—7172 ; c'est un bon travail—7172.

M. Walsh—Demande ce qui est advenu du canal de déversement entre Sainte-Barbe et Saint-Anicet, comté de Huntingdon—7171.

Hon. Hyman—Abandonné—7172 ; \$500 dépensés en levés—7173 ; aurait coûté \$80,000—7173 ; travaux actuels auront effet sur terres inondées—7174.

## RIVIERE SAINT-MAURICE—ESTACADES.

Hon. Hyman—Ont coûté depuis 1867, \$625,000—7192 ; recettes, \$57,095 ; entretien, \$35,000—7192.

## SAINTE-ANNE DE CHICOUTIMI—QUAI.

Hon. Hyman—Pour l'usage des bateaux traversiers et autres—7174.

Hon. Foster—La politique du Gouvernement est maintenant de construire des quais pour les bateaux traversiers ?—7174.

## SHERBROOKE—SALLE MILITAIRE.

Hon. Hyman—Dépense sera \$125,000—6921 ; terrain a coûté \$6,000—6921.

## SAINT-HYACINTHE—SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—En construction, coûtera \$50,000—6921.

## SAINT-JEAN—BATIMENTS.

Hon. Hyman—Soumissions demandées—6922 ; coûtera au total, \$43,000—6922.

## SAINT-JEAN—Ecuries pour cavalerie.

Sir Fred. Borden—Infanterie envoyée à Frédéricton—7232 ; construit écuries à Saint-Jean pour effectif de 88—7232.

M. Kemp—Demande bibliothèque pour officiers à Saint-Jean—7233.

SUBSIDES—*Suite.*

## SOREL—QUAI.

M. Kemp—Déclaration du premier ministre 1902—7175; accident de 1905—7176; rapport de M. Papineau—7176; rapport de M. Valliquette—7176; il était entendu que le quai devait être dragué à 30 pieds d'eau—7177; on accuse ces dragages d'avoir fait écrouler le quai—7177; la faute est à qui?—7176; les dommages sont évalués à \$200,000—7176.

Hon. Hyman—Le même accident est arrivé à Québec pour un quai sur des plans semblables—7177; le gouvernement doit supporter la perte, l'ouvrage était reçu de M. Poupore—7179; l'ouvrage était conforme aux plans et devis—7179.

Discussion reprise—7240.

M. Kemp—On aurait dû nommer commission spéciale pour établir responsabilités effondrement quai de Sorel—7240.

M. R. L. Borden—Département inexcusable de n'avoir pas fait toutes les études avant d'entreprendre travail de \$300,000—7241.

M. Fowler—Demande enquête par ingénieurs étrangers au département—7243.

Hon. Hyman—Les dommages s'élèvent en tout à \$15,000—7244.

## TROIS-RIVIERES—SALLE MILITAIRE.

Hon. Hyman—En construction, coûtera \$52,500—6922.

## TROIS-RIVIERES—QUAIS ADDITIONNELS.

Hon. Hyman—Il y aura 2,000 pieds de front de quais avec 30 pieds de profondeur, dépense totale \$230,000—7174.

## SASKATCHEWAN.

## LAC DE LA DERNIERE MONTAGNE—TRAVAUX.

Hon. Hyman—Barrage sur rivière Qu'Appelle pour retenir l'eau du lac—7249; demandé par compagnie de navigation et cols—7249.

## MOOSEJAW—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Sera bientôt terminé—6942; coûtera \$23,000, sans terrain—6942; terrain donné par municipalité—6943.

## BATTLEFORD—PONT DE BATTLE RIVER.

Hon. Hyman—Coût entreprise \$38,426—7217; entrepreneur John Foley, d'Ottawa—7217.

## PRINCE-ALBERT—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Presque terminé, coûtera \$79,725—6943.

## RIVIERE SASKATCHEWAN—LEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Hyman—Pour rechercher moyens d'améliorer la navigation de la rivière—7190; le lit se déplace tout le temps—7190.

## SASKATOON—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Terrain plus grand sera acheté—6943, édifice coûtera \$43,000—6943.

## DIVERS.

## ACADEMIE DES BEAUX ARTS.

Hon. Fielding—Contribution à société dirigée par M. Harris—7792.

M. S. Hughes—Veut savoir si portrait de la Reine pour la Chambre est prêt—7792.

## AIDE A L'EXPEDITION ARCTIQUE "DUCHESS OF BEDFORD".

Hon. Fielding—Contribution sollicitée par Victoria et Vancouver—7796; sous patronage grande dame d'Angleterre—7796.

M. Sproule—Argent gaspillé—7796; pire que l' "Arctic", expédition au pôle nord commandée par une dame—7796.

## AUGMENTATIONS—BUREAU DE L'AUDITEUR GENERAL.

Hon. Fielding—La loi du service civil ne permet pas de reconnaître les services d'employés très méritants cependant il vaut mieux conserver la loi—7790.

## "BRITISH MEDICAL ASSOCIATION."

Hon. Fielding—Contribution pour réunion d'août à Toronto—7794.

## CATALOGUE INTERNATIONAL DES PUBLICATIONS ARTISTIQUES.

Hon. Fielding—Une somme additionnelle de \$1,500 est demandée pour la rédaction par un comité du McGill de la revue des découvertes canadiennes—7794.

## CONSULTATIONS D'AVOCAT PAR L'AUDI-TEUR GENERAL.

Hon. Fielding—Auditeur libre de choisir qui il veut—7793; autrefois c'était M. Aylesworth—7793.

## COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES.

M. Maclean—Se plaint que l'avocat du gouvernement n'ait pas encore comparu depuis deux jours que la commission siège—316; se plaint que l'avocat d'Ontario n'ait pas pu interroger le surintendant des assurances—317.

Sir Wilfrid Laurier—On ne peut pas exiger que M. Shepley s'occupe uniquement de cette enquête—317; il a pour lui suppléer M. Tilley—317.

M. Borden—M. Shepley devrait s'occuper uniquement de l'enquête—317; le rôle des représentants des provinces devrait être défini—318.

Hon. Fitzpatrick—Explique incident Fitzgerald—318; M. Shepley avait des affaires en train qu'il va terminer, à l'avenir il s'occupera uniquement de la cause—318; M. Shepley prend les mêmes dispositions qu'à l'enquête de New-York—319.

M. Maclean—Lit protestation Heilmuth—319.

M. Lennox—Regrette que l'enquête n'ait pas été confiée au Parlement—320; maintenant que les députés sont bien payés, ils devraient faire eux-mêmes ces besognes-là—321.

Sir W. Laurier—Doute fort que la besogne serait mieux faite par le parlement—322; enquête peut durer trois ou quatre mois, la prorogation arriverait; faudrait discontinuer—322; il n'est pas étonnant qu'un avocat ait protesté, cela arrive dans toutes les causes—323; M. Fitzgerald sera rappelé—323.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

M. R. L. Borden—L'opposition avait fait diligence, quinze jours avant la rentrée avait fourni liste des documents requis—740; pas un n'est encore prêt—740.

Hon. M. Paterson—Les fonctionnaires travaillent activement à tout préparer—741.

M. R. L. Borden—Répète demande de liste des documents dont production a été ordonnée dans deux dernières sessions et pas encore produits—741.

## DEPENSES CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur—A l'avenir le crédit demandé sera basé sur session de 150 jours—7788.

## ELEVATION DES SALAIRES.

Hon. M. Foster—Proteste contre la méthode de faire passer des employés dans une classe supérieure avec même travail seulement pour augmenter salaire—381; si l'échelle des salaires est trop modique, il vaut mieux la réviser—381; de bonnes raisons peuvent être invoquées en faveur d'une augmentation générale—381; un jeune homme avec \$400 ou \$500 par année a des difficultés à se tirer d'affaire—382; si la moyenne des appointements n'est pas assez élevée, il vaut mieux l'augmenter et s'en tenir à la décision prise relativement aux différentes classes, aux divers employés—381.

## LES NEUF MOIS DE CREDITS.

M. R. L. Borden—On aurait simplifié le travail de la Chambre en portant dans une colonne ce qu'auraient été les crédits demandés sur le pied de douze mois, comme d'habitude—380.

## ERECTION D'UN MONUMENT A CHAMPLAIN A SAINT-JEAN, N.-B.

M. J. J. Hughes—Demande si le Gouvernement négocie pour acheter emplacement fort LaTour—7795.

Hon. Fielding—Non—7795.

## EXPOSITIONS.

Sir W. Laurier—Le Canada a accepté de figurer à l'exposition de Milan—315; exposition sera dirigée par M. Hutchison—316; sera analogue à l'exposition de Liège—316; journaux belges ont fait grand éloge de la participation canadienne—316.

M. R. L. Borden—Espère qu'elle sera plus convenable que l'exposition du Canada à l'Institut Impérial de Londres—316.

## EXPOSITION DE L'INSTITUT IMPERIAL.

Sir W. Laurier—Lord Strathcona a pris dispositions pour faire cesser position humiliante du Canada à l'Institut Impérial—325.

## FAMINE AU JAPON.

Sir W. Laurier—Gouvernement a jugé à propos d'envoyer aux victimes de la famine \$25,000 non en argent, mais en farine—325.

## FRAIS D'ARBITRAGE ENTRE CANADA, ONTARIO ET QUEBEC.

Hon. Fielding—Règlement avancé—7793; reste devant tribunaux le traité 203 entre Canada et Ontario—7793.

## FRAIS DE GESTION DES FINANCES.

Hon. Fielding—Détaille répartition des crédits—7661.

M. Sproule—Voudrait que ces crédits figurent au budget ordinaire—7661.

Hon. Fielding—Anciennes caisses d'épargne fédérales et caisses postales sont fusionnées quand vacance se produit pour pas révoquer vieux employés—7662.

M. U. Wilson—Excellent principe 7662.

## HAUT COMMISSAIRE A LONDRES.

Sir W. Laurier—A l'avenir le ministre de l'intérieur devra communiquer avec le service d'immigration à Londres par le Haut-Commissaire—419.

## MORMONS.

M. Herron—Se plaint des expressions employées à l'égard des mormons dans discussion loi du dimanche—7798; le député d'Oxford-nord—7798; le député de New-Westminster—7798; les mormons de l'ouest ne pratiquent pas la polygamie—7798; le ministre de la justice—7799; les mormons sont une nation chrétienne—7799; se plaint que cette partie de la population soit traitée avec aussi peu de respect—7800; mormons ne demandent rien à personne—7800.

## RIVIERE ROUGE.

Hon. Hyman—Commissaire nommé à la demande du gouvernement du Manitoba pour régler avec Etats-Unis questions relatives à Rivière Rouge—7250.

## SECRETARIAT D'ETAT.

Hon. Fielding—Un commis principal de plus, M. Storr—7789.

## SECRETAIRE DU GOUVERNEUR-GENERAL.

Hon. Fielding—Lit lettre de demande du Col. Hanbury-William—7795.

## SOUS-MINISTRE ADJOINT.

Hon. Fielding—Retraite de M. Courtney—7662; nomination de deux sous-ministres dont l'un adjoint—7662; pas d'augmentation de dépense—7663.

M. Fowler—Mauvaise économie—7663; réduire le salaire du sous-ministre et en avoir deux à bon marché, mauvais calcul—7663.

Hon. Fielding—Si l'on demandait un prix se rapprochant du traitement des hauts employés de banque la Chambre frémirait—7665.

## VISITE DE S. A. R. LE PRINCE DE CONNAUGHT.

M. Henderson—La visite coïncidera avec la vacance de Pâques, les députés ne pourront pas voir le Prince—324.

Sir W. Laurier—C'est une erreur, le Prince sera à Ottawa toute la semaine de Pâques—324.

## VOIES ET MOYENS.

## IMPERIAL INSTITUTE.

- Hon. W. Paterson—Propose résolution accordant à Sa Majesté \$161,000 pour certaines dépenses exercice 1905-06—682.
- Hon. G. E. Foster—Désire savoir ce que le Gouvernement va faire avec les \$18,000 demandés pour l'Imperial Institute—683.
- Hon. S. Fisher—M. Hutchison a élaboré un projet pour améliorer l'exposition canadienne—683 ; Lord Strathcona est en faveur du projet Hutchison—684.
- Hon. Foster—Demande à voir le rapport Hutchison—684.
- Hon. Fisher—La question actuelle réside dans le chiffre du crédit, le travail en lui-même a déjà été adopté en principe—686 ; le dernier rapport préparé par M. Hutchison entre l'exposition de Liège et celle de Milan est parvenu au commencement de l'hiver—687.
- Hon. M. Foster—Il ne suffit pas que Lord Strathcona approuve un projet pour qu'on ouvre immédiatement un crédit—688 ; le ministre de l'agriculture a une tendance à gaspiller les deniers publics sans être autorisé—688 ; avec les chambres de maturation, il a réussi à entraîner le pays à une dépense de \$117,000 à laquelle personne n'avait songé—688 ; insiste pour voir le plan—689.
- Hon. Fisher—Depuis deux ans la Chambre a autorisé le ministre à exécuter ces travaux—690 ; si la Chambre refuse les fonds, ils seront arrêtés—690.
- M. Lennox—Le Parlement a droit à des explications raisonnables sur un crédit avant de le voter—690 ; les dépenses faites depuis dix ans pour cette exposition n'ont rien produit, en dépit des promesses—692.
- Hon. M. Paterson—La Chambre a droit à des explications, mais est-ce qu'on ne lui en donne pas en ce moment même ?—692 ; on espérait pouvoir employer certains des articles de l'exposition de Liège, mais c'est impossible, il faut le tout pour Milan, alors M. Hutchison a été chargé de réunir des articles spécialement pour l'Imperial Institute, de là la demande de crédit—694.
- M. R. L. Borden—Se plaint de la tendance des ministres à s'absenter des séances quand se discutent des questions les intéressantes—694 ; si l'on ne protestait pas quelquefois le Gouvernement deviendrait trop négligent dans la préparation du budget—696.
- Hon. Paterson—Il est impossible pour les ministres de se tenir toujours en Chambre, ils ont des personnes à recevoir—696.
- Hon. Fisher—Dit que s'il eût soupçonné qu'on demanderait les plans et le rapport, il les eût apportés—697.
- M. Ingram—Il est temps que le crédit pour l'Imperial Institute soit supprimé—698 ; l'exposition ne sert à rien—699 ; il est temps de mettre un terme à la pratique de remettre d'une année les explications sur les dépenses publiques—699.

## IMPERIAL INSTITUTE—Suite.

- Hon. Fisher—Les expositions se sont succédées si rapidement que les projets conçus se sont modifiés et que la demande d'argent est devenue nécessaire sans avoir été indiquée au préalable—700 ; promet de déposer le plan—700.
- Hon. Foster—Epreuve répugnance à voter argent pour l'Institut Imperial, mal situé, peu fréquenté, inutile—700.
- Hon. M. Fisher—Une somme de \$20,000 pour une exposition en dehors de l'Institut Imperial serait une goutte d'eau à la mer—701.
- M. Bergeron—S'informe si les provinces continuent à contribuer à l'entretien de l'Institut Impérial et si le conservateur, M. Harrison Watson, est Canadien—702.
- Hon. Fisher—Les provinces ne contribuent rien, Watson est né au Canada et a passé son enfance au Canada—702.
- M. Blain—Demande aussi rapport de MM. Brodie et Hay—703.
- M. Lennox—Le ministre a commencé à avoir des doutes après avoir fait voter les crédits—704.
- M. R. L. Borden—Explications ont été promises le 16 mars et le 27 elles ne sont pas encore venues—705.
- M. Cockshutt—L'exposition ne fait pas honneur au Canada—706 ; elle est plutôt de nature à détourner les immigrants de venir—706 ; il faut une exposition tout à fait moderne et sans cesse renouvelée—706 ; il faut biffer le crédit ou voter un crédit raisonnable—707.
- M. Kemp—Où pourrait-on placer une exposition canadienne si on l'enlevait de l'Institut Impérial ?—707.
- Hon. Foster—A l'Institut, l'exposition ne sert à rien pour l'immigration, elle sert seulement pour les études commerciales ou industrielles—708.
- M. Bergeron—Demande pourquoi voter de l'argent pour les victimes du Japon ; l'Angleterre peut avoir des raisons pour cela, pas le Canada—709 ; c'est de l'argent gaspillé—710.
- M. Armstrong—Se plaint d'avoir été incorrectement informé au sujet des droits allemands sur les pommes importées—711.
- M. Henderson—Si l'on tient cachés dans les cartons du ministre les plans de l'exposition à l'Institut Impérial, c'est qu'il y a anguille sous roche—716 ; quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark—716.
- Hon. M. Fisher—Si le crédit n'est pas voté maintenant, il faudra immédiatement arrêter les travaux—716.
- M. J. D. Reid—Il est étrange que le ministre de l'agriculture se mette toujours en colère quand on lui demande des éclaircissements sur son budget—717.
- M. Barr—N'a jamais vu un ministre déclarer qu'à moins qu'on lui vote immédiatement un crédit, il faudra arrêter net les travaux—718.
- M. Ingram—Il y a des députés qui n'étaient pas là, il y a deux ans quand les explications ont été données—720.

IMPERIAL INSTITUTE—*Suite.*

- M. Sproule—On demande en tout \$26,000 pour mettre à exécution un projet déterminé, la Chambre veut avoir le projet—722.
- M. Ingram—Nous payons pour le bureau de ville de l'Institut Impérial et nous ne nous en servons pas—724.
- M. Perley—La continuation de l'exposition à l'Institut Impérial est parfaitement inutile—724; donne lecture déclarations honorable Fisher en 1903—726; il a déjà promis trois fois de faire ce qu'il n'a pas fait—727.
- M. Lalor—S'étonne qu'on refuse de voter des pensions aux vétérans et qu'on s'empresse de demander des crédits pour les expositions—729.
- M. Ganong—C'est une honte que le nom de "Canadien" soit accolé à l'exposition de l'Institut—729.
- M. Sproule—Expose développement Institut Impérial—730.
- Hon. M. Fisher—Donne lecture rapport Hutchison—731.
- M. R. L. Borden—Avant de dépenser de l'argent, il faudrait s'assurer du choix d'un local pour une exposition convenable—734.
- Hon. Fisher—Donne liste des articles achetés—735.
- Résolution passée—737.

## COMITE DE VOIES ET MOYENS.

- Hon. Fielding—Présente deux résolutions accordant à Sa Majesté \$54,642,468 pour exercice 1907 et \$2,929,302 pour exercice 1906—7854.
- Résolutions lues 1re, 2e et 3e fois et adoptées—7854.

## VOTES.

## VOTES PRIS ET RESULTATS :

- PENSIONS AUX VOLONTAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD.  
Motion Broder rejetée, 59 à 97—451.
- PENSIONS AUX VETERANS DES INCURSIONS FENIENNES.  
Motion Monk rejetée, 40 à 90—671.
- TERRES PUBLIQUES DU CANADA.  
Motion Roche rejetée, 58 à 111—1116.
- NORTH ATLANTIC TRADING Co.  
Motion Foster rejetée, 61 à 115—2512.
- MINISTRES CONTINUANT A PRATIQUER COMME AVOCATS.  
Amendement Fitzpatrick à résolution Lennox adopté, 89 à 54—2878.
- LOI DE L'INDEMNITE PARLEMENTAIRE ET DES PENSIONS.  
Bill McLean (n° 18), 2e lecture, rejetée, 9 à 167—3138.
- TRAVAUX PUBLICS NON PREVUS PAR LE PARLEMENT.  
Motion Blain rejetée, 48 à 100—3592.

VOTES PRIS ET RESULTATS—*Suite.*

## ENQUETE DE L' "ARCTIC".

- Amendement Borden rejeté, 45 à 88—3763.  
Motion Laurier adoptée, unanimité—3765.

## ATTITUDE PRESTON.

- Amendement Laurier à motion Monk adopté, 95 à 47—4641.

## ADMINISTRATION DU DOMAINE FEDERAL

- Motion Borden rejetée, 52 à 99—4811.

## COMPAGNIE DE TELEGRAPHES DU GRAND TRONC-PACIFIQUE.

- Amendement Sproule, 3e lecture, rejeté, 29 à 60—5124.

## AFFAIRE FOSTER-CINQ-MARS.

- Amendement Aylesworth à la question posée par l'hon. M. Foster, adopté—82 à 47—5423.

## PHILIPPE WAGNER.

- Motion Fowler rejetée. 41 à 88—5750.

## ACHAT DE TERRAINS A MONCTON POUR L'INTERCOLONIAL.

- Motion Ames rejetée, 46 à 89—6003.

## COMPAGNIE DE TELEPHONE BELL.

- Motion Maclean, 3e lecture, renvoi au comité, vente des obligations aux enchères, rejetée, 24 à 96—6495.

## AFFAIRE DE L' "ARCTIC".

- Amendement Northrup au rapport du comité spécial rejeté, 37 à 97—6715.

## RENOVI DE W. R. PRESTON.

- Motion Monk demandant renvoi de W. R. Preston rejetée par 39 à 89—7121.

## LOI DES CHEMINS DE FER.

- Amendement Maclean, 3e lecture, pour tarif deux cents du mille, rejetée par 8 à 105—7315.
- Amendement Sproule, 3e lecture, pour rayer limitation d'obligation de l'échange téléphonique aux parcours lointains, rejeté par 21 à 86—7317.

## LOI DU DIMANCHE.

- Amendement Bourassa, 3e lecture, pour ne mettre la loi en vigueur qu'avec approbation des provinces, rejeté par 15 à 104—7554.
- Amendement Monk demandant que troisième lecture soit rayée et que préparation bill soit laissée aux provinces, rejeté 15 à 102—7557.
- Amendement Borden, 3e lecture pour renvoyer au comité et faire certains amendements, rejeté par 39 à 77—7562.

## LOI DES CHEMINS DE FER.

- Motion Emmerson pour adopter amendements du Sénat, adoptée, 64 à 24—7864.

# INDEX, PAR DÉPUTÉS

DES

## Travaux de la Deuxième Session du Dixième Parlement.

N.B.—Les pages dont le chiffre est indiqué pour chaque sujet, sont celles de l'Index précédent, ou Index par sujets, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en chaque circonstance et l'indication des pages des Débats où elles sont données au long.

### ADAMSON, A. J. (Humboldt).

#### Bills—

Bills d'intérêt privé—Minoterie du Lac des Bois et Keewatin—114; "The Western Loan and Trust Company"—115.

Incidents et interpellations—Administration des terres fédérales—141.

#### Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—165.

### ALCORN, G. O. (Prince-Edouard, Ont.).

#### Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14, 16, 17, 18; loi de l'observance du dimanche, en comité—49, 51; loi des pénitenciers—58, 59.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—81; loi des chemins de fer (messageries)—82; loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—Divorce de E. M. McIntosh—111.

Explications personnelles—Honorables M. Foster et M. Cinq Mars—137.

Incidents et interpellations—Compagnies de messageries—146.

#### Questions—

Intérieur—Choix des réserves concédées aux chemins de fer—236.

Divers—Réclamation des employés de la Baie d'Hudson, 259.

#### Subsidés—

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—296.

Travaux publics—Eau pour édifices fédéraux—315.

### AMES, H. B. (Saint-Antoine).

#### Bills—

Bills du gouvernement—Loi des commisaires du port de Montréal—22; loi de l'immigration, en comité—28, 29; loi de l'observance du dimanche, en comité—39, 42, 48; loi des réserves forestières—64, 67.

Bills d'intérêt privé—"Canadian Aircraft Guild"—92.

### AMES, H. B.—*Suite.*

#### Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—140  
demande de documents—148.

#### Motions—

Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour chemin de fer Intercolonial—158; administration du domaine du Canada—167; terres publiques du Canada—192.

Motions discutées—Concessions de terres—200; titres de terres—215.

Motions sans discussion—Contrat P. Davis—225; homesteads non conformes à la loi—226; inscription des homes e<sup>es</sup> (inscription différée)—226; irrigations du Nord-Ouest—226; privilèges de pâturage—227; subvention du chemin de fer canadien du Nord—228; terres de chemins de fer—227; territoires de l'Ouest concédés aux chemins de fer—228; traverses pour ministère des Chemins de fer—228.

#### Questions—

Chemins de fer—Achats à Cie de Fundy pour chemin de fer Intercolonial—230; achats de traverses au Nouveau-Brunswick—230; choix de terres de compagnie du chemin de fer Nord—231; inspection de traverses à Rogersville—233.

Intérieur—Inscriptions d'homestead R. A. McLeod—235; annonces dans journaux anglais—236; bail de pâturage H. P. Brown—236; compagnie "North Atlantic Trading"—236; manuel indicateur des townships—238; "North Atlantic Trading Company"—238; population indienne du comté Victoria—terres fédérales—239; terres scolaires—239; vente de terrains à Claudius Scotney et autres—240; ventes de terrains en Colombie-Anglaise—240; vente de terres à A. A. Davidson et associés—240; vente de terres à Philippe Park—240.

Marine—Observatoire astronomique d'Ottawa—243; pilotes de Québec—244; pose de l'électricité à l'observatoire météorologique—244.

AMES, H. B.—*Suite.*

Travaux publics—Brise-lames de Château-Richer—252 ; éclairage électrique de la Terrasse—253 ; quai de Château-Richer—255 ; quai de Ray's-Creek—256 ; travaux du port de Québec—257.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canaux, contrat Davis—269 ; étude, tracé et construction du Transcontinental—271.

## ARMSTRONG, J. E. (Lambton-est).

## Ajournements—

Motions par les députés—Pont de Québec—9.

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal—21, 22 ; loi de l'inspection des grains—31 ; loi des marques de colis de fruit, en comité—33.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (passages)—80 ; loi de l'indemnité parlementaire—84.

## Incidents et interpellations—

Demande de documents—149 ; tarif allemand—155.

## Motions—

Motions discutées—Débordement de la rivière Thames—201 ; tarifs Allemagne-Canada—215, 219.

Motions sans discussion—Exportations canadiennes en Allemagne—226.

## Questions—

Douanes—Détaxe des marchandises anglaises, fausses déclarations—234 ; immigrants européens—235 ; peseur public de beurre et de fromage à Montréal—235 ; surtaxe des produits allemands—235 ; tarif allemand—235 ; tarif allemand sur les pommes—235.

Intérieur—Dépenses pour les Indiens—237 ; écoles indiennes—237 ; fonctionnaires du département des Affaires indiennes—237 ; immigration européenne—238 ; Indiens du Yukon—238 ; rapport du congrès forestier—239.

Postes—Courriers par ports canadiens et ports américains—249 ; directeur du service postal par chemin de fer London—249 ; services de paquebots transatlantiques—250.

Travaux publics—Travaux publics dans chaque province—257.

## Subsides—

Agriculture—Annuaire statistique—265 ; laiterie et arboriculture—265 ; stations agronomiques—266 ; recensement et statistique—266.

Intérieur—Directeur du service géologique—285 ; institut minier au Canada—288 ; surintendant des mines—292.

Marine et Pêcheries—Agences de la marine loyers, dépenses casuelles—294 ; entretien des steamers et brise-glaces—299 ; établissements de pisciculture—300 ; phares et bouées—304, 306.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'ouest—321.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## AVERY, M. (Frontenac).

## Bills—

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—47.

## Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—140.

## Subsides—

Revenu de l'intérieur—Inspection des balances—313.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'ouest—321.

## AYLESWORTH, Honorable A. R. (York-nord, Ont.).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17, 19 ; loi de la cour d'appel de Manitoba—24 ; loi de la cour suprême du Nouveau-Brunswick—25, 26 ; loi de l'observance du dimanche—36, 37, en comité—38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 ; 3e lecture—55, 56 ; amendements du Sénat—57 ; loi des pénitenciers—58, 59 ; loi des pensions à certains conseillers privés—60 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indépendance)—68 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69, 70 ; loi de l'usufruit—73.

Bills d'intérêt public—Code criminel (amendement)—76 ; loi des juges des cours provinciales—88, 89.

Bills d'intérêt privé—Compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique—106, 107, 108 ; divorce de E. M. Mackintosh—111 ; divorce de J. A. Peer—112 ; divorce de W. N. Vaughan—112.

## Elections—

Elections de nouveaux députés—134.

## Explications personnelles—

L'honorable M. Aylesworth et le "World"—134 ; l'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—136, 137.

## Incidents et interpellations—

Commission des assurances—145 ; directeur de poste de Cannington—149 ; incendie du bureau de poste de Toronto—157 ; grève des tramways à Winnipeg—151 ; mise en liberté de Désiré Brothier—152 ; législation électorale—152 ; poste rurale—154 ; réclamations des employés des postes—154 ; révision des lois—155 ; tarif postal des revues—156.

## Motions—

Motions de censure—pratique du droit par ministres—187, 188, 189.

Motions discutées—nouveaux commis au ministère des postes—198 ; immigrants amenés sous de fausses représentations—205 ; maître de poste de Cannington—213.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—juges du Manitoba—260.

## Subsides—

Justice—affaire Brothier—292 ; administration de la justice des territoires du Nord-Ouest—292 ; allocation des juges du Yukon (reprise)—292 ; augmentation des appointements—293 ; pénitencier de Kingston—293 ; refonte des statuts—293.

AYLESWORTH, L'honorable A. B.—*Suite.*

Postes—aide additionnelle aux bureaux de poste—310 ; contrat de postes avec Lovering—310 ; directeur de postes de Leamington—311 ; distribution à domicile—311 ; nombre de facteurs à Montréal—311 ; postes du Yukon—311 ; postes ruraux—311 ; réintégration des commis Dorion et McFee—312 ; transport des courriers dans l'île du Prince-Edouard 312 ; uniformes de facteurs—312.

## BARKER, S. (Hamilton-est).

## Bills—

Bills du Gouvernement—loi des chemins de fer (amendements), en comité—13 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—39.

Bills d'intérêt public—loi des chemins de fer (taux et messageries)—81.

Bills d'intérêt privé—chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—97 ; chemin de fer Toronto à Hamilton—102.

## Comités—

Comité des règles de la Chambre—128.

## Incidents et interpellations—

Demande de documents—148 ; Eastern Railway Supply Association—150.

## Motions—

Motions discutées—nouveaux commis au ministère des Postes—198 ; vétérans des incursions féniennes—222.

Motions sans discussion—Eastern Railway Supply of Canada—225 ; écluse de Peterboro—225 ; paiements irréguliers par agents d'immigration—227.

## Questions—

Chemins de fer—contrat de la compagnie de l'Eastern Railway Supply Company—230 ; compagnie de pétrole de Nouveau-Brunswick—232 ; dépôts de houille pour Intercolonial—232 ; employés de l'Intercolonial—232 ; fourniture d'huile à charbon à Intercolonial—232 ; voie de garage de Denning à Pugwash, Nouvelle-Ecosse—234.

Intérieur—irrégularités des comptes d'immigration—238.

Marine—le dragueur Galveston—243.

Travaux publics—quai de Saugille, embranchement de Pugwash—256 ; quai de Pugwash—256.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Eastern Supply Company—270.

Justice—allocations des juges du Yukon (reprise)—292.

Postes—receveurs et employés de postes—311.

Travaux Publics—arbitrages de M. Gobeil—315.

## BARR, J. (Dufferin).

## Bills—

Bills du Gouvernement—loi des chemins de fer (amendements), en comité—14, 17, 18 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—38, 44, 46, 53, 54 ; loi de l'usure—73 ; loi de l'exportation d'énergie électrique—74.

Bills d'intérêt public—loi des poids et mesures—77 ; loi de l'indemnité parlementaire—84.

Discours du Trône—Adresse en réponse—133.

## Incidents et interpellations—

Directeur de poste de Palmerston—150.

BARR, J.—*Suite.*

## Motions—

Motions discutées—Concessions de terres—201 ; immigrants amenés sous de fausses représentations—205.

## Questions—

Intérieur—M. A. Wilson, de Pugwash, Nouvelle-Ecosse—240.

Postes—Bureau de poste d'Amaranthe, Ontario—248 ; journal "Appeal to reason"—250 ; maître de poste de Palmerston—250.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—261.

Résolution par des députés—Règlementation du commerce de foin—264.

## Subsides—

Agriculture—Santé des bestiaux—266 ; stations agronomiques—267.

Chemins de fer et Canaux—Ponts de l'Intercolonial—272.

Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—280 ; écoles indiennes (anciennes provinces)—286 ; immigration belge—288 ; immigrants renvoyés des Etats-Unis—288.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.

Revenu de l'Intérieur—Inspection des balances—313.

Travaux Publics—Bâtiments en général dans provinces maritimes—315.

## Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## BEAUPARLANT, A. M. (Saint-Hyacinthe).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—44 ; 3e lecture—56.

Bills d'intérêt public—Loi de la vente du foin—90.

## Résolutions—

Résolutions par des députés—Règlementation du commerce de foin—264.

## BELAND, H. S. (Beauce).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche ; en comité—52.

## Subsides—

Travaux Publics—Québec, Disraeli—quai—325.

## BELCOURT, Honorable N. A. (Ottawa).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91 ; brevet de F. M. Gray—91 ; brevet de H. Wurtz, jr.—92 ; canal de la baie Georgienne—92 ; Pacific Bank of Canada—114 ; Standard Trusts Company—115 ; United Empire Bank of Canada—116 ; chemin de fer de l'Est du Pacifique—116.

## Comités—

Comité des comptes publics—121.

## Motions—

Motions discutées—Invitation à Sa Majesté le Roi—196, 197.

Motions sans discussion—Appartements de la présidence—224 ; service impérial de renseignements militaires—227.

## Subsides—

Intérieur—Concessions minières au Yukon—283, 284.

## BENNETT, W. H. (Simcoe-est).

## Ajournements—

Motions par les députés—Travaux du phare de Magnetawan—9.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal—23 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—51, 52.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaines—18.

## Comités—

Comité de l' "Arctic"—125, 126.

## Déclarations ministérielles—

Changements dans le cabinet—130.

## Explications personnelles—

M. Bennett et M. Guthrie—134.

## Incidents et interpellations—

Demande de documents—148 ; SS. "Seagull"—155.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—165, 166.

Motions discutées—Rapport de la commission des transports—208 ; maître de poste de Cannington—213 ; tarif Allemagne-Canada—218.

Motions sans discussion—Bassin de radoub de Collingwood—224 ; commission des transports—224 ; dragage dans Ontario—225 ; Ile du Tombeau du Géant—226 ; phare du lac Ocebe—227.

## Questions—

Intérieur—Coupe de bois sur l'île Hope—237 ; offre de J. A. Strafford pour l'île—144 ; réserve du Poisson Blanc—239 ; vente de la réserve du Poisson Blanc—239.

Marine et Pêcheries—Pêcheries des grands lacs—244 ; phares de la baie Georgienne—244 ; phare de French River—244 ; phare du lac Ocebe—244 ; phare sur rivière Maganetawan—244.

Postes—Bureau de poste de Rock-Hill—248 ; bureau de postes d'Orillia—248 ; courrier dans région de Parry-Sound—249 ; devoirs des directeurs de poste—249 ; receveur de la poste à Kettleby—250 ; service postal entre Coldwater et Lawson—257 ; transport de courriers entre Midland et Vasey—251.

Travaux Publics—Bassin de radoub de Collingwood—251 ; brise-lames de Port Colborne—252 ; dragage à Port Arthur et Fort William—252 ; dragages d'Ontario—253 ; dragages de la baie Matchedash—253 ; pouvoirs hydrauliques de la rivière aux Français—255 ; soumission pour dragage à Midland—256.

## Divers—

L'honorable A. B. Aylesworth—257.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal de Trent (achat d'un remorqueur)—268.

Intérieur—Chute d'eau de Sturgeon Falls—282 ; concessions minières au Yukon—284 ; dépenses de M. D. C. Scott—285 ; échevin Ramsden, de Toronto—286 ; l'île du Tombeau du Géant (reprise)—286 ; lac Croche—289.

Justice—Farine des pénitenciers—293.

Marine et Pêcheries—Agence de la Marine, loyers, dépenses casuelles—294 ; entretien des steamers et brise-glaces—295, 296 ; phares et bouées—304, 305, 306 ; salaires

BENNETT, W. H.—*Suite.*

et allocations aux gardiens de phares—308 ; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

Postes—Contrat de poste de Lovering—310 ; directeur de postes de Leamington—311.

Travaux Publics—Loyers et réparations de bureaux de poste au Canada—316 ; salles militaires en général—316.

Colombie Anglaise—Cumberland—Edifice public—317.

Ontario—Collingwood—319 ; Toronto—hotel des postes—320 ; Ottawa—observatoire d'Ottawa—321 ; tour de l'ouest—322, 323, 324, 325.

Québec—Canton Fabre (Lac Témiscamingue)—325.

## BERGERON, J. G. H. (Beauharnois).

## Ajournements—

Motions du Gouvernement—Fête Victoria—8.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements) ; en comité—11, 15, 17 ; loi des commissaires de port de Montréal (réorganisation)—21 ; loi de la cour Suprême—25 ; loi de l'immigration, en comité—30 ; loi des monnaies—35 ; loi des finances— ; loi de l'observance du dimanche, en comité—44, 47 ; amendements du Sénat—57 ; loi du Sénat et de la Chambre des Communes (indemnité)—69 ; loi de l'usure—72 ; loi de pilotage—76.

Bills d'intérêt public—Loi des falsifications alimentaires—83.

Bills d'intérêt privé—Banque Provinciale du Canada—90 ; Compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—94 ; compagnie de chemin de fer et de coke de Hill-Crest—98 ; compagnie de téléphone Bell—108.

## Comités—

Comité de l' "Arctic"—125 ; comité des règles de la Chambre—129.

## Explications personnelles—

M. Bergeron et les concessions de terres—134 ; M. Bergeron et le "Canada"—134.

## Incidents et interpellations—

Arbitrage entre couronne et Grand-Tronc-Pacifique—143 ; bibliothèque du parlement—143 ; cour Suprême, juge ad hoc—147 ; falaise de Québec—157 ; grève des tramways à Winnipeg—151 ; mise en liberté de Désiré Brothier—152 ; nomination de députés à des fonctions—153 ; ventilation de la Chambre—157 ; version française du rapport de l'auditeur général—158.

## Motions—

Motions de censure—Emploi de W. R. Preston—190.

Motions discutées—Vétérans des incursions feniennes—222 223.

## Questions—

Justice—Iles Saint-Laurent à Port-Lewis—240 ; libérations conditionnelles—241.

Marine et Pêcheries—Accidents de navires sur le Saint-Laurent—241 ; dépenses du département de la Marine à Sorel—242.

Milice—Caserne de Saint-Jean—246 ; école militaire de Saint-Jean (Québec)—246.

Travaux Publics—Qual de Pierreville, comté de Yamaska—256.

BERGERON, J. G. H.—*Suite.*

Divers—Députés nommés à emplois publics—257.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Subventions aux chemins de fer—262.

## Subsides—

Agriculture—Archives—265.

Chemins de fer et Canaux—Coursier de règlement, paroisse de Saint-Stanislas—270.

Douanes—Paielements pour travail de nuit dans les douanes—278 ; remboursement à M. M. I. C. Baker—278.

Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—280 ; service de C. A. Deutschman pour les grottes de Selkirk—292.

Postes—Nombre de facteurs à Montréal—311.

Travaux publics—Québec—Disraëli—quai—325, 326 ; rivière Saint-Louis améliorations—326.

## Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## BICKERDIKE, R. (Saint-Laurent, Montréal).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—29, 30 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—38, 46, 52.

Bills d'intérêt privé—Canadian Lloyds certificate—92 ; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—96.

## Subsides—

Revenu de l'intérieur—Accise de Montréal—312.

## BLACK, J. D. (Hants)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—53.

## Incidents et interpellations—

Concurrence de la marine norvégienne—146 ; ventilation de la Chambre—157.

## BLAIN, R. (Peel).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), 1<sup>re</sup> lecture—11, en comité—18 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—47 ; loi des pensions à certains conseillers privés—60.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77 ; loi des chemins de fer (taux et messageries)—81 ; loi de l'indemnité parlementaire—84.

## Incidents et interpellations—

Bureau de poste du comté de Peel—144 ; demande de documents—149.

## Motions—

Motions de censure—Dépenses du département des Travaux publics—172.

Motions discutées—Maître de poste de Cannington—213.

Motions sans discussion—Quai de Sorel—227 ; transport des courriers dans le comté de Peel—228.

## Questions—

Intérieur—Réserve du canal Rideau—239 ; valeur de l'or extrait au Yukon—239.

Postes—Directeur du bureau de poste de Thessalon—249 ; reconstruction, bureau de poste Ottawa—250.

BLAIN, R.—*Suite.*

Travaux publics—Jetée de Saint-Alexis—254 ; palais de justice de McLeod—254 ; quai de Baddeck—255 ; quai de Disraëli, P.Q.—255 ; télégraphe du Yukon—256.

Divers—Interdiction de la cigarette—258 ; monnaie d'argent des États-Unis—259.

## Subsides—

Agriculture—Stations agronomiques—266.

Douanes—Paielements pour travail de nuit dans les douanes—258.

Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—281.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299 ; inspection des bateaux à vapeur—300.

Postes—Receveurs et employés de poste—311.

Travaux publics—Chauffage des édifices publics—315 ; dragages dans Québec et Ontario—315 ; nouveaux commis—316.

## Cap-Breton—

Glace-Bay—Quai—318.

## Nouvelle-Ecosse—

Ports et rivières—319.

## Ontario—

Brantford—Bâtiments—319 ; Collingwood—319 ; Echo-Bay—319 ; ports et rivières en général—320.

Ottawa—Tour de l'ouest—322, 324.

## Québec—

Disraëli, quai—325 ; Magog, bâtiments—325.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## BOLE, D. W. (Winnipeg).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—45, 52.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Manitoba et de Keewatin—99 ; Standard Trusts Company—114 ; Temple Life Association—116.

## Incidents et interpellations—

Acoustique de la salle des séances—140 ; catastrophe de San Francisco—144.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—161, 162 ; North Atlantic Trading Company—178, 179.

## SIR FREDERICK BORDEN (King, N.-E.).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de la milice—34 ; loi des pensions militaires—60.

## Incidents et interpellations—

Fusils Ross—151 ; recrutement des volontaires pour les camps—154, 155 ; transports aux camps militaires—156.

## Motions—

Motions discutées—Vétérans des incursions feniennes—221, 222 ; volontaires de l'Afrique du sud—223.

## Questions—

Milice—Le commandant du 13<sup>e</sup> Dragons Ecosseis—246.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Loi sur la milice (amendement)—260 ; loi sur les pensions militaires (amendement) 260.

BORDEN, sir. FREDERICK—*Suite.*

## Subsides—

Milice—Achats d'artillerie et armes, champs de tir, etc.—309, 310; collège militaire Royal—310; conseil de milice—310; exercices annuels—310; fusils Ross—310; habillements—310; tours Martello—310; troisième Dragons Ecossais—310.  
Travaux Publics—Québec—Saint-Jean—326.

## BORDEN, R. L. (Carleton).

## Ajournements—

Interpellations et incidents—Demande de documents—7; enquête des compagnies d'assurances—7; rapport de l'auditeur général—7; retard de production de documents—7; visite du Prince A. de Can-  
naugh—7.

Motions par les députés—La pluie artificielle au Yukon—9.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—11, 12, 14, 15, 17, 18; amendements du Sénat—19, 20; code criminel—20; loi des commissaires du port de Montréal (statue John Young)—24; loi des commissaires du port de Québec—24; loi de la cour d'Echiquier—25; loi de la cour Suprême du Nouveau-Brunswick—26; loi de l'exercice financier—27; loi de finances (catastrophe San Francisco)—27; loi de l'immigration (en comité)—28, 29; loi minière du Yukon—34, 35; loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 33, 40, 41, 44, 45, 47, 50, 51, 53, 55, 3e lecture—56, amendements du Sénat—57; loi du parc des Montagnes Rocheuses—58; loi des pensions à certains conseillers privés—60; loi des pensions militaires—60; loi de la preuve—61; loi des réserves forestières—63, 64, 65, 66, 67; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indépendance)—68; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69; loi des subventions de chemins de fer—71; loi concernant des terres scolaires—72; loi de l'usure—72, 73; loi de l'exportation d'énergie électrique—74.

Bills d'intérêt public—Code criminel (amendement)—76; loi des poids et mesures—77; loi des certificats de capitaines—78, 79; loi de la Chambre des communes—79; loi des élections contestées—79; loi des chemins de fer (passages)—80; loi des élections fédérales—83; loi de l'indemnité parlementaire—86; loi des juges des cours provinciales—88, 89.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—95, 96; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—98; chemin de fer de l'Atlantique au Pacifique—100, 101; compagnie de navigation et de chemin de fer de Qu'Appelle et Sasquawan—101; compagnie d'assurances sur la vie "United Empire"—103; compagnie d'assurances "British America"—103; compagnie de fidéi-commis "Empire"—104; compagnie du pont Trans-Niagara—105; compagnie de prêts, et fidéi-commis de Winnipeg—105; compagnie de télégraphes du Grand-Tronc-Pacifique—106, 107, 108; compagnie de téléphone Bell—109; divorce de J. A. Peer—112; compagnie de force motrice de Grande-Rivière—116; compagnie verrière de Toledo—118.

BORDEN, R. L.—*Suite.*

## Comités—

Comité des impressions—122; comités spéciaux—122; comité de l'"Arctic"—122, 123, 124, 127; comité des règles de la Chambre—128, 129.

## Décès—

Honorable P. White—129; sir H. Langevin—129.

## Déclarations ministérielles—

Changements dans le cabinet—129; remaniements du cabinet—30.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—131.

## Explications personnelles—

M. Borden et la North Atlantic Trading Company—134; M. Borden et l'honorable Préfontaine—134; l'honorable Foster et M. Cinq-Mars—135, 136, 137, 138; M. R. G. Macpherson et le "News", Toronto—139.

## Incidents et interpellations—

Alberta Land Company—143; arbitrage entre couronne et Grand-Tronc—143; besogne de la Chambre—143; besoins administratifs du Yukon—143; bill de l'usure—143; catastrophe de San Francisco—144; commission des assurances—145; commission des eaux limitrophes—145; commission de pilotage de Sydney-nord—145; compagnies de messageries—146; concessions hydrauliques au Yukon—146; conseil du Yukon—147; correspondance Haut-Commissaire, Preston et Griffith—147; contrats du Transcontinental—147; demande de documents—147, 148, 149; dépêche à lord Strathcona—149; dragage à Port-Arthur—Arthur—150; droits miniers au Yukon—150; élections partielles—150; écroulement de la tour de l'ouest—150; enrôlement des matelots en Colombie-Anglaise—150; terrains miniers sur le tracé du Grand-Tronc-Pacifique—150; expropriation des téléphones du Manitoba—151; fin de session—151; hôtel des postes, Ottawa—151; mise en liberté de Désiré Brothier—152; législation électorale—152; lois de naturalisation de l'empire—152; nomination du juge Fraser, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse—153; nomination de M. Langmuir—153; North Atlantic Trading Company—153; pensions aux ex-ministres—153; permis de circulation sur l'I.C.R.—153; production de rapport—154; rapport de l'auditeur général—154; retard dans le dépôt de documents—155; révision des lois—155; tarif allemand—155; terrains expropriés à Murray River—156 traité japonais—156; valeurs provinciales pour placements fiduciaires—157; ventilation de la Chambre—157, 158.

## Motions—

Motion du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.

Motion de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour I.C.R.—159; administration du domaine du Canada—160, 169; attitude de M. Preston—170; dépenses du département des Travaux publics—174; North Atlantic Trading Company—184, 185; pratique du droit par ministres—188; emploi de W. R. Preston—190; terres publiques du Canada—193, 195; Philippe Wagner—196.

BORDEN, R. L.—*Suite.*

Motions discutées—Achats de terres du domaine public—196 ; invitation à Sa M. le Roi—197 ; concessions de terres—200 ; inspection des fruits et exportation—204 ; immigrants amenés sous de fausses représentations—205 ; lois de naturalisation—205 ; législation électorale—205, 206 ; massacres des juifs—206 ; prime à la fabrication de l'acier—207, 208 ; réforme du Sénat—211 ; renseignements sur chutes d'eau—212 ; maître de poste de Cannington—213 ; tarifs Allemagne-Canada—216 ; tracé du Transcontinental—220, 221 ; vétérans des incursions féniennes—222 ; volontaires de l'Afrique du sud—223.

Motions sans discussion—Accidents du St-Laurent—223 ; acte des assurances—223 ; appareils sauvetage côte Pacifique—224 ; assurances sur la vie au Canada—224 ; chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—224 ; Children's Protection Act—224 ; commission du Transcontinental—224 ; compagnie des terres de la vallée de Saskatchewan—225 ; courriers transatlantiques—225 ; droits du gouvernement du Canada sur les pêcheries maritimes intérieures—225 ; naufrages sur la côte Pacifique—224 ; vente de terres publiques à des compagnies—228.

## Questions—

Chemin de fer—Chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—232 ; compagnie de navigation et chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—232 ; propriété à l'usage de l'Intercolonial (Halifax)—233.

Intérieur—Achats de terre du domaine public—235 ; compagnie des terres de la vallée de la Saskatchewan—236 ; concession de terres au chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—237.

Justice—Listes électorales de la Nouvelle-Ecosse—241.

Marine—Commissions de pilotage—242 ; naufrages sur le Saint-Laurent—243.

Divers—Emprunts temporaires—253.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—261, 262.

Résolutions par des députés—Règlementation du commerce de foin—264.

## Séances—

Cloture des séances—265.

## Subsides—

Agriculture—Annuaire statistique—265 ; archives (reprise)—265.

Chemins de fer et Canaux—Eastern Supply Company—270 ; étude, tracé et construction au Transcontinental—271.

Douanes—Traité avec le Japon—279.

Intérieur—Administration intérieure du Yukon—280 ; agences d'immigration (dépenses)—201 ; agents d'immigration (appointements)—281 ; délégués spéciaux—284, 285 ; directeur du service géologique—285 ; docteur Lafferty—285 ; écoles indiennes, anciennes provinces—286 ; lac Croche—289 ; North Atlantic Trading Company—291.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—296, 297, 299 ; navigation maritime dans eaux de la Colombie-Anglaise—302 ; phares et bouées—304, 306, 307 ; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

BORDEN, R. L.—*Suite.*

Postes—Contrat de postes de Lovering—310 ; directeur de poste et industriel—311 ; directeur de poste de Leamington—311.

Revenu de l'intérieur—Conférences du système métrique—312.

Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—314 ; arbitrages—315 ; nouveaux commis—316 ; Nouveau-Brunswick—Petit Rocher-brise-lames—318 ; Ontario—Echo-Bay—319 ; Ottawa—Cour suprême—rallonge à la bibliothèque—320 ; tour de l'Ouest—321, 323, 324 ; Québec—Disraëli, quai—325 ; Sorel, quai—326.

Divers—Commission royale des assurances—327 ; demandes de renseignements—328 ; les neuf mois de crédits—328 ; expositions—328.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329, 330.

## BOURASSA, H. (Labelle).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17, 18 ; loi de l'observance du dimanche ; en comité—36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 ; 3e lect.—55 ; amendements du Sénat—44, 45, 46, 48, 53, 54, 57 ; loi des pensions à certains conseillers privés—60 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69 ; loi de l'usure—73.

Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—85.

## Comités—

Comité des débats—122.

## Explications personnelles—

M. Bourassa et l'honorable sénateur Cox—134 ; M. Bourassa et la " Presse "—134 ; M. R. G. Macpherson et le " News ", Toronto—139 ; M. C. Piché et le bill du dimanche—139.

## Incidents et interpellations—

Réclamation des employés de la Baie d'Hudson—154.

## Motions—

Motions de censure :

Administration du domaine du Canada—169 ; attitude de M. Preston—171 ; North Atlantic Trading Company—186 ; terres publiques du Canada—195 ; Philippe Wagner—196.

## Motions discutées :

Invitation à Sa Majesté le Roi—197 ; massacre des juifs—206 ; renseignements sur les chutes d'eau—212.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

## Travaux publics.

Ottawa—Tour de l'ouest—321.

## BOYCE, A. C. (Algoma-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des tribunaux provinciaux—31, 32 ; loi des Sauvages—68.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de l'Atlantique au Pacifique—100 ; divorce E. M. McIntosh—111.

## Incidents et interpellations—

Commission de pilotage de Sydney-N.—145 ; demande de documents—148 ; service postal à Copper-Cuff—155.

BOYCE, A. C.—*Suite.*

## Motions—

Motions discutées—Concessions de terres, —201.

Motions sans discussion—Commission de pilotage de Sydney—224 ; émeute du Sault Sainte-Marie—225 ; Grand chemin de fer du Nord—226 ; île du Poisson Blanc—226 ; Indiens d'Algoma—226 ; poisson de la Baie Georgienne—227.

## Questions—

Chemins de fer—Chemin de fer Pacifique-Atlantique et Ile du Poisson Blanc—231 ; Grand chemin de fer du Nord—232 ; douanes du Sault Sainte-Marie—234.

Intérieur—Ile du Poisson Blanc—237 ; vente de terres des Indiens dans l'Algoma—240.

Marine—M. A. G. Duncan—243 ; permis de pêche de M. Woodhall—244 ; piscifactures—244 ; protection des pêcheries sur Grands Lacs—245 ; réclamation Joseph Demers—245.

Milice—Poursuite contre municipalité du Sault Sainte-Marie—247.

Postes—Location boîtes dans bureaux de poste—250 ; receveur de poste à Little-Current—250 ; receveur de poste à Thessalon—250.

Travaux publics—Cale du gouvernement au Sault Sainte-Marie—252 ; dragage de la rivière Sainte-Marie—252 ; quai d'Echo-Bay—253 ; quai du Sault Sainte-Marie—254.

Divers—Relations de Geo. Sutherland et J. D. Lamont avec gouvernement—259.

## Subsides.

Marine et Pêcheries—Pêcheurs des Etats-Unis—303.

Travaux publics—Ontario—Echo-Bay—319  
Ottawa—Tour de l'ouest—325.

## BOYER, G. (Vaudreuil).

## Motions.

Motions discutées—Falsification du sirop d'érable—252.

## Questions.

Chemins de fer—Eclusiers des canaux—232.  
Justice—Seigneurie de Rigaud—241.

Marine—Bouées sur la rivière Ottawa—242.

Divers—Succession Harwood à Vaudreuil—256.

## Résolutions.

Résolution par des députés—Réglementation du commerce de foin—264.

## BRISTOL, E. (Toronto-centre).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—15 ; loi de la cour Suprême—25 ; loi de l'observance du dimanche ; en comité—46 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—70.

## Incidents et interpellations—

Ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—161 ; emploi de W. R. Preston—190.

## Questions—

Justice—Renvoi de questions par l'Exécutif à la cour Suprême—241.

## BRODER, A. (Dundas).

## Bills—

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—82.

## Motions—

Motions discutées—Volontaires de l'Afrique du sud—223.

## Questions—

Agriculture—Dr T. F. Chamberlain—229.

## Subsides—

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'Ouest—321.

## BRODEUR, Honorable L. P. (Rouville).

## Ajournements—

Motions du gouvernement—Fête Victoria—8.

Motions par les députés—Marine marchande du Canada—9 ; pont de Québec—9 ; travaux du phare de Magnetawan—10.

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—20, 21, 22, 23 ; loi des commissaires du port de Montréal (prêt)—23 ; loi des commissaires du port de Montréal (statue J. Young)—24 ; loi des commissaires du port de Québec—24 ; loi de l'observance du dimanche ; amendements du Sénat—57 ; loi des pêcheries—58 ; loi du port de Sydney—60 ; loi de pilotage—76.

Bills d'intérêt public—Loi de la sûreté des navires—78 ; loi des certificats de capitaines—78, 79 ; loi de l'inspection des bateaux à vapeur—87.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du G. T. P. ; en comité—96.

## Comités—

Comité des débats—122 ; comité de l'Arctic—124, 127.

## Incidents et interpellations—

Commission des assurances—145 ; commission de pilotage de Sydney, N.-E.—146 ; concurrence de la marine norvégienne—146 ; enrôlement de matelots en C.-A.—150 ; navigation d'hiver à l'I. P.-E.—153 ; SS. "Seagull"—155 ; steamers du gouvernement fédéral—155.

## Motions—

Motions discutées—Concessions de terres—200 ; falsification du sirop d'érable—202, 203.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Licence pour la pêche de la baleine—260 ; port de Montréal—261 ; port de Québec—260.

Résolutions par des députés—Réglementation du commerce de foin—262.

## Subsides—

Intérieur—Immigration belge—287.

Marine et Pêcheries—Affaire Orlando Robert—293 ; agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—293 ; appointements et déboursés pour inspecteurs, garde-pêche, etc.—294 ; brise-glaces—294 ; chenal du Saint-Laurent—294, 295 ; dépenses des écoles de navigation—295 ; dépenses pour distribution de primes de pêche—295 ; diminution du nombre des commis au ministère—295 ; dragueur "Galveston"—295 ; enquête sur les naufrages—295 ; entretien des steamers et brise-glaces—295, 296, 297, 298, 299, 300 ; exposition des pêcheries

BRODEUR, l'honorable L. P.—*Suite.*

au Canada—300; inspection des bateaux à vapeur—300; inspection des sifflets de brume—300; levés hydrographiques—300; navigation maritime dans eaux de la Colombie Anglaise—301; observatoire magnétique—302; pêcheries, inspection, garde-pêche—303; pêche du lac Winnipeg—303; pêcheurs des Etats-Unis—303; phares et bouées—303, 304, 305, 306, 307; piliers permanents du lac Saint-Pierre—308; protection des pêcheries—308; le capitaine John Pratt du "Curlew"—308; salaires et allocations aux gardiens des phares—308; service météorologique—308; station biologique—308; steamer pour lac Winnipeg—308; télégraphe Marconi entre Cap-Race et Cap-Ray—308; Transfert de M. Wiallard—308; M. R. Wiallard—308; victimes de l'explosion de gaz à Kensington, 18 avril 1905—308, 309. Usines pour réduction du chien de mer—309.

Revenu de l'Intérieur—Accise de Montréal—312; Alcool méthylique pour les fabricants—312; conférences du système métrique—312; diminution des dépenses—312; timbres pour tabac canadien—314.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'ouest—323.

## BRUNEAU, A. A. (Richelieu).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie mutuelle contre l'incendie—104; compagnie de navigation Richelieu et Ontario—105.

## BUREAU, J. (Trois-Rivières et Saint-Maurice).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements) en comité—16, 18; loi des marques des colis de fruits, en comité—33; loi de l'observance du dimanche, en comité—52, 55.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Midland de Québec—99; compagnie de téléphone Bell—108, 109, 110; N. W. Commercial Travelers Ass. of Canada—114.

## Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Company—179.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—297; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'Ouest—323, 324.

## BURROWS, T. A. (Dauphin).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des réserves forestières—67.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—167.

## CALDWELL, T. B. (Lanark-nord).

## Motions—

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—263.

## CALVERT, W. S. (Middlesex-ouest).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Banque coloniale du Canada—90; chemin de fer canadien du Pacifique—93; chemin de fer Grand-Valley—98; chemin de fer de Niagara, Sainte-Catherine, Toronto—99; chemin de fer Prince-Albert à Saskatchewan et baie d'Hudson—101; chemin de fer de Thorold au lac Erié—102; compagnie d'éclairage et de force motrice de Puebla—104; compagnie mexicaine d'éclairage et force motrice—104; compagnie du pont Trans-Niagara—105; compagnie de prêt et d'épargne Huron et Erié—105; compagnie de tramway et éclairage de Rio Janeiro—110; divorce de James Allen—110; divorce de Nettie U. Bulmer—110; Farmers Bank of Canada—113; Mexican Tramway and Electric Company—113; prolongation de délai—118.

## Comités—

Comité des règles de la Chambre—129.

## CAMPBELL A. (York-centre, O.)

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—15, 16, 17.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesure—77.

Bills d'intérêt privé—Brevet de H. Edmunds—91; brevet de F. M. Gray—91; brevet de H. L. Houck—91; Chartered Bank de Londres et du Canada—92; chemin de fer de la baie James—92; chemin de fer Nakups à Slocan—99; chemin de fer de Schomberg-Aurora—101; chemin de fer Vancouver et de Lulu—102; chemin de fer de West Ontario Pacific—103; compagnie d'assurance contre les accidents du Canada—103; compagnie de pont et de chemin de fer Fort-William et Port-Arthur—105; compagnie de télégraphes du G.T.P.—106; compagnie de téléphone Bell—108; divorce de E. M. McIntosh—111; divorce de J. A. Peer—112; divorce de M. E. Preston—112; divorce de M. V. Spencer—12; General Accident Assurance Company of Canada—113; brevet compagnie Underwood—115.

## Comités—

Comité de l'agriculture—121; comité des chemins de fer—121.

## Motions—

Motions de censure—Emploi de W. R. Preston—190.

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers et dépenses casuelles—294; phares et bouées—306.

## CARRIER, L. A. (Lévis).

## Questions—

Travaux publics—Bassin de radoub de Lévis—251.

## CARVELL, F. B. (Carleton, N.-B.).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche; en comité—39, 48.

Bills d'intérêt public—Loi des sociétés d'art—89.

CARVELL, F. B.—*Suite.*

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du G.T.P. ; en comité—96 ; compagnie de navigation et de chemin de fer de Qu'Appelle, lac Long et Saskatchewan—101 ; compagnie verrière de Toledo—117.

## Comités—

Comité de l'«Arctic»—126.

## Incidents et interpellations—

Recrutement de volontaires pour les camps—154.

## Motions—

Motions de censure—Attitude de M. Preston—171.

Motions discutées—Représentation des provinces—215 ; tracé du Transcontinental—219, 220.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Agences de la marine loyers, dépenses casuelles—294.

Travaux publics en général—Ottawa—Tour de l'Ouest—322.

## CHISHOLM, T. (Huron-est)

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche ; en comité—49.

## Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—142 ; ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions discutées—Invitation à Sa Majesté le Roi—197 ; tarifs Allemagne-Canada—216.

## Questions—

Chemins de fer—Démission de M. J. E. Duval de la commission des chemins de fer—232 ; réseau Transcontinental—233.

Postes—Congrès postal universel—249.

Divers—Importations de viandes de conserve, etc.—250.

## Subsides—

Intérieur—Agences d'immigration—280.

Travaux publics—Cap-Breton—Glace-Bay—Quais—318 ; Ottawa—Tour de l'Ouest—321.

## CHISHOLM, W. (Antigonish).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—40.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—130.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—300.

## CLARKE, A. H. (Essex-sud).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—29 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—49 ; loi de la preuve—61.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Niagara, Queenston et Sainte-Catherine—99 ; chemin de fer Terminal d'Essex—102 ; chemin de fer de Windsor à Chatham et London—103 ; chemin de fer de Windsor, Essex et Lake Shore—103 ; compagnie des charbonnages et de chemin de fer du Nord d'Alberta—116 ; compagnie verrière de Toledo—117.

## Incidents et interpellations—

Tarif américain et tarif canadien—156.

CLARKE, A. H.—*Suite.*

## Motions—

Motions discutées—Cabotage des lacs—198.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Messagers noirs—272.

## CLEMENTS, H. S. (Kent-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des pensions à certains conseillers privés—59 ; loi de l'usure—73.

## Incidents et interpellations—

Tarif américain et tarif canadien—155, 156.

## Motions—

Motions discutées—Débordements de la rivière Thames—201 ; épizootie sur les porcs du comté de Kent—201 ; tarif Allemagne-Canada—215, 216.

Motions sans discussion—Importation et exportation des Etats-Unis et Canada—226.

## Questions—

Agriculture—Peste porcine—229.

Douanes—Droit payé sur tubes et tuyaux en fer—234 ; fil métallique à clôture—235 ; tabac brut en feuille importé—325.

Marine—Pose du câble de l'île Pelée—244.

Milice—Military Gazette—247.

Postes—Bureau de poste de Leamington—248.

Travaux publics—Creek de McLaren, comté de Victoria, Ont.—252 ; dragage de la Thames—252 ; exploration de la Thames—254.

Divers—Clôture de fil métallique sur ligne-frontière—257.

## Subsides—

Agriculture—Stations agronomiques—267.

Chemins de fer et Canaux—Messagers noirs—272.

Postes—Directeur de poste de Leamington—311 ; distribution à domicile—311.

Travaux publics—Ontario—Port-Rondeau—320 ; Rivière Thames—320.

Ottawa—Tour de l'Ouest—321.

## COCHRANE, E. (Northumberland-est)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), en comité—18.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—307.

## COCKSHUTT, C. F. (Brantford)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi d'affranchissement de J. W. Lewis—10 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—42, 43 ; loi de l'exportation de l'énergie électrique—74, 75, 76.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

Bills d'intérêt privé—Société biblique britannique et étrangère—114.

## Budget—

Discours du budget—120.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—133.

## Incidents et interpellations—

Tarif postal des revues—156.

## Questions—

Agriculture—M. Johnson, statisticien fédéral—229.

Douanes—Revenu douanier de Brantford—285.

COCKSHUTT, C. F. (Brantford)—*Suite.*

Postes—Affranchissement des magazines—248; revenu postal de Brantford—250; salaires du bureau de poste de Brantford—250.

Revenu de l'Intérieur—Droits d'accise ? Brantford—251.

Travaux publics—Chutes du Niagara—252.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Situation financière de l'Intercolonial—276.

Douanes—Statistique d'exportation—278.

Intérieur—Bestiaux pour les Indiens—282; directeur du service géologique—285; frais de justice, affaires indiennes—287.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## CONMEE, J. (Baie du Tonnerre et Rivière à la Pluie)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), en comité—4, 15, 18; loi de l'observance du dimanche, en comité—38, 40, 42, 44, 47, 51, 52, 3e lect.—amendements du Sénat—57.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (responsabilité dans les territoires non organisés)—82.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de l'Atlantique au Pacifique—100; Minnesota Canadian Bridge Co.—113, 114.

## Motions—

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—206, 207.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—262, 263, 264.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—304.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'Ouest—322, 323, 324.

## COPP, A. J. S. (Digby)—

## Subsides—

Agriculture—Archives—265.

Commerce—Service de Saint-Jean à Digby—277.

## COSTIGAN, Honorable J. (Victoria, N.-B.).

## Bills—

Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—87.

## Motions—

Motions discutées—Tracé du Transcontinental—220.

## CRAWFORD, J. (Portage la Prairie).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des réserves forestières—66.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du G. T. P.—94, 96, 97.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—166, 167; North Atlantic Trading Company—179, 180.

## CROCKET, O. S. (York, N.-B.).

## Motions—

Motions discutées—Tracé du Transcontinental—219.

Motions sans discussion—Chemin de fer Transcontinental—224; passe migratoire de Cowie—227.

CROCKET, O. S. (York, N.-B.)—*Suite.*

## Questions—

Chemins de fer—Changement sur le Canada Eastern Railway—231; chemin de fer Transcontinental—224; tracé du Transcontinental—234.

Marine—Passe migratoire du barrage de Cowie à Milton—244.

Milice—Dépôt de cavalerie de Frédéricton, (N.-B.)—246.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271.

Douanes—Remboursement à M. M. I. C. Baker—278.

Intérieur—Bestiaux pour les indiens—282.

## DANIEL, J. W. (Saint-Jean, cité).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—20; loi de l'observance du dimanche, en comité—36, 38, 39, 41, 48, 3e lecture—56; amendements du Sénat—57.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du G. T. P., en comité—96, 97.

## Incidents et interpellations—

Bureau de poste de Saint-Jean, N.-B.—144.

## Motions—

Motions discutées—Tracé du Transcontinental—221; vétérans des incursions féniennes—222.

## Questions—

Chemins de fer—Pensions de retraite pour employés de l'Intercolonial—233; renvoi du détective Skeffington—233; commission du port de Montréal—242; hôpital des matelots à Louisbourg—243; service médical à Canso—245.

Milice—Le commandant du 13e dragons écossais—246; salle d'exercices à Saint-Jean (N.-B.)—247.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271; ponts de l'Intercolonial—272, 273.

Douanes—Palements pour travail de nuit dans les douanes—278.

Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—280.

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—307; capitaine John Pratt du "Curlew"—308.

Revenu de l'Intérieur—Diminution des dépenses—312; inspection des bureaux d'accise—313.

## DEMERS, L. P. (Saint-Jean et Iberville).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—48, 50; 3e lecture—55, 56.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Kootenay à Arrowhead—99; chemin de fer de Québec à Montréal et au Sud—101; chemin de fer Vancouver à île Lulu—102; compagnie de télégraphes du G.T.P.—108; compagnie verrière de Toledo—117.

## Comités—

Comité de l'"Arctic"—125.

## Explications personnelles—

L'honorable M. Foster et M. Cinq-Mars—137.

## Incidents et interpellations—

Concurrence de la marine norvégienne—147.

## DERBYSHIRE, D. (Brockville).

## Bills—

- Bills du gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal—23.
- Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.
- Bills d'intérêt privé—Chemin de fer d'Ottawa à Brockville et au Saint-Laurent—100; divorce de E. M. McIntosh—111; divorce de W. E. Ogden—112.

## Incidents et interpellations—

- Chambre de maturation de Brockville—145.

## Motions—

- Motions discutées—Tarif Allemagne-Canada—217.

## Subsides—

- Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—298; phares et bouées—304; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

## DEVLIN, E. B. (Wright).

## Bills—

- Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—47; 3e lecture—55.
- Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de la rive Sud—116.

## Incidents et interpellations—

- Administration des terres fédérales—141.

## Motions—

- Motions discutées—Commission des transports—209.

## DUBEAU, J. A. (Joliette).

## Bills—

- Bills du gouvernement—Loi des marques des colis de fruits, en comité—34.
- Bills d'intérêt privé—Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord—104.

## Subsides—

- Agriculture—Laiterie et arboriculture—266.

## DYMENT, A. E. (Algoma-est).

## Bills—

- Bills du Gouvernement—Loi des sauvages—68.
- Bills d'intérêt privé—Chemin de fer central d'Algoma à la Baie d'Hudson—93; Minnesota Canadian Bridge Company—113.

## Motions—

- Motions du Gouvernement—Bills d'intérêt privé—158.

## ELSON, P. (Middlesex-est).

## Ajournements—

- Motions par les députés—Drapeau sur la tour du Parlement—8.

## Bills—

- Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), amendements du Sénat—20; loi des pensions à certains conseillers privés—60.
- Motions sans discussion—Bureau de poste de Thorndale—224.

## Questions—

- Douanes—Emploi de Daniel Wiley—235.
- Justice—Ficelle d'engagement du pénitencier de Kingston—240.
- Milice—Salle militaire de London—248.
- Postes—Bureau de poste de London—248; bureau de poste de Thorndale—248.
- Travaux Publics—Anniversaire de la confédération—251; drapeau en berne—253.
- Divers—John O'Gorman—259.

ELSON, P.—*Suite.*

## Subsides—

- Agriculture—Stations agronomiques—267.
- Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.
- Travaux Publics—Ottawa—Tour de l'ouest—321.

## EMMERSON, Honorable H. R. (Westmoreland).

## Ajournements—

- Motions par les députés—Pont de Québec—9

## Bills—

- Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements)—10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20; loi de l'observance du dimanche, en comité—45, 48; loi des subventions de chemins de fer—70, 71.
- Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (passages)—80; loi des chemins de fer (taux et messageries)—80.
- Bills d'intérêt privé—Loi des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—94, 95, 96, 97; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—98; chemin de fer de Kootenay à Yellowhead—99; chemin de fer de l'Atlantique au Pacifique—100; chemin de fer Toronto à Hamilton—102; chemin de fer de Vancouver au Sud et Vallée de la Fraser—103; compagnie de téléphone Bell—109; Minnesota Canadian Bridge Company—114; compagnie de force motrice de Grande-Rivière—116, 117.

## Comités—

- Comité des amendements à la loi des chemins de fer—122.

## Explications personnelles—

- L'honorable M. Emmerson et le "Globe"—135.

## Incidents et interpellations—

- Demande de documents—148, 149; dommages par le chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—150; droits sur la houille par canal Lachine—150; "Eastern Railway Supply Association"—150; étude sur la ligne de Stanley Bridge—150; terrains expropriés à Murray-River—156.

## Motions—

- Motions du gouvernement—Comités spéciaux—158.
- Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour le chemin de fer Intercolonial—159.
- Motions discutées—Ecluse hydraulique de Kirkfield—201; employés du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—215.

## Résolutions—

- Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—262, 263, 264.

## Subsides—

- Chemins de fer et Canaux—Accident de Belmont—267; chemin de fer de l'île du Prince-Edouard à Charlottetown—267; installations à Halifax, Intecolonial—268; agrandissements à Halifax du chemin de fer Intercolonial—268; agrandissements à Lévis du chemin de fer Intercolonial—268; aménagements sur la ligne du chemin de fer Intercolonial—268; appareils pour manutention de la houille, chemin de fer Intercolonial—268; ateliers de locomotives et de wagons à Moncton—268; canal Cornwall—268; canal des Galops—268; canal des Galops, passe du nord

EMMERSON, l'honorable H. R.—*Suite.*

—268 ; canal Lachine (contrat)—268 ; canal Lachine (personnel)—268 ; canal Lachine (indemnité à W. Mitchell)—268 ; canal Sault-Sainte-Marie—268 ; canal de Trent (achat d'un remorqueur)—268 ; canal de Trent (écluse de Kirkfield)—268 ; canal de Trent (rivière Holland)—268 ; canal de Trent (barrage)—269 ; canal Welland (éclairage électrique)—269 ; canal Welland (indemnité, D. W. Parr)—269 ; canal de Williamburg—269 ; canaux de Carillon et Grenville—269 ; canaux, contrat Davis—269 ; création contrôleur des statistiques—269 ; correction à déclarations—270 ; coursier de règlement, paroisse de Saint-Stanislas—270 ; dimanche sur l'Intercolonial—270 ; chemin de fer entre Indiantown et Blackville—270 ; échelles pour wagons fermés, chemin de fer Intercolonial—270 ; éleveur de Port-Colborne—270 ; embranchement du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard au littoral—270 ; étude, tracé et construction du Transcontinental—270. 271 : fourniture de l'eau sur l'Intercolonial—271 ; freins à air—272 ; gare à Sussex—272 ; devis et plans des canaux de Québec—272 ; matériel roulant—272 ; ponts tournants du canal Rideau—272 ; ponts de l'Intercolonial—272, 273, 274 ; pour renforcer les ponts—274 ; subvention financière de l'Intercolonial—275 ; station Rothesay—276 ; station Sainte-Eloïse—276 ; voies de garage et de service—276 ; wagons pour le Gouverneur général—276.

## ETHIER, J. A. C. (Deux-Montagnes).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche ; 3e lecture—55.

## Questions—

Agriculture—Culture du tabac—229.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Subventions aux chemins de fer—264.

## FIELDING, Honorable W. S. (Shelburne et Queens, N.-E.).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17 ; code criminel (amendements, loteries)—20 ; loi des commissaires du port de Montréal (prêt)—23 ; loi des commissaires du port de Québec—24 ; loi de la cour Suprême du Nouveau-Brunswick—26, 27 ; loi de finances (catastrophe de San Francisco)—27 ; loi de finances—27 ; loi de l'immigration, en comité—28 ; loi des marques de colis de fruits, en comité—34 ; loi des monnaies—35 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—39, 47, 48, 51, 52, 53, 54, 55 ; loi des pensions à certains conseillers privés—59, 60 ; loi du poinçonnage—60 ; loi des subventions de chemins de fer—71 ; loi du tarif douanier—71 ; loi du Transcontinental—72 ; loi de l'usure—73 ; loi de vente des métaux précieux ouverts—76.

Bills d'intérêt public—Loi des compagnies de prêt—76 ; loi des sociétés d'art—89.

Bills d'intérêt privé—Banque provinciale du Canada—90 ; compagnie d'assurance sur la vie "United Empire"—703 ; compagnie d'assurance "Sterling"—104 ; compagnie de fidéicommissaires "Empire"—104 ; compa-

FIELDING, l'honorable W. S.—*Suite.*

gnie de prêts et fidéicommissaires de Winnipeg—105 ; compagnie de téléphone Bell—109 ; Maison Révillon Frères—113 ; Pacific Bank of Canada—114 ; Standard Trusts Company—115 ; The Western Loan and Trust Company—115.

## Budget—

Date de l'exposé budgétaire—118 ; discours du budget—118, 119, 120 ; messages du Gouverneur général—121.

## Comités—

Comité des impressions—122 ; comités spéciaux—122 ; comité de l'"Arctic"—123, 124 ; comité des règles de la Chambre—128.

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—135.

## Incidents et interpellations—

Catastrophe de San-Francisco—144 ; commission des assurances—145 ; commission de pilotage de Sydney, N.-E.—146 ; communication de Washington—146 ; concurrence de la marine norvégienne—146 ; déficit câble transatlantique—147 ; demande de documents—148 ; enrôlement de matelots en Colombie-Anglaise—150 ; fonctionnement des compagnies d'assurances—151 ; nomination de députés à des fonctions—153 ; rapport de l'auditeur général—154 ; subventions aux chemins de fer—155 ; tarif allemand—155 ; valeurs provinciales pour placements fiduciaires—157 ; ventilation de la Chambre—158.

## Motions—

Motions du Gouvernement—Bills d'intérêt public—158.

Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour l'Intercolonial—159 ; attitude de M. Preston—170 ; pratique du droit par ministres—189.

Motions discutées—Commission des assurances—198, 199 ; maître de poste de Canington—213 ; tarif Allemagne-Canada—216 ; tracé du Transcontinental—221.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Port de Montréal—261 ; port de Québec—261 ; subventions aux chemins de fer—262, 263, 264.

## Subsides—

Commerce—Service entre Canada et Terre-neuve—277.

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—304, 305, 306.

Postes—Décoration de M. Mackenzie King—310.

Revenu de l'Intérieur—Conférences du système métrique—312.

Travaux Publics—Lignes télégraphiques Ile du Prince-Edouard—316 ; Cap-Breton, Glace-Bay, quai—318.

Divers—Académie des Beaux Arts—327 ; aide à expédition arctique "Duchess of Bedford"—324 ; augmentation, bureau de l'auditeur général—327 ; British Medical Society—327 ; catalogue international des publications artistiques—327 ; érection d'un monument à Champlain à Saint-Jean, N.B.—327 ; frais d'arbitrage entre Canada, Ontario et Québec—327 ; frais de gestion des finances—327 ; secrétariat d'Etat—328 ; secrétaire du Gouverneur général—328 ; sous-ministre adjoint—328.

## Voies et Moyens—

Comité des voies et moyens—330.

## FINLAY, J. (Peterboro-est).

## Bills—

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—80.

## FISHER, Honorable S. (Brome).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—15 ; loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—21, 23 ; loi des grains du Manitoba—27, 28 ; loi de l'inspection des grains—31 ; loi des marques de colis de fruits, 1re lecture, en comité—32, 33, 34 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—48 ; loi des stations des lépreux—70 ; loi de la statistique du travail—70.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des télégraphes du Grand-Tronc-Pacifique—107 ; compagnie de téléphone Bell—109 ; Mexican and Electric Company—113 ; compagnie verrière de Toledo—117.

## Comités—

Comité des règles de la Chambre—128.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—132.

## Incidents et interpellations—

Chambre de maturation de Brockville—144, 145 ; contrats du Transcontinental—147 ; M. W. J. Moberley—153 ; traité japonais—156 ; ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions de censure—Dépenses du département des Travaux publics—174 ; "North Atlantic Trading Company"—185.

Motions discutées—Epizootie sur les porcs du comté de Kent—201 ; falsification du sirop d'érable—203 ; inspection des fruits d'exportation—203, 204 ; tarif Allemagne-Canada—218.

## Résolutions—

Résolution par des députés—Règlementation du commerce de foin—264.

## Subsides—

Agriculture—Annuaire statistique—265 ; archives—265 ; archives (reprise)—265 ; laiterie et arboriculture—265, 266 ; exposition de Charlottetown—266 ; hygiène des animaux—266 ; santé des bestiaux—266 ; stations agronomiques—267 ; nouvelles stations—267 ; recensement de Manitoba, Alberta et Saskatchewan—267 ; recensement et statistique—267 ; registre des brevets—267 ; "Patent Record"—267.

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—309.

Voies et moyens—Imperial Institute—329, 330.

## FITZPATRICK, Honorable M. C. (Comté de Québec).

## Ajournements—

Interpellations et incidents—Enquête des compagnies d'assurances—7.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), 1re lecture, en comité—10, 11, 12, 20 ; code criminel (amendement—commissions rogatoires)—20 ; loi de la cour d'Echiquier—25 ; loi de la cour Suprême—25 ; loi d'interprétation—31 ; loi des tribunaux provinciaux—31, 32 ; loi de l'observance du dimanche—35, 36 ; 2e lecture—36 ; loi des pénitenciers—58 ; loi

FITZPATRICK, l'honorable M. C.—*Suite.*

de la preuve—61 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indépendance)—68 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—68, 69 ; loi de la statistique du travail—70 ; loi de l'usure—72, 73 ; loi de l'exportation d'énergie électrique—73, 74.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaines—78, 79 ; loi des chemins de fer (passages)—80 ; loi des chemins de fer (taux et messageries)—81, 82 ; loi des chemins de fer (clôtures à bestiaux)—82 ; loi des juges des cours provinciales—88.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91 ; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—97, 98 ; compagnie de téléphone Bell—108.

## Incidents et interpellations—

Arbitrage entre couronne et Grand-Tronc-Pacifique—143 ; affaire F. Cochrane—143 ; circulaire aux juges—145 ; cour Suprême, juge ad hoc—146 ; nomination de M. Langmuir—153.

## Motions—

Motions du Gouvernement—Comités spéciaux—158.

Motions de censure—Pratique du droit par ministres—186, 188, 189.

Motions discutées—Commission des assurances—199 ; les juges, leurs traitements—205 ; lois de naturalisation—205 ; législation électorale—205, 206.

Motions sans discussion—Fourniture de farine aux pénitenciers—226.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Juges du Manitoba—260 ; port de Québec—261 ; salaire des employés de pénitenciers—261.

## Subsides—

Intérieur—Bestiaux pour les indiens—282.

Justice—Allocation des juges du Yukon—292 ; farine des pénitenciers—293 ; indemnité de subsistance du juge d'Atlin—293 ; police fédérale—293.

Divers—Commission royale des assurances—327.

## FOSTER, Honorable M. G. E. (Toronto-nord).

## Ajournements—

## Interpellations et incidents—

Demande de documents—7 ; retard de production de documents—7.

Motions par les députés—Drapeaux sur la tour du Parlement—7 ; la pluie artificielle au Yukon—9.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), en comité—12, 13, 15 ; loi des concessions de terres aux indiens—24 ; loi de la cour Suprême du Nouveau-Brunswick—26 ; loi de l'exercice financier—27 ; loi de l'immigration, en comité—28 ; loi minière du Yukon—35 ; loi de l'observance du dimanche, 2e lecture—36, 39 ; en comité—42, 48, 50, 51, 53 ; loi du parc des Montagnes Rocheuses—57, 58 ; loi des pénitenciers—58 ; loi des pensions à certains conseillers privés—59, 60 ; loi du poinçonnage—60 ; loi des réserves forestières—69 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69 ; loi concernant des terres scolaires—71, 72 ; loi de pilotage—76.

FOSTER, l'honorable M. G. E.—*Suite.*

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91; brevet de F. M. Gray—91; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—95, 96; compagnie de téléphone Bell—109, 110; Standard Trusts Company—115; compagnie verrière de Toledo—117.

**Budget—**

Date de l'exposé budgétaire—118; discours du budget—119.

**Comités—**

Comité des comptes publics—121; comité des Débats—121, 122; comité de l' "Arctic"—123; comité des règles de la Chambre—128, 129.

**Discours du Trône—**

Adresse en réponse—132.

**Explications personnelles—**

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—135, 136, 137, 138.

**Incidents et interpellations—**

Bureau de douane d'Emerson—144; commission des assurances—145; concessions forestières au Yukon—146; demande de documents—147, 148, 149; enquête au sujet du Yukon—150; mise en liberté de Désiré Brothier—152; Philippe Wagner—154; la pluie au Yukon—154; subventions à navigation maritime—155; tarif allemand—155; ventilation de la Chambre—157.

**Motions—**

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—164, 165; North Atlantic Trading Co'y—174, 175; terres publiques du Canada—193, 194; Philippe Wagner—196.

Motions discutées—Vétérans des incursions féniennes—223.

Motions sans discussion—Affermage de fonds de bois—223; concession de terrains houillers—225; Joseph Nixon, agent des terres—226; Philippe Wagner—227; ventes et locations de terrains—228.

**Questions—**

Chemins de fer et Canaux—Achats d'huile—230.

Intérieur—Aliénation de terres dans Saskatchewan et Alberta—236; commissaire des terres fédérales—236; compagnie des terres de la vallée de Saskatchewan—236; concession Ray-Bronson—236; John Nixon—238; terres pour le chemin de fer Canadien du Nord—239; ventes de terres au Nord-Ouest—240; Philippe Wagner—240.

Marine et Pêcheries—Achat de carbure—241; approvisionnement de l' "Arctic"—242; approvisionnement des navires de l'Etat—242; bateaux du Gouvernement—242; bouées fabriquées à l'étranger—242; F. L. Brooks et Cie, Montréal—242; compagnie des signaux de brume—243; emploi de W. H. Noble, B. E. Fraser, et J. F. Fraser—243; fournitures pour bouées à gaz—243; M. Geo. T. Merwin—243; paiements à M. B. J. Coughlin—243; paiements à M. Geo. T. Merwin—244; phares—244; service des navires de l'Etat—245; station du télégraphe Marconi—245; steamer "Kestrel"—245.

Milice—Approvisionnements de la garnison de Halifax—245.

FOSTER, l'honorable M. G. E.—*Suite.*

Travaux publics—Aile nouvelle de l'édifice de l'ouest—251; location édifice Woods à Ottawa—254; paiements à compagnie Woods—254; paiement de travail supplémentaire—254.

**Résolutions—**

Résolutions du Gouvernement—Juges du Manitoba—260; port de Québec—261.

**Subsides—**

Agriculture—Archives (reprise)—265.

Chemins de fer et Canaux—Accident de Belmont—267; ponts de l'Intercolonial—272, 273.

Commerce—Inspecteur en chef, commission des grains—276; paquebots entre Grande-Bretagne et Canada—276; service entre Canada et Terre-Neuve—277; service entre Newcastle et Escuminac—277; service sur rivière Peticodiac—277; service entre Canada et Afrique du Sud—277; service entre Victoria et San Francisco—277.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—sub-sistance, équipement—279.

Intérieur—Administration intérieure du Yukon—279, 280; agences d'immigration (dépenses)—280; agents et employés d'immigration—281; cartes et cartographes—282; concessions minières au Yukon—283; directeur du service géologique—285; directeur commission géologique—285; le dôme—286; écoles indiennes, anciennes provinces—286; entretien et travaux à Banff—286; immigration belge—287, 288; moyens de communication entre parlement et conseil du Yukon—289, 290.

Justice—Allocation des juges du Yukon (reprise)—292.

Marine et Pêcheries—Affaire Orlando Roberts—293; phares et bouées—307.

Milice—Fusils Ross—310.

Travaux Publics—Arbitrages de M. Gobeil—314; comptes de voyages de M. Gélinas—315; Colombie-Anglaise—outillage de drageage—317; Nouveau-Brunswick—Cap-Tourmentin—318; Québec, Disraeli, quai 325; rivière Ashoumouchouan et Peribonka—326; Sainte-Anne de Chicoutimi, quai—326.

Divers—élévation des salaires—328.

**Voies et Moyens—**

Imperial Institute—329.

FOWLER, G. W. (King et Albert, N.-B.).

**Bills—**

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—18; code criminel (amendements, loteries)—20; loi de la cour Suprême du Nouveau-Brunswick—26; loi des tribunaux provinciaux—31; loi de la preuve—61; loi des réserves forestières—62, 63; loi des réserves de gibier—67; loi de l'usure—72.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

Bills d'intérêt privé—Divorce de J. A. Peer—112.

**Comités—**

Comité des règles de la Chambre—129.

**Motions—**

Motions de censure—North Atlantic Trading Co'y—181, 182; Philippe Wagner—195.

Motions discutées—Tarif Allemagne-Canada—217; tracé du Transcontinental—221.

Motions sans discussion—salle d'exercices de Halifax—227.

FOWLER, G. W.—*Suite.*

## Questions—

Chemins de fer et Canaux—Ateliers nouveaux de l'Intercolonial—230 ; compagnie de pétrole du Nouveau-Brunswick—232 ; huile d'éclairage pour l'Intercolonial—232 ; propriété fédérale sur le chemin de Spring Garden, Halifax—233 ; train Joughlin sur Intercolonial—234 ; vols à l'Intercolonial—234.

Marine—Phare de Palmers Point—244 ; M. A. C. Robertson, inspecteur des pêcheries—245.

Milice—Champ de tir Sussex—246 ; harnachements militaires—247.

Postes—Les courriers du comté de King 250 ; maître de poste du Canada—250 ; perte de timbres-poste à Moncton—250.

Travaux publics—Brise-lames de Richiboutou—252 ; musée national—254.

Divers—Représentation de Nicolet et de Gaspé—259 ; représentation sénatoriale du Nouveau-Brunswick—259.

## Subsides—

Agriculture—Stations agronomiques—267.

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271 ; gare à Sussex—272 ; ponts de l'Intercolonial—273, 274 ; situation financière de l'Intercolonial—276.

Douanes—Augmentation statutaire—277 ; remboursement à M. M. I. C. Baker—278.

Intérieur—Agences d'immigration—200 ; lac Croche—209.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—296.

Milice—Achats d'artillerie et armes, champs de tir, etc.—309 ; conseil de milice—309.

Postes—Directeur de poste de Leamington—311 ; receveurs et employés de postes—312.

Revenu de l'Intérieur—Falsification des substances alimentaires—313.

Travaux Publics—Arbitrages de M. Gobeil—314 ; Ottawa, Tour de l'ouest—322 ; Québec, Sorel, quai—326.

Divers—Sous-ministre adjoint—328.

## GALLIHER, W. A. (Kootenay).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—16, 17 ; loi des tribunaux provinciaux—31 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 41, 42, 43, 45, 48, 51, 54 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69 ; loi de l'usure—73.

Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—84 ; loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Durryca—91 ; brevet de H. Wurtz, Jr.—92 ; chemin de fer de la Bale Crawford à Sainte-Marie—92 ; chemin de fer de Calgary à Fernie—93 ; chemin de fer de la Colombie et Kootenay—93 ; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—96 ; compagnie de chemin de fer et de coke de Hill-Crest—98 ; chemin de fer de Kamloops et Yellowhead—33 ; chemin de fer de Kootenay à Yellowhead—99 ; chemin de fer de Nakusp à Sloan—99 ; chemin de fer de la rivière Fording—101 ; chemin de fer du sud de la Colombie—102 ; divorce de E. M. McIntosh—111 ; Mexican Tramway et Electric Co'y—113.

GALLIHER, W. A.—*Suite.*

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—137.

## Subsides—

Intérieur—Services de C. A. Deutschman pour les grottes de Selkirk—292.

## GANONG, G. W. (Charlotte).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—47.

## Motions—

Motions discutées—Falsification de sirop d'érable—203.

## Questions—

Douanes—Percepteur de douanes à Woodstock, N.-B.—235.

Marine—M. W. A. Gallant—243 ; pêche à la claie, comté de Charlotte—244.

Postes—Directeur de poste de Woodstock, N.-B.—249 ; C. L. Smith, directeur de poste à Woodstock, N.-B.—251.

Revenu de l'Intérieur—Droits sur l'alcool méthylique—251.

Travaux Publics—Brise-lames de Grand-Manan—252 ; brise-lames de North-Head—252 ; brise-lames de Wilson's Beach—252 ; quai de Sewardsville, N.-B.—256.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299 ; phares et bouées—307.

## Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## GAUVREAU, C. A. (Témiscouata).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie de chemin de fer de l'Atlantique à l'ouest de Québec—92 ; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—95.

## Questions—

Chemins de fer et Canaux—Contrats sur l'Intercolonial—232 ; messageries de l'Intercolonial—233 ; transport de la houille sur l'Intercolonial—234.

Marine—Salaires des gardiens de phares—245.

## GEOFFRION, V. (Chambly et Verchères).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie du parc et de l'île de Montréal—205.

## GERMAN, W. M. (Welland).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de la cour d'Echiquier—27 ; loi de l'exercice financier—27 ; loi de l'immigration, en comité—44, 45 ; loi de l'exportation de l'énergie électrique—75.

Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—84.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Buffalo à Niagara et Toronto—92 ; chemin de fer du centre du Canada—93 ; compagnie de force Erié-Ontario—104 ; compagnie du pont et de force de Mather—105 ; compagnie télégraphique commerciale du Nord—105 ; Canadian Niagara Power Co'y—115 ; compagnie de force motrice de Grande-Rivière—116.

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—137.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Subventions aux chemins de fer—263.

GERMAN, W. M.—*Suite.*

Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal de Trent (écluse de Kirkfield)—268 ; canal Welland (éclairage électrique)—269 ; entrée de Port-Colborne—270 ; étude, tracé et construction du Transcontinental—271.

GERVAIS, H. (Saint-Jacques, Montréal&.)

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—48, 49, 51, 53 ; amendements du Sénat—57.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—96.

Comités—

Comité des débats—121, 122.

Motions—

Motions discutées—Immigrants amenés sous de fausses représentations—205.

Questions—

Justice—Réclamation de Terre-neuve—241.

Marine—Chenal du Saint-Laurent—242.

Subsides—

Marine et Pêcheries—Dépenses des écoles de navigation—295 ; phares et bouées—307.

GIRARD, J. (Chicoutimi et Saguenay).

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des marques de colis de fruits, en comité—33, 34.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Québec au Saguenay et golfe Saint-Laurent—101.

Motions sans discussion—dragage du Saguenay—225.

GORDON, D. A. (Kent-est).

Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie verrière de Toledo—117.

GRANT, G. D. (Ontario-nord).

Bills—

Bills d'intérêt privé—Woman's Art Association—116.

Motions—

Motions discutées—Maître de poste de Cannington—213.

Pétitions—

Prolongation de délai—228.

Questions—

Travaux Publics—Obstructions dans la rivière Severn—254.

GREENWAY, T. (Lisgar).

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'inspection des grains—31.

Motions—

Motion de censure—Terres publiques du Canada—193.

GUNN, B. B. (Huron-sud).

Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Co'y—100.

Questions—

Marine—Saison interdite pour la pêche du doré—245.

Postes—Bureau de poste à Clinton—248.

Travaux Publics—Edifice public à Seaforth—253 ; édifice public à Wingham—253 ; port de Bayfield—253 ; port de Saint-Joseph—253.

GUTHRIE, H. (Wellington-sud).

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—28, 29, 30 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—40, 44, 53, 54.

Bills d'intérêt privé—Citizen Bank of Canada—92 ; chemin de fer Sud-Ontario Pacifique—101 ; chemin de fer Toronto à Hamilton—102 ; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—115 ; compagnie de force motrice de Grande Rivière—116.

Explications personnelles—

M. Bennett et M. Guthrie—134.

Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—168 ; emploi de W. R. Preston—190.

HAGGART, Honorable J. (Lanark-sud).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer, amendements—1<sup>re</sup> lecture—10 ; en comité—10, 11, 13, 14 ; loi des marques de colis de fruits, en comité—32 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—50 ; loi des réserves forestières—62, 64 ; loi concernant des terres scolaires—72 ; loi de l'exportation d'énergie électrique—74.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer du G. T.P.—97 ; chemin de fer de Vancouver au Sud de la vallée du Fraser—103.

Comités—

Comité des règles de la Chambre—128.

Motions—

Motions de censure—Attitude de M. Preston—171.

Motions discutées—Concessions de terres—200 ; inspection des fruits d'exportation—204 ; renseignements sur chutes d'eau—242.

Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—263, 264

Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271 ; ponts de l'Intercolonial—272, 273 ; situation financière de l'Intercolonial—274, 275. Marine et Pêcheries—Phares et bouées—307. Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—315.

HALL, R. R. (Peterboro-ouest).

Bills—

Bills d'intérêt public—Loi de l'inspection générale—87.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Kingston à Pembroke—99 ; compagnie de Riz feuilleté d'Anderson—116.

Motions—

Motions discutées—Écluse hydraulique de Kirkfield—202 ; rapport de la commission des transports—208, 209.

HARTY, WM (Kingston).

Bills—

Bills d'intérêt privé—Queen's College de Kingston—114.

## HENDERSON, D. (Halton).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14; code criminel (amendements, loterie)—20; loi des grains du Manitoba—27; loi de l'immigration, en comité—28; loi des marques de colis de fruits, en comité—33; loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 38, 40, 51, 52; 3e lecture—54, 55; amendements du Sénat—56; loi du poinçonnage—60; loi des réserves forestières—63, 67; loi des sauvages—68; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69.

Bills d'intérêt public—Loi des sociétés d'art—89.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91; brevet de F. M. Gray—91; compagnie des embranchements du G.T.P., en comité—96; 3e lecture—97; chemin de fer Toronto à Hamilton—102; compagnie d'assurance Sterling—104; divorce de E. M. McIntosh—111; divorce de M. E. Preston—112; chemin de fer terminal de Toronto—113; Pacific Bank of Canada—114.

## Comités—

Comité des débats—122.

## Incidents et interpellations—

Tarif américain et tarif canadien—156.

## Motions—

Motions discutées—Commission des assurances—199; réforme du Sénat—210; tarif Allemagne-Canada—217.

## Questions—

Intérieur—Concessions forestières au Manitoba et territoire du Nord-Ouest—236. Travaux publics—Rivière Saguenay, piliers et estacades—256.

Divers—Commission du tarif—257; enregistrement des députés par séance—258; réserve de réassurance—259.

## Résolutions—

Résolution du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—264.

Résolution par des députés—Réglementation du commerce de foin—264.

## Subsides—

Chemins de fer—Ponts de l'Intercolonial—273.

Douanes—Douanes du Yukon—278; remboursement à M. M. I. C. Baker—278.

Intérieur—Docteur Lafferty—285; école industrielle et pensionnats pour les indiens—286; immigration belge—287, 288; moyens de communication entre parlement et conseil du Yukon—290.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—296, 298; phares et bouées—306, 308.

Travaux publics—Travaux en général, Alberta, Edmonton—316; Manitoba, Winnipeg, hôtel des postes—317.

Ontario—Owen-Sound, édifices publics—319.

Divers—Visite de S. A. R. le prince de Connaught—328.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## HERRON, J. (Alberta)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), 3e lecture—19; loi de l'observance du dimanche; en comité—39; loi du parc des Montagnes Rocheuses—58; loi concernant des terres scolaires—72.

## Questions—

Agriculture—Station agronomique à Vancouver—229.

Intérieur—Bestiaux pour les agences Indiennes—236; Inscriptions de homesteads—238; township 7—239.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—263.

## Subsides—

Agriculture—Laiterie et arboriculture—266; santé des bestiaux—266.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Annexion de Keewatin aux Territoires—279.

Intérieur—Agents d'immigration (appointements)—281; bestiaux pour les Indiens—282; Lac Croche—289.

Divers—Mormons—328.

## HUGHES, J. J. (King, I.P.-E.)—

Explications personnelles—Honorable M. Foster et M. Cinq-Mars—136.

## Motions—

Motions discutées—Navigation d'hiver, Ile du Prince-Edouard—153; représentation des provinces—214.

## Questions—

Marine—Communications d'hiver avec Ile du Prince-Edouard—242.

Travaux publics—Tunnel de l'Ile du Prince-Edouard—257.

Divers—Compagnies d'assurances à répartition—257.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer de l'Ile du Prince-Edouard et Charlottetown—267.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—300.

Travaux publics—Force électrique pour ascenseurs—315; lignes télégraphiques Ile du Prince-Edouard—316; Ontario—Echo-Bay—319.

Divers—Erection d'un monument à Champlain à Saint-Jean (N.-B.)—328.

## HUGHES, S. (Victoria et Haliburton).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements) en comité—12, 19; loi de l'inspection des grains—31; loi de l'observance du dimanche, en comité—40, 41, 45, 46, 54; loi des sauvages—68; loi du Sénat et la Chambre des communes (indemnité)—70.

## Comités—

Comité des débats—122.

## Déclarations ministérielles—

Changements dans le cabinet—130.

## Incidents et interpellations—

Arsenal d'Halifax—143; bibliothèque du parlement—143; bureau de poste de Gooderham—144; canonnières dans la rivière Thames—144; demande de documents—148; démission du ministre de la Justice—149; directeur de poste de Cannington

HUGHES, S.—*Suite.*

—149; fusils Ross—151; immigrants de l'Armée du Salut—151; recrutement des volontaires pour les camps—154; ruisseau McLaren, comté Victoria—155; transports aux camps d'exercice—156.

## Motions—

Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—168; attitude de M. Preston—171; emploi de W. R. Preston—191.

Motions discutées—Invitation à Sa Majesté le Roi—197; écluse hydraulique de Kirkfield—201, 202; commission des transports—208; renseignements sur chutes d'eau—212; maître de poste de Cannington—212, 213; vétérans des incursions féniennes—222.

Motions sans discussion—Canal de Trent—224.

## Questions—

Agriculture—Bestiaux infectés—229.

Chemins de fer et Canaux—Barrages rivière Scugog—231; canal de la vallée de Trent—231; rupture du canal de Trent—233.

Intérieur—Immigration l'année dernière—238; lettre du rév. G. H. Williams sur traitement des immigrants—238.

Milice—Bateliers du Nil—245; champs de tir—246; champs de tir de Kentville (N.-E.)—246; champs de tir dans provinces maritimes—246; école d'instruction militaire—246; émeutes de Sydney (C.-B.)—247; emplacement de camps—247; fournitures aux camps militaires—247; gardien de la 2e batterie d'artillerie de campagne—247; mise à la retraite du capitaine Lumb—247; musiques militaires et fêtes religieuses—247; récompense aux rouliers de l'expédition de 1885—247; récompense aux voyageurs—247; situation des affaires de l'armée impériale—248; travaux de défense d'Esquimaux—248; travaux de défense d'Halifax—248.

Postes—Directeur de postes de Cannington—249.

Travaux publics—Energie hydraulique du canal de Trent—253; enquête du canal de Trent—253; quai de Dorset—255; surintendant du canal de Trent—256; voie fluviale du lac Balsam vers le nord—257.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal des Galops—268; canal de Trent (écluse de Kirkfield)—268; canal de Trent (rivière Holland)—268, 269; canal de Trent (améliorations et réparations)—269; litiges relatifs aux chemins de fer—272; messagers noirs—272.

Douanes—Compensation pour marchandises perdues ou détruites—277.

Intérieur—Cartes et cartographes—282; école de Saint-Paul de Métis—286; M. Hammar Greenwood—287; North Atlantic Trading Company—291; relevés hydrauliques, observations—291; docteur T. German—292.

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—305, 306; télégraphe Marconi entre cap Race et cap Ray—308.

Milice—Achats d'artillerie et armes, champs de tir, etc.—309; bibliothèque administrative—310; cartouches de réserve—310; fusils Ross—310.

HUGHES, S.—*Suite.*

Postes—Directeur de poste de Leamington—311; service postal bi-hebdomadaire—312.

Travaux publics—Loyers édifices publics Dominion—316; nouveaux commis—316.

Dominion—316; nouveaux commis—316; Manitoba—Winnipeg, bâtiments des immigrants—317; Ontario—Echo-Bay—319; ports et rivières en général—320; Ottawa—Tour de l'Ouest—322, 324; Québec—Disraëli, quai—315.

Divers—Académie des beaux-arts—327.

## HYMAN, Honorable C. (London)—

## Ajournements—

Motions pour les députés—Drapeau sur la tour du parlement—8.

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—15; 16, 17; loi de l'observance du dimanche; en comité—52; loi de l'exportation de l'énergie électrique—75, 76.

Bills d'intérêt privé—Compagnie de force motrice de la Grande Rivière—116.

## Incidents et interpellations—

Acoustique de la salle des séances—140; canonnières dans la rivière Thames—144; commission des eaux limitrophes—145; demande de documents—148, 149; écroulement de la tour de l'ouest—150; hotel des Postes, Ottawa—151; ruisseau McLaren, comté de Victoria—155; travaux de Port-Colborne—159; vente des chutes d'eau de la province de Québec—157; ventilation de la Chambre—157.

Motions de censure—Dépenses du département des Travaux Publics—173, 174.

Motions discutées—Débordement de la rivière Thames—201; hôpital de trachoma—203; rapport de la Commission des transports—208; renseignements sur chutes d'eau—212.

## Subsides—

Travaux publics—arbitrages de M. Gobeil—314, 315; arbitrages—315; arpentages et inspections—315; bâtiments en général dans provinces maritimes—315; bureau de télégraphe à Athabasca Landing—315; chauffage des édifices publics—315; commission internationale des voies limitrophes—315; commission des transports—315; comptes de voyage de M. Gélinas—315; dragages dans Québec et Ontario—315; eau pour édifices fédéraux—315; études canal Baie Georgienne—315; frais judiciaires à Owen Sound—315; galerie des beaux arts—315; génie civil—315; lignes du Yukon—316; lignes télégraphiques Ile du Prince-Edouard—316; lignes télégraphiques, Provinces maritimes—316; lignes télégraphiques de Québec—316; lignes télégraphiques et sous-marines du Saint-Laurent—316; loyers, édifices publics, Ottawa—316; nouveaux commis—316; outillage de dragage d'Ontario et Québec—316; service provisoire de commis et employés—316; station Marconi à Grosse-Ile—316; télégraphes du Cap-Breton—316; travaux en général, Alberta—316; Calgary—316; Edmonton—316; Medicine Hat—316; chemin de fer et ponts de colonisation—317.

HYMAN, Honorable C.—*Suite.*

Colombie-Anglaise — Améliorations fleuve Columbia—317 ; Cumberland, édifice public—317 ; Fernie, édifice public—317 ; Ladysmith, édifice public—317 ; New-Westminster, édifice public—317 ; Osagooz, édifice public—317 ; outillage de dragage—317 ; ports et rivières, rivière Pett—317 ; Victoria-Port—317 ; Vancouver, édifice public—317.

Manitoba—Brandon—317 ; Neepawa—Édifices publics—317 ; Quai de Ames, Lac Winnipeg—317 ; Rivière Fairford, nettoyage—317 ; rapides St. Andrews—317 ; Saint-Boniface—Édifices—317 ; Selkirk—Édifice—317 ; Winnipeg—Hotel des Postes—318 ; Winnipeg—Station postale au nord du Canadien Pacifique—318 ; Winnipeg—Bâtiments immigrants—318 ; Winnipeg—Magasin militaire—318 ; Winnipeg—Édifices militaires—318.

Nouveau-Brunswick — Campbellton—Quai—318 ; Cap-Tourmentin—318 ; Port de Chance—318 ; Cockfish—318 ; Dalhousie—318 ; Dipper-Harbour—318 ; fleuve Saint-Jean—318 ; Quaco—318 ; Saint-Jean—318 ; Woods-ock—318 ; Antigonish—318 ; Inverness—318 ; Port-Hood, barrage—318.

Cap-Breton — Glace-Bay—Bâtiments—318 ; Glace-Bay—Quais—318.

Nouvelle-Ecosse—Ports et rivières—319 ; Ports et rivières—supplémentaires—319 ; Shelburne—Bâtiments—319 ; Westville—Bâtiments—319.

Ontario—Amherstbourg—Améliorations chenal—319 ; Beaverston—319 ; Belleville—319 ; Brouse—319 ; Cobourg—319 ; Collingwood—319 ; Goderich—Améliorations—319 ; Guelph—Salle militaire—319 ; Guelph—Édifices—319 ; Hamilton—Salle d'exercice—319 ; Kingston—Édifice militaire—319 ; London—Édifice militaire—319 ; London—Hôtel des Postes—319 ; Midland—Améliorations—319 ; North-Bay—Édifices publics—319 ; Owen-Sound—Dragages—319 ; Owen-Sound—Édifices publics—319 ; Parry-Sound—Dragage—320 ; Peterborough—Édifice militaire—320 ; Ports et rivières en général—320 ; Point-Edward—320 ; Port-Arthur et Fort-William—320 ; Port-Burwell—320 ; Port-Rondeau—320 ; Port-Stanley—320 ; Rivière Blanche—320 ; St. Mary—320 ; Silverwater (Ile Manitoulin)—320 ; Simcoe—320 ; Toronto—Douane—320 ; Toronto—Édifices fédéraux—320 ; Toronto—Salle d'exercice—320 ; Toronto—Édifices militaires—320 ; Toronto—Hôtel des Postes—320 ; Toronto-Port—320 ; Toronto—Bureau de Poste—320.

Ottawa—Archives du Dominion—320 ; Cour suprême—Rallonge à la bibliothèque—321 ; édifices publics, ventilation, éclairage, e. c.—320 ; bureaux administratifs—321 ; édifices administratifs—321 ; édifices du parlement—321 ; hôtel des monnaies—321 ; musée Victoria—321 ; nouveaux bâtiments administratifs—321 ; observatoire d'Ottawa—321 ; tour de l'ouest—321, 325.

Québec—Acton-Vale—Bâtiments publics—325 ; Bic—Quai à Pointe à Côté—325 ; Chateausuay—Petit quai—35 ; Chicoutimi—Bâtiments publics—325 ; chutes Montmorency—Revêtement—325 ; Disraëli—Quai—325 ; Grande rivière de Beauport—Quai—325 ; Lévis—Édifice public—325 ; Magog—Bâtiments—325 ; Lac Mégantic—Jetées—326 ; Montmagny—Bâtiments—326 ; Montréal—

HYMAN, Honorable C.—*Suite.*

Bureau de Poste—326 ; Montréal—Port—326 ; Montréal—Casernes—326 ; Nicole—Bâtiments—326 ; Québec—Citadelle—326 ; Pointe aux Trembles—Quai—326 ; Québec—Port—326 ; Rivière Ashouapmouchoan et Péribonka—326 ; rivière Blanche—Quai—326 ; Rivière Ouelle—Quai—326 ; Rivière Saguenay—Jetées et estacades—326 ; rivière Saint-Louis—Améliorations—326 ; rivière Saint-Maurice—Réparations—326 ; Sainte-Anne de Chicoutimi—Quai—326 ; Sherbrooke—Salle militaire—326 ; Saint-Hyacinthe—Salle d'exercice—326 ; Saint-Jean—Bâtiments—326 ; Sorel—Quai—327 ; Trois-Rivières—Salle militaire—327 ; Trois-Rivières—Quais additionnels—327 ; Saskatchewan—Lac de la Dernière Montagne—Travaux—327 ; Moosejaw—Édifice public—327 ; Battleford—Pont de Battle River—327 ; Prince-Albert—Édifice public—327 ; rivière Saskatchewan—Lévis hydrographiques—327 ; Saskatoon—Édifice public—327.

Divers—Rivière Rouge—328.

INGRAM, A. B. (Elgin-est).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements) Ire lecture—en comité—11, 13, 14 ; loi des tribunaux provinciaux—32 ; loi des réserves forestières—66.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—32 ; loi de l'indemnité parlementaire—87 ; loi des indiens—87.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91 ; Minnesota Canadian Bridge Co.—114 ; compagnie verrière de Toledo—117.

Comités—

Comité des débats—122.

Discours du trône—

Adresse en réponse—133.

Explications personnelles—

M. l'Orateur et les convenances parlementaires—135 ; M. R. G. Macpherson et le "News" de Toronto—137.

Incidents et interpellations—

Demande de documents—148, 149 ; les whips—158.

Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Company—180.

Motions discutées—Cabotage des lacs—198 ; inspection des fruits d'exportation—204 ; maître de poste de Cannington—213.

Motions sans discussion—Bureau de poste de Elgin, Ont.—224 ; commission d'enquête des assurances—224 ; inscriptions de homesteads—226 ; nomination A. Derock—227 ; nomination D. Little—227 ; taxe de capitation des Etats-Unis—228 ; transport des courriers dans comté Elgin—228 ; travaux de Port-Bruce—228 ; travaux de Port-Burwell—228 ; travaux de Port-Stanley—228.

Questions—

Chemins de fer et Canaux—Achats de houille à compagnie Allan—230 ; législation des téléphones—233 ; réglementation des compagnies de téléphones—233.

Douanes—Recettes douanières de Port-Stanley, Port-Bruce et Port-Burwell—235.

Intérieur—Capitation aux Etats-Unis—236.

Justice—M. Hiram Keech—240.

INGRAM, A. B.—*Suite.*

Travaux publics—Location édifice Woods à Ottawa—254; travaux de Port-Stanley—257.

## Subsides—

Agriculture—Santé des bestiaux—266; registre des brevets—267.

Intérieur—Agences d'immigration—201; bestiaux pour les indiens—282; moyens de communication entre parlement et Conseil du Yukon—290; North Atlantic Trading Company—.

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—294; inspection des bateaux à vapeur—300; pêcheries, inspection, garde-pêche—303; phares et bouées—305.

Postes—Aide additionnelle au bureau de poste—310.

Travaux publics—Ottawa, tour de l'Ouest—323.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329, 330.

## JACKSON, W. (Elgin-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—39.

Bills d'intérêt public—Loi des Indiens—87.

Bills d'intérêt privé—Compagnie d'assurance contre le feu "Inter-Ocean"—104.

## Questions—

Douanes—Droit sur les baudets—234.

Postes—M. Michel Campeau—249.

Divers—Sous-ministres—259.

## Subsides—

Agriculture—Laiterie et arboriculture—266; stations agronomiques—267.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Annexion de Keewatin aux Territoires—279.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.

Travaux publics—Ottawa, tour de l'Ouest—321.

## JACKSON, S. J. (Selkirk).

## Explications personnelles—

L'honorable M. Foster et M. Cinq-Mars—136.

## JOHNSTON, A. (Cap Breton-sud).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—38, 39, 50, 51.

Bills d'intérêt privé—Compagnie de force motrice de la Grande-Rivière—116.

## Motions—

Motions de censure—Emploi de W. R. Preston—190.

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207; tarif Allemagne-Canada—218.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—294.

Travaux publics—Travaux en général, Cap Breton—Glace-Bay—Quais—318.

## KEMP, A. E. (Toronto-est).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—13, 14, 18; loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—23; loi des commissaires du port de Montréal (prêt)—22; loi

KEMP, A. E.—*Suite.*

des pensions à certains conseillers privés—59; loi du poinçonnage—60; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—70; loi des subventions de chemins de fer—71.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77; loi de l'indemnité parlementaire—84, 85.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91; compagnie de téléphone Bell—109.

## Comités—

Comité de l'"Arctic"—127.

## Incidents et interpellations—

Agent consulaire anglais au Canada—142; canonnières coulées dans la rivière Thames—144; commission des assurances—145; concurrence de la marine norvégienne—146; observatoire météorologique—153.

## Questions—

Chemins de fer—Accidents de chemins de fer—230.

Douanes—Rapport du commerce—235.

Milice—Les Canadiens en Afrique du Sud—246; canonnières coulées dans la rivière Thames, Ont.—246.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal Welland (éclairage électrique)—269.

Marine/et Pêcheries—Inspection des bateaux à vapeur—300; inspection des sifflots de brume—300; observatoire magnétique—303; pêcheries, inspection, garde-pêche—303.

Milice—Solde et suppléments—310.

Travaux publics—Ontario.

Ottawa—Bureau de poste—300.

Québec—Saint-Jean—Bâtiments—326; Sorel—Quai—327.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## KENNEDY, J. B. (New-Westminster).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—43, 46, 51, 52.

## Incidents et interpellations—

Ventilation de la Chambre—157.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Navigation maritime dans eaux de la Colombie-Anglaise—302.

## KNOWLES, W. E. (Assiniboine-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—16.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—130.

## Motions—

Motions de censure—Terres publiques du Canada—192, 193.

## LACHANCE, A. (Québec-centre).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Québec-Lac-Huron—101.

## LAKE, R. S. (Qu'Appelle).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des réserves forestières—62, 63, 64; loi des sauvages—68; loi des subventions de chemins de fer—71; loi concernant des terres scolaires—71.

LAKE, R. S.—*Suite.*

Discours du trône—

Adresse en réponse—133.

Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—142 ;  
M. H. J. Moberley—153 ; scrips aux métis  
—155.

Motions—

Motions de censure—Administration du do-  
maine du Canada—162 ; North Atlantic  
Trading Company—183 ; terres publiques  
du Canada—191, 192.Motions sans discussion—Enregistrement  
de homesteads—225 ; homesteads pour une  
autre personne—226 ; terres réservées  
pour coupe de bois et de foin—228.

Questions—

Agriculture—M. P. J. Hamilton—229.

Intérieur—Abandon des terres de la tribu  
de Pasqua—235 ; compagnie des terres de  
la vallée de Saskatchewan—236 ; ouverture  
de réserves de sauvages—238 ; paie-  
ments au "Free Press" Manitoba et au  
"Der Norwester"—238 ; terres de la com-  
pagnie du Canadien-Pacifique—239 ; vente  
de terres—229.Postes—Service postal entre Arcola et Re-  
gina (Sask.)—251.Divers—Acte d'inspection des grains—257 ;  
John Nelson et C. Sutherland—259 ; ins-  
pection du blé à Winnipeg—258.

Subsides—

Agriculture—Laiterie et arboriculture—266 ;  
recensement de Manitoba, Saskatchewan  
et Alberta—267.

Douanes—Dépenses imprévues—277.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—An-  
nexion de Keewatin aux territoires—278 ;  
subsistance, équipement—279.Intérieur—Immigration aux Etats-Unis—  
288 ; Lac Croche—288, 289 ; rév. Père  
Menyon—289 ; nomination de P. J. Ham-  
ilton, agent des Indiens—290.Marine et Pêcheries—Phares et bouées—  
307.Postes—Receveurs et employés de poste—  
312.Revenu de l'Intérieur—Falsification des  
substances alimentaires—313.

Travaux publics—Ontario.

Ottawa—Nouveaux bâtiments administra-  
tifs—321.

## LALOR, F. R. (Haldimand).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de  
fer (amendements) 3e lecture—19.Bills d'intérêt public—Loi des chemins de  
fer (taux et messageries)—81 ; loi de  
l'indemnité parlementaire—89 ; compagnie  
de force motrice de Grande-Rivière—116.

Motions—

Motion discutée—Débordement de la ri-  
vière Thames—201.

Subsides—

Chemins de fer—Améliorations du canal  
Welland—230.Travaux publics—Dragage de la Grande Ri-  
vière—253 ; élévateur à Port Colborne—  
253.Divers—Commission des assurances sur la  
vie—257.

Subsides—

Douanes— Paiements pour travail de nuit  
dans les douanes—257.LALOR, F. R.—*Suite.*Intérieur—Ile du Tombeau du Géant (re-  
prise)—257.Travaux publics—Ottawa—Tour de l'ouest  
—323.

Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## LANCASTER, E. A. (Lincoln et Niagara)—

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins  
de fer (amendements), en comité—13, 14,  
16, 18, 19 ; loi des marques de colis de  
fruits, en comité—33 ; loi de l'observance  
du dimanche, en comité—47, 52, 53 ; loi  
de la preuve—61.Bills d'intérêt public—Loi des poids et me-  
sures—77 ; loi des certificats des capitai-  
nes—78, 79 ; loi des chemins de fer (ex-  
propriations)—79 ; loi des chemins de fer  
(passages)—79, 80 ; loi des chemins de fer  
(taux et messageries)—81 ; loi de l'in-  
dennité parlementaire—86, 87.Bills d'intérêt privé—Compagnie des em-  
branchements du Grand Tronc Pacifique,  
en comité—94, 95, 97, 3e lecture—Chemin  
de fer de l'Atlantique au Pacifique—100,  
101 ; Chemin de fer Toronto à Hamilton—  
102 ; Compagnie de télégraphe du Grand  
T. P.—106, 107 ; Compagnie de téléphone  
Bell—108, 109, 110 ; divorce de E. M. McIn-  
tosh—111 ; divorce J. A. Peer—112 ; divorce  
de M. E. Preston—112 ; divorce de W. N.  
Vaughan—112 ; Compagnie de force motrice  
de Grande-Rivière—117 ;

Comités—

Comité des règles de la Chambre—128.

Incidents et interpellations—

Fin de session—151.

Motions—

Motions discutées—Maître de poste de Can-  
nington—213, 214.Motions sans discussion—Destitution de Pa-  
trick Walsh—225 ; inventaires des appa-  
reils de l'Orateur—226.

Questions—

Marine—Dragueur "Fielding"—242 ; dra-  
guez sous direction ingénieur Cowie—  
243.Postes—Receveur de postes de East-Romans  
(N.-E.)—250.Travaux publics—Dragueurs sous la direc-  
tion de l'ingénieur Lafleur—253 ; pouvoir  
électrique du canal Cornwall—253 ; utili-  
sation de la force hydraulique du Niagara  
—257.

Subsides—

Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil  
—315.

Ottawa—Tour de l'Ouest—324.

## LANCOT, R. (Laprairie-Napierville).

Questions—

Milice—Camp à Sherbrooke—246.

## LAPOINTE, E. (Kamouraska).

Questions—

Chemins de fer—Attributions de M. F. T.  
Loso de l'I.C.R.—231 ; gare Saint-Philippe  
sur l'Intercolonial—232.

## LAURENCE, F. A. (Colchester).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des subventions  
de chemins de fer—71.

LAURENCE, F. A.—*Suite*.

## Questions—

Chemins de fer—Accident de Belmont sur l'Intercolonial—230.

Mariné—Perte du charbonnier "Rembrandt"—244.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Accident de Belmont—267.

## LAURIER, Sir WILFRID (Québec-est).

## Ajournements—

Interpellations et incidents—Comité des téléphones—7; rapport de l'auditeur général—7; retard de production de documents—7.

## Motions du gouvernement—

Anniversaire de la Confédération—7. Fête de Pâques—7; réception de S.A.R. le prince de Connaught—8.

Motions par les députés—La pluie artificielle au Yukon—9; question des téléphones—9.

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi d'affranchissement de J. W. Lewis—10; loi des chemins de fer (amendements), en comité—12, 19; loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—23; loi de la cour Suprême du Nouveau-Brunswick—26; loi des tribunaux provinciaux—32; loi minière du Yukon—35; loi de l'observance du dimanche—36, 37, 38, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 49, 50, 52, 55, 57; loi des pensions à certains conseillers privés—59; loi des réserves forestières—62, 64, 65, 66, 69; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—69; loi de l'usure—73; loi de l'exportation de l'énergie électrique—76; loi de prestation des serments—76.

Bills d'intérêt public—Loi des falsifications alimentaires—83; loi de l'indemnité parlementaire—83, 85, 86; loi des indiens—87; loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. D. Duryea—91; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—94; compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—98; compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique—106; compagnie de téléphone Bell—109, 110; divorce de E. M. McIntosh—111; Standard Trusts Co.—115; compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—115; compagnie de force motrice de Grande Rivière—116; compagnie verrière de Toledo—117, 118.

Prolongation de délai—Discussion—118.

## Budget—

Messages du Gouverneur général—121.

## Comités—

Comités permanents—121; comité de l'agriculture—121; comité de la bibliothèque—121; comité des débats—121; commission d'économie interne—122; comité des impressions—122; comité de l'"Arctic"—122, 123, 124; comité des règles de la Chambre—127, 128, 129; comité des médicaments falsifiés—129.

## Décès—

Honorable P. White—129; Sir H. Langevin—129.

## Déclarations ministérielles—

Changements dans le cabinet—129; remaniements du cabinet—130.

LAURIER, Sir WILFRID—*Suite*.

## Discours du trône—

Communication du discours—131, 132; adresse en réponse—133; message du Gouverneur général—133.

## Explications personnelles—

Honorable Foster et M. Cinq-Mars—135, 136, 137; M. R. G. Macpherson et le "News", Toronto—138, 139.

## Incidents et interpellations—

Agent consulaire anglais au Canada—142; Alberta Land Company—143; Arsenal d'Halifax—143; bibliothèque du parlement—143; bill du dimanche—143; bill de l'usure—143; catastrophe de San Francisco—144; comité des comptes publics—145; commission des assurances—145; commission des eaux limitrophes—145; compagnies de messageries—146; contrat du Transcontinental—146; cour suprême, juge ad hoc—147; demande de documents—148, 149; démission de sir E. Taschereau—149; démission du ministre de la Justice—149; départ de certains immigrants—149; dépêche à lord Strathcona—149; élections partielles—150; faillite de Québec—151; fin de session—151; frontière de l'Alaska—151; juges des cours provinciales—152; mise en liberté de Désiré Brothier—152; lois de naturalisation de l'Europe—152; nomination de députés à des fonctions—153; observations sur le compte rendu—153; pensions aux ex-ministres—153; retard dans le dépôt de documents—155; service des postes—155; traité japonais—156; travail des Chinois et le Grand-Tronc-Pacifique—157.

## Motions—

Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—158; comités spéciaux—158.

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—168, 169; attitude de M. Preston—170; North Atlantic Trading Company—176, 180, 183, 184, 185; pratique du droit par ministres—189; terres publiques du Canada—193, 194, 195; Philippe Wagner—196.

Motions discutées—Achats de terres du domaine public—196; invitation à S. M. le Roi—197; anciens employés de la baie d'Hudson—198; cabotage des lacs—198; concessions de terres—200; falsification du sirop d'érable—203; fonctionnaires du Sénat et des Communes—203; inspection des fruits d'exportation—204; massacre des juifs—206; réforme du Sénat—210, 211; renseignements sur les chutes d'eau—212; représentation des provinces—215; vétérans des incursions féniennes—222.

Motions sans discussion—Vente de terres publiques à des compagnies—228.

## Questions—

Justice—Relations professionnelles entre l'honorable Aylesworth et la compagnie des tramways de Toronto—241.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Juges du Manitoba—260; subventions aux chemins de fer—263, 264.

## Subsides—

Commerce—Agences commerciales—276; communications entre Québec et l'Île d'Orléans—276; mesurage des bois—276; immigration chinoise—276; inspecteurs en chef, commission des grains—276; navires entre Grande-Bretagne et Canada—

LAURIER, Sir WILFRID—*Suite.*

- 276, 277 ; service entre Annapolis et Hull (Angleterre)—277 ; service entre baie Ste-Catherine et Tadousac—277 ; service entre Canada et Mexique—277 ; service entre Newcastle et Escuminac—277 ; service entre St-Jean et Halifax, et les Antilles et Afrique du Sud—277 ; service entre Canada et Afrique du Sud—277 ; service entre Victoria et San-Francisco—277.
- Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Annexion de Keewatin aux Territoires—279 ; subsistance, équipement—279.
- Intérieur—Administration Intérieure du Yukon—280 ; concessions minières au Yukon—284 ; directeur du service géologique—285 ; moyens de communication entre parlement et conseil du Yukon—290.
- Justice—Association de législation comparée—293.
- Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—297, 298.
- Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—314.
- Divers—Commission royale des assurances—327 ; expositions—328 ; exposition de l'institut impérial—328 ; famine au Japon—328 ; haut commissaire à Londres—328 ; visite de S.A.R. le prince de Connaught—328.

## LAVERGNE, A. (Montmagny)—

- Bills—  
Bills du gouvernement—loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 39, 40, 41, 43, 44, 46, 48, 49, 50, 54 ; 3e lecture—56.
- Explications personnelles—  
Honorable Foster et M. Cinq-Mars—135 ; M. A. Lavergne et la "Presse"—138 ; M. E. Macdonald et M. A. Lavergne—138.
- Questions—  
Douanes—Droits sur les livres—234.  
Travaux publics—Rocher de Québec—256.
- Subsides—  
Chemins de fer et Canaux—Agrandissements à Lévis de l'Intercolonial—268 ; dimanche sur l'Intercolonial—270.

## LAVERGNE, L. (Drummond-et-Arthabaska)—

- Bills—  
Bills du gouvernement—loi de l'observance du dimanche, en comité—41.
- Explications personnelles—  
M. A. Lavergne et la "Presse"—138.
- Questions—  
Milice—Uniformes 81e régiment de Nicolet—248.

## LAW, B. B. (Yarmouth, N.-E.)—

- Bills—  
Bills du gouvernement—loi des marques des colts de fruits, en comité—34.
- Subsides—  
Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.

## LEFURGEY, A. A. (Prince, I.P.-E.).

- Bills—  
Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14.  
Bills d'intérêt privé—Compagnie de chemin de fer et de coke de Hill Creek—98 ; compagnie de prêt et fidéicommis de Winnipeg—105.
- Incidents et interpellations—  
Demande de documents—148, 149 ; fin de session—151.

LEFURGEY, A. A.—*Suite.*

- Motions—  
Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.  
Motions discutées—Représentation des provinces—215 ; employés du chemin de fer de l'I.P.-E.—215.  
Motions sans discussion—Bancs d'huîtres de l'I.P.-E.—224 ; chemin de fer de l'I.P.-E.—224 ; Port de Miminegache—227 ; tarif du trafic-marchandises de l'I.P.-E.—228 ; terrains d'Alberta et d'Athabasca—228.
- Questions—  
Agriculture—Beurre de N.-E.—229.  
Chemins de fer—Ateliers du chemin de fer I.P.-E.—230 ; chenai dans les dunes de Cascumpec—231 ; embranchement de West-Cape—232 ; réclamation Haney relative au chemin de fer de l'I.P.-E.—233 ; salaires sur chemin de fer de l'I.P.-E.—233 ; service des convois sur chemin de fer de l'I.P.-E.—233 ; vente de journaux sur chemin de fer de l'I.P.-E.—234.  
Intérieur—Terres d'Alberta et Athabasca—239.  
Justice—Juridiction sur les pêcheries—241.  
Marine—Batture de Miscouche, I.P.-E.—242 ; bouées de Goose-Harbour—242 ; permis de pêche dans comté de Queen, I.P.-E.—244 ; sauvetage de la "Mathilda"—245 ; service postal par chemin de fer de l'I.P.-E.—251.  
Travaux publics—Brise-lames de Summerside, I.P.-E.—252 ; destruction édifices publics par le feu—252 ; quai d'Heggin's Shore, I.P.-E.—253 ; travaux publics dans comté de Prince, I.P.-E.—257.
- Subsides—  
Chemins de fer et Canaux—Embranchement sur chemin de fer de I.P.-E. au littoral—27 ; installation à Pictou—272.  
Intérieur—Forages à Edmonton et New-Glasgow—286.  
Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—298, 300.
- LEMIEUX, Honorable R. (Nicolet et Gaspé)—
- Bills—  
Bills du gouvernement—loi des commissaires du port de Montréal—123 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—47.  
Bills d'intérêt privé—Compagnie verrière de Tolédo—117.
- Explications personnelles—  
M. F. D. Monk et le "Canada"—139.
- Incidents et interpellations—  
Bureau de poste de Saint-Jean (N.-B.)—144 ; service postal à Copper Cliff—155 ; tarif postal des revues—156.
- Motions—  
Motions de censure—Dépenses du département des Travaux publics—173.
- Subsides—  
Agriculture—Archives (reprise)—265.  
Commerce—Service des îles de la Madeleine—277 ; service Québec et Bassin Gaspé—277.  
Intérieur—Immigration belge—287, 288 ; limites du Labrador—289.  
Postes—Décoration de M. Mackenzie King—310 ; receveurs et employés des postes—311 ; secrétaire particulier, M. Verret—312 ; traduction "Gazette du Travail"—312.  
Revenu de l'intérieur—Conférences du système métrique—312.

## LENNOX, H. (Simcoe-sud).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), en comité—11, 12, 13 ; loi des commissaires du port de Québec—24 ; loi de l'immigration, en comité—29, 30.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—81 ; loi des chemins de fer (clôtures à bestiaux)—82 ; loi de l'indemnité parlementaire—83, 86 ; loi des juges des cours provinciales—88, 89.

Bills d'intérêt privé—Compagnie d'assurance "Sterling"—104 ; compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique—106, 107, 108 ; compagnie de téléphone Bell—108, 109.

## Discours du trône—

Adresse en réponse—133.

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—137 ; M. Lennox et le "Star" de Toronto—138 ; M. R. G. Macpherson et le "News" de Toronto—139.

## Incidents et interpellations—

Demande de documents—147, 148, 149 ; juges des cours provinciales—152 ; modifications à la loi des chemins de fer—153 ; poste rurale—154.

## Motions—

Motions du Gouvernement—Besogne de la Chambre—158.

Motions de censure—Dépenses du département des Travaux Publics—172, 173 ; pratique du droit par ministres—186, 187, 189.

Motions discutées—Les juges, leurs traitements—205 ; tarif Allemagne-Canada—219.

Motions sans discussion—Juges des cours provinciales—226.

## Questions—

Chemins de fer et Canaux—Canal de Newmarket—232.

Justice—Juges et cours de comté—240 ; juges des cours de comté d'Ontario—240 ; juges des tribunaux de comté—241 ; relations professionnelles entre l'honorable A. B. Aylesworth et compagnie des tramways de Toronto—241.

Milice—Camp militaire du comté de Simcoe—246.

Postes—Courriers de chemins de fer dans York-nord—249 ; poste rurale gratuite—250.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal de Trent (achat d'un remorqueur)—268 ; ponts de l'International—273.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Annexion de Keewatin aux Territoires—279.

Intérieur—North Atlantic Trading Co'y—291.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—298 ; phares et bouées—307 ; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

Postes—Contrat de Lovering—310 ; postes rurales—311.

Travaux Publics—Arbitrages de M. Gobeil—314.

## Divers—

Commission royale des assurances—327.

## Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## LEONARD, E. (Laval).

## Incidents et interpellations—

Circulaire aux juges—145.

## Questions—

Chemins de fer et Canaux—Réclamation Philéas Payette—233.

Justice—Paie des gardiens du pénitencier—Saint-Vincent de Paul—241.

Marine—M. Alfred Baril—242.

Postes—Bureau de poste de Terrebonne et de Sainte-Thérèse—248 ; receveur de la poste à Montmagny—250 ; service postal de Saint-Hippolyte—252.

Travaux Publics—Quai à Terrebonne—254.

## LEWIS, E. N. (Huron-ouest).

## Ajournements—

Motions par les députés—Marine marchande du Canada—8, 9.

## Bills—

Bill du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—48.

## LOGAN, H. J. (Cumberland).

## Bills—

Bill du gouvernement—Loi des subventions de chemins de fer—71.

Incidents et interpellations—Permis de circulation sur le chemin de fer Intercolonial—153 ; les whips—158.

## Motions—

Motions discutées—Immigrants amenés sous de fausses représentations—204 ; vétérans des incursions fénéniennes—223.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—263.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Situation financière de l'Intercolonial—275, 276.

## LOGGIE, W. S. (Northumberland, N.-B.).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des marques des colis de fruit, en comité—34.

## Motions—

Motions discutées—Tracé du Transcontinental—220, 221.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Ponts de l'Intercolonial—273.

## MACDONALD, E. M. (Pictou).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—50 ; amendements du Sénat—57 ; loi de la preuve—61 ; loi des subventions de chemins de fer—71 ; loi de pilotage—76.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77 ; loi des certificats des capitaines—79 ; loi des juges des cours provinciales—88.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Canada Atlantique—93.

## Comités—

Comité de l' "Arctic"—124.

Explications personnelles—L'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—135 ; M. E. Macdonald et M. A. Lavergne—138.

## Motions—

Motions discutées—Représentation des provinces—214.

MACDONALD, E. M.—*Suite.*

## Subsides—

- Agriculture—Hygiène des animaux—266.
- Chemins de fer et Canaux—Eastern Railway Supply Company—270.
- Marine et Pêcheries—Dépenses des écoles de navigation—295; entretien des steamers et brise-glaces—298, 300.

## MACDONELL, A. C. (Toronto-sud).

## Ajournements—

- Motions par les députés—Drapeau sur le Parlement—8.

## Bills—

- Bills du Gouvernement—Loi des commissaires du port de Montréal (prêt)—23; loi des tribunaux provinciaux—32; loi de l'observance du dimanche, en comité—46; loi des subventions de chemins de fer—71; loi de l'usure—72.

- Bills d'intérêt public—Loi de la sûreté des navires—78.

- Bills d'intérêt privé—Brevet de la compagnie de clôtures "Cyclone"—90; chemin de fer Terminal de Toronto—113; The Western Loan and Trust Co'y—115; ville de Toronto—116.

## Incidents et interpellations—

- Cautiennements en valeurs étrangères—144; incendie du bureau de poste de Toronto—151.

## Motions—

- Motions du Gouvernement—Besogne de la Chambre—158.
- Motions de censure—Emploi de W. R. Preston—190.
- Motions discutées—Massacres des juifs—206.
- Motions sans discussion—Aide de construction aux chemins de fer—223.
- Motions sans discussion—Brise-lames Toronto—224; port de Toronto—227.

## Questions—

- Chemins de fer et Canaux—Achats de vitres pour Transcontinental—230; comité des téléphones—231; subvention aux chemins de fer—234.
- Douanes—Droits sur les affiches de théâtre—234.
- Milice—Casernes à Toronto—246; fourrage pour le camp de Niagara—247.
- Postes—Hôtel central des postes à Toronto—249.
- Travaux Publics—Dragage dans port de Toronto—253; pont de Port Burwash—255; port de Rondeau—255; pont de Port Stanley—255; vieux fort de Toronto—257.

## Subsides—

- Justice—Pénitencier de Kingston—293.
- Travaux Publics—Dragages dans Québec et Ontario—315.

## MACLEAN, A. K. (Lunenburg).

## Bills—

- Bills d'intérêt privé—Royal Bank of Canada—114.

## Comités—

- Comité de l' "Arctic"—124.

## Incidents et interpellations—

- Demande de documents—148.

## Motions—

- Motions de censure—North Atlantic Trading Co'y—180, 181.

## Subsides—

- Marine et Pêcheries—Dépenses des écoles de navigation—295; matelots naufragés et indigents—300; pêcheries, inspection, garde-pêche—303.

## MACLEAN, W. F. (York-sud, Ont.).

## Ajournements—

- Interpellations et incidents—Comité des téléphones—7; rapport de l'auditeur général—7.

- Motions par les députés—Question des téléphones—9.

## Bills—

- Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—10, 11, 12, 14, 15; 3e lecture, 16, 17, 19; loi de la cour Suprême—25; loi de l'observance du dimanche, en comité—43, 53; 3e lecture—54; amendements du Sénat—57; loi des réserves forestières—65; loi des subventions de chemins de fer—71; loi du tarif douanier—71; loi concernant des terres scolaires—71; loi du Transcontinental—72; loi de l'usure—73; loi d'exportation d'énergie électrique—73, 74, 75.

- Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77; loi des certificats de capitaines—79; loi des chemins de fer (taux et messageries)—80, 82; loi des falsifications alimentaires—83; loi de l'indemnité parlementaire—83.

- Bills d'intérêt privé—Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—98; compagnie d'assurance "Sterling"—104; compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique—106; compagnie de téléphone Bell—108, 109, 110; "The Western Loan and Trust Company"—115.

## Déclarations ministérielles—

- Changements dans le cabinet—129.

## Discours du trône—

- Adresse en réponse—132.

## Explications personnelles—

- M. W. F. Maclean et le bill d'indemnité—138.

## Incidents et interpellations—

- Commission des assurances—145; fonctionnement des compagnies d'assurances—151; incendie du bureau de poste de Toronto—151.

## Motions—

- Motions discutées—Commission des assurances—198; chemins à barrières de Montréal—199; massacre des juifs—206; primes à la fabrication de l'acier—207; réforme du Sénat—211; renseignements sur chutes d'eau—212; représentation des provinces—214.

## Questions—

- Douanes—Sous-évaluation d'articles de marbre—235.
- Intérieur—affermage de terres, à E. B. Stone—236.
- Marine—Télégraphe sans fil Marconi—245.
- Postes—Bureau de poste de St-Mary, Ont.—248.
- Divers—Elections de Saskatchewan—258; pensions aux conseillers privés—259.

## Résolutions—

- Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—261, 262, 263.
- Résolutions par des députés—Réglementation du commerce de foin—264.

## Subsides—

- Chemins de fer et canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271.
- Intérieur—Administration intérieure du Yukon—279.
- Travaux publics—Québec—Disraëli—Quai—325.
- Divers—Commission royale des assurances—327.

MACPHERSON, R. C. (Vancouver, cité).

**Bills—**

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—52; loi des stations de lépreux—70; loi concernant des terres scolaires—72.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaines—79; loi des chemins de fer (taux et messageries)—80.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer du Cheval Blanc à Alsek—94; chemin de fer de Vancouver à île Lulu—102; chemin de fer de Vancouver au sud Vallée de la Fraser—102, 103; chemin de fer de Vancouver à Westminster et Yukon—103; compagnie de pont et de chemin de fer Fort-William et Port-Arthur—105; The Pacific Marine Underwriters, Ltd.—115; compagnie d'assurance "Dominion"—115; chemin de fer Vancouver, Nord-Ouest—116; compagnie verrière de Toledo—117; prolongation de délai—discussion—118.

**Comités—**

Comité des ordres permanents—122; comité de l' "Arctic"—125; comité des règles de la Chambre—129.

**Explications personnelles—**

M. R. G. Macpherson et le "News" de Toronto—139.

**Incidents et interpellations—**

Mise en liberté de Désiré Brothier—152; observations relatives aux bills privés—153.

**Motions—**

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207.

**Questions—**

Justice—Libération de Brothier—241.

**Subsides—**

Justice—Affaire Brothier—292.

Marine et Pêcheries—Affaire Orlando Roberts—293; navigation maritime dans eaux de la Colombie-Anglaise—301; phares et bouées—305.

Revenu de l'Intérieur—Falsification des substances alimentaires—313.

McCARTHY, L. G. (Simcoe-nord).

**Bills—**

Bills du Gouvernement—Loi de la cour d'Echiquier—25; loi de la cour suprême du Nouveau-Brunswick—26; loi des tribunaux provinciaux—31; loi de l'observance du dimanche, en comité—54; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—70.

Bills d'intérêt privé—Loi des certificats de capitaines—78; loi de l'inspection des bateaux à vapeur—87; loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—British Canadian Loan and Trust Co'y—90; brevet de C. B. Duryea—91; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—97, 98; chemin de fer du Pacifique Nord à Omenica—101; compagnie d'assurance "British America"—103; compagnie d'assurance "Western"—104; compagnie de télégraphe du Grand-Tronc-Pacifique—105, 106, 108; chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—115.

**Explications personnelles—**

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—137.

**Incidents et interpellations—**

Mise en liberté de Désiré Brothier—152.

McCARTHY, L. G.—*Suite.*

**Motions—**

Motions discutées—Concessions de terres—201.

**Subsides—**

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—294; dépenses des écoles de navigation—295; entretien des steamers et brise-glaces—296.

McCARTHY, S. M. (Calgary).

**Bills—**

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14; loi de l'inspection des grains—31; loi de l'observance du dimanche, en comité—39; loi du parc des Montagnes Rocheuses—58; loi des réserves forestières—63; loi concernant des terres scolaires—71.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Calgary à Edmonton—93; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—96; divorce de J. F. Fields—110.

**Explications personnelles—**

M. McCarthy et le sénateur J. H. Ross—139.

**Incidents et interpellations—**

Administration des terres fédérales—141.

**Motions—**

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—165.

Motions sans discussion—Concession à un syndicat—225; inspecteurs des homesteads—226; vente des terres autres que les homesteads—228.

**Questions—**

Intérieur—Bureau des terres à Calgary—236; concessions de terrains aux chemins de fer du Nord-Ouest—237; demande d'achat de terres—237; forages au Nord-Ouest—237; "Grand Forks Cattle Company"—237; "Milk River Cattle Company"—237; ventes de terres au Nord-Ouest—240.

**Subsides—**

Intérieur—Lac Croche—289; paiements au chemin de fer Calgary-Edmonton—291.

McCOLL, J. B. (Northumberland-ouest, Ont.)

**Bills—**

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Campbellford, lac Ontario et occidental—93.

McCOOL, C. A. (Nipissing).

**Bills—**

Bills d'intérêt privé—Compagnie de chemin de fer des chaînes de Cobalt—93; compagnie de chemin de fer du nord d'Ontario et Timagami—99; chemin de fer Timagami, Cobalt, Témiscamingue—102; maison Revillon Frères—113.

**Motions—**

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207.

**Questions—**

Chemins de fer—Canal de la vallée de Trent—231.

**Résolutions—**

Résolutions par les députés—Réglementation du commerce de foin—262.

## McCRANEY, G. E. (Saskatchewan).

## Comités—

Comité de l' " Arctic "—127.

## Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—142.

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Southern Central Pacific—101.

## Motions—

Motions discutées—Anciens employés de la Baie d'Hudson—198.

## McINTYRE, G. H. (Perth-sud).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—18; loi de l'observance du dimanche, en comité—48; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—68.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (passages)—80.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Kootenay à Yellowhead—99.

## Incidents et interpellations—

Ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions discutées—Réforme du Sénat—210, 211.

Travaux Publics—Ontario—St. Mary—320.

## McINTYRE, W. (Strathcona).

## Incidents et interpellations—

Administration des terres fédérales—142.

## Questions—

Justice—Fils du juge Gagné—240.

## McKENZIE, P. H. (Bruce-sud).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—44, 48.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Burk's Fall à French River—93.

## Comités—

Comité de l'agriculture—121.

## Incidents et interpellations—

Tarif américain et tarif canadien—156.

## McLEAN, A. A. (Queen's, I.P.-E.).

## Comités—

Comité de l' " Arctic "—124.

## Incidents et interpellations—

Dommages par le chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—150; terrains expropriés à Murray-River—156.

Motions sans discussion—Bureau de poste du village French, I. P.-E.—224; bureau de poste de North Lake—224; destitution de Mme Sarah Smith—225; enquête de W. A. Weeks—225; ligne entre Montague et Cardigan—226; service de SS. entre Canada et Mexique—227; steamer en construction—227.

## Questions—

Chemins de fer—Achats de terre pour chemin de fer île du Prince-Edouard—230; gare de Charlottetown, I. P.-E.—232; réclamation contre chemin de fer île du Prince-Edouard—233; réclamation contre John C. Mugford—233.

Marine et Pêcheries—Agence de Montréal du ministère de la Marine et des Pêcheries—242; séchoirs à poisson de Souris, I. P.-E.—245; steamer entre l'île du Prince-Edouard et terre ferme—245.

McLEAN, A. A.—*Suite*.

Postes—Bureau de poste à Bloeming-Point, I. P.-E.—248; disparition d'une lettre de E. McRea—249; service postal, chemin de fer de Pisquid, I. P.-E.—250.

Travaux Publics—Dragage, île du Prince-Edouard—252.

Divers—Service entre île du Prince-Edouard et Angleterre—259.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer île du Prince-Edouard et Charlottetown—267.

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, etc.—293; entretien des steamers et brise-glaces—296, 298, 300; phares et bouées—308.

## McLENNAN, A. (Inverness).

## Questions—

Revenu de l'intérieur—Renvoi de J. J. Williams, de Port-Hawkesbury—251.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Pêcheries, inspection, garde-pêche—303.

## MARCIL, C., M. l'Orateur-suppléant—(Bonaventure).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—45.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Vancouver et île Lulu—102; gare commune de Toronto—113.

## Elections—

Démission de M. Ingram—133.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—306.

## MARTIN, A. (Queen, I.P.-E.).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—43.

## Incidents et interpellations—

Demande de documents—148; étude de la ligne Stanley-Bridge—150; navigation d'hiver à l'île du Prince-Edouard—153.

## Motions—

Motions discutées—Représentation des provinces—214.

Motions sans discussion—Destitution de D. D. Coffin—225; destitution de Joseph McCabe—225; embranchement de Port-Stanley—225; havre de Glace-Bay—226; service d'hiver du Détroit de Northumberland—229; subsides provincial additionnel à l'île du Prince-Edouard—228.

## Questions—

Agriculture—Station agronomique de l'île du Prince-Edouard—229; stations agronomiques—230.

Chemins de fer—Chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—231; embranchement de Montague à Cardigan, île du Prince-Edouard—232.

Marine—Communications d'hiver avec l'île du Prince-Edouard—242; nouvelle drague pour l'île du Prince-Edouard—243; service de steamers de l'île du Prince-Edouard—245.

Postes—Directeur de poste au Cap de Hillsboro (I.P.-E.)—249; service postal à Mount-Vernon, I.P.-E.—250.

MARCIL, C.—*Suite.*

Travaux publics—Brise-lames à Wood-Island, I.P.-E.—252 ; dragage, Port-Epiniette, I.P.-E.—253 ; Savage-Harbour, I.P.-E.—256.

Divers—Entrée de Terre-Neuve et Antilles anglaises dans la confédération—258 ; rachat des monnaies d'argent usées—259.

## Subsides—

Agriculture—Stations agronomiques—267 ; recensement et statistique—267.

Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer de l'île du Prince-Edouard et Charlottetown—267.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—298, 299, 300.

## Postes—

Transport de courriers dans l'île du Prince-Edouard—312.

Travaux publics—Lignes télégraphiques de l'île du Prince-Edouard—316.

Île du Prince-Edouard—Belle Rivière—Port—317 ; Rustico—317.

Cap-Breton—Glace-Bay, quai—318.

## MARTIN, T. (Wellington-nord).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—18 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—44, 51, 53, 54.

## Explications personnelles—

M. T. Martin et le "Star" Montréal—139.

## Incidents et interpellations—

Tarif américain et tarif canadien—156.

## Questions—

Divers—Assurance sur la vie "Mutual Reserve"—257.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Agence de la marine, loyers, dépenses casuelles—294.

## MILLER, H. H. (Grey-sud).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement), en comité—17 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—33, 39, 40, 41, 42, 46, 47 ; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—68, 69.

Bills d'intérêt public—Loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—Compagnie d'assurance "Sterling"—104.

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq-Mars—136, 137 ; M. Proulx et M. Miller—139.

## Motions—

Motions de censure—attitude de M. Preston—171 ; North Atlantic Trading Co'y—182, 183.

Motions discutées—Invitation à Sa Majesté le Roi—197.

## Subsides—

Intérieur—Île du Tombeau du Géant—287 ; moyens de communications entre Parlement et Conseil du Yukon—290.

Marine et Pêcheries—Etablissement de pisciculture—300 ; phares et bouées—306.

## MONK, F. D. (Jacques-Cartier).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17, 18 ; loi des commissaires de port de Montréal (réorganisation)—20, 21, 22, 23 ; loi des commissaires du port de Montréal (prêt)—24 ; loi des commissaires du port de Québec—24 ; loi de l'immigration, en comité—28, 29 ; loi des tribunaux provinciaux—30, 31, 32 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—45, 47, 49, 54, 56 ; loi des réserves forestières—62 ; loi de l'usure—73.

Bills d'intérêt public—Loi des Indiens—87 ; loi des juges des cours provinciales—88 ; loi des sociétés coopératives—89, 90.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91 ; compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—94 ; compagnie de téléphone Bell—109, 110.

## Comités—

Comité de l'agriculture—121.

## Explications personnelles—

Hon. M. Foster et M. Cinq Mars—135.

M. Monk et le "Canada"—139.

## Incidents et interpellations—

Bill du dimanche—143 ; cour Suprême, juge ad hoc—147 ; démission de Sir E. Taschereau—149 ; dépêche à lord Strathcona—149 ; droits sur la houille au canal Lachine—150 ; préparation des rapports—154 ; réclamations des employés des postes—154 ; service des postes—155 ; vente des chutes d'eau de la province de Québec—157.

## Motions—

Motions de censure—Attitude de M. Preston—169, 170 ; dépenses du département des Travaux Publics—173 ; North Atlantic Trading Co'y—175, 177 ; emploi de W. R. Preston—189, 190.

Motions discutées—Commission des assurances—199 ; chemins à barrières de Montréal—199 ; falsification du sirop d'érable—203 ; renseignements sur les chutes d'eau—211, 212 ; vétérans des incursions féniennes—221, 222.

Motions sans discussion—Pont de Québec—227.

## Questions—

Chemins de fer—Chemin de fer Transcontinental—231 ; réclamation Godin—239.

Intérieur—Hôpital d'immigration à Québec—237.

Justice—Juges de la cour Suprême—240.

Marine et Pêcheries—Directeurs de la compagnie du pont de Québec—242.

Milice—Casernes militaires à Montréal—246.

Postes—Absences et extras, bureau de poste Montréal—248 ; hôtel des postes de Montréal—249.

Travaux Publics—Brise-glace de Laprairie—252 ; brise-lames de la Pointe à la Frégate—252 ; brise-lames de la rivière au Renard—252 ; étude topographique du canal de la baie Georgienne—253 ; paiements à compagnie Woods—254 ; pont de Québec—254 ; quai de la Grande-Vallée—255 ; quai de Disraeli, P. Q.—25 ; quai sur la rivière Jésus—256 ; travaux à l'anse au Griffon—256.

## Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Juges du Manitoba—260 ; subventions aux chemins de fer—263.

Résolutions par des députés—Réglementation du commerce de foin—264.

MONK, F. D.—*Suite*.

- Subsides—  
Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—280 ; immigration belge—289.  
Marine et Pêcheries—Chenal du Saint-Laurent—295 ; phares et bouées—303 ; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—  
Revenu de l'Intérieur—Accise de Montréal—312 ; inspection des bureau d'accise—313 ; timbres pour tabac canadien—313, 314.

## MORIN, J. B. (Dorchester).

- Motions—  
Motions de censure—Dépenses du département des Travaux publics—174.  
Motions discutées—Immigrants amenés sous de fausses représentations—205.  
Questions—  
Chemins de fer—Chemin de fer Transcontinental—232.  
Divers—Surintendance des mesureurs de bois à Québec—259.  
Résolutions—  
Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—262.  
Subsides—  
Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271 ; ponts de l'Intercolonial—272.  
Intérieur—Limites du Labrador—289.  
Travaux publics—Québec—Disraëli, quai—325 ; Grande Rivière de Beaupré, quai, 325 ; Montmagny—Bâtiments—326.

## NORTHROP, W. B. (Hastings-est).

- Bills—  
Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Central d'Ontario—93 ; divorce de E. M. McIntosh—111.  
Comités—  
Comité de l'"Arctic"—124, 126, 127.  
Explications personnelles—  
L'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—137.  
Incidents et interpellations—  
Comité des comptes publics—145.  
Motions—  
Motions de censure—Attitude de M. Preston—170 ; "North Atlantic Trading Company"—178.  
Motions discutées—Invitation à S. M. le Roi 197 ; débordement de la rivière Thames—201 ; massacre des juifs—206.  
Motions sans discussion—Canal de la baie Georgienne—224.  
Questions—  
Marine—Le bateau "Maisonneuve"—243.  
Travaux publics—Location édifice Woods à Ottawa—254 ; paiements à Ahearn et Soper—254.  
Subsides—  
Intérieur—Bestiaux pour les Indiens—202.  
Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—294 ; entretien des steamers et brise-glaces—297, 298 ; phares et bouées—303, 304, 305, 306.  
Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—315.  
OLIVER, Honorable F. (Edmonton).  
Ajournements—  
Motions par les députés—La pluie artificielle au Yukon—9.

OLIVER, Honorable F.—*Suite*.

- Bills—  
Bills du Gouvernement—Loi d'affranchissement de J. W. Lewis—10 ; loi des concessions de terres aux militaires—24 ; loi de l'immigration, en comité—28, 29 ; amendements du Sénat—30, 31 ; loi minière du Yukon—34, 35 ; loi du parc des Montagnes Rocheuses—57, 58 ; loi des réserves forestières—61, 62, 63, 64, 65, 66, 67 ; loi des réserves de gibier—67 ; loi des routes dans la Saskatchewan—67 ; loi des sauvages—68 ; loi concernant des terres scolaires—71, 72.  
Bills d'intérêt public—Loi des Indiens—87.  
Discours du Trône—  
Adresse en réponse—133.  
Incidents et interpellations—  
Besoins administratifs du Yukon—143 ; concessions hydrauliques au Yukon—146 ; concessions de mines de M. Caldwell—146 ; conseil du Yukon—147 ; demande de documents—147, 148, 149 ; dépêche à lord Strathcona—149 ; dragage à Port Arthur—150 ; droits miniers au Yukon—150 ; enquête au sujet du Yukon—150 ; terrains miniers sur le tracé du Grand-Tronc-Pacifique—150 ; houillères du Nord-Ouest—151 ; North Atlantic Trading Co'y—153 ; la pluie au Yukon—154 ; préparation de rapports—154 ; rapatriement des Japonais—154 ; réclamation des employés de la Baie d'Hudson—154 ; scrips aux métis—155.  
Motions—  
Motions de censure—Administration du domaine du Canada—160, 161 ; North Atlantic Trading Company—175, 176 ; emploi de W. R. Preston—190 ; terres publiques au Canada—192 195 ; Philippe Wagner—195, 196.  
Motions discutées—Concessions de terres—200 ; immigrants amenés sous de fausses représentations—205 ; titres de terres—215.  
Subsides—  
Intérieur—Administration intérieure au Yukon—279, 280 ; agences d'immigration (dépenses)—280 ; agences d'immigration (appointements)—281 ; agents et employés d'immigration—281, 282 ; arpentages—282 ; arpentage des terres fédérales—282 ; arpentages—282S ; bestiaux pour les Indiens—282 ; bureaux d'Alberta et Saskatchewan—282 ; cartes et cartographes—282 ; chaloupe automobile pour service géologique en Colombie-Anglaise—282 ; chute d'eau de Sturgeon Falls—282 ; côte Nord-Ouest—284 ; délégués spéciaux—284, 285 ; dépenses de M. D. C. Scott—285 ; dépenses des territoires du Nord-Ouest, asiles et écoles—285 ; directeur du service géologique—285 ; directeur commission géologique—285 ; docteur Lafferty—285 ; le dôme—286 ; échevin Ramsden de Toronto—286 ; écoles indiennes, anciennes provinces—286 ; écoles indiennes (Ontario et Québec)—286 ; écoles indiennes—286 ; école industrielle et pensionnats pour les Indiens—286 ; éducation des Indiens—283 ; éducation des Indiens au Yukon—286 ; entretien et travaux à Banff—286 ; entretien du Parc Yoho—286 ; essayerie à Vancouver—286 ; fonds en fidéicommis pour les Indiens—286 ; forages à Edmonton et New Glasgow—286 ; frais de justice, affaires indiennes—287 ; gravières aurifères du

OLIVER, Honorable F.—*Suite.*

Klondike—287; habillement des sauvages—287; M. Hamar Greenwood—287; Ile du Tombeau du Géant—287; Ile du Tombeau du Géant (reprise)—287; immigration belge—287, 288; immigration aux Etats-Unis—288; immigrants renvoyés des Etats-Unis—288; index des rapports de la commission géologique—288; Indiens du Yukon—288; instituts miniers du Canada—288; Lac Croche—288, 289; mines et forêts—289; moyens de communications entre parlement et conseil du Yukon—290; nomination de P. J. Hamilton, agent des Indiens—290; North Atlantic Trading Company—291; paiement des rentes annuelles en vertu du traité de Robinson—291; paiement au chemin de fer Calgary-Edmonton—291; personnel des terres fédérales—291; protection des terres boisées de l'Ouest—291; relevés hydrographiques, observatoires—291; réserve du lac au Cygne—291; réserve des Sept Iles—291; sauvages de Caughnawaga—291; services de M. C. A. Deutchman pour les grottes du Selkirk—292; soins médicaux aux Indiens—292; surintendant des mines—292; territoires du Nord-Ouest, régistrateurs—292; traduction, commission géologique—292; Dr. Tyerman—292.

## OSLER, E. B. (Toronto-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—29; loi des réserves forestières—62, 63, 64, 65, 66; loi de l'usure—73.

Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—85.

## Incidents et interpellations—

Catastrophe de San Francisco—144.

## Motions—

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—169.

## Questions—

Intérieur—"North Atlantic Trading Company"—238.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271.

Intérieur—Directeur du service géologique—285.

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—305.

Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—314.

## PARDEE, F. F. (Lambton-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—51.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaine—78; loi de l'indemnité parlementaire—84.

Bills d'intérêt privé—Compagnie d'assurance sur la vie "United Empire"—103.

## Comités—

Comité de l' "Arctic"—125, 126.

## PARMELEE, C. (Sheffield).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—48.

Bills d'intérêt privé—Banque Monarque du Canada—90; divorce de T. W. Wright—113.

PARMELEE, C.—*Suite.*

## Comités—

Comité des impressions—122.

## Incidents et interpellations—

Version française du rapport de l'auditeur général—158.

Motions sans discussion—Médecines brévétées—227; subsides fédéraux—228.

## Questions—

Divers—Subventions aux provinces—259.

## PATERSON, Honorable W. (Brant).

## Ajournements—

## Incidents et interpellations—

Visite du Prince A. de Connaught—7.

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi d'affranchissement de J. W. Lewis—10; loi de finances 27; loi de l'observance du dimanche, en comité—40, 44.

Bills d'intérêt public—loi des compagnies de prêt—76; loi de l'indemnité parlementaire—83.

## Budget—

Discours du budget—119, 120.

## Explications personnelles—

Hon. Foster et M. Cinq Mars—137.

## Incidents et interpellations—

Bureau de douane d'Emerson—114; commission des assurances—145; demande de documents—147, 149; nomination du juge Fraser, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse—153; tarif allemand—155; ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions discutées—Primes à la fabrication de l'acier—207; réforme du Sénat—211; tarifs Allemagne-Canada—216, 217.

Motions sans discussion—Compagnie de fusils Ross—224.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—étude, tracé et construction du Transcontinental—271.

Commerce—Communications avec l'île Pelée—276.

Douanes—Augmentation au ministère des Douanes—277; augmentation statutaire—277; bureau de douanes d'Alexandria—277; compensation pour marchandises perdues ou détruites—277; douanes du Yukon—278; paiements pour travail de nuit aux douanes—278; remboursement à M. I. C. Baker—278; secrétaire particulier—278; statistique d'exportations—278.

Intérieur—Administration intérieure du Yukon—279; directeur du service géologique—285; moyens de communications entre parlement et Conseil du Yukon—290.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.

Travaux Publics—Arbitrages de M. Gobeil—315.

## Divers—

Demande de renseignements—328.

## Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## PAQUET, E. (L'Islet).

## Motions—

Motions discutées—Falsification du sirop d'érable—202.

PAQUET, E.—*Suite*.

## Questions—

Agriculture—Quarantaine de la Grosse-Île—229; quarantaine de Lévis—229.

Chemins de fer et Canaux—Station d'Elgin, Intercolonial—234; station de l'Intercolonial à Lévis—234; transport des voyageurs de Saint-Jean-Port-Joli à Lévis—234.

Douanes—M. Louis Dionne, percepteur de douane à Montmagny—234.

Marine et Pêcheries—Passe à l'Île aux Grues—244.

Postes—Service postal entre Saint-Aubert et Saint-Pamphile—251.

Revenu de l'Intérieur—Fabrique de cigares à Montmagny—251.

Travaux Publics—Quais à eau profonde à Québec—255.

## PARENT, G. (Montmorency).

## Questions—

## Divers—

Traduction française—259.

## PERLEY, G. H. (Argenteuil).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des réserves forestières—63, 66.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

## Motions—

Motions de censure—"North Atlantic Trading Company"—179.

Motions sans discussion—Devis du musée Victoria—225; exploitation des piliers du Saguenay—226.

## Questions—

Travaux publics—Construction du musée Victoria—252; estacades de la rivière Saint-Maurice—255; plan du musée Victoria—254; quais et estacades de Chicoutimi—256.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—264.

## Subsides—

Commerce—Mesurage des bois—276; service entre Saint-Jean et Halifax et les Antilles et l'Afrique du sud—277.

Douanes—Bureau de douanes d'Alexandria—277.

Travaux publics—Québec—Rivière Saguenay—Jetées et estacades—326.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## PICHE, C. (Sainte-Marie, Montréal).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des marques de colis de fruits, en comité—32, 33, 34; loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 38, 40, 43, 45, 47, 49, 50.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

## Explications personnelles—

M. C. Piché et le bill du téléphone Bell—139; M. C. Piché et le bill du dimanche—139.

## Questions—

Chemins de fer—Chenal de Chateauguay à Beauharnois—231.

Intérieur—Exploration géologique, comté de Pontiac—237.

Marine—Ecole de marine—243; levés hydrographiques, lac Saint-Louis—243; levés hydrographiques, lac des Deux-Montagnes—243.

## PORTER, E. G. (Hastings-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—55.

## Questions—

Chemins de fer—Canal de la vallée de Trent—231.

Postes—Bureau de poste de Bell's-Rapids—248.

Travaux publics—Eaux de la rivière Trent—253.

## PRINGLE, R. A. (Stormont).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—13, 17, 18; loi de l'observance du dimanche, en comité—39, 40, 41, 42, 44, 52, 54, 55; loi des pensions à certains conseillers privés—59.

Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du Grand-Tronc-Pacifique, en comité—94; compagnie de téléphone Bell—108, 109, 110.

## Questions—

Chemins de fer—Inspecteur des accidents de chemin de fer—236.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—299.

## PROULX, E. (Prescott).

## Explications personnelles—

M. Proulx et M. Miller—139.

## RATZ, V. (Middlesex-nord).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Huron et d'Ontario—98.

## REID, J. D. (Grenville).

## Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14.

Bills d'intérêt privé—Loi des compagnies de prêts—76; loi des certificats de capitaines—78, 79; loi des chemins de fer (taux et messageries)—81.

## Comités—

Comité de l' "Arctic"—124, 125; comité des règles de la Chambre—129.

## Incidents et interpellations—

Concessions de mines de M. Caldwell—146; demande de documents—149; houillères du Nord-Ouest—151; préparation de rapports—154.

## Motions—

Motions discutées—Concessions de terres—200.

Motions sans discussion—Concessions à C. F. Caldwell—225.

## Questions—

Chemins de fer et Canaux—Canal de Williamsburg—231.

Marine et Pêcheries—Matériel d'éclairage de Pointe Farran—243.

Travaux publics—Cale de radoub de Tate, Montréal—252.

## Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Canal des Galops (Passe du Nord)—268; canal Lachine (droits de quaiage)—268; canal Sault Ste-Marie—268; canal de Williamsburg—269; canaux, contrat Davis—269; ponts de l'Intercolonial—272.

REID, J. D.—*Suite.*

Intérieur—Frais de justice, affaires indiennes—287; soins médicaux aux Indiens—272.

Justice—Pénitencier de Kingston—293.

Marine et Pêcheries—Agences de la marine, loyers, dépenses casuelles—293, 294; entretien des steamers et brise-glaces—296, 297, 299; phares et bouées—303, 304, 305, 306, 307; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

Revenu de l'Intérieur—Dépenses du département du Revenu de l'Intérieur—312; diminution des dépenses—313; examens des employés d'accise—313; inspection des balances—313.

Voies et Moyens—

Imperial Institute—329.

## RIVET, L. A. A. (Hochelaga).

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—43.

Explications personnelles—

M. Piché et le bill du dimanche—139.

Motions—

Motions discutées—Commission du port de Montréal—199, 200.

## ROCHE, W. (Halifax).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'immigration; en comité—29; loi de l'observance du dimanche; en comité—36, 38, 41.

Comités—

Comité des comptes publics—121.

Motions—

Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour l'Intercolonial—159.

## ROCHE, W. J. (Marquette)—

Bills du gouvernement—Loi des réserves forestières—62, 63, 64.

Bills d'intérêt public—Loi des téléphones du Manitoba—89.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer central du Nord-Ouest—113.

Incidents et interpellations—

Expropriation des téléphones du Manitoba—151.

Motions—

Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.

Motions de censure—Administration du domaine du Canada—167, 168; terres publiques du Canada—191.

Motions sans discussion—Employés des douanes de Emerson—223; chemin de fer Canadien du Nord—224; choix de terres par chemin de fer Canadien du Nord—224; concessions houillères de Joseph Rim—225; réserve de la Montagne du Dauphin—227; scrips émis depuis 1904—227; scrips rachetés en argent—227; terres allouées aux Métis—227.

Questions—

Intérieur—Choix de terres du chemin de fer canadien du Nord—236; réserve forestière de la Montagne du Dauphin—239; subvention en terres aux chemins de fer du Nord-Ouest—239; terres de la compagnie du Pacifique Canadien—239.

Milice—Achat de charbon pour milice de Winnipeg—245.

ROCHE, W. J.—*Suite.*

Postes—Facilités postales du district de Fernie—249; service postal de Prince-Albert—251; service postal entre Winnipeg et Selkirk—251.

Travaux publics—Nomination de M. Aylmer—253; pont de Shellmouth, Ma.—255.

Divers—District de Keewatin—258; expropriation des lignes télégraphiques—258; extension des limites du Manitoba—258.

Subsides—

Agriculture—Santé des bestiaux—266.

Intérieur—Agences d'immigration—28; agents d'immigration (appointements)—281; bestiaux pour les Indiens—282; les dépenses de bouviers—285; docteur Laferty—285; épidémie de diphtérie à Norway-House—286.

## ROSS, D. (Yale-et-Caribou).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—17, 18; loi de l'observance du dimanche, en comité—39, 40, 41, 42, 46, 51, 52, 53.

Bills d'intérêt public—Loi des juges des cours provinciales—89.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer d'Ashcroft à Barkerville et Fort-George—92; chemin de fer central de la frontière à Kamloops et Caribou—93; compagnie des embranchements du G.T.P., en comité—96; Chemin de fer de la vallée de la rivière Kettle—102; divorce de A. Ramsay—112.

Explications personnelles—

L'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—135, 136, 137, 138; M. R. G. Macpherson et le "News" de Toronto—139.

Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Company—177, 178.

Subsides—

Chemins de fer et Canaux—Etude, tracé et construction du Transcontinental—271.

Travaux publics—Colombie-Anglaise.

Osoyoos—Edifice public—317.

## ROSS, J. A. (Rimouski).

Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie mutuelle contre l'incendie—104.

## SAVOIE, F. T. (Mégantic).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des subventions de chemin de fer—71.

Subsides—

Marine et Pêcheries—Phares et bouées—305, 306.

## SCHAFFNER, F. L. (Souris).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—39; loi des réserves forestières—63, 67.

Motions—

Motions de censure—Terres publiques du Canada—191.

Questions—

Agriculture—Industrie de l'élevage—229.

Chemins de fer—Ecluses de St-André—232.

Douanes—Primes sur fer et acier—235.

Intérieur— Paiements au "Free Press" Manitoba et au "Der Norwester"—238.

## SCHELL, J. T. (Glengarry).

- Bills—  
 Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—84.  
 Bills d'intérêt privé—Compagnie de force motrice de Grande-Rivière—117; contrats du Transcontinental—141.
- Motions—  
 Motions de censure—Administration du domaine du Canada—164.  
 Motions discutées—Commission des transports—209.
- Subsides—  
 Travaux publics—Ottawa.  
 Tour de l'Ouest—323.

## SCHELL, M. S. (Oxford-sud).

- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—15, 17, loi des marques des colis de fruits; en comité—33.  
 Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Erié-London-Tilsonbourg—94.
- Motions—  
 Motions discutées—Réforme du Sénat—210; tarif Allemagne-Canada—217.

## SIFTON, Hon. C. (Brandon)—

- Bills—  
 Bills d'intérêt privé—Brandon Transfer Ry. Co.—90.
- Explications personnelles—  
 Honorable C. Sifton et N. A. Tdg. Co.—139, 140.
- Incidents et interpellations—  
 Administration des terres fédérales—140.
- Motions—  
 Motions de censure—Administration du domaine du Canada—162, 163, 164, 167; attitude de M. Preston—171, 172.

## SINCLAIR, J. H. (Guysboro)—

- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—51; loi des subventions de chemins de fer—71.  
 Bills d'intérêt public—Loi de la sûreté des navires—77, 78; loi des certificats de capitaines—78; loi des chemins de fer (taux et messageries)—81.
- Questions—  
 Chemins de fer—Tarifs sur l'Intercolonial—234.  
 Postes—Caisses d'épargne postale au Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse—249.  
 Travaux publics—Port de Montréal—253.
- Subsides—  
 Marine et pêcheries—Hôpitaux de Marine—300; pêcheries, inspection, gardes-pêches—303.  
 Postes—Receveurs et employés de poste—311.

## SLOAN, N. (Comox-Atlin).

- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—40.  
 Bills d'intérêt privé—Chemin de fer d'Esquimaux à Nanaimo—94.
- Questions—  
 Travaux publics—Etude du détroit de Seymour—253.

SLOAN, N.—*Suite.*

- Subsides—  
 Marine et pêcheries—Navigation maritime dans les eaux de la Colombie-Anglaise—301.

## SMITH, E. D. (Wentworth).

- Ajournement—  
 Motions par les députés—Pont de Québec—9.
- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), 3e lecture—19.  
 Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—81.
- Motions—  
 Motions discutées—Inspection des fruits d'exportation—203.  
 Motions sans discussion—Contrats de denrées alimentaires pour milice—225; contrats transatlantiques—225; données thermographiques—225.
- Questions—  
 Agriculture—Données thermographiques—230; ventilation sur les paquebots—230.  
 Milice—Salle militaire de Stoney-Creek—248.

## SMITH, G. (Oxford-nord).

- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—46.

## SMITH, R. (Nanaimo).

- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—30; loi de l'observance du dimanche, en comité—38, 39, 40, 41, 42, 47.
- Incidents et interpellations—  
 Travail des Chinois et G.T.P.—157.
- Motions—  
 Motions discutées—Immigrants amenés sous fausses représentations—204.  
 Motions sans discussion—Grève de Leith-bridge—226; naufrages sur côte Pacifique—227.
- Questions—  
 Intérieur—Bureau canadien du travail—236; règlements relatifs à l'immigration—239.  
 Marine—Naufrages sur la côte du Pacifique—243.  
 Travaux publics—Ouvriers plâtriers de Winnipeg—254.  
 Divers—Protection des ouvriers sur la construction du G.T.P.—259.

## Résolutions—

- Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—262.

## Subsides—

- Marine et Pêcheries—Navigation maritime dans les eaux de la Colombie-Anglaise—301.

## SPROULE, T. S. (Grey-est).

- Ajournements—  
 Interpellations et incidents—Retard de production de documents—7.
- Bills—  
 Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—14, 15, 16, 17—3e lecture—; code criminel (amendement, loteries)—20; loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—23; loi de la cour Suprême—25; loi de l'exercice financier—27; loi des grains du Ma-

SPROULE, T. S.—*Suite.*

nitoba—28; loi de l'immigration—29; loi des tribunaux provinciaux—31; loi des marques de colis de fruits, en comité—33; loi des monnaies—35; loi de l'observance du dimanche, en comité—37, 48, 51, 54, 55; 3e lecture—56; amendements du Sénat—57; loi des pensions à certains conseillers privés—59; loi du poinçonnage—60; loi des réserves forestières—64, 65, 66, 69; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—68, 70; loi des stations de lépreux—70; loi du Transcontinental—72; loi de l'exportation d'énergie électrique—73, 74; loi de pilotage—76.

Bills d'intérêt public—Loi des chemins de fer (taux et messageries)—80, 81; loi de l'indemnité parlementaire—84, 85; loi des Indiens—87.

Bills d'intérêt privé—Brevet de C. B. Duryea—91; compagnie des embranchements du G.T.P., en comité—95, 96; 3e lecture—97; chemin de fer Toronto à Hamilton—102; chemin de fer de Vancouver et Ile Lulu—102; chemin de fer de Windsor, Essex et Lake-Shore—103; compagnie de télégraphe du G.T.P.—106, 107, 108; compagnie de téléphone Bell—109; Mexican Tramway and Electric Company—113; maison Revillon Frères—113; Minnesota Canadian Bridge Company—114; Standard Trusts Company—115; chemin de fer du G.T.P.—115; prolongation de délai—118;

## Budget—

Discours du budget—119.

## Comités—

Comité des chemins de fer—121; comité des débats—121; comité des impressions—122; comité des règles de la Chambre—128.

## Explications personnelles—

Honorable M. Foster et M. Cinq Mars—135, 137, 138.

## Incidents et interpellations—

Catastrophe de San Francisco—144; commission des assurances—145; date de prorogation—146; décorations pour anniversaire de la naissance du Roi—146; demande de documents—148, 149; départ de certains immigrants—149; mise en liberté de Désiré Brothier—152; observations sur bills privés—153; rapatriement des Japonais—154; réponse aux questions—155; ventilation de la Chambre—157.

## Motions—

Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour l'Intercolonial—159; administration du domaine du Canada—169; attitude de M. Preston—170, 171.

Motions discutées—Commission des assurances—199; concessions de terres—200; débordements de la rivière Thames—201; falsification du sirop d'érable—203; fonctionnaires du Sénat et des communes—203; inspection des fruits d'exportation—204; primes à la fabrication de l'acier—207; Tarifs Allemagne-Canada—216, 218.

Motions sans discussion—Employés du Sénat—225; McEwen Cattle Co.—225; vente de terres par blocs—228.

## Questions—

Agriculture—Embargo du bétail canadien—229; porcs abattus pour exportation—229; procédé Malein pour la gourme—229.

SPROULE, T. S.—*Suite.*

Intérieur—Achats de terre de Hector McRae—235; dépenses d'immigration—237; droits régaliens au Yukon—237; immigration dans cinq dernières années—238; vente de terres—240.

Justice—Juges faisant partie de compagnies—241.

Revenu de l'intérieur—Ventes de remèdes brevetés—251.

Divers—Employés du Sénat et des communes—258; nomination à charges lucratives—259.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Sur les pensions militaires (amendement)—260. port de Québec—261; subventions aux chemins de fer—263.

## Subsides—

Agriculture—Annuaire statistique—265; archives—265; santé des bestiaux—266; registre des brevets—267.

Chemins de fer et Canaux—

Canaux—Contrat Davis—269; étude, tracé et construction du Transcontinental—271.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Annexion de Keewatin aux Territoires—279; subsistance, équipement—279.

Intérieur—Administration intérieure du Yukon—280; agents d'immigration (appointements)—281; arpentages—282; dépenses des territoires du Nord-Ouest, asiles et écoles—284; Immigration aux Etats-Unis—288; immigrants renvoyés des Etats-Unis—288; North Atlantic Trading Co.—291; rapports de M. Speers—291; service de C. A. Deutschman pour les grottes de Selkirk—292; soins médicaux aux Indiens—292; allocation des juges du Yukon—292; pénitencier de Kingston—293.

Marine et Pêcheries—Brise-glace—294; entretien des steamers et brise-glaces—297, 298; établissements de pisciculture—300; phares et bouées—303, 307; protection des pêcheries—308; télégraphe Marconi entre Cap Race et Cap Ray—308; victimes de l'explosion de gaz à Kingston (18 avril 1905)—309.

Postes—Contrat de poste de Lovering—310; décoration de M. Mackenzie King—310;

Revenu de l'Intérieur—Conférences du système métrique—312; inspection du gaz et de la lumière électrique—313; timbres pour tabac canadien—314.

Travaux publics—Loyers édifices publics Ottawa—316; nouveaux commis—316; service provisoire de commis et employés—316.

Travaux en général—Nouveau-Brunswick—Canning—Quai—318; Inverness—318.

Ontario—Owen-Sound—Edifices publics—320.

Ottawa—Tour de l'Ouest—321, 322.

Divers—Frais de gestion des finances—327.

## Voies et moyens—

Imperial Institute—329.

## STAPLES, W. D. (Macdonald).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—18.

Motions sans discussion—Procédé Malein—227; terres marécageuses du Manitoba—228.

STAPLES, W. D.—*Suite.*

## Questions—

Agriculture—Protection contre la morve—229.

Intérieur—Terrains marécageux—239.

Justice—Fourniture de farine aux pénitenciers—240.

Travaux publics—Section Cardinal du canal des Galops—256.

## Subsides—

Agriculture—Annuaire statistique—265; laiterie et arboriculture—266; santé des bestiaux—266; recensement de Manitoba, Alberta et Saskatchewan—267.

Intérieur—Réserve du lac au Cygne—291.

Travaux publics—Winnipeg, hôtel des postes—318.

## STEWART, R. (Ottawa).

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer du Pacifique à l'Atlantique—100; divorce de H. W. Baker—110; divorce de C. W. Holmes—110; divorce de M. F. Twine—110; divorce de W. N. Vaughan—112; compagnie verrière de Toledo—117.

## Motions—

Motions discutées—Vétérans des incursions féniennes—223.

Postes—Employés de l'hôtel des postes d'Ottawa—250.

Divers—Employés de l'imprimerie nationale—258.

## STOCKTON, A. A. (St-Jean, cité et comté).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi d'affranchissement de J. W. Lewis—10; loi des chemins de fer (amendements), en comité—18, 19; code criminel (amendement, loterie)—20; loi des commissaires du port de Montréal (réorganisation)—20, 21; loi de la cour suprême du Nouveau-Brunswick—26; loi de l'observance du dimanche, en comité—50, 53; loi des pénitenciers—59; loi de l'usure—73; loi de l'exportation d'énergie électrique—74.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaines—79; loi des juges des cours provinciales—88, 89.

## Comités—

Comité des impressions—122; comité de l'"Arctic"—124; comité des règles de la Chambre—128; comité des médicaments sophistiqués—129.

## Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Company—180, 185, 186; pratique du droit par ministres—189.

Motions discutées—Représentations par provinces—215; sophistication des aliments—215; tracé du Transcontinental—220.

## Questions—

Marine—Sifflets de Tyner's Heat—245.

Postes—Courriers transatlantiques—Service postal transatlantique—249.

Travaux publics—Élévateur à grain de St-Jean (N.-B.)—253.

## Subsides—

Agriculture—Archives—265; archives (reprise)—265; stations agronomiques—266.

Intérieur—Concessions minières au Yukon—284.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—296, 299; phares et bouées—307.

Travaux en général—Nouveau-Brunswick—Port de Chance—318.

## SUTHERLAND, Honorable R. T., M. l'Orateur (Essex-nord)—

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des finances (catastrophe de San Francisco)—27; loi de l'observance du dimanche—38, 45, 48, 49, 52, 54, 55; amendements du Sénat—57; loi du Sénat et de la Chambre des communes (indemnité)—68.

Bills d'intérêts privé—Chemin de fer de Burk's Fall à French River—93; chemin de fer des chaînes de Cobalt—93.

## Budget—

Messages du Gouverneur général—121.

## Discours du trône—

Communication du discours—130; message du Gouverneur général—133.

## Elections—

Appel des élections contestées—133.

Elections contestées—Convocation de collèges électoraux—133; pétitions décidées—133; nouveaux députés—133, 134; vacances—134.

## Explications personnelles—

M. l'Orateur et les convenances parlementaires—135; honorable M. Foster et M. Cinq Mars—J136, 137, 138.

## Motions—

Motions de censure—North Atlantic Trading Co.—180.

Motions discutées—Invitation à Sa Majesté le Roi—197; maître de poste de Cannington—213.

Motions sans discussion—

## Pétitions—

Dépôts de bills privés—228.

## Sanction Royale—

Sanction de projets de loi—264, 265.

## Séances—

Clôture des séances—265.

## Session—

Ouverture—265; prorogation—265.

## Subsides—

Intérieur—Concessions minières au Yukon—284.

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'Ouest—323, 324.

Divers—Dépenses—Chambre des communes—328.

## TALBOT, O. E. (Bellechase)—

## Incidents et interpellations—

Fusils Ross—151; recrutement des volontaires pour les camps—154.

## TAYLOR, G. (Leeds).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—19; loi des marques des colis de fruits, en comité—34; loi de l'observance du dimanche, en comité—43; loi des pensions à certains conseillers privés—59; loi de l'usure—73.

Bills d'intérêt public—Loi des certificats de capitaines—79; loi de l'indemnité parlementaire—83, 84.

## Comités—

Comité des débats—122.

## Elections—

Convocation de collèges électoraux—133.

## Explications personnelles—

L'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—135, 136; M. G. Taylor et M. Carvell—140.

TAYLOR, G.—*Suite.*

## Incidents et interpellations—

Chambre de maturation de Brockville—144, 145 ; observations sur le compte rendu—153 ; préparation de rapports—154 ; tarif postal des revues—156 ; ventilation de la Chambre—157 ; les whips—158.

## Motions—

Motion du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.

Motions de censure—Acquisition de terrains à Moncton pour I.C.R.—159.

Motions discutées—Concessions de terres—200 ; tarif Allemagne-Canada—219.

Motions sans discussion—Concessions des chutes d'eau de la Chaudière—225 ; fourniture de farine aux pénitenciers—226.

## Questions—

Agriculture—Chambre de maturation de Brockville—229 ; chambres de maturation—229 ; ferme expérimentale d'Ottawa—229 ; stations d'engraissement de volailles—230 ; stations de quarantaine de William's-Head (C.-A.)—230.

Chemins de fer— Paiements à la Macdonald Iron Company et à la Leslie et Compagnie du Yukon—233.

Douanes—Entreposage de la houille bitumineuse—235.

Intérieur—Dualité de nationalité des immigrants américains—237 ; dualité de nationalité—237 ; relations de M. Sauvalle avec ministère de l'Intérieur—239 ; vente de bois de la réserve du lac du Poisson-Blanc—239.

Justice—Approvisionnement de farine aux pénitenciers—240 ; main-d'œuvre étrangère—241.

Marine—Bouées à gaz acétylène—242 ; dragueurs "Daly" et "Hannan"—242 ; éclairage du St-Laurent—243 ; phare de Dickenson Landing—244 ; phares de Jack-Stray, Red-Horse et Gananoque—244 ; phare du Moulin-à-Vent de Prescott—244 ; subvention à ligne de SS. "Acadia"—245.

Postes—Uniformes des facteurs de poste—251.

Travaux publics—Bâtiments loués à Ottawa par le gouvernement—252 ; dragueurs américains—253 ; force hydraulique du canal Rideau—254 ; paiements à la compagnie Woods—254.

Divers—Association de la presse canadienne—257.

## Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—264.

## Subsides—

Douanes—Statistique d'exportation—278.

Intérieur—Soins médicaux aux Indiens—292.

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—297, 299 ; phares et bouées—305, 308.

Milice—Achats d'artillerie et armes, champs de tir—310 ; tours Martello—310.

Travaux publics—Arbitrages de M. Gobeil—315.

Québec—Disraëli—Quai—325.

## TELFORD, W. P. (Grey-nord).

## Motions—

Motions discutées—Vétérans des incursions féniennes—223.

## Subsides—

Intérieur—Ile du Tombeau du Géant (reprise)—287.

TELFORD, W. P.—*Suite.*

Travaux publics—Ontario—Owend-Sound—Edifices publics—319 ; Ottawa—Tour de l'Ouest—323.

## TEMPLEMAN, Honorable W. (Victoria, cité, C.-A.).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—52.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

## Incidents et interpellations—

Cautionnements en valeurs étrangères—144.

## Motions—

Motions discutées—Falsification du sirop d'érable—202 ; sophistication des aliments—215.

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Navigation maritime dans eaux de la Colombie-Anglaise—302 ; pêcheries, inspection, garde-pêche—303 ; transfert de M. Wiallard—308.

Revenu de l'intérieur—Conférences du système métrique—312 ; dépenses du département du Revenu de l'Intérieur—312 ; diminution des dépenses—313 ; examens des employés d'accise—313 ; falsification des substances alimentaires—313 ; inspection des bureaux d'accise—313 ; inspection du gaz et de la lumière électrique—313 ; système métrique—313.

## THOMPSON, A. (Yukon).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi minière du Yukon—34, 35.

Bills d'intérêt privé—Twelve Mile Power Company—115.

## Incidents et interpellations—

Besoins administratifs du Yukon—143 ; concessions hydrauliques au Yukon—146 ; conseil du Yukon—147 ; frontière de l'Alaska—151.

## Subsides—

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Subsistance, équipement—279.

Intérieur—Concessions minières au Yukon—283, 284.

## TISDALE, Honorable D. (Norfolk).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi de la milice—34 ; loi de l'observance du dimanche, en comité—41, 42.

Bills d'intérêt privé—Canal St-Clair-Erié—92 ; compagnie de télégraphe du G.T.P.—107 ; divorce de E. M. McIntosh—111.

## Explications personnelles—

L'honorable M. Foster et M. Cinq Mars—136.

## TOBIN, E. W. (Richmond-et-Wolfe).

## Motions—

Motions de censure—Dépenses du département des Travaux publics—172.

## Questions—

Milice—Camp militaire à Sherbrooke—246.

## Subsides—

Travaux publics—Disraëli—Quai—325.

## TURGEON, O. (Gloucester).

## Motions—

Motions discutées—Représentation des provinces—215.

TURRIFF, J. G. (Assiniboine-est).

Bills—

- Bills du gouvernement—Loi des pensions à certains conseillers privés—59; loi des réserves forestières—62, 63, 66, 67.
- Bills d'intérêt privé—Compagnie des embranchements du G.T.P. 3e lecture—97; compagnie de chemin de fer d'irrigation d'Alberta—99.

Incidents et interpellations—

- Administration des terres fédérales—140, 141; demande de documents—149.

Motions—

- Motions de censure—Administration du domaine du Canada—165; terres publiques du Canada—191, 194; Philippe Wagner—196.

Subsides—

- Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—Subsistance, équipement—279.
- Intérieur—Lac Croche—288, 289.

VERVILLE, A. (Maisonneuve).

Bills—

- Bills du gouvernement—Loi de l'observance du dimanche, en comité—43, 46, 48—3e lecture—56.
- Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—83.

Motions—

- Motions de censure—Emploi de W. R. Preston—190.
- Motions discutées—Immigrants amenés sous de fausses représentations—204.
- Motions sans discussion—importation d'ouvriers italiens—226; imprimeurs de Winnipeg—226; pétition des imprimeurs anglais—227.

Questions—

- Intérieur—Agents de Winnipeg et mineurs de Lethbridge—236.
- Divers—Grève des houilleurs de Lethbridge—258; plainte des imprimeurs anglais—258.

WALSH, R. N. (Huntingdon).

Discours du trône—

- Adresse en réponse—133.

Motions—

- Motions discutées—Falsification du sirop d'érable—203; vétérans des incursions féniennes—222.

Questions—

- Travaux publics—Canal de déversement de St-Anicet et Ste-Barbe—252; canal Murray—252; quai de Saint-Anicet—256.
- Divers—Fonctionnaires et occupations étrangères—258.

Subsides—

- Intérieur—Sauvages de Caughnawaga—291.
- Travaux publics—Québec—Rivière St-Louis—Améliorations—326.

WARD, H. A. (Durham).

Incidents et interpellations—

- Affaire F. Cochrane—143; recrutement des volontaires pour les camps—154.

Questions—

- Chemins de fer—Canal de la vallée de Trent—231.

WATSON, R. J. (Parry-Sound).

Bills—

- Bills d'intérêt privé—Chemin de fer de Manitoulin et Rive-Nord—99.

Prolongation de délai—

- Discussion—118.

Motions—

- Motions discutées—Commission des transports—209.

Subsides—

- Marine et Pêcheries—Phares et bouées—305.

WILMOT, R. D. (Sunbury-et-Queen, N.-B.).

Questions—

- Chemins de fer—Wagons de l'état—234.
- Intérieur—Thomas P. Hethrington—237.
- Travaux publics—Rivière Washademoak—256.

WILSON, N. F. (Russell).

Bills—

- Bills d'intérêt privé—Pont de la rivière Ste-Marie—114.

WILSON, U. (Lennox-et-Addington)—

Bills—

- Bills du gouvernement—Loi de l'immigration, en comité—28; loi des pensions à certains conseillers privés—60.
- Bills d'intérêt public—Loi de l'indemnité parlementaire—83; loi des pensions aux membres du conseil privé—89; loi du Sénat et de la Chambre des communes—89.
- Bills d'intérêt privé—Mexican Tramway and Electric Co.—113; the Western Loan and Trust Coy—115.

Discours du trône—

- Adresse en réponse—133.

Interpellations et incidents—

- Demande de documents—148; subventions aux chemins de fer—155.

Motions—

- Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—158.
- Motions discutées—Hôpital de trachoma—203.
- Motions sans discussion—Compagnie commerciale de l'Atlantique Nord—224; correspondance avec M. W. R. Preston—225; inscriptions de homesteads—226.

Questions—

- Intérieur—Accusations contre agents d'immigration en Grande-Bretagne—hôpital des malades de trachoma à Halifax—237; immigrants de l'Armée du Salut—238; logement de M. Preston—238; population indienne du comté de Victoria—238; voyage de M. W. T. R. Preston—240.
- Postes—M. L. L. Galliher—249.

Résolutions—

- Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—272.

Subsides—

- Agriculture—Annuaire statistique—265; archives—265; registre des brevets—267.
- Intérieur—Agences d'immigration (dépenses)—280; agents d'immigration (appointements)—281; agents et employés d'immigration—281, 282.
- Divers—Frais de gestion des finances—308.

## WORTHINGTON, A. N. (Sherbrooke)—

## Bills—

Bills d'intérêt privé—Compagnie de fidéi-commis " Empire "—104.

## Motions—

Motions discutées—Vétérans des incursions féniennes—222.

Motions sans discussion—Camp de Petewawa—224; compagnie du fusil Ross—224 revocation du lt.-col. Boulanger—227.

## Questions—

Milice—Compagnie du fusil Ross—246; dépenses des contingents—247; fusils Ross—247; hausse à combinaison " Sutherland "—247; inspection des fusils—247; nomination du cap. Daull dans le Rgt. Royal Canadien—247; nomination du cap. Powell dans milice permanente—247; fusil Ross—247; salle d'exercice militaire—248.

Postes—Bureau de poste de Magog—248.

## WRIGHT, A. A. (Renfrew-sud).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—18; loi des commissaires du pont de Québec—24; loi de l'immigration, en comité—30; loi de l'exportation d'énergie électrique—74.

Bills d'intérêt public—Loi des poids et mesures—77.

## Motions—

Motions discutées—Renseignements sur chutes d'eau—212.

## Résolutions—

Résolutions par les députés—Réglementation du commerce de foin—262.

WRIGHT, A. A.—*Suite.*

## Subsides—

Marine et Pêcheries—Entretien des steamers et brise-glaces—298.

Revenu de l'Intérieur—Inspection du gaz et de la lumière électrique—313.

## WRIGHT, W. (Muskoka).

## Questions—

Justice—M. J. H. Lamont de Prince-Albert—241.

Travaux publics—Ingénieurs des quais du gouvernement—254; quai à d'Escousse (N.-E.)—255; quais et employés—256.

## Subsides—

Travaux publics—Ottawa—Tour de l'Ouest—321.

## ZIMMERMAN, A. (Hamilton-ouest).

## Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendements), en comité—16, 17; loi de l'observance du dimanche, en comité—51.

Bills d'intérêt public—Loi des compagnies de prêt—76.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Hamilton, Waterloo et Guelph—98; National Fire Insurance Company—116.

## Subsides—

Milice—Habillements—310.

Revenu de l'Intérieur—Timbres pour tabac canadien—314.

## TABLE DES MATIÈRES.

	PAGE.
Index par séances . . . . .	5
Index par sujets . . . . .	7
Index par députés . . . . .	331